Deuxième gauche
Réformisme et lutte de classe

Des années 60 à aujourd'hui

Réflexions, éléments d'histoire sur :
les gauches, les révolutionnaires, les syndicats...

Editions Prolétariennes

2016

Sommaire :

Préface
Présentation-introduction
Deuxième gauche, réformisme et lutte de classe
Annexes
Notes
Index des sigles
Bibliographie
Table matières

A propos de cet ouvrage :

Le sujet couvre une période de 20 ans (des années 68 aux années Mitterrand) et montre ses conséquences actuelles au moment même où la crise économique et les disparitions d'emplois s'accélèrent, où des luttes importantes comme celle contre la loi travail (El Kohmri) réactive la lutte des classes, dans un contexte de montée des risques de guerres et de fascisme.
Cet ouvrage commencé en juin 2014 et terminé en juin 2016 donne des éléments précis sur la tactique et la stratégie des syndicats (principalement CFDT et CGT) . Il montre sur quelle base la CGT s'est « affranchie » du contrôle par le PCF. Il revient sur les luttes ouvrières emblématiques des années 70 (Joint français, Lip, Imro, Bourgogne-électronique, sidérurgistes…).

Il aborde des questions comme celles :

- de l'évolution du courant de l'écologie politique ;
- de la stratégie opportuniste de l'union de la gauche ;
- des origines et de la tactique des différents courants se réclamant de la révolution en France et dans le monde

Il revient plus précisément sur :

- l'évolution du PCF, de la CGT, de la CFDT ;
- l'histoire du mouvement marxiste-léniniste et ses rapports avec les syndicats et la gauche ;
- le passage d'une fraction de la petite bourgeoisie, du gauchisme en rupture avec le marxisme vers un courant idéologique proche de l'extrême droite ;
- L'évolution opportuniste et révisionniste du PCF jusqu'à sa participation au dénigrement et à la criminalisation du communisme par Robert Hue.

« **Deuxième gauche Réformisme et lutte de classe** » pose des questions et donne des éléments de réponses :

En quoi les années 68-88 sont-elles déterminantes ? Sont-elles le creuset idéologique, politique, économique, culturel d'un recul important du mouvement révolutionnaire mondial ?
La deuxième gauche (principalement celle d'Edmond Maire : CFDT et de Michel Rocard : PSU) n'est-elle pas finalement responsable en grande partie du désarroi et du défaitisme des années 80 et suivantes ?
Comment la deuxième gauche a pu influencer, tromper des générations de militants ? Comment le poison de cette « nouvelle gauche » toujours à l'œuvre, développe et se nourrit de la confusion idéologique ?

Comment la deuxième gauche fut complice active de l'offensive idéologique contre le marxisme ?

Quel rôle joua la référence à l'autogestion mis en avant par la CFDT et le PSU ? Comment la deuxième gauche fut un élément central de la stratégie et des illusions électoralistes mises en avant par le PS ou le PCF ?

Le recentrage de la CFDT fut-il le commencement ou la fin d'un processus ? Une ligne momentanée ou celle de toute une période ?

Pourquoi et comment la CFDT à évoluer vers un syndicalisme de collaboration de classe impliquant l'unité de pensé et d'intérêt avec le MEDEF et le PS ?

Daniel Poncet

Deuxième gauche
Réformisme et lutte de classe
-Des années 60 à aujourd'hui-

Réflexions, éléments d'histoire sur : les gauches, les révolutionnaires, les syndicats…

****

Version numérique PDF – 506 pages format A4 -

Editions Prolétariennes

–2016-

Préface

Daniel Poncet, au chômage depuis son licenciement fin 2008 après 35 ans d'usine, cet ancien ouvrier marxiste-léniniste de la chimie, écrit ici un ouvrage de référence sur une période-clé du reflux du mouvement communiste en France.

L'expérience du combat politique et syndical, celle d'une SCOP tenue à bout de bras par ses proches, l'ont conduit tout d'abord à coucher noir sur blanc les dommages causés à la classe ouvrière par le réformisme.

Initialement consacrée à l'évolution de la CFDT qu'il a vécue de l'intérieur, son étude a inévitablement embrassé de façon matérialiste dialectique les rapports entre syndicats, partis et mouvements de masse, leurs conséquences pratiques, en suivant le fil d'Ariane de la lutte idéologique entre bourgeoisie et prolétariat au sein du mouvement ouvrier, entre marxisme-léninisme, révisionnisme et réformisme, et tout particulièrement les avatars du courant de pensée intitulé « deuxième gauche », véritable cheval de Troie du capital et de l'anticommunisme.

Son travail n'est pas celui d'un historien rassemblant simplement des données afin d'interpréter le passé, mais d'un militant cherchant à en tirer des leçons pour reconstruire l'outil indispensable de la classe ouvrière, le parti communiste.

Son étude est marquée par une empreinte de classe qui ne se dissimule pas derrière l'hypocrite « objectivité » des historiens bourgeois, mais affirme clairement sa position.

C'est en défendant le point de vue de ceux qui n'ont *rien à perdre que leurs chaînes* qu'il a pu réaliser un travail scientifique, en procédant à la critique et à l'autocritique des divers partis et organisations - y compris marxistes-léninistes - qui composent la « gauche » et « l'extrême-gauche » de cette époque.

Tirant ses sources d'une vaste bibliographie, notamment celle sur le mouvement marxiste-léniniste qu'il a lui-même collectée dans le cadre des Editions Prolétariennes, Daniel produit une somme scientifique sur une période de vingt ans, de 1968 à 1988.

Il y retrace l'évolution de la « nouvelle gauche », en la reliant aux renoncements successifs qui ont marqué les progrès du révisionnisme dans le PCF, aux tentatives infructueuses des marxistes-léninistes du PCMLF et du PCRml pour reconstruire un nouveau parti communiste, et aux causes de ces échecs.

Les masques sont tombés, l'unité de pensée et d'intérêt du Medef, du PS et de la CFDT est aujourd'hui une évidence pour le plus grand nombre et s'affiche sans vergogne.

Reste à faire table rase des thèses qui ont fait le lit de la « nouvelle gauche », dans le contexte historique de l'opposition au révisionnisme et de la montée de l'anticommunisme, d'examiner sans honte et sans crainte nos erreurs parce que *la vérité est révolutionnaire.*

L'actualité des « nuits debout » exprimant le rejet des partis bourgeois et simultanément le désarroi de l'absence de perspective, le renouveau de la lutte de classe prolétarienne, coïncident de façon inexprimée à un double impératif dialectique : ce sont les masses qui font l'histoire et « pour faire la révolution il faut un parti révolutionnaire ».

Parce que le poison idéologique de la « nouvelle gauche » est toujours à l'œuvre, l'ouvrage de Daniel constitue un élément de réponse à la question pourquoi en sommes-nous là et comment en sortir ?

Il établit par là un lien entre les anciennes générations, et la jeunesse qui se dresse face à l'Etat bourgeois, mais cette fois non plus par idéal romantique ou par révolte hédoniste, mais parce que son avenir est sombre et que le capitalisme fait obstacle à son épanouissement, à son travail, à sa famille et à tous ses espoirs, et qu'il doit nécessairement être renversé.

Cette jeunesse a pour cela besoin de s'approprier la mémoire du mouvement ouvrier révolutionnaire de notre pays, ses expériences et ses tentatives même infructueuses, pour avancer.

Jean Jullien –le 02-06-2016-

Présentation-introduction :

Pourquoi ? Comment ? Quoi ?

Au départ ce texte ne devait être qu'une annexe intégrée dans une biographie. Il m'est apparu utile et nécessaire de transformer cette annexe en une étude plus approfondie. Le sujet initial était consacré principalement à l'évolution de la CFDT (Confédération Française et Démocratique du Travail) sur une dizaine d'années, plus précisément « De la lutte contre la mainmise du PS sur la CFDT en 1974 au recentrage en 1979 ».

Pourquoi un tel intérêt pour ce sujet ?

D'abord parce qu'il couvre une période que j'ai vécue en tant que militant politique PCR (ml) (Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste) et syndical CFDT. Les conséquences des orientations politiques et syndicales des années 70 ont un impact direct sur les stratégies politiques et syndicales d'aujourd'hui. Mais surtout parce qu'on ne peut comprendre la crise politique, économique, écologique, idéologique ou bien l'effondrement de la gauche, l'abstention, les risques de guerres, la présence durable du FN (Front National) depuis des années dans le champ politique, le recul du marxisme… sans connaître ni analyser la période historique ou les courants idéologiques qui en sont le creuset. Comme l'écrit Jean-Pierre Lardin syndicaliste à la *Confédération National du Travail* dans « **Journal de grève : 30e anniversaire de la grève des PTT en 1974…ou du regret de ne pas avoir connu la CNT ! » brochure syndicaliste n°13 -** éd. CNT-RP, 2005 – : « *Le regard sur le passé, sur l'histoire, est un enjeu de classe.* ».

Puis, la conservation et l'acquisition d'archives (journaux, tracts, revues…) concernant les années en questions, m'ont permis d'avoir des éléments factuels, des informations, des analyses… qui me semblent intéressant de faire connaître.

Une étincelle…

En novembre 2014 un passage du livre : « **Propriété et expropriations.** ***Des coopératives à l'autogestion généralisée*** » textes de Karl Marx et Friedrich Engels, présentés par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka – (Éditions Sylepse 2013) -, va m'interpeller. Le voici :

> « *Au cours des années 1960 et 1970, il s'est développé en France une discussion sur des projets de pouvoir autogestionnaire, des initiatives et des luttes à caractère autogestionnaire, que ce soit dans l'entreprise ou dans la société plus généralement.*
> *Ne pouvant entreprendre ici le nécessaire retour historique critique sur l'ensemble de cette phase, nous résumerons les enjeux et les controverses pratiques et idéologiques qui se sont déroulés au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), organisation qui y a tenu une place majeure.*
> *Plusieurs courants s'y affrontent, mettant en jeu des conceptions différentes de la propriété sociale des moyens de production, de la planification démocratique, de l'autogestion des entreprises, du rapport de force crée par l'unité d'action autour des revendications et des luttes* (Cours-Salies, 1988). *Une des orientations, pour « être responsable », veut limiter les revendications et les objectifs et s'en tenir à une sorte de cogestion qui développerait une démocratie sociale modernisée. D'autres veulent rassembler les forces sociales disponibles pour changer le système. Après 1968, et malgré l'enthousiasme soulevé par la lutte des Lip, cette CFDT de lutte de classes a fini par perdre la bataille. Ce qui a été appelé la « deuxième gauche » a alors imposé ses choix et pris le contrôle de l'organisation. On connaît la suite, mais la référence à l'autogestion a ainsi pu donner l'impression d'être mise à toutes les sauces : du pouvoir des producteurs au choix d'une volonté de pacifier le climat social par une simple coopération « entre partenaires sociaux ».*
> *Avec le chômage de masse et les solutions social-libérales, les années 1980 ont été en France, après la victoire de la gauche, celles qui ont détruit les capacités de mobilisation et affaissé l'exigence de changement. Un des principaux dirigeants de la CFDT de conformisme avec les thèses sociales-libérales, Edmond Maire, déclarera même en 1986 être fier d'avoir fait disparaître les grèves…* » -page 50-

Dubitatif et interrogatif

Le passage ci-dessus qui traite d'une histoire que je connais un peu, m'a laissé dubitatif même si certains points sont justes. Je dis dubitatif car le terme de « recentrage » qui généralement caractérise le « tournant », une

« évolution » ou le « changement de ligne » à l'intérieur de la CFDT n'apparaît qu'en filigrane dans l'extrait du livre de Zarka et Cours-Salies. Des acteurs sociaux et politiques importants sont à intégrer pour la compréhension de cette histoire. C'est le cas de la CGT (Confédération Générale du Travail), du PCF (Parti Communiste Français) –dont Pierre Zarka fut un des dirigeants-, ou de la LCR (Ligue Communiste révolutionnaire) dont a été membre Cours-Salies (dont le pseudonyme était Pierre Rème et qui était également au Syndicat Général de l'Éducation Nationale-CFDT). C'est aussi le cas des organisations ou partis révolutionnaires (de toutes obédiences) qui eurent un rôle dans la bataille à l'intérieur des syndicats.

On ne peut aborder les questions de l'autogestion, de la lutte des classes, de la « deuxième gauche », du recentrage de la CFDT, sans parler du PSU (Parti Socialiste Unifié : créé le 3 avril 1960 et qui s'est auto-dissous le 24 novembre 1989), ni analyser la politique des partis de gauche (PCF, PS et MRG), la stratégie de l'union de la gauche, sa nature, ses contradictions. Il faut aussi bien saisir la nature des affrontements idéologiques de cette période –1968 – 1983, l'importance du contexte national et international pour comprendre qu'aujourd'hui nous en vivons les conséquences destructrices en termes de reniements, de confusion idéologique, d'ignorance, d'amalgame, d'inorganisation, de crises économiques, de risques de guerres.

Le discrédit puis le rejet de toutes références au communisme, à la révolution d'octobre 1917, au léninisme a permis la propagation de toute une idéologie réactionnaire fascisante (ou carrément fasciste) dans la société. Les pires illusions réformistes sur la social-démocratie ont été un terreau favorable qui a ouvert la voie au FN. L'abandon de la référence à l'alternative révolutionnaire, laisse la place à de pseudos-alternatives réformistes, que le capitalisme en tant que système, intègre sans que cela puisse le moins du monde le gêner (bien au contraire).

Zarka et Cours-Salies indiquent vouloir résumer « *les enjeux et les controverses pratiques et idéologiques qui se sont déroulés au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)* », mais des questions apparaissent concernant les « *projets de pouvoir autogestionnaire* », les « *luttes à caractère autogestionnaire* », « *la planification démocratique* », « *l'autogestion des entreprises* », la « *CFDT de lutte de classe* » qui « *a fini par perdre la bataille* », *la* « *deuxième gauche* » qui a « *imposé ses choix et pris le contrôle de l'organisation.* »…

Des questions sur le processus/aboutissement (recentrage). Le recentrage lui-même jouant le rôle « d'arbre qui cache la forêt ». D'autant plus que Pierre Cours-Salies a publié à La Brèche-PEC en 1988 « **La CFDT, un passé porteur d'avenir. Pratiques syndicales et débats stratégiques depuis 1946** » et qu'il intitule son chapitre XI « Le "recentrage", le choc des mots, le poids des faits » -pages 297 à 323.

Donc l'idée d'engager un travail de recherches, d'analyses sur le thème du recentrage de la CFDT, s'est imposée à moi. Mais, je ne pouvais pas limiter ce travail à la seule CFDT, même si le sujet de l'évolution de ce syndicat en est le fil conducteur.

Une étude, un contexte…

Cette étude me permet de resituer les positions de divers courants et organisations se revendiquant du marxisme vis-à-vis du syndicalisme, dans le contexte politique, économique, national et international. De détailler les stratégies des partis de gauche autour du Programme commun, de préciser le rôle des luttes ouvrières historiques comme celles des sidérurgistes, de bien définir et comprendre le processus du recentrage, du rôle des autres syndicats (CGT, FO), de l'autogestion, de la deuxième gauche …

Je donne des éléments le plus précis possibles (et quelquefois avec des redondances) pour des réflexions évidemment discutables.

Dans cette brochure, j'insiste sur des points précis permettant d'éclairer le contexte de cette période. Je ne cache pas non plus mon intérêt et mon soutien à des positions politiques (marxistes-léninistes) qui sont globalement pour moi toujours valables. C'est pourquoi de nombreuses sources et références proviennent de ce courant politique (ML) qui dans la période des années 60 a partagé certains combats en commun avec des militants qui vont être à l'origine de la CFDT ou du PSU par exemple dans le soutien à la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français.

… sur la base de la critique/autocritique

Cependant, ce « retour sur le passé » est aussi pour moi l'occasion sur la base de la critique/autocritique de revenir sur le soutien partiel ou global à des idées, des notions, des termes comme « socialisme autogestionnaire », « autogestion », « nouvelle gauche », « deuxième gauche »…

Ces notions, termes et idées ont été très présentes dans les années 1970. Dans le contexte elles étaient dominantes dans le mouvement global de la contestation de la société depuis 1968.
Il était sans doute très difficile de comprendre à ce moment là, que reprendre à notre compte ou admettre le vocabulaire de l'adversaire dans la bataille des idées, c'était se placer sur son terrain. D'autant plus que les « faux-amis » -de la direction réformiste de la CFDT- savaient très bien utiliser les positions et les pratiques de la direction CGT (pro-PCF) comme repoussoir, pour finalement avancer leurs idées et nous refourguer en douce une camelote idéologique prétendument nouvelle ou anticapitaliste.

aussi une histoire belge !

Il est aussi intéressant de noter que le phénomène d'exclusion des militants actifs (syndicalistes de classe ou de combat) au sein des syndicats réformistes n'est pas un phénomène uniquement français. Le même phénomène s'est produit par exemple en Belgique, comme en témoigne le livre « **Le temps travaille pour nous – Militant syndical dans les années 1990** – ***Crise Nouvelle technologie Internationalisation*** » -EPO 1991- écrit par *Jo Cottenier* et *Kris Hertogen*, à la page 12 ou il est fait mention d'une chasse aux sorcières et du « *démantèlement du noyau syndical du chantier naval de Boel à Tamise et l'exclusion du délégué principal Jan Cap et des militants qui lui étaient fidèles.-(1982)-*». La deuxième partie (pages 197 à 274) du livre de Jo Cottenier et Kris Hertogen, aborde le thème de : « ***Gagner les syndicats au syndicalisme de combat*** » et répond à la question : « *Que font les révolutionnaires dans les syndicats ?* » -page 199-.

Autogestion, trotskisme, marxisme-léninisme, anarchisme et syndicalisme libertaire…

Dans cette étude, je ne développe pas en détail la position des groupes trotskistes sur la question syndicale (fractions, entrisme, oppositions…), même si des informations intéressantes sont disponibles par exemple dans la brochure éditée par la LCR en avril 1979 : « **CFDT : Le recentrage ou la gestion de l'austérité** » supplément à *Critique Communiste n°25* –éditions la brêche-.

Le sujet de l'autogestion et de la CFDT fut notamment étudié et critiqué dans plusieurs articles de la presse du PCRml (Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste) et du PCMLF (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France).

En 1973, la revue **Prolétariat** éditée par l'HR (l'Humanité Rouge) –vitrine légale du PCMLF interdit en 1968- publie en avril dans son n°1 un article de *Gaston Lespoir* (Jacques Jurquet) : « **Critique sommaire de l'autogestion** » -pages 28 à 35. Dans son n°2 du 3e trimestre 1973 un article signé d'André Colère –pseudonyme de Jean-Luc Einaudi- : « **La CFDT, l'autogestion et la question de l'Etat** » -pages 42 à 47-

Le Quotidien du Peuple édité par le PCRml, publie dans son n°115 du jeudi 19 février 1976, un article de *Stéphane Raynal* concernant le 37e Congrès de la CFDT : « **Autogestion ou révolution ?** » -page 2-

Le journal « **Pour le Parti** » nouvelle série n°6 de juillet-août 1978 pose des « **Questions à un autogestionnaire** » tandis que le PLP n°23 de février 1980 revient sur « **Le PCF et l'autogestion** ».
Une brochure de 1974 publiée par l'OCI –Organisation Communiste Internationaliste- (trotskiste) : analyse en détail le rôle de l'église, de la CFDT dans « **Les marxistes contre l'autogestion** » -SELIO éditions.

Je ne développe pas non plus les thèses des anarchistes et libertaires qui furent aussi chassés de la CFDT comme le rappelle « ***Le Monde Libertaire*** » n°1728 (16 - 22 janvier 2014) dans l'article « **De l'autogestion syndicale à la collaboration de classes : cinquante ans de CFDT** » : « *la reprise en mains à la CFDT n'allait pas tarder ; après le ratissage, vint l'écrémage. La direction cédédiste commençait à trouver tous ces « gauchistes » un peu trop remuants, à commencer par les libertaires qui étaient alors assez nombreux – toutes organisations confondues – dans les structures confédérales de base.* »

Quand la CFDT justifie le fichage de ses opposants internes, les exclusions et le recentrage.

Le livre de Théo Rival « **Syndicalistes et libertaires : Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires (1974-1991)** –Éditions d'Alternative libertaire- juin 2013, donne de précieux renseignements, notamment dans le chapitre II « ***Action libertaire en entreprise*** » sous-chapitre « ***Chasse aux sorcières dans la CFDT*** » aux pages 80 à 88. Il écrit notamment : « *Entre le 37e congrès confédéral CFDT de 1976, à Annecy, et le 38e à Brest, en mai 1979, la CFDT lance deux politiques concomitantes : celle du ''recentrage'' et celle de l'exclusion des ''coucous'' d'extrême-gauche* ».
Le coucou est un oiseau qui pond ses œufs dans le nid des autres. La direction CFDT utilise le nom de

« coucous » indifféremment pour désigner toute l'opposition interne. Il faut dire que dans l'opposition à la ligne confédérale, la LCR est très présente. Ce que confirme Théo Rival :

« *Au 37e congrès confédéral, en 1976, 60 à 65 délégués sont membres ou proches de la LCR.* » -page 63-

« *Depuis 1973, "La Ligue" fait quasiment figure d'opposition officielle dans la CFDT* » -page 63-

Dans cet ouvrage, Théo Rival ne cache pas ses divergences avec la LCR et l'accuse de « *vouloir construire une opposition interne figée en tendance, l'enjeu étant, pour la LCR de la contrôler. Cette stratégie, que l'UTCL qualifie de "prétention plus ou moins ouverte d'organiser à elle seule l'opposition interne", conduit, selon elle, à "gâcher l'unité et le développement de cette opposition" et "sert de repoussoir à la direction confédérale"* » – page 63-

A plusieurs reprises dans « **Syndicalistes et libertaires** », Théo Rival critique ouvertement Pierre Cours-Salies notamment pages 63-64. Dans le sous-chapitre « ***Une extrême gauche majoritairement hostile à SUD*** » -page 112- il signale que : « *le bureau politique de l'organisation trotskiste a largement condamné la création de SUD !* » et indique que Pierre Cours-Salies s'opposait à la création de SUD-PTT. Par la suite Christophe Aguiton (LCR) s'investira avec d'autres membres de la ligue (et en opposition avec Krivine) dans la création de SUD-PTT.

Une intéressante chronologie de 1967 à 1991 est également présente dans la partie III de l'ouvrage aux pages 181 à 187. L'ouvrage indique page 17 qu'en mars 1973 le secteur politique confédéral de la CFDT avait diffusé un document de 82 pages à destination des structures dirigeantes (bureau national, secrétariat confédéral, fédérations, UR, UD). Ce document est intitulé « **Fiches signalétiques des organisations d'extrême gauche et des mouvements contestataires** ». Il accorde aussi une place à l'ORA (Organisation Révolutionnaire Anarchiste qui deviendra en partie plus tard l'UTCL).

Ces « **fiches signalétiques** » illustrent le fait que l'ensemble des forces se revendiquant de la révolution, furent fichées, surveillées et combattues dans la CFDT, dès l'après 68. Parallèlement à ça, la CFDT engagera un processus qui débouchera sur le recentrage au nom du réalisme. Exclusion des révolutionnaires et recentrage dans la CFDT, sont deux phénomènes intimement liés.

La CFDT pour jouer pleinement son rôle politique et syndical de nouvelle force réformiste, devait éliminer ses oppositions internes, en neutraliser certaines et en intégrer d'autres. Théo Rival, toujours dans « **Syndicalistes et libertaires** » note à la page 81 qu'Edmond Maire le 2 juillet 1976 devant le nouveau bureau national issu du 37e congrès : « *estime désormais que la ''montée du basisme et du gauchisme'' au sein de la CFDT représente ''le danger numéro un''. Il ajoute qu' ''il est impossible de continuer à travailler trois ans encore sur ces bases floues. (...) Il faut changer de cap et de méthode, sinon, au congrès de 1979, le cartel des refus constituera une majorité négative et nous serons dans l'impasse. Il y va de l'avenir de la CFDT (*) »* * (PV interne, Nouvelles CFDT n°23 –1976-) voir également dans le livre «**La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** –Hervé Hamon et Patrick Rotman– 1982 - Ramsay éditions –page 290 chapitre 9 « ***A cheval sur le tigre*** »).

Le 37e congrès marque également la cristallisation d'une opposition contre Jacques Chérèque et Jacques Moreau (qui seront en première ligne dans la défense du recentrage et le 38e congrès en 1979).

Les conséquences sur le paysage syndical : SAT, SDB, SLT…

L'évolution et les exclusions dans la CFDT ont eu des conséquences sur le paysage syndical avec notamment la création :

-En octobre 1978 du SAT (Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs) par des exclus de Lyon-Gare ;
-Du SDB (Syndicat Démocratique des Banques) par la section CFDT-BNP suspendue en novembre 1978 ;
-Du SLT (Syndicat de Lutte des Travailleurs) par la section CFDT d'Usinor-Dunkerque dissoute en 1979.

… CRC, SUD-PTT

Les conséquences les plus massives et les plus durables furent la création en mars 1989 de CRC et SUD-PTT (Solidaires, Unitaires, Démocratiques) et CRC (Coordonner, rassembler, Construire) qui deviendra plus tard SUD-Santé. (Sources : Théo Rival « **Syndicalistes et libertaires** » -pages 84 et 187. Les pages 106 à 117 sont consacrées à la fondation de SUD-PTT.).

Concernant l'origine et le conflit qui aboutira à l'exclusion de militants CFDT qui vont être à l'origine de SUD, voir le lien suivant : 1988 : des moutons noirs fondent SUD

Utilisation de l'ouvrage et contenu

Pour faciliter la lecture et l'utilisation de cet ouvrage, j'ai indiqué :
- -un index des sigles utilisés, en fin de document ;
- -une partie consacrée aux annexes numérotées ;
- -les sources, les extraits, les citations de journaux, brochures, livres ;
- -un récapitulatif général des sources biblographiques ;

J'ai tenu à indiquer un maximum de sources (dont certaines sont peu connues) et donner le plus possible de dates précises. Vu l'ampleur de la tâche, il est tout à fait possible qu'un élément jugé important soit oublié, qu'on m'en excuse par avance, mais ce travail peut aussi être enrichi par la suite.

Histoire parallèle - Histoire croisée – Histoire commune

Je vais donc traiter principalement de ce qui concerne : la CFDT (évolution et recentrage) –ce sera en quelque sorte le fil rouge-, les « gauchistes », l'autogestion, la deuxième gauche et les analyses des communistes marxistes-léninistes.

En parallèle, la question de l'union de la gauche, du PS, du PCF est évidemment aussi analysée.

Cette brochure est en fait une Histoire à la fois parallèle et commune où s'entremêlent la deuxième gauche, le syndicalisme, les « gauchistes », le courant marxiste-léniniste, les libertaires, les trotskistes, les forces de gauche gouvernementale (union et programme commun). La période des années 70 est déterminante pour la compréhension des idées, des enjeux et de la réalité des années 2010 et suivantes.

Première partie

*

CHAPITRE 1

La bataille au sein de la CFDT

La bataille au sein de la CFDT, plus précisément entre 1973 et 1979, couvre une période historique riche d'enseignements. Elle illustre les rapports que les révolutionnaires et plus particulièrement les communistes marxistes-léninistes entretiennent avec le syndicalisme et comment ils voyaient la question du changement de société.

L'analyse et la compréhension de cette période qui va du 35e au 39e congrès de la CFDT nous éclaire sur le rôle du PS, du PCF, sur les stratégies électoralistes et réformistes dans le cadre de l'Union de la Gauche. Les quatre congrès (35, 36, 37, 38) de la CFDT montrent la « transformation » de cette confédération sous l'influence, d'une part de la deuxième gauche, du PS, d'un de ses courants le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) et d'autre part du PCF via la direction de la CGT.

Cette « transformation » se produit dans une CFDT qui après 1968 se rapproche tactiquement des « *gauchistes* », met en avant une certaine démocratie ouvrière, et s'oppose à certaines pratiques brutales de la CGT. Cette CFDT va aussi devenir une sorte de refuge pour certains militants révolutionnaires et notamment les marxistes-léninistes. N'oublions pas le rôle de la CGT contre ce qu'elle appelle sans aucunes nuances ni distinctions ni analyses sérieuses « *les gauchistes* ». Cette direction CGT avait déjà avant 1968 organisé une « *chasse aux sorcières* » contre les militants des premières organisations ML issus des exclusions du PCF dès le début des années 60. La CGT après 1968, n'hésite pas à s'associer dans certains cas avec le patronat pour expulser les militants révolutionnaires de ses structures syndicales et les faire licencier (voir par exemple : Claude Lebrun, militant PCMLF qui fut exclu de la CGT de l'Alsthom St-Ouen et licencié en janvier 1974 –HR n°215 –jeudi 31 janvier 1974- ou Jeannette Pelletier exclue de la CGT le 18 juin 1974 -source HR n°237 –du 4 juillet 1974-) puis frappée en 75. l'HR n°335 du 27 septembre annonce en page 2 : « **Nantes : Agression social-fasciste contre Jeannette Pelletier** ».

Les rapports avec la CGT dans les usines furent très durs et seront certainement à l'origine du terme « *social-fasciste* » utilisé par les ML pour qualifier la CGT ou le PCF. Il faut dire que la direction du PCF n'a pas hésité à faire l'amalgame gauchiste = fasciste, ce qui a entretenu et favorisé les tensions (et même plus… **(voir au chapitre 4)**

La campagne contre le « social-fascisme » fut développée principalement par le PCMLF pendant quelques années (de 1969 à 1976). Le terme fut progressivement abandonné après avril 1977 et disparaîtra totalement. L'UCFML (dont un des responsables était *Alain Badiou*) continua jusque dans les années 80 à analyser et qualifier la CGT ou le PCF de « social-fasciste ». Il faut dire que cette organisation, comme je le montre plus loin, n'a jamais travaillé dans les syndicats et les a constamment combattus au même titre que les patrons.

Pendant plusieurs années les organisations ML ont écrit le sigle PCF avec des guillemets (P« C »F) dans leurs journaux et tracts pour indiquer que selon les critères du marxisme-léninisme le PCF n'était plus communiste. Les guillemets pour écrire P« C »F sont progressivement puis définitivement abandonnés, dans la presse ML (notamment dans l'HR) au 2e trimestre de l'année 1976.

Les Marxistes-Léninistes et les syndicats

Historiquement la question de la participation ou non des ML dans les syndicats, fut posée dès les années 60. Elle donna lieu à des interprétations, analyses et pratiques diverses :

-Comités d'actions, comités de grève, de luttes, de base…

-Travail dans la CGT pour y impulser une « CGT-Lutte de classe »

Après 1968 à l'image du mouvement « mao » ML, la question syndicale montre des lignes de fractures entre :

-ceux qui refusent toute adhésion aux syndicats

-ceux qui rejoignent la CFDT ou la CGT

<u>Les principaux groupes sont</u> :

L'UJCML créée en 1966 interdite en 1968
La GP créée en 1968
Le PCMLF créé en 67 et interdit en 68
L'UCFML créée en 1969
Le PCRml créé en 1974

A travers ces 5 groupes nous avons toute la palette des diverses positions concernant le syndicalisme.

A ces 5 groupes il convient d'en rajouter 2 autres qui ont la particularité d'être toujours existants en 2015 :

L'OCML-VP crée en mars 1979

Le PCOF fondé le 18 mars 1979

Pour être plus complet (sans être exhaustif, car le nombre de groupes et d'organisations à cette époque est important), il faut aussi noter :
-le groupe basé en Bretagne : l'OCFml (Organisation Communiste de France Marxiste-Léniniste) voir au chapitre 18 le paragraphe : « **De « Rennes Révolutionnaire » en 1970 au soutien à Edmond Maire en 1980** ».
-le groupe Prolétaire Ligne Rouge créé pendant l'été 1972. PLR est issu de l'éclatement de « Ligne Rouge », groupe créé en 1970.

Les établis

Il faut également préciser que le mouvement dit de « l'établissement » a aussi joué un rôle dans l'analyse et la pratique des maoïstes ou des marxistes-léninistes.
Le mouvement de « l'établissement », c'est à partir de 1967, la décision de plusieurs organisations comme l'UJCML ou la GP d'introduire volontairement de jeunes militants intellectuels (ou venant de la petite-bourgeoisie) dans les usines, pour « comprendre » le prolétariat et « aider » au développement des luttes tout en renforçant leurs organisations. D'où le terme d'établissement à l'usine. Ces jeunes militants furent appelés les « établis ». Plusieurs livres furent à partir des années 70 consacrés à ces « établis » ou même écrits par eux (par exemple : « **L'établi** » de *Robert Linhart* en 1978).
Pour une bibliographie plus complète sur le sujet, consulter : le livre de 1994 « **Volontaires pour l'usine.Vies d'établis 1967-1977** » de *Virginie Linhart* (la fille de l'auteur de **L'établi**) pages 243-244 et celui de *Marnix Dressen* "**De l'Amphi à l'établi : Les étudiants maoïstes à l'usine 1967-1989**" pages 409 à 423 publié en l'an 2000. Le mouvement des établis touchera plus ou moins et sous des formes moins systématiques d'autres organisations ou partis ML (PCMLF, UCFML, PCRml, PCOF), il concernera aussi des organisations comme l'OCT ou du mouvement trotskyste.

-**L'UJCM**L se bat pour une « CGT-Lutte de classe »

-**La GP** combat les syndicats et défend la création de comités de base.

-**Le PCMLF** se bat à l'intérieur de la CGT qui pratique une « chasse aux sorcières » contre les militants ml. Après 1968 ses militants sont également présents dans la CFDT. Ceci pour 2 raisons principales :

- l'une est : la répression et la chasse que mène la CGT contre les « gauchistes », c'est-à-dire tous ceux qui mettent en avant la lutte de classe contre l'électoralisme.
- L'autre étant : la présence de jeunes travailleurs, d'ouvrières, d'immigrés, la reconnaissance de revendications « non hiérarchisées » et contre les conditions de travail, un style de travail plus « *démocratique* » que la CGT, l'impulsion d'actions porteuses d'une « *nouvelle légalité ouvrière* » (Lip, Cerisay sur le thème « *On produit, on vend, on se paie* »), la conduite de lutte « dures » (Girosteel, Joint Français, Penarroya…).

-**L'UCFML** a une position « *originale* » car elle défend une analyse basée sur « *l'antisyndicalisme* » et impulse dès 1973 la création de noyaux ouvriers dans les usines ou elle est présente (Noyaux Ouvriers Maoïstes, puis Noyaux Ouvriers Communistes). La CGT est considérée comme étant « *social-fasciste* » par cette organisation. La lutte contre le « *social-fascisme* » du P« C »F ou de la CGT restera un axe de la politique de cette organisation. L'UCFML critique la ligne passée de la GP en la qualifiant comme étant « *la voie de droite sur la question de l'antisyndicalisme* ». Le syndicalisme comme le parlementarisme sont combattus par l'UCFML comme faisant partie intégrante de l'impérialisme. Dans une brochure éditée en 1970 « **La Révolution prolétarienne en France. Comment édifier le Parti de l'époque de la pensée de Mao Tsé toung** » (rééditée en 1972 chez François Maspero), le titre de la page 98 éclaire sans ambiguïté la position de l'UCFML : «*Le révisionnisme est matérialisé par des organisations politiques et syndicales dont la pratique de plus en plus dominante est le social-fascisme.* »
Alain Badiou (dirigeant de cette organisation) avait publié dans les revues « **Théorie et Politique** » n°3-4 de février 1975 (Introduction) et 5 de juillet 1975 (Syndicalisme et révisionnisme moderne) un article signé de ce dernier sous le titre général «**Edification du Parti et question syndicale** ».
La revue théorique du PCMLF : **Prolétariat** n°11 –3e trimestre 1975- va publier une réponse à Badiou par l'intermédiaire de Gaston Lespoir (qui est un pseudonyme de Jacques Jurquet) : ***A propos d'un article d'Alain Badiou.* « Comment mieux combattre le révisionnisme dans les syndicats** ».
Le journal du l'UCFml a notamment publié une : « ***Petite histoire du syndicalisme en France*** » (**Le Marxiste-Léniniste** n°8 de l'été 1975 –pages 8-9-) et : « ***L'antisyndicalisme, une pierre de touche de l'application créatrice du marxisme-léninisme-maoïsme aux conditions de la révolution en France*** » (Le ML n°12 –spécial automne 1976- pages 16 à 19).
A noter aussi que la revue **Front Rouge** (mensuel nouvelle série) n°12 -1977-Organe central du PCRml- va publier un article intitulé : « **A propos du travail syndical : L'anti-syndicalisme, rançon du révisionnisme** »

-**Le PCRml** est issu en partie de l'UJCML et de l'éclatement du PCMLF après 1968. A partir de 1972, les communistes marxistes-léninistes regroupés (surtout à Lyon) autour du journal Front Rouge vont se structurer nationalement et créer le PCRml en mars 1974. Sa position concernant la question syndicale va évoluer entre 1972 et juin 1973. Il va passer d'un rejet des syndicats CGT ou CFDT à la constitution de « **l'Opposition Syndicale Révolutionnaire** », la lutte à l'intérieur des deux syndicats (CGT-CFDT) pour « *arracher la classe ouvrière au révisionnisme et au réformisme* ».
C'est sur cette ligne là que le PCRml va soutenir et défendre la lutte à l'intérieur de la CFDT contre la ligne réformiste du PS. Cette lutte dura globalement de 1973 à 1979, c'est-à-dire de l'opération lancée par le PS : « **Assises du socialisme** » 12-13 octobre 1974 au recentrage officiel en 1979.
Cette lutte va notamment se traduire par le regroupement de syndicalistes révolutionnaires, par des appels, des pétitions… et de la part de la direction confédérale (pro-PS) par des exclusions, des dissolutions de structures entières de la CFDT (sections, syndicats, Union Départementale). Malgré cela, la ligne réformiste d'Edmond Maire dirigeant national de la CFDT continuera d'être très critiquée à l'occasion de plusieurs congrès de ce syndicat. Mais d'exclusions, en écoeurement, c'est petit à petit après 1979, que l'opposition à l'intérieur de la CFDT va devenir totalement exsangue. La lutte continuera mais sur des bases très diverses, d'autant plus qu'avec mai 1981 et la gauche au pouvoir, c'est une période de reflux politique du mouvement ouvrier qui va se développer pendant plusieurs années et renforcer la désyndicalisation. Le terme de reflux apparaît déjà dans « **La cause du communisme** » (revue théorique de l'OCML-VP) n°3 –février 1981- en page 54 « Introduction : la période actuelle » : « *Nous vivons incontestablement une période de reflux du mouvement ouvrier dans son ensemble* ».
Les successeurs de Maire à la tête de la CFDT, Kaspar, Notat et Chéréque, vont poursuivre et accentuer la ligne de ce syndicat pour arriver aujourd'hui avec le soutient total au « *pacte de responsabilité* » du gouvernement Valls-Hollande et du patronat (MEDEF). Depuis 2012 il y a un axe gouvernement, patrons et CFDT (Hollande, Gattaz, Berger).
Il faut aussi noter qu'en 1995, Nicole Notat apportera son soutien au plan Juppé, provoquant par le fait une grosse crise au sein de la CFDT.

L'OCML-VP a eu des militants dans la CFDT, SUD et la CGT. Elle anime sur internet depuis novembre 2005 le blog « **Où va la CGT ?** »

Le PCOF a eu des militants dans la CFDT et la CGT. Dans les années 80 il animait « **La Cause Ouvrière : *Bulletin de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire pour un syndicalisme de lutte de classe (OSR)*** ». Dans les années 90, ses militants se concentrent principalement dans la CGT. Le PCOF rejoint le **Front de Gauche** en septembre 2011.

CHAPITRE 2

La CFDT : des dates, des noms et un peu d'histoire

Les origines chrétiennes :

« *La CFDT est issue de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), qui avait été créée en 1919 notamment pour contrer l'influence de la CGT, alors révolutionnaire, sur le mouvement ouvrier.*
Après la Libération, une minorité de gauche nommée "reconstruction" se forme, et prône la déconfessionnalisation de l'organisation. Cette tendance devient majoritaire en 1961, sous l'action d'Eugène Descamps. Les 6 et 7 novembre 1964, le congrès extraordinaire transforme la CFTC en CFDT. 10% des membres scissionnent alors pour maintenir une CFTC. » - Infos tirées de Wikirouge

-1919 : Fondation de la CFTC.
-1927 : Naissance de la JOC.
-1932 : Parution de la revue *Esprit*.
-1946 : Fondation en janvier de *Reconstruction*.
-1949 : Condamnation par *Reconstruction* des « *chrétiens progressistes* » qualifiés de « *compagnons de route* » du PCF.
-1964 : La CFTC devient la CFDT le 7 novembre.
-1965 : En décembre, la CFDT appelle à voter contre le général de Gaulle aux présidentielles.
-1966 : Signature d'un pacte d'unité d'action avec la CGT le 10 janvier.
-1966 : Colloque de Grenoble : Assises de la « Nouvelle gauche ».
-1968 : La CFDT se réfère à l'autogestion.
-1970 : En juin la CFDT « adopte » le socialisme.
-1988 : Au 41e congrès la CFDT abandonne la référence au socialisme et à l'autogestion.
-2014 : La CFDT supprime de ses statuts la référence au combat anticapitaliste

Liste des congrès :

1964 : Congrès de Paris (34e)
1965 : 33ème Congrès de la CFDT à Issy-Les-Moulineaux les 11-14 novembre
1967 : 34ème Congrès du 9 au 12 novembre à Issy-Les-Moulineaux
1970 : 35ème Congrès du 6 au 10 mai à Issy-Les-Moulineaux.
En avril 1971, Edmond Maire est élu secrétaire général de la CFDT
1973 : 36ème Congrès de Nantes du 30 mai au 3 juin
1976 : 37ème Congrès du 25 au 29 mai à Annecy
1979 : 38ème Congrès de Brest –le congrès du recentrage- du 8 au 12 mai
1982 : 39ème Congrès de Metz du 25 au 29 mai
1985 : 40ème Congrès de Bordeaux du 11 au 15 juin
1988 : 41ème Congrès de Strasbourg -21 au 26 novembre- Jean Kaspar succède à Edmond Maire-
1992 : 42ème Congrès de Paris du 7 au 10 avril
Nicole Notat est élue secrétaire générale de la CFDT le 20 octobre 1992.
1995 : 43ème Congrès de Montpellier
1998 : 44ème Congrès de Lille
2002 : 45ème Congrès de Nantes –François Chérèque fils de Jacques, succède à Nicole Notat.
2006 : 46ème Congrès de Grenoble
2010 : 47ème Congrès de Tours
Le 28 novembre 2012, Chérèque cède sa place à la tête de la CFDT à Laurent Berger
2014 : 48ème Congrès à Marseille, le 5 juin. Laurent Berger est réélu à la direction de la CFDT

Secrétaires généraux CFDT :

1964-1971 : Eugène Descamps
1971-1988 : Edmond Maire
1988-1992 : Jean Kaspar
1992-2002 : Nicole Notat
2002-2012 : François Chérèque
depuis **2012** : Laurent Berger

De Kaspar à Nota-tcher (la « tsarine ») de la CFDT

Quelques précisions au sujet de Kaspar et Notat (extraits de la brochure de René Mouriaux : « **Quarante ans d'Histoire de la CFDT –1964-2004**- 2è édition, revue et augmentée d'une postface 2004 – 2013- Institut CGT d'Histoire Sociale – Octobre 2013-) :

Au 41è congrès « *Jean Kaspar est élu secrétaire général en remplacement d'Edmond Maire qui aurait souhaité introniser Nicole Notat.*

Pierre Héritier qui incarnait les espoirs de la gauche syndicale en dépit de l'affaiblissement de ses positions, est écarté des candidatures pour la Commission exécutive dont il était membre depuis 1982. La manœuvre manifeste à la fois l'autoritarisme d'Edmond Maire et la nocivité des statuts de 1970 dont la logique conduit à une direction inféodé au secrétaire général. Devant les oppositions, Nicole Notat ne sera que le numéro deux. Jean Kaspar poursuit la politique du recentrage avec fermeté. Suite à la grève des camions jaunes fin 1988, des militants sont exclus de la Fédération PTT et forment le 15 décembre 1988 « Solidaires, unitaires, démocratiques ». De même dans le contexte de la grève des infirmières, la CFDT Île-de-France santé est suspendue et les militants fondent, en 1989, le CRC (Coordonner, rassembler, construire). » -page 36-

« *La numéro deux de la CFDT accède à la tête de l'Unedic et met en place le système de l'allocation unique dégressive. Le 20 octobre 1992, six mois après le 42è congrès, elle contraint Jean Kaspar à démissionner. Celui-ci avait indiqué le matin à Claude Lévy, journaliste de l'AFP, qu'il se battrait sans concession. Le soir, pour ne pas porter tort aux intérêts de l'organisation, il s'incline devant le complot. Le « putsch » choque les militants et la proximité des élections prud'homales empêche les opposants de croiser le fer. Nicole Notat à gagné.* (…) *Pourquoi Jean Kaspar a-t-il été battu ? Sa mollesse est mise en cause. L'appareil avait été progressivement pris en main par la numéro deux. « Nota-tcher » comme elle est surnommée (Témoignage chrétien, 24 octobre 1992) aime le pouvoir et entend porter la CFDT au premier rang des forces syndicales, sur la base d'une orientation réformatrice « à froid ». La CFDT stigmatise constamment celles et ceux qui entendent maintenir la ligne de 1970. La création d' « Agir ensemble contre le chômage », en 1993, est condamnée.* » -page 37-

« *Elle refuse aux grèves de novembre-décembre 1995 la dénomination de mouvement social, à l'instar d'Alain Touraine.* » -page 38-

Nicole Notat (surnommée aussi la « tsarine ») multipliera les soutiens à la politique de Balladur en 1994 et soutiendra le plan Juppé en 1995. Ce soutien provoquera des réactions très vives de la part de certains militants de la CFDT ainsi qu'une vague de démissions. **Libération** du 25 novembre 1995 sous le titre : «***Notat trahison, Notat démission !***» Christophe Forcari indique que « *La patronne de la CFDT a été chahutée par des militants de son syndicat.*» le contenu de l'article montre qu'il ne s'agit pas d'un simple chahut et que c'est sous les cris de « *Notat-Juppé même combat !* » et sous haute protection que la « tsarine » s'en est sortie indemne. Nicole Notat fut chassée de la manifestation : « *Une partie des manifestants cédétistes ne cachait pas vendredi sa satisfaction. «Cette fois, on l'a bien virée, la tsarine», se réjouissait un adhérent de la Fédération de la métallurgie .* » **(voir annexe n°1)**

La fiche Wiki concernant Nicole Notat donne des informations intéressantes qui montrent bien qu'elle est partie intégrante de la deuxième gauche :

> « *En 1982, elle pilote la création, dans le monde universitaire, de Pour un syndicalisme autogestionnaire, un syndicat étudiant directement membre de la CFDT, qui veut rénover la réflexion sur l'enseignement supérieur.*
> *PSA est alors très proche des idées de Michel Rocard et de Pierre Rosanvallon, et se veut anti-jacobin, anti-corporatiste, pour une réforme des rigidités de la machine universitaire. Réformiste et moderniste, le jeune syndicat participe, là où il est présent, à la réforme du 1er cycle universitaire initiée par le ministre de l'éducation nationale Alain Savary, qui consiste à proposer à chaque UFR de mettre en place sa propre réforme locale, en éclatant les filières pour jouer la carte de la pluridisciplinarité. C'est l'époque du grand virage de la rigueur, pour la gauche au pouvoir, avec les plans de rigueur initiés par le ministre des finances Jacques Delors en septembre 1982 puis au printemps 1983, un virage appelé de ses vœux par Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT dès 1982.* »

CFDT : de l'autogestion à l'abandon de la lutte des classes et du socialisme…

-1965 : Edmond Maire présente au congrès de la chimie, un rapport sur " l'autogestion ".
-1966 : La Fédération Ha-Cui-tex (habillement-cuir-textile) se revendique de l'autogestion.
-16 mai 1968 : La CFDT revendique des " *structures démocratiques à base d'autogestion* ".
-6 au 10 mai 1970 : Le 35e congrès adopte et prône l'autogestion. Lors de ce congrès la CFDT se revendique officiellement d'une « *stratégie de lutte de classe* ».
-1972 : Edmond Maire, déclare dans le Monde du 19 octobre : " *Il y a deux courants socialistes, celui qui est jacobin, centralisateur, autoritaire, s'est établi dans les pays de l'Est. L'autre, le socialisme libertaire, anarcho-syndicaliste, autogestionnaire, c'est celui que nous représentons.* "

A cette déclaration fait écho celle idéologiquement très proche de celle de Rocard lors du congrès du PS des 17 et 18 juin 1977, qui est généralement citée comme l'annonce officielle de l'opposition de deux gauches (deux cultures) : L'expression « deuxième gauche » n'apparaît qu'en 1982 avec le livre d'Hamon et Rotman (« **La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** – Ramsay éditions).

La première gauche « *La plus typée, qui fut longtemps dominante, est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste* » **(Blog de Baamadou Bal)**

« *la deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche, jacobine, centralisatrice et étatique* » Cette déclaration prononcée le 18 juin a été préparée par Patrick Viveret et ses proches (d'après Frank Georgi « **Autogestion la dernière utopie** » éd. Publications de la Sorbonne, 2003- page 213).

« *La deuxième gauche, pour faire bref, a préféré Proudhon à Marx, Jaurès à Guesde, Mendès France à Guy Mollet… et Rocard à Mitterrand. On l'accuse parfois de vouloir diviser la gauche, alors que l'union est nécessaire pour battre la droite. On se trompe sur sa nature : il ne s'agit pas de se préférer au reste de la gauche ; il s'agit de faire sa place à une part essentielle du mouvement socialiste en France.* » : « **Si Rocard avait su…** *Témoignage sur la deuxième gauche* » par Robert Chapuis -L'Harmattan, Le poing et les roses, 2007, p. 25. (article de Vincent Chambarlhac dans Contre Temps – revue de critique communiste fondée par Daniel Bensaïd)

-1988 : Au 41e congrès, la CFDT renonce à la référence au socialisme et abandonne l'autogestion.

-2014 : La CFDT supprime de ses statuts la référence au combat anticapitaliste

L'Humanité Vendredi, 6 Juin, 2014 :

> « **La CFDT supprime de ses statuts la référence au combat anticapitaliste**
>
> *Pour ses 50 ans, la CFDT modifie ses statuts, datés de 1964, afin de « mettre l'organisation à la hauteur de son ambition transformatrice », a indiqué Laurent Berger. Outre la suppression du mot « chrétien » renvoyant à ses origines, la CFDT inscrit dans son préambule le « dialogue social ». Par ailleurs, l'article 1er des statuts raye la référence au combat « contre toutes les formes de capitalisme et de totalitarisme». Il précise que la confédération « combat toutes les formes d'abus de pouvoir, d'autoritarisme ou de totalitarisme et participe à la consolidation de la démocratie ».*

CHAPITRE 3

Quelques petits repères chronologiques donnant des éléments du contexte de 1968 à 1986 :

1968 : Johnson et la convertibilité du dollar en or, « Printemps de Prague » en Tchécoslovaquie, Martin Luther King assassiné, la CFDT adopte l'autogestion, attentat contre Rudi Dutschke en Allemagne, mai 68, interdiction du PCMLF, légalisation des sections syndicales d'entreprise…

Le contexte international de l'année 68 est notamment marqué par :
-la guerre du Vietnam
-les mobilisations étudiantes
-la révolution culturelle en Chine

-5 janvier 1968 : Un article signé de Georges Marchais dans *l'Humanité* : « ***La débâcle des pro-Chinois en France*** " dénonce « *avec la plus grande fermeté* » les « *activités gauchistes et scissionnistes des " maoïstes " dans notre pays.* ». Ils « *ne sont qu'une poignée.* » déclare Marchais dans cet article réalisé après le congrès de fondation du PCMLF à Puyricard le 30 et 31 décembre 1967.

-17 janvier 1968 : le président Johnson (USA) annonce la fin de la convertibilité du dollar en or.

-Février 1968 : début du « Printemps de Prague » en Tchécoslovaquie (Brejnev remplace Novotny par Dubcek qui instaure le « socialisme à visage humain »)

-29 Février 1968 : occupation de l'université de Rome en Italie par les étudiants.

-8 février 1968 : mort de trois étudiants américains en Caroline du Sud lors de manifestations pour les droits civiques.

-22 mars 1968 : Le Mouvement du 22 Mars est un mouvement étudiant français, d'inspiration libertaire, né dans la nuit du vendredi 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre. Réunissant des anarchistes, des situationnistes, des trotskistes et des futurs mao-spontex. Daniel Cohn-Bendit est la personnalité la plus médiatisée du M22.

-Le 20 mars 1968 : A l'occasion d'une manifestation organisée par le Comité Viêtnam national (CVN) *« pour la victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain »*, 300 étudiants saccagent le siège de l'American Express, à l'angle de la rue Scribe et de la rue Auber à Paris. Six personnes sont arrêtées.

-Le 22 mars 1968, à 15 heures : Une Assemblée générale étudiante constitue un mouvement de soutien, le *Mouvement du 22 mars* pour la libération des militants interpellés et en garde à vue.
Le Mouvement du 22 Mars sera interdit par décret le 12 juin 1968. (Sources : Wikipédia).

-4 avril 1968 : des émeutes éclatent dans la plupart des grandes villes des États-Unis après l'assassinat de Martin Luther King.

-11 avril 1968 : Attentat contre Rudi Dutschke, suivi des « émeutes de Pâques » très suivies dans toute l'Allemagne.

-25 avril 1968 : Le député Pierre Juquin, membre du comité central du PCF doit tenir une conférence à Nanterre sur le thème de la crise de l'université et les solutions proposées par son parti. Les marxistes-léninistes de l'UJCML, vont empêcher qu'il s'exprime, l'obliger à abandonner la conférence et à fuir comme « un lapin », le traitant de « *Juquin, Judas !* » et de « *Lecanuet du PCF* ». C'est de cette altercation et de sa fuite qu'il héritera du surnom de « *Juquin petit lapin* ».

-Mai 1968 : Émeutes estudiantines à Tokyo (1968-1970).

-Mai 1968 : « Mai 68 » en France.

-16 mai 1968 : la CFDT revendique des « *structures démocratiques à base d'autogestion* ».

-10 juin 1968 : Gilles Tautin, lycéen âgé de 17 ans, militant maoïste du Mouvement de soutien aux luttes du peuple et membre de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léniniste, meurt noyé dans la Seine en tentant d'échapper à une charge de gendarmes mobiles, aux abords de l'usine Renault de Flins à Meulan.

-Le 11 juin 1968 : A l'usine Peugeot de Sochaux, Pierre Beylot, ouvrier-serrurier, est tué d'une balle de neuf millimètres par un des CRS présents. Un autre ouvrier, Henri Blanchet, s'est tué en tombant d'un mur.

-12 juin 1968 : interdiction du PCMLF et de 10 autres organisations dont l'UJCML crée en 1966.

-20-21 août 1968 : Écrasement du « Printemps de Prague » en Tchécoslovaquie.

-Septembre 1968 : Création de la Gauche prolétarienne (GP).

-5 décembre 1968 : L'Assemblée Nationale vote le projet de loi sur la création des sections syndicales d'entreprise.

1969 : ***Jan Palach, Alexander Dubcek, « Normalisation en Tchécoslovaquie », les américains sur la lune, Nixon bombarde le Cambodge, 37e Congrès national de la CGT, Concorde décolle, De Gaulle s'en va, Pompidou-Chaban-Delors arrivent…***

-19 janvier 1969 : Jan Palach, étudiant à Prague (République socialiste tchécoslovaque), s'immole par le feu Place Venceslas pour protester contre l'invasion de la République socialiste tchécoslovaque par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en 1968. Son suicide symbolise aux yeux du monde la résistance désespérée du peuple tchécoslovaque face à l'oppression. Les troupes soviétiques sont rejointes par des conseillers civils et militaires qui viennent encadrer la politique de " Normalisation ".

-2 février 1969 : A Quimper, le général de Gaulle annonce au cours d'un voyage officiel en Bretagne, qu'un référendum sur la réforme des régions et la transformation du Sénat aura lieu au printemps.

-20 février 1969 : Parution du n°1 de l'Humanité Rouge : Hebdomadaire d'informations et d'études marxiste-léniniste au service des ouvriers, paysans et intellectuels. L'HR portera ce sous-titre jusqu'au n°83 du jeudi 10 décembre 1970.

-2 mars 1969 : Premier vol du Concorde.

-18 mars 1969 : Opération Menu.
- Le président Nixon ordonne des bombardements aériens sur le Cambodge par les B52.
- L'objectif de l'opération est de détruire les voies de ravitaillement du Vietcong.
- L'US Air Force larguera 108 000 tonnes de bombes pendant l'opération.

-23 mars 1969 : La CGT, la CFDT et FO se prononcent pour le « non » au référendum proposé par de Gaulle sur la réformes des régions et du Sénat.

-17 avril 1969 : Alexander Dubcek est évincé et remplacé par Gustáv Husák à la tête du parti communiste tchécoslovaque : la Normalisation en Tchécoslovaquie commence. Husák annule les réformes du Printemps de Prague, à l'exception de la promesse d'une constitution fédérale qui est appliquée.

-27 avril 1969 : Référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation : rejet du projet par 52,41 % des suffrages exprimés.

-28 avril 1969 : Charles de Gaulle, suite au rejet du référendum par 52,41 % des Français, annonce sa démission. Alain Poher, le président du Sénat, assure l'intérim.

-16 mai 1969 : Quatrième semaine de congés payés.

-15 juin 1969 : France : élection présidentielle, Georges Pompidou est élu avec 58,2 % des suffrages contre 41,8 % pour Alain Poher. Sa présidence est marquée par un volontarisme étatique, où l'État développe, avec succès, une politique de modernisation industrielle.

-21 juin 1969 : Jacques Chaban-Delmas Premier ministre, Valéry Giscard d'Estaing revient aux finances.

-16 septembre 1969 : Présentation du projet de " Nouvelle Société " par le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas. Jacques Chaban-Delmas pratique avec Jacques Delors une politique de réforme et d'ouverture, et négocie avec les syndicats sur les conditions de travail et les rémunérations. Le plan d'assainissement du ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing est mis en application. Nouveau blocage des salaires et des prix pour lutter contre l'inflation.

-21 juillet 1969 : Premiers pas sur la Lune pour Neil Armstrong et Buzz Aldrin à 3 h 56

-14 août 1969 : Au Cambodge, Lon Nol est nommé Premier ministre.

-1er septembre 1969 : Déposition du roi Idris de Libye. Le capitaine Mouammar Kadhafi prend le pouvoir et proclame la République arabe libyenne.

Kadhafi modifie les termes des contrats passés avec les compagnies pétrolières. Il obtient une hausse des prix, impose un contrôle et une limitation de la production.

-2 septembre 1969 : Décès de Hô Chi Minh, président du Nord Viêt Nam. On fait d'abord croire qu'il a eu lieu le 3 septembre. En l'absence d'un leader emblématique, la direction collégiale du parti communiste vietnamien maintient le système socialiste.

-Juin 1969 : Publication aux éditions François Maspéro d'une brochure signée par A. Badiou, H. Jancovici, D. Menetrey, E. Terray : « **Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste de type nouveau** »

-Octobre 1969 : Création du groupe pour la fondation de l'UCFML. Alain Badiou qui vient de quitter le PSU rejoint ce groupe.

-15 octobre 1969 : Viêt Nam Moratorium Day. Deux millions de personnes manifestent contre la guerre du Viêt Nam dans tous les Etats-Unis

-16 octobre 1969 : Marcel Boiteux, Directeur général d'EDF, annonce lors de l'inauguration de la Centrale nucléaire de Saint-Laurent, l'abandon de la filière nucléaire française (graphite gaz) pour l'américaine PWR (Pressurized Water Reactor), décidée par Georges Pompidou.

-16 au 21 novembre 1969 : 37e Congrès national de la CGT à Vitry. Ce congrès supprime des statuts "l'abolition du salariat".

-4 décembre 1969 : assassinat par la police de Chicago des militants des Blacks Panthers Fred Hampton et Marck Clark dans leur appartement.

-12 décembre 1969 : L'attentat de la piazza Fontana est un attentat à la bombe qui s'est produit sur la piazza Fontana à Milan le 12 décembre 1969 faisant 16 morts et 88 blessés. Aujourd'hui unanimement attribué à l'extrême-droite italienne, il marque, pour certains historiens, une étape déterminante de la stratégie de la tension, qui poussera certains militants d'extrême gauche à choisir la " lutte armée ".
Cet événement est le principal point de départ des " années de plomb " italiennes et demeure un point controversé de l'histoire contemporaine de l'Italie.

-18 décembre 1969 : L'Humanité Rouge n°39 titre « *A qui sert le crime de Milan ? au pouvoir bourgeois et au fascisme ! :*

-pour briser le mouvement populaire
-pour réprimer les marxistes-léninistes
La peste brune a frappé. ''Le climat de violence'' c'est le pouvoir italien avec ses flics qui l'a créé !
Le peuple italien fera échec au complot réactionnaire ! »

-19 décembre 1969 : tuerie du boulevard Richard-Lenoir à Paris. Dans un braquage sanglant, deux pharmaciennes sont assassinées, un client et un policier blessés. Pierre Goldman est le principal suspect.

1970 : *XIXe congrès du PCF, 35e congrès CFDT, catastrophe minière à Fouqières-lès-Lens et Tribunal populaire, Arrestation d'Angela Davis, répression contre le PCMLF…*

-4 février 1970 : Un coup de grisou provoque la mort de 16 mineurs à **Fouquières-lès-Lens**
Le secours Rouge et Jean-Paul Sartre organiseront un Tribunal Populaire à Lens le 12 décembre 70 et dirent « *les maîtres de la mine assassinent* ».

-Du 4 au 8 février 1970 : XIXe Congrès du PCF à Nanterre

-Mars 1970 : Perquisitions et arrestations de plus d'une centaine de militants du PCMLF, sous le motif de reconstitution de ligue dissoute.

-Du 6 au 10 mai 1970 : 35ème Congrès de la CFDT à Issy-Les-Moulineaux.

-13 octobre 1970 : Arrestation d'Angela Davis aux USA. « *Aux cotés de Malcom X et Martin Luther King, Angela Davis est une grande figure du mouvement Noir américain. Elle adhère au Parti Communiste vers 18 ans et devient membre des Black Panthers en 1967. Militante révolutionnaire, se battant pour l'égalité des noirs et des blancs mais également pour l'émancipation des travailleurs, elle comprend très vite que seule l'unité des mouvements sociaux et politiques entre blancs et noirs, hommes et femmes permettra de combattre la classe dirigeante. C'est cette compréhension qu'elle paiera en étant condamnée à mort en 1972. C'est une mobilisation d'une ampleur internationale qui permit sa libération. Aujourd'hui, elle est toujours militante des luttes sociales et politiques aux États-Unis.* »
http://rebellyon.info/Angela-Davis-la-rebelle-condamnee.html

-1er décembre 1970 : Signature d'un « *programme d'unité d'action* » entre la CGT et la CFDT qui renouvellent l'accord d'unité signé le 10 janvier 1966.

-12 décembre 1970 : Tenue du Tribunal Populaire à Lens en réaction à la catastrophe de Fouquières-lès-Lens le 4 février.

-Le 17 décembre 1970 : A partir du n°84, l'Humanité Rouge change de sous-titre et devient « *Journal communiste pour l'application en France du Marxisme-Léninisme et de la pensée-Maotsétoung* ».

1971 : *Mitterrand au congrès d'Epinay, Maire secrétaire général de la CFDT, La Chine à l'ONU, Clavel et les censeurs…*

-22 avril 1971 : Edmond Maire devient secrétaire général de la CFDT

-4 mai 1971 : Georges Marchais déclare à France-Inter « *Le poing levé, ce n'est pas conforme effectivement à l'esprit du communisme. Nous sommes le Parti non pas du poing levé mais le Parti de la main tendue. Ça c'est la réalité.*»

-29 mai 1971 : François MARTY directeur de l'Humanité Rouge est victime d'un accident mortel de la route. François Marty né en 1905 était un membre fondateur du PCMLF en 1967. A la tête d'un bataillon FTPF dans le département de l'Aude, sous le pseudonyme de commandant Bourgat, il a libéré à partir du 15 août 1944 : Quillan, Couiza, Espéraza, Limoux et Carcassonne

-Du 11 au 13 juin 1971 à lieu le 58e congrès à Epinay où Mitterrand prend la tête du PS.

-18 juin 1971 : Lancement de l'Agence de Presse Libération (APL) par des militants plus ou moins proches des maoïstes de la GP.

-28 octobre 1971 : Le ministre de la défense Michel Debré sous le gouvernement de Georges Pompidou, décide l'agrandissement du camp militaire du Larzac. C'est le début d'une lutte de 10 ans des paysans du Larzac.

-Le 25 octobre 1971 : La République Populaire de Chine est reconnue par l'ONU.

-Le 13 décembre 1971 : Lors de l'émission télé « ***A armes égales*** », Maurice Clavel quitte le plateau en lançant « *Messieurs les censeurs, bonsoir !* ».

1972 : Pierre Overney, 37e Congrès de la CGT, le PSU exclut la GR, Programme Commun de la gauche, XXe Congrès du PCF…

-Le 25 février 1972 : assassinat de Pierre Overney militant maoïste à la GP.

-Le 4 mars 1972 : 300 000 personnes manifestent et rendent hommage à Pierre Overney assassiné par Jean-Antoine Tramoni vigile chez Renault. « *Nous vengerons Pierre Overney* » lancent les manifestants.

-Du 8 au 22 avril 1972 : 37e Congrès national de la CGT à Nîmes.

-Le 4 juin 1972 : Angela Davis, condamnée à mort, est acquittée.

-Le 8 juin 1972 : L'Humanité Rouge n°151 annonce en page 8 : « ***Angela Davis acquittée : Une victoire antifasciste*** »

-Le 15 juin 1972 : l'HR n°152 publie un article d'*Henri Jour* en page 7 : « ***PSU : un coup de barre à droite*** ». *Henri Jour* indique ; « *Sous l'impulsion de la tendance réformiste du député Michel Rocard, le PSU s'engage sur un chemin dangereux.* » plus loin il informe de l'exclusion de la tendance « *gauche révolutionnaire* » de ce parti. Et dénonce clairement les manœuvres de Rocard « *fondamentalement acquis à des solutions réformistes (électoralisme ''pouvoir ouvrier dans les usines''… etc) a tenté de renouer des alliances avec le tandem contre-révolutionnaire Marchais-Mitterrand* »

-Le 27 juin 1972 : signature du Programme commun de gouvernement, par le Parti socialiste, le Parti communiste français et les radicaux de gauche.

-Septembre 1972 : Le gouvernement Pompidou rend publique les mesures appelées « Circulaire Fontanet-Marcellin » concernant les travailleurs immigrés.

-Du 13 au 17 décembre 1972 : XXe Congrès du PCF à Saint-Ouen.

1973 : Mobilisations massives contre la loi Debré, *36e congrès CFDT, début du conflit de Lip, lutte contre la circulaire Fontanet, interdiction de la Ligue Communiste, coup d'Etat fasciste au Chili, auto-dissolution de la GP…*

-1er janvier 1973 : L'entrée en vigueur de la loi Debré modifiant le régime des sursis entraîne de nombreuses protestations et de grosses mobilisations lycéennes.

-11 janvier 1973 : L'Humanité Rouge (HR) n°173 publie en page 10, un article sur : « ***L'enjeu du Larzac*** ».

-6 février 1973 : Le collège d'enseignement secondaire (CES) Édouard-Pailleron est détruit par un incendie criminel le 6 février 1973. Cet incendie a provoqué la mort de 20 personnes dont 16 enfants. Le type de construction de ce collège a largement favorisé la rapidité de l'incendie et causé le nombre élevé des victimes.

-Du 1er au 14 février 1973 : L'HR n°175 publie un article intitulé : ***« Sur la route avec les paysans du Larzac*** » en page 9.

-Pour les législatives, les ML de **l'Humanité Rouge** et de **Front Rouge** font campagne (séparément) pour l'abstention.

-Le 16 février 1973 : l'HR organise à Paris, salle B de la Mutualité un meeting pour l'abstention. Le n°177 de l'HR du jeudi 22 février 1973, rend compte du meeting de plusieurs milliers de participants.

-4 et 11 Mars 1973 : Elections législatives. La gauche est minoritaire, elle perd les élections.

-4 mars 1973 : 1er tour : PCF 21,3% et PS 18,8%.

-11 mars 1973 : 2e tour : La représentation parlementaire de la gauche se renforce avec 176 députés contre 91 en 1968.mais profite surtout aux socialistes.

-Avril 1973 : HR n°183 –du 4 avril- annonce en page 10 la sortie du premier numéro de **Prolétariat** : *revue théorique et politique du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung.*

-Avril 1973 : Naissance de l'Organisation communiste marxiste-léniniste l'Eveil (OCMLE), formée d'ex-UJC(ml) entrés au PCMLF en 1969, qui publient sous le pseudonyme collectif de Nicolas Rivière, quelques textes entre 1972 et 1973. Cette organisation publie le 1er numéro de sa revue théorique et pratique, '**Pour le parti**'. [chronologie : Dissidences]

-18 avril 1973 : Lancement par l'APL et sous l'égide de Jean-Paul Sartre et Serge July du quotidien **Libération**. Le titre est la reprise d'un journal liée à la résistance contre le nazisme, paru entre 1941 et 1964. Le premier journal *Libération* (Organe d'Éducation Libertaire) fut publié fin 1927 par l'anarchiste Jules Vignes.

-30 mai au 3 juin 1973 : 36e congrès CFDT (Nantes) - Edmond Maire est secrétaire général depuis avril -

-12 Juin 1973 : début du conflit Lip suite à l'annonce d'un plan de licenciement et de gel des salaires. L'usine de Palente est occupée et un stock de plus de 25 000 montres est « mis à l'abri » comme trésor de guerre par les ouvriers.

-21 juin 1973 : Pour protester contre la tenue d'un meeting raciste et fasciste du groupe « Ordre Nouveau » à la Mutualité, une manifestation est organisée par la Ligue Communiste et d'autres groupes comme le PCMLF (HR), l'AMR, La Cause du Peuple, Ecole Emancipée, Gauche Marxiste, Gauche Révolutionnaire, Révolution !, Révolution Afrique.
Les affrontements avec la police défendant le meeting fasciste, se soldent par l'interdiction de la Ligue Communiste et d'Ordre Nouveau.
Romain Goupil en 1982 dans son film " Mourir à trente ans ", consacré à Michel Recanati responsable du SO de la Ligue, montre en partie la manifestation antifasciste et les affrontements avec la police "*21 juin 1973, l'organisation fut dissoute, ses dirigeants arrêtés. Michel Recanati, considéré comme le responsable fut abriter clandestinement à l'étranger* ". Suite à la dissolution, Michel Recanati fit 3 mois de prison. Il se suicida en 1978.
Lire le dossier : « **Dans notre histoire... A propos de la manifestation antifasciste du 21 juin 1973.** »
http://www.editions-proletariennes.fr/Histoire/21juin1973.htm

Autres liens sur le sujet :
40 ans après, le 21 juin 1973
Le 21 juin 1973 ? Une sacrée belle manif !
Dissolution de la Ligue Communiste (1973)
L'attaque de la mutu appogée de l'antifascisme radical ou victoire de la bourgeoisie ?

-Du 22 au 24 juin 1973 : 59e congrès du PS à Grenoble

-24 au 26 août 1973 : Rassemblement sur le plateau du Larzac. L'HR n°195 –du 5 septembre au 19 septembre 1973- publie : « *Larzac : manifestation de l'unité populaire* » et paysans en lutte : « *Larzac 25 et 26 août – Témoignage* » (de deux camarades) –page 4-

-Lip et le Larzac sont deux luttes emblématiques de la période.

-11 septembre 1973 : Coup d'Etat fasciste au Chili contre un gouvernement « d'unité populaire »

-29 septembre 1973 : La marche sur Besançon regroupe 100 000 manifestants (les cortèges d'extrême-gauche regroupent autour de 30 000 personnes). Lors de cette marche Michel Rocard et Jacques Chérèque sont déjà à la manoeuvre… (voir aux pages 541-542-543 de « **Génération –*tome 2 Les années de poudre*** » de Hervé Hamon et Patrick Rotman- Editions du Seuil –1988-.

-En novembre 1973 : La Gauche prolétarienne d'inspiration maoïste, prend la décision de s'autodissoudre.

1974 : ***Pompidou, Soljenitsyne, Puig Antich, révolution des œillets au Portugal, comités de soldats, Giscard élu, Chirac 1er ministre, Larzac, la grande grève des postiers, XXIe Congrès du PCF, la catastrophe de Liévin 42 morts …***

-Janvier 1974 : Des extraits du livre de Soljenitsyne **« L'Archipel du Goulag »** sont publiés en français dans le magazine de JJSS : *L'Express*.

-En février 1974 : Les ouvriers de l'imprimerie *Darboy* à Montreuil, refusent leur licenciement sans indemnités. Ils décident d'occuper leur entreprise, de se passer de leur patron et comme à Lip, vivent, mangent, travaillent et luttent ensemble. L'occupation durera pendant trois mois. Un film sera réalisé par l'équipe de Cinélutte et sortira en 1975.

-13 février 1974 : expulsion d'Alexandre Soljenitsyne, prix Nobel de littérature (1970), à la suite de la publication de **L'Archipel du Goulag**.

-21 février 1974 : L'hebdomadaire **Front Rouge** (FR) n°104 - publie en une : « ***En Suisse comme en U.R.S.S., Soljenitsyne restera un précieux auxiliaire des révisionnistes soviétiques*** ». Les articles des pages 6-7 traitent de ce sujet.

-2 mars 1974 : En Espagne, Franco fait exécuter par garrottage le militant anarchiste catalan Puig Antich membre du MIL (Mouvement ibérique de libération).

-30 et 31 Mars 1974 : « Les communistes marxistes-léninistes de "front rouge" se sont réunis en congrès constitutif du P.C.R. (m.l.) » annonce FR n°110 -11 avril 1974-
http://www.editions-proletariennes.fr/Dochml/presse/couvertures/frontrouge/1974/fr110.htm
-8 avril 1974 : le Comité Central du PCF ratifie le soutien à la candidature de Mitterrand pour les présidentielles en tant que candidat de la gauche.

-25 avril 1974 : Révolution des Œillets au Portugal.

-Elections présidentielles du 5 au 19 mai 1974 pour remplacer Georges Pompidou mort le 2 avril 1974.

-5 mai 1974 : 1er tour des élections présidentielles. François Mitterrand arrive en tête avec 43,4% face à Valéry Giscard d'Estaing 32,9% et Jacques Chaban-Delmas 14,6%.

-Les Comités de soldats : Pétition, manifestation et répression.

Au cours de la campagne pour l'élection présidentielle de 1974, 6000 soldats signent une pétition appelée Appel des 100, demandant l'amélioration des conditions de vie et l'introduction des libertés d'association et d'expression dans les casernes.

Les premiers comités de soldats sont apparus à partir de la fin de l'année 1973, mais c'est véritablement l'Appel des cent, rendu public le 16 mai 1974, qui date l'acte de naissance du mouvement qui lança le développement des comités de soldats.

Le mardi 10 septembre, 200 soldats du 19e RA de Draguignan sortent de la caserne pour manifester durant deux heures dans les rues de la ville en reprenant une partie des mots d'ordre de l'Appel des Cent. **(voir annexe n°2)**

-14 mai 1974 : Maurice Clavel publie aux éditions Grasset « **Les paroissiens de Palente** ».

-19 mai 1974 : Valéry Giscard d'Estaing est élu à la présidence de la République française avec 50,81% contre 49,19% à Mitterrand.

-Du 27 mai 1974 au 25 août 1976 : Jacques Chirac est Premier ministre. Le 28 mai il nomme Michel Poniatowski comme ministre d'État, ministre de l'Intérieur.

-Juin 1974 : Publication en version française du tome 1 de **l'Archipel du goulag** d'*Alexandre Soljenitsyne*. Le tome 2 sera publié en décembre 1974 et le tome 3 en mars 1976.

-24 juin 1974 : L'émission **Ouvrez les guillemets** du 24 juin 1974 diffusée sur la une, présentée par Bernard Pivot est consacrée à Alexandre Soljénitsyne à l'occasion de la publication en français de **L'archipel du goulag**.

-Larzac : Depuis plusieurs années des paysans du Larzac s'opposent à l'extension du camp militaire.

Aout 1974 : Grosse manifestation sur le plateau du Larzac. La présence de Mitterrand n'est pas du tout apprécié par quelques milliers de manifestants qui le conspuent et le chassent du plateau. Une campagne visant à dénigrer et à dénoncer la présence du PCRml (créé en mars) est organisée par le PS via *le Nouvel Observateur* mais aussi de *Politique Hebdo*, *Le Monde*, *l'Humanité* et… *Minute*.

Le PCRml organisera une conférence de presse pour contrer cette campagne (voir **Front Rouge** 123 du -06 septembre 1974-).

-Le 29 septembre 1974 : Sept élections partielles simultanées se déroulent, les résultats du PCF sont mauvais et le PS progresse.

-Le 5 octobre 1974 : Miguel Enríquez (né le 27 mars 1944 à Talcahuano, Chili) meurt au combat à Santiago du Chili en luttant les armes à la main contre la dictature fasciste de Pinochet.

Miguel Humberto Enríquez Espinosa était médecin et militant politique chilien. Il fut Secrétaire général du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) chilienne de 1967 jusqu'à sa mort.

-12 et 13 octobre 1974 : Tenue des « Assises du Socialisme ». Ces assises regroupant PS, PSU, CFDT et quelques personnalités sont importantes dans la construction de la « deuxième gauche ».

-Vendredi 25 octobre 1974 : L'hebdomadaire de l'OCR, **Révolution** ! n°68 publie un article sur « ***la CFDT et l'union de la gauche*** ». En introduction, une citation tout à fait éclairante : « *Il nous faut un grand parti des socialistes pour assurer un débouché aux luttes et prendre le pouvoir ». Tel a été lors des ''Assises du socialisme », l'argument essentiel de Chérèque, responsable de la fédération métallurgie de la CFDT* ».

-Du 24 au 27 octobre 1974 : XXIe Congrès du PCF à Vitry-sur-Seine.

La grande grève aux PTT en 1974

-17 octobre : début de la grève
-2 décembre : fin de la grève

Quelques ouvrages :

--Des " idiots " par milliers : du démantèlement des P.T.T. à la grève de 1974 . Fédération démocratique des travailleurs des P.T.T. (C.F.D.T.) Maspero 1975.

--PTT grève d'octobre-novembre 1974 : La grande secousse : Pages d'histoire sur la grève (Colloque Lyon, 17 juin 2004) –Institut d'Histoire sociale CGT-PTT-

--**Journal de grève : 30e anniversaire de la grève des PTT en 1974…ou du regret de ne pas avoir connu la CNT ! brochure syndicaliste n°13** - Jean-Pierre Lardin. ed. CNT-RP, 2005

Liste des n° de Front Rouge contenant des articles sur la grève des PTT en 1974

n°130 -31 octobre 1974- n°131 -7 novembre 1974- n°132 -14 novembre 1974- n°133 -21 novembre 1974- n°134 -28 novembre 1974- n°135 -5 décembre 1974-

Premier bilan de la grève des postiers :

Révolution Prolétarienne n°2 –janvier 1975-
revue politique mensuelle du PCRml –pages 8 à 14-
La grève des Postiers : première offensive de masse contre la politique de crise de la bourgeoisie

Quelques liens :

A lire : un extrait de "Syndicalistes et libertaires" (Théo Rival)
---Wikipédia
---Cairn info : Les origines de la grève des PTT de l'automne 1974 (Bruno Mahouche) Publié dans La Revue de l'Ires 2006/2 (n° 51)
---Alternative Libertaire 1974 : La grande grève des PTT
---1974 : Le Mai des PTT Les raisons de la grève et le début de la grève.
---Grève de 1974 : la une du Trait d'Union des PTT mensuel du syndicat CGT de la Haute-Garonne
---Conférence sur la grève des PTT de 1974.
---http://www.matierevolution.org/spip.php?article4616
---La grande grève des PTT de 74
---Automne 1974, la grande grève

-27 décembre 1974 : La catastrophe de Liévin 42 mineurs à Liévin trouvent la mort.

Le PCRml tire un n° spécial de **Front Rouge** daté du 31 décembre et titré « **Vengeance pour les 43 : Capital assassin** »

Le PCRml sera à l'initiative de la tenue le 22 mars 75 du « **Tribunal Populaire de Liévin** » accusant le capitalisme et soutiendra la constitution d'une Commission Populaire d'Enquête.

Front Rouge et le bulletin de la CPE « **Le Mineur accuse** » organiseront la mobilisation pour le Tribunal Populaire de Liévin.

Suite au tribunal populaire, se créera le CLISACT (Comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail) qui publiera la revue : « **Lutte santé sécurité** » jusqu'en 1982. A l'appel du CLISACT se tiendra les « ***Assises sur les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles*** » (voir : FR 150, 156, 157, 158, 159, 160, 161 d'avril à juin 1975 et HR n°628, 636, 637)

Le bulletin « **EP-Infos** » n° 11 (mars-avril 2000) sortira avec un dossier « Dans notre histoire...: Il y a 25 ans ! le tribunal populaire de Liévin » -pages 11 à 18-

La revue politique mensuelle du PCRml « **Révolution Prolétarienne** n°3 –avril 1975- » publiera : « Liévin, les leçons de la tenue du Tribunal Populaire. » -pages 3 à 14-

Un film sortira en 2004 « **Le secret des grilles. Liévin 1974 : 42 morts. Autopsie d'une catastrophe minière** » de Jean Paul Victor avec la participation de: Fred Personne et René Dujardin.

Un livre sortira en 2014 « ***Fin d'un monde ouvrier***. Liévin, 1974 (Éditions de l'EHESS) par Marion Fontaine.

1975 : ***Répression, développement de la lutte des résidents Sonacotra engagée en 1974, conflit du 'Parisien Libéré', Tribunal populaire de Liévin, victoire au Vietnam, Glucksmann et BHL,*** **Sakharov,** ***39e Congrès de la CGT, mort de Franco, Caron-Ozanne, IMRO, projet de centrale nucléaire à Plogoff…***

-Les mardi 7 et mercredi 8 janvier 1975 : Se tient devant le TPFA de Marseille le « procès de Draguignan » c'est-à-dire des soldats impliqués dans le soutien ou la constitution de Comités de soldats.

-27 Janvier 1975 : Début de la lutte des résidents du foyer Sonacotra Romain Rolland de Saint-Denis (93), soutenue par l'UCFml qui popularise et amplifie la grève a d'autres foyers.

Dès 1974 « *les résidents du foyer des Grésillons à Gennevilliers, organisés avec les maoistes de l'U.C.F.M.L., déclenchent la première grève de foyer qui sera porteuse du futur programme du mouvement, la future plate-forme du Comité de Coordination.* (…) *au même moment se déroulaient d'autres grèves de loyer, en particulier au foyer Sonacotra Allende à St-Denis. Cette grève s'était déclenchée avant R. Rolland, en Septembre 1974, mais sur une toute autre base politique* » (**Histoire politique du mouvement des foyers Sonacotra** – UCFML -pages 3 et 4). Cette brochure de l'UCFML dénonce les manœuvres du « *trio PCF-CGT-CFDT* » -page 13-. Dans son livre de 2001 « **A contre-courant** », Jacques Jurquet évoque « *la grande grève des résidents des foyers Sonacotra qui commença au foyer Allende dès 1974, s'étendit en septembre 1975 au foyer Romain Rolland à Saint-Denis ainsi qu'à de nombreux autres foyers de la banlieue parisienne et dura cinq ou six ans.* ». Il y parle également du soutien de l'HR à ce mouvement au chapitre 34 pages 206 à 213.

-24 janvier 1975 : accident mortel d'un ouvrier (intérimaire et handicapé) de 47 ans à l'usine HGD à Vendi-le-Vieil dans le Pas-de-Calais. Jean Chapron le PDG d'HGD sera inculpé le 25 septembre par le Juge Patrice de Charrette.

-Du 31 janvier au 2 février 1975 : Se tient à Pau le 60e congrès du PS.

-14 février 1975 : Le n°82 de l'hebdomadaire (de tendance trotskiste) : « **Révolution !** » publie en page 4 un article s'inscrivant dans la discussion pour le « ***IIIe congrès de Révolution !*** » et la « ***Préparation de la conférence nationale ouvrière*** » sur : « ***la situation actuelle de la CFDT : l'intégration directe à l'union de la gauche et ses conséquences*** ».

-4 mars 1975 : Début du conflit et de la grève du « **Parisien Libéré** » menés par le Syndicat du Livre CGT pendant plus de 2 ans. Il se termine **le 17 août 1977**

L'Humanité : ***Le Parisien libéré : trente mois de conflits et quelques « rodéos »***
http://www.humanite.fr/le-parisien-libere-trente-mois-de-conflits-et-quelques-rodeos-569652

Ciné archives : libérez le Parisien
http://www.cinearchives.org/Catalogue_d_exploitation-494-327-0-0.html

CGT le livre parisien
http://www.livreparisien.com/spip.php?rubrique5

-12 au 13 mars 1975 : IIe Congrès du PCMLF vers Aix-en-Provence, en instance réduite à la direction clandestine, qui entérine un « virage patriotique » contre le social-impérialisme.

-22 mars 1975 : Tenue du « ***Tribunal Populaire de Liévin*** » organisé par le PCRml et la CPE.

-17 avril 1975 : Le FUNK prend le pouvoir au Cambodge après cinq ans d'une guerre atroce. L'ensemble de la presse française parle alors d'une libération.

-25 avril 1975 : Mort de Jacques Duclos, un des principaux dirigeants du Parti Communiste Français. Jacques Duclos fut aussi un des responsables du PCF clandestin pendant la période de la seconde guerre mondiale.

-26 avril 1975 : Le PSU, les Amis de la Terre et le Mouvement écologique ont décidé de faire de ce 26 avril une journée nationale antinucléaire. » (…) « *Pour appeler à cette journée, Actuel, La Baleine (le journal des Amis de la Terre), l'APRE, La Gueule ouverte, Libération, Politique-Hebdo et Tribune socialiste (l'hebdomadaire du PSU) ont publié un titre spécial, Le Pire, parodie du journal à sensation Le Meilleur.* » -Extraits du livre de *Jean-Luc Bennahmias* et *Agnès Roche* « **Des Verts de toutes les couleurs . Histoire et sociologie du mouvement écolo** » Albin Michel 1991 -page 43-
-Le 30 avril 1975, à 11 h 30 précises, le drapeau du GRP est hissé sur le palais de la présidence fantoche. Le glas de la politique d'agression US avait sonné. Dans les rues, la population assiégeait les voitures et les chars des FAPL pour leur parler, pour leur offrir des boissons, leur serrer la main. Saigon devenait " Saïgon - ville Ho Chi Minh ". Source : Front Rouge n°155 -08 mai 1975- hebdomadaire organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.) « 30 années de guerre du peuple : une victoire héroïque »

-Mai 1975 : Victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain.

-Dés le 7 Mai 1975 : Le Figaro, L'Aurore, le Monde, Minute… engagent une campagne contre le nouveau pouvoir au Cambodge. Les termes de « *génocide* » et de « *dictature sanguinaire* » sont mis en avant.

-Mercredi 14 mai 1975 : L'hebdomadaire écologiste " **La Gueule Ouverte** " publie en page 3 un article signé *Arthur* " ***MAI 75 AU CAMBODGE*** ", cet article critique la campagne de la " presse " française et D'Ormesson patron du **FIGARO**, il dénonce déjà les fausses informations et cela bien avant les " *médiamensonges* "de la guerre du golfe ou de Timisoara !

-Le 15 mai 1975 : Le PCF présente dans une conférence de presse un projet de déclaration des libertés.
Ce projet est finalement publié en juin 1975 sous le titre : « **Vivre libres !** *Projet de déclaration des libertés soumis à la discussion des Français. Introduction de Georges Marchais* ».

-Mai 1975 : « L'affaire Répùblica » au Portugal déchaîne une campagne contre le PCF et oblige le PS à se positionner vis-à-vis de celui-ci. Cette campagne ravive les querelles à gauche. Une polémique entre Yves Moreau du journal ***l'Humanité*** et Jean Daniel du ***Nouvel Observateur*** éclate et dès le 13 août une première pétition de soutien à Jean Daniel, circule. François Mitterrand, Michel Rocard, Pierre Mendès France (PS) et Edmond Maire de la CFDT en sont signataires.

-Juin 1975 : André Glucksmann publie *La Cuisinière et le mangeur d'hommes, réflexions sur l'État, le marxisme et les camps de concentration*, où il établit un parallèle entre le nazisme et le communisme. Bernard-Henri Lévy lui consacre un article élogieux dans *Le Nouvel Observateur* du 30 juin 1975. André Glucksmann est né en 1937, il est décédé le 10 novembre 2015 à 78 ans.

-5 juin 1975 : Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen occupent leur imprimerie contre les licenciements. Ils publient un journal de lutte intitulé « Ouest Licenciements » avec les travailleurs et leurs sections syndicales CGT–CFDT **(voir annexe 17 et chapitre 7 : Ils occupent, ils impriment toujours… les travailleurs de Caron-Ozanne et de l'IMRO)**

-21 et 22 juin 1975 : Convention nationale du PS sur l'autogestion.

-22 au 27 juin 1975 : 39e Congrès de la CGT au Bourget.

-Le jeudi 24 juillet 1975 : L'HR n°313, titre en une « **Les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne (Caen) ''On occupe… on imprime''** »

-Le 25 septembre 1975 : C'est le début de « *l'affaire Chapron* » quand Patrice de Charrette juge d'instruction à Béthune, inculpe et écroue Jean Chapron PDG de l'usine Huile Goudron et dérivés pour infractions à la législation du travail et homicide involontaire. Une campagne de presse (aux ordres) est lancée contre « le juge rouge », les cadres de l'entreprise organisent une grande manipulation pour soutenir le patron de l'usine. La hiérarchie judiciaire laissera tomber Patrice de Charette (dans le même temps le juge Pascal est inculpé) et Jean Chapron sera libéré cinq jours après.

Le chanteur Gilles Servat va dans l'album "Le Pouvoir des Mots" en 1976, faire une chanson au sujet de cette affaire : « Classes » **(voir annexe 18)**

-27 septembre 1975 : Franco fait fusiller 5 militants dont 3 membres du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) et deux de l'ETA.
L'Humanité Rouge organise un sit in pacifique devant l'ambassade d'Espagne. Peu avant l'exécution, les gardes mobiles armés de bidules lancent des grenades lacrymogènes et pourchassent les manifestants avec une rare violence jusque sur le pont du Trocadéro.

-29 septembre 1975 : Parution du n°1 du « journal communiste révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau » : **Le Quotidien du Peuple** (publié par le PCRml).

-Le 29 septembre 1975 : C'est le début de l'occupation de l'IMRO « Imprimerie Rouennaise » par les travailleurs.

-30 septembre 1975 : Au cours d'une manifestation contre les fermetures d'usines dans le secteur de la chaussure à Fougères, Christine Mochon, 17 ans, est blessée à vie par les flics. Cet épisode avait révolté les travailleurs, les progressistes. Gilles Servat, le chanteur breton, en parle dans la chanson : « **Classes** » :

Loin de là les uniformes noirs
Quelques jours auparavant
En faisant respecter l'ordre du pouvoir
Ont crevé l'oeil d'une jeune fille de dix-sept ans
(voir annexe 18)

-9 octobre 1975 : Le prix Nobel de la paix est attribué à l'opposant Andreï Sakharov dont le visa n'est pas délivré par l'Union Soviétique.

-23 octobre 1975 : C'est le point culminant d'une campagne de solidarité du « Comité International des Mathématiciens » pour le dissident Léonide Pliouchtch –ou Plioutch- qui depuis 1973 a été condamné puis interné dans un hôpital psychiatrique en URSS. Un grand meeting est organisé à la Mutualité par le Comité des Mathématiciens. Symboliquement 2 chaises vides à la tribune représentent l'absence du PCF et de la CGT. Pourtant *Roger Pannequin* membre du PCF y réclame au nom du *Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste* (créé en 1972) : « *la liberté pour Léonide Plioutch*». Au même moment se tient un « *Rassemblement pour les libertés* » organisé par le PCF au Parc des expositions de la porte de Versailles ou il n'est pas question de Plioutch. Léonide Pliouchtch est né le 26 avril 1938, il décède le 4 juin 2015.

-25 octobre 1975 : *René Andrieu* dans un édito de *l'Humanité* dont il est le rédacteur en chef, dénonce la répression qui frappe Léonide Plioutch en URSS. C'est sous le titre « *De grâce ! Pas de leçon !* » que *René Andrieu* répond à *Louis Astre* secrétaire de la FEN qui avait dénoncé les *« deux chaises vides »*. Quelques jours après, Georges Marchais soutient publiquement la position d'Andrieu et informe que le PCF a demandé des explications à l'URSS.

-14 novembre 1975 : Une délégation du « *Comité International des Mathématiciens* » rencontre *Pierre Juquin* membre du comité central du PCF.

-20 novembre 1975 : Mort de Franco, chef de l'État espagnol après une longue maladie et fin de la dictature Franquiste commencée le 1er avril 1939.

-Fin de l'année 1975 : Accord de principe du Conseil régional et du Conseil économique et social pour la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne (Sources : **Plogoff-la-révolte**, Éditions Le Signor, Le Guilvinec, 1980).

1976 : *Chou En Lai, le PCF abandonne la dictature du prolétariat, lutte à Bourgogne-Electronique à Dijon, Plioutch, Boukovski, lutte antinucléaire à Plogoff, Seveso en Italie, le rallye des bradés, occupation à Malville, Larzac toujours en lutte, Ranucci guillotiné, démission de Chirac, Barre 1er ministre, Mao décède, l'UDR devient RPR …*

-Le 7 Janvier 1976 : Un mois avant le XXIIe congrès, au cours d'une émission de télévision, Georges Marchais, secrétaire général du Parti Communiste Français, déclare qu'il est favorable à ce que la formule « Dictature du prolétariat » soit supprimée du préambule des statuts du Parti.

-La période déjà engagée par la condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, puis les critiques sur la liberté d'expression en URSS en 1974 après l'expulsion de Soljenitsyne et les prises de positions pour la libération de Plioutch en 1975, sont l'amorce de l'Eurocommunisme c'est à dire des analyses, des positions et des rencontres communes du PCE, du PCI et du PCF au sujet de la question des libertés en URSS. [voir Eurocommunisme]

-8 janvier 1976 : Décès de Zhou Enlai, premier ministre chinois.

-Le 8 janvier 1976 : Léonide Plioutch (*Léonid Pliouchtch*) est libéré de l'hôpital psychiatrique par les autorités soviétiques.

-11 janvier 1976 : Léonide Plioutch et sa famille arrivent à Paris.

-13 janvier 1976 : Marchais déclare que les communistes défendent la liberté et qu'ils la défendront chaque fois que cela sera nécessaire. Plusieurs citoyens soviétiques prennent au mot le secrétaire générale du PCF et font des demandes pour qu'il intervienne en faveur de plusieurs prisonniers politiques, dont *Vladimir Boukovski* dissident emprisonné pendant 12 ans en hôpital psychiatrique sous Khrouchtchev et Brejnev. Contrairement à *Plioutch*, *Boukovski* ne se réclame pas du marxisme.

-24 janvier 1976 : le pétrolier libérien Olympic Bravery, échoue puis se casse en deux. Ses centaines de tonnes de mazout provoquent une pollution vers Ouessant.

-Février 1976 : La nouvelle campagne du Comité International des Mathématiciens est décidée dans un contexte où les dissidents de l'Est sont utilisés et instrumentalisés contre l'union de la gauche et plus précisément pour influencer la ligne du PCF.

Les journaux et revues comme ***Libération***, ***le Nouvel Observateur***, ***Esprit*** en veulent toujours plus… pour obliger le PCF à rompre totalement avec ses liens historiques et idéologiques qu'il a avec l'URSS. Les motivations anticommunistes et antisoviétiques vis-à-vis du PCF et des pays de l'Est, sont les véritables raisons de ces organes de presse.

Le Comité International des Mathématiciens décide habilement de faire une campagne de soutien à six prisonniers politiques : trois d'Europe de l'Est (Vladimir Boukovski, Semion Gluzman, Jiri Müller) et trois d'Amérique Latine (José-Luis Massera, Victor Lopez Arias, Edgardo Enriquez Espinoza)

-3 février 1976 : Le mathématicien Léonide Pliouchtch tient une conférence de presse où il dénonce l'utilisation de son combat dans les débats politiques internes en France et les tentatives pour le brouiller avec « *ses amis communistes* ».

-Du 4 au 8 février 1976 : XXIIe Congrès du PCF à L'Île-Saint-Denis.

-8 février 1976 : Lors de son XXIIe Congrès, le PCF renonce à la notion de « dictature du prolétariat ». Cette décision a été annoncée publiquement le 7 janvier à la télévision par Georges Marchais. A la fin du Congrès, Marchais s'écrie « *Vive le socialisme aux couleurs de la France* ».

-14 février 1976 : Rassemblement national ouvrier du PCMLF (Humanité Rouge) à la Mutualité : aboutissement de la rectification de la « ligne patriotique » du IIe congrès et priorité à la lutte de classe.

-15 mars 1976 : Bourgogne-Electronique en grève avec occupation pour 400 francs pour tous ! (QDP n°136 - mardi 16 mars 1976). Début d'une lutte avec occupation, séquestration, grèves, licenciements, répression…

-18 mars 1976 : l'HR n°451 annonce en une : « Giscard complice des héritiers de Franco : Le FRAP interdit en France » l'article informe que le JO du 16 mars à publié un arrêté de dissolution du Front révolutionnaire antifasciste et patriote.

-1er avril 1976 : Albert Tesseyre militant du comité d'action viticole est arrêté après les affrontements de Montredon du 4 mars qui ont fait 2 morts (un paysan et un CRS).

-10 Avril 1976 : Trois militants du PCMLF de Lorient, Jean David, Jacques Leforestier et Romain Le Gal sont arrêtés et incarcérés pour reconstitution de ligue dissoute. La campagne de libération menée principalement par **l'Humanité Rouge** se concentrera sur Le Gal (également membre de la CFDT) qui sera libéré le 9 septembre 1976. Concernant les 5 mois de mobilisation pour Romain Le Gal **(voir annexe 21)**

-1er mai 1976 : Grosses mobilisations et manifestations syndicales. Dans la manifestation sur Paris, le SO de la CGT agresse des féministes, des militantes du MLAC (Mouvement Pour l'Avortement et la Contraception) et aussi du GLHPQ (Groupe de Libération Homosexuelle –Politique et Quotidien). Le GLH-PQ est le descendant du FHAR (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire).

-En Corse, dans la nuit du 4 au 5 mai 1976, une série de 22 déflagrations secoue l'Île de beauté. Ces explosions sont revendiquées par le Front de Libération Nationale de la Corse, qui signe là son apparition « publique ».

-25 au 29 mai 1976 : 37e congrès CFDT (Annecy) –Edmond Maire-

-10 juin 1976 : La revue « **Les nouvelles littéraires** » n°2536 publie un dossier dont le rédacteur en chef est *Bernard Henri-Lévy*, sous le titre « ***Les nouveaux philosophes*** ». La promotion de la « *nouvelle philosophie* » est le fait de Françoise Verny de chez Grasset, de BHL en tant qu'éditeur et écrivain et surtout de Maurice Clavel (lui aussi écrivain) qui utilise ses contacts et relations avec les médias dés 1975 pour soutenir « **La cuisinière et le mangeur d'hommes** » de *Glucksmann* et en 76 « **l'Ange** » de *Jambet* et *Lardreau* dans les colonnes du Nouvel Observateur dirigé par Jean Daniel. C'est *Maurice Clavel* avec *Michel Bosquet* (pseudonyme d'*André Gorz*) qui contribue à introduire *Glucksmann* au **Nouvel Obs** pour qu'il y écrive des contributions régulières.

-Juin 1976 : « *Plogoff : première victoire contre la centrale nucléaire* » article du QDP n°208 –14 juin 1976- page 6- dans la rubrique « Nucléaire ».

-19 et 20 juin 1976 : Deuxième congrès du PCRml

-22 juin 1976 : Début du « **rallye des bradés de Giscard** ». 500 km de manifestation, à travers le Finistère.

> « *De nombreux secteurs industriels finistériens sont en difficulté. Les licenciements se multiplient. Le plan d'austérité du gouvernement Barre aggrave la situation plutôt que d'y remédier. L'UD CGT décide de frapper un grand coup, de provoquer une prise de conscience de la population sur la globalité du problème de l'emploi.*
> *La CGT, ses adhérents, vont prendre la route, sillonner le Finistère et, pendant deux jours, traverser la plupart des villes du département.*
> *Halte à la braderie de l'économie finistérienne ! Battons-nous contre les licenciements !*
> *Tels sont les mots d'ordre du Rallye des Bradés. 60 syndicats, 220 militants, participent à cette opération, à bord de 80 véhicules.* »

-3 et 4 juillet 1976 : Manifestations, rassemblement et occupation du site de la future centrale nucléaire de Malville. Le QdP n°226 du lundi 5 annonce en couverture « *Malville 30 000 personnes contre le site nucléaire : Les CRS chargent les manifestants* ».

-Les paysans du Larzac sont toujours en lutte contre le projet d'extension du camp militaire. La répression continue. Le QdP n°226, déclare en page 1 « *Larzac : 17 peines de prison ferme. Exigeons la libération des emprisonnés* ».

-10 juillet 1976 : « *un nuage de dioxine s'échappe d'un réacteur de l'usine chimique italienne Icmesa, située dans la commune de Meda, près de Seveso, à une quinzaine de kilomètres au nord de Milan.* » -Sources : « **Comment la mondialisation a tué l'écologie : Les politiques environnementales piégées par le libre-échange** » -Aurélien Bernier- juin 2012 –Mille et une nuit- chapitre 4 : *Les multinationales entre « développement durable » et capitalisme « vert »*.

-28 juillet 1976 : Giscard fait guillotiner Christian Ranucci. Gilles Perrault fera un livre en 1978 sur cette affaire « **Le pull-over rouge** ». Le jour de l'exécution de Ranucci, l'info « principale » mise en avant par la télévision c'était de savoir si Guy Drut ferait gagner à la France une médaille d'or olympique aux jeux de Montréal.

Le visionnage du journal d'Antenne 2 à 20h présenté par Hélène Vida est tout à fait caractéristique :

> La présentation des titres, leur hiérarchisation, les sujets, les contenus, leurs durées montrent très clairement comment l'info est manipulée, occultée ou étouffée.

-25 août 1976 : Démission de Jacques Chirac du poste de Premier ministre

-25 août 1976 : Giscard nomme Raymond Barre Premier ministre du 25/08/1976 au 29/03/1977. Il est reconduit dans ses fonctions de premier ministre du 29/03/1977 au 03/04/1978 et du 03/04/1978 au 21/05/1981. Raymond Barre dirigera et formera donc 3 gouvernements sous Giscard. Il nommera le prince Michel Poniatowski : Ministre d'État, ministre de l'intérieur dans son premier gouvernement, puis Christian Bonnet dans les deux autres.

-9 septembre 1976 : Décès de Mao Tsé Toung en Chine.
L'Humanité Rouge publie un n° spécial – J. Jurquet appelle à signer le livre de condoléances à l'ambassade de Chine.

-21 septembre 1976 : un meeting du Comité International des Mathématiciens à la Mutualité (Paris) exige la libération de Boukovski, d'autres dissidents de l'Est et de communistes et syndicalistes latinos américains. Amnesty Internationale, LDH, PS et…. PCF y furent associés. A la veille de ce meeting, les autorités soviétiques ont précisé qu'elles ne libéreront pas Boukovski.

-Le 22 septembre 1976 : Le conseil des ministres adopte le premier plan d'austérité du premier ministre Raymond Barre. En avril 1977, il relancera un deuxième plan d'austérité.

-7 octobre 1976 : Grève nationale (CGT-CFDT-FEN) contre le plan Barre.

-21 octobre 1976 : Pierre Juquin –surnommé le Lecanuet du PCF- serre la main à *Plioutch* lors d'une réunion à la Mutualité organisée par le *Comité International des Mathématiciens* pour les six détenus politiques (3 d'Europe de l'Est et 3 d'Amérique Latine) cependant *Pierre Juquin* refuse de mettre sur le même plan le Chili et l'URSS. La CGT est invitée mais ne participe pas à cette réunion. *René Duhamel* membre du secrétariat confédéral de la CGT refuse l'amalgame qui consiste à mettre sur le même plan « *les gouvernements des pays socialistes et ceux des pays fascistes d'Amérique Latine* ».

-5 novembre 1976 : Jacques Chirac, réélu député de Corrèze, annonce la création d'un nouveau parti en remplacement de l'UDR, le RPR (Rassemblement pour la République) .
-6 et 7 novembre 1976 : Au comité directeur du PS, Charles Hernu qui a pris ses distances avec certaines propositions du Programme commun de la gauche de 72, déclare : « *Un homme d'Etat, surtout s'il est socialiste* » doit accepter la dissuasion nucléaire.

-18 Décembre 1976 : après de nombreuses tractations entre l'URSS et le Chili, Luis Corvalán secrétaire du Parti Communiste Chilien emprisonné sous Pinochet et le dissident soviétique Vladimir Boukovski sont échangés sur l'aéroport de Zurich.

-Dimanche 19 décembre 1976 : Lors d'une conférence de presse Boukovski à la question : « *Que souhaitez-vous à Brejnev pour son soixante dixième anniversaire ?* » répond : « *Je souhaite à Léonid Brejnev d'être échangé contre le général Pinochet* .». En mai 1977, André Glucksmann dans « **Les maîtres penseurs** » en page 7 dédiera son livre « *Au fou qui voulut échanger l'un contre l'autre Brejnev et Pinochet* »

-Boukovski *fait la une de* Libération *les 19, 20, 21 et 23 décembre 76.*

-Dans la lignée de l'anti-marxisme et des « *nouveaux philosophes* », Françoise P. Lévy publie chez Grasset « **Karl Marx histoire d'un bourgeois allemand** ».

1977 : ***Charte 77, Václav Havel, Mengistu, Kanapa pour la force de frappe, Médiatisation des « nouveaux philosophes », Tramoni, Assassinat de Pierre Maître, les autonomes, Malville, rupture de l'union de la gauche, Baader, Libération, Bokassa…***

-Janvier 1977 : Patrick Viveret rédacteur en chef de la revue « **Faire** » déclare que l'échange de Corvalán et *Boukovski* en décembre 76 : « *manifeste de façon caricaturale ce qu'il peut y avoir de commun entre deux système politiques totalitaires* ».

Deux mois avant, ***Tass*** l'agence officielle de presse en URSS critiquait la participation du PCF au meeting du 21 octobre 1976, parce qu'il osait mettre un « *criminel de droit commun* » comme Boukovski au même niveau que les « *victimes héroïques du fascisme chilien* ». René Duhamel de la CGT relève le fait que maintenant les soviétiques raisonnent de la même façon !

-3 janvier 1977 : D'après *François Aubral* et *Xavier Delcourt* « **Contre la nouvelle philosophie** » -page 16-, le « dictionnaire» 1976-1977, de **Libération** publie à « ***gourous*** ». « **Nouveaux gourous** », l'indication suivante sur les « *nouveaux philosophes* » : « *Publiés pour la plupart aux éditions Grasset dans les collections dirigées par le jeune loup-gourou aux dents longues, Bernard-Henri Lévy.* »

-5 janvier 1977 : manifeste de la « Charte 77 » en République socialiste tchécoslovaque, signé par près de mille personnes (intellectuels, hommes d'Église, ouvriers, etc.) dont 242 dissidents parmi lesquels Václav Havel. (Sources Wikipédia).

-11 février 1977 : prise de pouvoir par le colonel Mengistu en Éthiopie.

-Les élections municipales françaises de 1977 ont eu lieu les 13 et 20 mars. Les élections consacrent une large victoire de l'Union de la gauche dans l'ensemble du pays et une percée du vote écologiste. Après cette défaite électorale, Michel Poniatowski quitte le ministère de l'Intérieur.
-Le PCF insiste auprès de ses partenaires de l'union de la gauche, pour engager des discussions en vue de la renégociation du programme commun.
19 mars 1977 manifestation au père Lachaise et meeting de l'Humanité Rouge pour le 106e anniversaire de la Commune de Paris « ni plan Barre ni Programme Commun ». Interventions du PCRml de J Jurquet, d'un intervenant Sonacotra et de cellules d'entreprises (rectification du IIe Congrès)

-23 mars 1977 : Exécution de Jean-Antoine Tramoni par les NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire). Tramoni était l'assassin de Pierre Overney le 25 février 1972.

-29 mars 1977 : Raymond Barre, premier ministre de Giscard, nomme Christian Bonnet pour remplacer Poniatowski.

-22 avril 1977 : Accident pétrolier sur la plate-forme *Bravo* du champ pétrolier d'Ekofisk, au centre de la mer du Nord.

-26 avril 1977 : Présentation à l'Assemblée du plan Barre bis : Pacte national pour l'emploi.

-1er mai 1977 : « *à l'occasion de la fête du Travail, manifestation qui rassemble 100 000 personnes à Paris, des autonomes déploient, rue Saint-Antoine entre deux immeubles à 12 mètres de haut, une banderole de 15 mètres de long sur laquelle est inscrit « Fête de l'aliénation !! ». Cette action, qui immobilise la tête de la manifestation pendant 25 minutes, participe de la critique du travail et de la lutte contre les organisations syndicales.* » http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_autonome_en_France

Ce premier mai unitaire (CGT-CFDT) comme l'indique le QdP n°438 (30 avril-1er mai 77) est le « *dernier 1er mai avant les prochaines élections législatives.* ». La crise, le chômage, l'austérité avec le plan Barre sont les préoccupations principales exprimées dans les manifestations syndicales.

Nouvelle agression de membres du Service d'Ordre de la CGT contre des militantes d'un cortège de femmes. Cette agression est notamment dénoncée dans l'HR n°679 –mardi 3 mai 1977- :

-page 1 dans l'éditorial
-page 3 dans l'article intitulé : « ***Une lamentable exhibition*** »

-11 mai 1977 : Un « rapport » de Jean Kanapa propose au Comité central du PCF… le ralliement à la force de frappe nucléaire française. A 18h45 au flash du JT d'Antenne 2, Betty Durot lit la dernière dépêche. Par la voix de Jean Kanapa, le PCF vient de se rallier à la force française d'armement nucléaire.

-17 mai 1977 : Première réunion du sommet de la gauche pour la renégociation du programme commun

-24 mai 1977 : Mobilisations et grève nationale (CGT, CFDT, FO, FEN…) contre le Plan Barre (bis).

-27 mai 1977 : Dans la 103e émission d'«**Apostrophes** » sur Antenne 2, Bernard Pivot sur le thème « **Les nouveaux philosophes sont ils de gauche ou de droite ?** » invite : *André Glucksmann* « **Les maîtres penseurs** » -Grasset 1977-, *Bernard-Henri Lévy* « **La barbarie à visage humain** » Grasset 1977, *Maurice Clavel* « **Nous l'avons tous tué ou « ce juif de Socrate !…** » Seuil –mai 1977-, *François Aubral* et *Xavier Delcourt* « **Contre la nouvelle philosophie** » chez Gallimard –avril 1977-.

-5 juin 1977 : L'ouvrier verrier Pierre Maître militant à la CGT est assassiné à Reims par des nervis du patronat membre de la CFT (Confédération française du travail) syndicat fasciste.

-17-18 juin 1977 : 61e Congrès du PS à Nantes. Il a lieu après « *les élections municipales marquées par une large victoire de la gauche. L'alternance paraît proche et inévitable. Michel Rocard lance un débat sur les « deux cultures » qui traversent la gauche française (« la deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche, jacobine, centralisatrice et étatique »). La majorité sort renforcée sur la ligne de la réaffirmation de l'union de la gauche.*»

-Malville 30-31 juillet 1977 : Lors du rassemblement contre la construction de la centrale nucléaire de Malville plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont présents. La manifestation du 31 se terminera par 1 mort (Vital Michalon) et une centaine de blessés.
-L'HR –bimensuel- n°11 - du 8 août au 22 août 1977-, publie un article de *Jacques Duroc et Joël Fabien* intitulé **«** *Parisien Libéré* : Une "victoire" dure à avaler » -pages 18-19-20-

-17 août 1977 : Le conflit du « **Parisien Libéré** » se termine. La CGT parle d'une victoire historique.

-5 Septembre 1977 : enlèvement en Allemagne (RFA) d'Hanns Martin Schleyer (patron des patrons et ancien SS) par la « bande à Baader » Fraction armée rouge (en allemand : **Rote Armee Fraktion** ; également connue sous le sigle RAF).

-Rupture de l'union de la gauche en septembre 1977 lors des réunions pour l'actualisation du Programme Commun engagée en mai.

-Dès la réunion des 14 et 15 septembre, Robert Fabre, dirigeant du MRG déclare « L'actuelle réunion au sommet ne peut se poursuivre ». Les négociations se poursuivent pourtant entre le P« C »F et le PS.

-Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1977, le programme commun est rompu par l'échec des négociations entre le P « C »F et le Parti socialiste.

-« À la fin de septembre 1977, quatre jours après la rupture de l'Union de la gauche, le bureau départemental CFDT « démissionne d'office » les membres de la commission exécutive de la section de Lyon-Gare. (Infos : « **Les grandes luttes de la France ouvrière** » -Alain Rustenholz- Les beaux jours-2008 chapitre : ***Lyon-Gare, 1974-1977 : berceau du Syndicat autogestionnaire des travailleurs PTT*** – pages 148 à 150.

-30 septembre 1977 : Arrestation de l'avocat de la RAF (Bande à Baader) Klaus Croissant. Il est menacé d'expulsion vers l'Allemagne.

-Dimanche 2 lundi 3 octobre 1977, ***le Quotidien du Peuple*** n°522 publie un article de Jean-Pierre Champagny en une et en page 9 : « *Schmidt l'avait demandé, Giscard l'a fait : Klaus Croissant arrêté à Paris : Mitterrand était d'accord* ». Le QDP avait interviewé Klaus Croissant en 1975.

-7 octobre 1977 : nouvelle constitution de l'URSS.

-13 octobre 1977 : détournement d'un avion de la Lufthansa par un commando palestinien (en soutien à la Fraction armée rouge).

-18 octobre 1977 : « Suicide » des membres de la « Bande à Baader ». ''Mort de Andreas Baader, Gudrun Ensslin, et Karl Jaspe à la prison de Stammhein, en Allemagne. Fin de la prise d'otages de l'avion de la Lufthansa.'' (Sources : Wikipédia). Déjà le 9 mai 1976, la mort en prison d'Ulrike Meinhof avait été présentée par les autorités comme un suicide.

-19 octobre 1977 : exécution d'Hanss-Martin Schleyer par la Fraction armée rouge. « *Il est retrouvé mort près de Mulhouse.* » (Sources : Wikipédia)

-21 octobre 1977 : manifestation à Saint-Lazare, à l'appel de l'OCL, pour contester la version « suicide » de la mort d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jan-Carl Raspe à la prison de haute sécurité de Stuttgart-Stammheim, perçue comme un assassinat perpétré par l'État fédéral allemand. La manifestation, illégale, entraîne l'interpellation de 300 personnes. (Source : Wikipédia)

Libé contre les autonomes et vice et versa
-23 octobre 1977 : *150 autonomes occupent les locaux parisiens du journal Libération, leur reprochant une Une titrée « RFA - RAF : la guerre des monstres », comprise comme une désolidarisation totale avec le groupe de lutte armée ouest-allemand Fraction armée rouge, de la part d'un journal qui jusque-là était la voix des autonomes (il publiait certaines analyses et leurs communiqués). Des inscriptions telles que « Tout journaliste est un flic » et « July, bientôt ton heure » sont relevées. L'édition du lendemain est annulée. Cette action est considérée comme la première organisée par l'AGPGA (Assemblée générale parisienne des groupes autonomes).* (Sources : Wikipédia)

-15 novembre 1977 : Le Quotidien du Peuple n°556 titre en couverture : Non à l'extradition de Klaus Croissant.

-16 novembre 1977 : Extradition vers l'Allemagne de Klaus Croissant, avocat de la « Bande à Baader »
(voir annexe 40)

-18 novembre 1977 : *Le Quotidien du Peuple* n°559 -vendredi 18 novembre 1977- organe central du PCRml titre en couverture : Croissant livré à la police allemande : Honteuse collaboration. Le droit d'asile remis en cause -page 1- (lire nos articles pages 6-7 et le communiqué page 7).

-4 décembre 1977 : à Bangui, sacre de l'empereur de Centrafrique, Bokassa 1er en présence de Giscard.

1978 : ***Moreau présente le « recentrage » de la CFDT, Défaite de la gauche, marée noire de l'Amoco Cadiz, Jim Jones, Deng Xiaoping, Vietnam/Cambodge, 2 papes, 40e Congrès de la CGT, Usinor, Shah d'Iran…***

-Janvier 1978 : « *le manifeste du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés réunit, dans la dénonciation du totalitarisme et la défense de toutes les libertés, les intellectuels libéraux et certaines personnalités de la gauche non marxiste.* » - http://sciencepo.eu/chapitre7.htm -

En février 1978 : L'Assemblée constitutive du CIEL est notamment chapeautée par Raymond Aron, Jean-François Revel et Alain Ravennes.

-16 janvier 1978 : Un accord pour une campagne commune aux élections législatives est conclu entre le PCMLF et le PCR(M-L).

-23 janvier 1978 : Le baron belge Édouard-Jean Empain est kidnappé, puis sera libéré après 63 jours de captivité
(voir annexe 50)

-26 et 27 janvier 1978 : IIIe congrès du PCMLF

-28 janvier 1978 : Jacques Moreau présente son « rapport » au Conseil national de la CFDT. Le « rapport Moreau » prétend « recentrer » l'action de la CFDT **(voir chapitre 18)**
Il officialise une sorte de « virage » programmatique et idéologique, répondant à certaines oppositions et critiques internes qui étaient présentes (et souvent combattues) en son sein.
Il veut adapter la CFDT d'aujourd'hui aux défis de demain, mais sur les bases idéologiques de la deuxième gauche. Le recentrage sera une aide précieuse pour aider à faire passer les « reniements » de la gauche après 1981 et le « réalisme économique », la rigueur, l'austérité, la flexibilité, l'affaiblissement du collectif ouvrier.

-L'Humanité rouge (PCMLF) et le PCRml présentent des candidatures communes sous le sigle UOPDP (Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne), recueillent 28 000 voix et appellent à l'abstention au second tour.

-23 février 1978 : **Le Monde** publie un « ***Appel contre le manifeste pour l'Europe du Comité des Intellectuels des Libertés*** » :

> « À la suite de la publication, dans le Monde du 27 janvier, d'une page de publicité présentant le manifeste du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés, environ soixante-dix personnes, artistes et intellectuels, soutenus par le Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.) et l'Union des écrivains, lancent un appel qui proteste contre ce manifeste.
> Les signataires estiment notamment inacceptable sa conclusion : " *La crise présente, son aggravation même, demeurent préférables à l'issue dont la tentation apparaît à chaque détour du doute : la certitude totalitaire* ", jugeant que ce manifeste " *justifie sa préférence en identifiant implicitement l'arrivée de la gauche au pouvoir avec le totalitarisme* ". Ils pensent, au contraire, que le "danger immédiat" ne vient pas de là, "mais de la volonté des gouvernements occidentaux de limiter encore les libertés démocratiques".

Ils concluent : " À ceux qui pensent avoir été égarés par l'ambiguïté du manifeste, aux artistes et aux intellectuels qui estiment que la fin de la crise est préférable à son aggravation et qu'en France l'agression contre la démocratie vient de la droite, nous demandons de signer cet appel. "

Parmi les signataires, on relève notamment les noms de MM. Paye, Montel, Pingaud, Pividal, Rapoport, Bouveresse, Figueras, Frioux, Leonhardt, Leuilliot, Meillassoux, Pêcheux, Miquel, Seban. »

-12 et 19 mars 1978 : défaite de la gauche aux législatives.

-Le 16 mars 1978, l'Amoco Cadiz s'échoue en bordure des côtes bretonnes, à Portsall (Finistère), provoquant une grosse marée noire, l'une des pires catastrophes écologiques de l'histoire.
-24 avril 1978 : Le Comité central du PCRml édite un « **Appel aux militants du P.C.F.** »

-4 mai 1978 : Henri Curiel, militant communiste et anti-colonialiste est assassiné à Paris.

-Du 1er au 25 juin 1978 : La coupe du monde de football est organisée en Argentine.
Depuis 1976 l'Argentine était soumise à la dictature sanglante du Général Videla.
Une campagne politique de plus de 6 mois fut organisée par le COBA pour le boycott du mundial.

-L'HR n°916 –samedi 24 dimanche 25 juin 1978- annonce que « ***Le juge De Charrette inculpe l'ex-PDG des Houillères du Nord*** » et précise : « *De Charrette a choisi, à propos d'une affaire précise, le camp des travailleurs contre le camp du patronat* » -page 3-

-6 août 1978 : décès du pape Paul VI.

-3 septembre 1978 : messe inaugurale du pontificat de Jean-Paul Ier.

-28 septembre 1978 : Le pape Jean-Paul 1er décède à Rome. Son pontificat n'aura duré que 33 jours et 6 heures.

-Septembre 1978 : Le PCMLF devient le PCML. A partir du n°40 l'HR bimensuel porte la mention « Bimensuel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste » et l'HR quotidienne n°937 -mardi 26 septembre 1978- : « organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste ».

-16 octobre 1978 : l'archevêque de Cracovie, Karol Wojtyla, est élu pape sous le nom de Jean-Paul II, après deux jours de conclave et huit tours de scrutin. Le pape est jeune (58 ans) et c'est le premier pape non italien depuis 1522. L'élection du pape Jean-Paul II encourage les aspirations des Polonais à la liberté intellectuelle et politique.

-22 octobre 1978 : messe inaugurale du pontificat de Jean-Paul II (Karol Wojtyla).

-3 novembre 1978 : le Viêt Nam signe un traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique.

-11 novembre 1978 : début du drame des « boat people » (épopée du Haï Hong).

-18 novembre 1978 : 914 membres d'une secte américaine dirigée par Jim Jones se donnent la mort à Jonestown en Guyana.

-18 et 19 novembre 1978 : 3e Congrès du PCRml.

-Du 25 novembre au 1er décembre 1978 : 40e Congrès de la CGT à Grenoble.

-9 décembre 1978 : Au sommet du crassier de Longwy des militants de la CFDT installent un SOS de plus de deux mètres de haut pour protester contre le prochain plan de licenciements de 12 000 salariés.

-12 décembre 1978 : Annonce officielle des 12500 suppressions d'emplois à Usinor (principalement à Longwy et Denain).

-Le 12 décembre 1978, plus de deux millions de personnes défilent dans les rues de Téhéran pour protester contre la politique du Shah d'Iran.

-Le 16 décembre 1978, « Radio SOS-Emploi diffuse sa première émission pirate, grâce à du matériel prêté par la radio pirate alsacienne "Radio Verte Fessenheim" qui encadrera durant quelques jours les militants CFDT qui n'avaient aucune expérience de ce média. ».

-18 - 22 décembre 1978 : troisième plénum du XIe Comité central en Chine. Retour au pouvoir de la ligne Deng Xiaoping. Il lance les Quatre modernisations.

-25 décembre 1978 : le Vietnam envahit le Cambodge.

1979 : ***Lutte des sidérurgistes, 38ème Congrès CFDT et recentrage, Elections européennes, Cambodge, l'Iran le Shah et l'ayatollah Khomeini, Chine-Vietnam, Margaret Thatcher, Saddam Hussein en Irak, guerre en Afghanistan…***

La lutte des sidérurgistes de Lorraine de janvier à septembre, quelques liens :

-LONGWY 1979 : illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière
-19 décembre 1978 La Lorraine ouvrière entre en guerre sociale contre la liquidation de la sidérurgie :

-A propos de Lorraine Cœur d'Acier (**voir infos, liens, commentaires et analyses en annexe 65**)

-1979 : La « république populaire de Longwy »
-Les ouvriers de Denain et de Longwy face aux licenciements (1978-1979)
-Les licenciements massifs dans la sidérurgie lorraine
-1978-1979, les luttes des sidérurgistes
-La colère des sidérurgistes de Longwy contre les projets de restructuration
(journal télévisé du 26 févier 1979)

-Marche des sidérurgistes à Paris - 23 mars 1979
-Denain 1979, 30 ans déjà

-Conférence sur les événements de Denain en 1978/1979. Tenue le 21 mars 2009 à Douchy les Mines –par Bernard Lamirand, ancien responsable CGT de la sidérurgie.

La lutte des sidérurgistes reviendra en pleine actualité en 1984 sous Mitterrand qui met en place le plan acier :
---Les licenciements massifs dans la sidérurgie lorraine
---Manifestation des sidérurgistes contre la politique de restructuration industrielle
(journal d'Antenne 2 le 13 avril 1984)

-7 janvier 1979 : Le gouvernement Pol Pot est renversé au Cambodge par l'offensive du Viêt Nam. Heng Samrin est nommé Premier ministre de la République populaire du Kampuchéa.

-2 février 1979 : A Paris, le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France organise un meeting de soutien aux Khmers rouges.

-Février 1979 : Le n°12 (nouvelle série) du « *journal communiste marxiste léniniste pour la reconstruction du parti communiste* » : « **Pour le Parti** » publie en pages 20-21-22- : « En avant vers l'organisation unique des marxistes-léninistes de France ».

-De la fusion de l'OCML Pour le Parti crée en 1976 et du groupe lyonnais Voix prolétarienne ((issu d'une scission du CMLF en 1968), va naître l'OCML-Voie Prolétarienne en mars 1979.

-17 février - 16 mars 1979 : conflit sino-vietnamien

-20 février 1979 : Le Quotidien du Peuple n°857, annonce en page 1 « *Klaus Croissant : deux ans et demi de prison* ». L'article dit que Klaus Croissant a été condamné vendredi 16 à deux ans et demi de prison ferme et quatre ans d'interdiction professionnelle. Le 13 mars, le QDP n°872 annonce que Klaus Croissant vient d'entamer une grève de la faim à la prison de Stammhein pour protester contre ses conditions de détention.

Un autre procès aura lieu à Berlin le 10 février 1993 et se terminera le 4 mars. L'hebdomadaire « **Rouge et Vert** » n°144 (nouvelle série) publication de l'AREV- vendredi 9 avril 1993 – publie en page 11 un article signé de Marie-Thérèse Lloret datant du 25 mars 1993 sur « ***Le procés de Klaus Croissant*** ».

-Klaus Croissant, né le 24 mai 1931 à Kirchheim unter Teck et mort le 28 mars 2002 à Berlin.

-Mars 1979 : Création de l'Organisation communiste marxiste-léniniste-Voie prolétarienne (OCML-VP) par fusion du groupe lyonnais Voix prolétarienne (issu d'une scission du CMLF en 1968) et de l'OCML Pour le parti crée en 1976.

-18 mars 1979 : Création du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) par fusion de l'ORPCF et du Collectif François Marty. Ce parti est reconnu par l'Albanie. Le journal La Forge, de l'ex-ORPCF, fondé en février 1977, devient l'organe central du PCOF.
Iran, le Shah s'en va, l'ayatollah revient… la dictature du Shah est remplacée par la dictature de « la République Islamique d'Iran ».

> --En exil en France à Neauphle-le-Château depuis 1964 l'ayatollah Khomeiny, prépare la révolution islamique contre la dictature sanglante du Shah soutenue par l'impérialisme américain.
> --Le 1er février 1979, l'ayatollah arrive à Téhéran où des milliers de personnes l'attendent.
> --La République islamique (Khomeiny en est le guide suprême) est instituée par référendum les 30 et 31 mars 1979. Le 2 décembre une constitution est adoptée lors d'un second référendum.

---Le 18 mars 1979, un accident de niveau 5 se produit dans la centrale nucléaire de Three Mile Island aux USA.

---Le vendredi 30 mars 1979, le QDP annonce en une : « **USA : Explosion dans une centrale nucléaire. On a frôlé la catastrophe** »

---Le samedi 31 mars et dimanche 1er avril 1979, Serge Forest dans le n°1063 de l'HR, annonce un « ***Accident nucléaire grave aux USA*** »

---Le mardi 3 avril 1979, le QDP n°887 titre « ***Nucléaire : l'accident était impossible . Incertitudes à la centrale nucléaire de Three Mile Island*** », tandis que pour l'HR n°1064 « ***Le grave accident nucléaire de Three Mile : Carter s'émeut, mais un peu tard !*** *Impossible de le nier : de tels accidents peuvent survenir ! Renforçons la lutte pour exiger et imposer la sécurité dans les installations existant aussi en France* ».

-Avril 1979 : « ***Appel pour la constitution d'un Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou (COBOM)*** » publié dans le QDP n°904 du vendredi 27 avril

-Du 6 au 8 avril 1979 : 62e congrès du PS à Metz.

-1er mai 1979 : le QDP n°907 -jeudi 3 mai 1979- titre : « ***1er mai en France : Bien triste, dans l'ensemble***
· *Dans plusieurs villes, un cortège combatif de travailleurs immigrés*
· *Longwy : manifestation contre le commissariat* »

-4 mai 1979 : Margaret Thatcher devient Premier ministre du Royaume-Uni.

-Du 8 au 10 mai 1979 : 38e congrès CFDT (Brest) –Edmond Maire- Ce congrès a lieu pendant le conflit et la lutte des sidérurgistes de Lorraine et après la manifestation du 23 mars, organisée par la CGT.

-Du 9 au 13 mai 1979 : XXIIIe Congrès du PCF à Saint-Ouen : Abandon du marxisme-léninisme et inscription de l'autogestion dans ses statuts.

-Du 9 au 12 juin 1979 : Ont lieu les élections européennes afin d'élire les 410 députés européens représentant les neuf États membre du Parlement européen.
Le PCML et le PCRml ont menés une campagne pour le vote blanc ou nul.

-24 juin 1979 : Signature de la convention sociale de la sidérurgie qui vise à atténuer les effets du plan de restructuration de décembre 1978. En fait il s'agit déjà d'une manifestation du recentrage de la CFDT. La section de Longwy s'opposera à cette convention.

-25 juin 1979 : Lancement de la pétition nationale « **Pour une autre politique de l'énergie**
Pour un débat démocratique sur l'énergie » par la CFDT, le PS, le PSU, la CSCV, le GSIEN, le RAT, l'UFC, la JEC…
Lire le texte et la liste des organisations signataires sur : http://gazettenucleaire.org/1979/29.html

-16 juillet 1979 : Saddam Hussein devient Président de la République en Iraq.

-20 septembre 1979 : Pierre Goldman, intellectuel engagé d'extrême gauche et demi-frère aîné du chanteur Jean-Jacques Goldman, meurt assassiné dans le 13e arrondissement de Paris. Le meurtre est revendiqué par un mystérieux groupe clandestin d'extrême droite : Honneur de la Police.

-Le 28 septembre 1979 : Théoricien du mouvement de la Nouvelle Droite, Alain de Benoist, est invité dans l'émission télévisée *Apostrophes*, après ce qui fut appelé *L'été de la Nouvelle Droite*.
-Le 15 octobre 1979 débute une guerre civile au Salvador, pays d'Amérique centrale. Les USA sous Carter y soutiendront les « escadrons de la mort » et essaieront de déstabiliser le pays. La guerre civile constamment alimentée par les USA durera 12 ans et fera 100 000 morts. L'assassinat de plusieurs religieuses en 1980 ou en 1989 ne suscitera pas autant d'indignation que celui du pére Popielusko en Pologne.
Sur ce sujet lire page 222 « **Attention médias ! – Les médiamensonges du Golfe - Manuel anti-manipulation** » Michel Collon –EPO 1992- "*un prêtre polonais vaut 666 fois un prêtre assassiné par un régime ami des Etats-Unis.*"

-22 octobre 1979 : le shah d'Iran se réfugie aux États-Unis.

-Octobre.-Novembre 1979 : « La vie du Parti » bulletin intérieur du PCRml annonce dans le n°41 le lancement d'un magazine de débats « Une arme nouvelle pour le Parti : le quinzomadaire ».
Les raisons en sont que *Le Quotidien du Peuple* et *l'Humanité Rouge* vont fusionner comme le prévoit le point 2 du « Protocole d'accord pour l'unification du PCML et du PCRml rendu public le 24 octobre 1979 :

> « *Le système de presse sera fusionné selon le calendrier suivant:*
> *-- dès septembre, des pages communes seront réalisées dans les quotidiens, notamment en liaison avec les plans de travail communs. Leur nombre et leur périodicité pourront être progressivement étendus;*
> *-- le premier janvier, les quotidiens fusionneront en un seul;*
> *-- durant le premier trimestre 1980 sera mis en place le travail commun pour la fusion des revues théoriques*. »

-18 décembre 1979 : Début de l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan.

1980 : *Plogoff, « produire français », le « recentrage éblouissant », décès de Tito, création de Solidarnosc, Gorbatchev, guerre Iran-Irak, Reagan…*

-Vendredi 4 janvier 1980, sort le n°1 –nouvelle série- du quotidien marxiste-léniniste « ***Le Quotidien du Peuple*** » édité en commun avec le PCRml et le PCML. Le dernier n° (le 69) paraîtra le jeudi 10 avril 1980.

-Février 1980 : Sortie du n°1 de « **Que faire aujourd'hui ?** ». Il s'agit d'un quinzomadaire publié par le PCRml.

-Le n°45 de « **La vie du Parti** » Bulletin intérieur du PCRml, un article pages 4-5-6-7- intitulé : « ***Le système de presse du parti*** », donne des éléments sur la situation et l'évolution des publications du PCRml.

-Le 20 janvier 1980, le Président Jimmy Carter adresse un ultimatum au Kremlin : « Si dans un mois au plus tard, vos troupes n'ont pas évacué l'Afghanistan, l'équipe olympique américaine n'ira pas à Moscou et nous demanderons aux autres pays de s'abstenir aussi » (sources : Wikipédia)

-Février 1980 : Pologne : grève aux chantiers navals de Gdansk.

-29 février 1980 : Manifestation antinucléaire à Plogoff (Finistère).

-La négociation sur la diminution et l'aménagement du temps de travail est relancée au premier semestre 1980 sur la base du « rapport Giraudet ».
Le chapitre 8 « ***l'affaire de la durée du travail : le recentrage éblouissant*** » du livre d'Henri Krasucki « **Syndicats et unité** » ES 1980 –pages 71 à 92- donne des éléments sur cette négociation.

-Le mot d'ordre « produire français » est mis en avant par le PCF et Marchais.

-Avril-mai 1980 : sortie du n°1 de l'hebdomadaire « Pour le socialisme » -organe central du PCRml- du 30 avril au 6 mai 1980- Dans ce n°1, *Gérard Privat* signe un article en page 2, intitulé : « **Pour la reparution du Quotidien en septembre** ». René Rodriguez est nommé directeur de PLS.

-« **Divisions pour le 1er mai 1980** », annonce en page 4 le quinzomadaire « Que faire aujourd'hui ? » n°5 dont le thème principal (comme pour le n°6) est : « Qu'est-ce que la CFDT ? ».

-L'hebdo « ***Pour le socialisme*** » n°1, titre « *Lutter contre les divisions* ». L'éditorial en page 2 indique « *Un peu partout en France, le 1er mai journée traditionnelle de lutte des travailleurs, sera marqué par la division.* ». L'édito se poursuit en insistant sur les divisions entre la CGT et la CFDT dans le contexte de la lutte contre l'austérité et les réactions après l'intervention soviétique en Afghanistan. Cet éditorial précise très justement que « *de nombreux sidérurgiste de Longwy désapprouvent la position de la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT en faveur de la restructuration de la sidérurgie et estiment fondées les critiques que la CGT a adressées à cette occasion à la CFDT ; de même de nombreux travailleurs, y compris au sein de la CGT, ont désapprouvé la manière dont cette confédération a fini par rejoindre les positions du PCF à propos de l'intervention soviétique en Afghanistan et reconnaissent comme justes les critiques que lui a adressé la CFDT à cette occasion.* ».

-4 mai 1980 : Mort de Tito en Yougoslavie.

-24 mai 1980 : 100 000 personnes manifestent à Plogoff.

-31 juin 1980 : Adoption par l'Assemblée du projet national de loi « Sécurité et liberté » d'Alain Peyrefitte et promulguée en février 1981.

-19 juillet au 3 août 1980 : Jeux olympiques d'été à Moscou. C'est la première fois que les Jeux se déroulent en URSS.

-2 août 1980 en Italie : Attentat d'extrême droite à la gare de Bologne (84 morts, 150 blessés).

-14 août 1980 : Les 17 000 ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk se mettent en grève pendant trois semaines après le licenciement d'une responsable syndicale non officielle.

-16 août 1980 : Création à Gdansk d'un comité de grève inter-entreprises, qui présente vingt et une revendications.

-22 septembre 1980 : Fondation du syndicat « Solidarnosc », fort de dix millions d'adhérents, avec, à sa tête Lech Walesa.

-22 septembre 1980 : Début de la guerre Iran-Irak de septembre 1980 à août 1988.

-21 octobre 1980 : Mikhaïl Gorbatchev entre au Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique.

-4 novembre 1980 : Élection de Ronald Reagan (Républicain) comme président des Etats-Unis.

-20 Novembre 1980 : Procès en Chine de la « Bande des Quatre ».

-12 décembre 1980 : L'OTAN met en garde l'Union soviétique contre une intervention en Pologne.

-24 décembre 1980 : Le maire giscardien de Saint-Maure-des-Fossés (Jean-Louis Beaumont) fait transférer 300 maliens d'un foyer ADEF (Association Développement des Foyers) –jugé insalubre et inadapté- de sa commune, pour être hébergés à Vitry-sur-Seine (mairie PCF dirigé par Paul Mercieca) dans un bâtiment ADEF en rénovation, où la mairie avait prévu d'installer des jeunes travailleurs. Ce mercredi après-midi, un groupe d'une cinquantaine de militants du PCF, emmené par Paul Mercieca, participe à la dégradation du foyer avec l'utilisation d'une pelleteuse-bulldozer.

-27 décembre 1980 : Le Journal télévisé de TF1 20 heures, présenté par Dominique Baudis, revient sur l'affaire de la dégradation du foyer malien à Vitry, qui sera appelé plus tard : « Le coup de bulldozer de Vitry ».

1981 : ***Marchais : coup de Vitry , Hue : délation à Montigny, Francisque Mitterrand élu Président, durée du travail, suicide de Georgette Vacher, Ronald Reagan, "bande des quatre", Mumia Abu-Jamal…***

-3 janvier 1981 : Manifestation de soutien aux travailleurs maliens

-6 janvier 1981 : Georges Marchais cautionne la destruction d'un foyer de travailleurs immigrés maliens à Vitry par le maire PCF *« Oui, la vérité des faits me conduit à approuver, sans réserve, la riposte de mon ami Paul Mercieca.* »

-10 janvier 1981 : Manifestation du Le PCF pour soutenir le maire de Vitry : Paul Mercieca.
En tête de cortège : Georges Marchais et Charles Fiterman…

-20 janvier 1981 : Ronald Reagan prend ses fonctions comme président des Etats-Unis, il sera réélu en 1985 pour 4 ans.

-25 janvier 1981 : fin du procès de la « Bande des Quatre » en Chine, condamnation à mort de la veuve de Mao Zedong, Jiang Qing.

-29 janvier au 1er février 1981 : IVe Congrès du PCML

-25 avril 1981 : Mitterrand arrive en tête du premier tour des élections présidentielles avec 32%.

-5 mai 1981 : « Bobby Sands (né le 9 mars 1954 et mort le 5 mai 1981), est un républicain irlandais, membre de l'IRA provisoire et député à la Chambre des Communes du Royaume-Uni du 9 avril au 5 mai 1981, mort après une grève de la faim de 66 jours dans la prison de Maze en Irlande du Nord. Il est considéré en Irlande, et parfois même au-delà des frontières, comme un héros de la cause républicaine, mais également de la défense de la liberté et de la dignité des prisonniers politiques. » (Wikipédia)

-10 mai 1981 : Élection de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle.

-Du 22 mai 1981 au 23 juin 1981 : Premier gouvernement de Pierre Mauroy.

-Du 23 juin 1981 au 23 mars 1983 : Deuxième gouvernement Pierre Mauroy. Participation de quatre ministres venant du PCF.

-17 juillet 1981 : Le CNPF, 4 organisations syndicales, sauf la CGT, signent un protocole d'accord sur durée du travail qui débouchera sur l'ordonnance du 16 janvier 1982 qui entérine les 39 heures – payées 40 - et la 5ème semaine de congés payés.

-17 au 23 août 1981 : Les « Rencontres internationales pour la paix » sont organisées au Larzac.

-Septembre 1981 : publication du Rapport Auroux sur les droits des travailleurs.

-13 octobre 1981 : S'ouvre le débat sur les nationalisations. La loi sera finalement promulguée le 13 février 1982.

-17 octobre 1981 : A Paris, meeting commun de l'UCFML et de l'OCML-VP en mémoire des morts algériens du 17 octobre 1961.

-Le 20 octobre 1981, à la veille du congrès de l'union départementale de la CGT du Rhône, Georgette Vacher se suicide. Elle était permanente à l'UD et responsable du secteur féminin.
(voir chapitre 7 : paragraphe **« *Féminisme et syndicalisme* » et chapitre 12** : paragraphe « ***Le suicide d'une permanente de la CGT : Georgette Vacher*** »)

-23 au 25 octobre 1981 : 63e congrès du PS à Valence. Le terme de «compromis social» qui remplace celui de « rupture. » est adopté par ce congrès. L'adoption de cette notion montre dans quel état d'esprit est le PS : celui « *d'une transformation graduelle du système économique et de la société française* », en fait une gestion loyale du système capitaliste et impérialiste français sur la base du « compromis ». Le PS est lui-même dans la logique prônée par le recentrage de la CFDT.

-9 décembre 1981 : Arrestation du journaliste noir Mumia Abu-Jamal

-13 décembre 1981 : Le Général et chef du « parti communiste polonais » Jaruzelski, dissout Solidarnosc et déclare l'Etat de Guerre.

1982 : ***Stirbois, Deuxième gauche, Jean Auroux, réhabilitation généraux de l'OAS, ordonnance sur les 39h et les congés payés…***

-16 janvier 1982 : Ordonnance relative à la durée du travail et aux congés payés.

-Du 3 au 7 février 1982 : XXIVe congrès du PCF à Saint-Ouen

-13 février 1982 : La loi de nationalisation et promulguée par le gouvernement Mauroy.

-Le 21 mars 1982 : Jean-Pierre Stirbois obtient 12,6% au deuxième tour des élections cantonales, au nom du Front National à Dreux (Eure et Loir).

-Avril 1982 : Grève dans l'usine Citroën d'Aulnay - **voir Chapitre 13 : *La victoire des ouvriers de Citroën, la question du pouvoir, PCF - CGT et le produisons français* et chapitre 15 : *Talbot Poissy, une lutte emblématique* -**

-Mai 1982 : Ve Congrès du PCR, qui autorise les tendances. Max Cluzot est remplacé comme secrétaire général par René Rodriguez.

-Mai 1982 : Romain Goupil reçoit le prix de la « Caméra d'or » du festival de Cannes pour son film « Mourir à trente ans ».

-25 au 29 mai 1982 : 39e congrès confédéral de la CFDT à Metz.

-5 juin 1982 : Manifestation contre la venue du président Ronald Reagan à Paris.

-Le 9 juin 1982 un nouveau plan acier prévoit 12000 suppressions d'emplois,

-juin 1982 : Le Pen au nom du FN demande à être plus visible dans les médias. Le 22 juin Mitterrand intervient pour que sa demande soit satisfaite.

-13 au 18 juin 1982 : 41e congrès de la CGT à Lille. « Henri Krasucki succède à Georges Séguy au Secrétariat général de la CGT » (sources : « **CGT 1895 – 1995 : Le premier siècle** »)

-20 juin 1982 : Manifestation « pour la paix à l'appel des 100 »

-4 août 1982 : La loi « relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise » de Jean Auroux est promulguée. Celle concernant les « institutions représentatives du personnel » sera promulguée le 28 octobre 1982. Celle « relative à la négociation collective et au règlement des conflits du travail » (promulguée le 13 novembre 1982) et celle sur les « comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail » (promulguée le 23 décembre 1982). C'est cet ensemble de lois qui est appelé Lois Auroux.

-18 août 1982 : Premier numéro de PCML-Flash.

-Septembre 1982 : Numéro 1 de la revue du PCML ***Travailleurs***.

-Septembre 1982 : Le chanteur *François Béranger* sort le disque 33t « **Da Capo** » qui contient le titre « ***Changement*** ». Cette chanson est emblématique du questionnement et des illusions sur Mitterrand et la gauche au pouvoir.

-Septembre 1982 : Austérité et blocage des salaires.

-29 septembre 1982 : Mitterrand veut réhabiliter les généraux putschistes de l'OAS. « *Octobre 1982 : Mitterrand et le gouvernement veulent réhabiliter les officiers putschistes de l'OAS* » c'est ce qu'indique page 4 la brochure de l'URP –Union de Résistance Populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre- dans la brochure « **Notre activité de février 82 à mai 85** ».

-Octobre 1982 : C'est la sortie du livre « **La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** –Hervé Hamon et Patrick Rotman– Ramsay éditions.

-Décembre 1982 : Création de la **Fondation Saint-Simon**, sous l'impulsion de François Furet et Roger Fauroux (co-présidents), Pierre Rosanvallon (secrétaire général), Alain Minc (trésorier), Emmanuel Le Roy-Ladurie, Pierre Nora, Simon Nora, bientôt suivis par Jean-Claude Casanova, Jean Peyrelevade et Yves Sabouret (administrateurs). La Fondation Saint-Simon opte pour sa dissolution en décembre 1999.

1983 : ***Décentralisation, PCR auto-dissout, Papon inculpé, tournant de la rigueur, FN 17,6% à Dreux, le pape en Pologne, la majorité pour Margaret Thatcher, le Nobel à Walesa, marche pour l'égalité et contre le racisme…***

-7 janvier 1983 : Lois de décentralisation.

-René Rodriguez qui était devenu secrétaire général du PCR en 1982, décide de prononcer la dissolution du parti en 1983.

-19 janvier 1983 : Maurice Papon inculpé de crimes contre l'humanité.

-20 janvier 1983 : François Mitterrand à Bonn approuve le déploiement des missiles Pershing américains.

-Février 1983 : Le César de la Meilleure Première Oeuvre est attribué à Romain Goupil pour « Mourir à 30 ans ».

-Du 23 mars 1983 au 17 juillet 1984 : Troisième gouvernement Mauroy. Les ministres venant du PCF sont toujours présent.

-21 mars 1983 : Le tournant de la rigueur
Jacques Delors, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, du 3e gouvernement de Pierre Mauroy, met en place une politique de rigueur (déjà réclamé en 1982 par E. Maire) à partir du 21 mars 1983. Cette politique sera poursuivie par Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le gouvernement Laurent Fabius.

-9 juin 1983 : Grande-Bretagne, Margaret Thatcher et les conservateurs obtiennent la majorité absolue aux communes.

-22 juillet 1983 : l'état de guerre est annulé en Pologne après un voyage du pape couronné de succès.

-4 septembre 1983 : percée électorale du Front National (FN) lors du premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux : 17,6 % des voix pour Jean-Pierre Stirbois.

-5 octobre 1983 : Lech Walesa obtient le prix Nobel de la Paix

-28 au 30 octobre 1983 : 64e congrès du PS à Bourg en Bresse.

-29 octobre-1er novembre 1983 : Ve Congrès du PCML.

-15 octobre / 3 décembre 1983 : Marche pour l'égalité et contre le racisme. surnommée par les médias Marche des beurs. (voir les infos de wikipédia).

1984 : ***Grèves et affrontements à Talbo-Poissy, nouveau plan acier dans la sidérurgie, recul du PCF et montée du FN aux Européennes, mobilisation contre la loi Savary : « guerre scolaire », Fabius premier ministre, départ des ministres du PCF au gouvernement, SOS Racisme…***

-Janvier 1984 : Grèves aux usines d'automobiles Talbot-Poissy. . Violents affrontements entre les grévistes et les cadres et les fascistes de l'usine.

-29 mars 1984 : Nouveau plan acier dans la sidérurgie

-17 juin 1984 : Elections Européennes. Recul du PCF et montée de la droite et du FN.

-25 juin 1984 : Plus d'un million de personnes manifestent à paris en faveur de l'enseignement privé et contre la loi Savary du ministre de l'Éducation nationale de Mitterrand. Ce projet sera retiré en 1984.

Le projet de loi Savary visait à la création d'un « *grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale* ». Il reprenait une des 110 propositions pour la France du candidat Mitterrand. Cet épisode du premier septennat de Mitterrand sera connu sous le nom de « *guerre scolaire* ».
Après cet abandon le ministre Savary démissionna et fut remplacé par Jean-Pierre Chevènement.

-17 juillet 1984 : Laurent Fabius est nommé premier ministre, il le restera jusqu'en mars 1986.

-19 juillet 1984 : départ des ministres du PCF

-15 octobre 1984 : SOS Racisme est fondé par des proches et des membres du PS

1985 : ***Jacques Delors président de la Commission européenne, création des Restos du cœur par Coluche, le PCML devient le PAC, l'UCFML devient l'OP…***

-Janvier 1985 : Jacques Delors devient président de la Commission des Communautés européennes (qui deviendra la Commission européenne).

-22 et 23 juin 1985 le congrès spécial du PCML décide de changer de sigle.
-PCML Flash devient Flash Alternative à partir du n°128 du 14 septembre 1985

-14 septembre 1985, Flash Alternative n°128 annonce « Le PCML devient Parti Pour une Alternative Communiste –PAC-

-Octobre 1985 : Coluche lance les ***Restos du cœur***

-Après une période de crise (1984), l'UCFML qui était devenue UCF, devient en novembre 1985 l'Organisation Politique. L'OP disparaitra dans les années 2000.

1986 : ***Charles Pasqua devient ministre de l'intérieur, Radio Mouvance interdite, publication du livre de J-P Garnier et L Janover « La deuxième droite », les ambitions de Tapie à la télé, l'Acte unique européen signé par Mitterrand, Première cohabitation entre un Président de la République : Mitterrand (PS) et un Premier ministre : Chirac (RPR)…***

-Bernard Tapie anime sur TF1 l'émission « **Ambitions** » et publie chez R. Laffont « **Gagner** »

-17 et 28 février 1986 : Mitterrand signe l'Acte unique européen.

-Février 1986 : Jean-Pierre Garnier et Louis Janover vont publier « **La deuxième droite** » aux éditions Robert Laffont.

-De mars 1986 à mai 1988 : Première cohabitation entre un Président de la République : Mitterrand (PS) et un Premier ministre : Chirac (RPR).

-Le 20 mars 1986 le nouveau gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac nomme Charles Pasqua au ministère de l'intérieur.

-24 avril 1986 : Radio Mouvance est définitivement fermée

-26 avril 1986 : fusion du réacteur de la centrale Lénine à Tchernobyl

-20-21-22 juin 1986 : VIème congrès du PAC (ex-PCML), départ de Jacques Jurquet.

Deuxième partie

--

CHAPITRE 4

Le PCMLF, le PCRml, la CGT et la CFDT

Quelques dates :

Syndicats :

La CGT est créée le 23 septembre 1895 à Limoges.
La CGTU vient d'une scission de la CGT en décembre 1921. La CGT et la CGTU se réunifient en 1936
La CGT-FO : vient d'une scission de la CGT en 1947. Son congrès constitutif à lieu le 12 avril 1948.
La CFDT est née en 1964 d'une scission de la CFTC créée en 1919.

Partis ML :

Le PCMLF (Parti Communiste Marxiste-léniniste de France) est créé en décembre 1967.
Le PCRml (Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste) est créé en mars 1974.

PCMLF

Avant sa création, le PCMLF est passé par diverses formes de regroupements :
-Cercles : FCML - Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes en 1964
-Mouvement : MCFML -Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste)- en 1966.
Il devient Parti en décembre 1967
-PCMLF de 1967 à 1968 - Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France
Après son interdiction en juin 1968 il redevient légal en 1978 sous le nom de PCML
-PCMLF de 1968 à 1978 - Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France –Humanité Rouge
-PCML de 1978 à 1985 - Parti Communiste Marxiste-Léniniste
En 1985 le PCML se transforme en PAC
-PAC de 1985 à 1988 – Parti pour une Alternative Communiste

Sur l'histoire du PCMLF, lire :
http://www.editions-proletariennes.fr/Dochml/presse/pcmlf/proletariat/prol5/prol5p22.htm
http://www.editions-proletariennes.fr/Dochml/presse/pcmlf/proletariat/prol6/prol6p34.htm
Lire : ***Dates et éléments sur le PCMLF et l'HR (logos et sous-titres)***

PCRml

Le PCRml de 1974 vient de Front Rouge (journal) en 1972 qui était en partie constitué d'anciens de l'UJCML et d'une fraction du PCMLF en 1968.

Liste et dates des congrès du PCMLF et du PCRml :

-30 et 31 décembre 1967 : 1er Congrès de fondation du PCMLF à Puyricard
-30 au 31 mars 1974 : 1er Congrès constitutif du PCRml par les communistes ml de Front Rouge.
-12 au 13 mars 1975 : Deuxième (IIe) Congrès du PCMLF
-19 et 20 juin 1976 : Deuxième (IIe) congrès du PCRml
-26 et 27 janvier 1978 : IIIe congrès du PCMLF
-18 et 19 novembre 1978 : 3e Congrès du PCRml.
-1978 : Le PCMLF devient le PCML en septembre
-29 janvier au 1er février 1981 : IVe Congrès du PCML
-1982 : Le PCRml devient PCR
-février 1982 : IVe Congrès du PCR
-1983 : Fin du PCR –autodissolution-
-29 octobre au 1er novembre 1983 : Ve Congrès du PCML
-22 au 23 juin 1985 : « Congrès spécial du PCML »
-20-21-22 juin 1986 : VIe Congrès du PAC officialise la fin du PCML (**Travailleurs** n°35 –juillet 1986)
-Décembre 1988 fin du PAC

Le PCMLF, la CGT et la CFDT de 1965 à 1968 à travers les articles de l'Humanité Nouvelle

Le PCMLF période de l'Humanité Nouvelle du n°1 de février 1965 au n°106 de juin 1968.

Plus de 80 articles abordent où parlent des syndicats :

71 articles sur la CGT, 4 évoquent la CFDT, 5 sur FO et 1 sur la CFTC.

La CGT

A l'origine, les militants ml (FCML, MCFml et PCMLF) sont dans la CGT, quand ils sont exclus du PCF, celui-ci organise une « chasse aux sorcières » à l'intérieur de la CGT pour les virer.

Plusieurs thèmes développés dans l'Humanité Nouvelle, illustrent assez bien les positions de la FCML du MCFml puis du PCMLF :

-l'organisation et le soutien aux luttes de classe
-la lutte contre le bureaucratisme et les bonzes syndicaux
-la trahison des luttes par la direction de la CGT
-le rejet de la ligne de soutien à Mitterrand
-la bataille autour des militants exclus de la CGT

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°12 - décembre 1965 – (Organe mensuel de la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes) dénonce le « *bureaucratisme syndical* ». Deux articles sur les métallos (HN 13 et 17) sont signés par « *un métallo CGT ouvrier communiste de tendance ML* ». La notion de « *bonzes syndicaux* » revient plusieurs fois dans les titres et les articles.

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°30 - jeudi 1er décembre 1966 – (Organe central du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) : « *Chez les mineurs (Nord - Pas-de-Calais) Les bonzes syndicaux trahissent la loi de 1936 sur les heures supplémentaires* » –page 6-

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°52 - jeudi 4 mai 1967 - : « *St-Nazaire : Les travailleurs trahis par les bonzes syndicaux* » (Correspondant HN) -page 5-

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°78 - jeudi 30 novembre 1967 : « *Nouvelle tactique des bonzes CGT pour briser la combativité des travailleurs* » (HN) -page 4-

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°85 (Organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France) - jeudi 18 janvier 1968 - : « *Exploitation forcenée des travailleurs et complicité des bonzes CGT* » -page 10-

A travers la dénonciation du bureaucratisme syndical, les bonzes, la trahison des luttes, la mise en avant de la lutte des classes et le rejet de la ligne de soutien à Mitterrand via Waldeck Rochet, c'est bien la ligne politique des communistes ml à l'intérieur de la CGT qui s'oppose à la ligne dominante du PCF.

La ligne du PCF c'est :

1- sur la forme : contrôler, encadrer, diriger les luttes revendicatives en étouffant la démocratie ouvrière.
2- sur le fond : se servir de ces luttes pour appuyer la ligne de Waldeck Rochet. Cette ligne c'est le soutien au parlementarisme bourgeois, l'électoralisme, le soutien à Mitterrand… et ce qui deviendra plus tard : l'union de la gauche.

Donc en interne c'est l'exclusion des communistes ml depuis le début des années 60 dans le PCF, puis leur expulsion de la CGT.

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°27 - jeudi 10 novembre 1966 – (Organe central du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) : « *Lutte revendicative et lutte de classe -page 4- A travers les luttes syndicales : Basses manœuvres et justes ripostes* » (Bureau de la Section ML de Chateaudun) -page 4-

Dans le n°29 du jeudi 24 novembre 1966, est publiée une « *Lettre à Waldeck-Rochet* » signée d'un militant CGT de la région parisienne. Puis dans le n°35 de jeudi 5 janvier 1967 « *La CGT vole au secours de l'accord W. Rochet - Mitterrand* ».

L'HN n°37 - jeudi 19 janvier 1967 critique la position de la CGT dans les élections législatives de mars 1967 et le n°38 - jeudi 26 janvier 1967 pose la question : « *Où va la CGT ?* ».

Le n°40 - jeudi 9 février 1967 : « *La direction révisionniste de la CGT brise la grève des marins-pêcheurs* »

Le n°43 - jeudi 2 mars 1967, titre en page 5 « *J'ai été exclu de la CGT !* ».

Dans le n°45 - jeudi 16 mars 1967 - : « *Quand la CGT appelle à voter Mitterrand les métallos CGT veulent un syndicat de classe* ».

Le n°51 - jeudi 27 avril 1967 montre la volonté des ml de « *Préparer le 36e congrès de la CGT en luttant contre le révisionnisme* ».

Le n°54 - jeudi 18 mai 1967 – « *F.O. décide, la CGT s'aligne* » -page 2-

Le n°55 - jeudi 25 mai 1967 publie une « *Lettre ouverte à Benoit Frachon* » signé par André Druesne.

Le thème et la critique des « *activités révisionnistes au sein de la CGT* » apparaissent régulièrement dans les articles de l'HN. « *Le 36e congrès de la C.G.T.: Encore un congrès bien préparé* » (HN n°58 jeudi 15 juin 1967) « *Offensive des révisionnistes contre les militants de base de la C.G.T.* » (HN 58).

Le n°59 - jeudi 22 juin 1967 parle de « *la gangrène révisionniste au sein de la C.G.T.* », et que le n°60 - jeudi 29 juin 1967 publie une résolution du MCFml : « *Halte aux activités scissionnistes des dirigeants révisionnistes au sein de la CGT* ».

Au mois de juillet 1967, la direction de la CGT est très impliquée dans une politique de répression contre les militants ml. Ce qu'attestent plusieurs articles de l'HN.

Dans le n°61 - jeudi 6 juillet 1967 – « *L'offensive révisionniste au sein de la CGT* » -page 4- « *Le Havre : notre camarade Louis Barbot exclu de la CGT !* », HN n°62 - jeudi 13 juillet 1967 : « *Blois : Notre camarade Casas face à l'appareil révisionniste -Lettre ouverte aux travailleurs CGT d'Air-Equipement* », HN 65 - jeudi 7 septembre 1967 - : « *L'orientation de la CGT Paulstra (Châteaudun) : Cinq militants exclus de la C.G.T. Création d'un nouveau syndicat* » -page 4-
-« *Les héritiers de Jouhaux à l'œuvre (suite) Comment les révisionnistes ont " exclu " notre camarade A. Delrue de la CGT* » (Correspondant HN) -page 5-
-« *Principaux extraits de la déclaration faite le 6 juillet 1967 par le camarade Aimé Delrue à l'Assemblée générale du syndicat C.G.T. des Cheminots de Clermont-Ferrand* » (suite page 6)
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°76 - jeudi 16 novembre 1967- : « *Lyon : Contre la trahison opposons un parti révolutionnaire* » Abrial Henri (exclu de la CGT comme marxiste-léniniste) - -page 7-

La CFDT

L'HUMANITÉ NOUVELLE n°56 - jeudi 1er juin 1967 - : « *A propos du Colloque de la CFDT sur : la femme au travail* » – page 5-
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°70 - jeudi 12 octobre 1967 - : « *La semaine d'action et les dirigeants CGT – CFDT* » -page 4-
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°76 - jeudi 16 novembre 1967 - : « *RATP et SNCF : La CGT et la CFDT reculent devant le pouvoir* » (HN) -page 4-
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°77 - jeudi 23 novembre 1967 - : « *Puy-de-Dôme : La CGT et le Marché Commun (Tract diffusé par la cellule André Marty du MCF (ml) Orly : Les délégués CGT-CFDT les " facomards " de l'usine Facom* » (Correspondant HN) -page 6-

La CFTC et FO

Quand la CFTC ou FO sont cités dans l'HN c'est sous l'angle de leurs trahisons, du sabotage des grèves, des surenchères et aussi de leurs origines notamment celles de la CIA pour FO.
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°39 - jeudi 2 février 1967 - : « *Paris : FO et CFTC sabotent l'action revendicative des personnels des hôpitaux psychiatriques* » (Corr. HN) -page 5-
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°54 - jeudi 18 mai 1967 - : « *Les dollars de la trahison : La CIA passe aux aveux !* » (Joel Kerdoare) -page 6-
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°56 - jeudi 1er juin 1967 – « *La CIA et ses agents dans le mouvement ouvrier* » -pages 8-9- « *Jouhaut, Bergeron, Brown, Lovestone, Meany, CISL, Dulles, Blum, Tito* »
L'HUMANITÉ NOUVELLE n°77 - jeudi 23 novembre 1967 - : « *Marseille FO : Trahison en gros et en détails* » (Correspondant HN) -page 4-
L'HUMANITÉ NOUVELLE n° spécial du 30 mai 1968 n°105- (Organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France) « *Lorsque FO fait de la surenchère !* »
Le 12 juin 1968, le PCMLF est interdit. L'Humanité Nouvelle deviendra L'Humanité Rouge (pour sa forme légale). Le titre l'Humanité Nouvelle continuera d'être publiée mais clandestinement sous le titre L'Humanité Nouvelle clandestine avec deux versions, pendant quelques années. Une version HN –proche de Jacques Jurquet- et une autre version HN –du groupe de Max Cluzot (Front Rouge puis PCRml)-.

Le PCF et la CGT contre les marxistes-léninistes ! Pourquoi tant de haine ?

Les militants ouvriers du PCMLF sont à la CGT, mais ils subissent la volonté du PCF qui fait tout ce qu'il peut pour les chasser de cette centrale syndicale. Le PCF n'hésite pas à s'en prendre physiquement aux militants ML. Il ne s'agit pas de la part du PCF et de la direction de la CGT de simples « excès » ou de « bavures » ni non plus d'erreurs, mais bien d'un choix, d'une ligne politique assumée qui est elle-même la conséquence de sa dégénérescence opportuniste/révisionniste et de l'abandon de la stratégie révolutionnaire.
Devant la création d'organisations ML –notamment issues de militants exclus du PCF après la scission du MCI en 1963-, les directions CGT et PCF vont réagir brutalement et certainement en surestimant les effectifs des ML et c'est le début d'une escalade verbale, des exclusions de militants dans la CGT. Tout cela débouche sur de graves agressions physiques contre les militants ML. Les plus « connus » sont :

-- l'attaque contre le meeting du MCFml le 5 mai 1967
-- l'agression contre le congrès constitutif du PCMLF à Puyricard fin décembre 67
-- la nouvelle agression en 1969 contre Raymond Casas militant ouvrier du PCMLF

Christophe Bourseiller dans son livre « **Les Maoïstes –La folle histoire des gardes rouges français-** » -Plon 1996-, montre bien que le PCF prend très au sérieux l'existence du mouvement ML :

> « *Il est évident que le PCF surestime largement le danger que représentent pour lui les prochinois. Mais, pour la première fois de son histoire, il est menacé par un courant rival, qui le déborde sur la gauche et qui s'appuie sur une coordination internationale de pays socialistes. C'est un phénomène inédit. Les militants communistes vont*

réagir de deux manières. On sait déjà qu'ils s'emploient à infiltrer des taupes au sein des groupes prochinois. Le parti va également se lancer dans des opérations paramilitaires, visant à casser physiquement le mouvement naissant.

Dès l'automne 66, c'est le déluge des coups. Sur les marchés, aux portes des entreprises, à la sortie des universités, les journaux du MCF (ML) sont déchirés et les vendeurs tabassés. Les militants les plus connus sont suivis, coincés dans des rues sombres et roués de coups. Quant aux meetings publics, ils sont systématiquement cassés par des commandos.

Le vendredi 13 décembre 1966, le MCF organise ainsi à Tours une réunion de soutien à la Révolution culturelle, en présence de Raymond Casas, Michel Gilquin et Claude Combe. Dès le début du meeting, un commando du PCF prend d'assaut la tribune et frappe violemment les orateurs. Claude Combe, membre du bureau politique du MCF et ouvrier tourneur à l'usine Paulstra de Châteaudun, s'en tirera avec un visage tuméfié et quelques points de suture. » -pages 72-73.

L'attaque contre le meeting du MCFml le 5 mai 1967

Christophe Bourseiller poursuit :

« *Cette escalade de la violence franchit une étape supplémentaire le vendredi 5 mai 1967, lorsqu'un fort commando communiste décide d'empêcher un meeting central du MCF (Ml) contre l'intervention américaine au Vietnam, qui doit se tenir à la Mutualité, en présence de Gilbert Mury, Jacques Jurquet, Raymond Ribert et Régis Bergeron. Les gros bras du PCF utilisent pour l'occasion une stratégie véritablement militaire. Ils débarquent à la Mutualité dès 19 heures, soit une bonne heure avant le début du meeting, avec matraques et barres de fer. Face à eux, quelques dizaines de ML sont en train de déployer des banderoles pour décorer la salle. Pris de panique ils se barricadent à l'intérieur de la Mutualité. Que faire ? Après un certain flottement, ils décident de se rassembler dans le hall pour protéger les accès, en priant pour que des renforts arrivent. Soudain, c'est la charge. Six cent militants du PCF armés jusqu'aux dents enfoncent les portes et poussent le souci du détail jusqu'à les dégonder, cassent la figure des opposants et mettent la salle à sac. Puis ils s'emparent de la tribune, et transforment le meeting ML en un meeting du Parti Communiste. Un coup de force d'une audace inouïe qui se solde par de nombreux blessés et un chaos indescriptible. Car les prochinois ont eu le temps de se rassembler à l'extérieur.*

Au moment où un orateur du PC s'apprête à prendre la parole, un ML intrépide le bouscule, et hurle dans le micro : « Vive Staline ! » Il est immédiatement roué de coups jusqu'à perdre connaissance.

La situation devient alors surréaliste. Le meeting du MCF est devenu un meeting du PCF, avec prises d'otages ! Le service d'ordre du PCF a réussi à coincer quatre prochinois, dont Régis Bergeron, qui sont retenus de force. Ils seront matraqués et frappés à plusieurs reprises.

Entre-temps, les ML se sont regroupés dans la rue et s'apprêtent à donner l'assaut. Mais la police, qui vient d'arriver en grand nombre, établit un cordon sanitaire entre prosoviétiques et prochinois. Du coup, le MCF est maintenu à l'extérieur de la Mutualité, qu'il avait pourtant louée.

Épilogue provisoire : les quatre otages sont finalement libérés, et les six cents communistes sortent en vainqueurs, sous haute protection policière. Que faire ? Les ML décident de tenir le meeting envers et contre tout. La réunion a lieu dans une Mutualité dévastée, aux banderoles arrachées, aux chaises brisées et aux affiches lacérées. Pour les jeunes étudiants prochinois, les militants du PCF ne sont plus alors que des « fascistes » » -pages 73-74-

L'Humanité Nouvelle n°53 –du 11 mai 1967- déclare que : « *Sabotant le soutien politique au peuple vietnamien… Les révisionnistes du P« C »F passent aux méthodes fascistes*. ».

L'HN n°54 - jeudi 18 mai 1967 – publie en page 3 un éditorial de Jacques Jurquet : « ***Dirigeants révisionnistes, vous voici engagés dans la même voie que Doriot !*** » Il dénonce l'aplatissement du PCF au profit des Mitterrand, Mollet, Deferre…

« *Quels sont les faits ? Les faits tendent tous à faire disparaître au profit des Partis de la bourgeoisie le Parti qui prétend encore défendre les intérêts de classe de la classe ouvrière. Aux élections présidentielles, le Parti " communiste " ne présente même pas un candidat au premier tour, il fait voter les travailleurs pour le vieux cheval de retour de la bourgeoisie, Mitterrand; aux élections législatives, la tactique est la même, appliquée au deuxième tour, annoncée dès le premier , le P.C.F .assure un important succès de ce qu'il intitule la " gauche " en faisant élire par la classe ouvrière ses pires ennemis, tels Guy Mollet, Georges Bonnet, Robert Lacoste, Maurice Faure etc... ; pour l'élection du président de l'Assemblée Nationale le P.C.F. démissionne encore, renonce à présenter son propre candidat et fait voter les élus de son groupe pour Gaston Defferre, maire de Marseille, associé depuis toujours avec la pire réaction ; et aujourd'hui c'est la motion de censure mise au point par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et elle seule qui constitue le point d'appui du P.C.F. dans sa bataille parlementaire contre les " pleins pouvoirs " sollicités par l'autre clan de la bourgeoisie au pouvoir, tandis que les dirigeants de la C.G.T. rallient avec quelque retard l'initiative de grève générale de 24 heures prise par les hommes payés en dollars par la C.I.A., les dirigeants de F.O.* (…) *Toute cette ligne politique répond on ne peut mieux aux décisions des congrès révisionnistes du Parti passé sous le contrôle du groupe de Waldeck-Rochet.*

Sa caractéristique essentielle est la recherche permanente et systématique de l'unité " aux sommets ". Certes, si les

militants de base, si les cellules qui n'ont plus de vie réelle, avaient été sérieusement consultés, on n'en serait pas là. C'est d'ailleurs bien pour cela qu'ils n'ont pas été consultés. Il y a plus grave: après avoir réalisé cette unité sans principe jadis condamnée sans équivoque par le mouvement communiste international, par Lénine, par Staline, par Dimitrov, par Maurice Thorez lui-même, ces messieurs parlent volontiers d'unité organique, ils cherchent les meilleurs artifices pour réunifier le Parti de Blum et celui de Cachin ! pour fondre en un seul Parti Social-Démocrate les deux Partis !

Est-il étonnant dès lors, qu'ils fassent matraquer les militants restés fidèles aux enseignements et aux principes marxistes-léninistes ? Certes non -c'est là logique naturelle, dans la mesure où ils préfèrent serrer la main de Jules Moch et de ses complices spécialisés dans la répression anti-ouvrière et anticommuniste, mais les travailleurs n'ont pas la mémoire courte. Il leur suffit de se reporter quelques 36 à 38 ans en arrière pour découvrir ou se remémorer qu'un dirigeant du Parti avait déjà voulu imposer cette ligne opportuniste et de trahison aux militants de la base, à la classe ouvrière française. (…) *Régis Bergeron, dans son dernier éditorial tout à fait remarquable, révélait qu'en 25 ans de vie militante il n'avait souvenir d'avoir vu déchaînement de violence fasciste comparable à celle des nervis qui ont attaqué notre meeting de la Mutualité qu'au moment de l'assaut contre le siège de notre Parti, en 1956, lors de la contre-révolution hongroise. C'est bien exact en effet et si je fus moi-même à l'époque sauvagement matraqué devant " La Marseillaise ", à Marseille, par des voyous fascistes, venus à cinquante contre un, le premier jour de leur assaut, je dois aussi à la vérité de répéter que les hommes, entraînés au sifflet, venus l'autre soir à la mutualité, n'avaient plus rien de différent avec les émeutiers de 1956. Car les dirigeants révisionnistes ont fait d'eux des DORIOTISTES ! C'est-à-dire des hommes prêts à toutes les violences, sans aucune formation idéologique, ni la moindre connaissance politique, souvent recrutés dans ce que Marx appelait le lumpenprolétariat qui constitue une réserve toute prête pour le fascisme. Ainsi donc, dirigeants révisionnistes, vous voilà engagés dans la même voie que Doriot !*»

Jacques Jurquet dans son livre sorti en 2001 « **A contre-courant –1963-1986** » revient en détails sur l'agression du PCF contre le meeting des ML

« *Le 5 mai 1967, le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) avait annoncé et préparé un important meeting de soutien aux patriotes vietnamiens alors en guerre contre l'armée américaine qui avait remplacé le corps expéditionnaire-français après les Accords de Genève. Ce rassemblement était organisé dans la grande salle de la Mutualité, susceptible de recevoir jusqu'à 2000 personnes.*

Plusieurs orateurs étaient prévus parmi lesquels Gilbert Mury et moi-même. Nous avions aussi mis sur pied un service d'ordre, mais sans supposer que sur un sujet comme la solidarité aux combattants vietnamiens, les dirigeants et cadres révisionnistes feraient preuve d'une lâcheté et d'une violence de caractère fasciste. Nous avions manqué de vigilance et de perspicacité.

Une heure avant le début de la réunion, plusieurs centaines d'adhérents du Parti révisionniste moderne, encadrés par des responsables de leur police politique, bousculèrent brutalement le service d'ordre marxiste-léniniste. Supérieurs en nombre, ils étaient munis de matraques ou de barres de fer. Ils réussirent à s'emparer de la tribune et poursuivirent différents militants et cadres dirigeants comme l'ouvrier métallurgiste André Druesnes et le journaliste communiste Régis Bergeron. Ils les rouèrent de coups et les précipitèrent du premier étage en bas des escaliers. Ils déchirèrent en de nombreux morceaux les pancartes portant les mots d'ordre en faveur des patriotes du Vietnam, et, ne réussissant pas à l'arracher complètement, lacérèrent grossièrement une immense effigie du Président Ho Chi minh que nous avions placée juste au-dessus de la scène.

Gilbert Mury fut évacué juste à temps par l'un de nos gardes du corps.

En ce qui me concerne, il avait été prévu, que je ne me rendrais à la salle de la Mutualité qu'après l'ouverture du meeting. J'avais rendez-vous non loin de là avec un groupe de camarades chargés d'assurer ma sécurité. L'un d'entre eux vint me prévenir dés le début des affrontements et insista pour m'éloigner en automobile ou en métro, je ne m'en souviens plus. Si bien que, mis à l'abri, je ne pus me retrouver sur place quand, après l'évacuation de la Mutualité par les agresseurs révisionnistes sous protection de la police, des militants tinrent quand même la réunion prévue, improvisant des discours ou la colère anti-révisionniste et la solidarité pro-vietnamienne cohabitaient aisément.

Le lendemain, j'écrivis une lettre de dénonciation de ces agissements que j'adressais aux délégations présentes à Paris des Vietnamiens du Nord comme des Vietnamiens du Sud. J'insistais sur le caractère inqualifiable de la destruction au moins partielle du portrait du Président Ho Chi minh. L'Humanité-nouvelle en publia une photographie saisissante. Avec, bien entendu, notre version des faits, ainsi que la photographie du visage tuméfié de notre camarade Druesnes. Nous apprîmes plus tard par des camarades étrangers en contact avec les Vietnamiens que ces derniers avaient élevé une sévère protestation auprès du Comité central du Parti communiste français. Je n'ai jamais pu me procurer le texte exact de leur lettre, mais on m'indiqua qu'il était catégorique et condamnait l'action organisée par le service d'ordre révisionniste. » -chapitre 18 pages 96-97-

L'agression contre le congrès constitutif du PCMLF à Puyricard fin décembre 67

Sous les balles en 67… le deuxième jour du congrès de fondation du PCMLF

Les 30-31 décembre 1967 le PCMLF est fondée à Puyricard. Mais là encore, le PCF avait décidé d'empêcher la tenue du congrès de fondation.

Jacques Jurquet dans son autobiographie « **A contre courant** », revient sur cet événement et notamment sur les incidents provoqués par un commando armé et envoyé par le PCF.

> « *Nous désirions convoquer le Congrès fondateur du Parti en tant que tel en septembre 1967. Mais nos discussions n'étaient pas encore achevées et la préparation exigeait des délais plus longs que ceux que nous avions prévus. Il importait en effet que nous réussissions cette initiative « historique » dans les meilleures conditions possibles. Or nous savions quels en étaient les risques aussi bien du côté de la répression du gouvernement que de la police politique du Parti communiste français. Le congrès de fondation du Parti communiste italien marxiste-léniniste avait été l'occasion d'une grave et violente provocation des révisionnistes de la péninsule. Des documents émanant de la section de montée des cadres sont depuis lors tombés entre mes mains, offerts par des écrivains-reporters journalistes. L'un d'entre eux traite de la tenue de notre futur Congrès. Il est adressé en date du 28 Novembre 1967 aux « membres du Comité central » par porteur et signé « Gaston Plissonnier, secrétaire du Comité central ». Les dirigeants révisionnistes ignoraient l'endroit exact où nous le réunirions. Ils croyaient que nous prendrions une initiative à Tours « en liaison avec l'endroit où s'est tenu le congrès de 1920 », ou bien « à Marseille, en raison des forces dont ils y disposent », ou enfin « dans la région parisienne ». Ils avançaient aussi d'autres hypothèses et ordonnaient aux Fédérations de toute la France de les tenir informés du moindre renseignement qu'elles auraient pu collecter à ce sujet. D'autres documents de la même origine m'ont prouvé depuis que je les possède, que la police politique du Parti révisionniste ne disposait pas de renseignements très précis et utilisables depuis 1964.*
>
> *François Marty, vieux baroudeur ayant une solide expérience des activités clandestines, depuis la guerre d'Espagne jusqu'à la Résistance, s'occupa activement de la préparation matérielle de notre Congrès. Je le secondais dans cette tâche délicate. Nous eûmes l'idée de tenir nos assises dans la propriété privée du camarade Georges Gauthier, alors exploitant agricole dans la campagne de Puyricard, près d'Aix-en-Provence. Pour des raisons de commodités pratiques nous fixâmes aux deux derniers jours de l'année 1967 la réunion nécessaire. Depuis lors le Congrès fondateur du « Parti communiste marxiste-léniniste de France » est connu sous le nom de « Congrès de Puyricard ». Si le vieux Parti, très offensif pour essayer de nous empêcher de créer le nouveau Parti, ne bénéficia effectivement que de très peu d'informations, tel ne fut pas le cas de la police du gouvernement en place. A vrai dire, nous n'entendions nullement tenir un Congrès clandestin par rapport à l'État de notre pays. Notre organe était public et légal, nos réunions s'y trouvaient annoncées, le courrier des lecteurs n'avait rien de secret. Mais nous désirions éviter une provocation des hommes manipulés par Moscou dans le sens de la politique anti-chinoise. C'est pourquoi nous avions donc pris un certain nombre de mesures de sécurité qui, finalement, s'avérèrent efficaces, puisque le Congrès put se tenir et conduire ses travaux jusqu'à leur terme en dépit d'une tentative de déstabilisation effectuée par le Parti révisionniste. Un petit commando de quatre hommes en train d'essayer d'observer les abords du lieu de notre Congrès fut découvert par notre propre service d'ordre. Ce qui les contraignit à se replier dès que l'alerte fut donnée aux autres membres de notre S.O. et aux délégués rassemblés dans la salle du Congrès. Pour se replier ces gens, que nous connaissions presque tous, puisqu'au premier rang d'entre eux se trouvait le fameux Nicolas Lanzada, démasqué comme élément infiltré dans nos rangs quelques mois plus tôt, se mirent à tirer des coups de revolver assez nombreux, des camarades en dénombrèrent onze. Une balle atteignit Christian Maillet et lui traversa la plante du pied.*
>
> *Je dis que nous connaissions presque tous ces agresseurs, mais l'un d'eux qui parut être le chef de kommando nous était inconnu. Par la suite diverses rumeurs émanant des milieux révisionnistes nous incitèrent à penser qu'il s'agissait tout simplement d'un cadre du service d'ordre central venu spécialement de la région parisienne pour la circonstance. Ce fut alors un moment au cours duquel aucun présent ne sombra dans quelque panique, tout au contraire. L'intervention stupide des révisionnistes réussit au moins à créer une unité et une résolution qui firent de ce Congrès un moment très fort de l'existence de notre petite formation.*
>
> *Dois-je révéler qu'au moment de cet incident, comme dans les heures qui l'avaient précédé, François Marty, Raymond Casas et moi même avions donné des consignes de vigilance très stricte. En particulier nous avions interdit tout recours à des armes de poing ou fusils de chasse. Avec l'accord de Georges Gauthier, j'avais collecté tout objet entrant dans ces catégories et les avais déposées dans une pièce annexe de sa ferme, dissimulée sous des bâches ou un tas de foin, je ne me souviens plus exactement. Nous n'étions pas des " gauchistes " agissant sans réfléchir, nous étions tout simplement des communistes bénéficiant d'expériences précieuses acquises pendant la Résistance. Aussi étions-nous des dirigeants sachant prendre leurs responsabilités.* " -pages 100-101-102-

Christophe Bourseiller dans son livre « ***Les maoïstes*** » (cité plus haut) revient sur le congrès de fondation du PCMLF et sur l'attaque par des membres du PCF pages 75-76-77. Il indique que le commando a pris la fuite après une prise d'otage du fils de Jacques Jurquet.

Dans le tome 2 « ***Mémoires à nos petits-enfants –1956-1976*** ») de Raymond Casas « **Mes années 68 ou le chant des lendemains** » PUF 1998. Il est également fait mention du congrès de Puyricard et du commando du P« C »F aux pages 196 à 201. D'autres précisions sont également disponibles aux pages 320 à 324 du chapitre 33 « Sur le congrès de Puyricard » publié par Patrick Kessel dans « **Le mouvement ''maoïste'' en France** » (tome 1) 10/18 UGE –1972- Ce texte a également été publié par l'HN n°84, 11 janvier 1968. Il s'intitule « **Les provocations policières et révisionnistes contre le 1er Congrès du P.C.M.L.F.** » il est disponible dans **l'annexe 3**.

Pourtant pour Marchais : « Ils ne sont qu'une poignée. »

Un article de Georges Marchais intitulé " **La débâcle des pro-Chinois en France** " publié dans ***l'Humanité*** du vendredi 5 janvier 1968 à propos du congrès de fondation du PCMLF à Puyricard :

> " *Depuis le premier jour, avec la plus grande fermeté, nous avons combattu les activités gauchistes et scissionnistes des " maoïstes " dans notre pays. Leur défaite nous réjouit profondément comme elle réjouit tous les travailleurs et démocrates qui nous font confiance. Ils ne sont qu'une poignée. Nous continuerons de les combattre jusqu'à leur défaite complète dans l'intérêt de notre lutte en faveur du progrès social, de la démocratie de la paix et du socialisme.* " (Signé Georges Marchais).

…interdit en juin 1968

Quand début 68 Marchais déclare " *il n'y a de place en France que pour un seul Parti Communiste* " (cité par la revue du PCRML " **Révolution Prolétarienne** " n°1 -Déc. 1974- page 9), le message a bien été entendu par la bourgeoisie, car elle interdit le PCMLF le 12 juin 1968. Il n'est pas absurde de penser que le P"C"F soit intervenu pour régler ses comptes avec les ML. Une première liste de sept organisations interdites fut publiée dans la matinée du 12, une deuxième liste de quatre autres formations interdites (dont le PCMLF) fut rendue publique avec un décalage d'une bonne demi-journée. **Prolétariat** (revue théorique liée au PCMLF clandestin) n°6 (1974) précise :

> " *Comment donc expliquer ce décalage, ce contretemps, comment donc expliquer qu'il y ait eu ainsi 2 charrettes successives, et non pas une seule, sinon par le simple fait que la première avait comporté une omission importante ? Et comment expliquer que cette omission ait été le fait du gouvernement alors bien en possession de tous les renseignements nécessaires ? Il est parfaitement logique de penser que la bourgeoisie capitaliste " paya " les éminents services que lui rendaient les dirigeants révisionnistes en leur accordant ce qu'ils exigeaient : dans la seconde charrette figurait ce parti crée les 30 et 31 décembre 1967, contre la naissance duquel Rochet, Marchais et Séguy n'avaient rien pu, sinon envoyer un kommando armé qui fut repoussé, et ensuite lancer les injures et contre-vérités qui ne traduisirent que leur rage impuissante.* " –pages 37-38-

D'autres éléments concernant le congrès de Puyricard dans le recueil de textes (de 1965 à 1971) de Jacques Jurquet publié aux éditions du Centenaire en 1976 sous le titre « Arracher la classe ouvrière au révisionnisme » pages 71 à 163.

Concernant mai 68 et les ML (PCMLF et UJCML) lire :

> -Jacques Jurquet « **Le printemps révolutionnaire de 1968 – essai d'analyse marxiste-léniniste** » éditions gît-le-cœur –1968- (Republié en 1976 aux E100 dans le recueil de textes « **Arracher la classe ouvrière au révisionnisme** »)
> -Patrick Kessel **« Le mouvement ''maoïste'' en France** » 10/18 UGE –1978- (tome 1 et tome 2).
> -Christophe Bourseiller « **Les Maoïstes –La folle histoire des gardes rouges français-** » -Plon 1996
> -Raymond Casas « **Mes années 68 ou le chant des lendemains** » PUF 1998.
> -Jacques Jurquet « **A contre courant. 1963-1986** » -éditions Le Temps des Cerises- 2001 –chapitres 19-20- pages 103 à 118-

L'agression contre Raymond Casas militant ouvrier du PCMLF par un membre du PCF le 29 mai 1969.

> « *dans la nuit du 28 au 29 mai 1969. Un homme de main du PCF l'attend dans la cour de son immeuble et lui porte au visage plusieurs coups d'un énorme couteau, le tranchet. Perdant son sang en abondance. Raymond Casas est conduit de toute urgence par sa femme à l'hôpital de Blois. Cette violente attaque, qu'on peut à juste titre qualifier de meurtrière, sera largement dénoncée par l'ensemble des courants d'extrême gauche.* » : ***Les Maoïstes*** –Ch Bourseiller- 1996- (page 141).

Raymond Casas relate cette nouvelle agression contre lui pages 230 à 233 de son livre « **Mes années 68 ou le chant des lendemains** » publié en 1998.

Plusieurs articles de L'HR (vitrine légale du PCMLF et de son journal l'Humanité Nouvelle interdits en 1968) vont se solidariser avec Raymond Casas :

> -HR n°15 –jeudi 5 juin 1969-

Lâche agression réviso-fasciste contre Raymond Casas –page 1-

> -HR n°20 -jeudi 10 juillet 1969-

Après la lâche agression contre Raymond Casas : Aux travailleurs d' « Air-Équipement » à l'opinion publique –page 8-

> -HR n°27 –jeudi 18 septembre 1969-

« Après l'agression révisionniste contre notre camarade Casas : L'amnistie pour les hommes de mains du PCF » -page 4-

Ces extraits de livres, articles et titres de journaux montrent très bien que le PCF avait été très loin dans son combat contre les ML qu'il qualifiait de gauchistes-fascistes ou de prochinois.

C'est dans ce climat que la CGT dans les années 60, exclut les communistes ML de ce syndicat.
Le débat sur la CGT est présenté par Patrick Kessel dans le tome 1 « **Le mouvement « maoïste » en France** » aux pages 397 à 421 « L'UJC (ml) et le PCMLF sur la question de la CGT ».

Pour être plus complet il faut ici aborder la théorie et la pratique d'une organisation comme la GP qui se revendiquait du maoïsme.

Petite parenthèse sur l'UJCML (1966-1968) et la GP (1968-1973)

La revue : **Dissidences** n°8 publiée en mai 2010 : « **Prochinois et maoïsmes en France (et dans les espaces francophones)**, aborde la question des rapports avec les syndicats dans 2 chapitres :

- De la divergence à la dissidence : Étude des rapports entre les maoïstes français et le couple PCF/CGT (mai 1966 – juin 1970) –par Romain Vila- pages 81 à 96.
- Un discours maoïste sur le syndicat. De l'UJCML à la Gauche Prolétarienne –par Georges Ubbiali- pages 97 à 111.

L'article de Romain Vila même s'il contient quelques infos, reste très faible et occulte beaucoup de faits concernant les rapports entre les « maos » et le PCF – CGT. Il montre assez bien l'évolution de l'UJCML à la GP vis-à-vis de la CGT. L'article précise la filiation entre l'UJ et la GP, à savoir que la GP créée en septembre/octobre 1968 vient en grande partie de l'UJCML interdite en 1968. La GP est le résultat du ralliement et de l'intégration en son sein de plusieurs courants issus du maoïsme, du ML, de l'UEC. L'ossature principale vient de l'UJCML.

De « Vive la CGT ! » (UJCML) à « flics, police syndicale, Kollabos » (GP)

L'évolution et le passage d'un soutien exclusif à la CGT, à un rejet total et sectaire est montré dans l'article. Pour l'UJCML et son journal Servir le Peuple :

> « *Seule la CGT mérite attention, au point que la une du n° du 1er mai 1968 exhibe un Vive la CGT ! rouge vif, surmonté du sigle de la centrale. CFTC et FO sont à peine évoqués, car ce sont des ''syndicats jaunes'' pratiquant ''à fond la collaboration de classe'', ''instrument servile du haut clergé''*(*)*, pour la CFTC.* »
>
> (*) Servir le Peuple du 1er mai 1968.

Les rapports avec la CFDT sont également abordés. A la page 102, Georges Ubbiali indique que pour l'UJCML « *En proclamant son modernisme, la CFDT en fait ne souhaite rien d'autre que de ravir la direction des masses à la CGT, ''contre la lutte des classes.''* ».

La référence à la CGTU est avancée page 103

> « *Pour cela les maoïstes de SP se revendiquent de la tradition de l'histoire révolutionnaire, mobilisant les textes canoniques de la CGTU (CGT-Unitaire), présenté comme LE type même de syndicat dans les traces duquel les authentiques syndicalistes doivent inscrire leurs pas : '' Les syndicalistes prolétariens aujourd'hui, continuent la lutte d'alors des révolutionnaires de la CGTU contre les manœuvres des jaunes.''*(*) ».

(*) Servir le Peuple du 1er mai 1968. Cette citation du journal de l'UJCML montre que la CGTU est une référence pour les maos/ml.

Après 68 la GP développe un rejet du syndicalisme et soutien la mise en place de CA (Comités d'Actions) dans les usines. Pour la GP, comme le pense Georges Ubbiali :

> « *La CGT n'est pas redressable. Par conséquent, c'est à l'extérieur du mouvement syndical que les révolutionnaires doivent s'organiser.* » -page 105-

Une surenchère verbale et violente de la GP contre la CGT s'exprime dans ses tracts et son journal « **La Cause du Peuple** ». Elle débouche sur l'agression au couteau contre un délégué syndical à Renault. Ce qui oblige le « Comité de Lutte » dirigé par la GP, à faire une mise au point. C'est ce qu'indique Georges Ubbiali : « *le comité de lutte* » fait « *un rappel embarrassé sur la différence existant entre ''les syndiqués de base et la police syndicale, véritable bande fasciste qui frappe les travailleurs et qui collabore avec les mouchards du patronat''* **(*)** » -pages 108-109-

(*) La Cause du Peuple n°5 –21 juin 1971- page 17.

La GP privilégie les insultes, les injures à l'argumentation politique, ainsi la CGT est traitée de « *super-fascistes* », « *nazi, Kollabos, Gestapo et SS* » etc….

Pour ces maoïstes les syndicats sont des gardes chiourmes de la classe ouvrière, des flics, la police syndicale.

Evidemment les pratiques de certains responsables de la CGT favorisent ce genre de réactions. C'est d'ailleurs une aubaine pour le P« C »F qui peut ainsi faire un amalgame facile : ML=maos=gauchistes etc.

Encore aujourd'hui, l'amalgame entre le PCMLF et la GP est pratiqué pour justifier certaines positions du P« C »F sur mai 1968.

En 1972 le climat et les relations des maos et de la CGT vont prendre un tournant dramatique avec l'assassinat de Pierre Overney, militant de la GP par un vigile de chez Renault.

Lip et la GP : décalage et porte à faux. Des contradictions à l'autodissolution.

A la page 109 Georges Ubbiali analyse le rapport entre la pratique antisyndicale de la GP (qui n'a plus rien à voir avec la pratique de l'UJCML) et le conflit chez Lip le 12 juin 1973. Conflit qui va entraîner l'accélération de la crise de la GP (amorcée après l'assassinat de Pierre Overney en 1972) et qui va se terminer par l'autodissolution de cette organisation en novembre 1973.

« *Lorsque éclate le conflit Lip au printemps 1973, la CFDT se voit créditée d'une appréciation positive : '' La lutte à Lip est basée sur l'alliance d'un courant syndicaliste à tendance démocratique représenté surtout par la CFDT et un courant de gauche ouvrière''* » -**CdP n° 47** -*page 12 –1973*- (Extrait de la page 110 du chapitre « ***Un discours maoïste sur le syndicat. De l'UJCML à la Gauche Prolétarienne*** »).

Une approche nouvelle mais sans illusions…

L'article montre l'évolution de la GP quant à son approche de la lutte chez Lip et de la CFDT : Cette appréciation de la CFDT est nouvelle de la part de la GP qui se rend bien compte que sur le fond ce syndicat n'est pas différend des autres. Georges Ubbiali rappelle que :

> « *Le positionnement de la CFDT tout au long de la période considérée représente un défi pour les catégories Gpistes. En effet, la centrale d'Edmond Maire apparaît pour de nombreux courants comme l'expression des aspirations de Mai. Le langage différent adopté par la CFDT est reconnu, même si c'est ''pour bercer les ouvriers de mots : M. Maire, c'est la phrase, c'est l'art de dire les pires saloperies, sans le dire. C'est l'élégance faite syndicalisme. À la différence du cégétiste vulgaire, qui appelle un chat un chat et un gauchiste un agent de Marcellin''* » (extrait de ***La Cause du Peuple*** n°45 citer page 109).

Ubbiali précise : « *Mais, fondamentalement, les analyses de la GP en matière syndicale seront mises en porte à faux par le conflit Lip, dirigé par la CFDT, aboutissant à l'éclatement de cette variété du maoïsme hexagonal.* » -page 109-

L'article d'Ubbiali se termine par des « Éléments de conclusion » et insiste sur le décalage et les contradictions

> « *Du slogan ''vive le syndicat '' à la dénonciation du nazisme syndical, l'UJCML puis la GP parcourent ainsi en quelque rapides années un cycle, avant de venir s'échouer sur un conflit dont les caractéristiques sociologiques apparaissent à l'opposé de leurs prévisions. Lip rassemble les ouvriers qualifiés, français, se reconnaissant massivement dans leurs syndicats, et paradoxe des paradoxes, largement imprégnés par le catholicisme.*
>
> *La métaphysique libertaire considérant les masses comme spontanément révolutionnaires, manipulés et freinées par les manœuvres des appareils de collaboration, se brise durant l'année 1973. La taxinomie maoïste, version GP, implose. Il ne reste plus à cette dernière qu'à tirer son bilan et à disparaître en tant qu'organisation* » -pages 110-111-

HR et GP : des relations conflictuelles…

Les relations entre groupes « d'extrême gauches » sont souvent très tendues dans cette période du début des années 70. Il y a les divergences politiques-théoriques-idéologiques-historiques entre la GP et l'HR (PCMLF) mais il y a aussi des divergences très importantes au sujet des pratiques et des actions que mène la GP. Ainsi dans la rubrique « courriers des lecteurs » en page 11 de l'HR n°47 nous trouvons des lettres de plusieurs CDHR –Comité de Défense de l'Humanité Rouge- qui interviennent sur le sujet de la pratique de la GP. Une de ces lettres relate des incidents ou des militants de la GP n'ont pas hésité à agresser brutalement des militants de l'HR. La lettre signée par les CDHR Etudiants de Marseille des Facultés : St-Charles, Luminy, St-Jérôme, affirment que « *Le groupe dit ''Gauche Prolétarienne'' sombre de plus en plus vers des actions de types fascistes* ».

L'HR n°51 -jeudi 12 mars 1970- publie en page 15 dans la rubrique « Le courrier des lecteurs » une lettre du Cercle HR de Vincennes : « ***A propos de l'appréciation faite de la gauche prolétarienne*** ». Cette lettre est en fait une protestation contre la caractérisation faite de la GP notamment dans le n°47 (voir plus haut). Pour le Cercle HR de Vincennes :

> « *Après ''voyous fascistes'' voici les '' actions de types fascistes''. Ainsi une nouvelle fois apparaît dans l'HR cette caractérisation monstrueuse de la GP. Le fait que la ''violence'' ait été utilisée contre les camarades HR ne permet en rien, évidemment de fonder une telle appréciation. Que de telles choses puissent être écrites montre tout d'abord qu'aucune analyse sérieuse n'a encore été faite de la G.P. Les appréciations les plus diverses ont cours d'anarchisme à fasciste en passant par aventurisme...*
>
> *Le besoin d'une analyse conséquente est donc clair. C'est pourquoi la rédaction du journal a entièrement raison de demander qu'on lui adresse des ''informations précises sur les actions menées par la G.P.''.*
>
> *Mais d'ores et déjà il est également clair que la politique de la G.P. n'a absolument rien à voir avec l'appréciation qu'en font les camarades de Marseille. Ce n'est donc pas seulement un manque d'analyse qui permet d'expliquer leur attitude mais surtout des conceptions politiques erronées.*
>
> *''Pendant une période déterminée il y a toujours une tendance principale qui dissimule en même temps une autre tendance. Par conséquent dans la lutte contre la tendance de droite il se peut que la tendance gauchiste fasse son apparition et dans la lutte contre la tendance gauchiste il se peut que la tendance de droite fasse son apparition ". Citation récente parue dans H.R. 46.*

Mais la responsabilité principale dans tout cela incombe à la rédaction du journal qui en laissant passer cette lettre a manqué à jouer son rôle idéologique et politique.

Bien plus dans la conjoncture politique actuelle, caractérisée du côté du révisionnisme par une campagne politique et militaire forcenée (Nanterre, Boulogne-Billancourt...) contre les militants marxistes-léninistes se réclamant de la pensée de Mao Tsé-toung, et menée sous la bannière de la croisade contre le ''fascisme maoïsme'', laisser passer une telle lettre peut apparaître comme une manifestation d'opportunisme à l'égard des révisionnistes du P.C.F.

Salutations communistes Cercle H.R. de Vincennes.

N.B. - Nous sommes d'accord avec les camarades et la rédaction de l'HR. reconnaît son erreur; elle n'aurait pas dû laisser passer l'expression "de type fasciste". Cette appréciation n'est pas de nature à favoriser l'enquête (demandée par l'H.R.) sur les actions de la G.P. ni l'adoption d'une position conséquente envers cette organisation. ».

L'HR n°54 –jeudi 2 avril 1970- revient plus longuement sur le sujet de la GP-Cause du Peuple : « *Une contribution de nos camarades de Marseille : La ''Cause du Peuple'' ou la cause sans peuple ?* » pages 9-10- Dans le même numéro à la rubrique « ***Courrier des lecteurs*** » est publié « *Une lettre du CDHR de Saint-Maur* » qui aborde la question de la GP en page 11.

L' HR n°56 –jeudi 16 avril 1970- en page 10 publie l'article : « *Dunkerque : la GP poursuit son évolution vers l'anarchisme* »

HR n°58 –jeudi 30 avril 1970- :

-« *La « Gauche Prolétarienne » et le léninisme* » –page 20-

--« *Nantes : encore une bêtise de la GP* » (Le CDHR de Nantes) –page 20-

HR n°60 –jeudi 14 mai 1970- :

--« *Le procès de Nicoud à Grenoble : une étape importante pour une orientation révolutionnaire du mouvement petit-commerçant.* » -pages 5 et 11- Cet article critique la ligne de la GP concernant le CID (Comité d'Information et de Défense) de Gérard Nicoud qui devient un peu plus tard : le CIDUNATI (Confédération intersyndicale de défense et d'union nationale des travailleurs indépendants).

Pour l'HR :

« *La GP a une attitude opportuniste de droite par rapport au C.I.D. Elle a pratiqué avec lui à l'unité au sommet, a manifesté sur les seuls mots d'ordre : « Libérez Nicoud » et « Unité populaire », sans aucune démarcation, sans explication politique autonome.* » -page 5-

L'éditorial en page 1 de l'HR n°66 –jeudi 25 juin 1970- : « ***Contre le pouvoir et ses complices : Union et action contre la répression !*** » prend position contre l'interdiction de la GP et les saisies du journal La Cause du Peuple.

HR n° spécial juillet 1970- :

--« *Les journées du 27 et 28 mai à Paris ou les illusions de la ''Gauche Prolétarienne''* » -page 3-

HR n°76 –jeudi 22 octobre 1970- : l'éditorial signé HR : « ***Liberté d'expression !*** » en page 1 se prononce contre l'arrestation d'Alain Geismar (dirigeant de la GP) et fait le lien avec les mesures de fascisation du gouvernement :

« *Pour nous marxistes-léninistes, qui ne partageons pas les vues du camarade Geismar (vues de type anarchiste et guévariste), nous disons : cette arrestation, ces condamnations en préparent encore d'autres si l'on y prend garde !* ».

Il faut préciser qu'à la même époque Raymond Marcellin ministre de l'intérieur organisait la répression contre les militants ML **(voir chapitre 17)** et portait plainte contre l'HR.

HR n°77 –jeudi 29 octobre 1970- : « *Procès Geismar : Une vaine tentative de la bourgeoisie pour conjurer la montée de l'esprit révolutionnaire* » (Henri Jour) –page 4-

Le 25 février 1972, Pierre Overney militant à la GP est assassiné par Jean-Antoine Tramoni, vigile chez Renault. Le n°137 du jeudi 2 mars 1972 de l'HR titrera : « ***Pouvoir capitaliste : Assassin !*** » et annoncera : « ***L'Humanité Rouge appelle tous les communistes marxistes-léninistes sympathisants et amis à rendre hommage à Pierre Overney en participant à ses obsèques*** ».

Le n°138 de l'HR du jeudi 9 mars titrera : « *Aux obsèques de l'ouvrier P. Overney : Le peuple debout contre le fascisme !* »

Les articles en pages centrales 4 et 5 seront consacrés à l'assassinat et à l'enterrement de Pierre Overney sous le titre : « **La classe ouvrière vengera Pierre Overney !**», tandis que certains articles mettront en avant l'appel de certains militant de base de la CGT pour l'enterrement du militant de la GP. Un article intitulé « **L'infamie social-fasciste** » dénonce le PCF et les dirigeants CGT accusés d'être complice de la Régie Renault dans cet assassinat.

Une brochure intitulée " **Face au gauchisme moderne** " est éditée par **l'Humanité-Rouge** -supplément n°155 -juillet 1972- Un chapitre est consacré à la Gauche prolétarienne (pages 63 à 74)

L'HR n°162 –jeudi 19 octobre 1972- annonce la libération de Tramoni, l'assassin de Pierre Overney. En pages 2 est publiée une déclaration d'Alain Geismar.

L'HR n°165 –jeudi 9 novembre 1972- publie le compte-rendu en page 6 d'un rassemblement organisé au cimetière du Père Lachaise par *les Amis de Pierre Overney*. Une photo montre Suzanne Marty (directrice du journal), Jacques Jurquet et

André Druesne apportant une gerbe de fleurs pour la tombe de Pierre Overney militant de la « **Cause du Peuple** ». L'article s'intitule : « **L'assassin Tramoni doit être châtié !** ». L' HR n°173 –jeudi 11 janvier 1973- reprendra le même titre pour son article en page 3.

A la page 13 de l'HR n°174 –jeudi 18 janvier 1973- deux articles reviennent sur l'assassinat de Pierre Overney, le jugement de son assassin, et la position de la CGT dont le responsable sur Renault est Roger Sylvain :

- 4 ans de prison pour Tramoni : c'est un appel au meurtre
- Sylvain démenti… par Sylvain !

L'HR n°653 –vendredi 25 mars 1977- annoncera en une « *Cinq ans après son crime, Tramoni, l'assassin de Pierre Overney, abattu* ».

L'HR n°661 –mercredi 6 avril 1977- publiera en première page un édito intitulé « *Après l'assassinat de Tramoni, une campagne d'intoxication : De ''L'aurore'' à ''l'Humanité''* »

La guerre fratricide des ML

Avant de tenter une nécessaire unification **(voir aux chapitres 8 – 10 - 12)** les marxistes-léninistes de l'HR et de FR vont se livrer à une guerre fratricide (agressions entre militants, provocations, insultes, bagarres). Des meetings organisés par les uns ou les autres furent perturbés…

Cette situation extrêmement préjudiciable pour les deux partis ML dura en gros de 1968 à 1975.

Dés juin-juillet 1975, le climat entre les deux partis va se réchauffer assez rapidement. Dans HR n°313 du 24 juillet 1975, Jacques Jurquet se prononce dans un article dont le titre est sans ambiguïté : « ***Pour un Parti Marxiste-Léniniste unique en France*** » -pages 3-4-. Les articles sur ce sujet montrent qu'il y a bien une envie de faire l'unité et cela est très clair à partir d'HR n°269 **(voir annexe 12)**.

La période de l'après 1968 voit le PCMLF et l'UJCML interdits. Ces interdictions accélèrent les divisions et l'apparition d'une multitude de petites organisations. Le choix de maintenir le PCMLF dans la clandestinité et le fonctionnement de celui-ci dans ces conditions vont également provoquer des exclusions, des scissions (par exemple celle de Raymond Casas).

Ces « organisations » issues de l'éclatement du parti, sont de natures différentes tant politiquement que numériquement. Mais elles vont prendre pour cible l'HR qui représente le PCMLF historique (notamment Jurquet-Marty).

Dès 1970 un groupe (à l'origine surtout présent sur Lyon) publie « Front Rouge » et prend l'appellation de « communistes ML de Front Rouge ».

Dans son livre « **Les Maoïstes** » -Plon 1996- Christophe Bourseiller revient en détail sur ce qu'il nomme « ***Le foisonnement des groupuscules*** » -pages 147-148-149 et « ***La grande rivalité des PCMLF*** » -pages 230 à 239 ou il indique qu'en décembre 1970 « *trois groupes rivaux se partagent les quelque deux mille adhérents de l'organisation et prétendent, séparément,s'arroger la primauté du titre « PCMLF ». Difficile, donc, de s'y retrouver, entre un PCMLF-le Travailleur (de Raymond Casas), un PCMLF-Front rouge (de Max Cluzot) et un PCMLF-Humanité rouge (de Jacques Jurquet). Quant au profane, il risque fort d'être définitivement largué…* » -page 230-

Le groupe qui publie « **Front Rouge** » est (comme les autres groupes) en totale opposition avec l'HR qui dans le début des années 70 est totalement groupusculaire du fait des nombreuses scissions.

C'est aussi le moment où se déclenche au niveau gouvernemental une vague de répression contre les militants ML **(voir chapitre 17)**.

Le 11 janvier 1973 dans le n°173 de l'HR, un article page 3 indique : « **Comment la classe ouvrière de Berliet a-t-elle reçu les ultras gauchistes de Front Rouge** ».

Octobre contre Cahier Rouge

Le groupe Front Rouge publie trimestriellement : « **Octobre** » ***revue théorique des communistes marxistes-léninistes de France***. Son sous-titre : « **les cahiers du marxisme-léninisme** ». Son n°3-4 date du début de l'année 1974, il est consacré à l'Histoire des ML sous le titre « ***Quelques éléments sur le mouvement marxiste-léniniste en France*** ». FR caractérise le PCMLF-HR de droitier, comme en témoigne certains chapitres : « *De mai 68 à la scission du groupe droitier* » -pages 53 à 64- et « *L'humanité Rouge organisation étrangère au marxisme-léninisme* » -pages 71 à 85 ou encore l'annexe « *Quelques éléments sur l'attitude de l'HR, à l'égard des marxistes-léninistes* » -page 86-.

FR (puis plus tard le PCRml) critique fortement la position du PCMLF-HR qui caractérise la situation en France en terme de fascisation. Un sous-chapitre affirme que « *La ''fascisation'' en France : fondement de la ligne politique de l'Humanité Rouge.* » -page 73-.

La réponse de l'HR ne se fait pas attendre. Le « **Cahier Rouge** » (*publication théorique du PCMLF*) consacre son n°7 de mars 1974 à une « ***Mise au point au sujet des allégations contenues dans le n°3-4 de la revue Octobre*** ». Ce n° de **Cahier Rouge** publie également un « ***appel aux militants de Front Rouge par un groupe de militants ayant participé à la fondation du PCMLF*** ».

Le 11 avril 1974 le n°110 de **Front Rouge** annonce : « **en france, en mars 1974, les communistes marxistes-léninistes de ''front rouge'' se sont réunis en congrès constitutif du P.C.R. (m.l)** »

Le n°5 de la revue trimestrielle « **Octobre** » publiera les documents du congrès constitutif (mars 74) du PCRml.

Unité et division

Les divisions, les exclusions, les anathèmes vont affaiblir considérablement le mouvement ML sur le long terme.
Paradoxalement à partir de 1974 le mouvement ml va se renforcer et ce sont principalement le PCMLF et le PCRml qui bénéficient d'une vague de sympathie et d'adhésion malgré d'importantes divisions entre eux.
Le PCMLF et le PCRml seront pendant des années des « frères ennemis » et développeront des positions à la fois proches et opposés. Le PCMLF entame ce que Christophe Bourseiller dans **« Les maoïstes »** appelle « ***le tournant patriotique du PCMLF*** » -pages 256 à 264. Aux pages 264 à 272 il aborde « ***Le bref triomphe du PCRml*** ».
Parallèlement et épisodiquement la volonté de combattre ces divisions va apparaître à travers des articles, des appels, des tentatives de dialogues, des manifestations communes…
Plusieurs articles de l'HR ou de FR témoignent de cette lutte contre la division **(voir annexe 12).**

C'est à partir de discussions, de pratiques communes, que vont s'engager des fusions, des regroupements qui vont renforcer certaines organisations qui elles-mêmes étaient issues des divisions du PCMLF ou de l'UJCML…
C'est le cas par exemple de la fusion de l'OCML Pour le Parti crée en 1976 et du groupe lyonnais Voix prolétarienne (issu d'une scission du CMLF en 1968) qui va être à l'origine de la création de l'OCML-Voie Prolétarienne en mars 1979.
Mais malgré la tentative d'unification du PCML et du PCRml en 1979, la tendance à la division sera plus forte que celle de l'unité. Dans les années 90, les EP seront à l'origine d'un appel visant à combattre le sectarisme et la division. Mais après un premier essai positif c'est encore la division qui a repris le dessus. D'autres organisations se sont engagées dans une démarche d'unité dans les années 2000 par exemple avec la création du ROCML.

L'Humanité Rouge, la CGT, les Comités de base, la CFDT

Avant de passer à la CFDT, les ML de l'Humanité Rouge après 1968 vont pendant quelques années essayer de travailler dans la classe ouvrière en dehors ou contre les syndicats. A partir de 1970 des références à la CFDT se font plus présentes et en juin 1970, un article de l'HR illustre l'évolution du PCMLF vers un investissement militant en direction de la CFDT.

Voici venu le temps des Conseils Ouvriers et des Comités de Base

Pendant un temps les militants de l'HR vont organiser des structures para-syndicales comme les Conseils Ouvriers ou les Comités de Base. La notion de « comités de base » avait déjà été mise en avant du temps du MCF (ML) notamment dans l'HN n°76 –jeudi 16 novembre 1967- en une de l'éditorial signé de Gilbert Mury : « ***Contre l'État des monopoles En avant vers les Comités de Base*** » -page 3-
Puis, plus tard les militants vont entrer à la CFDT et y prendre des responsabilités dans des sections syndicales notamment. Ils vont bien évidemment y mener une lutte interne contre la ligne d'Edmond Maire.
Mais avant d'en arriver là, voici une liste de titres et quelques articles de L'Humanité Rouge
Hebdomadaire d'informations et d'études marxiste-léniniste au service des luttes des ouvriers, paysans et intellectuels. **(voir annexe 4)**
L'année 1970 commence avec une vague d'arrestations de militants du PCMLF **(voir au chapitre 17)**.
Cette année marque une évolution dans la ligne de l'HR notamment vis-à-vis de la CFDT **(voir annexe n°5)**.

CHAPITRE 5

L'Humanité Rouge (PCMLF) la CGT et la CFDT de 1971 à 1975

L'année 1971 est marquée par la poursuite de la fascisation dénoncée par l'HR. Le développement des luttes des OS, des occupations d'usines et des séquestrations de patrons.
Ce qui est dominant dans les articles relatant des luttes et des grèves ouvrières, c'est la dénonciation de la direction de la CGT. Pour l'HR la CGT est révisionniste, tandis que la CFDT est réformiste. **(voir annexe n°6)**
Année 1972 : Liste d'articles de l'HR **(voir annexe n°7)**
Année 1973 : Liste d'articles de l'HR **(voir annexe n°8)**

En avril sort le premier numéro de **Prolétariat** : *revue théorique et politique du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung.* Cette revue est éditée par le PCMLF-HR.
L'HR n°179 du jeudi 8 mars 1973, publie : « ***Comment organiser les C.U.P. ? (Comités d'unité prolétarienne et populaire – 1ère contribution)*** » –page 2-
Dans cet article daté du 3 mars 1973 il y est indiqué que « *Les CUP ne sont pas « antisyndicalistes ». Ils doivent soutenir activement toute lutte syndicale conséquente, ils doivent aussi impulser la formation de comités de grève les plus larges possible. Mais c'est essentiellement à la politisation des masses qu'ils doivent tendre leurs efforts. Les sections syndicales engagent les travailleurs à des luttes revendicatives, en ne soulignant que leurs aspects économistes ou sociaux. Les CUP doivent de leur côté mettre en valeur ce qui relie ces luttes revendicatives à la lutte politique concrète contre le patronat, contre la bourgeoisie, contre le gouvernement, contre l'Etat.* ».
HR n°180 –jeudi 15 mars 1973-
-- 2e contribution Sur les comités d'unité prolétarienne et populaire –page 11-
-- Dans le XIIIe à Paris : Vers un Comité d'Unité Populaire –page 11-

Prolétariat et HR contre Libération (1973-1976)

Le quotidien **Libération** lancé le 18 avril 1973 a connu une évolution assez emblématique.
Le livre de Pierre Rimbert : « ***Libération* de Sartre à Rothschild** » publié en 2005 aux Éditions Raisons d'Agir, donne des éléments sur cette évolution (lire le chapitre « De mao à Mitterrand » -pages 13 à 38-). En 1974, Sartre malade abandonne la direction du journal à Serge July qui veut faire de ***Libération*** « *un journal d'opinion, dont les opinions sont celles de la nouvelle gauche* » comme le rappelle Pierre Rimbert page 33.
Comme la CFDT, ***Libération*** a été un élément important de la deuxième gauche et a suivi le même cheminement. Ce quotidien a bénéficié d'un capital de sympathie de la gauche non-communiste, de toute une frange de l'extrême-gauche anarchisante ou trotskisante, du PSU, du mouvement écolo, alternatif, antinucléaire, droits pour les homosexuels, marginalisme, régionaliste, drogues douces, lutte contre les QHS, féminisme...
Pierre Rimbert donne d'autres éléments dans le sous-chapitre « **les professionnels du recentrage** » pages 32 à 38, il indique :

> « *L'affaire Soljenitsyne suscite dans les colonnes un anticommunisme d'autant plus forcené qu'il n'est plus contrebalancé par le ''cadre idéologique'' d'inspiration maoïste. Le quotidien accompagne la remise en cause intellectuelle du marxisme et devient, selon Jean-Claude Guillebaud, ''le premier forum français de la dissidence soviétique ou est-allemande* » -pages 33-34-

En 1977 le journal ***Libération*** apparaît déjà de plus en plus comme un journal soutenant la social-démocratie. Ses positions lors de l'enlèvement de Hans Martins Scheyer –patrons des patrons en Allemagne (RFA) et son exécution par la « Bande à Baader » - Fraction armée rouge (en allemand : **Rote Armee Fraktion** ; également connue sous le sigle RAF), vont faire apparaître une crise avec une partie de ses lecteurs et montrer une évolution politique réformiste qui s'était souvent habillée de radicalisme. ***Libération*** s'est construit en fait sur une supercherie intellectuelle largement influencée par certains courants de la deuxième gauche.
Dans les années 80, il devient un journal mitterrandiste et soutient totalement l'économie capitaliste.
Pierre Rimbert dans le sous-chapitre « ***Le syndicalisme chrétien*** », aborde le sujet de la présence dans ***Libération*** « *des militants de la CFDT, du Parti socialiste de sensibilités rocardienne, souvent passés par le Parti Socialiste Unifié (PSU)* » -page 74-.
De problèmes économiques en licenciements, en passant par des crises internes, ***Libération*** finira dans les bras des groupes financiers.
Il soutiendra évidemment le oui à Maastricht en 1995, le oui au TCE en 2005 ou les différentes interventions guerrières de l'impérialisme US ou français. L'évolution du journal ***Libération*** est bien celle du ralliement complet de la deuxième gauche au capitalisme sous tous ses aspects. Il est intéressant de noter que Libération comme la CFDT avec leurs chefs respectifs ont utilisé le gauchisme et s'en sont débarrassé quand leurs objectifs sont devenus divergents. Maire et July ont « *sonné la fin de la récréation* ».

Depuis la création du journal **Libération** en avril 73, l'HR n'engage aucune polémique avec lui. Il faut attendre le 21 février 1974 pour lire dans l'HR n°218 page 8, un article intitulé : « **Jusqu'où ira *''Libération'' ?*** ». Cet article montre déjà que sur le sujet de l'URSS et de la Chine, Philippe Gavi de Libération pratique l'amalgame en mettant à profit l'affaire Soljenitsyne.

La sortie du film anti-chinois de Jean Yanne (financé par Dassault) « **Les chinois à Paris** » est l'occasion d'un déchaînement anti-communiste. En réaction le PCMLF organise une riposte contre ce film.

Une nouvelle fois Libération du 28 février se lâche, cette fois c'est sous la plume d'un certain Paul le Silentiaire. L'HR n°220 –7 mars 1974- publie une réponse sur : ***« Libération » et le film antichinois*** –page 5-
L'HR n°228 –jeudi 2 mai 1974- publie en page 7 un « ***Communiqué de l'Humanité Rouge ''Libération'' et la censure*** ».

D'autres articles de l'HR paraîtront sur le sujet de **Libération** :

HR n°229 –jeudi 9 mai 1974- : « ***''Libération'' et les élections*** » -page 2-
HR n°230 –jeudi 16 mai 1974- : « ***Lettre ouverte à Libération*** » -pages 8-9-10-
HR n°258 –jeudi 17 avril 1975- : « ***Lettre ouverte d'un ex-diffuseur de ''Libération''*** » -page 4-
HR n°366 –mardi 11 novembre 1975- « ***Enquêtes, reportage, documents…***
La nouvelle extrême-gauche (5) Le courant spontanéiste et ''Libération'' » -page 4-
HR n°513 –samedi 19 dimanche 20 juin 1976- ***« Libération » ou « aliénation »*** -page 5-
HR n°517 –vendredi 25 juin 1976- « ***A propos de la Chine : Une lettre censurée par ''Libération''***» page 8
HR n°527 –vendredi 17 septembre 1976- « ***Libération et sa fameuse ''objectivité''*** » -page 7-
HR n°535 –mercredi 29 septembre 1976- « ***Lettre ouverte à ''Libération''*** » Signé collectivement par des lectrices et des lecteurs de libé –page 3-

*La revue **Prolétariat** publie dans son n°6 du 3e trimestre 1974 un long article d'André Colère : « **Libération une ''certaine objectivité'' au service de qui ?** » -pages 23 à 33.*
André Colère aborde de nombreux points, dont voici la liste :

« Au-dessus des partis et des classes » ?
« Libération » et le mythe de la « gauche »
« Libération » et Mitterrand
Le socialisme selon « Libération »
« Libération » : une idéologie réactionnaire
« En guise de conclusion »

Libération a constamment occulté ou déformé les analyses et les actions des révolutionnaires ML. Les thèses de la deuxième gauche ont été la colonne vertébrale de ce journal, qui porte également (comme *le Nouvel Observateur*) une grande responsabilité dans l'affaiblissement des forces d'opposition au système dominant et le ralliement à la gauche. Comme l'écrit très justement « **Prolétariat n°6** » en page 25 « Il s'agit là de la vieille mystification selon laquelle on aurait une ''droite'' représentant le capitalisme et une ''gauche'' opposée au capitalisme. »

Libération à été un soutien au mythe de l'opposition droite/gauche, sous ses versions :

- classiques : PS, P « C »F ;
- pseudo-radicales : PSU, AMR ;
- extrême-gauche « révolutionnaire » groupes trotskistes ;
- alternatives : écolos, régionalisme, mouvementisme, communautés ;
- syndicales : directions CGT, CFDT

Année 1974

Listes d'articles de l'HR **(voir annexe n°9)**

HR (PCMLF) et les Assises du socialisme (1974)

HR n°244 –jeudi 10 octobre 1974- publie une analyse des relations et des manœuvres du PS au sein de la CFDT : Les assises du socialisme : **Tractations dans ''la gauche socialiste''** –page 14-. Cet article montre que le PCMLF n'est pas impliqué dans la bataille au sein de la CFDT, alors que dans le même temps le PCRml organise une structure d'opposition syndicale révolutionnaire et s'implique dans la bataille contre « les assises du socialisme » **(voir chapitre 6)**. Cependant l'article d'HR 244 précise le but des assises et son rôle dans la construction d'un nouveau et grand parti socialiste :

« *Mitterrand qui a reçu mission de faire du Parti socialiste le premier parti de France, s'attèle à la tâche. Pour cela, les notables vont aux usines ! L'implantation du PS –ou plutôt du nouveau grand Parti socialiste qui sortira des assises- parmi les masses travailleuses est un objectif clairement défini dans le document qui sera présenté aux assises. ''La gauche (socialiste) a besoin d'organisations de masse'' dit le document. Et de ce fait, le PS a*

multiplié les liens avec certains dirigeants CFDT. A l'origine la CFDT devait être partie prenante des assises du socialisme. A notre avis, le contenu très autogestionnaire du document des assises (signé en commun par le PS, le PSU et la ''troisième composante'' dont fait partie la plupart des dirigeants CFDT) est destinée à rallier à la ''nouvelle gauche socialiste'' les travailleurs et les syndicalistes qui rejettent (confusément) le système révisionniste.

Mais de ce côté-ci, les choses ne vont pas aussi vite que le souhaitent Mitterrand et son futur second, Rocard. Des résistances se manifestent comme le montrent d'une part la mise au point des dirigeants CFDT qui ont déclaré que le syndicat ne participera pas en tant que tel aux assises, et d'autre part l'échec de Rocard-Chapuis au dernier conseil national du PSU. ».

Le PCMLF (HR, Prolétariat), la CGT et la CFDT en 1975

Pour le PCMLF et son hebdomadaire, l'année 75 est importante car :

--c'est mi-mars qu'a lieu le IIe congrès du PCMLF ;

--c'est le 4 mars que débute la grève et le conflit du « Parisien Libéré » qui durera plus de deux ans. Ce conflit sera un des plus longs et des plus durs qu'ait connu la presse française. (voir le livre « **Le putsch d'Amaury –Main basse sur la presse** » *Dossier des travailleurs du « Parisien Libéré »* -éditions sociales 1976-).

--Le 5 juin 1975 les ouvriers de l'imprimerie de Caron-Ozanne engagent une lutte contre les licenciements. Ils occupent leur imprimerie et éditent « **Ouest Licenciements** ».

--Le 29 septembre 1975 c'est le début de l'occupation de l'IMRO « Imprimerie Rouennaise » par les travailleurs.

HR n°313 -jeudi 24 juillet 1975- publiera en pages 6-7- : « *Que veulent les révisionnistes infiltrés à la direction de la FFTL-CGT et que préparent-ils au '' Parisien Libéré '' ?* »

--Avant de devenir quotidien, l'HR publiera une quarantaine de numéros d'essais (entre le 16 janvier 1975 et le 29 avril 1975), avec une périodicité tri-hebdomadaire au début, puis quotidienne avec le sous-titre : « *quotidien des communistes marxistes-léninistes de France* ».

--c'est à partir de fin avril que l'HR devient une publication quotidienne.

--c'est le 25 juin 1975 que la JCMLF (Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de France) est crée. Le responsable de cette organisation des jeunes du PCMLF est Jean-Luc Einaudi.

--c'est le 29 septembre que « **Le Quotidien du Peuple** » n°1 est publié par le PCRml.

-l'actualité internationale est très dense : Vietnam, Cambodge, Portugal…

--c'est en septembre que des mobilisations en France sont organisées contre le projet d'exécution de 5 militants du FRAP par la dictature fasciste de Franco en Espagne. Les ML vont être très présents dans les manifestations pour sauver les 5 militants antifascistes.

--c'est le 20 novembre 1975 que le fasciste espagnol Franco meurt.

--Des liens et des convergences (contre le social-fascisme) s'affichent et se renforcent entre le PCMLF et l'UCFML sur la situation au Portugal **(voir annexe 13)**

Le « tournant patriotique » du IIe congrès du PCMLF

Le IIe congrès du PCMLF se tient les 12 et 13 mars 1975, l'HR n°256 –jeudi 20 mars 1975- publie en page 4 un communiqué indiquant que **« Le IIe congrès du PCMLF s'est tenu avec plein succès »**.

Cahier Rouge (revue théorique du PCMLF) n°11 (mai 1975) publie les documents du 2ème congrès. Dans la première partie du Rapport Politique l'activité légale du Parti est passée en revue (pages 6-7) ainsi qu'un « ***Bilan de la période d'activité illégale*** » -pages 8-9-. Dans ce bilan plusieurs types d'erreurs sont cités. Le sous-chapitre : « ***Nos insuffisances et leurs corrections nécessaires*** » -pages 11 à 15- critique certains aspects négatifs dans la construction du PCMLF.

Ce 2e congrès entérine « *le tournant patriotique du PCMLF* » qui était déjà en partie bien engagé depuis 1974 **(voir annexe n°2)** et qui fut en partie rejeté lors du IIIe congrès fin janvier 1978.

Listes d'articles de l'HR concernant la CGT, la CFDT et les luttes ouvrières de janvier à avril 1975 **(voir annexe n°11)**

Cette liste montre que les militants sont principalement confrontés à la CGT dont ils dénoncent les positions « *social-fascistes* », « *révisionnistes* » et les « *trahisons* »…

La ligne « patriotique » de l'HR dans la période, accentue et conforte ses discours contre « *les bonzes CGT social-fascistes* » d'autant plus que la fédération du livre CGT va décréter l'exclusion de la section syndicale CGT d'Hollenstein. Cette exclusion suite à une grève victorieuse, fait écho à d'autres exclusions de militant(e)s ML dans la CGT et notamment Claude Lebrun ou Jeannette Pelletier en 1974.

Timide apparition de la CFDT dans les titres des articles de l'HR quotidienne

Sur une quarantaine de n° d'essais pour la publication de l'HR quotidienne, deux articles cites la CFDT en titres :

HR n° spécial d'essai –vendredi 26 février 1975- : « *Remous à la CFDT* » -page 1-

HR n° spécial d'essai –vendredi 7 mars 1975- : « *Congrès CFDT-PTT – Extraits de la motion présentée par une section syndicale* » -page 4

Liste des articles de l'HR de mai 1975 à décembre concernant principalement les luttes et la CFDT **(voir annexe n°17)**

Cette liste montre une évolution positive du PCMLF vis-à-vis de la CFDT, et un rejet parfois outrancier de la direction de la CGT. L'accusation de « social-fascisme » envers la CGT est abandonnée très progressivement au cours de l'année 1975. C'est une conséquence du rapprochement avec le PCRml. Le terme réapparaît (mais concernant surtout le PCF) dans l'HR n°511 –jeudi 17 juin 1976- page 3, dans le n°512 pages 1 et 3 et le n°514 page 6.

L'accusation de « fasciste » et de « social-fascisme » fait une nouvelle réapparition dans l'HR n°544 –mercredi 13 octobre 1976-, à l'encontre de Roger Sylvain responsable CGT à Renault-Billancourt après l'agression physique contre un délégué CFDT SRTA -Syndicat Renault des Travailleurs de l'Automobile- « *très populaire dans l'usine et bien connu dans l'usine pour ses positions de lutte de classe. Les choses ne vont certainement pas en rester là, car la CFDT a décidé de porter plainte.* » -page 4-

Dans l'HR n°590 –mercredi 22 décembre 1976- en page 8 le deuxième article « *Sur les quais de Lorient* » est intitulé : « *Des dockers face au social-fascisme* ». L'HR n°672 –vendredi 22 avril 1977- parle d'encadrement fasciste concernant le congrès constitutif du syndicat local CGT métaux de Bordeaux Sud-ouest » page 4-

HR n°695 –samedi 28 et dimanche 29 mai 1977- « *Rouen : Le PCF prétend interdire le droit de manifester : Tous unis contre le social-fascisme !* » -page 1-

Pendant toute la période (1975-1977) dans l'HR le qualificatif de social-fascisme restera accolé à l'URSS de Brejnev et au PC Portugais principalement.

La CFDT est citée en une à partir de décembre 1975 à l'occasion de la répression contre les syndicalistes impliqués dans le mouvement des appelés (comités de soldats, appel de Draguignan). Les titres et le contenu des articles intérieurs font de plus en plus mention positivement de la CFDT.

Cette période est pour l'HR-PCMLF une période charnière car :

-- ses militants investissent de plus en plus la CFDT ;

-- ses relations avec le PCRml notamment deviennent de plus en plus unitaires ;

Les 3 numéros de la revue **Prolétariat** (PCMLF) publiés en 1975 (n°9-10-11) abordent le sujet du syndicalisme par le biais des luttes comme celles d'Hollenstein (n°9), de Kodak (n°10), de Guillouard (n°10) et Badin (n°11). Des positions et analyses sont développées dans les articles comme : « ***Un syndicaliste accuse*** » -n°9- et « ***Comment mieux combattre le révisionnisme dans les syndicats*** » -n°11-

Le PCRml, la CFDT et le PS de 1971 à 1974

1971-1972-1973

C'est plus d'une trentaine d'articles consacrés aux syndicats (CGT et CFDT) que le journal Front Rouge –journal de combat marxiste-léniniste- a publié entre le n°1 en 1971 et le n°66 du 12 avril 1973.

Le n°24 -04 mai 1972- titre en pages 2-3- « *C.G.T. et C.F.D.T, une même ligne contre-révolutionnaire* »

Un article est consacré au « *38e congrès de la CGT révisionniste* » et l'autre : « *à la CFDT, une vieille tradition anticommuniste* ».

Le n°44 -02 novembre 1972- en page 3, annonce : « *La CFDT soutient sans ambiguïté l'union de la gauche* ».

A partir de juin 1973 les articles consacrés aux syndicats CGT et surtout CFDT sont beaucoup moins caricaturales et tiennent compte des contradictions et des luttes à l'intérieur de ces syndicats.

Cette évolution est certainement la conséquence du développement des luttes ouvrières des OS, des travailleurs immigrés et celle de Lip dont la CFDT est à la tête.

Le n°74 (7 juin 1973) publie en page 2 : « *36e congrès de la CFDT : Ni autogestion, ni démocratie avancée, Vive la dictature du prolétariat* ».

Le 14 juin, FRONT ROUGE n°75 lance une réflexion « *A propos du travail dans les syndicats* » en page 6-

Vers la création de "l'opposition syndicale révolutionnaire"

A partir du n°80 -26 juillet 1973- Front Rouge se lance dans la construction de l'OSR –Opposition Syndicale révolutionnaire- création-développement- d'un courant syndicaliste révolutionnaire dans la CFDT et aussi dans la CGT.

Du n°82 de septembre 1973 au n°97 de décembre 1973, Front Rouge va consacrer une douzaine d'articles à l'OSR.

1974 : en mars le PCRml est créé.

Le n°5 de la revue (trimestrielle) théorique des communistes (marxistes-léninistes) : « **Octobre - les cahiers du marxisme-léninisme** » est consacré à la publication des « ***Documents du Congrès Constitutif*** » en mars 1974 du PCRml. Dans les pages 82-83, des analyses et des présentations des différents syndicats sont faites. Voici ce qui est dit de la CFDT en page 83 :

> « *La CFDT : Les chefs réformistes dans la C.F.D.T. veulent faire de leur syndicat une organisation véhiculant la politique du Parti « Socialiste » et du Parti Socialiste Unifié, principalement en tentant de redonner vie à la vieille théorie utopique de l'autogestion. Pour les dirigeants réformistes, la CFDT doit être une autre voie pour amener la classe ouvrière à appuyer « l'union de la gauche ».*

La CFDT par son allure de « gauche », par ses phrases révolutionnaires, connaît un certain renforcement. Cela a été accentué par le fait que la CFDT a su se saisir de certaines aspirations justes des masses. La CFDT se présente comme un syndicat hétérogène où se côtoient d'une part les aspects humanistes, chrétiens et anti-communistes de son passé, le réformisme et d'autre part les aspirations à la révolution d'une partie des travailleurs qu'elle organise. Face à la lutte des classes, la CFDT se trouve prise dans ses contradictions. Désirant se donner un visage de « gauche », les dirigeants réformistes dans la CFDT essaient de s'approprier les justes luttes des travailleurs ; en même temps, ils cherchent à renforcer leurs positions chez les ingénieurs techniciens et cadres, par l'abandon du mot d'ordre d'augmentation uniforme des salaires au 36e Congrès par exemple. Ils font preuve d'une grande démagogie, mais restent fondamentalement des réformistes et font tout pour maintenir les luttes dans le cadre du réformisme.

Le syndicat CFDT est animé de profondes contradictions entre réformisme et syndicalisme révolutionnaire.
Dans les luttes qu'elle mène, la classe ouvrière doit écraser des syndicats tels que :
F.O. : syndicat jaune crée par la CIA, FO est un syndicat de la bourgeoisie française chargé de diffuser ses propositions, de défendre sa politique.
C.F.T.C. : syndicat jaune de vieille tradition cléricale et anti-communiste.
C.F.T. : certains patrons, surtout dans les bagnes capitalistes de l'automobile, ont mis en place ou essaient de mettre en place ces syndicats fascistes, organisations d'hommes de main qui extorquent les adhésions sous la contrainte. La classe ouvrière s'y opposera. » La CGT est présentée, ainsi (extraits) : « *La C.G.T. : Les révisionnistes se servent de la CGT pour diffuser et appliquer la ligne du P « C »F par l'intermédiaire de l'influence qu'elle exerce sur la grande masse des ouvriers qu'elle organise. Le but de la direction révisionniste de la CGT est principalement de canaliser les luttes de la classe ouvrière vers la réalisation du « programme commun ».* »

Ce n°5 d'Octobre définit en pages 83-84- l'axe du PCRml vis-à-vis du syndicalisme : « **Le travail des communistes dans les syndicats** :

« *Les syndicats sont la forme première et massive d'organisation du prolétariat pour mener le combat contre l'exploitation capitaliste. La contradiction croissante entre les aspirations révolutionnaires des travailleurs et les propositions réformistes et révisionnistes s'y manifeste avec acuité. La tâche du Parti est d'aiguiser cette contradiction, de faire triompher dans les syndicats la voie révolutionnaire, de guider les travailleurs pour arracher la direction de leur syndicat des mains des révisionnistes et des réformistes.*

C'est pourquoi les communistes doivent militer dans les syndicats CGT et CFDT, en créer là où il n'y en a pas et y prendre les responsabilités que leur confient les travailleurs. Dans les syndicats, ils dénoncent les orientations réformistes des directions confédérales, soutiennent et organisent la lutte revendicative des travailleurs, les aident à élaborer leurs véritables revendications et à définir une tactique de lutte appropriée pour faire céder le patron. Dans le travail, les communistes révèlent constamment aux travailleurs le lien qui existe entre la trahison des luttes par les confédérations et la perspective politique de passage pacifique qu'elles soutiennent. Les communistes s'appuient sur les aspirations révolutionnaires des travailleurs pour développer une véritable opposition syndicale révolutionnaire face aux voies réformistes et révisionnistes impulsées par les directions confédérales dans les syndicats. Cette opposition syndicale révolutionnaire n'est ni un nouveau syndicat, ni une fraction, mais un courant pour l'unification syndicale sur des bases de lutte de classes.

La situation objective est extrêmement favorable au développement du Parti dans la classe ouvrière. Réciproquement, en convaincant de la nécessité de la révolution prolétarienne, en introduisant la conscience révolutionnaire chez des milliers d'ouvriers, syndicalistes révolutionnaires, etc… qui aspirent au socialisme, à la Révolution, le Parti remplira les conditions pour que la masse des ouvriers qui se démarque du révisionnisme et du réformisme, ne reste pas prisonnière de l'anarcho-syndicalisme, mais avance sur la voie de la révolution. »

Du n°98 –10 janvier 1974- au n°109 –28 mars 1974- **Front Rouge** (journal de combat marxiste-léniniste) relate les diverses luttes et les attaques des réformistes contre les opposants dans la CFDT.

A partir du n°110 du 11 avril 1974, **Front Rouge** devient organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.).

--Les présidentielles de 1974 :

La mort de Pompidou le 2 avril, ouvre une période pour des élections présidentielles prévues le 5 et le 19 mai. Les forces politiques et syndicales vont se déterminer en fonction de leurs analyses et tactiques respectives.

CFDT, CGT, PS, PSU, P « C »F, trotskistes, PSU : pour Mitterrand.

La CFDT soutient… Mitterrand après avoir soutenu Poher en 1969 contre Pompidou.
Le soutien de Maire à Mitterrand est un axe de contestation et une ligne de combat à l'intérieur de la CFDT.
La CGT, évidemment soutient Mitterrand, comme c'est le cas du P « C »F et du PS.
Les trotskistes, mêmes s'ils critiquent certains aspects du passé de Mitterrand, en bons opportunistes se rangent au deuxième tour derrière lui, au nom du « moins pire » et du mythe de l'opposition droite/gauche.
Le PSU après la tentative avortée de la candidature de Charles Piaget (leader de la CFDT chez Lip) soutient Mitterrand le candidat unique de la gauche.

Les abstentionnistes révolutionnaires, les anars et les ML : contre Mitterrand…

Les anarchistes et autres libertaires sont par principe contre la participation aux élections, donc pour eux c'est toujours l'abstention.

Le PCRml fait campagne pour « *l'abstention révolutionnaire* » au deuxième tour des élections présidentielles qui opposent Giscard à Mitterrand.

Les appels de l'O.S.R. (Opposition Syndicale révolutionnaire) se multiplient, les actions des syndicalistes révolutionnaires sont relatées dans **Front Rouge**.

Convergences et divergences FR/HR : Elections et abstention…

Les communistes ML de l'HR et de FR vont appeler à l'abstention au deuxième tour des élections, mais leurs positions concernant le 1er tour sont envisagées différemment.

Il faut cependant noter ici le soutien du *groupe marxiste-léniniste ''L'Eveil'* au 2e tour à Mitterrand. Mais la position archi-dominante de l'ensemble du mouvement ML sera un refus clair et net de voter au second tour.

FR : de la campagne pour André Roustan à l'abstention

FR s'engage dans une démarche pour soutenir une candidature du PCRml (André Roustan ancien des brigades internationales, ancien FTP, déporté à Buchenwald, exclu du P « C »F en 53 …). André Roustan a été délégué à Puyricard au congrès de fondation du PCMLF fin 67. Il participe en mars 1974 au congrès constitutif du PCRml. où il est élu président du Parti et y prononcera le discours de clôture (voir Front rouge n°110 « **Qui est André Roustan ?** » -page 5-

FR n°111 publie en page 3 une « **Déclaration du comité central du PCRml sur les élections présidentielles** ». Dans cette déclaration il appelle

> « *à dénoncer cette farce électorale, à refuser de choisir entre les multiples candidats de la bourgeoisie.* » (…) « *Vous ne voterez pas pour le candidat unique de la gauche.* » car « *Le programme de la ''gauche'', malgré le vernis démagogique qui le recouvre n'est qu'un programme bourgeois, une solution de rechange pour l'impérialisme français pour tromper les travailleurs.* (…) *Travailleurs syndiqués à la CFDT, exigez des comptes de votre direction confédérale qui engage votre syndicat derrière Mitterrand et tente de faire profiter ce candidat de tout le potentiel de luttes dures que vous avez menées comme à Lip, à Saviem et Moulinex…*
>
> *Travailleurs syndiqués à la CGT, ou adhérents de base du P « C »F exigez des comptes de vos dirigeants qui depuis des dizaines d'années vous promettent une amélioration de votre sort, tout en repoussant sans cesse l'objectif de la Révolution Socialiste.* (…) *Vous ne voterez pas pour les candidats trotskistes, derrière leurs phrases pseudo-révolutionnaires ils ne cachent pas que leur objectif est de faire voter Mitterrand au 2ème tour et de ramener dans le giron de la ''gauche'' ceux d'entre vous qui rejettent le ''programme commun''.* ».

La déclaration du PCRml se termine par :

> « *Avec le PCR (m-l) dénoncez le cirque électoral, engagez-vous dans la voie révolutionnaire tracée par notre camarade André Roustan.*
>
> *Notre Parti vous appelle à vous détourner de cette farce électorale et à refuser de choisir entre tous les candidats de la bourgeoisie qu'elle les soutienne ouvertement ou non. Notre Parti vous appelle à soutenir la campagne d'André Roustan ouvrier communiste, engagé depuis 40 ans dans la lutte révolutionnaire aux côtés de notre peuple, ancien des brigades internationales, ancien FTP, déporté à Buchenwald, exclu du P « C »F en 53 pour sa fidélité au marxisme-léninisme, président du PCR m-l.*
>
> *André Roustan dans sa campagne dénoncera le cirque électoral, les candidatures bourgeoises, il dénoncera la voie électorale et il montrera que la seule voie pour la classe ouvrière c'est la Révolution Prolétarienne par la violence révolutionnaire.* » (Le comité central du PCRml).

A la page 2 de ce n°111 de FR un article sur toute la page revient séparément sur le passé de Chaban-Delmas…, Giscard d'Estaing… et Mitterrand : « ***3 vieux routiers de la politique bourgeoise*** ».

FR 112 annonce dans son éditorial « **Les communistes et les élections de la bourgeoisie** » que malgré les 106 signatures d'élus obtenu par André Roustan, le Conseil Constitutionnel a décidé d'invalider sa candidature. Pour l'éditorialiste, empêcher André Roustan de se présenter, c'est une décision politique, une décision de classe.

Une déclaration du bureau politique du PCRml (page 3), dénonce la décision prise par le Conseil Constitutionnel qui « n'étonnent pas les communistes révolutionnaires ». Le PCRml précise : « *notre Parti mènera à l'occasion de ces élections, avec le même contenu révolutionnaire, la campagne communiste qu'il avait prévue et organisée.* »

Un autre article de la page 3 rappel « ***Qui préside le Conseil Constitutionnel ?*** ».

Les pages centrales 4 et 5 annoncent une « Interview d'André Roustan », tandis qu'en page 4 ce sont « Les manœuvres des candidats de la bourgeoisie » qui sont critiquées.

En page 4, un article propose : « ***Faites signer la pétition de soutien à la campagne communiste d'André Roustan !*** », puis un autre revient sur « ***Le programme de Mitterrand : un programme pour la bourgeoisie !*** ».

Le dernier article intitulé : «***Issy : des travailleurs rejettent le candidat de la gauche*** » annonce que « *Comme l'indique un tract de l'UL CFDT, la majorité des sections syndicales de la dizaine d'entreprises représentées à l'UL d'Issy-les-*

Moulineaux refusent de s'engager dans un soutien à Mitterrand, ni au premier tour ni au second tour. » -page 4 FR n°112.
L'éditorial et les articles de la page 3 de FR n°113 traitent également du rejet des illusions sur Mitterrand, dénoncent le Conseil Constitutionnel, lancent le mot d'ordre « **Ni Chaban, ni Giscard, ni Mitterrand. Une seule solution la révolution** » et proposent un bulletin pour le 5 mai, avec le texte suivant : « *Contre les élections de la bourgeoisie – Pour établir le pouvoir des ouvriers et des paysans, j'exprime mon soutien au Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) : je vote communiste – Je vote André Roustan, président du PCR (m-l) – refusé par le Conseil Constitutionnel* ».
FR n°114 publie un « ***Appel du PCRml à l'abstention révolutionnaire*** » -page 3-. La lettre d'un ancien ouvrier du textile explique : « ***pourquoi je soutiens la campagne du PCR(ml) pourquoi j'ai voté André Roustan*** ».

Les titres des unes de FR 111 à 116 (du 18 avril 1974 au 23 mai 1974) sont sans équivoques :

FRONT ROUGE n°111 -18 avril 1974- A bas le cirque électoral ! Une seule solution, la révolution !
Soutenons la campagne communiste d'André Roustan président du P.C.R (ml)
FRONT ROUGE n°112 -25 avril 1974- à bas le cirque électoral bourgeois
A l'action pour le 1er mai : Manifestation à Paris à 10 heures place des fêtes
FRONT ROUGE n°113 -02 mai 1974- ni Mitterrand, ni Giscard, ni Chaban
Soutenez l'action révolutionnaire du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (ml)
FRONT ROUGE n°114 -09 mai 1974- au deuxième tour : ni Giscard, ni Mitterrand ABSTENTION RÉVOLUTIONNAIRE
FRONT ROUGE n°115 -16 mai 1974- ni Giscard, ni Mitterrand : ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE
Préparons nous à la lutte !
FRONT ROUGE n°116 -23 mai 1974- après l'élection de Giscard, Rejetons les illusions électorales, engageons nos luttes. Une seule solution la révolution !

HR : contre l'électoralisme, pour l'abstention : refusez les urnes de la bourgeoisie

L'HR n°225 pour les présidentielles annonce *« refusez les urnes de la bourgeoisie* » et « *refusez de donner vos voix au vieux contre-révolutionnaire Mitterrand.* » il faut en finir avec le système capitaliste tout en maintenant l'indépendance nationale menacée. C'est autour de ces axes là que l'HR fera campagne pour le 5 et le 19 mai comme le montre ses différentes unes de l'époque.

HR n°225 -11 avril 1974-
Travailleurs refusez les urnes de la bourgeoisie refusez de donner vos voix au vieux contre-révolutionnaire Mitterrand. Seule l'action révolutionnaire de masse permettra d'en finir avec le système capitaliste et de maintenir l'indépendance nationale menacée.
HR n°227 -25 avril 1974-
Pour un 1er mai révolutionnaire prolétarien, anti-électoraliste et anti-Mitterrand
HR n°228 -3 mai 1974-
Le 5 et le 19 mai ABSTENEZ-VOUS ! Ni "majorité" Ni programme commun !
HR n°229 -jeudi 9 mai 1974-
Une tâche très importante Combattre l'électoralisme, démasquer le révisionnisme et le trotskysme
HR n°230 -jeudi 16 mai 1974-
Ni Giscard, Ni Mitterrand Ni la peste, Ni le choléra ! Rejetez vos illusions Préparez-vous à la lutte

Le PSU : un parti de courants et de tendances

Sans refaire ou sans réécrire l'Histoire du PSU, il convient de revenir sur celui-ci, car il a une place centrale tant au niveau de la constitution du corpus idéologique de la deuxième gauche, que du cordon ombilical avec la CFDT. On ne peut parler de la deuxième gauche ou de la CFDT sans parler du PSU et du rôle central de Rocard et d'Edmond Maire.

Politiquement, le PSU après 1968 est constitué d'une importante liste de courants et de tendances politiques. Il y a aussi des trotskistes, des anticolonialistes, des chrétiens de gauche, des anciens du P « C »F, des maoïstes….
La tendance dominante dans le PSU sera le courant autogestionnaire et syndicaliste CFDT. C'est sur celui-ci que s'appuiera Rocard pour éliminer ceux qui lui barrent ou seraient susceptibles de lui barrer la route. Sous la direction de Michel Rocard la DPN –Direction Politique Nationale- entreprend une « normalisation » qui consiste à évincer tous ceux qui peuvent être gênants dans sa stratégie de ralliement à la gauche et à Mitterrand.

Quelques infos sur le PSU

Liste noms et dates des secrétaires nationaux :
1960 - 1967 : Édouard Depreux (Gilles Martinet secrétaire général adjoint)
1967 - 1973 : Michel Rocard (du 25/06/1967 au 26/11/1973)
1973 - 1974 : Robert Chapuis (du 26/11/1973 au 14/12/1974)
1974 - 1979 : Michel Mousel
1979 - 1983 : Huguette Bouchardeau
1983 - 1984 : Serge Depaquit

1984 - 1989 : Jean-Claude Le Scornet
Sur internet voir :

- Index des groupes, structures et organisations "maoïstes"
- « L'histoire du PSU » : De la création de l'UGS à celle du PSU | Le PSU de 1960 à 1990 | Le PSU et la gauche française. Dossiers de presse numérisés
- « Le PSU vue d'en bas »
- « 1956-2006 : 50 années de vécu militant à plusieurs étages »
- Dossier : quel parti nous faut-il ? L'expérience historique : Le Parti Socialiste Unifié (1960-1989). Entre réforme et révolution
- Il y a 50 ans, la création du PSU

vidéo : Histoire du PSU on Vimeo

Rocard et Chapuis : du PSU au PS

Au 5ème congrès (22 au 24 juin 1967) Michel Rocard est élu Secrétaire national du PSU.
Le 26/11/1973, Robert Chapuis succède à son ami Michel Rocard au poste de secrétaire national du parti. Le 6 octobre 1974 à Orléans, Robert Chapuis et le bureau politique sont mis en minorité par les délégués du parti et il démissionne avec les membres du bureau. Il participe aux "Assises du socialisme", et décide avec Rocard de quitter le PSU pour le… Parti socialiste en décembre 1974.

Des tendances révolutionnaires au sein du PSU

Le mouvement de mai 68, va accélérer la montée en puissance de forces « gauchistes » dites d'extrême-gauche ou révolutionnaires (trotskistes, autogestionnaires, maoïstes…).

Alain Badiou anime une tendance maoïste au sein du PSU qu'il quitte et il prend part à la création de l'UCFML en 1969.

Dès 1971, 1972 le PSU entre en crise. D'autant plus que c'est la période où il doit choisir entre le « gauchisme » et la « social-démocratie » car c'est le PS de Mitterrand, l'union de la gauche et son programme commun qui semblent être l'avenir.

C'est Michel Rocard qui sera l'élément déterminant dans l'évolution politique du PSU.
Depuis 1970 la Gauche Révolutionnaire (GR) qui n'est qu'une tendance au sein du parti, ne cache pas ses références au marxisme-léninisme, ni son opposition au réformisme, à la social-démocratie et au P « C »F.
La GR après des années de luttes en tant que courant du PSU, deviendra une organisation séparée de ce parti en 1972. Puis deviendra en mars 1974 la GR (ml) et ralliera l'HR. Un des leaders historique de la GR est Pierre Bauby.

La GR : du PSU au PCMLF

En 1971, le bulletin publié par la GR « gauche révolutionnaire » n°7-8- du 15 nov au 15 déc, publie en pages 11 à 14, plusieurs points concernant « La normalisation dans le PSU » :
1- « Résolution de la DPN –direction politique nationale- du PSU des 20-21 Novembre 1971 sur la GR. »
2- « Le PSU et le Chili (ou un coup à droite, un coup à gauche…) »
3- « Les camarades de la GR, informés de la résolution adoptée par la majorité de la DPN des 20-21 novembre sur la GR, déclarent que : »

GR n°7-8 conteste la décision de la DPN sur l'interdiction de la double appartenance PSU/GR.

> « *Cette décision aboutit à remettre en cause le droit de tendance dans le parti, la liberté de définir et d'exprimer collectivement des positions politiques au sein du parti. De ce point de vue, tous les militants du parti sont concernés : après la G.R. leur tour viendra, dès qu'ils exprimeront des idées différentes de celles de la direction actuelle du parti (groupe Rocard).* (…) *Enfin, qui à violé la ''discipline collective'' sinon le groupe Rocard ?*
> *En multipliant les initiatives qui conduisent à mettre le parti à la remorque de l' ''union de la gauche'' (rencontre avec le PS, communiqué sur le Chili, etc…), en monopolisant les moyens d'expression du parti, le groupe Rocard contredit sans cesse la ligne qu'il a lui-même proposée.* (…) *Au total, une fraction, c'est un groupe qui, camouflant ses véritables objectifs, s'empare de la direction d'une organisation pour l'emmener là où ses militants ne veulent pas aller. De ce point de vue, il n'y a qu'une fraction dans le parti : le groupe Rocard qui, répétons-le, cherche à mettre le parti à la remorque de l'union de la gauche, sans avoir jamais révélé explicitement ses intentions. Par conséquent, la résolution de la D.P.N. sur la GR est pour nous NULLE ET NON AVENUE.* » -GR n°7-8-

Ces extraits du journal « **Gauche Révolutionnaire** », montrent que déjà en 1971, le refus de soutenir l'union de la gauche c'est une ligne de démarcation entre les véritables révolutionnaires et les réformistes. Un autre aspect intéressant à signaler c'est déjà la dénonciation du rôle néfaste de Michel Rocard.
Tribune Socialiste (hebdo du PSU) -Supplément au n° 540 - 31 mai 1972- Pages 1 et 2- SPECIAL Conseil National Juin 72, publie une contribution de la GR : " **• Aujourd'hui, chaque militant doit choisir** "
(voir annexe 16)

GR n°12 –du 15 mai 1972- publie un texte reprenant des éléments de la contribution, sous le titre : « **marxisme-léninisme ou social-démocratie : aujourd'hui les militants du parti doivent choisir !** » -pages 1 à 5-
Le site internet de l'ITS –Institut Tribune Socialiste- publie « **Conseil National PSU, contribution Gauche révolutionnaire** » (31 mai 1972 GR)

En mars 1974 le bulletin GR n°22 annonce la publication des « Documents du 1er Congrès de la Gauche Révolutionnaire (m-l). L'éditorial de la page 2, fait une critique/auto-critique de la ligne de la GR et déclare se rallier à **l'Humanité Rouge**. L'édito précise que la GR « s'est située dés son apparition dans le courant du gauchisme moderne. S'il est capital d'expliquer ce qu'est le gauchisme moderne et de la dénoncer, c'est parce qu'il représente le courant au sein duquel la ligne de la GR s'est développée.». Dans « **Le rapport introductif présenté au nom du centre** » -pages 3 à 11- le refus de la GR de travailler dans les syndicats est analysé comme se situant « *en fait dans le courant gauchiste, même si les militants n'en avaient pas une claire conscience.* ».

Pierre Bauby : du PSU à la GR, de la GR(ml) au PCMLF, du PCML au PAC… puis au PS

Quelques éléments et infos sur le parcours politique de Pierre Bauby :

En février 1972

> « *la GR qui s'est structurée en une organisation nationale qui agit en dehors du PSU est exclue lors du conseil national de Juvisy. La GR « autonome », sauf quelques éléments comme E.TERRAY et G.PEURIERE, rejoint en 1974 le groupe Humanité rouge, avatar du parti communiste marxiste-léniniste, dont P. BAUBY sera le principal dirigeant dans ses dernières années et sa transformation en parti d'alternative communiste en 1984.* » http://ddata.over-blog.com/1/88/67/95/ACTIVITE-TREMA-COLLOQUE-FORUM-LIVRES/PSU-DOC-TEXTE-DEFINITIF4MARS2010-V2-1.PDF

En 1977

En novembre 1977 il fait partie des 40 candidats que le PCMLF veut présenter dans le cadre de « ***La bataille politique de 1978*** » avant l'accord conclu avec le PCRml **(voir chapitre 8)**.
Le n°789 de l'HR du vendredi 16 décembre 1977 publie un portrait de candidats dont celui de Pierre Bauby :

> « *A l'époque de la guerre d'Algérie il a milité pour le soutien au FLN.*
> *Dirigeant de la ''Gauche révolutionnaire'' (scission du PSU), il participa activement au processus qui conduit en 1974 à la dissolution de cette organisation et au ralliement de ses miltants à l'Humanité Rouge (il a été membre du comité de rédaction de l'Humanité Rouge). Marié, père de trois enfants, il travaille actuellement à l'EDF, dans le 8e arrondissement (la plus grosse concentration : 3000 travailleurs). Militant syndical actif, il est secrétaire de son syndicat depuis deux ans.* » -page 4-

Après l'accord conclu début janvier 1978 entre le PCRml et le PCMLF pour une campagne politique commune pour les législatives sous le nom de l'UOPDP, Pierre Bauby sera candidat.

En 1981

Il fait campagne comme candidat PCML aux présidentielles, mais n'obtenant pas suffisamment de signatures d'élus, ne pourra pas se présenter.
« Il est l'un des animateurs d'un courant à l'intérieur du PSU de 1970 à 1972, la Gauche révolutionnaire, courant qui lutte contre l'orientation de plus en plus ouvertement social-démocrate de Michel Rocard.
Responsable de la Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste) de 1972 à 1974, il contribue à ce que ses militants rejoignent le Parti communiste marxiste-léniniste en 1974. » (PLS n°9 –page 15) : « **Le PCML présente un candidat aux présidentielles de 1981** ».

En 1996

> « *Pierre Bauby, lui, a «fait» toutes les gauches. Son parcours de bourlingueur l'a amené à signer tout naturellement la «pétition Bourdieu». De l'autogestionnaire PSU (de 1965 à 1972) au maoïste Parti communiste marxiste-léniniste de France (dont il fut le porte-parole de 1974 à 1988) avant d'atterrir au réformiste PS à l'automne 1995, Pierre Bauby est, à 53 ans, avant tout un militant. Aujourd'hui, il anime l'Observatoire «Electricité et société» d'EDF, un groupe d'experts réunis au sein de la direction de l'économie de la prospective et de la stratégie. «Mon engagement dans les services publics est une évidence», dit-il.* » (source : Libération)

En novembre 2002

« Pierre BAUBY, délégué national aux services publics du PS »

En 2010

Pierre Bauby coécrit avec l'eurodéputée Françoise Castex, un essai : « Europe : une nouvelle chance pour le service public »

Il préside l'Observatoire de l'action publique de la Fondation Jean-Jaurès.
En janvier 2012
« Enseignant-chercheur à Sciences Po Paris et à l'Université Paris VIII »

Bauby a joué un rôle déterminant dans la destruction du PCML en 1985 et dans sa tentative d'en faire un courant du PS, comme le relève Jacques Jurquet dans « **A contre-courant** » en 2001.

Alain Badiou : du PSU à l'UCFML

Plusieurs sites sur internet donnent des indications (quelquefois peu précises ou avec des dates erronées) mais voici quelques infos :

Le 6ème congrès du PSU a lieu à Dijon les 14-15-16 mars 1969.

Le 20 mars « Tribune Socialiste » hebdomadaire du PSU, publie dans son n°404 –pages 7 à 10- Une « contreproposition » d'Alain Badiou au sujet de « **la classe ouvrière et ses alliés** »

« *Un petit groupe animé par Alain Badiou, H.Jancovici, D.Menetrey, Emmanuel Terray présente un texte « Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste de type nouveau, d'un maoïsme orthodoxe ; ils quittent le parti fin 1969, sauf Emmanuel Terray, pour créer un petit groupe l'Union des communistes de France marxistes-léninistes (UCFml).* »

Lip, PSU, CFDT et Piaget dans l'ombre de Mitterrand et Rocard

Le mouvement des travailleurs de Lip va susciter un intérêt et de grands débats dans la société française, notamment dans les syndicats (CGT-CFDT-FO), chez certains intellectuels, dans la classe politique en générale. Les différents soutiens au mouvement de Lip, sont évidemment plus ou moins « intéressés », d'autant plus que le 2 avril 1974 Pompidou décède.

Des élections présidentielles sont alors annoncées pour le 5 et le 19 mai. Michel Rocard dirigeant du PSU est ambitieux et il veut maintenant « jouer dans la cour des grands », il a compris qu'il fallait miser sur un ralliement au PS (ce qu'il fera avec l'opération des 'Assises du socialisme' en octobre 74) tout en critiquant certains points de la politique de celui-ci.

Le PSU avait déjà soutenu Mitterrand en 1965, Rocard s'était présenté aux présidentielles en 1969 comme candidat du PSU, et avait appelé à voter pour la gauche au second tour des législatives de 1973.

C'est dans ce contexte qu'une partie de l'extrême-gauche trotskiste va essayer de proposer une candidature « unitaire » de Charles Piaget (membre de la CFDT, du PSU et leader du mouvement de lutte chez Lip).

Cette candidature est repoussée par Rocard qui a compris que son avenir politique est dans le sillage de Mitterrand dès le premier tour des élections.

Il ne fait aucun doute que derrière la mise en avant de Piaget par les trotskistes, nous sommes dans une logique de « pousse au cul » vis-à-vis de la gauche, une logique s'inscrivant dans le soutien aux illusions électoralistes et à Mitterrand.

Les ML ont soutenus la grève, l'occupation, la lutte de travailleurs de Lip et reconnaissent les mérites de Charles Piaget « *ce dirigeant ouvrier dont le nom s'est identifié à la lutte des Lip* » (HR n°225). Cependant, ils sont critiques vis-à-vis des intentions et des manœuvres qu'ils pressentent autour de ceux qui poussent à une candidature Piaget. C'est dans ce sens que l'HR n°225 –du 11 avril 1974- publiera l'article : « ***A propos de la candidature Piaget : Une manœuvre au service de Mitterrand*** » (HR n°225 –11 avril 1974-» **(lire en annexe 15)**

Le PLR : au sujet de la CFDT, du PSU, de l'OSR et des « assises du socialisme »

De nombreuses organisations ML plus ou moins petites, vont en 1974, se positionner vis-à-vis de la CFDT, des « assises du socialisme » et de l'OSR (Opposition Syndicale révolutionnaire). C'est par exemple le cas de « Prolétaire Ligne Rouge » dans son journal.

Entre juillet et novembre 1974, les n°14-15-16 du PLR (Prolétaire Ligne Rouge) abordent des points essentiels concernant la constitution de ce qui sera nommé plus tard « la deuxième gauche ». Les titres des articles du PLR sont révélateurs :

-PLR n°14 –du 15 juillet 1974- « **CFDT-PS-PSU : vers un bloc anti-communiste** » -pages 1-2-

Cet article centré sur les « Assises du socialisme » indique très justement : « *le PS lui se lance dans une opération de grande envergure que nous examinons ici : Incontestablement cette opération est appelée à avoir des répercussions profondes dans la vie politique et syndicale de notre pays.* » **(voir l'article dans l'annexe 10)**

-PLR n°15 –du 23 septembre 1974- « Le rapprochement PS – PSU – CFDT : Quelques questions à la C.F.D.T. » -page 3-

-PLR n°16 –du 6 novembre 1974- « Sur le front syndical : Lettre ouverte du Prolétaire Ligne Rouge à ''L'Opposition Syndicale Révolutionnaire'' » -page 3-

Dans cet article, le PLR explique que la CFDT a « *depuis longtemps* » une « *ligne réformiste de bout en bout* ». Il relève certaine ambigüités et positions fausse de l'appel de l'OSR et se termine sur les raisons de son refus de signer cet appel.

Les « assises du socialisme » : source et creuset du recentrage de la CFDT

Après les « **Assises du socialisme** » (voir chapitre suivant) le PSU est de nouveau en crise.

« **Révolution !** » n°66 du 11 octobre 1974, hebdomadaire de l'OCR –Organisation Communiste Révolution- titre page 3 :

> « ***Michel Rocard battu au PSU : Le conseil national de la dernière chance*** ».
> L'article s'interroge : « *Michel Rocard battu : est-ce la fin du cours droitier du PSU ?*
> *Piaget, Moussel, Barjonnet, nouveaux secrétaires du PSU est-ce un pas décisif pour que se crée une force autogestionnaire révolutionnaire ? Ces deux questions sont aujourd'hui essentielles après la tenue du conseil national du PSU.* » l'article se poursuit en notant que pour le courant Piaget-Moussel, il s'agit « *de permettre au courant autogestionnaire de s'exprimer publiquement, de se renforcer et, en même temps de développer l'unité d'action intensive avec les forces réformistes* ».

Pour l'auteur de l'article de **Révolution !** : « *les révolutionnaires ne peuvent souscrire à une telle position ambiguë.* ».

Le n°68 de **Révolution !** en date du 25 octobre 1974 publie en page 7 deux articles :

--« *la CFDT et l'union de la gauche : ''le mouvement ouvrier a besoin d'une grande force socialiste''* (Edmond Maire) ».

--« *Ni léniniste… ni social-démocrate… !?* »

Révolution ! n°82 du vendredi 14 février 1975 sous le titre « ***la situation actuelle de la CFDT : l'intégration directe à l'union de la gauche et ses conséquences*** », revient sur l'importance et le tournant que représentent les « *Assises du socialisme* » dans le ralliement de la direction CFDT au projet du PS et de l'union de la gauche. L'article page 4 indique très justement que « *L'électoralisme devient de fait le seul débouché politique présenté pour les travailleurs* (cf rapport de Jacques Moreau au Conseil national du 28 octobre 74.) ». Jacques Moreau (avec l'aval d'Edmond Maire et de Jacques Chérèque) sera dès octobre 1974 l'artisan…. du recentrage de la CFDT.

Chapitre 6

1974 : La lutte du PCRml et de l'OSR contre la mainmise du PS sur la CFDT et contre les « assises du socialisme ».

Le n°122 en date de juillet-août 1974 titre en page 6 : « *Plus que jamais développons largement l'Opposition Syndicale Révolutionnaire* » et « *Empêchons la main-mise du PS sur la CFDT* » dans cet article il est rappelé que « *Le 25 mai, une semaine après son échec à l'élection présidentielle, François Mitterrand leader du PS, lançait, au nom de ce parti, un appel à la tenue pour l'automne* ''d'assises du socialisme'' ». L'objectif étant au lendemain des élections « *de profiter du fort score électoral réalisé par la gauche sur le nom du secrétaire du PS* » pour se renforcer, entre autres au détriment de son allié « *communiste* » le P « C »F.

> « Une semaine après, le bureau national de la CFDT décidait à son tour d'associer le syndicat qu'il dirige, à ces assises, sur le socialisme. ». « *Le Bureau National apprécie comme un élément positif l'appel lancé par F. Mitterrand. Nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale à tous les niveaux, tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin.* ».

Cette déclaration du BN de la CFDT est assez savoureuse quand on pense que depuis des années ce syndicat se proclame indépendant de tout parti politique et brocarde la direction de la CGT pour ses liens avec le P « C »F.

> « *Depuis longtemps les marxistes-léninistes dénoncent ce prétendu apolitisme des dirigeants CFDT : les liens de certains d'entre eux avec le PS ou le PSU sont connus, le thème de ''l'autogestion'' sert souvent de justificatif aux liens privilégié qui unissent ce syndicat à ces partis réformistes.* ».

La manœuvre du PS dans la CFDT est claire : passer du soutien électoral à la candidature de Mitterrand, pour « appeler ouvertement à rejoindre un PS élargi » (…) « utiliser le syndicat et les luttes résolues des syndiqués comme groupe de pression de la social-démocratie ».

L'article de FR 122 précise que cette opération « tombe au moment même où la confédération multiplie la chasse aux militants qui ont refusé d'appeler à voter Mitterrand ». Après avoir cité plusieurs structures CFDT opposées à la manœuvre du PS, l'article informe que

> « *Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste), appelle les syndiqués CFDT à prendre leur place dans cette bataille contre la tentative de transformer leur syndicat en courroie de transmission du PS. Ils dénoncent la violation de la démocratie la plus élémentaire dans leur syndicat par l'équipe de Maire, ils dénoncent le fond de l'opération politique orchestrée par ces sergents recruteurs du PS, ils condamnent leurs conceptions éculées du ''socialisme autogestionnaire'' données en perspectives à cette opération et où l'on parle de socialisme pour mieux le combattre.* »

Un article de Jean-Paul Gay dans ce Front Rouge n°122 -juillet août 1974- fait le lien entre le socialisme autogestionnaire et le réformisme : « *Les "objectifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire" de la CFDT : Une base pour l'orientation réformiste dans la CFDT* » -page 7-

Dans le n°123 de FR en date du 6 septembre 1974, le PCRml publie un extrait d'une conférence de presse qu'il a donné après les accusations faites contre lui au sujet des manifestants qui avaient viré Mitterrand du plateau du Larzac en août.

Front Rouge n°124 -10 septembre 1974- titre et critique les *Grandes manœuvres du PS pour mettre la main sur la CFDT*
Non aux "Assises contre le socialisme", tandis que le n°125 -26 septembre 1974- déclare en page 6 « *Parti Socialiste : sous une nouvelle façade, le même parti bourgeois* (Serge Livet)
du sauvetage de la SFIO ...
... à la tentative de mainmise sur la CFDT ».

Les numéros suivants de FR ne sont pas en reste et le combat contre les manœuvres du PS s'organisent :
FRONT ROUGE n°126 -03 octobre 1974-
Assises du "socialisme": non à la manœuvre des réformistes du P.S. (pages 4-5)

> Non aux Assises contre le socialisme -pages 4-5-
> - Manœuvres de Mitterrand pour renforcer le P.S. (page 4)
> - Schlumberger : le syndicat C.F.D.T. prend position contre les "assises" (page 4)
> - le texte préparatoire pour les assises : la phrase "révolutionnaire" mise au service du programme commun (*Jean-Paul Gay*) -p 4-5-

-FRONT ROUGE n°127 -10 octobre 1974-
La bataille dans la C.F.D.T. contre "les assises du socialisme" et la mainmise du P.S. -page 4-

-FRONT ROUGE n°128 - 17 octobre 1974-
-les assises du PS contre le socialisme (pages 4-5)
Assises du PS : le replâtrage de la vieille social-démocratie -page 4-
PSU : être ou ne pas être ... au PS ... (*Serge Livet*)
Plus de 1000 délégués et militants de la CFDT s'opposent à la mainmise du PS sur leur syndicat -page 5-

-FRONT ROUGE n°129 -24 octobre 1974-
Après l'appel des syndicalistes opposés aux assises, les trotskistes attaquent le P.C.R. -page 6-
Malgré les calomnies, la campagne de signatures contre les "assises du socialisme" se développe au sein de la CFDT -page 7-
-- Lettre de syndicalistes de Lip
-- Sur la campagne de calomnies à Besançon
-- Lettre de syndicalistes lyonnais
-- 500 nouvelles signatures à l'appel

Les n^{os} suivants seront surtout consacrés au soutien à la grande grève des postiers et au rassemblement communiste organisé par le PCRml le 3 novembre 1974.

1975 : La presse du PCRml (Révolution Prolétarienne et Front Rouge), la bataille dans la CFDT, la CGT et le rôle de l'OSR

Batailles et luttes dans la CFDT et la CGT :

Révolution Prolétarienne n°2
En janvier 1975, sort le n°2 de la revue politique mensuelle du PCRml « Révolution Prolétarienne »
2 articles sont consacrés au PS et à la CFDT :
-La bataille prolongée contre la mainmise du PS dans la CFDT –pages 15-16
-Deux congrès révélateurs des difficultés des réformistes à imposer le ralliement au PS –pages 27-28-
(il s'agit du congrès de la Fédération Générale des Métaux et celui de l'Union Régionale Basse-Normandie)

A partir de mai 1975, les articles de FR mettent en lumière :

- la lutte contre le PS :
FRONT ROUGE n°155 -08 mai 1975-
La Convention Nationale du P.S. -page 6-
le PS tente de sortir "l'union de la gauche" de l'ornière (*Paul Lefort*)

-la lutte des militants ML dans la CGT :
FRONT ROUGE n°156 -15 mai 1975-
Rhône-Poulenc Textiles (Lyon) : un marxiste-léniniste exclu de la C.G.T.
(Correspondant Rhône-Poulenc Textiles -Belle Etoile- Lyon -page 6-

FRONT ROUGE n°159 -05 juin 1975-
Congrès de la C.G.T. :
la démocratie syndicale des révisionnistes -page 1 suite page 5-
Le 39e congrès de la CGT -page 5-
- Il est possible aujourd'hui de développer un large courant d'opposition syndicale révolutionnaire dans la CGT. Interview d'un représentant du comité d'initiative de l'OSR
- La démocratie syndicale vue par les révisionnistes :
A Ciapem Brandt, les révisionnistes du P"C"F dans la CGT prêt à saborder la section
- Sous couvert "d'indépendance syndicale" le P"C"F cherche à renforcer sa main mise sur la CGT

FRONT ROUGE n°164 -12 juillet 1975-
La chasse aux sorcières dans la CGT lyonnaise -page 4-
Chausson : le P"C"F devra rendre des comptes (*Pierre Morel*) -page 4-

FRONT ROUGE n°166 -15 septembre 1975-
PTT (Lyon) un auxiliaire licencié par un cadre… CGT -page 5-

-la lutte contre l'autogestion, et les projets réformistes

FRONT ROUGE n°162 -25 juin 1975-
- Congrès de la CGT -page 6-
- Après les assises du PS sur l'autogestion -page 6-
Le 39è congrès de la C.G.T. (*Stéphane Raynal*) -page 6-
- G. Séguy : toutes les formes d'action peuvent avoir leur valeur… pourvu qu'elles servent le programme commun !
Convention du PS sur l'autogestion ! -page 6-
- Divisions sur deux projets réformistes ! (*Paul Lefort*)

Le Quotidien du Peuple n°1 est publié le 29 septembre 1975. Front Rouge devient mensuel à partir de novembre 1975 pour son n°1 (nouvelle série).
La grande majorité des articles du QDP concernant les luttes ouvrières, relate surtout des grèves et des luttes menées par les militants CFDT et parfois CGT. Ils dénoncent également les atteintes au droit syndical. La répression contre le mouvement des appelés (comités de soldats…) va entraîner une répression (arrestations, perquisitions, Cour de Sûreté de l'État…) contre des militants CFDT qui ont pris une position de solidarité avec le mouvement des soldats. De nombreuses unes et de nombreux articles du QDP relatent ces moments de répression menée par Chirac alors premier ministre de Giscard. Les militants révolutionnaires au sein de la CFDT, sont très impliqués dans la solidarité avec le mouvement des appelés, donc en première ligne de la répression, d'autant plus que la direction réformiste de ce syndicat, n'est pas du tout d'accord avec la popularisation et le soutien qu'apportent certaines structures CFDT de base à ce que la gauche considère comme étant un mouvement « antimilitariste ».

Chapitre 7

1976 :
Vers le 37e congrès de la CFDT d'Annecy le 25-29 mai 1976

Front Rouge mensuel n°2 (nouvelle série) décembre 1975 « ***Préparons le 37eme congrès de la CFDT !*** » -pages 28-29-30-31-32-33- Dans l'introduction de l'article il est précisé que

> « *Le 37e congrès CFDT se tiendra en mai 1976 à Annecy. A l'ordre du jour de cette assemblée de syndicats :* « *la pratique syndicale* », « *l'union des forces populaires et les objectifs significatifs de la transition socialiste* »*… C'est assez dire que ce sera l'occasion d'une sévère lutte de lignes sur le bilan de l'opération lancée par le Parti Socialiste en direction de la Confédération, depuis les présidentielles de 74, et sur les perspectives politiques dont doit se doter la centrale : « autogestion » ou révolution, tel est l'enjeu !* ».

Plus loin l'article revient sur l'origine de la CFDT :

> « *C'est plus de 80 ans qu'il a fallu à la Confédération Française et Démocratique du Travail (CFDT) pour se dégager des principes de collaboration de classe ouverte qui avait présidé à la création en 1887 du premier syndicat des Employés du Commerce parisien, berceau* « *chrétien social* » *de la CFTC, fondé en 1919, mais qui ne connut ses premières* « *sections ouvrières* » *qu'en 1936, dans le textile du nord.*
>
> *Ce n'est pas avant 1964, fût-ce au niveau d'un texte d'orientation, que l'on trouve cette timide reconnaissance dans une intervention d'Eugène Descamps :* « *Nous savons que la lutte des classes est une réalité dans le système capitaliste…* ». (…) « *bien vite tempérée d'une mise en garde fortement teintée d'anti-communisme :* « *Si cette lutte est nécessaire pour accéder à plus de justice, autre chose est de la développer systématiquement, au risque de sauter dans une société totalitaire*».

Le 35e congrès et les acquis de la CFDT

L'article se poursuit par une présentation et une appréciation du 35e congrès :

> « *En fait seul le 35e Congrès confédéral de 1970 marquera un choix politique plus nettement prononcé, exprimé en particulier par les affirmations suivantes* : « *C'est en organisation anti-capitaliste que nous avons à ajuster nos comportements, à définir des objectifs et des moyens d'action afin de permettre l'avènement d'une société socialiste* » *et,* « *la stratégie de la CFDT est une stratégie offensive tendant, à travers la lutte des classes, à hâter l'instauration de cette société* ».

Front Rouge précise ce qu'il considère comme étant les acquis de la CFDT :

> « *C'est de se moment-là qu'on peut dater sous l'impulsion d'une syndicalisation de jeunes travailleurs, d'ouvrières et employées, d'immigrés (après mai 68), un certains nombre d'acquis :*
>
> - *un style de travail souvent plus « démocratique » que la CGT (assemblée générale, comité de grève…)*
> - *la reconnaissance de revendications « non hiérarchisées » et contre les conditions de travail…*
> - *la conduite de lutte « dures » (Girosteel, Joint Français, Penarroya…).*
> - *l'impulsion d'actions porteuses d'une « nouvelle légalité ouvrière » (Lip, Cerisay sur le thème « On produit, on vend, on se paie »…).*

Le courant qui, au sein de la CFDT, était plus spécialement porteur de ces aspirations légitimes des masses, a vite éclaté face aux manœuvres de l'Union de la Gauche, car aux côtés de syndicalistes révolutionnaires, on trouvait surtout des anarcho-syndicalistes et sociaux-démocrates « de gauche », *regroupés un moment en un ensemble disparate. Ils furent chargés de louanges par les groupes trotskistes qui les considérèrent pendant longtemps comme un seul bloc sous l'étiquette de* « *Gauche Syndicale* ». *Face aux partisans inavoués de la CFTC, symbolisés par Gaspard, ancien dirigeant du syndicat des enseignants (le SGEN-CFDT), et qui a scissionné l'année dernière sur une critique de droite de l'alignement sur le PS…. Il est certain qu'il existait une gauche, animée par des* « baroudeurs » *syndicaux, au style ouvert et accrocheur comme l'était par exemple le militant chrétien de gauche F. Krumnov et beaucoup de responsables de son équipe (militants de la Fédération HAbillement –CUIrs et TEXtile, de la Santé, du Commerce, du Centre Confédéral de la Jeunesse…)*

Les pressions politiques exercées par le P« C » F pour que la CFDT se rallie au programme commun, la reconstitution des forces de la social-démocratie après le congrès du soi-disant « nouveau » *PS (Epinay) 1971, eurent tôt fait d'amener une recomposition des courants politique dans la CFDT et un certain nombre de* « révisions tactiques » *en retrait (sur les mots d'ordre, le style de travail…), sous prétexte de clarification des objectifs de la Confédération !* »

Une remise en cause

Dans le passage ci-dessous de l'article de FR mensuel n°2 de décembre 1975, il est noté dans le chapitre : « Une remise en cause » :

> « *Le dernier congrès de la CFDT, le 36ème tenu à Nantes en 1973 fut considéré avec satisfaction par G. Séguy comme une première et précieuse remise en ordre, au service de l'Union de la Gauche. L'accord interconfédéral du 26 juin 74, plus couramment et clairement connu sous le nom d'« accord anti-Lip », n'a été en ce sens que la sanction du « nettoyage » amorcé par les sociaux démocrates dans ce qu'ils ont considéré un peu vite comme « leur » boutique syndicale.* »

L'article de FR se poursuit à la page 29 par une présentation de cet « ***Accord du 26 juin 74*** » sous le titre « **Deux conceptions de l' ''unité syndicale''** » il y est précisé que « l'accord conclu « dans la foulée » de la campagne présidentielle, sous la pression politique et idéologique du P"C"F et du PS qui mettaient l'accent sur « l'enthousiasme que devrait susciter chez les travailleurs le courant puissant qui portait la candidature de la Gauche » et qui selon la direction de la CGT à l'époque, « devait se continuer par un renforcement de l'unité syndicale »… De fait, il liait les mains aux militants CFDT en les amarrant à une plate-forme revendicative qui reflétait totalement les visées politiques contre-révolutionnaires de l'Union de la Gauche. Elle prenait par exemple positions :

- contre les comités de grève et la souveraineté des Assemblées des travailleurs…
- contre les Comités de soutien qui ne s'en tiendraient pas à un rôle « purement technique »…
- contre les mots d'ordre d'augmentations uniformes…

Le chapitre suivant de FR n°2, détaille « ***L'initiative d'un courant d'opposition syndicale révolutionnaire pour l'unité syndicale sur des bases de lutte de classe*** » et notamment le rôle et le soutien des marxistes-léninistes de Front Rouge à la lutte des travailleurs de Lip, le lancement d'un projet de construction d'un courant d'opposition syndicale révolutionnaire. L'article retrace dans le chapitre « **L'opération des Assises** » quelques points historiques et en précise le contexte et le but.
A la page 30 sous le titre « **La réplique syndicaliste révolutionnaire s'organise** » est rappelé le rôle du PCRml et des syndicalistes révolutionnaires dans la CFDT. Le chapitre « **A propos des positions internationales de la CFDT** » précise en 6 points, les liens quelle entretient avec la CMT, la CISL, la FST, la CES (les différentes structures syndicales internationales), la complicité des réformistes avec le sionisme, la nécessité de démasquer l'orientation confédérale…
Dans le chapitre qui commence en fin de page 31 et qui est intitulé « ***Où va la CFDT ?*** » indique très justement à la page 33

> « *Le 37e Congrès est préparé par les dirigeants réformistes de la confédération sur la base d'une réactivation de « L'Union des Forces Populaires » (fondée sur l'espérance d'un rééquilibrage de la gauche, favorable à la social-démocratie) et de l'adoption souhaitée de cette « stratégie de la transition au socialisme ». Transition par étapes (au même titre que la « démocratie avancée » du P« C »F), pacifiquement (par la combinaison de « luttes de masse » et de « débouchés électoraux »), en associant les travailleurs au maintien de leur exploitation (sous couvert de « pouvoir de décision ») : voilà comment se mettrait en place la « stratégie autogestionnaire » d'aménagement du capitalisme, élaborée par les réformistes comme alternative au projet révisionniste de capitalisme d'État et au « libéralisme musclé » giscardien !* ».

Ces très larges extraits de l'article de FR nous montrent que la présence des militants révolutionnaires au sein de la CFDT, ne fut pas « un long fleuve tranquille » mais le résultat d'un contexte, d'un choix et d'une lutte. Il éclaire également sur le rôle néfaste du soutien à l'Union de la gauche et au Programme Commun dans les stratégies de la CGT et de la CFDT.

1976 : Le PCMLF (HR, Prolétariat) et la CFDT

L'année 76 c'est la poursuite de la montée du chômage de masse, conséquence de l'aggravation de la crise. C'est aussi la mise en place du gouvernement de Raymond Barre et de sa politique d'austérité.
Le travail intérimaire se développe. Il est un élément d'adaptation à la crise, qui engage un processus de mutation de la classe ouvrière, la division et l'atomisation du collectif ouvrier.
L'actualité internationale est très riche cette année : Angola, Liban, Palestine, URSS, Chine, Portugal…

Sur le plan idéologique, l'année 1976 est capitale car :

-Le PCF abandonne la DDP lors de son XXIIe Congrès ;

-Edmond Maire fait la chasse à ce qu'il appelle les « coucous » c'est-à-dire tous ceux qui à des degrés divers s'opposent à l'intérieur de la CFDT, à l'Union de la gauche et à Mitterrand (gauchistes, trotskistes, libertaires, marxistes-léninistes…). En fait le « recentrage » et la « normalisation » dans la CFDT est en gestation dès 1972-73, commence en 1974, se systématise en 1976 avant le 37e congrès d'Annecy (25 au 29 mai) comme le montre **la lettre ouverte du PCRml à la CFDT** **(voir annexe 19)**, et devient la norme en 78-79.

-En Chine, Chou en Laï et Mao décèdent ;

-c'est la campagne autour des dissidents de l'Est ;

-c'est l'offensive des « nouveaux philosophes » qui démarre

Un contexte de luttes

Dans ce contexte il y a manifestement une volonté et une montée des luttes ouvrières et des petits paysans, dont certaines sont emblématiques : la mobilisation autour des sujets comme le nucléaire (Malville), le Larzac (les paysans contre l'armée), l'essor des luttes étudiantes contre la réforme Soisson, celles des travailleurs immigrés, des cheminots, des Caisses d'Epargne, des viticulteurs qui subiront la répression (un paysan tué par les flics de Giscard-Poniatowski), Lip et la coordination des luttes, la mobilisation contre le plan Barre (notamment le 7 octobre), la lutte contre les licenciements à Bourgogne-Electronique, Rhône Poulenc textile, Fougères, les grèves à Renault, Griffet, Thomson-Chauny, la mobilisation contre le barrage de Naussac, la vague de luttes ouvrières dans le Nord etc…

Grèves, occupations : luttes des travailleurs du livre

Darboy : « le Lip de l'imprimerie »

Dans la foulée de Lip, en février 1974, les ouvriers de l'imprimerie Darboy à Montreuil, avaient refusé leur licenciement sans indemnités. Ils avaient décidé d'occuper leur entreprise et de se passer de leur patron. Comme à Lip, ils vivent, mangent, travaillent et luttent ensemble. L'occupation durera trois mois. Un film sera réalisé par l'équipe de Cinélutte et sortira en 1975.

Un passé et des traditions de lutte de classe

Le secteur des travailleurs du livre a un passé et des traditions de luttes et c'est naturellement que dans les années 74-75-76 des combats exemplaires y furent menés.

« Révo » pour un front commun

L'hebdomadaire trotskiste de l'OCR : « **Révolution !** » publie dans son n°66 du 11 octobre 1974, un dossier pages 8-9- : « **Imprimeries en lutte : Pour un front commun des travailleurs du livre** » et rappelle le contexte :

> « *projet de concentration des grandes imprimeries du secteur offset au niveau parisien, menaces de fermeture et de licenciements :*
> *telles sont les échéances auxquelles sont confrontés les ouvriers. Au premier rang les travailleurs de l'imprimerie La Néogravure qui emploie à Paris et dans ses filiales de province (N.E.A. à Lille, Braun à Mulhouse, Oberthur à Rennes) plus de 6 000 personnes.* ». L'article se poursuit en indiquant « *Avec Darboy –le Lip de l'imprimerie-* (…) *Pour la première fois depuis 1968 une grève longue, résolue, ne se terminait pas par un échec.* ».

Le dossier de « **Révolution !** » revient sur :
--les « Licenciements et répression dans l'édition » (infos du Syndicat parisien du livre CFDT) –page 8-) ;
--Chaix-Néogravure : Face à la menace patronale –page 8- ;
--L'empire de Paribas –page 8- ;
--Draeger à Montrouge : Adolf, tu resteras dans le couloir ! –page 9- ;
--Pour comprendre l'offensive des patrons du livre –page 9-
Dans le n°71 du 15 novembre 1974 de « **Révolution !** » :

- une « ***interview d'un camarade de Révolution*** » revient sur « **La solidarité avec le Néogravure** » -page 6-

- un article : « **Imprimerie en lutte. La grève avec occupation de la Néogravure : Après deux semaines où en sont ''ceux de la Néo''** » -page 11-

- un dossier sur « **La crise de la presse capitaliste** » pages 7-8-9-10 :

--concentration capitaliste et liberté de la presse –page 7-
--La presse française en quelques chiffres –page 8-
--Révolution ! était là –page 8-
--Le groupe de presse Hersant : un groupe très spécial –pages 8-9-
--La longue histoire de la pieuvre Hachette –pages 8-9-
--La presse de la Libération : espoirs et illusions –page 9-
--La presse bourgeoise ment. Chaque jour votre journal vous empoisonne
--Le scandale de l'intox. Le chef d'orchestre de l'intox : « Le Parisien Libéré » -page 10-
--Défendre la presse d'opinion –page 10-
--Liberté de la presse et dictature du prolétariat –page 10-

Ils occupent, ils impriment toujours… les travailleurs de Caron-Ozanne et de l'IMRO

Caron-Ozanne

A Caen les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne mènent une lutte contre les licenciements depuis le 5 juin 75 qui se terminera dans la nuit du 19 au 20 mai 1976 par une intervention policière.
L'HR soutiendra cette lutte qui dura 11 mois **(voir annexe 17)**.
L'HR n°440 –mercredi 3 mars 1976- annonce en page 6 la sortie du huitième numéro d'Ouest-Licenciements, journal imprimé par les travailleurs.
L'HR n°465 –mercredi 7 avril 1976- en page 6 est annoncée la parution d'un nouveau numéro d' « Ouest-Licenciements ».
-HR n°496 –mardi 25 mai 1976- « Caron-Ozanne (Caen) : La riposte s'organise –pages 1- 4-
HR n°500 –1er juin 1976- « Communiqué des travailleurs de Caron-Ozanne : Réponse à François Régis Hutin » (L'AG des travailleurs de Caron-Ozanne) –page 4-
-HR n°502 –jeudi 3 juin 1976- « Interview des travailleurs de Caron-Ozanne (L'AG des travailleurs de Caron-Ozanne) –page 4-
« Les travailleurs de Caron-Ozanne déclaraient par ailleurs dans un bilan de la grève publiée dans ''Inform'action'' CFDT – Livre n°19 d'avril 1976 : » -page 4-

quelques infos supplémentaires :

Une brochure intitulée : « **Les Caron-Ozanne racontent leur lutte** » sera éditée en 1977.

Un livre sera édité au Cahier du Temps en 2009 : « **Caron-Ozanne : Une expérience d'autogestion en Normandie. 1975-1977** » -Les auteurs : Patrice Brückmann, Pierre Coftier, Alain Lambert, François Le Gros. Préface de Charles Piaget.

Un film de Gilles Bourgeois sur cette lutte sera réalisé et sortira en 2007-

1975-1976 : Le rapport de force s'inverse

IMRO

La lutte commencée le 29 septembre 1975 par les travailleurs de l'IMRO « Imprimerie Rouennaise occupée depuis le 29 septembre 1975 », va se poursuivre en 1976. Le lundi 20 septembre 1976, les dirigeants de la Fédération française des travailleurs du livre CGT décident d'exclure la section CGT de l'IMRO.
L'HR n°553 –mardi 26 octobre 1976- annonce : « *Contre vents et marées : Les travailleurs de l'IMRO continuent le combat* » -pages 1 et 4-
L'HR n°573 –jeudi 25 novembre 1976- reproduit en page 4 un « Appel des travailleurs de l'IMRO » et l'annonce d'un « Meeting de solidarité - IMRO » avec notamment l'organisation de 4 forums :
Démocratie syndicale et démocratie ouvrière
La répression des luttes
La place des femmes dans les luttes
La culture et les luttes
L'HR n°578 –jeudi 2 décembre 1976- annonce : « Mardi soir : Salle comble pour l'IMRO » -page 1-
l'HR n°579 –vendredi 3 décembre 1976- publie un compte-rendu du meeting : « IMRO Rouen : Non aux licenciements » -page 4-

En 1977 un livre popularisant cette lutte des travailleurs « racontée par eux-mêmes » sortira sous le titre : « **IMRO : Des travailleurs aux pieds nus**. » éditions Fédérop. Il sera en partie reproduit en feuilleton dans le ***Quotidien du Peuple*** du n°741 (mercredi 6 septembre 1978) au n°770 (mardi 17 octobre 1978), car le n°771 du mercredi 18 octobre 1978, annonce en page 7 : « *Le feuilleton : En raison de la réduction de la pagination du Quotidien du Peuple nous avons décidé de suspendre la publication en cours pour accorder le maximum de place à l'actualité.* ».
Un film de 40 minutes relatant la grève et l'occupation sera réalisé avec les travailleurs de l'IMRO : « **Chômage sur la ville** » . Le film commencé en mars 1976 sera terminé en septembre 1976.
Le livre « IMRO : Des travailleurs aux pieds nus » revient sur les raisons et l'histoire de ce film dans la quatrième partie « Une approche de la culture ouvrière » et le sous-chapitre « Un film de lutte » -pages 271 à 275- . A la fin de ce très intéressant livre sur cette lutte, l'ouvrage se termine par la « Chronologie d'une lutte –pages 330 à 334 et l'annonce du film page suivante.

Féminisme et syndicalisme

Dans les syndicats, la présence de plus en plus importante de féministes (voir par exemple les commissions féminines dans la CGT) provoque des débats, des réactions positives… mais aussi négatives. L'épisode du 1er mai 76 ou le service d'ordre de la CGT a agressé un cortège de militantes féministes reste dans les mémoires, comme le suicide le 20 octobre 1981 de Georgette Vacher (permanente à l'UD CGT du Rhône) ou l'arrêt en 1989 de la publication du magazine féminin « Antoinette » édité par la CGT.
Ils illustrent les difficultés et les réactions conflictuelles des féministes au sein de la CGT. La CFDT a eu une attitude beaucoup plus habile et favorable aux féministes, même si cela ne s'est pas fait sans remous.

Liens au sujet du magazine Antoinette, du suicide de Georgette Vacher et des commissions féminines :

--Mémoire de Raphaëlle MARX en 2002 :
Debout, les damnées de la terre ! Les commissions féminines de la CGT du Rhône, 1970-1982
--Antoinette (CGT) : Une histoire unique dans la presse féminine (Wiki)
--Georgette Vacher, « « On est tous morts de mort violente » », revue **Agone**, 28 | 2003.
--Les travailleuses et le féminisme (1945-1979)
--Mémoire : Nathalie Lagneau
--Des ouvrières en lutte dans l'après 1968 : Rapports au féminisme et subversions de genre
par Fanny Gallot et Eve Meuret-Campfort

Ouvrages et travaux :

-***Les vies posthumes de Georgette Vacher*** par Fanny Gallot
-***Chacun compte pour un*** –Georgette Vacher- Lyon 1989
-Georgette Vacher, « ***« On est tous morts de mort violente »*** », revue Agone 28
« ***La mise à mort d'Antoinette*** » de Charles Jacquier inAgone n°28 - Lutte des sexes & lutte des classes.

Autour de l'histoire du magazine Antoinette par *Elyane Bressol* –IHS CGT -2010-

Les Féministes de la CGT. Histoire du magazine Antoinette (1955-1989)
Paris, Éditions Delga –2011 –pages 160 à 164-
68, une histoire collective (1962-1981) » - sous la direction de Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, La Découverte, 2008. –pages 271-272- « ***Le geste ultime de Georgette Vacher*** »

Presse Articles :
L'Humanité Rouge n°460 –mercredi 31 mars 1976- « Une revue de la CGT « Antoinette, faible femme » (par un lecteur) page 7
Résister Revue de débat syndical n°6-7 –février 1982-
Rubrique : Femmes / CGT
Articles :
-CGT : Du ménage chez les femmes (par Anne Molinié) –pages 29 à 31-
-Lettre de l'UD de Paris A propos d'Antoinette –avril 1981 (extraits) –page 30-
Rubrique Femmes
Article :
-Georgette, femme, syndicaliste, antibureaucratique : « Le dos au mur » (CT) –pages 32-33-34-
Résister revue de débat syndical supplément au n°8 –mai 1982-
« Grève à ''Antoinette'' (4 pages)
Résister Revue de débat syndical n°9 –octobre 1982-
Femmes CGT
-Le comité de soutien à Antoinette « Vivre autrement dans la CGT ? » (Anne Gremond) –pages 31-32
-Une lettre de Georgette Vacher, militante CGT : La bureaucratie quotidienne –pages 33-34-35-

Cinéma : A signaler également que :
-JP Thorn avait intitulé son film sur l'Alsthom « **Le dos au mur** » en 1981 ;

-Georgette Vacher avait écrit dans une lettre quelle était « *le dos au mur* » ;
-Jean-Pierre Thorn a fait un film directement inspiré de l'affaire et du suicide de Georgette Vacher : « **Je t'ai dans la peau** » en 1990.

Solidarité avec Roland Agret - écologie – comités de chômeurs – résidents Sonacotra –

Roland Agret victime d'une erreur judiciaire continue son combat (grèves de la faim) il mettra même plusieurs fois sa vie en danger (voir HR n°473 –samedi 18 dimanche 19 avril 1976 « L'affaire Roland Agret » -p.6-).

Les luttes concernant l'écologie deviennent très présentes, surtout qu'en janvier l'Olympic Bravery fait naufrage vers Ouessant et provoque une grave pollution en déversant des centaines de tonnes de mazout. En juillet en Italie a lieu la catastrophe de Seveso. L'HR n°518 –samedi 26 dimanche 27 juin 1976- publie une enquête page 8 : « *Quelques problèmes posés par le mouvement écologique* ». La montée en puissance du courant écologiste, va en 1977 se concrétiser par une percée électorale très nette aux municipales et deviendra un enjeu de récupération politique de la part de tous les partis bourgeois de gauche comme de droite.

Devant la poussée du chômage, des comités de chômeurs se créent. La lutte des résidents des foyers Sonacotra se généralise…

Lip, c'est pas fini !

Malgré la volonté du pouvoir d'en finir avec la lutte (et le symbole) des travailleurs de Lip, des initiatives continuent de les mettre sur le devant de l'actualité, comme en témoigne les articles publiés par l'HR en février-mars : **(voir annexe 24)** ou ceux du QDP dont voici quelques exemples de titres d'articles :

-QDP n°154 -mardi 6 avril 1976- « Lip, c'est pas fini ! » -page 1- (YC)
-QDP n°177 -mercredi 5 mai 1976- « Occupation, manifestations : les Lip préparent les journées portes ouvertes » (Gérard Privat) -pages 1 et 4-
-QDP n°178 -jeudi 6 mai 1976- « Les Lip comptent sur les journées " portes ouvertes " » (*Gérard Privat*) –page 4-
-QDP n°180 -samedi 8 mai dimanche 9 mai 1976- « Lip : Portes Ouvertes : Interview de Charles Piaget, responsable de la section CFDT » (Interview réalisée *par Gérard Privat*) –page 2-
« Tous aux journées " portes-ouvertes " chez Lip : samedi et dimanche dans l'usine de Palente » -page 4-

Coordination des luttes : Griffet, Lip, infirmières… (voir annexe 24)

A noter la participation de l'IMRO à la seconde coordination des luttes sur l'emploi à Besançon le 10-11 septembre 1976.

Le caractère nouveau de la CFDT

L'éditorial de l'HR n°417 –mercredi 28 janvier 1976- dénonce : « Une nouvelle attaque contre la CFDT »
La nomination d'un OS de Peugeot-Mulhouse, délégué CFDT, comme « conseiller » d'un secrétaire d'État au ministère du Travail

« *recouvre en fait une nouvelle attaque contre un syndicat qui regroupe de plus en plus les travailleurs les plus combatifs qui entendent mener la lutte classe contre classe et s'opposent ainsi à la direction de la CGT aux ordres du PCF.*
Ce caractère nouveau de la CFDT inquiète manifestement le gouvernement Giscard. (…)

Il n'est pas étonnant de voir le PCF et sa CGT voler au secours du gouvernement pour lui prêter main forte dans cette entreprise calomnieuse. L''humanité'' s'étend complaisamment sur la ''tendance naturelle de la CFDT au réformisme'' en s'indignant vertueusement de cette nomination. Mal lui en prend ! Car il n'est pas difficile de percer à jour le sens caché de cette manœuvre. Et il est intéressant de noter, une fois de plus, que ce n'est pas à la CGT mais bien à la CFDT que peut s'exprimer une combativité des travailleurs telle qu'elle inquiète à ce point le patronat et son gouvernement.

Une fois de plus ces grandes manœuvres risquent de faire long feu. Le Bureau confédéral de la CFDT a déjà souligné : ''Il s'agit là d'une astuce publicitaire dont nous faisons les frais. C'est une nouvelle manœuvre. L'orchestration faite à propos de cette nomination vise à nuire à la CFDT''.

Les ouvriers et travailleurs révolutionnaires regroupés au sein de la CFDT, sauront exiger de leur direction syndicale les mesures qui s'imposent dans cette affaire.
Les militants CFDT, CGT ou non-syndiqués, luttant sur des positions de classe, sauront aussi dénoncer vigoureusement cette campagne qui vise directement le développement de leur combat et intensifier leur offensive contre le patronat, son gouvernement et tous les tenants du maintien de leur exploitation. »

Le Rassemblement National Ouvrier du 14 février 1976

En février l'HR organise un grand rassemblement regroupant près de 10 000 travailleurs (voir l'HR n°430 –mardi 17 février

1976- et le n°431). L'intervention de Jacques Jurquet sera publiée dans 6 n° de l'HR (n°431 –page 8, le n°432 -page 8, le n°433 –page 8, le 434 –page 8, le 435 –page 8 et le n°436 page 6).

La campagne pour la libération de Romain Le Gal -avril 1976 – septembre 1976-
(voir annexe 21 la liste des articles publiés dans l'HR)

Le samedi 10 avril 1976, trois militants de l'HR sont arrêtés à Lorient

> « *lors d'un collage ont été déférés le lundi 12 avril devant la Cour de sûreté de l'État et inculpés de reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF).*
> *Romain Le Gal, employé et Jean David, infirmier, ont été placés sous mandat de dépôt tandis que Jacques Leforestier, étudiant a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire* » (HR n°470 du 14/07/76) –page 1-

Un comité de soutien, à l'initiative des parents et amis des camarades est créé.

Les deux n° suivants de l'HR indiquent en pages 3 « ***Que faire en cas d'interpellation*** » (HR n°471 –jeudi 15 avril 1976-) et ***« Que faire en cas d'interpellation policière ?*** (2) **: Les perquisitions** » (HR n°472 –vendredi 16 avril 1976).

L'édition du mercredi 21 avril 1976 de l'HR n°474 annonce en page 1 la libération de J. David « *Devant l'inconsistance du dossier, Jean David a été libéré. Mais il reste Romain Le Gal, et avec lui de nombreux autres prisonniers politiques.* ».

Le n°479 –mercredi 28 avril 1976- précise dans l'article de la page 1 : « **A l'action pour la libération de Romain Le Gal !** » « *que partout dans les syndicats, notamment la CFDT à laquelle appartient Le Gal, dans leurs entreprises, leurs quartiers, leurs établissements scolaires, les marxistes-léninistes soient à l'initiative !* ». L'article réclame également la libération de « *Siméoni, de Tesseyre et des autres prisonniers politiques.* ».

Siméoni est un responsable de l'UPC (Union du Peuple Corse).

Albert Tesseyre est un paysan membre d'un comité d'action viticole arrêté le 1er avril 1976 qui fut emprisonné aux Baumettes à Marseille pendant 72 jours **(voir annexe 21)**

Le QDP 249 mercredi 8 septembre 1976 publie une page réalisée par l'HR intitulée « ***Liberté pour Romain Le Gal*** » -page 9-

Romain Le Gal est libéré le 9 septembre 1976, après une campagne de solidarité de cinq mois. L'HR aura consacré plus d'une quarantaine de ses numéros avec des articles pour le soutien à Romain.

HR et le 37e congrès de la CFDT (Annecy 25 au 29 mai 1976)

Liste des titres de l'HR du 24 mars au 26 mai 1976 concernant **les luttes et la CFDT en 1976 -avant le 37e congrès CFDT-** **(voir annexe 20)**

Sélections de quelques titres d'articles de l'HR pendant et après le 37e congrès de la CFDT
(voir annexe 20)

L'HR et les centrales nucléaires : du soutien à la contestation… (voir annexe 22)

La revue Prolétariat et les luttes en 76

Durant l'année 1976 : « Prolétariat » (Revue théorique et politique marxiste, léniniste et de la pensée – Maotsétoung) ne sort que deux numéros : le 12 et le 13.

-Deux articles dans le n°12 sont consacrés aux luttes ouvrières (dans les deux cas la CFDT et les ML y ont un rôle important) :

1 – Rhône-Poulenc (Vitry) interview sur une lutte –pages 13 à 19-
2 – Orlane : récit d'une victoire –pages 19 à 25-

-Deux articles sur les luttes, dans le n°13 de Prolétariat :

1 – Trois semaines de grève à la CEPEM-Orléans –pages 10 à 19-
2 – Venus des usines : Quelques éléments d'enquête –pages 20 à 23-

QDP (PCRml) : préparation du 37e Congrès de la CFDT

La direction CFDT veut colmater les brèches avant le congrès de mai

-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°92 -samedi 24 dimanche 25 janvier 1976- annonce en couverture le :
Conseil National de la CFDT. A la page 6 : l'article de Stéphane Raynal montre l'enjeu du prochain congrès CFDT « *Ouverture du conseil national de la CFDT : Colmater les brèches avant le congrès de mai* ».

-Dans LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°95 -mercredi 28 janvier 1976- l'article annonce la préparation d'un grand « nettoyage » au sein de la CFDT. : « -Conseil National de la CFDT : avant le Congrès. La direction prépare le ménage (*Stéphane Raynal*) » –page 3-
-Une série d'articles sera publiée sous le titre « **Où va la CFDT ?** » à la rubrique « **Questions syndicales** » sur trois numéros du QUOTIDIEN DU PEUPLE :

1 -QDP n°110 –vendredi 13 février 1976 **Questions syndicales** –page 2-
37 congrès CFDT
Où va la CFDT ? -1-
-Les conditions du débat (par Stéphane Raynal)
-A la S.A.C.M. Mulhouse, le PS prépare le Congrès !
-La CFDT et les contradictions de la gauche
-L'enjeu du Congrès
-Tirer le bilan des assises du PS

2 –QDP n°115 –jeudi 19 février 1976
« **Questions syndicales** –page 2- *37 congrès CFDT*
Où va la CFDT ? -2-
Autogestion ou révolution ?(Stéphane Raynal)
La stratégie de la direction confédérale CFDT
Des objectifs "significatifs" de transformation "conduisant au socialisme autogestionnaire" (extrait du Rapport du CN CFDT du 19 avril 1974)
"La transition vers le socialisme" (Selon la direction confédérale CFDT) »

3 –QDP n°116 –vendredi 20 février 1976
« **Questions syndicales** –page 6- 37 congrès CFDT
Où va la CFDT ? -3-
"La gauche n'est pas crédible" (Stéphane Raynal)
La voie de la lutte
La CFDT mettra tout en œuvre pour : (extrait de la résolution générale du Conseil National CFDT)
Quand Maire se réjouit (extrait d'une intervention au Congrès de Grenoble de la Fédération de la Métallurgie CFDT) »

-Front Rouge mensuel n°4 (ns) février 1976 « Où va la CFDT ? » –pages 10-11-12-13-

-L'OSR lance un bulletin mensuel en mars 1976 : « Brisons nos chaînes **» le n°1 annonce « Faire de nos syndicats un outil pour le développement de nos luttes ».**
-Front Rouge mensuel n°5 (ns) mars 1976 « Lettre ouverte à Edmond Maire et à la Commission exécutive de la CFDT » -du comité central du PCRml -pages 46-47- Cette lettre est également publiée dans LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°130 - mardi 9 mars 1976- dans la rubrique Politique page 7 :
Le QdP et FR publient une «**Lettre ouverte à Edmond Maire et à la Commission exécutive de la CFDT -** du comité central du PCRml » **(voir annexe n°19)**

Mars 1976 : CFDT et nucléaire

-Le mardi 16 mars 1976, la CFDT organise une conférence de presse sur le nucléaire.
-Le vendredi 19 mars 1976 le QDP n°139 publie en page 6 une brève : « La CFDT contre le programme nucléaire » il y est précisé que Michel Rolant a

> « *expliqué que la CFDT n'était pas contre le nucléaire « à priori », mais qu'elle dénonce la dégradation rapide des conditions de travail et de sécurité dans les centrales* » le passage « *précipité aux sur-générateurs (centrales à neutrons rapides)* » et la « *répression contre les militants syndicalistes dans ces établissements.* ». L'article se termine par l'indication que « *les travailleurs de l'usine de la Hague* » (…) « *ont particulièrement dénoncé le manque de sécurité dans cette usine* » et « *les dangers très importants qui pourront résulter du démarrage, dans ces conditions d'une nouvelle unité de traitement d'oxydes de haute activité (HAO).* ».

Avant le 37e congrès national de la CFDT : le congrès régional de la CFDT – Lorraine

L'HR n°452 du vendredi 19 mars 1976 annonce sa réponse favorable à sa participation le 21 mars au rassemblement communiste du PCRml : « **21 mars : Sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes** » -page 3-
-le dimanche 21 mars 1976 le PCRml organise avec l'UCJR un « Rassemblement Communiste » avec une manifestation et à la Mutualité des débats, rencontres et un meeting de plusieurs milliers de personnes. (QdP n°140 à 145). Le même jour de République au Père Lachaise, l'HR organise une commémoration pour le 105e anniversaire de la Commune de Paris, avec la participation d'un cortège du PCRml. Plusieurs milliers de personnes manifestent derrière une banderole indiquant « *Pour un parti marxiste-léniniste unique* » (voir HR n°454 –mardi 23 mars 1976- pages 1 et 3).

-le 21 mars à eu lieu un congrès régional en Lorraine. Le QDP n°145 du vendredi 26 mars 1976, sous la rubrique « **Questions syndicales** » en page 4, annonce : «Le congrès régional de la CFDT - Lorraine : Un premier recul des réformistes (*Correspondant Nancy*) » dans cet article, nous apprenons que :

> « *La Lorraine devait servir de banc d'essai pour les réformistes du PS à leur tentative de normalisation. Dans le rapport préparatoire figurait une phrase visant à exclure de la CFDT les syndicalistes révolutionnaires (à commencer par les militants du PCR). Mais les dirigeants réformistes n'ont pas même tenté le coup, le 21 mars, lors du Congrès, car ils savaient que la majorité des mandats se retourneraient contre eux à ce propos ! Dans le cours des discussions, il n'y a guère eu de surprises ; les éléments réformistes étant prépondérants parmi les mandatés…*
>
> *Ce qui passe au premier plan de la résolution finale, c'est en fin de compte la « victoire de la gauche aux cantonales » et la « perspective d'un socialisme autogestionnaire ». Sont reléguées au deuxième plan les questions de la répression, des licenciements des délégués et du mouvement d'ensemble : une paille !*
>
> *A été adopté un texte sur « le rôle prépondérant des militants dans le syndicat » qui reste à appliquer ! A été approuvé également le discours du secrétaire réformiste (Troglic) se démarquant du PCF et du PS sur la question de l'armée. Mais aux élections du nouveau conseil de l'Union Régionale Interprofessionnelle, les membres présentés par le conseil sortant n'ont obtenu que 2/3 des voix, pour la première fois en Lorraine ! Ce qui montre, comme le disait un syndicaliste révolutionnaire mandaté au Congrès : « C'est fini le temps où dans le syndicat c'était l'unanimité ». La lutte de classe fait son chemin dans le syndicat !* ».

Avant pendant et après le 37e congrès national de la CFDT : Le conflit à Bourgogne-Electronique

La bataille de Bourgogne-Electronique :

-Du mois de mars à septembre 1976, va se dérouler une lutte ouvrière d'importance à Bourgogne-Electronique (groupe Thomson) sur Dijon. Cette lutte est importante car le PCRml et la CFDT locale y joueront un rôle clé.

Cette lutte commence par une grève avec occupation pour 400 F pour tous ! le 15 mars 1976 (voir le QDP n°136 -mardi 16 mars 1976). L'occupation dure jusqu'à fin avril (vers le 20). Puis à la reprise, c'est une nouvelle étape dans la lutte car le patronat furieux de la mobilisation des ouvrières de BE, de la mise en place d'un comité de grève, va s'engager dans un processus répressif et organiser le licenciement de vingt-trois personnes, dont sept délégués du personnel et un délégué syndical. Jusqu'au mois de juin, la solidarité s'exprimera principalement dans l'usine BE par des grèves, le soutien aux 23 pour leur réintégration, contre les licenciements. Puis mi-juin, la bataille se fera en partie devant le tribunal des prud'hommes. Les organisations révolutionnaires et notamment le PCRml est présent dans l'usine avec une cellule d'entreprise et dans la section CFDT. D'ailleurs, la deuxième réunion nationale des cellules d'entreprises du PCRml (regroupant une centaines de cellules) a lieu le 20 mars et des camarades du PCRml participent à une commission sur la caractérisation des luttes aujourd'hui (voir **Front Rouge** (ns) mensuel n°6 d'avril 1976 « deuxième réunion nationale des cellules d'entreprises » pages 8-9-10-11-12-13.

Cette lutte est tout à fait symbolique, mais aussi symptomatique de toutes les difficultés et des manœuvres mises en place par la direction de la CFDT, du PS, du P « C » F, de la CGT et du patronat… pour briser une lutte ouvrière qui aura un écho très important avec la constitution de comités de soutien, l'organisation d'une solidarité ouvrière pendant plus de 6 mois. Le QdP se fera l'écho dans plus d'une soixantaine de numéros de cette lutte par la publication de plus de 112 articles, sans compter un article dans FR n°7 de mai 1976 « ***Bourgogne-Electronique Dijon : problèmes de la lutte pour la réintégration des 23*** » -pages 7-8-9-

Une ouvrière de Bourgogne-Électronique sera même déléguée au 2e congrès du PCRml du mois de juin.

Premier mai syndical unitaire (CGT, CFDT…) :

-Ce 1er mai 1976 marque une mobilisation importante. Tant dans les cortèges syndicaux que dans les cortèges des ML, le P« C »F a rejeté la notion de dictature du prolétariat en février, de nombreuses luttes ouvrières ont éclaté (Bourgogne-Electronique est en grève depuis plus d'un mois).

-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°173 -jeudi 29 avril 1976- annonce en une : « **1er mai : Pour un syndicalisme révolutionnaire dans les cortèges CGT CFDT** » et en page 5 dans la rubrique « Questions syndicales », *Stéphane Raynal* précise l'axe de ce 1er mai « *Pour affirmer le syndicalisme révolutionnaire dans les cortèges CGT-CFDT* ».

-Le PCRml appelle à une manifestation le matin « Pour un 1er mai révolutionnaire » et le soir à Paris organise avec l'UCJR (Union Communiste de Jeunesse Révolutionnaire) une fête de '**Rebelles**', du nom de son journal mensuel. Le programme de cette fête est détaillé dans le n°174 du QdP (30 avril-2 mai).

La une comme le contenu du QdP n°175 du 3 mai montre bien les principaux axes politiques mis en avant par les ML dans la période :

- Bourgogne-Electronique 23 travailleurs menacés de licenciement : Refuser tout licenciement -page 1- (suite p.4)

1er mai à Paris, plus de 150 000 à la manifestation syndicale : Importante mobilisation populaire -page 1- (suite p.5)

> 1er mai à Paris, le matin à Oberkampf : Vif succès de la manifestation appelée par le Parti Communiste Révolutionnaire ml (voir p.6)

Fête de Rebelles -page 9 : Un grand succès pour l'UCJR

La jeunesse aux côtés des peuples du monde
Extraits de l'intervention de J.F Vitte

Vive la dictature du prolétariat ! Vive la France socialiste ! (*Gabriel Ferréole*) -page 12-

L'article de Gérard Privat précise que « *Les contradictions entre les aspirations des travailleurs et les projets des confédérations s'affirment de plus en plus nettement.* » il note la présence de « *beaucoup de représentations de travailleurs étrangers dans la manifestation.* » du cortège des travailleurs immigrés de la Sonacotra (dans le n° du lendemain, il fera un article intitulé « **SONACOTRA : Après le 1er mai, consolider et étendre la lutte** ».

Le QdP n°176 (mardi 4 mai) revient en page 10 sur le **1er mai révolutionnaire à** Lyon, le succès de la fête populaire (plus d'un millier de personnes), sa forte participation ouvrière et la manifestation combative (500 personnes) à l'appel de la Fédération Rhône-Loire du PCRml.

L'agression des féministes et des grévistes de la Sonacotra par le service d'ordre de la CGT dans le défilé du 1er mai 1976 (vue par le QDP et l'HR)

Dans la page 10 (QDP 176), un article d'une lectrice revient sur l'agression du SO de la CGT contre des militantes femmes :

« **Paris : La manifestation syndicale du 1er Mai** »

> *Un cortège autonome de femmes regroupant principalement des femmes de quartiers et de la banlieue parisienne était prévu. Nous n'étions intégrées nulle part dans la manifestation. Au moment du départ, nous avons été l'objet de provocations de la part du service d'ordre de la CGT, décidée à ne pas nous laisser partir. De nombreuses camarades ont été tirées par les cheveux et violemment frappées au ventre. A plusieurs reprises, nous avons tenté de forcer le service d'ordre pour avancer, soutenues par des camarades, face aux mots d'ordre de la CGT : « Union, action, programme commun », aussitôt des mots d'ordre tels que : « Pas de socialisme sans libération des femmes » ou bien « CGT fasciste, unité 1er mai » sont repris. Les camarades de la CFDT du Val de Marne contactés, nous ont intégrées dans leur cortège.*
>
> *Les agressions de la CGT contre nous ne sont pas un fait nouveau, mais c'est la première fois que la CGT essayait d'empêcher un cortège autonome de femmes de partir ou même l'agressait.* »

Le n°178 du QdP du jeudi 6 mai, publie en page 10 dans la rubrique courrier, deux lettres de lectrices sur le sujet des agressions de la CGT (et du P « C »F) dans la manif syndicale du 1er mai. Une lectrice raconte « *Les agressions du P« C »F* » contre « *les travailleurs immigrés…* » et notamment celle d'une militante algérienne qui diffusait un tract du Comité Coordination Sonacotra.

L'autre lectrice, dans son article « **… et contre les groupes femmes** » rappelle comment le SO de l'UD-CGT des Yvelines « *voulait empêcher le cortège des groupes de femmes militantes de quartier et du MLAC (Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception) de rejoindre la manifestation* » et comment les intervenants au nom de l'UD CGT « *réagirent très violemment, utilisant les bâtons de leurs banderoles pour frapper les camarades.* ». Cet épisode où les gros bras de la CGT ont cogné les femmes voulant s'intégrer au cortège, n'hésitant à crier des « *slogans* » inqualifiables : « *mal baisées !* », « *elles mouillent* », « *putains* »... fera l'objet d'une nouvelle condamnation au sein même de la CGT lors d'une Conférence femmes CGT en 1977. Réponse d'une camarade de l'Agriculture au camarade de l'UL Paris 2ème : sur l'apport des militantes groupes femmes dans la CGT. Mise au point sur les contrevérités à propos du 1er mai 1976. Enregistrement : Laura Laufer.3'51

L'HR n°482 –mardi 4 mai 1976- publie en page 3 dénonce également cette agression : « Violences du ''service d'ordre'' CGT contre le groupe des femmes ». Sur la même page nous trouvons aussi l'article : « Contre les travailleurs immigrés grévistes des foyers Sonacotra : Attitude fasciste des bonzes CGT de Triton ».

HR n°494 –jeudi 20 mai- publie en page 5 une « Lettre ouverte des ''groupes de femmes de Rouen'' à la CGT » (Coordination des groupes Femmes en lutte).

-Le 13 mai : la CGT et la CFDT organisent une nouvelle « journée nationale d'action » le QDP n°184 titre « 13 mai à l'appel des Confédérations : Des journées déjà vues… Les travailleurs veulent autre chose (*Gérard Privat*) »

-Le n°185 du vendredi 14 mai 1976, le QDP se demande en une « Journée d'action syndicale du 13 mai : Quand ira-t-on vraiment à la bataille » et publie en page 4 des comptes-rendus de cette journée.

L'affaire Claustre (1974-1977), l'épopée des verts, le *Miroir du Football* et les éditions Vaillant

Apparemment quel peut-être le lien entre l'enlèvement d'une archéologue française au Tchad, l'épopée des Verts de Saint-Etienne et le magazine le Miroir du foot édité par le PCF ?

L'enlèvement de Madame Claustre

> « *Françoise Claustre, née Françoise Treinen le 8 février 1937 à Paris et morte le 3 septembre 2006 à Montauriol (Pyrénées-Orientales) est une ethnologue et archéologue française directrice de recherche émérite du CNRS.*
>
> *Elle est surtout connue pour avoir été enlevée au Tibesti (nord du Tchad) et maintenue en otage par les rebelles tchadiens durant plus de mille jours.* » … « *Françoise Claustre, le coopérant français Marc Combe et Christophe Staewen, un Allemand, sont enlevés le 21 avril 1974 dans le Tibesti (Tchad) par des rebelles des tribus nomades*

toubous et anakasas, menés par Hissène Habré et Goukouni Oueddei, chef des Forces Armées du Nord (FAN) »

Je ne vais pas ici, rappeler les tenants et les aboutissants de cette affaire qui se déroule dans le cadre de la situation au Tchad et de la présence de l'impérialisme français.

La fièvre verte et l'épopée de Saint-Etienne

Au cours de l'année 1976, une étrange maladie se propage en France. Il s'agit de la « fièvre verte » c'est-à-dire une sorte de ferveur nationale ou de chauvinisme derrière et pour le soutien à l'équipe de foot de Saint-Etienne (appelée aussi les Verts –rien à voir avec les écolos-). Un des points culminants de ce qui sera nommé plus tard « l'épopée des Verts » sera le 12 mai 1976 lors du match ASSE (les Verts) contre le Bayern de Munich.

Charlie Hebdo avait consacré plusieurs couvertures à Madame Claustre, mais c'est celle du n°287 en date du 13/05/1976 qui montre bien l'ambiance de cette « fièvre verte ». Ce numéro n°287 titre « **Un message de Madame Claustre** » et dans un dessin de Gébé où nous voyons le désert, quelqu'un (Madame Claustre) crie « **Allez les Verts !** ». Cette couverture sur le ton de l'humour, montre bien le fait que le matraquage sportif était à son comble et prenait des proportions absolument sidérantes.

Une conséquence de cette « fièvre verte » et de l'accélération de la main-mise du capitalisme (publicités, commercialisation, multinationales) dans le foot, fut la crise (au sein du magazine *Miroir du football* édité par le PCF depuis 1959.

Le 14 juin 1976 *Le Quotidien du Peuple* n°208, publie en page 4 dans la rubrique « Informations générales » un article intitulé : ''« **Normalisation » à *Miroir du football*** *''*. L'article relate un conflit entre la direction du PCF et la direction du *Miroir du football*, notamment François Thébaud qui en fut rédacteur en chef – fondateur de 1959 à 1976.

« Normalisation » à *Miroir du football*.

> *Le P« C »F normalise ses publications sportives. Un conflit vient d'éclater dans le groupe Miroir Sprint (éditions sportives, propriété du P« C »F) qui publie la série des « Miroirs » (Football, Rugby, Cyclisme). A la suite d'un déficit financier, les éditions sont passées sous contrôle des éditions Vaillant qui sont la grande réussite commerciale du P« C »F, symbolisée par les fameux gadgets de Pif le Chien. La stratégie d'Union du peuple de France doit également se traduire dans les éditions sportives. Or au sein des éditions Miroir Sprint, le Miroir du Football est l'empêcheur de tourner en rond. Il développe une conception critique du sport, s'élevant en particulier contre sa dégradation par le chauvinisme et sa commercialisation. A l'occasion de la Coupe d'Europe de Football, la direction des éditions fait un coup de force et publie plusieurs numéros spéciaux à l'insu de l'équipe rédactionnelle et rédigés par deux journalistes de l'Humanité qui participent à l'hystérie chauvine qui se déchaîne avec les victoires de St-Etienne. Le 3 mai, le rédacteur en chef (F. Thébaud) est destitué.*
>
> *Le Syndicat National des Journalistes qui a décidé de saisir l'inspection du travail affirme que ce conflit « est né d'une volonté générale de changer l'orientation idéologique du Miroir du Foot » également que « la direction a multiplié les actions d'autoritarisme et d'intimidation, utilisé des journalistes étrangers à la rédaction et privé de ses fonctions le rédacteur en chef tout en continuant à utiliser son nom* »

En 1982, **François Thébaud** sortira un livre intitulé « **Le temps du Miroir : Une autre idée du football et du journalisme** » Éditions Albatros (1982).

François Thébaud revient sur l'histoire du *Miroir du football* et évidemment donne des détails intéressants sur l'évolution du football à partir de « l'épopée des Verts » dès 1975 et publie des infos concernant le conflit entre la direction du PCF et celle du *Miroir du Football*.

Liens : http://www.miroirdufootball.com/
https://fr.wikipedia.org/wiki/Miroir_du_football

Des licenciements aux éditions Vaillant à « l'entreprise des patrons rouges ».

Le PCF a eu un système de presse et d'éditions très imposant. Tous les secteurs étaient concernés :
-Journaux, revues, BD pour les jeunes, presse pour les femmes, magazine sur le sport (cyclisme, foot)
-Maisons d'éditions et de diffusion (Editions sociales, CDLP, Messidor)

L'évolution du PCF (abandon des principes révolutionnaires) a eu des incidences et des influences sur le contenu du système de presse et d'éditions de ce parti.

Le n°505 de l'HR du mercredi 9 juin 1976 publie en page 7 « ***Les éditions Vaillant du PCF ''licencient'' un dessinateur : J'ai travaillé dans une véritable entreprise capitaliste "***. »

l'HR (bimensuel) n°2 -31 mars-13 avril 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°646 : « ***Marchais, comme Amaury ! Editions Vaillant: le PCF licencie et fait imprimer en Belgique*** » -page 20-

L'HR n°647 -jeudi 17 mars 1977- annonce en une : " ***Aux Editions Vaillant, le PCF licencie et sa milice patronale intervient : Marchais comme Amaury !*** " -pages 1 et 4-

Ces événements et cette période sont importants pour la presse en générale et celle du PCF en particulier.

Des anciens responsables du PCF Jean Lerède et Jean-Claude Blanchet publient en 1979 chez Fayard le livre " **L'entreprise des patrons rouges** " racontant leur expérience (et leurs licenciements) au sein du LCD -Livre Club Diderot- et des éditions Messidor.

De Vaillant à PIF en passant par le Jeune Patriote

Concernant la revue des éditions Vaillant et de Pif-gadget, il convient de resituer tout ça dans une chronologie et de se reporter aux livres suivants :
-Histoire du journal et des Éditions Vaillant -par Henri Filippini- éditions Glénat 1978-
-Pif Gadget : La véritable Histoire des origines à 1973 - Richard Médioni- Vaillant Collector 2003
-Vaillant 1942-1969 : La véritable Histoire d'un journal mythique - Vaillant Collector 2006
-Jean-Pierre, Les Petits Bonshommes, Le Jeune Camarade, Le Jeune Patriote, Mon Camarade, Vaillant, Pif : L'Histoire complète 1901-1994 Les journaux pour enfants de la mouvance communiste et leurs BD exceptionnelles- par Richard Medioni - Vaillant Collector 2012-

Le Jeune Patriote n°1 –janvier 1942- édité par le Comité de la jeunesse du Front National pour l'indépendance de la France. Il est édité clandestinement. Le sous-titre devient « *Organe national du Front Patriotique de la Jeunesse* ».
Une nouvelle série du Jeune Patriote sort en 1944 son n°1 légalement avec le sous-titre : « *Organe des jeunes du front national (FPJ) adhérant aux Forces Unies de la Jeunesse Patriotique* ». Au n°34 **le Jeune Patriote** du 13 juillet 1945 devient : **Vaillant –Le Jeune Patriote-** édité par l'UJRF (L'union de la Jeunesse Républicaine de France). La mention *Jeune Patriote* disparaît en premier puis également celle à l'UJRF (à partir du n°62 de juillet 1946) ne reste que la devise « *le journal le plus captivant* ».
Dans le n°397 du 21 décembre 1952, le journal **Vaillant** offre à ses lecteurs pour Noël une histoire de Pif le chien. Pif le chien est un personnage de bande dessinée créé en 1948 par José Cabrero Arnal pour le quotidien **L'Humanité**.
De **Vaillant le journal le plus captivant**, il devient **Vaillant le journal de Pif** en 1965, puis **Pif Gadget** en 1969. En 1973, Pif continue d'être édité sous une nouvelle formule jusqu'en 1994. De 2004 à 2008 une nouvelle formule de Pif gadget est relancée. Patrick Apel-Muller en est le directeur de la rédaction.
En juin 2015 sort un « **Super Pif et sa drôle de bande** » sur 192 pages, suivi d'un autre numéro en 2016.

Concernant l'UJRF, lire « **L'union de la Jeunesse Républicaine de France, 1945-1956 : Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste** » par Guillaume Quashie-Vauclin, préface de Michel Dreyfus - L'Harmattan, mai 2009-

Le 37e congrès de la CFDT du 25 au 29 mai à Annecy.

A l'approche du congrès, pendant et après, le QdP publie bon nombres d'articles sur la CFDT, le déroulement du 37e congrès, ses différents aspects. (Qdp 190 à 197 couvrant les dates du jeudi 20 mai au lundi 31 mai).
---L'analyse avant congrès : QdP n°190 à 193.
---Le déroulement, les confrontations pendant le congrès. Bilan et premières analyses : QdP n°194 à 197.

L'ensemble de ces articles analyse et décortique les positions actuelles de la CFDT :

Les analyses avant congrès.

La CFDT aujourd'hui (par *Stéphane Raynal*)
-" Union des forces populaires "
-Quelle pratique syndicale ?
-L'internationalisme de la CFDT
-De l'opération des " Assises " du PS au 37e congrès : un bilan nécessaire !
La CFDT depuis les " Assises " du PS (74-76)
Interview d'un militant CFDT de la " 3e composante des Assises "
On ne leur fait pas dire ! :
-Rapport au Conseil National (d'octobre 1975 de Lesire-Ogrel)
-Edmond Maire (N.O. du 10/11/75)
-Rapport Général au 37e Congrès (mai 76)
La CFDT depuis les " Assises " du PS (74-76) -2-
Des Assises Contre le socialisme au 37e Congrès CFDT : Les positions du PS
Des objectifs significatifs… du réformisme
Il n'y a pas que Marchais et Mitterrand… (*Extraits du Bulletin du militant -hebdo- de la FGM-CFDT*)
Qu'est devenue la " gauche syndicale " ?
Interview d'un membre de la commission exécutive du BETOR (Fédération des Services)

Le socialisme au cœur des luttes (extraits des orientations adoptées par la Fédération Générale Service Livre à son Conseil National Fédéral de mars 76)

Le déroulement, les confrontations pendant le congrès.

37ème Congrès CFDT : Maire tente de se dérober (*Gérard Privat*)
Congrès CFDT : Offensive contre les révolutionnaires
37ème Congrès CFDT :
-Le rapport Maire
-Intervention d'une déléguée du syndicat des Métaux
-La place des O.S. dans la CFDT
Plusieurs responsables confédéraux bousculés au vote du Bureau national
CFDT : L'opposition s'affirme
CFDT : L'opposition s'affirme -suite de la une- (*Stéphane Raynal*)
37ème Congrès de CFDT : Intervention du Syndicat des Métaux - Lyon 7ème

Bilan et premières analyses après congrès

Congrès CFDT : l'orientation réformiste contestée (*G.P*)
37e Congrès CFDT : Motion contre la répression présentée par plus de 70 syndicats
La France des luttes… Dans un coin du congrès
Comme si le congrès n'avait pas eu lieu
Chantons au congrès
Un congrès manipulatoire : Le ton étant donné par l'intervention de Maire (*Des délégués au congrès de la région Nord*)

Après le 37e congrès de la CFDT, la confrontation entre la ligne lutte de classe et la ligne réformiste se poursuit. Le QdP n°200 -jeudi 3 juin 1976-, publie un article dénonçant l'exclusion de 4 membres du PCRml militants de la CFDT : « **Questions syndicales** : SACM (Mulhouse) : Après l'exclusion de 4 syndicalistes révolutionnaires de la CFDT… " Les travailleurs doivent savoir la vérité "
(*Cellule SACM - PCRml*) ».
-Le 6 juin 1976 : Une première « Coordination des luttes » est organisée à Besançon. La direction de la CFDT est contre ce genre d'initiative et elle s'y opposera fortement :

---Coordination des usines en lutte : Violentes attaques de la confédération CFDT (*Gérard Privat*)
-Maire a peur ! (*Correspondant Besançon*)
QdP n°213 -samedi 19 dimanche 20 juin 1976- page 5
---CFDT : réunion du Bureau National : La chasse aux opposants (*Gérard Privat*)
Le QdP n°216 -mercredi 23 juin 1976- page 5
--- A l'UIB-CFDT de Dunkerque : La chasse aux sorcières est ouverte (*Correspondant Dunkerque*)
-Lip : Les " Lips " ont décidé d'envoyer une lettre de protestation à la confédération CFDT
QDP n°218 -vendredi 25 juin 1976- page 5

Le 19 et 20 juin a lieu le 2e Congrès du PCRml, une brochure regroupant « **Programme et statuts** » ***adoptés par son deuxième congrès*** est publiée. Aux pages 37-38 la position du Parti concernant « *Le travail communiste dans les syndicats » est détaillée :*

« Pour mener les luttes, la classe ouvrière a besoin d'organisations syndicales. Mais les syndicats présentent une réalité contradictoire : d'une part, ils constituent un instrument de défense des intérêts immédiats des travailleurs, de l'autre ils sont dominés par les lignes révisionnistes et réformistes contradictoires avec ces intérêts.

La CGT

Centrale syndicale prédominante dans la plupart des régions, elle rassemble la majorité des ouvriers syndiqués. Elle est étroitement dirigée par le PCF qui cherche à en faire l'instrument de ses visées électorales et de ses tactiques successives.

Dans de nombreuses luttes la réalité de masse de cette centrale entre en contradiction avec ces projets révisionnistes.

La CFDT

Deuxième centrale syndicale a pris en compte depuis 1968 une partie des aspirations nouvelles de la classe ouvrière. Mais depuis les « assises pour le socialisme », depuis l'automne 74, sa direction est contrôlée par le PS qui la pousse à éliminer un par un ses aspects positifs dans le cadre de sa rivalité avec le parti révisionniste.

Dans sa lutte la classe ouvrière trouve en face d'elle :

- *FO, syndicat jaune, crée par la CIA, et l'instrument zélé de la politique giscardienne.*
- *la CFTC, syndicat jaune de vieille tradition cléricale et anti-communiste.*
- *les syndicats fascistes mis en place par le patronat tels que la CFT.*

La contradiction croissante entre les aspirations révolutionnaires des travailleurs et les propositions réformistes et

révisionnistes se manifeste avec acuité dans la CGT et la CFDT.

Dans les rangs des confédérations syndicales CGT et CFDT, les aspirations des travailleurs, la prise de conscience de leurs intérêts fondamentaux, de la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société viennent battre en brèche les projets d'aménagement du capitalisme, tant sous sa forme « autogestionnaire » que « capitaliste d'Etat ». Aussi les projets stratégiques tracés par les révisionnistes et les réformistes dans la CGT et la CFDT sont-ils devenus, notamment depuis les élections présidentielles de 74, l'objet d'une contestation croissante, qui marque au plan du fonctionnement syndical et des rapports du syndicat avec la masse des travailleurs, mais aussi au cours des luttes, de leur conduite et de leurs objectifs…

Ainsi de plus en plus, une pratique syndicale révolutionnaire s'affirme, porteuse de l'ensemble des intérêts et aspirations des travailleurs, immédiats et fondamentaux, unis en un même projet révolutionnaire.

La tâche du Parti est d'aiguiser cette contradiction, de faire triompher dans les syndicats la voie révolutionnaire, de guider les travailleurs pour arracher la direction de leurs syndicats des mains des révisionnistes et des réformistes.

C'est pourquoi les communistes militent dans les syndicats CGT et CFDT, en créent là où il n'y en a pas et y prennent les responsabilités que leur confient les travailleurs. Dans les syndicats, ils dénoncent les orientations réformistes et révisionniste, soutiennent et organisent la lutte revendicative des travailleurs, les aidant à élaborer leurs véritables revendications et à définir une tactique de lutte appropriée pour faire céder le patron. Les communistes révèlent constamment aux travailleurs le lien qui existe entre l'attitude des confédérations et les projets politiques (réformistes ou révisionnistes) qui les sous-tendent.

Les communistes appuient et aident à se développer le courant d' Opposition Syndicale Révolutionnaire.
Ni fraction, ni « nouveau syndicat », ce courant exprime les aspirations révolutionnaires des travailleurs dans les confédérations CGT et CFDT, leur volonté d'unification syndicale sur une base de lutte de classe. Il se traduit dans les positions et la pratique de sections et unions CGT et CFDT, au sein même des structures syndicales. L'Opposition Syndicale Révolutionnaire se développe à partir des acquis des luttes de la classe ouvrière : large démocratie, autonomie prolétarienne, unité populaire autour des luttes.»

FR n°8 (ns) mensuel juin-juillet 1976 : pose la question « **37e congrès CFDT : Un tournant ?** » pages 18-19-20-21-22-
L'ensemble de ce dossier sur le congrès CFDT publié dans le n°8 de ***Front Rouge***, est structuré par une introduction, 4 articles et un récapitulatif de certains votes du congrès.
Le premier article évoque « *des positions internationales inquiétantes* » notamment au sujet de la Palestine, le second : « *Les luttes et l'« horizon 78 »*, le troisième cite des « *Extraits de l'intervention du Syndicat des Métaux de Lyon 7ème* », le quatrième parle « *des clivages qui s'approfondissent* » au sein de la Confédération et trace des perspectives.
Dans l'intro du dossier il est écrit :

> « *Bien que 130 intervenants se soient succédés, la lutte de lignes au Congrès était parfois quelques peu altérée, tant du fait de la somme des amendements non retenus à la discussion (700 environ) que du mode de préparation et de désignation pour Annecy » (…) « Ceci dit le 37e Congrès a été le moment d'une réelle et sévère bataille.* » (…) « *L'inquiétude pour l'avenir, les incertitudes d'une organisation peu ou mal gouvernable d'ici l'« horizon 78 » (les législatives) tenaillent désormais la « nouvelle » direction confédérale CFDT, mal élue à Annecy (66% des mandats au lieu de 87% en 73 au précédent Congrès !). Le réformisme a en effet été contesté à Annecy, en fin de compte sur des bases à la fois plus étendues et plus fermes même qu'en 73 à Nantes*. ».

L'article : les luttes et l'« horizon 78 » revient sur la tactique de division de la direction CFDT lors du Congrès, sur les confusions et les insuffisances de certains opposants, qui ont aidés de fait la ligne réformiste d'Edmond Maire

> « *Sans nul doute, c'est sur la question des « débouchés politiques » de l'action syndicale et l'appréciation de la situation du mouvement des masses, de leurs aspirations, que la bataille politique se fit la plus sévère. On peut regretter certains silences de syndicats dont le bilan pouvait éclairer mieux les débats, ou encore la confusion de certaines interventions d'opposants au Bureau National qui n'a pas permis de la sorte de convaincre assez, de rallier plus…Et il est de fait que sur certains votes, la direction confédérale avait choisi comme terrain de bataille des amendements mal rédigés, schématiques, qui n'étaient pas de nature à unir tout ce qui pouvait être uni contre le réformisme. Assurément, c'était là une tactique délibérée ! Pour l'équipe de Maire, il fallait diviser les opposants, minoriser les positions révolutionnaires, les caricaturer même.*
> *Le PS est ses alliés ont bien failli y parvenir : certains délégués de syndicats opposés à la ligne réformiste dominante ont trop souvent fait passer de mauvais soucis tactiques, des « intérêts de boutiques », des réflexes « gauchistes »…au premier plan. Agissant ainsi, certains (LCR, une partie du PSU…) ont fait le jeu de la direction confédérale. S'ils avaient réagi de la sorte, les militants et sympathisants du PCRml, de la GOP, de Révo ! ou d'HR, et bien au delà, les syndicalistes révolutionnaires, auraient pu longuement polémiquer : ne serait-ce que sur la formulation, par exemple, du texte du Syndicat de l'Administration des affaires sociales « sur les luttes d'ensemble des travailleurs » et l'ambiguïté de sa notion d'« offensive populaire »… mais où était donc le principal, si ce n'est dans la recherche d'une alternative commune face au réformisme sur un minimum de bases politiques d'opposition syndicale révolutionnaire ? C'est pourquoi, il est très important de noter que sur un maximum d'interventions et d'amendements a pu se dessiner une ligne de partage en fin de compte assez*

conséquente (de 25 à 30% des mandats du Congrès se retrouvaient généralement.

Comme le disaient les cheminots d'Amiens et Boulogne, à partir de ce Congrès, il y a actuellement un clivage dans la CFDT entre ceux qui cherchent à rassurer, à l'image de ce que font les dirigeants actuels de la gauche, et ceux qui indiquent clairement les priorités à réaliser (la prise du pouvoir d'Etat et son contrôle politique par les travailleurs), ceux qui refusent la gestion du capitalisme et font de l'action de masse et de classe le seul garant du socialisme que nous voulons ! » (…) « *Alors que les camarades syndiqués CFDT attendaient des explications sur les difficultés à organiser la réplique à la crise, sur les journées d'inaction sans résultat et à répétition, sur les luttes bradées (comme à la SNCF en 76), sur l'absence d'initiatives confédérales valables depuis des mois et des mois, sur les inconséquences des initiatives à propos des libertés démocratiques, sur la concession à la ligne « Programme Commun » de la CGT, mais aussi sur le sectarisme de boutique qui secoue depuis quelques mois le mouvement syndical… Rien ! Maire n'en a rien dit ! Par contre, il fut très loquace sur les tâches qui attendent la CFDT dans le cadre d'une victoire de la « gauche » en 78 !*

En toute logique, E. Maire a réaffirmé qu'il s'agissait à la CFDT d'« inciter les travailleurs à traduire leur comportement syndical dans le domaine politique », autrement dit « à gauche » ! Pour lui, pas de doute, en ce moment « se précise l'espoir d'une victoire prochaine de la gauche ». Et c'est à cela que le Bureau National veut faire travailler la CFDT. Les luttes, pour être utiles à la social-démocratie autant que le souhaite l'équipe réformiste confédérale, doivent devenir « le soubassement indispensable à toute action d'un gouvernement de gauche » !

Contre cette perspective, à peine maquillée de grandes proclamations d'« indépendance » à bon marché, toute une partie du Congrès s'est levée. »

L'article « **des clivages qui s'approfondissent** » indique clairement les axes politiques de la nouvelle direction issue du Congrès : « *après le premier Bureau National (tenu à Bienville les 17, 18 et 19 Juin) où furent incendiées « l'action des groupes gauchistes », la « stratégie suicidaire » et les « analyses passéistes » (référence à la dictature du prolétariat, stratégie révolutionnaire) des opposants… Et pour « renforcer la cohésion de l'organisation », tout cela a commencé à déboucher :*

-sur la reprise de la chasse aux sorcières (par exemple à l'Union Locale de Dunkerque)…

-par une attaque en règle contre la « Coordination des luttes » tenue à Lip le 6 juin…

Voilà les leçons que les Confédéraux tirent de ce Congrès : réprimer, étouffer l'opposition avant qu'il ne soit trop tard, en tout cas avant 78 ! ».

Les extraits de l'intervention du Syndicat des Métaux de Lyon 7ème publiés à la page 20 de ce FR n°8, situaient bien les enjeux de la période :

«*Le socialisme ce n'est pas la prise du pouvoir électoral par une majorité de gauche. Le socialisme ne peut s'inscrire que dans le prolongement des luttes d'aujourd'hui.*

Or quelle a été l'attitude des partis du programme commun dans les dernières luttes ? Les revendications sur lesquelles des millions de travailleurs luttent : augmentation uniforme, pas de licenciements, embauche sur place, contre les cadences, sont-elles reprises par le programme commun ?

Enfin quand la CFDT a été attaquée sous le prétexte de l'armée, où était l'union des forces populaires ? Où étaient le PCF et la CGT ? Où était le Parti Socialiste ?

Nos perspectives ne sont-elles pas d'abord et avant tout dans la défense, l'extension des luttes, leur coordination, leur popularisation ? Notre stratégie, nous devons l'établir à partir des idées de contestation du capitalisme en crise, les idées de la nouvelle société à construire qui sont présentes dans les luttes et leurs revendications.

Pour nous, l'accès au socialisme exige de changer complètement et rapidement l'économie capitaliste et l'appareil d'Etat. Changement de l'entreprise, de l'armée, de l'administration, l'enseignement, etc… jusqu'aux mass media et les masses populaires se dotant d'organismes contrôlés par elle, et pour servir leurs intérêts. Oui, la CFDT doit être indépendante des partis du programme commun, et précisément dans la période qui s'ouvre. Oui, en cas de victoire électorale des partis de gauche, la CFDT doit encore plus renforcer son indépendance et sa force de contestation malgré les pressions qu'elle subira. Oui aujourd'hui, face à la crise capitaliste, face à l'offensive de répression de la bourgeoisie contre les travailleurs, il faut développer les luttes et les étendre pour un mouvement d'ensemble autonome des perspectives électorales. Sur cette base, il faut développer l'unité d'action syndicale. »

Brisons nos chaînes n°3-4- publié en août 1976 est consacré au 37e congrès CFDT. Ce n° spécial au contenu très riche, cite évidemment Edmond Maire mais aussi Jacques Moreau qui dans un article du **Quotidien de Paris** exprimait sa « *hargne contre les « coucous* » c'est-à-dire les opposants révolutionnaires à a ligne réformiste de la CFDT. Albert Mercier et Jacques Chérèque sont également cités et critiqués dans ce numéro 3-4 de Brisons nos chaînes. Les concepteurs et réalisateurs du recentrage de la CFDT (Maire, Chérèque, Moreau, Mercier) sont dèjà à l'œuvre en 1976 pour préparer l'orientation de la ligne et du congrès de…. 1979.

Coordination des luttes condamnée par la CFDT

-Le 10 et 11 septembre a été organisée une coordination des luttes. Front Rouge (ns) mensuel n°9 d'octobre 1976, publie en

pages 4-5-6 : « **Coordination des luttes. Après la réunion de Besançon des 10 et 11 septembre : Un premier bilan** ». Dans cet article un encadré indique : « ***La condamnation par la confédération CFDT (Extraits de la note du secteur Action Revendicative du Bureau National du 24-06-76 parue dans « Nouvelle CFDT»)***

> « *En quoi une coordination extra-syndicale des luttes peut-elles aider à la solution de conflits aussi différents que Griffet, Caron-Ozanne, Lip etc…? Par contre, nous voyons bien comment cette structure extra-syndicale, et à la limite anti-syndicale, va servir, pour tenter d'imposer aux autres travailleurs organisés une pseudo-solidarité, exclusivement orientée vers les objectifs des groupes extra-syndicaux qui l'on constituée.* (…) *Les organisations de la CFDT doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par des groupes extérieurs, même s'il s'agit de militants CFDT* (…) »

-Durant les mois de juin-juillet-août, il y aura de nombreuses confrontations avec la ligne réformiste de la direction CFDT, notamment au sujet de la coordination des luttes. Plusieurs n° du QdP et des articles de Gérard Privat, reviennent sur ce sujet :
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°221 -mardi 29 juin 1976-
CFDT : Le Bureau National attaque la coordination des luttes (*Gérard Privat*)
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°231 -samedi 10 dimanche 11 juillet 1976-
Coordination des luttes : Recul tactique du Bureau National de la CFDT (*Gérard Privat*)
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°232 -lundi 12 juillet 1976-
A propos des coordinations : Lettre ouverte à la CFDT (*Syndicat CFDT du personnel de l'Assistance Publique*)
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°234 -15 juillet - 22 août 1976- **magazine**.
-Rencontres, coordinations, " portes ouvertes " Les travailleurs à la recherche d'une unité de lutte.

Une attaque sans précédent depuis 20 ans…. Le plan Barre

Le 22 septembre 1976, le conseil des ministres adopte le premier plan d'austérité du premier ministre Raymond Barre.

Le PCRml s'implique à travers sa presse dans la mobilisation syndicale et politique de la journée nationale contre le plan Barre, prévue pour le 7 octobre. Une série de 4 affiches sera éditée pour l'occasion sur la base de « *Tous dans la bataille pour l'offensive ouvrière* ».

Le QDP n°273 –mercredi 6 octobre 1976- titre son édito en une « **Le 7, tout est possible !** » pages 1 et 2.
La mobilisation contre le plan Barre est très importante, elle montre une détermination qui se manifeste dans le mot d'ordre « **Ni Giscard-Barre, ni Giscard-Mitterrand : Nous n'attendrons pas 78** ».

Pour l'HR-PCMLF, le PCRml fait une surestimation des forces. **Prolétariat** n°14 -4è trimestre 1977- fait une critique détaillé de cette surestimation et des ambiguïtés contenues dans le **Manifeste pour le socialisme** publié par le PCRML le 2è trimestre 1977 : « *Le 7 octobre 1976 le PCRML lança le mot d'ordre " n'attendons pas 78 " laissant ainsi entendre implicitement qu'en 78, quelque chose changerait fondamentalement.* »

-Front Rouge (ns) mensuel n°9 d'octobre 1976, publie en page 3 un éditorial : « Déclaration de presse du Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste –*Le 23 septembre 1976*-
Cette déclaration est un appel très clair contre le plan Barre :
« *Le Bureau Politique du PCRml dénonce vigoureusement le contenu du plan Barre, et appelle les travailleurs à refuser d'en payer les conséquences.*
Il s'agit d'une attaque sans précédent depuis vingt ans contre le pouvoir d'achat et l'emploi des masses populaires. »
indique en introduction l'article qui se poursuit en analysant le plan Barre, sur 4 points et se termine par :
« *Le PCRml appelle les ouvriers et les petits paysans à s'organiser dès aujourd'hui pour refuser ce nouveau chantage à la crise, pour faire payer cette crise à la bourgeoisie. Il appelle ces travailleurs à s'opposer à toutes les tentatives de division menées par la bourgeoisie, avec la campagne sur l'impôt-sécheresse, pour séparer ouvriers et petits paysans. Il appelle les travailleurs à rejeter ceux qui proposent d'attendre 78 et les prochaines élections, et à opposer tout de suite une vaste riposte d'ensemble à ces attaques de la bourgeoisie.* »
Dans ce même n°9 de FR, 4 pages sont consacrées pages 31-32-33-34 à l'analyse de fond du plan Barre : « ***Le plan Barre : coup d'envoi d'une nouvelle phase de la politique de crise*** ».
-7 octobre : Grève nationale (CGT-CFDT-FEN) contre le plan Barre.
-En novembre 1976, FR mensuel n°10, publie pages 7 à 14 : Conférence nationale des cellules d'entreprises « Après le 7, préciser la tactique du Parti contre le plan Barre ». Cet article réalisé sur la base d'un bilan d'une nouvelle réunion nationale des cellules d'entreprises du PCRml analyse sur le fond les ripostes au plan Barre, les illusions sur l'union de la gauche et 1978, le travail syndical dans la CGT et la CFDT, le rôle de l'OSR, les coordinations…
-Décembre 1976 : le n°11 de FR mensuel, publie un article intitulé : « après le 7 octobre - A propos des journées d'action »

La question de la mobilisation contre le plan Barre et les « journées d'action » seront un enjeu pour l'année 1977, qui comme on va le voir sera une année charnière déterminante.

Troisième partie

***

CHAPITRE 8

1977 : Une année importante

Crise, plan Barre, sidérurgie, ripostes…

Austérité (plan Barre), chômage et approfondissement de la crise sont le cadre quotidien des travailleurs en ce début d'année.

Le contexte des luttes en 1977 est le même qu'en 1976, mais avec en plus un durcissement des rapports de classe qui se manifeste notamment par le plan Barre bis, l'assassinat de Pierre Maitre, de Vital Michalon, l'attentat fasciste contre Albert Teyssére, l'apparition du phénomène des « autonomes », l'exécution de Tramoni (l'assassin de Pierre Overney), la lutte contre les lois racistes de Lionel Stoléru.
La lutte des travailleurs de chez Lip, va « changer de cap » et se terminer.

International

RFA, RAF et construction européenne

Sur le plan international, l'arrestation et l'extradition de Klaus Croissant (avocat d'Andréas Baader), l'exécution d'Hanss-Martin Schleyer, le « suicide » le 18 octobre 1977 des membres de la RAF et notamment la mort d'Andréas Baader et de sa compagne Gudrun Ensslin…

L'accélération de la construction de l'Union européenne (La loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, précise les modalités pour les futures élections européennes de 1979.)

La bande des quatre, la théorie des trois mondes et la division sino-albanaise

La polémique sur le plan international entre la Chine et l'Albanie va se développer autour de la théorie des 3 mondes.
L'HR n°609 –21 janvier 1977- publie un article de Jacques Jurquet sur « La thèse des trois mondes : Analyse léniniste de la situation mondiale » -pages 4-5-.
Début mars, l'HR publie une suite de 8 articles sur « Les trois mondes » : HR n°635 à 642 couvrant la période du 1er mars au 10 mars 1977.
Dans le même temps depuis début de l'année en Chine, le successeur de Mao soutient le « mouvement de critique contre la ''Bande des quatre'' ».
La polémique sino-albanaise va diviser considérablement le mouvement communiste international qui se basait sur le marxisme-léninisme et l'affaiblir dans une période où conjointement une offensive idéologique contre le marxisme a lieu **(voir chapitre 16)**. Des divisions, des éclatements, des scissions auront lieu partout dans le monde. En France, une conséquence directe de cette polémique internationale fut notamment la création du PCOF et de l'OCML-VP **(voir chapitre 12)**.

Une offensive idéologique tout azimut

Dissidents et « Nouveaux philosophes » contre le marxisme, Rocard et « deuxième gauche », PCF et CGT pour l'autogestion, Maire et Moreau pour le recentrage de la CFDT

Comme pour l'année précédente, l'offensive idéologique (bouleversements, mutations) s'accélère :

-les dissidents de l'Est suite à l'échange Boukovski-Corvalán sont mis à contribution contre le marxisme ;
-lancement de la « Charte 77 » en République socialiste tchécoslovaque ;
-le « rapport » de Jean Kanapa qui propose au Comité central du PCF… le ralliement à la force de frappe nucléaire française ;
-les « nouveaux philosophes » participent le 27 mai à la 103e émission d'«**Apostrophes** » sur A2 **(voir chapitre 16)**;
-Le quotidien « ***Libération*** » opère un tournant définitif vers la social-démocratie ;
-La division et la rupture de « l'union de la gauche » ;
-Michel Rocard introduit la notion de « deuxième gauche » en parlant des « deux cultures » au 61e Congrès du PS à Nantes.

-Le PCF et la CGT acceptent l'idée et le principe de l'autogestion.
-En mars Jacques Moreau est chargé par Edmond Maire de l'étude d'un rapport sur la resyndicalisation. En fait cette étude est la mise noir sur blanc de la stratégie du recentrage de la CFDT.

La fin de la « bande à Baader », l'arrestation puis l'extradition de Klaus Croissant

La mort des dirigeants de la RAF va être un révélateur et avoir des incidences en France notamment dans une fraction de l'extrême-gauche et tout particulièrement dans le journal *Libération* et l'apparition de la mouvance « autonome » qui revendique un comportement violent dans les manifs (contre les flics, pour la casse et le pillage de magasins etc…). C'est en quelque sorte les ancêtres des « Black Blocs ».

Après l'enlèvement du patron des patrons allemands, Hanss Martin Schleyer, l'arrestation de Klaus Croissant, le détournement d'un avion de la Lufthansa, la mort d'Andréas Baader et des responsables de la RAF, l'exécution de Schleyer, la mobilisation contre l'extradition de K. Croissant **(voir annexe 41)**… le débat politique en France va en être affecté de plusieurs façons et sur plusieurs points :

-au sujet de la violence révolutionnaire face à la violence de l'Etat
-au sujet du rôle et des positions du journal *Libération*

(voir dans la chronologie **chapitre 3** à partir 13 octobre 1977 et le paragraphe « **Libé contre les autonomes** » -23 octobre 1977-)

Les articles publiés par l'HR au sujet de la bande à Baader et sur « l'affaire Klaus Croissant » **(voir annexe 41)** donnent des éléments précis sur la position des ML :

-La RAF n'est pas une organisation révolutionnaire
-L'Etat allemand pratique une politique policière contre les travailleurs et les masses
-Les militants de la RAF ont été assassinés par l'Etat allemand
-L'arrestation et l'extradition de l'avocat de la RAF, Klaus Croissant sont à condamner

Union de la gauche, élections municipales, écologie et récupération politique

CFDT et CGT : « Tout pour le programme commun et l'union de la gauche »

L'offensive de la direction CFDT contre ses oppositionnels se poursuit (exclusions). La CGT n'est pas en reste sur ce terrain, car il y a une unité CFDT/CGT pour se débarrasser des syndicalistes qui ne sont pas dans la ligne du « programme commun de la gauche ».

Politique hebdo : année noire, crise financière et soutien de la CFDT

Un article de **Politique Hebdo**, annonce que l'année 1977 sera sur le plan social, une « année noire » (PH nf n°251 –3 au 9 janvier 1977 –page 17-). Le même numéro titre sur les gros ennuis financier de PH : « ***Liberté d'expression : mort à l'aube de 1977 ?*** » et donne des éléments chiffrés en pages 3-4-5-

Le n° suivant (PH 252) déclare en une « ***Au secours ! Une semaine pour ne pas mourir*** » et publie en page 6 « ***L'appel de la CFDT*** ». Cet appel prend très fortement position :

> « *Au delà du soutien qu'un certain nombre d'adhérents de notre organisation apporteront à* ***Politique hebdo****, la CFDT demande aux pouvoirs publics de dégager les moyens nécessaires pour garantir le pluralisme et l'existence de la presse d'opinion –et dans l'immédiat, celle de* ***Politique hebdo****-, les droits du personnel et des équipes rédactionnelles.* » signé à Paris, le 5 janvier 1977 par la Commission exécutive de la CFDT.

Les municipales : répétition générale avant les législatives

Des élections municipales sont prévues pour le mois de mars et sont un enjeu pour les partis de gauche, à un an des législatives de 78.

La présence de Jacques Chirac comme candidat à la mairie de Paris révèle des tensions, des divisions et des rivalités dans le camp des partis bourgeois de droite (les divisions RPR –Chirac- et RI –Giscard- se renforcent. Elles seront une des raisons de la victoire de Mitterrand en 81 (une partie de l'électorat de Chirac votera Mitterrand).

La présence de listes « d'extrême-gauche » et des écologistes donne des éléments sur certaines évolutions sur le plan électoral.

Un dossier sur les écologistes est réalisé par *Claude Boris*. Il est publié dans **Politique Hebdo** n°256 –du 7 au 13 février 1977- pages 6 à 10. L'article « ***Municipales : les trouble-fêtes*** », indique page 9 : que : « *Le ''Mouvement écologique'' est opposé à tout désistement au deuxième tour par ultra-gauchisme, le ''Bureau de liaison'' pour des raisons… inverses, et les ''Amis de la Terre'' sont divisés.* ».

Pour l'HR (n°628 –18 février 77), les municipales c'est « La foire d'empoigne des partis bourgeois ».

L'HR n°631 –mercredi 23 février 1977-, considère que « Les candidats écologistes » sont « Des ''verts'' dans le fromage municipal » -pages 1 et 3-

Les thèmes autour de l'écologie sont de plus en plus présents dans la presse ML :

Centrales nucléaire et barrage de Naussac

Les luttes contre l'implantation des centrales nucléaires se poursuivent.
l'HR n°600 –vendredi 6 janvier 1977- publie en page 5 « **Braud et Saint-Louis (Gironde) L'EDF veut briser la résistance des paysans** » (Correspondant régional)
Concernant le projet de barrage à Naussac, l'HR n°615 –mardi 1er février 1977- publie « Naussac (Lozère) Des paysans font le bilan de la lutte contre le projet de barrage » (Interview recueillis par notre correspondant en Lozère) –page 5-

Les dangers de l'amiante sont également très clairement dénoncés :
-l'HR (bimensuel) n°2 - 31 mars - 13 avril 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°646 :
« L'AMIANTE : En connaitre les dangers pour les combattre. Les mensonges du patronat de l'amiante » -pages 24-25-

La marée noire d'Ekofisk et l'écologie

« ***Une marée noire qui provoque la colère !*** » déclare *Jean Nestor* dans l'HR –bimensuel- n°5 - 12 au 26 mai 1977. « ***Responsable n°1 : le profit*** » écrit-il page 24.
Dans le même numéro, page 25 l'article « ***Ecologie et lutte anticapitaliste*** » explique que la lutte contre la pollution n'est

> « *nullement le fait de quelques ''marginaux'' comme voudrait le faire croire la bourgeoisie. Tout révolutionnaire, loin de s'en désintéresser, doit au contraire y participer au premier rang. Il faut aussi travailler à ce que le combat des écologistes et de la population contre la pollution rejoigne celui que la classe ouvrière mène contre le capitalisme. Tout ceux qui luttent de façon conséquente contre la pollution peuvent constater combien elle est liée à la loi du profit.* »

Ecologie et récupération politique

La récupération politique de l'écologie devient de plus en plus évidente, comme le montre *Philippe Leclercq* dans l'HR –bimensuel- n°19 - du 24 novembre au 7 décembre 1977 : « ***PS et écologie : La façade verdâtre du PS*** » -page 10-
Le compte-rendu d'une réunion d'une « *cinquantaine de délégués de groupes régionaux* » du Mouvement Écologique réunis à Mulhouse est publié dans l'HR n°768 –mercredi 16 novembre 1977- : sous le titre « ***Le mouvement écologique : Ni droite, ni gauche !*** ». L'article informe que lors de cette réunion, la décision est prise « *de ne pas passer de compromis avec les partis de gauche comme de droite pour les législatives.* ».
L'article donne également des éléments sur les divergences internes du groupe « Ecologie 78 » et notamment au sujet de Brice Lalonde :

> « *Le nommé Brice Lalonde, en effet serait partisan d'un désistement pour la gauche. Brice Lalonde est l'animateur des Amis de la terre, à Paris. Son argument choc : ne pas se désister pour la gauche, c'est faire passer la droite. Ce Brice Lalonde semble être par ailleurs pour le moins très proche du PS…* » (…) « *Dans ''Le Monde'' de ce week-end (au même moment donc) Philippe Lebreton, membre du secrétariat national d'Ecologie 78 répondait de fait à l'argument vicieux de Lalonde.* ».

Brice Lalonde est un ancien membre du PSU et en 1977 il était un des animateurs du groupe « Les amis de la terre » (groupe opposé en partie au Mouvement Ecologique).
C'est sous le titre : « ***Législatives. Ecologie 78 : Aucun désistement*** » que l'HR n°773 –mercredi 23 novembre 1977- présente page 3, la décision des militants écologistes réunies le dimanche 20 novembre.
L'article dénonce les pressions de la gauche :

> -Premièrement, celles du PS qui « Pour se montrer plus attirant encore (…) prenait officiellement une position démagogique sur la construction des centrales, mais sans changer sa position de fond
> -Deuxièmement, celles du PSU qui « *faisait de son côté des appels du pied directs aux écologistes, pour une alliance dès le premier tour.* »

Le but de cette campagne, c'est « *d'amener les écologistes dans le giron de la ''gauche'' : de grosses flatteries, des grosses pressions…* »
L'HR –bimensuel- n°20 -du 8 au 22 décembre 1977- publie sous la plume de *Philippe Leclerq* : « ***Les écologistes face à la gauche : Un choix politique »*** -page 14-

Crise sidérurgie, plan Barre et CFDT

Crise dans la sidérurgie Lorraine

Durant le mois de janvier, l'HR publie 8 articles concernant la crise en Lorraine. Le sujet de la sidérurgie sera également présent les mois suivants : **(voir liste annexe 25)**

Réformisme et ''chasse aux sorcières'' dans la CFDT, Plan Barre et journées d'action, élections municipales (voir annexe 26 –période janvier-mars 1977- et 27 –avril-septembre 1977)

-Vendredi 4 février 1977 : Le QDP n°367 publie un article : « **Contre le plan Barre et la " restructuration capitaliste " : Riposte des travailleurs des Forges de Basse-Indre !** (*Extraits APL-Ouest*) » et un autre au sujet de la sidérurgie et du plan de licenciements **« Sidérurgie lorraine : 13 000 licenciements ? : La CFDT " parle " d'actions dures et soutenues si le plan patronal n'est pas annulé (*RF*)** ».

-Les luttes, les "journées d'action" et le programme commun -liste d'articles de l'HR- **(voir annexe 27)**

Suite et fin de Lip

La lutte change de cap

La lutte des travailleurs de chez Lip, « va changer de cap », prendre un tournant définitif après la décision du tribunal de Commerce de Besançon le 12 septembre de liquider l'entreprise. **(voir annexe 28)**

La lutte des Lip, dans le contexte de l'éclatement de l'union de la gauche, des prochaines législatives, va être soumise aux pressions :
-du PCF qui se lance dans une opération de séduction/récupération
-du capitalisme, de la concurrence économique
-des réformistes qui dans la situation de chômage, poussent les travailleurs vers des voies de garage

La liste des articles de l'HR concernant Lip pour la période de septembre à décembre 1977, montre bien que la lutte des Lip est à un tournant décisif **(voir annexe 29)**

Lip : le tournant

Jacques Duroc, dans l'HR –bimensuel- n°17 -du 27 octobre au 9 novembre 1977-, écrit dans « ***Lip : le tournant*** » -page 20- :

> « *Les exactions et la menace permanente des flics, les poursuites judiciaires, tous les coups des patrons et de leur État, les Lip les ont connus !*
> *Ils ont aussi connu la solidarité la plus large des travailleurs que leur avait attiré leur lutte exemplaire : celle que concrétisaient les 100 000 de la marche sur Besançon.*
> *Grâce à cette solidarité, grâce à leur lutte résolue, ils avaient pu l'imposer malgré l'opposition ouverte ou voilée qu'avaient suscitée dans les états-majors syndicaux leurs méthodes de lutte rejetant le carcan de la légalité bourgeoise et la démocratie qu'ils pratiquaient sans se soumettre à la volonté des appareils.*
> *Aujourd'hui, à l'approche d'échéances telles que l'épuisement des stocks et des droits à l'ASSEDIC, les LIP refusent de baisser les bras. Ils s'engagent dans un projet de relance partielle de la production quitte à acquérir une partie des machines, le terrain etc..*
> *C'est le risque certain d'être récupérés, de s'intégrer au système.*
> *Mais dans la période actuelle de crise plus profonde à tous les niveaux, il leur faudrait comme ils disent ''un rapport de force extraordinaire'' pour imposer à nouveau une solution (''un patron et du capital : la seule concevable en système capitaliste'') avec réemploi de tous.*
> *Or les états-majors syndicaux sabotent la solidarité qui permettrait d'atteindre et d'organiser un tel rapport de force : la CGT ne coopère même pas à la vente de montres et la CFDT ne fait guère mieux ! Quelle différence avec le ''Parisien-Libéré'', sur quoi il y aurait bien à redire !*
> *Mais les Lip ne sont pas seuls ! Ils ont toujours la sympathie de la grande masse des travailleurs !*
> *Il faut lutter dans les syndicats pour que s'organise la plus large solidarité, un puissant soutien aux Lip, jusqu'à leur victoire.* »

L'HR n°766 –jeudi 10 novembre 1977- annonce en page 1 :

« ***Lip : vote pour la coopérative*** » et informe que « *Mardi les travailleurs de LIP ont voté pour faire de LIP une coopérative ouvrière. Ils savent bien qu'une telle coopérative en système capitaliste ne sera pour le moins pas sans problèmes : ''Nous allons à l'aventure, mais il n'y a pas d'autres solutions''. Si certains se voient dans l'impasse, les confédérations CGT et CFDT y sont bien pour quelque chose. Citons des réactions de grévistes comme : ''Ils n'ont jamais rien proposé en 18 mois ; ils ont la notion du travail capitaliste dans la tête''.* »

Dans un n° grand format, l'Humanité Rouge n°767 –mardi 15 novembre 1977- publie un article en page 1 avec le même titre que celui du bimensuel n°17, mais beaucoup plus long et actualisé : « ***Lip : LE TOURNANT*** » **(lire dans l'annexe 30)**

L'éditorial de l'HR n°771 –samedi 19 et dimanche 20 novembre 1977- est intitulé « ***Coopérative, gestion démocratique, autogestion… ILLUSIONS*** » –page 4-

C'est sous le titre « ***LIP : Une lutte très convoitée*** » que l'HR n°783 –jeudi 8 décembre 1977- publie en pages 1 et 4 un nouvel article mettant en garde au sujet du projet de coopérative et précisant le rôle de Chérèque (dirigeant de la FGM CFDT) **(voir annexe 31)**

Evénements politiques et syndicaux : 10 mois déterminants…

La période de mars à décembre 1977 est très importante car les événements, comme les processus politiques et syndicaux qui vont se dérouler au cours de ces dix mois vont être déterminants dans les stratégies des partis, mouvements et syndicats. Cette période aura des incidences et des conséquences qui se feront sentir très longtemps.

En mars, Jacques Moreau commence la rédaction de son fameux « rapport » qui engagera officiellement le recentrage de la CFDT.

Les élections municipales, avec la montée de la gauche, ont montré une volonté de changement.

-Le 3 avril 1977 a lieu le Rassemblement Communiste organisé par le PCRml.

Le jeudi 24 mars : le QDP n°408 dans la rubrique Vie du Parti –page 10-, annonce pour le 3 avril, la tenue par le PCRml, d'un « **Rassemblement Communiste à la Mutualité** » sous le mot d'ordre « **Une seule solution : la révolution socialiste !** » le texte d'appel précise :

« *La défaite électorale des partis de droite, aux municipales, reflète le refus du plan Barre, de la politique de chômage, d'austérité, de répression, le refus de faire les frais de la crise* » (…) « *Le capitalisme c'est la crise. Et si la gauche l'emportait en 1978 ? Serait-ce pour autant une issue à la crise ? Non. Le PS et le PCF ne maintiennent la façade de l'unité que pour profiter, chacun de son côté, électoralement de la situation, jusqu'en 78. Ils prolongent la fiction d'un programme commun, déjà vieux de 5 ans.* » (…) « *La gauche, c'est toujours le capitalisme. La gauche a beau, à travers les états-majors syndicaux, peser pour étouffer les luttes et tout mouvement qui compromettrait ses chances électorales d'ici 78, ce qui mûrit, dans notre pays en crise, c'est l'idée que le capitalisme a fait son temps, qu'il pourrit sur pied, que la gauche c'est toujours le capitalisme, qu'il n'y a pas d'autre issue que la transformation radicale de cette société, la révolution socialiste.*»

-4 avril : Le QDP n°417 annonce en une « **il a fait faillite le capitalisme. La France de demain, c'est la France socialiste !** » « ***Succès de la manifestation et du rassemblement hier à Paris*** ». A la page 9, est relaté le succès de la manifestation de « *plusieurs milliers de personnes* » le matin et du « *rassemblement de lutte* » l'après midi, tandis qu'à la page 8, c'est la première partie de l'intervention centrale de Charles Villac qui est reproduite.

-5 avril 1977 : Le QDP n°418, poursuit la publication de l'intervention centrale prononcée par Charles Villac au Rassemblement Communiste du 3 avril. Dans cette intervention, Charles Villac dit :

« *Devant une telle situation, la gauche croit son heure arrivée. Mis en appétit par leurs succès municipaux, les politiciens de la gauche croient leur victoire garantie et s'attribuent sans aucune pudeur le recul de la droite. Qu'importe pour eux que le vote du 13 et 20 mars ait été avant tout un désaveu du plan Barre dont Mitterrand, Rocard et d'autres ont souhaité le succès, appuyés par les dirigeants syndicaux, révisionnistes ou réformistes qui ont tout fait pour morceler les luttes, les disperser et détourner dans des actions de division aussi épuisantes qu'inefficaces, le potentiel combatif manifesté par la classe ouvrière le 7 octobre.* »

Plus loin Charles Villac évoque les projets différents des 2 partis de gauche (gestion loyale de la crise ou première base d'un capitalisme d'Etat) et précise

« *L'existence de ces deux projets divergents, portés par la même alliance électorale, indique assez le caractère très provisoire et très superficiel de l'entente cordiale qu'affichent les deux partis de gauche.* » (…) « *D'ailleurs présente de manière nette dans de nombreuses luttes ces dernières années, la défiance que suscitent les perspectives de l'union de la gauche s'est matérialisée sur le plan strictement électoral dans certains résultats.* »

Plus loin il évoque « *Les scores significatifs* » des « *listes écologiques* » l'accent est mis plus loin sur les résultats en hausse des listes présentées par l'OCT qui témoignent de la défiance

« *que certains travailleurs ont tenu à manifester au projet de l'union de la gauche.* » (…) « *Ainsi est posé aux*

révolutionnaires le problème de la bataille à mener pour faire mûrir cette défiance, en une claire prise de conscience des propositions de la gauche, de la nature des forces qui la composent le PS comme le PCF.
La participation des communistes révolutionnaires aux prochaines élections législatives est une composante de cette bataille, et revêt une importance particulière compte tenu du rôle que vont jouer ces élections dans le développement de la crise.
Mais pour remplir pleinement l'objectif qu'elle vise, une telle participation doit remplir deux conditions. D'une part tracer une claire ligne de démarcation avec la bourgeoisie de droite et de gauche, avec les projets capitalistes contradictoires dont sont porteurs le PCF et le PS, révélant clairement aux travailleurs que si le capitalisme c'est la crise, la gauche c'est toujours le capitalisme.
D'autre part refuser, au contraire de ce que font les groupuscules trotskystes depuis des dizaines d'années qu'ils existent, de faire du vote réformiste au second tour une position de principe. Au demeurant le résultat de 10% obtenu par la liste d'unité populaire de Vénissieux, à laquelle participaient des militants de notre Parti, lesquels refusaient, on s'en doute, d'appeler à voter pour le PCF au deuxième tour, indique assez que l'influence d'une candidature n'est pas diminuée par la clarté des démarcations tracées avec les partis bourgeois de gauche.
Voilà toutes les leçons auxquelles il faudra réfléchir, en analysant la situation concrète à la veille des élections législatives de 78, et en particulier en portant toute notre attention à la matérialisation dans les masses des aspirations au socialisme. ».

Cette intervention est très intéressante car elle explique d'avance la rupture de l'union de la gauche en septembre notamment sur la question des nationalisations (point essentiel du projet du PCF) lors de l'actualisation du programme commun.
Charles Villac indique également ce qui sera l'axe de la participation électorale du PCRml en 1978 qui se concrétisera par une alliance avec le PCMLF sous le sigle UOPDP pour la campagne des législatives.

Depuis 1968, et l'interdiction du PCMLF, son éclatement, le lancement de Front Rouge en 1971, la création du PCRml en 1974, la division entre communistes ml avait atteint son paroxysme, puis progressivement un lent dégel avait été opéré vers 1975 puis 76 et 77 **(voir annexe 12)**, pour se concrétiser notamment par le lancement en janvier 1978 d'un appel à la constitution pour les législatives de listes soutenues par le PCMLF (HR) et le PCRml sous le sigle : Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, c'est-à-dire faire une campagne commune. Ce dégel débouchera en 1979 à l'engagement de ces deux partis dans un processus d'unification, et de la fusion des deux quotidiens édités par ceux-ci.

Lire :
- PCRml et PCML vont tenter de fusionner en 1979-1980 **(chapitre 12).**
- Unité et unification des ML: l'expérience du PCML et du PCRml en 1979-1980 (Tentative et échec d'une unification)
- Quelques aspects de la lutte unitaire du PCML et du PCRML en 1978

-Le n°15 de Front Rouge mensuel d'avril 1977 publie 4 pages sur le rassemblement communiste du 3 avril :
« Manifestation et rassemblement communiste. Plein succès de la journée du 3 avril ». L'article passe en revue le déroulement et les temps fort de cette journée :
-la manifestation
-le rassemblement
-l'intervention de Charles Villac, membre du secrétariat politique du PCRml
L'article rappel en page 13 l'intervention d'Alain Castan « *dirigeant de l'Humanité Rouge qui montrait les progrès importants accomplis sur la voie de l'unité par les discussions avec notre Parti* ».
L'article conclut « *Par le nombre de ses participants, l'intérêt et l'enthousiasme qu'ils ont manifesté tout au long de la journée, son caractère unitaire, le 3 avril est un grand succès pour notre Parti, pour la perspective du socialisme en France.* »

L'HR rendra compte de ce meeting dans son n°660 –mardi 5 avril 1977- « ***Meeting du PCR (ml) Sous le signe de l'unité*** » -page 1- « ***Au meeting du PCR (ml) : Les camarades Villac et Castan ont souligné l'importance de l'unité*** » -page 3-

« Séguy et Maire s'entendent… » et se préparent pour 78

-Le 7 avril une rencontre au sommet CGT et CFDT a lieu au siège de cette dernière. Le QDP n°421 -vendredi 8 avril 1977- rend compte de cette réunion pages 1 et 5 dans l'éditorial de *Julien Leblond* : « **Séguy et Maire s'entendent pour contenir les luttes** ».

La CGT comme la CFDT, tracent leur perspective dans le cadre de la victoire de la gauche en 1978.
Jacques Duroc et Guy Lebreton écrivent dans l'HR bimensuel n°12 (du 18 au 31 août 1977) que les propositions CGT, c'est : « ***Préparez-vous à retrousser vos manches…*** » -pages 23-24- et que la CFDT répond en écho, qu'elle est « ***…Pour***

une action convergente avec le gouvernement de gauche ».

Le chômage ne cesse d'augmenter… mais le « docteur » Barre a des recettes !

-16 avril 1977 : le QDP n°427 annonce « **Encore 3% de chômeurs en plus au mois de mars (chiffre INSEE) : Chaque jour 1000 chômeurs supplémentaires** »
-26 avril : Le chômage ne cesse d'augmenter, Barre présente un nouveau « plan Barre bis » : Pacte national pour l'emploi. La cible du pouvoir n'est pas le chômage, mais les chômeurs qui selon lui ne sont pas assez mobiles, trop indemnisés etc… tout ce discours contre les chômeurs profiteurs-millionnaires-fainéants se retrouve toujours aujourd'hui en 2016. A défaut de lutter contre le chômage, il est plus facile de s'en prendre aux chômeurs…
Ainsi, le QDP n°538 du 21 octobre 1977 titrera en une :
« **Beullac annonce :**
-2 fois plus d'enquêteurs
-Radiations plus nombreuses
La chasse aux chômeurs »
A la page 3 « *des jeunes chômeurs répondent à la campagne de dénigrement et de mensonges de France-Soir : en disant :* " **Assez de mensonges ! les chômeurs ne sont millionnaires que par leur nombre !**"

Les titres et articles du QUOTIDIEN DU PEUPLE n°539 -samedi 22 octobre 1977- sont tout à fait caractéristiques et montrent bien l'axe des futures campagnes des gouvernements de droite comme de gauche sur la question du chômage.
« **CGT et CFDT des ANPE : Beullac ment, le chômage augmente !** -page 1-
Dossier : page 4
-Chaque semaine de nouvelles mesures contre les chômeurs (Conférence de presse CGT - CFDT de l'ANPE)
-Une nouvelle méthode pour ne pas inscrire les chômeurs : La " ligne emploi "
Des centaines d'annonces racistes
Beaucoup de contrôle sur les chômeurs aucun sur le sérieux des offres…
Malgré le bluff des radiations… Le chômage augmente !
(Extraits de la conférence de presse CGT-CFDT) »

Le premier mai CGT-CFDT

Le premier mai syndical (CGT-CFDT) est illustré par la manifestation de plusieurs dizaines de milliers de manifestants qui dénoncent notamment la politique d'austérité de Raymond Barre. Les illusions concernant les partis de gauche sont très fortes d'autant plus que nous sommes après la « poussée à gauche » des municipales, avant la renégociation-actualisation du Programme commun et à un an des législatives de 1978.
Le S.O. de la CGT va une nouvelle fois s'illustrer par l'agression d'un cortège de femmes qui protestait contre un défilé de… majorettes dans la manifestation.

Premier mai unitaire des ML

-30 avril – 1er mai : Le QDP n°438, titre en une « *Pour un 1er mai de lutte vers une France socialiste* » et précise les axes, le contexte et les analyses du PCRml. Il est rappelé concernant le combat contre le plan Barre, que

> « *Depuis de longs mois, ce ne sont pourtant pas les luttes et la volonté qui ont fait défaut aux travailleurs pour riposter à ce plan et tenter de le mettre en échec. Mais à chaque fois que le problème d'une lutte d'ensemble a été posé, à chaque fois que les travailleurs ont mis en évidence la nécessité de rassembler leurs forces pour frapper la bourgeoisie et pour imposer un recul significatif, ils ont trouvé sur leur chemin les directions des confédérations syndicales qui à toute force par tous les moyens, imposent l'orientation des partis de gauche : attendre 78, ne déclencher aucun mouvement un peu massif qui risque de compromettre le résultat électoral en faisant peur à une partie de l'électorat. C'est au nom de cette logique qu'ont été dévoyées des centaines de grèves, essoufflés des centaines de milliers de manifestants au fil des journées d'action, et que progressivement, le plan Barre est rentré dans la vie.* ».

A la page 2, l'article aborde la question de l'unité et informe des deux décisions importantes du Comité central :

-**Sur l'unité** :

> « *Ce 1er mai 1977, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge et le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste appellent en commun à manifester à Paris et dans d'autres villes Cette unité d'action, positive, s'inscrit dans une avancée réelle du processus engagé, voilà maintenant près de deux ans, pour l'unité des marxistes-léninistes dans notre pays. Elle fait suite à plusieurs initiatives communes qui ont pu déjà être organisée dans un passé récent. Cette unité d'action ne peut être séparée de l'avancée dans l'unification politique. En ce sens, des discussions ont été entreprises à tous les niveaux entre l'Humanité Rouge et notre Parti.* »

-**Deux décisions importantes du comité central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste** : « *C'est dans le cadre du riche débat qui existe dans les masses que se situent deux initiatives du PCRml : la sortie de la première édition du « Manifeste pour le socialisme », et la transformation de notre journal « Le Quotidien du Peuple » en organe*

central du PCRml. »
En page 8, le QDP n°438 publie un reportage de Julien Leblond au sujet des plans de licenciements prévus dans la sidérurgie lorraine et les réactions des travailleurs. Le reportage, informe également du succès du meeting du PCRml à Thionville.
Le 30 avril et le 1er mai des initiatives unitaires sont organisées par le PCRml, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge et leurs organisations de jeunes (UCJR et JCMLF).
Le programme de ces initiatives est annoncé en détail à la page 14 du QdP n°438, notamment :
-le 30 avril et le 1er mai à la Cartoucherie de Vincennes une « Fête de Rebelles » avec spectacles, forums, meeting anti-impérialistes. La participation côté spectacle de Gilles Servat, Tri Yann, Akendengue, F. Tusques.
Le 1er mai avec en spectacle, notamment Eddy Mitchell, Kirjuhel, Imago. La partie politique et centrée autour d'un meeting central avec l'intervention de l'UCJR. Le matin du 1er mai est organisé à Paris une manifestation dont le thème est : « **Contre le capitalisme en crise, Pour un premier mai de lutte - Une seule solution : la révolution socialiste !** ».
-Lundi 3 mai : le n°439 du QdP annonce « **Manifestation du 1er mai. La voie de la lutte veut s'affirmer** » et « **1er mai : Manifestation combative des marxistes-léninistes à Paris** ». Les pages intérieures 4 et 5 reviennent largement sur les manifestations syndicales (plus faibles que l'année d'avant) et sur celles du PCRml et de l'HR.

Le PCF pour la force de frappe

Le jeudi 12 mai 1977, Jean Lermet dans le QDP n°447, indique : « **Le PCF cède au PS sur la force de frappe : L'affrontement portera sur les nationalisations** » -page 3-

Nouvelle journée nationale contre le plan Barre

-24 mai : Organisation par les confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, FEN… d'une journée de grève nationale contre le plan Barre (bis).

Pour les communistes ML, la question de la forme et du contenu des luttes est posée. Ils sont très critiques vis-à-vis des luttes mises en avant par la direction de la CGT, comme celle du « Parisien Libéré » ou de la répétition des « journées nationales d'action ». Il y a un débat depuis plusieurs années au sujet de ces « journées d'action » et il se poursuivra encore.

Le « ***24 mai, nouvelle journée d'action bidon : Organisons des luttes efficaces*** » titre l'HR n°686 du jeudi 12 mai 1977-
L'HR n°693 –jeudi 26 mai 1977- pose la question : « ***Le 24 mai des millions de travailleurs ont exprimé leur mécontentement : Et maintenant ?*** » -page 1- et l'HR n°694 annonce « Echos du 24 mai : Les marxistes-léninistes à l'offensive » -page 1-

Malville

-30-31 juillet- : Rassemblement et manifestation à Malville contre la construction de Superphénix (surgénérateur nucléaire). La manifestation du 31 se terminera par la mort d'un manifestant (Vital Michalon) victime d'une grenade offensive et d'une centaine de blessés. Lire l'article de 1997 sur l'anniversaire de Malville.
-Centrales Nucléaire, luttes et oppositions : Malville etc… liste d'articles de l'HR : **(voir annexe 23)**

Ouverture des négociations pour l'actualisation du progamme commun de la gauche

-Du 31 mai au 28 juillet : ouverture des négociations pour la réactualisation du Programme commun.

Assassinat de Pierre Maître

-Le 5 juin 1977, Pierre Maître, militant CGT est assassiné par des fascistes de la CFT.
Le QDP et l'HR vont dénoncer cet assassinat (voir notamment : HR –n°701 – 702 – 703 - 704 - 705 et QDP n°465 et 466 de juin 1977).

61e Congrès du PS

-Au 61e Congrès du PS à Nantes les 17 et 18 juin 1977, Michel Rocard introduit la notion de « deuxième gauche » (les deux cultures) comme le rappelle un article du Mpep.

Fin du conflit du « Parisien Libéré » le 17 août 1977 et poursuite de la lutte des résidents Sonacotra

Dans la revue « **Prolétariat** n°14 –du 4e trimestre 1977- » Pierre Castelli répond à la question « ***Victoire ou défaite au Parisien Libéré ?*** » -pages 10 à 17, tandis qu'un article de Guy Lebreton revient sur la longue lutte des ouvriers immigrés des foyers-prisons de la Sonacotra en pages 18 à 23 sous le titre : « ***Un combat prolongé des ouvriers immigrés*** ».

Rupture de l'union de la gauche en septembre lors des réunions pour l'actualisation du Programme Commun engagée le 17 mai.

Cet échec aura des conséquences, politiques, syndicales et électorales pendant des années. Les relations du P« C »F et du PS depuis 1972 sont fluctuantes, elles oscillent au gré des situations. Dans certains cas pour le P« C »F, le Parti Socialiste est

un « bon partenaire » et dans d'autres « il vire à droite ». La stratégie électoraliste du P« C »F, est de « *faire pression sur les dirigeants socialistes* » pour que le PS « reste à gauche ».
C'est un mensonge et une pure illusion, car la vieille social-démocratie anticommuniste, n'a jamais abandonné ses positions politiques. La signature du programme commun en 1972, n'a rien changé sur le fond à la nature réformiste et gestionnaire du PS.

La responsabilité de la « rupture » de l'union de la gauche le 22 septembre 1977 a souvent pour des raisons évidentes été mise principalement sur le dos du P« C »F, mais il convient de relativiser cela. Un livre de Pierre Juquin, préfacé par Charles Fiterman avec des textes de Georges Marchais et publié au 4e trimestre 1977 aux Editions Sociales sous le titre « **Programme commun L'actualisation à dossiers ouverts** » revient en détail sur cette rupture.
La stratégie électoraliste d'union de la gauche, de soutien à Mitterrand fut lancée par Waldeck Rochet, dès 1965 (contre l'avis « des communistes restés fidèles à l'idéal communiste »), dans un contexte où l'ancêtre du PS (SFIO ou FGDS) était minoritaire à gauche, alors que Mitterrand n'avait pas à proprement parler de parti politique (aussi fort que le P« C »F) à lui. C'est pourquoi Mitterrand va s'employer à créer un nouveau PS pour son objectif politique dès 1971.
Mitterrand « vieux renard » de la politique, plusieurs fois ministre sait qu'il doit utiliser le P« C »F (qui est encore incontournable à l'époque) pour petit à petit le « vampiriser ».
Il n'hésite pas en 1971 lors du congrès d'Epinay à déclarer « *Celui qui n'accepte pas la rupture, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* ».

L'union de la gauche : une stratégie opportuniste qui vient de loin…

Dans l'Humanité Rouge de décembre 1970 à janvier 1971, une série de cinq articles avait été publiée sous le titre « 50 ans après le congrès de Tours (1920 - 1970) » le sous-titre du n°86 -jeudi 31 décembre 1970-, précisait sous la plume d'Henri Jour : « ***Une vieille farce opportuniste : L'unité de " la gauche "*** »

La stratégie d'alliances électorales pour la signature du Programme Commun avec le P« C »F en 1972, s'inscrit bien dans l'optique de Mitterrand. C'est ce qu'il fait savoir le 27 juin 1972, quelques heures après avoir signé le programme commun. Il se rend à une réunion de l'Internationale socialiste à Vienne où il est interpellé par des représentants d'autres partis socialistes, qui sont surpris de la stratégie de Mitterrand. Lors d'une séance à huis clos, Mitterrand rassure ses amis et explique sa stratégie :

> «*Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PC, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste.*»

Georges Marchais, le 29 juin 1972 fait un rapport devant le comité central du P'C'F. Il indique le déroulement des négociations avec le PS, ses craintes. L'intervention de Marchais est intéressante à plus d'un titre, il ne fut pas reproduit dans *l'Humanité*, c'est seulement en 1975 que sa déclaration sera publiée dans une annexe du livre « **L'Union est un combat *: textes et documents de Maurice Thorez, Waldeck Rochet, Georges Marchais.*** *Présentés par Etienne Fajon* » aux *Editions Sociales*. Ce que dit Marchais dans ce rapport contient déjà non seulement tous les éléments qui aboutiront aux « querelles » avec le PS en octobre 1974, prémisses de la rupture de l'union de la gauche en septembre 1977, mais aussi de :

- ► la stratégie qui renforcera le PS au détriment du P'C'F ;
- ► l'impossibilité pour le P'C'F de faire autrement ;

Le rapport de Marchais devant le CC, montre l'ambiguïté, les illusions, les limites du *Programme commun*, des accords avec le PS. Il préfigure les relations avec Mitterrand en 1981 et après. L'échec de l'union de la gauche est inscrit dans ses gènes, c'est-à-dire dans la nature différente du PS et du P'C'F ainsi que dans la stratégie électoraliste de ces partis.
Marchais devant le CC, ce 29 juin 1972, fait un numéro d'équilibrisme, il alterne questions et affirmations, tout en maintenant la ligne « union de la gauche » en pressentant ses dangers. Mais, il ne peut aller au-delà, de ce que lui permet la ligne opportuniste et révisionniste du P'C'F allant de Thorez à Waldeck, ligne dont il a hérité et qu'il a contribué à développer.
♦ Thorez, qui parlait déjà dans un discours devant le XVIIe Congrès le 17 mai 1964 de « *Parvenir à l'entente avec le PS* », de « *L'unité en marche* » car « *L'élaboration d'un programme commun s'impose.* » et que « *Un projet de programme a été formulé par nous dès 1959* ».
-A la page 83 de « **L'Union est un combat** » , Marchais revient sur l'appréciation du congrès d'Epinay et il précise à la page 84

> « *nous avons considéré que le compromis réalisé entre Mitterrand-Defferre-Mauroy avait pour but de bloquer les discussions engagées, de faire du renforcement du Parti Socialiste l'objectif prioritaire, en vue de créer une situation où notre Parti serait contraint au rôle de force d'appoint.* »

à la page 93, Marchais dit :

> « *Le Parti Socialiste s'engage donc de la sorte et déclare qu'il s'engagera publiquement à rester fidèle au*

Programme commun, à ne pas participer à un de ces renversements de majorité dont toute son histoire est faite, ni même à permettre un tel renversement.
Que nous ne puissions nous en remettre à un tel engagement de sa part, cela est évident. Il serait dangereux de se faire la moindre illusion sur la sincérité ou la fermeté du Parti Socialiste à ce sujet. ».

Page 105, au sujet des nationalisations et plus particulièrement de la sidérurgie, Marchais avoue que
« *La sidérurgie a été l'objet de la discussion la plus âpre de toute la négocia:tion. Le Parti Socialiste se refusait catégoriquement à la nationalisation de la sidérurgie et il était même prêt à faire de ce point un motif de rupture des négociations, de refus d'un Programme commun.* ».
Pages 109-110, Marchais dans son appréciation globale de ce que représente le Programme commun, dit qu'« *il ne s'agit pas non plus d'une synthèse idéologique. Au contraire, l'accord n'a pu se faire que parce que, sur notre insistance, la confrontation idéologique en a été, si je peux dire, absolument « évacuée ». En effet, nous ne cherchons pas, nous ne souhaitons pas dans l'état actuel du Parti Socialiste le rapprochement idéologique. Quant au fond, l'idéologie qui anime aujourd'hui le Parti Socialiste est, et reste absolument réformiste ; quant au fond, elle est totalement étrangère au socialisme scientifique ; quant au fond, elle récuse totalement la nécessité de placer en toutes questions du point de vue de la classe ouvrière.*
Nous avons donc fait admettre par nos interlocuteurs l'idée qu'il fallait systématiquement et exclusivement se placer –y compris pour régler les points de divergence- dans l'optique d'une action gouvernementale commune. Autrement dit, élaborer un programme concret, précis et cohérent de gouvernement.»
Page 118, Marchais montre qu'il n'est pas dupe des intentions du PS :
« *Au reste, au cours même de la discussion, François Mitterrand n'a pas fait mystère de l'intention du Parti Socialiste de se renforcer, y compris à notre détriment.* ». Plus loin, Marchais poursuit en disant : « *Il est clair que la conclusion d'un programme commun de gouvernement dans lequel le Parti socialiste jouerait un rôle important donnerait à celui-ci des bases dans son effort pour se renforcer à notre détriment, si nous ne faisions pas ce que nous devons faire.* ».
Ce passage est également rappelé dans le tome 2 de la biographie de ***Jean Kanapa*** écrite par **Gérard Streiff** à la page 22 : « **Jean Kanapa 1921 – 1978 une singulière histoire du PCF** –L'Harmattan -mars 2011- ».

Le journal **l'Humanité Rouge** n°192 –jeudi 21 juin 1973- publie en page 7 : « **Une responsabilité des dirigeants du P « C »F : La remontée du Parti Socialiste** ». Cet article aborde des points essentiels pour la compréhension de la stratégie d'union de la gauche et ses conséquences.
Il contient également des indications et des prévisions tout à fait remarquables et qui se révéleront exactes sur les développements futurs du PS. Il montre aussi que le soutien à la social-démocratie n'est pas une option, mais une conséquence de l'abandon de la ligne révolutionnaire par le P « C »F. Dans cet article publié en juin 73, l'HR écrivait :
« *les prochaines élections présidentielles pourraient être fort proches, en raison de l'état de santé de Pompidou. Mitterrand sera-t-il candidat unique de la gauche dès le premier tour, cherchera-t-il l'appui des " centristes " et autres " réformateurs " pour ne faire du P"C"F et de ses électeurs qu'une force d'appoint lui permettant d'accéder à la présidence ?* » **(voir annexe 14)**

-Mitterrand dont le passé politique d'extrême-droite est connu, fut nommé en 1974 « *candidat unique de la gauche* ». Le PCF veut que Mitterrand soit « *candidat commun de la gauche* » alors que le PS fait campagne sur la base du « *candidat unique de la gauche* ». Mitterrand pense que ces élections s'inscrivent dans un « rééquilibrage » de la gauche en faveur du PS. Pourtant, Marchais reconnaît que Mitterrand refuse de prendre des engagements précis. François Hincker (ancien membre du CC du PCF, qui rejoindra Henri Fiszbin pour fonder « Rencontres Communistes ») dans un livre datant du 4e trimestre 1981 donne des détails concernant la décision de la direction du PCF de soutenir la candidature de Mitterrand en 1974, notamment dans le chapitre 4 –***Le tournant de 1974***- pages 121-122-123 : **« Le parti communiste au carrefour : Essai sur quinze ans de son histoire 1965-1981** » -éditions Albin Michel-. François Hincker écrit :
« *Mitterrand, paradoxalement, ne voulait pas être ce candidat commun : il faisait mine d'adhérer à la définition d'un président au-dessus des partis ; il pensait, ce qui sur le plan tactique n'était point faux, que la multiplication des candidats ratisserait le plus grand terrain possible ; mais surtout il était persuadé que cette élection serait la première où se manifesterait le « rééquilibrage » de la gauche en faveur du PS, et qu'ainsi au second tour le désistement du PC se ferait à ses conditions.* » -pages 121-122- (…) « *Georges Marchais proclama le soir du 8* [avril], *à la sortie du Comité central qui venait de ratifier le soutien à la candidature de Mitterrand : ça y est, nous avons un programme commun, nous avons un candidat commun.*
En réalité Mitterrand n'avait pris aucun engagement de faire du programme commun son propre programme de candidat. » -page 122-

-Le 14 mars 1974 : sous le titre « **Georges Marchais répond à l'Unité** » l'hebdomadaire du PS, publie sur quatre pages une

interview où « ***Georges Marchais répond aux questions que lui a posées « l'Unité » sur l'union de la gauche, l'Europe, Soljenitsyne, le droit à l'erreur, l'autogestion etc…*** »

-Comme l'écrit *Thomas Hofnung* à la page 217 de son livre « **Georges Marchais : L'inconnu du Parti Communiste Français** » :

> « *Georges Marchais cherche à enserrer dans les liens de l'union de la gauche son partenaire qu'il sait volage d'expérience* ». Durant quelques mois (début 1974) « *Georges Marchais croit sincèrement dans la solidité de son alliance avec François Mitterrand. La preuve il doit se justifier face à certains membres de la direction du Parti qui se méfient du dirigeant socialiste et ne se montrent pas tendres avec lui en privé.*
> *Pierre Juquin est ainsi le témoin d'incidents graves entre Leroy et Marchais à propos de François Mitterrand, « au BP et en dehors du BP», précise-t-il, « Roland Leroy était très sévère sur Mitterrand. Il le traitait de « libéral bourgeois ». Et Marchais, furieux, lui répondait : « Tu es en train de foutre la politique du Parti en l'air* » -page 217-. Selon *Thomas Hofnung* dès la mort de Pompidou le 2 avril Marchais est convaincu que « *c'est à François Mitterrand qu'il reviendra de porter haut les couleurs de l'union de la gauche lors de l'élection qui va suivre.* » -page 218-. « *Dès le 3 avril, les émissaires du PCF, Roland Leroy et Paul Laurent, rencontrent Claude Estier et Gérard Jacquet dans une brasserie du Quartier latin pour leur faire part de la position du Parti. Le 4 avril, c'est Georges Marchais lui-même qui se fend d'une lettre remise dans les couloirs de l'Assemblée, à François Mitterrand, dans laquelle il l'incite à se déclarer sur la base du Programme commun.* » (…)
> « *Le 8 avril, Georges Marchais ne dissimule pas ses difficultés face au comité central : il reconnaît que François Mitterrand refuse de prendre des engagements précis vis-à-vis de ses partenaires. Mais il affirme, dans le même temps, sa conviction que le Parti a la capacité et la puissance nécessaires pour imposer le Programme commun comme pierre de touche de la campagne de la gauche. Deux jours après la réunion du CC, le 10 avril, il se rend tout de même rue de Bièvres pour tenter d'obtenir quelques concessions de la part de François Mitterrand. En vain. Plus tard, ce dernier annonce même que, s'il est élu, il nommera un premier ministre socialiste.*» (…)
> « *Comme Waldeck Rochet neuf ans plus tôt, le PCF et son patron en tout premier lieu, cède. Il abandonne l'idée d'obtenir des engagements précis de la part de Mitterrand. « Georges Marchais m'a demandé de venir le voir place du Colonel-Fabien, raconte Claude Estier, pour m'annoncer que le PCF ne mettait finalement aucune condition à son soutien.* » -page 218- (…)
> « *cette décision tactique n'a pas fait l'unanimité au sein de la direction communiste. « Comme si c'était la chose la plus naturelle qui soit, s'étonne par exemple Jean Rony. On aurait voulu fabriquer le leader de la gauche qu'on ne s'y serait pas pris autrement. « Après l'excellent score de Jacques Duclos lors de l'élection de 1969, certains responsables s'étonnent que Georges Marchais n'ait pas cherché, au moins, à négocier et qu'il se soit d'emblée prononcé pour la candidature Mitterrand.*
> *Comme Waldeck Rochet en 1965, Georges Marchais fait donc la courte échelle à son partenaire et néanmoins rival socialiste.* » -page 219-.

Quelques éléments sur le passé de Mitterrand :

-**L'Humanité-Dimanche** du 14 novembre 1948 « *Les insulteurs du Parti des Fusillés* »
-**Pour la Vérité** (FCML) n°3 –décembre 1965-
-**Le mouvement « maoïste » en France.** Tome 1 (10/18 –1978-) par Patrick Kessel –pages 131-132-
-**Une jeunesse française : François Mitterrand 1934 - 1947** –Pierre Péan- Ed Fayard 1994-
-Qui était François Mitterrand, président "socialiste" de la cinquième république ?
-Un des plus illustres massacreurs du colonialisme français en Algérie s'appelle Mitterrand...

Plusieurs articles sur le passé sombre du chef du PS furent notamment publiés dans **l'Humanité Rouge** :

-n°113 –9 septembre 1971- pages 6-7 « La classe ouvrière n'a pas la mémoire courte ».
-HR n°169 –jeudi 7 décembre 1972- A propos de Mitterrand la francisque –page 7-
-HR n°173 –jeudi 11 janvier 1973- -Mitterrand et Cie : De vieux serviteurs du capitalisme
-Quand Mitterrand mange le morceau –page 8-
-HR n°178 –jeudi 1er mars 1973- « Mitterrand, le sang d'un démocrate t'accuse » -page 2-
-HR n°225 –jeudi 11 avril 1974- « Travailleurs, n'oubliez jamais ce que sont les ''socialistes !'' » -p. 6-
-HR n°226 –jeudi 18 avril 1974- « Qui est Mitterrand ? » -éditorial de Jacques Jurquet pages 1-et 6-
« Si Mitterrand passait… » -page 7-
-L'HR n°622 –jeudi 10 février 1977- annonce en une :
« Dans notre prochaine édition : Il y a 20 ans, Mitterrand faisait guillotiner le militant communiste Fernand Yveton »
-HR n°623 –vendredi 11 février 1977- « Inspirons-nous de l'idéologie révolutionnaire de Fernand Yveton et des martyrs algériens ! (Par Jacques Jurquet) –pages 1 et 3-

Un dossier est également publié en pages centrales sous le titre :

« Il y a 20 ans, sur ordre de Mitterrand : Fernand Yveton était assassiné » -pages 4-5-

- Souvenirs de Fernand Yveton –page 4-
- Le contexte international : large développement des luttes anti-impérialistes –page 4-
- Mitterrand dès le début contre le peuple algérien –page 4-
- La situation à l'automne 56 –page 4-
- Echec au colonialisme –page 5-
- Arrestation et condamnation de Fernand Yveton –page 5-
- Assassiné pour l'exemple –page 5-

Deuxième tour des présidentielles de 1974

-Au deuxième tour des présidentielles le 19 mai, Mitterrand perd de très peu face à Giscard.
-10-11 juin : Session du CC du PCF.

Législatives partielles et défaite du PCF

-Le 29 septembre : sept élections partielles simultanées se déroulent, les résultats du PCF sont mauvais et le PS progresse.
- Le 7 octobre, dans un communiqué du Bureau politique publié par les « ***Cahiers du communisme n°11*** –novembre 74- revue théorique et politique du comité central du PCF : « **après les élections législatives partielles** » -pages 137-138 nous lisons ceci : « *le mot d'ordre constamment répété de la nécessité d'un prétendu rééquilibrage des forces de gauche prend un caractère de plus en plus pernicieux parce qu'il comporte lui aussi l'idée de réduire l'influence communiste.* ». Le communiqué revient sur la déclaration de Georges Marchais au nom du Bureau politique à la session du comité central des 10 et 11 juin ou il posait la question « *Comment pourrions-nous envisager le succès du Programme commun si les partis qui le défendent ne se renforçaient pas les uns et les autres ?* ». Dès lors les déclarations de Mitterrand au Congrès de l 'Internationale socialiste en 1972, prennent une dimension « prophétique » pour le PCF. En effet, le PS est entrain de réaliser le projet de Mitterrand : construire un grand parti socialiste au détriment du PCF.
Le livre de *Thomas Hofnung* à la page 226 resitue les raisons de la rupture de 1974 : « *De fait Mitterrand a tenu parole. Le rééquilibrage est en train de se produire sous les yeux ébahis du PCF. Désormais, il n'est plus exclu que le PS devienne dans les urnes le premier parti de gauche. Sous le choc de ces législatives partielles catastrophiques, le Parti est mûr pour entendre les avertissements jusque-là peu audible de Roland Leroy.* ».

Le XXI Congrès extraordinaire du PCF du 24 au 27 octobre

La préparation d'un Congrès extraordinaire par le PCF, se fait dans un contexte où :
◄ le PS se renforce électoralement au dépend du PCF ;
◄ le PS et Mitterrand essaient de construire un PS qui essaie bien au-delà de la social-démocratie historique d'englober et d'intégrer : « *la deuxième gauche* », la CFDT, des franges du PSU, les écolos…
C'est la raison de la présence de Mitterrand au Larzac en août et de l'opération des « **Assises pour le socialisme** » les 12-13 octobre…
● l'affaire Soljenitsyne est une nouvelle occasion d'une part de faire de l'antisoviétisme contre l'URSS et d'autre part de l'anticommunisme contre le PCF.
● de nombreuses luttes ouvrières se développent, c'est notamment le cas de la grande grève des postiers qui débute dès le 16 octobre.

-La préparation du XXIe Congrès du PCF –prévu pour le 24 octobre- est largement analysé dans 2 n° de ***Front Rouge*** qui titreront respectivement « **21ème Congrès du P"C"F: jusqu'ou ira Marchais ?** » et« **21ème Congrès du P"C"F : Travailleur, rejette ce faux parti communiste** » :

▬ n°128 du 17 octobre 1974- ***Éditorial* : 21ème Congrès du P"C"F: jusqu'ou ira Marchais ?** (*Gabriel Ferréol*) -page 2- **(lire dans annexe 32)**
▬ n°129 du 24 octobre 1974 ***Éditorial*** : **21ème Congrès du P"C"F . Travailleur, rejette ce faux parti communiste** (*Marc André*) suite de la une -page 2- **(lire dans annexe 35)**

-Le XXI Congrès extraordinaire du PCF du 24 au 27 octobre à Vitry-sur-Seine, selon *Thomas Hofnung* devait être celui « *qui était censé consacrer la ligne d'ouverture adoptée depuis la signature du Programme commun, tire à hue et à dia.* » -page 227. Marchais est obligé de composer avec les tenants d'une ligne plus critique vis-à-vis du PS. Dans un entretien cité par *Hofnung* dans son livre aux pages 227-228, Roland Leroy déclare :

« *Ce qui m'inquiétait, c'était la tendance à dissoudre la politique du PC dans celle du Programme commun.*

Mitterrand se fichait pas mal du contenu, il avait fait le choix politique de signer le Programme commun pour être en position d'accéder à la présidence de la République. Mais dès 1974, nous avons commencé à prendre nos distances. La rupture se fait en 1978, mais en réalité c'est au lendemain des élections présidentielles et à la suite des législatives partielles du mois de septembre que le processus s'amorce. A cette date, Marchais oscille, passe d'une position à une autre. Parfois en vingt-quatre heures. ».

-Le n°130 du 31 octobre 1974 de l'hebdomadaire **Front Rouge**, titre : « **XXIème congrès du P"C"F, volte-face en apparence, maintien de la ligne révisionniste dans les faits** ». L'article signé *d'Albert Chatillon* est publié en pages 4-5- avec le « **Témoignage d'un lecteur de Front Rouge sur le congrès de Vitry** ».

-Cette période voit également l'organisation d'un « **Grand rassemblement communiste dans les 5 salles de la Mutualité** » le dimanche 3 novembre à 14h et d'une manifestation à 10h30 le matin à la Bastille par le PCRml avec la participation du PCMLI (Italie), KBL (Luxembourg), Amada (Belgique), CIP –Comités Indochine Palestine-, CACF –Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet-, OSR –Opposition Syndicale Révolutionnaire-, UEIF –Etudiants Iraniens- .

Le programme de ce **rassemblement communiste** du 3 novembre est publié dans les ***Front Rouge*** :
- ► n°128 - 17 octobre 1974-
- ► n°129 -24 octobre 1974-
- ► n°130 -31 octobre 1974-.

Le compte-rendu sera publié sur plusieurs numéros :
- ► n°131 -7 novembre 1974-
- ► n°132 -14 novembre 1974-
- ► n°133 -21 novembre 1974-

-**Front Rouge** n°136 -12 décembre 1974- publie un article de *Serge Livet* en page 2 « **Les querelles PS - P"C" : les contradictions du P"C"F** ».

Pour bien comprendre l'analyse que fait le PCRml concernant le P « C » F, les débats et les querelles dans l'union de la gauche, le XXIe Congrès de Vitry ; il nous faut revenir sur l'article d'*Albert Chatillon* en page 3 de FR 128 : « **Les tribunes de discussion dans l'"Humanité" pour la préparation du XXIe Congrès. Pas de fumée sans feu** » ou selon lui le débat préparatoire au congrès se déroule dans « **Une tribune préfabriquée** » mais que les thèmes centraux concernent : « **La question du socialisme** », « **La question des alliances** », « **La question du Parti** ».

■ L'éditorial de *Gabrielle Ferréol* (FR n°128 du 17/10/1974 page 2) :
« **21ème Congrès du P"C"F: jusqu'ou ira Marchais ?** - éditorial : Les rebuffades de Marchais » **(voir annexe n°32)**

■ L'éditorial de *Marc André* (FR 129 du 24/10/1974 pages 1- 2) :
« **21ème Congrès du P"C"F : Travailleur, rejette ce faux parti communiste** » **(voir annexe n°35)**

■ L'article d'*Albert Chatillon* (FR 130 du 31/10/1974) « **XXIème congrès du P"C"F, volte-face en apparence, maintien de la ligne révisionniste dans les faits** » donne une analyse et un compte-rendu de ce congrès **(voir annexe n°36)**.

Il est intéressant de noter que le XXIe Congrès dans sa période préparatoire, met en sourdine, voire abandonne très provisoirement le socialisme comme projet lié à l'application du Programme commun. Mais que cette référence dont le sens et le contenu peut être interprété et utilisé de différentes façons, ne peut pas être abandonné.

La revue théorique et politique mensuelle du comité central du PCF « **Cahiers du communisme** » n°11 de novembre 1974, est consacré au « XXIe Congrès extraordinaire du PCF » et annonce en couverture le contenu de ce n° :
« Rapport présenté par Georges Marchais » ;
« Discussion » ;
« Intervention de Roland Leroy » ;
« Résolution » ;
« Documents »
Ni la couverture, ni la page 1 dont le titre est « **Union du peuple de France pour le changement démocratique** », ni le sommaire page 3 ne font mention du socialisme !!! Ce n'est qu'à partir de la page 9 dans l'article de Paul Laurent sur « **la portée du XXIe Congrès** » -pages 8 à 12- qu'est évoquée la référence au socialisme. : « *La crise n'est ni mondiale, ni fatale, il suffit de voir ce qui se passe dans les pays socialistes* », après avoir fait mention à la page 10 du Manifeste « Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste » Paul Laurent poursuit par « *Les communistes luttent pour un système social qui abolisse enfin l'exploitation de l'homme et mette la production au service du mieux-être de tous les membres de la société et du libre développement de chaque individu ; ils luttent pour le socialisme dont les idées ne cessent d'avancer*

dans notre pays comme dans le monde entier. ».

La page 13 des « Cahiers du communisme » n°11 fait la promotion du livre sorti en novembre 1974, dont le titre est « **Union, Programme Commun, Socialisme : Le Parti Communiste propose. XXIe Congrès- Rapport de G. Marchais. Résolution.** ».

Dans ce livre, le titre de la page 3 est « **Union du peuple de France pour le changement démocratique** ».

La référence aux « pays socialistes » et au « socialisme » est présente dans la table des matières –pages 128-129-130- A la page 19 (chapitre I) Marchais affirme : « *Il n'y a pas de crise dans les pays socialistes* ».

Le chapitre II –pages 35 à 47- « **Poursuivre l'application de notre juste stratégie politique** » est consacré au socialisme. Les titres des sous-chapitres sont clairs :

--C'est pour le socialisme que nous luttons
--Notre voie au socialisme
--Le socialisme aux couleurs de la France
--Programme commun et socialisme

Dans l'introduction de ce chapitre Marchais reconnaît page 35 que :

> « *Des camarades se sont demandés si nous ne renoncions pas à notre lutte pour le socialisme tandis que d'autres ont affirmé qu'il convenait de cesser aujourd'hui notre propagande dans ce domaine.* » et il ajoute : « *Les uns et les autres sont dans sont dans l'erreur. Voyons en détail ce problème.* ».

En 1976 lors du XXIIe Congrès, Marchais s'écrie « *Vive le socialisme aux couleurs de la France* » et abandonne la référence à la notion de dictature du prolétariat.

Pour les marxistes-léninistes, Socialisme et Dictature du Prolétariat sont liés. Le P« C »F voulait en fait déjà en 1974, jeter officiellement toutes les références à la « période stalinienne » en URSS et se débarrasser de la révolution, du socialisme, de la DDP, du marxisme-léninisme.

Dans les faits ces références dans le P« C »F de 1974 (et cela depuis la scission du MCI en 1963) n'étaient plus depuis la victoire définitive du révisionnisme moderne (khrouchtchévien) que des références formelles abandonnées dans le parti. Comme le montre un article de l'Humanité Rouge n°145 du jeudi 27 avril 1972, le renoncement à la DDP était déjà dans les têtes de certains dirigeants du P « C »F. L'article revient sur l'intervention d'un militant de l'HR –PCMLF- dans un débat politique organisé par le P « C »F le vendredi 14 avril à 20 heures à Saint-Etienne. Le thème est la campagne pour le Non au référendum sur l'élargissement de la CEE. L'article indique en titre « ***Marchais : '' surtout pas la dictature du prolétariat''*** » -page 13-. Le rejet de la DDP, n'est pas tombé du ciel en 1976… mais était déjà une conséquence de l'évolution du PCF dans les années 50 et de son soutien à la ligne prônée par Khrouchtchev.

L'abandon du projet de construire le socialisme en France était envisagé dans les projets de la direction et de Marchais en 1974, mais pour des raisons internes vis-à-vis des travailleurs et des militants, cet abandon aurait posé des problèmes, de même vis-à-vis du PS. Cette contradiction va essayer d'être résolue :

> ---par la publication en mars 1975 d'une « **Histoire du phénomène stalinien** » par *Jean Elleinstein*, intellectuel membre du PCF jusqu'en 1980. Elleinstein fut directeur adjoint du CERM et collaborateur au…. Figaro Magazine ;
> ---par la condamnation du « stalinisme » par Marchais devant Comité Central du 27 et 28 mai 1975.
> ---par l'abandon de la DDP en 76 ;
> ---la sortie du livre publié aux *Editions Sociales* le premier trimestre 1976 «**Le socialisme pour la France** » et le soutien à l'autogestion en 1977.

Seulement ce socialisme en fait, n'en est pas un, ni sur le fond ni sur la forme. Il s'agit d'un projet politique et économique que les marxistes-léninistes ont analysé et nommé : le capitalisme d'Etat. Je reviendrai plus loin sur ce sujet.

La période 1963 – 1977, montre bien qu'il y a une cohésion dans l'abandon progressif des principes du marxisme-léninisme par le PCF, mais que l'origine de ce processus opportuniste remonte loin dans son histoire (voir par exemple : « **Le parti communiste *français* devant l'Internationale-** Discours des camarades Manouilski, Thorez, Piatnitski, Barbé... etc. à la XIe session plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste 1931 (Les Documents de l'Internationale communiste) –éditions Gît-le-Cœur 1969- »). La position du PCF sur la question coloniale en est l'illustration, L'hebdomadaire **L'Humanité Rouge** annonce sous le titre « ***Le Parti ''Communiste'' Français et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale*** » la publication de « certains passages d'une étude préparée depuis plusieurs années par Jacques Jurquet » - HR n°121 –4 novembre 1971- (page 8). C'est sur 28 n° de l'HR que seront publiés les extraits de cette étude. A partir du n°122 le titre générique devient « **Le P.C.F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale. Une étude de Jacques Jurquet** ».

La totalité de ces articles couvre la période du 4 novembre 1972 au 18 mai 1972, pour les n°121 à 148.

Jacques Jurquet publiera 7 ouvrages sur le sujet de l'Algérie et du PCF **(voir liste annexe 37)**

Le n°2 de la revue politique mensuelle du PCRml « **Révolution prolétarienne** » de janvier 1975, publie un bilan critique dont le titre est sans ambiguïté : « *Le 21ème Congrès du P« C »F, une voie sans issue* ».

Dans le n°3 de « **Révolution prolétarienne** » en date d'avril 1975 que le PCRml, revient sur « *La querelle PS- P« C » et le déclin du révisionnisme* » dans les pages 21 à 32.

Eurocommunisme…

Les polémiques et les querelles entre le PS et le PCF commençaient à se calmer au printemps 1975. Le livre de *Michael Christofferson* publié en 2009 « **Les Intellectuels contre la gauche.** ***L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** » indique, que : « *En avril, les deux partis mènent une campagne commune contre le chômage et l'inflation et, au début du mois de mai, ils préparent la première rencontre au sommet depuis septembre 1974, qui a lieu le 19 juin* » -page 173-.

Ce sont les suites et les conséquences de l'évolution de la révolution portugaise commencée le 25 avril 1974, qui vont après de nombreuses péripéties, être à partir du 19 mai 1975 (avec la fermeture du quotidien socialiste ***Repùblica***) à l'origine d'une grosse polémique au sein de l'union de la gauche entre le PS et le PCF. *Michael Christofferson* dans son livre, retrace bien la chronologie de cette affaire et de ces polémiques dans un sous chapitre : « *La révolution portugaise et la naissance de l'antitotalitarisme* » pages 173 à 195.

Puis c'est la période où le PCF au nom des « libertés démocratiques » prend ses « distances » avec l'URSS de Brejnev notamment en contribuant à la libération de certains dissidents comme Pliouchtch fin 75 qui sera libéré en janvier 1976, et en se revendiquant de l'Eurocommunisme.

L'Humanité Rouge (devenue en 1975 quotidien) commence la publication d'une série d'articles sur « La crise politique du PCF ». Cette série couvrira 7 n^{os} :

■ HR n°372 –jeudi 20 novembre 1975- Enquêtes, reportage, documents…
La crise politique du PCF : (1). Histoire d'une trahison –page 4-
■ HR n°373 –vendredi 21 novembre 1975- La crise politique du PCF : (2). Il y a un an… L'union tous azimuts –page 4-
■ HR n°374 –samedi 22 novembre 1975- La crise politique du PCF : (3). Quels intérêts défend le PCF ? –page 4-
■ HR n°375 –mardi 25 novembre 1975- La crise politique du PCF : (4). Nouvelle tactique, nouvel échec –page 4-
■ HR n°376 –mercredi 26 novembre 1975- La crise politique du PCF : (5). Révisionnisme à l'Italienne –page 6-
■ HR n°377 –jeudi 27 novembre 1975- La crise politique du PCF : (6). Révisionnisme et coup d'Etat –page 4-
■ HR n°378 –vendredi 28 novembre 1975- La crise politique du PCF : (7). Le PCF dans l'impasse –p. 4-

Les élections cantonales de 1976 (7 et 14 mars) se soldent par une forte poussée du PS et une stagnation du PCF par rapport aux cantonales de 1973.

Le 2-3 mars 1977 : La rencontre à Madrid de trois PC : l'espagnol, le français et l'italien va provoquer une véritable explosion d'articles, commentaires, analyses très globalement favorables à l'eurocommunisme. Pour l'HR (bimensuel) n°1 –du 17 au 30 mars 1977- « L'eurocommunisme » c'est « Le miroir aux alouettes » (page 9).

La médiatisation tapageuse des « nouveaux philosophes » en 1977 est l'occasion d'une campagne anticommuniste d'envergure contre le PCF au moment où celui-ci s'engage avec le PS et le MRG dans la renégociation et l'actualisation du Programme Commun.

Petit historique de l'échec de la renégociation du programme commun de la gauche, sur la base d'articles du *Quotidien du Peuple* à partir du mois de septembre 1977.

La victoire électorale des partis de gauche aux élections municipales de mars, accélère la volonté du PCF de renégocier le programme commun avec le PS. En fait, la réactualisation du Programme commun c'est un enjeu déterminant pour le PCF en plus d'être une nécessité, car sa signature date de 5 ans, que la crise s'est développée, que Giscard a « pompé » certaines mesures directement dans ce programme commun, par exemple « le droit de vote dès 18 ans »….

L'échec de cette réactualisation en 1977, puis la défaite aux législatives un an plus tard, vont avoir des conséquences très importantes dans le développement d'une crise interne au sein du PCF, précipitant son effondrement, ce qui était un objectif avoué de Mitterrand.

-Le 2 septembre 1977 : l'article en une du QDP n°496 « **Séguy – Maire : « beau fixe » Plus que 6 mois pour préparer l'après-78…** » fait état d'une rencontre le mercredi 31 août 1977 « *entre les délégations des directions confédérales CGT et CFDT* » pour « *procéder à « un large échange de vues » sur la situation politique et sociale. Le communiqué final qui a clôturé cette réunion de plus de deux heures insiste particulièrement sur le climat de bonne entente entre les deux états-majors confédéraux. On s'y est mis d'accord sur le principe d'une « relance de l'action »… par branche et par région. En revanche, Séguy et Maire ont été moins bavards quant aux tractations sur… l'après 78. Ce n'est pourtant pas la moindre de leurs préoccupations aujourd'hui.* ». En page 3 l'article « **Rencontre Séguy-Maire : Préparer une négociation avec le gouvernement de gauche** » revient plus en détail sur les motivations de cette rencontre : comment éviter que les travailleurs mettent en péril l'action du futur gouvernement de gauche.

En juin, rappelle l'article

> « *la CGT avait mis l'accent sur ce qui unissait les deux syndicats, minimisant à l'évidence les points de désaccord. Parmi ces convergences, il en est une de taille, comme le dit Krasucki : » La CFDT est contre les débordements irresponsables, et nous contre la surenchère ». Pour Maire, il s'agit de « maîtriser les rapports entre l'action gouvernementale et l'action des masses ». On ne peut être plus clair. Cet accord de fond remet à leur place toutes*

les tentatives des directions CGT et CFDT de se démarquer de l'union de la gauche. ».

Plus loin, l'article se poursuit par une analyse des relations et des projets du PCF et de la CGT, puis des contradictions de la CFDT

«*Pour la CFDT, les choses sont moins simples. Le 17 août, E. Maire accordait au Monde, une interview qui a fait grand bruit, dans lequel il mettait tous les partis de gauche dans le même sac, du moins en apparence. C'est que dans la CFDT, le PS inspire de plus en plus de méfiance. E. Maire n'a d'autres choix, s'il veut maintenir un minimum d'unité dans la CFDT, que d'invectiver la gauche, que de poser les questions que posent une bonne partie des militants. Il en va de la « crédibilité de l'orientation autogestionnaire », comme il dit. D'autre part, il tente de reprendre les aspirations, les questions des militants, de l'autre, il donne des réponses qui toutes ramènent à la gauche : « L'importance du mouvement syndical et la nécessité de son action dans l'union des forces populaires ont rarement été aussi grande », conclut-il. La marge de manœuvre n'est pas large, car bon nombre de militants ne sont pas prêts à donner un chèque en blanc à la gauche.* » L'article se conclut par « *C'est bien l'urgence pour les dirigeants confédéraux d'avancer dans la résolution de ces problèmes, l'incertitude qui plane sur l'après-78, qui motivent la tenue de réunions comme celle de mercredi.* ».

Sur la même page, un encart rappelle les « ***convergences et divergences*** » de Séguy et Maire. A la page 2, un long article de *Nicolas Duvallois*, intitulé : « **Programme Commun version 77 : L'entente forcée des frères ennemis** » indique

qu'«*au plus fort de la polémique entre les partis de gauche, dans sa phase ascendante du mois d'août, Marchais lâche dans l'Humanité qu' «on est bien loin de l'accord », quelques soixante-dix points de désaccords subsistent avant le sommet prévu à la mi-septembre. Réponse de Mitterrand, deux semaines plus tard : ce fameux sommet n'aura à traiter que « trois ou quatre grandes questions », et quelques heures suffiront pour en venir à bout…* » . *Nicolas Duvallois*, précise : « *il s'agit pour le PCF et pour le PS d'arriver à ce fameux programme commun version 77, dont le but est d'unir, un peu plus un peu moins –là est la question- des projets à moyen terme contradictoires.* »

Les nationalisations, le calendrier d'application, la défense nationale et les institutions, sont les points analysés dans cet article. Nous avons là, dans les articles de ce n°496 du QDP datant du 2 septembre, les éléments des contradictions et des divisions entre la CGT et la CFDT, entre le PCF et le PS, mais aussi leurs convergences. De plus, nous sommes toujours début septembre dans l'optique où les résultats des municipales et le rejet de la droite, c'est la victoire de l'union de la gauche en 78. L'échec de l'actualisation du programme commun n'est pas souhaité à ce moment là.

-Dans le QDP n°497 (samedi 3 septembre 1977) un article d'*Olivier Lussac* revient sur le passage du secrétaire général du PCF jeudi soir 1er septembre à la télé : « **Marchais à Antenne 2 : Des justifications pour l'après 78** » sur les questions et les interrogations de celui-ci sur ce que fera le PS et sur ses inquiétudes pour mars 1978 :

« *Inquiétudes fondées, mais bien tardives et bien suspectes de la part d'un personnage qui a joué un grand rôle dans la remise sur pied de la vieille social-démocratie.* » En page intérieure l'article d'*Olivier Lussac* en page 6 indique : « *Alors que l'on annonçait comme vraisemblable la date du 14 septembre pour le sommet de la gauche, qui doit conclure les travaux de renégociation du programme commun, Marchais poursuivait sa polémique à la télévision. Si elle ne nous apprend rien de bien nouveau, l'interview de jeudi soir à Antenne 2 n'en est pas moins révélatrice des difficultés du PCF. Révélatrices en particulier ces deux questions formulées par Marchais ; en cas de victoire, comment la gauche va pouvoir va-t-elle* ***« résoudre le problème du chômage, des prix, de la hiérarchie des salaires, des nationalisations, de la défense nationale… »,*** **et : « *que penseraient les Français si, avec un premier ministre de gauche à la place de Barre, l'inflation continuait, si les chômeurs restaient chômeurs ?* »**

Questions dont on ne peut reprocher le caractère pertinent, et que les marxistes-léninistes n'ont cessé de poser aussi bien en ce qui concerne les propositions du PCF, que celles du PS ; mais questions qui sont pour le moins déplacées dans la bouche de Marchais. Parce que qui d'autre que Marchais lui-même et toute la direction du PCF ont fait miroiter depuis plus de quinze ans, la perspective d'une alliance électorale avec la social-démocratie ? Qui d'autres que Marchais et le PCF, ont servi de marche-pied à la vieille social-démocratie, complètement défraîchie en 69, pour l'aider à faire peau neuve et à redevenir le premier parti de France ? ».

Comme le dit la suite de l'article : « *La contradiction profonde qui oppose le projet social-démocrate et celui du PCF, contient, plus qu'en germe, la rupture de demain, au point que c'est aujourd'hui très largement évoqué dans toutes les hypothèses politiques envisagées à droite et à gauche !*

Et Marchais fait semblant de s'en apercevoir aujourd'hui ! En fait il s'aperçoit surtout que la désillusion risque de faire des remous à la base, et que bon nombre de militants du PCF se poseront plus nettement encore la question du rapport entre le socialisme auquel ils aspirent et le « socialisme aux couleurs de la France », dont l'union de la gauche devait ouvrir la voie !

Ne pas écarter la possibilité de la rupture revient donc, pour les dirigeants de ce parti, à se préparer à affirmer lorsqu'elle se fera : ***« Nous vous l'avions bien dit ! »*** ! Dans les extraits des propos de Marchais, reproduis dans ce n°497 du QDP le passage suivant indique : « *François Mitterrand a dit :* ***«Nous ne ferons pas alliance avec les forces de droite »***. *Mais un journaliste évoque aujourd'hui la possibilité d'une situation à la portugaise, c'est-à-*

dire une situation dont le rapport de force permettrait au PS, avec la complicité bienveillante de la droite, d'essayer de gérer les affaires de la France avec un gouvernement socialiste homogène, c'est à dire sans participation communiste. Il faut donc que Mitterrand dise nettement : ***« Nous voulons un gouvernement d'union de la gauche avec les communistes… »***.

-Le n°498 du QDP en date du dimanche 4 et lundi 5 septembre 1977, titre : « **Marchais et Mitterrand insistent sur leurs divergences : Feu roulant avant l'armistice** » l'article annonce que « *Au stade actuel, il semble donc que l'on aille vers un compromis au sommet qui sera en faveur du PS* ».
-Le QDP n°499 du mardi 6 septembre 1977, revient sur « **Les grandes manœuvres de Marchais** » pour tenter « *d'intéresser les travailleurs à ses marchandages avec le PS* ».
Un article de ce n°499 signé d'Olivier Lussac, aborde le sujet de « **La rentrée des états majors syndicaux** » et de la « reprise de l'action syndicale » car « *la CGT, notamment, à l'image du PCF, se montre « ferme » :*

« Provoquer une accalmie sur le front social en fonction des perspectives politiques ne serait pas seulement une erreur, mais une faute » déclarait lundi au « Matin » Michel Warcholak, secrétaire de la CGT. Il ajoute : ***« Le développement des luttes n'est pas susceptible de gêner la gauche. Cette dernière ne peut pas fonder sa stratégie sur un comportement attentiste. Elle doit encore gagner beaucoup de voix y compris parmi les travailleurs ».***
Voilà un discours qui s'intègre à merveille à l'actuelle pression que fait subir au PS le PCF. D'autant plus que Maire vient rajouter d'une certaine manière de l'eau au moulin du PCF en déclarant : ***« Nous estimons que toute la vérité doit être dite dès maintenant aux Français, que rien –même si cela est désagréable à entendre- ne peut être caché. »***
Cela vaut d'ailleurs à Maire les égards du PCF : Marchais qui aspire à rencontrer les dirigeants de la CFDT, alors que l'« Humanité » loue ses initiatives et ses prises de position. »

Dans le QDP n°501 daté du 8 septembre 1977, François Marchadier sous le titre « **La soif de pouvoir de Marchais** » fait le point sur la polémique entre les partis de gauche, quelques jours avant le sommet prévu pour le 14 septembre. François Marchadier indique que :

« ***L'Humanité*** *de mardi insiste particulièrement sur le refus opposé par les socialistes aux propositions du PCF concernant les mesures sociales. Mais l'éditorial ne se contente pas d'enfoncer le «* ***clou du SMIC*** *», il conteste les prises de position des dirigeants socialistes à la suite de l'Huma spéciale de lundi.*
Trois dirigeants importants du PS, Mauroy, Estier, Hernu, ont fait connaître leur point de vue dans la journée de lundi : ces déclarations veulent donner le visage de l'apaisement, pour faire apparaître le PS comme étant le plus unitaire au sein de la gauche. En même temps, les dirigeants socialistes laissent entendre que le PCF souhaiterait aujourd'hui l'échec de la gauche aux prochaines législatives.
Pour accréditer cette idée, le PS peut s'appuyer sur les interrogations de certains travailleurs qui se demandent où veut en venir exactement le PCF, par l'intensité de sa polémique.
Un des raisonnements est le suivant : ***« Considérant qu'il parviendra au pouvoir dans une situation économique extrêmement dégradée, le PCF estime qu'il ne parviendra pas à redresser la barre et préfère rester dans l'opposition. »*** *Ce raisonnement prend assurément les dirigeants du PCF pour bien plus naïfs qu'ils ne sont, car ceux-ci savent depuis longtemps ce que sera la situation économique lors d'un éventuel avènement de la gauche au pouvoir, et ils n'ignorent pas justement, comme le montre leur insistance sur le SMIC, que la baisse du pouvoir d'achat, le chômage sont ce qui favorisera l'existence d'une majorité possible pour la gauche.*
De même, la nature du PS, la volonté de ce parti de se débarrasser du PCF dès qu'il le pourra, ne sont pas une découverte pour les chefs révisionnistes ; eux qui ont renfloué la social-démocratie en vue d'accéder au pouvoir par alliance avec elle, savaient dès le départ à quoi s'en tenir. Le raisonnement selon lequel le PC serait « surpris » aujourd'hui par la volonté hégémonique du PS, et qu'il renoncerait de fait à une victoire de gauche où il aurait la portion congrue, ne tient pas.
De plus, le PCF ne peut prendre aujourd'hui le risque de renoncer à l'union de la gauche ; lui qui, depuis une quinzaine d'années, a bâti toute sa politique sur cette union, la présentant aux travailleurs comme l'unique alternative à la situation actuelle, il ne pourrait être compris par sa base et son électorat. Surtout, l'objectif de Marchais reste le même et cet objectif ne peut commencer à se concrétiser que par l'accès de son parti au pouvoir, même pour cette période délimitée. Il veut que son parti profite du passage au gouvernement pour s'implanter solidement dans l'appareil d'Etat, gagner des postes au sein des entreprises nationalisées, des commissions de planification, au sein des appareils de la justice, la police, l'armée. Les dirigeants du PCF peuvent estimer qu'ils ne pourront pas –dans un premier temps- faire beaucoup plus. Les pions qu'ils auront placés, ils espèrent pouvoir les utiliser par exemple –dans un second temps- pour un retour en force.
Par la polémique actuelle, outre la tentative d'arracher au PS le maximum de concessions avant le sommet des partis signataires du programme commun, le PCF se place dans la perspective de l'après 78. Il essaye de se forger une image de défenseur des travailleurs, meilleure que le PS sur lequel il veut attirer le soupçon de vouloir s'opposer aux masses, si la gauche vient au pouvoir. Mais cette polémique n'implique nullement que le PCF renonce à une victoire de la gauche. Au contraire, car jamais peut-être autant qu'aujourd'hui, il n'a eu la volonté

de se hisser aux commandes de l'appareil d'Etat. (François Marchadier). ».

-Le mercredi 7 septembre 1977, Edmond Maire est à Strasbourg pour le meeting CFDT de la rentrée. Le QDP n°502, rend compte de ce meeting : **Maire à Strasbourg « Le débat PS-PC repose pour une bonne part sur un faux dilemme** » l'analyse est que lors de ce meeting, Edmond Maire à confirmé « *les interviews qu'il a données depuis le 15 août* » et que son discours « *resitue bien l'orientation de la CFDT face à la querelle de l'union de la gauche, et à l'éventualité d'une venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche.* » E. Maire critique «*l'attitude du PS sur les revendications salariales et la hiérarchie, il n'est guère plus tendre à l'égard du PCF* » il met en cause « *les risques de « nationalisme économique » et la conception de démocratisation de l'entreprise par l'élection du PDG.* » le dirigeant de la confédération met en avant « *la nouvelle revendication de la CFDT, les conseils d'atelier* » il en a même fait « *un préalable aux négociations avec le gouvernement de gauche sur les structures des entreprises nationalisées.* ». L'article continue par :

> « *Ainsi, la direction de la CFDT poursuit le chemin amorcé lors de la rédaction de sa plate forme en juin dernier : supprimer toute caution ouverte au Parti Socialiste, auquel on avait donné dans le passé nombre de coups de main ; et apparaître pour l'instant, à distance égale du PC et du PS. Cette position, outre qu'elle intègre partiellement certaines critiques des masses à l'égard de la gauche, offre à cette centrale des possibilités de manœuvre plus souples pour négocier, le cas échéant, avec un gouvernement de gauche après 78.* »

l'article se termine par quelques citations d'Edmond Maire : sur le PS, sur le PC, l'action après 78, les conseils d'atelier, les rapports avec la CGT.

Dans le même n° du QDP (502), Nicolas Duvallois analyse les propos d'une militante de base du PCF : « **A propos de la lettre d'une ouvrière à l'Humanité-Dimanche** » page 6.

-10 septembre : le QDP n°503 annonce en page 1 : « ***CGT-CFDT l'après 78 en discussion*** » et précise dans plusieurs articles en page 5 :

> « *Après les discours de la gauche : Les syndicats et la gauche (Par Monique Chéran)*
> *-Edmond Maire : La crédibilité de l'autogestion en jeu*
> *-Chapitre 7 de la plate-forme CFDT " Des conseils élus par les travailleurs "*
> *-Georges Séguy : un indéfectible attachement aux positions du PCF*
> *-Quelques citations de Séguy :*
> *--Sur les écologistes --Sur le PS*
> *--Sur la campagne des trois millions d'adhérents* »

-La fête de **l'Humanité** est organisée comme tous les ans le deuxième week-end de septembre. Cette année 77 elle a lieu le samedi 10 et 11 septembre, soit 3 jours avant le sommet de la gauche.

-Le n°504 du QdP -dimanche 11 -lundi 12 septembre 1977- annonce en une : « **La désunion de la gauche : derniers assauts avant le sommet**

- *Maire met en cause L'humanité*
- *Marchais ressasse ses positions à la fête de l'Humanité* »

L'article de la page 3 annonce et précise que : «**La Fête de *L'Humanité*** » est pour le PCF la « **Dernière offensive d'ampleur avant le sommet** » de la gauche. « *La fête de l'Huma, traditionnellement fixée en septembre, ne pouvait pas mieux tomber cette année* » (…) « *L'invitation adressée à Mitterrand et à Fabre n'est évidemment pas innocente. Le vœu de la direction du PCF est que cette fête s'inscrive directement dans le cadre du débat public sur la renégociation du programme commun.* »

Dans ce n°504, Nicolas Duvallois revient en page 4 sur l'historique et l'évolution : « **Du programme commun de 1972 à celui de 1977 : Des rapports de force bouleversés** ».

-Le n°505 du QDP en date du mardi 13 septembre, titre dans un encadré en couverture : "**Marchais à la fête de l'*Humanité* " : « L'accord n'est pas certain »** l'article annonce le "**Faux suspens avant l'accord avec le PS**". En page 7 Nicolas Duvallois, poursuit son historique du programme commun : « **En marge de la renégociation, 5 ans de programme commun. La querelle de 75 : Un réajustement tactique** »

-Le 506 datant du 14 septembre, annonce : « **Sommet de la gauche : L'entente forcée** ». La rubrique « ***Politique*** » des pages 6-7- contient principalement deux articles : **Sommet de la gauche « Socialisme à la Soarès ou « socialisme » à la Gierek. Un sommet contre les travailleurs** » -page 6- et « **Convergences et divergences** » -page 7-. L'article de la page 6 (**Un sommet contre les travailleurs**) explique que le PCF et le PS –et les radicaux de gauche- sont condamnés à s'entendre et critique l'idée que

> « *Le PCF aux portes du gouvernement refuserait de son plein gré de ramasser les fruits de la politique d'alliance avec le PS développée depuis 5 ans* » car « *Le PCF, qui depuis 15 ans développe comme seule et unique perspective pour les travailleurs la victoire électorale de l'union de la gauche, prendrait le risque de faire ainsi volte-face, décourageant du même coup nombre de ses électeurs qui déjà se posent multiples questions sur la nature de l'union de la gauche.* ». Il apparaît dans ces conditions « *peu vraisemblable que le PCF prenne l'initiative de la rupture compte-tenu du préjudice électoral qu'il subirait, et surtout de l'impossibilité qui en résulterait pour lui de pénétrer enfin dans les ministères, dans les rangs de la haute administration, dans la direction des entreprises nationalisées.* » la querelle depuis 4 mois c'est pour « *se démarquer du PS mais non de rompre.* » et que « *le PS de son côté ne peut pas non plus remettre en cause, sans dommage, l'accord électoral de*

72. » alors qu'il a « *déjà tiré de son alliance un profit important puisqu'il est maintenant grâce à la nouvelle virginité que lui a donné le PCF en 72, le premier parti de gauche sur la plan électoral devançant nettement le PCF alors qu'on s'en souvient, la vieille SFIO vermoulue était à la fin des années 60 en chute libre.* ». C'est pourquoi « *la rupture de l'union de la gauche au terme de ce sommet paraît être l'hypothèse la plus invraisemblable.* ».

-Au même moment, déclare le QDP 506 en page 8 « **La direction de la CFDT poursuit ses critiques** » contre le PCF.
-Le n°507 du QDP date du jeudi 15 septembre –mais comme c'est un journal du soir, il ne peut rendre compte de la réunion du sommet de la gauche de mercredi 14- . L'article de ce n° qui annonce qu'il reviendra demain sur le sujet, déclare « **Sommet de la gauche : La place du PCF dans le gouvernement en arrière fond de la querelle** »
-Dès le 14 et 15 septembre, le dirigeant du MRG, Robert Fabre, déclare que « *L'actuelle réunion au sommet ne peut se poursuivre* ». Malgré tout les négociations se poursuivent entre le P« C »F et le PS.
-22 septembre 77 : sur Antenne 2, Marchais implore Mitterrand pour qu'un accord soit signé.
-Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1977, l'actualisation du programme commun est rompu avec l'échec des négociations entre le P « C »F et le Parti socialiste.
-Le QDP va publier du n°508 au 516, toutes ses unes et de nombreux articles sur le sujet de la division à gauche : **(voir annexe 38)**

Malgré toutes les demandes et les tentatives du PCF après le 23 septembre pour reprendre les discussions, le PS ne renégociera plus sur ce sujet.

Le PCF : les jours d'après…

PCF : de la division à la contestation et au déclin

L'HR n°750 –mardi 18 octobre 1977- voit « ***Le PCF divisé*** » -page 3-
La rupture des discussions et des négociations représente un choc immense pour le PCF. Ce choc influencera sa ligne politique dans un sens sectaire. Il provoquera un phénomène de contestation interne pendant plusieurs années et notamment jusqu'en 1988.

Julian Mischi, dans « **Le communisme désarmé : *Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*** » -contre-feux – Agone- 2014- revient très largement sur cette période, la crise du PCF, les militants déboussolés par la rupture du programme commun, notamment aux pages 97 à 158 :

1. Une crise politique.
2. L'installation d'une situation de crise permanente.
3. Des conflits ouverts.
4. Le démantèlement de la fédération de Meurthe-et-Moselle.
5. La crise du socialisme ''réel''

L'HR et l'Union/désunion de la gauche dans le mois de septembre 1977

Du n°720 (mardi 6 septembre 77) au n°738 (vendredi 30 septembre 1977), c'est 13 articles en unes qui sont consacrés au sujet de la renégociation du programme commune, de l'union et de sa cassure.
L'éditorial du n°737 de l'HR du jeudi 29 septembre 1977, est intitulé « ***Marchandages sur le dos des travailleurs*** ».
Henri Jour, dans l'édito de l'HR –bimensuel n°15 –du 29 septembre au 14 octobre 1977- écrit qu'il faut « ***Rejetez les vieux partis !*** » -page 5- tandis que *Jacques Duroc* signe un éditorial ouvrier, indiquant « ***Il nous faut des syndicats indépendants des partis bourgeois*** » -page 19-
L'HR –bimensuel- n°17 -du 27 octobre au 9 novembre 1977- publie une « ***Déclaration du Comité central du PCMLF*** » annonçant que « ***La rupture de l'Union de la gauche était prévisible*** » -page 5-
Pour *Henri Jour :* « ***La voie pacifique mène à l'impasse de l'union de la gauche*** : **C'était écrit** » (HR –bimensuel- n°16 - du 13 octobre au 26 octobre 1977- page 9-). L'éditorial ouvrier de *Jacques Duroc* s'intitule « ***Quand les illusions tombent…*** » -page 19-

Les syndicats en général et la CFDT en particulier après la rupture du 23…

La CFDT poursuit les exclusions de militants et de structures récalcitrantes (c'est-à-dire opposées à la ligne d'Edmond Maire).
C'est le cas le 28 septembre avec la décision du Bureau Départementale qui dans une lettre annonce l'exclusion des 20 membres de la Commission Exécutive de la section CFDT de Lyon-Gare **(voir annexe 33)**

Liste des articles de l'HR du 4 octobre au 23 décembre 1977, au sujet des syndicats et des exclusions au sein de la CFDT **(voir annexe 34)**

A la lecture des titres et articles du QDP : du n°515 au n°568, couvrant la période du 24 septembre 1977 au 29 novembre 1977-, il ressort que la désunion de la gauche fait apparaître plus crûment les contradictions entre PCF et PS et entre CGT et CFDT. Mais aussi entre la gauche et les travailleurs.

Dans un contexte où :

-le chômage se développe (même si le gouvernement essaye de camoufler les chiffres en faisant pression sur les agences de l'ANPE) ;

-le programme nucléaire est contesté ;

-le vote écologiste aux Municipales, confirme la montée de cette sensibilité politique ;

-le gouvernement Giscard à travers les mesures de Lionel Stoléru et sa « *prime au retour* » désigne les travailleurs immigrés comme responsables du chômage et en fait des cibles pour le racisme ;

-les luttes ouvrières se développent ;

-des agressions violentes sont organisées contre des syndicalistes CFDT et CGT par le « syndicat » maison CFT (qui n'hésite pas à utiliser des méthodes fascistes, comme par exemple l'assassinat du militant de la CGT, Pierre Maître, dans la nuit du 4 au 5 juin 1977 à Reims)

-les bourgeoisies européennes renforcent la collaboration en matières de répressions policières ;

Les directions syndicales CGT et CFDT vont poursuivre leurs actions sur la base de leurs positions antérieures. « ***La CGT publie à 6 millions d'exemplaires, un tract pour soutenir le programme commun*** » (QDP n° 537 jeudi 20 octobre 77) tandis que la centrale d'Edmond Maire a programmé des « *Rencontres de la CFDT avec les partis de gauche* » alors que dans le même temps il « *renouvelle ses attaques contre la gauche* ». Le QDP n°535 du 18 octobre un article de Gérard Privat, posait la question

« *Mais pourquoi, après avoir tenu des propos aussi pertinents, Edmond Maire ne va-t-il pas, jusqu'au bout de son raisonnement ? Cela fait déjà quelques mois que la direction CFDT ne ménage pas ses critiques (souvent à juste titre) aux deux partis de gauche, mais pour en finir ne propose aux travailleurs, aux militants CFDT que… voter pour la gauche en 78 ! Une position guère tenable et dont la masse des militants cédétistes ne pourront pas sans doute se satisfaire très longtemps.* ».

Pour ce qui est du PS et du PCF comme le relève l'article en page 6 du QDP 535 « ***L'Humanité-Dimanche* et le virage à droite du PS : Des réponses qui mènent à l'impasse** » :

« *A gauche on en est au point mort. Chacun campe sur ses positions et l'heure est aujourd'hui, pour le PS comme pour le PCF, à l'affinement des arguments et à la mobilisation des militants* » (…) « *Samedi le PS a organisé une « journée d'information » à usage des militants dans toute la France* » (…) « *Samedi et dimanche prochain, ce sera au tour du PCF* » (…) « *L'Humanité-Dimanche participe de cette campagne, et le numéro de cette semaine essaye d'expliquer « en quoi le parti socialiste a viré à droite ». Les arguments sont quelques peu tortueux, dans la mesure où les rédacteurs doivent démontrer que si le PS flirte effectivement avec la droite giscardienne, il était juste de s'allier avec lui* »

l'article se poursuit par l'énumération et le démontage de quatre arguments avancés dans *l'Huma-Dimanche*.

-La CFDT va continuer d'essayer de ressouder l'union de la gauche, et pour cela elle « *fait le tour des partis de gauche* » comme l'écrit le QDP 542 du 26 octobre.

-Le jeudi 17 novembre 1977 : le QDP n°558 titre en page 1 : « ***Conférence de presse de la CFDT*** : **Journée du 1er décembre pour ressouder l'Union de la gauche ?** » la suite de l'article en page 6, précise : « **Conférence de presse de la CFDT : Attitudes critiques à l'égard du PCF…et illusions sur le PS** *(Gérard Privat)* ».

-La crise du capitalisme s'aggrave. Se profilent de nouveaux plans de licenciements dans la sidérurgie lorraine, certaines structures de la CFDT essayent de lutter et/ou de faire un bilan par exemple celui du 7e congrès de la FGM-CFDT métallurgie Lorraine, voir l'article « **Un bilan de l'action contre les maîtres de forges** *(Correspondant Thionville)* » QDP n°543 -jeudi 27 octobre 1977.

Edmond Maire poursuit sa chasse contre les opposants, comme le relève l'introduction de l'article de *Stéphane Raynal* à la page 2 du QDP 543 « **CFDT : " Normalisation " dans les PTT ?** »

« *Alors que s'ouvrent mercredi 28 octobre les travaux du congrès des Postaux parisiens CFDT -une « affaire » comparable à celle de l'UD de Gironde ou du syndicat Berliet CFDT- vient au premier plan. Un dossier, réuni précisément par vingt militants d'une section PTT particulièrement combative (le centre de tri de Lyon-Gare) sanctionnés, circule déjà largement parmi les postiers CFDT et sans doute au-delà, semble-t-il… Il nous est apparu important de faire le point sur la base des premiers éléments connus car, même « s'agissant d'une question interne aux syndicats et à la Fédération des PTT », elle a créé une situation de fait (à la veille des échéances de 78) qui concerne tous les travailleur Ouverte par les interventions du secrétaire des PTT-CFDT, E. Le Beller lors du 36e congrès fédéral de Montpellier, la vraie question est : de quel syndicat, et de quelle démocratie syndicale avons-nous besoin pour demain, face à la gauche au pouvoir ?* ».

Les mesures de la direction CFDT contre sa section PTT, va aussi provoquer un mouvement de solidarité et des remous à

l'intérieur même de l'UD du Rhône, comme en témoigne un article dans LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°554 -jeudi 10 novembre 1977- page 3 : « **Questions syndicales . UD CFDT du Rhône : Une assemblée passionnée qui condamne l'exclusion d'une section** *(Correspondant Lyon)*.

C'est sous le titre : « **Les syndicats face à 78 : Des syndicalistes donnent leur point de vue** » que le QDP n°542 commence la publication d'une enquête et une série d'articles sur « ***Les syndicats face à 78*** ».
Enquête et analyses publiés dans les 11n° du QDP du 542 (mercredi 26 octobre 1977) au n°552 (mardi 8 novembre 1977)- Les références, les titres des articles : **(voir annexe 39)**

-Jeudi 24 novembre 1977 : se tiendra à Strasbourg pendant 4 jours le 37e congrès de la Fédération Métallurgie CFDT. Les n°565, 567, 568 du QDP vont relater ce congrès important car *« la fédération générale de la métallurgie, la plus grosse fédération de la CFDT, des travailleurs de très nombreuses branches industrielles clefs : la sidérurgie, la réparation navale, l'automobile, les industries de constructions électriques (Thomson, CGE), l'électro-mécanique (Alsthom) l'aéronautique, l'aérospatiale, pour n'en citer que quelques unes* » (QDP n°565 -vendredi 25 novembre 1977-). Ce congrès se tient dans un contexte où il y a de nombreuses restructurations et des licenciements dans ce secteur. Il s'ouvre à quatre mois des échéances électorales de 1978 et deux mois après la rupture des négociations pour la réactualisation du programme commun de la gauche.

C'est sous le titre « **CFDT : Face aux échéances de 78** » que ***Front Rouge*** (nouvelle série) trimestriel n°2 de novembre-décembre 1977, publie un article pages 95 à 104, montrant l'importance et le rôle de l'union (et la désunion) de la gauche, ainsi que les futures législatives dans la stratégie de la CFDT.

Le n°3-4 (nouvelle série) de décembre 1977 du Bulletin de L'opposition Syndicale Révolutionnaire : « **Brisons nos chaînes** » titre sur toute sa couverture « **Séguy, Maire, la gauche et nous** » ce n° de 56 pages aborde de nombreux sujets, par exemple le racisme : « **Pour l'abrogation des mesures Stoléru : Français – Immigrés une seule classe ouvrière** (SR) » page 7. A l'intérieur de ce n° les pages 25 à 32 sont regroupées dans un « ***Cahiers Syndicalistes Révolutionnaires*** – *Brisons nos chaînes*- sur le thème : « **La CGT et la gestion démocratique** ». Un article en pages 37 à 40 aborde le sujet des exclusions engagées par la direction CFDT : « A propos des exclusions à Lyon Gare (PTT) CFDT » et publie en page 41 le texte d'une pétition « **Pour la réintégration des 20 exclus de Lyon – Gare (PTT) CFDT !** ». Un article (de Geneviève Charlier), l'évolution de la CFDT et de la CMT : « **La Confédération Mondiale du Travail et la CFDT : Vers la rupture** » -pages 47-48-. Sous le titre « **Syndicalisme révolutionnaire et conseils d'ateliers** » c'est la publication en pages 49-50 d'extraits de textes de l'International Syndicale Rouge. Dans l'introduction il est précisé :

> « *L'actualité des débats menés dans les syndicats aujourd'hui nous a amené à différer la réédition prévue de* La grève est un combat*, au profit d'un passage du Programme d'action de l'ISR de 1921, qui a soudainement pris un certain relief avec les propositions de la Plate-forme CFDT de « conseils d'ateliers ». Non pas qu'on puisse jamais projeter les discussions d'une époque passée sur ceux d'aujourd'hui, mécaniquement, mais par les enseignements qu'on peut tirer de la manière dont les syndicalistes révolutionnaires posaient alors le débat !* ».

La nouvelle journée du 1er décembre contre le plan Barre

Une nouvelle mobilisation contre le plan Barre bis est programmée pour le 1er décembre 1977. L'éditorial de l'HR n°773 – mercredi 23 novembre 1977- : « ***Plan Barre ou 1er décembre : Refusez de suivre les marchands de promesses*** » dénonce les journées dites « d'action », organisées épisodiquement par les syndicats et les partis de gauche et indique :

> « *Aujourd'hui, ils sont avant tout préoccupés par les échéances électorales. Ils ont programmé et décidé (sans aucune consultation des travailleurs comme d'habitude) de ''continuer le 24 Mai…'' le premier décembre ! Edmond Maire a mangé le morceau, il a avoué qu'il s'agissait en fait de raccommoder l'Union de la ''gauche''. Il a même dit que le mot d'ordre central devait être ''Union, action, actualisation'' !*
>
> *Les dirigeants syndicaux ont appelé à boycotter la manifestation contre les mesures Stoléru le 19 novembre, participant activement à la division de la classe ouvrière. Pour le premier décembre, ils demandent aux travailleurs, non pas de développer les luttes en cours dans les entreprises et les élargir, mais de montrer que l'Union de la ''gauche'' est possible si les travailleurs suivent les directions syndicales. Ils veulent que ce soient les bourgeois de gauche qui servent le système à la place des bourgeois de droite. C'est cela qui compte pour eux et non les revendications des travailleurs. C'est bien pourquoi la journée du premier décembre doit être combattue comme étant contraire aux intérêts des travailleurs. (…) La classe ouvrière a besoin de retrouver son unité, elle y arrivera en refusant de suivre les marchands de promesses qui depuis des années leur font miroiter de soi-disant changements qui interviendraient miraculeusement par les bulletins de vote.*
>
> *Pour mener à bien ces luttes de classe, non seulement les syndicats doivent être indépendants des partis bourgeois, mais les masses populaires doivent s'organiser dans le parti de la classe ouvrière, le Parti marxiste-léniniste.* ».

L'HR –bimensuel- n°19 -du 24 novembre au 7 décembre 1977- publie en page 21, un éditorial de Pierre Marceau : « ***Séguy-Maire : L'opération du 1er décembre*** »
C'est sous le titre « ***1er décembre : Boycott actif !*** » que l'HR n°776 –samedi 26 et dimanche 27 novembre 1977 » en page 4, illustre sa position vis-à-vis de la manifestation CGT-CFDT-FEN.
L'HR n°779 –jeudi 1er décembre 1977- déclare que le « ***1er décembre : Une parodie de lutte au profit de la gauche*** ».

L'HR n°780 –samedi 3 et dimanche 4 décembre 1977- titre : « 1er décembre : Le désaveu des travailleurs » -page 1-

Les ML préparent la bataille politique de 1978

L'HR n°727 –jeudi 15 septembre 1977- publie en une, un communiqué du Comité central du PCMLF daté du 10 septembre 1977-. Ce communiqué indique notamment, que dans la situation :

« *le Parti communiste Marxiste-Léniniste de France est résolu à participer activement à la bataille politique de 1978 afin que la voix des travailleurs en lutte, y compris nos frères immigrés et les jeunes qui n'ont pas le droit de vote, puisse se faire entendre et afin de développer les forces conscientes de la nécessité de la révolution prolétarienne.*

Cette participation sera un moyen de combattre résolument les forces bourgeoises au pouvoir et les illusions suscitées par les partis du Programme commun.

Elle prendra des formes diverses selon les conditions concrètes : dans certaines circonscriptions, notre Parti soutiendra les candidatures révolutionnaires prolétariennes d'ouvriers et de petits paysans, ou encore d'employés et de travailleurs intellectuels lies aux masses. Dans tous les cas, notre Parti appellera à tout mettre en œuvre pour faire échec aux politiciens bourgeois, y compris aux faux communistes du PCF. »

HR et PCRml après l'éclatement de l'union de la gauche

L'HR –bimensuel n°15 –du 29 septembre au 14 octobre 1977- sous la plume de *Henri Jour*, pense qu'il faut « ***Rejetez les vieux partis !*** » -page 5-. Il écrit :

> « *Mais il ne nous suffit pas d'avoir raison. Il est nécessaire que le parti des communistes marxistes-léninistes de France se renforce, qu'il devienne un grand parti connu et apprécié des travailleurs de tout le pays. C'est pour affirmer l'existence de ce parti des ouvriers, indépendant de la bourgeoisie, c'est pour populariser ses positions que nous participerons à la campagne électorale de 1978 en présentant dans certains endroits des candidats ouvriers ou petits paysans. ». Henri Jour rappelle la position de principe des ML concernant les élections dans le cadre de la dictature de la bourgeoisie, et poursuit par « c'est pourquoi nous ne considérons les élections de mars 1978 que comme un moment de notre bataille politique, un moment de la lutte pour l'éducation et la préparation des masses en vue de la révolution prolétarienne.* ».

L'éditorial de l'HR –bimensuel- n°17 -du 27 octobre au 9 novembre 1977- reproduit la déclaration du CC du PCMLF « ***La rupture de l'Union de la Gauche était prévisible*** » qui explique notamment que dès septembre le PCMLF

> « *avait indiqué qu'il participerait activement aux luttes politiques de 1978, dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, y compris en présentant des candidats ouvriers et petits paysans aux prochaines législatives. Toutes ces questions seront d'ailleurs expliquées au rassemblement national du 6 novembre à Paris, organisé par l'Humanité rouge.* » -page 5-

Dans le même n°17 de l'HR (bimensuel) page 29 est proposée l'étude d'un texte de « ***Lénine sur la position des révolutionnaires face aux élections*** ».

Rassemblement national (PCMLF) du 6 novembre 1977 « Octobre aujourd'hui »

Le n°739 de l'HR du samedi 1er et dimanche 2 octobre 1977-, présente en page 3 les axes politiques que les ML (PCMLF) engagent dans la période.

La page 32 de l'HR–bimensuel n°15 –du 29 septembre au 14 octobre 1977- est consacrée par *Camille Granot*, à la présentation de ce rassemblement. Dans son papier elle évoque le communiqué du PCMLF du 10 septembre, avançant l'idée d'une participation aux législatives. Elle indique : « *Le rassemblement ''Octobre aujourd'hui'', du 6 novembre, doit être le tremplin de cette bataille politique de 1978.* ».

L'HR n°764 –mardi 8 novembre 1977- fait en page 3 un compte-rendu du « ***Rassemblement du 6 novembre*** » qui révéla « ***Un immense enthousiasme révolutionnaire !*** ».

Des candidats…

L'HR n°764 –du 8 novembre 1977- titre en une « ***La bataille politique de 1978 : Les marxistes-léninistes engagent leur campagne !*** ».

L'HR n°765 –mercredi 9 novembre 1977- en page 3 est rappelée la présence de candidats ML pour les législatives. Un autre article, est intitulé : « ***Marchais se lance dans l'autogestion, Mitterrand se fait menaçant*** : ***Mais que se passe-t-il donc à gauche ?*** » -page 3-

-L'HR n°767 –mardi 15 novembre 1977- publie en grand format pages 2 et 3 sous le titre « **La bataille politique de 1978** » une série d'articles sur « ***La signification de notre participation aux élections*** », Romain le Gal, Arthur Chave et André Druesne ont chacun un article qui leur est consacré.

C'est sous le titre « ***Les marxistes-léninistes lancent leur campagne électorale*** » que l'HR –bimensuel- n°18 -du 10 novembre au 23 novembre 1977- présente « ***Des candidats ouvriers et paysans*** » -pages 4 et 6-.

Dans les 40 candidats présentés au meeting du 6 novembre, sous le sigle « *Unité révolutionnaire des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires* », nous trouvons notamment : Romain Le Gal **(voir annexe 20 et chapitres 3-7-15)**, André Druesnes, Claude Lebrun et Arthur Chave (Un livre de Suzanne Bernard est consacré à Arthur Chave : **Rencontre**

avec un paysan français révolutionnaire)

L'HR n°775 –vendredi 25 novembre 1977- publie un supplément de 4 pages sur « **La bataille politique de 1978** ». Comme annoncé dans l'édition datée du 15 novembre, un HR de 8 pages sera publié une fois par semaine. A la page 6, l'article concerne « ***Le PSU : le parti des petites manœuvres*** » et met en avant le point important des divergences avec les ML : « *La pierre d'achoppement : la gauche* ».

L'HR n°780 –samedi et dimanche 4 décembre 1977- déclare « ***Le virus à même gagné le PCF : L'autogestion c'est la grande mode de cet hiver !*** » -page 3-

La tribune libre du PCRml sur FR3 le 16 novembre et le rassemblement communiste du 27 novembre 1977

Tribune libre du PCRml sur FR3 –16 novembre-

-A partir du n°549 du QDP en date du 4 novembre, jusqu'au n°557 est annoncé dans un petit encadré : « **Tribune libre FR3. Faillite à droite, cassure à gauche : Que faire pour 78 ?**
Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste expose ses propositions sur FR3 Mercredi 16 novembre à 19h40 ».
Le n°557 du 16 novembre (jour de la diffusion de la tribune libre) publie en une l'info : « Mercredi 16 à 19 h 40 : **Le PCRml à la *Tribune libre* de FR3** » l'article indique

> « *Que faire pour 78 ? ». C'est le thème que développe mercredi soir à la télévision, le Parti Communiste révolutionnaire marxiste-léniniste. L'extension de la crise, la faillite de la droite et la désunion de la gauche entraînent de nombreuses interrogations chez les travailleurs. Des militants : un ouvrier métallo d'Aulnay, une employée de Paris, un ouvrier monteur de Fos/mer, exposent les propositions du PCRml : la construction d'un vaste front de lutte qui puisse faire échec à la tentative de la bourgeoisie de faire payer la crise aux travailleurs et empêcher l'instauration du capitalisme d'État du PCF dans notre pays.* »

Le n° du lendemain (le QDP n°558 du jeudi 17) fait mention de cette émission de Tribune libre dans un petit article en page une « **Le PCR ml à FR 3** ».

La presse du PCMLF, fait également mention dans l'HR n°770 –vendredi 18 novembre 1977- de cette tribune : « ***A FR3 mercredi soir : Le PCR (m-l) combat la gauche comme la droite*** » -page 1-

Le rassemblement communiste du 27 novembre

-Dès le n°553 du QDP du 9 novembre, est annoncé –en page 8- la programmation d'un Rassemblement Communiste à l'appel du PCRml pour le dimanche 27 novembre sur le thème « **Préparons nous à la lutte, préparons l'alternative révolutionnaire : Que faire pour 78 ?** » et l'organisation de six débats :

-Quel est le véritable projet du PCF ?
-Quelle base d'unité pour 78 ?
-Quel projet socialiste pour la France ?
-Français-immigrés, une seule classe ouvrière !
-Où en est la situation internationale ?
-Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?

Cette annonce se poursuit jusqu'au n°556 (mardi 15 novembre). Dans les n°557 et 558, un article est accolé à l'annonce qui est illustrée par la reproduction de l'affiche appelant au rassemblement.
A partir du QDP n°559 le programme du rassemblement est détaillé :

« **Rassemblement Communiste** - Dimanche (programme présentation)
27 novembre 14 h Salles de la Mutualité
Que faire pour 78 ?
Témoignages : des syndicalistes, des travailleurs immigrés, des écologistes, des femmes accusent le capitalisme et tracent les perspectives de lutte pour 78 et l'après 78
Première partie du rassemblement
Intervention centrale du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
Soutien aux luttes des peuples du monde
Six débats :
-Quel est le véritable projet du PCF ?
-Quelle base d'unité pour 78 ?
-Quel projet socialiste pour la France ?
-Français-immigrés, une seule classe ouvrière !
-Où en est la situation internationale ?
-Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?
Musique et chants - Crèche - Stands - Montages diapos
à l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste et de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire »

Le QDP n°563 précise comment « ***L'UCJR prépare le rassemblement*** » tandis que le n°564 donne des détails sur la préparation :

« -En Lorraine -En Alsace -A Rennes -A Nantes
-Dans la banlieue Nord de Paris (Fédération Paris-Nord du PCRml »

Jusqu'au n°567, les articles du QDP sur le rassemblement du 27 donnent de nombreux détails sur l'organisation, le programme, le déroulement, les aspects pratiques pour le départ des cars…
Le QDP n°568 -mardi 29 novembre 1977- fait un compte-rendu de l'initiative politique du 27 en page 1 avec une photo et le titre « **Pour la bataille politique de 78. Pour l'alternative révolutionnaire : Plein succès du rassemblement du P.C.R.** » la page 2 commence la publication des « **Interventions centrales du PCRml – Rassemblement communiste du 27 novembre 1977** » et les pages 6 et 7 reviennent sur le déroulement de l'ensemble de cette journée.

PS : un tournant à droite ?

Georges Marchais, dans son livre sortie le 9 décembre 1977 aux éditions Grasset « **Parlons franchement** » consacre le chapitre VII pages 134 à 155 au sujet de la rupture du 22 septembre et donne son point de vue sur l'avenir de la gauche. Marchais rappelle « ***la lutte des communistes pour aboutir au programme commun.*** », la « ***bataille de la popularisation à celle de l'actualisation du programme commun***. », qu'il faut « ***Un bon programme pour un vrai changement.*** » que « ***Le PS abandonne le programme commun*** » que celui-ci à effectué « ***Un tournant à droite*** ». Le secrétaire générale du PCF, explique « ***Les raisons de l'attitude du Parti Socialiste.*** » qui a fait « ***Un grand pas en arrière.*** ». Marchais dit aussi « ***Il n'y a pas de troisième voie.*** » et répond à « ***Que faire à présent pour parvenir à l'union ?*** » puis propose « ***Un parti communiste fort et influent.***».

Le thème du « *virage à droite* » du PS revient épisodiquement dans le bouche des dirigeants du PCF, il est évidemment mis en avant au gré des situations et des relations entre signataires du Programme commun.

Parler de « virage à droite » est bien utile au PCF, car cela lui permet :

-d'éviter une analyse sur la nature de fond (réformiste, social-démocrate) du PS
-de valider la tactique du « faire pression » sur ses partenaires
-de se situer en alternative et en opposition « de gauche » face au réformisme
-de justifier son rôle dans l'union de la gauche et le contenu du Programme commun

Concernant la crise du PCF et son déclin : **(voir annexe 42)**

Toute la gauche est à droite !

Dans l'HR –bimensuel- n°20 -du 8 au 22 décembre 1977- Jacques Jurquet signe l'éditorial : « ***Contre tous les partis bourgeois de la majorité et de l'union de la gauche !*** » -page 5- . Il reprécise la position du PCMLF sur les élections en général et la participation des ML aux législatives de mars en particulier : « *Le scrutin législatif de mars 1978, quels qu'en soient les résultats, ne changera rien au système capitaliste* ». Jacques Jurquet dit que les candidats ouvriers révolutionnaires et petits paysans, utiliseront la légalité bourgeoise pour expliquer au peuple que seule la voie révolutionnaire amènera des changements réels et durables. Il poursuit par : « *Et nous dénoncerons les solutions mystificatrices des partis traditionnels, plan Barre, programme Chirac, magouilles centristes, Programme commun de 1972, programme commun réactualisé, etc.* »

L'article de Jacques Jurquet donne des éléments basés sur les décisions du Comité central du PCMLF au sujet de certaines ambigüités de la position du PCRml vis-à-vis de son « *''Front de lutte'' pouvant comprendre des éléments trotskistes* ». Concernant les écologistes, l'article indique : « Le PCMLF explique encore : *''... Nous soutiendrons aussi le cas échéant, les candidats écologistes, qui auront affirmé sans réserve leur refus de désistement au second tour au profit de quelque parti traditionnel''* ».

Pour l'HR n°786 –mardi 13 décembre 1977- « ***Toute la gauche est à droite !*** » -page 3-
Dans le supplément de 4 pages sur « ***La bataille politique de 1978*** » de l'HR n°789 –vendredi 16 décembre 1977-, la rubrique « *Nos candidats* » présente 2 candidats : Pierre Bauby et André Druesne.
Le suppléant d'André Druesne est « Jean-Pierre Rispal, 29 ans, travaille à la SNCF depuis 1970. »
La suppléante de Pierre Bauby **(voir chapitre 5)** est « *Claudine Ailhaud, 26 ans, est secrétaire aux services centraux de l'EDF.* »
L'HR n°792 –mercredi 21 décembre 1977- annonce en une que la parution sera de « *8 pages tous les jours à partir du 16 janvier* »

Dans le supplément « ***La bataille politique de 1978*** » de l'HR n°794 –vendredi 23 décembre 1977-

« *Un lecteur de Belgique nous rappelle une correspondance échangée au moment des élections législatives de 1973. Il s'interroge sur les raisons qui nous ont conduit à changer de tactique en décidant de présenter, cette fois des candidats. Il se demande s'ils ne seront pas amenés du fait de leur participation aux élections, à faire des*

concessions sur les principes. Voici quelques réponses à ces questions.

LES RAISONS DE NOTRE CHANGEMENT DE TACTIQUE

Les prochaines élections législatives font bien partie, notre lecteur a tout à fait raison de le souligner, du "jeu électoral bourgeois", au même titre que les législatives de 1973, et les élections présidentielles, cantonales et municipales qui ont eu lieu depuis.

A chaque fois, il s'agit pour la bourgeoisie et les différents partis qui la représentent de développer le fondement du "jeu électoral bourgeois" qu'est l'électoralisme. Ils veulent faire croire qu'il est possible de supprimer l'exploitation en changeant simplement la majorité ou le gouvernement, les hommes et les partis au pouvoir.

NOTRE POSITION FONDAMENTALE RESTE INCHANGEE

Les candidats marxistes-léninistes dénonceront comme tous nos militants ces illusions électoralistes.

Ils expliqueront que les élections législatives ne changeront rien au système capitaliste, que les partis bourgeois de "gauche" veulent simplement prendre le pouvoir d'Etat bourgeois par les élections pour gérer le capitalisme.

Ils ne se placeront donc pas dans le cadre du jeu électoral bourgeois puisqu'ils le dénonceront au contraire avec vigueur. Ils ne feront aucune concession à la constitution bourgeoise puisqu'ils appelleront au contraire les travailleurs à préparer la révolution prolétarienne qui la détruira, comme toute la machine d'Etat bourgeoise, pour instaurer à la place la dictature du prolétariat.

Ils expliqueront ainsi clairement que le choix ne se situe pas entre les partis bourgeois de droite ou de "gauche", mais entre la voie pacifique électoraliste et la voie révolutionnaire. Comme on le voit, il n'y aura aucune concession sur les principes et notre position antiélectoraliste fondamentale reste intégralement inchangée.

Il ne s'agit que d'un changement de tactique conforme aux enseignements de Lénine selon lesquels participer ou non aux élections est une question tactique qu'il convient de résoudre chaque fois en fonction des conditions concrètes du moment.

Voyons justement quelle est la situation actuelle. L'expérience a montré à plusieurs reprises que le mot d'ordre d'abstention tactique n'était pas le plus approprié dans la période actuelle, où les illusions électoralistes ont fortement prise sur le mouvement de masse.

Bien des travailleurs, pourtant avancés du point de vue de la conscience révolutionnaire, se laissent encore abuser au moment des élections. Ils sont alors tentés du fait d'illusions persistantes et aussi par réaction contre la bourgeoisie au pouvoir, d'aller voter pour les partis "de gauche".

La position tactique d'abstention ne permet pas alors de se faire entendre comme il conviendrait par ces travailleurs. Seuls des candidats révolutionnaires prolétariens seront en mesure, en descendant combattre la bourgeoisie dans l'arène électorale, d'aller au-devant de ces travailleurs et d'empêcher les partis bourgeois de récupérer leur mécontentement.

Cela n'était guère possible jusqu'à présent étant donné la faiblesse et la fragilité relative des forces marxistes-léninistes. Il était aléatoire de présenter quelques candidats sans qu'il y ait risque de confusion quant à notre orientation antiélectoraliste fondamentale. De ce point de vue, la situation a changé et le développement du Parti marxiste-léniniste permet d'ores et déjà de présenter plusieurs dizaines de candidats révolutionnaires prolétariens.

Il s'agit pour la plupart, comme peuvent le constater nos lecteurs, d'ouvriers ou de paysans qui ont fait leurs preuves dans la lutte classe contre classe en même temps qu'ils développent la ligne des marxistes-léninistes en ce qui concerne la lutte contre les superpuissances et la nécessité d'édifier le parti révolutionnaire du prolétariat.

Ils jouissent de l'estime de nombreux travailleurs de leur circonscription auxquels ils viendront s'adresser lorsqu'ils leur expliqueront nos positions et les appelleront à refuser de voter pour les partis bourgeois de la majorité comme de l'Union de la gauche.

Cette bataille politique doit ainsi nous permettre d'amener en nombre bien plus grand les travailleurs à rejeter les illusions électoralistes et à rejoindre la voie révolutionnaire. » -pages 3 et 6-

Vers une campagne commune des ML

Les discussions et les contacts entre le PCRml et le PCMLF se sont poursuivis notamment après septembre et la décision de ce dernier de présenter des candidats. Le PCRml qui de son côté n'a pu conclure… avec l'OCT et la LCR (qui veulent voter à gauche au 2e tour), va finalement répondre favorablement au PCMLF fin décembre (voir HR n°806 et 807 –17 et 18 janvier 1978). Les deux lettres qui vont précéder l'accord entre le PCRml et le PCMLF et aboutir à la campagne de l'UOPDP, vont être publiées dans l'HR n°810 –samedi 21 et dimanche 22 janvier 1978- pages 6-7-

Fin de l'année, rétrospective et 10e anniversaire du PCMLF

L'HR n°795 –samedi 24 et dimanche 25 décembre 1977- publie en pages 3-4 une rétrospective de l'année avec des notamment des articles dont voici quelques titres :

-Le monde en marche

-<u>le combat sans merci contre l'austérité</u> :

- Nos frères immigrés dans le combat
- Pierre Maitre assassiné
- Malville
- Klaus Croissant extradé
- Intervention française au Sahara
- Corse, un peuple en lutte
- Union de la gauche : plus rien ne va

-<u>Des grèves longues et dures</u> :

- La tendance à l'unité
- Impasse pour la ligne de soumission aux partis de gauche
- Indépendance à l'égard de tous les partis bourgeois !

André Druesnes, dans l'HR –bimensuel- n°21 –du 23 décembre 1977 au 4 janvier 1978- intitule son éditorial « Une date qui marque l'histoire du prolétariat : Vive le 10e anniversaire du PCMLF ! ».

Le 30 décembre 1977, le PCMLF fête ses 10 ans d'existence.
La revue Prolétariat n°15 –1er trimestre 1978- publiera sous la plume de Camille Granot : « ***1967-1977 : Dixième anniversaire du PCMLF. Il y a dix ans… Puyricard*** » -pages 8 à 28-

<u>La fin de l'année 1977 laisse sur le feu</u> :

L'échec des mobilisations contre le plan Barre
L'échec et la rupture des négociations sur la réactualisation du Programme commun de la gauche
Une crise au sein du PCF, qui deviendra sans précédent et entrainera sa chute
Des syndicats CGT et CFDT déboussolés
Le recentrage de la CFDT avec d'une part des exclusions et d'autres parts la finalisation du recentrage
Des ruptures et des rapprochements au sein de l'extrême-gauche
L'avancée pour une campagne commune des ML aux législatives

Chapitre 9

1978 : une année décisive

Cette année est sur le plan politique, syndical, économique, d'une très grande importance. Elle est sur bien des points, la poursuite de l'année précédente, tant les événements de 1978 sont imbriqués dans ceux de l'année 1977 et seront déterminants pour les années suivantes (défaite de la gauche, crise du PCF, légalisation du PCMLF sous le sigle PCML, 3e plan Barre, nouveau plan acier avec des dizaines de milliers de licenciements prévus dans la sidérurgie, recentrage de la CFDT…)

Des congrès…

Dans l'année 1978, se tiendront les troisièmes congrès du PCMLF et du PCRml ainsi que le 40e congrès de la CGT à Grenoble, et le 9e de la FSM.

… et la création du CIEL

Le journal « **Le Monde** » daté du 16 janvier 1978, annonce la

> « ***Création d'un Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés*** » « *À l'initiative du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, cent quinze intellectuels, créateurs, artistes, viennent de créer un Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), qui, en attendant son assemblée générale, s'est donné une présidence collégiale composée de MM. Eugène Ionesco (président), Alain Ravennes (secrétaire général et rédacteur du manifeste), Jean-Marie Domenach, François Fejtö et Philippe Sollers.* » **(lire l'article en annexe 137)**

Le 13.03.1978, Le Monde publie un appel de plusieurs artistes, intellectuels contre le manifeste du CIEL **(voir l'article dans le chapitre 3 « repères chronologiques : année 1978, 23 février 1978 »)**

Au sujet du CIEL, lire également -« **Les Intellectuels contre la gauche.** ***L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** ») *Michael Christofferson* - pages 356, 357, 358, 359 et 421.
Cohérent avec son orientation politique, le CIEL fera campagne en 1981, contre la présence de ministres communistes au gouvernement.

Un climat répressif et pesant…

L'HR –b- n°25 –16/02/1978 au 2/03/1978- titre « Quadrillage policier : Une mise en condition ».
Dans une interview du Syndicat de la Magistrature publiée en page 8 les propos recueillis par *Henri Mazereau* indiquent « ***Giscard veut assimiler délinquance et opposition politique*** ».
A la page 10 *Henri Mazereau* dénonce l'ambiance répressive crée notamment autour du rapt du Baron Empain **(voir annexe 50)** : « ***Banditisme : Un bon prétexte pour le quadrillage policier*** ».
Sur le même sujet l'HR n°814 –vendredi 27 janvier 1978- titre en une : « ***Sous le prétexte de l'enlèvement du Baron Empain : Quadrillage policier et manipulation de l'opinion*** ». Tandis le n°817 –du 1er février 1978- titre : « ***Magistrature : Contre les lois répressives, contre les juridictions d'exception !*** » et rappelle la répression contre Monique Guemann et l'extradition de Klaus Croissant.
L'HR n°819 –vendredi 3 février 1978- : revient sur « *Les mesures du gouvernement préparent l'opinion à une répression de masse encore plus violente qu'en 1968.* » sous le titre « ***Conseil des ministres : Violence et quadrillage policiers*** » -page 1-
« ***En pleine période électorale : Dangereux déploiement policier*** » s'écrie l'HR n°823 –jeudi 9 février 1978- qui revient page 7 sur le kidnapping du Baron Empain et publie « *une liste (non complète) des enlèvements survenus en France depuis trois ans.* » et précise : « *Il y en a eu 24 en tout* ».
Pour l'HR n°824 –vendredi 10 février 1978- « *Le véritable enjeu du quadrillage policier :* ***Préparer une répression accrue des travailleurs*** » -page 3-
Dans le même temps « ***Stoléru prépare la répression : Nouvelle attaque contre les grévistes de la Sonacotra*** » titre l'HR n°825 –samedi 11 dimanche 12 février 1978-. L'article explique, que : « *Le gouvernement s'apprête à porter de nouveaux coups aux travailleurs immigrés.* » -pages 1 et 7-
A « Marseille : *La marche sur Arenc est interdite* » informe ce n°825 –page 7- en précisant c'est la troisième manifestation contre cette « *prison clandestine (pour immigrés)* » qui est interdite, mais que « *Le Collectif national contre la prison clandestine maintient son appel à manifester* ».
-HR n°827 –Mercredi 15 février 1978- : « ***Marseille. Malgré le quadrillage policier : Manifestation contre la prison d'Arenc*** » -page 3-
« ***Justice : Monique Guemann sanctionnée*** » : HR n°826 –mardi 14 févier 1978- page 3-
« ***L'affaire Guemann : Déclaration du Syndicat de la Magistrature*** » : HR n°827 –Mercredi 15 février 1978- page 3
« ***Après avoir attaqué le Syndicat de la Magistrature : Peyrefitte s'attaque à un haut magistrat*** » : HR n°828 –jeudi 16

février 1978-
« ***Monique Guemann sanctionnée*** » : HR n°831 –mardi 21 février 1978-
HR n°856 –mercredi 29 mars 1978- « ***L'affaire Empain : quelles surprises nous réserve sa libération ?*** » -page 3-
« Libération du baron Empain : Le ministre de l'intérieur pavoise » -page 8-

La question de l'immigration

Le sujet de l'immigration est central d'un point de vue politique et économique :

-pour les gouvernants de droite et pour les postulants de gauche au gouvernement ;
-pour le patronat, pour les capitalistes, pour l'impérialisme français ;
-pour le prolétariat, les travailleurs, la classe ouvrière ;
-pour les révolutionnaires ;

Le sujet de l'immigration est lié à l'Histoire colonialiste de notre pays et de sa nature impérialiste. Il met aussi en jeu dans le cadre de la crise et de la concurrence entre pays et entre travailleurs du même pays, les réactions liées au chauvinisme, au nationalisme et au racisme, ou l'utilisation d'une organisation d'extrême-droite comme le FN.
Pour les communistes marxistes-léninistes, c'est un sujet central qui fait partie de l'ADN du PCMLF, du PCRML et autres ML. Pour ceux-ci, le racisme est clairement une arme de division contre la classe ouvrière. En France il est le produit de son Histoire coloniale et impérialiste.
De 1974 à 1980, Giscard, Barre, Bonnet et Stoléru mettent en place des mesures et des lois racistes. Dans un contexte de crise économique, de racisme… les ML vont organiser le soutien aux travailleurs immigrés et notamment la solidarité avec les grévistes des foyers Sonacotra.
Les titres et le contenu des articles des pages 1 - 4 et 8 de l'HR n°975 –samedi 18 et dimanche 19 novembre 1978- illustrent bien la politique et les analyses des ML sur ce sujet :

« Contre la racisme et la répression : Unissons-nous ! . Manif. Samedi à 14h Métro Barbès organisée par le Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte
« Français-immigrés : Egalité des droits »
« Français-immigrés, une seule classe ouvrière » (Jean Quercy)
« 4 ans de lutte dans les foyers Sonacotra : Le PCF contre la grève »
« L'immigration, pourquoi ? » (Monique Chéran)
« L'immigration : une source de prospérité pour la France capitaliste.
Ouvriers français et immigrés, les mêmes intérêts » (Guy Lebreton)
« 40e congrès de la CGT : Des voix s'élèvent pour faire échec à la division Français-immigrés »

Si les positions de la direction du PCF sont fermement combattues, les ML ont une attitude plus souple vis-à-vis de ses militants, comme en témoigne l'HR n°977 –mercredi 22 novembre 1978- :

« Français-immigrés : Pour l'unité d'action avec les militants du PCF » (Henri Mazereau) –page 1-
« Foyer Sonacotra d'Elancourt en grève : Divergences dans le PCF au sujet du soutien » -page 4-

L'HR n°979 –vendredi 24 novembre 1978- publie un dossier intitulé « Paris, le 17 octobre 1961 : Le pouvoir faisait massacrer plusieurs centaines d'Algériens » (Yves Lepic) –page 8-

Giscard, Barre, Bonnet, Stoléru

L'arrêt de l'immigration de travail est mis en place sous Giscard en juillet 1974
En 1977, Lionel Stoléru s'engage dans une logique qui va petit à petit libérer la parole raciste, avec la mise en place d'une politique désignant les travailleurs immigrés comme « un problème » qu'il faut régler par une politique « du retour » en proposant leur départ contre 10 000 francs.
En 1980 Bonnet renforce la lutte contre « l'immigration clandestine ».

Lionel Stoléru
« *Secrétaire d'État chargé de la condition des travailleurs manuels (gouvernements de Jacques Chirac et de Raymond Barre (1), 1974-1978). Il crée en 1977 une prime au retour des travailleurs immigrés d'un montant de 10 000 francs (million « Stoléru »).*
Secrétaire d'État chargé des travailleurs manuels et immigrés (gouvernements de Raymond Barre (2) et (3), 1978-1981).
Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan (gouvernements de Michel Rocard (1) et (2), 1988-1991). » -source wikipédia-

Dès 1977 des manifestations et autres meetings sont organisés contre les mesures Stoléru. En 1978 les mobilisations continuent comme en témoigne l'article d'Henri Mazereau dans l'HR-b- n°33 du 21 juin au 5 juillet 1978- « ***L'échéance du 1er juillet : Faire échec à Stoléru*** » -page 25-
En toute logique, Stoléru va se confronter à la lutte des résidents Sonacotra, ce que montre l'article de l'HR n°914 –jeudi 22 juin 1978- « ***Foyers Sonacotra : Stoléru s'en prend aux grévistes : Le comité de coordination lui répond*** » -pages 1 et 8-

L'HR n°918 –mercredi 28 juin 1978- titre : « ***Une centaine de résidents des foyers Sonacotra traduits en justice : Faire échec à Stoléru*** » -page 1- « ***Soutenons les résidents déférés devant les tribunaux*** » -page 1-
L'HR n°919 –jeudi 29 juin 1978- publie 2 pages « ***Sonacotra*** » (Articles réalisés en commun par le QdP et l'HR).
Sous le titre « ***Français – immigrés : Faire échec aux mesures racistes de Stoléru !*** » l'HR n°920 –vendredi 30 juin 1978- appelle à une manifestation pour le samedi 8 juillet. En une également l'HR annonce : « ***Une centaine de résidents des foyers Sonacotra traduits en justice : Mobilisons-nous !*** ».
En page 4 est publié une « ***Interview du Comité de coordination des Foyers Sonacotra*** » dont le titre est « ***Faire échec à Stoléru !*** » (Article fait en commun par le QDP et l'HR).
-HR n°924 –jeudi 7 septembre 1978- Lutte des résidents des foyers Sonacotra « Les procès et la mobilisation pendant l'été » -page 7-
-HR n°925 vendredi 8 septembre 1978- Lutte des résidents des foyers Sonacotra « Comment se sont déroulés les procès » -page 7-
-HR n°947 –mardi 10 octobre 1978- « Foyer Sonacotra. Attaques contre les résidents. Français – immigrés : riposte immédiate » -pages 1 et 3-
« Foyer Sonacotra : Elargir la mobilisation. Faire échec aux expulsions » (Interview) –page 6-
La une du n°959 de l'HR du jeudi 26 octobre 1978, résume bien la position des communistes ML sur le sujet : « ***Foyers de travailleurs immigrés. Contre les expulsions et les brutalités policières :*** **Riposter !** ».
-HR n°975 –samedi 18 et dimanche 19 novembre 1978- « Français-immigrés : Egalité des droits » -page 4-
« Français-immigrés, une seule classe ouvrière » -page 4-
« 4 ans de lutte dans les foyers Sonacotra : Le PCF contre la grève » -page 4-
« L'immigration, pourquoi ? » (Monique Chéran) –page 4-
L'HR n°989 –vendredi 8 décembre 1978- annonce que « 5 tribunaux désavouent la Sonacotra » et que c'est « Un succès de la lutte des immigrés : Un succès de l'unité français-immigrés »

En 1979, sous le gouvernement de Raymond Barre est concocté ce qui sera appelé « la loi Barre-Bonnet ».
Le 10 janvier 1980, la loi Bonnet (du nom du ministre de l'intérieur) est promulguée. Elle restreint le droit au séjour des travailleurs immigrés.

Petit retour en arrière : Chronologie : histoire de l'immigration et dates.

Une situation internationale lourde de conséquences…

Les boat people vietnamiens, l'intervention vietnamienne au Cambodge, la rupture sino-albanaise, le développement de la polémique sur la théorie des 3 mondes, la critique de « la bande des quatre » en Chine vont fortement contribuer à fragiliser le courant ML. Ces événements internationaux vont se poursuivre dans les années 79-80-81 avec notamment le conflit armé entre la Chine et le Vietnam, l'intervention de l'URSS en Afghanistan, la Pologne et le syndicat Solidarnosc…
Tous ces événements seront évidemment utilisés par les courants les plus réactionnaires, pour affaiblir tout ce qui est sensé représenter le communisme en France (sur ce sujet voir le livre « **Les Intellectuels contre la gauche.** ***L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** ») de *Michael Christofferson*).
Les répercussions idéologiques de ces événements seront déterminantes et auront un rôle important dans l'affaiblissement de tous les courants se réclamant du communisme en France.

Un climat mondial tendu

L'HR n°837 –mercredi 1er mars 1978- annonce : « ***Des législatives dans un climat mondial tendu*** » -page 8-

Quelques exemples : Procès contre Croissant, Nicaragua, Argentine, Agression israélienne au Sud Liban, enlèvement d'Aldo Moro en Italie, la question européenne, l'intervention de l'impérialisme français au Tchad, le coup d'Etat en Afghanistan, l'Iran, les sectes…

Procès de Klaus Croissant « ***Ouverture en mars du procès Klaus Croissant*** » annonce l'HR n°798 –jeudi 5 janvier 1978- page 1-
Pour l'HR n°834 –vendredi 24 février 1978- en Allemagne de l'Ouest : « ***Les avocats sur le banc des accusés*** » -page 2-

Nicaragua : le mouvement contre la dictature de Somoza : HR n°821- mardi 7 février 1978- « ***Nicaragua : Soulèvement populaire contre la dictature*** »-pages 1 et 2-
HR n°838 –jeudi 2 mars 1978- « ***Nicaragua : Insurrection populaire contre le régime de Somoza*** » -page 1-

***L'Argentine*, une coupe du monde de football pour masquer une dictature :**

La remise en cause de la société capitaliste à travers la critique du spectacle sportif, drainant des sommes fabuleuses (retransmission télévisuelle, recettes publicitaires, implications des multinationales…) se fait aussi en critiquant le développement du chauvinisme ou la violence dans les stades.
Des critiques plus ou moins radicales du sport de compétition existent depuis des années à travers des courants et des revues comme : « **Quel Corps ?** » (animée par Jean-Marie Brohm), « **Le chrono enrayé** » (l'Ecole Emancipée) ou « **Le contre pied** » (Mouvement Football-Progrès).
Dès 1968 la revue « **partisans** » publiée par François Maspéro, sort en juillet-septembre son n°43 intitulé « ***sport, culture et répression*** ». Nous trouvons notamment des articles signés de Pierre Laguillaumie, Herbert Marcuse, Jean-Marie Brohm…
Ce n° de Partisans est en quelque sorte le creuset, le point de départ d'une critique radicale du sport dont Jean-Marie Brohm militant trotskiste à l'origine et qui passera par l'école émancipée (une tendance syndicale de la FEN qui publie Le chrono enrayé) évoluera vers le freudo-marxisme, l'école de Francfort et les thèses de Wilhelm Reich.
Brohm publiera en 1976 : « **Sociologie politique du sport** », puis de très nombreux ouvrages dont : « **Le mythe olympique** » -1981-, « **Les meutes sportives** » -1993-, « **L'opium sportif** – La critique radicale du sport de l'extrême gauche à **Quel Corps ?** » -1997-, « **L'empire football** » en 1982 (avec Michel Beaulieu et Michel Caillat), « **Le football une peste émotionnelle : La barbarie des stades** » (en collaboration avec Marc Perelman) en 2006- …
Il est en 1975 à l'origine de la revue « Quel Corps » qui publiera 52 numéros entre 1975 et 1997 date de son auto-dissolution (voir : « ***Et maintenant, Quel Sport ? : Petite généalogie d'une tradition critique*** » par Boris Maquet.
Ce courant fera une critique et une déconstruction systématique de toutes les grandes rencontres sportives (coupes du monde, jeux olympiques, euro de foot…) des années 30 aux années 2016…

PCF, FSGT… et le Miroir du football

Depuis les années 30 le sport est pour le PCF un enjeu très important et il soutient la FSGT -Fédération sportive et gymnique du travail- qui est « *une fédération omnisports créée en 1934 par fusion de la Fédération sportive du travail proche de la Section française de l'internationale communiste et de l'Union des sociétés sportives et gymnique du travail proche de la Section française de l'internationale ouvrière. Elle est affiliée à la Confédération sportive internationale du travail et au Comité national olympique et sportif français.* » (sources Wikipédia).
Le PCF aura une influence importante dans le milieu sportif et notamment dans la presse spécialisée comme « Miroir du football » édité d'octobre 1958 au 26 septembre 1979 **(voir chapitre 7)**

Du Stade lamballais au Mouvement Football Progrès

Du début des années 60 au milieu des années 80, Le Stade lamballais, petit club des Côtes d'Armor, expérimente un « autre football », résolument tourné vers l'offensive et axé sur le plaisir de « créer ensemble ».
Jean-Claude Trotel (décédé en septembre 2012 à l'âge de 75 ans) est un ancien joueur du « Stade lamballais » basé à Lamballe dans les Côtes d'Armor, en Bretagne. Il collabore au journal Le Miroir du football.
C'est le 18 décembre 1973, notamment sous l'impulsion de Jean-Claude Trotel qu'est crée le Mouvement Football Progrès avec quelques clubs bretons dont surtout le Stade Lamballais et quelques équipes parisiennes. « *Tous étaient favorables au jeu offensif et reprennent ainsi le flambeau du Miroir du football et des enragés de mai 1968.* » (source : Le petit footeux)

Voir également :
Le mai 68 des footballeurs français par Alfred Wahl
Les « principes » du Miroir paru dans CQFD n°123 (juin 2014), rubrique Le dossier, par Nicolas Rami

Quelques livres sur le foot (liste non-exhaustive) :

- **Les Enragés du football: L'Autre Mai 68** -Par Faouzi Mahjoub, Alain Leiblang, François-René Simon - Edition Calmann -Levy - 2008-
- **Les intellectuels et le football**, Marc Perelman, Les Editions de la Passion, 2002
- **Football je t'aime moi non plus - Le football : l'art ou la guerre ?** -par Jean-Claude Trotel - Editions l'Harmattan - Décembre 2000-
- « **Eloge de la passe – Changer le sport pour changer le monde** » 2012 -Les éditions libertaires-
- **Dribleurs de l'indépendance : L'incroyable histoire de l'équipe de football du FLN algérien** -de Michel Nait-Challal (Auteur), Rachid Mekloufi (Préface) –Editions Prolongations – avril 2008

La coupe du monde de foot en Argentine (1978) et le COBA

Des militants rassemblés depuis 1975 au sein du Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin (CSLPA), appellent au boycott de cet événement. Ils sont à l'origine de la constitution le 17 décembre 1977 du COBA, comité pour le boycott de

l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football.

Le général Videla fait un coup d'Etat en Argentine

Le 24 mars 1976 Videla arrive au pouvoir en Argentine par un coup d'Etat militaire. La répression pendant les années de la dictature (1976-1983) c'est 30 000 morts et 20 000 disparus. C'est les opposants torturés à la scie électrique.

Au sujet de cette période noire en Argentine, voir le témoignage d'Alain Dantou : de Philippe Lorino et de son épouse Béatrice

Le COBA lance une campagne pour le boycott…

La campagne du COBA contre la coupe du monde en Argentine, va démarrer par le lancement d'une pétition début 1978 appelant au nom de la solidarité avec le peuple argentin au boycott de la coupe du monde en Argentine soumise à une dictature sanglante.

> « *l'appel au boycott recueille plus de 150 000 signatures, dont celles de personnalités aussi diverses que Louis Aragon, Roland Barthes, Bertrand Tavernier, Jean Lacouture, Marguerite Duras ou Yves Montand ; 200 COBA locaux se constituent sur le territoire français ;* » (…) « *Du reste, même si la capitale compte une trentaine de groupements de quartier ou d'arrondissement, le COBA ne se résume pas à une expression parisienne : la mobilisation est relayée grâce à l'essaimage des comités en province. Les foyers locaux d'expression de la mobilisation sont variés.* » (…) « *Ces initiatives, développées à partir d'un " débat-information Mundial 78 ", qui se tient mi-février à Paris, visent la création et la coordination de comités lycéens - et même collégiens - en plus des étudiants. En outre, les matches de football, quel que soit le niveau des rencontres, deviennent de potentielles tribunes d'expression de la contestation favorable au boycott qui utilisent le même répertoire d'action que dans les lycées : distribution de tracts, diffusion de pétitions, vente du pastiche L'Epique.* » (…) « *les numéros 3 et 4 du journal L'Epique réalisés par le COBA sont vendus à plus de 120 000 exemplaires.* » (…) « *Enfin, les manifestations constituent des temps forts du mouvement. Les grandes villes régionales en sont le théâtre tout au long du mois de mai 1978 : Lyon, Grenoble, Bordeaux, Nantes, Dijon. La plus importante d'entre elles se déroule à Paris, le 31 mai : 8 000 personnes y prennent part.*
> *Cette réussite inattendue rend cet épisode particulièrement révélateur puisque des protagonistes issus de milieux très diversifiés - sportifs, intellectuels, militants politiques et syndicaux, journalistes - se trouvent mis en demeure de se positionner, d'abord, quant à l'opportunité de l'organisation de la coupe du monde par l'Argentine, mais aussi, plus généralement, quant à l'articulation à leurs yeux légitime des ordres sportif et politique.* ». (Sources : LMS –Le Mouvement Social- n°230 en 2010 -éditions La Découverte-Article : « ***La coupe est pleine Videla ! Le Mundial 78 entre politisation et dépolitisation*** » par Jean-Gabriel Contamin, Olivier Le Noé –pages 27 à 46-).

Ces extraits montrent que la campagne du COBA (dont le président était le journaliste François Gèze) fut loin d'être groupusculaire.

De plus elle obligera les forces politiques, syndicales, sportives à se positionner vis-à-vis de l'Argentine et du boycott. Le FN affichera même « ***Oui au Mundial 78 en Argentine – Vive l'équipe de France » et « Non à la politique dans le sport*** » (sic)

Le sélectionneur de l'équipe de France, Michel Hidalgo fut également interpellé sur le sujet (et même une tentative d'enlèvement eu lieu le 23 mai 1978). Dominique Rocheteau de l'AS St-Etienne fut sélectionné pour le mundial 78. Il est partagé entre ses convictions politiques et les limites de son action dans le cadre de l'équipe de France. Dans son autobiographie : (**On m'appelait l'Ange Vert**, le Cherche-Midi, 2005.) D. Rocheteau rappelle sa proximité marquée avec la Ligue Communiste Révolutionnaire (p. 146).

> « *le refus du boycott du fait de sa supposée inefficience ; enfin, la quête de modes d'action alternatifs supposés plus efficaces :* « *Je suis convaincu de la nécessité d'agir, d'une manière ou d'une autre, pour déclencher une prise de conscience collective [...]. Sous quelle forme ? Je ne le sais pas encore [...]. Quelqu'un a suggéré de porter un brassard noir à l'occasion du premier match pour manifester notre désapprobation à l'égard du régime. Pourquoi pas ?* ». *Ce récit a cette vertu supplémentaire de souligner les difficultés auxquelles se heurtent finalement les tenants sportifs de l'alternative au boycott. D'abord, les réticences au sein du monde sportif lui-même. Rocheteau rappelle que ses prises de position ne sont " pas du goût de tout le monde* ", alors même qu'" *il n'est pas question de jouer les francs-tireurs et de casser la solidarité du groupe. Si nous menons une action, elle doit être collective* ". *À l'époque, il fait d'ailleurs part de sa peur que cela lui porte préjudice et de se faire " flinguer* " » (LMS n°230)

L'Argentine et l'impérialisme français sont économiquement, politiquement et militairement liés. C'est ce que montre notamment une brochure du CSLPA de 1978 : « **Argentine: L'impérialisme français en question** » et un tract du COBA « ***Non aux chars de l'armée française sur le Larzac et en Argentine*** » qui dénonce Giscard et ses ventes d'armes à Videla.

Quand la France collaborait avec la dictature argentine

> « *La liste serait trop longue d'énumérer le nombre de ces hommes liés au pouvoir argentin, anciens collaborateurs, anciens OAS, racistes reconnus…* » (…)

« *L'actuel ambassadeur, tout d'abord, en poste à Buenos Aires depuis le coup d'état, François de la Gorce. C'est lui qui est à l'origine des changements de personnel marqué en général à droite ou à l'extrême droite. Le colonel Le Guen : attaché militaire précédemment en Afrique du Sud. Anticommuniste notoire il n'hésite pas à affirmer qu'il faut appuyer les efforts de la junte pour une élimination physique totale de la guérilla. Un des instruments de cette répression est d'ailleurs la mission militaire française installée de façon permanente (comme celle des USA) dans les locaux de l'armée.* » (…)

« *Les liens économiques dans ces conditions apparaissent dans toute leur logique et sont de plus en plus importants : Ika Renault par exemple est la première usine automobile du Pays. Peugeot Citroën, Péchiney Rhône Poulenc, St Gobain sont également bien implantés.*

Les banques françaises, le Crédit Lyonnais surtout, prospèrent grâce aux ventes d'armes. En octobre 76, un crédit de 30 millions de dollars a été accordé à la junte sous la pression du gouvernement français. » (Sources : ***Antirouille*** (mensuel) n°24 –avril 1978- page 4-)

Certaines organisations trotskistes, des libertaires et des marxistes-léninistes, notamment le PCRML et le PCMLF, soutiendront la campagne du COBA, mais pas l'ensemble de la ligne de J-M Brohm et des freudo-marxistes **(voir la liste de 40 articles de l'HR en annexe 56 et la liste des articles du QDP en annexe 57)**.

L'Épique (toujours imité jamais égalé)

Le journal ***L'Épique*** (pastiche du célèbre quotidien du sport) lancé en 1976, indique dans son numéro 000, être un supplément à : Le Cri des Murs n°10, L'école émancipée –Le chrono enrayé n°16, Politique Hebdo n°227, Révolution ! n°142, Rouge n°76, Tribune Socialiste n°704 et des journalistes de Libération à titre individuel.

Dés 1978, ***L'Épique*** soutiendra la campagne du COBA. Son n°4 en date de juin 1978 précise qu'il a été réalisé par le COBA avec le soutien des journaux suivants : Politique Hebdo, Rouge (LCR), Barricades (mensuel jeunes LCR), L'Etincelle (OCT), L'Ecole Emancipée et Le Chrono Enrayé, Quel Corps ?, Le Cri des Murs, Commune (CCA), Antirouille, Non Violence Politique (MAN), La Gueule Ouverte – Combat Non-Violent, Bulletin de Liaison CEDETIM, Informations Ouvrières, Jeune Révolutionnaire, Quotidien du Peuple, Humanité Rouge, Le Monde Libertaire, Tribune Socialiste, Tout le Pouvoir aux Travailleurs.

Le n°5 -février-mars 1980- de **L'Epique**, est sous-titré « *Le journal des Jeux Olympiques* » et il est indiqué que « *Ce numéro de L'Epique a été réalisé par le COBOM* ». Il est le supplément à : L'Etincelle (OCT), Partis pris, La Gueule Ouverte – Combat Non-Violent, Non Violence Politique (MAN), Tout le Pouvoir aux Travailleurs (UTCL), Ecole Emancipée et Le Chrono Enrayé, Quel Corps, Bulletin de Liaison CEDETIM, Histoires d'Elles, La revue d'en face, Front Rouge (PCRml), Rebelles (UCJR), L'Alternative, Le Quotidien du Peuple.

Le boycott et le débat sur le foot

Le débat sur le foot sera également évoqué dans la presse ML par exemple dans l'HR –bimensuel- n°27 –du 16 mars au 13 avril 1978- qui présente « ***Le mouvement Football-progrès : Pour le plaisir de jouer, rien que le plaisir*** » -page 29- ou dans Le ML n°27-28 –juin juillet 78- : « ***Attaquons le foot impérialiste*** » -pages 21-22- « ***Le ''Mundial'' des fascistes*** » -pages 22-23-

Le COBA aura eu un impact certain, mais ne pourra pas empêcher la tenue de la coupe du monde de foot en Argentine du 1er au 25 juin 1978.

Il faut rappeler que l'ensemble des grandes organisations politiques et syndicales de gauche –PS. PCF, CFDT et CGT- (s'ils sont critiques, mais avec des nuances vis-à-vis du régime argentin) étaient toutes contre l'idée du boycott et défavorable au COBA (mis à part le SGEN-CFDT et le syndicat des correcteurs CGT).

Les arguments mis en avant par le PCF occultaient ses raisons profondes du refus de soutenir le COBA.

Une de ces raisons était liée à l'organisation des futurs Jeux Olympiques… à Moscou prévus pour 1980. Les liens et le soutien de l'URSS à l'Argentine ne font que renforcer l'idée qu'il faut poursuivre l'action pour un boycott des JO à Moscou –c'est sur cette base qu'est crée le COBOM au début de l'année 1979- **(voir annexe 60)**

Le COBA structure unitaire ne tiendra pas après la coupe du monde

« *Le COBA peut se concevoir comme une expérience d'hybridation, une rencontre de sensibilités militantes différentes sur le terrain du football regroupant, outre les* " Argentins " *du CSLPA, l'École Emancipée, Quel corps ?, des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, du SGEN-CFDT, de l'Organisation communiste des travailleurs, du Parti socialiste unifié, des journaux comme Rouge, Le Quotidien du Peuple, Libération, et ceux que Quel corps ? nomme* " des inorganisés ". *L'alchimie ne tient toutefois que le temps d'une mobilisation contre un* " Munich sportif " » (LMS 230).

Une partie des initiateurs et des militants du COBA vont poursuivre leur action en créant le COBOM en 1979.

Israël au Sud-Liban et signature des accords de Camp David

-HR n°849 -vendredi 17 mars 1978- « ***Agression expansionniste Israélienne***

- *Soisson (PR) demande la fermeture du bureau parisien de l'OLP*
- *Sarre et Defferre (PS) manifestent avec la droite en faveur des sionistes* »

-page 1-

« ***La plus grande attaque israélienne depuis la guerre d'octobre 73 : 30 000 soldats sionistes envahissent le Sud-Liban !*** » -page 2-

Le 17 septembre 1978 sont signés les accords de Camp David par le Président égyptien Anouar el Sadate et le Premier Ministre israélien Menahem Begin, sous la médiation du président US, Jimmy Carter.

Aldo Moro en Italie

Le 16 mars 1978, *Aldo Moro* est enlevé en plein Rome par les Brigades Rouge. Il sera retrouvé mort le 9 mai 1978.

La question européenne

L'HR n°841 –mardi 7 mars 1978- publie 3 articles sur le sujet :

-« L'union européenne gêne les deux superpuissances » -page 6-

-« Les partis français et l'élection du parlement européen » -page 7-

-« Résolution du 3e congrès du PCMLF : Sur l'union européenne » -page 7-

La résolution sur l'UE indique notamment :

> « *C'est l'intérêt de classe des bourgeoisies monopolistes fondé sur la recherche du profit maximum qui a guidé cette union contre la domination économique et le contrôle de l'impérialisme américain.*
>
> *Cette union européenne capitaliste permet aux bourgeoisies et aux monopoles européens de renforcer leur exploitation sur les peuples d'Europe par l'accélération de la concentration capitaliste et le renforcement de la concurrence.*
>
> *Les conséquences pour les travailleurs en sont restructurations et licenciements pour la classe ouvrière, accélération de l'élimination des couches pauvres de la paysannerie, etc.*
>
> *Dans le cadre de la crise capitaliste et face aux luttes des travailleurs, l'union européenne permet à ses bourgeoisies monopolistes de renforcer leurs moyens de répression sur les travailleurs (convention antiterroriste, espace judiciaire).* »

Dans son éditorial en page 5 de l'HR-bimensuel- n°34 -du 5 juillet au 25 juillet 1978- Annie Brunel écrit que face à l' « ***Augmentation des dangers de guerre dans le monde : l'Europe est concernée*** ».

Le n°35 de l'HR -b- du 26 juillet au 25 août 1978, précise dans un éditorial de Claude Lebrun qu'il faut « ***Tenir compte des deux aspects de l'Europe*** » -page 5-

L'impérialisme français au Tchad

L'HR n°875 –mardi 25 avril 1978- donne sa position en revendiquant : « Les troupes françaises hors du Tchad » -page 1- « Hors du Tchad, les troupes françaises » -page 3-

Pour l'HR n°876 –mercredi 26 avril 1978-, les « 600 français au Tchad » sont de « Drôles de coopérants ! » -page 3-

L'HR n°877 –jeudi 27 avril 1978- annonce le « Renforcement de l'agression française a u Tchad »

HR n°879 –samedi 29 et dimanche 30 avril 1978- « Tchad : Renforcement de la présence militaire française » -page 8-

HR n°880 –mercredi 3 mai 1978- « Deux cents soldats français envoyés au Tchad ! : L'intervention française se renforce » -page 1-

L'Afghanistan

Les événements qui vont déboucher fin 1979 sur l'intervention soviétique en Afghanistan se mettent en place.

-L'Humanité Rouge n°880 –mercredi 3 mai 1978- annonce en page 8 « ***Coup d'Etat en Afghanistan : Le nouveau régime semble pro-soviétique*** ».

L'Iran

Sous le titre « ***Manifestation en Iran : Le courage d'un peuple héroïque*** », l'HR n°886 –vendredi 12 mai 1978- indique « *La lutte du peuple iranien paraît désormais irréversible* ».

Déjà dans l'HR –b- n°29 du 27 avril au 11 mai 1978- un article d'Evelyne Le Guen, annonce : « ***Iran : L'explosion populaire*** » -pages 11-12-

D'autres numéros de l'HR –quotidien- et du bimensuel aborderont largement la question du soutien au peuple iranien.

Ci-dessous quelques titres de l'HR-b- au sujet de l'Iran :
--HR-b- n°37 -du 7 septembre au 21 septembre 1978- « ***Iran : La révolte d'un peuple*** » (Annie Brunel) -page 14- « ***La position stratégique de l'Iran*** » -page 15-
--HR-b- n°38 -du 20 septembre au 5 octobre 1978- « ***Soutien au peuple iranien dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale*** » (Editorial) -page 5-
« ***L'Iran sous la loi martiale Interview d'un représentant de l'Union des étudiants Iraniens en France (UEIF/CISNU)*** » (Jean Schubert) -pages 16-17-

Les manifestations contre le Shah d'Iran et sa dictature vont se multiplier en 1978, provoquer la fin de ce régime et se terminer par l'instauration de la république islamique d'Iran, dirigée par l'Ayatollah Khomeiny en 1979.

Sectes : escroquerie et tuerie : Scientologie et « Temple du peuple »

Henri Mazereau dénonce très justement dans l'HR –bimensuel- n°21 -du 23 décembre 1977 au 4 janvier 1978- « La secte de Scientology : *Une entreprise d'escroquerie* » -page 21-.
Sous le titre « ***Une secte condamnée*** » l'HR n°829 –vendredi 17 février 1978- annonce la condamnation de « ***L'Église de scientology*** » pour escroquerie (page 3).
Avec la crise économique les sectes religieuses sont de plus en plus présentes. A la fin de l'année 1978, l'une d'elle : « ***Le Temple du Peuple*** » dirigée par James Warren Jones dit Jim Jones fera 914 victimes en Guyana.
Sur l'histoire de cette secte regarder : **Jim Jones la folie meurtriere d'un gourou**

Des sectes de toutes sortes

La particularité des sectes, en dehors des traditionnelles références religieuses, c'est la capacité de surfer, de récupérer et de se développer sur des thématiques, des modes et des idées qui apparaissent dans la société. Ainsi les Raéliens occupent le secteur « extraterrestre », la secte de Jim Jones se réfère au Christ puis plus tard au socialisme, ***Écoovie*** met en avant l'écologie, le mode de vie…

Pour info, lire :
la « **Fiche extraite de l'ouvrage "Les sectes - Etat d'urgence" du Centre Roger Ikor** chez Albin Michel -1995– »

Un débat va apparaître par exemple dans le journal emblématique de l'écologie politique « **La Gueule Ouverte** » sur différents mouvements qui furent à des degrés divers considérés comme sectes.
C'est le cas des ***Communautés de l'Arche*** fondées par Lanza Del Vasto, de ***Longo Maï***, des ***écoops*** et d'***Écoovie***. Evidemment ce débat pose la question de l'accusation de « secte » par le pouvoir à l'encontre de tel ou tel mouvement oppositionnel.
Aujourd'hui ce sont les termes de « dérives » de « pratiques » sectaires qui sont plutôt utilisés notamment par la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires) créé en 2002. Il n'en reste pas moins vrai que les sectes sont une réalité et qu'il y a toute une nuance et une analyse à faire autour de la notion de « dérive sectaire » (voir le site http://derive-sectaire.fr/)

La secte Moon : une véritable organisation anticommuniste mondiale

Sun Myung Moon est le chef de « *L'église de l'unification* » qui « *fut fondée par lui en Corée en 1954 sous l'appellation « Association de l'Esprit Saint pour l'unification du christianisme mondial ». (...)*
En 1974, en visite aux États-Unis, il lance un appel très controversé dans lequel il apporte son soutien à Richard Nixon en plein scandale du Watergate. (...)
En 1980, des membres de son église créent à sa demande, l'organisation CAUSA International 14 basée à New York, pour lutter contre le communisme par l'éducation. (...)
Le 14 août 2012, Sun Myung Moon est hospitalisé suite aux complications d'une pneumonie1. Il meurt le 3 septembre 2012 à l'âge de 92 ans. Hyung Jin Moon, son fils, est présenté comme étant son successeur. (...)
La direction mondiale de l'Église de l'Unification est actuellement assurée par son épouse Hak Ja Han Moon. »

Syndicats CGT et CFDT en 1978

L'année 78 est importante pour la CFDT et la CGT, la préparation statutaire du recentrage pour l'une, et le 40e congrès pour l'autre.

Recentrage et exclusions pour la CFDT

Jacques Moreau présente son « Rapport » au Conseil National de la CFDT les 26-28 janvier 78. Le « rapport Moreau » théorise la ligne du recentrage de l'action syndicale aussi appelée « resyndicalisation ».
Les premières réactions des militants CFDT sont assez défavorables à ce rapport. **(voir chapitre 18)**

Un éditorial de Jacques Jurquet dans l'Humanité Rouge n°823 –jeudi 9 février 1978- analysant : « *la suite du Conseil national réuni par la CFDT du 26 au 28 janvier.* », est titré : « ***Edmond Maire dans l'impasse*** » -page 1-
L'orientation de plus en plus « droitière » de la CFDT est confirmée, ce qui implique la poursuite du « nettoyage » interne de la confédération dirigée par Edmond Maire et parallèlement la systématisation de l'orientation « droitière social-démocrate réformiste » sous la houlette idéologique de la deuxième gauche.

Quelques articles sur les exclusions, les luttes et les syndicats CFDT - CGT **(voir annexe 48)**

La direction de la CFDT contre l'HR et le PCMLF, contre les comités de soutien

L'HR n°854 –24/03/1978- et 855 –du 25 et 26/03/1978- publient deux articles au sujet d'un document de la CFDT sur « ***La question des comités de soutien*** ». Voici les 2 introductions de ces articles :

● HR n°854 –page 5- « *Le dernier numéro de ''Nouvelles CFDT'' bulletin d'information diffusé à tous les responsables du syndicat, reprend à son compte un texte émanant de l'Union départementale de Loire-Atlantique, intitulé :*
''Réflexions sur les comités de soutien à propos du conflit de Laving-Glaces''. Ce texte, précédé d'une introduction du secteur politique de la CFDT, prend du fait de sa publication le caractère d'une contribution officielle. Il mérite une réponse pour trois raisons :

1) *L'Humanité rouge et le PCMLF y sont nommément cités et pris comme cible, notre position et notre pratique étant singulièrement déformées.*
2) *La relation des faits contient un certain nombre d'erreurs.*
3) *Les conclusions apportées sur l'expérience des comités de soutien sont discutables.* »

● HR n°855 –page 6- « *La direction confédérale de la CFDT a publié, dans un bulletin du 10 mars, l'appréciation portée par l'Union départementale de Loire-Atlantique de la CFDT, sur le comité de soutien, crée lors de la grève des travailleurs de Laving-Glaces, chantier SNCF à Nantes.*
L'Humanité rouge, le Parti communiste marxiste-léniniste de France y étaient également directement mis en cause.
La dimension nationale ainsi donnée à l'affaire et notre mise en cause directe appelaient des réponses.
Nous avons dans notre édition d'hier précisé la conception qu'ont de leur activité dans les syndicats les communistes marxistes-léninistes, activité sur laquelle le document de la CFDT comportait pour le moins des inexactitudes.
Nous aborderons aujourd'hui la question précise du comité de soutien et les ''réflexions'' de l'Union départementale de Loire-Atlantique sur celui de Laving-Glace. »

Des craquements à la CGT

Aimé Pastre, ancien secrétaire général du syndicat CGT des personnels pénitentiaires, démissionne de la commission exécutive de l'union générale des fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF).

> « *Je désapprouve formellement, a-t-il déclaré, les positions et les initiatives adoptées par les instances fédérales confédérales depuis que s'est manifesté la crise au sein de la gauche* ».

Alain Pastre critique le fait que

> « *Tour à tour, le comité fédéral national, la commission exécutive de la CGT, l'UGFF CGT, ont repris pratiquement à leur compte, les arguments et l'analyse du PC, ce qui enlève toute crédibilité à une réelle confrontation des points de vue au sein de la CGT...* » -source HR n°797 –du mercredi 4 janvier 1978- page 1.

Dans l'HR –bimensuel- n°22 du 5 au 19 janvier 1978, Pierre Marceau analyse la riche et longue expérience syndicale en France et fait le lien avec l'actualité : « ***CGT-CGTU : La lutte de classe à l'intérieur du syndicat*** » -page 19-
Pour Jacques Duroc dans l'HR-b- n°24 –du 2 au 19 février 1978- « ***La CGT a bien changé !*** » -page 21-
L'HR –b- n°25 –du 16 février au 2 mars 1978- publie un article de Jacques Duroc « ***Remous dans la CGT*** » -page 27-.
Yves Lepic, dans l'HR-b- n°31 du 25 mai au 9 juin 1978- explique dans l'article page 21 « ***Crise à la CGT*** » que « *La défaite des partis dits de gauche n'a pas manqué d'avoir de sérieuses répercussions sur la politique des directions syndicales en particulier à la CGT car Séguy, jusqu'au bout, a soutenu la ligne du PCF, l'a impulsée dans la CGT.* »

Les travailleurs… ils luttent

Des luttes et des oppositions

La période de janvier à mars est marquée :

-- par un développement des luttes, ce que montre l'HR n°823 –jeudi 9 février 1978- « A un mois des élections : Des milliers de travailleurs en grève » -page 1-

-- par la poursuite des attaques contre les militants syndicalistes opposés aux directions syndicales

-- par les tentatives de la CFDT pour ressouder la gauche.

C'est d'ailleurs ce qu'attestent les articles du QDP n°644 -jeudi 2 mars 1978- :

-les luttes : « **A 10 jours des élections : Ils luttent :**

--*Les patrons de CIT-Alacatel " retenus " par les ouvriers --Général Motors, Phydor : la grève continue* » -page 1-

-les attaques contre l'opposition dans la CFDT : « **Querelle de la gauche : la CFDT en première ligne ? *Menaces contre***

les syndicalistes qui refusent l'Union de la Gauche (*Nicolas Duvallois*) »-page 3-

-les tentatives de la CFDT pour ressouder la gauche : « **Les partis de gauche s'invectivent : La CFDT veut recoller les morceaux !** » -pages 1 et 3-

La répression contre les travailleurs en lutte, n'est pas en reste juste avant les élections : « **En pleine campagne électorale : 600 procès contre 600 grévistes** » déclare le QDP n°645 -vendredi 3 mars 1978-

et aussi « **Cacharel… : restructuration… et licenciement de militants syndicaux** » en page 2-

Dans la course des législatives

Sous le titre « ***Bataille politique de 1978. Electoralisme : C'est parti*** », l'article page 3 de l'HR n°798 –jeudi 5 janvier 1978- explique « *L'enjeu de cette bataille entre partis bourgeois, c'est la dispute pour le pouvoir, pour prendre en main les rênes de l'Etat capitaliste. Ainsi à gauche comme à droite, les partenaires ne se font pas de cadeau.* ».

Les écolos sous pressions : positions justes et luttes interne. Le PS, le PCF et le PSU à l'affût

L'HR n°810 –samedi 21 et dimanche 22 janvier 1978- déclare en page 5 « ***Les pressions s'accentuent contre les écologistes : Ou est l'avenir ?*** ».

l'HR n°816 –mardi 31 janvier 1978 en page 5 :

► soutient la position d'Écologie 78 « *aucun désistement, ni pour la gauche, ni pour la droite.* »

► dénonce « *les pressions des partis traditionnels sur les écologistes* (…) *Toutefois les pressions se font de plus en plus fortes pour amener les candidats écologistes à s'allier plus ou moins directement aux partis traditionnels, de gauche notamment. Les pressions aujourd'hui les plus dures sont celles du ''Front autogestionnaire'', créé par le PSU. Ici ou là, certains candidats se retrouvent à la fois sur la liste ''Écologie 78'' et dans le ''Front autogestionnaire'' du PSU. Cela est contraire aux décisions du protocole commun d''''Écologie 78''.* »

► explique « *Ces luttes de lignes au sein du mouvement écologiste sont peut-être un peu compliquées à suivre pour nos lecteurs. Mais elles sont importantes. Ce qui se dégage dans ces conflits, c'est un courant révolutionnaire indépendant des partis bourgeois de droite et de gauche. C'est un courant de plus en plus important que nous, marxistes-léninistes soutenons de toutes nos forces.* »

Dans l'éditorial page 1 de l'HR n°820 –samedi 4 dimanche 5 février 1978- Jacques Jurquet explique et donne la position du PCMLF sur le mouvement écologique : « Notre position vis-à-vis du ''collectif écologie 78'' ». Tandis qu'en page 7 est affirmée « ***Chez les écologistes : L'union !*** ».

Pour l'HR n°831 –mardi 21 février 1978- à Villeurbanne « ***Le PSU est à vendre*** » et « ***Le PCF est acheteur*** » -page 5-

Les luttes comme celle contre le barrage de Naussac sont soumises aux pressions démagogiques, comme l'indique un article de l'HR n°838 –jeudi 2 mars 1978- « ***Naussac : Manœuvres et promesses autour d'un barrage*** » -page 3-

Le PCF : sectaire, chauvin… et autogestionnaire

Jusqu'en mars 1978 le PCF met en avant le « *tournant à droite* » du PS **(voir annexe 42)**

Pour l'HR n°799 –vendredi 6 janvier 1978- : « ***Les propositions du PCF restent dans le cadre du capitalisme. Un ''bon'' Programme commun, cela n'existe pas !*** » -page 6-

Le 13 mars 1978, ***L'Humanité*** titre « ***Ça y est ! Accord à gauche on peut battre la droite*** ». Pourtant comme l'écrit la revue théorique et politique des communistes marxistes-léninistes de France (PCMLF) « **Prolétariat** n°17 du 3e trimestre 1978 » -page 16- : « *22 septembre 77 sur Antenne 2 : Marchais implore Mitterrand « Faites un pas et l'accord peut être signé » « Mitterrand ne bougera pas d'un pouce. Pourtant le 13 mars –*78- *l'Humanité pavoise à propos d'un simple accord de désistement acquis de longue date.* ». Selon *Thomas Hofnung* à la page 275 de son livre « **Georges Marchais : L'inconnu du Parti Communiste Français** », c'est Marchais lui-même qui aurait demandé « *à Jean Kanapa de téléphoner à la rédaction de l'Huma pour lui dicter le titre qui barrera la « une » du lendemain* ».

Pendant ce temps là, le PCF…

Dans le même temps, le PCF s'enfonce de plus en plus dans le chauvinisme, comme en témoigne Guy Lebreton dans l'HR –bimensuel- n°21 (23-12-1977 au 4-01-1978) : « ***Les dirigeants du PCF et l'immigration : Une politique discriminatoire et chauvine*** » -page 7- (un dessin représente un coq étiqueté 'made in France' avec la tête de Marchais qui pense « **travaillons français** »).
L'HR n°860 –mardi 4 avril 1978- publie en page 10 une info qui montre bien où mène le chauvinisme : « ***Foyer de l'Yser – Saint-Denis (93) : La mairie PCF refuse de reloger les immigrés. La lutte continue*** ».
Ses positions vont encore se radicaliser avec sa campagne chauvine en 79 pendant la lutte des sidérurgistes en Lorraine, la campagne du « produisons français » en 1980 et en 1981 avec « *l'affaire du bulldozer de Vitry* » et la lutte contre l'immigration clandestine… **(voir annexe 43)**

Philippe Leclerq dans n°21 de l'HR –bimensuel-, revient sur « ***La dernière trouvaille de Marchais ''Et si l'on devenait autogestionnaire…''*** » -page 4-

Les Marxistes-Léninistes et les législatives de 1978

Pour les ML l'année 1978 est déterminante :

-le PCMLF fête ses dix ans d'existence : L'HR n°796 –mardi 3 janvier 1978- annonce : « ***Vive le 10e anniversaire du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France !*** » et publie un article pages 1 et 3. Les messages de félicitations des partis frères sont publiés en page 2.
-la campagne unique du PCMLF et du PCRml aux législatives est annoncée.
-le IIIe congrès du PCMLF se déroule en janvier
-l'unification des deux partis se précise.
-3e Congrès du PCRml se tient le 18 et 19 novembre

Les ML vont-ils être présents dans ces élections ?

L'éditorial de l'HR n°802 –mercredi 11 janvier 1978- s'intitule : « ***Unité de la classe ouvrière contre l'Union de la gauche*** » -page 1-
En page 1, l'HR n°804 –vendredi 13 janvier 1978- informe que pour le mouvement écologique « ***SOS environnement*** » ce sera « ***Pas de désistement au second tour*** »
En page 3, l'HR n°805 –samedi 14 dimanche 15 janvier 1978- annonce la division « ***Chez les trotskistes et les autogestionnaires : 3 lots de candidats*** »
Dans la rubrique « *Les lecteurs ont la parole* » -page 27- : HR –bimensuel- n°22 du 5 au 19 janvier 1978 – l'article « ***L'unification des marxistes-léninistes : notre volonté !*** » répond aux questions d'une habitante d'un quartier parisien, qui « *demande des informations sur la tentative d'unification de l'Humanité rouge et du PCR (ml) ; date, raison de l'échec. Plus précisément, quelles sont les principales différences entre nous ?* ». **(lire l'article complet dans l'annexe 49)**

Les ML font campagne commune sous le sigle UOPDP

Dés le 16 janvier 1978 : le PCMLF et le PCRml s'engagent ensemble dans une campagne commune pour les élections législatives.
L'annonce officielle est faite dans l'HR n°806 –mardi 17 janvier 1978- « ***Elections. PCMLF-PCR(M-L) : Accord pour une campagne commune*** » -page 1-
Pour l'éditorialiste Henri Jour, c'est « **Une bonne nouvelle** » -pages 1 et 5-
Dans la 3ème page de la rubrique « ***La bataille politique de 1978*** » est publiée la « ***Déclaration commune : PCMLF et du PCR (m-l)*** « datée du 16 janvier 1978 –page 8-
La déclaration indique que la campagne commune se fera sur une plate-forme dont le sigle est UOPDP - l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne-

L'HR n°807 –du 18 janvier 1978- commence la publication dans sa rubrique « ***La bataille politique de 1978*** » d'une série d'articles sur la SFIO, Blum et Mitterrand en page 8.

HR n°807 –mercredi 18 janvier 1978-
« ***De la SFIO de Léon Blum au PS de Mitterrand : la trahison !***

- *Tours 1920*
- *Le sang du peuple*
- *Epinay 1971*

Qui est Mitterrand ? »

HR n°808 –jeudi 19 janvier 1978-
De la SFIO de Léon Blum au PS de Mitterrand : la trahison (2)
Gérant très loyal
- Mitterrand : l'austère
- Attali : l'avocat des monopoles
- Defferre : un grand capitaliste

Une reproduction du journal « Le Cri du Peuple » (journal local du PCF en Auvergne) datant de 1929.
HR n°809 –vendredi 20 janvier 1978-
De la SFIO de Léon Blum au PS de Mitterrand : la trahison (3)
- Là où Marchais rejoint Mitterrand
- Qui sont les socialistes ?
- Et le PCF aujourd'hui ?
- Le semeur d'illusions

La folie d'Attali

L' HR n°808 –jeudi 19 janvier 1978- publie en pages 4-5- dans la rubrique « La bataille politique de 78 », un « ***Appel du comité d'initiative national de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*** ». Dans le n°809 la page 6 est rappelée la position de « ***Lénine et les élections*** ».

L'HR –bimensuel- n°23 du 19 janvier au 2 février 1978- annonce : « ***1978 : C'est décidé ! Une seule campagne des marxistes-léninistes !*** ». La couverture annonce également : « *7 pages de documents de l'accord PCRML-PCMLF* ». La crise du PCF commence à prendre des proportions importantes. *Philippe Leclerq* fait une analyse de celle-ci et présente les différents courants qui s'y manifestent : « ***Après la rupture de l'Union de la gauche. Trois courants d'opposition interne : Le PCF écartelé*** » -pages 29-30-
L'article « ***La ligne de démarcation*** » en page 30, donne des éléments pour clarifier les positions des uns et des autres.

Les deux lettres de décembre 1977 avant l'accord pour une campagne commune des ML sont publiées

L'HR n°810 –samedi 21 et dimanche 22 janvier 1978- publie en pages 6 et 7- « ***Les deux lettres qui ont précédé l'accord entre le Parti communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste*** ».
La première lettre du « *BP du PCMLF adressée au BP du PCRml* » est datée du 28/12/1977.
La deuxième lettre du « *CC du PCRml au CC du PCMLF (maintenu)* » est datée du 31/12/1977.

L'HR n°811 –mardi 24 janvier 1978- explique pourquoi « ***Notre participation aux élections*** » est « ***Une attitude léniniste*** » -page 6-. Un autre article page 8 « ***Les marxistes-léninistes et la question du salariat*** » indique notamment :

> « *Les communistes authentiques se battent pour la disparition du patronat et du salariat. Un des fondements du capitalisme, c'est de donner aux ouvriers un salaire. Si nous voulons détruire les rapports de production capitalistes, nous devons donc détruire le système du salariat. Nous ne nous battons pas, comme les dirigeants du PCF ou du PS et les dirigeants de la CFDT et de la CGT, pour un ''bon'' salaire ou un ''juste'' salaire.*
> *Concrètement, les communistes militent activement pour la défense des revendications immédiates des ouvriers, notamment sur la question des salaires et des problèmes qui s'y rattachent.* ».

L'article se termine par la présentation des mots d'ordre que les ML défendent dans les entreprises.

IIIe congrès du PCMLF

Le 26 et 27 janvier 1978 se tient le 3e congrès du PCMLF. L'HR –bimensuel- n°24 –du 2 au 19 février 1978 lui consacre ses pages 1-4-5-6-
Cahier Rouge n°13 –janvier 1978- revue théorique du Comité central du P.C.M.L.F. est consacré entièrement au IIIe congrès. Une « ***Autocritique concernant le IIe congrès*** » (tournant patriotique) est publiée pages 9-10.
Un communiqué de presse publié dans l'HR n°815 –samedi 28 dimanche 29 janvier 1978- annonce le « ***Plein succès du 3e congrès du PCMLF*** » -page 1-
Le n°25 de l'HR –b- du 16 février au 2 mars 1978- publie les résolutions du IIIe congrès aux pages 13 à 20. Une de ses résolutions est « *Sur le travail du Parti dans la classe ouvrière* ».
L'autocritique concernant le 2e congrès est également publiée dans ce n°25 pages 13-14- et dans l'HR n°822 –mercredi 8 février 1978- en page 7.
Des documents du IIIe congrès seront publiés pages 38 à 79 dans la revue théorique « **Prolétariat** n°16 du 3e trimestre 1978. « ***Un seul Parti marxiste-léniniste en 1978*** » annonce une des résolutions pages 75 à 77.

Le meeting organisé à Paris par l'HR le 27 janvier à l'occasion du 10e anniversaire du PCMLF

L'HR n°800 –samedi 7 et dimanche 8 janvier 1978- annonce en page une : « ***A l'occasion du Xe anniversaire du PCMLF : meeting organisé par l'HR le 27 janvier à 20h30 à la Mutualité*** » au programme :

-Le Xe anniversaire du PCMLF
-La campagne politique de 78
-Présentation des candidats marxistes-léninistes de la région parisienne

C'est en page une, puis dans la rubrique « ***La bataille politique de 1978*** » qu'est publié dans l'HR n°816 –mardi 31 janvier 1978- un compte-rendu du meeting du 27 janvier à la Mutualité, sous le titre « ***Un riche contenu*** ». En page 5, le PCRml, invité au meeting, fait une intervention au nom de sa Fédération de Paris, déclare notamment : « *D'ailleurs, le PCF n'a pas d'autre souci que de dissimuler aux yeux des masses son véritable projet. N'en vient-il pas, même maintenant, à parler d'autogestion, à courtiser les écologistes, après avoir annexé les restes du PSU et les quelques groupuscules gaullistes* (…) ».

D'autres articles concernant ce meeting du 27 janvier seront publiés dans les numéros 817-818-819 de l'HR. Un extrait d'une intervention de Patrick Baudouin candidat UOPDP dans la circonscription de Seine-et-Marne (Chelles) explique en page 6 de l'HR n°818 –jeudi 2 février 1978- « ***Le soutien des marxistes-léninistes aux luttes des foyers Sonacotra*** ».

L'HR n°819 –vendredi 3 février 1978- annonce « Dans notre prochaine édition : l'UOPDP présentera quatre pages communes à notre journal et au ''Quotidien du peuple''.

L'UOPDP… à la télé !

L'HR n°836 –mardi 28 février 1978- informe que dans le cadre de la « ***Campagne des législatives*** » le « ***mercredi 1er mars à 19h42 : L'UOPDP*** » aura « ***7 minutes à la télévision sur TF 1*** ». L'annonce précise : « *A ne pas manquer : il n'y aura pas d'autre intervention télévisée de l'UOPDP avant le premier tour !* ».

Le passage télévisée de l'UOPDP à la télé, avec les interventions d'Yves Chevet et de Léon Chevalier sera reproduite dans l'HR n°840 –samedi 4 et dimanche 5 mars 1978- sous le titre « ***Emission télévisée de l'UOPDP. 7 minutes : la voix des travailleurs*** » -page 5-

Les ML s'activent pour la campagne de l'UOPDP

Dans L'HR –b- n°26 -du 2 au 16 mars 1978- en dehors de la couverture, 12 pages sont consacrées aux élections.

Un encadré en une de l'HR n°840 –samedi 4 et dimanche 5 mars 1978- annonce : « ***Dans ce numéro : 4 pages de l'Union Ouvrière et Paysanne Pour la Démocratie Prolétarienne. Ces 4 pages sont communes au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge*** ». Dans ce 4 pages est publié un « ***Appel aux militants du PSU*** » -page 1-. Cet appel est signé par plusieurs ex-militants du PSU, impliqués dans la campagne de l'UOPDP, notamment Pierre Bauby. Une « ***Lettre aux militants du PSU*** » signé par Armand Perret Liaudet ex-secrétaire fédéral du PSU du Rhône, sera publiée dans l'HR n°845 –samedi 11 et dimanche 12 mars 1978- page 3 du supplément UOPDP.

C'est sous le titre « ***Fiszbin, député PCF poursuit en justice André Druesne, candidat UOPDP*** » que l'HR n°843 –jeudi 9 mars 1978- revient en une sur l'assignation d'André Druesne par Henri Fiszbin, devant le tribunal de grande instance de Paris, sous prétexte de diffamation.

Fiszbin prétend « *n'avoir pas participé à la sauvage agression révisionniste du 5 mai 1967, à la Mutualité, à Paris, au cours de laquelle André Druesne a été blessé, au point d'être hospitalisé trois jours.* » **(voir chapitre 4 '' L'attaque contre le meeting du MCFml le 5 mai 1967'')**

L'HR n°845 –samedi 11 et dimanche 12 mars 1978- écrit en page 1 « Poursuivi en justice par Fiszbin : André Druesne, candidat de l'UOPDP accuse les dirigeants du PCF ». Un autre article est publié en page 4 spécial UOPDP : « Procès contre André Druesne : C'est Fiszbin l'accusé ».

-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°652 du samedi 11 mars 1978, titre en une :
« Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche
--Pour les luttes de demain
--Pour avancer vers le socialisme
Construisons une large force révolutionnaire
Votez U.O.P.D.P. »

-C'est pendant la période janvier-mars qu'est projeté à Paris et en province dans des réunions et des meetings le film « Pour demain » élaboré par le PCRml et réalisé par Yann Lemasson pour servir d'arme de propagande dans la bataille politique de 1978.

-12 mars 1978 : premier tour des législatives

-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°653 -dimanche 12 - lundi 13 mars 1978- déclare le « Scrutin truqué » et en donne les raisons :

> « *Truquées, les élections le seront aussi longtemps que la classe au pouvoir sera la bourgeoisie. Mais celles de dimanche le sont particulièrement, et de divers points de vue.*
> *Le trucage, c'est d'abord l'affaire qui a éclaté, du vote des « Français de l'étranger », étrangement manipulé et*

qui donne lieu actuellement à une série de procès qui ne sont même pas finis au moment où s'ouvrent les bureaux de vote. Mais plus encore, il y a la manière dont, cette fois-ci, les états-majors vont se servir lundi, et dans les semaines à venir, des suffrages qu'ils auront obtenus. C'est à gauche, le PCF qui aura refusé jusqu'à la dernière minute, d'indiquer exactement les conditions dans lesquelles, probablement, il se désistera pour le PS : ceux de ses militants qui, aujourd'hui croient encore à l'absence de concessions à la social-démocratie, risquent de se trouver bien déçus.
Mais c'est aussi le Parti socialiste qui, après s'être redonné à bon compte un visage de gauche par la signature du Programme commun, s'arrange aujourd'hui pour éviter de se prononcer sur la politique qu'il mènera demain. A droite, le tableau n'est pas plus reluisant : tandis que le RPR prétend qu'il croit à la victoire de la « majorité », il se prépare en fait à jouer les « recours » contre la gauche, et les giscardiens, en toute solidarité « majoritaires », préparent les combinaisons socialo-centristes d'après-demain.
Trucage, bien plus grave sur le fond. Car, si le résultat de dimanche, comme il est probable, donne une avance à la gauche, ce sera un chèque sans provision qu'elle aura fait accepter à des millions de travailleurs. Au delà de leurs divergences, PS et PCF ne sont en effet disposés ni l'un ni l'autre à réaliser les changements auxquels ceux-ci aspirent profondément ; ils veulent au contraire gérer la crise chacun à leur manière.
Dans ce flot de tromperies, la possibilité aura été donnée à un certain nombre parmi notre peuple, de faire entendre leur volonté d'en finir avec cette société pourrie, grâce à la présence de l'UOPDP. Que ce mouvement amorcé, continue et se développe demain sur le terrain des luttes, c'est la garantie pour qu'enfin les travailleurs de ce pays aient tous les moyens de faire entendre effectivement leurs voix. »

Un encadré en une, annonce le tenue d'un « Meeting unitaire des marxistes-léninistes » à la Mutualité :
Avec Max Cluzot et Jacques Jurquet à l'appel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF) et du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste (PCRml). L'annonce de ce meeting est précédée de l'appel suivant qui indique sur quelles axes politiques se définissent les ML :

« Travailleuses, travailleurs
● Le 19 mars, refusez vos suffrages aux partis bourgeois de droite et de gauche !
● Après les élections, ce sera toujours le capitalisme !
● Rassemblons nos forces pour les luttes d'après mars !
● Préparons la Révolution socialiste ! »

La page 2 de ce QDP n°653 est consacrée à la CFDT et pose la question : « Les propositions de la CFDT : Bases possibles d'un accord PC-PS ?
--Les structures de pouvoir dans les entreprises nationalisées
--Etendue des nationalisations et indemnisation »
Tandis qu'à la page 3 un article de Jean Lermet analyse « A la veille du premier tour : Le point sur les rapports à gauche ». Une « tribune libre » de Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité-Rouge, est publiée à la page 8 : « Parti et Front uni ».

12 mars : Premier tour des législatives

Le QDP n°654 -mardi 14 mars 1978- titre : « **La majorité introuvable**

● La droite recule
● Le PCF stagne
● Le PS plafonne
Ni la droite, ni la gauche ne sont majoritaire ! »

Pour l'HR n°846 -mardi 14 mars 1978- « ***Ni la droite, ni la gauche n'ont la majorité*** » -page 1-. L'éditorial –pages 1 et 4- fait « ***Un premier bilan*** » et déclare avec clairvoyance « *Une nouvelle fois, le PCF et le PS ont fait miroiter aux yeux des travailleurs la possibilité d'un changement réel de leur sort à travers les urnes. Une nouvelle fois ils ont prédit qu'on était à la veille d'un grand bouleversement, que cette fois-ci, enfin, était la bonne. Une nouvelle fois pourtant, la victoire de la gauche est loin d'être assurée au second tour.* ».

La une du QDP n°655 daté du mercredi 15 mars, annonce : « ***La gauche en mauvaise posture*** » et ses partis sont « ***Condamnés à s'entendre*** » mais que pour cela « ***L'accord de désistement*** » est « ***indispensable pour accéder au gouvernement*** ». La une indique aussi qu'il y a « ***Des couleuvres difficiles à avaler pour les militants du PCF*** ». A la page 2 un tableau concernant l'évolution du « ***Premier tour des élections législatives depuis 1967*** », qui montre que le PS avec 22,5% passe devant le PCF qui est derrière avec 20,5% . Les résultats définitifs étant de 22,82 % pour le PS et de 20,61 % pour le PCF, la déception est grande pour le PCF qui tablait sur un résultat de 25%.

Entre les deux tours, l'accord PS-PC et Radicaux de gauche : Un accord de façade !

L'HR n°847 –du 15 mars 1978- titre : « ***Ultime tentative électoraliste : Accord de façade des partis de gauche*** ».
Le lundi 13 mars 1978 : un accord est signé par le PS, le PCF et les Radicaux de gauche. *Nicolas Duvallois* dans Le QDP n°655 revient en détail en page 3 sur « ***L'accord de la gauche : Les chances de victoire étaient à ce prix*** ». Le texte de l'accord est également publié page 3.
Un autre article donne d'autres informations intéressantes : « **Mitterrand sur Europe 1 mardi : " *le PCF a dû accepter nos conditions* "**».
Sous le titre « ***Lundi 13 mars 1978 : Marchais-Mitterrand le poing dans la poche*** » des détails concernant les négociations pour arriver à un accord, sont relatés à la page 3.

Pour l'HR n°847 du mercredi 15 mars 1978- cet accord entre partenaires de l'ex-union de la gauche, c'est : l'« ***Ultime tentative électoraliste*** » d'un « ***Accord de façade des partis de gauche*** » -page 1-

Le QDP n°656 du jeudi 16 mars 1978, donne des pistes de réflexions concernant l'union-désunion de la gauche ou le score officiel des écologistes qui n'est que de 2,1% sur le plan national et qui relativise le fait que localement dans de nombreux cas : « *Ils ont pourtant très souvent dépassé 4% des suffrages, là où ils se présentaient, c'est-à-dire dans 200 circonscriptions environ.* » comme le note l'article de la page 2 « ***Les voix écologistes : Compter avec elles*** ». Quant à la question du 2e tour, si la position de Brice Lalonde « *Nous ne sommes pas propriétaires de nos voix, les électeurs écologistes feront ce qu'ils voudront* » sont ambiguës, les consignes du collectif sont beaucoup plus claires : « *Les candidats d'Ecologie 78 ne se désisteront au second tour pour aucun parti !!* ». A signaler que c'est entre les 2 tours des élections, le 16 mars qu'aura lieu la marée noire de l'Amoco Cadiz **(voir annexe 44)**.
La une du QDP n°656 (du 16/03/1978) annonce « **La trêve…** » que « Le scrutin s'annonce extrêmement serré. » et pense que « Ce calme apparent qui habite la droite et la gauche n'est pourtant qu'éphémère. Les élections passent, les projets contradictoires pour lesquels les partis bourgeois à droite et à gauche sollicitent les suffrages demeurent. Ils sont la base de leurs divisions qui ne tarderont pas à réapparaître au lendemain du 2e tour ». Le quotidien du PCRml, cible également, l'«**Accord PC – PS** » qui n'offre « **Aucune garantie pour les travailleurs** », cet article se poursuit en page 4 sous la plume de Nicolas Duvallois.
La page 4 revient également sur le passage de Marchais à la radio : « **Invité du « Club de la Presse » sur Europe 1 mardi soir** » sous le titre : « **Marchais l'acrobate** ».
Un « **Compte-rendu de la réunion-débat de l'UOPDP de Montreuil** » clos cette page politique.
C'est surtout à la page 2 que des analyses sur « **Le PCF et la rupture de la gauche : Prophètes mal inspirés…**» puis « **…Et le point de vue du PCRml dans le Quotidien du Peuple** » permettent de préciser que

> « les désaccords entre PS et PCF étaient réels et profonds, que chacun de ces partis avait un projet politique différent, le PS envisageant une gestion loyale du capitalisme tel qu'il est, le PCF pour sa part, voulant mettre en place un capitalisme d'Etat écartant en partie la bourgeoisie actuelle pour lui substituer une nouvelle bourgeoisie composée de ses bureaucrates et de cadres, ingénieurs et techniciens proches de lui. Mais si ces partis ont des objectifs différents, si leur cohabitation au pouvoir ensemble ne peut durer bien longtemps, il n'empêche qu'ils ont besoin l'un de l'autre dans un premier temps. ».

Les conséquences de l'union/désunion de la gauche sont évoquées à la page 3 « **Nouvel accord Mitterrand – Marchais – Fabre** : **Les militants du PCF doivent s'interroger** ».

Jean Lermet, dans le QDP n°657 du 17 mars se demande en page 3 « **L'accord à gauche : Espoir renaissant ? Étoile montante !** ». La page 2 de ce numéro est entièrement consacrée au film de Yann Lemasson « **A propos du film Pour demain** : **Réflexions de camarades qui ont participé à sa réalisation** »

L'HR n°850 –samedi 18 et dimanche 19 mars 1978 dans un article sur « **La CFDT et la gauche** » indiquera page 7 : « ***La confédération soutient l'Union de la gauche. Maire aurait servi d'entremetteur avant l'accord du 13 mars. Un jeu dangereux.*** »

Meeting unitaire des ML le 14 mars 1978 : Un succès !

Sous la photo d'une partie de l'assistance au meeting des ML du mardi 14 à Paris le « ***Succès du meeting unitaire des marxistes-léninistes*** » est annoncé en première page, le compte-rendu est disponible en page 3 du QDP n°656 -jeudi 16 mars 1978-.

Le « ***Meeting PCRML-PCMLF*** » écrit L'HR en une du n°848 –du 16 mars 1978- a « ***Un objectif : Un seul Parti en 78*** ».
L'HR n°849 du vendredi 17 mars 1978, reproduit :
--des interventions de Max Cluzot et de Jacques Jurquet au meeting du 14 en pages 4-5-6
--un extrait du discours de Jacques Jurquet au sujet du deuxième tour

L'HR n°850 –samedi 18 et dimanche 19 mars 1978- annonce :
« Abstention ou vote nul
L'UOPDP appelle à l'abstention ou au vote nul
« Ecologie 78 » et « Choisir » ne se désistent pas »
« Refusons le chantage ! » déclare l'éditorial.
En page 8 est publiée « ***Une interview de ''Choisir''*** » l'organisation de femmes dirigée par Gisèle Halimi qui déclare « ***Pas de désistement au second tour*** ».

Le n°658 du QDP du samedi 18 mars, annonce « ***2e tour : ils se ruent sur les électeurs : Préparons-nous à la lutte*** » un encart spécial de 4 pages est inséré dans ce n°, il est annoncé en une « ***L'UOPDP dans la bataille politique de 78 –Spécial 4 pages*** »

Le QDP 659 du dimanche 19 et lundi 20 mars, ne donne pas les résultats des élections car à sa sortie il ne les a pas encore, mais il titre « ***Demain, la lutte !*** ». Dans les pages 8 et 9 sont publiés des extraits de l'intervention de *Max Cluzot* – Secrétaire général du PCRml- et *Jacques Jurquet* –Directeur politique de l'Humanité Rouge- sous le titre :

- **Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche !**
- **En avant pour développer l'UOPDP !**
- **En avant pour l'unification des marxistes-léninistes !**

19 mars : Deuxième tour des législatives

L'échec de la gauche aux législatives : une déflagration ! une impasse et un prétexte…

19 mars 1978 : deuxième tour des législatives et comme en 1973, la gauche perd ces élections. L'impact de la défaite de la gauche sera à la mesure des illusions qu'elle charriait depuis des années.

L'HR n°851 –mardi 21 mars 1978- annonce :
« ***Stratégie de l'Union de la gauche : La faillite***
La droite reste
A gauche… l'impasse »
L'éditorial –pages 1 et 5- affirme très justement que « ***L'avenir est ailleurs*** », tandis que les articles pages 3-4-5 reviennent sur :
-L'analyse des chiffres
-Les reports de voix
En page 3 est publié une « ***Lettre ouverte aux candidats écologistes qui ont appelé à voter à gauche au second tour*** » sous le titre « ***Prenons date !*** ».

C'est dans le n°660 du QDP en date du 21 mars que les résultats des législatives sont présentés.
La une annonce :
--Les élections ne peuvent rien changer
--La crise demeure
Préparons le 3ème tour des luttes
Un « ***Communiqué de presse du Comité central du PCRml*** » est publié pages 1 et 3. Le compte rendu du « ***Meeting du PCRml à Nantes*** » donne des « *Extraits de l'intervention centrale prononcée par Max Cluzot, secrétaire général du PCRml* » sous le titre « ***Préparons-nous à la lutte*** ». Nicolas Duvallois en page 3 assure que « ***La droite a mobilisé les abstentionnistes et profite des mauvais reports à gauche*** ».
« ***Un nouveau gouvernement pour la même austérité*** » titre le QDP n°662 du jeudi 23 mars 1978 qui revient sur les résultats, les analyses et les conséquences de ces élections et déclare que « ***Des milliers de voix de gauche ne se sont pas reportées sur le PCF*** » -page 2-

L'éditorial en une de l'HR n°853 –jeudi 23 mars 1978- donne des éléments pour comprendre « ***Quel chemin suivre pour faire aboutir la volonté de changement*** » et à la page 3 un article répond à la question « ***Pourquoi la gauche a-t-elle perdu ?*** ».

Deux titres en une du QDP 663 du 24 mars reviennent sur les suites électorales dans le paysage politique et syndical : « ***La sempiternelle " ouverture " giscardienne : Vernis social pour l'austérité*** », « ***Conférence de presse de la CFDT : Maire à l'Elysée*** ». Une info de dernière minute, informe qu'au début de la semaine suivante, Mitterrand ira chez Giscard. Dans les jours suivants, c'est Fabre et Marchais qui se rendent à l'invitation du nouveau président. Ce qui fait titrer l'HR n°855 – samedi 25 et dimanche 26 mars 1978- : « ***Fabre, Mitterrand, Marchais, Séguy, Maire : Ils iront à l'Elysée !*** » et d'expliquer page 3 « ***En invitant les partis de gauche : Le but que Giscard poursuit depuis plus de 10 ans*** ».

L'HR n°858 –du vendredi 31 mars 1978- publie en pages 1 et 8 :

« **-La droite reste**
-La gauche… la faillite
Appel du comité central du PCMLF
L'issue est ailleurs »

La fin du mois de mars, sera surtout consacrée par les journaux de gauche comme **le Nouvel Observateur** ou **Libération** à mettre la responsabilité de l'échec de 78 sur le dos du PCF.

Rocard et Delors avancent…

A l'intérieur du PS, c'est aussi l'heure des explications. Rocard et Chevènement « *se livrent une grande querelle sur les causes de l'échec de la gauche le 19 mars et sur la tactique que doit dès lors adopter le PS*. » écrit l'HR n°857 –jeudi 30 mars 1978- dans « **Rocard – Chevènement : 1-0. Le pugilat des deux technocrates du PS** » -page 3-.
Sous le titre « **Un théoricien de la collaboration de classe** » l'HR n°858 –vendredi 31 mars 1978- publie une photo des négociateurs de Grenelle en Mai 68, avec ce commentaire :

> « *Voilà un des visages de la concertation de Delors ». L'article indique que Delors était interviewé mardi à propos de l'Ouverture sociale de Giscard :*
> *« M. Jacques Delors est sans conteste, un des meilleurs théoriciens de la collaboration de classe. Conseiller social du Premier ministre Chaban-Delmas, il fut le ''père'' de la participation et de la politique contractuelle pratiquée par ce gouvernement d'après Mai 68.*
> *Depuis ce monsieur Delors a pris du service aux côté d'Attali et Rocard parmi les conseillers de Mitterrand. Autant dire que quand il parle de concertation et de démagogie sociale il connaît son sujet (…) Quel meilleur moyen pour détourner les syndicalistes de la lutte que de les occuper dans des négociations interminables : ''Pour l'instant, la section syndicale n'a pas de débouchés. Il faut lui donner des possibilités concrètes de négocier. Par exemple, le programme annuel d'amélioration des conditions de travail, le plan de formation ou la politique de l'emploi dans l'entreprise.''*
> *Mais au fait, c'est bien ça le nouveau programme d'action proposé par le Bureau national de la CFDT. Delors serait-il aussi conseiller social d'Edmond Maire ?* » -page 4-

Au sujet de Michel Rocard et de Jacques Delors le livre « **Les hommes du Vatican… et leurs bedeaux politiques** » donne des éléments intéressants, notamment pages 461 à 466 pour Rocard et 196 à 202 pour Delors.

Une crise profonde au sein du PCF

Le Quotidien du Peuple n°668 -vendredi 31 mars 1978- publie en pages 1 et 3 un article : « ***Législatives : premier bilan du PCF. Les leçons très particulières de Fiterman*** ».

L'onde de choc des élections provoquera une crise profonde au sein du PCF où les militants se posent beaucoup de questions concernant l'impasse de la stratégie du PCF **(voir annexe 45)**. Cette crise touchera également la CGT, mais n'aura pas la même ampleur.

…et des « nouvelles formes d'unité »

L'HR n°885 –jeudi 11 mai 1978- pose la question « De L' ''Humanité'' au PSU : La gauche vers de ''nouvelles formes d'unité » ? » -page 3-

Bilan des résultats de l'UOPDP

Prolétariat n°16 du 3e trimestre 1978 publie pages 3 à 6, un éditorial de Jacques Jurquet daté du 4 avril, au sujet des résultats de l'UOPDP aux législatives **(lire l'article annexe 46)**
L'Humanité Rouge n°869 –samedi 15 dimanche 16 avril 1978- consacre les 4 pages spéciales UOPDP au bilan et à l'avenir de l'UOPDP :
L'échec de la gauche : Ce n'est pas l'échec des travailleurs
Tirons les leçons de ces cinq années
Réunion du Comité d'Initiative National : De nouvelles perspectives
-- Après les élections, la voie de la lutte --Tirer le bilan des élections --Se préparer à la lutte
Bilans et perspectives des comités
--Pontoise, Rennes, Lyon, Orléans, Lille, Nantes, Saint-Denis, Dunkerque, Tonnerre, Marseille
-Contre toutes les marées noires du capitalisme : ***Rapport de la commission marée noire du Comité d'initiative national*** ».

Bilan UOPDP : échec ou pas échec ?

Une thèse généralement mise en avant par divers auteurs, chercheurs ou commentateurs… a été développée depuis plusieurs années concernant le bilan de l'UOPDP.

Cette thèse, notamment développée par Christophe Bourseiller, dit en gros : Les résultats électoraux de l'UOPDP sont mauvais et cela a provoqué une crise de confiance dans l'orientation des partis composant cette union.

En fait, la campagne de l'UOPDP avait plusieurs aspects, des objectifs immédiats et futurs :

-unitaire (travail en commun avec les militants des deux partis)
-renforcement des liens entre PCRML et PCMLF pour l'unification dans un seul Parti
-proposer une rupture avec l'hégémonie et les illusions de la gauche au sein du consensus électoral
-refuser la fausse alternative droite/gauche et refus du désistement au second tour
-renforcer politiquement les contacts pris lors de la campagne électorale (travailleurs, syndicalistes…)

Un résultat électoral décevant ?!

Oui et non. Malgré le manque de moyens financiers, l'hégémonie gauche/droite, le vote utile, les manoeuvres électoralistes, le bourrage de crâne et les illusions sur la gauche… les travailleurs ont pu avoir connaissance d'un autre point de vue et 28 000 d'entre-eux s'exprimer clairement. Certes le poids des années de martelage, de propagande mensongère visant à faire passer l'Union de la gauche pour des opposants au capitalisme a joué dans le comportement électoral et les illusions chez les travailleurs en 78.

L'UOPDP continue

-HR n°874 –samedi 22 dimanche 23 avril 1978- publie en pages 5-6 un supplément « Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne : Plate-forme ». Ce supplément est publié simultanément par le QDP et l'HR. « *La plate-forme qui est publiée ici et proposée aux comités locaux de l'UOPDP a été rédigée à partir des discussions et des indications du Comité d'initiative national qui s'est tenue récemment . Elle a pour but de préciser dans la situation nouvelle de l'après mars 1978, les bases de l'Union.*»

Les ML et la crise du PCF

L'importance, l'ampleur et les enjeux de la contestation dans le PCF sont pris au sérieux par le PCRml et le PCMLF. L'HR va publier pendant 2 mois (mai et juin) une série d'articles s'adressant aux militants du PCF **(voir annexe 45)**

Le n°893 –mercredi 24 mai 1978- de l'HR revient sur « ***Ce fameux virage du PS…*** » en page 3 **(lire l'article en annexe 47)**

Syndicalisme, plan Barre, 1er mai, recentrage CFDT et luttes

Le 9e congrès de la FSM

Le 9e congrès de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) se tient à Prague du 16 au 23 avril 1978, soit 7 mois avant le congrès de la CGT.

Des divergences et des contradictions se développent au sein de la FSM dont la CGT est membre.

Le 14 mars, « ***Après le départ de la CGIL de la fédération syndicale mondiale (FSM)*** : ***Tout ne va pas pour le mieux*** » écrit l'HR n°852 du 22 mars 1978 en page 4.

L'HR –b- n°29 du 27 avril au 11 mai 1978- dans un article page 17 « ***9e congrès de la fédération syndicale mondiale : Accentuation des contradictions*** » relève : « *Désormais, et pour la première fois, le secrétaire général de la FSM, n'est pas un membre de la CGT.* ».

En fait la FSM est soumise à l'évolution de la situation internationale concernant :

- les conséquences de la normalisation après l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie en 1968
- la politique militariste de Brejnev
- la contestation et l'utilisation des dissidents à l'Est pour dénigrer toute critique du capitalisme
- la pression de l'impérialisme américain

Cette évolution de la situation internationale, provoque des contradictions qui sont également présentes dans la CGT, mais en plus de par ses liens avec le PCF, elles ont certains aspects de sa crise (les conséquences de la rupture du Programme commun (septembre 1977) et de l'échec de 1978.).

L'évolution ultérieure de la CGT, ses ruptures avec la FSM, et certains liens avec la direction du PCF, ont leurs origines dans cette période (septembre 1977 – octobre 1978). C'est lors du 40e congrès à Grenoble, que les bases de l'évolution future (cfdtisation de la CGT) se mettront en place. Cette évolution va se réaliser dans une CGT qui est depuis de nombreuses années soumise organisationnellement et politiquement aux évolutions et aux trahisons du PCF.

Les critiques concernant la FSM, les pays de l'Est et les rapports avec le PCF ont un double aspect :
-l'un est sur une base s'appuyant sur une base marxiste
-l'autre est sur une base foncièrement anticommuniste
Les ML vont être très critiques vis-à-vis de la FSM et vont même demander le retrait de la CGT de cette fédération. Ces critiques « antirévisionnistes » seront évidemment interprétées et utilisées pour dénigrer le marxisme dans son ensemble, par tous les courants directement anticommunistes et antisoviétiques, mais aussi par toute une frange de militants issus du PCF.

En définitive, il semble bien que c'est l'aspect « anticommuniste » qui va dominer dans les critiques et les rapports PCF/CGT, comme dans les analyses sur les dissidents, la Pologne, l'Afghanistan…
Tout cela contribuera aux « bouleversements idéologiques des années 70-80 » qui vont favoriser la fin de l'URSS et la « défaite du socialisme » par la suite.

Et encore un nouveau plan Barre

L'HR n°873 –vendredi 21 avril 1978- annonce en page 1 : « ***Plan Barre n°3***

- ***Liberté des prix industriels***
- ***Austérité et chômage pour les travailleurs*** »

Les jours suivants, l'HR reviendra plus en détail sur ce nouveau plan Barre :

-HR n°874 –samedi 22 dimanche 23 avril 1978- « ***Le parlement approuve Barre*** » -page 1-
« ***Rentrée parlementaire : L'ouverture de Barre à Ceyrac et Chirac*** » -page 3-

-HR n°876 –mercredi 26 avril 1978- « ***Feu vert pour la hausse des prix !*** », « *Le nouveau plan Barre se met en place : Hausse des services publics, restriction sur les salaires, licenciements et restructuration* » -pages 1 et 8-

-HR n°879 –samedi 29 et dimanche 30 avril 1978- « ***Du plan Barre II au plan Barre III : Ce qui change*** » -page 7-

-HR n°886 –vendredi 12 mai 1978- « ***Face au plan Barre 3 : La voie de la riposte*** » (Editorial Jean Nestor) -page 1-

-HR n°890 –vendredi 19 mai 1978- « ***Barre sur TF1 : "Vous voyez, je suis toujours là". Le chômage et la hausse des prix aussi*** » -page 1-

Dans l'HR-b- n°37 -du 7 septembre au 21 septembre 1978-, Yves Lepic revient sur les « 2 ans de Plan Barre… » -pages 4 et 6-

Plans acier et sidérurgie

Dès le 21 avril 1978, l'HR commence la publication d'une série d'articles sur les plans acier et la sidérurgie **(voir annexe 61)**

Les ML unis pour le 1er mai 1978

L'HR n°876 du 26 avril 1978, annonce une « ***Manifestation à 10h 30 Place de la République 1er mai à l'appel du PCMLF et du PCRML*** » et d'autres partis et organisations de Turquie, Argentine, Uruguay, Portugal, Gabon etc.
En page 4 est publié le tract d'appel à la manifestation : « ***Union, action, révolution. 1er Mai 1978*** ».

Les titres et analyses développées par exemples dans les n°677 et 689 du QdP, montrent bien les préoccupations des uns et des autres :

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°677 -jeudi 13 avril 1978-

Les directions syndicales contre la lutte :
--Relance de la politique du tapis vert
--Sabotage de la coordination des hospitaliers
--Aucune préparation du 1er mai

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°689 -samedi 29 dimanche 30 avril 1978 et lundi 1er mardi 2 mai 1978-

Éditorial : 1er mai 1978 Préparons-nous à la lutte
Paris : Manifestation 1er mai à l'appel du PCRml, PCMLF, UCJR, JCMLF et la participation d'organisations anti-impérialistes (annonce)
Les élections n'ont rien changé. Unissons-nous pour la lutte : Meeting débat Rennes : les élections n'ont rien changé la gauche a fait faillite (A l'appel des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, du PCRml, de la JCMLF et de l'UCJR) -annonce-

Premier mai syndical en 1978

Le 1er mai, le défilé syndical traditionnel de l'après-midi est organisé par la CGT, la CFDT et la FEN.
Edmond Maire n'est pas présent à la manifestation. Les titres et les articles de l'HR et du QDP, montrent déjà que « l'effet 78 » fait déjà son œuvre dans les manifs syndicales, mais indiquent le succès de la manifestation unitaire des marxistes-léninistes :

-L'Humanité Rouge n°880 –mercredi 3 mai 1978- « ***1er Mai 1978 : L'échec de la gauche confirmé dans la rue***

- *Peu de travailleurs dans les cortèges syndicaux*
- *Cortèges immigrés importants et combatifs* » -pages 1 et 3-

« Sortir les syndicats de l'ornière » -page 3-

« ***Le matin, manifestation unitaire des marxistes-léninistes*** » -pages 1 et 3-

Dans le n°883 de l'HR –mardi 9 mai 1978- le compte-rendu du 1er Mai à Metz, informe que « ***Le cortège des résidents Sonacotra en a impressionné plus d'un !*** » -page 5-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°690 -mercredi 3 mai 1978-

Premier mai. L'échec des confédérations :
-Une faible participation sanctionne les perspectives démobilisatrices de Séguy et Maire
-Malgré cela, des cortèges combatifs se sont affirmés
Succès de la manifestation des marxistes-léninistes à Paris (voir page 6)
Questions syndicales -page 2-
La " ligne Moreau " dans la CFDT (*Stéphane Raynal*)
La volonté de négocier
Unité d'action avec FO
Politique -page 3-
Après le rapport Marchais au C.C. du PCF : Fiterman récidive (*Suzanne Vallée*)
Robert Fabre : Non à l'union de la gauche
Politique page 4
Edmond Maire : la fatigue d'un conseil national agité –page 4-

L'échec de la gauche… pour accélérer la stratégie du recentrage dans la CFDT

Pour les syndicats et les partis de gauche, la question de l'organisation d'une réponse à l'échec doit apparaître dans les manifestations du 1er mai. Cependant les partis comme les syndicats, ne veulent et ne peuvent que reproduire des comportements négatifs suite à la défaite électorale de la gauche.
C'est à ce moment là que la direction de la CFDT sur la base du « Rapport Moreau » présenté au Conseil National les 26-28 janvier 78 (en préparation depuis mars 1977) va s'engager dans ce qu'elle appellera le recentrage, et qu'elle compte faire adopter en 1979 lors de son 38e congrès à Brest. Le rapport Moreau sera entériné début mai par la direction de la CFDT.
Cette ligne est pourtant critiquée et combattue en interne, ce qui provoquera des réactions de la direction confédérale.
Exemple : « ***L'UD-CFDT du Rhône menacée de dissolution*** », dénonce l'HR n°866 et 867 (des 12-13 avril 1978).

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°691 -jeudi 4 mai - vendredi 5 mai 1978-
Questions syndicales -page 5-
Le rapport Moreau entériné au Conseil national de la CFDT. Les négociations : une simple question de compréhension ? (*Monique Chéran*)
Appel de la section CFDT-BNP aux travailleurs lors de la manifestation du 1er mai à Paris. La section CFDT-BNP s'adresse à vous.

Un article en page 6 du QUOTIDIEN DU PEUPLE n°692 -samedi 6 - dimanche 7 - lundi 8 mai 1978- revient sur la dernière réunion de la direction de la CFDT et analyse tout en posant la question : " ***Après le Conseil National CFDT : Quel jeu veut jouer le CERES ?*** " **(voir annexe 51)**

Monique Chéran dans le QDP n°743 –vendredi 8 septembre 1978 : annonce « ***La rentrée de la CFDT : un meeting houleux. Le ''recentrage'' passe mal…*** » -page 6-

Des luttes et la fin de l'empire du textile Boussac

Durant les mois de mai et juin des luttes se développent, notamment à Renault-Flins.
Dans les usines de textile de Boussac dans les Vosges, c'est des milliers de licenciements. Le démantèlement de l'empire de Marcel Boussac, celui qui après avoir été l'homme le plus riche d'Europe, meurt ruiné en 1980. Le livre « **Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours .** *Le vrai visage du capitalisme français* » –La découverte 2009- Sous la direction de Benoît Colombat et David Servenay avec Frédéric Charpier, Martine Orange, Erwan Seznec-, consacre les pages 316-317 et 318-319, à « ***La chute de l'empire Boussac et les frères Willot*** » et « ***La fin des Willot à l'origine de la fortune de… Bernard Arnault*** ».

Après l'échec électoral de « l'union de la gauche »

L'OSR, la revue Prolétariat et l'HR et la défaite de la gauche

En juin 1978, le bulletin d'OSR : « **Brisons nos chaînes** » n°9-10 (3e année de la série) est publié.
Dans celui-ci le ton est donné par l'éditorial signé de la rédaction : « ***Nous n'aurons que ce que nous prendrons !*** ». En pages centrales (p.21 à 36) est publiée un « ***Dossier noir de la CFDT du Rhône*** ».

L'HR n°916 –samedi 24 dimanche 25 juin 1978- constate que « La gauche s'enfonce dans la division » -pages 1 et 8- et indique que l'avenir est ailleurs : « *c'est l'unité de la classe ouvrière à la base et dans la lutte contre le capitalisme, quelle que soit l'appartenance politique et non pas les divisions stériles des états-majors de gauche.* »
La revue **Prolétariat** n°17 (troisième trimestre 1978) est consacrée au thème « *Le PCF en questions* ».
L'HR n°922 –mardi 5 septembre 1978- publie une « Rétrospective » de janvier à septembre 78 :

-Sur le front des luttes « Quelques leçons significatives » -page 6-
-Le débat interne au PCF après l'échec aux législatives « Le PCF se divise sur l'URSS et l'Europe » (Philippe Leclerc) –page 6-
- « A gauche, chacun pour soi et dieu pour tous ! » -page 7-

Un pas de plus vers l'unification du PCMLF et du PCRml

L'HR n°926 –samedi 9 dimanche 10 septembre 1978- publie un « Communiqué du PCMLF et du PCRml » -page 3-. Il annonce des avancées dans les discussions, les relations, les échanges et la pratique commune développée par les 2 partis, notamment pendant la campagne des législatives. Le communiqué informe de la décision de mettre sur pied des formules d'abonnements communs au QDP et à l'HR et aux revues Front Rouge et Prolétariat.

Fête de l'Huma… le S.O. du PCF agresse des militants du PCRml

Le samedi 9 et dimanche 10 septembre 1978 se déroule la fête de l'Humanité, dans le contexte de l'après défaite de la gauche aux législatives et de la crise du PCF.
Le n°745 du QDP en date du mardi 12 septembre 1978 annonce en page 1 : « ***Fête de l'Huma : la contestation largement présente*** » et publie plusieurs articles sur ce sujet en pages 3 et 4.
Il dénonce les « ***Agressions contre les militants du PCR ml*** » à la fête en page 4.
L'HR n°928 du 13 septembre, protestera contre cette agression et proclamera sa solidarité avec le PCRml.
L'HR n°936 –samedi 23 dimanche 24 septembre 1978- publie un « Communiqué des fédérations parisiennes du PCRml » daté du 20 septembre 78 en page 6- **(lire en annexe 58)**.

Le PCMLF devient…PCML

Le nom de PCML officialise la fin de la clandestinité du PCMLF, qui n'était plus vraiment ni d'actualité, ni une réalité au moins depuis 1977. En juin 1978, la direction du PCMLF décide de mettre fin à 10 ans de clandestinité en devenant légal. Au cours du mois de septembre 1978, le PCMLF change de sigle et de nom, il devient le Parti Communiste Marxiste-Léniniste (PCML). A partir du n°937 daté du mardi 26 septembre 1978, l'HR devient « Organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste ».

Au sujet du capitalisme d'Etat

Capitalisme d'Etat, projet du PCF et position du PCRML **(voir annexe 55)**

Tribune de discussion pour le 3e congrès du PCRml

A partir du n°750 le QDP du mardi 19 septembre 1978 commence la publication d'une « Tribune de discussion » qui se terminera au n°786 -jeudi 9 novembre 1978- **(voir liste des tribunes dans l'annexe 59)**

Le 3e congrès du PCRml le 18 et 19 novembre 1978

Front Rouge trimestriel (ns) n°4 (spécial) publie les « ***Textes et documents issus du troisième congrès*** » du PCRml en novembre 1978. Ce n° contient : « ***Rapport politique*** (Extraits) p.3 à 81 » - « ***Programme*** -p.83 à 103- « ***Statuts*** - p.105 à 111 » - « ***Résolutions et messages*** – p.113 à 119 ».
--Au chapitre **Rapport politique**, les pages 51-52-53, abordent « **Le travail syndical** », « **La CFDT** », « **La CGT** », « **La CGT et les pays de l'Est** » et précise « **Notre intervention** ».
--Le chapitre **Programme** consacre la page 94 à la position du PCRml : « ***Faisons du syndicat un outil pour les travailleurs*** ».
Le QDP n°793 -samedi 18 dimanche 19 lundi 20 novembre 1978- est consacré au compte-rendu du 3e congrès.
Les n°803 – 808 – 813 – 817 – traitent de différents sujets examinés lors du 3e congrès **(voir liste annexe 59)**
L'HR (Organe central du PCML) n°972 –mercredi 15 novembre 1978- publiera un papier en page 3 : « ***Le PCR(ML) vient de terminer son IIIe congrès*** »

L'HR n°976 –mardi 21 novembre 1978- annonce que « Le IIIe congrès du PCRml s'est tenu avec succès » et publie la « Résolution sur l'unité » ainsi que le message que « Le camarade Jacques Jurquet » adresse « au IIIe Congrès du PCRml et au camarade Max Cluzot ».
Un « Communiqué de presse du troisième congrès du PCRml » est publié dans l'HR n°978 du jeudi 23 novembre 1978 à la page 6-

Le 40e congrès CGT

La CGT tient son 40e Congrès du 25 novembre au 1er décembre 1978 à Grenoble. Plusieurs numéros du QdP annoncent et traitent de ce congrès **(voir la liste dans l'annexe 52)**
Liste de quelques titres d'articles de l'HR concernant le 40e congrès de la CGT **(voir annexe 53)**

CFDT : la voie du recentrage

La CFDT poursuit dans la voie du « recentrage » malgré une opposition interne. Les articles du QDP du 6 décembre au 11 décembre en témoignent : **(voir annexe 54)**

Sidérurgie et plans acier

Dès le mois d'avril, l'HR n°860 –mardi 4 avril 1978- annonçait en page 4 « ***La crise mondiale de l'acier : Ses répercussions en Europe et en France*** ». L'article indiquait notamment : « *Les élections passées, les plans de licenciements redeviennent d'actualité. Parmi ceux-ci, la poursuite de la restructuration dans la sidérurgie qui entrainerait d'ici 1983 plus de 20 000 licenciements. Nous publions ici une correspondance de Lorraine qui donne le contexte international de ce plan capitaliste.* »
(voir liste d'articles de l'HR sur la sidérurgie en annexe 67)

Encore un plan de licenciement dans la sidérurgie (prélude à la lutte exemplaire des sidérurgistes)

12 décembre 1978 : annonce des 12500 suppressions d'emplois à Usinor (principalement à Longwy et Denain).

Le QDP n°809 -mardi 12 décembre 1978- annonce en une : « **Nouveau plan de licenciements dans la sidérurgie : 15 000 emplois supprimés** ».
Le n°810 -mercredi 13 décembre 1978- :

«La semaine noire des sidérurgistes
--Longwy condamnée
--8 000 licenciements à Usinor
--De 1974 à 1980 : 50 000 emplois supprimés »

L'article de la page 4 : « **Les maîtres des forges veulent rayer Longwy de la carte** » précise que

« *Depuis 1976, la sidérurgie lorraine est frappée de plein fouet par un premier plan acier mis sur pied par le vicomte Davignon. Ce premier plan a déjà permis le licenciement de 20 000 travailleurs dans les usines lorraines ; en particulier par la liquidation de l'usine Chiers à Longwy, qui était une unité de 3 500 personnes.*
C'est aussi la liquidation d'Usinor-Thionville il y a un an, ce premier plan acier a été rendu possible en particulier par la « convention sociale » (signée par FO) qui mettait en licenciement d'abord des travailleurs âgés de 56 ans, puis ensuite d'autres âgés de 54 ans.
Aujourd'hui, un deuxième plan acier est en route, il prévoit une nouvelle fois la suppression de 20 000 emplois dans la sidérurgie lorraine. ».

A la page 7 de ce n°810 : un dossier d'*Anne Rhein* montre que la crise dans la sidérurgie et les plans de licenciements touchent aussi d'autres pays en Europe, comme l'Allemagne :

« ***Troisième semaine de grève des sidérurgistes allemands***
La fin de l'âge d'or
Face à la crise de l'acier (1) -à suivre- (Demain l'enjeu de la revendication des 35 heures) »

L'article du QDP n°812 -vendredi 15 décembre 1978- en page 4 : « **Sidérurgie (Longwy) SOS Emplois** » est illustré par une photo du « *SOS lumineux avec des lettres de 2,50 m, placé sur un crassier par des militants CFDT* ». L'article indique :

« *Mardi 12 décembre, 15h30 : au local de l'UL-CFDT, la nouvelle attendue vient de tomber : 4 700 emplois supprimés à Usinor-Longwy, et suppression de la phase liquide (hauts fourneaux, aciérie) d'ici 1980.*
A l'usine de Thionville, une coulée continue sera réalisée mais elle n'empêchera pas 250 nouvelles suppressions d'emplois. Et les 1 000 travailleurs de Thionville mutés l'an dernier sont aujourd'hui particulièrement menacés, alors que près de 4 000 suppressions d'emplois ont eu lieu, soi-disant pour sauver Longwy.
Ici, ce n'est plus une surprise. La presse locale bien informée, avait annoncé le détail du plan restructuration, il y a plusieurs jours. Et déjà lundi, ces prévisions concernant Chiers-Chatillon avaient été confirmées : construction de l'aciérie à Neuves-Maisons, mais fermeture de l'usine de la Chiers de Longwy (1 850 emplois supprimés).
Les actions de sensibilisation sont en cours. Depuis samedi , le crassier d'Usinor, qui surplombe de 170 mètres les

usines et Longwy-bas, est orné d'un S.O.S. lumineux haut de 2,50 mètres. Au pied du crassier, des militants CFDT sont présents jour et nuit. Car cette initiative ne plait guère à Usinor qui voudrait faire respecter son droit de propriété : les gardes accompagnés d'un huissier, ont prétendu intimider les travailleurs présents, mais sans grand succès.

Il faut croire que cette action ne plait guère non plus à la municipalité PCF, qui a refusé de prêter du matériel pour installer ce campement de la CFDT.

Comment vont réagir les sidérurgistes et la population ? C'est difficile à dire aujourd'hui : colère, résignation, division sont présentes chez ces ouvriers qui, samedi matin, ont été interrogés par les militants CFDT dans le cadre de leur campagne de sensibilisation.

Ce qui semble nécessaire, pour engager la riposte, c'est de créer les moyens de surmonter les divisions entre usines, entre français et immigrés… et de préciser les objectifs de lutte. (Correspondant Thionville) »

La situation internationale à la fin de l'année 1978

Quelques éléments :

-22 octobre : messe inaugurale du pontificat de Jean-Paul II (Karol Wojtyla).

-Le 12 décembre, plus de deux millions de personnes défilent dans les rues de Téhéran pour protester contre la politique du Shah d'Iran.

-18 - 22 décembre : troisième plénum du XIe Comité central en Chine. Retour au pouvoir de Deng Xiaoping. Il lance les Quatre modernisations.

-25 décembre : le Vietnam envahit le Cambodge.

CHAPITRE 10

1979 :

Une rétrospective significative…de 1978

Le QDP n°822 -samedi 30 dimanche 31 décembre 1978, 1er et 2 janvier 1979- publie une **Rétrospective 1978** -pages 4-5-. Les titres des articles illustrent bien les thématiques mises en avant :

« *CGT : Des assurances de mars… au 40e congrès* -page 4-
CFDT : " recentrez, recentrez… il en restera toujours quelque chose "
Le jeu politique bourgeois après mars 78 -page 5-
PCF, une crise profonde, durable et multiforme
Les principaux thèmes des contestataires du PCF
Parti socialiste : la course aux présidentielles
UDF - RPR : les contradictions s'aiguisent »

…qui s'ouvre sur 1979, une année complexe

Sur le plan international : les risques de guerre sont importants
-en Iran le Shah et sa dictature sanglante remplacés par la dictature moyenâgeuse de Khomeiny,
-Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, s'en prend aux syndicats et aux mineurs en lutte, dans une démarche et des discours de 'guerre froide',
-les suites de l'intervention du Vietnam au Cambodge, renforcent les rivalités USA-URSS,
-du conflit sino-vietnamien, du début de l'intervention de l'URSS de Brejnev en Afghanistan….

Les ingrédients politiques de 1979 se retrouvent être dans la même logique qu'en 1978 :

-3e année de plan Barre
-chômage
-montée du racisme
-lutte pour l'avortement et la contraception (reconduction de la loi Veil)
-mobilisations et luttes des résidents des foyers Sonacotra
-luttes antinucléaires et notamment Plogoff

Mais c'est l'année :

du 38e congrès de la CFDT à Brest (le congrès du recentrage…)
du 62e congrès du PS à Metz
du XXIIIe Congrès du PCF à Saint-Ouen
de la fondation du PCOF et de l'OCML-VP
des élections européennes
de la préparation et des discussions pour le 4e congrès du PCML
du processus pour l'unification du PCRml et du PCML et la fusion QDP/HR
de la médiatisation de la Nouvelle droite
des grèves et occupations dans le groupe Alsthom

Politiquement et syndicalement : unité et division caractérisent cette année 1979.

La lutte des sidérurgistes

C'est dans le contexte cité plus haut, qu'il faut situer la lutte des sidérurgistes de Lorraine contre le nouveau plan de licenciements annoncée en décembre 1978.

Maire et Chérèque contre la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, congrès du recentrage

Il faut aussi noter que pendant cette période de lutte dans la sidérurgie :

-En avril 79 la section CFDT d'Usinor-Dunkerque est suspendue puis dissoute plus tard (par E. Maire – J. Chérèque) **(voir annexe 62)**
-En mai 1979 se tient le congrès du recentrage de la CFDT

Cette lutte se caractérise par une mobilisation de toute une région. Par des actions de masse des sidérurgistes contre le plan patronal et gouvernemental qui s'inscrit dans un plan européen défendu par Etienne Davignon. La CGT et la CFDT sont en première ligne dans ce combat.

Divisions, campagne chauvine et crise politico-syndicale

Sur le plan national, les divisions de la gauche et à l'intérieur même des syndicats vont avoir aussi des répercussions en Lorraine sur le déroulement de la lutte et sur sa fin.

Le PCF va développer une campagne ultra-chauvine masquant le rôle des capitalistes français dans le plan de licenciements en Lorraine en axant principalement son argumentation sur « le plan Davignon »

Des contradictions dans le PCF et dans la CGT vont éclater et apparaître au grand jour, notamment dans ***radio Lorraine Cœur d'Acier***. **(voir annexe 65)**

Julian Mischi dans « **Le communisme désarmé : Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970** » -contre-feux – Agone- 2014- revient sur le rôle du PCF dans les luttes, sur la désindustrialisation, le renforcement de la CFDT et du PS, dans le sous-chapitre 3 « ***Un cas de démantèlement du pilier industriel du PCF : Longwy*** » -pages 38 à 55. Il consacre également le chapitre 1, à une étude des relations CGT/PCF à Longwy et à la crise interne à la CGT dans cette région.

CFDT locale, très combative

La ligne de la CFDT locale, très combative, va petit à petit être supplantée par la ligne confédérale du « recentrage ». En fait la CFDT sur le bassin Lorrain est très minoritaire par rapport à la CGT. La CFDT sur Longwy est dirigée par Robert Giovanardi.

Dès le 9 décembre les militants de la CFDT installent un immense SOS sur la colline de Longwy pour protester contre le plan de licenciements de plus de 12 000 emplois. Le plan est officialisé le 12 décembre 1978.

Dans une interview au **Républicain Lorrain**, Robert Giovanardi précisera le 9 août 1979 le sens des actions de la CFDT

> « *Plutôt que de se lancer dans des grèves incessantes, nous avions opté pour des opérations coup-de-poing, afin de sortir le conflit de l'usine, pour qu'on parle de nous.* ».

Sur Longwy et Denain, la CFDT sera à l'avant-garde de la lutte contre les licenciements. Elle sera à l'initiative du lancement d'une radio pirate locale « **Radio SOS Emploi** » le 16 décembre 1978, puis de la mise en place des actions « *coup de poing* » pour populariser la lutte en sortant des traditionnels « grands meetings » de la CGT. Les actions « *coups de poing* » intégrèrent aussi des militants CGT et des non-syndiqués. L'UIS CFDT éditera en 1979 un disque 45 tours : « **SOS Longwy : La colline rouge** ».

Concernant l'utilisation de la violence ou de l'illégalisme de certaines actions, et les divergences CGT/CFDT dans la lutte, lire -« **Chômage et violence** – Longwy en lutte » -Claude Durand- Galilée- 1981- qui donne énormément d'informations. Dans le chapitre 1 – « **Le conflit : les nouvelles formes d'actions** » –pages 19 à 45- Claude Durand écrit « *De décembre 1978 à août 1979, nous avons répertoriés à Longwy 183 actions.* » -page 20- puis il liste pages 20 à 23 ce qu'il appelle « ***Diversité et nouveauté des formes d'action*** », analyse 83 opérations « *coups de poings* » -pages 24 à 26-

> « *Il s'agit d'actions directes, ponctuelles, illégales, préparées clandestinement et réalisées au départ par un petit noyau de militants. Elles se déroulent hors des entreprises et ont pour objet de frapper l'opinion publique par leur caractère spectaculaire.* ».

Le sous-chapitre consacré à « l'action violente » énumère une liste impressionnante de ces actions -pages 26-27- dont la destruction des dossiers et des meubles de l'Union patronale de la métallurgie, les 3 attaques du commissariat, la séquestration du directeur et des cadres supérieurs d'Usinor, les émeutes etc.

La RTT à 35 heures

Le sujet de la réduction du temps de travail est de plus en plus mis en avant par la CFDT. Mais déjà la forme, le contenu et l'objectif des 35h se posent. Une série de 3 articles publiés dans l'HR indique que sur cette question il y a bien une ligne de lutte de classe et une ligne réformiste qui s'affrontent notamment dans le mouvement syndical et particulièrement dans la CFDT. Voici les références de ces 3 articles :

-HR n°1068 –samedi 7 dimanche 8 avril 1979- « ***A propos de la semaine de 35 heures : Travailler moins pour créer des emplois, n'est-ce pas un leurre ?*** » (*Claire Masson*) à suivre –page 4-

-HR n°1069 –mardi 10 avril 1979- « ***A propos de la réduction du temps de travail : Maire, Chérèque et la lutte pour l'emploi*** » (*Claire Masson*) à suivre –page 4-

-HR n°1070 –mercredi 11 avril 1979- « ***A propos de la réduction du temps de travail (3) : 35 heures oui, mais payées 40 heures !*** » (*Claire Masson*) –fin – page 6-

PCRml, PCML, UCFML, OCML-VP, PCOF : Les ML et la lutte des sidérurgistes

-Les principales organisations ML vont être très impliquées dans la lutte des sidérurgistes de Lorraine. L'OCML-VP créée au mois de mars, comme le PCOF (le 18 mars) vont évidemment s'impliquer et rendre compte de la lutte des sidérurgistes. Longwy et Denain seront des exemples, des portes-drapeaux de la lutte ouvrière :

- contre les licenciements
- pour des actions efficaces
- contre la ligne chauvine du PCF de défense de l'impérialisme français.

PCOF comme OCML-VP sont fortement en opposition avec les « partis historiques » comme le PCRML ou le PCMLF. Si certaines critiques peuvent être recevables et mêmes parfois justes, il n'en reste pas moins que globalement VP et PCOF ont une démarche dogmatique et sectaire vis-à-vis des autres organisations et partis ML.

PCRml

Le PCRml fera une campagne sur le thème « *Longwy, Denain nous montrent le chemin ! Oui aux actions efficaces !* ». Le PCML (comme le PCRml) organisera des meetings avec les sidérurgistes

Le QdP avec les sidérurgistes

Le Quotidien du Peuple (PCRml) enverra sur place à Longwy un de ses journalistes ***Gérard Privat*** **(voir annexe 65)** pseudonyme de **Maurice Le Bouder** pour couvrir la lutte pendant plusieurs mois. Le 17 mai, ***Gérard Privat*** sera arrêté avec 4 travailleurs suite aux affrontements avec les CRS, dans le cadre d'une manifestation pour protester contre le brouillage de ***Radio Lorraine Cœur d'Acier*** (radio lancée par la CGT en mars). Une campagne de solidarité avec les 5 militants fut organisée et le 23 mai le tribunal relaxe les militants. Le QDP n°922 du 25 mai, titrera en couverture :

« *Une victoire pour les sidérurgistes - Les 5 inculpés de Longwy relaxés*
· *" Les condamner serait condamner la population de Longwy "*
· *Plusieurs centaines de travailleurs acclament leurs camarades à la sortie du tribunal* »

Le PCF se livrera, sur la base d'une théorie du complot à une réécriture de l'histoire de cette lutte dans un livre intitulé : « **La provocation** » par *Régis de Castelnau, Daniel Voguet, François Salvaing* aux Editions Sociales en 1980.

Liste des unes du QDP sur : Sidérurgie, Longwy, Denain, Usinor… **(voir annexe 66)**
En dehors de ces 90 unes, une centaines d'articles concernant la sidérurgie, Longwy, Denain, Usinor… furent publiés dans le QDP de janvier à septembre 1979.

Une solidarité internationale des sidérurgistes

Comme l'indiquent les titres des deux articles ci-dessous, le caractère international de la lutte fut mis en avant par les ML, d'une part car c'était un aspect réel et d'autres part pour contrer le discours chauvin de la campagne du PCF.

---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°925 -mercredi 30 mai 1979- annonce en page 3 l'organisation d'une « Marche des trois frontières : Samedi 2 juin - Solidarité avec la lutte de Longwy : à l'appel du PCR ml (France) TPO (Belgique) UCL (Luxembourg) »

---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°927 -vendredi 1er juin 1979-
Marche des trois frontières Athus-Rodange-Longwy : Une manifestation de solidarité internationale autour de la lutte de Longwy
-Section de Longwy du Parti Communiste Révolutionnaire (ml) -

PCML

Face aux licenciements dans la sidérurgie : De la colère à la lutte

Le PCML publiera fin janvier 79 une brochure dont le titre est : « **Denain, Longwy, Dunkerque… De la colère à la lutte** » **Le point de vue du Parti Communiste Marxiste-Léniniste face aux licenciements dans la sidérurgie**.
De nombreux articles concernant la lutte des sidérurgistes seront publiés dans les journaux du PCML **(voir liste dans l'annexe 67)**
De nombreuses unes de l'HR seront consacrées à la mobilisation des sidérurgistes **(voir liste en annexe 68)**
L'HR annoncera plusieurs « Journées de solidarité avec les sidérurgistes, organisées par le PCML ». Le n°1083 du 1er mai 1979, publiera en pages 4 et 5 un compte-rendu de la 1ère journée (le 29 avril) sur Dunkerque. Une autre journée sera organisée à Famek le 13 mai (voir HR-b- n°55 - du 22 mai au 6 juin 1979-)
La revue **Prolétariat** n°20 –deuxième trimestre 1979- sous la plume de Rémi Dainville, consacrera un article à « ***La sidérurgie, l'Europe, la crise*** » -pages 34 à 50.

UCFML

« Longwy 1979 : illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière »

L'UCFML enverra des militants sur place. En octobre elle publiera le résultat de ce travail d'enquête dans une brochure ; « **LONGWY 1979 : illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière** »

L'émeute ouvrière est juste : Vaincre exige une politique et un Parti

Depuis plusieurs années les luttes « sur le front de classe des immigrés » (le soutien aux luttes des résidents des foyers Sonacotra et du Comité de Coordination, les Permanences Anti-Expulsions, le combat contre les lois Bonnet-Stoléru) sont des axes principaux du combat de l'UCFML.

Une des particularités et singularités de l'UCFML c'est de ne jamais participer à aucune élections et de ne pas être dans les syndicats (et de les combattre).

De janvier à novembre 1979, « Le Marxiste-Léniniste » journal maoïste de l'UCFML publiera 4 numéros dont 3 arboreront le sujet de la lutte des sidérurgistes à Longwy (n°35-36-37).

-Le ML n°35 –Mars-Avril 1979- « ***L'émeute ouvrière est juste : Vaincre exige une politique et un Parti*** » -page 1-

« ***Lier la politique maoïste aux mouvement sociaux en cours*** » -pages 2-3-

« ***Longwy : révolte et politique*** » -pages 4-5-6-

« ***Portraits et paroles à Longwy*** » -pages 6-7-

« ***Qui sommes-nous ?*** » -pages 7-8-

Le ML n°36 –Juin-Juillet 1979- « ***La classe ouvrière et la crise. Longwy : le temps incertain des bilans*** » -pages 14-15-16-

-Le ML n°37 –Octobre-Novembre 1979- « ***Lutte d'usine et noyaux communistes. Longwy : l'heure des bilans*** » -pages 14-15-

Le ML, Le Perroquet, La cause marxiste et… « La fin du mouvement ouvrier »

En juillet 1981, le journal « **Le Marxiste-Léniniste** » cesse de paraître. L'UCFML soutiendra la parution en décembre 1981 d'un « quinzomadaire d'opinion » intitulé « **Le Perroquet** » qui cessera d'exister au n° double : 86-87 en mars 1990.

Au deuxième trimestre 1982 sort le n°1 de « **La cause marxiste** » publication centrale du groupe pour la fondation de l'UCFML.

L'article du n°1, intitulé : « ***La fin du mouvement ouvrier (Contribution à la politique des noyaux aujourd'hui)*** » **(voir extrait en annexe 69)** donne la tonalité et le type de verbiage qui sera utilisé dans ce qui deviendra l'*Organisation Politique* après la disparition de l'UCFML en 1984.

L'OP créée en 1985 a édité "***Le journal de l'Organisation Politique***". Cette organisation (où nous retrouvons des dirigeant historiques de l'UCFML -Alain Badiou, Natacha Michel, Sylvain Lazarus...) a édité "***La distance politique***" et organisé "***Le Rassemblement des Collectifs des Ouvriers Sans Papiers des Foyers et de l'Organisation Politique***" qui publiait le journal "***Ici***". L'OP n'est pas une organisation "maoïste" et ne se revendique pas du marxisme-léninisme.

En fait dès la fin de 1981, un processus est engagé au sein de l'UCFML pour petit à petit rompre avec le marxisme-léninisme qui n'a pas pu se « *dégager de sa matrice stalinienne* ».

L'évolution de l'UCFML vers l'OP et le rejet de la référence ML, sont les résultats des bouleversements idéologiques des années 70 et du passage de Mitterrand au pouvoir en 81.

PLP (PLP – Ocml VP)

La lutte des ouvriers sidérurgistes et nos tâches

L'OCML-VP dans son journal de février 1979 : « **Pour le Parti** » -nouvelle série- n°12, publie un éditorial daté du 5 février aux pages 1-2-3-4- : **« Sauver la Lorraine » ?**

Le n°13 de PLP de mars 1979 consacre les pages 13 à 16 à « **La lutte des ouvriers sidérurgistes et nos tâches** ». Les pages 8-9-10-11- traitent de la position chauvine du PCF en Lorraine (contre l'Europe allemande) : « **Le PCF et l'Europe** ».

L'éditorial de PLP n°14 d'avril 1979 signé de *Xavier Nelson* revient aux pages 2-3-4- sur la lutte des sidérurgistes : « **Unité de la classe ouvrière ? Ne racontons pas d'histoire.** ». Cet édito fait une polémique et critique les positions du PCRml, de la CGT et de la CFDT au sujet de la manifestation du 23 mars. Un autre article pages 8-9-10-11- signé de *Brigitte Clément*, est intitulée : « **CFDT : recentrer… vers le réformisme !** » et un autre de *Colette Denain* pages 11-12- : « **Petit aperçu de la ligne réformiste de la CFDT** ». Aux pages 10 à 13, G Fabre rafraîchit « *notre mémoire par un rappel de certains faits historiques* » sur « **Les traditions chauvines du PCF** ».

Charles Paveigne dans l'édito de PLP n°16 –juillet 1979- pages 2-3- aborde le sujet de ***Radio Lorraine Cœur d'Acier*** : « **Une ''petite'' affaire de radio significative.** ». Un autre article de *Charles Paveigne* dans le même numéro analyse le XXIIIe Congrès du PCF qui s'est tenu du 9 au 13 mai comme « **PCF. Un congrès d'ouverture vers la bourgeoisie** ».

PCOF

Les raisins de la colère sont en train de mûrir

Le n°2 de l'organe central du PCOF « La Forge » du mois de juin 1979 aborde la lutte des sidérurgistes du Nord et de Lorraine : « ***Les raisins de la colère sont en train de mûrir*** » -pages 1-3-4-

La Forge n°4 –août 1979- dénonce les mesures ''sociales'' gouvernement-patronat-CFDT « ***A propos de la ''Convention Sociale de la Sidérurgie''*** » -pages 3-5-

Dans La Forge n°6 –du 15 au 30 septembre 1979-, l'article : « ***Dressons-nous contre la politique de collaboration de classe des appareils syndicaux !*** » critique : « *la politique de la CFDT qui en Lorraine et ailleurs a consisté, en concurrence avec la CGT, à attiser le feu tout en jetant de l'eau dessus, politique qui a conduit à la honteuse signature de la convention dite ''sociale'' de la sidérurgie* (…) » -pages 1-3-4-5-

La lutte va s'éteindre… et reprendre en 1982, en 1983, en 1984 pour se terminer en 1987

La répression par l'Etat et la double reprise en main de la situation quasi-insurrectionnelle à Longwy et Denain par le PCF, la CGT et la direction CFDT, va permettre d'étouffer la lutte qui était déjà en train de s'éteindre. Puis de remettre le gouvernement Giscard-Barre sur les rails et faire passer son plan grâce à la complicité active de la direction de la CFDT et de son recentrage. La prime de départ de 50 000 francs proposée par Usinor aux travailleurs volontaires pour partir, fut aussi un élément important pour éteindre la lutte. Pendant plus de 6 mois, la direction nationale de la CFDT, va éviter de critiquer ouvertement les actions de la CFDT locale. Edmond Maire jouera un double jeu, car en fait la confédération attendra son heure tout en poursuivant sa politique d'élimination des opposants à sa ligne réformiste comme ce fut le cas avec la suspension du conseil syndical CFDT d'Usinor-Dunkerque le 30 avril 1979 et la dissolution de la section en octobre.

La lutte exemplaire menée par les sidérurgistes de Longwy et Denain va progressivement tomber dans l'épuisement avec la fatigue, la répression, l'essoufflement, la lassitude, les primes promises avec la signature le 24 juin par la direction nationale de la CFDT d'une Convention sociale (alors que la CFDT Longwy est contre cette signature)…

Jacques Chérèque –CFDT- : le fossoyeur

La direction de la CFDT et notamment Jacques Chérèque qui est dirigeant de la Fédération de la Métallurgie depuis 1971, n'a plus qu'a attendre un peu pour ramasser les morceaux et mettre en œuvre la politique de recentrage -dont il est un chaud partisan et aussi un des artisans-. Puis devenir en 1984, préfet délégué pour le redéploiement industriel en Lorraine, puis ministre délégué à l'aménagement du territoire et à la reconversion industrielle sous le deuxième gouvernement Rocard de 1988 à 1991. Jacques Chérèque (le père de François Chérèque) a largement contribué à l'organisation de la défaite des sidérurgistes. Il sera également le promoteur d'un « parc à Schtroumpf » en Lorraine… pour remplacer les usines sidérurgiques qu'il jugeait condamnées. **(voir annexe 70)**

Concernant Jacques Chérèque et son fils François, se reporter également aux pages 179 à 182 du livre « **Les hommes du Vatican… et leurs bedeaux politiques** » (les Éditions libertaires et l'IRELP –octobre 2015).

Le baroud d'honneur de la CGT

La CGT va essayer de relancer seule l'action par l'occupation d'Usinor-Denain le 27 novembre. Cette occupation durera un mois, la reprise sera amorcée le 27 décembre 1979.

Plusieurs articles de l'HR reviennent sur cette lutte et les divisions CGT-CFDT :

-HR n°1180 –mardi 4 décembre 1979- « Usinor-Denain : Malgré la situation difficile, les sidérurgistes maintiennent le cap de la lutte » -page 3-

-HR n°1182 –jeudi 6 décembre 1979- « Une matinée à Denain » (Rémi Dainville) -page 3-

-HR n°1184 –samedi 8 dimanche 9 décembre 1979- « Un an après l'annonce des licenciements, ceux d'Usinor Denain maintiennent allumé le flambeau de la lutte » -page 3-

-HR n°1185 –mardi 11 décembre 1979- « 3000 personnes dans les rues de Valenciennes ''Usinor n'est pas mort, continuons le combat'' » -page 3-

-HR n°1188 –vendredi 14 décembre 1979- « Denain, un an après : Face à l'intransigeance d'Usinor » (Gilles Carpentier) –page 3-

Au sujet de cette occupation, l'HR-b- n°69 –du 23 janvier au 6 février 1980-, publiera un article signé de *Rémi Dainville* aux pages 25-26-27- : « ***Usinor-Denain : Quelques réflexions*** ».

Le journal de l'OCFml : Drapeau Rouge n°74 en date du 26 janvier au 8 février 1980, annonce en une un article et pose une question pages 8-9- : « ***Usinor-Denain : La CFDT a-telle eu raison ?*** ».

A partir du mois d'octobre 1979, c'est les grèves dans le groupe Alsthom qui prendront le relais des luttes.

L'HR 1193 –vendredi 21 décembre 1979- publie en page 5 un article de Gérard Privat : « ***Longwy, il y a un an… le 19 décembre*** »

Mitterrand à Longwy… des promesses non tenues

Guy-Joseph Feller dans « **La République de Longwy**. ***Un siècle de luttes sociales au pays du fer*** » -Editions Serpenoise –2000-, donne des éléments concernant les luttes dans la sidérurgie dans les années 1981 à 1987 –pages 93 à 109-

Il souligne (photo à l'appui) que le premier voyage de Mitterrand en province en tant que chef de l'Etat le 13 octobre 1981, fut à Longwy où il y fait un discours devant le maire PCF de longwy : Jules Jean, le député socialiste Jean-Paul Durieux, le maire de Longlaville et celui de Villerupt. La légende de la photo, précise que « *Les sourires affichés se figeront bientôt car les promesses ne seront pas tenues*. »

Un discours et des paroles « *qui feront chaud au cœur des Longoviciens, mais promesses qui ne seront pas tenues…* » comme l'écrit Guy-Joseph Feller en page 93 qui cite une phrase de Gérard Noiriel qui clôt son ouvrage sur « **Longwy - Immigrés et prolétaires, 1880-1980** » et qui illustre le début du septennat de Mitterrand et ses promesses : « *De l'état de grâce au coup de grâce* » **(voir annexe 70)**

… d'autres licenciements : restructuration, « plan acier » et Convention sociale

--Le 9 juin 1982 un nouveau plan acier prévoit 12000 suppressions d'emplois,
--Octobre 1982 – février 1983- mise en place d'une –Convention Générale de Protection Sociale- (CGPS)
--Octobre 1983 – juin 1984- une nouvelle (CGPS) est mise en place dans le cadre de la « reconversion-restructuration » de la sidérurgie et son nouveau plan acier du 29 mars 1984 (qui prévoit 21 000 suppressions d'emplois pour la période 1984-1988).

Cette CGPS comme les autres « conventions sociales » précédentes, c'est un moyen pour « *rendre les licenciements plus acceptables* », « *faire du social* »… en fait il s'agit d'atténuer la colère ouvrière, de la désamorcer, tout en faisant passer les plans et les licenciements.

Signalons que ces deux plans acier se font sous un gouvernement de gauche, l'un avant le tournant de la rigueur et l'autre qui en est directement le produit.

Sidérurgie Lorraine : Une restructuration qui n'en finit pas

Le mensuel du PCML « **Travailleurs** » qui a prit la succession de ***l'Humanité Rouge***, publie dans son n°17 de février/mars 1984 un article de Marcel Grégoire : « ***Sidérurgie Lorraine : Une restructuration qui n'en finit pas*** » -page 9-
Dans le n°19 de « **Travailleurs** » –de mai 1984-, un dossier est consacré à la sidérurgie :
« ***La crise de la sidérurgie en Europe : 10 ans déjà…*** » (*François Larguier*) –pages 8-9-
« ***Lorraine : Non au plan acier !*** » (*Camille Granot*) –pages 9-10-
« ***Sacilor-Gandrange : ''On ne ferme pas !''*** » -page 11-
« ***Longwy, blessé à mort*** » -pages 11-12-
« ***Ugine Aciers : Une logique d'avant 1981*** » -page 13-
« ***Ugine Aciers : FOS : du miracle à la débâcle*** » (*Hervé Dastar*) –page 14-

Dans « **Le communisme désarmé** » (cité plus haut), *Julian Mischi* revient sur le rôle de Jacques Chérèque dans :

- l'abandon de l'unité d'action avec la CGT ;
- l'acceptation et l'accompagnement de la fermeture de nombreux sites sidérurgistes ;
- sa nomination en mai 1984 par le gouvernement Fabius ;
- la reconversion de la sidérurgie, la CGPS et le nouveau plan acier du 29 mars 1984,

Le PCF vote… le plan acier

Julian Mischi revient également sur la signature en 1983 par la CGT… de la CGPS, qui est une convention assurant la paix sociale.

Il est rappelé qu'en 1984 « *Sous la pression de Georges Marchais, secrétaire général du PCF, Colette Goeuriot, unique député communiste de Meurthe-et-Moselle, vote le Plan [acier] et décrédibilise le parti auprès de nombreux travailleurs lorrains* » -page 44-

Il cite également *Pierre Rimbert* en page 51, qui à écrit un article : "***De l'autre côté de la barrière". La reconversion "patronale" de syndicalistes ouvriers dans les années quatre-vingt-dix.*** » publié dans « **Reconversions militantes** », ouvrage collectif (*Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien, Sylvie Tissot*) - Presses universitaires de Limoges - 2006- pages 21 à 49.

Longwy 79-84 même combat

Le groupe « Longwy 79-84 même combat » (voir aussi le Front Commun Syndical en annexe 70)
Le groupe 79-84 dont Michel Olmi (ancien secrétaire de l'UL-CGT de 1974 à 1981) fera partie, tentera de relancer la lutte en 1984 sur la base des « actions coups de poings » popularisées en 1979 par la CFDT.
Le journal du PcInt (Parti Communiste International) « **Le Prolétaire** » n°378 –juillet 1984-, publie page 6, une interview d'un membre du groupe « ***Longwy 79-84 même combat*** » dont la création date de février 1984.

Chérèque : Une reconversion réussie…

Il est important de bien voir et de bien comprendre le rôle de Jacques Chérèque. **(voir annexe 73)**

Un article dans ***Le Monde Libertaire*** (organe de la Fédération Anarchiste) n°531 (17 mai 1984) revient sur l'ancien syndicaliste : « **Chérèque : la reconversion d'un syndicaliste !** » **(voir annexe 74)**

Le recentrage en discussion… et en application

Les journées d'action nationale des syndicats toujours en débat…

La question de l'utilité ou non de participer aux journées d'action de 24 h lancées par les directions nationales de la CGT et de la CFDT est bien souvent ressentie par les militants les plus conscients comme des journées servant de faire-valoir à l'électoralisme, de « *soupape de sécurité* » de manif « *traîne savates* »…

Le QDP n°831 -samedi 13, dimanche 14, lundi 15 janvier 1979- publie plusieurs articles dans la rubrique : **CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE** -pages 4-5-

FAUT-IL OU NON PARTICIPER AUX JOURNEES D'ACTION ? -pages 4 et 5
- Pas de règle générale (*M.L.B syndicaliste de Caen*) -page 4-
- Ni 24 heures sans lendemain, ni isolement à la base ! (*D.N. Syndicaliste du Rhône*) -page 5-
- Unité d'action, une priorité aujourd'hui (M.D et F.J. Syndicalistes CFDT de la région parisienne) -page 5-

Le Quotidien du Peuple n°893 -mercredi 11 avril 1979- publie en page 2 :

« *La CGC juge le recentrage de la CFDT* » : « *Dans une conférence de presse tenue lundi à Lyon, Marchelli (métallurgie CGC) a déclaré à propos de l'évolution de la CFDT :* « *Nous suivons son évolution avec beaucoup d'attention. Elle est passée à une attitude réaliste et réformiste qui peut, soit dit en passant, mener à des attitudes plus dures que l'option révolutionnaire de la CGT. Puisque la CFDT prend la voie réformiste pour l'autogestion, et que nous prenons la voie réformiste pour la cogestion, il y a tout un segment commun. Objectivement, nous nous trouvons alliés dans un cheminement réformiste* ».

Marchelli a poursuivi : « *Entre la fédération des métaux CGC et la FGM, les relations sont bonnes : les analyses de Chérèque et les miennes sont très proches, malgré des divergences surtout dans la formulation, sur l'éventail des salaires par exemple* ». *Enfin le président de la fédération métallurgie a déclaré :* « *La CGC prend toute sa place dans le front des organisations syndicales réformistes. Celui-ci a permis des aménagements importants de la politique industrielle du gouvernement comme cela vient d'être le cas à Usinor* ».

Cette dernière phrase éclaire toutes les autres d'un jour cru. Chérèque fera-t-il une mise au point ? »

Le 38e congrès CFDT en préparation, le recentrage en discussion

Le PCRml publie pour ses militants un supplément de 5 pages à son bulletin intérieur « **La vie du parti** n°35 » de mars-avril 1979 : « ***Propositions d'orientation de notre intervention pour le 38e congrès CFDT de Brest*** ». Ce document « *a été élaboré par la commission syndicale du comité central pour aider les camarades cédétistes à préparer le 38e congrès CFDT* ».

Au cours de l'année 1979 le journal du PCRml « **Le Quotidien du Peuple** » publiera dans 5 numéros (n°905, 909, 977, 982, 991) à la rubrique « ***Contraires au sein du peuple*** » des positions et des débats de divers militants ouvriers au sujet du recentrage de la CFDT. Le n°923 consacre cette rubrique au 38e congrès de la CFDT **(voir liste dans l'annexe 75)**

Un mois avant la tenue du 38e congrès de la CFDT, le PCML publie des articles dans l'HR : **(voir la liste dans les annexes : 76 et 77)**

CFDT : réformisme et recentrage.

PLP n°14 d'avril 1979 publie notamment deux articles contre le recentrage de la CFDT :
« **CFDT : recentrer… vers le réformisme !** » pages 8-9-10-11- par *Brigitte Clément*
« **Petit aperçu de la ligne réformiste de la CFDT** » pages 11-12- *Colette Denain*
Pour Le Parti n°16 –juillet 1979- publie en pages 23 à 26 sous la plume de Xavier Nelson une analyse intitulée :
« Syndicats : les disputes des dirigeants réformistes et l'unité de classe ».

Le 38e Congrès de la CFDT à Brest : recentrons, recentrons, il en restera toujours quelque chose !

-Le 8-9-10 mai 1979 : a lieu le 38e Congrès de la CFDT à Brest, là encore le contexte national et international est important :

- ► le conflit des sidérurgistes de Lorraine.
- ► la préparation du XXIIIe Congrès du PCF qui se déroulera du 9 au 13 mai à Saint Ouen
- ► le développement de la crise interne du PCF
- ► le renforcement des critiques du PCF contre le PS et la CFDT
- ► le développement d'une campagne raciste, qui débouche sur les lois Barre-Bonnet-Stoléru
- ► la poursuite de la montée du chômage
- ► un développement des luttes ouvrières
- ► la lutte des résidents des foyers Sonacotra
- ► la suspension en avril de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque par la direction confédérale

► la préparation des élections européennes
► L'Iran avec la fin de la dictature du Shah et le début du règne des Ayatollahs
► l'intervention vietnamienne au Cambodge
► la guerre entre la Chine et le Vietnam qui durera un mois

l'HR et le 38e congrès **(voir liste annexe 77)**

De mai à octobre 1979, le QDP consacrera de nombreux articles à la CFDT (à son 38e congrès) aux relations CGT-PS-PCF **(voir liste en annexe 79)**

De la suspension à l'exclusion… la section CFDT d'Usinor-Dunkerque est dissoute (voir annexe 62)
Le PCRml comme le PCML vont soutenir les militants de cette section dissoute et condamner la politique de la direction de la CFDT **(voir la liste des articles annexes 63 et 64)**.
Après 6 mois de lutte, les militants exclus de la CFDT d'Usinor-Dunkerque, rejoignent la CGT.
L'HR n°1158 –mercredi 31 octobre 1979- annonce et analyse ce passage de la CFDT à la CGT, dans un premier article « Usinor-Dunkerque : Une victoire de l'unité ouvrière » (Rémi Dainville) –page 4-

Elections européennes…
Les élections européennes de 1979 sont l'occasion pour le PCRml et le PCML de renforcer l'unité d'action qui s'inscrit dans un processus prévoyant l'unification dans un seul parti.
Le 10 mai l'HR n°1099 annonce en une la tenue d'un meeting commun PCRML et PCML le 20 mai sur le thème « Europe : solidarité des prolétariats et des peuples ».
Le n°913 -vendredi 11 mai 1979- du QDP publie l'annonce « **Europe : Solidarité des prolétariats et des peuples : Meeting dimanche à l'appel du PCR ml, du PCML et de l'UCJR** » en page 7.
Le QDP n°917 -jeudi 17 mai 1979- informera également en une de la tenue de ce meeting.
Un n° -spécial Europe- : QDP supplément au n°919 -samedi 19, dimanche 20, lundi 21 mai 1979- sera édité **(voir le sommaire annexe 80)**
Le QDP n°920 -mardi 22 mai 1979- annonce en page 7 sous la plume de *Jean Lermet* : « Paris : Succès du meeting " Europe : solidarité des prolétariats et des peuples " ».
L'HR n°1097 –mardi 22 mai 1979- rend compte de ce meeting en pages 2 et 3, sous le titre :
« ''Europe : solidarité des prolétariats et des peuples'', meeting organisé par le PCRML et le PCML dimanche à Paris ». Trois articles reviennent en détail sur ce rassemblement :

- Europe : unité des luttes, unité contre les superpuissances
- Extraits de l'intervention de Robert Emery, membre du BP du PCRML
- Extraits de l'intervention de Pierre Bauby, membre du BP du PCML

Le 6 juin, l'HR n°1105 titre en une :
« Elections européennes du 10 juin 1979 : Votez blanc ou nul !

- Contre la politique de restructuration, de chômage, d'oppression des masses populaires
- Contre la liquidation accélérée des petits paysans
- Pour l'unité et la solidarité des luttes anticapitalistes des travailleurs européens
- Pour l'unité des peuples et des pays européens contre la politique d'hégémonie de l'URSS et des USA, contre les menaces de guerres soviétiques »

…une affaire juteuse
Le jeudi 7 juin 1979 l'HR n°1106, relaie une information révélée par le PSU au sujet de la campagne européenne et pose la question « ***Les quatre grands partis remboursés au triple de leurs frais ?*** ».
En page 4 est publiée une « ***Déclaration commune*** » du PCRML et du PCML en date du 5 juin « ***sur les élections européennes*** ».

Les résultats et tendances des premières élections européennes du 10 juin 1979

Des résultats qui confirment une certaine défiance vis-à-vis des 4 grands partis de cette période.
Le QDP n°934 -mardi 12 juin 1979- donne en une les premiers enseignements et résultats de ce scrutin :
« Elections européennes
Les quatre grandes listes désavouées
· Près de la moitié des électeurs ne leur ont pas accordé leurs suffrages
· Les écologistes frôlent les 5 %
· Important abstentionnisme en Europe
· Recul général des sociaux-démocrates »

L'HR n°1109 –mardi 12 juin 1979- publie en titre :

« Morosité électorale : 40% d'abstention après une campagne bien loin des enjeux réels. Chirac grand perdant »

La « **Déclaration du Secrétariat du PCML** » publiée aux pages 1 et 3, revient notamment sur :

« *le fort taux d'abstention, phénomène qui se retrouve dans la majeure partie des pays européens ayant participé à ces élections. Ces abstentions ont un sens politique. Elles traduisent pour l'essentiel le fait que l'enjeu de ces élections n'était pas clair pour de très nombreuses personnes. Un parlement européen pour quoi faire ? Des députés à ce Parlement européens pour quoi faire ?* ».

La déclaration indique également que :

« *Ces élections se sont déroulées de façon claire sous le signe de l'argent. Rappelons que c'est pour ces raisons d'argent que les marxistes-léninistes n'ont pas été en mesure de présenter une liste à ces élections.* »

Mobilisations contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

Durant les mois de septembre/octobre d'importantes mobilisations contre les lois anti-immigrés Barre-Bonnet-Stoléru, rappellent le principe « travailleurs français-immigrés : une seule classe ouvrière ».

Le rassemblement à Garges le 29 septembre est un moment important dans cette mobilisation.

Le 26 octobre à la Mutualité sera organisé par le PCML et le PCRML, un meeting « contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru ».

En septembre accord confédéral CGT-CFDT

Le 17 septembre 1979 un accord confédéral est signé par la CGT et la CFDT.

Cet accord porte sur l'action en faveur des bas-salaires et des droits des chômeurs. Il n'aura pas d'effet car comme le rappelle Mark Kesselman et Guy Groux dans le livre « 1968-1982 : le mouvement ouvrier français : crise économique et changement politique » éditions ouvrières –1984- il est signé dans un contexte où il y a les divisions entre le PCF et le PS, des mauvaises relations entre le PCF et la CFDT.

Les développements et les tensions internationales des années 80 (Afghanistan, Pologne…) ne vont pas améliorer les relations entre PCF-PS-CGT-CFDT.

Pourtant Jacques Jurquet qui comme le rappelle l'HR n°1130 –vendredi 21 septembre 1979- fut aussi un « ancien cadre dirigeant de la CGT de 1947 à 1966 » déclare « **Notre adhésion active à l'accord CGT-CFDT** » -page 1-

Alsthom en lutte

En octobre démarre un conflit et des grèves avec occupations dans les usines Alsthom et notamment Belfort et Saint-Ouen (voir annexe 71 : le témoignage d'un ancien militant du PCMLF à l'Alsthom St-Ouen)

Petite chronologie et quelques titres de l'HR sur les grèves et occupations à l'Alsthom :

L'HR n°1143 –mercredi 10 octobre 1979- titre : « Grève reconduite à l'Alsthom-Belfort : Un conflit qui prend une dimension nationale ». En page 2, un article informe qu'à l'Alsthom-Belfort c'est le 12e jour de grève.

Le n°1145 de l'HR du 12 octobre 1979, annonce « Comme à Belfort : l'Alsthom-Saint-Ouen en grève ».

Les journaux ML, plus précisément le QDP et l'HR rendront régulièrement compte de la situation de la lutte des travailleurs dans l'ensemble du groupe Alsthom.

Le 15 octobre 1979 les travailleurs mettent en place « une radio de lutte » : Radio-Alsthom-Belfort (voir article page 4 de l'HR n°1172 du 22/11/1979.

Le 26 octobre, l'HR n°1155, annonce « Ceux d'Alsthom tiennent bon »

Le 19 novembre 1979, les flics interviennent dans l'usine d'Alsthom occupée.

L'HR n°1169 –samedi 17 dimanche 18 novembre 1979- titre : « Blocage économique de Belfort jeudi : Succès de la solidarité ! ».

Pour l'HR n°1171 du mercredi 21 novembre 1979 : « Les Alsthom tiennent bon ! »

Le 22 novembre c'est la fin de la grève à Saint-Ouen. L'HR n°1174 –samedi 24 dimanche 25 novembre 1979- annonce en page 3 « Alsthom-Unelec-St-Ouen : La grève totale est suspendue par les travailleurs ». L'article analyse « Les premiers fruits de la lutte ».

L'HR n°1175 –mardi 27 novembre 1979 annonce en page 3 : « Le travail a repris à l'Alsthom-Belfort »

Le dos au mur : un film de Jean Pierre Thorn relate la grève de l'Alsthom St Ouen **(voir annexe 72)**

En 1981 l'HR –hebdomadaire- n°1244 –du 10 au 16 avril 1981- consacrera sa page 11 à ce film.

Reconduction de la loi Veil

La fin de l'année est également marquée en novembre par l'intensification des débats autour de la reconduction de la loi Veil (17 janvier 1975) dépénalisant l'avortement, et les mobilisations pour levée les restrictions à l'IVG (interruption volontaire de grossesse).

Comme le rappelle Maud Moulin :

> *« Cette loi, proposée par la droite, doit sa victoire au soutien des voix de gauche. Cette victoire reste cependant inachevée, la loi est en effet temporaire, valable uniquement pour cinq ans, un réexamen de la loi étant prévu. Une commission est ainsi instituée en 1979 pour évaluer la loi et son application. Les conclusions du rapport Delaneau présenté à l'Assemblée sont favorables à sa reconduction. » (…) La reconduction de la loi donne lieu, de nouveau, à des débats publics passionnés. Les opposants souhaitent, si ce n'est la supprimer, tout au moins en restreindre l'accès à de "véritables" situations de détresse. La mobilisation des femmes (50000) lors de la manifestation du 6 octobre 1979, puis des partis politiques et des syndicats le 24 novembre, montre que l'opinion publique n'accepterait pas un retour en arrière. La loi est votée définitivement le 30 novembre 1979 par 271 députés contre 201. Elle est promulguée le 1er janvier 1980. ».*

En avant vers le IVe congrès du PCML

L'HR n°1122 –mardi 11 septembre 1979- annonce que « *Les 8 et 9 septembre, s'est déroulé dans une commune des Bouches-du-Rhône la 9e session du Comité central du PCML. Le Comité central a entendu un rapport du camarade Jacques Jurquet, secrétaire général, sur les acquis et les problèmes du Parti et les questions immédiates auxquelles il se trouve confronté sur les plans théorique, politique et organisationnel. Après un débat approfondi, divers mesures concrètes ont été prises et le Comité central a décidé la convocation du 4e congrès. Notre quotidien fournira d'autres informations au sujet de cette session qui a revêtu une importance particulière.* ».

L'HR en difficulté financière

L'HR n'a jamais caché ses difficultés financières. Dans l'édito du n°1123 du 12 septembre 1979, Jacques Jurquet précise « ***Les conditions de la poursuite de la parution de notre quotidien*** » et pose la question : « *faut-il ou non maintenir la périodicité quotidienne de l'Humanité rouge ?* ».

Une tribune de discussion pour le 4e congrès du PCML

En une de l'HR n°1146 –samedi 13 dimanche 14 octobre 1979- l'article « X^{e} session du Comité central du PCML » annonce :

> « *Le Comité central du PCML a tenu sa 10e session issue du 3e congrès les 5 et 6 octobre à Paris. A l'ordre du jour figurait l'amélioration du fonctionnement du centralisme démocratique, des méthodes de direction et du travail du Parti à tous les niveaux, tenant compte notamment des possibilités offertes par la légalité du Parti. Plusieurs décisions ont été votées par le Comité central concernant essentiellement le fonctionnement démocratique et centraliste du Parti d'une part, la prise en compte du processus d'unification avec le PCRml d'autre part.*
> *L'une de ces décisions concerne L'Humanité Rouge dans les colonnes de laquelle sera largement ouverte très bientôt une tribune de discussion dans le cadre de la préparation du 4e congrès de notre Parti.* »

A partir du n°1154 du jeudi 25 octobre, L'HR annonce le lancement d'une rubrique « **Préparons le IVe congrès du PCML : Tribune de discussion** » **(voir liste dans annexe 81)**

Dans quelques mois, un seul parti marxiste-léniniste

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°980 -jeudi 25 octobre 1979- annonce : « Dans quelques mois, un seul parti marxiste-léniniste » -page 1- et publie en page 3 le " ***Protocole d'accord pour l'unification du PCML et du PCRml*** "
L'Humanité rouge n°1154 du jeudi 25 octobre 1979, publie également le texte « Dans quelques mois, un seul parti marxiste-léniniste » signé par Max Cluzot et Jacques Jurquet et le « *Protocole d'accord…* ».

HR et QDP : la fusion

Le Quotidien du peuple édité par le PCRml depuis septembre 1975, s'arrête au n°1020 le samedi 22, dimanche 23 et lundi 24 décembre 1979. Ce n° est le dernier portant le sous-titre "Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste". Le quotidien du PCML : L'Humanité-Rouge va fusionner avec celui du PCRml comme le prévoyait le protocole d'unification signé en octobre 1979.

Le PCRml lance un nouveau magazine

-Octobre.-Novembre 1979 : « La vie du Parti » bulletin intérieur du PCRml annonce dans le n°41 le lancement d'un magazine de débats « Une arme nouvelle pour le Parti : le quinzomadaire ».

Fusion, unification…

Si la fusion des 2 quotidiens ML est une bonne chose qui arrive malheureusement trop tard, il n'en reste pas moins que ce courant politique est très divisé. Un article publié en juillet/août 1977 dans le journal de l'UCFML « **Le Marxiste-Léniniste** » n°18/19 : « ***Les marxistes-léninistes aujourd'hui*** » -pages 19 à 22, montrait déjà la grande division des ML,

malgré les rapprochements entre HR et PCRml. L'article très critique et sectaire (dans le style et le jargon utilisé par l'UCFML) vis-à-vis des autres organisations indiquait : « *Chacun sait qu'en France, il y a de très nombreux groupes se revendiquant du marxisme-léninisme. Un recensement récent fixait le nombre à 21 !* » -page 19-

…dans un contexte difficile

Comme indiqué plus haut l'année 1979 capitalise les processus engagés depuis le début de la décennie, mais surtout depuis 1977 (crise du PCF, tensions internationales, offensive idéologique contre le marxisme, adaptation du capitalisme en crise, attaque contre le collectif ouvrier, mutations dans la classe ouvrière –précarisation, chômage-).

Au vu de la densité des événements de l'année 1979 et notamment la lutte des ouvriers sidérurgistes et celle dans le trust Alsthom, les forces réelles mais faibles et divisées du « mouvement marxiste-léniniste » n'ont pas pu faire face et progresser.

Le « recentrage » de la CFDT en est l'illustration parfaite. Sa critique se fait au moment où le PCF pour les besoins de sa stratégie opère une « gauchisation » de son discours face au PS. Et certains aspects positifs et justes (mais très minoritaires) contenus dans la ligne du recentrage (vis-à-vis de l'Union de la gauche par exemple) se trouvent totalement détournés et pollués par le PCF qui se lance dans une critique virulente contre la CFDT et son recentrage. Résultats des courses, le fond et la forme de la lutte contre « le recentrage » se trouve capté par le PCF (qui dénonce parfois justement certaines positions de la direction CFDT, mais dans le cadre de la rivalité interne à l'union de la gauche). Les tentatives d'oppositions au sein de la CFDT sont prises en tenaille et finalement, c'est la direction CFDT qui en bénéficiera. Le recentrage passera malgré tout, les exclusions des opposants à la ligne de Maire-Chérèque se poursuivront.

La « nouvelle droite » dans le sillage des « nouveaux philosophes »

La médiatisation de la « nouvelle droite » est le résultat de l'offensive idéologique lancée notamment depuis 1974-75, mais aussi en parallèle : des abandons et reniements du PCF (sur la dictature du prolétariat, ou de la campagne sur les dissidents…)

Il est significatif que ce soit au XXIIIe congrès que parallèlement le marxisme-léninisme est rejeté de ses statuts au profit de la référence à l'autogestion.

Des mobilisations ont lieu dès l'apparition de la « nouvelle droite », comme en témoigne, ***La Forge*** (organe du PCOF) n°10 –du 15 au 30 novembre 1979- qui publie en page 6 : « ***Mobilisation active contre la ''Nouvelle Droite''*** ». Ce courant fascisant est également dénoncé et critiqué par Léon Cladel dans ***l'Humanité Rouge*** n°1186 –mercredi 12 décembre 1979- dans un article intitulé : « ***Nouvelle droite : Le GRECE, le prince et le président*** » où il indique page 5 « *Le GRECE vous vous rappelez. C'est un des groupements de la Nouvelle droite dont on a tant parlé au printemps.* (…) *ce groupement organise à Paris le 9 décembre au Palais des congrès* » une rencontre sur le thème « *contre tous les totalitarismes* ». L'article de Léon Cladel se poursuit en ciblant la Nouvelle droite et son leader Alain de Benoist, et montre la démarche complémentaire de ce courant avec les « *nouveaux philosophes* ».

Quatrième partie

CHAPITRE 11

1980 : Le début d'une décennie cauchemardesque

L'année 1980 marque l'entrée dans la décennie, sur la base de l'échec de la gauche en 78 et de sa désunion, de la division syndicale entre la CGT et la CFDT, de la crise, du chômage, des nouvelles politiques patronales, du développement de la précarité (hors-statuts, intérimaires, sous-traitance) donc d'une transformation des contours de la classe ouvrière (mais pas de sa disparition).

Dans mon introduction, j'ai cité un extrait du livre « **Propriété et expropriations.** ***Des coopératives à l'autogestion généralisée*** » où un passage indique : « *Avec le chômage de masse et les solutions social-libérales, les années 1980 ont été en France, après la victoire de la gauche, celles qui ont détruit les capacités de mobilisation et affaissé l'exigence de changement.* ». Peut-on se contenter de mettre en avant l'importance des années 80, mais sans rien dire sur l'origine de celles-ci ? sans rien dire sur les responsabilités du PCF dans le renforcement des illusions électoralistes et la gestion du système par l'ensemble de la gauche ?

Il est juste de critiquer la « *deuxième gauche* », les « *solutions et les thèses social-libérales* » mais c'est oublier un peu vite, que cette deuxième gauche est totalement homogène de l'ensemble du concept de gauche qu'elle soit classique (première), « révolutionnaire » (extrême), « critique » (radicale) ou « alternative »...

Ce qui émerge en 80, c'est bien ce qui était déjà en gestation dans les années 70.

C'est aussi la poursuite et le développement des attaques contre le marxisme, et c'est les tensions sur le plan international : le Salvador et la poursuite de la guerre en Afghanistan.

Mais c'est surtout les événements en Pologne durant l'été qui auront un impact sur la politique mondiale.

L'été 1980 est marqué par la mobilisation des ouvriers polonais, notamment les grèves des chantiers navals à Gdansk et la création du syndicat Solidarité (solidarnosc en polonais).

Le journal « **Pour Le Socialisme** » va consacrer plusieurs articles sur la situation polonaise et sur son soutien à Solidarité/Solidarnosc **(voir liste des articles de PLS sur la Pologne de 1980 à 1982 en annexe 103)**

Le livre de François Cusset « **La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980** » sortie en 2006 donne de nombreux éléments sur cette décennie, ses racines et ses prolongements actuels. Il montre que la décennie 80 est bien le produit des processus idéologiques et politiques engagés dans la décennie 70.

A signaler aussi : « **A droite toute ! Le tournant des années 1980** » de *Marco Sazzetti* aux Editions Libertaires –2013-

Cette année 1980, c'est la mise en place des stratégies pour les élections présidentielles de mai 1981. La proximité de ces élections, c'est un élément qui produit une double réaction, à la fois la division et en même temps l'unité. Ce double aspect unité/division sera prédominant dans la période. Surtout que nous sommes à la sixième année du règne de Giscard, à la quatrième année de plan Barre, de la mise en place de véritables campagnes racistes contre les immigrés avec les mesures Stoléru en 1977, puis les lois Barre-Bonnet-Stoléru en 1979…

Ce contexte renforce la volonté de changement et les illusions sur la gauche. Le développement de la pétition 'Appel pour l'union dans les luttes' comme l'indique l'article de Didier Delorme « ***De nombreux militants de la CGT ou du PCF signent l'appel pour l'union dans les luttes*** » publié dans Le Quotidien du Peuple n°3 (nouvelle série) –mardi 8 janvier 1980- édité en commun par le PCML et le PCRML -page 4- : « *lancé le 18 décembre 1979, par une centaine de personnalités, membres du PCF, du PS ou sans parti, a recueilli plus de mille signatures dont celle de plusieurs responsables confédéraux de la CGT.* »

Cette gauche politique et syndicale est en crise et en recomposition. La poursuite et l'agravation des attaques contre le marxisme est un point essentiel pour la bourgeoisie, car elle permet à la fois de combattre la gauche en général et les révolutionnaires en particulier. Les fruits amers des campagnes anticommunistes des années 70 font leurs effets dévastateurs dans les années 1980, l'intervention soviétique en Afghanistan sera aussi un élément important dans ce contexte. A cela va se greffer la Pologne, le syndicat 'Solidarnosc' et la présidence de Ronald Reagan aux USA.

Les thématiques et les évolutions des années 80 vont déboucher sur une période de défaitisme, de résignations. Ce sont les conséquences de ce qui était déjà en germes dans les années 70. Progressivement, la deuxième gauche a pu construire habilement une sorte d'hégémonie sur le plan culturel, politique, syndical, associatif… et influencer fortement la gauche (PS-PCF-MRG), la CFDT, partiellement la CGT, certaines fractions de l'extrême gauche et du mouvement écolo. Les années 80 sont particulièrement décisives pour le mouvement ML car c'est sous le septennat de Mitterrand que vont disparaître :

-le PCRML en 1983
-le PCML en juin 1985
-L'UCFML en 1985

Il est d'ailleurs important de noter que ces partis et cette organisation sont passés par l'abandon de la référence au ML :

-en 1982 le PCRML devient PCR
-en 1983 l'UCFML devient UCF
-en 1985 le PCML devient PAC

Pour ce qui est de l'OCFML (Drapeau Rouge), en février 1981 se déroule son 3ème congrès. Le n°94 de Drapeau Rouge d'avril 1981, porte le sous-titre « *journal de l'Organisation Communiste de France (démocratique)* ».

Pour les ML l'année 1980 est particulière, car c'est :

-la poursuite, puis l'abandon du processus d'unification du PCRml et du PCML
-la fusion des deux quotidiens ML
-la disparition du quotidien édité en commun par le PCML et le PCRml
-la préparation depuis octobre 1979 du 4e congrès du PCML qui se tiendra début 81 (voir la liste des articles de l'HR concernant la préparation du IVe congrès en **annexe 82**).
-le lancement par le PCML d'une candidature marxiste-léniniste pour les présidentielles

Les thèmes du début de l'année sont principalement :

le débat sur la réduction du temps de travail
la lutte des hors-statuts
la mobilisation contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff
la répression du pouvoir Giscardien
la division syndicale CGT-CFDT
la dégradation des relations PCF-CFDT (Edmond Maire porte plainte contre le PCF…)
la guerre en Afghanistan et les conséquences dans le PCF et la CGT
le débat au sujet du boycott des Jeux Olympiques à Moscou

D'autres sujets illustrant la fin du règne de Giscard, vont s'imposer au cours de l'année :

-la défense des libertés et notamment les menaces liées au projet de loi Peyrefitte « sécurité-liberté »
-le développement des groupes néo-nazis (FANE, FNE)
-le débat autour du « produisons français » mis en avant par le PCF et la CGT

La CGT en mutation…

Une conséquence des critiques sur les liens entre le PCF et la CGT c'est aussi l'évolution de celle-ci… vers des positions d'abandon de références comme la socialisation des moyens de production et l'abolition du salariat.

Une CGT sous pressions et convoitée

Si pendant longtemps dans la CGT, la double pression du PCF et du PS était largement défavorable à ce dernier, le rapport de force se modifie après l'échec de la gauche en 1978, pour trois raisons :

-1 – la crise du PCF
-2- l'offensive du PS (qui se renforce électoralement, qui marque des points dans la CFDT, récupère les écolos…)
-3- la stratégie de Mitterrand pour être élu en 1981

Un article d'Henri Mazereau dans l'HR n°1073 –samedi 14 dimanche 15 avril 1979- indique très justement « ***PS : la CGT l'intéresse*** » -page 4- **(lire en annexe 83)**

Il n'est donc pas étonnant que sous la double pression du PCF (qui se rapproche idéologiquement du réformisme classique) et du PS (social-démocrate réformiste) la CGT dans la période des bouleversements idéologiques des années 70, s'oriente vers l'abandon du peu qu'il lui restait de positions de classe. C'est sur ce terrain qu'il faut comprendre le processus de CFDTisation de la CGT qui s'est accéléré avec Viannet et Thibault. A cette double pression, il faut aussi tenir compte de celle de la bourgeoisie qui s'est engouffrée dans les fissures de la CGT à partir de 1978 et notamment de son 40e congrès.

Un recentrage… de la CGT ?

Il n'est pas totalement idiot de se poser la question de l'existence d'un recentrage de la CGT.
Le terme même de recentrage (certains utilisent plutôt celui de CFDTisation) peut-il s'appliquer à la CGT ? De quelle nature serait-il ? Quand, comment et par qui fut-il mis en œuvre ? Y-a-t-il des oppositions internes à ce processus ? La mutation réformiste de la CGT ne cache-t-elle pas autre-chose ?

La désafilliation de la CGT avec la FSM, l'adhésion à la CES, la « prise de distance avec le PCF », l'abandon de l'abolition du salariat, sont des éléments précis qui illustrent l'évolution (mutation réformiste, recentrage, CFDTisation) de la CGT sur une période de plus de 30 ans.

Pour ne pas trop alourdir ce chapitre 11, des élements sont disponibles concernant :

-la liste des congrès de la CGT avec des commentaires et des liens **(voir annexe 85)**

-une réflexion concernant l'ouvrage de Leïla de Comarmond : « **Les vingt ans qui ont changé la CGT** » est proposée autour des questions sur : Mutation réformiste et recentrage de la CGT, ''rupture'' avec le PCF : quels bouleversement ? **(voir annexe 86)**

-sur la CGT et la CES –Confédération Syndicale Européenne-, le site du **Front Syndical de Classe** en date du 22 septembre 2015, publie : « ***Histoire de l'adhésion de la CGT à la CES ». 1999, adhésion de la CGT à la CES : une capitulation face aux conditions de la CES et de la CFDT*** » **(voir annexe 87)**

Si le recentrage de la CFDT est assez connu, celui de la CGT reste malgré tout assez peu étudié. Le recentrage de la CGT est peut-être plus complexe car ce syndicat a une histoire plus longue et plus mouvementée. De plus à la différence de la CFDT, la CGT a été très influencée par les thèses du PCF alors que celui-ci avait abandonné et renié progressivement les principes fondamentaux du marxisme, et était devenu un parti révisionniste. Ce qui fait que le recentrage de la CFDT se produit dans un syndicat réformiste 'malgré certaines influences révolutionnaires en interne' et que celui de la CGT se produit dans un syndicat influencé par le révisionnisme en crise. C'est aussi ce qui produit des contradictions internes entre certains courants l'un est issu du révisionnisme (mais se revendiquant formellement de la lutte des classes et de la lutte contre le réformisme –comme le FSC-), et un courant très droitier qui veut passer directement à un syndicat réformiste proche de la CFDT.

Pour l'encyclopédie Wikipédia, le FSC « *est issu des courants conservateurs du PCF, désignés comme staliniens. » (…) « Le FSC est proche de la Fédération syndicale mondiale (FSM) du point de vue syndicalisme mondial et milite pour son adhésion.* » (…) « *Dans le cadre d'un Arc républicain de Progrès (du 29 mai 2010) il appelle notamment à rétablir "l'indépendance nationale" et à relancer "le produire en France". Celle-ci étant présentée comme "vassalisée par l'oligarchie germano-américaine".* »

Encore faut-il préciser que certaines tendances critiques au sein de la CGT sont proches ou issues du trotskisme (POI) et que l'OCML-VP qui se revendique du marxisme-léninisme et du maoïsme anime depuis 2005 le blog « **Où va la CGT ?** »

En 2005 une bataille interne s'engage au sein de la direction de la CGT au sujet du projet de TCE –traité constitutionnel européen- soumis à un référendum.
La CES est évidemment pour le vote oui à ce TCE, Bernard Thibault est lui aussi favorable à ce TCE et il fut mit en minorité au sein de la direction de la CGT qui s'engagea pour le Non.

Le recentrage de la CGT a beaucoup de points communs avec ce que Robert Hue a entrepris avec la mutation du PCF : Faire un constat de crise, mettre en avant la nécessité d'un changement, définir des opposants (archaïques, conservateurs…) et des ''modernistes''.
Les « modernistes » (qui ont le beau rôle) sont évidemment là pour justifier des orientations nouvelles visant à s'engager définitivement sur un rejet unilatéral du passé… et proposer la camelote réformiste.

Questions syndicales et presse du PCRml : QdP, PLS et QFA

L'OSR veut « jouer le jeu… »

Selon Christophe Bourseiller « **Les Maoïstes** » -page 292- Les militants de l'Opposition syndicale révolutionnaire décident « *de jouer enfin le jeu syndical : ils sont presque tous adhérents à la CFDT. Ils vont maintenant briguer des postes et entrer dans la hiérarchie de la confédération. Le PCR (ML) contrôlera par exemple le syndicat CFDT des administrateurs de l'INSEE.* ».

-Le Bulletin intérieur du PCRml : « **La vie du Parti** » n°42 –janvier 1980- publie pages 10 à 16 une « ***Contribution au débat sur les rapports parti-syndicat aujourd'hui (et nos références marxistes-léninistes)*** » signé de Stéphane – Groupe de travail syndical
Cette contribution sera également publiée dans le n°8 de **Front Rouge** (nouvelle série) –1er trimestre 1980- aux pages 67 à 73 et signée de Stéphane Raynal.
La vie du Parti va également publier d'autres articles sur le sujet du travail syndical :
Le n°45 –mai 1980- consacré au « ***Rapport de la Conférence Nationale convoquée sur la base de l'Appel n°7*** » publie en pages 11-12-13- le « **Rapport de la commission syndical** ». Le n°46 de septembre 1980 revient sur le « ***Rapport de Conférence de travail sur les syndicats*** » qui a eu lieu en juin 1980.

-Vendredi 4 janvier 1980, sort le n°1 –nouvelle série- du quotidien marxiste-léniniste « ***Le Quotidien du Peuple*** » édité en commun avec le PCRml et le PCML. Le dernier n° (le 69) paraîtra le jeudi 10 avril 1980.
-Février 1980 : sortie du n°1 de « **Que faire aujourd'hui ?** ». Il s'agit d'un quinzomadaire publié par le PCRml. Le n°18 date de février 1982. Un n°19 sur la CGT était en préparation, est-il paru ?

-Avril : Sortie des n°5 et 6 de la revue « **Que faire aujourd'hui ?** » consacrée à « **Qu'est-ce que la CFDT ?** »
-Le n°1 de l'hebdomadaire « **Pour le socialisme** » -organe central du PCRml- du 30 avril au 6 mai 1980- indique dans son éditorial en page 1 que « *de nombreux sidérurgiste de Longwy désapprouvent la position de la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT en faveur de la restructuration de la sidérurgie* »
Dans ce n°1, *Gérard Privat* signe un article en page 2, intitulé : « **Pour la reparution du Quotidien en septembre** »
Le n°61 de « **Pour Le Socialisme** » en date d'avril 1982, semble être le dernier numéro paru.
-Dans le n°45 de « **La vie du Parti** » (mai 1980) : Bulletin intérieur du PCRml, un article pages 4-5-6-7- intitulé : « ***Le système de presse du parti*** », donne des éléments sur la situation et l'évolution des publications du PCRml :
Le sujet du maintien, du financement et de la reparution du **Quotidien du Peuple** est largement abordé dans ce n°45 de **La vie du parti** : « *la reparution du quotidien le 15 septembre* » annonce le PCRml en mai 1980.
Dans le n°10 de **Pour le Socialisme**, une rubrique intitulée « ***le PCRml communique*** » -page 9- publie deux communiqués l'un pour la « ***Libération de Colette Meynard !*** » et l'autre sur « ***Le Quotidien du Peuple*** » voici ce qu'il y est écrit :

> « Contraint, du fait des conditions financières imposées par le pouvoir à la presse, de suspendre sa parution le 10 avril 1980, *le Quotidien du Peuple* ne reparaîtra pas le 15 septembre, comme il avait été initialement prévu.
> Le PCR ml tient à déclarer que cette non-parution ne saurait signifier son renoncement à l'existence d'une presse communiste quotidienne. Bien au contraire, le PCR ml entend oeuvrer dès maintenant à ce que soient réunies les conditions aujourd'hui nécessaires à la reparution d'un tel quotidien :
> — par une large réflexion sur le journal quotidien dont ont besoin les forces anticapitalistes qui ne se reconnaissent pas dans les directions des grands partis.
> — par une recherche des moyens indispensables.
> Le PCR ml publie l'hebdomadaire : *Pour le Socialisme* dont le numéro de rentrée paraîtra le 10 septembre.

Fait à Paris le 8 septembre 1980 ».

QFA, CFDT, « nouvelle culture politique »

Le dossier « ***Qu'est-ce que la CFDT ?*** » publié en deux parties dans les n°5 et 6 de la revue « **Que faire aujourd'hui ?** » donne beaucoup d'éléments de réflexion et permet de comprendre l'évolution de la CFDT dans le cadre de la « nouvelle culture politique » (les deux cultures : Rocard 1977) qui sera appelée « deuxième gauche » à partir de 1982 avec la sortie du livre « **La deuxième gauche Histoire intellectuelle et politique de la CFDT** –Hervé Hamon et Patrick Rotman- 1982 – Ramsay éditions.
Le n°5 de QFA « Qu'est-ce que la CFDT ? (partie 1) » annonce en couverture le thème qu'il publie de la page 19 à 52. Le sommaire de ce n°5 montre qu'il y a bien un lien, une cohérence entre l'histoire « *de la CFTC à la CFDT* », ainsi que son évolution liée aux thèses de la deuxième gauche (doctrine sociale de l'Eglise, assises pour le socialisme, autogestion, antitotalitarisme, adaptation au capitalisme). Ces thèses seront dominantes dans la culture politique de nombreux membres de la future élite du PS qui gouvernera en 1981 avec Mitterrand. L'adaptation et la gestion du capitalisme en crise sur la base de la défense des intérêts de l'impérialisme français sera bien la politique mise en place très rapidement par le PS avec le soutien du PCF jusqu'en 1984.
En 1982, Jacques Delors et Edmond Maire se prononcent pour la rigueur… qui sera mise en place… dès septembre 82 (blocage des salaires) ce qui provoquera également des contradictions internes dans la CFDT. Le livre de René Georges Lefort *« **La gestion sociale-démocrate : Critique de gauche du gouvernement de gauche** » –Editions Claude Palmer 1984-* donne de précieux éléments sur cette période, même s'il reste plein d'illusions sur le fond et notamment sur son analyse de la gauche ou du PCF.

La presse du PCML en 1980

Le système de presse du PCML au cours de l'année 80 est marqué par la fin en avril du QDP qu'il éditait en commun avec le PCRml depuis janvier **(voir chapitre 12)**.
En dehors de son bulletin intérieur ou de ses bulletins locaux et régionaux, il publie en 1980 :
-l'Humanité Rouge –bimensuel- du n°68 à 75 pour la période de janvier à fin avril.
-l'Humanité Rouge reprend une parution hebdomadaire du n°1203 (76-nouvelle série) du 26 avril au 7 mai 1980-
-Prolétariat (revue théorique du PCML) ne paraît pas en 1980. Il ressortira en 1981 au n°22 **(voir annexe 100, paragraphe : Prolétariat : 10 ans d'existence)**

L'offensive idéologique

Commencée au milieu des années 70, l'offensive et les bouleversements idéologiques vont avoir des effets directs dès le début de la décennie 80 et notamment dans le premier septennat de Mitterrand.
Si l'aspect de cette offensive en terme philosophique ou historique, notamment contre le marxisme est essentiel, un autre aspect déterminant qui lui est lié, c'est celui du soutien aux thèses économiques mises en avant par Ronald Reagan aux USA (à partir de 1980) et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (à partir de 1983).

L'anticommunisme de cette période est lié à :

-une offensive antimarxiste
-un approfondissement de la crise économique
-un renforcement des risques de guerre
-un soutien à la stratégie guerrière de Reagan et ses missiles (Pershing) contre les SS20 de l'URSS
-une mutation et une transformation de la classe ouvrière (liée à l'introduction de l'informatique)
-la crise de l'URSS et des pays de l'Est
-l'accélération de l'internationalisation du capital
-l'union européenne comme instrument du capital financier

Ces éléments vont constituer une offenvive idéologique pro-capitaliste-impérialiste se présentant comme la seule et unique alternative (politique et économique) pour les peuples.

Le PCF, les trotskistes, les marxistes-léninistes, l'autogestion et la « deuxième gauche »…

Si la « deuxième gauche » (PSU, CFDT…) a été le fer de lance de la promotion de l'autogestion en France, le PCF fut aussi pendant une période, adepte de l'autogestion.

Le soutien du PCF à l'autogestion a une histoire, qu'il faut connaître pour comprendre sa démarche.

Les racines historiques de la conception de l'autogestion remontent au mouvement ouvrier et notamment à la Commune de Paris. Puis en 1920 en Ukraine notamment avec des groupes se revendiquant de l'anarchisme…

Dans les années 1936 des expériences d'autogestion en Catalogne notamment sous l'influence de courants anarchistes. La Yougoslavie de Tito dès les années 50 se revendique et met en place un système basé sur l'autogestion. Avant 1968 l'autogestion est surtout défendue par les courants politiques se réclamant de l'anarchisme, du conseillisme, du communisme libertaire ou du syndicalisme-révolutionnaire.

La CFDT en 1968 s'en réclame, mais certaines structures comme Hacuitex en 1964-1965 y faisaient déjà référence, de même que le PSU qui en fait même son cheval de bataille, les trotskistes de l'AMR, le PS en 1972…

Serge Mallet est un ancien résistant, qui fut membre du PCF de 1945 à 1958. A la création du PSU il devient membre du comité politique national de celui-ci. La fiche wikipédia sur Serge Mallet, précise que dés 1963, il publie : **La Nouvelle classe ouvrière**. L'ouvrage résume ses théories sur l'évolution sociologique des pays capitalistes : l'émergence de "couches nouvelles" modifie la nature des revendications de classe dans la société. Celles-ci sont en effet moins intéressées par l'amélioration matérielle de leur situation, qui est déjà satisfaisante, que par l'accès aux responsabilités dans la gestion de l'entreprise et dans la détermination des politiques économiques globales. Ces analyses, qui rencontrent celles du courant Reconstruction de la CFTC (en passe de devenir la CFDT) va constituer la base de la revendication autogestionnaire de la "deuxième gauche" jusque dans les années 1970.

Le site de l'ITS –Institut Tribune Socialiste- présente un article de Serge Mallet sur **La nouvelle classe ouvrière et le socialisme :** publié en 1965 par la ***Revue Internationale du Socialisme***, n°8 – pages 161 à 184 : **«** *Répondant à un exposé d'Herbert Marcuse sur le socialisme dans la société industrielle, Serge Mallet expose les changements intervenus dans le travail de la classe ouvrière dont les modes de production ont été modifiés par l'introduction de l'automatisation. Il confronte les théories de Marx, Proudhon et Marcuse et analyse les mécanismes de production des sociétés capitalistes.* ».

PCF, CGT et autogestion : « formule creuse », « réformiste », pleine d'illusions et de confusion…

Georges Séguy (dirigeant de la CGT et membre du CC du PCF) déclare : "L'autogestion, c'est une formule creuse" dans l'Humanité du 22 mai 1968.

Henri Krasucki dirigeant CGT et PCF dans « Syndicats et lutte des classes –Editions Sociales 1969- page 104 écrit « la CFDT est une organisation fondée sur les conceptions réformistes (…) La CFDT espère améliorer le capitalisme sans s'attaquer à la domination des monopoles sur les moyens de production et sans poser sérieusement le problème du pouvoir politique. C'est ce qui explique les illusions sur la cogestion, l'autogestion, le pouvoir syndical etc. ». Dans **La Vie Ouvrière** du 9 février 1972, il parle d'une idée qui permet la confusion.

Avril 1971 : Le CERM organise une « Semaine de la pensée marxiste » (22 – 29 avril 1971) sur le thème « 100 ans après la Commune. Problèmes de la révolution socialiste en France ». Plusieurs soirées de débats regroupant des intervenants membres du PCF, du CERM, de la CGT, du PS et de la CFDT sont programmées. La direction du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes « souhaite que les débats de cette semaine fassent l'objet d'une publication en un volume si tous les participants en sont d'accord » indique Guy Besse directeur du C.E.R.M. à la page 9 du livre qui sortira en septembre aux Editions Sociales sous le titre « 100 ans après la Commune. Problèmes de la révolution socialiste en France ». Dans cet ouvrage, quatre débats y sont reproduits. L'un d'eux est consacré à la « Démocratie socialiste ». Dans celui-ci, y interviennent : Guy Besse : (CERM), François Billoux : membre du BP du PCF, René Buhl : secrétaire confédéral de la CGT, Denis Cépède : membre du Bureau directeur du PS et secrétaire général de l'O.U.R.S., Claude Estier : Secrétaire général de la Convention des institutions républicaines (le CIR a rejoint le PS en juin. Claude Estier sera aussi sénateur, député et dirigera L'Unité, l'hebdomadaire publié par le Parti socialiste français de janvier 1972 à décembre 1986.),

Krumnow Alfred : membre de la Commission exécutive de la CFDT.
Krumnow Alfred -dit Frédo- (1927-1974 ;
Ancien de la CFTC, JOC, membre du PSU, et de la direction de la CFDT. Il est intervenu au meeting de Charléty en mai 68.).
Dans l'ouvrage « **Problèmes de la révolution socialiste en France** », Krumnow y donne quelques éléments concernant sa conception de la démocratie socialiste et de l'autogestion.
A la page 108, il dit « *Ce qui pour nous caractérise une démocratie socialiste, c'est une modification profonde des rapports de production et d'échange. Comme je l'ai déjà dit, la propriété sociale des moyens de production et d'échange est un préalable indispensable, mais il ne nous apparaît pas comme suffisant. Il faut donc autre chose en plus pour caractériser une démocratie socialiste et c'est pour cela que nous avons ajouté deux éléments indissociables et complémentaires à la propriété sociales des moyens de production : l'autogestion et la planification démocratique.* ». Frédo Krumnow en pages 109 et 110, cite Lénine (L'Etat et la révolution) et Marx à propos de certaines « mesures prises par la Commune » (Electivité complète, révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal « salaire d'ouvrier »). Il fait le lien avec les « conditions à mettre en œuvre pour renverser les rapports de production et d'échange au profit des exploités ». A la page 110, il déclare que « *la planification démocratique* » est une « *caractéristique indissociable de l'autogestion et de la propriété sociale des moyens de production.* » et termine en page 111 en mettant en avant la ligne de la CFDT pour une société socialiste démocratique s'inscrivant dans une lutte associant le syndicalisme , les revendications matérielles et celles du pouvoir dans la perspective d'une démocratie socialiste.
Nous avons là, dans les propos de Krumnow, la philosophie à la fois ambiguë et claire qui servira à « la deuxième gauche » de paravent visant à se faire passer pour un courant « lutte de classe », « moderniste », « anticapitaliste ». C'est bien ce courant politique alliant certaines franges du gauchisme au réformisme, qui va s'imposer au sein de la CFDT progressivement. Il est aussi intéressant de noter que Lucien Sève directeur des Editions Sociales (ES), membre du Comité central (CC) du PCF, sera un des auteurs avec Jean Fabre et François Hincker, du livre : « **Les communistes et l'Etat** » qui fut réalisé –pour le PCF- en 1977, pour essayer de justifier l'abandon de la dictature du prolétariat.

Novembre 1971 : Le Parti Communiste Français publie aux ES un livre intitulé : « **Changer de cap : programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire** ». En fait ce livre programme avait été adopté le 9 octobre 1971 par le Comité Central du PCF. Beaucoup de points de ce programme seront repris 7 mois plus tard dans le « programme commun » signé par les partis de gauche.
L'introduction de « changer de cap » est signé de Georges Marchais. Dans le passage concernant « Notre but : le socialisme » page 12, Marchais précise :
« *Mais parlant de socialisme, il faut être clair. Il ne s'agit pas, en effet, de présenter comme du socialisme de pseudo-réformes qui ne visent qu'à aménager le capitalisme, ou bien de bavarder sur un prétendu «* socialisme autogestionnaire » *tout en refusant de s'attaquer réellement à la domination du grand capital financier.*».

Juin 1972 : Le programme Commun de gouvernement du PCF et du PS est signé. Dans le chapitre 1 de la deuxième partie à la page 111 « L'extension des pouvoirs des travailleurs », il y est noté :
« *Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles –que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique- déterminée par accord entre le pouvoir démocratique, la direction de l'entreprise concernée et les syndicats.* » .

En 1973, dans son livre « Le Défi démocratique » G. Marchais écrit page 182 : « Par exemple la conception que nous avons de la gestion démocratique montre dès aujourd'hui que l'économie socialiste en France connaîtra des formes d'autogestion nouvelles et originales. »

En 1973, dans son livre « **Le Défi démocratique** » G. Marchais écrit : « Si l'autogestion veut dire démocratie dans l'entreprise, dans les communes, dans la société, alors nous ne sommes pas contre. Mais si cela signifie prétendre apporter des changements dans la gestion des entreprises, sans les modifications structurelles nécessaires, sans poser le problème de la propriété, alors l'autogestion n'a pas de sens. »

-Paul Laurent membre du secrétariat du PCF, déclare dans L'Humanité du 15 février 1974 : « *Les communistes ne craignent personne sur le terrain de la perspective autogestionnaire.* »

-Dans son interview à l'Unité (hebdo du PS) publiée le 14 mars 1974,
Georges Marchais aborde une nouvelle fois le sujet de l'autogestion. L'Unité pose la question suivante à Marchais : « **Pour employer un mot qui fait encore problème au sein de la gauche, le mot autogestion, des débats et des colloques sont organisés sur ce thème. Le Parti communiste se déclare prêt à y prendre part. Sur quelles bases ?** » *Georges Marchais* fait la réponse suivante :

« *Tout d'abord, je trouve curieux que les partisans de l'autogestion, c'est-à-dire de la participation de tout le peuple à la gestion des affaires, aient exclu de la discussion sur ce problème le Parti communiste français, qui représente plus de cinq millions d'électeurs. C'est une singulière façon de s'affirmer pour l'autogestion. Cela dit, nous n'avons pas le fétichisme des mots. Et à partir du moment où l'on admet qu'il ne peut y avoir d'autogestion réelle sans l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière alliée aux autres couches laborieuses, sans la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, sans une planification démocratique, à partir du moment où ces principes fondamentaux sont admis, de quoi s'agit-il ? De déterminer les formes de gestion démocratique ? Les formes d'organisation de cette gestion ? Nous sommes prêts à en discuter avec tout le monde. Nous avons d'ailleurs publié des documents sur cette question. Et nous aurions pu apporter dans la discussion une expérience, puisque les municipalités communistes, sur la base du contrat municipal adopté lors des dernières élections, ont commencé à mettre en pratique des formes de participation directe de la population à la gestion.* »

En 1974 (le 12 et 13 octobre), l'opération politico-syndicale des « Assises du socialisme » menée par le PS s'inscrit dans un processus double, l'un vise la CFDT, l'autre le PS :

-L'élimination, l'exclusion de toutes les forces révolutionnaires qui mènent campagne contre la mainmise du PS et son soutien au « programme commun » au sein de la CFDT. Ce processus engagé dès 1974 va aboutir en 1979 sur le « recentrage de la CFDT » et par la suite à une collaboration ouverte et totale avec le patronat.

La CFDT d'Edmond Maire comme ses compères de la « deuxième gauche » prendra un certain recul et critiquera le Programme commun sur la base de l'autogestion. En fait cette « nouvelle » puis « deuxième gauche » mène un double combat. Celui contre « les gauchistes » et celui vis-à-vis de la gauche traditionnelle (dites première gauche), présentées comme marxiste, étatiste, rigide, jacobine, nationaliste…

-L'autre résultat des « Assises du socialisme » est l'adhésion de Michel Rocard et Robert Chapuis –leaders du PSU- … au PS. Le socialisme autogestionnaire sera adopté par le PS en juin 1975 –bien que l'autogestion soit défendue depuis 1972-. A ce sujet lire l'article dans **Front Rouge** n° 161 du 19 juin 1975 : ***Convention du PS : l'imposture de l'autogestion*** (Paul Lefort) -page 4-

La CGT vers les conseils d'atelier et l'autogestion

C'est sous le titre « **Années 1970 : la CGT vers l'autogestion ?** » que sur le site de l'Association Autogestion, Robi Morder, publie le 2 septembre 2012, un article revenant sur la chronologie, l'évolution et le soutien de la CGT à l'autogestion. En voici quelques extraits :

« *Par la suite, dans les années 1970 Jean-Louis Moynot dans la CGT, comme P. Zarifian se distinguent de la direction confédérale, en prônant ouvertement un « syndicalisme de proposition » décentralisé et des conseils d'atelier qu'ils vont tenter de mettre en place dans la sidérurgie autour de contre plans industriels.* » (…)

« *En avril 1977 la CGT organise un colloque sur la démocratisation de l'économie et le rôle des travailleurs. La transformation des structures de l'entreprise est désormais mise au même niveau que les nationalisations, et la transformation du contenu du travail et du rôle de l'encadrement sont plus profondément abordés.* » (…)

« *C'est aussi en 1977, que la CFDT se prononce pour des conseils élus d'atelier et de services dans les entreprises nationalisées, et par contrats négociés avec conseils élus et d'entreprise. La CGT accepte le principe d'une participation à la base, reprend finalement à son compte la formule de conseils d'atelier lors de son 40ème congrès.* »

Une utopie chrétienne ?

Une genèse intéressante de l'idée autogestionnaire en France est décrite dans le livre de 2012 « **A la gauche du Christ - Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours** » à la partie II - 1962-1981 section 4 chapitre « ***L'autogestion : une utopie chrétienne ?*** ». Il ressort clairement de ce chapitre que « *les militants et intellectuels « d'origine chrétienne » ont bien joué un rôle essentiel dans la construction et la diffusion de l'utopie autogestionnaire en France. Ils ont aussi contribué à son effacement.* ».

Dans l'introduction de ce chapitre page 373, Frank Georgi indique l'existence de l'ouvrage de l'OCI « **Les marxistes contre l'autogestion** » publié en 1974.

La préface de cet ouvrage publié par les trotskistes (lambertistes), indique :

« *La "théorie" de "l'autogestion" a été formulée et introduite au sein du mouvement ouvrier par les agents de cette institution réactionnaire, grande puissance spirituelle, mais très attachée aux biens de ce monde : l'Eglise.* » (…) « *En tant que "théorie", "l'autogestion" est un bricolage idéologique qui ramasse toute une série de vieilleries pré-marxistes, pour étayer cette nouvelle forme de la doctrine sociale de l'Eglise, dont la logique conduit au corporatisme. En vérité, "l'autogestion" est une rouerie politique, une machine de guerre construite pour mettre en cause l'indépendance de classe du prolétariat et tenter de détruire le mouvement ouvrier. Il s'agit de détourner la classe ouvrière de l'accomplissement de ses tâches historiques qui consistent à s'emparer du pouvoir politique, à se constituer en classe dominante, organisée et centralisée au moyen des conseils ouvriers, des soviets, à instaurer la dictature du prolétariat* ». Toujours dans ce livre de l'OCI, au chapitre « *Intérêt et limite des*

coopératives ouvrières. » l'analyse suivante, qui ne manque pas d'intérêt : « *Pour mieux mettre en lumière le contenu de " l'autogestion ", les rédacteurs de cet ensemble de textes et d'articles ont insisté sur le véritable sens et la véritable importance des coopératives ouvrières. L'expérience des coopératives ouvrières prouve que les prolétaires peuvent très facilement se passer des patrons et gérer leurs propres affaires. Mais les coopératives n'émancipent pas la classe ouvrière des rapports de production capitaliste. Elles sont soumises aux lois du marché, à l'ensemble des lois du mode de production capitaliste. Elles ne peuvent être le point de départ d'un nouveau mode de production. Inévitablement, à l'intérieur de l'entreprise coopérative resurgissent les vieux rapports, les anciennes différenciations et, plus ou moins rapidement, ils transforment la coopérative en une entreprise capitaliste comme les autres, à moins qu'elle ne disparaisse purement et simplement. Si exceptions il y a, elles se rapportent aux coopératives contrôlées par les syndicats ou les partis ouvriers. Celles-ci aussi sont obligées de se soumettre aux lois du marché, mais elles parviennent à se maintenir comme coopératives authentiques parce qu'elles sont soumises en contrepartie à une volonté politique qui émane des organisations de classe du prolétariat. Cette volonté politique s'oppose au mouvement spontané qui tend à transformer les coopératives en sociétés capitalistes n'ayant d'autre but que la production de la plus-value et la réalisation du profit. Il n'en est ainsi que parce que la gestion coopérative est alors subordonnée aux objectifs politiques généraux et fondamentaux du mouvement ouvrier. A y regarder de près, l'exemple des coopératives confirme que le prolétariat ne peut s'insérer à l'intérieur du mode de production capitaliste et y faire son trou. Seule la lutte politique et finalement la prise du pouvoir politique lui permet de marcher vers son émancipation.* »

Pour ou contre l'autogestion ?

Le courant trotskiste est divisé sur le sujet de l'autogestion est nous retrouvons là des fractures historiques de ce courant :

-La LCR (Pierre Franck) est pour l'autogestion, mais la lie avec le contrôle ouvrier et la référence à la dictature du prolétariat.

-L'Alliance Marxiste Révolutionnaire et les Comités Communistes pour l'Autogestion (Michel Pablo) font de l'autogestion la référence, le moyen et l'objectif principal.

-LO est contre : « L'autogestion, nouvel oripeau du réformisme »

-L'OCI (Pierre Lambert) nous l'avons vu plus haut s'oppose clairement à l'autogestion.

Le courant « ultra-gauche » est lui aussi divisé sur la question, c'est ce que montre Christophe Bourseiller dans son : « **Histoire générale de l'ULTRA-GAUCHE** » publiée en 2003 chez Denoël :

« *La revue* Négation *est issue du groupe* Archinoir. » (…) « *Elle paraît en mai 1972* » (…) « Négation *qui encense le pillage et le sabotage se place dans la perspective d'un dépassement du marxisme.* Négation *n°3 (1973) porte sur « Lip et la contre-révolution autogestionnaire ». À Besançon, les salariés de l'usine Lip viennent de remettre en marche la production, pour leur propre compte. Le Parti socialiste unifié et la CFDT se sont publiquement réjouis d'une telle « grève autogestionnaire ». Le thème de l'autogestion est à la mode. La plupart des groupes « ultra-gauche » le déclinent généreusement et appellent à « l'autogestion généralisée ».* Négation *s'élève contre un tel usage. L'autogestion est en réalité une forme de « gestion du capital ». Il faut maintenant effectuer un saut qualitatif. Bien loin de soutenir les salariés de Lip, les « ultra-gauche » les dénoncent, comme des agents de la « contre-révolution autogestionnaire ».* ».

Le Pcint –Parti Communiste international- (le courant Bordiguiste –référence à Amadeo Bordiga-, qui ne se revendique pas du trotskisme, mais qui est souvent classé dans « l'ultra-gauche ») est lui aussi contre l'autogestion. Son journal « **Le Prolétaire** » n°57 -septembre 1968- publie un article intitulé : « ***Le délire de l'autogestion*** ».

Serge Quadruppani (classé aussi comme ultra-gauche) est un écrivain (notamment de polars). En 1983 dans son « **Catalogue du prêt à penser français depuis 1968** » il indique justement, qu'environ quatre ans après 1968 « *Les réformistes radicaux (féminisme, écologie, autogestion d'entreprise) se substituèrent à la perspective de la révolution* ».

Roger Garaudy après avoir été l'un des « philosophes officiels » du PCF, ralliera et défendra les théses de l'autogestion dès 1968, il sera exclu du parti en juin 1970. En janvier 1973, il publie « **L'alternative – changer le monde et la vie** » chez Robert Laffont. Dans ce livre, Garaudy met en avant et cite très souvent l'autogestion, le socialisme d'autogestion :

--« *Une telle révolution est à la fois changement des structures, des consciences, de la culture. Le socialisme d'autogestion se définit par ce triple changement.* » -page 13-

--« *Quel socialisme ? le socialisme d'autogestion dont Marx a donné dans le Manifeste communiste la plus claire définition : " Une société où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous "* » -page 14-

--« La grève nationale, qui constitue non la seule forme de lutte, mais la forme principale pour instaurer un socialisme d'autogestion » -page 217-

Ces quelques extraits ne sont pas là pour illustrer l'ensemble des conceptions, des idées développées dans le livre de Garaudy, mais pour montrer l'importance que celui-ci accorde à l'autogestion, notamment sous sa forme « socialisme d'autogestion ». Il y reprend et y développe toutes les thèses de la « deuxième gauche ». Son ouvrage est précurseur de ce qu'il défendra dans son « **Appel aux vivants** » publié au Seuil en 1979.

Roger Garaudy dans son parcours politique, montre un certain opportunisme et une adaptation aux « modes politiques » du moment : communiste stalinien, puis anti-stalinien, chrétien, autogestionnaire, écologiste. Garaudy finira musulman puis défendra des thèses négationistes.

Guy Philippon dans « **Mon PSU (*Dialogue avec Stéphane Sitbon-Gomez*)** » indique que pour lui « *L'autogestion d'une certaine façon, c'est l'opposé du stalinisme* » (Deuxième partie chapitre : ***Enseignement, féminisme, immigration… L'effervescence militante*** – Les Petits matins – 2013- Version numérique-).

Il donne également une indication très intéressante dans la troisième partie (*1974-1981*) au chapitre « ***Un parti dans les luttes*** » : « *l'autogestion est effectivement devenue le projet central à partir de 1974 et pendant presque dix ans. C'est seulement par la suite, à partir des difficultés rencontrées, que le thème dominant de l'autogestion a été remplacé par celui de l'alternative.* » (**Mon PSU** –Philippon- version numérique-)

Pierre Duquesne dans **L'Humanité** du 22 juillet 2013, rend compte de la sortie du livre « **Mon PSU** », par un article intitulé : « ***Guy Philippon, infatigable apôtre de l'autogestion*** ».

Il précise :

« *À quatre-vingt-cinq ans, Guy Philippon est un infatigable militant de terrain, fidèle à ses engagements. Cela fait plus de cinquante ans qu'il milite dans le 20e arrondissement. Dont plus de trente ans comme animateur local du PSU. Cet agrégé de mathématiques a d'abord fourbi ses armes dans le Nord, aux côtés de madame Rose et des chrétiens de gauche engagés dans l'Union de la gauche socialiste (UGS). Aujourd'hui, c'est avec Europe Écologie-les Verts qu'il continue inlassablement de militer dans son quartier, après avoir participé au lancement de l'Alternative rouge et verte (Arev).* »

Écologie et autogestion

De par son histoire, ses racines, ce qu'il est convenu d'appeler « *mouvance écologiste* », « *nébuleuse écologique* », « *écologie politique* » a été très influencée par la deuxième gauche, et le mouvement libertaire, surtout dans sa critique ou du rejet du marxisme.

L'écologie politique prend ses racines principalement dans les années 60, mais c'est surtout dans l'après 68 qu'il va se « structurer » autour d'un creuset idéologique vaste et complexe, mais dont le noyau est la deuxième gauche. Non seulement l'écologie politique est imprégnée par la deuxième gauche, mais une fraction importante de celle-ci en fait partie.

Des théoriciens comme Alain Touraine, André Gorz ou Ivan Illich… sont évidemment des références de l'écologie politique. Comme nous allons le voir dans la 8ème partie au **chapitre 16** consacré aux « **Attaques et défenses du marxisme (1970-2016)** »

Deux journaux emblématiques de l'écologie politique : La Gueule Ouverte, Le Sauvage

1 - « **La Gueule Ouverte** » (n°1 novembre 1972 au n°314 du 29 mai 1980) lancée notamment par Pierre Fournier (chroniqueur à Charlie Hebdo), Émile Prémillieu, Arthur (pseudonyme d'Henri Montant), sera le journal qui répercute sur le plan national les débats, les actions de la mouvance de l'écologie politique. **(histoire et détails sur la GO et Malville : Notes n°1)**

La troisième partie du livre « **Fournier précurseur de l'écologie** » est consacrée à « ***L'aventure de La Gueule Ouverte*** » -pages 239 à 271.

2 – **« Le Sauvage** (supplément écolo du Nouvel Obs) de 1973 à 1981. L'ours indique entre autre que Jean Daniel, Alain Hervé, Claude Perdriel sont membres du Comité de Direction.

Claude Perdriel est directeur de la publication, et Alain Hervé est rédacteur en chef. Brice Lalonde est un des rédacteurs. **(+ d'infos : Notes 2)**

La presse écologiste ne se limite évidemment pas à ces deux titres, mais ils en sont les deux piliers.

Quand « la Gueule Ouverte » se pose des bonnes questions sur l'autogestion !

La GO, de par son imprégnation des idées de la deuxième gauche est favorable à l'autogestion, à la CFDT et au PSU (avec certaines nuances au sein du comité de rédaction).

Le n°252 de la GO du 14 mars 1979, annonce un entretien avec Patrick Viveret et Pierre Rosanvallon sous le titre : « **Espaces d'autogestion** ». L'entretien avec Viveret et Rosanvallon est publié en deux parties. L'une est intitulée « ***Ruptures et transitions*** » -pages 10-11-, l'autre : « ***Autosuffisance et protectionnisme*** » -pages 11-12-. La première question posée au nom de la GO est très intéressante elle indique une certaine clairvoyance et une évolution vis-à-vis de l'autogestion et des deux auteurs interviewés :

« *GO : Est-ce que l'autogestion n'est pas un concept ambigu ? Dans un système qui reste marchand, et dans un contexte de compétition économique et international, l'autogestion d'unités de production autonomes risque de ne rien changer à la logique de la marchandise.*
Est-ce qu'une décentralisation des initiatives et des décisions ne permettra pas au capitalisme de mieux fonctionner ? Il en va de même pour les îlots d'expérimentation sociale qui peuvent très bien entrer dans la stratégie actuelle du capitalisme.
Chez quelqu'un comme Rocard, dont vous êtes proches, est-ce qu'on ne peut pas dire qu'il n'y a même plus d'ambiguité dans la mesure où il reconnaît l'impossibilité d'une rupture. Nous ne pensons pas la rupture uniquement à travers la question de l'importance et du nombre des nationalisations, mais plutôt vis à vis d'un mode de développement, vis à vis du nucléaire civil et militaire, et plus globalement vis à vis de la compétitivité. »

N'avons-nous pas là dans la question et la présentation de l'analyse posée en 1979 par la GO, des éléments très intéressants et très actuels ?

La Gueule Ouverte, l'Arche, Longo Maï et ÉCOOVIE

Cependant au nom de l'écologie, de l'alternative, des « réseaux autogérés », de la non-violence, des coopératives, La GO flirtera avec des structures comme les Communautés de l'Arche (de Lanza del Vasto), Longo Maï ou Ecoovie (de Norman William).

La GO n°291 du 12 décembre 1979, va annoncer en une : « **Longo Maï : Une communauté en question** » et publier aux pages 10-11 un dossier signé de Françoise d'Eaubonne.

Un article de la GO n°302 –du 5 mars 1980- : « ***qui a peur des écoops ?*** » affirme que cette coopérative sert à « *constituer des réseaux autogérés adaptés aux réalisations de multiples alternatives…* », l'article défend fermement les écoops et se termine par « *on peut quand même se demander : qui a peur des écoops ? Un dossier que nous ouvrirons avec Ecovie dès la semaine prochaine.* »

Les écoops sont liées à la secte Ecoovie (coopérative de vie écologique) dirigée par Joseph Maltais alias Norman William.

Le n°307 de **La Gueule Ouverte** du 9 avril 1980 publiera en pages 8-9- dans la rubrique : Écologie « ***Écoovie ou l'écologie pratique*** » un entretien avec deux membres de cette secte.

Pour mieux connaître cette secte :

1 - L'affaire Norman William de Jacques Godbou –1994-
2 - Documentaire sur Pierre Maltais et la secte Ecoovie
3 - « **Le Pervers Au Cent Visages : le gourou d'ecoovie** » Reportage présenté par Karl Zéro sur C+

Se reporté également au livre « **Ecoovie: le mic-mac des services secrets** » par Jean-Frédéric Deliège et Philippe Brewaeys- Edité par EPO Dossier (1990).

Des associations historiques de l'écologie politique : Amis de la Terre et Mouvement Ecologique

Le courant écologiste est très globalement favorable à l'autogestion. Le PSU comme la CFDT y sont également considérée positivement.

Pour les *Amis de la Terre* dont la section française fut crée en juillet 1970, ou le *Mouvement Ecologique* en 1974, c'est : l'écologie, l'autogestion et la non-violence qu'ils ont en commun. **(voir notes 3)**

D'autres infos et d'autres liens dans **Notes 4 : « Autogestion, SCOP : un éternel retour »**

Une fin et un moyen…

L'autogestion c'est à la fois une fin et un moyen, mais aussi une belle auberge espagnole, qui permet à des courants politiques et syndicaux d'utiliser cette notion comme rideau de fumée. L'autogestion c'est surtout une référence politique de rupture avec le marxisme-léninisme (L'URSS, Lénine, Staline…) et un bon moyen de faire de l'anticommunisme tout en se disant « *contre le capitalisme* » et le « *totalitarisme soviétique* ». D'ailleurs Michael Christofferson pense que *Paul Thibaud* (de la revue **Esprit**) en 1975 « *suggère que l'autogestion est peut-être l'antidote au totalitarisme.* » page 191 du livre *« **Les Intellectuels contre la gauche : L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)** ») Agone 2009.*

Déjà en 1972, certaines fractions du patronat voyaient très bien l'intérêt de l'autogestion, comme le rappelle la brochure « **Les marxistes contre l'autogestion** » page 103 - SELIO 1974 : « *Le principe de l'autogestion , c'est-à-dire à l'inverse de la bureaucratie contraignante, la gestion par chacun de ses propres affaires est et reste l'un des fondements de l'économie de marché et de la pensée libérale* » 2 décembre 1972 (Octave Gélinier directeur de la GEGOS).

L'idée autogestionnaire fut reprise par certains patrons dans le « *management participatif* ».

Nous sommes loin, vraiment très loin avec l'autogestion, de l'émancipation des travailleurs. Mais plutôt d'une arme idéologique et pratique anti-ouvrière et anticommuniste.

Autogestion, marxisme et PCF : dictature du prolétariat et dépérissement de l'Etat

Les communistes marxistes-léninistes sont contre l'autogestion et pour la DDP.
Il convient ici de préciser quelques éléments au sujet de cette notion de « dictature du prolétariat ».
Ce n'est ni Staline, ni Lénine qui en sont à l'origine… mais Auguste Blanqui.
Karl Marx utilisera le terme à plusieurs occasions, notamment dans une « ***Lettre à Joseph Weydemeyer*** » le 5 mars 1852, il écrit :

> « *Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :*
>
> ***1**. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;*
>
> ***2**. que la lutte des classes mène nécessairement à **la dictature du prolétariat** ;*
>
> ***3**. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers **une société sans classes**.* ».

Après l'échec de la Commune de Paris, Karl Marx en fait un bilan dans l'ouvrage « **La guerre civile en France** ». Dans l'introduction de cet ouvrage, Friedrich Engels, écrit le 18 mars 1891 : « *Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.* » (référence pages 17-18 de l'édition de Pékin (1972) de « La guerre civile en France ».

Lénine reviendra souvent et longuement sur cette notion de dictature du prolétariat (notamment dans : « **l'État et la révolution** » écrit en 1917 ou « **La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky** »
Pour Lénine la DDP est liée au dépérissement de l'Etat. Mais c'est de l'Etat socialiste qu'il s'agit. Le processus du dépérissement de l'Etat capitaliste n'est pas envisagé par Lénine car il propose au contraire une révolution pour le briser et le détruire.

L'autogestion s'invite dans le débat au sein du MCI

En 1963, en pleine discussion au sein du MCI –mouvement communiste international-, le PCC –Parti Communiste Chinois- avait publié plusieurs brochures (**A propos de la lettre ouverte du comité central du PCUS**). Dans une de ses brochures « **La Yougoslavie est-elle socialiste ?** » le PCC consacre notamment dans les pages 17 à 24 à une très forte critique de l'« auto-gestion ouvrière » liée au « capitalisme d'Etat » et à la « dégénérescence de la dictature du prolétariat » sous Tito.
L'hebdomadaire FRONT ROUGE n°43 du 26 octobre 1972 publie en page 2 l'article : « **L'autogestion du P.S.U. une variante de la voie pacifique** »
Le PCMLF en fait également une critique dans l'article de la revue **Prolétariat** n°2 en 1973 :
La CFDT, l'autogestion et la question de l'Etat

Sémantique, notions et références formelles

Les notions, les idées et les références comme leurs contenus ne sont jamais figées.
La référence à l'autogestion a joué un rôle important dans l'évolution interne et le recentrage de la CFDT. C'est cette référence devenue purement formelle qui a servi de faire valoir à la direction CFDT, pour maintenir malgré tout des militants oppositionnels dans ce syndicat.
Une brochure de 224 pages éditée en 1978 par la CFDT, préfacée par Jacques Julliard sur « **Le mouvement ouvrier 1815.1977** » est caractéristique de l'utilisation de certaines références et même de la mise en avant de personnages historiques au service du réformisme. Dans cette brochure, la CFDT n'hésite pas à mettre en avant : La Commune de Paris, Louise Michel, Karl Marx, l'anarchisme, la lutte des classes, l'autogestion… Nous avons là, dans cette brochure un exemple parfait de références historiques, de thèses etc. servant à masquer l'Histoire de la CFDT mais surtout la réalité de son orientation et sa pratique.
La CGT a aussi de ce point de vue, réussi temporairement à maintenir sa ligne et son existence, sur la base de références devenues formelles, ou vidées de leurs contenus. Son évolution vers une forme de réformisme (que certains militants appellent « CFDTisation ») s'est faites progressivement sur la base de l'abandon et du rejet de références idéologiques qui n'étaient déjà plus utilisés et dont le contenu avait été totalement déformé.
En 1992 lors du 44e congrés de la CGT, Jeanine Marest membre de sa direction, déclarera très justement : « *Il ne suffit pas d'affirmer être un syndicat de classe pour l'être réellement.* ».
L'importance de la sémantique et des mots est à noter, comme le montre le livre : « **Le Syndicalisme à mots découverts. Dictionnaire des fréquences (1971-1990)** » de A.-M. Hetzel, J. Lefvre, R. Mouriaux, M. Tournier, Editions Syllepse, 1998.

Sur certains aspects de l'évolution de la CGT, lire également « **Les vingt ans qui ont changé la CGT** » de Leïla de Comarmond - Editions Denoël 2013 **(voir aussi les annexes 85, 86, 87)**

Le PCF a pu par exemple justifier l'abandon de notions essentielles du marxisme (comme la DDP) par la représentation négative (réelle ou supposée) qu'en donnaient l'URSS et ses détracteurs. Comment défendre la DDP quand celle-ci n'était que le masque de la domination d'une nouvelle bourgeoisie contre le peuple ?

Et là encore il faut préciser la nature de classe et la période où se développent ces représentations et ces critiques. Dans le cas du PCF, l'abandon des positions révolutionnaires est la conséquence de l'évolution opportuniste et de la victoire définitive du révisionnisme en son sein. Victoire rendue possible par l'absence progressive de positions révolutionnaires, de lutte de classes dans sa pratique.

La « deuxième gauche » a joué dans les années 70 un rôle d'avant-garde et moteur dans la déformation des conceptions marxistes… au nom d'un marxisme rénové, démocratique. Elle a de fait et objectivement été aidée par l'évolution du PCF qui lui-même était influencé par celle-ci, car perméable à ses idées, critiques et conceptions. Le passage de la DDP à l'autogestion en est l'illustration flagrante.

Le dogmatisme, le sectarisme, les pratiques brutales du PCF ou ses revirements, ont fortement contribué à légitimer le courant de la deuxième gauche.

Une vague réformiste

La notion d'autogestion fut également mise en avant en 1980 dans le soutien au syndicat clérical et réactionnaire ***Solidarnosc*** en Pologne. La Pologne avec Solidarnosc remplace la Yougoslavie pour ses références « *autogestionnaires* ». En effet, Solidarnosc se réclame de l'autogestion. Le journal quinzomadaire du PCR « **Pour le socialisme** » n°51 pages 12-13 publie « ***La résolution sur l'autogestion*** » du congrès de Solidarnosc. Les n°9 et 10 du magazine devenu mensuel et publié par le PCRml « **Que faire aujourd'hui ?** » - novembre et décembre 80- sont consacrés à la Pologne.

Le n°17 de –décembre 81- « ***Le congrès de Solidarnosc*** » montre bien que la référence à l'autogestion est importante dans ce syndicat. Un chapitre de cette revue est intitulée : « ***Quelle autogestion ?*** » elle précise : « *L'autogestion est aujourd'hui un axe important de l'orientation de Solidarité. Elle donne lieu à diverses interpétations dans les rangs mêmes du syndicat, et à de sérieuses divergences avec le pouvoir* » -page 21- Les sous-chapitres font également mention de cette notion :

Solidarité et l'autogestion (Nicolas Vallet) –pages 22 à 24-

« Le combat pour l'autogestion est le substitut du combat pour le pouvoir dans la société » (Interview de Jean Litinski) –pages 25-26-

Le « réseau d'autogestion » de Solidarité (Interview de Jerzy Milewski) –page 28-

Réforme économique et autogestion (Propositions du « Réseau » -pages 29 à 31-

Les limites imposées aux conseils d'autogestion (Interview Seweryn Jaworski) –page 32-

Le texte de la loi adoptée par la Diète : La loi sur l'autogestion des employés d'entreprises propriété d'Etat –pages 33-34-

Solidarité face aux lois sur l'autogestion (Résolution du Congrès de Gdansk) –pages 35-36-

En 1980, le sujet de l'autogestion était dèjà présent dans le n°1 de « **Que faire aujourd'hui ?** ».

En page 9 dans un article de François Marchadier sur « ***Ducellier – Groménil : L'usine aux 106 conseils d'ateliers*** », Pierre Mercier (CGT) expliquait : « *Les conseils d'ateliers, cela fait partie de l'autogestion. Oui, c'est vrai nous étions contre à une certaine époque, mais l'autogestion quand elle était clamée par la CFDT n'avait pas de contenu, nous lui en avons donné un* » (QFA n°1 –février 1980). Dans ce même numéro, à la page 11 l'article : « ***Conseils d'ateliers : Quelques jalons historiques*** » précisait qu'en novembre 1977 : « *après la rupture avec le PS, le PCF lançait une grande campagne « pour une avancée décisive de la démocratie », où il se déclarait notamment en faveur d'une société* (…) *autogestionnaire* ».

L'entreprise Ducellier illustre, après le 40e Congrès de la CGT en 1978, **l**es conceptions cégétistes de l'*autogestion*, avec la constitution le 26 novembre 1979, lors d'une grève de sept semaines en 1979, de 57 conseils d'ateliers. Ils sont 106 en janvier 1980.

Le PCF après avoir « combattu » l'idée d'autogestion, l'adopte en 1977. Il fait une déclaration solennelle à la CFDT le 7 novembre 1977. Le n°18 de décembre 1977 du journal des communistes à l'entreprise : « **action** », titre en couverture : « ***Ce n'est ni un gadget ni de la tactique. Les communistes disent : NON à la bureaucratie à l'étatisme : L'autogestion ? Cent fois d'accord !*** »

Le socialisme autogestionnaire est inscrit dans les statuts du XXIIIe Congrès du PCF en mai 1979.

Les Editions Sociales publient le 11 septembre 1979 le livre de Félix Damette et Jacques Scheibling ***Pour une stratégie autogestionnaire*** *– Entretiens avec Gilbert Wasserman* ».

Wasserman (1949-2006) fut créateur de la revue Mouvements en 1998 un responsable des Alternatifs, de la CAP - Convention pour une alternative progressiste, ancien membre du PCF, de la commission Europe d'ATTAC… -voir l'analyse des alternatifs concernant l'autogestion-

En 1980, Georges Marchais dans : « **L'espoir au présent** » publié aux ES, consacre un sous-chapitre (page 110) à «*Un socialisme démocratique, autogestionnaire* ».

Le livre de Guy Créquie « **Un Communiste rencontre des Catholiques** » -1981 L'Harmattan- consacre le chapitre 25 à « ***la démarche autogestionnaire du P.C.F***. » pages 126 à 131.
La revue publiée par le PCRml « **Que faire aujourd'hui ?** » n°3 –15/03 au 15/04/1980-, précise dans son dossier "*2 ans après 1978 Le PCF entre l'autogestion et Kaboul*" dans trois articles –pages 14 à 23, l'historique des relations entre le PCF et l'autogestion : « *Le tournant autogestionnaire du PCF –A propos du livre de Félix Damette et Jacques Scheibling* '***Pour une stratégie autogestionnaire***' », « **Une autogestion succursale** » *Une interview de Yvon Bourdet*, « **L'autogestion : une façon de contourner la révolution** » *Une interview d'Yves Vargas*.

L'autogestion pour remplacer….la dictature du prolétariat

Dans « **Que faire aujourd'hui ?** » n°2 –14 février 1er mars 1980-, Georges Labica membre d'un courant oppositionnel dans le PCF, indique très justement : « *la renonciation à la dictature du prolétariat qui, à mon sens, entretient un rapport direct avec l'actuelle théorie de l'autogestion* » du PCF.
C'est à mon avis là qu'est le nœud du soutien du PCF à l'autogestion. Ce soutien n'est ni tactique ni de pure forme mais de fond. L'autogestion et toutes ses variantes (stratégie autogestionnaire, socialisme autogestionnaire, rupture etc.) s'inscrivent dans le projet du PCF à ce moment là.
L'autogestion n'est plus uniquement « connotée » gauchiste depuis que le PS la défend, et c'est une substitution à la dictature du prolétariat. Pour la « deuxième gauche » : PSU, CFDT, CERES, Jean Daniel du Nouvel Obs, Club Jean Moulin, la revue Faire, Michel Rocard, Patrick Viveret, Gilles Martinet, Jacques Julliard, François Furet, Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Pierre Rosanvallon, Serge Mallet, Alain Touraine, Jacques Delors, André Gorz, Jean-Marie Domenach... l'autogestion est une arme contre le totalitarisme immédiatement associé à Staline, à l'URSS, au « socialisme autoritaire » au goulag...
Michael Christofferson dans son livre « **Les intellectuels contre la gauche** » Indique page 295 :
« *Durant l'année 1977, Rosanvallon et Viveret développent de plus en plus la distinction –établie dans le discours de Rocard (écrit par Viveret) au congrès de Nantes du PS en avril 1977- entre les deux cultures politiques de la gauche : la gauche social-étatique, qui favorise la domination de la bureaucratie, voire le totalitarisme, et la gauche autogestionnaire, qui offre une issue à l'impasse de la politique de la gauche.* »

Pour le PCF qui est en rupture avec une partie de son passé, l'autogestion est un bon moyen de montrer qu'il a rompu avec la conception « stalinienne », « autoritaire » ou léniniste du socialisme.
L'Humanité Rouge (HR) n°1211 du 26 juin au 2 juillet 1980 a publié page 15 dans la rubrique « parlons-en » un article de Camille Granot, un article intitulé « ***Le PCF et l'autogestion : A propos du livre du PCF ''Pour une stratégie autogestionnaire''*** » **(lire en annexe 88)**
Dans l'annexe du document « **l'appel au parti n°7** : ***Notre travail en direction des militants du PCF*** » en date d'avril 1980, le PCRml indique

> « *Il ne faut pas sous-estimer les nouvelles thèses autogestionnaires du PCF, placées officiellement au centre du XXIIIe congrès. Elles jouent un rôle très important et tiennent lieu, d'une certaine façon d'autocritique par rapport à l'échec de 1978. Elles servent à mobiliser les cadres, au moins les cadres locaux (et aussi, mais peut-être à un moindre degré) ceux de la CGT. Elles sont destinées à rendre une dynamique au PCF, à le faire progresser sur des thèmes où il n'avait pas ou peu avancé : cadre de vie, régionnalisme. Y voir clair sur le nouveau thème autogestionnaire, sur sa relation avec le projet stratégique du PCF, est à coup sûr quelque chose de très important pour des militants –oppositionnels ou non- du PCF.* ».

Dans un article de Nicolas Duvallois sur la préparation du 24e congrès du PCF qui doit avoir lieu du 3 au 7 février 1982, le quinzomadaire PLS n°51 du 14 au 27 octobre 1981 déclare page 5

> « *la ''stratégie autogestionnaire'' amorcée en 1976, développée en 1979, représente pour le PCF la sortie du tunnel. Elle est selon Félix Damette, ''celle qui correspond aux problèmes et à l'état de notre société''. On conçoit donc qu'il serait mal séant pour la direction de s'apesantir sur l'application d'une politique jugée bonne, et qui a fait perdre en trois ans plus de deux millions d'électeurs au PCF.* »

Donc le tournant autogestionnaire du PCF est bien le résultat, la conséquence de l'abandon de la notion de dictature du prolétariat en 1976 –abandon lui-même provenant de son évolution opportuniste- et s'inscrit dans un projet politique. Ce projet politique et économique était notamment caractérisé par les marxistes-léninistes comme capitalisme d'Etat. A ce sujet lire : **Front Rouge** n°1 (juillet-août 1977) trimestriel (nouvelle série) –revue politique et théorique du PCRml- qui publie en pages 4 à 41 un dossier intitulé « **Le PCF et les nationalisations : ouvrir la voie au capitalisme d'Etat** » et le n°2 de **Front Rouge** trimestriel (novembre-décembre 1977) qui publie la deuxième partie du Dossier nationalisation : « **Le PCF et les nationalisations : ouvrir la voie au capitalisme d'Etat** » en pages 45 à 93.
Au sujet du capitalisme d'Etat, voir également dans **l'annexe 55**.

Début 1977, le PCF « théorise » l'abandon de la dictature du prolétariat par la publication d'un livre aux Editions Sociales « **Les communistes et l'Etat** » de Lucien Sève, François Hincker, Jean Fabre. Le PCRml à travers sa revue théorique « Front Rouge » (nouvelle série) de juillet-août 1977, publie une analyse critique de ce livre. Lire : « A propos du livre : "Les communistes et l'Etat" : La dictature du prolétariat est-elle dépassée ? »
FRONT ROUGE (nouvelle série) n°1 -juillet - août 1977 - revue politique et théorique du Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste.

En 1983, Michel Clouscard, publie aux Editions sociales « **La bête sauvage – *Métamorphose de la société capitaliste et stratégie révolutionnaire*** ». Dans cet ouvrage, ce philosophe proche du PCF, y développe largement une argumentation très favorable à l'autogestion et à la stratégie autogestionnaire. Il écrit notamment « *L'autogestion est devenue un concept clé de la stratégie révolutionnaire.* » (version numérique).

Caron-Ozanne une lutte se revendiquant de l'autogestion

Après le déclenchement du conflit chez Lip, des luttes contre les licenciements (grèves, occupations) se revendiquerons plus ou moins de l'autogestion, mais la référence reste confuse. Ce que confirment certaines réflexions du livre de 2009 : « **Caron-Ozanne : Une expérience d'autogestion en Normandie. 1975-1977** » :

> « *Dans le conflit, le mot autogestion a été mis en avant. Il a plusieurs sens. Ici, il s'agissait de l'autogestion de la lutte, de son auto-organisation, du contrôle des travailleurs sur la production au service de la lutte.* (…) *Quant à l'autogestion proprement dite, elle suppose un système différent, un autre modèle de société. Alors, selon Charles Piaget lui-même, on parlera davantage d'autodéfense des travailleurs que d'autogestion. Ces îlots, qui fonctionnent dans une société de marché subiront inéluctablement sa loi.*
> *Pour leurs animateurs, les expériences de Lip ou de Caron-Ozanne préparent les travailleurs à gérer eux-mêmes leurs affaires et donc à l'autogestion.* » -page 73 chapitre Caron-Ozanne : la démocratie ouvrière-

Pierre Bauby candidat aux présidentielles de 1981 !?

L'HR –hebdomadaire- n°1206 du 22 au 28 mai 1980, annonce en une « Un candidat marxiste-léniniste aux présidentielles de 1981 ». Le communiqué de la XVe session du Comité central du PCML en date du 18 mai 1980 est publié en page 2.
Le n°1207 de l'HR du 29 mai au 4 juin 1980 publie un « ***Entretien avec Camille Granot, Pierre Burnand et Pierre Bauby*** » sous le titre « **Contre Giscard et contre la guerre, un candidat marxiste-léniniste aux présidentielles de 1981** » en page 10. Le nom du candidat ML est annoncé dans le n°1210 de l'HR du 19 juin au 25 juin 1980 en page 16 sous le titre « **Pierre Bauby le candidat contre Giscard, contre la guerre** ».
L'HR n°1212 du 3 au 10 juillet 1980 publie en page 4, un « **Appel aux élus pour présenter Pierre Bauby aux élections présidentielles** ». Cet appel dénonce les mesures (loi du 18 juin 1976, circulaire Bonnet du 30 novembre 1979) qui handicapent fortement la présentation de candidats comme Pierre Bauby.
Malgré une campagne de plusieurs mois, le PCML n'ayant pu obtenir suffisamment de signatures d'élus, ne pourra pas se présenter aux présidentielles et appellera au vote blanc ou nul pour le premier tour.
Pour ce qui concerne le deuxième tour, **(voir au chapitre 12)**

Unité/division/recomposition… et recentrage

Plusieurs articles de « Pour le socialisme » montrent bien l'imbrication et les conséquences de l'après 78 (défaite de la gauche aux législatives) sur les politiques des partis et syndicats de gauche.

La division syndicale bat son plein : les titres de la page 10 du PLS n°5 -du 29 mai au 4 juin 1980- en témoignent : « Alors qu'Edmond Maire se rend à l'Elysée, le Bureau national de la CGT propose un nouveau «coup de boutoir»
Le climat empoisonné des relations inter-confédérales (*Gérard Privat*)
A gauche, la mécanique des présidentielles est enclenchée » .

Les questions les limites et les critiques vis-à-vis des « journées d'action » sont également traitées dans un article de la page 3 de ce même n°5 de PLS :

Gérard Privat, écrit dans le PLS n°6 -du 5 au 11 juin 1980- en introduction d'une enquête sur « **La CGT en position d'offensive ?** ***Des militants de base parlent de leur expérience et des problèmes qu'ils rencontrent*** » publiée en pages 8-9-

> « *Beaucoup de militants syndicaux sont inquiets. Au-delà des difficultés sans nombre rencontrées quotidiennement pour organiser l'action commune, ils regardent plus loin et se demandent sincèrement: «Où tout cela va-t-il nous mener ? ».*
> *Les relations entre la CGT et la CFDT ont dépassé depuis longtemps le stade de la polémique. On en est déjà aux injures publiques. Les accusations de «trahison», de « collaboration » et autres amabilités pleuvent chaque jour. Elles servent d'aliment aux empoignades quotidiennes.*
> *C'est la direction de la CGT qui a pris l'initiative de cette guerre ouverte. Elle poursuit inexorablement son pilonnage contre la CFDT dans son ensemble et contre Edmond Maire en particulier.*
> *D'aucuns prétendent que les critiques contre la «tendance au consensus matérialisée dans le recentrage de la*

CFDT» sont anciennes. Tout le monde a remarqué cependant qu'un très net tournant a été pris au début de cette année; disons vers la fin janvier-début février. En fait, c'est à partir de ce moment-là que le tir de barrage cégétiste s'est déclenché.

En même temps qu'elle tire à boulets rouges sur tout ce qui bouge en dehors d'elle, la direction de la CGT prend des initiatives de type «journées d'action» où l'esprit-maison (certains diraient l'esprit de boutique) est largement dominant.

Le fameux «Union, action, avec la CGT» a constitué le plat de résistance dans les récentes manifestations. Il a voulu être présenté comme le point de référence à partir duquel il serait possible de tracer la ligne de démarcation entre ceux qui luttent et ceux qui ne veulent pas lutter.

Tous les militants de la CGT ne se retrouvent pas dans cette «tactique» que suit leur direction. Parfois en partie, parfois pas du tout. Quelques-uns nous on fait part de leurs points de vue. Il n'est évidemment pas dans notre ambition de «faire le tour» de l'ensemble des problèmes posés, ni de donner une analyse définitivement élaborée sur toutes les questions soulevées. Simplement quelques réflexions et points de repère enrichis des points de vue de militants confrontés tous les jours à cette malsaine situation de tensions et de divisions. ».

Le dossier pages 8-9 du PLS n°7 -du 12 au 19 juin 1980- donne des éléments sur la « **SITUATION DIFFICILE POUR LA CFDT : Coincés entre les aspects droitiers du recentrage et les pressions très fortes de la direction CGT, les militants cédétistes cherchent les moyens de sortir de cette inconfortable situation** » :

L'analyse pertinente de *Gérard Privat* dans ce n°7, montre qu'il existe des visions simplistes sur le recentrage de la CFDT. D'autant plus, où dans le même temps le PCF et la CGT tirent à « boulets rouges » contre ce recentrage. Les critiques de la CGT et du PCF ne sont pas absentes de vérités, seulement elles sont tactiques, hypocrites et circonstancielles. La CGT ne cache pas son intérêt en attaquant la CFDT, c'est-à-dire l'idée de récupérer une partie des militants cédétistes. En mettant en avant un discours simpliste sur le recentrage, la CGT évite de parler des questions de fond concernant son soutien à l'union de la gauche etc…

Dans « **Syndicats et unité** » publié aux *Editions Sociales* en septembre 1980, **Henri Krasucki** (qui dirigea la CGT de juin 1982 à janvier 1992) revient sur le sujet du recentrage de la CFDT notamment dans le chapitre 8 (pages 71 à 96) : « ***l'affaire de la durée du travail : le recentrage éblouissant*** » et le chapitre 9 (pages 97 à 113) : « ***mais qu'est-ce qui arrive à la C.F.D.T. ?*** » un sous-chapitre traite de « ***La trajectoire du recentrage : une révolution complète*** » pages 108 à 113. Krasucki, tout en idéalisant les positions de la CGT, met en avant l'idée que le recentrage de la CFDT est le résultat d'une évolution et que cela a de graves conséquences sur l'orientation des rapports avec le patronat et notamment lors des négociations sur la sidérurgie en 1979 et aussi la remise en cause des avantages acquis.

Pour le dirigeant de la CGT, la CFDT est passée de « tigre à moutons » il écrit page 75 « *Mais bon sang, on nous a changé nos C.F.D.T. !* ». A la page 93

« *On peut tourner et retourner la question comme on voudra, il n'y a pas à chercher midi à quatorze heures, tout est évident, au grand jour et aux yeux de tous, travailleurs, militants de tous syndicats et opinion publique intéressée par les questions sociales importantes. Après avoir clamé qu'elle était le champion des 35 heures, de la cinquième semaine, de la cinquième équipe (très important pour le travail posté et réduire le travail du dimanche), après avoir fait breveter son souci de la qualité de la vie et des conditions de travail, au pied du mur, dans une négociation nationale avec le CNPF sur ces questions, la CFDT a abandonné sa fermeté sur des points essentiels et pour lesquels la victoire était possible, elle a remisé, au dernier moment, toutes ses positions à ce sujet au vestiaire. Elle a recherché un accord à tous prix avec le CNPF. Même au prix des exigences les plus insupportables de ce dernier.* ». Krasucki page 94 pose la question : « *Un dérapage ? Et si c'était plutôt la vraie politique syndicale actuelle de la CFDT, projetée, pour une fois, sans fard, sur le devant de la scène et sous la lumière crue des feux de la rampe ?* » plus loin page 97, il dit « *Or ce visage de la CFDT ne ressemble pas à ce qu'on a connu d'elle pendant tout un temps.* »

puis page 109 le sous-chapitre intitulé : « Une nouvelle politique », indique que celle-ci date de

« *janvier 1978, trois mois avant les élections législatives. Le recentrage n'est donc pas le résultat de la déception engendrée par l'échec de la gauche.*

Il s'agit bien d'une nouvelle politique de la CFDT, décidée en toute hypothèse (…) *dès ce temps-là.* ».

Ces extraits montrent toutes les limites et la façon simpliste dont la direction CGT analyse le recentrage.

Rien sur le processus (dont la CGT à partagé de nombreux points) qui aboutit à cette « nouvelle politique » !, rien sur les luttes de classes internes de l'opposition syndicale révolutionnaire dans la CFDT !

Pourtant le recentrage ne tombe pas du ciel, il a aussi un aspect correspondant à des questions réelles de la lutte des classes après 1978. En niant cet aspect-là, la CGT évite de répondre à des questions qui pourraient l'embarrasser. A ce moment là, il n'y a pas d'un côté une CGT lutte de classe et de l'autre une CFDT réformiste et traître à la classe ouvrière. Comme il n'y a pas non plus de CGT totalement soumise au PCF et une CFDT révolutionnaire de lutte de classe. Il y a des contradictions internes, des luttes, des « courants » qui s'y affirment sur des positions plus ou moins anticapitalistes. Les exclusions et les départs de militants « lutte de classe » à l'intérieur de la CFDT vont se poursuivre bien après 1980 et ce jusqu'en 1995.

Au sujet du livre de Krasucki, un article de Pierre Bauby sera publié dans l'HR en 2 fois :

-HR n°1224 –du 6 au 12 novembre 1980- rubrique « parlons-en » ***-1- Quelle unité ? Lutter pour s'unir : A propos du livre de Henri Krasucki ''Syndicalisme et unité''*** » -page 15-

-HR n°1225 –du 13 au 19 novembre 1980- « ***-2- Quelle unité ? Le contenu de l'unité : A propos du livre de Henri Krasucki ''Syndicalisme et unité''*** » -page 15-

Pierre Bauby montre les limites de la conception de l'unité mise en avant par le dirigeant de la CGT et critique très justement celui-ci :

> « *Mais qui donc a entretenu les illusions des travailleurs et des militants, en particulier sur le programme commun qui allait permettre de tout régler, sur les dirigeants du parti socialiste ? Les dirigeants du PCF portent une lourde responsabilité qu'Henri Krasucki cherche à éluder.* » (HR 1225 page 15).

Il est intéressant de noter que dans cet article datant de mi-novembre 1980, Pierre Bauby dans le paragraphe « *Contre l'abandon national ?* » y critique la ligne du « *produisons français* » et les conséquences de celle-ci dans la CGT **(voir annexe 89)**

Pierre Burnand avait déjà dans l'HR n°1218 du 25 septembre au 1er octobre 1980, critiqué le chauvinisme du PCF dans un article de la rubrique « parlons-en » en page 15 « ***Lutter pour produire français ?*** ». Dans l'HR n°1227 –du 27 novembre au 3 décembre 1980-, Gilles Carpentier pose la question : « ***Arrêt de l'immigration ou égalité des droits ?*** » -page 15- rubrique « parlons-en ».

C'est dans ce contexte de développement du racisme que va se dérouler « le coup de Vitry » à la fin de l'année **(voir annexe 43)**

Cinquième partie

CHAPITRE 12

1981 : Année charnière, année de référence

L'année 1981 est d'une grande importance, c'est une année charnière, une année de référence.
Deux dates l'illustrent : **La victoire de la social-démocratie et le coup d'état en pologne : 10 mai 1981 et 13 décembre 1981**

Le début de l'année est marqué par « le coup de Vitry » et le sujet du racisme **(voir annexe 43)**
Mais ce qui structurera 1981 en France, c'est surtout :

la « vague rose »
la campagne des élections présidentielles
la victoire de Mitterrand
la majorité de gauche à l'assemblée après les législatives
le renforcement de la social-démocratie au détriment du PCF

Sur le plan international :
-Ronald Reagan prend ses fonctions comme président des Etats-Unis
-Fin du procès de la « Bande des Quatre » en Chine, condamnation à mort de la veuve de Mao Zedong, Jiang Qing.
-Margaret Thatcher laisse mourir Bobby Sands après une grève de la faim de 66 jours. Bobby Sands est un républicain irlandais, membre de l'IRA provisoire et député à la Chambre des Communes du Royaume-Uni du 9 avril au 5 mai 1981.
-Jaruzelski dissout Solidarnosc et déclare l'Etat de Guerre le 13 décembre 1981 en Pologne **(voir annexe 101)**

Mitterrand quitte ou double !

Pour Mitterrand l'année 1981 représente la dernière possibilité pour devenir chef de l'Etat. C'est sur la base d'un rejet justifié de Giscard dont le septennat se termine sur l'approfondissement de la crise, d'une montée en flèche du chômage, du développement des hors-statuts, de l'intérim, du racisme, des atteintes aux libertés et des inquiétudes au niveau internationale notamment avec la montée des risques de guerres.

Les attaques contre le marxisme, comme nous le verrons au **chapitre 16** se sont considérablement développées dans un contexte de divisions et de crise interne du PCF.
Mitterrand a bénéficié du rejet de Giscard pour se faire élire président de la république. Rejet qui a aussi été partagé par une partie de l'électorat de Chirac.
Mais son élection est bien le résultat d'une stratégie qui commence en 1965 avec l'aval du PCF.
La « vague rose », le recul électoral du PCF était en préparation et annoncée par Mitterrand dès 1972.

Le PS recueille les fruits de ce qu'il a semé (avec le soutien zélé du PCF) depuis la signature du programme commun, les illusions électoralistes et opportunistes sur la gauche unie, le désarmement idéologique de la classe ouvrière face à la crise du capitalisme, les attaques contre le marxisme…

Mitterrand et les ML

Le courant ML aborde l'année 1981 et l'élection présidentielle, dans une division totale. Celle-ci résulte pour les deux principaux partis de ce courant (PCML-PCRml) de l'échec du processus d'unification.
Pour ce qui concerne les autres organisations ML, leurs divisions sont le résultat de leur histoire.

Pierre Turpin dans « **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** -l'harmattan –1997, relève très justement cet état de fait « *Cette situation faisait des marxistes-léninistes la famille politique la plus hétérogène de l'extrême gauche française* » -page 60-
-PCRml, PCML, OCML-VP ont appelé à voter Mitterrand au second tour.
-PCOF, UCFML se sont abstenus au premier et au deuxième tour des présidentielles
L'OCD, groupe issu de « **Rennes révolutionnaire** » et de l'OCF (ml), n'a pas appelé à voter Mitterrand mais dès avril 1981 il abandonnera toutes ses références au marxisme-léninisme. Au sujet de ce groupe voir au **Chapitre 18**.

Pour plus de détails concernant les tactiques électorales des ML, voir dans le livre de Pierre Turpin page 59.

Amplification, accélération des divisions et des contradictions

L'élection de Mitterrand en mai 1981 a « entériné » certaines positions des partis et organisations ML, révéler des contradictions, accélérer des processus de remise en cause de la validité des stratégies révolutionnaires…
Nous allons étudier plus précisément le PCOF, l'OCML-VP puis le PCRML et le PCML.

Le PCOF, un peu d'Histoire…

Le PCOF crée en mars 1979, vient d'une organisation : l'ORPCF qui est une scission du PCMLF.
Récapitulons :
Le PCMLF créé en décembre 1967 est interdit en juillet 1968. Le PCMLF va connaître de nombreuses scissions plus ou moins importantes après 1968.
Son deuxième congrès se déroule du 15 au 20 mars 1975.
En août 1975 le comité strasbourgeois du PCMLF se positionne contre la ligne du 2e congrès du PCMLF.
L'Humanité Nouvelle d'Alsace sera la publication du Comité de Strasbourg du PCMLF, puis de l'ORPCF.
Septembre 1976 : Création de l'Organisation pour la reconstruction du parti communiste de France (ORPCF), issue de militants de l'ancien Comité strasbourgeois du PCMLF, qui étaient en désaccord avec la ligne du IIe Congrès de leur parti. Elle publie L'Humanité nouvelle d'Alsace puis La Forge.
Février 1977 le journal La Forge est lancée par l'ORPCF.
Le 18 mars 1979 l'ORPCF devient le PCOF. La Forge devient son organe central. Un n°0 est publié en avril 1979. Le PCOF se revendique du ML, est farouchement contre la théorie des 3 mondes. Ce courant défend les thèses du PTA et d'Enver Hoxha contre Mao. Ce sont donc des « ml pro-albanais ».
Un ex-membre du PCOF avait en 1995 regroupé sous forme de projet de brochure de 50 pages les textes d'une polémique datant d'octobre 1978 entre l'ORPCF et un autre groupe « pro-albanais » animé par Patrick Kessel : « **Pour ou contre le Parti : Réponse à « Combat Communiste (m-l)** ». Cette brochure donne des éléments sur l'histoire de l'ORPCF (ancêtre du PCOF) et sur les positions du groupe de Patrick Kessel.

De 1975 à 1980, l'évolution du courant politique « pro-albanais » dans sa démarche syndicale.

Les militants du Comité de Strasbourg qui éditent l'Humanité Nouvelle d'Alsace sous le sigle du PCMLF, militent dans la CGT et dans la CFDT. Ils y organisent une lutte de classe à l'intérieur.
L'HNA n°20 de février 1976 publie en pages 7 à 11 une « 1ère enquête sur la CFDT » le résumé page 11 indique :

1) *La CFDT, comme la CGT est un syndicat dirigé par la bourgeoisie qui participe à l'organisation de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes et leur Etat.*
2) *En tant que tel, et comme la CGT, il faudra que les ouvriers se battent pour une organisation <u>indépendante</u> : leur syndicat de classe.*
3) *Les querelles entre la CFDT et la CGT sont des querelles entre bourgeois ; les ouvriers n'en sont pas partie prenante.*
4) *L'intérêt de tous les ouvriers qu'ils soient CFDT, CGT ou non-syndiqués, est le même et c'est ensemble qu'ils construiront leur syndicat de classe.*
5) *C'est en menant à l'intérieur des syndicats une lutte acharnée contre les chefs pourris de la CGT et de la CFDT que les ouvriers jetteront les bases de ce nouveau syndicat.*
6) *Qu'il est temps aujourd'hui de se mettre hardiment au travail pour que revive la CGTU.*
   La classe ouvrière est une !
   Vive le syndicat unique de la classe ouvrière .

L'HNA n°21 de mars 1976 pose la question : « Contre la crise, contre les directions syndicales traîtres : Quelle organisation ? » -pages 9-10-11-

Le supplément au n°22 de l'HNA de mai 76 consacre ses 16 pages aux « Propositions pour la lutte classe contre classe… Pour la reconstruction du syndicat unique de la classe ouvrière. ». La lutte de ligne à l'intérieur de la CGT et la CFDT y est réaffirmée.

La Cause Ouvrière

Dés sa fondation le 18 mars 1979, le PCOF travail à la construction d'une structure « lutte de classe » appelée Opposition Syndicale Révolutionnaire (c'est aussi le même nom que la structure OSR lancée par le PCRml… en 1974).
La Cause Ouvrière : Bulletin de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire pour un syndicalisme de lutte de classe (OSR) est réalisé par les militants proches ou membres du PCOF. Dans son n°13 de mars 1987, il publie un article en pages 3-4- « L'unité dans la lutte syndicale » -article tiré de La Forge n°167 de novembre 1986.
Le 12 décembre 1987 à lieu à la Bourse du Travail de Paris des « Etats généraux contre l'extension du travail de nuit aux femmes ». Une intervention au nom de **la Cause Ouvrière** y sera faite. Ces Etats Généraux sont organisés par une dizaine de groupes dont certains sont proches du PCOF ou des Verts.

La Cause Ouvrière continuera d'être publiée épisodiquement en tant que supplément à **La Forge**, mais dans les années 80, les militants du PCOF quitteront la CFDT et se concentreront dans la CGT.
Le n°16 de La Cause Ouvrière (supp à « La Forge » n°233) n°16 de novembre-décembre 1989 porte le sous titre « Bulletin syndical – Pour un syndicalisme de lutte de classe ». Ce bulletin disparaît par la suite.
Certains membres du PCOF entre dans l'appareil de direction de la CGT (par exemple Raymond Chauveau).

La Forge, les syndicats et le PCF (voir annexe 91)

Les titres des articles mentionnés, montrent également que les ML du PCOF sont en opposition sur de nombreux points avec les autres organisations et partis historiques de ce courant.
Le PCOF ne soutient pas la « gauche nouvelle » ni la pétition pour « l'union dans les luttes ». Il militera dans le cadre d'une structure informelle : « Front Révolutionnaire du Peuple », pour l'abstention aux élections présidentielles de 1981 et de ce fait ne participera pas à la « vague rose » de la période.
Concernant les événements en Pologne, le PCOF ne soutiendra ni le syndicat Solidarnosc ni le général Jaruzelski.

L'OCML-VP, les syndicats, la gauche, les 35 heures (voir annexe 92)

Comme le PCOF, l'OCML-VP est crée en mars 1979. Comme le PCOF, l'OCML-VP (appelée communément VP) est contre la théorie des trois mondes.
VP ne soutient pas non plus la pétition pour l'union dans les luttes. PLP n°26 –mai 1980- publie un article critique sur cette pétition : « ***''Tous ensemble…'' mais vers où ?*** » (Collette Denain) –pages 24-25-26-
Sur le plan idéologique, VP est notamment sur une ligne de soutien à la GRCP –révolution culturelle- et contre la ligne du PCC après la mort de Mao en 76.
Si pendant quelques temps VP était proche de certaines thèses albanaises contre la Chine de Teng Xsiao Ping (Deng Xiao Ping), elle fera une critique des positions d'Enver Hoxha et du PTA sur la base d'un soutien politique à la « bande des quatre » en Chine. VP se revendique du maoïsme et de la révolution culturelle alors que le PCOF défend le PTA et la condamne.
Nous avons donc en France un courant ML qui schématiquement est :

- « prochinois » : PCML (Jacques Jurquet) et PCRML (Max Cluzot –Henri Rey-)
- « pro-albanais » : PCOF – CCML –groupe dirigé Patrick Kessel
- « maoïste » : OCML-VP et UCFML (groupe d'Alain Badiou)

PCML, PCRml, UCFML : pour la théorie des trois mondes
PCOF, OCML-VP : contre la théorie des trois mondes

PCRml et PCML ont tenté de fusionner en 1979-1980

L'unification des ML après des années de divisions et de déchirements, se met lentement en place **(voir annexe 12)**
C'est à partir de 1975, que l'idée d'un parti ML unique prend corps et c'est en 1976 après de nombreuses péripéties que des avancées significatives sont faites.

Le parasitage de l'unité…

Les relations de l'HR et du PCR sont parasités au sujet de la GOP –Gauche Ouvrière et Paysanne- (groupe issu d'une tendance du PSU) qui publie en 1972 le journal « L'Outil des travailleurs ». Ce groupe généralement présenté comme d'orientation « maoïste » fusionnera avec l'OCR –Organisation Communiste Révolution- (une tendance issue de la Ligue Communiste) qui publie dès 1971 le journal : « Révolution ! ». Ce groupe deviendra par la suite en décembre 1976 : l'OCT –Organisation Communiste des Travailleurs-, et publiera « **l'étincelle** ».

Il faut s'attarder un moment sur cette organisation et les groupes qui en sont à l'origine, car la GOP, Révo et l'OCT ont une position politique singulière dans la mouvance de l'extrême-gauche.
Ils sont en quelque sorte et avec des nuances des organisations « hybrides », « centristes » par rapport et vis-à-vis des grandes tendances trotskistes ou marxistes-léninistes. Le PCRml parlera d'ambiguïté concernant la GOP, ce qui lui vaudra une forte critique par l'HR n°465 d'avril 1976.

> La fiche Wiki indique (extraits) : « *L'Organisation communiste des travailleurs est un parti politique français fondé en décembre 1976. Elle résulte de la fusion de Révolution ! (groupe issu de la Ligue communiste révolutionnaire) avec le groupe maoïste Gauche ouvrière et paysanne (GOP) issue du Parti socialiste unifié. Certains militants de la Gauche ouvrière et paysanne refuseront cette fusion et rejoindront l'Organisation communiste marxiste-léniniste – Voie prolétarienne.* »

Alain Lipietz est un dirigeant écolo –député européen – (EELV). Sur son blog internet, il donne des éléments sur son passé militant :

> « *A partir de 1971, j'ai participé à l'aventure du bulletin ouvrier L'outil des travailleurs. Lancé par des militants d'entreprises ou agriculteurs de la tendance « gauche ouvrière et paysanne » du PSU, il deviendra l'expression de ce courant devenu autonome du PSU (sous le nom de Pour le Communisme puis d'Organisation Communiste de la Gauche Ouvrière et Populaire, qui fusionnera de 1976 à 1978 avec une autre organisation, Révolution ! , pour former l'OCT)* »

D'autres éléments sont disponibles dans le « **Dictionnaire de l'extrême gauche** » de Serge Cosseron -Larousse 2007- pages 196-197-198-

GOP-Révo-OCT sont à la fois proches du trotskisme et du « maoïsme », ils ont une pratique militante au sein de la classe ouvrière (notamment dans la CFDT) et la paysannerie (des rapports avec les Paysans Travailleurs de Bernard Lambert). De plus ils ont aussi des liens historiques (notamment la GOP) avec le PSU.

Le PCRml est assez sensible à ces thèmes et partage des pratiques militantes avec la GOP dans les usines. Pour l'HR comme le montre les n°465 à 467 d'avril 1976, GOP-Révo ne sont pas des organisations ML.

Marnix Dressen, dans son livre sorti en 2000 « **De l'Amphi à l'établi : Les étudiants maoïstes à l'usine 1967-1989** » indique page 22 que l'OCT est un « *mouvement charnière entre les trotskistes et les maoïstes* ».

Petite chronologie des relations tumultueuses entres PCRml, HR, GOP-Révolution ! – OCT (voir annexe 93)

Quelques positions politiques de la GOP, Révo et OCT à travers leurs organes de presse (voir annexe 94)

Manifestation et meeting pour la Commune de Paris

Le samedi 19 mars 1977 l'HR organise place de la Bastille une manifestation de commémoration de la Commune de Paris et un meeting salle de la Mutualité sur le thème « Ni plan Barre, ni Programme commun ! ». Le n°650 de l'HR du mardi 22 mars 1977 consacre une grande place à cet « Hommage enthousiaste à la Commune de Paris » -page 3-. Sous une photo de la manifestation il est précisé « Des dirigeants des communistes marxistes-léninistes de France et du Parti Communiste révolutionnaire (ml) au coude à coude, en tête de la manifestation ». L'article indique la présence de membres du Comité central du PCMLF et du PCR (ml). Lors du meeting, un membre du PCRml y fera une intervention.

Une brochure retraçant cette initiative sera publiée en mai 1977 sous le titre « **PARIS 19 MARS 1977 : 106e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS - Manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge** »

Processus d'unification…

Sur le site des EP l'histoire du processus d'unification de deux partis ml en 1979-80 est détaillée

Nécessaire… mais tardif !

Le processus d'unification du PCRml et du PCML et la fusion des deux quotidiens était juste politiquement, nécessaire. Seulement cette unification est arrivée bien trop tardivement. De plus la victoire de la gauche en 1981, n'a pas été et ne pouvait pas être un tremplin pour les luttes. Pires, les illusions électorales conjuguées aux reniements des engagements de la gauche ont largement contribués au développement d'un reflux politique de la classe ouvrière dans les années du Mitterrandisme.

La fusion du QDP et de l'HR

Le processus d'unification prévoyait la fusion des deux quotidiens publiés par le PCRml et le PCML. Voici quelques éléments sur la tentative de fusion du Quotidien du Peuple et de l'Humanité Rouge.

L'échec du quotidien commun : prélude à la disparition du PCR et du PCML

Revenons sur un des aspects concernant l'échec du *Quotidien* lancé en commun par le PCML et le PCRml en 1980. Cet échec préfigure l'échec puis la disparition du PCR en tant que parti se réclamant du marxisme-léninisme en 1982 puis sa dissolution en 1983.

Le 10 avril sort le dernier numéro (le 69) du ***Quotidien du Peuple*** publié en commun par le PCML et le PCRml depuis début janvier 1980.

Pierre Turpin dans son très intéressant livre « **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** publié chez l'harmattan en 1997, écrit page 60 :

> « *Si la publication du Quotidien du Peuple fut un événement important, elle ne permit donc pas aux deux partis qui en étaient les initiateurs d'avancer notablement vers l'unification des forces marxistes-léninistes, comme ils se l'étaient proposé. Le PC(m-l)F continua de collecter les signatures de notables susceptibles de soutenir la candidature de Pierre Bauby à l'élection présidentielle, tandis que le PCR(m-l) s'engageait sur une voie qui allait le rapprocher du PSU et du Mouvement pour une alternative non-violente.* »

Dans sa chronologie page 429, il indique que le ***Quotidien du Peuple*** « *cesse sa parution pour des raisons financières* ». « **La vie du parti** » bulletin intérieur du PCRml dans ses numéros 44 et 45 (avril et mai 1980) précise le détail des difficultés du QdP et l'espoir de le voir reparaître. Certes le QdP à de gros problèmes financiers, mais comme le fait remarquer « **la vie du parti** » n°45

> « *le Qdp a dû suspendre sa parution pour des raisons principalement financières, et cela sur la demande de nos partenaires. Ceux-ci ont par ailleurs indiqué qu'ils étaient prêts à reprendre la publication du QDP avec nous dès qu'ils jugeraient leurs difficultés financières assainies.* ».

En fait derrière les raisons « *principalement financières* » de la suspension du QdP (également mises en avant dans le n°75 de l'HR-b- du 17 au 30 avril 1980), il y a bien des divergences politiques, tactiques et stratégiques de fond entre les deux partis.

Droits de l'Homme, PCK, Cambodge…

Le n°37 de « **La vie du parti** » (Bulletin intérieur du PCRml) de mai 1979, publie un article « ***A propos du P.C.K.*** ». Cet article analyse et critique sur le fond les orientations, les décisions prises par le Parti Communiste du Kampuchéa et leurs graves conséquences.
Le n°41 de « **La vie du parti** » d'octobre-novembre 1979, publie une contribution « ***A propos des droits de l'Homme*** ».
Le n°42 de la VDP de janvier 1980 revient sur le sujet du PCK avec la publication d'une contribution de Fanny (une militante de la cellule Martigue – Fos) : « ***A propos du Cambodge*** ».
Front Rouge –trimestriel- n°8, publie une contribution « ***A propos des droits de l'homme*** » -pages 65-66-
Le sujet des droits de l'homme, la critique du PCK, sont des points visibles des divergences du PCRml avec le PCML sur la question de Staline. Mais en fait, les divergences sont bien plus profondes et elles se concrétiserons sur le plan théorique par un abandon progressif du marxisme-léninisme.

Le PCRml s'engage sur des nouvelles orientations :

*** en avril 1980 dans un travail en direction des militants du PCF « **Annexe de l'appel au parti n°7** »
*** en mai dans des « nouvelles orientations »

La publication hebdomadaire du PCRml « **Pour le socialisme** » n°1 (avril-mai 1980) au n°48 (juillet 1981) puis quinzomadaire jusqu'au n°55 (décembre 1981) devient organe du PCR (du 56 –janvier 1982 au 61 –avril 1982).

Pour le socialisme illustre bien dans son contenu, l'évolution et les choix politiques du PCRml puis du PCR. Cette évolution privilégie :
* les militants du PCF,
* le soutien à l'Appel de l'Union dans les luttes,
* la constitution et la participation aux CUB –Comités d'Union à la Base-,
* les « *assemblées de gauche et d'extrême-gauche* »,
* Electoralement « *Tout faire pour battre Giscard !* »,
* Faire la promotion de « *l'émergence d'une gauche nouvelle* » et la fusion avec l'OCT.

Gramsci superstar…

Les nouvelles orientations sont l'occasion pour la direction du PCRml de lancer l'étude des textes de Gramsci.
Pour Le Socialisme fera publier, sous la plume de Charles Villac, du n°44 au n°49 une série de 6 articles sur Gramsci :

-PLS n°44 –du 26 mai au 3 juin 1981 « *Lire Gramsci… (1) Un rapport original au marxisme-léninisme* » -page 11-
-PLS n°45 –du 4 au 10 juin 1981- « *Lire Gramsci… (2) Une approche dialectique du rapport structure/superstructure* » -page 11-
-PLS n°46 –du 11 au 17 juin 1981- « *Lire Gramsci… (3) Contre une interprétation erronée de l'action du facteur économique* » -page 11-
-PLS n°47 –du 18 au 25 juin 1981- « *Lire Gramsci… (4) Le « sens commun »* -page 11-
-PLS n°48 –du 25 juin au 1er juillet 1981- « *Lire Gramsci… (5) La valeur des idéologies* » -page 7-
-PLS n°49 –de juillet 1981- « *Lire Gramsci… (6) La modification du rapport des forces. La recherche de l'hégémonie* » -pages 18-19-

Le sabordage

Dans le sous-chapitre « ***le sabordage des deux principaux partis*** », Christophe Bourseiller dans **« Les Maoïstes »** pages 284 à 294 affirme que la direction du PCRml en 76-77 négociait avec la LCR, l'OCT et les CCA :

« *les discussions avaient achoppé sur un point essentiel : LCR, OCT et CCA souhaitaient se désister au second tour pour les candidats de la gauche unie, stratégie que le parti ML récusait totalement. C'est donc à la suite de l'échec des pourparlers avec ces groupes que le PCR s'est tourné vers le PCMLF.* » -page 285-

La direction du PCRml s'est engagée dans la campagne de l'UOPDP aux législatives de 1978, par défaut. Il est certain que ces éléments ont joué dans l'échec du processus de fusion des deux partis ML en 79-80.

Le soutien à la gauche, les illusions sur le « débordement »

Cette évolution à renforcer les pires illusions sur le PS et la social-démocratie. Elle va déboucher sur la fin du PCR en 1983 et l'entrée d'une partie de ses militants dans la FGA. En fait le PCRml a été très influencé par certaines idées de la deuxième gauche, et c'est naturellement que beaucoup d'ex-militants PCR et PSU se retouveront dans la FGA, l'AREV, les comités Juquin ou les Verts (comme les anciens de l'OCT : Lipietz, Lemaire…).

Le débordement à gauche…une croyance dangereuse

En fait l'analyse et la tactique du PCRML qui se met en place très progressivement à partir d'avril 1980, c'est la construction d'une structure « à gauche » pour soutenir électoralement la candidature de Mitterrand pour le 2e tour des présidentielles. Ce soutien (qui se veut aussi critique) s'appuie sur des analyses et des tactiques vis-à-vis de ce qui s'appelle nouvelle gauche ou de certains courants critiques au sein du PCF. L'idée principale c'est que le rejet de Giscard, rejet justifié de sa politique répressive contre les travailleurs, politique d'intervention de l'impérialisme français en Afrique, politique pronucléaire etc… provoquera une défaite électorale en se reportant sur Mitterrand.

Que cette victoire de Mitterrand débouchera sur des grandes mobilisations capables de déborder le PS pour arriver à une situation révolutionnaire. Sur le fond cette conception du débordement est totalement trostskiste, et finalement complètement fausse. C'est ce qu'expliquait l'HR n°226 du jeudi 18 avril 1974 dans l'article « ***Une théorie trotskyste : ''le débordement'' et ''il faut que les masses fassent leur expérience''*** » en page 7. C'est aussi ce qu'écrivait FRONT ROUGE n°114 -09 mai 1974- en page 3 « ***Le ''débordement'' trotskiste ! Une mystification*** ». En 2012, le Front de gauche et le NPA appeleront à voter au second tour des présidentielles pour François Hollande (PS) 'pour battre Nicolas Sarkozy' (UMP), au nom du « moins pire ». et sur l'idée illusoire et fausse qu'Hollande tiendra compte de l'apport des voix du Front de gauche, dans son élection. Force est de constater que là encore ce sont les pires illusions sur le PS que propage le Front de gauche (PCF) et les ex-trotskistes de la LCR devenus NPA.

Un soutien critique qui renforce les illusions

Dès la victoire de Mitterrand –voir le rôle de Chirac dans celle-ci (le n°34 de mars 1981 de **Pour Le Socialisme** posait déjà la question à la une : « ***Chirac prépare-t-il la défaite de Giscard ?*** »)- les unes de PLS de mai à octobre 1981 indiquent bien que le changement est sous conditions : « ***Giscard est battu, mais rien n'est réglé*** » -n°42- « ***Que veulent-ils ?*** » -n°45- « ***PS : la victoire… …mais pour quoi faire ?*** » -n°47- « ***Et maintenant ?*** » -n°48- « ***Un été pas comme les autres ?*** » -n°49- « ***Pour que ça change vraiment : Le choix de la lutte*** » -n°51-

Les titres de PLS montrent les ambiguïtés et les limites du PCRml vis-à-vis du gouvernement de gauche. Ils sont liés à la stratégie politique du « soutien critique » de la « gauche nouvelle » et aux illusions qu'il a contribué à renforcer dans sa campagne pour le vote Mitterrand.

Le PCML essaie de maintenir une ligne ML dans un contexte difficile

Le PCML quant à lui n'a pas suivi la même voie que le PCRml. Il a continué de publier **l'Humanité Rouge**, et relancer sa revue **Prolétariat** (n°22) en juillet 1981. Il s'est engagé dans un premier temps sur la ligne « *classe contre classe* » pour finalement arriver dans un deuxième temps sous l'influence d'un courant social-démocrate aux mêmes résultats que le PCRml, c'est à dire la disparition du PCML et sa transformation en PAC –Parti pour une Alternative Communiste- en septembre 1985.

Début de l'année 81 l'unité des ML est dèjà finie. C'est du 29 janvier au 1er février 1981 que se tient le IVe Congrès du PCML. Depuis mai 1980 le PCML a décidé de présenter Pierre Bauby comme candidat ML aux futures présidentielles. Malgré une campagne de six mois Bauby ne pourra pas se présenter, à cause de la difficulté pour celui-ci d'obtenir un nombre suffisant de parrainages d'élus. L'intitulé de la campagne du PCML est « *Pierre Bauby le candidat contre Giscard, contre la guerre* ».

Il est assez évident que dans le contexte, mettre en avant « contre Giscard » c'est déjà se positionner électoralement pour un candidat de gauche.

Dèjà dans l'HR n°1236 –du 12 au 18 février 1981- Pierre Burnand analyse le programme du candidat du PCF (G. Marchais) sous le titre « ***131 propositions pour quoi faire ?*** » -page 15-

Puis c'est au tour du programme de Mitterrand d'être examiné dans l'HR n°1237 –du 19 au 25 février 1981- : « ***110 propositions pour en venir où ?*** » -page 15-

Un numéro spécial de l'HR 1239 du 6 au 12 mars 1981 est consacré aux présidentielles et à la campagne du PCML et de Pierre Bauby. Pages 8-9 dans un « *Entretien avec Pierre Bauby :* ***Lutter, s'unir, débattre, il n'y a pas d'autre voie pour s'en sortir*** » à la question : ***Que fera le PCML au second tour ?***, il répond en conclusion après avoir précisé sur quoi devra s'engager Mitterrand (car il est évident que ce sera lui au second tour) :

> « *C'est en fonction des réponses apportées à ces engagements, que l'on pourra voir si l'élection d'un candidat de gauche sera, non pas la résolution des problèmes, mais un moindre mal et permettrait en tout cas d'améliorer les perspectives de lutte de la classe ouvrière.* » **(voir annexe 95)**

En page 15 nous trouvons deux articles. L'un s'intitule ***« Dites nous Georges Marchais*** » et l'autre « ***François Mitterrand si vous étiez président*** ».

Le n°1242 de l'HR du 26 mars au 1er avril 1981, titre sur les « ***Dix mesures pour que ça commence à changer*** » et annonce :

* Pas de carte blanche. Le PCML jugera sur pièces.

* Pour le 2e tour, sa décision prendra en compte les engagements du candidat de gauche sur 10 mesures qui marqueraient l'amorce d'un changement favorable à la lutte des travailleurs. ». En page 3 nous trouvons « ***Les 10 questions du PCML*** » et la liste de celles-ci sous le titre : « ***Le candidat de la gauche le mieux placé au 2ème tour s'engage-t-il :*** ».

Du 2 au 24 avril 1981, les couvertures des n°1243 – 1244 - 1245 de l'HR annoncent clairement le choix d'organiser la défaite de Giscard. Le 25 avril Mitterrand avec 32% arrive en tête du premier tour.

Le n°1246 de l'HR du 24 au 30 avril 1981 titre : « ***Au 1er tour votez blanc ou nul*** ». En page 3 des précisions sont données concernant le premier tour et une « ***Résolution du comité central du PCML*** » est publiée **(voir annexe 96)** dans celle-ci l'objectif de « *battre la droite* » est affirmée.

Les 9 unes des numéros 1247 à 1255 de l'HR sur la période du 1er mai au 2 juillet 1981 sont consacrées à la défaite souhaitée de Giscard aux présidentielles et celle de la droite aux législatives **(voir annexe 97)**

10 mai 1981 : Victoire de Mitterrand, gouvernements Mauroy, ministres PCF et « deuxième gauche ».

1er gouvernement Pierre Mauroy, du 22 mai 1981 au 23 juin 1981 ;
2ème gouvernement Pierre Mauroy, du 23 juin 1981 au 23 mars 1983 ;
3ème Gouvernement Pierre Mauroy, du 23 mars 1983 au 17 juillet 1984.

Le premier gouvernement Pierre Mauroy du 21 mai 1981 au 22 juin 1981, n'a pas intégré de ministres issus du PCF, mais ceux issus de la deuxième gauche : Jacques Delors, Michel Rocard et Jean Auroux

Le deuxième gouvernement de Pierre Mauroy du 23 juin 1981 au 23 mars 1983, intègre quatre ministres du PCF : Charles Fiterman, Marcel Rigout, Jack Ralite, Anicet Le Pors.
Les ministres "deuxième gauche" sont aussi au nombre de quatre :
- Jacques Delors, Michel Rocard, Jean Auroux et l'arrivée de Pierre Bérégovoy (à partir du 29 juin 1982)

Le troisième gouvernement de Pierre Mauroy, du 23 mars 1983 au 17 juillet 1984, maintient toujours quatre membres de PCF : Charles Fiterman, Marcel Rigout, Jack Ralite, Anicet Le Pors.
Le nombre de ministres « deuxième gauche » passe à cinq : Jacques Delors, Pierre Bérégovoy, Michel Rocard, Jean Auroux, Huguette Bouchardeau.

-**La Forge** n°46 –du 1 au 15 juin 1981- publie un article intitulé : « ***De reniements en reniements le PCF s'achemine vers la fusion complète avec la social démocratie*** ». Cet article montre que le PCF n'est pas en position de force au sein de la gauche et qu'il doit faire accepter à ses électeurs et à ses militants son soutien à Mitterrand dans l'optique d'une participation au gouvernement. Voici un extrait significatif de cet article :
« *Depuis le 10 mai, le PCF a quasiment disparu de la scène politique. De temps en temps on entend par l'un ou l'autre de ses représentants une petite phrase toujours la même, répétée inlassablement comme une ritournelle: "Nous sommes prêts à participer au gouvernement".*
Après avoir lancé des attaques répétées tous azimuts durant la campagne électorale contre Mitterrand, accusé d'être plus à droite que la droite elle-même (!), le soir même du résultat des élections, Juquin à la Bastille lançait des "camarades" par-ci, "camarades" par-là et des "nous avons gagné" aux dirigeants du PS ! Et depuis ce soir-là plus une seule critique mais un ton conciliant et modéré à l'adresse de Mitterrand et du PS.
Que s'est-il passé entre temps ? Les socialistes avaient-ils tout d'un coup changé de nature ? Evidemment non ! Mais alors que le PCF avait misé sur la victoire de Giscard, et basé toute sa campagne là-dessus, voilà qu'au soir du 10 mai Mitterrand était le vainqueur ! L'oligarchie avait choisi de changer son commis principal à la tête de l'Etat et Marchais devait alors en tenir compte.
Ce retournement de veste de la part du PCF n'est pas le premier, ni probablement le dernier !, mais il faut avouer qu'il est particulièrement spectaculaire et qu'il éclaire crûment sur les motivations de ce parti.
Marchais et ses compères apparaissent comme de véritables larbins. La table est mise et l'odeur du fumet les grise à un tel point qu'elle leur fait perdre la décence la plus élémentaire ! Tels des valets serviles, ils sont prêts à venir manger dans la main de Mitterrand, à vendre les intérêts de la classe ouvrière pour un plat de lentilles.
C'est exactement ce que G. Hermier annonce quand il déclare à la presse au sujet des négociations avec le PS pour un éventuel accord de gouvernement: "...Si nous n'avions pas de ministre dans le prochain gouvernement... nous ne pourrions apporter notre soutien, être tenus, engagés par l'action d'un tel gouvernement " (Le Monde 30 mai 1981). » (extraits de La Forge n°46 –1 au 15 juin 1981)

Le PCF entre dans le 2ème gouvernement Pierre Mauroy, le 23 juin 1981. Un article de **La Forge** n° 48 –du 1 au 15 juillet 1981- pose la question « ***Pourquoi des ministres du PC au gouvernement ?*** ». L'article donne des éléments de réponse, voici un extrait :
« *Tout simplement parce qu'il l'a voulu ! pourrait-on dire. Et c'est vrai que la participation au gouvernement a été le cheval de bataille du PCF au cours de ses campagnes électorales; il affirmait qu'elle* ***garantirait le changement attendu par les travailleurs.***
La présence des ministres PC au gouvernement, dans la perspective d'une victoire de la gauche aux élections devait, selon lui, empêcher Mitterrand et le Parti socialiste de gouverner à droite.
Le voilà arrivé à son but. Qu'en est-il ? De quels moyens dispose le PCF pour exercer sa pression ? Aucun.

Affaibli par les résultats électoraux des présidentielles et des législatives qui permettent au Parti socialiste et à Mitterrand ***de se passer si bon leur semble, de sa participation au gouvernement et de ses voix au Parlement****, tenu désormais par le contrat qu'il a signé avec le PS, qui est une véritable capitulation, qui le lie totalement à la politique décidée et mise en ouvre par Mitterrand, le PCF a répondu à la convocation de ce dernier, comme répond "oui" une mariée sans charme et sans dot, totalement soumise, presque reconnaissante et prête à accepter toutes les humiliations. Et Mitterrand et ses hommes ne se sont pas gênés pour propager sur les ondes des apaisements supplémentaires à la bourgeoisie, en France et à l'étranger, sur la préservation de ses intérêts fondamentaux. Rien à craindre, les 4 membres du PCF ne sont pas à des postes clé et la Constitution de la Vème République est ainsi faite que les secrets d'Etat ne sont pas divulgués au conseil des ministres. Les 4 sont au gouvernement tels des animaux apprivoisés, inoffensifs et heureux de l'être.* »

Illusions, reflux, démobilisations, enfumage et politique de la gauche

Le vote pour Mitterrand est l'aboutissement des illusions réformistes, c'est-à-dire l'expression à un moment donné, des limites politiques et du niveau de conscience des travailleurs.
C'est à ses limites politiques, que seront confrontées les organisations révolutionnaires après la victoire de la gauche en 1981. En plus cette période est marquée par un reflux politique qui est lui-même alimenté par la gestion réformiste et social-démocrate de la gauche au pouvoir.
Avec où sans la mobilisation des travailleurs, la gauche en général et le PS en particulier en 1981 malgré son programme, n'a jamais voulu la « rupture avec le capitalisme ».

Pour comprendre les premières années de la gauche au gouvernement, l'absence ou la faiblesse de l'intervention des travailleurs, les seules illusions et le reflux n'expliquent pas tout.
En effet aujourd'hui encore, une sorte de réécriture de l'Histoire et du bilan de la gauche au pouvoir, explique que le gouvernement PCF-PS a pris de 1981 à 1983 des mesures politiques, économiques de gauche et énumère en vrac : la cinquième semaine de congés payés, l'abolition de la peine de mort, l'augmentation du SMIC, les nationalisations, les lois Auroux, la retraite à 60 ans, la décentralisation, la régularisation des sans-papiers, la réduction du temps de travail, les radios libres…

Toujours d'après la version idéalisée du bilan de la gauche, ce n'est qu'après le « *tournant de la rigueur* » en 1983, l'arrivée de Fabius remplaçant Mauroy en 1984 que « la gauche à trahi » et que c'est devant l'impossibilité d'inverser ce cours, que le PCF quitte le gouvernement.

Pourtant la réalité fut tout autre, et c'est là qu'intervient un élément supplémentaire qui se rajoute aux illusions, au reflux ou à « *l'Etat de grâce* ». C'est la capacité pour la social-démocratie d'utiliser d'une part les déclarations de la droite, l'attitude des patrons en général et du CNPF en particulier et d'autres parts les espérances des travailleurs. En d'autres termes de désamorcer les éventuelles impatiences, d'autant plus que l'attitude agressive de la droite et du patronat est une réalité et que comme le révèle justement **L'Humanité Rouge** -hebdomadaire- n°1267 -du 26 novembre au 2 décembre 1981- il y a non seulement une résistance de la droite et des patrons, mais aussi une frange radicale de cette droite qui voudrait tenter une expérience fasciste, comme le prouve le dossier en pages 8-9 : « ***Ceux qui voudraient jouer les Pinochet français : Vigilance !*** ». Le passé fasciste d'Alain Madelin à « Occident » et ses liens avec des gens comme Georges Albertini sont notamment dénoncés dans ce dossier de l'HR 1267.

Fidèle à sa démarche ménageant « *la chèvre et le chou* » (le capital et le travail), le premier gouvernement Mauroy alternera sur plusieurs années des réformes et des mesures en apparence contradictoires. Seulement la logique économique, l'exploitation capitaliste dans les usines notamment reste intacte. Quand on regarde chronologiquement les premières mesures dites de gauche prises par le gouvernement PCF-PS, c'est significatif de l'enfumage car celles-ci ont toujours un double aspect. Certes, il y a bien des contradictions, des courants dans la social-démocratie et des divergences entre eux.

Ces contradictions se manifestent par des déclarations d'intentions, des critiques sur l'ampleur et le rythme des réformes (*on ne peut pas tout faire tout de suite, on n'est pas des magiciens, ne soyez pas impatient…*). Mais le fond reste le même : gérer le capitalisme en crise et défendre les intérêts de l'impérialisme français.

L'enfumage, commence par exemple par l'accord du 17 juillet 1981 signé par le CNPF et 4 syndicats (sauf la CGT). Cet accord débouchera le 16 janvier 1982 sur une ordonnance qui entérine les 39 heures – payées 40 - et la 5ème semaine de congés payés. Dès juillet 1981, il est évident pour les militants les plus conscients, que derrière tout ça c'est pour calmer et détourner les travailleurs de la revendication des 35h, c'est la mise en place de mesures de flexibilité dans le cadre de la concurrence et la guerre économique du capitalisme et qu'à terme c'est le renforcement de l'exploitation et de la précarité pour les travailleurs.

Les « *grandes conquêtes et avancées de 1981* » sont construites sur des bases fausses. D'un côté elles sont présentées comme favorables aux travailleurs ce qui est exact, mais l'autre aspect celui-ci dominant est très largement minoré ou ignoré.

S'il y a effectivement abolition de la peine de mort, il faut relativiser cela par la réalité de la société impérialiste (accidents du travail, révolte dans les prisons, répression policière, exécution d'Eloi Machoro par le GIGN, mort d'un journaliste après le sabotage du Rainbow Warrior par les services secrets français …). L'augmentation du SMIC n'était qu'un rattrapage et globalement on était loin du compte.

La retraite à 60 ans n'était validée que sous certaines conditions, même si globalement de nombreux travailleurs ont pu en bénéficier. Les nationalisations, la décentralisation sont des mesures d'adaptations économiques et politiques dans le cadre concurrentiel et administratif de la France.
La régularisation des sans-papiers ne fut que très partielle et restrictive, les lois Auroux dites pour « *les nouveaux droits des travailleurs* » sont là aussi une fumisterie, mais surtout un moyen pour le patronat d'organiser un consensus social dans les entreprises.

Concernant les radios libres, la remise en cause du monopole d'Etat dans le domaine de la radio et de la télévision par le gouvernement d'union de la gauche se fait timidement, lentement. La gauche avait laissé espérer une « libéralisation des médias ».

Cette promesse électorale ne tombait pas du ciel, car Mitterrand et le PS avaient déjà investi et créé quelques radios (plus ou moins proches des socialistes) au moment où les radios libres (pirates) se développaient entre 1977 et 1982.
A l'été 79 François Mitterrand et Laurent Fabius sont inculpés pour être intervenus sur Radio-Riposte **(voir annexe 98)**

Des libertaires aux écolos en passant par les giscardiens, les radios libres deviennent un enjeu, d'autant plus que certaines radios comme Radio SOS Emploi (CFDT) et RLCA (CGT) furent au centre d'une importante lutte de classe dans la sidérurgie lorraine (1978-1980) **(voir annexe 65)**.

Une rencontre européenne des radios libres fut organisée à Longwy fin septembre 1979.

François Mitterrand met fin au monopole le 9 novembre 1981. C'est une aubaine pour les radios commerciales et privées qui s'investissent dans ce secteur avec de gros moyens financiers. En effet, s'engoufrant dans la brèche au monopole, certaines radios qui s'étaient appuyées sur un mouvement de libéralisation des ondes, se lancent avec l'aide de grands groupes de communication dans une démarche commerciale et investissent massivement la bande FM. Cette libération des ondes devient vite un enjeu important pour le capitalisme, tant d'un point de vue idéologique que financier.

Comme le maintien du monopole n'était plus possible, le capital a très bien vu quel intérêt il pouvait tirer de la récupération du principe des radios libres, associatives, pour en faire avec des moyens publicitaires énormes une machine occupant un maximum d'espace.

La répression continue pendant un temps par exemple contre **Radio Libertaire** (Fédération Anarchiste) en 1983.

Radio Mouvance créée le 18 mars 1983 par Roland Fornari fut saisie 5 fois sous la gauche et définitivement le 24 avril 1986 sous la droite. Radio Mouvance se voulait antiraciste, antifasciste, anti-impérialiste et antisioniste. Des militants de l'OCML-VP ont également participé à des débats sur cette radio. Précisons que le 20 mars 1986 le nouveau gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac a nommé Charles Pasqua au ministère de l'intérieur et que la saisie de Radio Mouvance se fait notamment sous le prétexte qu'elle a diffusé un communiqué du groupe Action Directe.

Les exemples montrés ci-dessus : peine de mort, SMIC, nationalisations, sans-papiers, radios libres, lois Auroux, montrent que ce qui est mis en avant globalement ou séparément comme « *avancées sociales du gouvernement de gauche* » n'est qu'un leurre pour masquer :

-les mesures d'adaptation, de modernisation du capitalisme
-la mise en place de la flexibilité et l'intensification de l'exploitation
-sa politique réelle de défense du capitalisme français. Nous en aurons d'ailleurs un bel exemple en 1998-2000 avec les 35 heures de Martine Aubry

35 H, RTT, durée du travail, flexibilité, concurrence…

Dès juillet il est clair que le gouvernement de gauche est très conciliant avec le patronat. Les illusions, l'état de grâce, le « soutien critique » maintiennent l'idée que la victoire de la gauche est un premier pas : « ***Une fois Giscard battu, il restera à battre le CNPF*** » et « ***Pour faire aboutir les revendications, pour faire reculer le patronat, c'est la lutte des travailleurs qui sera décisive.*** » avait titré en avril 1981 l'HR n°1244. C'était oublier la puissance anesthésique et dérivative des élections, la nature des partis de gauche au pouvoir, le rôle des directions syndicales, du renforcement du réformisme et de la social-démocratie, de l'affaiblissement des organisations se revendiquant de la révolution…

Evidemment les camarades avaient en tête l'expérience de 1936 (les ouvriers en grève occupant les usines et imposant les congés payés au gouvernement de gauche), seulement en 1981 les conditions étaient différentes et la bourgeoisie en avait aussi tiré les leçons.

Quand le PCF, plusieurs années plus tard parlera de l'expérience de 1981, il mettra en avant les illusions et l'absence d'intervention des travailleurs, alors que que c'est bien lui qui a créé et renforcé les illusions sur le PS et entretenu l'idée que la société capitaliste pouvait être transformée électoralement et changer de nature, sans passer par une révolution qui briserait l'Etat bourgeois, condition incontournable pour un vrai changement et une rupture avec le capitalisme.

Le premier gros dossier pour la gauche fraîchement élue, concerne le temps de travail.

Dans un article publié dans le PLS n°49 –juillet 1981-, Louis Fournel aborde le sujet de la réduction du temps de travail à 35h (qui était une promesse de Mitterrand). Dans l'article « ***A quand les 35 heures ?*** » il apparaît clairement que la conception, la vitesse de mise en place, les négociations, les objectifs et le contenu des 35 heures du PS, sont totalement soumis aux règles et au respect de l'économie capitaliste.

A la page 10 de PLS n°51 –du 14 au 27 octobre 1981- un article est intitulé : « ***Les 35 heures : à la vitesse de l'escargot*** ». Les 35h furent repoussées pour…. 1985, puis abandonnées. Entre-temps il y aura l'ordonnance de 1982 instituant la semaine de trente-neuf heures sous Mitterrand (Ordonnance nº 82-41 du 16 janvier 1982 RELATIVE A LA DUREE DU TRAVAIL ET AUX CONGES PAYES). Mais dans son contenu c'est déjà la mise en place de mesures de flexibilité qui seront progressivement mises en place et développées par les gouvernements successifs (Delors, Bérégovoy, Fabius…) de 1982 à 1986.

La durée du travail et l'accord de juillet 1981 où quand la CFDT signe ce qu'elle ne voulait pas en 1980

Le sujet de la durée du travail avait déjà été abordé en 1980 et la négociation sur la base du « rapport Giraudet » se termine par le refus de la CGT, de la CFDT, de FO de signer.

Krasucki dans « **Syndicats et unité** » indique page 94

> « *Et si la CFDT, bonne dernière , a dû refuser de signer tout en lançant une bouée à la mer vers le CNPF, c'est parce que cette conclusion à la négociation ne passait pas dans l'organisation elle-même. Mais le stylo était prêt.*
> *Est-ce là le réalisme ? La négociation efficace pour obtenir des résultats concrets ? La fermeté sur le fond et la revendication transformatrice ?*
> *En un mot : est-ce bien là le recentrage ? Car cet accord-là était censé faire la preuve du bien-fondé et de l'utilité du recentrage.* ».

Le site Les clés du social rappelle que :

> « *Dans les projets économiques et sociaux du gouvernement Mauroy figure la question du temps de travail et de son aménagement. Le gouvernement laisse les partenaires sociaux négocier sur ce sujet ; ils aboutissent au protocole d'accord du 17 juillet 1981 signé par le CNPF et 4 organisations syndicales, sauf la CGT.* » et « *l'ordonnance du 16 janvier 1982 entérine les 39 heures – payées 40 - et la 5ème semaine de congés payés. Ils ont ouvert également une petite porte à un aménagement plus flexible permettant aux entreprises de gagner sur le temps d'utilisation des équipements et sur l'optimisation de l'organisation de la production de biens et de services.* ».

Ce que dit « clesdusocial.com », c'est en d'autres termes : les 39 h, la flexibilité c'est ce qui permet aux capitalistes d'être plus forts dans la concurrence, la guerre économique et renforce l'exploitation des travailleurs. C'est aussi le sens des articles publiés dans la presse ML, par exemple :

> **-La Forge n°49** du 15 au 31 juillet 1981, titre : « **Pas d'accord sur les 39h, défendons nos acquis !** » -page 1-
> **-La Forge n°50** –du 1 au 31 août 1981-, publie en pages centrales un supplément n°11 d'août 1981 donnant « ***La position de notre Parti sur le protocole d'accord sur les 39 h*** »

Dans une brochure d'octobre 1982 : « **La gauche toujours plus à droite** », l'OCML-VP y dénonce très clairement, comme une agression, l'accord du 17 juillet 1981 sur la durée du travail.

Le mensuel « **Pour le Parti** » (ocml-VP) n°47 –avril 1982- consacre ses pages 4 à 13 à un dossier sur le temps de travail. Un article pages 7-8- revient sur « *un congrès syndical révélateur* » du Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie du 93 Nord. Ce syndicat lors de son congrès proteste « *contre la signature de la FGM-CFDT de l'accord du 23/02/1982 avec l'UIMM concernant la réduction du temps de travail.*» car « *Cet accord est contraire aux intérêts fondamentaux des travailleurs.* ». L'article dénonce également les mesures arbitraires prises contre la section CFDT d'Usinor Dunkerque par la direction de la CFDT et appelle à « *construire l'opposition syndicale révolutionnaire* » à la base « *dans les sections où nous sommes présents.*»

Un article pages 9 à 11 intitulé : « ***Valentine : une grève contre l'ordonnance des 39h.*** » donne des éléments de réflexion sur le sujet du temps de travail et montre que des travailleurs se mobilisaient déjà dès 1982 contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement PS-PC.

Les mesures de 81-82 sur le temps de travail contiennent l'entièreté des dispositions concernant la flexibilité dénoncée par le PCF et la CGT… en 1984-85. Entre-temps le 17 juillet 1984, le PCF avait quitté le gouvernement Fabius qui venait de succéder à celui de Pierre Mauroy.

Il est intéressant de voir que ce sont exactement les conceptions en matière de RTT de cette période (1981-1982) qui seront reprises par le PS dans les lois Aubry sur les 35 h en 1998 et 2000.

Faire face aux grands bouleversements du monde contemporain

La reparution en juillet de Prolétariat la revue du PCML **(voir annexe 100, paragraphe Prolétariat : 10 ans d'existence)** arrive dans une période particulière. C'est ce que relève Camille Granot dans l'introduction (pages 5-6) du n°22 –juillet 1981- intitulé « ***Prolétariat reparaît*** » :

> « *Il faut faire face aux grands bouleversements du monde contemporain et de notre pays : l'existence et les réalisations socialistes depuis 60 ans, leurs acquis, leurs échecs et leurs problèmes; les transformations technologiques et sociales survenues dans les pays impérialistes; les transformations des rapports de forces à l'échelle mondiale et leurs effets : l'essor du Tiers Monde, la rivalité des deux superpuissances et la marche à une troisième guerre mondiale. Des points sont clés pour ouvrir les portes de la compréhension et de la transformation*

des choses : la rupture avec l'impérialisme, la question du socialisme, le rôle de la classe ouvrière dans la révolution sociale, la question de l'Etat.
Or, sur ces points , nos références, les références du communisme, ont été et sont aujourd'hui formidablement secouées et mises à mal; le marxisme a pris des coups terribles et bien de certitudes du mouvement ouvrier ont volé en éclats. Les causes en sont multiples : les transformations en URSS, les changements et les échecs vécus en Chine, la mort de Mao Tsetoung, les erreurs sous Staline et de Staline, l 'agressivité régionale des Vietnamiens, hier encore symboles de l'indépendance, les confusions et les drames du Cambodge, l'eurocommunisme, les remontées de la social-démocratie, la stratégie du PCF et ses impasses fatales au mouvement communiste, le développement des divisions ouvrières, les reflux du mouvement ouvrier face à l 'offensive du capital ...
De notre point de vue, une cause première, principale, a déterminé et continue à déterminer un bond dans l'accumulation des phénomènes antérieurs : c'est le changement de couleur du premier pays socialiste, c'est la transformation de l'URSS en pays impérialiste. Cette cause intervient dans tous les autres phénomènes en cours et contraint les communistes du monde entier à la réflexion et à l'étude en profondeur. »

Le suicide d'une permanente de la CGT : Georgette Vacher

Le 20 octobre 1981, Georgette Vacher permanente à l'UD-CGT du Rhône et responsable du secteur féminin, se suicide à la veille du congrès de l'union départementale de la CGT du Rhône **(voir chapitre 7 : Féminisme et syndicalisme)**
Ce suicide dont les raisons sont multiples, se déroule dans un climat ou les militant(e)s sont passé de l'espoir au désespoir, c'est-à-dire de la victoire de Mitterrand et de la gauche à la politique de soumission totale du gouvernement au capital. Un autre élément du climat politique, c'est la crise larvée (qui deviendra ouverte) au sein du magazine féminin de la CGT « **Antoinette** » (lire le livre de Jocelyne George « **Les Féministes de la CGT. Histoire du magazine Antoinette (1955-1989)** » publié en 2011 chez Delga.).
Le quinzomadaire « **Pour le socialisme** » publie en pages 10-11- un article sur « ***Le congrès de l'UD-CGT du Rhône, après le suicide de Georgette Vacher*** ».

Le congrès du PS confirme qu'il n'y aura pas rupture, mais adaptation et modernisation du capitalisme

Du 23 au 25 octobre 1981 se tient le 63e congrès du PS à Valence. Le « compromis social » remplace la « rupture » avec le capitalisme, c'est la victoire du réalisme qui préfigure déjà le PS comme élément moteur de la modernisation du capitalisme français.
Dans PLS n°51 –du 14 au 27 octobre 1981- François Nolet pose la question : « ***Un Congrès pour quoi faire ?*** » -pages 6-7-
PLS n°52 du 28 octobre au 10 novembre 1981, titre « ***Après Valence, PS : comme un seul homme ?*** ». L'article de François Nolet en pages 4-5- est intitulé : « ***PS : l'adaptation*** ».

L'URP-CFDT en congrès

Le 45e congrès de l'Union Régionale Parisienne CFDT se tient le 2-3-4 novembre 1981. Dans le PLS n°53 –du 12 au 24 novembre 1981-, Gérard Privat annonce page 11, un « ***Congrès orageux pour l'URP-CFDT*** » et indique : « *Edmond Maire s'y est fait critiquer mais il ne s'est pas dégagé de perpective alternative.* »

Licenciements et luttes dans le secteur de l'automobile

Dès le début de l'année l'HR met en lumière les enjeux liés aux restructurations dans l'automobile.

Plusieurs articles montrent l'importance de ce sujet :

-HR 1232 –du 15 au 21 janvier 1981 : « ***Automobile : Des enjeux pour toute la classe ouvrière*** » (Résolution du CC du PCML du 3 janvier 1981) -page 6-
-HR n°1237 -du 19 au 25 février 1981- : « ***Automobile*** ''***Nous avons 23 usines en trop'' déclare le PDG du groupe Peugeot*** »
-Une profonde retructuration
-Graves menaces sur l'emploi des travailleurs en France
-Licenciements massifs dans les filiales étrangères de Peugeot PSA
(par Catherine Lemaire) -page 7-
« *Le 27 février une importante initiative de la CGT* » (par Gilles Carpentier) –page 7-
-HR n°1238 -du 26 février au 4 mars 1981-
« ***Talbot 1062 licenciements à Poissy. Automobile : Démarrer l'action*** » -page 1-

les pages 2, 8 et 9 sont consacrées à ce sujet qui en même temps concerne les travailleurs immigrés très présents dans ces usines. Le n°1239 du 6 au 12 mars 1981 publie en page 12 : « ***Automobile : l'attaque*** » et donne des infos sur « ***Le cas Talbot*** » et « ***La place des immigrés*** » dans ce secteur.
Pour l'HR n°1255 –du 26 juin au 2 juillet 1981 : « ***L'automobile est à la veille du grand choc*** » -page 7-
Des luttes dans l'automobile éclatent au dernier trimestre de 1981, c'est ce qu'indique l'HR n°1266 du 19 au 25 novembre en pages 2-3, avec plusieurs articles sur « ***Peugeot Sochaux : Le bras de fer*** »

Sans-papiers, immigration et régularisations

La question des immigrés sans-papiers est traitée par la gauche, très timidement et d'une façon restrictive.
Le développement du chauvinisme et du racisme fait partie du contexte dans lequel la gauche aborde le sujet de la nouvelle loi sur l'immigration. Et elle le fait sous la pression de la droite (toutes tendances confondues) qui d'ailleurs a bien été aidée par les campagnes du PCF (produisons français, coup de Vitry, délation de Montigny…).
Pour les comités de soutien aux travailleurs immigrés, pour les organisations et partis classés à l'extrême gauche face au gouvernement PC-PS, le mot d'ordre c'est « ***Régularisation de tous les immigrés sans-papiers !*** ». Le texte de la nouvelle loi sur l'immigration « ***reprend la tradition de la IVe république en l'aggravant*** » déclare Christian Bruschi (juriste) dans une interview à l'HR n°1262 du 22 au 28 octobre 1981 en page 6.
Gilles Carpentier dans l'HR 1267 du 26 novembre au 2 décembre 1981 écrit en page 4 « ***Immigration : Il faut prolonger les opérations de régularisation des sans-papiers*** ».
PLS n°55 –du 9 au 22 décembre 1981- publie une correspondance intitulée « **Sans papiers aujourdhui, clandestins demains ?** » -page 4-

Intérim, nucléaire et 'Accord du 17 juillet' : L'UR CFDT de Basse-Normandie dit Non !

Le recentrage et la politique de la gauche ne passent pas dans certaines structures de la CFDT.
C'est ce que confirme une interview en date du 26 novembre 1981 et publiée dans le trimestriel « **Résister : Revue de débat syndical** n°6-7 de février 1982 : « **L'UR CFDT de Basse-Normandie : Contre l'intérim, le nucléaire, et l'accord du 17 juillet** » -pages 36-37-38.

Le développement des questions sur les mouvements pacifistes

PLS n°53 –du 12 au 24 novembre 1981- publie un dossier sur « ***L'Europe entre guerre et paix*** » :

-« *A propos des mouvements pacifistes* » (Pierre Lefèvre) –page 3-
-« *Le retour des SS20* » (Nicolas Duvallois) –pages 4-5-
-« *Europe : les partis socialistes divisés sur la détente* » (Monique Chéran) –pages 5-6-
-« *Le pacifisme dans le mouvement ouvrier : De l'antimilitarisme au mouvement de la paix* » (Annie Cossin) –p. 7-
-« *La poudrière européenne* » (Raymond Denis) –pages 8-9-

PLS n°54 –du 25 novembre au 8 décembre 1981- « ***Pacifisme : pourquoi ?*** »
(***L'Europe entre guerre et paix***)
-« *RFA : la montée du pacifisme* » -pages 3-4-
-« *De l'écologisme au pacifisme* » -pages 4-5-6-
-« *Brejnev à Bonn : un portrait bien débonnaire* » -page 6-
-« *Jeunes : une profonde inquiétude* » (Pascal Real) –page 7-

PLS n°55 –du 9 au 22 décembre 1981- « ***Le PS entre Pershing et pacifistes*** (Yves Derenne) –pages 8-9-

La pologne et Solidarnosc

Pour les forces politiques et syndicales sur le plan international c'est surtout la Pologne qui retient l'attention avec l'état de siège instauré par le Général Jaruzelski le 13 décembre 1981. Cette loi martiale durera jusqu'au 22 juillet 1983.
Un petit retour en arrière, permet de mieux comprendre le rôle et l'enjeu de la question polonaise dans la France des années 80. **(voir annexe 101)**

Le PSU et son 13e congrès

Yves Derrenne dans PLS n°56 –du 7 au 20 janvier 1982-, revient pages 7-8- sur « *la question centrale débattue* » au 13e congrès du PSU, qui s'est tenu à Nantes du 18 au 20 décembre 1981 : « ***Être ou ne pas être dans la majorité gouvernementale*** ».

Le n°50 de **PLS** –du 30 septembre au 13 octobre 1981- décortique « ***Les dossiers de la rentrée : Décentralisation, nationalisations, radios libres, immigration…*** » -pages 4 à 12-
Un article de Nicolas Duvallois analyse « ***Les calculs du PCF*** » et pose la question « *Comment tirer profit de la participation gouvernementale sans pour autant masquer les différences ?* » -pages 13-14-

La droite se redresse…

Sous le titre « ***Pauvres riches !*** » un article page 19 de **PLS** n°50 –du 30 septembre au 13 octobre 1981- montre qu'il y a bien une tentative pour la droite d'exploiter les contradictions, les faiblesses et la soumission de la gauche à la logique de la gestion du capitalisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise.
Pour François Nolet : « *Le plan gouvernemental de lutte contre le chômage fait appel à la coopération du patronat comme à la modération des travailleurs.* » et c'est « *Une contradiction difficile à assumer* » écrit-il en page 20 dans l'article : « ***Quand donc les chefs d'entreprises comprendront-ils… ?*** ».
Pour Pierre Mauroy – premier ministre- « *Les salariés permettront le succès de cette politique en acceptant de privilégier la réduction du temps de travail par rapport à la revendication d'une hausse de pouvoir d'achat* ». (**PLS** 50 page 20).

PLS n°55 –du 9 au 22 décembre 1981- dénonce en page 2 « ***La droite en première ligne contre le changement*** ». Un article intitulé « ***Grève des médecins : un ballon d'essai pour la droite*** » (PLS n°56 –du 7 au 20 janvier 1982-) signale que « *Les réformes mises en place par le nouveau gouvernement suscitent une résistance acharnée de la droite.* » -page 10-
A la page une de ce n°55, la question est posée : « ***que faire des nationalisations ?*** ». Pour Monique Chéran qui signe en page 3 l'article « ***Nationalisations : le changement doit aussi venir d'en bas…*** » se questionne « *D'ici quelques semaines, la loi sur les nationalisations doit être mise en œuvre. Que va-t-il se passer ? A vrai dire, c'est encore bien flou. A PUK, par exemple, la direction continue comme avant…*
Les syndicalistes sont un peu inquiets. ». Monique Chéran se demande « Que deviennent les droits nouveaux pour les travailleurs ? » et donne une indication intéressante : « *Le rapport Auroux, considéré en général comme le minimum envisageable, ne déchaîne pas l'enthousiasme.* ».

Charlie Hebdo s'arrête… (voir annexe 99)

L'hebdomadaire satirique « Charlie Hebdo » lancé le 23 novembre 1970 cesse sa parution le 23 décembre 1981, au numéro 580. Il n'a pas assez de lecteurs réguliers.

…provisoirement

Un numéro 581 paraîtra en janvier 1982 après les incidents survenus lors de l'émission « **Droit de réponse** » animée par Michel Polac le 2 janvier 1982 et consacrée à la mort de Charlie Hebdo **(voir au chapitre suivant : Charlie Hebdo, Minute, Polac et TF1)**

Le livre de Stéphane Mazurier « **Bête, méchant et hebdomadaire** : *Une histoire de Charlie Hebdo (1969-1982)* –Buchet – Chastel 2009 indique la publication de 2 n° en 1982 au chapitre la fin de l'aventure –pages 118 à 122 « Le 11 janvier un « *spécial Droit de réponse* » et « *un dernier numéro non numéroté est publié le 7 septembre 1982* » avec la mention « *L'Hebdo Hara-Kiri n°25* ». (Voir également sur le site http://www.harakiri-choron.com/articles.php ?lng=fr&pg=115 la sortie de n° spéciaux ou collectors).
Charlie Hebdo reviendra en 1992 **(voir annexe 99 : Les quatre périodes de Charlie Hebdo)**

Illusions et « gueule de bois »

La fin de l'année 1981 c'est une bonne « gueule de bois » pour ceux qui pensaient que la gauche allait ouvrir une autre perspective politique. C'est la droite et le patronat qui relèvent la tête après plus de 6 mois de gouvernement de gauche. C'est un mouvement ML plus divisé que jamais. Le PCRml comme le PCML sont sur une ligne opportuniste vis-à-vis du gouvernement de gauche (comme en témoigne leur presse) et les autres organisations ou partis comme l'OCML-VP, l'UCFML et le PCOF sont trop faibles.

CHAPITRE 13

1982 : la fin des illusions ?

Une grande partie de l'euphorie de mai 81 est retombée, mais il reste encore de grosses illusions sur le gouvernement de gauche.

Pershing, SS20 : guerre et pacifisme

Sur le plan international ce sont surtout les conséquences du « coup de Varsovie » avec l'instauration de l'état d'urgence en Pologne qui vont « encadrer » les débats concernant les risques de guerres, ceux du mouvement pacifiste et les diverses manifestations pour le désarmement. Déjà du 17 au 23 août 81 avait été organisé au Larzac des Rencontre internationales pour la paix (voir **PLS** n°50 –du 30 septembre au 13 octobre). La manifestation « pacifiste » du PCF à Paris qui s'est déroulée le 25 octobre 1981 est un échec politique selon **PLS** n°52 du 28 octobre au 10 novembre 1981 –page 3-

Depuis trois ans de grandes mobilisations pacifistes se sont déroulés dans le monde sur la base du refus de la course aux armements, symbolisée par les missiles SS20 de l'URSS installés en Europe et les fusées Pershing II des Etats-Unis.

> « *À un sommet de l'OTAN, le 14 décembre 1979, fut prise la double décision d'installer des missiles en Europe occidentale pour riposter aux SS-20 soviétiques et d'engager des négociations pour en obtenir le retrait. Si les négociations n'aboutissaient pas dans un délai de 4 ans, l'OTAN devait déployer des missiles de croisière BGM-109G Gryphon et des missiles balistiques Pershing II en Europe.* » sources

Ces Pershing II sont des engins nucléaires nouvelle génération qui seraient pointés vers l'URSS, et de plus la mise à feu éventuelle, pourrait directement être décidée des États-Unis.

Le thème de la guerre mondiale, des rivalités URSS-USA, de la détente ont été « boostés » par les conflits militaires des années 70 et surtout l'intervention soviétique en Afghanistan.

Pour une partie des ML ces thèmes ne sont pas nouveaux et ils confirment leurs analyses de l'URSS et de la situation internationale, basées en grande partie sur celles de la Chine.

Il n'est donc pas suprenant de voir la revue « **Que faire aujourd'hui ?** » consacrer son n°4 –de mars 1980- au sujet : « ***Vers la troisième guerre mondiale ?*** ».

Le 10 octobre 1981 se déroule en RFA une gigantesque manifestation pacifiste : près de 300 000 personnes défilent à Bonn.

Le 15 octobre 1981 une manifestation à Bruxelles regroupe 150 000 personnes contre les euromissiles.

Le 25 octobre 1981, le Mouvement de la Paix mettait en avant le mot d'ordre « *Ni Pershing – ni SS20* » dans une manifestation de 100 000 personnes à Paris.

Le mensuel « **Pour le parti** » n°43 de décembre 1981, titre sur « ***l'offensive pacifiste : 150 000 pacifistes ont défilé à Bruxelles*** ». L'éditorial de Charles Paveigne pages 1 à 4, pose la question « ***Quel pacifisme ?*** ».

En janvier 1982, Vladimir Boukovski éditait un petit livre intitulé « **Les pacifistes contre la paix : Nouvelle lettre aux Occidentaux** » chez Robert Laffont. Boukovski est un ancien dissident soviétique qui avait été libéré après de nombreuses tractations entre l'URSS et le Chili, contre Luis Corvalán secrétaire du Parti Communiste Chilien emprisonné sous Pinochet le 18 décembre 1976. La logique de Boukovski le conduira plus tard tout naturellement vers le courant pro-US en faveur des néoconservateurs avec les revues « **Le meilleur des mondes** » d'A. Glucksmann et « **La règle du jeu** » de Bernard Henri Lévy **(voir chapitre 16)**

En février 1982, le n°18 de « **Que faire aujourd'hui ?** » titre son dossier sur « ***Europe : Gagner la paix ? : Les mouvements pacifistes après le coup de Varsovie*** ».

20 juin 1982 : la Marche pour la paix et le désarmement organisé par le Mouvement de la paix et l'Appel des cent regroupe plusieurs centaines de milliers de participants.

En juillet 1982 **La Cause Marxiste** n°2 (revue de l'UCFML) publie en pages 18-19-20-21- une « ***Histoire périodisée d'un point-de-vue marxiste sur le risque de guerre*** ».

Un an plus tard, **Travailleurs** n°10 (juin 1983) va publier en une : « ***Désarmement simultané et contrôlé des deux blocs USA – URSS*** », l'édito de Camille Granot sera intitulé « **Désarmement** » -page 3-, un article signé Estelle Delmas analysera les questions de la paix et du désarmement en page 24 : « ***Pacifisme : le fond du débat*** », tandis que page suivante, Marc Perrin reviendra sur les « ***Etats généraux pour le désarmement*** » du 7 mai à Paris. Un supplément de 8 pages sera joint à ce numéro 10 : « ***Pour connaître le mouvement pacifiste*** ».

La période est aussi caractérisée par une escalade guerrière entre Israël et le Liban et la poursuite des massacres au Salvador.

L'année 1982 est chargée avec notamment <u>des congrès politiques et syndicaux</u> :

-Du 3 au 7 février 1982 : XXIVe congrès du PCF à Saint-Ouen
-Mai 1982 : Ve Congrès du PCR
-25 au 29 mai 1982 : 39e congrès confédéral de la CFDT à Metz.
-13 au 18 juin 1982 : 41e congrès de la CGT à Lille.

La mise en place des lois Auroux, les grèves dans l'automobile et notamment celles des ouvriers de Citroën.

Charlie Hebdo, Minute, Polac et TF1

L'affaire des incidents (bagarres en direct avec des journalistes du journal fascisant Minute) lors de l'émission « Droit de réponse » animée par Michel Polac du 2 janvier 1982, illustre la question de la liberté d'expression, mais surtout celle des relations du pouvoir et des médias.

Chirac privatise la chaine TF1, Bouygues l'achète…

Droit de réponse sera arrêté peu de temps après la privatisation de TF1 et son rachat par Bouygues en 1987 : la fin de « Droit de réponse » est causée par 2 émissions :
-celle du 12 septembre consacrée à la CNCL (Plantu réalise un dessin assimilant cet organisme à des larbins du pouvoir)
-celle du 19 septembre sur la construction du pont de l'île de Ré. Polac montre et lit à l'antenne et en direct la légende d'un dessin satirique de Wiaz, qui détournait le slogan de la maison-mère en représentant Francis Bouygues s'écriant : « *Une maison de maçon.. un pont de maçon.. une télé de m...!* ».

… et licencie Polac

Le 23 septembre 1987 ; le journal de TF1 annonce le licenciement de Michel Polac.
Le reportage est consacré au licenciement de Michel Polac, pour diffamation à l'encontre de Francis Bouygues et de la CNCL (Commission Nationale de la Communication et des Libertés ancêtre du CSA) lors de ses deux dernières émissions "Droit de réponse" (le 12 septembre le 19 septembre 1987). Le reportage annonce que la prochaine émission n'aura pas lieu… et qu'elle devait être consacrée à la vente et au trafic d'armes…

Lire : « **TF1 un pouvoir** » par Pierre Péan et Christophe Nick – Editions Fayard » 1997- (chapitre 10 : « ***Francis Bouygues à l'assaut de TF1*** » -pages 183 à 239.

TV, médias et Pouvoirs

L'HR n°1283 –du 1er au 28 avril 1982 aborde le sujet de « ***Quels médias pour les travailleurs*** ? » -page 3- et Pierre Burnand réalise un article sur la nomination en octobre 1981 de Jean Bertolino comme rédacteur-en-chef-adjoint aux reportages de TF1 : « ***informer autrement à la télé…*** » -page 13-

Le mensuel **PLP** n°48 (mai 1982) consacre un article au sujet de la télé, du contenu des programmes, des relations avec le pouvoir, des monopoles… et se place sur l'objectif : « ***TV une seule autorité : le pouvoir ouvrier*** » (Jules Michault) –pages 5-6-7-8-

Nationalisations et Constitution

C'est sous le titre « ***Abroger la constitution*** » que Pierre Bauby réagit à « *La décision du Conseil constitutionnel de juger non-conformes à la Constitution 7 articles de la loi de nationalisation et d'interdire sa promulgation* » (**HR** n°1273 –21 au 27 janvier 1982 –page 1-). Le même n° de l'HR publie également pages 1 et 3 « ***Nationalisations : 9 ''sages'' contre la majorité des français*** ». En page 4 Léon Cladel dans son papier : « ***Patrons : Le crédo de Monsieur Gattaz*** » -Yvon président du CNPF (ancêtre du MEDEF) et père de l'actuel Pierre Gattaz- indique « *Invité le 17 janvier, devant le* ''Grand jury RTL-Le Monde''*, Gattaz, nouveau patron des patrons s'est élevé contre* ''Les réglementations infernales en droit du travail'' *qui aboutissent à des* ''contraintes brutales'' *dans les entreprises.* ».
HR 1274 –du 28 janvier au 3 février 1982- déclare page 3 « ***Nationalisations : Le gouvernement se soumet*** ».

<u>Dés 1982 tous les éléments qui vont permettre le développement du Front National de Le Pen sont en place</u>

-attaques contre le marxisme
-développement du chauvinisme et du racisme
-nouvelle droite
-crise et chômage
-gestion social-démocrate

L'émergence électorale du FN

La politique de la gauche au pouvoir (et de la deuxième gauche notamment) crée un désespoir chez les travailleurs et les masses populaires. Ce désespoir est à la hauteur des espoirs-illusions semées pour l'élection de Mitterrand.

L'adaptation à la crise économique et l'absence d'offensives claires contre le patronat, a contribué au renforcement et à l'apparition sur le plan éléctoral de trois phénomènes qui ne cesseront de se vérifier : le développement d'un abstentionnisme ouvrier, le discrédit et le recul du PCF et le phénomène Le Pen. La première percée du FN date du 21 mars 1982 lorsque Jean-Pierre Stirbois obtient 12,6% au deuxième tour des élections cantonales à Dreux. **(voir : chapitre 16 '*De 1984 à 2010 : Deux exemples d'anticommunisme assumés*' et chapitre 17 '*Mitterrand et la social-démocratie, aussi responsables de la montée du FN*')**

Des ML en crise…

1982 marque une accélération de la crise des ML et plus précisément du PCRML et du PCML :
-Le PCRml abandonne la référence ML et devient seulement PCR
-L'Humanité Rouge disparaît en juillet
Ces éléments préfigurent **la fin du PCRml en 1983 et du PCML en 1985** **(voir annexe 100)**

Pologne, Solidarnosc, quelle solidarité ?

PCF et CGT sous le coup de la répression en Pologne

Sur le plan international c'est la suite et les conséquences du coup d'Etat du 13 décembre 81 en Pologne qui vont être au centre des discussions de la classe politique dans son ensemble et des syndicats.
La crise au sein du PCF va encore être renforcée par ses déclarations sur la Pologne, mais c'est surtout dans la CGT que vont s'exprimer publiquement, des divergences après le refus de sa direction de condamner clairement le coup d'Etat de Jaruzelski. Une coordination syndicale CGT pour Solidarnosc verra même le jour.
Des membres de la commission exécutive confédérale, des fédérations, des unions locales, une cinquantaine de syndicats, plusieurs centaines de sections syndicales et des milliers de syndiqués CGT expriment un désaccord avec la position confédérale. A ce sujet voir :
-Résister : Revue de débat syndical n°6-7 de février 1982 « ***Des cégétistes pour Solidarnosc*** » (Pascal Nümberg – Syndicat CGT des Correcteurs) -pages 5 à 8-
-PLP n°47 –avril 1982- « ***La Coordination CGT pour la Pologne : l'opposition de sa majesté.*** »

Bien entendu cette situation est aussi exploitée par des forces politiques, syndicales ou patronales pour faire de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme sur le dos de la CGT **(voir annexe 101)**

Le soutien sans faille de la CFDT à Solidarnosc n'est pas totalement dénué d'arrières-pensées, d'autant plus que cela permet à sa direction de faire oublier son soutien au gouvernement de gauche, son recentrage etc…

Pierre Turpin dans son livre « **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** » - l'harmattan 1997 consacrera dans le chapitre IV « ***La nouvelle donne politique*** », un sous-chapitre sur « ***La solidarité avec Solidarnosc*** » -pages 79 à 81.

Le n°10 –décembre 1980- de la revue « **Que faire aujourd'hui ?** » avait consacré un deuxième n° à la Pologne. Le chapitre « ***La Pologne vue de France*** » aborde notamment un passage sur « ***La CFDT : solidaire des travailleurs polonais*** » -pages 33-34- où une citation d'Edmond Maire éclaire bien le sens de son soutien à Solidarnosc et dit « *La CFDT a retrouvé sa propre démarche de la construction du socialisme contre les déviations totalitaires* ».

Le PCF et la direction de la CGT font des critiques justes sur certains aspects de la mobilisation (anticommuniste et antisoviétique) pour Solidarnosc. Seulement ces critiques sont tout à fait limitées dans le cadre d'une analyse qui ne remet pas en cause, ni la nature pseudo-socialiste de la Pologne (ou de l'URSS), ni le caractère anti-ouvrier du régime et du POUP. Ils ne peuvent aller au-delà de certaines critiques sans sombrer dans l'anticommunisme, tout simplement parce qu'elles sont faites sur la base du révisionnisme moderne dont le PCF et le POUP sont d'ardents défenseurs. Nous retrouvons là aussi, les limites idéologiques et politiques du PCF, apparues sur Soljénitsyne, les nouveaux philosophes ou les dissidents. (Lire en **annexe 102** l'éditorial de Camille Granot « ***Une étude et une discussion nécessaires*** » -pages 5-6-7- de **Prolétariat** n°24 –avril 1982-).

La direction réactionnaire, anticommuniste, cléricale et favorable à l'instauration d'un système capitaliste classique en Pologne est défendue par les dirigeants de Solidarnosc. Ces orientations servent de prétextes bien utiles en France, tant aux dirigeants CGT qu'à ceux du PCF.

Le n°59 –du 18 février au 3 mars 1982- du quinzomadaire (du PCR) **Pour le socialisme** publie en page 12 un article sur l'exclusion de la CGT de FAR (entreprise de la métallurgie, filiale de Paris-Rhône et de Valéo) : « ***UD CGT du Rhône : ça grince*** ». Le crime de cette section CGT, dont les adhérents rejoindront tous… la CFDT, était d'avoir des militants dans l'association Georgette Vacher et d'être présent dans la coordination CGT pour Solidarnosc.

Contradictions, luttes de lignes dans Solidarité vues par VP et l'UCFML

La réalité des contradictions, des luttes de lignes à l'intérieur de *Solidarité* sont bien mise en avant par l'OCML-VP et son journal **Pour Le Parti**. La liste des articles de **PLP** concernant la Pologne dans la période septembre 1980 – avril 1982, montre que *Solidarnosc* n'est pas un bloc monolithique. Le PCRml sera également très impliqué dans le soutien à Solidarité.

Pour les listes des articles de PLP et de PLS sur la Pologne **(voir annexe 103)**

L'UCFML et la Pologne

L'analyse du mouvement ouvrier en Pologne et l'évolution de celle-ci dans l'UCFML est intéressante, car elle se déroule sur plusieurs années (1980 à 1983). Elle est encadrée à la fois par la situation internationale (risques de guerre, l'arrivée de Reagan aux USA et de Thatcher en Grande-Bretagne) et la situation nationale en France : Mitterrandisme, reflux du mouvement ouvrier, crise, offensive idéologique réactionnaire.

De plus l'évolution de l'analyse de l'UCFML sur la Pologne est elle-même conditionnée par l'évolution des thèses de l'UCFML (qui en 1982 apparaît de plus en plus sous le sigle UCF) en termes de post-léninisme. Les thèses qui fondent le passage de l'UCFML à l'UCF puis à l'OP –Organisation Politique- sont notamment mises en avant par Alain Badiou, Natacha Michel, Paul Sandevince (alias Sylvain Lazarus) dans **le ML** puis dans **La Cause Marxiste** et dans le quinzomadaire d'opinion **Le Perroquet** qui existera du n°1 : 2 décembre / 17 décembre 1981 au n°86-87 : mars 1990. Signalons qu'avant le n°1 ont été publiés plusieurs n°^{s} d'essais : n°00 : 15 octobre / 1er novembre 1981 et n°0 : 11 novembre / 1er décembre 1981. Le n°1 du **Perroquet** publie un article signé par Natacha Michel et Alain Badiou : « ***Contre l'abaissement des intellectuels*** ».

En janvier 1981, **Le ML n°47** de janvier 1981, publie dans la rubrique « ***Marxismes*** » : « ***Essence et limite du léninisme*** » (Paul Sandevince) –pages 11-12-

La Cause Marxiste (publication centrale de l'UCFML) publiera dans son n°1 en pages 19 à 25 l'article : « ***La crise du marxisme et le post-léninisme*** ».

Le ML, La Cause Marxiste, Le Perroquet sur la Pologne : UCF et GIP –Groupe Information Pologne-

Le journal de l'UCFML « **Le Marxiste Léniniste** n°45 –septembre-octobre 1980-, titre en une : « ***Vive la classe ouvrière polonaise Force de paix et d'indépendance ! . A son exemple, luttons contre les deux bourgeoisies ! : Marchais, Séguy/Barre, Giscard, Rocard, Maire, Mitterrand*** ». En pages 3 à 10 l'article de la rubrique « ***Internationalisme*** » s'intitule : « ***Vive la Pologne libre, et indépendante !*** ».

Sous le titre « ***Pologne*** » **Le ML** n°47 de janvier 1981 en page 28 aborde la situation qui

> « *évolue à travers des contradictions politiques complexes.* » (…) « *Il est manifeste que le parti révisionniste polonais n'est en mesure de garder le pouvoir que s'il dispose de la collaboration permanente et active du syndicat Solidarité. Seule la collusion de ces deux forces permet de faire face à la montée du radicalisme ouvrier et populaire.* » (…) « *Lech Walesa. agent de l'Eglise catholique, politicien de la bourgeoisie classique, doit se démener sans relâche pour maintenir la force sociale ouvrière dans les limites très étroites d'un « soutien critique » au gouvernement Kania.* ».

L'article datant de janvier 1981, envisage la possibilité d'un coup d'Etat (ce qui arrivera en décembre 81) et d'une intervention de l'URSS :

> « *Dans l'hypothèse d'une action militaire russe, nous réagirons aussitôt, dans l'indépendance politique la plus complète par rapport aux forces pro-américaines, voire fascistes, qui ne manqueront pas de se manifester. La défense de la politique prolétarienne et du marxisme seront à l'ordre du jour, à travers le soutien inconditionnel à la résistance populaire polonaise.* ».

Ce passage montre que L'UCFML, n'était pas ignorante du risque de se retrouver avec les « *forces pro-américaines, voire fascistes, qui ne manqueront pas de se manifester* » **(lire l'article complet en annexe 104)**

La Cause Marxiste n°1 –2e trimestre 1982- publie une étude présentée par un militant de l'UCFML dans une réunion du GIP « ***Le Marxisme-Léninisme à l'épreuve de la Pologne*** » -pages 14 à 18-

En avril 1982 une brochure signée du Groupe Information Pologne et de L'Union des Communistes de France, est publiée aux Editions Poyemkine : « **Pologne – Pologne : chronologie – ouvriers polonais – la question nationale – l'économie – église** »

La Cause Marxiste n°3 –avril 1983- revient en pages 23-24- sur la Pologne, avec *un entretien de Paul Sandevince* : « **La Pologne à l'épreuve de la politique** ».

Oublier le Salvador ?

Un article de **PLS** n°58 –du 4 au 17 février 1982 : « ***Oublier le Salvador ?*** » indique :

> « *Éclipsé pour un temps par la situation polonaise, le Salvador retrouve la première page des journaux. Et c'est la sinistre liste des massacres perpétrés par les armées de la junte. Décembre 1981 : des centaines de civils passés par les armes dans le Morazan. Janvier 1982 : 27 étudiants assassinés par deux cents soldats des forces armées, des femmes violées et séquestrées dans un faubourg de la capitale, San Antonio Abad...*» **(lire l'article en annexe 105)**

Dans l'**HR** n°1275 de février 1982 en page 9, trois sujets sont abordés :
-Pologne : Nouvelles d'un peuple qui refuse de se soumettre
-Salvador : Nouveau soutien de Reagan aux massacreurs
-Turquie : 70 morts sous la torture

Pour l'HR n°1280 –du 11 au 17 mars 1982- le Salvador c'est ***''L'« arrière-cour » que les USA ne veulent pas lâcher''*** –p 8-

Le XXIVe congrès du PCF

Le 3 février s'ouvre le XXIVe congrès du PCF à Saint-Ouen et se terminera le 7 février 1982.
Ce congrès est le premier que le PCF organise alors que Mitterrand (avec des ministres PCF) est au pouvoir. Il se déroule dans une situation internationale ou à la faveur de la montée des risques de guerre, de l'intervention soviétique en Afghanistan, du Vietnam au Cambodge, du coup d'état en Pologne, une offensive idéologique commencée il y a plusieurs années contre le marxisme se renforce.
Avant la tenue de ce congrès lors de sa phase préparatoire, PLS n°55 –du 9 au 22 décembre 1981- avait publié : « **PCF : Comment on enferme un débat : *Malgré des contributions critiques, la tribune de discussion reste très contrôlée*** » (François Nolet) –pages 5-6- Dans le même numéro un article de Nicolas Duvallois analyse le livre « **Le Parti Communiste au carrefour** » de François Hincker, sous le titre « ***L'avenir appartient-il au PCF ?*** : *François Hincker, ancien dirigeant, aujourd'hui un des animateurs de RCH pose la question. Sa réponse n'est pas tranchée…* » -pages 6-7-
L'éditorial de l'HR n°1276 –du 11 au 17 février 1982- signé par Pierre Burnand, annonce : « **Après le 24e congrès du PCF : Des divergences fondamentales** » -pages 1 et 4-

La revue **Prolétariat** n°24 –avril 1982- annonce « ***24e congrès PCF : y voir clair*** ». Les pages 8 à 27 analysent ce congrès « *qui ne va pas au fond des problèmes* » selon Pierre Bauby dans son introduction.
Un dossier sur « 1945-1982 : Eclatements du Mouvement Communiste international » est également publié aux pages 43 à 70 sous la signature de *Camille Granot*, dans ce numéro. Alain Castan examine aussi en pages 28-29-30 un document du PCC sur son histoire et sa critique de la révolution culturelle.
Camille Granot dans le n°1277 de l'HR –du 18 au 24 février 1982- publie ses « ***Réflexions à propos de ''l'avancée démocratique'' du PCF*** » en pages 1 et 6.

Les 39 heures

Dans un article sur « **Les 39 heures : un début difficile** », Louis Fournel dans **PLS** n°58 –du 4 au 17 février 1982, explique : « Les 39 heures sont dans de nombreux cas l'occasion pour le patronat de supprimer des avantages acquis. D'où les grèves actuelles comme aux Galeries Lafayette à Paris. » -page 3- Plusieurs lettres de lecteurs publiées page 19 dans la rubrique « **Dans notre courrier…** » de **PLS** n°60 –du 11 au 24 mars 1982- reviennent avec des témoignages concernant « les luttes qu'entrainent les résistances à la réduction d'un temps de travail, à la suite de l'ordonnance sur les 39h ».
L'HR n°1279 du 4 au 31 mars 1982 publie en page 10 un article de Gilles Carpentier : « **Les 39 h : une première leçon** » il écrit :
« Il est encore bien tôt pour faire le bilan de l'application de l'ordonnance sur les 39 heures :
-combien de travailleurs auront vu leur temps de travail effectivement réduit ?
-combien, parmi ceux pour lesquels c'est le cas, y auront conservé ou non leur salaire et d'autres conditions acquises en pauses, primes, etc. ?
-combien de travailleurs seront touchés par les aménagements (et leurs conséquences sur les conditions de vie et de travail) auxquels l'ordonnance ouvre la porte ?
-combien de créations (ou de suppressions) d'emploi cela aura-t-il permis ?...
Les accords de branche signés jusqu'ici (le plus souvent sans la CGT) augurent plutôt mal d'un tel bilan.
De plus, le dossier est loin d'être clos : le " partage du travail " est l'un des grands axes de la politique gouvernementale; la course à la compétitivité des entreprises et du patronat français comporte de plus vastes objectifs d'aménagement (dont le CNPF ne s'est jamais caché) lourds de graves conséquences pour les travailleurs ; les congrès syndicaux qui approchent auront cette question en bonne place dans leurs débats... »

Les ordonnances

HR n°1275 de février 1982 passe en revue les ordonnances du gouvernement :
-Les droits des travailleurs
-Les 39 heures
-Le travail précaire
-La retraite
Dans l'introduction de l'article « ***Les ordonnance au banc d'essai*** » -page 5- Gilles Carpentier et Claire Masson écrivent :
« *Les ordonnances sociales du gouvernement : on peut y trouver, du mauvais, du clair et du pas clair… Demi-mesures, insuffisances : c'est ce que pensent bien des travailleurs. Surtout lorsque, après des mois de discussion, de concertation, ils voient ce que peuvent en faire les patrons, sur le terrain, dans l'entreprise.* »

Des municipales partielles de janvier…

Les élections municipales partielles du 17 et 24 janvier 1982 se traduisent par un recul de la gauche.
Une enquête de Nicolas Duvallois publiée dans **PLS** n°58 –du 4 au 17 février 1982 « ***Autopsie d'une défaite*** » -pages 4-5- se demande comment « *Dans la Marne, la candidate socialiste élue en juin a perdu plus de 7 000 voix lors des partielles de janvier. Que s'est-il réellement passé ?* »

… aux cantonales de mars

Les élections cantonales du 14 au 21 mars 1982, se déroulent moins d'un an après la victoire de la gauche en 81 au présidentielles et aux législatives. Elles indiquent « des tendances lourdes » :

-recul du PS
-effondrement du PCF
-remontée de la droite
-première poussée du FN à Dreux

L'HR n°1279 du 4 au 31 mars 1982, titre « ***Cantonales : Battre la droite*** ». Pierre Bauby signe l'édito de la page 2 « ***Cantonales : Battre la droite, refuser l'attentisme*** ».
Nicolas Duvallois dans PLS n°60 –du 11 au 24 mars 1982- décrypte les « ***Deux tours et les trois enjeux*** » des cantonales en page 3-

Un bilan lucide…

L'édito de Pierre Bauby dans l'HR n°1282 –du 25 au 31 mars 1982- fait le bilan « ***Après les cantonales*** » il explique :

> « *les forces réactionnaires utilisent toujours tous les moyens en leur possession pour défendre leurs privilèges et leurs pouvoirs. C'est une leçon de l'histoire qu'il ne faudrait pas faire semblant de redécouvrir aujourd'hui. Seule la mobilisation ouvrière et populaire est susceptible de leur tenir tête, mobilisation bien absente aujourd'hui.* » que « *Tant il est vrai qu'une politique qui ménage les intérêts capitalistes, qui ne touche pas à leurs bastions dans l'appareil d'Etat, qui multiplie les hésitations, les concessions, les prudences, ne répond pas à l'attente des travailleurs, de la jeunesse, de l'ensemble des couches populaires, comme les paysans. Le résultat ne peut en être que des désillusions, des difficultés de mobilisation des forces ouvrières et populaires, un attentisme général dont les forces de droite profitent pour relever la tête, déployer leurs moyens, poursuivre leurs attaques contre les travailleurs. A terme une telle politique ne peut conduire qu'à l'impasse, à l'échec.* » **(lire d'autres extraits en annexe 106)**

Dans le même n°1282 de l'HR, Camille Granot revient sur « ***Le PCF aux cantonales*** » et son « ***Recul confirmé*** » -page 3-
L'HR n°1283 –du 1er au 28 avril 1982 revient de nouveau dans la rubrique « Parlons-en » sur les « ***Cantonales : Quelques raisons pour un échec*** » -pages 14-15-

Quels changements ?

Le même n°1283 de l'HR se demande : « ***-Sécurité sociale – Médias – Immigration - Entreprises… Quels changements ?*** »
Devant les tergiversations et « ***L'abrogation reportée*** » de la loi Peyrefitte « ***Sécurité et Liberté*** », l'**HR** n°1285 –du 15 au 21 avril 1982- annonce en page 3 : « ***Le Syndicat de la Magistrature juge sévèrement le gouvernement*** ». Dans le n° suivant (1286 du 22 au 28 avril 1982, Gilles Carpentier critique « ***Quand Defferre emboite le pas à Peyrefitte*** » -page 1- et publie en page 3 un article « ***A propos des déclarations de Defferre : La Ligue des Droits de l'Homme exprime son inquiétude et sa colère*** ».
Pour l'**HR** n°1287 –du 29 avril au 26 mai 1982, il faut : « ***Rassembler les forces populaires*** » -page 1-
Il se pose également en page 3 au sujet du « ***1er mai*** » qui cette année n'est pas unitaire « ***A qui profite la division ?*** ». En page 5 est publié une déclaration du Secrétariat politique du PCML « ***Rassembler les forces populaires*** » datée du 19 avril 1982, qui revient sur la division du 1er mai, les inquiétudes, les déceptions reflétées par les résultats des cantonales.

Ve Congrès du PCR en mai 1982

L'ouverture de la tribune de discussion du 4e Congrés du PCR est annoncée page 12 de PLS n°56 –du 7 au 20 janvier 1982-. Cette tribune de discussion sera publiée dans PLS jusqu'à fin avril (PLS n°61).
PLS cesse sa parution début mai 82.
Le 5e congrès autorise les tendances. Max Cluzot est remplacé comme secrétaire général par René Rodriguez.

La préparation du 39e congrès confédéral de la CFDT

Le 6e Congrès de l'Union Régionale CFDT Rhône-Alpes se tient à Valence les 14 et 15 janvier 1982. PLS n°57 –du 21 janvier au 3 février 1982 en fait un compte-rendu pages 9-10 sous la plume de Robert Emery, qui y a vu : « ***Un congrès unifié pour la relance du mouvement social*** ». Une « ***Interview de Gérard Martel*** » pressentie comme successeur de Pierre Héritier à la direction de l'UR CFDT Rhône-Alpes, est publiée page 10.

Manuel Delambre dans le n°60 de **PLS** du 11 au 24 mars 1982, analyse l'avant-projet de résolution qui définit l'orientation de la politique d'action proposée pour le prochain congrès : « ***CFDT : avant le congrès. Les orientations en débat*** » -pages 10-11-

Le n°61 de PLS du 16 au 30 avril 1982, publie « ***la position des l'UR Rhône-Alpes de la CFDT*** » au sujet « ***Des droits nouveaux des travailleurs*** » -page 3.

L'HR n°1279 du 4 au 31 mars 1982 publie dans sa rubrique « **parlons-en** » en page 15 une réflexion sur « ***Les ''nouvelles solidarités'' de la CFDT*** »

Résister Revue de débat syndical n°8 de mai 1982, publie 4 pages sur la préparation du 39e congrès CFDT :
« ***En passant par la Lorraine avec…*** » (Jean-Michel Longchal) –pages 11 à 13-
« ***…La force tranquille du recentrage*** » -Georges (Nantes) –pages 13-14-

Le 25 au 29 mai 1982 : 39e congrès confédéral de la CFDT à Metz.

L'HR n°1291 –du 27 mai au 3 juin 1982- revient sur le « *39e congrès de la CFDT* » et se demande « ***Quelles limites aux nouvelles solidarités ?*** » -page 6-
Le n°1292 de **l'HR** –du 3 au 23 juin 1982- au sujet du « *39e congrès de la CFDT* » Gilles Carpentier publie un premier bilan sur « ***Le recentrage 3 ans après*** » -page 7-

PLP n°49 –juin 1982- publie un article et des commentaires au sujet de l'exclusion de la section CFDT de l'hôpital de Poitiers en avril 1982. l'article pages 23 à 26 est intitulé : « ***Poitiers : la CFDT normalise à la polonaise*** » dans sa présentation, Xavier Nelson indique que les camarades récemment exclues, l'ont été

> « *pour y avoir défendu et pratiqué une ligne d'action en rupture avec la ligne réformiste confédérale.* (…) *Le scénario est connu, les réformistes n'en sont pas à leur coup d'essai : magouilles, coup de force sans consultation des syndiqués, accusations crapuleuses sur des questions d'argent, etc… Signalons quand même que parmi ces « normalisateurs », on trouve des apprentis bureaucrates de la LCR qui n'ont que le mot démocratie à la bouche, et les manipulations d'appareil pour pratique.* ».

PLP n°50 –juillet-août 1982- revient sur le « ***Congrès CFDT : Recentrage, réalisme, rigueur : le même « R », la même chanson !*** » -page 16-

Usinor et SLT

Le SLT a été crée en mars 1981 par les exclus de la section CFDT d'Usinor Dunkerque. **PLP** n°51 –septembre 1982- publie « ***Usinor de droite à gauche*** » -pages 16 à 18 et « ***Qu'est-ce que le SLT ?*** » -page 17-

Droits nouveaux et lois Auroux

Le mensuel **PLP** n°47 d'avril 1982 publie plusieurs articles critiques sur le sujet : « ***Rapport Auroux : ça se précise*** » -page 16- « ***Droits des travailleurs : cinq projets de loi*** » (Danielle Fignier) -pages 16-17-18- « ***Sur le droit de véto du CE*** » -page 18-
PLP n°49 –juin 1982- revient sur le sujet de « ***Démocratie dans l'entreprise : Pour qui ? Pour quoi ?*** » -pages 19 à 22.

Lois Auroux : loi du 4 août 1982 relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise, loi du 28 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel, loi du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail, loi du 23 décembre 1982 relative au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Le n°3 du mensuel du PCML, **Travailleurs** de novembre 82, titre sur « ***Les droits des travailleurs*** » et publie un dossier sur ce sujet en pages 24 à 30. Dans ce dossier, Camille Granot intitule son article « ***Droits des travailleurs : Fruits et tremplins des luttes*** » mais reconnaît en introduction

> qu' « *il serait prématuré, et aussi bien prétentieux, de formuler un jugement global et définitif sur les lois Auroux* » indique que « *Côté syndicats, l'appréciation globale est plutôt positive à la CGT et à la CFDT, certaines revendications anciennes ayant été prises en compte par les lois Auroux* », l'article se poursuit par : « *On aurait tort de sous-estimer le contexte dans lequel elles ont été acquises et l'esprit de leurs promoteurs. 1981 n'est pas 36 ou 45 et certains en attendent de « nouvelles relations sociales » où la politique contractuelle se substitue à l'affrontement des classes. De fait il y a bien dans ces lois, les éléments de la mise en place d'un consensus de classes, d'autant que, dans la conjoncture présente, le rapport de forces n'est pas en faveur des travailleurs.*
>
> *On aurait tort enfin de surestimer la portée « révolutionnaire » ou « autogestionnaire » des droits nouveaux. Ils ne touchent nullement le fondement même de l'entreprise capitaliste, où le patron, détenteur des mpyens de production, reste le seul maître des choix économiques, de l'embauche et du licenciement, de l'organisation du travail, du dépôts de bilan, etc.* » et de conclure par « *Ceci étant, les lois Auroux, constituent des instruments utiles*

pour une classe ouvrière qui lutte et s'organise. A charge pour nous tous militants de s'en saisir et d'y contribuer. » -page 24-.

Cet article montre bien toute l'ambigüité de la position du PCML, qui n'est que la conséquence du développement de l'opportunisme en son sein.

La droite se renforce et se mobilise

Un paradoxe de la période 1981-1982, c'est que les forces réactionnaires, la droite et le patronat se refont une santé grâce à la gauche au pouvoir. PLS n°57 -du 21 janvier au 3 février 1982- s'écrie « ***Droite et patronat : Ne les laissons pas faire !*** », ce sera également avec ce titre que Nicolas Duvallois intitulera son éditorial page 3.

Pour **PLS** n°61 (du 16 au 30 avril 1982) : « ***Avancer vraiment : seul moyen de rabattre le caquet de la droite*** » -page 1- L'article de *Nicolas Duvallois* pages 2-3- propose de « ***Ne pas laisser le champ libre à la droite*** ».

Pour **l'HR** n°1289 –du 13 au 19 mai 1982- le « RPR contre attaque tout terrain » -page 3-

Serge Volkoff dans **Résister Revue de débat syndical** n°8 de mai 1982, aborde en page 29 le thème des « ***Stratégies patronales à visages multiples*** » sous le titre « ***Un patronat, des patrons*** ». Sur le même thème est publié : « ***Le cow-boy de l'ambulance*** » (Les ambulanciers André en colère) –pages 30-31-32- et « ***Variations pour une exploitation*** » (par Etienne, CNT Paris) –page 32-

La victoire des ouvriers de Citroën, la question du pouvoir, PCF - CGT et le produisons français

Le début des années 70 avait vu l'apparition et la montée en puissance des OS (ouvriers spécialisés) et notamment ceux de l'automobiles souvent d'origine immigrée.

Les restructurations et les mutations dans l'automobile avaient engagé des licenciements dans un secteur qui était dominé par des rapports de classes et d'exploitation particulièrement durs.

Les usines Citroën étaient considérées comme « *les usines de la peur* », car : droits bafoués, menaces, exclusions, racismes etc... étaient le quotidien des OS immigrés victimes d'un encadrement (syndicat CFT et patronal) de type fasciste **(voir annexe 113)**

En avril 1982 se déclenche une grève dans l'usine Citroën d'Aulnay. Ce mouvement aura des répercussions importantes dans les usines de l'automobile. La grève d'avril à juin se termine sur une victoire… mais de courte durée. De plus les plans de licenciements reprendront en 1983, en engendreront une grève avec occupation dès le 7 décembre. A partir du 3 au 5 janvier 1984, **(voir chapitre 15)** « *les grévistes sont attaqués par les militants de la CSL, secondés par un groupuscule d'extrême-droite* **(*)**, *mais aussi par d'autres travailleurs non syndiqués. La violence physique de ces affrontements, qui font plusieurs blessés, obligent les syndicats à faire appel aux forces de l'ordre pour évacuer les grévistes qui sortent sous les huées, les cris et les slogans « les Arabes au four », « les Noirs à la mer ». Quelques mois plus tard, Citroën connait un scénario semblable, moins violent cependant.*

(*) *Il s'agit du Parti des Forces Nouvelles (PFN), concurrent à l'époque du Front National.* » . Sources : Contretemps

Gilles Carpentier écrit dans l'**HR** n°1287 –du 29 avril au 26 mai 1982- : « ***Flins –Aulnay : La colère des O.S. vient de loin*** » -page 3-. Le n°1288 –du 6 au 12 mai- titre « ***Citroën : Un combat pour la liberté*** » et publie en pages 4-5- « ***Citroën-Aulnay : Le courage des O.S.*** ». Les quatre numéros suivants de l'HR titreront sur Citroën et le n°1292 annoncera la victoire :

-HR n°1289 –du 13 au 19 mai 1982- « ***Citroën : solidarité*** » (Déclaration du Secrétariat politique du PCML) –page 1- « ***Citroën : L'usine de la peur, c'est fini*** » (Pierre Burnand) -page 8-

-HR n°1290 –du 20 au 26 mai 1982- « ***Citroën a peur des libertés*** » (Pierre Burnand) –page 1- « ***Aulnay : L'usine de la peur*** » -pages 4-5-

-HR n°1291 –du 27 mai au 3 juin 1982- « ***Le changement doit passer par Citroën*** » -pages 1 et 3- « Le système Citroën ‘‘***Travaille et tais-toi !***’’ » -pages 4-5-

-HR n°1292 –du 3 au 23 juin 1982- « ***Citroën : La victoire . Ce qu'ils ont gagné*** » (Pierre Burnand) -pages 8-9- « ***La tête haute mon camarade…*** » -page 16-

PLP n°49 –juin 1982- publie deux articles de Jules Michault, l'un sur « ***Citroën : la violence de l'exploitation*** » -pages 5-6- et l'autre : « ***Citroën : un enjeu pour la CGT*** » -pages 7 à 9- En page 10 est reproduit un tract de la Fédération de Seine-Saint-Denis du PCF et le commentaire de J. Michault. Ce tract est intitulé « *Citroën : En luttant pour leur dignité les travailleurs défendent l'industrie automobile française* ».

Un article en page 21 de **Travailleurs** n°2 du mois d'octobre : « ***Citroën-Talbot : Une page est tournée*** », insiste sur la remise en cause du système Citroën basé sur une exploitation féroce des ouvriers immigrés sur la base d'un encadrement raciste. La lutte de la direction de l'usine qui essaie malgré tout de remettre en selle le syndicat-maison, la CSL (ex CFT syndicat patronal , raciste et fasciste). L'auteur, de cet article (*Gilles Carpentier*) pense que la lutte des travailleurs à Citroën et ses conséquences sont acquises et qu'il n'y aura « *pas de retour en arrière* ». L'article indique aussi que la droite et sa presse sont intervenues « *avec une rare violence* » contre « *le pouvoir de la CGT* » dans l'usine et que Bergeron (FO) avait « *clairement choisi son camp (il manifestait avec la CSL)* ».

En janvier 1983, **Partisan** n°55, revient sur « ***Citroën, la CGT et les OS*** » en pages 5-6-7- sous la plume de *Charles Paveigne* :

« *Chacun se souvient des grandes grèves d'OS du printemps 82, et notamment celles de Citroën-Aulnay en Juin. Dans cette usine la lutte aboutit à briser huit années de domination du système Citroën : syndicat maison C.S.L. avec affiliation obligatoire, dictature d'une masse de petits chefs gardes-chiourme, racistes, véritables kapos et d'autant plus sûrs d'eux que le recrutement des OS était " étudié " : faire venir des immigrés, essentiellement marocains, du fin fond de campagnes arriérées afin d'être " sûr " de leur docilité, les remplacer souvent grâce à des contrats limités à quelques années afin de ne pas laisser à leur conscience politique le temps de trop se développer... Bref du " sur-mesure " et la porte à la moindre protestation.* » (…) « *La grève de Juin a brisé l'autorité de cet encadrement despotique. Et la CGT, qui l'avait soutenue, a recueilli plus de 60 % des voix aux élections professionnelles : la C.S.L. battue pour la première fois. La lutte a fait apparaître un nouvel embryon du pouvoir ouvrier : " les délégués de chaîne ". Ils soulèvent la hargne des réactionnaires de tout poil et maintenant l'inquiétude de la CGT qui déploie de gros efforts pour se les soumettre. Pensez-donc ! Les grévistes avaient eux-mêmes désigné, dans leurs rangs, parmi les militants qui s'étaient révélé les plus en pointe dans la grève, une centaine de délégués. Non élus officiellement, sans titre officiel, émanation des ouvriers en lutte et tirant d'eux leur force.* ». L'article se poursuit en montrant les contradictions, les luttes entres patrons-direction-CSL, CGT et ouvriers. Il rappelle que « *les ouvriers de Citroën et la CGT ont eu un intérêt commun dans la lutte contre la CSL : les deux voulaient s'en débarrasser. Et la CGT à donc pu apparaître un moment comme allant dans le sens des intérêts ouvriers. Mais en fait leurs buts n'étaient pas les mêmes. La CGT voulait imposer sa présence, installer ses bureaucrates comme interlocuteurs de la direction et expliquait que, grâce à elle et ses méthodes plus " humaines " que celles de la CSL " des relations nouvelles, nécessaires à la compétitivité de l'entreprise, s'instaureraient chez Citroën". Pour les ouvriers la compétitivité n'est pas le but : ils en ont déjà plus qu'assez fait les frais. Ils voulaient et veulent juste le contraire : la fin du travail abrutissant, d'être traité comme des bêtes.* » (…) « *C'est que les OS d'Aulnay ont effectivement " peine a accepter " que leur lutte n'ait abouti a aucun des changements notables qu'ils attendaient quant à leurs conditions de travail. Ils refusent l'arbitraire des petits et grands chefs. Ils refusent les cadences trop fortes. D'eux mêmes ils continuent à imposer une certaine autorité collective face a une direction qui n'a pu réorganiser complètement son encadrement après sa dérouillée de Mai-Juin. C'est ce qu'elle appelle " sabotage " se plaignant de ce que les ouvriers n'acceptent plus de produire que 750 véhicules/jour au lieu de 830 qu'elle avait prévu et que 80% des véhicules sortent des chaînes avec des malfaçons. Même en tenant compte de la part d'intox (notamment pour faire pression sur les adeptes de la " reconquête du marché Intérieur" et du " produire français " comme la CGT) et du fait qu'il y a toujours 25 a 30 % de retouches en temps " normal ", ça fait beaucoup. Et puis les petits chefs ne peuvent plus saquer un ouvrier sans qu'immédiatement les copains viennent lui clouer le bec, voire l'éjecter de l'atelier.* » (…) « *Car le fait que les OS ne s'embarrassent pas jusqu'ici de " la santé de l'entreprise" de la " solidarité nationale " et autres problèmes de la bourgeoisie. Leur problème n'est pas de travailler pour Citroën, Volkswagen ou Toyota, pour une bourgeoisie ou pour une autre. Mais de ne plus être OS. Ils sentent bien que " la bataille pour la production " de la CGT (ou autre) n'est pas leur bataille. Pour la bonne raison que gagner cette bataille là, cela veut très exactement dire, pour les ouvriers, produire plus, plus vite, avec moins de revenus, accepter la discipline despotique des patrons, la vie dans les ZUP, etc…*

On a là, à Aulnay, un exemple vivant et extraordinairement frappant, de ce que nous répétons depuis longtemps : les positions des réformistes de tout poil, PS, PC, CGT, CFDT, etc.. qui cherchent à sortir le capitalisme de sa crise par un renforcement de sa compétitivité, par le " produire français " sont <u>totalement contraires</u> aux intérêts ouvriers, ne peuvent <u>que</u> conduire à leur exploitation accrue. Par leur expérience les ouvriers l'apprennent de plus en plus; si nous les aidons à bien le comprendre ils feront de cette expérience une arme de lutte. L'arme de la lutte ce n'est pas que la compréhension des buts que poursuivent les différentes classes, de qui sont les vrais et faux amis. C'est aussi l'organisation pour une alternative révolutionnaire. Le problème que rencontrent les ouvriers d'Aulnay est bien celui-ci également. Pour la grève ils n'ont trouvé que l'organisation de la CGT. Une fois les objectifs de la CGT atteints, ils se retrouvent piégés : encadrés, trompés, divisés par sa politique et ses bureaucrates. Faute de pouvoir organiser seuls la poursuite de la lutte, faute de vues claires, ils expriment aujourd'hui leurs exigences par le " coulage ", cette forme séculaire, spontanée et souterraine de la résistance ouvrière à l'organisation capitaliste du travail, à la chaîne, à la condition du prolétaire aliéné.

Les ouvriers de Citroën-Aulnay ont atteint un haut niveau de lutte. Ils ont brisé en quelques semaines l'organisation du pouvoir patronal CSL, jugée invincible. Pendant un temps ils ont été un autre pouvoir dans l'usine. Mais ils se sont heurtés à cette réalité qu'on ne peut pas prendre le pouvoir longtemps dans une usine. Parce que trop de forces hostiles l'entourent, les juges, les flics, les patrons. Parce que on ne peut pas faire tourner une usine qui ne fonctionnerait pas suivant les règles capitalistes dans un pays qui reste capitaliste. Parce que une usine n'est pas grand chose pour les patrons et qu'ils peuvent la fermer. Et il faut bien vivre. Parce que beaucoup d'autres raisons encore. Leur lutte pose donc la question de l'action d'ensemble de tous les ouvriers. La question de briser toute la bourgeoisie, et pas seulement une de ses usines. La question, finalement, de l'organisation des ouvriers pour prendre <u>tout</u> le pouvoir.

Et on voit bien que, quoique immigrés pour la majorité, les OS d'Aulnay ont mené une lutte qui n'est pas essentiellement liée à une question nationale. Une lutte qui est celle de tous les ouvriers. Une lutte qui pose, pour les immigrés comme pour les français, la nécessité de s'organiser ensemble contre la bourgeoisie qui les exploite tous, qu'elle soit de droite ou de gauche. Une lutte qui montre l'urgence pour les ouvriers les plus avancés, ceux qui ont quotidiennement le souci des intérêts de leur classe de se regrouper en une organisation d'avant-garde capable de diriger et organiser les masses exploitées contre la bourgeoisie et ses représentants au sein du mouvement ouvrier : les réformistes, PCF-CGT en tête. »

41e congrès de la CGT

-13 au 18 juin 1982 : 41e congrès de la CGT à Lille.

Le départ annoncé de Georges Séguy à la tête de la CGT était analysé par Gilles Carpentier dans l'HR n°1277 –du 18 au 27 février 1982- en page 7 : « ***Georges Séguy : Les raisons d'un départ*** ».

Le n°8 de **Résister** *Revue de débat syndical* de mai 1982 aborde le sujet du congrès de la CGT pages 5 à 10 et André Vial se demande : « ***Rapport d'orientation : Par quel bout le prendre ?*** » -pages 6-7-8-
La « ***Contribution de quatre ''confédéraux''*** » (René Buhl, Christiane Gilles, Jacqueline Lambert, Jean-Louis Moynot) est proposé au journal de la CGT « **Le Peuple** ». La lettre et le texte sont publiés en pages 8-9-10. de ce n° de **Résister**.
La page 6 de **l'HR** n°1290 –du 20 au 26 mai 1982- est consacrée au « **41ème congrès de la CGT : Les orientations en débat** » -page 6-
L'HR n°1292 –du 3 au 23 juin 1982- publie en page 10 : au sujet du « *41e Congrès de la CGT* » : « ***Des questions à débattre : gouvernement-patronat-classes sociales*** ». Dans le n° suivant (le 1293) « ***situation et taches internationales*** » sont proposées pour le débat du 41e congrès CGT en page 7-
Dans **l'HR** n°1294 –fin juin 1982- Gilles Carpentier signe en page 10, un article sur « ***La CGT devant son temps*** ». A la page 11 sont reproduites quelques photos du 41e congrès.

Plan de rigueur (austérité) en 82… avant le 'tournant de la rigueur' en 1983

Le premier plan de rigueur-austérité (blocage des salaires) date de juin 1982, et du gouvernement Mitterrand-Mauroy-Delors.

Un deuxième plan verra le jour en mars 1983 sous Mitterrand-Mauroy-Delors.

Ceci montre que « *le tournant de la rigueur* » c'était déjà la politique de la gauche en 1982 (en fait dès 1981 la gauche avait montré qu'elle appliquerait une politique de gestion du capitalisme).
Le PCF a donc attendu au minimum deux ans pour s'apercevoir que le gouvernement ne défendait pas les travailleurs ! Le PCF ne quittera le gouvernement qu'après la nomination de Fabius en juillet 1984 comme premier ministre et de Pierre Bérégovoy remplaçant Delors.

L'HR n°1294 –fin juin 1982- titre « ***Non à l'austérité pour les travailleurs*** », tandis que les pages 4 et 5 détaillent ce plan et les réactions à celui-ci.

PLP n°51 –septembre 1982- titre sa une et son édito : « ***Combattre ce gouvernement sans hésitation.*** » -pages 1 à 3. L'austérité made in France est clairement dénoncée pages 7 à 12.

En septembre 1982, les deux partis ML historique (PCR et PCML) ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. La fusion des deux partis en un seul, n'a pas eu lieu, le « *troisième tour* » et le « *débordement* » après la « défaite » de la droite non plus. De plus la gauche montre de plus en plus ouvertement quelle va moderniser le capitalisme et n'hésite pas à appliquer des mesures souhaitées par la droite et le patronat.

Le PCML lance le mensuel « **Travailleurs** », dont le n°1 de septembre 1982, illustre les prémisses du glissement progressif vers le réformisme (sur ce point le PCR a un temps d'avance). Dans son édito Camille Granot clame « ***Refuser l'austérité*** » -page 3- tandis que *Pierre Bauby* titre son article (pages 5 à 8) : « ***Austérité : La mauvaise voie*** ». Le PCML est dans une situation où il n'a plus que le discours de la mise en garde au gouvernement de gauche à mettre en avant. A la différence de VP qui se bat sur une ligne claire contre le gouvernement.

Un édito significatif

L'éditorial du n°2 de **Travailleurs** publié en octobre 1982 est intitulé « ***Faire face*** ». Il exprime le désarroi et les questions que se posent les militants :
« *Etrange rentrée que cette rentrée 82. Les petits patrons occupent la rue, avec flambeaux de triste mémoire; les leaders de la droite parlent haut et fort, alors que les travailleurs dans leur grande masse, eux qui doivent se serrer la ceinture un peu plus et s'interrogent sur l'avenir, restent presque muets et désorientés.*
Faut-il baisser les bras devant les arguments qui disent la crise fatale, les restrictions obligées et le partage entre tous la seule issue possible ? Qu'ont-ils à partager, ces deux millions de sans travail, ces dizaines de milliers de licenciés en instance, ces millions de smicards, sinon angoisses et difficultés ? Solidaires ils le sont, dans le dénuement et l'adversité, et parfois dans le combat. Mais payer les réinvestissements pour des profits patronaux maximum, payer les liquidations d'entreprises pour le redéploiement impérialiste dans le monde, ce n'est pas leur affaire, ce n'est pas notre affaire. ».

L'édito se poursuit en indiquant des solutions (qui sont dans une logique de l'alternative et qui restent ambiguës)
« *Des solutions existent qui ne spolient pas les travailleurs : les superprofits des trusts pharmaceutiques peuvent payer le déficit de la Sécurité sociale; une réorientation de l'économie hors des contraintes du marché impérialiste mondial, en solidarité avec le Tiers Monde, ouvrirait d'autres perspectives.* »
ce passage montre bien les limites et les illusions réformistes, car laisser croire que « *Des solutions existent* » sans poser la question du pouvoir, de l'Etat, de quelle classe dirige ? alors que le contexte de 1982 c'est celui des réformistes au pouvoir, c'est laisser croire (c'est un reste de la théorie du débordement) que la gauche au pouvoir (ou pas) ce seraient des amis dans l'erreur et que l'on pourrait les « obliger » à prendre des mesures différentes. Toute l'ambigüité est là, toute une frange du mouvement ML (PCR et PCML) est dans la logique « *la gauche c'est des amis qui se trompent* », alors que pour pour d'autres comme le PCOF, VP ou l'UCFML « *la gauche c'est des ennemis qui se cachent* ». La réponse (amis ou ennemis) implique un rapport différent vis-à-vis du gouvernement et des partis au pouvoir.

L'édito de **Travailleurs** n°2 (signé par Camille Granot) se poursuit par des questions et des réponses
« *Faut-il cesser d'exprimer nos revendications, nos espoirs et nos désaccords de crainte d'apporter de l'eau au moulin de la droite ? Faut-il désespérer de tout et de tous car le combat contre l'austérité qui aurait mobilisé des centaines de milliers d'hommes et de femmes hier, reste encore aujourd'hui isolé et timide ? Tout au contraire, baisser les bras, c'est laisser le champ libre aux forces du grand capital et aux forces réactionnaires. Jamais l'organisation des travailleurs n'a été un enjeu si vital, si décisif pour leur avenir, alors même que s'amplifie la rumeur selon laquelle travailleurs et patrons auraient les mêmes intérêts face à la crise ? Il faut bannir le fatalisme et le repli sur soi ; on ne s'en sortira pas par des solutions individuelles ou de la résignation. Il faut, plus que jamais, s'organiser, se syndiquer, agir au niveau du quartier, de l'école, de l'immeuble car seule la mise en commun des idées, des énergies, des volontés constitue une force.* ».
Camille Granot conclut par
« *Certes, il y a des désillusions, des déceptions et des rancœurs ; certes les stratégies et les propositions des uns et des autres sont différentes. Faut-il pour autant continuer à marcher en ordre dispersé et passer plus de temps à se faire des procès entre syndicats plutôt que de faire face ensemble sur la base des intérêts des travailleurs ?*
Faire face, c'est notre choix, qui s'appuie sur une confiance profonde dans les travailleurs, dans leur organisation, dans leur sens de l'unité, dans leur compréhension progressive d'une situation, certes nouvelle, certes difficile, où tout abandon, toute démission du combat collectif constituent un renfort aux forces patronales et réactionnaires. Faire face, c'est lutter à leurs côtés, au milieu d'eux contre les licenciements, pour un travail pour tous, pour le droit à la santé pour tous, pour une vie décente ; faire face, c'est réfléchir ensemble, en regardant plus loin, sur les voies et les moyens d'en sortir de manière durable et décisive. »

et un dossier…

Un intéressant dossier consacré au livre de *Philippe Herzog* (économiste du PCF) est publié pages 37 à 41 du n°2 de Travailleurs d'octobre 1982 :

« *A propos de "L'économie à bras-le-corps" de Philippe Herzog* » (*P. Bauby*) –page 37-
« *Un constat utile, des conclusions fort discutables* » -pages 38-39-
« *Quand Philippe Herzog pratique la méthode Coué…* » -page 39-
« *Gestion aujourd'hui, socialisme demain ?* » -pages 40-10-

François Béranger et le changement

Le chanteur *François Béranger* -né le 28 août 1937 à Amilly (Loiret) et mort le 14 octobre 2003 à Sauve (Gard)- sort un album 33t début septembre 1982 : « Da Capo ». Un titre de ce disque est intitulé « *Changement* ». Il est intéressant d'en écouter ou de lire le texte de cette chanson :

« Au joli mois de Mai, en plein état de grâce,
J'en ai connu plus d'un qui s'est dit, prophétique,
Qu'est-ce qu'ils vont devenir nos chanteurs enragés,
Les grandes gueules à message, les chanteurs engagés.
Maître François-la-rose sur son trône perché
Leur enlève leur fromage

Maintenant je vais ranger au musée des souvenirs
Les mots pour protester, les phrases pour dénoncer,
`Les cris pour réveiller, les colères pour survivre.
Les temps bénis sont là: terminées les rêveries,
Envolée l'utopie, c'est maintenant qu'on vit

Place au vrai changement !
Place au vrai changement !

Et puis comme les saisons, les promesses passent.
Les nouveaux locataires se sont mis en ménage

Dans les vieilles pantoufles des occupants d'avant.
Les vrais propriétaires sabotent l'économie.
Font la gueule par devant et se marrent par derrière

Les lendemains qui chantent, assez de ces foutaises !
C'est maintenant qu'on vit, pas hier ni demain.
Pour vraiment tout changer, faut changer dans nos têtes,
Et ceux qu'on a élus devraient montrer la voie.
Où sont les belles idées et la Force Tranquille ?

Le vrai changement c'est quand ?
Le vrai changement c'est quand ?

Président-à-la-rose, attention au pouvoir!
Ne joue pas au roi de France, redescend dans la rue.
Fais-nous des Panthéons tous les jours si tu veux.
Fais nous vibrer encore. Trouve des mots nouveaux.
Gouverne avec les gens. Redonne-leur la parole

Dirigeants distingués, servez-vous du pouvoir
Pour ouvrir les portes à l'imagination.
Ce bateau est trop vieux, sa coque est pleine de trous.
Abandonnez l'épave, faut en construire un neuf.
Tout est entre vos mains pour changer maintenant

Place au vrai changement !
Place au vrai changement ! »

Cette chanson qui est un appel à Mitterrand, est assez caractéristique des illusions d'une grande partie de ceux qui ont soutenu la gauche en mai 81 et de l'impossibilité pour ceux-ci de dépasser la démarche du soutien critique au gouvernement. Elle exprime une impuissance et une faiblesse quant à la compréhension de la nature des partis de gauche et surtout dans l'analyse des rapports de classes dans la société française de 1981-82.

Béranger exprime en fait l'idée que la gauche ou Mitterrand seraient des amis qui se trompent. Cette idée fausse (qui à la vie dure) sera développée par toute une frange de l'extrême-gauche, des écolos ou de la deuxième gauche et notamment la CFDT.

Le MRAP contre le racisme en Corse

Travailleurs n°3 –novembre 1982- publie un dossier sur le MRAP dans la rubrique « Voyage dans une organisation populaire » -pages 10 à 14-. Un article de *Gilles Carpentier* est intitulé : « ***Corse : le venin raciste*** » il y dénonce « *la semaine noire d'Ajaccio (trois morts)* », les près de 30 attentats en trois mois : « *qui ont visé cet été les travailleurs immigrés maghrébins* » et indique qu'une « *délégation du MRAP composé de René Mazenod, Baya Jurquet (du Bureau national) et Me André Francisci a séjourné en Corse du 30 septembre au 10 octobre.* ».

Deuxième gauche et Fondation Saint-Simon

La sortie du livre : **La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** – en octobre 82, est une sorte de consécration pour ce courant au moment même où ce sont ses idées et ses représentants qui sont entrain de gagner la bataille idéologique et politique.

La création de la **Fondation Saint-Simon** en décembre 1982 sera un élément très important pour la théorisation et l'influence des idées de la deuxième gauche dans le champ politique et syndical français.

Erwan Seznec dans « **Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours - Le vrai visage du capitalisme français** » sortie en 2009 consacre un sous-chapitre à « ***La Fondation Saint-Simon, les habits de gauche du néolibéralisme*** » -pages 349 à 355- chapitre III « ***Le socialisme patronal (1981-1987)*** ».

La **Fondation Saint-Simon** est créée par Roger Fauroux (PDG de Saint-Gobain), Alain Minc, François Furet, Pierre Rosanvallon (permanent de la CFDT, membre du PSU, puis du PS). Parmi les autres membres on trouvait des chefs d'entreprises tels que *Jean-Louis Beffa, Antoine Riboud, Christian Blanc, Jean-Luc Lagardère, Francis Mer, des journalistes comme Jean Daniel, Laurent Joffrin, Serge July, Christine Ockrent, Anne Sinclair, Franz-Olivier Giesbert et Jean-Pierre Elkabbach ou encore le philosophe Luc Ferry, le sociologue Alain Touraine, le politicien Bernard Kouchner et l'économiste Thomas Piketty*.

Le Conseil d'Adminitration décide le 22 juin 1999 à l'unanimité de proposer à ses membres la dissolution de l'association au 31 décembre **(voir annexe 107)**

Libération en 2006, revient sur le parcours intellectuel de Pierre Rosanvallon en publiant un article d'Eric Aeschimann et Pascal Riche le 18 septembre 2006 intitulé ***De Saint-Simon à la République***

En voici deux extraits :

> « *Le côté «club snob» ne doit pas faire illusion : Saint-Simon a marqué un moment important dans l'histoire des idées en France. Lorsque la fondation est créée, après l'alternance de 1981, l'enjeu est de convertir la «première gauche» à l'économie de marché. De l'ouvrir à la société civile. De jeter des passerelles entre des élites qui se méprisaient mutuellement, patronat, université, haute fonction publique. De contrer l'influence d'un Parti communiste déjà en déclin. En somme, d'en finir avec «la machine égalitaire» (Alain Minc), «la passion révolutionnaire» (François Furet). Quatre familles de pensée s'associent : la deuxième gauche (CFDT, rocardiens) ; des hauts fonctionnaires qui aspirent à la modernisation de l'Etat (François Bloch-Lainé, Simon Nora) ; une poignée de patrons humanistes qui se sentaient «investis d'une mission d'intérêt général» (Antoine Riboud) ; et enfin, les intellectuels «antitotalitaires», qui, depuis les années 60, ferraillaient contre le communisme et le marxisme et dont le chef de file était François Furet - lui-même un ancien du PCF.* »
>
> (…) « *«L'antitotalitarisme ne peut plus jouer le rôle moteur qui a été le sien au milieu des années 70», écrivait-il également dans* ***la République du centre****. Là se trouve probablement le noeud de l'histoire de Pierre Rosanvallon et, à travers lui, de la deuxième gauche.* »

Sixième partie

CHAPITRE 14

1983 : le tournant de la rigueur ou la rigueur du tournant !?

L'année 1983 est généralement considérée vis-à-vis du gouvernement de gauche comme celle du « *tournant de la rigueur* ». En fait il y a au niveau du pouvoir une continuité et une clarification au profit d'une ligne conforme à la logique social-démocrate de gestion de la crise sur le dos des travailleurs notamment.

Cette année est notamment structuré sur le plan national par :

-la fin du PCR
-les luttes dans le secteur de l'automobile
-les municipales (6 et 13 mars)
-le tournant de la rigueur du 21 mars
-le 64e congrès du PS du 28 au 30 octobre à Bourg en Bresse
-le 5e congrès du PCML du 29 octobre au 1er novembre 1983
-la Marche pour l'Egalité et contre le Racisme : Marseille 15 octobre / Paris 3 décembre
-la grève avec occupation (contre les licenciements) à l'usine Talbot de Poissy à partir du 7 décembre

En ce mois de janvier, le journal de l'OCML- VP, **Pour le Parti** dans son n°55, se pose la question : « ***La gauche pire que la droite ?*** » -pages 14-15 et 24.

Jules Michault signe un article dans **PLP** n°57 de mars 1983 : « **Retraite à 60 ans : un poison d'avril ?** » -pages 16 à 18.

Pour le PCR comme pour le PCML, une année déterminante

Pour le PCR, René Rodriguez qui depuis mai 82 était secrétaire général du PCR, décide de prononcer la dissolution du parti en cette année 1983.
Pour le PCML ensuite, car son 5e congrès fin octobre début novembre, va valider l'orientation de plus en plus social-démocrate engagée dans le parti au moins depuis 1981.

Citroën-Aulnay… suite

Marc Perrin se demande dans **Travailleurs** n°7 (mars 1983) page 15 au sujet de « ***Citroën-Aulnay : Quels enjeux ?*** ». D'autant plus qu'une double offensive contre les travailleurs se déroule dans le secteur de l'automobile en général et dans Citroën en particulier.
L'une est menée par le patronat et la droite (plan de licenciements et revanche contre « *Les ouvriers fanatisés par l'Islam mettent en danger l'automobile française* »), l'autre par la gauche au pouvoir (Mauroy s'en prend aux ouvriers de l'automobile « *qui confondent RTT et fainéantise* » et qui sont « *manipulés par les Ayatollahs* »). L'article indique qu'il ne faut « *pas permettre la revanche du patronat* » car son objectif est « *d'isoler les OS de l'automobile du reste des travailleurs sur des enjeux qui sont précisément l'affaire de tous les travilleurs de France : salaires, droits syndicaux et libertés, contenu du travail.*
Pierre Mauroy et Jean Auroux sur ce terrain, se sont fait piéger ces derniers temps par Citroën. Leurs déclarations ont renforcé la campagne d'isolement des OS menée par la droite. ».
Cet article de Marc Perrin illustre bien l'évolution opportuniste du PCML, qui en mettant en avant le combat contre la droite tout en égratigant une gauche « victime » qui se serait « *fait piéger* », conforte l'idée qu'il faut aider et pousser cette gauche dans le bon sens.

Le livre de *Marco Sazzetti* aux Editions Libertaires : « **A droite toute ! Le tournant des années 1980** » en 2013 rappelle très justement

> « *Qui se souvient d'un Pierre Mauroy, Premier ministre de Mitterrand, osant qualifier en 1983 les ouvriers immigrés grévistes de Talbot d'apprentis ayatollahs à la solde de l'Iran ?* » (…) « *La première moitié des années 1980 est bel et bien celle où, du PCF de Georges Marchais au RPR de Jacques Chirac, tous les partis institutionnels se mettent à courir après le FN, inventant avec lui, et pour plusieurs années, le prétendu ''problème de l'immigration''.* »
>
> En 2014 dans une interview, *Marco Sazzetti* déclare *:*
>
> *« Le début des années 1980 est marqué par un véritable tournant. Plusieurs éléments en ont posé les fondations. En premier lieu, la deuxième moitié des années 70 est marquée par la contre-offensive néolibérale, la révolution néo-conservatrice (Reagan, Thatcher & co), et ce, au niveau international. En France, on va assister à différentes*

opérations idéologiques et médiatiques, dont la première d'importance est sans doute celle des « nouveaux philosophes » en 1977 avec BHL, Glucksmann, et quelques autres ex-soixante-huitards « repentis ». Droits de l'homme et « démocratie » deviennent l'alpha et l'oméga de toute pensée politique sur un terrain moral, consacrant le capitalisme et sa démocratie parlementaire comme indépassables.

Alors que la portée de Mai 68 s'est partiellement essoufflée et que le paysage syndical reste dominé par les appareils, Mitterrand arrive au pouvoir en 1981, avec les reniements et ralliements qui vont suivre. Le « phénomène Le Pen », vers 1982-1983, s'inscrit sur cette toile de fond. L'ensemble, conjugué, crée cette droitisation. « L'imaginaire cow-boy », la culture du « winner », prennent alors une place considérable, individualisant les rapports sociaux. Face à l'avancée de ce grand mouvement réactionnaire, il fallait réagir. »

C'est bien cette gauche au pouvoir qui a enfourché la logique de division entre les travailleurs et a laissé le venin du chauvinisme se développer dans un contexte où celui-ci va enfanter et renforcer la montée du FN. Encore une fois la social-démocratie va dérouler le tapis au fascisme.

Municipales de 1983 (6 et 13 mars)

La préparation de la campagne des municipales illustre également les lignes divergentes du PCML et de l'OCML-VP.

Pour le mensuel « **Travailleurs** » n°2 (octobre 1982) il s'agit aux prochaines municipales de « ***Faire échec aux tentatives de la droite*** » (Pierre Bauby) –page 5-, de « ***Refuser l'austérité*** » car « ***Une autre politique est possible*** » (Pierre Bauby) –pages 8-9-.

Le n°3 de **Travailleurs** d'octobre 1982 publie une « ***Plate-forme du PCML pour les éléctions municipales*** » -pages 8-9-

Le n°6 de Travailleurs (février 1983) annonce en une : « ***Pour battre la droite aux municipales : Combattre l'austérité*** » et développe ce sujet pages 3 à 11.

Le n°7 de **Travailleurs** (mars 1983) titre « ***Avant, pendant, après les municipales, combattre la droite*** »

Travailleurs n°8 (avril 1983) titre « ***Droite dangereuse, austérité renforcée : Organiser la riposte nécessaire !*** » et publie en pages 26 à 29 sous le titre « ***Parlons-ensemble des élections des 6 et 13 mars*** » une discussion après « *les scrutins des 6 et 13 mars* » (…) « *nous avons sollicité le point de vue d'un "spécialiste" analyste des élections, Roland Cayrol, maître de recherches à la Fondation nationale des Sciences politiques et responsable des Etudes politiques à l'Institut Louis Harris France. Discussion ébauchée ici avec Pierre Bauby et Camille Granot, membres du Secrétariat politique du PCML.* ».

Un premier bilan sera tiré par la revue **Prolétariat** n°26-27 –1er 2ème trimestre 1983- : « ***Municipales 83 : quelques leçons*** » (Pierre Bauby) -pages 34 à 40-

VP à contre-courant

«*Municipales : la gauche c'est aussi la bourgeoisie* » titre Pour Le Parti n°56 de février 1983, « *renforcer le courant abstentionniste* » écrit en une, PLP n°57 de mars 1983.

Dans l'éditorial du n°58 de PLP (avril 1983) : « *A contre courant* », Nuria Vincent aborde la question du thème de l'immigration utilisée lors des municipales

« *Que, pendant la campagne électorale, la droite ait utilisé tous les arguments racistes, brandi toutes les menaces sur la sécurité, que cela encourage les attentats racistes, réveille les vieux démons, c'est sûr. Mais ils ont beau jeu les socialistes de s'indigner...* » et de rappeler : « *Au soir du premier tour, Jospin " découvre " que la droite a mené une campagne de peur, une campagne raciste. Tiens, tiens... et qu'en sort-il entre les deux tours ? Une campagne encore plus écœurante. " Quoi, nous aurions été plus laxistes, nous aurions laissé plein d'immigrés rentrer en France ? ". Mais pas du tout ! On sort les chiffres pour démontrer qu'en 82 il y a eu 45 000 refoulements - " chiffre sans précédent " annonce glorieusement le secrétaire d'Etat à l'immigration. Deferre fait placarder sur les murs de Marseille : " La droite, c'est vingt ans d'immigration sauvage; la gauche c'est l'immigration contrôlée "...* » l'éditorial se poursuit sur la base d'une critique des positions de la gauche, et note que « *nous allons au devant de temps très durs. La crise est là. Et elle s'installe aussi dans les têtes. Les arguments de la bourgeoisie, ses mises en scène, ses discours finissent par porter. Ce qui semblait acquis il y a peu pour beaucoup d'ouvriers ne l'est plus aujourd'hui.* » **(lire l'édito complet en annexe 108)**.

Pour PLP n°59 –mai 1983- : « ***Illusions perdues sont forces nouvelles*** », c'est « ***La faillite du réformisme*** » -pages 4 à 6

Le « tournant de la rigueur »

Le « tournant de la rigueur » mis en place A partir du 21 mars 1983 par François Mitterrand, Jacques Delors, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, dans le gouvernement Pierre Mauroy, sera poursuivi par Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le gouvernement Laurent Fabius en 1984. Ce « *tournant* » est justifié par un discours sur le « *réalisme économique* », la « *compétitivité des entreprises françaises* », la « *concurrence* », la « *modernisation* »… et le « *changement* ». Ce « *changement* » n'est plus affilié à des notions de « *rupture avec le capitalisme* », ou de « *changement de société* » mais à celle de « *modernisation* » pour s'adapter à la situation économique mondiale. C'est-à-dire adapter le capitalisme français à la guerre économique entre les blocs et pays capitalistes/impérialistes dans le cadre de la crise (renforcer l'exploitation des travailleurs, la concurrence, le chômage et la précarité…).

Pierre Mauroy « père de la rigueur » ?

Le 11 juin 2013, François Hollande rendra un vibrant hommage à Pierre Mauroy pour son engagement dans la politique d'austérité (82) et de rigueur (83).

Le journal « **Fakir** » va publier un article de François Ruffin dans son n°60 d'avril-juin 2013, sous le titre « La semaine où la gauche a basculé à droite ».

Sur le site internet de **Fakir** nous trouvons également une vidéo : « Quand la gauche a basculé à droite ».

Cette vidéo et cet article sont très intéressants car ils donnent des éléments précis et chronologiques du 14 au 25 mars 1983. Cependant, l'auteur comme beaucoup d'autres proches de « *la gauche de la gauche* », introduit l'idée (pas nouvelle), d'une rupture dans la politique de la gauche, d'un basculement vers la droite et qu'il aurait été possible de faire autrement dans cette configuration.

Il faut le dire clairement il n'y a pas « *trahison de la gauche* » en 1983. Toute une mythologie reprise aujourd'hui par certains courants du PCF, des chevènementistes, des « frondeurs » du PS, des altermondialistes, des journalistes comme François Ruffin ou à des intellectuels comme Michel Onfray, tiennent le même discours sur la gauche et le « *tournant de la rigueur* ».

La victoire de la gauche en 1981, est de type électoraliste et les mesures des deux premières années, souvent présentées comme comme étant véritablement de gauche, ne sont que le résultat des rapports et des contradictions internes aux PS-PCF-MRG elles-mêmes liées aux illusions électoralistes de ces partis. Mais le fond reste que c'est en 1981 à Mitterrand et ses alliés de gérer les affaires de l'impérialisme français. La logique de cette gestion amène au « tournant de 1983 » mais il est faux de faire croire que dans ce cadre-là la gauche aurait pu faire autrement. Elle ne le voulait et ne le pouvait pas.

Le PCML glisse sur une pente savonneuse et fatale

Travailleurs n°9 –mai 1983- Dans la rubrique « ***Parlons-ensemble*** » aborde la question « ***… des choix gouvernementaux depuis le 10 mai*** » sous la forme d'un débat, dont la présentation indique :

> « *Deux ans déjà depuis le 10 mai... Cet anniversaire ne sera pas très joyeux dans les rangs ouvriers et populaires, que les derniers mois ont parfois clairsemés, souvent désorientés et même accablés. Pourquoi le cacher? Cet anniversaire trouve les militants à gauche, en interrogation et en discussion, en amertume ou en colère. Les dernières mesures gouvernementales venues, après les coups durs des municipales, renforcer le tournant de l'austérité décidé en juin 82, ont alourdi le climat général, tandis que la droite se fait de plus en plus agressive et que le patronat reste sur le pied de guerre, contre les travailleurs.*
>
> *Ces dernières mesures ne sont ni accidentelles ni provisoires; elles éclairent les choix économiques et politiques de fond retenus par le gouvernement depuis le 10 mai. De ces choix, Serge Depaquit pour le PSU, Alain Krivine pour la LCR, Pierre Bauby et Camille Granot pour le PCML ont parlé ensemble. Ils ont parlé surtout "économie" : cela ne surprendra personne. Ils n'ont pas fait le tour de toutes les questions. Ils ne sont pas les seuls à réfléchir comment agir au mieux dans le sens des travailleurs. La discussion contradictoire engagée ici, s'élargira, nous le souhaitons, à toutes les forces politiques, syndicales, associatives, qui, à gauche, souhaitent agir dans le sens des intérêts ouvriers et populaires.* ».

Cet article/débat, montre le chemin parcouru par la direction du PCML depuis la fondation de son ancêtre en 1967, tant en ce qui concerne la référence positive à la gauche et les rapports avec le PSU ou les trotskistes de la LCR.

Le PCML en 1983 est exactement dans la même logique qui a amené le PCR à s'autodissoudre en début d'année.

Alsthom, VP, CFDT et Jospin

« ***Pas de lutte contre l'austérité sans lutte contre le nationalisme*** » écrit PLP n°60 de juin-juillet 1983.

En pages 13-14, un article d'un correspondant VP fait un compte-rendu et une analyse au sujet de la visite de Lionel Jospin premier secrétaire du PS « *devant les grilles de l'Alsthom* » (Saint-Ouen). L'article intitulé « **Jospin, la presse, et les ouvriers** » fait mention de l'altercation entre les ouvriers et Jospin, et notamment du rôle de la CFDT où les militants VP sont très présents.

64e congrès du PS : la modernisation ! pas le changement !

Le PS aussi organisera son congrès du 28 au 30 octobre à Bourg en Bresse.

Un mot caractérise la période et ce qui se passe au sein du PS, c'est celui de « *modernisation* » au détriment de celui de « *changement* ».

La première année du gouvernement Mitterrand, le changement est encore référencé à une transformation sociale pour les travailleurs (la bourse plonge après la victoire de la gauche), mais très vite il devient clair qu'il n'y aura pas de véritable changement.

Plus tard « *le changement* » sera lié au théme de la modernité, de l'adaptation au système.

En 1981, la victoire de Mitterrand est saluée à la Bourse par une forte baisse. En 88, la Bourse saluera la réélection de Mitterrand et sabrera le champagne. Entre temps les capitalistes et les banquiers se sont aperçus que la gauche pouvait très bien gérer le système, sans remettre en cause le capitalisme.

Modernisation, compétitivité…

« *L'intégration de modernisation dans le nouveau discours socialiste est bien expliquée par F. Mitterrand lui-même dans un long entretien donné à Libération, trois ans après son élection. A S. July qui lui demande :* « *Modernisation, entreprise, innovation, compétitivité, risque, initiative, profit, etc. /.../ c'est le vocabulaire du libéralisme économique ?* »,

F. Mitterrand rétorque :

« *Ces vocables sont aussi bien de gauche dès lors qu'on leur ajoute ceux de liberté, responsabilité, plan, secteur public, redistribution des profits et des pouvoirs* » (**Libération**, 10 mai 1984) –**Source : Persée**-

Le Ve congrès du PCML en préparation

Prolétariat n°26-27 –1er 2ème trimestre 1983- publie aux pages 41 à 48 « *un rapport présenté par Alain Sentier pour introduire une réunion de travail préparatoire au Ve congrès du PCML. Ce rapport qui s'appuie sur des travaux antérieurs, travaux de chercheurs sur la réalité sociale française* » (**Le travail ouvrier** de Michel Verret –Ed. Arman Colin et **L'univers politique des classes moyennes** –ouvrage collectif). L'article d'Alain Sentier est intitulé : « ***Réflexions sur les alliances*** ».

Travailleurs n°12 de septembre-octobre 1983 aborde la préparation et les discussions concernant le Ve congrès du PCML pages 27 à 30 dans « ***Parlons – ensemble …du renouveau du communisme …*** ». L'introduction indique :

« *Le Ve Congrès du PCML va se tenir du 29 octobre au 1er novembre prochains. Plusieurs questions de fond ont occupé les études et discussions préparatoires; deux réunions nationales de travail en ont été les temps forts, l'une en décembre 82 consacrée aux mutations au sein de la classe ouvrière et aux spécificités et évolutions du syndicalisme français ; l'autre en mai 83, consacrée aux alliances (cf.* ***Prolétariat*** *n°26-27). Les discussions concernent bien sûr la situation internationale, son alourdissement et la situation nouvelle intervenue depuis mai 81. Elles portent aussi sur l'objectif de construction d'une France socialiste, populaire et démocratique, indépendante, solidaire du Tiers Monde et sur la voie pour y parvenir. Elles abordent enfin un point décisif pour le communisme dans notre pays, celui de son renouveau. Un projet de résolution générale concentrant ces questions est en discussion et disponible (frais de port 5,00 F) Aujourd'hui, le "* ***Parlons ensemble****" de* **Travailleurs** *a rassemblé trois membres du Secrétariat politique du PCML, sur la question de la crise du communisme et de son renouveau. La discussion n'est pas contradictoire entre eux, mais les points qu'ils abordent prêtent à discussions serrées et à vives contradictions dans les rangs ouvriers et populaires et dans les rangs communistes.* ».

Les trois membres de secrétariat annoncés dans l'article sont : Pierre Bauby, Alain Sentier et Camille Granot.

29 octobre au 1er novembre 1983 : Ve Congrès du PCML

Le n°14 de **Travailleurs** de novembre 1983 est consacré au « ***V^e^ congrès du PCML avec les travailleurs et les peuples du monde : Pour le renouveau du communisme*** ».

En pages 2 et 32 est publiée la liste des 28 « Messages adressées au Ve congrès ». Dans ceux-ci, relevons notamment : le CEDETIM, la FASTI, le PSU, la convention communiste, la LCR, LO et la FEN.

Le Ve congrès du PCML congrès salué par …. la LCR et LO **(voir annexe 109)**

Le témoignage de Jacques Jurquet **(annexe 110)**

La feuille hebdomadaire « **PCML Flash** » n°58 –3 novembre 1983- est consacrée à ce 5e congrès.

La Marche pour l'égalité et contre le racisme, les Restos du cœur, SOS racisme, SOS Ethiopie…

Le n°13 de **Travailleurs** d'octobre 1983, titre sur la « ***Marche pour l'égalité rassemblant les habitants de France de toutes origines pour la constitution d'une société solidaire –Marseille 15 octobre / Paris 3 décembre*** » et publie une interview de « ***Christian Delorme : "Pour une société pluri-ethnique et multiculturelle"*** » -pages 4-5-

PCML Flash va publier plusieurs articles sur cette marche :

-PCML Flash n°61 –24 novembre 1983- « ***Marche pour l'Egalité et contre le Racisme*** » -page 1-

-PCML Flash n°62 –1er décembre 1983- «***Le 3 décembre, à 14h, de Bastille à Montparnasse, tous à la Marche pour l'Egalité et contre le Racisme !*** » -page 1-

-PCML Flash n°63 –8 décembre 1983- « ***Marche pour l'Egalité et contre le Racisme : Un élan magnifique*** » (Camille Granot) –page 1-

L'éditorial de *Camille Granot* dans **Travailleurs** n°15 –décembre 1983- est consacré à cette marche, sous le titre « ***Un élan magnifique*** » -page 3-

Dans son livre de 2001, *Jacques Jurquet* évoque cette marche :

« *le matin du 3 décembre, Baya et moi arrivions à Paris, elle pour participer à une session du Bureau national du MRAP, moi même pour effectuer des recherches à la Bibliothèque nationale.*

En début d'après midi je rejoignis la place de la Bastille pour assister à l'arrivée de la marche pour l'Egalité et m'intégrer dans le cortège des organisations qui l'attendaient. Avec B. et Gilbert R., nous entrâmes

dans les premiers rangs regroupant les personnalités de tous les partis, formations et autres mouvements. J'y serrai quelques mains connues, celles d'Alain Krivine, du Professeur François Grémy, d'Albert Lévy. Je rencontrais ensuite plusieurs camarades du PCML, Saly S. et son ami, ainsi que sa sœur Ferouggia et son époux Gérard P. Lorsque je retrouvai Baya, elle me présenta Yasmina Attab, qui faisait partie à cette époque du secrétariat national du MRAP. Cette manifestation regroupa m'assura-t-on plus de cent mille marcheurs qui s'étaient joints à l'arrivée des quelques 30 à 40 jeunes gens et jeunes femmes qui avaient tenu le coup pour parcourir toute la France. Le gouvernement délégua l'un de ses Ministres, Madame Georgina Dufoix, pour les accueillir, et une délégation fut reçue au Palais de l'Elysée par François Mitterrand. » **A contre-courant 1953-1986** : pages 353-354-

Le mensuel **Pour Le Parti** publiera dans son n°65 de février 1984 un article de *Nuria Vincent*, qui met en avant : « ***Une force en marche !*** » -pages 8 à 10 rappelle que l'OCML-VP a distribué un tract intitulé : « ***Oui nous marcherons ! … mais pas pour serrer la main à Mitterrrand…*** » signé en commun avec les Groupes Communistes Révolutionnaires et l'organisation Combat Communiste.
Deux autres articles dans ce n° reviennent sur « ***La marche à Gennevilliers*** » et « ***La marche à Saint-Denis*** » -pages 10-11.

La marche pour l'égalité (qui sera également appelée : Marche des beurs) commencée le 15 octobre se termine le 3 décembre 1983 à Paris dans une grande manifestation de plus de 100 000 personnes.

L'utilisation et la récupération politique notamment par le PS n'est pas absente de cette marche, bien au contraire. Huit responsables de cette marche sont reçus par le président de la République, François Mitterrand, qui leur annonce la création de la carte de séjour de dix ans.

Les événements de Talbot suite à la grève avec occupation (contre les licenciments) lancée le 7 décembre 83, vont déboucher à partir du 3 janvier 1984 sur des violences et des propos racistes extrêmes dans l'usine.

La marche pour l'égalité qui se voulait antiraciste est une tentative de réponse à la montée du racisme dans la société (affrontements et violences policières aux Minguettes) et notamment celle de l'extrême-droite.

Mais elle est surtout une réponse qui se base sur « *les bons sentiments* », la négation de la division de la société en classes sociales antagoniques, le rejet du rôle de la classe ouvrière dans le changement de société.

Elle sera une sorte de modèle et de creuset qui influencera la création de **SOS Racisme** (par des proches du PS) le 15 octobre 1984, des concerts de « ***Chanteurs sans frontières*** » pour l'Ethiopie en mars 1985, ou la création des **Restos du cœur** (par Coluche) en octobre 1985.

Le trait commun de tous ces mouvements c'est de se placer dans une logique interclassiste, où « *tout le monde serait dans le même bateau* » et de refuser de s'inscrire dans la lutte des classes.
Il est significatif que la question du racisme ne soit plus liée à partir des années 80 à l'exploitation capitaliste ou à la défense d'une partie intégrante du prolétariat en France, mais qu'elle devienne un sujet « moral » et « sociétal ». Dans le même temps nous avons le 3 décembre 1983, un grand mouvement de solidarité et de bonté (la marche des beurs) et dans les usines de l'automobiles notamment à partir du 3 janvier 1984 un mouvement de rejet raciste des ouvriers immigrés. La création par le PS de SOS racisme et de « *touche pas à mon pote* » est aussi une tentative pour « *tourner la page* » des luttes comme celles des résidents des foyers Sonacotra. C'est un transfert politique qui débouche sur « *le problème de l'immigration* » et la réponse à ce « *problème* » c'est-à-dire celle du rejet et de sa surenchère par le FN.
De la marche pour l'égalité, à SOS Racisme et Convergence 84, c'est la construction d'un antiracisme institutionnel (sous l'égide du PS), refusant le contenu de classe (ouvriers et immigrés des luttes) et servant de rideau de fumée en laissant croire que la question du nationalisme, du chauvinisme liés à l'absence du bilan de la guerre d'Algérie serait une question réglée.

Le 1er décembre 1983 un nouvel accord est signé par le PCF et le PS

Septième partie

CHAPITRE 15

1984 –1985-1986…

Les six premiers mois de l'année 84 sont marquées par :

-les affrontements violents à Talbot Poissy (3 janvier)
-un nouveau plan acier (29 mars)
-les européennes (17 juin)
-le retrait du projet Savary sur l'école -guerre scolaire (14-17 juillet)
-nouveau gouvernement Fabius (17 juillet)
-départ des ministres PCF du gouvernement (19 juillet)

Tapie, Montand, Le Pen et Mitterrand… la deuxième droite

Les funestes années 80 sont celles de la mise en avant médiatique de conceptions et de thèmes faisant l'apologie des « gagneurs », des patrons, de l'impérialisme… en fait une véritable offensive médiatico-idéologique s'appuyant sur l'antimarxisme pour justifier le cours ouvertement pro-capitaliste du gouvernement de gauche. Yves Montand et Bernard Tapie sont avec Mitterrand et Le Pen emblématiques de cette décennie.

Vive la crise !

Dès le 5 janvier 1984, Yves Montand fait son one man show télévisé. Puis il anime en collaboration avec **Libération**, l'émission « **Vive la crise** » le 22 février 1984.
Comme le rappelle le Blog de Nico :

> « *Cette émission avait été accompagnée à l'époque par un numéro spécial du journal Libération qui, sous la plume notamment de Serge July et du jeune Laurent Joffrin, célébrait avec enthousiasme le tournant de la rigueur opéré un an avant par le gouvernement socialiste, et plaidait pour une conversion enthousiaste au libéralisme et au culte de l'entreprise, pour sortir de la crise et du chômage qui occupait déjà les esprits à l'époque.* » (…) « *Vive La Crise avait été symbolique du basculement idéologique de la gauche socialiste en cette période 83-84, et avait marqué le début d'une ère de propagande médiatique dans laquelle nous baignons toujours 30 ans plus tard, en faveur du moins d'Etat, de la précarisation du travail et plus largement du libéralisme comme seul moyen de sortir de la crise.* »
>
> L'émission « **Là-Bas si J'y suis** » de *Daniel Mermet* en 2006, est revenue plus largement sur le tournant libéral de la décennie 80. *Pierre Rimbert* et *Serge Halimi* du **Monde Diplomatique** commentaient avec Mermet certains extraits assez édifiants de « **Vive La Crise** » **(voir les liens dans l'annexe 111)**

La deuxième droite

Jean-Pierre Garnier et Louis Janover vont publier en février 1986 « **La deuxième droite** » éditions Robert Laffont.
Ce livre sera réédité en avril 2013 chez Agone. Une présentation vidéo par Jean-Pierre Garnier et diffusée par ***Les Mutins de Pangée*** :

> « *Le 10 mai 1981, François Mitterrand devient président de la République. Les illusions de la gauche tiennent jusqu'au fameux "tournant de la rigueur" en 1983. Dès 1981, Jean-Pierre Garnier et Louis Janover faisaient partis des sceptiques sur la volonté de changement de cap. En 1986, ils co-écrivent "La deuxième droite" pour répondre à ceux qui s'auto-proclamaient "deuxième gauche", une gauche moderne, entrepreneuriale. Jean-Pierre Garnier est au moins d'accord sur un point avec Manuel Valls : il faut changer le nom du parti socialiste. J-P Garnier propose de le rebaptiser : le Parti de Solférino. Un an après le retour aux affaires du PS, un an après le retour d'un François au château, l'analyse de J-P Garnier sonne comme un claquement de fouet… ça réveille !* »

Tapie, le gagneur, le nouveau symbole de la gauche !

Dès le début des années 80 Bernard Tapie accélère le rythme des rachats d'entreprises qu'il avait amorcés dès 77. Il est nommé « Homme de l'année 1984 » par les médias.

Bernard Tapie se voit confier une émission de télé en 1986. « **Ambitions** », diffusée sur TF1 jusqu'en février 1987, qui a pour but d'aider un jeune à mener à bien son projet professionnel.
Il publie chez Robert Laffont « **Gagner** » en 1986.

Talbot Poissy, une lutte emblématique

Le 7 décembre 1983, une grève avec occupation (contre les licenciements) débouche à partir du 3 janvier 1984 sur des affrontements et des propos racistes extrêmes dans l'usine.

La lutte, le contexte, les enjeux, les conséquences de ce qui s'est produit à Talbot Poissy est emblématique. Cette lutte concentre tous les éléments de la période, car elle se déroule sous le gouvernement de gauche au moment où celui-ci opère son virage pro-capitaliste de façon assumée et définitive.

Le n°65 du 22 décembre 1983 de la feuille hebdomadaire « **PCML Flash** » avait publié un article intitulé « ***Accord Peugeot-gouvernement : Inadmissible !*** » et rappelait le déclenchement de la grève contre les milliers de licenciements.

Les luttes d'avril 82 chez Citroën **(voir chapitre 13)** avaient brisé le monopole syndical de la CFT dans l'usine et permis l'arrivée de la CGT et de la CFDT.

La lutte des ouvriers spécialisés principalement immigrés de l'usine Talbot Poissy, va être un enjeu pour les stratégies des directions syndicales CFDT et CGT, qui vont se livrer à des pratiques de division, s'appuyant l'une sur le recentrage et le réalisme économique et l'autre sur la défense de l'outil industriel et du produisons français au détriment des intérêts ouvriers. La grève et l'occupation lancée fin 83, n'est pas soutenue par la CGT, elle se terminera dans une ambiance épouvantable, avec les grévistes sortant des ateliers (après des affrontements violents) entre les rangs des cadres et des militants de la CFT (CSL) syndicat maison, pro-patronal et fascisant, sous les cris de « *les bougnoules au four* »…

Daniel Richter (CFDT) revient en détail sur ce conflit dans un article de la revue du GISTI (**Plein droit** n° 76, mars 2008) : « ***Talbot-Poissy, du « printemps syndical » à l'affrontement racial (1982–1984)*** » où il cite un tract du PFN qui indique

> « *(…) Nous avons aidé les militants de la CSL de Poissy et de tout le groupe Peugeot (…) à entreprendre une vaste opération de nettoyage à l'usine de Poissy (…) Les arabes et les noirs encadrés par la CFDT entravaient la liberté du travail (…) Après avoir épuré Talbot, nous allons épurer Poissy des fainéants, des émigrés et des casseurs.* ».

> Richter précise également : « *Un an après le conflit Talbot, en décembre 1984, les commissions de suivi dressent un bilan : cinquante personnes seulement ont trouvé un emploi par l'entremise de l'ANPE malgré la priorité à l'embauche décrétée pour les Talbot. Le paysage syndical de Talbot-Poissy a été profondément modifié par le conflit. L'exacerbation de la haine et de la violence raciste va convaincre une partie de la direction de Peugeot que la CSL peut, à terme, porter préjudice à l'image du groupe. Petit à petit, en s'appuyant sur les dissidents immigrés de la CGT qui l'ont rejointe, Force Ouvrière va accroître son influence, jusqu'à ce que, bien plus tard, une majorité des ex-CSL rejoigne ses rangs.* » (sources : GISTI) **–voir annexe 112 : articles, liens, vidéos sur les grèves à Citroën Talbot-**

Cette lutte, scelle l'échec de la gauche tant politique que syndicale sur la question ouvrière, les droits, les licenciements.
C'est ce que montrent bon nombre d'articles sur le sujet et notamment :

PCML Flash n°66 –5 janvier 1984- « *Talbot : 1905 licenciments qui pésent lourd* » -page 1-

Travailleurs n°16 de janvier 1984 :
« *Talbot Poissy : Quelques éléments au dossier* » (G. Carpentier et M. Perrin) –pages 8-9-

PLP n°65 –février 1984- :
« *Talbot : Des leçons pour la lutte* » (*J. Michault*) –pages 17-18-
« *A propos de « l'aide au retour »* » (*J. Michault*) –pages 18-19-20-
« *Sur la formation* » -page 20-
« *Soutien aux travailleurs de Talbot* » (*Les délégués Syndicaux –CFDT-*) –page 20-

Le Perroquet n°33-34 –17 janvier au début Février 1984-
« La dame de Billancourt à Talbot » -pages 1 et 3-
« *Talbot : La conscience ouvrière* » -pages 1 et 16-
Le Perroquet n°35 –du 13 février au début mars 1984-
« *Un jeudi 5 janvier* » (*propos de Sylvain Lazarus*) -pages 1 et 4-5.
« *La CFDT et Talbot* » (*Marc Fallet*) –pages 2-3- **(lire en annexe 113)**
« *Déclaration sur les événements de Talbot* » -page 5-
Le Perroquet n°37-38- du 1er au 23 mai 1984-
« *1984* » (par *Le Perroquet*) –pages 1 et 4-
Le Perroquet n°39-40 –du 18 juin au 15 juillet 1984-
« *Bref journal du non-dit de Citroën (1) –Transmis au Perroquet par l'équipe UCF pour un noyau politique ouvrier à Citroën –septembre 83*- pages 1-4-5 (à suivre)
Le Perroquet n°41 –13 juillet n° d'été- « *Citroën (2) : Les trois versions* » -pages 4-5-6-
Le Perroquet n°56-57 –21 novembre au 15 décembre 1985- « *Depuis Talbot* » -pages 1-5-6-

Voir également le lien internet : Le Perroquet

Du plan acier au vote de confiance, de la nomination de Fabius au départ du PCF du gouvernement

Le débat autour des « divisions » à l'intérieur du gouvernement entre le PCF et le PS. Ce débat débouchera sur un vote de confiance au gouvernement le jeudi 19 avril 1984, par l'ensemble des députés du PCF.

Le développement du chômage, les restructurations etc… accélèrent les contradictions entre le PCF et les travailleurs d'une part et entre les militants eux-mêmes.

Le PCF fait savoir de plus en plus ouvertement son mécontentement vis-à-vis de l'orientation prise par le gouvernement de gauche dominé par le PS.

Mitterrand veut une clarification et un soutien clair de la part du PCF, et il demande à celui-ci de se positionner dans le cadre de l'union de la gauche et de sa participation au gouvernement.

L'unité (hebdomadaire du PS) -jeudi 26 janvier 1984- publie une interview de Jean Poperen. Celui-ci pense que l'attitude du PCF est dommageable pour l'union et que « **Ce jeu est dangereux** » **(lire l'article en annexe 114)**

Le quinzomadaire **Le Perroquet** n°33-34 –17 janvier au début février 1984- publie un article signé de *Marc Fallet* : « ***Le PCF : hibernation ou glaciation ?*** » -pages 2-3-

Petite chronologie :

- le 29 mars 1984, un nouveau plan acier liquidant la sidérurgie est annoncé ;
- le 4 avril, 150 000 manifestants dans les villes de Lorraine contre le plan ;
- le 13 avril 1984 une manifestation regroupant des dizaines de milliers de manifestants est organisée contre ce plan.
- le 17 avril 1984, la direction du PCF confirme sa pleine participation au gouvernement
- le 18 avril 1984 Georges Marchais (PCF), tient une conférence de presse à Paris ;
- le 19 avril 1984 L'Humanité publie la conférence de presse de Marchais ;
- le 19 avril 1984 le PCF vote la confiance au gouvernement ;
- le 17 juin 1984 recul du PCF aux élections européennes ;
- le 24 juin 1984 manifestation géante pour l'école privée ;
- le 14 juillet, François Mitterrand fait état du retrait de la discussion du projet de loi Savary ;
- le 17 juillet 1984 démission du ministre de l'éducation nationale Alain savary ;
  le 17 juillet 1984 démission du gouvernement de Pierre Mauroy ;
- le 17 juillet 1984 Fabius ministre de l'industrie est nommé premier ministre ;
- le 19 juillet 1984 les ministre PCF quittent le gouvernement ;
- le 20 juillet 1984 Claude Cabanes écrit dans ***l'Humanité*** « *Nous sommes dans la majorité et nous y resterons* »

un nouveau plan acier ! et de nouvelles luttes !

Le nouveau plan acier, du 29 mars 1984 est un nouveau coup dur aux travailleurs de la sidérurgie, mais il réactive les luttes.

Comme le rappelle *Guy-Joseph Feller* dans « **La République de Longwy**. ***Un siècle de luttes sociales au pays du fer*** » - Editions Serpenoise –2000- : « *Très vite le conflit va s'installer dans la violence et va prendre une dimension nationale. Les pouvoirs publics avertis de ce qui s'est passé en 1979 font donner la charge des CRS et les affrontements, tant à Réhon qu'au centre de Longwy, seront d'une violence inouïe.* » -page 100-. Il indique également en page 101 : « *La violence va très vite s'installer. Le conflit sera moins long qu'en 1979, mais il sera beaucoup plus dur, plus « politique »…* »

Marcel Grégoire dans le n°17 de février-mars 1984 de « **Travailleurs** », indique dans son article : « ***Sidérurgie. Lorraine : Une restructuration qui n'en finit pas*** » -page 9- : « *Le gouvernement assure qu'il jouera à fond la carte de la concertation pour éviter un nouveau "Talbot".* (…) *Les sidérurgistes sentent qu'ils vont être sacrifiés sur l'autel de l'Europe capitaliste et de la compétition internationale.* (…) *le gouvernement joue gros dans une région qui lui a apporté beaucoup de suffrage en 1981 en réponse à l'espoir que le PS et le PCF ont suscité.* ».

Travailleurs n°19 –mai 1984- publie un dossier sidérurgie –pages 8 à 14-.

Voici les titres des articles de ce dossier :

-« ***La crise de la sidérurgie en Europe : 10 ans déjà…*** » (*François Larguier*) –pages 8-9-
-« ***Lorraine : Non au plan acier !*** » (*Camille Granot*) –pages 9-10-
-« ***Sacilor-Gandrange : "On ne ferme pas !"*** » –page 11-
-« ***Longwy, blessé à mort*** » -pages 11-12-
-« ***Ugine Aciers : Une logique d'avant 1981*** » -page 13-
-« ***Ugine Aciers. Fos : du miracle à la débâcle*** » (Hervé Dastar) –page 14-

Au sujet du groupe « 79-84 même combat »

« *Un groupe parallèle au Front Commun Syndical, mais beaucoup plus radical, le groupe 79-84 à connotations anarcho-syndicalistes, et reprenant à son compte les opérations Coup de poing de 1979, voit le jour. Il mènera des actions très médiatiques, comme le taggage du train Longwy-Paris (le 21 février), l'occupation de la gare de Longuyon (le 23 février) ou de la poste de Longwy-Bas (le 28 février).* »
« **La République de Longwy**.) *Guy-Joseph Feller* –page 98-
L'article « ***Longwy, blessé à mort*** » publié dans le n°19 de **Travailleurs** du mois de mai 1984, donne quelques éléments sur ce groupe **(lire l'article en annexe 115)**.

Le plan acier, la nationalisation, les licenciements, la solidarité gouvernementale et le PCF

Le PCF par la voix de *Georges Marchais*, tient une conférence de presse à Paris le 18 avril 1984. Elle sera publiée dans **l'Humanité** du 19 avril. « *Les thèmes abordés : la crise de la CEE (chômage, déclin industriel, difficultés de la PAC) ; l'enjeu européen des élections ; les propositions du PCF pour l'Europe (emploi, 35 heures, coopération et relations avec les PVD, désarmement et sécurité) ; la lutte contre la droite au plan national ; l'anti-communisme ; le PCF dans la majorité gouvernementale ; la campagne électorale.*

- *Réponses à des questions sur les accords PCF-PS, la participation du PCF au gouvernement et le vote de confiance, sur l'action du PCF, sur la politique industrielle et sur l'électorat communiste.* »

Pour l'organisation trotskiste **Lutte Ouvrière** :
« *En février 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy acheva la nationalisation de la sidérurgie entamée par la prise de contrôle de l'État en 1978 -- sous un gouvernement de droite -- d'une industrie qu'on disait en faillite. En fait, cela permit l'effacement des dettes des De Wendel et autres barons de l'acier, qui allèrent planter ailleurs leurs milliards.*
En juin 1982, un plan aciers spéciaux prévoyait la suppression de 12 000 emplois, et le début de la fin de l'usine de Pompey près de Nancy.
Deux ans plus tard, le 29 mars 1984, le gouvernement révisait le plan acier et annonçait 21 000 suppressions d'emplois et signait l'arrêt de mort des bassins sidérurgiques de Longwy, Denain et de Neuves-Maisons. 30 milliards de francs étaient apportés par l'État pour moderniser les installations.
Ces suppressions massives d'emplois se firent avec le soutien de la direction du PCF, présent au gouvernement. On vit alors Marchais, le secrétaire général du PCF, se rendre à la manifestation des sidérurgistes lorrains à Paris le 13 avril 1984, pour faire oublier que pendant ce temps-là les ministres ne bronchaient pas contre le plan acier. En mai, les députés du PC votèrent la confiance au gouvernement à l'Assemblée nationale. »

Confiance, confiance…

L'épisode du vote de confiance du PCF au gouvernement (austérité, rigueur, plan de licenciement dans la sidérurgie…) reste particulièrement douloureux pour certain(e)s militants du PCF à l'époque. C'est notamment le cas de la députée PCF de Meurthe-et-Moselle *Colette Goeuriot*, qui regrette toujours trente deux ans plus tard de « *ne pas avoir voté contre le soutien au gouvernement* » sous la pression de Marchais. Elle quittera le PCF en 1986 et rejoindra les « reconstructeurs ». (Informations confirmée par un entretien téléphonique avec *Colette Goeuriot* le 23 janvier 2016).

L'article de **Travailleurs** n°19 –mai 1984- : « ***Vote de confiance : La page de la "clarification" n'est pas tournée*** » (Alain Sentier) -page 7- **(lire l'article en annexe 116)** donne des éléments de réflexion sur « *Le dilemme de la participation du PCF* » mais surtout sur l'anayse du PCML à ce moment-là (…)

« *Si nous ne nous contentons nullement de l'affirmation du principe de la non participation des révolutionnaires dans un gouvernement gérant le système capitaliste, nous ne limitons pas la problématique de la participation gouvernementale aux simples rapports PS-PC, encore moins à la question de la stricte utilité d'une présence dans un pouvoir central baptisé : "base d'appui". La nature de l'Etat, de la Constitution, des rapports de forces ne sont pas des facteurs secondaires. Il faudrait encore développer les points de vue sur la stratégie de la prise du pouvoir par et pour les travailleurs, sur les relations entre l'Eut, les partis, les organisations économiques et sociales, le peuple travailleur.* ».

L'article se termine par :

« *Cette impasse incontournable de la participation sur une ligne non commune relève d'une mauvaise politique d'alliances; mais elle relève surtout de l'acceptation politique de gouverner sans changer réellement les lois, règles, logiques d'un système qui dès lors ne peut que reproduire les aberrations, les injustices, les déséquilibres qui le caractérise. Pour nous, exercer le pouvoir, "participer", ce n'est pas "gérer généreusement" comme ironise P. Mauroy; c'est décider de servir les intérêts des travailleurs -pour eux et avec eux. Si cela nécessite des ruptures, il faut les faire.* ».

Les limites réformistes et les ambiguïtés de l'analyse d'*Alain Sentier* sont bien définies dans cette conclusion. La question

centrale est que la victoire de Mitterrand en 81 ne résulte pas d'un processus révolutionnaire, mais d'un rejet des années Giscard, dans le cadre d'une élection présidentielle –structurée par la constitution et les institutions de la Ve République-. Donc il est faux de laisser croire que la bourgeoisie et les capitalistes français ne sont plus au pouvoir à partir de mai 81 (même s'il y a des contradictions, des rivalités entre fractions du capital). Les ruptures évoquées et souhaitées dans l'article d'Alain Sentier, non seulement n'ont pas eu lieu, mais ne pouvaient pas avoir lieu dans le cadre de la gestion de ce système.

Lire les archives concernant le débat à l'Assemblée Nationale.

Lire également :

-**(annexe 117)** : l'article de *Valérie Fontaine* (LO n°2389 –14 mai 2014) :
Il y a trente ans . Avril 1984 : contre le plan Acier de Mitterrand, les sidérurgistes dans la rue
-**(annexe 118) : La marmite du 20e siècle > *1981 à 1988 > 1984 - Laurent Fabius abandonne l'industrie sidérurgique***

Mutations économiques et offensive idéologique

Un article de **Travailleurs** n°20 -juin 1984- page 17, revient très justement sur « ***L'offensive idéologique*** » et montre les concomitances entre crise économique, mutations technologiques et offensive idéologique -impliquant des transformations dans la pratique et la composition de la classe ouvrière– **(lire l'article en annexe 119)**.

L'article précise (extraits) :

- « *L'offensive du capital se développe avec vigueur; elle n'est pas nouvelle, mais remonte quasiment au début du déclenchement de la crise, en tout cas aux différents plans Barre à partir de 1976. Aujourd'hui, il y a accélération et les effets de cette offensive se révèlent dans leur ampleur. Et dans tous les domaines.* »

-« *Indissociablement, il y a les effets considérables des transformations actuelles sur le tissu économique et social, accélération du processus de décomposition de la classe ouvrière, comme du mouvement ouvrier. Et ceci d'autant plus que les plans de restructuration en cours ou en préparation concernent d'abord les principales concentrations prolétariennes, celles que le mouvement ouvrier et le mouvement communiste avaient organisées depuis des décennies* »

-« *Indissociablement aussi, intervient une gigantesque offensive idéologique contre le socialisme, le communisme, le marxisme avec le renouveau des thèses libérales et néo-libérales anti-étatiques, fatalistes, individualistes.* »

-« *Force est de constater que certains thèmes deviennent dominants; on peut évoquer le succès médiatique de l'émission "Vive la crise" bien sûr...*
Dans "La nouvelle alliance", Max Gallo prône l'acceptation du réalisme économique, qui, au nom de la modernité, se rallie au mythe de l'entreprise supposée incarner les vertus de l'initiative et qui repose sur l'individualisme. »

Dans le même n°20 de **Travailleurs** , les pages 18 à 21 sont consacrées au thème : « ***Les politiques au sein du mouvement ouvrier*** ». Les positions du PCF, de la CGT et de la CFDT sont présentées séparément :

-***PCF "Objectif emploi" : nouveau critères de gestion et relance*** –pages 18-19-
-***CFDT : Propositions industrielles, concertation et "nouveau syndicalisme"*** –page 20-
-***CGT : Refuser les plans gouvernementaux, produire français*** –page 21-

Les élections européennes du 17 juin

Ces élections se déroulent dans un moment très important pour le gauche au pouvoir, au moment même où s'accentue le tournant « néo-libéral » de la politique gouvernementale, où la « guerre scolaire » bat son plein, où le PCF se pose la question de la pertinence du maintien de sa participation au gouvernement…
La campagne des européennes est aussi l'occasion pour l'extrême-gauche (de toutes tendances) de manifester contre la tenue des meetings du FN, c'est ce que rappelle Pierre Turpin dans son livre « **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** » pages 108-109.

Abstention des ML aux Européennes

Les ML (PCOF, PCML, Ocml-VP, UCF) vont faire campagne séparément pour l'abstention, mais avec des contenus politiques assez différents.

Pour le quinzomadaire d'opinion **Le Perroquet,** dont certains membres de sa rédaction, sont des dirigeants historique de l'UCFML, il n'est pas question de voter pour qui que ce soit.
Une partie de l'année 1984, voit une situation confuse dans l'UCF. L'OP (Organisation Politique) prend la suite de l'UCF fin novembre 1985.

Européennes chute du PCF et montée du FN

Les résultats des élections européennes sonnent comme une claque pour l'ensemble de la gauche, mais surtout pour les mauvais résultats du PCF et le bon score du FN.

« *Chacun mesure, à gauche, l'ampleur et la gravité de la défaite enregistrée ce 17 juin.* » (**PCML Flash** n°88 du 21 juin 1984 -page 1- « ***Elections européennes : des leçons à tirer*** » par Pierre Bauby) **-lire en annexe 120-**

Un communiqué du Comité central du PCML du 1er juillet 1984 est publié dans le n°89 de **PCML Flash** –du 5 juillet 1984- sous le titre « ***Rassembler*** » **(annexe 121)**

Pour *Alain sentier* dans **PCML Flash** n°93 –13 septembre 1984- il y a « ***Échec de deux stratégies*** » **(Annexe 122)**

Camille Granot revient de nouveau sur le sujet de l'unité et des divisions dans le n°94 de **PCML Flash** du 20 septembre 1984 dans l'article « ***Rassemblements*** » **(voir annexe 123)**

Guerre scolaire, loi Savary

Le mouvement de l'École libre désigne une campagne, qui a culminé avec la manifestation géante du 24 juin 1984 à Paris, pour mettre en échec le projet de loi Savary visant à intégrer en France les écoles privées à un « *grand service public* ». Ce mouvement est réputé avoir contribué à la chute du gouvernement de Pierre Mauroy le 17 juillet 1984.

Pourtant les laïques du CNAL avaient organisé des manifestations le 25 avril 1984, rassemblant un million de personnes.

La capitulation de la gauche sur le sujet de la « guerre scolaire », est l'image même de l'attitude de ce gouvernement qui n'avait aucune possibilité de faire autrement que de capituler, mais qui essayait de maintenir l'illusion que dans le cadre d'une gestion loyale (sans affrontement de classe) du capitalisme, il aurait été possible de mettre la bourgeoisie en échec.

Les leçons de 1936, ont bien montré que c'est uniquement en s'affrontant à la bourgeoisie, au capital, en occupant les usines, que les ouvriers ont pu imposer par exemple les congés payés… au patronat et au front populaire.

Liste de quelques articles et quelques liens sur le sujet de la 'guerre scolaire' :

-**Travailleurs** n°18 –avril 1984- titre en une « Pour une école publique unifiée laïque et rénovée » et publie un article de *Philippe Muniz* en pages 12-13 « ***Enseignement : Dans le débat école publique/école privée*** »

Le Perroquet n°39-40 du 18 juin au 15 juillet 1984 :

-« **Cas d'école** » *Entretien avec Jean-Claude Milner* –pages 1-6-7-8-

-« ***PCF, Union de la Gauche et "républicanisme scolaire"*** » (*Marc Fallet*) –pages 2-3-

Livre :

« **La question scolaire 1975-1984 Evolution et permanence** » par Jean-Paul Visse- Septentrion Presses Universitaires- 1995-

« **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** » - l'harmattan 1997 – Pierre Turpin- « ***La bataille pour l'enjeu scolaire*** » -pages 103 à 106.

Liens internet :

Projet de loi Savary ***et*** ***Mouvement de l'École libre de 1984*** **(Wikipédia)**

Chronologie: Projet de loi Savary : Chronologie en 12 dates

Fabius premier ministre… départ du PCF du gouvernement

Après la nomination de Fabius le 17 juillet 1984, les ministre PCF quitte le gouvernement le 19 juillet.

> « *Le gouvernement de Pierre Mauroy a remis sa démission au président de la République le 17 juillet 1984. Laurent Fabius est désigné comme successeur. Il commence aussitôt ses consultations à l'hôtel Matignon pour former son gouvernement. Dans ce contexte de remaniement ministériel, le parti communiste souhaite faire entendre sa voix : il refuse publiquement de participer au nouveau gouvernement, pour ne pas cautionner la politique de rigueur. Cette décision contredit des déclarations publiques de Georges Marchais et des ministres communistes, qui, quelques semaines plus tôt, affirmaient vouloir poursuivre leur participation au gouvernement.* »
> (Source : INA)

Laurent Fabius restera premier ministre de juillet 1984 à mars 1986.

PCML Flash n°90 –27 juillet 1984- page 2- pose la question ***« La non-participation du PCF au gouvernement : Et après ?*** » **(lire l'article annexe 124)**.

Charles Paveigne dans **PLP** n°71 (octobre 1984) écrit pages 4-5 : « ***La CFDT choisit la sauce***

Telle est bien en effet la façon dont les syndicats veulent que nous posons les problèmes : à quelle sauce voudrions-nous être mangés ? Irresponsable gauchiste celui qui ose répondre : aucune. Messieurs !

La CFDT emboîte directement le pas au CNPF et ses " Enca". Au nom du réalisme bien sûr. A sa conférence de presse de rentrée du 7 Septembre, elle annonce son accord avec Cattaz, et propose par exemple :

- l'allégement des charges patronales par " la recherche d'une solution permettant d'éviter l'application brutale des seuils fiscaux liée au seul des 10 et 11"-, " la réduction de certaines charges sociales pour les entreprises".

- des facilités pour l'extension du travail précaire et la flexibilité. La CFDT est prête à " accepter la suppression des butoirs de six mois (intérim et contrats à durée déterminée) et de douze mois (contrats à durée déterminée) en cas de circonstances particulièrement justifiées... ". La crise actuelle est évidemment une de ces " circonstances " malheureusement " justifiées " à laquelle nous sommes appelés à nous adapter : amen !

A ceux qui s'étonneraient de voir la CFDT accepter le travail précaire qu'elle semblait combattre hier, E. Maire répond : " la précarité c'est le chômage " et son lieutenant Kaspar : " vaut-il mieux être au chômage pendant un an ou avoir du travail six ou douze mois ? ". Question à rajouter au " grand jeu d'automne " ci-dessus. Mais en vérité si vous posez la vraie question, la vraie réponse viendra aussi : la précarité c'est le capitalisme et ses fonctionnaires syndicaux.

La CFDT se moque à l'avance des pseudos critiques de la CGT. Elle n'y voit, à juste titre, que des rodomontades des messieurs " y'a qu'à ". Selon elle, la CGT veut " bomber le torse et montrer du muscle mais c'est pour amuser la galerie". Tout à fait exact : les confrères se connaissent bien. En façade, la CGT se veut en position de refus, mais ce ne sont que des discours. On y clame que "ça ne va pas", que les licenciements sont " inadmissibles" mais tout en n'offrant pour solution que de rendre le capitalisme national plus fort face à la concurrence. Et ceci ne peut se taire que par les restructurations et leur cortège de mesures contre la classe ouvrière : ce qu'ont fait PC et CGT au pouvoir après 81. La relance par la consommation, c'est-à-dire l'idée d'une expansion continue du capitalisme en même temps que des revenus ouvriers (comme compensation acceptée par eux de leur exploitation) a fait faillite après Mai 1981. Et le PC a été obligé de se retirer piteusement du gouvernement. » (PLP n°71 « ***Les syndicats et la crise*** » (pages 4-5-6-)

Le Perroquet n°43-44 –du 25 octobre au 15 novembre 1984 publie : « **Autocritique –après le retrait du PCF-** » (*Marc Fallet*) –pages 2-3-

Le n°4 de **Théorie et pratique** (*Revue marxiste-léniniste*) en date de décembre 1984, publie une analyse du PCOF, intitulée : « ***Pourquoi les révisionnistes sont entrés au gouvernement et pourquoi ils en sont sortis*** » -pages 49-51-52 à 55 **(lire en annexe 125)**

Le départ des minitres PCF du gouvernement sera vécu diversement par les militants et accélérera son éclatement et son morcellement (les reconstructeurs, les rénovateurs…). Le choix du 19 juillet 1984 de quitter le gouvernement va hanter longtemps le PCF dans son ensemble. L'importance de cette année 84 et de la position de la direction du PCF de « rompre avec le gouvernement » (rupture très relative), sera à l'origine d'analyses et de remises en cause très diverses. Ainsi, Roger Martelli, ancien membre du CC, passé par le courant des « rénovateurs communistes » et qui a quitté le PCF en 2010, reviendra dans un livre publié en septembre 2014 : « **L'occasion manquée Été 1984 : Quand le PCF se referme** » -Éditions Arcane 17-. Il écrit page 16 que pour le PCF

> « *l'œuvre entreprise par le nouveau pouvoir socialiste est jusqu'à l'été de 1984, tenue pour la plus positive depuis le Front Populaire et la Libéraion. Les dirigeants de la place du Colonel-Fabien comptent effacer, par leurs responsabilités gestionnaires, l'image négative qui leur collait à la peau depuis la rupture de l'union de la gauche, à l'automne 1977.* »

Roger Martelli poursuit en indiquant que les dirigeants du PCF savent que :

> « *le risque est grand et que le nouveau Président socialiste ne manque pas de suite dans les idées.* » et il rappelle que le 24 juin 1981, Mitterrand avait rassuré le vice-président américain Georges Bush en lui expliquant que : « *À l'intérieur du gouvernement les communistes perdent leur originalité, car ils sont liés aux décisions des socialistes. Ils resteront, ils vont se cramponner aux postes et leur érosion sera grande* » -page 16- (***Première partie : 1978-1984. L'amorce du déclin***).

Encore une fois la prévision machiavélique de Mitterrand s'est confirmée.

Le départ du PCF n'est aucunement (à quelques exceptions près) la remise en cause de la stratégie électoraliste d'union de la gauche, qui reste toujours en vigueur (gauche plurielle en 1997-2002, soutien à Ségolène Royal en 2007, à Hollande en 2012, Front de Gauche…).

Badiou contre le Parti Socialiste

Le Perroquet n°43-44 –du 25 octobre au 15 novembre 1984, publie un article d'*Alain Badiou* : « ***Contre le Parti Socialiste*** ». Il y dénonce : « *Les socialistes français ont la manie de capituler par humanisme (guerre d' Espagne, Pétain), de massacrer par progressisme (guerre d'Algérie), de tirer sur les ouvriers au nom de la liberté ouvrière (grève de 47).* » **(lire en annexe 126)**

SOS Racisme…

15 octobre 1984, lancement du mouvement SOS Racisme (par le PS). Que l'antiracisme devienne une succursale du mitterrandisme, est sur le fond une défaite pour le mouvement ouvrier. Cette défaite sera un élément important qui favorisera le développement du chauvinisme et du racisme.

… et Convergence 84

> « *Dans la variété d'initiatives des années 80 que l'on classe dans le « mouvement beur », Convergence 84 pour l'égalité est une expérience atypique et, de ce fait, rarement abordée. Les faits sont pourtant révélateurs du contexte de l'époque, en particulier de la crise dans laquelle se trouvait ce mouvement qui, un an auparavant, organisait la « Marche des Beurs* »
>
> « *Convergence 84 pour l'égalité est parfois citée lorsque l'on énumère les marches des années 80. Cela se résume à l'intitulé de cette initiative ou à ajouter une date : le 1er décembre 1984, jour où environ 30 000 personnes ont défilé à Paris, avec les « rouleurs » en tête. Ces mentions extrêmement sommaires, sans entrer dans des détails, laissent supposer que cette initiative partage les caractéristiques de ces marches.* » *Cordeiro Albano*, « ***Convergence 84 : retour sur un échec.*** », Plein droit 2/2005 (n° 65-66) , p. 59-63 -lire la suite sur CAIRN.INFO

Le Perroquet n°45-46 du 5 au 21 décembre 1984, pose la question : « ***Qu'est-ce que "Convergence 84" ?*** » pages 1 et 16. Le numéro suivant 54-55 de l'été 1985 revient sur le sujet : « ***A propos derechef, de Convergence 84 et de SOS-racisme*** » (*par Georges Peyrol*) –pages 1 et 5-6-7-. Il indique notamment :

> « *à partir de Talbot-83-84, il a fallut recomposer l'ensemble de la politique intervenante à partir de ce que "l'anti-racisme", complice avoué de la "modernisation" socialiste, entendait forclore : les déclarations et pensées réelles des ouvriers licenciés ou brisés.* » -page 7-

Quelques liens :
- **Mouvements de l'immigration en France (Wiki)**
- **Les jeunes portugais et convergence 84 pour l'égalité par Albano Cordeiro**
- **Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme** par Philippe Juhem

La fin du PCML et mutation en PAC (voir aussi annexe 100)

Le n°23 de Travailleurs daté de novembre-décembre 1984 est consacré à 3 thèmes :
- Crise – Communisme – Renouveau
- La classe ouvrière en mutation
- Nouvelle Calédonie

Aux pages 23-24 un article de *Camille Granot* parle de « *L'inadaptation de la notion de "parti d'avant-garde" aux réalités d'aujourd'hui* » et met « ***L'organisation sur la sellette*** ».

Un « Congrès spécial du PCML » a lieu le 22 et 23 juin 1985. Le mensuel **Travailleurs** n°27 de juillet 1985 est un numéro « *spécial congrès* ». En page 12 : « ***Contre les dangers de la droite, faire face à l'échec de la gauche, Pour une alternative politique*** », un paragraphe intitulé « ***Vers un nouveau sigle du PCML*** », explique les raisons de l'abandon de la référence au marxisme-léninisme, et informe que

> « *Le Congrès a décidé de consulter dans les prochaines semaines tous les militants du parti et autour du parti sur le sigle correspondant aux mieux aux combats et positionnement actuels afin de décider du nouveau sigle en septembre.* ».

L'article se termine avec le paragraphe : « ***Un pot amical*** » où il est annoncé qu'à « *l'issue du Congrès, le PCML a organisé un pot amical* (…) *auquel ont participé une soixantaine de personnes, notamment des représentants du PSU,* (…) *de la LCR (dont Alain Krivine), de la Fédération de la gauche alternative,* (…) *de l'ambassade de la République populaire de Chine, de la Délégation du Kampuchea démocratique auprès de l'UNESCO* (…) ».

La feuille hebdomadaire **Flash Alternative** n°128 –14 septembre 1985- annonce sous la plume de Pierre Bauby : « ***Le PCML devient Parti pour une Alternative Communiste (PAC)*** ».

Travailleurs n°28 –octobre 1985- porte la mention « *Parti pour une Alternative Communiste (PAC)* ». Ce n°28 sous la question « ***Quelle alternative ?*** » donne la parole à « *Jean-Pierre Lemaire (FGA), Jean-Claude Le Scornet (PSU), Alain Krivine (LCR), Pierre Bauby (PAC)* ».

Le 20-21-22 juin 1986 : le VIe Congrès du PCML (PAC) officialise la fin du PCML (**Travailleurs** n°35 –juillet 1986) – Jacques Jurquet démissionne de ce parti.
-Décembre 1988 fin du PAC

Dans son livre : « **A contre-courant : 1963-1986** » édité aux Temps des Cerises en 2001, Jacques Jurquet donne de précieux éléments concernant le rôle du PS dans la transformation du PCML en PAC (chapitres 43-44-45 –pages 344 à 365-) **–lire quelques extraits en annexe 127-**

Des événements et des éléments des années 80, 90 et 2000 (liste non-exhaustive)

Les événements qui vont se dérouler, s'accélérer, se succéder dans les années 90 sont bien la conséquence, le produit des années 70-80, tant du point de vue politique, idéologique, économique ou culturel.
Le chapitre 16 abordera principalement la question idéologique, plus précisément les attaques contre le marxisme et la défense de celui-ci.

L'AUE, Mitterrand et Delors

Mitterrand signe l'Acte unique européen, les 17 et 28 février 1986. Cet AUE est dû en grande partie à Jacques Delors.

> « *en janvier 1985* [Jacques Delors devient] *président de la Commission des Communautés européennes (qui deviendra la Commission européenne), succédant au Luxembourgeois Gaston Thorn. Il restera président de la Commission jusqu'en décembre 1994.* » **(Source Wikipédia)**

FGA, Comités Juquin et LCR…

Pierre Juquin est exclu du PCF en octobre 1987 avant de se présenter comme candidat communiste rénovateur à l'élection présidentielle de 1988. Des comités de soutien à sa candidature sont créés. Le 24 janvier 1988 le journal télévisé de la 3 annonce la tenue d'une réunion de 1000 personnes pour la première réunion de l'ensemble des comités de soutien à Pierre Juquin.

La FGA rejoint « La Nouvelle Gauche » et les comités Juquin (eux-mêmes rejoint par la LCR, le PSU…).
Ironie de l'Histoire, la campagne de Pierre Juquin en 1988 est soutenue par la LCR qui a accepté de retirer la candidature de Krivine a son profit, alors qu'il fut comme le rappel justement Pierre Turpin dans « **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** » page 248 « *l'artisan de l'exclusion de d'Alain Krivine et de ses camarades par le PCF en 1965* ».

Cohabitation, réélection de Mitterrand

La décennie 80 se poursuit par l'expérimentation de mars 1986 à mai 1988 de la première cohabitation entre un Président de la République : Mitterrand (PS) et un Premier ministre : Chirac (RPR).

Le 22 mars 1988, François Mitterrand annonce sa candidature pour un second mandat de 7 ans.
« *il est réélu le 8 mai, avec 54,02 % des voix contre son premier ministre de cohabitation, Jacques Chirac.* » -source Wikipédia-

La succession des Premiers ministres : Michel Rocard, Édith Cresson, Pierre Bérégovoy…

-Premier gouvernement Michel Rocard, du 10 mai 1988 au 22 juin 1988
-Deuxième gouvernement Michel Rocard, du 23 juin 1988 au 15 mai 1991

-Édith Cresson premier ministre :
« *En mai 1991, Édith Cresson succède à Michel Rocard et 10 mois plus tard, celle-ci, impopulaire, doit céder la place à Pierre Bérégovoy.* »

-Pierre Bérégovoy premier ministre :
Pierre Bérégovoy « fut Premier ministre d'avril 1992 à mars 1993, sous la présidence de François Mitterrand. »

Mitterrand-Balladur : Nouvelle cohabitation et suicide de Bérégovoy

« *La deuxième cohabitation a lieu de mars 1993 à mai 1995. Elle fait suite aux élections législatives des 21 et 28 mars 1993, qui inversent la majorité politique à l'Assemblée nationale, la droite détenant 472 sièges sur 577.*
Elle se caractérise par les deux personnalités du président de la République, François Mitterrand, et du Premier ministre, Édouard Balladur. » (sources wikipédia).
Le 1er mai 1993, Pierre Bérégovoy se suicide.

Maastricht

« *1990 : Le 20 avril, François Mitterrand et Helmut Kohl publient un communiqué commun sur la « nécessité d'accélérer la construction politique » de la Communauté européenne et estimant que « le moment est venu de transformer l'ensemble des relations entre les États membres en une union européenne ». Cette initiative débouche sur la conférence de Rome, puis sur le traité de Maastricht.* »

« *Après un accord conclu lors du Conseil européen de Maastricht, en décembre 1991, le traité de Maastricht a été signé le 7 février 1992, par l'ensemble des États membres de la Communauté économique européenne (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal) à Maastricht (Pays-Bas).* » (…) « *Un référendum autorise la ratification du traité le 20 septembre 1992. Avec une participation de 69,70 %, le « oui » l'emporte avec 51,05 % des suffrages exprimés.* »

La CFDT de Maire, Kaspar, Notat

Sur 20 ans (de 1982 à 2002) la CFDT va passer d'Edmond Maire à Jean Kaspar (1988), de Nicole Notat (1992) à François Chérèque en 2002 **(voir chapitre 2 : La CFDT : des dates, des noms et un peu d'histoire)**.

Le passage de relais d'Edmond Maire à Jean Kaspar (bien qu'il aurait préféré Nicole Notat) en 1988, correspond à la fin d'une période où la CFDT a achevé son recentrage (phase opposition externe et brutale –exclusions etc.- et phase interne sur le plan idéologique) et se concentre sur sa nature de syndicat de proposition et d'accompagnement (dans et pour le capitalisme versions social-démocrate principalement). C'est ainsi que la CFDT soutiendra en 1990 la création de la CSG par Rocard.

Son soutien au plan Juppé en 1995, fera partir massivement vers la CGT de nombreuses forces militantes qui se faisaient encore des illusions sur la possibilité d'avoir une ligne de lutte de classe dans la CFDT.

La deuxième gauche au pouvoir

Les deux septennats de Mitterrand concrétise la victoire de la deuxième gauche (qui dans les faits est une vraie deuxième droite). La présence au gouvernement (et dans les cercles dirigeants –y compris européen-) de Jacques Delors, Jacques Chérèque, Jean Auroux, Michel Rocard, Pierre Bérégovoy qui ont tous été à un moment ou à un autre membres du PSU est tout à fait éclairante. Le rôle et le soutien de la direction de la CFDT au gouvernement de gauche est lui aussi un élément du dispositif d'étouffement de tout ce qui mettrait en cause la ligne gouvernementale.

La décennie 80, c'est la victoire des thèses politiques, économiques et idéologiques de la deuxième gauche. C'est la victoire temporaire d'une pseudo troisième voie entre capitalisme et socialisme.

Temporaire au regard de l'Histoire, car son hégémonie se fissure, et la supercherie de la deuxième gauche apparaît progressivement aux yeux de nombreux militants politiques ou syndicaux, même si son influence reste encore très importante.

La fin de la décennie 80 et les décennies suivantes sur le plan international sont marquées notamment par :

1988 : Fin de la guerre Iran-Irak (commencée en septembre 1980)
1989 : La chute du mur de Berlin
1990 : la guerre Iran-Irak (première guerre du golfe)
1990-1991 : La guerre contre l'Irak (deuxième guerre du golfe)
1991 : Fin de l'URSS
1992 : La guerre en Bosnie
1998 : Guerre au Kosovo
1999 : Guerre en Serbie
1994 : Le génocide Rwandais
2001 : Guerre des USA en Afghanistan
2003 : Guerre contre l'Irak (troisième guerre du golfe)
2011 : Guerre en Libye
2015 : Guerre en Syrie

Huitième partie

CHAPITRE 16

Attaques et défenses du marxisme (1970-2016)

Dans cette étude, j'ai volontairement mis en avant les thèses, les propos, les actions des organisations communistes se réclamant de la tradition marxiste-léniniste. J'ai surtout cité les journaux de ces organisations et partis car ils ont joué un rôle dans la lutte des classes des années 68-83, dans la lutte à l'intérieur des organisations syndicales principalement CFDT et aussi CGT.

Les années 80, Mitterrand au pouvoir, le « tournant » de l'austérité en 82, puis de la rigueur en 83,
le développement de l'abstention ouvrière, la présence durable du Front National, l'approfondissement de la crise économique, du racisme, de la désyndicalisation, les alternances stériles de la gauche et de la droite au pouvoir ne remettant nullement en cause le capitalisme et de plus soutenant les visées de l'impérialisme français, sont les conséquences directes des attaques idéologiques et politiques contre le marxisme dans les années 70.

Il n'est pas inutile de constater que les principales organisations et principaux partis se revendiquant du marxisme-léninisme ont été minorisés, laminés et ont presque tous disparu dans les années 80, au grand bonheur du capitalisme, qui a pu à partir de là affirmer et marteler plus efficacement « *il n'y pas d'alternative* », « *c'est la fin de l'Histoire* », « *le capitalisme libéral est le meilleur système* »…

La disparition de l'Union soviétique et la chute du mur de Berlin ont ouvert les portes à une nouvelle situation internationale. Avec la concurrence, la crise, l'apparition de la rivalité de l'impérialisme US avec les BRICS, c'est le renforcement d'une situation pleine de risques, d'incertitudes et de conflits militaires. La possibilité d'un conflit mondial et généralisé se rapproche dangereusement.

Je montre dans cette étude centrée sur la deuxième gauche, la CFDT, qu'il y a un lien, une cohérence dans l'évolution d'une partie de la gauche politique et syndicale vers un antimarxisme et un ralliement aux thèses classiques du réformisme et de la gestion (plus où moins social-démocrate) du système capitaliste.
Il va de soi, que cette évolution finalement assez logique, puisse aussi être critiquée par certains acteurs et membres de cette même gauche. Il n'est pas facile de voir que derrière les termes, les idées, les mots, il y a des réalités. Il faut aller au-delà et par exemple comprendre le sens, le rôle de certains concepts comme autogestion ou alternative. Cette compréhension est aussi à resituer dans son contexte historique sur la base d'un bilan critique et autocritique.

Des attaques en 1970….mais aussi avant !

Les attaques idéologiques, philosophiques et idéologiques contre le marxisme ne datent pas des années 70 et n'ont pas toutes les mêmes origines, ni les mêmes buts. Elles ont évolué même si les ressorts sont souvent les mêmes. La grande différence par exemple avec l'affaire Viktor Kravtchenko (1947-1949) et celle de Soljénitsyne (1973-1974) c'est le contexte et la période historique. Les attaques anticommunistes en 47-49 n'ont pas eu le même impact que celles de 73-74, car il y avait encore sur le plan international un mouvement communiste, que le PCF n'était pas encore définitivement devenu un parti révisionniste (même si des tendances opportunistes le travaillaient sérieusement). La différence est aussi liée au développement de la crise du capitalisme qui s'accélère en 73-74.

La période des années 70 a vu notamment des campagnes antimarxistes, antisoviétiques et anticommunistes d'importance : Soljenitsyne en 1974, le Portugal en 1975, Cambodge 1975 et 1978-1979, Plioutch, Boukovski –dissidents- 1976, les "nouveaux philosophes" 1976-1977, les « boat people » en 1978, l'Afghanistan en 1979.
Dans le début de la décennie 80 c'est surtout la Pologne qui va être au centre de cette campagne (1980-81-82…).

Tous ces points mériteraient d'être étudiés sérieusement, d'autant plus qu'ils ne sont pas réductibles uniquement à leur aspect anticommuniste. Entendons nous bien, si l'anticommunisme peut servir à masquer des positions fascisantes (c'est souvent le cas), la critique de cet anticommunisme ne doit pas masquer non plus des problèmes, des questions réelles ou des justifications au reniement du marxisme sous la forme d'une soit-disant rénovation qui n'est finalement que de l'opportunisme déguisé en nouveauté.

L'offensive idéologique contre le marxisme a aussi visé des organisations et des partis qui n'avaient plus qu'un lien vraiment lointain avec le marxisme ou qui en avaient des références purement formelles.
Le P« C »F fut de fait un allié bien précieux pour la bourgeoisie dans sa lutte idéologique contre le marxisme. Ainsi en 1969 comme le montre un article de HR (L'Humanité Rouge) n°39 –jeudi 18 décembre 1969- intitulé : « ***…A propos de la campagne anticommuniste du pouvoir…*** » -pages 6-7-, le gouvernement UDR (et aussi les CDR et autres SAC) se servait de l'image « communiste » du P« C »F pour faire du dénigrement et surtout s'attaquer aux luttes de la classe ouvrière de l'après 68. L'article indique :

> « *Depuis quelques temps, à entendre les portes paroles du pouvoir gaulliste, le P « C »F est redevenu l'adversaire irréductible et menaçant qui complote la prise du pouvoir et l'instauration du « totalitarisme » (comme dit De Gaulle).* » -page 6-.

L'emblématique Nouvel Observateur : de L'Observateur à l'Obs en passant par France Observateur

Le Nouvel Observateur (comme ses ancêtres ***l'Observateur*** et ***France Observateur*** ou aujourd'hui ***l'Obs***) joue un rôle central dans la construction du corpus idéologique de la deuxième gauche. A toutes les étapes de sa construction, nous retrouvons ***Le Nouvel Observateur*** à travers ses responsables, ses chroniqueurs. D'autant plus que contrairement à ***L'Express*** dont l'orientation très antimarxiste et droitière n'est un secret pour personne, « *le Nouvel Obs* » bénéficie d'un volant de sympathie important à gauche (surtout PS), à l'extrême gauche (surtout PSU), à la CFDT ou chez les écologistes et les cathos de gauche. Il bénéficie aussi de ses racines anticolonialistes, notamment contre la guerre d'Algérie à travers Claude Bourdet ou Gilles Martinet fondateurs en 1950 de ***L'Observateur*** avec Roger Stéphane (secrétaire national de l'Union de la gauche socialiste).

--Gilles Martinet (1916-2006) devient secrétaire national du PSU de 1960 à 1967. Il quitte le PSU en 1972 et rejoint le PS (pour de plus amples infos lire ***Gilles Martinet : le symbole d'une époque*** dans le livre « **Mon PSU (*Dialogue avec Stéphane Sitbon-Gomez*** » de Guy Philippon – Les Petits matins – 2013-)

--Claude Bourdet (PSU) avait dénoncé fermement dans France Observateur, le massacre du 17 ocobre 1961. L'OAS voulait l'exécuter. Une chronologie du PSU est également disponible dans le livre de Guy Philippon ainsi qu'une liste « ***des personnalités passées par le PSU*** ».

Les liens privilégiés du Nouvel Obs avec le PSU, vont en faire l'élément central qui fera la passerelle avec la CFDT et le PS, mais aussi avec la gauche autogestionnaire et les écologistes avec le lancement du magazine ***Le Sauvage*** **(voir chapitre 11)**.

La croisade anticommuniste de la secte Moon

Il faut aussi signaler le rôle par exemple de l'AUCM –Association pour l'Unification du Christianisme Mondial-, plus connue sous le nom de « Secte Moon » qui notamment, aura un rôle important dans la construction d'une véritable croisade contre le communisme sur le plan mondial et national dans les décennies 70-80-90. Les liens que cette secte instaurera dans les milieux économiques, patronaux –CNPF-, au sein du FN (Pierre Ceyrac neveu de François), avec la CIA et la famille Bush seront bien dévoilés par exemple par *Jean-François Boyer* dans son livre de 1986 : « **L'Empire Moon** » aux éditions La Découverte. La branche politique de l'Église de l'unification est CAUSA : Confédérations des Associations pour l'Unification des Sociétés Américaines. CAUSA INTERNATIONAL est politiquement très engagée dans la lutte anticommuniste :

-**Moon et le Front National** (Source : Prévensectes)
-**Quand le Front national avait rendez-vous avec la secte Moon** (Source : Les inrocks)
-**Une puissance au service de l'anticommunisme : L'internationale Moon**
par Alejandro Alem & Jean-François Boyer (Source Le Monde Diplomatique)

Ces infos recoupent et confirment celles de Jean-François Boyer :
-création d'un empire financier sur la base d'une secte, définissant le communisme comme une incarnation satanique.

Moon et le CIEL

C'est donc tout naturellement et logiquement que le journal bimensuel fondé en septembre 1975 par l'AUCM : « **Le Nouvel Espoir** » dès 1978 « *couvre avec beaucoup d'assiduité les activités du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), qui concentre son action sur la dénonciation des atteintes aux droits de l'homme dans les pays de l'Est. Il se fait largement l'écho, photos à l'appui, des campagnes de ce comité. Les relations établies avec Jean-Marie Domenach et Alain Ravennes sont à ce point précieuses pour l'Église que Jean Le Diguerher proposera bientôt au CIEL d'imprimer sa « Lettre » à des conditions particulièrement avantageuses.* » (**L'empire Moon** –page 78-)

La liste des signataires du manifeste du CIEL éclaire sur la composition idéologique de ce comité **(voir annexe 137)**

Le PCF et l'anticommunisme

Peut-on aborder le sujet de la lutte contre le marxisme ou de la lutte anticommuniste (qui ne recouvre pas tout à fait la même chose) sans parler du PCF et de son rôle, qui fut important dans les différentes campagnes idéologiques antimarxistes ou anticommunistes ? Bien évidemment non !
Cernons en gros ces campagnes :

- Kravtchenko : 1947-1949
- Budapest (Hongrie) : 1956
- Prague (Tchécoslovaquie) : 1968-1970
- Soljénitsyne : 1973-1974
- Le Portugal : 1975
- La dissidence soviétique : 1975-1976
- La nouvelle philosophie : 1976-1977
- Les boat-people (Vietnam) : 1975 - 1979
- La Pologne et Solidarnosc : 1981-1982

De Soljénitsyne aux nouveaux philosophes

L'affaire Soljénitsyne et les nouveaux philosophes, couvrent quasiment le tiers de la décennie 70.
Ces deux éléments sont liés, mais leur importance est aussi la conséquence du contexte de l'après 68, et du ralliement d'une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle se disant « maoïste » ou « révolutionnaire » qui passe « **du col Mao au Rotary** » comme le dit Guy Hocquenghem. La reconversion d'une partie de cette petite bourgeoisie aux thèses ouvertement anticommunistes et même pro-américaine, est saisissante. Elle est résumée par la formule caractérisant les années 80 « *de Lénine à Lennon, de Staline à Stallone et de Sartre à Rothschild* ».
L'évolution à 180° de Philippe Sollers ou de Maria Antonietta Macciocchi (de pro-maoïste, pro-chinois à pro-US) est notamment décrite dans le livre de François Hourmant en 1997 : « **Le Désenchantement des Clercs. *Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 1968*** ». Ces évolutions basées sur le reniement, sur « *on brûle ce qu'on a adoré* » sont tout à fait caractéristiques du double phénomène qui s'enclenche dès 1973-74 : bouleversement idéologique et crise économique.
Comme le montre François Hourmant dans le chapitre « ***Attraction médiatique et compromis tactiques*** » , Philippe Sollers directeur de la revue « **Tel Quel** » va opérer une vraie connexion avec les « nouveaux philosophes ». Sollers passe « *de l'exaltation de la révolution chinoise à la valorisation de la dissidence* » sur la base de la médiatisation qui « *rend compte de la connexion qui s'instaure à cette date avec les Nouveaux Philosophes et de la connivence qui s'établit entre Philippe Sollers et Bernard-Henri Lévy* ».
Après avoir indiqué les nombreuses rencontres entre Sollers et BHL, les papiers très favorables publiés par l'un et l'autre sur leurs ouvrages réciproques, Hourmant indique : « *Entre ces deux intellectuels médiatiques se nouent les liens d'une insatiable et prolixe rivalité dans l'éloge mutuel.* ».

D'« Ouvrez les guillemets » à Apostrophes

« **Ouvrez les guillemets** » est un magazine littéraire télévisé français présenté par Bernard Pivot et diffusé du lundi 2 avril 1973 au 25 novembre 1974 sur la première chaîne de l'ORTF. (...) L'émission se poursuit dès janvier 1975 sous le nom d'**Apostrophes** sur la toute nouvelle Antenne 2 que Bernard Pivot rejoint à l'appel de son co-créateur, Jacques Chancel.

Le 11 juin 1973, Bernard Pivot dans « **Ouvrez les guillemets** » s'entretient avec Pierre Daix à l'occasion de la publication de son livre "**Ce que je sais de Soljenitsyne**". Pierre Daix sera de nouveau invité par Pivot le 11 avril 1975 dans le cadre de l'emission « Apostrophes » pour parler du livre « Le chêne et le veau » d'Alexandre Soljénitsyne en compagnie de Jean Daniel, Jean d'Ormesson, Georges Nivat et de…. Soljénitsyne.
Extrait vidéo
Le site sur ***Soljénitsyne et les médias***, donne des précisions concernant cette émission du 11/04/75.

Qui est Pierre Daix ?

Pierre Daix, né le 24 mai 1922 à Ivry-sur-Seine et mort à Paris le 2 novembre 2014 à 92 ans. Il fut résistant et aura de nombreuses responsabilités au sein du PCF qu'il quittera en 1974 après la sortie de ***l'Archipel du Goulag*** et l'expulsion de *Soljénitsyne*.

La rupture de Pierre Daix avec le PCF s'est faite progressivement et radicalement

Voici quelques éléments de sa biographie présentée sur Wikipédia :

-Il adhère au PCF en 1939 à l'âge de 17 ans
-Résistant, il est un des organisateurs des manifestations étudiants du début du mois de novembre 1940. Il est arrêté une première fois le 28 novembre 1940.
-Libéré en février 1941
-arrêté de nouveau en janvier 1942
-il est déporté en mars 1944 au camp de concentration de Mauthausen
-À la Libération, il est nommé chef de cabinet du ministre communiste Charles Tillon
-dans ***Les Lettres françaises***, il dément qu'il y eût un univers concentrationnaire en Union soviétique
-en mai-juin 1947 il est rédacteur en chef de ***L'Avant-garde***, le journal de l'UJRF
-Entre 1948 et 1950 il est rédacteur en chef des Lettres françaises
-il est le collaborateur de Louis Aragon de 1948 à 1972
-Il publie en 1957 une Lettre à Maurice Nadeau dans laquelle il aborde les crimes de Joseph Staline.
-Il participe à l'"ouverture" des Lettres françaises, et aux prises de position de cet organe en faveur de la littérature soviétique "dissidente"
-Il fait partie du premier comité de rédaction de La Nouvelle Critique lorsque celle-ci est créée en 1949 à destination des intellectuels communistes

« *Daix présente Une journée d'Ivan Denissovitch d'Alexandre Soljenitsyne aux lecteurs français en 1963.* » (…) « *En 1974, il publie un livre Ce que je sais de Soljenitsyne à l'occasion de la sortie de L'Archipel du Goulag et rompt avec le PCF, après une passe d'armes avec René Andrieu, rédacteur en chef de L'Humanité. En octobre 1978, dans une chronique prémonitoire parue dans Le Point, après l'élection du pape Jean-Paul II, il intitule son article « L'espoir a changé de camp » et décrit le séisme qui va ébranler le communisme.* » (Source : Wiki)

L'Huma et l'IHS rendent hommage à Pierre Daix

-**Pierre Daix : son cœur, de battre, n'avait jamais cessé**
l'Humanité du Lundi, 3 Novembre, 2014 par Maurice Ulrich
-Pierre Rigoulot (actuellement directeur de l'IHS) et Ilios Yannakakis indiquent dans l'article « **Pierre Daix (1922-2014) - l'Institut d'Histoire sociale** » : « *À partir des années 1980, il fréquente l'Institut d'Histoire sociale* »
-Concernant Ilios Yannakakis et Pierre Rigoulot **(voir annexe 136)**

L'émission « **Ouvrez les guillemets** » magazine des livres et des idées du 24 juin 1974 est consacrée à Alexandre Soljénitsyne à l'occasion de la publication en français de "**L'archipel du goulag**". Les invités de l'émission sont : Jean Daniel du *Nouvel Observateur*, Max-Pol Fouchet, Francis Cohen de la « *Nouvelle critique* » (PCF), André Glucksmann (*Libération*), Olivier Clément, Alain Bosquet, Nikita Struve **(lire quelques extraits annexe 128)**

Cette émission montre déjà quelques grands axes qui seront développés et accentués plus tard avec les nouveaux philosophes, mais aussi la ligne du PCF sur *Soljénitsyne* et celle du ***Nouvel Observateur***.
Le plateau de l'émission est divisé en gros par des partisans des thèses de Soljénitsyne, et des « opposants ».
Les partisans :
Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, pour la réédition du livre « **Le temps qui reste** »
André Glucksmann, présenté comme collaborateur occasionnel de *Libération* est invité pour la réédition du livre « **Le discours de la guerre** »
Olivier Clément, présenté comme chrétien orthodoxe, pour son livre « **L'esprit de Soljénitsyne** »
Nikita Struve, directeur d'YMCA Press qui édite les ouvrages de Soljénitsyne en langue russe.
Les « opposants » :
Francis Cohen, directeur de la « *Nouvelle critique* », pour son livre « **Les Soviétiques** »
Max-Pol Fouchet (romancier, essayiste, critique littérire, musical, historien de l'art, ethnologue, homme de radio et de télévision.)
Alain Bosquet, invité pour le livre (pamphlet) « **Pas d'accord Soljénitsyne !** »

Soljenitsyne et les médias

Le site «Soljenitsyne et les médias » publie « *de larges extraits d'un mémoire de maîtrise d'histoire consacré à la médiatisation d'Alexandre Soljenitsyne à la télévision française de 1974 à 1994. Ce mémoire a été écrit et soutenu par Véronique Hallereau à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne en 1999 sous la direction du professeur Marie-Pierre Rey et a obtenu la mention Très Bien.* »

Les réactions politiques et notamment celles du PCF sont décrites et analysées dans le livre de *François Hourmant* sortie aux PU Rennes en 1997 : « **Le Désenchantement des Clercs. *Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 1968*** » chapitre 2 : « ***La dénonciation de L'Archipel du Goulag*** » et les sous-chapitres suivants :

- L'affaire Soljénitsyne : catalyseur idéologique
- Résistance à l'intimidation
- La métaphore du Goulag
- Le sacre de l'écrivain
- La tardive consécration telquelienne de l'écrivain
- Les logiques intellectuelles et médiatiques d'un engagement

Le livre de *Michael Christofferson* : « **Les Intellectuels contre la gauche. *L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** ») publié en 2009 chez *Agone*, examine également le rôle et l'impact de ***L'Archipel du Goulag***, notamment dans la partie II (pages 117 à 146) intitulée : « ***La métaphore du goulag. Les usages intellectuels et politiques de L'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljénitsyne*** » et ses sous-chapitres :

- L'offensive du PCF contre Soljénitsyne et ses partisans
- Les réactions initiales à *L'Archipel du Goulag* et aux positions politiques de Soljénitsyne
- Soljénitsyne apprivoisé : la lecture gauchiste de Soljénitsyne par André Glucksmann et Claude Lefort

Ces deux ouvrages dont les orientations idéologiques sont assez différentes, sont très intéressants car ils montrent les diverses réactions politiques du PCF des années 70, sur le sujet de l'URSS.
L'affaire Kravtchenko en 1947-1949 n'eut pas du tout le même impact que « l'affaire Soljénitsyne ». Une raison fondamentale est liée au contexte historico-politique totalement différent d'avec celui des années 70.
Sur le plan national le PCF et l'URSS bénéficient encore de l'image de la victoire de Stalingrad comme point crucial et déterminant dans la défaite militaire du nazisme, sur le plan international en 1949 la Chine rejoint le « camp socialiste ». En 1953, Staline meurt, son successeur Krouchtchev entreprend un détricotage de la « période stalinienne » et au XXème congrès du PCUS en 1956 se lance dans la déstalinisation avec la publication de son « *Rapport secret* » contre Staline. Après de longs débats, en 1963 l'URSS (le révisionnisme khrouchtchévien) provoque la scission du Mouvement Communiste International, avec le départ de la Chine et de l'Albanie. L'URSS dirigée par Brejnev depuis le 14 octobre 1964, intervient en Tchécoslovaquie en 1968.

Sur le plan politique,économique, théorique, idéologique l'arrivée de Khrouchtchev à la tête de l'URSS représente une rupture, un tournant. Un processus de dégénérescence va s'engager et changer la nature de l'Etat soviétique (voir les critiques du PCC et du PTA concernant le révisionnisme moderne) qui va devenir un pays capitaliste d'Etat, avec une nouvelle bourgeoisie, développant une pratique de type social-impérialiste sur le plan international (théorie défendue et développée par les ML à partir de la fin des années 60), en fait ces analyses ont surtout pris de l'ampleur dans la période Brejnev.

La particularité de l'URSS sous Brejnev, c'est l'habillage marxiste et les références formelles au socialisme qui servent d'écran de fumée sur la réalité du pays.

Le PCF depuis la fin des années 40 est travaillé par des courants opportunistes (qui existaient dèjà avant mais étaient combattues) qui dans le cadre des théories révisionnistes de Khrouchtchev deviennent dominantes en son sein. Les communistes qui s'opposent à la candidature de Mitterrand en 1965 sont exclus, comme l'ont été ceux qui ont soutenu la Chine en 1963. Ce sont ces communistes qui seront à l'origine de la FCML et du PCMLF. Pour ceux-ci le PCF, n'est plus un parti communiste et c'est un phénomène irréversible.

Il n'est pas étonnant que la réhabilitation de Soljénitsyne par Khrouchtchev le 9 avril 1956, débouche sur la promotion de son livre « **Une journée d'Ivan Denissovitch** » publié en 1962 dans la revue soviétique Novy Mir grâce à l'autorisation de…. Nikita Khrouchtchev en personne. Léonid Brejnev, sera beaucoup moins sensible aux livres de Soljénitsyne, et il sera plus difficile de les publier en Union soviétique.
Il obtient le prix Nobel de littérature (1970), à la suite de la publication de **L'Archipel du Goulag**.
Le 13 février 1974, Alexandre Soljenitsyne est expulsée d'URSS.

De 1971 à 1974, l'émission littéraire « **Italiques** » est diffusée sur la une. Le 28 septembre 1972, dans « **Italiques** » il est déjà question de Soljénitsyne à travers son livre « **Août quatorze** ».

C'est avec la sortie de ***L'Archipel du Goulag***, que la mayonnaise va prendre, surtout c'est une aubaine pour la bourgeoisie et la droite qui peuvent faire « *d'une pierre deux coups* ». En effet, s'en prendre à l'URSS, et en même temps au PCF, tout en essayant de fragiliser l'union de la gauche en interpellant le PS.

Pour le PCF la réponse à « *l'affaire Soljénitsyne* » se fait sur différents axes et en partie sur la base de l'expérience de « *L'affaire Kravtchenko* ».
Il dénonce l'anticommunisme et l'antisoviétisme, ce qui est effectivement un axe idéologique important, mais en faisant le lien et la défense des thèses krouchtchéviennes et de la politique défendue par le PCF depuis la scission du MCI en 1963. C'est-à-dire notamment la stratégie électoraliste d'union de la gauche avec Mitterrand et la social-démocratie, mise en place par Waldeck Rochet (voir par exemple la brochure éditée par le CC du PCF en septembre 1965, sous le titre : « **Les raisons du soutien communiste à François Mitterrand** » (*Supplément à « L'humanité-Dimanche » du 26 septembre 1965 n°892 – Nouvelle série n°30*).
Les arguments du PCF vont évoluer, mais vont s'appuyer fortement sur la déstalinisation et le rapport Khrouchtchev. Pour le PCF, ce que dit Soljénistsyne est vrai, mais pas nouveau, car le 20ème congrès du PCUS et Khrouchtchev l'avaient déjà dit. Un autre argument est : l'anticommunisme vise le PCF et sa politique d'union de la gauche.
D'autres aspects évoqués par d'autres au sujet de la qualité littéraire de l'œuvre de Soljénitsyne ou son soutien au général Vlassov, furent également repris par le PCF.
Dans l'ensemble la réaction et la riposte du PCF à « *l'affaire Soljénitsyne* » n'ont fait que développer un intérêt pour cet écrivain sans y apporter une réponse claire et ferme. C'était inévitable, car l'argumentaire du PCF s'appuyait sur des conceptions anticommunistes de Krouchtchev, donc ne pouvait pas dénoncer sur le fond « *l'affaire Soljénitsyne* » et l'URSS de Brejnev.

Antimarxisme – anticommunisme – antisoviétisme – antistalinisme –

Ces notions représentant des courants idéologiques et politiques, ont à la fois une logique autonome et une logique de liens et de conséquences.

La particularité de l'offensive idéologique des années 70, c'est quelle fait le lien entre toutes ces notions grâce à la théorie du totalitarisme.

Ces liens existaient déjà depuis les années 30/40, mais de manière marginale dans des cercles restreints et limités (notamment grace à l'existence d'un PCF puissant et par le respect de l'URSS et de l'Armée rouge comme éléments essentiels dans la victoire contre le nazisme).

L'évolution de l'URSS depuis les années 50, la crise du MCI en 1963, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, l'affaire Soljénitsyne en 1974, les dissidents en 76, les nouveaux philosophes en 76-77 vont être un coup de fouet donné à la cristalisation de conceptions philosophiques qui d'une manière ou d'une autre sont (pour des raisons diverses et selon des périodes différentes) des critiques, des rejets contre l'URSS, le communisme.

Se constitue de fait une sorte d'alliance improbable sur la base du rejet de l'URSS. Le ciment de cette « alliance » est l'antisoviétisme et surtout le rejet de Staline qui représente toutes les tares et les crimes commis en URSS.
Dès lors, plus besoin de se cacher et il suffit de se dire antistalinien pour être entendu.

Le remède est pire que le mal

En 1979, *Maurice Hartmann* publie aux Éditions Éclectiques le livre « **Staline** ».
Un chapitre pages 77 à 93 est consacré à « ***L'anticommunisme*** ».

Un passage explique très justement :

> « *Les peuples conditionnés, manipulés par l'anticommunisme, prenant comme argent comptant tous les mensonges, toutes les calomnies, toutes les fables, plus grotesques les unes que les autres n'ont pas déchiré le voile qui leur masque l'évidence. Le socialisme a tellement été vilipendé que les meilleurs esprits, trop honnêtes pour déceler la supercherie, se sont laissés entraîner par le torrent boueux de l'anticommunisme. C'est ainsi qu'un ami, que j'aime beaucoup, professeur, grand patron, a déclaré un jour à la télévision, déplorant les maux du capitalisme : « le remède proposé jusqu'à maintenant (sousentendu le socialisme) est pire que le mal » ; voilà lâchée la formule magique qui doit sauver provisoirement le capitalisme, lui assurer encore de beaux jours, — le remède est pire que le mal — et vive les multinationales.* » -pages 88-89-

Cet extrait du livre d'Hartmann de 1979, indique bien le rôle du martelage de la propagande idéologique anticommuniste, celui d'imposer l'idée « qu'il n'y a pas d'issue au capitalisme » car « *le remède est pire que le mal* ».

Stalinophobie

L'antistalinisme poussé à l'extrême, produit, ce que même certains intellectuels ou groupes trotskistes (que l'on ne peut vraiment pas soupçonner de sympathie envers le stalinisme) ont appelé : la stalinophobie.

Un article du site mondialisme.org, indique que pour « *Une partie des trotskystes* (…) *le stalinisme en général à l'échelle mondiale étaient le principal ennemi de la classe ouvrière.* » **(voir annexe 129)**

Daniel Bensaïd dans son ouvrage publié au PUF en 2002 : « Les trotskysmes » reconnaît à propos de la répression contre les trotskystes que « *Confondant le mouvement des masses et leur direction, une stalinophobie compréhensible peut alors conduire au sectarisme.* ».

Au sujet des « nouveaux philosophes » il écrit sur son blog en l'an 2000
http://danielbensaid.org/Heurs-et-malheurs-de-la
« *À la fin des années soixante-dix, le paysage philosophique en France était balayé par le vent d'Ouest de la « nouvelle philosophie », qui s'annonçait déjà comme une philosophie revancharde et martiale. Après* ***La Barbarie à visage humain*** *[1] de BHL, l'essai géopolitique de Glucksmann,* ***La Force du vertige*** *[2], en faveur du déploiement des pershings donnait le ton, tandis que Pascal Brückner entreprenait avec* ***Le Sanglot de l'homme blanc*** *[3], son œuvre de déculpabilisation et de réhabilitation de l'Occident. Il est assez navrant que des têtes réputées mieux faites, comme Castoriadis et Morin, aient alors donné dans cette croisade antitotalitaire au nom d'un danger principal (soviétique) dont la suite a démontré le caractère dérisoire.*
[1] Grasset, 1977.
[2] Grasset, 1983.
[3] Éditions du Seuil, 1983. »

Benjamin Stora (ancien dirigeant lambertiste passé au PS) dans son livre **« La dernière génération d'Octobre** » -Stock 2003-, cite en page 108 un passage d'une brochure d'Henri Weber (futur sénateur socialiste est ancien dirigeant de la LCR) : « **Qu'est-ce-que l'AJS ?** » où il souligne certains traits communs des courants qui se retrouvent dans le trotskisme lambertiste : « *une même stalinophobie frisant l'anticommunisme vulgaire* ».

La Ligue trotskyste de France qui est la section française de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste) accuse régulièrement le trotkisme lambertiste de stalinophobie.
L'édition française de **Spartacist** n°13 –avril 1977- publie en pages 1-2-3-4- « Journées d'études sur l'Europe de l'Est. La stalinophobie opportuniste de l'OCI ». **Spartacist** était une publication de la tendance spartacist internationale qui est devenue par la suite Ligue Communiste Internationale (quatrième internationaliste) dont est membre la LTF qui publie **Le Bolchévik**.

Dans « **L'affaire Jivago : le Kremlin, la CIA et le combat autour d'un livre interdit** », Peter Finn et Petra Couvée écrivent :
« *En 1958, Felix Morrow avait accompli un long voyage qui l'avait conduit du communisme au trotskisme et, enfin au militantisme antisoviétique auprès de la CIA. L'évolution idéologique de cet homme de 52 ans était représentative de la droitisation d'une grande partie des inyellectuels new-yorkais.* (…) *Selon un trotskiste loyal, « la perte de confiance » de Morrow et des autres venait d'une « stalinophobie » : une détestation du stalinisme qui les poussait à considérer Staline comme la principale force démoniaque dans le monde.* ».

Dans son livre écrit en 2013 « **Le mythe des jumeaux totalitaires. Fascisme méthodique et renversement du communisme** », *Michael Parenti* consacre le chapitre 3 à ce qu'il nomme : « L'Anticommunisme de gauche » -pages 55 à 73-. Le sous-chapitre intitulé « ***Des étiquettes stigmatisantes*** » rappelle que « *Ceux qui ont refusé de se joindre au chœur des plureuses antisoviétiques ont été catalogués par les anticommunistes de gauche comme " des apologistes de l'Union soviétique " et des " staliniens ", même lorsque nous désaprouvions Staline et son pouvoir autocratique, et pensions que certaines choses n'allaient pas du tout dans la société soviétique* » -page 60-

De nombreux textes montrent que l'origine et le corpus idéologique du négationnisme et fascisme/nazisme de Rassinier, Bardèche, Paraz, en passant par Brasillach ou Faurisson… c'est l'anticommunisme, l'antistalinisme et la stalinophobie.

Tous les anticommunistes ne sont pas des fascistes, mais tous les fascistes le sont. Comme phénomène à la fois simple et complexe, l'anticommunisme et ses variantes sont plus ou moins nuancés.
Les antistaliniens notamment trotskistes ne se revendiquent pas de l'anticommunisme.

La difficulté réside dans le fait qu'il n'y pas d'automaticité, ni de caractère obligatoire dans le passage de l'un à l'autre. S'il y a des traits communs entre diverses formes d'anticommunismes, il n'y a pas d'unité totale. Il y a des évolutions et des caractérisations différentes du terme suivant l'époque et suivant les groupes qui l'emploient. Ce qui était jugé anticommuniste par le PCF dans les années 30/40 n'est plus tout-à-fait pareil en 60/70, voire complètement différent en 80/90 et même inversé dans les années 2000.
Nous avons sur 50 ou 60 ans, le passage d'une notion, de négative à positive, de honteuse à victorieuse.
Les définitions de l'anticommunisme sont à la fois différentes entre les communistes eux-mêmes et les autres forces politiques. Il en va de même pour ce qui est de leurs utilisations.

Pour les besoins de sa stratégie politique, le PCF dans les années 70/80 fait une utilisation outrancière, systématique et sectaire du terme « anticommuniste » et par le fait lui enlève ou le vide de son contenu réel. Toute critique du PCF est assimilée à de l'anticommunisme, toute critique de l'URSS devient automatiquement de l'antisoviétisme etc. Certes ces aspects existent bel et bien dans la tête de certains opposants au PCF ou à l'URSS, mais il est faux de ne voir que ceux-ci. En procédant de cette manière, le PCF a donné le bâton pour se faire battre, donner des arguments à la bourgeoisie contre le marxisme en général. L'utilisation systématique du qualificatif d'anticommuniste par le PCF a contribué à faire de ce terme un argument… pour critiquer et combattre le marxisme en général et les communistes en particulier. Ce qui est anticommuniste pour le PCF à telle ou telle période, ne l'est pas forcément pour d'autres. C'est la complexité d'arriver à cerner et à définir cette notion qui est à la fois une étiquette, une conception, une idéologie, une insulte ou une référence.

De 1984 à 2010 : Deux exemples d'anticommunisme assumés

Le mensuel du PCML « **Travailleurs** » n°22 de septembre-octobre 1984 publie un entretien avec Alain Rollat co-auteur (avec Edwy Plenel) de « **L'effet Le Pen** », livre publié à La Découverte en 1984. L'introduction à cet entretien revient sur les résultats du FN aux Européennes : « *Depuis le 17 juin au soir, le fait est incontournable : 2 204 961 électeurs ont voté pour le Front National. « L'effet Le Pen » qu'annonçaient les municipales de 83, puis Dreux et Aulnay, s'est confirmé et amplifié.* ». Le livre d'Alain Rollat et Edwy Plenel est « *Un outil précieux* » qui « *doit contribuer à combattre la sous-estimation dangereuse du phénomène Le Pen dans le pays, à gauche notamment.* » -page 3-
Alain Rollat aux pages 4-5- répond à la question : « *vous dites ''les vieux slogans du type "le fascisme ne passera pas" sont inadéquats''. En quoi ?* ». Cette question et ses réponses en termes d'analyse et de caractérisation du FN comme : (raciste, antisémite, extrême-droite, fasciste, nazi, droite-extrême) seront récurrentes jusqu'en 2015 où le FN obtient 6 800 000 voix aux élections régionales de décembre. On mesure l'aveuglement, la complaisance, les connivences et l'inefficacité des discours et des mises en garde de l'ensemble de la classe politique sur ce sujet depuis plus de 30 ans. Dans son entretien au « **Travailleurs** », Alain Rollat parle d'un aspect du contenu et des références idéologiques du FN à savoir l'anticommunisme et signale que « *l'intégriste Romain Marie, élu du FN aux européennes* (…) *va répétant qu'il faut mener croisade contre le communisme : "au poids des cadavres, la monstruosité communiste enfonce par 10 à 1 la monstruosité nazie" dit le fondateur des Comités chrétienté-solidarité.* » cela contribue « *à banaliser les thèses nazies* » déclare très justement Alain Rollat.

En 2010 l'auteur d'un blog consacré aux BD de l'univers Marvel, fait une chronique consacrée à la sortie en septembre d'un livre sur « **La propagande dans la BD : Un siècle de manipulation en images** » par ***Fredrik Strömberg*** -Eyrolles- . Le crime de l'auteur de ce livre est qu'il ose évoquer à propos d'une BD américaine, un message « *fortement anti-communiste* » -page 60- et de « *l'anticommunisme primaire* » -page 64-

Pour l'auteur du blog UMAC –Comics & Pop culture- il n'est pas possible de critiquer l'anticommunisme. Il va oser publier dans sa chronique un commentaire totalement hallucinant qui en dit long sur la confusion et l'amalgame où mène l'anticommunisme :

> « *Il va ainsi évoquer notamment un "anti-communisme primaire". L'expression mérite que l'on s'y attarde. Aurait-on l'idée de parler d'anti-nazisme primaire ? Certainement pas tant il est admis, avec raison, qu'une condamnation, même virulente, des exactions liées au national-socialisme est tout à fait fondée. Or, universitaires et historiens s'accordent à dire que le nombre des victimes des régimes communistes s'élève maintenant à près de 100 millions (65 millions dans les estimations les plus optimistes), ce qui en fait l'idéologie politique la plus criminogène de l'histoire de l'humanité. La condamner, même avec maladresse, ne peut donc rien avoir de primaire, sauf à penser que les meurtres de masse peuvent se justifier lorsqu'ils sont de gauche.* » **(voir annexe 130)**

26 ans séparent l'entretien d'un des deux auteurs de « **L'effet Le Pen** » publié dans « Travailleurs n°22 et les ignobles amalgames de l'auteur du blog UMAC –Comics & Pop culture- (citer plus haut). Seulement entre 1984 et 2010 le FN n'a cessé d'être au centre du système médiatique et est devenu le premier parti de France, le communisme et le marxisme furent criminalisés et accusés de tous les maux de la terre, la crise du capitalisme s'est approfondie, les conflits guerriers se sont développés, l'URSS à disparu, la fin du communisme à été célébrée…

Nous ne pouvons que relever la cohérence idéologique (anticommuniste, antimarxiste etc.) depuis les années 70 à 2010 et son rôle déterminant dans la vie politique.

Quelques liens :

-- OÙ MÈNE L'ANTISTALINISME ?
-- Dossier contre l'anti-stalinisme ou soi-disant tel
-- L'Anti-Stalinisme – Arme Principale de la Contre-révolution
-- Orwell : de l'anticolonialisme à l'antistalinisme.
-- Stalinisme, antistalinisme et paix sociale
-- Qu'y a-t-il sous la moustache de Staline ?

Totalitarisme et antitotalitarisme

Un élément essentiel va dans les années 70 servir de fédérateur entre toutes les différentes formes d'antimarxismes et d'anticommunismes c'est la réactivation de la notion de totalitarisme et de l'adjectif « totalitaire ». Le concept de totalitarisme est tellement « fourre-tout » qu'il permet toutes sortes d'amalgames et remplace toutes analyses politiques, philosophiques, scientifiques, historiques.

L'avantage de cette notion, c'est qu'elle ne met pas en avant ce qui pourrait sur le plan politique, philosophique ou historique faire débat (communisme, marxisme…) mais propose une vision simpliste du monde et de l'Histoire entre démocraties et totalitarismes. Inutile de préciser que cette théorie rejette la lutte et les notions de classes…

Ainsi des manuels scolaires d'Histoire, présentent « ***Le XXe siècle, le siècle des totalitarismes*** » qui sont évidemment représentés par l'Allemagne nazie, l'Italie de Mussolini et l'URSS de Staline…

La migration de certaines thèses anticommunistes d'extrême-droite vers une partie de la gauche et notamment de la deuxième gauche (et reprises par elle), a pu se réaliser en gros sur quinze ans (1968-1983) sur la base de l'antitotalitarisme, qui a su fédérer toutes les formes et les nuances antimarxistes, antistaliniennes, anticommunistes, antisoviétiques…

Evidemment que ce processus est complexe et qu'il implique aussi bien des causes externes et internes tant au niveau des pays se réclamant du marxisme, que de la situation du débat dans le mouvement communiste international et plus précisément en France au sujet du PCF.

Si l'anticommunisme a pu se développer, le PCF en porte une responsabilité importante, mais aussi certains de ses contradicteurs qui se sont rangé rapidement derrière l'antitotalitarisme, utilisé comme paravent pour masquer un ralliement à l'idéologie dominante, comme ce fut le cas des « ex-maoïstes » devenus « nouveaux philosophes » qui se sont retrouvé plus tard soutenant l'impérialisme américain.

Actuel et la cuisinière

En mai 1975, le magazine **Actuel** sort un « *numéro violent* » dans celui-ci (n°54) à la page 14, un entretien avec ***André Glucksmann*** intitulé « *De la violence* » au sujet de la sortie de son livre prévue pour juin 75 : « **La Cuisinière et le mangeur d'hommes *Essai sur l'État, le marxisme, les camps de concentration*** » où il établit un parallèle entre le nazisme et le communisme. Dans son livre Glucksmann fait remonter « *les racines du goulag* » notamment à Marx.

Actuel (dont le fondateur est Jean-François Bizot entouré notamment de Bernard Kouchner, Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud.

Actuel est dans la filiation du mouvement hippie, des communautés, de l'underground, de la contre-culture, du gauchisme et fait souvent référence à ***Jean-Paul Sartre*** et au maoïsme ainsi qu'à la défense des drogues douces et à la réalisation de parodies d'autres journaux…ainsi que la publication des BD de ***Robert Crumb*** et des **Fabuleux Freak Brothers** crée par ***Gilbert Shelton*** en 1968. (voir le livre **Actuel par Actuel : *chronique d'un journal et de ses lecteurs 1970 – 1975*** – Dire/Stock 2- 1977- et aussi « ***Les déclassés*** » roman autobiographique de Jean-François Bizot -1976).

Lancés en 1976 et mis sur orbite en 1977 : les « nouveaux philosophes »

Quand la « nouvelle philosophie » fut lancée en 1976, puis hypermédiatisée en 1977, le pouvoir Giscardien a compris qu'il pouvait se servir des « nouveaux philosophes » contre la gauche qui s'apprêtait à arriver au pouvoir en 1978. C'était d'ailleurs un des aspects directs et immédiats de cette omniprésence médiatique des « nouveaux philosophes » et des nombreuses polémiques qu'ils ont suscités. C'est bien ce que montre en 2009, *Michael Christofferson* dans son livre « **Les Intellectuels contre la gauche. *L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** ».

En septembre 1978, un livre fait un premier bilan intitulé « **Faut-il brûler les nouveaux philosophes ?** *–Le dossier du « procès » établi par Sylvie Bouscasse et Denis Bourgeois* –Nouvelle éditions Oswald-.
Dans le chapitre intitulé « ***De gauche ? De droite ?*** » -pages 125 à 166.
Les auteurs indiquent que :

> « *La droite n'en croit pas ses yeux. L'Élysée se frotte les mains de l'aubaine. A quelques mois d'une échéance électorale qui promet d'être décisive, voilà qui pourrait bien constituer un précieux renfort d'autant qu'en dépit des sondages, toute la classe politique pressent que l'écart sera faible qui séparera les deux parties.* » -page 125-
> « *La sortie en librairie de La Barbarie à visage humain donne à l'Élysée l'occasion de lancer dans ses filets en faisant circuler le bruit selon lequel le président se « serait montré très intéressé » par l'ouvrage de Bernard-Henri Lévy, qui on le rappelle haut et fort, a été le conseiller de François Mitterrand.* » -page 126-. A la question les « nouveaux philosophes » sont-ils de droite ? Sont-ils de gauche ? les auteurs répondent « *Si la question est posée, avec une telle acuité, c'est parce qu'il s'agit à l'évidence d'une philosophie pétrie de politique. Mais si cette question est restée sans réponse, c'est parce que cette philosophie nouvelle se situe sur un autre terrain. Peut-être celui d'une nouvelle anarchie.* » -page 128-.

Les « nouveaux philosophes » sont à la fois de droite, de gauche mais ce qui les unit tous ensemble c'est l'anticommunisme, c'est l'antimarxisme en passant par la remise en cause de la révolution française et de Robespierre.
Ils ont pu se donner une image radicale, se présenter comme des opposants à tous les pouvoirs et même flirter avec l'anarchisme.

La fiche wikipédia sur les « nouveaux philosophes » indique qu'après l'autodissolution de la Gauche Prolétarienne en novembre 1973, « *André Glucksmann, appelle à entreprendre une critique de fond du marxisme, à partir d'une réflexion sur le totalitarisme* ».

Plusieurs organes de presse vont être en pointe dans la promotion comme produit marketing de ces « penseurs » au service de l'impérialisme, avant et après leur passage à la télévision, c'est notamment : l'éditrice Françoise Verny de chez Grasset, ***Les Nouvelles Littéraires***, ***Le Monde, Le Nouvel Observateur***, ***L'Express, Actuel, Libération***… Maurice Clavel et André Gorz sous le pseudonyme de Michel Bosquet **(voir dans la chronologie du chapitre 3 la date du 10 juin 1976)**
Dans le livre **68, une histoire collective (1962-1981)** écrit sous la direction de Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel -La Découverte, 2008, un chapitre de François Cusset : « ***Les "nouveaux philosophes" ou la fin des intellectuels*** » indique très justement :

> « *Mais les nouveaux philosophes n'ont pas le monopole de la critique des goulags, qui redonne alors une légitimité aussi bien à la droite libérale atlantiste (avec le retour en grâce de Raymond Aron et le succès du Comité intellectuel pour l'Europe des libertés) qu'à la « nouvelle droite » messianique et civilisationelle d'Alain de Benoist, à la deuxième gauche en plein essor de Michel Rocard et Pierre Rosanvallon qu'aux bastions antimarxistes en passe de s'imposer dans plusieurs disciplines universitaires -en particulier en histoire avec François Furet. Surtout, les nouveaux philosophes suscitent aussitôt une levée de boucliers qui, dûment montée en épingle par André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy en nouveaux « procés de Moscou », leur vaudra un certain capital de sympathie.* » -page 733-

La contribution de l'Express

Si le **Nouvel Observateur** est un des piliers les plus importants de la promotion de la « nouvelle philosophie », le magazine « ***L'Express*** » joua un rôle non-négligeable dans la diffusion des thèses anticommunistes de ces « *nouveaux philosophes* ». Dans les années 70 **L'Express** est dirigé par *Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud*. Le comité éditorial est notamment composé de *Jean-François Revel, Raymond Aron, Olivier Todd et Max Gallo*.
Sur le site de L'Express *Max Gallo* revient en 2009 sur cette période dans un article intitulé : « ***Vaccinés contre le stalinisme*** ». Il précise qu'à **L'Express** : « *Ce qui unissait les journalistes, à ce moment-là, était l'antistalinisme.* » (…)
« *il y avait une totale unanimité. L'Express était uni dans son antistalinisme. Il n'y a donc jamais eu, au sein du comité éditorial ou de la direction du journal, la moindre tentation stalinienne.* » (…)
« *L'Express était antistalinien, donc anticommuniste. Il avait mené une campagne très dure contre le PC et Georges Marchais, notamment par l'intermédiaire de Jean-François Revel.* » (…)
« *La fréquentation d'Aron et de Revel avait contribué à me vacciner contre les illusions de la gauche, notamment sur l'Union soviétique.* ».

Jean-François Revel, le gourou de l'anticommunisme

Jean-François Revel (comme Raymond Aron) n'est pas un « second couteau » à la différence d'autres journalistes ou philosophes présents à la direction de **L'Express** (Jean-Jacques Servan-Schreiber, Françoise Giroud, Olivier Todd ou Max Gallo).
Son parcours politique montre une constance, une persistance idéologique contre le communisme sur un demi-siècle.
Jean-François Revel occupe non seulement une place centrale et déterminante dans toutes les offensives anticommunistes, mais en plus il représente les axes et l'évolution de ce courant sur plusieurs axes :

1- l'antimarxisme, l'anticommunisme, l'antisoviétisme et l'antitotalitarisme
2- soutien total à l'impérialisme US et à ses interventions au Nicaragua, Salvador…
3- soutien à Reagan et à sa politique de course aux armements
4- soutien à Bush père et fils dans les agressions militaires contre l'Irak en 1991 ou en 2003

Ses positions philosophiques, économiques et politiques sont déterminées par la virulence de son anticommunisme. Pour montrer la constance idéologique de Jean-François Revel, il convient de rappeler quelques éléments de sa biographie :

-Jean-François Revel né Jean-François Ricard le 19 janvier 1924 à Marseille, est mort le 30 avril 2006 au Kremlin-Bicêtre. Son fils Mathieu Ricard est l'actuel porte-parole du dalaï-lama en France.

Dans les années 80, l'AUCM -Alliance pour l'Unification du Christianisme Mondial- (secte Moon) a approché des personnalités politiques, économiques, philosophiques, ce fut le cas de Jean-François Revel, d'Alain Griotteray, Georges Suffert, Vargas Llosa, comme l'indiquait Jean-François Boyer dans « **L'empire Moon** » -page 329-. Devant les révélations du Canard Enchainé en 1984, et la révélation sur TF1 le 1er novembre « *que Jean-François Revel et Vargas Llosa se sont laissé tenter par la conférence mondiale des médias* » -page 329-
Revel « *à la suite de l'émission télévisée qui produit sa photo, assis à la tribune de Séoul non loin de Sun Myung Moon* » fera pression sur « *la présidence de TF1 pour lui demander réparation du "préjudice fait à sa réputation" et se répand dans la presse parisienne, jurant ses grands dieux qu'il n'est pas mooniste, qu'il a été trompé et que les journalistes de TF1 sont à l'évidence, animés de la volonté de nuire…* » -page 329-

Le 2 mai 2006, **Libération** sous le titre « **Jean-François Revel pose son épée** » publie un article de Gérard Dupuy, intitulé : « ***Décès à 82 ans de l'académicien, journaliste et écrivain anticonformiste*** »

Voici quelques extraits :

"*Son premier livre, Pourquoi des philosophes ? (1957), est un pamphlet dont, sous couvert de dénonciation du «jargon» philosophant, les principales cibles sont le marxisme et Heidegger. Revel se situe alors plutôt à gauche* " (…)

"*Il dirige les pages culturelles de France Observateur (l'ancêtre du Nouvel Obs) et se présente même aux élections législatives de 1967 sous l'étiquette FGDS (la formation de Mitterrand), peu après avoir rejoint l'Express comme éditorialiste. " (...)*
"L'échec de la candidature Deferre en 1969 et la politique d'Union de la gauche l'éloignent définitivement de celle-ci." (...)

"*A partir de Ni Marx ni Jésus (1970), l'activité de Revel s'inscrit sous une double enseigne jumelle, celle de l'anticommunisme et celle du philo-américanisme." (...)*
"Dans sa campagne antitotalitaire, Revel n'hésite pas à joindre le geste à la parole, ce qui l'amène, par imprudence, à traverser certains épisodes compromettants. Ainsi, il participe, au début des années 80, à des congrès du World Media Center, vulgaire parapluie de la secte Moon. Son antitotalitarisme prend des allures légèrement apocalyptiques (Comment les démocraties finissent, 1983) avant que la chute de l'URSS ne règle la question."

"*Suite au rachat en 1977 de l'Express par le milliardaire franco-britannique Jimmy Goldsmith, Revel accepte d'en devenir le directeur l'année suivante - sous la caution, explique-t-il, de Raymond Aron, qui en préside le directoire. Mais sitôt que Goldsmith renvoie Olivier Todd, le rédacteur en chef, il donne sa démission et rejoint l'hebdomadaire rival, le Point. Ses mémoires, le Voleur dans la maison vide (1997), sont publiées l'année de son élection à l'Académie.*"

En 1998, Jean-François Revel, devient président de l'institut d'histoire sociale (officine fascisante) jusqu'en 2006. Le directeur de l'IHS est Pierre Rigoulot depuis 2006.

C'est peu dire que Revel est un « anticommuniste inoxydable », nous le retrouvons d'ailleurs dans toutes les campagnes idéologiques, quand il n'est pas lui-même à l'origine de celles-ci.

Il faut noter que par pur anticommunisme, il rompt avec Mitterrand quand celui-ci signe le « programme commun » avec le P"C"F. Il lui reproche « *de priver la gauche de toute chance d'accéder au pouvoir en se laissant « phagocyter » par les communistes. Il dénonce un grand nombre de propositions du programme commun émanant directement du PCF, particulièrement en matière d'édition et d'information.* » (Source : Wikipédia)

Jean-François Revel avait sorti en 1970 « **Ni Marx ni Jésus** » en 1976 « **La tentation totalitaire** ».
Le 3 décembre 1997 sur FR3, nous retrouvons ***Jean-François Revel*** pour l'émission «**la Marche du siècle** » présentée par ***Jean-Marie Cavada*** et consacrée au «**Livre noir du communisme**». L'émission était dédiée à l'historien ***François Furet*** qui est mort en juillet avant d'avoir pu préfacer ce livre.
C'est finalement ***Stéphane Courtois*** qui a réalisé la préface de cet ouvrage collectif, dont il avait la direction.

Les Cahiers du Samizdat et Soljenitsyne : la banalisation du nazisme

La « nouvelle philosophie » a servi de prétexte pour recycler les thèses de Soljenitsyne, et par exemple celles d'un Claude Lefort (ancien trotskiste, fondateur du groupe 'Socialisme ou Barbarie') auteur en 1976 du livre " **Un homme en trop** " ***réflexions sur 'L'Archipel du Goulag'***.

Ces thèses s'appuient sur : l'anticommunisme, l'antisoviétisme, la lutte contre le marxisme, le rejet de la révolution, la mise en équivalence du stalinisme et du nazisme pour en arriver de fait à une banalisation du nazisme…
Une merveilleuse illustration de ces idées a été publiée dans le magazine « **Cahiers du Samizdat** » : mensuel Belge édité par **Anthony de Meeus.**
Le contenu de ce mensuel n°48 –novembre-décembre 1977, est tout à fait caractéristique de l'idéologie « anti-totalitaire » de l'époque et précurseur de tout un courant politique anticommuniste (drapé dans l'anti-stalinisme) dont la deuxième gauche fut le relais.

Aux pages 20-21 des **Cahiers du Samizdat** n°48, un article de I. Dyatkine : « ***Statistiques*** » revient sur le chiffrage des « victimes » du pouvoir soviétique depuis 1917. Il est intéressant de voir que le chiffre de 60 millions de « victimes » (chiffre avancé par **Kourganov** puis **Soljenitsyne**) est obtenu en additionnant les victimes de l'intervention impérialiste contre l'URSS, la collectivisation, les épurations, la seconde guerre mondiale. Ce type d'amalgame totalement crapuleux sera bien entendu repris par **Stéphane Courtois** en 1997. C'est aussi le cas pour l'article de la page 21 à 24 « ***Nous ne pardonnons pas*** », d'un certain **Mikhaïl Makarenko** (juif d'origine roumaine, rien à voir avec **Anton Séménovitch Makarenko** l'excellent auteur de **Poème pédagogique**). Dans son article il parle de la commémoration en 1977 d'une « *journée de Deuil national à la mémoire des millions de compatriotes tués ou tourmentés à mort par la faim, le froid, les maladies et le travail inhumain dans les camps de concentration et les prisons depuis le début du pouvoir soviétique.* »
Après avoir dénoncé le « *décret honteux* » de la RSFR du 5 septembre 1918 légalisant « *la terreur rouge* » instituant « *les premiers camps de concentration de l'histoire* » l'auteur poursuit en page 22 par « *C'est ainsi que pour la première fois apparut aussi dans notre pays l'effroyable prototype des futurs camps de la mort d'Hitler. Ainsi le PCUS a devancé les fascistes allemands de près de deux décennies, en donnant par son décret du 5 septembre 1918 une impulsion juridique au plus grand carnage de l'histoire, qui a progressivement englouti plus de 60 millions de nos compatriotes. Même Hitler, qui s'est inspiré plus tard de l'expérience soviétique, s'est limité à la mise à mort de 200 000 allemands dans les camps de concentration d'Allemagne* » plus loin l'auteur rappelle le tribunal de Nuremberg contre le nazisme et regrette que « *le système répressif soviétique* » (…) « *continue à écraser des millions de gens* ». Nous avons là le type même de ce que la propagande anticommuniste a pu produire et qui sera repris par tous les fascistes.

BHL contre les lumières ! BHL n'est pas une lumière !

Le 27 mai 1977 dans un entretien au quotidien *Le Matin* –proche du PS-, Bernard-Henri Lévy avait déclaré : " *Chacun sait aujourd'hui que le rationalisme a été un des moyens, un des trous d'aiguille par quoi s'est faufilée la tentative totalitaire. Le fascisme n'est pas issu de l'obscurantisme, mais de la lumière. Les hommes de l'ombre, ce sont les résistants… C'est la Gestapo qui brandit la torche. La raison, c'est le totalitarisme. Le totalitarisme, lui, s'est toujours drapé des prestiges de la torche du policier. Voilà la "barbarie à visage humain" qui menace le monde aujourd'hui.* "
Au dos du livre de BHL « **La barbarie à visage humain** », il est écrit : « La vie est une cause perdue » (…) « et l'homme une espèce ratée. La révolution est un leurre et le pouvoir une fatalité » (…) « D'autres ont instruit le procès du stalinisme, du léninisme, du marxisme. Bernard-henri Lévy remonte plus haut encore, il franchit le dernier pas et consomme le parricide : c'est au « progressisme » en général qu'il s'en prend cette fois » (…) « C'est le socialisme lui-même qu'il vise ».
Dans l'avant-propos, il dit « Je suis l'enfant naturel d'un couple diabolique, le fascisme et le stalinisme » (…) « Je ne sais d'autre Révolution, dont le siècle puisse s'illustrer, que celle de la peste brune et du fascisme rouge. »
Dans son avant-propos il salue Christian Jambet et Guy Lardreau -auteur de **l'Ange-**, Jean-Marie Benoist, Jean-Paul Dollé, Gilles Hertzog et son père.

Glucksmann contre le pouvoir

Le 18 septembre 1977, TF1 diffuse en fin de soirée l'émission « Questionnaire » animée par Jean-Louis Servan-Schreiber qui reçoit André Glucksmann pour parler du thème « **La philosophie contre le pouvoir** » (le texte intégral de l'émission fut publié par TF1 sous forme dactylographiée). Dans sa présentation JLSS explique que pour Glucksmann, le goulag avec ses 60 millions de morts, c'est l'application logique du marxisme.

A la page 16 de la version dactylographiée, Jean-Louis Servan-Schreiber au cours de la discussion aborde le sujet du pouvoir.

Pour notre « nouveau philosophe » A. Glucksmann :

> « *prendre l'Etat, c'est toujours le fait d'une petite élite, d'une petite poignée de gens. Les marxistes disent : « Il y a une petite poignée de capitalistes et on va la remplacer par nous. Nous, les représentants du peuple » Mais qui sont les représentants du peuple ? Le comité directeur du parti machin et le comité central du parti chose. Cette idée de prendre l'Etat c'est une idée de continuer à priver les gens, ceux qui ne sont pas l'Etat –les simples gens, ceux qui ne sont pas des dirigeants- de leur initiative. C'est les appeler à déléguer leurs pouvoirs, à déléguer leurs initiatives, à déléguer leurs espoirs. Demain, on rasera gratis parce qu'on sera l'Etat.* ».

De faibles mais justes ripostes…

Les ripostes à la « nouvelle philosophie » malgré la quantité d'articles polémiques publiée dans la grande presse ne furent pas à la hauteur des enjeux. Les ML dans leurs publications ont saisi en partie l'importance, l'impact et les conséquences immédiates et futures de cette campagne. Mais ils n'ont pas suffisamment pu faire le lien et montrer la cohérence entre la deuxième gauche, la « nouvelle philosophie »... et la « nouvelle droite ».

A signaler la publication d'un article dans **Front Rouge** trimestriel n°2 de novembre/décembre 1977 : « **A propos des ''nouveaux philosophes'' . Un livre de Glucksmann : *La cuisinière et le mangeur d'hommes*** » -pages 105 à 112 et **Les nouveaux " penseurs " de l'impérialisme** (**Le Marxiste-Léniniste** n°24 -20 janvier-20 février 1978 -pages 13-14-).

Le lien de cette campagne dans le cadre d'une offensive idéologique anti-communiste, a été démontré.

La réalité de la faiblesse des organisations et partis ML, les tâches immenses de la période, n'ont pas permis une contre-offensive efficace et durable. Il ne s'agit pas de mettre un signe d'égalité entre deuxième gauche et nouvelle droite. Il s'agit de montrer en quoi certaines positions et idées (anti-marxistes et anti-communistes) d'une partie de la deuxième gauche furent un soutien, une justification, une caution dans un contexte de crises (économique, politique, idéologique…) à une offensive réactionnaire qui de fait eut des conséquences directes sur la lutte des classes et les conditions de la riposte des travailleurs dans les usines.

Quelles ripostes début 1980 ?

Un article sera publié sur deux numéros de **La Forge** : « ***Les ''Nouveaux philosophes'' vieux chiens de garde de l'ordre bourgeois*** » (n°17 du 1 au 15 mars 1980 –pages 10-11- et n°18 du 15 au 31 mars –page 13).

Le journal du PCML, **l'Humanité Rouge** –hebdomadaire- n°1203 du 26 avril au 7 mai 1980, un article signé par Pierre Marceau, dans la rubrique 'Parlons-en !' page 15 fait une critique « ***A propos de l'essai d'André Gorz 'Adieux au prolétariat'***. ». Pierre Marceau titre son article « ***Le prolétariat une fois de plus enterré ou comment exorciser la Révolution*** ». Il réalise une analyse magistrale et tout à fait actuelle du courant idéologique de Gorz/Bosquet (Marcuse, les dirigeants de la CFDT, Rocard, Touraine, Julliard, Rosanvallon, etc.) en fait les théoriciens de la deuxième gauche.

Il montre également le rôle et l'utilisation du PCF par ce courant pour « justifier » les thèses anti-marxistes de cette deuxième gauche **(voir annexe 90)**

La question de la prise en compte des attaques contre le marxisme est aussi très justement relevée dans un document interne du PCRml daté de mai 1980 et publiée dans son bulletin intérieur n°45 « **La vie du parti** » un « ***Rapport de la commission ''Défense du marxisme''*** » -pages 13-14-15-

PLS n°4 -du 21 au 27 mai 1980- va publier : « **Pour la défense du marxisme** » -page 2- **(lire extraits en annexe 131)**.

Ripostes nécessaires mais marginales…

La décennie des années 80 (reflux, mitterrandisme, abaissement des intellectuels, carcan européen, reniements, Tapie, Montand…) c'est la continuité et la poursuite des processus idéologiques engagés dans la décennie précédente et ses conséquences en termes de ralliements (droitisation sur le plan politique et économique) et de soutien au capitalisme et à l'économie de marché présentée comme seule alternative. C'est sous un gouvernement de gauche à partir de 1981 que le reniement/basculement va prendre son envol.

Les analyses critiques et les ripostes concernant la question de l'offensive anti-marxiste et les reniements, ne pouvaient dans ce contexte être que marginales.

En avril 1980 le document interne du PCRml « **appel au parti n°7** » indique vouloir :

> « *Organiser la riposte à l'offensive anti-marxiste de la bourgeoisie. Rompre avec la situation de défensive dans laquelle la classe dominante essaie de maintenir les révolutionnaires, exige de donner une place plus importante au travail théorique dans l'ensemble de notre travail. Riposter en nous appropriant mieux l'héritage théorique du marxisme et en forgeant les réponses nouvelles aux questions théoriques nouvelles posées aujourd'hui par la pratique révolutionnaire des peuples (sur le rôle de l'État, sur le concept d'hégémonie, sur le socialisme, sur la définition des classes et leur délimitation…) c'est la condition pour briser les attaques contre le marxisme, revivifier la théorie révolutionnaire et adopter une attitude offensive.* ».

L'HR –hebdomadaire- n°1246 –du 24 avril au 30 avril 1981- publie un dossier sur trois pages « **A propos du dernier écrit du Club de l'Horloge '' Le grand tabou''** » ce dossier -pages 8-9-10- est intitulé : « ***Ces horlogers inquiétants qui voudraient arrêter le temps…*** » le sous-titre page 10 est : « ***Quand les théories de la nouvelle droite deviennent attaques concrètes contre les travailleurs*** ». En page 11 (rubrique culturelle) un article de Léon Cladel, revient sur « **7 ans de culture à la sauce Giscardienne : Passéisme, chauvinisme et consensus** ». La légende suivante est inscrite sous la photo de BHL et de Thierry le Luron : « *Bernard-Henri Levy dans les salons de la haute, côtés idées, Thierry le Luron sur le petit écran des salles à manger de HLM : le salonard et le guignol pour le même consensus…* ».

L'article de Léon Cladel, précise notamment :

> « *Est-il besoin de rappeler que c'est en 1976, sous le règne de Giscard, que s'est manifesté le courant des nouveaux philosophes, première grande offensive contre le marxisme. S'appuyant sur l'exemple de l'URSS devenue social-impérialiste, les Glucksmann, Bernard-Henri Levy et Benoist martelaient le slogan : Marxisme implique goulag. Une fois le terrain préparé, nouvelle offensive, trois ans plus tard, de la part de la Nouvelle droite pour réintroduire des idées tirées de la propagande nazie.*
>
> *Sous une forme édulcorée, les plumitifs proches des milieux gouvernementaux développent les thèmes du racisme biologique, d'une hiérarchie sociale génétique.*
>
> *Sept ans de Giscard, sept ans de censure et d'anesthésie sournoises, au profit d'une attaque sans précédent contre le marxisme pour préparer le terrain, sur le plan de la culture et des idées, aux attaques anti-ouvrières.* »

PLS n°54 –du 25 novembre au 8 décembre 1981, publie en page 12 un article de François Nolet : « ***Par delà le bien et le mal… Quand André Glucksmann redéfinit la nouvelle philosophie*** »

PLS va publier plusieurs interventions de militants qui abordent le sujet des « nouveaux philosophes » dans le cadre de la « ***Tribune de discussion du 4e congrès du PCR*** » en 1982.

Le thème du bouleversement idéologique du milieu des années 70 est rappelé dans PLS n°59 –du 18 février au 3 mars 1982- page 8 dans une contribution de Martine J. (Cellule Aubervilliers Saint-Denis) dans le cadre de la tribune de discussion préparatoire au congrès. Le thème de l'influence des « nouveaux philosophes » est abordé ainsi que la faiblesse de la riposte nécessaire qui aurait du être engagée contre cette offensive idéologique.

Je reproduis cette contribution car elle donne bien le ton, le sens des questionnements que pose l'impact idéologique des campagnes faites par la bourgeoisie et ses médias dans le cadre du débat sur les nouvelles orientations du PCR. Le titre de cette contribution est : « ***A propos du bilan concernant l'intervention du PCR dans le champ idéologique au milieu des années 70*** » **(lire le texte dans l'annexe 132)**

Dans le même n°59 de PLS, une autre contribution parle de « **Reconstruire un courant idéologique** » **(lire en annexe 133)**

Un autre militant publie dans PLS n°60 –du 11 au 24 mars 1982- un texte très intéressant en page 13 :
« **A propos du bouleversement idéologique du milieu des années 70** » **(lire dans l'annexe 134)**

La sortie en 1986 du livre de *Guy Hocquenghem* « **Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary** » montre bien le phénomène de basculement, de reniements de certains dirigeants « maoïstes » issus de la petite (et même de la grande) bourgeoisie qui poussèrent par exemple le jeune ouvrier Pierre Overney dans une logique politique suicidaire et qui quelques années plus tard iront cracher sur son engagement (lire à ce sujet le livre de *Morgan Sportès* : **Ils ont tué Pierre Overney** – paru en 2008 chez Grasset.).

Convergences et conjonctions de la « nouvelle philosophie » au Livre noir du communisme…

Pour bien comprendre l'origine, les thèses et l'évolution des « nouveaux philosophes », il faut aussi étudier dans son contexte le principal courant qui en est la matrice et ceux qui en sont les propagandistes principaux. Le rôle des « maoïstes » plus ou moins proches de la GP dans cette affaire est déterminant.

Il convient ici de rappeler l'opposition des ML aux « maos » de la GP **(voir au chapitre 4)**.

En 1972, une brochure éditée par **Front Rouge**, intitulée « ***Contre le spontanéisme*** », revient en détail et critique la GP.

Les principaux « représentants » de cette « nouvelle philosophie » ont un temps « bossé » avec des organisations ''maoïstes'' (André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Christian Jambet, Guy Lardreau, Dollé –Maurice Clavel s'était quelque peu désolidarisé de ces « nouveaux philosophes »-) qui après 1968 ont développé une farouche opposition à l'URSS de Brejnev, à Staline puis à Lénine, fait remonter la critique jusqu'à Marx, rejeté Mao…

Ils s'opposaient d'une façon ferme et virulente au PCF, au goulag, au totalitarisme…

Le « passé militant » de ces intellectuels a servi de caution et de faire-valoir idéologique contre le marxisme en général.

Dès le début de l'année 1977 était paru le livre « **Deuxième retour de Chine** » écrit par le couple Claudie et Jacques Broyelle anciens militants maos passés de l'UJCML au PCMLF. Ce livre avait notamment été critiqué dans Front Rouge et l'Humanité Rouge :

--**Front Rouge** (mensuel) n°14 de mars 1977 « **notes de lecture « Deuxième retour de Chine » de C et J Broyelle et Tschirhart. Un pamphlet anti-communiste** » -pages 28-29-30-31.

--L'humanité Rouge (bimensuel) n°7 du 9 au 22 juin 1977 (supplément à l'HR n°703) « **''*Deuxième retour de Chine*'' : La haine du léninisme** » (Henri Jour) –pages 16-17-

Certaines critiques contre le révisionnisme de l'URSS ou du PCF ont certainement été interprétées d'une manière anticommuniste. Les critiques (justifiées) de Mao contre le révisionnisme en URSS ont aussi été un moyen pour certains de faire de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme à bon compte. Cet anticommunisme fut par la suite développé, théorisé et comme il rentrait dans les buts idéologiques et politiques de la bourgeoisie, il fut largement médiatisé par celle-ci.

L'interprétation d'une déclaration de Mao : « *En Union Soviétique, à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand, une dictature de type hitlérien* » le 11 mai 1964, a aussi contribué à alimenter une surenchère, des amalgames et des confusions dont se sont servi les « nouveaux philosophes ». Dans le contexte international de 1977 la rivalité entre les superspuissances URSS et USA, le sujet autour des risques de guerre ou de la détente vont amener par exemple le PCMLF, sous la plume de Guy Le Breton, à titrer un édito en juin dans l'Humanité Rouge (bimensuel) n°7 : « ***Dehors Brejnev, le nouvel Hitler !*** ». et l'HR (quotidien) du 21 juin 1977 : « ***A bas Brejnev, nouvel Hitler !*** » -page 1-

Evidemment que la position de l'HR, sur le fond n'a rien à voir avec celle des « nouveaux philosophes », seulement le titre de l'édito dans le contexte, ne pouvait que contribuer involontairement à renforcer l'amalgame (et l'anticommunisme) dans certains millieux politiques, même si ce n'était pas du tout le but des ML.

Lors de l'émission « Questionnaire » « **La philosophie contre le pouvoir** » (TF1 -18 septembre 1977), *André Glucksmann* dit que *Boukovski* « *à posé l'équation du siècle, à savoir que Brejnev et Pinochet, c'est pareil.* ».

Furet, la Révolution Française et la Terreur

les thèses des « nouveaux philosophes » ont trouvé un écho direct avec l'Afghanistan et surtout la Pologne, mais aussi quelques mois avant la chute du mur de Berlin en 1989. Lors de la préparation du bicentenaire de la Révolution française. Michel Vovelle est nommé par le Ministre Jean-Pierre Chevènement président de la Commission Historique pour la préparation du Bicentenaire. François Furet est nommé membre de la Commission. L'offensive idéologique dans l'opinion publique est caractérisée par les idées de François Furet qui entend mettre « *la Révolution au banc des accusés.* ». Pour le courant représenté par Furet, la Révolution débouche sur la Terreur *« toute insurrection, pour Furet, même démocratique, est par nature totalitaire.* » relève François Cusset « **La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980** » La Découverte, 2006. Pour Furet, 1789 contient en germe le Goulag « *Le Goulag conduit à repenser la Terreur en vertu d'une identité de projet.* » : François Furet « **Penser la Révolution Française** » Gallimard, 1979, p.v 26.

Lire sur Article 11 : « ***Années 1980 : les fossoyeurs du nouveau monde / Entretien avec François Cusset*** »

Le « génocide Vendéen », le « monstre » Robespierre nouvelles cibles…

En janvier 2013, c'est au sujet du mouvement contre-révolutionnaire en Vendée pendant la Révolution française que *Marion Maréchal-Lepen (FN) et Lionnel Luca (UMP) vont relancer une campagne contre le "génocide vendéen"*. Cette campagne est également relayée par Franck Ferrand sur FR3.

Depuis plusieurs années Franck Ferrand fait campagne contre Robespierre et le « génocide Vendéen ». Le 31 octobre 2011 sur Europe 1 dans son émission (Au coeur de l'Histoire) : « **Vendée : un génocide en France** » il invite Reynald Secher auteur de **La Vendée – Vengé : le génocide franco-français** (1986), et **Vendée : du génocide au mémoricide : Mécanique d'un crime légal contre l'humanité** (préfaces d'Hélène Piralian, Stéphane Courtois et Gilles-William Goldnadel), éditions du Cerf, 2011.

La fiche Wikipédia de Reynald Secher indique aussi :

> « *Le 6 octobre 2012, le journaliste Christophe Barbier (en tant que lauréat 2011) a décerné à Reynald Secher le 14e Prix Combourg « pour son livre Vendée. Du génocide au mémoricide et pour l'ensemble de son œuvre* »
>
> « *Il est notamment proche de l'Action française, et a participé au 53e Camp Maxime Réal Del Sarte, l'université d'été du mouvement, qui s'est tenu du 17 au 28 août 2006, au château de Lignières. Le 25 août, il a fait une conférence sur : « Les racines du totalitarisme ». De même, lors de la journée portes ouvertes du 26 août, il est intervenu à une table ronde sur le thème de « Vendées et chouanneries », avec notamment Anne Bernet, Francis Bergeron, personnalité nationale-catholique et solidariste, président de l'Association Rétaise des Amis de Henri Béraud, ou André Boscher, président de l'association Présence de La Varende et vice-président de l'Association des Amis de Jean Mabire.* »
>
> « *De même, il a tenu une conférence pour le camp d'hiver de Chrétienté-Solidarité, association nationale-catholique d'extrême-droite présidée par Bernard Antony, qui s'est déroulé dans le Morbihan, fin 2006* »

La revue *Historia* n'est pas en reste non plus, par exemple son numéro 777 de septembre 2011 était consacré à *"Robespierre, le psychopathe légaliste"*.

Régulièrement quelques députés réactionnaires à l'Assemblée Nationale, déposent une proposition de loi pour « *la reconnaissance du génocide vendéen* »

C'est le cas le 6 mars 2012 : « PROPOSITION DE LOI visant à reconnaître officiellement **le génocide vendéen de 1793-1794** présentée par Mesdames et Messieurs : Dominique SOUCHET, Véronique BESSE, Bernard CARAYON, Hervé De CHARETTE, Nicolas DHUICQ, Marc LE FUR, Lionnel LUCA, Jacques REMILLER et Jean UEBERSCHLAG »

Puis le 16 janvier 2013 : PROPOSITION DE LOI relative à **la reconnaissance du génocide vendéen de 1793-1794** présentée par Mesdames et Messieurs :
Lionnel LUCA, Véronique BESSE, Jacques BOMPARD, Alain LEBOEUF, Marion MARÉCHAL-LE PEN, Alain MARLEIX et Yannick MOREAU.

France 3 a diffusé le mercredi 7 mars 2012 un documentaire « réalisé par Richard Vargas et raconté par Franck Ferrand » intitulé « Robespierre : bourreau de la Vendée ? ».
Le 15 mars 2012, le site Révolution française dénonce très clairement cette émission comme étant « *une splendide leçon d'anti-méthode historique* »

Le 23 janvier 2013, Franck Ferrand sur FR3 dans son émission « L'ombre d'un doute » revient sur le thème « Robespierre, bourreau de la Vendée ? » avec en introduction…. Stéphane Courtois.
Sur un blog de Médiapart, un article en date du 23 janvier et intitulé « ***Oui, Robespierre et ses amis n'ont commis aucun Génocide en Vendée, ni dirigé une Terreur...terrible*** » analyse très pertinemment l'émission de FR3 et critique très fortement Franck Ferrand : « *Au moment même où des extrémistes de droite veulent faire reconnaître par "la République", un "génocide en Vendée", France 3 se précipite pour leur offrir une émission de propagande scandaleusement mensongère. Je dénonce ici "l'Histoire" anti républicaine de M. Frank Ferrand, de ses amis ET DE SES PROTECTEURS* ».

A noter qu'en 2011, Annie Lacroix-Riz fut qualifiée par Franck Ferrand qui officie sur FR3 et Europe 1 « *d'historienne stalinienne* ». Comme par hasard Alain Soral reprend le même qualificatif contre Annie Lacroix-Riz. En fait Soral et Ferrand ne font que reprendre les allégations de Stéphane Courtois en 2005 contre l'historienne. La campagne de Courtois a eu un écho jusqu'au parlement européen, ainsi il pu même y donner quelques conférences.

Un courant réactionnaire et fascisant s'appuyant sur l'anticommunisme…

Je le répète, il ne s'agit pas de dire que l'anticommunisme c'est systématiquement du fascisme. Il s'agit de bien s'entendre sur les mots, certaines critiques du marxisme ne sont pas forcément assimilables à l'anticommunisme et inversement. Longtemps le PCF a utilisé et amalgamé toutes critiques contre lui à de l'anticommunisme, et par là évité de répondre politiquement sur le fond. Toute la question est de savoir d'où on parle et de quel point de vue.
Certaines personnes peuvent en toute bonne foi être trompées par des arguments anticommunistes sans être pour autant des fascistes.
Certes, l'anticommunisme est ce que partagent tous les fascistes. L'anticommunisme est une passerelle vers le fascisme.
Dans deux de ses ouvrages, *Frédéric Charpier* montre bien ce lien et cette passerelle :
-**Génération Occident** –Seuil 2005-
-**Les valets de la Guerre froide . Comment la République a recyclé les collabos** –FB éditeur 2013-

L'historienne Annie Lacroix-Riz a publié en 1999 chez Armand Colin : « **Industriels et Banquiers sous L'occupation - La collaboration économique avec Le Reich et Vichy** ». En 2013 une nouvelle édition entièrement refondue a été republiée chez le même éditeur sous le titre « **Industriels et banquiers . Français sous l'Occupation** ». Ces livres montrent que le capitalisme et la bourgeoisie se sont largement vautrés dans la collaboration avec le nazisme/fascisme.
Un autre livre montre les liens de l'anticommunisme avec le milieu patronal : « **Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours . Le vrai visage du capitalisme français** » –La découverte 2009- Sous la direction de Benoît Colombat et David Servenay avec Frédéric Charpier, Martine Orange, Erwan Seznec-

… qui procède en plusieurs étapes :

-on commence par rejeter globalement tout ce qui de près ou de loin est assimilé au stalinisme.
-le rejet de l'ensemble de la période ou l'URSS fut dirigée par Staline, se fait déjà sur la base des propos et auteurs comme… Robert Conquest, Soljenitsyne, Trotski.
-puis on remonte à Lénine et au Léninisme. La création et l'invention des camps de concentration sont imputées à Lénine (ce qui permet d'innocenter Hitler et l'impérialisme).
-Hitler est présenté comme étant devenu agressif et hargneux à cause de l'URSS, et finalement la barbarie nazie n'est qu'une contre-réaction à « la monstruosité stalinienne »
-le rejet du Léninisme ne suffit pas, il faut alors remonter à Marx puis à la Révolution française (Alain de Benoist théoricien de la « Nouvelle droite » faisait le lien entre les Khmers Rouges et la révolution française).
-faire une campagne pour un « procès de Nuremberg du Communisme ». C'est la campagne de Courtois depuis la sortie du « Livre noir du communisme » en 1997.
-faire interdire la publication des œuvres de Staline, des livres et sites internet faisant l'apologie du « stalinisme » coupable de « crimes contre l'humanité ».

-L'étape finale et de passer d'une comparaison avec le nazisme à une analogie pour finalement « prouver » que le communisme est plus criminogène que le fascisme hitlérien.
L'antistalinisme (ou la stalinophobie) est donc bien un moyen et un prétexte à l'anticommunisme.

Pourquoi un tel impact ?

Si la mayonnaise idéologique de la « nouvelle philosophie » a eu un tel impact, c'est grâce à la conjonction de plusieurs éléments sur un terreau favorable et notamment l'antisoviétisme qui s'appuie sur :
-- le rejet ou les critiques justifiées de l'URSS (par exemple contre l'invasion de la Tchécoslovaquie) ;
-- les divergences résultant de l'éclatement du mouvement communiste international en 1963 ;
-- l'interprétation anarchiste et gauchiste de la révolution culturelle chinoise, présentée comme une révolte anti-autoritaire.

Dans le contexte de mai 1968, ces éléments vont être largement utilisés pour alimenter et cautionner un anticommunisme au sens large. Ce n'est donc pas un hasard si les chefs « maos » (là je ne parle pas du PCMLF) ont non seulement idéalisé mai 68 et la GRCP –révolution culturelle Chinoise- à outrance dans la caricature, mais directement participé à la campagne idéologique réactionnaire contre le marxisme.
Le nouveau héros de nos petits-bourgeois « maoïstes » fut Soljenitsyne, le marxisme fut accusé de tous les maux lorsque l'opération médiatique des « nouveaux philosophes » fut enclenchée.

Quelques rares auteurs essayèrent sur des bases très diverses de s'y opposer, mais sans grands succès, par exemple :

- François Aubral et Xavier Delcourt qui ont publié en 1977 aux éditions Gallimard « **Contre la nouvelle philosophie** ».
- Serge Quadruppani en 1983 dénoncait fortement à la fois la « nouvelle philosophie » et la « nouvelle droite » dans son « **Catalogue du prêt à penser français depuis 1968** » Editions Balland
- Guy Hocquenghem « **Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary** » Albin Michel 1986
- Plus récemment Roger Mondoue dans "**Nouveaux philosophes et antimarxisme : Autour de *Marx est mort* de Jean-Marie Benoist**" -L'harmattan- novembre 2009-.

La caution et l'adhésion aux thèses antimarxistes vont avoir un effet réel dans la construction d'un corpus idéologique réactionnaire faisant le lien entre la « nouvelle gauche », la « deuxième gauche », les « maoïstes », la droite anticommuniste et l'extrême-droite. Un parti comme le P « C »F ne pourra pas du fait de sa porosité idéologique (liée à son opportunisme et à sa dégénérescence révisionniste) faire face à ce rouleau compresseur. Il reprendra des thèmes et des idées venant de ce corpus, et accélérera par là-même, la confusion idéologique et un rejet total de l'expérience née de la révolution de 1917.
En fait de reniements en abandons le PCF va finalement tomber dans la trahison, c'est-à-dire au ralliement et à l'acceptation de thèses qui n'étaient pendant des années développées pratiquement que par l'extrême-droite.
Quand en 1997 « **Le livre noir du communisme** » (dirigé par Stéphane Courtois) sort, 20 ans après la campagne des « nouveaux philosophes », le P « C »F est totalement dépourvu pour y faire face et il en reprend d'ailleurs certaines « idées ». La pitoyable prestation de Robert Hue le 3 décembre 1997 dans l'émission « **La marche du siècle** » le prouve amplement (vidéo de 1'15 à 2'15).

Les « nouveaux philosophes » de la « deuxième gauche » à la « nouvelle droite »

Sylvie Bouscasse et Denis Bourgeois dans le chapitre « *Pour conclure* ?» -pages 255-256-257- du livre « **Faut-il brûler les nouveaux philosophes ?** *–Le dossier du « procès »* indiquent dés 1978, que la « *nouvelle philosophie* » n'a pas été qu'un « *feu de paille* » et « *qu'il semble au contraire, qu'elle ait eu des effets concrets.* » (…) « *Ainsi voit-on grandir une méfiance accrue vis-à-vis de l'étatisme, y compris chez quelques intellectuels de gauche : les livres : de Jacques Julliard* (1) *ou de Viveret et Rosanvallon* (2) *par exemple développent une critique de l'Etat.* »
-(1) Jacques Julliard, Contre la politique professionnelle, Le Seuil –1977-
-(2) Viveret et Rosanvallon, Pour une nouvelle culture politique, le Seuil –1977-

Il est important d'indiquer la sortie chez Calmann-Lévy en 1988 sous l'égide de la **Fondation Saint-Simon** (et réédité en 1994) d'un livre écrit par François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, intitulé : « **La République du centre. La fin de l'exception française.** ». Ces trois auteurs sont tout-à-fait emblématiques de la deuxième gauche en cela qu'ils représentent des « idées forces » qui ont structuré ce courant.

Dans un ouvrage de Michel Clouscard publié par les éditions Delga en 2005 et republié en 2013 « **Critique du libéralisme libertaire** : ***Généaologie de la contre-révolution, de la Révolution française aux Trente Honteuses*** » un sous-chapitre (dans la deuxième partie) intitulé « Les nouveaux philosophes » -pages 221 à 225- affirme clairement « *Il ne faut pas sous-estimer le rôle des nouveaux philosophes, essentiellement B-H. Lévy et A. Glucksmann.* » (…) « *La couverture politico-mondaine d'une prétendue nouvelle gauche "radicale" permettra un confusionnisme doctrinal parfait.* ».

Le triomphe du slogan thatchérien « there is no alternative », il n'y a pas d'alternative.

Raoul Marc Jennar sur son blog publie un texte : « **L'héritage des Lumières, un legs en péril** ».
Ce texte datant du mois d'août 2012 est intéressant. Le passage ci-dessous, montre bien la proximité idéologique, les thèses et les liens entre :

--certains intellectuels de la « deuxième gauche » comme François Furet, Jacques Julliard… ;
--les « nouveaux philosophes » : BHL, Glucksmann, Jambet, Clavel… ;
--Ernst Nolte, dont Stéphane Courtois défend les thèses anticommunistes. Cette proximité avait déjà été relevée en 2009 par *Michael Christofferson* dans son livre « **Les Intellectuels contre la gauche. *L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** ».

Voici ce qu'écrit *Raoul Marc Jennar* :

« *Néo-libéraux de droite et de gauche ont contribué à cette offensive contre les Lumières. A gauche, un Jacques Julliard n'hésite pas à écrire dans le Nouvel Observateur, cet officiel de ce qui s'appelle la « deuxième gauche » : « le totalitarisme eut été impossible sans l'avènement du peuple comme acteur principal de la politique. »*

A droite, c'est François Furet qui va rejeter en France l'héritage des Lumières. Il le fera, ainsi que leur correspondance en témoigne, en liaison étroite avec l'historien et philosophe allemand, disciple d'Heidegger, Ernst Nolte, un défenseur du nationalisme organique et du particularisme ethnique pour qui l'antisémitisme nazi avait, je cite, « un noyau rationnel ». Furet et Nolte défendent la même idée – fausse historiquement – que le fascisme et le nazisme ne sont que des réactions au bolchévisme. Nolte ajoutera que le nazisme fut une défense légitime face au danger communiste, ce que ne démentira pas Furet.

A partir de cette idée que le communisme conduit au goulag et qu'il a provoqué le fascisme et le nazisme, tous deux vont condamner les objectifs des Lumières – le bonheur, l'égalité, la justice, la souveraineté populaire, l'universalité – parce qu'il s'agit selon eux d'utopies, d'illusions dangereuses. Et que les moyens utilisés au XXe siècle pour les réaliser ont débouché sur la barbarie et engendré les grandes tragédies du siècle.

Dénoncer le communisme comme un enfant des Lumières devient le principal argument de ceux qui veulent imposer la résignation et la servitude. Dès lors, puisque la quête du bonheur ne peut conduire qu'à la terreur, acceptons le monde tel qu'il est.

Croire en la possibilité d'un système différent du nôtre est en soi une illusion, affirme Furet.

Si la souveraineté populaire est la source de tous les maux, l'alternative, alors, est la soumission à l'ordre établi et l'acceptation de la fatalité comme explication des injustices et des inégalités. C'est le triomphe du slogan thatchérien « there is no alternative », il n'y a pas d'alternative. Ce que l'Américain Francis Fukuyama appelle « la fin de l'Histoire ».»

Dans un texte de mai 2013 de l'IHS-CGT, *René Mouriaux* fait une « **Radiographie du stalinisme et ses incidences sur le syndicalisme français** »
Il montre comment « *" Le fantôme de Staline ", pour reprendre le titre de l'éditorial du journal Le Monde en date du 6 mars 2013, continue d'être convoqué à la fois pour prouver qu'il n'y a pas d'issue au capitalisme TINA -there is no alternative- et que les partisans de la lutte des classes sont des dangers pour la démocratie* »

André Narritsens a publié le 19 décembre 2007 sur le site de l'IHS-CGT une « Note sur « l'évolution des idées » (1966-1984) »
Dans ce texte il donne des éléments très intéressants **(lire en annexe 135)**

Le grand cauchemar…

Le livre de François Cusset daté de 2006 « **La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980** » donne de nombreux éléments de réflexions. L'entretien qu'il donne en avril 2011 pour « **Article 11** » est très intéressant. La présentation de cet entretien et du livre de Cusset illustre magistralement mon propos :

« *Ils ont tout enterré – l'utopie, la pensée critique, la contestation, Marx, le communisme et même l'histoire. Notre monde est devenu champ de ruines, quand le leur portait beau et s'affichait avec morgue, certain de la supériorité de ses mots d'ordre : soumission au marché, modernisation technocratique, esprit d'entreprise et argent-roi. Un vrai rouleau-compresseur, lancé au mitan des années 1970, avec les autoproclamés « nouveaux philosophes » et leur dénonciation du totalitarisme, et méthodiquement conduit au long des années 1980. Rien d'autre que la pensée unique capitaliste et de sombres perspectives néo-libérales, comme si une Margaret Thatcher sous cocaïne avait pris le contrôle de toute la partie occidentale du globe. Peu ou prou : l'enfer.*

Pour conter leur victoire, un livre – foisonnant et passionnant. L'ouvrage se nomme La Décennie, le sous-titre donnant le ton : Le Grand Cauchemar des années 1980. L'historien des idées François Cusset y dresse le tableau, presque effrayant, de ces années de vide et de trop-plein : élimination pure et simple (ou peu s'en faut) de toute question sociale et abondance de discours creux – ceux des (prétendus) intellectuels et des politiques, tous convertis aux principes de la communication et de la libre-entreprise. Multipliant et croisant les références, des films aux articles de journaux, des chansons aux discours politiciens et aux spots de pub, l'auteur de La Décennie ne se contente pas de dire une époque : il documente le fonctionnement d'une véritable machine de guerre idéologique.

Aux commandes : Bernard-Henri Levy, Jacques Séguéla, André Glucksman, Jacques Attali, Alain Finkielkraut, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Alain Minc, Pascal Bruckner, Jacques Julliard et tutti-quanti. Déjà. Il y a trente ans, ils

faisaient main-basse sur la (pseudo) vie intellectuelle française ; ils en tirent encore les ficelles aujourd'hui. Il y a trois décennies, ils prêchaient la conversion aux joies du marché et accompagnaient la mise au pas néo-libérale ; ils ne s'en sont toujours pas lassés. C'est là aussi que l'ouvrage s'avère essentiel : en faisant vivre ce passé proche, c'est le présent – le nôtre et le leur – qu'il éclaire. En donnant des clés de compréhension d'un monde que nous subissons toujours, c'est la possibilité d'un contre-basculement idéologique qu'il renseigne. François Cusset en parle ci-dessous, conversation libre, permanents aller-retours entre les années 1980 et aujourd'hui. »

Une série de sept émissions à écouter (Durée : 5 heures 7 minutes 53 secondes) :
Le cauchemar des années 80. ***Avec François Cusset, Frédéric Lordon et Serge Halimi chez Daniel Mermet*** sur **France Inter**

Débat avec François Cusset, le 31 janvier 2008. (Acrimed)
- « Le cauchemar médiatique des années 80 : extase télévisuelle et cynisme éditorial »
- Sur le site du Monde diplo par Serge Halimi

Blog de Nico : La décennie 80, le grand cauchemar ? Partie 1/2 sur le tournant libéral

Vidéos :
1 - C'était quoi les années 90 ?
2 - Conférence débat François Cusset

Le livre noir du communisme

En 1997, sort « **Le livre noir du communisme** », les auteurs sont Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Karel Bartošek, Jean-Louis Margolin et Andrzej Paczkowski. Ont également collaboré Rémi Kauffer, Pierre Rigoulot, Pascal Fontaine, Yves Santamaria et Sylvain Boulouque, sous la direction de Stéphane Courtois.

Le 8/11/1997 le 20 heures de TF1 :
Fait un sujet (signé par Corinne Lalo; Philippe Leroux; Michel Gignat) sur les « *Crimes du communisme* » et annonce la « *Publication par un collectif d'historiens du "livre noir du communisme" qui dresse un bilan chiffré des crimes imputés au communisme, depuis sa naissance.* ».

Un livre à charge

Les « *arguments* » mis en avant dans l'ouvrage de 840 pages, sont à peu près les mêmes qu'en 1977 avec les « nouveaux philosophes ».
Courtois vient du même terreau, il y aurait effectivement beaucoup à dire sur les organisations de type VLR (dont Courtois a été membre), sur le fait que de nombreux soutiens aux organisations révolutionnaires dans ces années se sont faits sur la base d'un anticommunisme plus ou moins assumé.
Courtois ne met pas exactement un signe égal entre nazisme et communisme, en fait, il est beaucoup plus subtil et vicieux que ça. Car « le jeu » de Courtois c'est de constamment faire l'amalgame, la comparaison, le parallèle entre communisme et nazisme (d'ailleurs c'est ce que faisaient « les nouveaux philosophes »). C'est les attaques contre « l'absence de démocratie », la dictature du prolétariat, la violence révolutionnaire et la lutte des classes qui sont le fil conducteur des propos de Courtois.
Nous avons vu plus haut dans le sous-chapitre « **Les Cahiers du Samizdat et Soljenitsyne : la banalisation du nazisme** » que sous prétexte de lutte « anti-totalitaire », le pas était vite franchi vers des positions frôlant le négationnisme.
Les thèses de Stéphane Courtois ne sont pas nouvelles, ce qui est nouveau c'est l'impact de celles-ci dans le contexte des années 90.

Un contexte nouveau…

Si les ressorts promotionnels et idéologiques pour le lancement du « Livre noir du communisme » sont à peu près les mêmes que pour les « nouveaux philosophes », le contexte est différent :
-Expérience de la gauche au pouvoir (Mitterrand 1981)
-Approfondissement de la crise économique et développement d'un chômage de masse
-La chute du mur de Berlin (1989)
-La fin de l'URSS (1991)
-Le développement d'internet pour le grand public
-L'apparition du phénomène Le Pen
-2 septennats de MITTERRAND, 2 périodes de cohabitation et 2 ans de CHIRAC
-Le retour de la gauche en juin 1997 dans le cadre d'une troisième cohabitation (Chirac-Jospin)
-Depuis 1994, Robert Hue est à la tête du P « C »F
-Le 30/11/1996, FR3 diffuse à 22h25 « ''**Les dossiers de l'Histoire**'' Hitler-Staline, liaisons dangereuses » film réalisé par Jean-François Delassus et Thibaut d'Oiron et conseillé par…Stéphane Courtois.

La dérive idéologique d'une fraction de la « deuxième gauche » vers la confusion, l'amalgame et les thèses des « nouveaux philosophes » et de Stéphane Courtois.

L'hebo de l'AREV : « ***Rouge et Vert*** » (socialisme, écologie, autogestion) n°152 –nouvelle série- vendredi 18 juin 1993, publie en pages 9-10 un article de Jean-René Chauvin : « Les camps de concentration ou la lèpre du XXème siècle ».
La présentation de l'article indique : « *La deuxième conférence de l'Association historico-littéraire ''Le Retour'' qui rassemble d'anciens prisonniers du Goulag, et à laquelle étaient invités des anciens déportés et internés des camps nazis s'est tenue du 19 au 22 mai à Pouchkino dans les environs de Moscou. Jean-René Chauvin qui co-présidait la conférence avait été chargé de faire le rapport introductif qui est reproduit ci-dessous.* ».
Avant de revenir plus sur le fond de cette présentation et de l'article, il me faut préciser quelques éléments.

En 1983, le PCR se saborde. Le vide politique, le désarroi est vite « comblé » en 1984 par la création de la FGA qui regroupe principalement des militants du PSU –Gauche Autogestionnaire-, du PCR, des ex de l'OCT, quelques LCR et anciens PCF. La FGA va aussi travailler avec des Verts et avec des groupes des CCA qui vont se dissoudre dans la Fédération.

En 1989, une partie de ces comités (la Nouvelle Gauche et les Juquinistes) qui n'ont pas encore rejoint les Verts, crée l'AREV 'L'Alternative Rouge et Verte'. Les trois points fondateurs de l'AREV sont : le socialisme, l'écologie, l'autogestion. En 1994, nous retrouvons une partie de ces militants dans la Convention pour une alternative progressiste –CAP- et plus tard dans la FASE, le Front de Gauche avec Mélenchon…

Revenons à l'article de R&V n°152 et à son auteur Jean-René Chauvin. Cadre et militant trotskiste chevronné : journaliste, anticolonialiste, résistant, déporté il fut également membre du comité central du PCI (trotskiste lambertiste). Militant au PSU, il fait partie de la tendance « socialiste-révolutionnaire ». Puis à son exclusion du PSU en 1969, il rejoint la Ligue Communiste de Krivine et quitte la LCR en 1986. Après son passage à l'AREV, il rejoint de nouveau la LCR en 2002. Il décède en 2011. (Résumé d'après les infos de Wikipédia)

<u>Le contexte de « la fin du communisme » des années 1989 à 1992</u>

Quand J-R Chauvin publie son texte en 1993, nous sommes quelques années après « la fin du communisme » comme se plaisent à dire les médias.

> Plus sérieusement la chute du mur de Berlin a lieu en 1989, Eltsine est président en 1990 et l'URSS est dissoute en 1991.
> En 1989, les pays comme la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, mais aussi l'Albanie passent à un système capitaliste classique. En interne les forces les plus réactionnaires et les plus fascisantes de ces pays organisent de véritables chasses aux sorcières contre les anciens communistes.
> En Chine les manifestations étudiantes de Tien an men dégénérent en émeutes, finalement réprimées par le PCC.
> Le Vietnam annonce le retrait de ses troupes du Cambodge, la Chine et l'URSS reprennent des relations normales après une absence de trente ans.
> En 1990 c'est le début de l'éclatement de la Yougoslavie, la guerre en Croatie, puis en 1992 en Bosnie.

En 1993, Jean-René Chauvin fait déjà partie depuis des années du comité éditorial de « Rouge et Vert ». Son parcours politique sert aussi de « caution morale » à ses articles.
La présentation de son article « ***Les camps de concentration ou la lèpre du XXème siècle*** » (voir plus haut) introduit de fait l'amalgame et la confusion « *anciens prisonniers du Goulag* » (…) « *anciens déportés et internés des camps nazis* ». A la page 9 un encadré indique : « *Compte tenu de la chronologie on peut légitimement se demander si les camps staliniens n'ont pas servi de modèle aux camps nazis* ».

Tiens donc revoilà en 1993 ce qu'écrivaient en 1977 les « **Cahiers du Samizdat** » n°48 « *la terreur rouge* » instituant « *les premiers camps de concentration de l'histoire* » (…) « *pour la première fois apparut aussi dans notre pays l'effroyable prototype des futurs camps de la mort d'Hitler. Ainsi le PCUS a devancé les fascistes allemands de près de deux décennies, (...) au plus grand carnage de l'histoire, qui a progressivement englouti plus de 60 millions de nos compatriotes. Même Hitler, qui s'est inspiré plus tard de l'expérience soviétique, s'est limité à la mise à mort de 200 000 allemands dans les camps de concentration d'Allemagne* ». La revue « Ni patrie ni frontières » n°46-47 –octobre 2014- intitulée « **Increvables négationnistes ! « Untragauches », libertaires et antisémitisme : un long aveuglement (1948-2014)** » note page 44 que les négationnistes et antisémites Paul Rassinier et Albert Paraz « *rappellent qu'il n'y a pas eu de camps de concentration seulement en Allemagne mais aussi en URSS, et bien avant ceux mis en place par Hitler* ».

Dans R&V n°152, Jean-rené Chauvin, après avoir rappelé l'utilisation en Allemagne du « Zyklon B », déclare :

> « *Heureusement pour l'Europe cette méthode d'extermination en masse ne dura que 4 ans. Et les coupables, du moins ceux qui se ne suicidèrent pas avant d'être arrêtés, furent jugés et condamnés. Il n'y a pas eu de tribunal de Nuremberg pour les responsables du Goulag stalinien qui a duré un demi-siècle.* ».

Ce passage évoque deux points tout simplement fabuleux :

--Dans le premier point, il reprend la mythologie de la « dénazification » en oubliant par exemple de parler de la responsabilité de l'impérialisme et l'aide de celui-ci dans la montée du nazisme ou du rôle de la CIA (et du Vatican) dans la protection, le camouflage ou l'utilisation de dizaines de milliers d'anciens nazis (par exemple en amérique du sud) : voir le film de Kévin Macdonald sorti en 2007 « **Mon meilleur ennemi** » qui montre comment Klaus Barbie fut utilisé par les services secrets américains contre les révolutionnaires sud-américains. Voir également le sous-chapitre «***Les Etats-Unis prennent la relève de l'Allemagne nazie*** » du livre « **Un autre regard sur Staline** » de Ludo Martens –EPO 1994- pages 286-287 traitant également du rôle du nazi Gehlen et de la CIA.

--Dans le second point, Jean-René Chauvin écrit en toutes lettres en 1993 « *Il n'y a pas eu de tribunal de Nuremberg pour les responsables du Goulag stalinien* », ce qui sera repris très largement en 1997 par Stéphane Courtois qui en fera son cheval de bataille. Je ne dis pas que Courtois s'est inspiré directement des propos de J-R Chauvin, mais que ceux-ci s'inscrivaient sur le fond et sur la forme dans ce que pensait une fraction de la deuxième gauche qui sur le plan idéologique avait construit une sorte « d'hégémonie culturelle » (comme disait Gramsci).

Des réactions diverses

C'est donc dans ce nouveau contexte que va être publié en novembre 1997 ''**Le livre noir du communisme**'' « *publié peu de temps après la formation du gouvernement Lionel Jospin de gauche plurielle qui comporte des ministres du parti communiste. Dans ce contexte, la participation de communistes au gouvernement fait l'objet de vives critiques, François Bayrou brandissant un exemplaire du Livre noir à l'assemblée nationale en direction de l'autre bord de l'hémicycle* » (Wikipédia)

L'ensemble des forces politiques et des organes de presse vont publier réactions et commentaires concernant ce livre.

Novembre 1997 :

Le quotidien « Libération » publie dans son édition du 12 novembre 1997, plusieurs articles sur Le Livre noir…

--L'éditorial de Laurent Joffrin intitulé « Mémoire » est sur le fond et la forme caractéristique de sa pensée anticommuniste.

« *Mémoire : Ce qui frappe, encore et toujours, c'est l'invraisemblable refus de savoir. Le choc du Livre noir ne s'explique pas autrement. Car ce qui est là synthétisé, démontré, établi par les méthodes irréfutables de l'Histoire, avait été, bribe par bribe, chapitre après chapitre, révélé au fur et à mesure que «l'avenir radieux» se matérialisait. Lénine coupable? Les dirigeants de la IIe internationale, dès avant Octobre, avaient théorisé et prévu les crimes des bolcheviks, qu'ils tenaient, avec un solide bon sens, pour des furieux. L'organisation militaire du parti et la prétention de passer d'un seul coup à la société future, disaient-ils, portaient en elles la répression de masse. On ne pouvait mieux dire. L'étendue des massacres? Dès les premiers «retours d'URSS», à l'instar de Souvarine, père de tous les lucides du communisme, le coût humain des agissements tchékistes avait été décrit, sinon comptabilisé. Mais «ils faisaient le jeu de l'ennemi», comme on disait à l'époque. La nature des crimes? Il y a au moins vingt ans qu'on connaît, documents à l'appui, ces ordres terribles de Lénine, de Staline, désignant des catégories entières d'innocents, femmes, enfants et vieillards compris, à la vindicte des bourreaux à l'étoile rouge. Sans parler de Mao...*

C'est pourquoi il est bon, 80 millions de morts plus tard, que mémoire et histoire, ces deux forces qui s'additionnent si on ne les confond pas, se conjuguent pour édicter un nouveau «plus jamais ça». C'est pourquoi il est bon que se pose, même si la réponse n'est pas simple, la question du crime contre l'humanité, bien que l'incrimination du tribunal du Nuremberg, et pour cause, n'ait pas été créée pour cela. Question à manier avec précaution, tant est proche la trompeuse tentation d'assimiler nazisme et communisme. Mais question tout de même: les massacres de masse ont bien visé des groupes sociaux tout entiers, affectés d'une dangerosité purement virtuelle ou fantasmatique, le tout dans le cadre d'une idéologie totalitaire. Juristes et historiens poursuivront la discussion. Encore fallait-il la rouvrir...

Laurent Joffrin » (Libération 12/11/1997)

--«***Le Livre noir du communisme», un pavé dans l'Histoire*** (Article de Pierre Briançon -le 11 novembre 1997-) Dans son article, le ton est donné

« *Rôle de Lénine, victimes de la répression... Dressé par un collectif d'historiens, le premier bilan global et scientifique de quatre-vingts ans de communisme ranime le débat, notamment au PCF. Pour aller voir ces jours-ci danser Mikhaïl Barichnikov, ancien évadé des prisons de l'esprit, le spectateur en métro sort de la station Pablo-Picasso, enfile l'avenue Maurice-Thorez et suit les grands panneaux annonçant le boulevard Lénine. Les spectateurs de la maison de la culture de Bobigny n'ont pas la tête à s'en offusquer. La France est l'un des derniers pays où le nom de l'architecte russe de la tragédie communiste orne encore tant de rues, de places ou de stades, sans compter les lieux toujours dédiés au fidèle complice français de tous les crimes staliniens.* » (Extrait de Libération 12/11/1997).

Briançon dans l'article indique au sujet de la polémique lancée à la sortie du livre, que « *De l'Humanité au Front national, chacun s'est empressé de sauter dans la mare à débats. Pour résumer: Le Pen se régale, Hue ne conteste pas le travail historique de l'ouvrage mais regrette ses parties polémiques.* »

--***Nazisme et communisme sont-ils comparables ?*** –Antoine de Gaudemar interviewe Jean-Luc Domenach-
La dernière question posée par Antoine de Gaudemar au sujet de la position de Courtois : « *Diriez-vous, comme lui, qu'on peut comparer régime nazi et régime communiste ?* » Jean-Luc Domenach répond :

> « *L'idéologie et les intentions de départ de ces deux systèmes divergent énormément, mais le processus de la révolution, son élan et son contrôle condamnent à des analogies inéluctables, même si Auschwitz reste une horreur unique de l'histoire du siècle. Ce qui conduit Stéphane Courtois à écrire que les deux régimes sont comparables, au niveau des méthodes. Jamais il n'écrit qu'ils sont identiques. Je comprends bien qu'il faille prendre garde aux implications politiques d'un tel travail dans un contexte français marqué par la montée du Front national. Mais il faudra tout de même le poursuivre, de façon lucide et équilibrée.* »

--**Deux voies différentes vers le crime** –Jean-Luc Allouche interview Jean-François Forges-

> «*En revanche, les camps d'extermination ne soutiennent pas la comparaison: la différence est telle qu'elle me paraît interdire, comme le fait Alain Besançon (le Monde, du 22 octobre 1997), l'équation nazisme-communisme «également criminels», et je ne vois rien de comparable aux Einzatsgruppen (unités spéciales de la SS chargées de liquider juifs et communistes dans les territoires de l'URSS envahis après l'opération Barbarossa, ndlr) dans l'Armée rouge. Non plus que le peignage de l'Europe pour en ramener les juifs" Car, si Auschwitz est consubstantiel au nazisme, le stalinisme ou la répression stalinienne ne sont pas consubstantiels au communisme, qui peut être une idée généreuse, une utopie. (...) D'autre part, le rapport au racisme et à l'antisémitisme dans le communisme, au moins dans la théorie, n'avait rien à voir avec le nazisme. Les paysans ukrainiens manifestèrent une résistance au début; les Ukrainiens, comme les Vendéens sous la Révolution française, pouvaient, en se soumettant, échapper au massacre. Les juifs, eux, étaient programmés au départ pour mourir, quoi qu'ils fissent* » .

--**« En 1917, rien n'était fatal »** -Edouard Waintrop interview Roger Martelli-
L'historien Roger Martelli refuse de considérer la terreur comme l'élément central du bolchévisme.

Décembre 1997
Le Monde Diplomatique de décembre 1997 publie un article de Gilles Perrault : « **Communisme, les falsifications d'un ''livre noir''** »

Le 3 décembre 1997 sur FR3, l'émission «**la Marche du siècle »** présentée par ***Jean-Marie Cavada*** est consacrée au **Livre noir du communisme** « 85 millions de morts : la sombre histoire du communisme »

Janvier 1998
Publication d'un texte intitulé « Le livre noir du communisme: l'analyse des Éditions prolétariennes » le 6 janvier 1998.

Juillet 1998
Le Livre noir du capitalisme est publié pour faire une sorte de réponse au *Livre noir du communisme*
Le Livre noir du capitalisme (qui n'a évidemment pas bénéficié du même lancement médiatique que celui de Courtois) est un ouvrage publié par la maison d'édition Le Temps des Cerises, dans lequel les auteurs entendent dresser un bilan des régimes capitalistes. Sa publication en 1998 suit de quelques mois celle du Livre noir du communisme, paru en novembre 1997, qui affirmait comptabiliser les victimes du communisme.

Août 1998
RESISTANCES N°4 - AOUT 1998 - Le trou noir -Par Jean-Marie Chauvier.

Novembre 1998
Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis ont publié en novembre 1998 : « **Un pavé dans l'Histoire – Le débat français sur Le livre noir du communisme** » -chez Robert Laffont.
Dans ce livre écrit par deux partisans des thèses de Nolte-Furet-Courtois, un chapitre est consacré à la question : « ***De qui fait-on le jeu ?*** » -pages 203 à 218- où les auteurs minimisent l'impact du soutien de l'extrême-droite lepéniste (FN) aux idées du Livre noir…

Décembre 1998
Alain de Benoist publie : **Communisme et Nazisme. 25 réflexions sur le totalitarisme au XXe siècle.**, éditions du Labyrinthe, 1998.

Ces quelques liens de novembre 1997 à décembre 1998 montrent que les réactions (et contre-réactions) concernant le livre noir ont bien existé, mais ils montrent aussi qu'il n'y pas eu de campagne commune d'organisations se revendiquant du communisme et pas de ripostes communes ou collectives de celles-ci. L'impact des arguments de Courtois ne fut pas réellement pris au sérieux.

Il faut cependant signaler, la saine réaction de ***Benoît Rayski*** en 2001 dans son livre « **L'Enfant juif et l'enfant ukrainien : *Réflexions sur un blasphème*** » aux Éditions de l'Aube. Quelque soit l'évolution de son auteur (qui se déclare très antistalinien), il n'en reste pas moins vrai que ce qu'il écrit au dos de son livre et tout à fait juste : « *le parallèle Goulag/Auschwitz constitue une abjection et un blasphème.* ».
Une présentation du livre, précise : "*Communisme-nazisme... Le débat français se nourrit de comparaisons entre "les deux abominations du XXème siècle". Mais derrière les intentions affichées de rétablir la vérité historique, que se cache-t-il réellement ? Dans un pamphlet aux accents indignés, B. Rayski instruit le procès des procureurs de l'anti-communisme : Stéphane Courtois, Jean-François Revel, Alain Besançon et l'Allemand Ernst Nolte. Il démontre que le choix des exemples, des notes de bas de page, des parenthèses n'est jamais innocent. Que pour mieux noircir le communisme, on en vient à banaliser le nazisme. Que non, la mort d'un enfant ukrainien ne "vaut" pas la mort d'un enfant juif, et qu'il s'agit là d'une pure imposture historique. Et "que d'être historien ou penseur n'autorise pas à passer en contrebande une marchandise avariée habillée d'érudition*".

Que sont-ils devenus ?

L'évolution idéologique et professionnelle des « nouveaux philosophes » : en avant vers le néo-conservatisme et le soutien à l'impérialisme américain

Le creuset idéologique des « nouveaux philosophes » s'appuyant sur l'antitotalitarisme a débouché sur une conversion à l'atlantisme (néoconservateurs : **Reagan** et **Tatcher**) et la création en 2001 du « ***Cercle de l'Oratoire*** » et de la revue « ***Le Meilleur des Mondes*** » en 2006.
Si les cas de BHL et de Glucksmann (décédé le 10 novembre 2015) sont connus, le parcours d'un dissident soviétique comme Léonide Pliouchtch est intéressant.

En 2008, Stéphane Courtois participe à l'élaboration d'un ouvrage collectif dirigé par le Père Renaud Escande : **Le Livre noir de la Révolution française**. Cet ouvrage se place dans la continuité du ***Livre noir du communisme*** et des travaux de François Furet.

Les copains… et les coquins !!!

Ce qui est intéressant de montrer et surtout de comprendre, c'est le rôle que joue la galaxie, la nébuleuse d'intellectuels et de journalistes qu'il y a autour de Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann. De voir par exemple la continuité des soutiens à BHL comme celui de Jean Daniel du Nouvel Observateur devenu l'Obs. Ce magazine qui joua un rôle important dans le lancement médiatique des « nouveaux philosophes » et surtout fut un pilier idéologique important de la « deuxième gauche ».
Comme je l'indique dans le chapitre 3 dans l'année 1976 des repères chronologiques :
« La promotion de la « *nouvelle philosophie* » est le fait de BHL en tant qu'éditeur et écrivain et surtout de Maurice Clavel (lui aussi écrivain) qui utilise ses contacts et relations avec les médias dés 1975 pour soutenir « **La cuisinière et le mangeur d'hommes** » de *Glucksmann* et en 76 « **l'Ange** » de *Jambet* et *Lardreau* dans les colonnes du Nouvel Observateur dirigé par Jean Daniel. C'est *Maurice Clavel* avec *Michel Bosquet* (pseudonyme d'*André Gorz*) qui contribue à introduire *Glucksmann* au **Nouvel Obs** pour qu'il y écrive des contributions régulières. »
André Gorz/Michel Bosquet a publié de nombreux ouvrages. En 1980 il publie « **Adieux au prolétariat** » ouvrage qui est une contestation virulente du marxisme. « *S'imposant comme « le chef de file intellectuel de la tendance « italienne » de la nouvelle gauche, il exerce une certaine influence sur les militants de l'UNEF et de la CFDT, notamment Jean Auger, Michel Rolant et Fredo Krumnow.* » -source Wikipédia-

BHL : La règle du jeu

BHL alimente régulièrement l'actualité avec les sorties très médiatisées de ses livres et sa présence dans les sphères du pouvoir comme conseiller « éminence grise » de Giscard, Mitterrand, Sarkozy ou Hollande…
Il est également présent autour de certains conflits comme en Bosnie en Ukraine, évidemment en Libye où il a conseillé Sarkozy pour y intervenir, et encore dernièrement pour essayer d'engager militairement la France en Syrie pour y chasser Bachar El Assad…

BHL fait partie d'un club d'intellectuel pro-impérialiste américain, le Cercle de l'Oratoire qui édite la revue « **La règle du jeu** ».

BHL est le directeur de la revue « La règle du jeu » qu'il a fondée en 1990.
http://laregledujeu.org/la-regle-du-jeu/
http://laregledujeu.org/2009/09/26/41/editorial/
http://laregledujeu.org/2010/02/10/881/jean-daniel-soutien-bhl/
http://laregledujeu.org/2011/05/04/5523/libye-sarkozy-sexplique-sur-le-role-de-bhl/

A signaler que dans le comité de rédaction de « **La règle du jeu** » nous trouvons aussi Guy Konopnicki.
« *Guy Konopnicki est militant communiste dans sa jeunesse, puis membre du Parti communiste français (PCF) de 1963 à 1978, membre du bureau national de l'Union des étudiants communistes (UEC) entre 1968 et 1972, et président de l'UNEF de 1971 à 1972.*
Guy Konopnicki commence sa carrière de journaliste à l'hebdomadaire culturel communiste France-Nouvelle puis anime l'association Travail et Culture, organisation culturelle liée à la CGT. Après sa rupture avec le PCF, en 1978, il collabore à Libération ainsi qu'au Matin de Paris et, de 1985 à 1992, au mensuel Globe. Il est, depuis 1999, chroniqueur au magazine Marianne.
Revenu à la politique active en 1992, Guy Konopnicki a été conseiller régional d'Île-de-France, de 1992 à 1998, élu dans les Hauts-de-Seine sur la liste Génération écologie. » (Source wikipédia).

Le blog de Samuelle sur Médiapart revient sur BHL :
BHL, la règle du jeu : une nouvelle tarte ? *29 janvier 2013*
Mais Bernard-Henri est l'ami de tous, soutenu pour sa belle intelligence, à gauche, à droite, partout, suffit de faire la liste de tous ceux qui sont venus à la fête en 2010 de la revue La règle du jeu : le QG de Sartre et de Simone de Beauvoir le Flore a accueilli une bonne partie de ceux qui comptent dans le Paris littéraire, artistique, médiatique, politique et financier : de Pierre Bergé à Maurice Lévy, de Dany Cohn-Bendit à Simone Veil, accompagnée tout au long de sa présence par son hôte, d'Atiq Rahimi à Etienne Mougeotte, de Xavier Beauvois à Roman Polanski, d'Umberto Eco à Jorge Semprun et à Christine Angot, Yann Moix, Roman Polanski, François Bayrou, Fred Vargas, Nicolas Demorand, trois intimes, Jean-Paul Enthoven, Gilles Hertzog et son complice de Normale Sup, Olivier Cohen, Bernard Kouchner, Bruno Le Maire, Alain Minc, Jean-Pierre Elkabbach, le président de Public Sénat, Franz-Olivier Giesbert, le directeur du Point, Luc Hees, le président de Radio France, accompagné de France Culture, Laurent Fabius, intime de BHL, suivi de Bertrand Delanoë, et de Lionel Jospin accompagné de son épouse, la philosophe Sylviane Agacinski qui a même son mot à dire sur le mariage homo. J'en passe et des meilleurs.

André Glucksmann (1937 - 2015) :

Le Cercle de l'Oratoire, " Le meilleur des mondes " **(voir en annexe 136** :
- **Quelques infos sur : Le Cercle de l'Oratoire et l**a revue " Le meilleur des mondes "
- **Quelques noms significatifs**.)

Pliouchtch et Glucksmann réunis dans l'eau-delà !

Léonide Pliouchtch né le 26 avril 1938 est mort le 4 juin 2015

le parcours emblématique d'un dissident

Pliouchtch dissident soviétique, fut médiatisé à partir de 1975. Léonide Pliouchtch est emblématique des limites, de l'ambiguïté d'une démarche politique à la fois :
- dissidente et opposé au régime de l'URSS sous Brejnev
- se revendiquant du marxisme
- médiatisé et soutenu notamment par le « Comité des mathématiciens »

La formule de Granarolo dans « **De quoi André Glucksmann est-il le nom ?** » : « *conjuguer illusoirement antistalinisme et communisme* » illustre la difficulté voire l'impossibilité pour les dissidents comme Pliouchtch d'être à la fois contre le régime de l'URSS et toujours favorable au marxisme.
Léonid Pliouchtch est mort jeudi 4 juin 2015 **(lire en annexe 138)**

André Glucksmann né le 19 juin 1937 est mort dans la nuit du 9 au 10 novembre 2015

La cuisine antitotalitaire d'un antimarxiste

Le décès d'André Gluksmann le 10 novembre 2015 fut l'occasion pour les médias (télé, radios) de faire une piqure de rappel (anticommuniste) et de publier des hommages très élogieux sur le personnage.

De nombreux intellectuels et personnalités politiques étaient présents **(Le Figaro)**

Finkielkraut, Pivot, d'Ormesson... réagissent à la mort d'André Glucksmann **(Le Figaro)**

Lors de l'hommage à André Glucksmann au crématorium du cimetière du Père-Lachaise à Paris, le 13 novembre 2015 : Ils étaient tous réunis... et notamment :
Isabelle Adjani, Caroline Fourest, Jack Lang, Marek Halter, BHL et Arielle Dombasle, Dominique Simonnet et Nicole Bacharan, Bernard Kouchner, Serge July, Pascal Bruckner, Maryam Radjavi, Marc Roussel, Romain Goupil et Zoé Reyners
-

Daniel Leconte Arte et … Stéphane Courtois

Depuis plusieurs années Daniel Leconte est présent sur la chaîne franco-allemande Arte ou il anime des soirées thématiques.
Comme le rappelle Wikipédia : « *Daniel Leconte a été grand reporter pour la presse écrite et pour la télévision. Il a produit les émissions L'Histoire Immédiate (Antenne 2), Zanzibar (France 3) et Transit (Arte). Il a aussi été présentateur du journal télévisé sur Antenne 2 et directeur-adjoint de l'information sur Arte. Après avoir produit pendant plusieurs années pour ARTE un magazine régulier d'information et de société "THEMA / De quoi j'me mêle ! » dont la vocation était d'ouvrir le débat sur des sujets extrêmement variés mais toujours sensibles, il crée et produit en 2012 la collection documentaire géopolitique "I love democracy".* » .
Daniel Leconte est président de Doc en Stock une société de production audiovisuelle, qu'il a fondée en 1994.

Le 16/10/2001, la chaîne Arte, a diffusé : « **Pour en finir avec le communisme** » dans le cadre d'une soirée Théma composée de deux documentaires : *Marx attaque !* de Pierre-Marie Bernoux et ***La Faute à Lénine !*** de **Stéphane Courtois**, **Daniel Leconte** et **Barbara Necek**.
Entre les deux documentaires puis à l'issue de **La Faute à Lénine !**, un débat animé par **Daniel Leconte** rassemblera **Jorge Semprun** (ancien dirigeant clandestin du PCE sous **Franco** jusqu'en 1964), **Simone Veil** (membre du Conseil constitutionnel), **Vladimir Boukovsky** (ancien dissident soviétique, interné pendant douze ans dans les années 1960 et 1970) et **Daniel Cohn-Bendit** (ex-leader du mouvement de mai 68).
Suite à la diffusion par ARTE de l'émission " ***Pour en finir avec le communisme*** ", un forum de débat est ouvert sur le site de la chaîne. Beaucoup de critiques sur l'émission et de rejet comme ce qui paraît être très très excessif. Beaucoup d'intervenants sur le forum, dénoncent le ton très agressif de Leconte et regrettent qu'ARTE se livre à une manipulation digne de TF1. La crédibilité d'ARTE en prend un coup (pourtant les manipulations ne datent pas d'aujourd'hui sur ARTE, elles étaient avant simplement un peu plus soft, en fait elles préparaient le terrain pour aller beaucoup plus loin). Pour l'émission du 16 on peut parler de continuité et d'évolution. C'est peut dire que de parler de caricature, de manipulations, de malhonnêteté etc pour l'émission du 16. Cependant, ARTE n'en est pas à son coup d'essai, car concernant plus généralement le communisme et plus particulièrement l'histoire de l'URSS, ARTE a subtilement avancé dans la voie d'un anticommunisme SOFT (avec un habillage pseudo-historique) ou il s'agissait surtout à travers la dénonciation systématique de STALINE (mais à travers lui c'est l'ensemble du marxisme, du communisme etc. qui était visé) d'amadouer pour mieux les neutraliser, d'autres tendances comme le trotskysme. Le 1er film documentaire de l'émission " La faute à Lénine " est signé notamment par Daniel LECONTE et Stéphane COURTOIS. Dés lors qu'attendre d'un COURTOIS (Livre noir du communisme), si ce n'est qu'un violent réquisitoire contre le communisme. Le martelage sur le thème " les millions de morts du goulag " " faire un procès de type Nuremberg contre le communisme " ne sont que la continuité du " Livre noir du communisme " et des émissions sur le sujet qui ont suivi. Le présentateur ainsi que le commentaire du film " Marx Attacks ! " s'étonne que des organisations se réclament encore de l'idéologie communiste, et puissent recruter.
Daniel Leconte dit très clairement dans sa présentation, les prétentions et intentions du film "**Marx Attacks !** ". En résumant il dit ceci :
Les crimes du communisme sont une réalité, il faut continuer de dénoncer le communisme, car les campagnes médiatiques, livres, colloques, n'ont pas été suffisants pour imposer cette réalité et faire le ménage. La preuve en images avec le film " Marx Attacks ! ". Sans renier leurs convictions, et se rangeant sous la bannière de Lénine, Trotsky, Staline, des partis d'extrême-gauche recrutent, et dirigent la contestation, tout en bénéficiant de l'indulgence des pays démocratiques et ils représentent un danger pour la démocratie.
Ce que dit Leconte, c'est ce que disait déjà Stéphane Courtois quelques années auparavant.
Rappelons-nous : Courtois s'étonnant que " *des groupes ouvertement révolutionnaires sont actifs, et s'expriment en toute légalité, traitant par le mépris la moindre réflexion critique sur les crimes de leurs prédécesseurs* " lors de l'émission de FR3 du mercredi 3.12.97 à "LA MARCHE DU SIECLE ", S. Courtois posant une question à Robert Hue au sujet d'un livre réhabilitant Staline, vendu à la fête de l'huma, affirmant à celui-ci " *il y encore du travail à faire pour un petit peu nettoyer le Parti Communiste de ce néo-stalinisme.* ".
Les insinuations les accusations et les amalgames de D. Leconte, tombent à pic pour tous ceux qui ne veulent pas que leurs politiques et l'économie capitaliste ne soient critiqués.

Le 13 avril 2004 : Une soirée Théma présentée et animée par **Daniel Leconte** sur Arte **"De quoi j'me mêle : Tous manipulés ?"**. Avec la diffusion des deux films de Planète par **Antoine Vitkine** et **Barbara Necek**, "**le 11 septembre n'a pas eu lieu**" et "**Le grand complot**". Donne un point de vue totalement mensonger sur qu'il présente comme des « manipulateurs » des « adeptes de la théorie du complot »…
Dans le « débat » suivant les deux films de **Vitkine** et **Necek**, nous retrouvons…. **Daniel Leconte** et **Philippe Val**.
Débat Daniel Leconte et Philippe Val –partie (1/2)- et partie (2/2)

Le 27 avril 2004 : Le site de l'ACRIMED publie : « **Arte et la théorie du complot : une émission de propagande de Daniel Leconte** »

En 2007 Guillaume Weill-Raynal publie chez Armand Colin « **Les nouveaux désinformateurs** » où il montre très précisément le rôle et les manipulations de Daniel Leconte au chapitre 3 : « L'affaire Enderlin ».

Le site de **Politis** dénonce aussi *Le « système » Leconte*
La fiche discussion sur Wikipédia donne également quelques infos :
Producteur et réalisateur, Daniel Leconte a produit en 2008 « C'est dur d'être aimé par des cons » avec Philipe Val et Elisabeth Badinter. Ce film est présenté au 61ème Festival de Cannes 2008, et c'est l'équipe de Charlie Hebdo qui monte les marches en compagnie de Daniel Leconte.

C dans l'air… un cas d'école

L'émission quotidienne (du lundi au vendredi) C dans l'air sur France 5 a la particularité de se faire passer pour une émission d'informations, de débats avec des invités d'opinions diverses.
Mais la réalité est tout autre. C dans l'air s'est fait une spécialité dans la défense des interventions militaires impérialistes en Irak, en Libye, en Afghanistan, en Syrie ….
L'émission soutient tout ce qui va dans le sens du capitalisme, de l'austérité, de l'idéologie dominante. La presque totalité des invités y défendent les réformes économiques « néo-libérales » de Sarkozy à Hollande. Le soutien à l'Union Européenne est une constante.

Le 17 septembre 2001 c'est le lancement sur France 5 (anciennement « la cinquième ») de l'émission de débat sur un thème d'actualité : **C dans l'air** –présentée principalement par **Yves Calvi**-
Cette émission est au début un peu plus « ouverte » et « pluraliste » que ce qu'elle est devenue depuis. En effet, C dans l'air est devenue un redoutable outil et un des principaux organes de propagande. De l'anticommunisme au recyclage d'anciens fascistes, du soutien à toutes les interventions impérialistes US (Afghanistan, Irak…), françaises (Côte d'ivoire, Mali, Libye..), en passant par le racisme, l'idéologie sécuritaire, le soutien à Sarkozy, au discours dominant du libéralisme économique sur les retraites, la dette etc… **C dans l'air** est un véritable rouleau compresseur de l'idéologie dominante pro-capitaliste, pro-impérialiste, anti-communiste, démagogique et fascisante…
A plusieurs occasions je vais m'intéresser à certains de ses invités, dont le pedigree est tout à fait significatif. A signaler que pendant quelques années, **Calvi** va inviter des personnes très différentes de ceux qu'il invite habituellement, ce fut par exemple le cas avec **Jean-Luc Einaudi**.
Le 21 mars 2002, il invite **Thierry Meyssan** pour parler de son livre « **L'effroyable imposture** ».
Cette invitation c'est 5 jours après le passage de Thierry Meyssan chez **Ardisson** le 16/03/02.
Malgré quelques invités (hors consensus) très rares et des émissions elles-mêmes très rares avec de vraies positions divergentes, la grosse majorité des émissions de **C dans l'air** et des invités font dans la propagande pro-capitaliste (néo-libérale) ou social-démocrate.
Il serait faux de dire que les invités de Calvi sont tous de droite. Absolument pas, car des « opposants de gauche » sont quelquefois sur le plateau. C'est par exemple le cas de **Jean-Christophe Le Duigou** de la CGT (défense de rire !), **Cynthia Fleury** (philosophe), **Bernard Maris** (oncle Bernard dans Charlie-Hebdo), de **Philippe Fremeaux** ou **Christian Chavagneux** (Alternative Economiques), **Raymond Chauveau** (CGT soutien aux sans-papiers –PCOF-), **Jean-Claude Mailly** (FO)…
Mêmes si ces invités peuvent (si si ça leurs arrive parfois !) dires des choses intéressantes et justes, le dispositif global de l'émission fait que c'est toujours le discours dominant qui prime sur le reste. Leurs présences ne font que renforcer (même inconsciemment ou involontairement) le consensus sur les extrêmes, le populisme, le capitalisme comme unique alternative, l'anticommunisme…
Ils ne peuvent que donner l'illusion d'une émission « pluraliste », servir de caution. Ils participent de fait à l'entreprise de manipulation et de propagande qu'est C dans l'air sur une longue durée.
Certains invités (bien dans la ligne) –comme Bernard Vivier ou Nicole Bacharan - y viennent très souvent et même en permanence pour certains, comme par exemple Dominique Reynié, Christophe Barbier, Claude Weil, Gérard Grunberg…
Inutile de dire que c'est le syndicalisme réformiste, corporatiste et réaliste qui est défendu dans cette émission. Pour se donner une image pluraliste Calvi invite des responsables de la CGT de temps à autre, mais même si il y avait une opinion différente elle est généralement noyée dans les propos des autres invités.
C dans l'air recycle aussi des anciens fachos comme François d'Orcival ou Xavier Rauffer...

Dans les émissions touchant au sujet du social ou des syndicats, Bernard Vivier directeur de l'IST institut supérieur du travail a participé à une vingtaine d'émissions. Bernard Vivier y défend surtout le consensus, la fin de la lutte des classes, la CFDT, le réformisme, le dialogue social, les réformes des retraites etc.... et il dénonce la présence de LO dans le syndicat CGT d'Aulnay à plusieurs reprises.

Pour ceux qui ne connaisse pas il est intéressant de lire ce que Marcel Caille dans son livre "**Les truands du patronat**" -ES 1977- ou le livre de Charpier "**Les valets de la guerre froide**" écrivent à propos de cette officine créée en 1969 par des fachos notoires comme Madelin ou Rauffer. -l'IST est une succursale de l'IHS de Georges Albertini- La page Wikipédia semble très discrète sur les origines de l'IST.

Il n'est pas étonnant que le 20 janvier 2004, **Stéphane Courtois** ait tenu une conférence sur « *Crime de masse et génocide de classe : pertinence et actualité du concept de totalitarisme* », à l'Institut d'histoire sociale (Nanterre).

En règle générale les invités de *C dans l'air* sont toujours dans un consensus où l'extrême-droite et l'extrême-gauche (ou la gauche de la gauche) sont mis dans le même sac du « populisme », « démagogique » et « anti-européen ».
Dans les émissions ayant un rapport avec l'ex-URSS ou le communisme c'est « l'inévitable » Stéphane Courtois qui y est invité.

Quelques exemples significatifs : sur l'Ukraine, l'UE et la paix

Dans l'année 2014 la question de l'Ukraine a été largement traitée par Yves Calvi voyons comment et avec qui :

Le coup d'Etat fasciste en Ukraine, présenté comme une insurrection populaire ou même comme une révolution par les grands médias « sérieux » fut l'occasion d'un déferlement de mensonges et de propagandes systématiques. Là encore, *C dans l'air* est en tête du palmarès de la manipulation. La présence notamment de **Galia Ackerman** et **Nathalie Pasternak** dans l'émission diffusée le 19/02/2014, intitulée « Ukraine : Médaille de sang » en est un bel exemple.
Calvi présente Galia Ackerman comme Journaliste, historienne, spécialiste du monde russe. Evidemment il ne précise pas qu'en fait elle est aussi membre de l'Open Democratie Fondation crée par Georges Soros ou elle est intervenante permanente sur tout ce qui touche les pays de l'Est ou post soviétique ou la Russie. Et qu'elle est co-auteur d'un livre de propagande pour les Femen. Pour ce qui est de **Nathalie Pasternak** : Présidente du Comité représentatif de la communauté ukrainienne en France, les téléspectateurs n'auront que cette « info ». Pourtant Nathalie Pasternak pendant cette période faisait le tour des plateaux télés pour minimiser voir nier la présence d'organisations néo-nazies dans les événements en Ukraine et aussi leur présence dans le gouvernement.

Le référendum en Crimée : Quand **Anna Jaillard Chesanovska réclame l'intervention de l'armée**

Anna Jaillard Chesanovska est membre du collectif ukrainien Euromaïdan France et du CRUF -Comité Représentatif de la Communauté Ukrainienne en France- :

Le 11 mai 2004 elle réclamait l'intervention de l'armée pour arrêter le référendum en Crimée. Une petite recherche sur cette **Anna Jaillard Chesanovska**, nous renvoie sur « Ukraine : l'appel de Paris - La Règle du Jeu » et sur la page de cette revue fondée par Bernard-Henri Lévy –BHL- nous trouvons cet appel signé par Anna Jaillard Chesanovska en compagnie d'une ribambelle (une belle brochette) d'anticommunistes notoires comme : Bernard-Henri Lévy, Pierre Bergé, Caroline Fourest; Galia Ackerman, Leonid Pliouchtch, Nathalie Pasternak....

Reynié, Giuliani, Courtois, Boulouque

Stéphane Courtois bénéficie d'un réseau qui lui permet de promotionner la sortie de ses livres ou de relayer ses propos.
Ainsi sur Youtube : Entertainment-Education WebTV, y diffuse une belle collection de vidéos anticommunistes.
Dans une de ces vidéos nous retrouvons comme par hasard **Stéphane Courtois** invité par Fondapol dirigé par **Dominique Reynié** -invité très récurrent à C dans l'air-. Sur son site Courtois indique qu'il a été de « 2009-2011 : membre du Conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique. ».
Le site de Courtois indique également une impressionnante liste de conférences qu'il a données.

Courtois est aussi invité par la Fondation Robert Schumann -dirigé par **Jean-Dominique Giuliani**, qui lui aussi est souvent invité par Calvi à C dans l'air- Courtois a également de très bonnes relations avec **Sylvain Boulouque** en effet : Il est membre du comité de rédaction de la revue dirigée par Stéphane Courtois : ***Communisme***. Il contribue à la revue mensuelle « *socialiste de critique littéraire, culturelle, artistique* » LOURS éditée par l'Office universitaire de recherche socialiste.
Il a écrit dans la revue de la fondation de l'UMP et collabore au Think tank Fondapol qui se définit comme de centre-droit et d'orientation libérale (dont le président est... Dominique Reynié).
Depuis 2012, en tant qu' « historien de la gauche radicale », il anime un « Observatoire de la gauche radicale » sur le site du ***Nouvel Observateur***.

Jean-Dominique Giuliani : Shoah – goulag même combat !

L'Emission C dans l'air du Lundi 15 octobre 2012, présentée par le remplaçant d'Yves Calvi : Laurent Bazin sur France 5 avait pour thème « La paix est-elle durable en Europe ? »
En fin d'émission, Laurent Bazin présente les questions internet, SMS des téléspectateurs, dont celle-ci : « *Pour recevoir le prix (du Nobel de la paix de l'UE) pourquoi pas un survivant de la Shoah est ce que ce ne serait pas le plus beau symbole ?* **»**
Pascal Bonniface répond que oui et rappelle que L'Europe s'est construite sur le « plus jamais ça ».
Puis Bazin se tourne vers Jean-Dominique Giulani qui préside depuis l'an 2000 la Fondation Robert-Shuman, qui répond

> « *Oui oui, mais vous savez heu, heu, la Shoah est incontestablement ce qu'a marqué le 20e siècle, mais il y a eu d'autres choses aussi, n'est-ce pas heu la dictature communiste, il y a eu les deux idéologies les plus totalitaires de la planète ont été inventées sur le sol européen, elles sont différentes mais elles ont fait autant de morts l'une que l'autre.* »

Voilà comment une émission de pseudo-débats qui est en fait un pilier du matraquage médiatique de l'idéologie dominante, fait passer innocemment le venin, le mensonge, la haine anticommuniste. Nous avons dans l'intervention de J-D Giuliani tout ce que les S. Courtois et compagnie diffusent vis-à-vis de la « *dictature communiste* », à savoir : l'équivalence entre nazisme et communisme « *les deux idéologies les plus totalitaires* » qui « *ont fait autant de morts l'une que l'autre* ».

Quand Reynié reprend un mensonge de Boulouque pour dénigrer le PCOF et Mélenchon

Le 29 mars 2012 le thème de C dans l'air est « Mélenchon affole la campagne ».
Au cours de l'émission Dominique Reynié reprend ce qu'a écrit Sylvain Boulouque et affirme tout en répétant comme un perroquet ce qu'a écrit Boulouque : Le PCOF soutient le Front de gauche, le PCOF c'est des maoïstes etc…
Le but de la manœuvre de Reynié c'est évidemment de faire peur, y compris sans vérifier les infos, car le PCOF n'a jamais été maoïste et n'a jamais soutenu la révolution culturelle chinoise comme l'affirme Boulouque.

Boulouque : A propos de l'hommage à Henri Alleg

Le quotidien L'Humanité du 22/07/2013 page 16 rubrique Tribunes & idées – publie un article signé LS et intitulé :
« **La mémoire est aussi un combat**
Sylvain Boulouque, cet « historien de la gauche radicale », dont le blog est hébergé par Le Nouvel Observateur, épuise les clichés –pourtant éculés- et explique qu'Henri Alleg, le militant anticolonialiste, « devient communiste (…) en pleine période d'alliance germano-soviétique ». Le pseudo-expert se révèle en tout état de cause un bon élève d'un autre historien anticommuniste, Stéphane Courtois, qui aime faire de tous les résistants communistes des nazillons en puissance. Evoquer seulement l'immense apport d'Alleg à la lutte anticoloniale relève, selon lui de « l'hémiplégie ». Il préfère évoquer son appel à la mise en place de « démocraties populaires » post-indépendance, sans rappeler le contexte de l'époque-et des ouvrages « dans la lignée stalinienne et brejnévienne » (sic), parcequ'ils dénoncent les Etats-Unis. Pas étonnant venant de quelqu'un qui collabore au think tank libéral Fondapol emmené par le très droitier Dominique Reynié. (LS).

L'article de Boulouque dont fait mention très justement LS (dans l'Huma du 22 juillet 2013) est tout à fait significatif sur la forme et le fond de la récriture de l'Histoire par des anticommunistes comme Reynié, Courtois etc…
Comment pourrait-il en être autrement de la part de Sylvain Boulouque lui-même auteur d'une contribution dans « Le livre noir du communisme » dirigé par le sieur… Courtois ?
A propos des hommages à Henri Alleg, Sylvain Boulouque dit

> « *Derrière ces hommages se cache également la construction de la mémoire communiste et en grande partie son succès auprès de l'opinion qui en retient sa face lumineuse, alors que la mémoire entre souvent en concurrence avec la réalité de l'Histoire.* » il poursuit par « *Il devient communiste au cours de l'année 1940 voire début 1941 en pleine période d'alliance germano-soviétique.* »

Là encore parler d'alliance germano-soviétique est tout à fait mensonger et tendancieux.
Boulouque poursuit son flot haineux contre Henri Alleg en passant par le stalinisme, l'URSS, Georges Boudarel… et aussi il écrit à propos d'un des derniers livres d'Henri Alleg

> « *Il déplorait, dans un de ses derniers ouvrages, republié depuis par l'une des dernières maisons d'édition stalinienne, les éditions Delga, la fin de l'URSS en critiquant fermement la politique gorbatchévienne* »

puis pour enfoncer le clou il dénonce le rôle d'Henri Alleg dans la fondation du Comité Honnecker en 1992 et

> « *Alleg a aussi participé aux activités du pôle de renaissance communiste en France qui condamne le tournant pris par le PCF et veut recréer un parti marxiste-léniniste, fonctionnant sur le modèle tel que l'a mise en place le modèle bolchevique en 1902 et perpétué par Staline dans la première moitié du siècle. » pour finalement conclure par « Pilotée et pensée de Moscou, la radicalité de cet engagement se trouve magiquement exonéré de ce qui lui est consubstantiel.* »

Quand Dominique Reynié veut régner sur la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Dominique Reynié sera candidat de la droite et du centre en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, pour les élections régionales de décembre 2015. Sa liste a recueilli 21,3% des voix au second tour. La candidate socialiste Carole Delga, remporte la présidence du conseil régional avec 44,8%, devant le FN (Louis Aliot) et ses 33,9%.

Reynié pétitionaire pour une loi du PS soutenue par le MEDEF…et la CFDT

Depuis septembre 2015, la remise en cause du code du travail par le gouvernement Hollande-Valls-Macron, a provoqué un début de riposte et la cristallisation d'un mécontentement ouvrier.
Début 2016, le projet de loi travail de la ministre Myriam El Khomri, est non seulement contesté, mais la nécessité d'imposer son retrait est devenu une véritable bataille et un enjeu politique pour la classe ouvrière. L'idée de faire reculer le gouvernement par la grève générale se renforce.
Il est évident que pour le gouvernement, il faut utiliser la CFDT comme cheval de Troie pour désamorcer et canaliser la riposte ouvrière vers la voie du « dialogue social » pour finalement faire négocier et accepter cette loi anti-ouvrière particulièrement dangereuse.
Devant la mobilisation, les directions CGT, FO, Solidaires ont été obligées de « suivre » la contestation qui se manifestait par le mot d'ordre de retrait.

Une pétition contre la loi travail El Khomri fut massivement signée (plus d'un million de signatures dans le mois de mars). Il n'en fallait pas plus, pour notre valeureux chevalier libéral Dominique Reynié pour se lancer dans le soutien au projet de loi travail du PS-MEDEF… soutenu par la droite (Les Républicains -anciennement UMP-). Ainsi le politologue-chercheur-directeur de Fondapol, conseiller régional depuis décembre 2015, lance une contre-pétition pour soutenir le projet de la ministre du gouvernement Valls-Macron. Cette pétition est notamment signée par Pierre Gattaz actuel patron du MEDEF et Laurence Parisot.

Le magazine néo-libéral-capitaliste « **Challenges** » indique :

> « ***Loi El Khomri: le four de la contre-pétition de Dominique Reynié***
> Par *Rémi Clément* -le 29-02-2016-
> *Le chercheur, devenu conseiller régional LR au mois de décembre, a lancé une pétition en faveur de la loi El Khomri. Une initiative qui ne connaît pas le succès escompté...*»

Ukraine : une nouvelle offensive

Retour sur l'Ukraine, retour de Stéphane Courtois et Nathalie Pasternak…

Après la publication du « Livre noir du communisme » en 1997 Stéphane Courtois a publié plus d'une dizaine de livres et articles sur le sujet. Donné des interviews à des revues d'extrême-droite (Krisis, Le Choc du Mois, la Nouvelle Revue d'Histoire…), a participé à de nombreuses émissions de télé, fait des conférences etc…
Il intervient à plusieurs reprises au Parlement Européen pour y soutenir ou proposer des initiatives de lois contre le « totalitarisme communiste ».

Suite aux articles d'Annie Lacroix-Riz en novembre 2004, dénonçant les mensonges diffusés autour de l'Holodomor (famine en Ukraine), une association d'Ukrainiens soutenue par l'historien Stéphane Courtois, a lancé une pétition pour " *appeler les plus hautes autorités de l'État à tout mettre en œuvre pour lutter contre le révisionnisme stalinien* ".

Il faut savoir que cette histoire d'Holodomor est un véritable mensonge de type fasciste. En novembre 2004 l'historienne Annie Lacroix-Riz dénonçait les mensonges publiés autour de l'Holodomor. Une campagne mettant en scène des associations Ukrainiennes soutenues par Stéphane Courtois, ou la presse d'extrême-droite se déclenchait contre l'historienne accusée de révisionnisme et de « négationnisme stalinien ».

Plusieurs collègues historiens organisèrent un soutien à Annie Lacroix-Riz notamment en octobre 2005 contre « La chasse aux sorcières » dont elle est la cible.
Ce que résume Wikipédia : « *une association d'Ukrainiens, soutenue par l'historien Stéphane Courtois, a organisé une pétition pour « appeler les plus hautes autorités de l'État à tout mettre en œuvre pour lutter contre le révisionnisme stalinien », que l'on peut interpréter comme une demande de suspension comme professeur d'université. Il s'en est suivi une contre-pétition, dont les premiers signataires sont principalement des communistes dits orthodoxes* ».

Toujours sur Wikipédia, mais à la page consacrée à Stéphane Courtois nous lisons : « *En 2006, dans la revue Le Meilleur des mondes, Stéphane Courtois a publié l'article Famine en Ukraine (Holodomor) : vous avez dit « négationnisme » ? (republié dans le site web de la revue d'histoire Arkheia) dans lequel il accuse publiquement, l'historienne française et militante communiste, Annie Lacroix-Riz de négationnisme en niant l'Holodomor, c'est-à-dire l'artificialité de la grande famine soviétique survenue en Ukraine en 1932-1933.* ».

Une conférence donnée par Annie Lacroix-Riz le 14 janvier 2016 sur « **La campagne internationale sur "La famine en Ukraine", de 1933 à nos jours** » donne des éléments précis sur ce thème.

Göran Lindblad : la démocratie en marche…

Le 25 janvier 2006, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une résolution sur la " nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires ".

En 2006, la revue ***Etudes Marxistes*** n°73 publie un article d'Herwig Lerouge : « **Le spectre du communisme hante toujours l'Europe** ».
Il indique que :
« *Le 25 janvier 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté par 99 voix pour, 42 contre, et 12 abstentions, une motion de Göran Lindblad député suédois du Parti populaire européen.* ».

> « *Le 14 décembre 2004, la Commission des questions politiques de l'APCE avait tenu à Paris une audition parlementaire dans le cadre de la préparation de son rapport sur le sujet. Parmi les participants figuraient Stéphane Courtois, l'auteur du Livre noir du communisme, Vladimir Bukovsky, ancien dissident soviétique et Toomas Hiio, de la Fondation estonienne d'enquêtes sur les crimes contre l'humanité.* ».
> « *Derrière l'attaque contre le professeur Lacroix-Riz en France se profilent aussi les héritiers de la collaboration fasciste en France. Un des défenseurs d'Ukraine 33 est Jean-Louis Panné, qui est lié, avec Stéphane Courtois, à l'Institut d'histoire sociale. D'après le professeur Annie Lacroix-Riz, cet institut fut fondé après la guerre par le grand patronat qui y délégua d'anciens collaborateurs. Il était entretenu par la banque collaborationniste Worms et les services de renseignements américains. Un de ses fondateurs est toujours actif en dépit de ses 89 ans. Il*

s'agit de Guy Lemonnier, intime des collaborateurs Marcel Déat et Georges Albertini au Rassemblement national populaire (RNP). Albertini a été le second du collaborateur Déat au RNP et son directeur de cabinet au secrétariat au Travail (1944). Il fut chargé par Worms au début des années cinquante de diriger l'Institut « en vue d'éloigner la classe ouvrière et les salariés français du communisme et de la sympathie pour l'URSS ». »

Nathalie Pasternak au cours de plusieurs émissions en 2014 (où elle minimise et nie régulièrement la présence d'organisations néo-nazis dans le coup d'Etat en Ukraine) où elle fait le silence sur le rôle de Stepan Bandera et des collaborateurs des nazis lors de l'invasion de l'URSS en 1941, laisse éclater les motivations réelles de son discours anti-russe ou anti-Poutine, c'est-à-dire le « génocide Ukrainien » (Holodomor) dont serait responsable Staline. C'est bien sur le fond un anticommunisme viscéral qui fait le lien, le fil rouge, qui cimente toute la logique du courant et de la nébuleuse « anti-totalitaire » des années 70 à 2015. Cette nébuleuse est aussi en grande partie issue de la « deuxième gauche » mais pas seulement.

Dans ce contexte est-il étonnant que des amalgames totalement crapuleux soient déversés contre Annie Lacroix-Riz accusée de « négationnisme », de propager des « théories complotistes » ? Est-il étonnant que le journaliste Michel Collon soit accusé dans les mêmes termes ? Est-il étonnant que certaines de leurs conférences fussent annulées ou empêchées par de bien étranges « anti-complotistes » se faisant même passer pour des « anti-fascistes » ?

Sur le site investig'action, Michel Collon répond d'une manière précise aux accusations dont il est la cible : « Antisémite, moi ? », « Extrême droite, moi ? », « Complotiste, moi ? ».

Le silence médiatique des télé-radios à quelques exceptions près est dominant sauf sur internet.

Collon et Lacroix-Riz (et d'autres) peuvent continuer de publier des livres et faire des conférences, car généralement les grands médias n'en parlent pas. Quand malgré tout les médias en parlent c'est soit :

1 -- la technique de la noyade et de l'étouffement, qui consiste à inviter nombres d'opposants pour submerger les propos des auteurs ou les dénigrer. Signalons quand même la participation à plusieurs reprises de Michel Collon dans l 'émission de Frédéric Taddeï.

2 -- la technique du discrédit et de l'argument d'autorité. Réalisé sans la présence des auteurs évidemment.

Quand la censure économique et le silence ne sont pas suffisants, il y a d'autres formes de censures plus « subtiles » par exemple celle de refuser un ouvrage dans les bibliothèques universitaires…

Glucksmann… le père, le fils, la belle-fille : De la Géorgie à l'Ukraine

Autour de l'Ukraine et en soutien au Maïdan nous trouvons sur place l'inévitable BHL, Stéphane Courtois et Raphaël Glucksmann qui est le fils d'André. Avant de décéder en 2015, il était membre du Cercle de l'Oratoire, il a contribué à l'édition de la revue *Le Meilleur des mondes*, et collaboré à d'autres revues et journaux.

En 2008 Raphaël, coécrit un livre avec son père : « **Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy** ».

Si André a été présent en Géorgie, Raphaël n'est pas en reste car il est marié à Ekaterina Zguladze née en Georgie en 1978. Ekaterina ou Eka est devenue première vice-ministre de l'intérieur sous Saakashvili en 2006. En 2014, Ekaterina Zguladze est devenue ukrainienne et premier vice-ministre de l'intérieur.

L'union Courtois, Field et Buisson contre les éditions Delga

En septembre 2014 sort aux éditions Delga dont le directeur est Aymeric Monville : « Ukraine : Le coup d'Etat fasciste orchestré par les Etats-Unis » ouvrage collectif dirigé par Stephen Lendman préfacé par Michèle Brand.

Le 27 mars 2015, la chaîne Histoire diffuse : « Historiquement Show 196 – Spéciale Coups de cœur des chroniqueurs » Michel Field reçoit Jean-Christophe Buisson, Stéphane Courtois et Dominique Jamet. Avec la chronique de Laure de Peretti. Une émission diffusée le 27 mars à 19h30 et 22h15. Rediffusions le samedi 28 mars et le dimanche 29 mars.

Stéphane Courtois se lance dans un dénigrement total des éditions Delga et du livre sur l'Ukraine.

Voici la mise au point d'Aymeric Monville **(voir annexe 139)**

Patrick Buisson toujours à la tête de la chaine Histoire

Le site Atlantico révèle le 18 mars 2015 : " **L'étonnante prolongation par TF1 du mandat de Patrick Buisson à la tête de la chaîne Histoire.**

Selon des informations obtenues par Atlantico, Patrick Buisson a été reconduit à la tête de la chaîne Histoire pour un nouveau mandat de 2 ans. Une décision surprenante de la part du groupe TF1 auquel appartient la chaîne thématique au regard du contexte dans lequel elle s'inscrit. »

Réponse à Field

Le 2 avril 2015 Aymeric Monville demande un « Droit de réponse à Michel Field »

Droit de réponse demandé par lettre ouverte à M. Michel Field et à la chaîne Histoire

(copie envoyée par courrier au CSA) **–lire en annexe 140-**

La deuxième gauche partie prenante de la déconstruction du marxisme

La conclusion de ce long mais nécessaire chapitre, c'est de montrer que derrière les attaques contre le marxisme, le « totalitarisme stalinien », ce qui domine en dernière analyse c'est la présence d'un courant idéologique constitué de forces politiques, syndicales, associatives plus ou moins éloignées qui se sont « agglomérés » au cours des années 70 sur la base d'un anticommunisme fascisant. Ce processus, ce glissement, ce passage est lié à des causes internes et externes. La sincérité ou la naïveté des militants ne sont pas en cause, d'autant plus que le « bouleversement idéologique » des années 70 est aussi celui de la crise et de ses nombreuses conséquences sur la constitution même de la classe ouvrière. C'est le développement de la précarité, des hors-statuts, de la flexibilité, de l'intérim, de la concurrence de tous contre tous, de la guerre économique, de l'individualisme, de la désyndicalisation…

Un autre point qui est loin d'être secondaire c'est de noter qu'il y a un enchevêtrement de personnalités provenant notamment de la nouvelle gauche, chrétiens de gauche, PSU, CFDT… qui sur le plan idéologique vont contribuer très fortement dans le cadre de la deuxième gauche à combattre le marxisme, à déconstruire toutes références à la lutte des classes, à nier le rôle de la classe ouvrière dans la transformation de la société, à rendre « invisible » les ouvriers…

Ce courant de la deuxième gauche a été dominant dans les années 80 au moment où les effets de la crise économique, les bouleversements idéologiques, la gestion réformiste social-démocrate de la gauche au pouvoir détruisait, atomisait le collectif ouvrier.

Un point essentiel est de bien comprendre que si l'offensive idéologique (cause externe) a pu se développer, certes avec l'aide de la deuxième gauche, c'est qu'elle se produit dans un contexte où le PCF lié à sa dégénérescence révisionniste (cause interne) devient totalement perméable aux idées de l'anticommunisme et que la faiblesse de l'implantation et de l'influence des ml dans la classe ouvrière ne peut endiguer le phénomène.

Les abandons liés à la victoire définitive du révisionnisme moderne se développent dans le parti, et ils alimentent eux-mêmes l'offensive anticommuniste qui progresse et qui nourrit la ligne du PCF, comme un cercle vicieux.

Même avec des contradictions et des oppositions internes en son sein, le PCF ne pouvait qu'être à ce moment là qu'une sorte de victime consentante et complice sur le plan idéologique de cette offensive.

CHAPITRE 17

Communisme ou fascisme ? (1968-2016)

Si j'ai insisté sur la fin des principaux partis ML en France dans les années 80 (ne pas oublier non-plus la disparition de l'UCFML en 1984), ce n'est pas anecdotique. J'ai donné des éléments précis et datés, et montré le rôle déterminant du PS (et des composantes comme la « deuxième gauche ») dans la destruction de ces partis ML. Si les moyens utilisés sont en partie connus, il n'en reste pas moins d'en comprendre les raisons.

répressions, répressions…

Dès le début des années 60, les cercles ML, la fédération, le mouvement puis le PCMLF ont été la cible du pouvoir Gaulliste, du patronat, du PCF et de la direction de la CGT. En 1968, le PCMLF est interdit, mais il continue d'exister clandestinement en tant que Parti. Le journal l'Humanité Rouge sera en fait la vitrine légale du PCMLF. La répression du pouvoir (Pompidou puis Giscard) touchera les militants du PCMLF.
Les difficultés, l'éclatement, les divisions du PCMLF sont aussi les conséquences de son interdiction. Plusieurs centaines de ses militants ont été victimes de la répression de la bourgeoisie (arrestations, prison). --Dans « **A contre courant** » Jacques Jurquet à propos des arrestations début de l'année 1970, écrit :

> « *une opération répressive de grande envergure visa nos militants dans trente villes. À Lyon cinq militants, quatre jeunes et Jean Thiriot furent perquisitionnes et arrêtés à l'heure du laitier, puis, après leur transfert à la prison de la Santé à Paris, furent déférés devant la Cour de sûreté de l'État sous l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute. Les fonctionnaires du Ministère de l'intérieur avaient trouvé chez eux des tracts du PCMLF édités postérieurement au 12 juin 1968. En ce qui concerne Thiriot il avait été donné par un indicateur infiltré dans sa cellule clandestine, qui avait accompagné la perquisition à son domicile et conduit les policiers directement au meuble où se trouvaient des documents clandestins.* » -page 135-

Christophe Bourseiller indique dans son livre « **Les maoïstes** » en 1998 :

> « la police continue à traquer sans répit le parti clandestin. Au début de l'année 1970, une nouvelle vague d'arrestations a lieu : Jean Thiriot, Patrick Bernier, Alain Filou, André Marie et Bernard Rey se retrouvent à la prison de la Santé pour « reconstitution de ligue dissoute ».
> L'Humanité Rouge mobilise alors ses troupes pour exiger la « libération des marxistes-léninistes emprisonnés ». » -page 143-

--L'HR n°48 du jeudi 19 février 1970, relate les conditions de l'arrestation de 5 militants ML à Tours, l'organisation de la solidarité et la tenue d'un procès sous le titre : « **Tours : 29 janvier La justice bourgeoise recule !** » (Correspondant HR) –page 8- Sur la même page, nous trouvons un article au sujet d'« **Un camarade marxiste-léniniste professeur suspendu arbitrairement** » (CDHR Nice).
--L'HR n°49 du jeudi 26 févier 1970 titre en première page « A l'action ! pour imposer la libération des marxistes-léninistes emprisonnés ! ». L'éditorial signé de Jacques Jurquet en pages 1-2-3- revient sur la répression organisée par Raymond Marcellin contre les ML. La page 3 donne des informations « A propos des arrestations des marxistes-léninistes ! » et plus précisément sur les secteurs du Mans et de Dunkerque. En page 3 est également publiée une lettre d'un militant arrêté et qui se termine par « A bas la répression ! A bas la fascisation ! ».
HR n°50 –jeudi 5 mars 1970 : -Libérez Thiriot, Filou, Marie, Bernier, Rey ! –page 3-
Le n°51 de l'HR du jeudi 12 mars 1970, titre en une : « Libérez nos camarades », dessous ce titre une photo de Jean Thiriot et un article indiquant :

> « **Ci-contre Jean Thiriot** : Ouvrier d'usine à Lyon, ancien dirigeant fédéral du P.C.F. dans les Vosges, ancien secrétaire de la section du PCF de Remiremont, ancien secrétaire de l'Union locale CGT de Remiremont, militant resté fidèle au marxisme-léninisme en défendant la Pensée de Mao Tsé-toung, Léninisme de notre époque.
> Tandis que les dirigeants révisionnistes pérorent fréquemment à la télé ou à la radio, les marxistes-léninistes sont jetés en prison.
> **Travailleurs !**
> Jugez vous-mêmes : qui sont les véritables communistes révolutionnaires, ceux auxquels le Pouvoir des monopoles capitalistes accorde ses ou ceux qu'il redoute au point de les embastiller ?
> **LIBEREZ Jean THIRIOT** ouvrier, **Patrick BERNIER**, professeur, **Alain FILOU**, employé, **André MARIE** et **Bernard REY**, étudiants, jeunes militants du MANS et de LYON également emprisonnés depuis le 18 février à la prison de la Santé sous l'inculpation de « reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France » arbitrairement dissous le 12 juin 1968.
> Front Uni contre la répression de la bourgeoisie ! Union et action contre la fascisation !
> Le fascisme ne passera pas ! A bas le capitalisme ! Vive le socialisme ! » (L'Humanité Rouge) »

En pages 10-11- sous le titre : «A bas la répression : Libérez nos camarades », plusieurs articles reviennent sur le sujet des mesures répressive à l'encontre des militants ML.

L'HR n°52 –jeudi 19 mars 1970- annonce au-dessus de la photo de Bernard Rey : « La cour de sûreté de l'état capitaliste refuse la liberté provisoire à nos camarades emprisonnés ! ». L'article précise :

> « Bernard Rey, jeune militant ML âgé de 20 ans à été arrêté le 18-2-70 à Blacé, près de Villefranche-sur-Saône (69) sur requête de la Cour de Sûreté de l'Etat. Les flics l'ont transféré à la santé.
>
> Il a commencé à militer dans un comité Vietnam il y a plusieurs années puis s'est installé à Lyon et inscrit à la fac (Philo) et a milité pour le Front Uni. Il a toujours fait preuve dans son travail militant d'une ardeur, d'un enthousiasme et d'une volonté de vaincre qui sont un exemple pour tous les militants progressistes. »

. L'éditorial en page 3 reprend le même titre que la une. En pages 6-7 : « Au tribunal correctionnel de Versailles, la défense accuse ! ».

L'HR n°53 –jeudi 26 mars 1970- publie en une au dessus de la photo de Patrick Bernier : « A l'offensive pour imposer la libération immédiate des marxistes-léninistes emprisonnés ! » :

> « Patrick Bernier, 22 ans, Professeur au lycée technique du Mans, après avoir suivi des études de philo à Nanterre. Syndiqué au SNES militant ML.
>
> Son arrestation arbitraire a provoqué un mouvement de grève dans son établissement et parmi les enseignants de la Sarthe.
>
> Il faut signaler la détermination militante de notre camarade et son attitude irréprochable de communiste devant les flics comme un exemple pour tous les marxistes-léninistes. »

En page 2, un article annonce « Le local de l'«Humanité Rouge » agressé ! »

HR n°54 –jeudi 2 avril 1970- publie en pages 6-7- sous les titres La démocratie se fascise – A bas l'Etat des monopoles !- plusieurs articles sur la répression contre les militants du PCMLF :

--« Libérez nos camarades ! » (sur Alain Filou), « Comment soutenir matériellement nos camarades en prison », « Aix-en-Provence : Manifestation pour la libération des ML emprisonnés (Les CDHR Georges Dimitrov – Oser lutter Savoir lutter Lutter (CDHR Aix-en-Provence) », « Le front de lutte du pays basque en lutte contre la répression policière et la montée du fascisme », « Lille : Halte à la répression ».

HR n°55 –jeudi 9 avril 1970- Les pages centrales (6 et 7) sont titrées « A bas la répression » et les 8 articles sont consacrés à ce sujet :

--Un marxiste-léniniste emprisonné à Nice !
--Tract diffusé par nos camarades à Nice
--Gap : Halte à la répression policière !
--Libérez notre camarade André Marie !
--Motion du congrès de l'UNEF contre la répression !
--Lyon : Manifestation devant l'usine Paris-Rhône où travaillait Jean Thiriot
--Paris : Tract d'appel à un meeting contre la répression
--Appel à tous les CDHR de la région parisienne, à tous les lecteurs de l' ''humanité Rouge''

HR n°56 –jeudi 16 avril 1970- pages centrales 6-7- (affiche avec les photos de Jean Thiriot, André Marie, Alain Filou, Patrick Bernier, Bernard Rey) en titre « Libérez les communistes marxistes-léninistes emprisonnés à la Santé ! »

HR n°57 –jeudi 23 avril 1970- titre en une : « 23 avril : procès des marxistes-léninistes inculpés de « reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France » Acquitez-les !

HR n°58 –jeudi 30 avril 1970-

Devant la Cour de Sûreté de l'État, Jean Thiriot et Bernard Rey s'écrient : « Vive la pensée-maotsétoung, léninisme de notre époque ! » -page 1-

A bas la répression ! –pages 4-5-
--Paris : Meeting contre la répression –page 4-
--Un an de prison avec sursis : Thiriot et Rey lourdement condamnés ! (Corr HR)
--Lyon : Meeting pour exiger la libération de Thiriot et Rey
--La défense accuse : Déclaration de Jean Thiriot devant la Cour de Sûreté de l'État –page 5-
--Clermont Ferrand : Soutien aux emprisonnés !

HR n°59 –jeudi 7 mai 1970-
--Déclaration de Bernard Rey devant la Cour de Sûreté de l'État –pages 8-9-
--Justice de classe : Notre camarade Michel Zeitindjoglou condamné à 3 mois de prison ferme (CDHR Nice) –page 9-

HR n°79 –jeudi 12 novembre 1970-
--L'Humanité-Rouge face à la justice bourgeoise. L'introduction de cet article précise : « Notre camarade Max Durand, directeur-gérant de ''L'humanité Rouge'', a comparu jeudi devant le juge Galmiche, pour l'instruction de trois procès intentés sur plainte du Ministre de l'Intérieur Marcellin pour « diffamation » envers la police (voir HR n°68). Nous publions ci-dessous la déclaration de notre camarade devant le juge. ». –page 4-

HR n°107 –jeudi 3 juin 1971-
-L'Humanité-Rouge devant la justice bourgeoise : Déclaration du camarade Max Durand –page 4-

FRONT ROUGE n°6 -mensuel- juillet 1971 (Journal de combat marxiste-léniniste) titre en une :

« **LIBEREZ**
ANDRIEU, AUDIER, CHEVET, HOSCHOWSKI
Nouvelle mesure fasciste
4 militants inculpés de reconstitution du PCMLF »

Libérer Romain Le Gal

La solidarité et une grande campagne fut organisée après l'arrestation de cinq militants de Lorient dont notamment Romain Le Gal en 1976 qui fit plusieurs mois de prison. Romain Le Gal était également membre de la CFDT **(voir annexe 21)**

Trois mois après la libération de Romain Le Gal, l'HR n°583 –samedi 11 dimanche 12 décembre 1976- informe et proteste contre les « ***Nouvelles manœuvres policières contre les marxistes-léninistes de Lorient*** » -page 3-

Unité…. contre les ML

Pendant plus d'une dizaine d'années le PCMLF et le PCRml ont fait face à une « sainte alliance » : UDR-RPR, PCF, PS, directions CGT-CFDT, patronat, bourgeoisie, trotskistes, anarchistes, PSU…. sans oublier évidemment les divers groupes fascistes (Occident, Ordre Nouveau, PFN et FN).

Les ML contre les fascistes, la « nouvelle droite » et le chauvinisme du PCF…

Jacques Jurquet dans « **A contre courant** » sorti en 2001, écrit que ***L'Humanité Rouge***

> « *le 27 janvier 1973, sous la signature de Larverne, pseudonyme d'Aimé Delrue* » (…) « *publia un article sur un fasciste dont nous ne supposions pas alors qu'il allait occuper une place inquiétante au cours des années ultérieures. Le titre de ce papier était « Qui est Le Pen ? ». Son contenu est d'actualité au moment où j'écris ces lignes, en mars 1998.* ». –chapitre 28 page 156-

La conséquence de la publication d'un article en page 3 de l'édition du jeudi 14 octobre 1976 : " Le Pen héritier - 3 milliards pour les nostalgiques des chemises brunes ", c'est que l'HR fut mise en procès par Le pen. La bataille qui se déroula est décrite au chapitre 38 –pages 265 à 267.

Jacques Jurquet, fait le constat suivant :

> «*Avec le recul de l'Histoire et l'actualité de fin du siècle, je constate que nous avions cent mille fois raison de dénoncer l'idéologie de ce politicien entouré de fascistes et collaborateurs pétainistes notoires, et diffuseur de disques de chants nazis.* (…) *En tout cas je remarque que les marxistes-léninistes avaient vingt ans d'avance sur tous les honnêtes antifascistes qui combattent aujourd'hui à juste titre Le Pen, Mégret et les autres chefs du Front prétendu national. Beaucoup d'entre eux nous opposaient à l'époque que nous allions contribuer à populariser le courant fasciste et qu'il était donc préférable de faire le silence à son sujet. J'accepte bien volontiers de considérer qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, mais je pense que Le Pen et ses acolytes auraient connu de bien plus grandes difficultés si le danger qu'ils représentent avait été combattu comme nous le voulions déjà voilà maintenant près de vingt cinq ans. Il fallait écraser le venin du racisme dans l'œuf. Il ne fallait pas laisser la bête immonde ressortir de sa tanière.* » chapitre 38 –page 267.

Le n°933 de l'HR du mercredi 20 septembre 1978 dénonce un « ***Intolérable racisme : Hier soir TF1 s'est fait l'écho de Le Pen*** » -page 1-

Du CSPPS à l'URP : Les ML à l'offensive… contre la « nouvelle droite » et les fascistes

La Forge (PCOF) n°10 –du 15 au 30 novembre 1979- publiait un article : « Mobilisation active contre la ''Nouvelle Droite'' » -page 6-

l'Humanité Rouge n°1186 –mercredi 12 décembre 1979- publait également : « Nouvelle droite : Le GRECE, le prince et le président » indique page 5.

Dès le début des années 80, le PCOF était à l'initiative de la création de l'URP –Union de résistance Populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre-

Lire l'interview de Christian Pierrel (PCOF) sur **Savoir.Agir**

La Forge n°15 –du 1 au 15 février 1980- annonce sous le titre « Liberté j'écris ton nom … » la tenue à Strasbourg d'un « Rassemblement anti-fasciste le 24 février à 15h ». Ce rassemblement est organisé par le CSPPS –Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques- Strasbourg.

Au cours du mois de février le CSPPS qui avait déjà organisé des campagnes et manifestations, décide de se lancer dans le combat contre la « nouvelle droite ».

La Forge n°17 –du 1 au 15 mars 1980, donne des éléments sur les premières mobilisations du CSPPS dans un article relatant le « Premier rassemblement anti-fasciste de l'Union de résistance Populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre (ex-CSPPS) 24/2/80 » –page 5-

L'URP est la nouvelle organisation issue du CSPPS basé sur « La nécessité de mobiliser plus largement les masses populaires ».

L'URP sera très présente dans les mobilisations anti-racistes et anti-fascistes dès février 1980.
L'URP publiera un journal dont le nom était « **Liberté j'écris ton nom …** ».
La Forge n°22 –du 15 au 30 mai 1980- publie un compte-rendu au sujet d'une mobilisation contre le PFN et indique l'importance et le rôle du PCOF, de l'URP et de l'UJAFAI : « Strasbourg : 8 mai 1980 : Une manifestation populaire empêche la tenue d'un meetinf fasciste » -page5-

La « nouvelle » offensive des groupes fascistes est dénoncée dans le n°27 de **La Forge** –Août 80- pages 2-3-
Le 11 novembre 1980 l'URP présente son programme à Paris au Palais des Arts. **La Forge n°33** –du 15 au 31 novembre 1980- en rendra compte pages 10-11-
Le n°37 de La Forge du 15 au 31 janvier 1981, nous informe en une : « Tours : meeting fasciste interdit, l'UJAFAI et l'URP à la tête de la mobilisation anti-fasciste ». L'article en page 9 revient en détail sur cette mobilisation.
Le n°1 de « **La voix des jeunes** » journal national de l'UJAFAI, sort en janvier 1981. L'Union des Jeunes Anti-Fascistes et Anti-Impérialiste crée le 26-27 janvier 1980 est l'ancienne organisation des jeunes du PCOF.
-La Forge n°41 du 15 au 31 mars 1981 : à la page 7 un compte-rendu d'une réunion publique de L'URP à Schiltigheim, annonce : « Schiltigheim : soirée du comité holocauste. L'anticommunisme est une arme de la réaction »
-La Forge n°47 –du 15 au 30 juin 1981- :
« Paris : Manifestation de l'URP contre le meeting du Front National » -page 5-
Le mot d'ordre « Dissolution de tous les groupes et partis fascistes ! » est mis en avant.
« Tours : Les fascistes du MNR se déchaînent contre l'UJAFAI et le Parti » -page 5-

… et la campagne raciste et chauvine du PCF :

L'Humanité Rouge -bimensuel n°10 - du 24 juillet au 7 août 1977- supplément HR 715- publie sous la plume de *Catherine Lemaire*, un article intitulé : « ***''Produire français » Le cocorico de Marchais*** » -page 9-
Dans l'HR n°928 –mercredi 13 septembre 1978- à la page 4, René Bréand revient sur « ***Les racines du chômage*** » et critique le « *fabriquer français* » du PCF ou les « *investissements de Ceyrac* » car « *tout ça a le même effet qu'un emplâtre sur une jambe de bois. Tout le baratin de ces messieurs a un seul but : masquer que la racine du chômage, c'est la concurrence des entreprises entre elles, c'est le système capitaliste.* » et si le PCF « *cherche à masquer cette réalité, que le système capitaliste est la cause du chômage, c'est qu'il a pour projet de gérer ce système et non de l'abattre, de l'aménager et non de le combattre !* »

En février 1979, le Quotidien du Peuple (PCRml) sous la plume de François Nolet, publie dans son n°850 -vendredi 9 février 1979- un article intitulé : « ***Le PCF et « l'Europe allemande » : comme en 14....*** ». La logique de défense de l'impérialisme français y est très clairement montrée.

En mai 1979, le PCF poursuit sa campagne ultra-chauvine sur la base de la « défense de la sidérurgie française » -voir l'article « **Le PCF et l'Europe** » publié dans ***Front Rouge*** n°6 (mai 1979)-.
En fait le PCF continue de se positionner comme un défenseur de l'impérialisme français.

En 1980, c'est le mot d'ordre « produire français » qui est mis en avant par le PCF et Marchais. Dans « **L'espoir au présent** » publié aux Editions Sociales en 1980, Georges Marchais revendique le « produire français » pages 151-152-153- .
En fait, le « produisons français » était déjà dans le discours et la pratique du PCF et de la CGT depuis plusieurs années (comme le montre l'article de l'HR bimensuel n°10 de juillet 1977). C'est une conséquence logique de la défense de l'impérialisme français.

Début 1981, le PCF engage une campagne sur le thème « *les immigrés coûtent cher aux municipalités* », puis envoi un bulldozer pour casser un foyer d'immigrés à Vitry et organiser (avec Robert Hue) une campagne de délation à Montigny contre une famille immigrée. Le PCRml, le PCML, l'UCFML, l'Ocml-VP, le PCOF dénoncent clairement ces campagnes et le caractère raciste de celles-ci.

Georges Marchais écrit le janvier 1981, après que le maire PC de Vitry-sur-Seine, Paul Mercieca, eut en partie fait raser au bulldozer un foyer de travailleurs africains (pour les empêcher de s'installer) :

> *« Oui, la vérité des faits me conduit à approuver, sans réserve, la riposte de mon ami Paul Mercieca. Plus généralement, j'approuve son refus de laisser s'accroitre dans sa commune le nombre, déjà élevé, de travailleurs immigrés. En raison de la présence en France de 4 millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes.* (…) *La cote d'alerte est atteinte.* (…) *C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. »*

Paul Mercieca : « *Nous, contrairement aux partis de Droite et aux socialistes, nous n'avons pas mauvaise conscience et demandons l'arrêt de la concentration des immigrés dans les cités ouvrières* ».
Dans l'Humanité du 6 janvier 81, Georges Marchais écrit au recteur de la Mosquée de Paris. La lettre provoque un choc :

> « *En raison de la présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine* ».

Critiquer le PCF, oui ! Mais sur une base de classe !

Il ne s'agit pas de mettre sur le même plan le PCF et le FN dans l'affaire de Vitry. Mais force est de constater que le PCF dans cette période a dangereusement diffusé des positions qui sur la base du chauvinisme dans le cadre de la crise et la défense de l'impérialisme français ont renforcé et légitimé des idées et des comportements racistes. En refusant de se battre sur la base de la reconnaissance d'un prolétariat ayant une composante immigrée, c'est à dire que les immigrés font partie de la classe ouvrière de France et qu'il faut se battre pour l'égalité des droits français-immigrés, le PCF à contribué à désarmer les travailleurs face au venin du racisme. Dans le volume 2 de « **LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** » publié aux Editions du Centenaire en 1973, Jacques Jurquet faisait déjà la « ***Critique des théories para-colonialistes de Thorez sur l'Algérie*** » -pages 359 à 398-.

Mitterrand et Le Pen …. le couple infernal ou comment la social-démocratie a pavé la route du FN

Lors des élections cantonales qui se déroulent les 14 et 21 mars 1982, Jean-Pierre Stirbois obtient au nom du Front National 12,6% à Dreux (Eure et Loir).
Le 4 septembre 1983 lors du premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux : 17,6 % des voix pour Jean-Pierre Stirbois.

Mitterrand et la social-démocratie, responsables aussi de la montée du FN

En juin 1982, Le Pen président du FN demande à être plus visible dans les médias. Mitterrand fait pression sur le ministre de la communication pour que dans les médias, le FN soit mieux traité. (Sur le sujet de la montée du FN, lire le « Rapport politique du 3ème Congrès du PCOF –de Mars 1989- page 67 chapitre « Situation internationale » sous-chapitre « Le phénomène Le Pen et le processus de fascisation » dans le point c : « ***Les responsabilités de la droite et de la social-démocratie*** ».
Le PCOF republiera en avril 1989 « **Le phénomène Le Pen et le processus de fascisation** » sous forme de brochure.).

Réhabiliter les généraux putschistes de l'OAS

Le 29 septembre 1982, un an et demi après l'élection de Mitterrand, le chef du gouvernement Pierre Mauroy présente au Conseil des ministres un projet de loi « relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord ». Le président avait déclaré quelques jours plus tôt : « Il appartient à la nation, au bout de vingt ans, de pardonner. » -Source : LDH Toulon -

Des désaccords autour de l'amnistie des généraux putschistes apparaîtront au sein du PS en octobre 1982

Le Pen à la télé

En février 1984, Mitterrand intervient auprès d'Antenne 2 pour que Jean-Marie Le Pen puisse bénéficier d'un plus grand passage dans les émissions télévisées.
Le 13 février 1984, Le Pen est pour la première fois invité à *L'Heure de vérité*, trois mois avant les élections européennes de 1984. Il termine l'émission par une minute de silence pour les victimes « *du communisme et les millions de morts dans les goulags* ».
Le FN avec 10,95 % des voix, voit sa première percée nationale.
C'est pour le FN une succession de succès électoraux, des législatives en 1986 (avec le scrutin proportionnel permet au Front national d'obtenir 35 députés. Le PS de Mitterrand utilise largement Le Pen pour essayer de diviser la droite et avec le « front républicain » de gagner électoralement face à lui.
La droite classique va constamment osciller entre des accords locaux avec le FN et une position nationale moins ouvertement favorable à ses positions. Entre les deux tours des élections présidentielles de 1988, il y aura même une rencontre entre Jean-Marie Le Pen et….Jacques Chirac.

Mais qui est donc responsable ?

« *La droite, comme la gauche, ont joué aux apprentis sorciers. Le Pen est le produit monstrueux de leurs manoeuvres, de leurs calculs, de leur politique anti-ouvrière et anti-populaire.* » dit le PCOF dans « **Le phénomène Le Pen et le processus de fascisation** » en 1989 page 34.

> « *Les partis de droite se sont servi des groupes fascistes au moment de la guerre d'Algérie contre les peuples colonisés, en 1968 comme gros bras contre le mouvement populaire, et dans les années 1970 comme colleurs d'affiches. Elle n'en veut pas autrement. Par contre, dans leur lutte réactionnaire contre le socialisme et les idées de progrès, tant les Giscardiens que les Chiraquiens ont largement puisé dans les travaux de la "Nouvelle Droite". Comme il est écrit dans le numéro de juin 79 de la revue du G.R.E.C.E., "Eléments": "Par ses préoccupations, le Club de l'Horloge se situe dans la même mouvance que le G.R.E.C.E.. La grande affaire est de rompre positivement avec le marxisme, en opposant à une pensée condamnée par les faits, une autre pensée, fondée sur la réalité que découvrent les sciences de la vie*".

Pendant que certains "philosophes" parlent de vide idéologique, d'autres s'emploient à le combler avec de vieilles idéologies rebaptisées "nouvelles" qui, sous un jargon pseudo-scientifique (comme la sociobiologie ressemblent comme deux gouttes d'eau à l'élitisme, à la "théorie" des races de la période nazi-fasciste. Ces "nouvelles idées", des ministres comme Poniatowski (Intérieur), Beullac (Education nationale), Saunier-Seïté (Université) en ont fait la source d'inspiration de leurs programmes. Avant 1981, les propagandistes de la "Nouvelle Droite" s'exprimaient à pleines pages dans des journaux à grand tirage, en particulier le "Figaro Magazine". » (**Le phénomène Le Pen…**) pages 19-20.

Un écho favorable…

« *Il est certain que ces individus n'ont pu trouver un écho, du moins dans les milieux intellectuels, que dans la mesure où effectivement le Parti communiste avait abandonné sa stratégie révolutionnaire, son activité théorique et pratique pour une société socialiste, seule capable d'apporter un espoir et des perspectives aux travailleurs, aux intellectuels, à la Jeunesse. Le PCF, engagé dans un programme de gouvernement avec la social-démocratie, pour gérer la crise dans le cadre des Institutions fascisantes de la V*^{ème} *République, avait perdu toute volonté et toute capacité à mobiliser, à organiser les travailleurs et les forces progressistes, contre le retour des théories fascisantes. Certes, ces théories ne touchent qu'un milieu restreint avant l'élection présidentielle de 1981. Elles se sont heurtées à une forte opposition populaire. Elles ont cependant contribué à alimenter l'attaque généralisée contre le communisme, contre les idées progressistes et ont participé à créer un climat politique, dont, en fin de compte, bénéficièrent Le Pen et le F.N.* » (**Le phénomène Le Pen…**) pages 20-21.

La droite est aussi responsable du lancement du FN

« *Bien qu'ils s'en défendent aujourd'hui, les partis de droite, divisés et affaiblis par la victoire de la gauche en 81, portent la responsabilité du lancement du F.N. en tant que parti de masse. Entre la droite et 1'extrême-droite les ponts sont nombreux, jetés en particulier dans les années 70 au sein des nombreux clubs de réflexion comme le G.R.E.C.E., le Club de l'Horloge, le Club 89. C'est là que s'élaborent les théories qui soutiendront les mots d'ordre simplistes lancés contre les "socialo-communistes" et contre le mouvement ouvrier et populaire. Des hommes d'extrême-droite comme Madelin et Longuet vont rallier l'UDF, tandis que des dirigeants du RPR comme Yvan Blot et Bruno Mégret, passent au F.N.*

Entre la droite et 1'extrême-droite existent de nombreuses "affinités idéologiques". Ce constat établi par Pasqua en 1988, avant le deuxième tour des présidentielles, n'a pas seulement valeur électorale. Dès 1981, droite et extrême-droite rivalisent pour dénoncer l'immigration et, dans la foulée, l'insécurité. Il est vrai que sur ce terrain le F.N. possède un tour d'avance. Dans les manifestations lancées par la droite contre la politique conduite par le PS et le PCF, comme le grand rassemblement pour la défense de l'école privée, c'est souvent l'extrême-droite qui joue le principal rôle militant et qui est utilisée comme fer de lance.

Enfin, dès 1983 aux élections municipales, en prônant des alliances avec le F.N. dans certaines villes comme à Dreux, la droite contribue à donner au parti raciste et fasciste de Le Pen une tribune, une respectabilité, une place sur la scène politique. Ce sont les partis de droite qui ont servi de tremplin au lancement du F.N. dans la vie politique française. Ce n'est pas un hasard s'ils ont choisi de le faire à Dreux et dans certaines autres villes, où la proportion de travailleurs étrangers est particulièrement forte.

Par la suite, et malgré l'opposition de certains à droite, les alliances se sont multipliées lors des élections législatives, dans les Conseils régionaux, et même à l'Assemblée Nationale.

D'une manière générale, la tactique des partis de droite a consisté à utiliser le F.N. comme moyen de pression sur la social-démocratie au gouvernement afin de la faire renoncer à ses projets de réformes, à abandonner les promesses faites en 81. Et effectivement, c'est ce qui est arrivé. C'est pourquoi la social-démocratie partage avec la droite la responsabilité de l'ascension de Le Pen. D'abord, en reniant leurs promesses pré-électorales, en se montrant toujours plus "réalistes", c'est-à-dire en voulant se conformer à la réalité d'un système en crise, les socialistes et leurs alliés du PCF jusqu'en 1984 ont contribué à semer le désarroi, le pessimisme, le doute sur la possibilité d'un changement de société. Ils ont contribué à répandre la passivité, 1'apolitisme, la désorganisation. Il est significatif qu'à partir de 1981 la chute du nombre de syndiqués connaît une brutale accélération. L'affaiblissement du mouvement ouvrier, de ses organisations, de sa combativité, profite toujours à la réaction la plus noire.

Les théories mystificatrices lancées par le patronat et reprises à son compte par la social-démocratie, autour de l'Entreprise (lieu social, produisant une nouvelle culture), de la réhabilitation du Profit et de l'Argent (apologie de la Bourse), ont contribué aussi à cet affaiblissement par l'encouragement aux solutions individuelles, à la "débrouille" comme style de vie, à la précarisation du travail. Ces théories ont été d'autant plus nocives que le PCF en a repris certaines dans son apologie de l'autogestion. » (**Le phénomène Le Pen…**) pages 29-30.

Le chauvinisme… du « produisons français » à la « préférence nationale »

> « *Dans l'ambiance de la crise, de tels calculs politiques au profit d'un parti qui ne fait pas mystère de sa nature raciste et fasciste, sont ou bien irresponsables -mais on ne peut pas le croire venant de Mitterrand-, ou bien criminels: L'analyse que les communistes ont faite dans les années 30 du rôle de la social-démocratie se vérifie dans les conditions d'aujourd'hui: elle fait le lit du fascisme. Le PCF, lui aussi, a joué ce rôle. Il l'a joué d'abord au plan idéologique, en désarmant la classe ouvrière, en s'attaquent à sa conscience internationaliste, en distillant dans ses rangs le venin du chauvinisme. Au discours lancé par la bourgeoisie et repris par la social-démocratie, de la "France qui gagne", le PCF a répondu en écho "Produisons français". C'est un slogan pour l'aristocratie ouvrière qui est prête à tout pour conserver ses miettes. Voilà qui n'est pas loin, en fin de compte, des mots d'ordre lancés par Le Pen de la "préférence nationale".* » (**Le phénomène Le Pen…**) page 33.

Les quatre passages ci-dessus, montrent très clairement que l'apparition et le développement d'un courant fasciste en France est le résultat :

- des connivences idéologiques avec la droite
- de la trahison de la social-démocratie
- de l'abandon de la stratégie révolutionnaire par le PCF
- des attaques contre le marxisme
- de la crise économique
- du déclin de l'impérialisme français

Des conséquences…

De Le Pen au second tour des présidentielles de 2002 face à… Chirac aux résultats du FN regroupé autour de Marine Le Pen aux européennes du 25 mai 2014, nous avons là, les conséquences :

► des trahisons de la gauche au pouvoir. La « deuxième gauche » en porte une grande responsabilité ;
► des connivences et du partage des conceptions idéologiques d'une partie de la droite avec le FN ;
► de l'approfondissement de la crise (économique, idéologique) du capitalisme et du chômage ;
► de la crise de la représentation politique de la classe ouvrière, de l'abstentionnisme ouvrier ;
► de l'absence d'alternative politique en terme de système et de société, depuis la fin de l'URSS ;
► des attaques systématiques contre le marxisme et surtout de la révolution d'octobre 1917 ;
► de la confusion idéologique, des abandons de principes ;
► de la réhabilitation de thèses réactionnaire ou fascisantes, sous prétexte d'antitotalitarisme ;
► des campagnes chauvines et racistes contre la partie immigrée de la classe ouvrière dans le cadre de la défense de l'impérialisme français.

Concernant la lutte contre le fascisme, signalons la réédition de l'ouvrage « **Fascisme et révolution** » de Palme Dutt sous la titre « **La lutte contre le fascisme - Les écrits de R. Palme Dutt** » 1981 –lignes de démarcation- Montréal. Le chapitre VIII (pages 232 à 268) revient en détail sur les liens entre «***Social-démocratie et fascisme*** ».

La sainte alliance contre les ML

Il y avait bien de fait, une « sainte alliance » contre les communistes ML dans les années 60 et 70. Il n'est pas étonnant que les pressions politiques, syndicales, financières, idéologiques de toutes sortes contre ces petits partis aient pu progressivement permettre la pénétration des thèses de la « deuxième gauche ».

L'arrivée de la gauche au pouvoir (voir le livre de Pierre Turpin « **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** - l'harmattan 1997) va parachever ce qui était déjà bien engagé en 1980, c'est-à-dire le processus qui mènera à la destruction de ces Partis.

Il ne s'agit pas pour moi d'écrire ici que ces partis n'ont jamais commis d'erreurs, loin de là ! Mais de montrer que leur disparition (destruction volontaire par la social-démocratie et la deuxième gauche) a entravé pendant 30 ans la reconstruction d'un nouveau parti communiste, et la lutte contre l'offensive « néo-libérale » et à favorisé le développement de la montée en puissance du FN, les confusions idéologiques, les reculs sur le plan des acquis sociaux, la crise, le chômage, la précarité, le renforcement du racisme, les risques de guerres, l'hégémonie des USA, l'agressivité de l'impérialisme français.

Dans les conditions historiques de leurs apparitions, de leurs développements, les ML ont évidemment et inévitablement commis des erreurs (plus ou moins importantes) pris des positions politiques plus ou moins discutables et plus ou moins justes. L'amalgame fait par le PCF entre « prochinois », « maos » et « anarchistes-gauchistes » à l'encontre des communistes ML, n'a fait que renforcer un climat d'insultes, d'injures, d'agressions **(voir le chapitre 4 qui aborde ce sujet)**.

Ses résultats

Le ciblage systématique (et souvent nécessaire) de la lutte contre le P« C »F et corollairement :

► l'absence d'analyses critiques des thèses réformistes de la « deuxième gauche ». Thèses habilement maquillées en formes de critiques nouvelles ou d'oppositions contre la social-démocratie du PS et du révisionnisme du P«C»F.

► la participation plus ou moins directe à des campagnes idéologiques initiées par la bourgeoisie sur des thèmes dont la finalité anticommuniste apparaît aujourd'hui évidente.

► La sous-estimation du danger des thèses de la « deuxième gauche », que dans certains cas nous avons été incapables de comprendre, voire pire : que nous avons innocemment et bêtement défendues au nom de la lutte contre le P«C»F.

L'illustration parfaite de cet aveuglement en est l'évolution et la destruction du PCML et du PCRml par la social-démocratie, en fait par la « deuxième gauche et le PS ».

TINA, social-démocratie et deuxième gauche

Au cours de la décennie 80, s'impose l'acronyme thatchérien « TINA » (there is no alternative) qui est la conséquence de la logique : « *le remède est pire que le mal* » (le socialisme est pire que le capitalisme).

Mais TINA n'est pas la propriété du seul courant néo-conservateur (Thatcher en Grande-Bretagne ou Reagan aux USA).

En France, il n'y pas que les néo-libéraux, qui ont défendu TINA.

Dans le livre de Bertrand Rothé et Gérard Mordillat « **Il n'y a pas d'alternative : Trente ans de propagande économique** » -Seuil- Mai 2011-, un passage nous indique :

> « *En 1981 ; le gouvernement favorise la participation dans les entreprises nationalisées et certains croient encore à la possibilité d'une expérience autogestionnaire. Mais Michel Rocard et la deuxième gauche n'en sont plus là. Ils ont franchi un pas décisif vers l'autonomie des individus et l'engagement raisonnable. Pourquoi réinventer la roue ? L'entreprise capitaliste n'est-elle pas une structure démocratique et responsable ? Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions au prorata du risque qu'il prend. Ces élites intellectuelles vont épouser Tina. Un mariage de raison.*
>
> *Quelques années plus tard, Michel Rocard commente les noces à sa manière : les « réformistes acceptent l'économie de marché non seulement parce que l'on n'a pas le choix, mais aussi parce qu'elle est garante de libertés **(*)** ». Cela va devenir un refrain à succès : ploum ploum tra la la, on n'a pas le choix, le marché c'est la démocratie, tra deri dera…* »
>
> **(*)** TV5 monde. Portrait de Michel Rocard, 7 juin 2009.

Les petites citations ci-dessous extraites du livre de Mordillat et Rothé , montrent que TINA s'adapte aussi bien à la droite, qu'à la gauche :

> « *II n'y a pas d'alternative au nucléaire (Valéry Giscard d'Estaing)*
> *II n'y a pas d'alternative à la pause (Jacques Delors, 1983)*
> *II n'y a pas d'alternative au plan de rigueur (François Mitterrand, 1983)*
> *II n'y a pas d'alternative à la disparition de la sidérurgie en France (François Mitterrand)*
> *II n'y a pas d'alternative à la déréglementation boursière (Jean-Charles Naouri)*
> *II n'y a pas d'alternative à la dévaluation compétitive, c'est-à-dire à la stagnation des salaires (Pierre Bérégovoy)*
> *II n'y a pas d'alternative aux privatisations (Jacques Chirac)*
> *II n'y a pas d'alternative aux pesticides, aux insecticides, aux fongicides*
> *II n'y a pas d'alternative à la privatisation de la régie Renault (Michel Rocard)*
> *II n'y a pas d'alternative à la guerre du Golfe (George Bush)*
> *II n'y a pas d'alternative à Maastricht (François Mitterrand)*
> *II n'y a pas d'alternative à payer les jeunes en dessous du Smic (Edouard Balladur)*
> *II n'y a pas d'alternative à l'euro*
> *II n'y a pas d'alternative à la baisse de la fiscalité des stock-options (Dominique Strauss-Kahn)*
> *II n'y a pas d'alternative à la baisse de la fiscalité des entreprises (Laurent Fabius qui succède à Dominique Strauss-Kahn)*
> *II n'y a pas d'alternative à la baisse de l'impôt sur les sociétés (Laurent Fabius)*
> *II n'y a pas d'alternative à l'allongement de l'âge de la retraite (Nicolas Sarkozy)*
> *II n'y a pas d'alternative à la disparition de l'impôt de solidarité sur la fortune (Nicolas Sarkozy)* »
> (Source : Les aventures de TINA)

Une fraction de la social-démocratie de type Mélenchon critique TINA, mais cette critique se fait au nom de la fameuse troisième voie. Ce qu'implique TINA c'est la négation de l'alternative en tant que telle. Ce que dit TINA, c'est qu'il n'y a qu'un seul système et que le seul choix est celui entre différentes versions plus où moins réformistes, plus où moins social-démocrates ou social-libérales… du capitalisme.

La troisième voie n'est qu'une pure illusion (entre capitalisme/impérialisme/fascisme et socialisme/communisme).

Concernant TINA…

Vidéo de l'interview de Gérard Mordillat par Audrey Pulvar sur ***France-Inter***, le 12 mai 2011, sur le blog de Mariethé Ferrisi, et la présentation du livre : "**Il n'y a pas d'alternative : Trente ans de propagande économique** " de Gérard Mordillat et Bertrand Rothé.

Livre : Il n'y a pas d'alternative : Trente ans de propagande économique . Par Bertrand Rothé,Gérard Mordillat - Seuil Mai 2011-

Wiki : There is no alternative

A-t-on besoin d'un parti ML aujourd'hui ?

La question aujourd'hui de l'absence d'un véritable Parti communiste révolutionnaire s'appuyant sur les acquis du marxisme-léninisme, est posée par certains militants membres ou non du PCF se revendiquant du marxisme. Pour ces militants cette question devient même de plus en plus urgente. L'urgence ne veut pas dire affolement, ni absence de bilans, ni questionnements et critiques vis-à-vis de la réponse en termes et sous la forme d'organisation partidaire.

Pendant de nombreuses années la question du « parti de type nouveau » en opposition (sur le fond et sur la forme) aux partis classiques fut mise en avant, mais l'aspect « de type nouveau » fut progressivement gommé au profit d'une intégration dans le champ parlementaire. Beaucoup de questions restent ouvertes sur le sujet, d'autant plus que là aussi « le bilan » ou l'absence de bilan sérieux sur le PCF reste lourd. L'image de la théorie et de la pratique du marxisme mises en avant par le PCF (mais aussi par toute une frange de « l'extrême-gauche » et de pays comme l'URSS…) sert de rejet, de repoussoir, de prétexte pour éviter toutes analyses de fond et reproduire des pratiques politiques qui sont obsolètes. La seule évocation d'analyse globale, de société, de systèmes économiques, de socialisme, de communisme est aujourd'hui soumise à une sorte d'autocensure, par peur d'être assimilé au PCF ou à l'URSS. Face au capitalisme c'est soit le goulag, soit « TINA » pour imposer l'idée de l'acceptation d'un seul système unique valable : le capitalisme.

Tout ceci pose des questions sur :

-la guerre idéologique ;

-l'offensive contre le marxisme dans le milieu des années 70 ;

-la riposte ou les tentatives de ripostes notamment contre les « nouveaux philosophes ».

J'ai donné quelques éléments de réponses sur ce sujet dans le chapitre 16 de cette brochure.

Un passé qui a de l'avenir !

A cet endroit, il semble important et essentiel de tracer des perspectives d'avenir.

Peut-on aborder la question : que faire aujourd'hui, sans faire un rapide bilan des 30 dernières années ?

C'est au milieu des années 80, que le dernier Parti ML directement issu de la lutte contre le révisionnisme moderne du PCF, disparaît.

Cela a-t-il été bénéfique pour les luttes ? pour la classe ouvrière et les masses ? évidemment non !

Pourtant depuis plus de trente ans, le discours dominant à gauche c'est celui de la critique et du rejet de tout ce qui ressemble de près ou de loin au parti centralisé, accusé de toutes les tares et de tous les échecs.

La forme parti est très globalement remise en cause notamment par les héritiers de la deuxième gauche, pour ses échecs (réels ou supposés) d'hier qui prouveraient que la construction d'un véritable parti communiste n'est ni possible ni souhaitable pour transformer le monde. Depuis 1985, la deuxième gauche a essayé sur la base de la disparition des principaux partis et organisations ML, et sur l'implosion du PCF de construire des structures « démocratiques », « décentralisées », « alternatives », « citoyennes » qui selon ses dires seraient une réponse efficace à la crise des partis. Le but plus ou moins avoué était en même temps pour ces organisations de remplacer le « *vieux combat de classe* » trop marqué par le marxisme « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et son image négative, par la promotion de luttes encadrées par la petite bourgeoisie et où la classe ouvrière organisée est peu présente et surtout pas dominante.

Force est de constater les limites, l'échec et l'impasse de cette voie. Le PCF lui-même n'ayant plus aucune retenue dans ses abandons et ses reniements, s'est également rangé du côté du discours « gauche de gauche », « alternatif », » citoyenniste » des altermondialistes (réformistes) comme ATTAC, ce qui n'a pas non plus empêché son effondrement et avec lui celui du Front de Gauche. Certes nous voyons depuis 2012 avec le quinquennat de François Hollande, d'une part l'accélération du processus de fascisation et d'autre part le début d'une riposte de classe (notamment illustrée par la lutte pour le retrait de la loi El Kohmri contre le code du travail). Une radicalisation s'opère y compris dans les couches de la petite bourgeoisie. Cette radicalisation, conséquence de l'échec des décennies d'Union de la Gauche, n'a pas de direction et n'en trouvera pas en dehors d'un parti communiste. Une vidéo intéressante est disponible sur internet, au sujet de "**La théorie du parti révolutionnaire chez les marxistes**", par Maurice Cukierman.

Il peut paraître incongru, paradoxal voire dépassé, de mettre en avant aujourd'hui la question de la construction d'un parti communiste de type nouveau, dans une période où le discrédit politique est généralisé vis-à-vis des références au communisme et des formes politiques partisanes.

Faut-il s'en tenir au discours dominant qui pendant plus de 30 ans nous a seriné, « la fin des idéologies », « la fin de l'Histoire », « la fin de la lutte des classes », « la disparition du prolétariat » ? Là encore c'est non !

D'ailleurs il faut signaler que durant la période 85 – 2015, il y a eu des tentatives au sein de ce qui existait dans les restes divers et divisés du mouvement ml, de se regrouper, de débattre et d'agir. Rappelons, le lancement des EP, puis d'un « appel aux communistes » en 1996, d'une proposition de rencontre unitaire en 1997 qui se concrétisera en 1998 par la création d'un collectif. Mais malgré ces initiatives unitaires, c'est le sectarisme et la division qui ont repris le dessus. L'appel de 1996 critiquait « *l'opportunisme et le repli sectaire* » et indiquait « pour faire la révolution il faut un Parti Communiste. ». Dès l'origine, les EP dénonçaient « *l'aggravation de la crise du système capitaliste avec son cortège de misère, la montée du fascisme, l'absence de perspectives, le repli individualiste, la confusion idéologique, la division et l'éparpillement du mouvement ouvrier.* », proposaient de « *combattre le sectarisme et son frère l'opportunisme.* » et de « *lier la théorie et la pratique.* ».
Toujours dans cette même décennie, mais aussi dans les suivantes, des organisations politiques, des journaux et des regroupements se réclamant du communisme et du marxisme-léninisme furent créées : CEP, CCCP-PCF, Kartel 21, BIP, CC, CHB, CNUC, URCF, PRCF, RCC, ROCML…
Le simple fait que ces organisations fussent créées, de même que furent maintenus l'OCML-VP ou le PCOF, au moment même où la violence de la campagne anticommuniste était la plus forte, est déjà un élément important et positif. D'autant plus que l'aggravation de la crise (politique, économique, sociale et écologique) qui accélère les risques en tous genres (fascisation, guerres et destruction de la planète), rend nécessaire, indispensable, incontournable et… urgent, ce débat. En mars 2013, les EP ont publié un texte porteur d'avenir intitulé : **« Pour un parti communiste des temps d'orage »** cet important texte réaffirme :

-- le caractère dialectique et historique des premières expériences de construction d'un parti communiste authentique, fait la critique de l'évolution social-démocrate du PCF qui depuis des années était déjà embourbé définitivement dans la voie du révisionnisme moderne.
-- la nécessité et l'aspect incontournable d'un parti communiste authentique
-- rappelle la citation de François Marty (ancien dirigeant du PCMLF) " *Ni révisionnisme, ni gauchisme une seule voie : celle du marxisme-léninisme* "

Le texte de EP, dénonce également :

-- «*l'esprit de secte* », « *le penchant à la liquidation et à la scission stériles* »

et explique que :

-- « *Seul le centralisme-démocratique au sein d'un authentique parti communiste nous permettra de progresser dans l'unité et dans une discipline librement consentie, en appliquant le matérialisme-dialectique à la réalité de notre pays. Mais dès à présent il nous faut les uns et les autres nous débarrasser de l'esprit de clocher, considérer à la fois ce qui nous unit et ce qui nous sépare et viser à l'unité en partant des faits.* ».

Il y est aussi rappelé qu'il faut « *Rompre avec le réformisme* » et « *Renouer avec l'internationalisme prolétarien* ».

Le retour de Marx et de la lutte des classes ...

Malgré le discours dominant depuis 1989, sur « la mort du communisme », la fin de « l'histoire », « des idéologies », « du marxisme », « de la lutte des classes »… c'est justement alors que sur le plan international, l'impérialisme fêtait sa victoire (temporaire) avec la chute du mur de Berlin (1989) et la fin de l'URSS (1991), que la poursuite et l'aggravation de la crise économique du capitalisme vont voir apparaître le retour de la lutte des classes, un regain d'intérêt pour le marxisme.

… y compris dans le PCF

Dès 1988, naissent des structures de militants français ou étrangers, membres ou non du PCF, sur la base de la défense du communisme, du marxisme-léninisme et de l'héritage de l'Internationale Communiste.
Au sein même du PCF des militants essaient d'y développer une ligne d'opposition à la mutation social-démocrate de Robert Hue, puis de M-G Buffet ou encore contre les positions de Pierre Laurent qui poursuit inlassablement son soutien à l'union européenne, au PS (au second tour des élections).

Le Front de gauche a dans un premier temps permis au PCF de sauver quelques pourcentages électoraux, mais ce fut de courte durée. Au sein de ce front, le PG de Mélenchon (transfuge du PS) pensait y supplanter le PCF à terme. Mais malgré son effondrement (militant et électoral), le PCF reste un parti numériquement bien plus nombreux que le PG dont la force principale est liée à l'image médiatique de Jean-Luc Mélenchon qui fut candidat de l'ensemble du Front de gauche en 2012.
Le discrédit total du PS et de F. Hollande (celui qui proclamait « *le changement* », la « *lutte contre la finance* », comme l'avait fait avant lui Mitterrand avec sa « *rupture avec le capitalisme* » et le « *changer la vie* ») a entrainé avec lui les forces de la gauche y compris celles de l'extrême-gauche (LO-NPA) ou des alternatifs (Ensemble !) dans un effondrement électoral (voir les dernières élections régionales). La référence à la gauche (assimilée au PS) et le ralliement à celui-ci au second tour des élections a provoqué une accélération, une cristallisation des oppositions internes au sein du PCF (aussi bien sur sa droite que sur sa gauche). La préparation du prochain congrès du PCF a été l'occasion pour certains militants par exemple ceux regroupés autour du réseau « **Faire vivre et renforcer le PCF** » et de son site « faire vivre le PCF » de proposer un texte alternatif pour le 37e congrès : « Unir les communistes ».

Certes ce retour aux références marxistes se fait dans une situation difficile ou la confusion idéologique est grande, mais il montre que le discours dominant est aujourd'hui sur le déclin, tandis que la nécessité du parti communiste révolutionnaire va s'imposer inévitablement. C'est une tendance nouvelle, que montre le regain d'intérêt pour le marxisme.

CHAPITRE 18

Le recentrage de la CFDT : Un commencement ? La fin d'un processus ? Une ligne momentanée ? La définition d'une ligne pour toute une période ?

Avant d'aborder la conclusion de cette brochure, il est important de bien resituer sur la base du contexte historique et des éléments chronologiques, le rôle du recentrage de la CFDT et sa place dans la deuxième gauche.

-Le blog d'Allain Graux revient sur la CFDT et l'Histoire des syndicats en France et notamment sur le passage de la CFTC à la CFDT **(voir notes 5)**

-Dans un document publié sur le site de la CFDT « D'hier à aujourd'hui CFTC-CFDT quarante ans d'histoire » : « 1978 Le nouveau cap, », Jacques Moreau reconnaît et justifie les contacts pris avec François Ceyrac et Raymond Soubie avant le CN de janvier 1978.

-Michel Pigenet sur HAL archives-ouvertes, revient sur **Les relations CGT-CFDT en 1979 ; l'unité ou comment s'en débarrasser (voir notes 6)**

CFDT et Programme commun de la gauche : Du gauchisme à Mitterrand

La signature en juin 1972 par le PCF, le PS et le MRG du Programme Commun de gouvernement, c'est un élément important pour l'évolution de la CFDT et ses relations avec le PSU.
De plus la perspective d'un gouvernement de gauche basé sur ce « Programme Commun », offre l'occasion à la CFDT de se positionner en « soutien critique » de l'union de la gauche et d'entamer une profonde mutation vers une rupture du « gauchisme » des années 68.

-Sur cette période lire dans :

« **La CFDT, un passé porteur d'avenir.** » Pierre Cours Salies 1988.
- le chapitre VII ***Identité : la CFDT de Mai 68*** –pages 165 à 199-
- le chapitre VIII ***Une consolidation syndicale et ses ombres*** –pages 201 à 217- et notamment
les sous-chapitres :
« ***Au congrès de Nantes, le débat sur les syndicats et les comités de grève*** » -pages 204 à 206-
« ***Une crispation anti-"gauchiste"*** » -pages 206 à 208-
« ***Clarifications au sujet de la transition au socialisme*** » -pages 208 à 212-
« ***A côté du Programme commun*** » -pages 212 à 217-

« **La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** » –Hervé Hamon et Patrick Rotman– 1982.
Deuxième partie : ***Eugène*** -pages 129 à 248-
-Chapitre 7 : ***Mai*** –pages 195 à 221-
Troisième partie : ***Edmond*** –pages 251 à 394-
-Chapitre 9 : ***A cheval sur le tigre*** –pages 251 à 292-

Les « Assises du socialisme » en octobre 1974 sont importantes dans le processus de rassemblement de la deuxième gauche en lien avec la construction d'un grand PS voulu par Mitterrand.

Une rupture qui accélère le recentrage de la CFDT

La rupture de l'union de la gauche en septembre 1977, a obligé la CFDT à s'adapter dans la nouvelle situation. Mais cette rupture a aussi favorisé sinon accéléré la stratégie du recentrage qui valide le « réalisme économique », la « négociation avant tout » la gestion de l'austérité…

L'échec de 1978, intégré dans la stratégie d'Edmond Maire en juin 1977

Au deuxième trimestre de 1981, est publié « **C.F.D.T. Le rêve et la vie** » aux ES par ***Jean-Claude Poulain*** (Prêtre-ouvrier insoumis de la Mission de Paris, militant de la CGT et du PCF). A la page 108, il cite un commentaire d'*Edmond Maire* au **Matin de Paris** du 14 juin 1977 : « *Et si les forces populaires n'emportaient pas les prochaines élections législatives, notre plate-forme donnerait alors au mouvement syndical un moyen de surmonter le découragement et de reprendre l'offensive.* ». ***Jean-Claude Poulain*** fait la remarque suivante : « *Autrement dit, on pensait déjà beaucoup, à la CFDT, au « recentrage ».*. ».
A la page 109 débute le chapitre : « ***Résultat : le « recentrage » de gauche à droite*** » qui se termine page 127.

Recentrage chronologie de Mars 1977 à Mai 1979

-Mars 1977 : Jacques Moreau secrétaire national de la CFDT chargé du « secteur politique » est « mandaté par la Commission exécutive pour présenter le rapport d'orientation devant le Conseil national de janvier 1978. Il y travaille durant l'automne, aidé de deux collaborateurs, Pierre Autexier et Patrice Garnier. Moreau expose au Bureau National réuni en décembre l'ossature de son analyse.

-16 mai 1977 : « en avant première, une délégation de la CFDT conduite par Edmond Maire a exposé à François Mitterrand et au dirigeants du Parti socialiste la philosophie générale de cette démarche. Les cédétistes veillent à ne pas la décrire comme alternative au programme commun mais soulignent qu'« elle est valable dès aujourd'hui et, en tout état de cause, servirait de base aux négociations à ouvrir en 1978 avec un gouvernement de gauche et avec le patronat »
(La deuxième gauche Histoire intellectuelle et politique de la CFDT –Hervé Hamon et Patrick Rotman- 1982) -page 295-

-10-11 Juin 1977 : La CFDT élabore « une « plate-forme d'objectifs immédiats » -valable quelle que soit l'issue du scrutin- (…) Les revendications concernant les salaires, les retraites, l'écrasement des hiérarchies, sont ambitieuses, mais c'est la coloration autogestionnaire de l'ensemble qui lui confère sa signification profonde. Le secrétaire général insiste d'ailleurs sur cette dimension en présentant le document : « Si demain la gauche accède au gouvernement, la première période de transformation sera marquée par un risque de centralisme, de technocratie ou de bureaucratie, legs de la société capitaliste française mais aussi bien présents au sein des partis de la gauche. Notre plate-forme doit apporter des réponses en termes structurels permettant aux travailleurs de lutter contre ces dangers et d'exercer leur contrôle.» La principale innovation préconisée par les cédétistes est la création d'un conseil d'atelier grâce auquel les salariés puissent jeter un œil sur la marche de l'entreprise nationalisée, apportant leur commentaire et leur savoir. »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 294-

-7 septembre 1977 : « Edmond Maire se montre sévère à l'égard de la gauche. A ses yeux, la plus aiguë des controverses passe à côté du problème essentiel : promouvoir un autre type de développement démocratiquement défini. Une fois de plus, il récuse l'appel à l'Etat, la logique centralisatrice qui prétend octroyer le bonheur d'en haut, sans participation effective des citoyens. Il se défie du recours systématique à la loi pour réglementer les rapports sociaux. En un mot, il reprend, en écho au discours rocardien sur les « deux cultures » de la gauche française, la critique portée par la CFDT et ses amis politiques contre le programme commun. »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 295-

-23 septembre 1977 : Rupture des négociations sur l'actualisation du Programme Commun de la gauche. C'est la désunion entre le PS le P « C »F et le MRG.

-19 octobre 1977 : « Une déclaration d'Edmond Maire sur l'antenne d'Europe n°1 tourne la page de l'union sacrée et revêt des accents qui étaient, quant au fond, ceux de *Reconstruction* : « La seule alternative dans la classe ouvrière à l'idéologie, à l'orientation, à la doctrine communiste, se trouve dans les orientations de la CFDT et nulle part ailleurs »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 298-

-Décembre 1977 : « *Albert Mercier et Jacques Moreau s'entretiennent, dans un appartement de la rue de Marignan, avec François Ceyrac. Un luxe de précautions a été déployé pour préserver le secret de la rencontre. Les lieux –propriété du CNPF- sont situés dans un immeuble de bureaux, et les invités au rendez-vous ont décidé d'attendre la sortie du travail pour éviter les regards importuns. Albert Mercier, responsable du secteur action revendicative, est « monté » à la CE lors du congrès de 1976, dépêché par la Fédération des métallos.* (…) *depuis qu'il est entré en fonctions, il s'afflige de n'être que le « ministre des relations avec la CGT ». Pragmatique, il ressent la nécessité d'une correction de trajectoire. Et il s'étonne, en particulier, que les passerelles entre la Confédération et le patronat ne soient que fragiles et provisoires. Hormis Jacques Chérèque, le porte-parole de la FGM, qui voit de temps à autre les ténors de l'UIMM, ou Michel Rolant, appelé par sa charge de leader du secteur économique à rencontrer des experts de chaque bord, les ponts sont pratiquement coupés depuis trois ans. Chérèque vient tout juste de renouer le fil après la rupture de l'union de la gauche. Il est de ceux qui ont préparé l'entrevue clandestine.*

Qu'attend la direction de la CFDT de ce dialogue (seuls les membres de la CE sont dans la confidence) ? Edmond Maire : « *Nous souhaitions une ré-exploration du terrain, connaître l'optique patronale non de manière abstraite mais dans ses implications concrètes.* » *La discussion dure deus heures et les versions qu'en livrent les participants ne varient pas sensiblement. François Ceyrac :* « *Mercier et Moreau m'ont donné la substance du rapport qui devait être présenté en janvier- Moreau ne m'a pas caché que le programme commun était un carcan pour le syndicalisme tel que le concevait la CFDT. Pour lui, une victoire de la gauche, dans l'état de division et d'impréparation où se trouvait cette dernière, représentait une source d'inquiétude* ». Albert Mercier précise : '' *Le contact a été bon. Tout de suite, nous avons demandé avec qui nous pouvions traiter au CNPF. Ceyrac était désireux de rouvrir les dossiers. Il a beaucoup de bons sentiments, comme pas mal de patrons chrétiens. La conversation a porté sur les bas salaires et la durée du travail.* '' ». (…) « *Les*

trois hommes conviennent de poursuivre. Un autre rendez-vous est pris pour janvier, et les conjurés se rejoignent aussi discrètement que la première fois. L'échange s'approfondit dans deux directions. Les émissaires de la CFDT souhaitent être informés de l'attitude du patronat en cas de défaite de la gauche. Au moment où ils s'emploient à « recentrer » leur stratégie dans le sens de la négociation, il importe de savoir, en préalable, si le CNPF est disposé à saisir la perche ; ou si, fort d'une majorité politique qui l'agrée, il persévérera, la peur passée, dans son inertie opiniâtre. François Ceyrac réitère ses ouvertures, précisément sur la réduction du temps de travail. D'autre part, les mandataires de la rue Cadet veulent « sonder » leur interlocuteur sur un thème pour eux prioritaire : l'expression des salariés sur le lieu même de leur activité. On décide, à ce propos, de créer une commission mixte d'étude comprenant deux représentants du CNPF et deux de la CFDT. Le groupe se réunira régulièrement et clandestinement tout au long de l'année 1978. A la veille des élections législatives, le « patron des patrons » rencontre de nouveau Albert Mercier, dîne entre les deux tours avec Jacques Chérèque pour préparer, après le second, une autre entrevue. La voie est dégagée pour un face-à-face officiel.
Parallèlement, les leaders cédétistes prospectent le terrain politique. Convaincus que l'attitude du Parti communiste écarte l'éventualité d'un succès de la gauche, ils envisagent des lendemains qui ne s'annoncent guère souriants. Leur « correspondant », du côté gouvernemental, s'appelle Raymond Soubie, conseiller pour les affaires sociales du Premier Ministre Raymond Barre. Ancien collaborateur de Jacques Delors, il a été l'un des adjoints du ministre du Travail Joseph Fontanet avant d'être appelé par Jacques Chirac à Matignon où l'a maintenu le successeur de ce dernier. Son pouvoir est considérable, Barre se déchargeant sur lui « du social » pris en bloc. Les discussions entre Jacques Moreau et ce super-ministre qui n'en porte pas le titre commencent en décembre 1977. L'objectif du responsable syndicaliste est toujours le même : déterminer ce qui est susceptible d'être négocié à l'issue des élections de mars. Moreau : « *Soubie est un homme qui connaît parfaitement le mouvement syndical. Il souhaitait avancer sur un certain nombre de dossiers.* » *La difficulté provient de la détérioration antérieur des rapports. Pour le pouvoir politique, la CFDT est associée au trio PC-PS-CGT dans l'attelage union de la gauche. Moreau doit d'abord lever cette hypothèque, convaincre son vis-à-vis que sa démarche est d'ordre strictement syndical et tend à reconstituer un tissu social déchiré par les antagonismes idéologiques.* »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -pages 304 à 306.

-Décembre 1977 : Jacques Moreau expose au Bureau National les grandes lignes de son Rapport qui servira de cadre pour le recentrage de la CFDT.

-26-28 Janvier 1978 : Au Conseil National de la CFDT, Jacques Moreau présente son rapport donnant le contenu de la politique de recentrage.

« Le rapport présenté en janvier 1978 devant le Conseil national de la CFDT par Jacques Moreau, dirigeant de la fédération de la Chimie, fait l'effet d'une bombe en ouvrant la voie à un « *recentrage* » (bientôt requalifié en «*resyndicalisation*») de l'orientation cédétiste. En 1979, à l'issue de son congrès de Brest, la CFDT se place sous de nouvelles orientations inspirées des logiques du «*rapport Moreau*». Elle approuve notamment la fin de l'entente
privilégiée avec la CGT au profit d'une « *unité d'action à plusieurs vitesses* ». La CFDT entend « *s'installer dans un paysage politique débarrassé de l'utopie du changement* » et, alors qu'elle «s'était beaucoup impliquée dans la rénovation du parti socialiste», elle souhaite
désormais ‘’*se consacrer à l'émergence d'une scène sociale sur laquelle les changements passeraient par la négociation entre acteurs sociaux et non plus dans la vaine attente d'un changement politique* ‘’ » (Source : La CGT, l'action syndicale, le changement (1978-1984) –IHS CGT)

-19 mars 1978 : La gauche perd les élections législatives.

-21 mars 1978 : Deux jours après l'échec de la gauche aux législatives : « la CFDT sollicite une audience auprès du président de la République.»
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 306-

-24 mars 1978 : La CFDT est reçue à l'Elysée par Giscard.
« Voilà treize années qu'un dirigeant cédétiste n'a pas franchi le seuil de l'Elysée. » « L'état-major cédétiste entend prouver qu'un syndicat doit remplir sa mission –négocier, obtenir des résultats même quand le contenu des urnes est décevant. »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 307-

-14 avril 1978 : La direction CFDT rencontre… Raymond Barre : « Après l'Elysée, Matignon, le 14 avril, pour une longue séance de travail avec Raymond Barre. La délégation cédétiste en ressort presque satisfaite »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 308-

-« Le 3 mai 1978, se déroule la première rencontre "officielle" entre le CNPF et la CFDT. François Ceyrac exprime son désir "d'aboutir à des résultats positifs" et marque sa préférence pour des discussions par branche. Edmond Maire répond sur le même mode : "La CFDT a la volonté d'obtenir par la négociation des changements réels et positifs" il déplore au passage l'intransigeance des patrons dans la période écoulée, et suggère de réformer "les rapports patrons-syndicats, de recréer une pratique de négociation" Les mandataires du CNPF ne trahissent aucune surprise devant ce surprenant discours – les explications préalables des francs-tireurs Mercier et Moreau ont porté leurs fruits. »
(La deuxième gauche : Hamon et Rotman) -page 308-

-8 au 10 mai 1979 : 38e congrès CFDT à Brest

-18 mai 1979 : L'Unité, le journal du PS, publie un compte-rendu du congrès de Brest sous le titre : « **C.f.d.t. : petite majorité pour le réalisme, grosse minorité pour le " rêve "** »

Ces longs mais intéressants extraits du livre d'Hamon et Rotman ainsi que les autres infos, nous donnent des éléments sur la philosophie et la pratique des dirigeants de la CFDT dans cette période.
De plus ces éléments donnent un « coup de projecteur » sur des personnalités comme Raymond Soubie. Son parcours sur sa fiche Wikipédia est assez éclairant. **(voir annexe 141)**
Raymond Soubie n'est-il pas depuis 2008, un invité récurrent de « C dans l'air », l'émission d'Yves Calvi ?

Changement de ligne, de tactique, de nature, de stratégie ?

La fiche wiki consacrée à la CFDT indique notamment :

« *Cependant, la rupture de l'Union de la gauche (1977) et l'échec de celle-ci aux élections législatives de 1978 conduit la centrale d'Edmond Maire à un changement de stratégie. Elle s'éloigne de la CGT et entreprend un mouvement de « resyndicalisation » (ou de « recentrage sur l'action syndicale ») qui consiste notamment à prendre de la distance face aux partis politiques. Elle appelle pour la dernière fois à voter socialiste à la présidentielle de 1981. Si elle soutient le « tournant de la rigueur » de 1983, elle se définira ensuite par son autonomie, n'hésitant pas à soutenir des réformes menées par des gouvernements de droite lorsqu'elles lui paraissent justifiées. Une importante minorité conteste ce « recentrage ».* »

La lutte contre le recentrage de la CFDT avant et après son adoption officielle au 38e congrès à Brest du 8 au 10 mai 1979-

-Le recentrage contre le « tout politique »
-le « recentrage sur l'action syndicale ».
-la « resyndicalisation »

Recentrons !

Le recentrage arrive sur un terrain en crise d'où les faibles oppositions. Il n'est pas totalement extérieur à certaines préoccupations du moment. L'opposition au recentrage est divisée sur les moyens et sur les buts.

Le recentrage prend ses racines en 1974-75 dans une CFDT qui est passée d'un syndicat réformiste d'origine chrétienne à un syndicat qui tactiquement pendant une période se sert de la présence des « gauchistes » pour se renforcer, tout en posant des limites à la contestation. L'opération des « Assises pour le socialisme » en 1974 avait déjà montré l'existence de plusieurs forces dans la CFDT. La deuxième gauche n'apparaissait pas clairement comme force idéologique autonome et concurrente de la gauche classique. De plus certaines fractions de cette deuxième gauche tactiquement « s'opposaient » à la mainmise du PS sur la CFDT sans vraiment montrer que cette « opposition » n'était finalement qu'une rivalité entre deux gauches aussi bourgeoises et pro-capitalistes l'une que l'autre. L'habillage autogestionnaire y a joué un rôle central, faisant passer une idéologie anticommuniste basée sur la doctrine sociale de l'Eglise et le réformisme pour une idéologie émancipatrice. C'est sur ce point que la force et la mystification de la « deuxième gauche » a été puissante.
L'après 68, les grèves sauvages, les occupations d'usines, les séquestrations de patrons, la lutte des Lip, l'affaire des comités de soldats… avaient « libéré » certaines fractions radicales dans la CFDT qui pendant une période se revendiquent de la lutte des classes.
C'est ce que rappelle le blog d'Allain Graux en 2012

Dès 1976, la direction CFDT prépare le terrain pour le recentrage. C'est la période où la CFDT opère un « nettoyage » de ses structures en chassant en excluant des milliers d'oppositionnels (gauchistes, anarchistes, trotskistes, marxistes-léninistes).

Edmond Maire dans une interview de 2009 à la question : « *À la fin des années 70, pourquoi le recentrage sur l'action syndicale ?* » répond :

« *Le recentrage n'est pas proposé par rapport au gauchisme, mais par rapport au programme commun. Car la période du danger gauchiste des années 70 à 73 est dépassée. Ce fut la pire des périodes, la période du bateau ivre. J'hésite même à m'absenter plusieurs jours de la confédération.*
Les années suivantes l'imprégnation du programme commun devient dominante. Nous n'obtenons pas de résultats marquants avec le CNPF et la droite au pouvoir. L'attente de changement semble passer, au détriment de l'action syndicale, par un vote politique. Le syndicalisme devient de fait subordonné au politique. Les assises du socialisme en 1974 n'y changent rien. Elles s'avèrent une erreur.
C'est alors qu'est décidé le recentrage, avec Jacques Moreau comme rapporteur au conseil national. »

Le recentrage est déjà en germe dès 1974, il devient de plus en plus « nécessaire » pour la direction Confédérale en 1976. Sa préparation et sa gestation en 1977, son officialisation en 1978 et sa naissance réelle en 1979 correspond à la fois à une évolution/mutation, dans le cadre de la continuité d'un syndicat réformiste qui n'a pas hésité à enfourcher les habits de la nouveauté et du « gauchisme » pour la circonstance. Quand certains points de la ligne réformiste furent remis en cause et que certaines structures de la CFDT furent plus ou moins sous contrôle de militants révolutionnaires allant au-delà du réformisme radical et social-démocrate du PSU, Maire entreprit un « nettoyage » pour débarrasser son syndicat de futurs potentiels gêneurs. La force d'Edmond Maire et de la direction de la CFDT (où le PSU était bien représenté…) c'est d'avoir utilisé très habilement certaines divergences avec la CGT ou les critiques sur l'union de la gauche, tout en prônant l'autogestion, pour renforcer le courant de la deuxième gauche.

Toute la période 74-79 est marquée par des mesures disciplinaires contre les « oppositionnels » dans la CFDT, ces mesures se généralisent petit à petit dès 1975. Le congrès de 1976 c'est un point de rupture avec la « tolérance » passée et Maire s'engage ouvertement dans la chasse à ceux qu'ils nomment les « coucous ». Le coucou est un oiseau qui a la particularité de pondre des œufs dans le nid d'autres oiseaux. Le symbole est fort, Maire indique que la direction de la CFDT ne se laissera pas faire… c'est d'ailleurs à ce moment là que les sanctions contre les opposants à la ligne confédérale vont être beaucoup plus systématiques.

La section Usinor-Dunkerque victime du recentrage

En 1979, la première victime du recentrage appelé « recentrage sur l'action syndicale », puis « resyndicalisation » : c'est la section d'Usinor-Dunkerque. Il faut dire que cette section à trois handicaps :

1 : être « oppositionnelle » ;
2 : être dans le secteur de la sidérurgie ;
3 : être reliée à la FGM-CFDT dirigée par Jacques Chérèque.

Ces trois « éléments » vont être décisifs dans la dissolution de la section d'Usinor-Dunkerque.
La suspension –en avril- puis la dissolution –en octobre- de la section est donc directement liée à la politique de recentrage. Il en est de même pour les nombreuses structures CFDT qui avant pendant et après l'adoption du recentrage en feront les frais.

Le deuxième effet immédiat du recentrage c'est la rupture de l'unité d'action avec la CGT.
Les autres conséquences directes du recentrage, adopté au même moment où les sidérurgistes de Longwy et Denain y mènent une lutte exemplaire, vont se concrétiser en 1979 par l'abandon, l'épuisement puis la trahison de la lutte des sidérurgistes de Lorraine. La signature par Jacques Chérèque d'une « convention sociale » (contre l'avis de la CFDT de Longwy) est une application concrète de la ligne Maire-Moreau-Chérèque.

Ce recentrage jouera évidemment un rôle dans la démobilisation des années 80 avec la gauche au pouvoir et renforcera encore plus le reflux politique de la classe ouvrière, le défaitisme et ses conséquences désastreuses ultérieures.
D'autant plus que c'est les amis de la direction de la CFDT et de la deuxième gauche (ex-PSU, Rocardiens…) qui sont aux commandes (Delors, Beregovoy, Chérèque, Rocard, Auroux…) pour moderniser l'économie capitaliste, le dialogue social, instaurer les politiques de rigueur et d'austérité.

Dans un texte intitulé : « ***D'hier à aujourd'hui CFTC-CFDT quarante ans d'histoire 1978 - Le nouveau cap*** » la CFDT indique et se demande :

> « *Anticipant sur l'échec programmé de la gauche aux élections législatives de 1978, la CFDT affirme ne plus tout attendre du politique et mobilise dans les entreprises.*
> *Le rapport au Conseil national de janvier 1978 dit « rapport Moreau », du nom du secrétaire national de la CFDT chargé du « secteur politique », était-il la preuve que la CFDT trahissait « ses objectifs de classe » ou, au contraire, un retour à une pratique syndicale efficace et réaliste ?* »

En 2012, plusieurs membres du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) : Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux et Henri Rey publient « **Le réformisme assumé de la CFDT. Enquête auprès des adhérents** » - Les Presses de Sciences Po, coll. « Fait politique ».
La fiche de lecture et l'article de Lilian **Mathieu** **(voir notes 7)**

A noter qu'Henri Rey était l'ancien secrétaire général du PCRml sous le pseudonyme de Max Cluzot.
Un chapitre écrit par Guy Groux est intitulé :

« Introduction / Regards sur le passé
Quelles ruptures ? Quelles permanences ? »

Les sous-chapitres :

Modernité et radicalité
À l'origine, une certaine modernité
L'unité d'action avec la CGT : un fait ambigu
1968, le tournant de l'autogestion
De l'autogestion au recentrage
Le projet de 1970
Crise ou renouveau du capitalisme ?
Le rapport Moreau : recentrage et réalisme économique

Guy Groux dans l'introduction du livre « **Le réformisme assumé de la CFDT. Enquête auprès des adhérents** » se demande si le recentrage constitue une rupture ou une continuité dans l'évolution de la CFDT. Il explique face à l'analyse en terme de rupture, qu'une autre lecture est possible, que la période 68-79 n'est qu'une parenthèse plutôt éphémère dans la longue histoire de ce syndicat qui dès le début se veut « moderniste », défendant la « responsabilité économique », la « participation dans l'entreprise », rejetant le « corporatisme », « l'ouvriérisme » et le « totalitarisme ».

Les premières années de la CFDT sont marquées par un accord d'unité d'action avec la CGT en 1966. Il s'agit aussi pour la « jeune » CFDT d'exister entre la CGT et FO, mais surtout être dans le sillage de la CGT.
Fondamentalement réformiste, la CFDT (qui est très influencée par le PSU) va aussi se revendiquer de la lutte des classes et d'un certain radicalisme surtout pendant la période 68-76. L'autogestion lui sert à la fois à se positionner contre la dictature du prolétariat et à proposer une alternative suffisamment floue vis-à-vis de la société capitaliste sans s'opposer réellement à elle sur le fond.

Guy Groux pense très justement que l'autogestion a un usage interne, celui de satisfaire la radicalité de nombreux militants d'extrême-gauche venus à la CFDT en mai 68.
Cette autogestion est pour lui une notion polymorphe qui peut aussi bien se comprendre comme alternative au système capitaliste ou bien être totalement intégrée dans la participation, la gestion du système. C'est sur ce genre d'ambiguïté que la CFDT va essayer de surfer dans sa période « gauchiste » qui amorce en fait la suite c'est-à-dire le recentrage.
Quand les idées de la « deuxième gauche » seront présentes puis dominantes dans les sphères du pouvoir et que le soutien au capitalisme (modernisé) de gauche ou de droite ne sera plus que la seule alternative, la CFDT se débarrassera de son maquillage gauchisant, puis en 1988 lors de son 41e congrès Edmond Maire passe le relais à Jean Kaspar et renonce à la référence au socialisme et abandonne l'autogestion.

La parenthèse « gauchiste » de la CFDT pouvait-elle être une ligne de lutte de classe sur une longue durée ? Le recentrage aurait-il pu être repoussé ou abandonné ?

A ces questions, il convient de préciser que les « oppositionnels », les « gauchistes », les « coucous » -comme disait la direction confédérale, étaient extrêmement divers et divisés sur le plan pratique et théorique.

L'opposition au recentrage est divisée en plusieurs groupes :

-les anarchistes
-les trotskistes
-les marxistes-léninistes
-les syndicalistes de classe
-les syndicalistes révolutionnaires
-les autogestionnaires
-la gauche syndicale et le courant proche du CERES : la « contribution »

Ces 7 groupes sont eux-mêmes plus ou moins divisés.

De « Rennes Révolutionnaire » en 1970 au soutien à Edmond Maire en 1980

La revue : **Dissidences** n°8 : « **Prochinois et maoïsmes en France (et dans les espaces francophones)** -mai 2010- rappelle très justement que « **Drapeau Rouge** » journal de l'OCF-ML -Organisation communiste de France (marxiste-léniniste) groupe basé en Bretagne, issu de « **Rennes révolutionnaire** » provenant d'une scission du PCMLF- titrait son n°85 –en 1980- : « ***Soutenons Edmond Maire*** ». Les analyses et les évolutions de ce groupe sont en effet apparemment surprenantes mais une étude plus approfondie des thèmes et des positions de ce groupe montreraient qu'il y a une logique dans son évolution tant politique que syndicale.

L'évolution du groupe OCFml en fait certainement celui qui va défendre les positions les plus droitières des organisations ML. En décembre 1979 « **Drapeau Rouge** » n°72 écrit "*En vérité, l'échec politique et économique de la droite, mais surtout la faillite profonde en quelque sorte idéologique aussi bien des partis de la vieille droite que des partis de la fausse gauche exigent une alternative neuve et nette : une force révolutionnaire antitotalitaire. Les prémisses de l'émergence de cette force apparaissent aussi bien dans les conditions même de la bonne tenue de la C.F.D.T. lors des élections prudhommales que dans le succès d'estime de Michel Rocard dans l'opinion*" .

Le groupe « **Rennes révolutionnaire** » est créé en septembre 1970, il va au cours de son évolution devenir : Organisation communiste marxiste-léniniste de l'ouest, Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Drapeau Rouge, Organisation communiste de France (marxiste-léniniste), Organisation Communiste de France (démocratique), Cercles des Communistes Démocratiques.
Concernant la ligne politique de l'OCF(ml), lire la brochure de documents de son 1er Congrès (supplément à DR) du 1er trimestre 1977 : « **Accumuler des forces pour la révolution socialiste** ».

De Drapeau Rouge à Marx Again en passant par Arguments

Le journal Drapeau Rouge n°1 sort en septembre 1971 (voir l'article de l'HR n°450 –mercredi 17 mars 1976- « Une formation se réclamant du marxisme-léninisme : Drapeau Rouge » -page 6-).

La revue trimestrielle « **Arguments** » sort en 1984 ainsi que « **La lettre d'Arguments** » (supplément à la revue Arguments).

Depuis octobre-novembre 1991 la revue « **Marx Again** » a pris le relais d'Arguments. Marx Again est toujours publié en 2015.

La « contribution » à… Edmond Maire

En fin tacticien, Edmond Maire a su utiliser les divisions de ses opposants et même les renforcer en intégrant quelques « oppositionnels » au sein de la direction nationale.
Ce fut par exemple le cas de Pierre Héritier du courant la « *contribution* » qui sera un élément important de la deuxième gauche. Le courant « Contribution » a fini par rallier la direction d'Edmond Maire.

Dans la brochure éditée par la LCR en avril 1979 : « **CFDT : Le recentrage ou la gestion de l'austérité** » supplément à *Critique Communiste n°25* –éditions la brêche- des points intéressants sont développés, par exemple dans le chapitre VI – pages 77 à 82 intitulé : « ***L'opposition officielle rentre dans le rang*** ». Chapitre consacré au courant la « *contribution* ».
Mais l'idée générale est une illusoire conception basée sur l'entrisme, les luttes et contrôles d'appareils, les rapports base-sommet, le soutien et l'incantation à « l'unité PC-PS », la surestimation des oppositions…
La LCR entretient l'illusion d'une « *CFDT lutte de classe* » qui aurait pu repousser le recentrage. Quand le recentrage est officialisé en 1978 il y a une montée de critiques contre ce projet. La direction met une sourdine et fait le gros dos, mais les dés sont déjà jetés et les conditions syndicales et politiques sont mûres pour son adoption.
L'article du QDP n°692 -samedi 6 - dimanche 7 - lundi 8 mai 1978- **(voir chapitre 9)** : « **Après le Conseil National CFDT : Quel jeu veut jouer le CERES ? »** indique des éléments sur la position, l'évolution du courant la « contribution »

Des liens et des sources :

- Des références et des sources sur l'Histoire de la CFDT : **(voir annexe 142)**
- Quelques liens au sujet de la deuxième gauche et de l'autogestion **(voir annexe 143)**
- La CFDT a eu 50 ans en 2014 **(voir annexe 144)**

Conclusion :

Des habits neuf pour cacher ses oripeaux

D'hier à aujourd'hui : Le réformisme trouve toujours des habits neuf pour cacher ses oripeaux.

Dans mon travail de recherche, l'ouvrage de Hamon et Rotman sorti en 1982 : « **La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** » m'a donné de nombreuses informations sur le syndicat CFDT et son recentrage.

Cependant, il faut comprendre que si la deuxième gauche (ou nouvelle gauche) prend ses racines principalement dans la CFDT, son ancêtre la CFTC et la « doctrine sociale de l'Église », il serait faux de limiter son développement à ces seules confédérations syndicales.

Les illusions réformistes de l'opposition interne dans la CFDT

Comprendre pourquoi et comment la deuxième gauche a « imposé ses choix » nous éclaire également sur les illusions concernant les oppositions internes à la CFDT.

En 1988, Pierre Cours-Sallies avait publié : « **La CFDT Un passé porteur d'avenir.** ». En 2013, il écrit « *Après 1968, et malgré l'enthousiasme soulevé par la lutte des Lip, cette CFDT de lutte de classes a fini par perdre la bataille. Ce qui a été appelé la « deuxième gauche » a alors imposé ses choix et pris le contrôle de l'organisation.* » (**Propriété et expropriations.**).

En fait le passé de la CFDT comme porteur d'avenir, c'est celui du capitalisme. L'illusion de Cours-Sallies c'est d'avoir idéalisé « *la CFDT de Mai 68* » sans comprendre que le ver était déjà dans le fruit. S'il a pu se développer et proliférer dans et hors la CFDT, c'est qu'à l'intérieur il pouvait prospérer sur des idées et des thèses comme l'autogestion ou la lutte contre le totalitarisme.

Mon jugement sur l'autogestion, peut paraître aux yeux de certains comme « dogmatique » et « sectaire ». Il n'en est rien, j'ai essayé notamment dans le **chapitre 11** de donner des éléments de réflexions sur ce thème.

Dans l'introduction de cette étude, j'ai indiqué les motivations et les questions qu'il me semblait important de traiter. Au fur et à mesure de l'avancée de mes réflexions, j'ai essayé de montrer le lien, le fil rouge qu'il y a au sujet des questions concernant les « *projets de pouvoir autogestionnaire* », les « *luttes à caractère autogestionnaire* », « *la planification démocratique* », « *l'autogestion des entreprises* », la « *CFDT de lutte de classes* » qui « *a fini par perdre la bataille* », *la* « *deuxième gauche* » qui a « *imposé ses choix et pris le contrôle de l'organisation.* »…

La deuxième gauche (avec ou sans guillemets) n'était pas un parti avec des contours bien défini. Son histoire (qu'il reste à écrire) et son évolution montrent qu'elle a su se développer en cachant son origine historique et en trompant de nombreux militants sur sa nature réformiste. La deuxième gauche est dans la tradition du « socialisme utopique », du christianisme. Elle s'est enrichie de l'apport idéologique de certaines conceptions anarchistes, trotskisantes ou gauchisantes de penseurs comme Herbert Marcuse, Ivan Illich, Pierre Fournier, Alain Touraine, André Gorz/Michel Bosquet, de l'altermondialisme…

L'idée principale en est la défense et la proposition d'une hypothétique troisième voie entre capitalisme et socialisme. Même si les contours de la deuxième gauche sont fluctuants, il n'en reste pas moins :

une filiation historique et une cohérence idéologique avec le réformisme tant sur le plan politique qu'économique.

Le 1er mai 1994, j'avais assisté à Bruxelles à la fête du PTB, à un débat entre Jo Cottenier et Ricardo Petrella. Les positions de Ricardo Petrella étaient symptomatiques du courant « deuxième gauche », un constat des méfaits du capitalisme assez juste mais des conclusions et des solutions réformistes comme le relevait très justement Jo Cottenier (PTB). Une conférence de Jo Cottenier datant du 14 août 1994 a été diffusé par l'INEM, le sujet était la critique des positions de Petrella au regard des positions marxistes. Le titre de cette conférence : « ***Marx ou Petrella ?*** ».

Il est d'ailleurs significatif qu'aujourd'hui en 2016, plusieurs courants issus de la deuxième gauche tentent en se servant de l'échec du révisionnisme en URSS et ailleurs, d'assimiler celui-ci au socialisme en général et au marxisme-léninisme en particulier. Dès lors nos réformistes (new look) nous resservent leurs vieilles théories inter-classistes, contre le rôle dirigeant de la classe ouvrière, pour l'autogestion, les SCOP…

L'actualité de la deuxième gauche.

Nous aurions tort de penser que la deuxième gauche c'est du passé. Les hommages dithyrambiques rendus après la mort de Michel Rocard le 2 juillet 2016, le prouvent amplement.

Nous avons vu que cette deuxième gauche était complexe, multiple, plurielle. En fait la deuxième gauche s'est renforcée grâce aux limites de la gauche classique. Elle a comme une « bombe à fragmentation » ou comme une tumeur, essaimé un peu partout. Même la CGT est touchée par une offensive de la deuxième gauche, qui essaie de briser encore les quelques « résistances » internes à ses conceptions réformistes.

Peut-on combattre la deuxième gauche en reprenant en partie ses thèses et conceptions, comme le fait la « gauche de la gauche » ? Non ! l'histoire le montre. Le courant de la deuxième gauche a fonctionné comme une sorte de « passager clandestin » au sein de la mouvance gauchiste de 1968. Il s'est développé dans le syndicalisme « radical » de la CFDT et du réformisme du PSU.

Si le recentrage de la CFDT est le produit de cette deuxième gauche, il est tout à fait illusoire de penser qu'une CFDT différente aurait été possible sans ce recentrage.
Ne voir l'évolution de la CFDT qu'en fonction du recentrage, ne permet pas de comprendre la nature de cette évolution. Le recentrage est l'arbre qui cache la forêt, il n'est pas la cause, mais plutôt la conséquence des évolutions de la ligne de la CFDT.
Les trotskistes comme les anarcho-syndicalistes (et une partie du mouvement ML) ont cru qu'a l'intérieur de la CFDT il suffisait d'opposer une pratique plus démocratique, de la base, plus radicale, plus autogestionnaire avec un discours lutte de classe ou révolutionnaire face à la direction, la bureaucratie, les bonzes… pour que ce syndicat change sur le fond.
Ces croyances se basaient sur une absence d'analyse politique concernant la nature et la forme du réformisme radical de la deuxième gauche. Cette absence était liée au fait qu'une partie des opposants, des contestataires à l'intérieur de la CFDT étaient eux-mêmes influencés par les idées qu'ils prétendaient combattre.

Conséquences et héritage

L'idéologie et la pratique de la deuxième gauche ont eu des conséquences politiques et sociales dans l'après 68, c'est comme le montre *Michel Clouscard* dans « **Le capitalisme de la séduction – Critique de la social-démocratie libertaire** » la victoire idéologique du « mai 68 culturel » sur le mai 68 ouvrier. A la page 56 de l'édition de 1981, il écrit :

> « *Pour en venir à la bande à Jean Daniel qui a réussi cette performance : être un symbole et un monopole. Les copains, maintenant, se partagent un énorme gâteau : la modernité culturelle de la social-démocratie libertaire. A moi, à toi. De la vraie nouvelle droite (Lévy) à la fausse nouvelle gauche (Touraine). Ou de l'ex-gauchisme à l'ex-droitisme. Culture des ismes qui savent se renvoyer l'ascenseur. Equipe informelle mais profondément homogène, puisque leurs dissemblances sont semblables, homogénéité d'une bonne bande de copains qui fait carrière. Et qui fait la Culture.* »

La deuxième gauche est à la fois le creuset et le produit de l'idéologie de la petite bourgeoisie intellectuelle de la fin des années 60.
Son héritage en terme politique et théorique est diversement revendiqué et même quelquefois totalement nié y compris par ses propres héritiers, même s'il concerne une partie importante de l'échiquier politique. La raison en est principalement sa forme nébuleuse et diverse. La gauche comme la droite ont été influencées par ses idées. Certaines structures, organisations ou partis politiques ne tiennent pas forcément à mettre en avant la réalité et l'influence de celle-ci dans leurs conceptions et analyses.
Sur le plan politique, la deuxième gauche a influencé à des degrés divers, les libertariens, Manuel Valls, Jean-Pierre Chevènement, les alternatifs, les écolos, les anarchistes, le PCF, le PS ou le MODEM…
Le cas d'un Jean-Luc Bennahmias **(voir notes 8)** est tout à fait éclairant et il synthétise assez bien le parcours et la dérive de cette deuxième gauche par exemple sur le sujet des drogues **(voir notes 9)**.
Un autre aspect non négligeable fut le rôle complexe de la question de l'énergie atomique et de son « opposition antinucléaire » **(voir notes 10 : La deuxième gauche et le nucléaire)**.

La deuxième gauche est l'élément essentiel qui fait exploser après 68, les deux forces politiques organisant et structurant la société française depuis la libération : l'UNR (De Gaulle) et le PCF. La force et la subtilité de Mitterrand fut de savoir utiliser parfaitement les contradictions et les oppositions entre première et deuxième gauche, pour substituer à l'ancienne société (gaullo-PCF) le gaucho-socialo-réformisme de la nouvelle (ou deuxième) gauche. La bascule se fait sur les décombres d'un PCF qui depuis les années 50 est passé par des tendances opportunistes à la généralisation de celles-ci et à sa cristallisation sur une ligne révisionniste moderne défendue par l'URSS en 1963 lors de l'éclatement du Mouvement Communiste International.

1968, est un moment important pour l'émergence politique, idéologique et culturelle d'une petite bourgeoisie intellectuelle qui veut remplacer les forces issues de la résistance et de la libération.

Les ouvrages de Clouscard, montrent très bien que c'est cette petite-bourgeoisie (libérale-libertaire) qui fut mise en avant au détriment du mai 68 ouvrier (grève générale et occupation des usines).
Il ne s'agit pas ici de défendre ou de glorifier la société gaulliste ou le PCF. Cette société était traversée notamment en 1967, par le développement d'un fort mouvement ouvrier et de très nombreuses luttes et grèves.

Le PCF avait dégénéré en parti gestionnaire et voulait se servir de Mitterrand, de la gauche, du PS pour arriver pacifiquement au pouvoir. Comme l'écrivait l'Humanité Rouge n°192 –jeudi 21 juin 1973- : « *Comme nous l'avons expliqué lors des élections, la condition principale qui a permis l'alliance contre-révolutionnaire P.C.F.-P.S.. c'est la dégénérescence révisionniste du P.C.F., et non le prétendu abandon de la part du P.S. de sa politique de collaboration de classe, comme le soutiennent les dirigeants révisionnistes* ».

L'alliance plus ou moins stable « gaucho-socialo-réformiste » s'est unifié en partie dans la deuxième gauche contre une fraction de la première gauche, dans un contexte où la crise du capitalisme s'accélère et où éclatent les bouleversements idéologiques.

La deuxième gauche a remplacé :

« *arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne* » et l'organiser dans un parti ml ;

par :

‘ arracher la classe ouvrière au communisme, et briser toutes ses formes d'organisation.'

La bourgeoisie a compris son intérêt en soutenant la deuxième gauche, qui fut hier et qui reste aujourd'hui avec son influence et son héritage sur la « gauche radicale » un frein à la construction d'une autre société débarrassée du capitalisme, un obstacle pour une alternative révolutionnaire de classe. Cette alternative (terme qui fut très utilisé hier par le PSU et repris aujourd'hui par les écolos et autres altermondialistes…) ne pourra exister qu'à la condition première non pas de gérer, mais de briser l'Etat bourgeois. Contrairement à ce que disent les réformistes de tous poils, il ne peut y avoir d'alternatives durables et opposées au capitalisme dans le cadre de ce système.

Il n'y a pas de possibilité de changer le système économique si on ne brise pas, si on ne démantèle pas complètement l'Etat bourgeois qui assure la permanence du système d'oppression et d'exploitation capitaliste.

Le développement de la deuxième gauche après 1968 se réalise dans un contexte précis. C'est celui où sur le plan politique le PCF est pris dans des contradictions qui sont une des conséquences de son évolution-transformation suite à sa dégénérescence opportuniste/révisionniste des années 50. Il doit faire face à une montée des luttes ouvrières et les a enfermées dans une logique réformiste-social-démocrate d'un type particulier. Cette logique, les ml la nomment depuis la scission du MCI en 1963, par le terme de révisionnisme moderne.

Nous avons là, un point important car sur le plan politique, philosophique, idéologique et culturel c'est le PCF (avec la CGT sur le plan syndical) qui est hégémonique dans la classe ouvrière, le mouvement progressiste, anticolonialiste…

C'est cette domination qui se fissure dans les années 60, notamment avec le début d'une compréhension du phénomène révisionniste comme processus qui fait changer le PCF de l'intérieur, son projet politique, sa nature de classe, son idéologie marxiste, pour en faire une variante de la social-démocratie et son allié.

1968 est un coup d'accélérateur, entraînant les progressistes, les jeunes aspirant à la révolution, les masses ouvrières…pris entre le réformisme, le gauchisme et le révisionnisme, vers les théories frauduleusement radicales de la deuxième gauche. Mais même après 1968 (le score de Jacques Duclos en 1969 aux élections le montre) le PCF est encore très puissant, et la nouvelle (ou deuxième gauche) ne s'est pas encore totalement révélée ouvertement anti-communiste, ce qu'elle n'hésitera pas à faire dans le milieu des années 70 à la faveur de l'accélération de la crise économique, de l'offensive idéologique contre le marxisme et de l'abandon voire du rejet par le PCF de certains principes comme la dictature du prolétariat. Dans le même temps la composition sociale du PCF commence à évoluer progressivement vers un changement de sa composition sociale, ce que Julian Mischi appelle la désouvriérisation. C'est aussi du point de vue de l'analyse et des alliances de classes dans la société française, que le PCF va poursuivre son évolution (mise en avant des ITC –ingénieurs cadres techniciens- au nom de la lutte contre l'ouvriérisme). La stratégie d'union de la gauche avec son corollaire (la vampirisation du PCF par Mitterrand) va profiter sur le long terme au PS et entraîner le déclin irréversible du parti créé en opposition à la social-démocratie, et qui fut après la libération le premier parti de France. Ce déclin dont les causes sont internes et externes, va entraîner un bouleversement de tout le paysage politique, idéologique et culturel de la société française. Il permet la libération des idéologies les plus réactionnaires et fascisantes en cautionnant le discours sur « le remède est pire que le mal » et sa traduction finale par Thatcher dans l'affirmation « *il n'y a pas d'alternative* » ce qui sous-entend que le « *c'est la fin de l'Histoire* » et que le capitalisme seraient le seul avenir des sociétés et des peuples.

Si la disparition à terme du PCF entraîne des conséquences négatives, c'est surtout lié à la nature de ce qui disparaît et à l'absence (ou l'extrême faiblesse) d'un courant révolutionnaire authentique dans et hors ce parti.

Même avec une présence beaucoup plus importante qu'aujourd'hui, les ml n'ont pu endiguer l'offensive idéologique anti-marxiste des années 70, car celle-ci fut reprise en partie par le PCF (corrompu par le révisionnisme, le réformisme, l'électoralisme) et par la deuxième gauche. Le développement insuffisant des Partis ml au sein de la classe ouvrière, la répression, les scissions, la rupture incomplète avec le révisionnisme, le gauchisme ont été des éléments qui ont milité en faveur d'une subversion des partis et organisations ml par la nouvelle gauche, au moment même où sur le plan international éclatait la division sino-albanaise, le débat sur le bilan et la fin de la révolution culturelle en Chine, ses réformes économiques…

L'internationalisation du capital (mondialisation capitaliste), déjà expliquée par Lénine en 1916 dans « **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme** » s'est généralisée après la chute du mur de Berlin en 1989, accélérant la crise du capitalisme, les processus de fascisation, les risques de guerre et ceux liés à la pollution, au réchauffement climatique mettant en jeu l'avenir même de l'espèce humaine. Face à ces enjeux, une tâche essentielle s'impose : reconstruire le parti communiste afin de renverser l'Etat capitaliste, pour le remplacer par un état socialiste fondé sur la dictature du prolétariat, et à terme le communisme, c'est-à-dire une société sans classe où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu.

La question de la réappropriation de la théorie et de la pratique de l'expérience révolutionnaire, concentrées dans le marxisme-léninisme est donc fondamentale pour l'avenir.

Annexes

Annexe n°1 (du chapitre 2)

«Notat trahison, Notat démission !». La patronne de la CFDT a été chahutée par des militants de son syndicat.

***Libération* du 25 novembre 1995**

Christophe FORCARI 25 novembre 1995 à 09:56

Gros bras en rangs serrés, une première ligne digne d'un pack de rugby, la CFDT avait mis le paquet pour protéger la secrétaire générale du syndicat. Un luxe de précautions qui n'aura pas empêché Nicole Notat de se faire sortir de la manif sous les huées et les projectiles balancés par une partie de ses troupes.

Dès son arrivée place de la République, à 11 heures, elle commence par essuyer les sifflets des transporteurs routiers CFDT, opposés à la ligne confédérale. Le service d'ordre ramène vite fait le silence.

L'incident est clos. Les anges gardiens rétablissent rapidement le cordon sanitaire autour de «la patronne» et la dissimulent ainsi aux regards de la foule.

Une heure plus tard, la délégation CFDT s'ébranle. Les militants CGT, massés sur le trottoir en attendant de prendre leur place dans le cortège, aperçoivent alors la secrétaire générale de la confédération. Aussitôt les cris fusent. «Notat-Juppé même combat!» «Elle est gonflée de venir manifester alors qu'elle est d'accord avec le gouvernement», s'époumone une postière CGT. Les éléments contestataires de la CFDT, pourtant soigneusement relégués à la dernière place, remontent toute la délégation, arrivent sous la banderole des fonctionnaires où se tient Nicole Notat. Ils prennent alors le relais. «Notat Trahison, Notat démission !» Les slogans attirent un nouveau noyau de contestataires.

Une canette de bière à moitié vide rate d'un poil la secrétaire générale. Des bouts de sandwichs volent dans sa direction. Aussitôt le service d'ordre donne le signal du repli. Nicole Notat est attendue à déjeuner par le président de la CGC, Marc Vilbenoit. Les plus virulents ne désarment pas. Nicole Notat, toujours entourée par son service d'ordre, s'avance dans la rue Béranger. Une poignée d'opposants la poursuivent, toujours aux cris de «Notat démission!». Certains tentent même de briser la protection rapprochée. Les manches des banderoles tombent au hasard sur les épaules des photographes ou des gardes du corps. Sans ménagements, les plus excités sont renvoyés dans les cordes, les photographes bousculés. Nicole Notat, livide, ne cille pas, ne presse pas le pas.

Pour échapper à la meute des poursuivants, le carré tente d'accélérer l'allure. La voiture de la secrétaire générale attend au bout de la rue. Nicole Notat s'y engouffre précipitamment. Démarrage en trombe pour se retrouver bloquée cinquante mètres plus loin par une autre voiture qui arrive en sens inverse. Aussitôt les opposants se ruent sur la Safrane de leur secrétaire générale. Les coups de pied, de poing, pleuvent sur la carrosserie. Deux ou trois militants tentent d'ouvrir la portière pendant qu'un autre s'acharne à arracher l'essuie-glace arrière. «Putain, mais foncez», ordonne le responsable de la sécurité. Derrière les vitres teintées, Nicole Notat ne bronche pas.

Le matin même, avant le départ de la manifestation, elle avait dénoncé «les pratiques d'une minorité en désaccord global. Plus ils se sentent minoritaires plus ils deviennent radicaux dans leur expression, plus ils sont bruyants, plus ils ont recours à des pratiques qui, très franchement, ne sont pas celles de la CFDT.» Le syndicat de Meurthe-et-Moselle, la section CFDT de l'arsenal de Brest et la direction de la confédération ont réaffirmé leur plein soutien à la secrétaire générale de la CFDT. Une partie des manifestants cédétistes ne cachait pas vendredi sa satisfaction. «Cette fois, on l'a bien virée, la tsarine», se réjouissait un adhérent de la Fédération de la métallurgie .

FORCARI Christophe »

Annexe n°2 (du chapitre 3)

Antimilitarisme, comités de soldats, défense nationale et impérialisme français

Les questions de l'antimilitarisme et du soutien au mouvement des appelés en 1974, vont illustrer des fractures et des positions diverses au sein des mouvements politiques, syndicales et associatifs.

Pour les trotskistes, la cause est entendue : la « *stratégie internationale chinoise a conduit les groupes maoïstes orthodoxes, comme le PCMLF en France, à dénoncer le travail anti-militariste comme une atteinte à la défense nationale, face à l'ennemi principal soviétique, et à soutenir l'unité des bourgeoisies européennes.* »

« Les maoïstes du PCMLF furent toujours à côté du mouvement des soldats, en décalage d'ailleurs avec l'ensemble des forces politiques et syndicales. Ils publièrent épisodiquement un "bulletin militaire", L'Etoile rouge. Les « *forces armées populaires ne naîtront qu'à une certaine étape de la lutte révolutionnaire* (…) *elles apparaîtront brusquement et se développeront imbriquées au sein du dispositif ennemi* ». Cette analyse impliquait que le principal travail à effectuer dans l'armée par les révolutionnaires était « *d'acquérir dès maintenant une instruction militaire* », qu'ils devaient « *selon leurs possibilités, essayer de devenir sous-officiers ou officiers* », et impliquait également une défiance très forte vis-à-vis des

gradés. Ils rejetaient les courants politiques investis dans les comités, « gauchistes » accusés de préparer l'armée de métier et de contribuer à désarmer le pays face à l'URSS. Mais ils réservaient le principal de leur activité à la dénonciation du « P"C"F », « *cinquième colonne de l'URSS* » dont ils demandaient même la censure dans l'armée :

> « *Les marxistes-léninistes soutiennent les revendications des soldats, dans la mesure où renforçant les liens entre le peuple et l'armée, elles renforcent la défense nationale, mais ils s'opposent catégoriquement à toute réduction du service militaire comme à toute liberté d'association ou d'expression pour les agents du social-impérialisme soviétique.* »

Le mouvement lié à l'appel de Draguignan et soutenant la constitution de comités de soldats n'est pas à proprement parler un mouvement antimilitariste. Le gouvernement, la hiérarchie militaire réduisent volontairement le mouvement pour les comités de soldats à une « *atteinte au moral de l'armée* » à une entreprise de démoralisation et de destruction de type antimilitariste, pour justifier la répression contre ce mouvement. Pourtant une simple analyse montre bien qu'il y a débat sur le sujet de l'antimilitarisme et des points de vue divers tant du mouvement des appelés que de leurs soutiens (CFDT, PSU, trotskistes, marxistes-léninistes, anarchistes, écologistes…).
Le P « C »F, la direction de la CGT, de la CFDT, le PS veulent réduire le mouvement à des « gauchistes-antimilitaristes ». Une partie de la jeunesse est opposée au service militaire pour des raisons très diverses. Les mouvements pour l'objection de conscience ou pour l'insoumission existaient dans une partie de l'extrême-gauche, des pacifistes, des non-violents et des écologistes depuis des années.
Le Programme Commun de Gouvernement prévoyait de réduire de service militaire à 6 mois, tout en critiquant ceux qui prônaient l'armée de métier (voir **Programme Commun** –ES 1972- Quatrième partie-chapitre II ''***Le désarmement et la défense nationale''*** pages 171-172-173-
Les communistes marxistes-léninistes critiquaient les positions antimilitaristes qui s'opposaient à toutes formes d'armée par principe.

L'Humanité Rouge (HR) n°205 –jeudi 15 novembre 1973- publie trois articles concernant l'armée en page 2
« ***Le ''programme commun'' et la défense nationale : Derrière les apparences*** ».
« ***Les mensonges de l'Amiral*** ».
« ***Les défenseurs de l'armée du capital*** ».
HR n°207 –jeudi 29 novembre 1973- « **Le *''programme commun'' et l'Europe :* Une pomme de discorde »** (*André Colère*) –page 2-
HR n°209 –jeudi 13 décembre 1973- « Réponse sur l'Europe » -page 11-
HR n°226 –jeudi 18 avril 1974- commence la publication d'un long article dont le sujet est « **Les marxistes-léninistes et le service militaire** » -page 9-.
HR n°227 –jeudi 25 avril 1974- revient en page 19 sur « Les marxistes-léninistes et le service militaire ».
L'HR n°237 du jeudi 4 juillet 1974, publie en page 12 l'article « ***L'antimilitarisme au service du révisionnisme*** ». Le n°241 du 19 septembre 1974 publie en page 6 « ***A propos de la manifestation des soldats de Draguignan*** ».
L' HR n°240 –jeudi 12 septembre 1974- annonce en une : « ***Face aux préparatifs de guerre soviéto-américaine. Face à l'intensification des préparatifs d'agression des révisionnistes soviétique en Europe : Il faut renforcer la défense nationale*** ».
L'HR n°243 –jeudi 3 octobre 1974- « ***''Lutte antimilitariste'' abat ses cartes (Sous la plume de Daniel Guérin)*** » -p.6-
L'HR n°255 –jeudi 6 mars 1975- Raoul Quentin signe un papier en page 2 : « ***Non à l'armée de métier, oui à une armée du peuple pour la défense nationale*** ».
HR n°383 –vendredi 5 décembre 1975- « ***Nous voulons des conditions de vie et une instruction militaires correctes*** » (Lettres de soldats révolutionnaires) –page 8-
L'HR n°584 –mardi 14 décembre 1976- dénonce : « ***A droite comme à ''gauche'' : Préparation à l'armée de métier*** » -page 3-
-HR n°596 –vendredi 31 décembre 1976- « ***Chirac et Tintin : Chirac appelle les jeunes à s'engager… dans l'armée !*** » -page 8-

Dans la même période les militants du PCRml sont impliqués dans le soutien aux militants victimes de la répression dans le cadre du mouvement des appelés, de l'appel de Draguignan, des comités de soldats. Et des militants du PCRml furent eux-mêmes, victimes de cette répression. Des membres du PCRml prendront aussi la défense de certains objecteurs de conscience.
Front Rouge mensuel n°3 - Janvier 1976 publie en pages 7 à 10 : « ***Les marxistes-léninistes et l'armée*** ». L'article indique (extrait des pages 8 et 9) :

> « *la bourgeoisie impose aux soldats des conditions de vie souvent insupportables : solde ridicule, nourriture souvent médiocre, négligences graves dans les conditions de sécurité, notamment lors des manœuvres. La vie du soldat ne compte pas pour l'armée bourgeoise :en 1972, 254 jeunes y ont trouvé la mort. Mais ces brimades, cette discipline arbitraire, cette oppression, ces conditions de vie et de sécurité, donnent lieu à des mouvements de contestation de la part des appelés. L'appel des cent, qui rencontra un écho certain l'an dernier, reprenait un certain nombre de justes revendications contre les conditions imposées aux soldats. Il reflétait un refus d'accepter*

l'embrigadement et la soumission. Depuis deux ans, plusieurs manifestations ont marqué la volonté des soldats de refuser l'arbitraire, la discipline aveugle : Draguignan en France, Karlsruhe en Allemagne en sont deux exemples significatifs. Des centaines de soldats sont alors descendus dans la rue pour dénoncer les conditions qu'on tentait de leur imposer, pour contraindre les autorités militaires à prendre en compte leurs revendications. La bourgeoisie n'a pas manqué de réprimer ces mouvements, cherchant les meneurs qui avaient organisé ces actions, leur imposant tribunal et sanctions. Plus récemment, elle a inculpé devant la Cour de Sûreté de l'Etat et emprisonné plusieurs dizaines de soldats. Elle a alors prétexté des menées de démoralisation de l'armée. En réalité, elle a voulu par là, et l'inculpation de nombreux syndicalistes le montre, porter un coup au mouvement de masse et prévenir le développement des contradictions de classe. En frappant de cette manière, en s'attaquant de cette façon aux droits démocratiques, aux droits syndicaux, elle espère habituer les masses à cette répression accrue et intimider les travailleurs qui luttent ou veulent se mettre en mouvement aujourd'hui. ».

L'article précise également les différents aspects de l'armée : « *Armée de guerre civile, armée impérialiste, l'armée française est aussi un instrument de défense nationale. Perdre de vue cet aspect relèverait d'une démarche unilatérale et ne permettrait pas de la saisir dans l'ensemble de sa réalité.* »

Les prises de positions de l'HR concernant la situation internationale, sont volontairement interprétées pour dénigrer ses analyses. Dans le dénigrement, nous avons des réactions diverses et d'origines politiques différentes :

--Le courant trotskiste qui est opposé aux ML en général, se sert des positions de l'HR en particulier pour faire un amalgame avec l'ensemble du mouvement ML ;

--Une partie du mouvement ML lui-même qui est opposé à la ligne du PCMLF et à certaines de ses analyses. C'est le cas du PCRml qui considère que l'HR développe de fait des positions de défense de l'impérialisme français.

S'ajoute à tout ça les analyses de la situation internationale qui débouchent sur des interprétations et des appréciations différentes notamment sur les relations avec le shah d'Iran ou la défense nationale.

L'HR n°236 –jeudi 27 juin 1974- titre page 1 « ***les accords entre l'Iran et la France en témoignent : l'Iran s'oppose aux deux super-grands*** ». L'article signé JJ précise : « *Dans cette situation générale le caractère dominant de la rencontre entre Giscard et le shah d'Iran est positive. Cela ne veut nullement dire que nous approuvions les méthodes de gouvernement du monarque iranien, ni bien entendu celle du gouvernement de Giscard d'Estaing, mais ceux qui s'emparent de ces réalités pour faire passer leur ligne révisionniste ne sont pas les meilleurs amis du peuple iranien, ni du peuple français.* ».

L'HR n°253 –jeudi 6 février 1975- publie en page 8 : « ***sur le ''Nouvel Eveil''*** **: Réfutation des calomnies lancées par eux contre nous au sujet de l'impérialisme français** »
L'HR n°254 –jeudi 20 février 1975- publie en pages 8-9- «***Notre ligne par rapport à l'impérialisme français : A propos des mensonges de Front Rouge*** » (article datant de décembre 1974).

Le PCMLF et le PCRml eurent à défendre des analyses et des positions sensiblement différentes dans un contexte difficile. Malgré ça les ML ont soutenus le mouvement des appelés contre la répression de l'Etat (et notamment les militants CFDT). Ainsi **l'HR n°381** du 3 décembre 1975 titre en une : « ***Armée : 15 jeunes inculpés*** ». L'article pages 1 et 8 dénoncent les brimades dont sont victimes ces jeunes. **Le n°383** –vendredi 5 décembre 1975 de l'HR titre l'article en une «***Arrestations et perquisitions dirigées contre la CFDT : Provocation anti-ouvrière*** » . Les unes des n°384-385-386 seront sur le même thème.
L'HR n°508 –samedi 12 dimanche 13 juin 1976- se solidarise avec Robert Pelletier : « ***Un enseignant radié : accusé d'avoir participé à la manifestation des militants de Draguignan en 1974*** » -page 3-

Les organisations trotskistes comme la LCR ont utilisé les positions de l'HR (PCMLF) en les caricaturant et en les déformant. Les critiques contre ce que *Christophe Bourseiller* dans « **Les maoïstes** » appelle « ***le tournant patriotique du PCMLF*** » -pages 256 à 264 s'appuyèrent par la suite dans la période 1975-77 sur des positions erronées développées par le IIe congrès du PCMLF (début 1975) dans l'application et l'interprétation en France de « *la théorie des trois mondes* ».

Concernant les erreurs et l'autocritique du PCMLF, lire :

-« ***Critique de la ligne du IIe congrès - Autocritique du comité central*** » pages 11 à 30 du "**Rapport Politique du IIIe congrès du PCMLF**" publié dans le **Cahier Rouge** n° 14 de janvier 1978.

-les pages 177-178 du livre de Jacques Jurquet « **A CONTRE COURANT –1963 –1986** -» publié par Le temps des cerises en 2001.

L'ORPCF (ml) : Des militants qui refusent la condamnation de la « ligne patriotique » du IIe congrès du PCMLF. [ne pas confondre avec l'ORPCF créée en septembre 1976 et qui deviendra le PCOF en 1979]
En pleine préparation des législatives de 1978 où les ML font campagne sous le sigle UOPDP et appellent à s'abstenir au second tour, l'HR n°837 –mercredi 1er mars 1978- nous apprend dans une « Mise au point » page 5, qu'un « *petit groupe de quelques individus s'intitulant ORPCF (ml) a fait passer un communiqué déclarant* » qu'ils « *voteront pour la droite aux élections* ».

Ce n'est pas la première fois qu'une opération de ce genre est montée (voir le groupe CMLF de Claude Beaulieu qui en 1965 appelait à voter… pour De Gaulle.).
L'ORPCF (ml) c'est en fait un groupe crée en octobre 1977 par des exclus du PCMLF qui refusent d'accepter la condamnation de la ligne « patriotique » du IIe Congrès.

En 1978, l'HR n°914 –jeudi 22 juin- publiera en page 8 un article intitulé : « ***Objecteurs de conscience : Une répression croissante*** » et indiquera : « *Parallèlement à la répression qui se développe contre les soldats ayant signé une pétition nationale pour la gratuité des transports, les objecteurs de conscience sont eux aussi en butte aux poursuites de la justice.* »

Annexe n°3 (du chapitre 4)

L'Humanité Nouvelle n°84, 11 janvier 1968 –page 4-

« **Les provocations policières et révisionnistes contre le 1er Congrès du P.C.M.L.F.**

Notre Congrès ayant été retardé pour des raisons d'organisation, il était tout à fait prévisible, dans ces conditions, que le pouvoir aurait le temps de mettre au point des moyens de répression, mais le caractère privé du lieu du Congrès ne lui permettait pas, sans qu'il viole sa propre légalité, d'intervenir directement contre le Congrès lui-même.
Dans ces conditions, il était à prévoir qu'il tenterait d'utiliser contre nous les révisionnistes, les laissant passer après leur avoir fait connaître les lieux, dans le but de se servir d'eux pour justifier ensuite l'intervention des forces de police au nom du " maintien de l'ordre ". C'est là en effet maintenant un processus devenu classique depuis l'agression révisionniste du meeting de la Mutualité le 5 mai 1967 à Paris.

C'est bien là en effet ce qui s'est passé, mais le pouvoir n'avait pas prévu notre fermeté et notre vigilance pour échapper à toute provocation, et, tout comme les révisionnistes, il n'a pas pu empêcher la création de notre Parti !

Dès la veille du Congrès, dans la nuit, était mis en place un important service de policiers de contrôle qui barrait toutes les voies d'accès roulables au lieu du Congrès. Chaque voiture qui arrivait devait stopper, et, sous la menace de mitraillettes, chaque occupant devait remettre ses papiers. Un gendarme prenait tous les détails d'identité avec soin, y compris les noms et prénoms des pères et mères même décédés depuis longtemps !

Aussitôt le service d'ordre et de sécurité du Congrès décidait d'organiser le passage des délégués par d'autres itinéraires, soit par des voies plus difficilement carrossables en voitures et encore non contrôlées, soit par des sentiers forestiers ou de campagne. Toute la nuit et une partie de la matinée, s'acheminèrent ainsi, échappant aux contrôles policiers, la plus large majorité des délégués.

Le 30 décembre au matin, les forces de " l'ordre " s'étant rendu compte de leur échec, renforcèrent leur dispositif et multiplièrent leurs manoeuvres d'intimidation en faisant sillonner les routes environnantes par des camions bâchés chargés de gardes républicains. Une voiture des " renseignements généraux " tenta de pénétrer dans la propriété privée en exigeant de rencontrer le camarade paysan propriétaire. Mais ses occupants en furent pour une tentative vaine.

La séance de nuit dura jusqu'à 3 heures du matin, tandis que le service de sécurité fonctionnait normalement et assurait la protection des congressistes.

C'est le 31 décembre que le commando de permanents révisionnistes tenta l'opération de provocation qui aurait pu justifier l'intervention des forces chargées du " maintien de l'ordre ".

Dans le début de l'après-midi, un camarade du service de sécurité en surveillance se trouva brusquement face avec deux hommes qui tentèrent de l'intimider en le menaçant de deux revolvers. Ce camarade, malgré les canons des deux revolvers braqués sur lui, se mit à courir et donna immédiatement l'alerte au Congrès. Aussitôt un groupe de six militants sortit pour donner la chasse à ces intrus que tout naturellement le jeune ouvrier qui les avait vus avait spontanément baptisés " ce sont des fascistes " !

Mais aussitôt commençaient à retentir de nombreux coups de feu qui semblaient provenir de plus loin.

En effet, les deux permanents révisionnistes surpris s'étaient repliés précipitamment, se regroupant avec les autres membres de leur commando, et étaient tombés sur un autre poste de surveillance, deux cent mètres plus bas, en pleine forêt. Déjà les six camarades partis à leur poursuite les rattrapaient. Sous la menace de leurs revolvers, les révisionnistes avaient contraints nos militants à s'allonger par terre, mais ceux-ci, courageusement, n'avaient pas tardé à réagir et engageaient la lutte inégale contre le commando.

C'est alors que les nervis envoyés par Waldeck Rochet s'affolèrent. Pris de panique parce qu'ils ne sont courageux, et pas même, qu'à condition d'être très largement supérieurs en nombre, et lorsqu'ils ont au poing des armes dont sont démunis leurs adversaires, ils se mirent à tirer précipitamment sur nos militants mais frappèrent le plus souvent à côté des points de mire. On a pu décompter plus de dix coups de feu. L'un d'eux parvint cependant à loger une balle de calibre 11,43 dans le pied du camarade Christian Maillet, de la région Marseille- Provence, qui avait réussi à se débarrasser de trois des agresseurs dans une dure lutte physique, en leur criant qu'ils n'auraient jamais raison de véritables communistes !
Ce camarade a vingt-six ans de parti !

Le Camarade Raymond Casas, parvenu sur les lieux, échappa à deux balles tirées contre lui presque à bout portant par une main tremblante. A l'adresse du jeune nervi qu'il avait en face de lui, il ne put s'empêcher de lui crier: " Mais vous êtes devenus complètement fous ! " Son bon sens prolétarien ne pouvait en effet s'expliquer autrement pareille stupidité.

Le camarade Jurquet, fils de notre secrétaire politique, de la Section de Marseille, fut contraint de suivre les agresseurs, sous la pression de revolvers collés contre son dos, mais bientôt, conservant tout son sang-froid, il profita d'un instant d'inattention de ses ravisseurs pour jeter à terre l'un d'eux, bousculer les deux autres avec lesquels il roula dans un fossé, puis réussit à s'échapper bien que couvert de coups, sous les coups de feu.

Pendant ce temps la protection du lieu du Congrès était renforcée, mais cela ne plaisait pas à la police, qui fit bientôt intervenir deux gardes républicains précédés d'un énorme chien-loup auquel l'un d'eux commandait: " Attaque ! Attaque ! " et qui brandissaient aux poings leurs revolvers !

Un camarade fut mordu légèrement, tandis que l'unanimité des congressistes regroupée devant le siège du Congrès entonnaient une ardente " *Internationale* ".

Alors, pouvoir et révisionnistes durent constater l'échec complet de leurs tentatives, le Congrès put continuer ses travaux dans une extraordinaire ambiance.

On peut véritablement dire que notre Parti communiste marxiste-léniniste de France est né sous les balles des traîtres au communisme que sont devenus les khrouchtchéviens français.

En fait, ce ne sont pas même les cinq ou huit nervis, qui sont venus là revolver aux poings, tremblant de tous leurs membres comme le froussard Pecout, qui sont les véritables responsables. Et c'est une première raison qui justifie la décision de notre Comité central de n'intenter contre eux aucune poursuite, d'autant plus que la justice bourgeoise s'empresserait évidemment de reconnaître en eux ses propres serviteurs et les protégerait. Mais le peuple, la classe ouvrière, eux, constituent la véritable justice et c'est à eux que nous déférons ces petits provocateurs sans envergure. Ainsi, un camarade encore membre du parti s'est-il spontanément présenté au journal *La Marseillaise* pour protester contre de telles méthodes. L'ancien séminariste Georges Righetti, également secrétaire fédéral, a eu ce mot vraiment pittoresque dans sa bouche: " *Tu ne les connais pas, toi, les prochinois ! Ils sont pires que le "diable" !* ". Voici le malheureux Righetti en proie aux affres de sa foi originelle ! Puis il a ordonné l'expulsion des locaux de *La Marseillaise* de ce camarade de base indigné. Mais ce n'est pas tout: nous sommes déjà informés des réactions nombreuses de camarades de la base du PCF, qui se désolidarisent sans équivoque de telles pratiques et désavouent ceux qui les ont ordonnées. C'est notamment le cas de plusieurs ouvriers de la Transat, de médecins de la Mutuelle CGT, de militants syndicalistes, etc. La préméditation ne fait pas l'ombre d'un doute. C'est le Comité central lui-même qui a ordonné l'exécution de cette provocation. D'ailleurs, nous en étions informés depuis déjà plus d'une semaine.

En effet, le directeur des ventes de *La Marseillaise*, le père du jeune voyou Maurice Pecout, avait apostrophé dans la rue un de nos camarades, en lui disant, la veille de Noël : "Alors, c'est pas aujourd'hui, votre Congrès ? ... Nous savons que c'est à Marseille ! Vous allez voir, tout est préparé, on va tout vous démolir et on va vous foutre en l'air !"

Mais ce qui est plus sérieux, ce sont les propos tenus par Georges Lazzarino, membre du Comité central, en privé et aussi publiquement, le samedi 30 décembre aux Salons Saint- Louis à Marseille, au cours de l'apéritif fraternel (encore un !) organisé en l'honneur des "cadres" révisionnistes du département, avec force bouteilles de champagne et autres vins fins. Pour nous en tenir au compte-rendu publié par *La Marseillaise* dès le lendemain matin, voici ce que dit ce spécialiste des mensonges lancés contre les marxistes-léninistes: " *Ceux-ci* (les monopoles), *conscients des résultats catastrophiques de leur politique économique et sociale, font s'agiter toute une série de groupuscules gauchistes, maoïstes, trotskystes. L'intérêt du mouvement de masse, dit-il avec force, nous commande une rigueur exemplaire à l'égard de ces groupuscules.* "
La rigueur des revolvers, n'est-ce pas, monsieur Lazzarino ?

Vous voici pris sur le fait: En effet, deux, et certainement pour le moins trois, des hommes de main que vous avez lancés dans les bois de Puyricard, ne sont-ils pas justement des permanents de votre quotidien *La Marseillaise* ? Les ouvriers de l'imprimerie ne savent-ils pas que ces gens-là bénéficient de toutes vos sollicitudes et qu'en définitive leurs fonctions de typographes, de titreur pour Lanzada, ne sont que des couvertures ?

Nous n'en diront pas plus publiquement pour aujourd'hui.

C'est à la seule classe ouvrière, propre, saine, écoeurée de tels procédés que nous en appelons, et à personne d'autres. Elle a su rejeter les méthodes des sabianistes, comme des doriotistes. Elle saura inéluctablement rejeter les mêmes méthodes reprises maintenant par les dirigeants révisionnistes, qui utilisent à cette fin des hommes sur lesquels ils peuvent faire pression, les " permanents ". » -page 4-

Annexe n°4 (du chapitre 4)

Liste d'articles de l'Humanité Rouge, concernant les luttes ouvrières, la CFDT, la CGT. Dans cette période (année 1969) le PCMLF (l'HR) axe sa ligne ouvrière dans la construction de comités ouvriers ou de comités de base. Les critiques et les attaques contre la CGT sont très présentes.

HR n°spécial –27 février 1969-
Les parlottes au sommet n'arrêteront pas la lutte des travailleurs –pages 1-2-
Comment un grand magasin surexploite son personnel avec la CFDT et la CGT (d'un correspondant de Tours) –page 3-
HR n°1 –jeudi 20 février 1969
Chez Hispano Suiza : Lutte entre deux voies à la CGT –page 2-

LMT (Boulogne) la CGT à l'heure des consultations –page 4-
Encore une trahison de la CGT dans la lutte des travailleurs de l'Assistance Publique –page 4-

HR n°4 –jeudi 13 mars 1969-
Études Marxistes-Léninistes dans les Entreprises
-Extrait de « Vive le communisme » journal marxiste-léniniste de Hispano :
En avant pour un programme revendicatif de combat ! –page 4-
-Extraits de « Au service des travailleurs », bulletin pour un Conseil Ouvrier, Amiens
« Pour un syndicalisme révolutionnaire » -page 5-
« Amiens : à la CEMA (Laden), grève depuis le 26 Février » -page 5-
« A la CEMA (Laden), les ouvriers doivent se regrouper dans le Conseil Ouvrier » -page 5-
-Comment pourquoi j'ai été exclu de la CGT : Encore un militant exclu ! (Marseille M.J) –pages 4-5-

HR n°5 –jeudi 20 mars 1969-
Études Marxistes-Léninistes dans les Entreprises
-Vers un syndicat de lutte de classe : Première partie. – « Les deux armes de la classe ouvrière : Parti et Syndicat » (Extrait de « Combat Ouvrier Interentreprises », Conseil ouvrier de Paris-Sud-Ouest) –page 4-

HR n°6 -jeudi 27 mars 1969-
L'accord CGT - Patron -page 5-
Amiens : l'UD -CGT auxiliaire indispensable du patron (Correspondant HR d'Amiens) -p.5-
Renault-Billancourt : Lettre d'un travailleur -pages 4-5-. Cette lettre d'un ouvrier marxiste-léniniste de chez Renault, donne son point de vue concernant :
* les groupes gauchistes (qui ne sont pas marxistes-léninistes)
* la bataille sur le plan syndical
* la collaboration des organisations syndicales avec le patronat et l'Etat patron
Dans son article, il précise : " *Mais l'anarcho-syndicalisme réapparaît face au réformisme au même titre que certains groupes gauchistes face au révisionnisme.*
Ce courant, s'il se généralise, peut entraîner la classe ouvrière dans de graves erreurs ; le syndicat révolutionnaire est nécessaire à la classe ouvrière autant que le parti d'avant-garde. Seul le marxisme-léninisme peut apporter la solution. (…) *" Lutte communiste " (trotskiste) a repris le flambeau de mai de l'ex-UJC (ml), il faut " adhérer à la CGT et lutter de l'intérieur ". On peut se poser la question : jusqu'où iront-ils ? Certes avec une ligne opportuniste comme la leur, ils se maintiendront plus longtemps dans les rangs de la CGT que ne l'ont pu les Marxistes-Léninistes, dont la plupart furent exclus pour leur fermeté sur les principes de classe.* ". Après avoir dénoncer " *les syndicats actuels* " qui sont " *partie-prenante de la route capitaliste.* " et " *sont devenus les meilleurs défenseurs des intérêts économiques de la bourgeoisie.* ". L'article met en avant " *Le Comité de Base* (…) *une forme d'organisation qui voit le jour à l'heure actuelle, un peu partout en France dans les usines* (…) *Il ne s'agit pas là de gonfler leur influence qui demeure faible, mais de comprendre la portée qu'ils peuvent avoir dans l'avenir.*
La généralisation des Comités de Base, leurs renforcements continus puis leur centralisation, par un organisme supérieur, amènera un courant nouveau fort, posant à terme la question de la formation d'une Centrale Syndicale Rouge.
Les Comités de Base existent face aux provocations, aux menaces, aux trahisons dont ils sont l'objet de la part des réformistes, on ne peut exiger d'eux de pouvoir mener la lutte de partout, là où ils sont.
Dès aujourd'hui, dans certains cas, ils le peuvent, d'autres non, suivant les particularités bien précises concernant le rapport des forces dans les usines, l'influence des syndicats réformistes, leurs implantations etc.
Il n'en demeure pas moins qu'ils sont les premiers organismes nécessaires, pour édifier notre outil de classe nouveau, instrument forgé par les ouvriers eux-mêmes, qui sortira triomphant de toutes les difficultés énormes présentes, qui balayera à lui seul des années et des années de trahison, le véritable syndicat prolétarien de classe. "

HR n°7 -jeudi 3 avril 1969-
-Sur le front ouvrier :
Les cheminots des services administratifs " méditerranée " réprouvent l'exclusion arbitraire de la CGT d'un de leurs camarades -page 3-
-Élections professionnelles : Malgré la puissance de leur appareil… Les dirigeants révisionnistes de la CGT continuent de payer leur trahison -page 3-
-Études Marxistes-Léninistes dans les Entreprises :
Les Comités de Base : Première étape pour la consolidation d'un syndicat révolutionnaire (2ème partie cf " HR n°5) -page 4-
-Saint-Brieuc : Premières leçons de 3 semaines de lutte -page 4-
-Les Comités de Base dans l'action :
A Nord-Aviation (Méaulte) : intensification de l'exploitation et de la répression (Article extrait du " Prolétaire " journal du conseil ouvrier d'Albert -Somme-) -page 5-

Grandin (Montreuil) : Contre le sale système des primes (L'Étincelle : journal du Comité de Base Adrienne Sauton (Grandin-Montreuil) n°2) -page 5
Exemple tourangeau de la trahison CGT : Chez Schmid, exclusion d'un militant actif (Correspondant HR) -page 5-

HR n°8 –jeudi 10 avril 1969-
Le Mans : Halte aux méthodes fascistes du P « C »F ! –page 6-

HR n°9 -jeudi 17 avril 1969-
-Sur le front ouvrier : Exploitation féroce, répression patronale
Gévelot : inaction et duperie de la CGT (un travailleur ML) -page 3-
-Syndicat indépendant et lutte de classe -page 5-
-Chateaudun : un travailleur adresse une lettre ouverte à la CGT -page 5-

HR n°10 -jeudi 24 avril 1969-
1er mai : Appel du Conseil Ouvrier de Renault -page 2-
-La Base Ouvrière : Bulletin du Comité de Base et du Comité d'Action Ciroën
Élections à Citroën : Lettre d'un travailleur -page 3-
RATP : Quand un délégué CGT se fait interviewer par " Paris-Jour " (Tract distribué par le Comité marxiste-léniniste de la RATP) -page 5-

HR spécial 1er mai –lundi 28 avril 1969-
L'actuelle CGT jugée par une de ses jeunes militantes –page 10-
Pompidou – Séguy : deux airs, une même chanson –pages 10-11-

HR n°11 -jeudi 8 mai 1969-
1er mai 1969 nouvelle trahison du P " C "F et de la CGT (Comité d'Action XIXe) -page 3-
Chambre typographique - Syndicat du livre CGT : Non à la cuisine révisionniste (Un groupe de travailleurs) -page 4-
Dans notre courrier : Un exemple des conditions du travail temporaire (à propos des négriers de " Salespower ") -page 4-
-Études Marxistes-Léninistes dans les Entreprises :
A bas la médecine du travail au service des patrons ! (où le Docteur Defrance à la botte de Citroën) -page 10-

HR n°12 -mercredi 14 mai 1969-
Leclanché (Poitiers) : Un nouveau comité de Base -page 2-

HR n°13 -jeudi 22 mai 1969-
Limoges (suite) : Lettre d'une militante à la CGT -page 2-
La Seyne : Un rond de cuir de la CGT -page 3-

HR n°16 -jeudi 12 juin 1969-
Quand la CGT " participe " à la répression patronale (Un groupe d'ouvriers de Blanchard) -page 4-
Conseil Ouvrier Renault-Billancourt : Ni Poher - Ni Pompidou -page 8-

HR n°17 -jeudi 19 juin 1969-
CODER à Marseille : Grève sauvage - Grève sabotée et grève victorieuse (Corr. HR Marseille) -page 3-
La grève chez Vitho (Saint-Ouen) -Corr HR- page 3-

HR n°18 -jeudi 26 juin 1969-
La Jeune Garde (organe des Comités de Base de la Thomson) " Pourquoi nos grèves ont-elles échoué ? " -page 3-

HR n°19 -jeudi 3 juillet 1969-
Vive les Comités de Base ! Qu'est-ce un Comité de Base ? (Extrait du Bulletin du Comité d'Action de Montrouge) -page 5-

HR n°20 -jeudi 10 juillet 1969-
Le Bureau Confédéral de la CGT au secours du gouvernement : Dénonçons ces laquais de la bourgeoisie ! -page 1-
A propos des élections du Centre Universitaire de Vincennes :
Une provocation social-fasciste du P « C »F dénoncée par la masse des étudiants (Groupe HR de la Fac de Vincennes) –page 3-
Unité à la base et dans l'action :
-St-Chamond : 1er bilan d'une grève à la CAFL -page 5-
-2e Compte rendu de la réunion du Comité de Base du vendredi 23 mai 1969 -page 5-

HR n°21 -jeudi 17 juillet 1969-
Les deniers de la collaboration de classe -pages 1-6-
Saint-Quentin : Pour un Comité de Base à UNELEC (Des travailleurs communistes marxistes-léninistes d'Unelec) -page 4-
HR n°22 –jeudi 24 juillet 1969-
Sociaux-démocrates et Révisionnistes : bonnet blanc et blanc bonnet –pages 1-3-

M. Krasucki et ses amis MM. les cadres (Comité de Base St-Chamond) –page 4-

HR n°23 -jeudi 14 août 1969-
Echec de la projection d'un film cégetiste à Argenteuil -page 6-

HR n°24 –jeudi 4 septembre 1969-
Le « grain de sel » d'un travailleur… (I)
« La dégénérescence de la CGT est faite sciemment » (à suivre) –page 2-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 4-5-
Ivry : Chez Chauvin : une gifle anti-révisionniste… (Cercle Humanité Rouge d'Ivry)
Tours – Chez Schmid : CGT et FO sabotent une grève (Correspondant HR)
Vive la grande CGTU (Extrait de « Le Prolétaire du Conseil Ouvrier » d'Albert.Somme, n°6)

HR n°25 –jeudi 11 septembre 1969-
Unité à la base et dans l'action ! : Quelques enseignements du Comité de Base Deberny-Peignot –page 5-
La fabuleuse carotte (Correspondant HR Paris-Rhône, Région lyonnaise) –page 9-
Le « grain de sel » d'un travailleur… (II)
« Etudions le préambule et les statuts de la CGT » (à suivre) –page 9-
Les travailleurs immigrés « indésirables » dans les municipalités révisionnistes –page 11-
Encore sur CODER-Marseille : après le syndicat-patron, le syndicat-flic –page 11-

HR n°26 –jeudi 18 septembre 1969-
Contre le capitalisme ennemi commun de tous les travailleurs ; Tous ensemble en même temps !
(éditorial pages 1 et 3)
Le « grain de sel » d'un travailleur… (III)
« L'orientation et la démocratie syndicale à la CGT » (à suivre) -page 4-

HR n°27 –jeudi 18 septembre 1969-
La leçon des mouvements actuels
Une seul voie efficace : Unité à la base et dans l'action ! (éditorial) –pages 1 et 3-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 6-7-
--Les manœuvres de Séguy, Descamps, Bergeron et Cie…
--Mai 1968… Septembre 1969 : De la grève trahie à la grève bradée (suite page 8)
La CFDT brade la grève aux Papeteries de Bretagne (Correspondant HR –Rennes-)

HR n°32 –jeudi 30 octobre 1969-
Cléon (Renault) : la CGT brise la lutte –page 5-
Marseille : Sécurité Sociale : Manœuvres des dirigeants CGT –page 5-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 6-7-
--Hausbergen (cheminots) : les syndicats bradent la lutte (Correspondant HR)
--Deberny-Peignot : où mène la collaboration de classes…
--Férodo (Amiens) : le Comité de Base lutte contre un licenciement
--Richard Continental (Lyon) : bilan du travail des syndicats (Comité de Base Richard-Continental)
Sur le Front Ouvrier –page 8-
--Renault (Billancourt) : division, trahison, démobilisation voilà les actes des révisionnistes !

HR n°33 –jeudi 6 novembre 1969-
Le grain de sel d'un travailleur – Proposition de révision des statuts de la CGT au prochain Congrès du 16 au 21 novembre 1969 –page 3-
SMM (Caen-Mondeville) : Nouvelles luttes, nouvelles trahisons (Correspondant HR) –page 3-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 6-7-
--A propos de la « Démocratie syndicale »… (Corresp HR Lyon)

HR n°34 –jeudi 13 novembre 1969-
Unité à la base et dans l'action ! –page 4-
Un correcteur nous écrit… (Un camarade cégétiste clairvoyant, lecteur de HR)
Sur le Front Ouvrier –page 5-
Centre Hospitalier Universitaire (Montpellier) : Trahisons syndicales et pétitions (Des employés ML du CHU de Montpellier)
En marge du Congrès de la FSM : La Tchécoslovaquie et la direction confédérale de la CGT (thème et variations) –page 14-
HR n°35 –jeudi 20 novembre 1969-
Paris 15 novembre ! malgré le quadrillage policier et la répression
Puissante manifestation d'internationalisme prolétarien

Sous la direction des marxistes-léninistes –page 12-
Pile Leclanché à Poitiers : Le Comité de Base et les syndicats –page 4-
Vive les Comités de Base ! –pages 4-5-
--Snecma.Corbeil : Que fait la CGT ? –page 4-

HR n°36 –jeudi 27 novembre 1969-
Cheminots : Comment la CGT va au devant des désirs de la SNCF –page 4-
Saint-Nazaire : Malgré les nervis du P « C »F, le front uni des travailleurs se renforce (Correspondant. CDHR) -page 3-
Le 37e Congrès de la CGT, Congrès des faussaires… -pages 10-11-
Un congrès dans le vent (JR) –page 11-

HR n°37 –jeudi 4 décembre 1969-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 4-5-
Schmid (Tours) : Un an de lutte contre le patronat, un an de collaboration direction-syndicats –page 5-

HR n°38 –jeudi 11 décembre 1969-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 4-5-
--Des directions de syndicats signent des accords de participation (corr. HR Lyon) –page 5-
--Sur la grève de l'EDF et la trahison de la direction CGT : Des travailleurs nous écrivent –page 5-
--Les dirigeants de la CGT donnent des armes à la bourgeoisie pour attaquer les travailleurs –page 5-
Un cheminot de Boulogne-sur-Mer : Pourquoi j'ai déchiré ma carte de la CGT (Un cheminot lecteur de HR) –page 8-

HR n°39 –jeudi 18 décembre 1969-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 4-5-
--Dunkerque : En avant pour la création d'un Comité de Base aux ACBD –page 5-
Grenoble : Bilan du travail du Comité d'Action et d'Unité à la Base –pages 8-10-
Clermont-Ferrand : Chœur Debatisse-P « C »F contre le C.O.P.I… -page 10- (COPI = Comité Ouvrier-Paysans-Intellectuels).

HR n°40 –jeudi 25 décembre 1969-
Pompidou n'est pas le père noël
Contrats de progrès, actionnariat ouvrier, participation = Exploitation accrue des travailleurs
Des Comités de Base partout ! –page 1-
Unité à la base et dans l'action ! –pages 4-5-
--Quand la CGT préconise l'obéissance servile au service des bourgeois (Corr. HR) –page 4-
--CAFL, St-Chamond : 3 semaines de luttes du comité de base –page 5-
--EGF : On est trahi camarades ! –pages 5-6-

Annexe n°5 (du chapitre 4)

Année 1970 : C'est au cours de l'année que progressivement l'HR, va investir la CFDT.

HR n°43 –jeudi 15 janvier 1970-
Les Comités de Base s'organisent !
SNCF : Proposition des agents de conduite de Lille-Délivrance –page 8-

HR n°44 –jeudi 22 janvier 1970-
SNCF : Contribution à la discussion avec les camarades de Lille-Délivrance –pages 6-7-

HR n°45 –jeudi 29 janvier 1970-
Front Ouvrier –page 4-
-L'accord à Berliet-Vénissieux : les syndicats avec les patrons (Corr. HR)
Lyon : A la CIFTE, l'unité à la base et dans l'action devient une réalité (Corr.HR) –page 5-

HR n°46 –jeudi 5 février 1970-
Débâcle réviso-réformiste aux élections syndicales de la Mutualité Sociale Agricole des Bouches-du Rhône –page 4-
Le XIXe Congrès du Parti « Communiste » Français : Un congrès de trahison contre-révolutionnaire (Jacques Jurquet) –pages 8-9-

HR n°47 –jeudi 12 février 1970-
Ce n'est pas la mine qui a tué les 16 mineurs, c'est le capitalisme ! –page 1-

Éditorial : Seize mineurs assassinés par le capital –page 3-
Front Ouvrier –page 4-
--Licenciements à SNV (Nantes)
--Dijon (Cheminots) Un amalgame trop facile…
--Accord de collaboration de classe entre la CGT et le loueur d'hommes Manpower
Tribune de discussion –pages 6-7-
--Devons-nous créer un nouveau syndicat révolutionnaire ?
--Appel à tous les cheminots

HR n°48 –jeudi 19 février 1970-
--Tribune de discussion : Contribution des camarades cheminots de Limoges –pages 6-7-
L'article encadré de la page 6 fait l'analyse d'un tract émanant des « roulants du dépôt de limoges groupés dans un Comité d'Action diffusé en septembre 1969. L'article se termine par une phrase significative du tract du CA : « *Il nous manque un syndicat de lutte de classe à l'exemple de ce qu'était l'ancienne CGT-U* ».

HR n°49 -jeudi 26 févier 1970-
Front Ouvrier -pages 4-5- :
-Ivry : Des ouvriers osent lutter ! (Les ouvriers de la petite usine et les cercles Humanité Rouge d'Ivry) –page 5-
-Nice : un Comité de Base aux nouvelles galeries –page 5-
Tribune de discussion : -page 7-
-- Sur le syndicat révolutionnaire (La Seyne)

HR n°50 –jeudi 5 mars 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-6-
-Cheminots : La SNCF sauve les meubles, les bonzes perdent la face –page 5-
-Toulouse : la lutte à Sud-Aviation –page 6-
-Montrouge : Bilan de la grève à la compagnie des compteurs -page 6-

HR n°51 -jeudi 12 mars 1970-
Front Ouvrier –page 4-
--Renault-Billancourt : Bonzes P « C »F – CGT Nervis de Dreyfus
Tribune de discussion : -page 7-
-- A propos des 2 pages centrales du n°47 (CDHR Nanterre)
-Marseille : Les bonzes révisionnistes du côté de la matraque –page 11-

HR n°52 –jeudi 19 mars 1970-
Front Ouvrier –page 4-
--RATP : syndicats réactionnaires (Un groupe de travailleurs de la RATP)
Billancourt : Bilan des actions (métro – cantine) –page 10-

HR n°53 –jeudi 26 mars 1970-
Editorial : Conquérir la confiance des Travailleurs –page 3-
Front Ouvrier –page 4-
--Nice : Appel aux travailleurs hospitaliers

HR n°54 –jeudi 2 avril 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-
Travailleurs, n'achetez pas la « V.O » elle est déjà vendue !
Quand un syndicat CGT défie les cadres

HR n°55 –jeudi 9 avril 1970-
Tribune de discussion :
Des cheminots répondent aux thèses développées par le CDHR Nanterre dans le numéro 51 (1ère partie) –page 8-
Cheminots : deux tracts, deux mondes –pages 8-9-
Tract du COPI (Comité Ouvriers Paysans Intellectuels) –page 9-
Tract du Bureau CGT –page 9-

HR n°56 –jeudi 16 avril 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-

--SNCF : Un Comité de base aux Wagons-Lits –page 4-
--Marseille : Nouvelle action revendicative chez Coder –page 5-
--Marseille : Grève à la transméditerranénne
--Représentent-ils les travailleurs ?
Tribune de discussion :
2ème réponse au CDHR Nanterre –page 8-

HR n°57 –jeudi 23 avril 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-
--Appel pour le 1er Mai –page 4-
--Provence : Grèves bidon dans le bâtiment –page 5-
--Coder-Marseille : 49 licenciements annoncés, la CGT temporise…
Tribune de discussion :
--« Faire des Comités d'Entreprise des organismes de lutte de classe » (3ème réponse au CDHR Nanterre) –page 8-
Sur le front de la lutte idéologique :
Arracher au révisionnisme les militants trompés par le P « C »F –page 11-

HR n°58 –jeudi 30 avril 1970-
Des comités d'entreprise… -page 6-
Noisy-le-Sec : Les ouvriers immigrés quittent la salle avec le CDHR lors d'une réunion révisionniste –page 6-
Albert (Somme) 80 licenciements chez Hydronord –page 6-
Pour un syndicalisme offensif : Déclaration unitaire de militants syndicalistes marseillais –page 7-
Collaboration ou lutte de classe ? –page 7-
Appel aux cheminots (actifs et retraités) –Le Comité National d'Initiative Cheminots pour l'unité à la base et dans l'action- page 8-
1er mai 1970 : Message à tous les cheminots –page 9-
Message adressé à l'occasion du premier Mai aux syndicats chinois
Paris : Solidarité prolétarienne avec les éboueurs en grève ! (Corr HR)
SNECMA – Corbeil : Action tous azimuts ! (Corr HR)
La ligne de masse du Parti et les luttes Ouvrières (suite et fin) –page 18-
Tribune de discussion : --Comité de base ou Syndicat ? –page 19-

HR n°59 –jeudi 7 mai 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-
--Chaban conseille : collaboration de classe…
…la base décide : lutte de classe ! –page 4-
--Coder-Marseille : Des travailleurs licenciés… la CGT et FO s'apitoient sur les patrons !…
--Des travailleurs de Clin-Byla critiquent un article (Voir HR n°54)
--Sabotage par les directions syndicales de la grève des « Nouvelles Galeries » d'Orléans
HR n°60 –jeudi 14 mai 1970-
Front Ouvrier –page 4-
--Lyon : La grève à Vilvap (Corr HR)
--Marseille : Coder : « Suite mais pas fin » (Correspondant HR)
Un riche bilan : sept années de travail des militants marxistes-léninistes –pages 8-9-

HR n°61 –jeudi 21 mai 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-
--Berliet Vénissieux : Opération-soupape de la direction CGT (Correspondant HR) –page 4-
--SNCF : Les cheminots s'organisent –page 5-
--Tract des camarades de Périgueux : Pourquoi les mutations ?
Vrais et faux problèmes du front ouvrier –page 6-
EGF : Collaboration ou lutte de classe ? (un ML de l'EGF)
1er Mai à Aix : Meeting de lutte « Front-Uni » malgré la répression CGT-CRS –page 7-
Tribune de discussion :
-A propos du point de vue des camarades ML dirigeants un syndicat CGT (Voir HR n°58) : Faire prévaloir la politique par rapport à l'organisation (CDHR Nîmes) –page 8-
On recherche cheminots pour faire la révolution… (Un cheminot –membre encore de la CGT, jusqu'à l'exclusion, ou le syndicat rouge). –page 8-
HR n°62 –jeudi 28 mai 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-

--Une société « nouvelle »… vieille de 50 ans ! –page 4-
--Les augmentations en pourcentage : Prime pour les gros, injustice pour les bas salaires
--Préparons la 2è conférence nationale des cheminots –page 5-
--Mise au point
--Salut d'un camarade de l'EGF

HR n°63 –jeudi 4 juin 1970-
Front Ouvrier –page 4-
--Des chiens couchants de la bourgeoisie

HR n°64 –jeudi 11 juin 1970-
Front Ouvrier –page 4-
--CFDT et lutte de classes.
Dans cet article signé du CDHR de Schirmeck il est notamment indiqué :

« *Avant le printemps révolutionnaire de mai-juin 68, la bourgeoisie par l'intermédiaire de sa presse et de sa radio, etc. affirmait que le phénomène "gauchiste" resterait cantonné dans le milieu étudiant : bref l'éternel mal de la jeunesse... Aujourd'hui, elle ne peut plus opposer ouvriers et étudiants révolutionnaires ; ce temps est révolu. Tous les exploités, tous les opprimés se lèvent les uns après les autres, ils finiront par joindre leurs efforts pour abattre ce régime capitaliste, cause de leurs tourments et de leurs misères.*

Les idées révolutionnaires parce qu'elles sont justes pénètrent dans toutes les classes et couches sociales opprimées. Ce qui s'est passé au dernier congrès de la C.F.D.T. en est une nouvelle démonstration concrète. Et les calomnies, l'utilisation des jeunes révoltés de l'ex- "Gauche Prolétarienne", les provocations policières destinées à terroriser l'opinion pour se la rallier et mieux exploiter les travailleurs n'y changeront rien.

En mai 68 les travailleurs furent très combatifs qu'ils soient syndiques à la C.G.T., à la C.F.D.T. ou inorganisés. Mais au sommet des directions syndicales l'on trahissait une fois de plus les véritables aspirations des travailleurs.

- *A la tête de la C.G.T. les permanents bradaient le plus grand mouvement de lutte de la classe ouvrière de France (10 millions de grévistes en 68, 3 millions en 1936) pour des élections au profit des représentants de la bourgeoisie, pour des augmentations bien vite récupérées par les capitalistes.*
- *A la tête de la C.F.D.T. l'on fut un peu plus dur en apparence. Il s'agissait en fait pour ces permanents d'accroître les effectifs de leur centrale syndicale au détriment de la C.G.T. qui collaborait trop ouvertement (Séguy s'est fait huer à Renault-Billancourt par l'ensemble des grévistes, ce n'est pas pour rien...).*

Cette politique électoraliste trouva son complément dans le désir d'un changement de personnel politique dans le cadre du régime capitaliste. Mitterrand qui envoya les CRS réprimer les mineurs lorsqu'il était ministre de l'intérieur sous la 5è République, ou Mendès-France qui pratiqua une politique de bas salaires après la guerre, pour permettre aux capitalistes de se renflouer, tous deux sont des gérants loyaux des intérêts des grands trusts et de la finance que pour mieux duper le peuple l'on appelle "l'économie nationale".

Et cela Descamps et consorts le savent qui les proposaient comme des représentants du peuple au meeting de Charléty en juin 68.

Mais dans la lutte les travailleurs apprennent, et vite. à distinguer leurs ennemis de leurs amis.
Et dans la C.F.D.T. un son de cloche nouveau se fait entendre, des tendances apparaissent, les idées justes pénètrent et, si les bonzes, les permanents ont pu encore étouffer en partie le débat, ils ne le pourront plus longtemps. La preuve en est qu'ils sont eux-mêmes obligés d'adopter un langage plus dur. plus "gauchiste".

Quoiqu'elle se targue d'être démocratique la C.F.D.T. n'a permis ni la connaissance, ni la discussion de tous les textes qui venaient de la base. Le congrès qui a commencé le 6 mai. s'est déroulé pour l'essentiel sur la base des divers documents qui émanaient des instances supérieures.

Que pouvait-on lire dans ces textes proscrits, que l'on a refusé d'entendre et dont très peu de militants ont eu connaissance, que les travailleurs ignorent... ?

Par exemple le texte des fédérations « Habille-ments-Cui(s-Textiles » , « Services-Commerces-Crédits », « Livres-Papiers-Cartons ».

« ... Notre stratégie consiste donc par la critique sociale et l'action d'un nombre de travailleurs grandissant à déséquilibrer et à modifier progressivement mais radicalement les rapports de pouvoir dans la société actuelle. Elle conduit inévitablement à la rupture, c'est-à-dire au renversement du pouvoir établi et à la prise de pouvoir par les travailleurs...

« ... un syndicalisme de classe dont le but est d'aider les travailleurs à prendre conscience qu'ils sont en situation de lutte, que leurs intérêts sont diamétralement opposés à ceux du système capitaliste et qu'ils doivent s'organiser en conséquence pour abattre le système capitaliste… »

Par exemple, le texte du « Collectif de liaison des militants révolutionnaires de la CFDT » (12 rue Broca, Paris 5è) dit entre-autres :

« ... la classe ouvrière par sa force de travail qu'elle doit vendre apporte seule la plue-value » (travail non payé aux ouvriers qui constitue le profit des patrons, « leurs »... capitaux. Bref le vol organisé légalement par les capitalistes). « Son ennemi c'est le capitalisme incapable d'apporter de véritables solutions à ses problèmes. Par ailleurs le parlementarisme, l'utilisation des structures de l'Etat bourgeois, c'est l'illusion réformiste. Vouloir changer les gouvernements ne résout rien : Il faut détruire l'Etat bourgeois... La bourgeoisie se défendra ce qui entraînera inévitablement une épreuve de force. Dès maintenant, il faut être prêt à assumer cette épreuve et à en préparer la généralisation. »

Ainsi les idées révolutionnaires pénètrent, les travailleurs s'en emparent et commencent à souder l'unité de leurs rangs sur des bases nouvelles. Que ce soit dans les syndicats là où cela est possible ou en dehors (dans des comités de base), ils s'organisent à la base et dans l'action, ils entreprennent dès maintenant de reconstruire un syndicat unique de lutte de classe, instrument de leur libération.

Cette longue marche que les plus conscients commencent, l'ensemble des travailleurs l'entreprendra. Elle passera par bien des difficultés mais elle finira par parvenir à son terme.

Mao Tsé toung a dit : « Qui ne détruit pas ne construit pas. Détruire, c'est critiquer, c'est faire la révolution. » Et encore : « La destruction vient d'abord et la construction commence en cours de route. » La classe ouvrière de France se persuadera de cette vérité et comprendra que son unité ne peut se faire qu'au détriment des syndicats existants.

Lénine de son côté affirmait que « les travailleurs sans le savoir ne sont rien, avec le savoir ils sont une force ". Les travailleurs montreront la justesse de ce jugement ; ils refuseront l'ignorance, l'abrutissement dans lesquels la bourgeoisie voudrait maintenir, ils apprendront beaucoup de leurs propres luttes, ils s'assimileront les enseignements des grands révolutionnaires.

Une chanson dit :
L'Etat comprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche
Le droit du pauvre est un mot creux
C'est assez languir en tutelle...

Et elle dit encore :
Producteurs sauvons-nous nous-même !

Nul doute que les travailleurs prendront en mains leur propre destin.

Comité de diffusion de l'Huma-Rouge Schirmeck »

HR n°66 –jeudi 25 juin 1970-
-Provocations policières contre la conférence cheminote ! (La deuxième conférence nationale des syndicalistes révolutionnaires cheminots.) –page 2-

HR n° spécial juillet 1970-
Front Ouvrier –pages 4-5-
--Cheminots : roulants roulés –page 4-
--Grève Vergèze (Gard) : Une lutte de masse sous une direction de lutte de classe –pages 4-5-

HR n°68 –jeudi 30 juillet 1970-
Front Ouvrier –page 3-
--L'article intitulé « Conciliateurs ou collabos ? » est une analyse critique d'un ouvrier marxiste-léniniste au sujet de « L'opération de séduction lancée par le P « C »F en direction des ingénieurs, cadres et technocrates ».
-- « Qui sont les briseurs de grève ? » -page 3-

HR n°69 –jeudi 3 septembre 1970-
Front Ouvrier –page 3-
--Feu sur les colonnes ennemies…
Les Marie-Chantal de la « Vie ouvrière » -page 3-
-A la source Perrier – Vergèze (Gard) :
Ardent combat des ouvriers contre la répression patronale –pages 4-5-
-Portons plus haut le drapeau de la lutte de classe !
-Lettre des syndicats CGT – CFDT à l'Humanité Rouge –page 4-
-Message de soutien de l'HR aux ouvriers
-Tract CGT – CFDT : Informations aux populations locales et touristiques
-Récapitulatif des actions et initiatives depuis la citation des camarades devant le tribunal (Tract CGT –CFDT) –page 5-
-40 H ou 44 H ?
HR n°70 –jeudi 10 septembre 1970-
Front Ouvrier –page 3-

-Lénine et les syndicats

HR n°71 –jeudi 17 septembre 1970-
-Lénine et les syndicats –page 3-
-Vergèze ne sera pas isolé ! : Un message de soutien ! (Le CDHR Staline de Clermont-Ferrand)

HR n°73 –jeudi 1er octobre 1970-
Front Ouvrier –page 3-
-Le dialogue Ceyrac (CNPF) – Séguy (CGT) : Dénonçons la collaboration de classe (Gaston Lespoir)
Front Ouvrier –page 6-
-Plaie du capitalisme : Le chômage ne cesse d'augmenter
-Séguy, marin ou naufrageur ? (Correspondant HR)
-Lettre d'un lecteur : La CGT s'accroche à la hiérarchie (Un cheminot)

HR n°74 –jeudi 8 octobre 1970-
Front Ouvrier –page 3-
-Perrier – Vergèze : Tract CGT – CFDT : Lutte contre les licenciements

HR n°75 –jeudi 15 octobre 1970-
Front Ouvrier –page 3-
-Sous la direction des marxistes-léninistes…
Que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains leurs propres affaires ! (Gaston Lespoir)
Lettre d'un lecteur ouvrier : Le plan réactionnaire de la CGT sur la fiscalité ! –page 3-
Marseille : la CGT sur le port (Extrait de « Rouge Midi » n°1 bulletin marxiste-léniniste du port de Marseille) –pages 3 et 6-

HR n°77 –jeudi 29 octobre 1970-
-Le face à face Séguy-Ceyrac ? Une comédie télévisée (Éditorial) –page 1-
-Aérospatiale Toulouse (ex-Sud-aviation) : Unité à la base par l'action pour l'action –page 6-

HR n°78 –jeudi 5 novembre 1970-
Front Ouvrier –page 3-
-Séguy et les travailleurs immigrés…(Ledru M-E) -pages 3 et 6-
-A bas la répression patronale et révisionniste !
Tract diffusé par le syndicat rouge (SGT Syndicat Rouge) –page 3-
-Le congrès fédéral de la CGT des cheminots : Un constat de faillite (Le Comité d'Initiative Cheminots) –page 7-

HR n°79 –jeudi 12 novembre 1970-
-Aux bonzes mendiants, le patronat répond non (Gaston Lespoir) –page 3-
-Marseille : Solidarité avec les travailleurs de Perrier-Vergèze (Motion adoptée par l'Assemblée Générale du Syndicat – CFDT-) –page 3-
-Aérospatiale Toulouse : Premier châtiment des traîtres (Corr HR Toulouse) –page 3-

HR n°83 –jeudi 10 décembre 1970-
--40 h. Sans diminution de salaire ! (Luc Dacier) –page 3-

HR n°84 –jeudi 17 décembre 1970-
--Union d'action contre le chômage conséquence du capitalisme (Luc Dacier) –page 3-

HR n°85 –jeudi 24 décembre 1970-
--Retraite à 60 ans immédiatement ! (Luc Dacier) –page 3-
--Cheminots et usagers contre les monopoles (Un « cadre » cheminot, au service et sous la direction de la classe ouvrière.) –page 6-
--Finance : grève bradée par les bonzes CGT –page 6-

HR n°86 –jeudi 31 décembre 1970-
--Après Séguy-Ceyrac…
… Ceyrac-Gelly (Adrien Messager) –page 3-
--Cheminots : La hiérarchie et la CGT (Ledru M-E) –page 6-

Annexe n°6 (du chapitre 5)

HR 87 –jeudi 7 janvier 1971-
-Ferodo : Une lutte sabotée par les syndicats révisionnistes et réformistes –page 4-
-Cheminots : Les cadres et la hiérarchie –page 6-
-Violation des Statuts de la CGT par les dirigeants révisionnistes (CDHR St-Maur) –page 6-

HR n°88 –jeudi 14 janvier 1971-
-A ka SNCF : Un accord réformiste (Gaston Lespoir) –page 3-
-Cheminots : Les cadres et la hiérarchie (Un « cadre » cheminot, au service et sous la direction de la classe ouvrière.) –p.6-
-Toulouse : à l'APC. Unité d'action patronat-révisionnistes contre la classe ouvrière (Correspondant HR Toulouse) –page 6-

HR n°89 –jeudi 21 janvier 1971-
-Cheminots : D'une trahison à l'autre, de pétitions en grèves « bidon » ! (Corres. Cheminot) –page 6-

HR n°90 –jeudi 28 janvier 1971-
-Creusot-Loire : La minute de vérité –page 3-
-Cheminots : « Les 7 mercenaires » (E. Clisse) –page 6-

HR n°91 –jeudi 4 février 1971-
-EDF : Les « réformateurs » capitalistes et leurs laquais (Un camarade de l'EDF) –page 3-
-Des cheminots parisiens : Accord SNCF : Le truquage continue (Un groupe de cheminots marxistes-léninistes parisiens) –page 6-
-Le démantèlement de la SNCF se poursuit (Correspondant HR Clermont-Ferrand) –page 6-
-Dijon : La Bourgogne Électronique – 1ère riposte aux licenciements (CDHR Dijon) –page 6-

HR n°92 –jeudi 11 février 1971-
-Camarades, les cheminots se révoltent ! (Des Cheminots marxistes-léninistes de la Région parisienne) –page 6-
-La grève des PTT : Une mobilisation de grande ampleur –page 6-
-Dans la Haute-Loire… Les bonzes organisent une « grève » zélée ! (Un correspondant HR) –page 6-

HR n°93 –jeudi 18 février 1971-
-Usinor-Denain : Participation obligatoire (Des travailleurs du Nord) –page 4-
-Mot d'ordre de la CGT pour les cadres cheminots : Tous unis pour la défense des privilèges ! (E Clisse) –page 6-

HR n°94 –jeudi 25 février 1971-
-Faulquemont : Tausin, tu seras vengé ! (Correspondant HR) –page 6-
-PTT Montpellier : Manifestation de masse au centre de tri (Correspondant HR) –page 6-

HR n°95 –jeudi 4 mars 1971-
-Séguy apôtre de la démocratie syndicale ? –page 3-
-EGF : La CGT à encore signé !… -page 4-
-SNCF : la réforme de la rémunération des salaires : Un plan de division ! (Des Cheminots marxistes-léninistes de la Région parisienne) –page 9-
-PTT : Après la grève : le bilan (Correspondant HR Paris) –page 9-

HR n°96 –jeudi 11 mars 1971-
-Occupation des usines (Luc Dacier) –page 3-
-Des travailleurs des Aciéries et Usines Métallurgiques de Decazeville « Pas de combine ! Classe contre classe !» (Des travailleurs des A.U.M.D.) -page 6-

HR n°98 –jeudi 25 mars 1971-
-La retraite à 60 ans tout de suite ! –page 3-
-Vosges – Rambervilliers : La grève aux Papeteries Boucher (Un correspondant HR) –page 3-
-Besançon : Lutte contre la répression (Correspondant HR) –page 3-
-Nord : La classe ouvrière se détourne des mystificateurs ! : La situation syndicale dans notre région du Nord –Notre enquête ne fait que commencer- (Des travailleurs du Nord) –page 4-

HR n°99 –jeudi 1er avril 1971-
-Quand le patronat félicite les confédérations syndicales –page 3-

HR n°101 –jeudi 22 avril 1971-
-Aciéries et Usines Métallurgiques de Decazeville : Une victoire de la classe ouvrière (Corr HR) –p.3-
-Brignoles (Var) : Les « gueules noires » en colère (Correspondant HR) –page 3-
-Le CIT (Compagnie Industrielle de Télécommunications) Paris XVe : Seule la lutte paye ! (des travailleurs de la CIT) –page 4-
-Classe contre classe ! –page 6-

HR n°102 –jeudi 29 avril 1971-
-Un « Carrefour » mal fréquenté (Correspondant HR) –page 3-
-Cheminots : La hiérarchie, duperie pour les travailleurs - Réalité pour les exploiteurs (Un cheminot retraité Marseille) –page 6-

HR n°104 –jeudi 13 mai 1971-
-Renault : Au lock-out de l'État-patron - Une seule réponse : « occupation » -page 4-
-Les « cadres » sont-ils des alliés de la classe ouvrière ? (Un militant CGT) –page 6-
-PTT : Les confédérations syndicales se satisfont de miettes… Pas les ouvriers ! (Un camarade PTT, Chauffeur de la Région Parisienne à –page 7-

HR n°105 –jeudi 20 mai 1971-
-Solidarité active avec les métallos de Renault –page 4-
-Rodez (Aveyron) – A la CEPRO : Eveil à la lutte (Correspondance exceptionnelle HR) –page 4-

HR n°106 –jeudi 27 mai 1971-
-Un instrument décisif : le Comité de Grève (Luc Dacier) –page 3-
-RATP : Tous unis pour nos revendications (Un travailleur de la RATP) –page 6-
-Encore une grève bradée par les directions syndicales (Un travailleur marxiste-léniniste Receveur-machiniste de la RATP) –page 6-
-A l'EDF les directions syndicales ne veulent pas contrarier la « paix sociale » (Un camarade de l'EDF) –page 6-

HR n°107 –jeudi 3 juin 1971-
-Renault : Une volonté de lutte –page 6-
-Paris : Dans les banques la colère monte (Un employé marxiste-léniniste du Crédit Lyonnais) –p.6-

HR n°109 –jeudi 17 juin 1971-
-Contre la fascisation : Vigilance et action ! –page 1-
Cet article/éditorial indique : « *C'est dans l'unité de la classe ouvrière à la base et dans l'action que réside la riposte à la fascisation. Durant longtemps, les marxistes-léninistes ont été seuls à dénoncer la fascisation de l'Etat. Aujourd'hui, des yeux s'ouvrent et nous nous en réjouissons. C'est le cas lorsque la CFDT parle de ''...mesures qui caractérisent un État policier et qui, si elles ne sont pas rapidement combattues, risquent d'engager irrémédiablement le pays dans la voie d'un régime pré-fasciste''. Mais c'est une chose que de dénoncer la fascisation, l'essentiel est de la combattre effectivement.* ».
-St-Etienne, Ets Deltal . Face aux lock-out patronaux : Occupons les usines (Correspondant HR) –p.3-
-Cheminots, c'est vous qui avez déclenché la grève : Déjouer les manœuvres des bonzes ! (Les Cheminots marxistes-léninistes de la Région Parisienne) –page 4-

HR n°110 du 1 au 14 juillet 1971-
-Après la liquidation de la grève des cheminots. Prise de conscience accrue de la trahison révisionniste –pages 4-5-
--Premiers enseignements d'ensemble (E. Clisse) –page 4-
--Marseille : Ambiance à la reprise du travail (Correspondant HR) –page 4-
--Paris : Les leçons de la grève (Groupe des cheminots marxistes-léninistes de la région parisienne) –page 5-
--Avignon : agression fasciste –page 5-
--Cheminots et paysans : unité de combat (Correspondant HR) –page 5-

HR n°111 du 15 juillet au 31 août 1971-
-S'imprégner de notre force (Luc Dacier) –page 3-
-La grève ''des bras croisés'' : Une bêtise et une faute –page 3-
-SNCF – Touluse : Echec aux jaunes (Correspondants HR Cheminots – Toulouse) –page 3-
-Vierzon (Cher) : Des cheminots combatifs (Correspondant Humanité Rouge Vierzon) –page 4-
-A bas la répression anti-syndicale –page 10-

HR n°112 –jeudi 2 septembre 1971-
-Agen briqueterie Lartigue Dumas : Une veste pour les bonzes révisionnistes (CDHR Agen) –page 4-
-Non au chantage permanent de mise à la porte (Comité Ouvrier Paysan Intellectuel –COPI) –page 6-
HR n°113 –jeudi 9 septembre 1971-
-Les cheminots ne céderont pas à l'intimidation (Les cheminots marxistes-léninistes de la région parisienne) –page 3-
-Un accord de trahison –page 3-
-Un syndicat fasciste : la CFT –page 6-

HR n°114 –jeudi 16 septembre 1971-
-Un pétard mouillé –page 3-
-Mammouth (Clermont-Ferrand) Bilan d'une grève : organisés, nous vaincrons ! (Des travailleurs de Mammouth) –page 3-
-Des syndicalistes de la Seyne : Séguy expulse un syndicat CGT de la Bourse du Travail –page 4-
-Pour un syndicalisme de masse et de classe (Un groupe de Syndicalistes.) –page 4-

HR n°115 –jeudi 23 septembre 1971-
-Unité d'action à la base : Contre le chômage et les licenciements (Luc Dacier) –page 3-
-A bas les atteintes au droit de grève !

HR n°116 –jeudi 30 septembre 1971-
-L'échelle mobile : Le miroir aux alouettes est brisé (Un Cheminot Marxiste-Léniniste) –page 3-
-La Seyne : Après l'exclusion par Séguy de son syndicat ; Lettre d'un secrétaire de section CGT des retraités du bâtiment à un bonze confédéral –page 6-

HR n°117 –jeudi 7 octobre 1971-
-La Seyne : les révisionnistes et la démocratie prolétarienne –page 3-
-Une nouvelle farce (Correspondant HR) –page 6-

HR n°118 –jeudi 14 octobre 1971-
-SNCF : Levée immédiate des sanctions contre notre camarade roulant ! (Des cheminots et des militants regroupés autour de l'HR) –page 3-
-Ets Lino (Correspondant HR-CFDT) –page 3-
-RATP : A bas la campagne contre les droits des travailleurs ! –page 4-

HR n°119 –jeudi 21 octobre 1971-
-Malgré la fascisation et la trahison des bonzes révisionnistes : Combativité accrue des masses ouvrières –page 1-
-Les yeux s'ouvrent –page 3-
-A bas les manœuvres de division de la classe ouvrière ! (Un camarade révolutionnaire) –page 3-
-EDF : A bas les primes ! Des salaires décents ! –page 6-
-Les chefs syndicaux bradent les revendications ouvrières (Un camarade de l'EDF) –page 6-

HR n°120 –jeudi 28 octobre 1971-
-Séguy et Chaban réclament « un syndicalisme efficace et responsable » -page 3-
-La séquestration des patrons : une juste forme de lutte –page 3-

HR n°122 –jeudi 11 novembre 1971-
-Delta Holtzer Outillage (Saint-Etienne) : Encore une exclusion arbitraire de la CGT –page 3-
-Tubesca-Mullca (Noisy-le-Sec) : Licenciements et exploitation accrue, c'est la loi des patrons ! –p.6-
-Roanne : Les bonzes pour les 40 h… avec perte de salaire ! –page 6-

HR n°124 –jeudi 25 novembre 1971-
-Kremlin-Viralu (Chaumont) : Les cadres répressifs agressent un piquet de grève –page 3-
-Ericson (Colombes) : Les ouvriers, contre la CGT, refusent la hiérarchie –page 3-

HR n°125 –jeudi 2 décembre 1971-
-Une vaine tentative pour conjurer la révolution prolétarienne : Le parti révisionniste dans les entreprises (Gaston Lespoir) –page 3-
-Laiterie Coplait (Ivry) : Quand les bonzes CGT sabotent la grève (Correspondant HR) –page 3-
-SNCF : Extension des droits syndicaux ? (Correspondant HR) –page 4-
-Elections professionnelles à la RATP : Les moissons de la trahison –page 4-

HR n°126 –jeudi 9 décembre 1971-
-Etablissements, Mammouth (Toulouse) : Victoire malgré les briseurs de grève CGT, FO –page 6-
-Mutuelle Générale de la Haute-Garonne : La CGT patron de choc ! (Corr HR) –page 6-

HR n°127 –jeudi 15 décembre 1971-
-Les travailleurs mènent un combat de classe (Un correspondant HR) –page 3-

Annexe n°7 (du chapitre 5)

Liste d'articles de l'HR

HR n°129 –jeudi 6 janvier 1972-
-Babcock-Atlantique (Saint-Nazaire) : A bas les lock-out : Occupons les usines ! –page 3-
-Rhône-Poulenc : Les travailleurs rejettent les mystificateurs –page 4-
-De zélés défenseurs de l'intérêt du capital –page 6-
-A propos d'un article du numéro 126 (Un diffuseur de l'H.R.) –page 6-
Un militant critique un article publié dans l'HR du 9/12/1971 : voici la réponse et l'article en question :

«A propos d'un article du numéro 126
Nous publions ci-dessous une lettre de critique qui nous a été adressée. Nous partageons entièrement les opinions du camarade. L'extrait que nous passons vaut donc comme autocritique.

Chers camarades.
Je vous fais part de l'indignation qui a été la mienne lorsque j'ai lu l'article : " Retraites : à propos d'une manif ; non la lutte de classes n'est pas une jolie promenade". L'auteur de cet article a fait preuve d'un sectarisme peu ordinaire lorsqu'il écrit : " Maire le curé ". Lorsqu'on est marxiste-léniniste iI est bon de savoir que la lutte de classe ne range pas les gens en deux camps : les athées et les croyants, mais qu'elle oppose la bourgeoisie à la classe ouvrière. La lutte de classe est une affaire de politique, secondairement, très secondairement de religion. Lorsque nous parlons de Séguy nous le jugeons en fonction de la politique du parti « communiste » et de la C.G.T. Il doit en être de même pour Maire.
Pour ma part, je suis employé au P.T.T. et syndiqué à la C.F.D.T. Au sein de ce syndicat je milite avec des catholiques révolutionnaires à qui je fais lire l'H.R. Vous pouvez supposer quels sont leurs sentiments à la lecture de tels articles. Un diffuseur de l'H.R.» -page 6-

HR n°130 –jeudi 13 janvier 1972-
-Intensifions le combat classe contre classe ! Appel des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge- p.1 et 8
-Transformer une mauvaise chose en une bonne (Luc Dacier) –page 3-
-Section des retraités du bâtiment et des travaux publics CNRO : CGT et démocratie syndicale (Un groupe d'Expulsés arbitrairement de la Maison du Peuple de la Seyne-sur-Mer –page 4-
-Les dirigeants CGT : Au cœur de la haine anti-chinoise –page 5-

HR n°131 –jeudi 20 janvier 1972-
La page 3 indique en titre « Nous soutenons tout responsable CGT ou CFDT qui pratique la lutte de classe. Mais nous critiquons et démasquons tout responsable CGT ou CFDT qui pratique la collaboration de classes. »
-Se battre pour arracher - une retraite décente – (Extrait d'une déclaration de la Section des Retraités du Bâtiment CNRO – CFDT) –page 3-
-Usine Baudouin (Marseille) Réintégrez les licenciés ! (Correspondant HR) –page 3-
-La duperie de Séguy –page 6-
En pages centrales est publiée un supplément à l'HR n°131 : « CGT des cheminots et lutte de classe »

HR n°132 –jeudi 27 janvier 1972-
La page 3 indique en titre «Il n'y a que deux formes de syndicalisme totalement opposées entre elles :
● le réformisme ou collaboration de classe avec le patronat et l'Etat-patron.
Le révisionnisme des dirigeants du PCF est la manifestation moderne du réformisme. Il divise la classe ouvrière.
● le syndicalisme révolutionnaire ou lutte de classe contre le patronat et l'Etat-patron.
Le syndicalisme révolutionnaire lutte pour l'unité de la classe ouvrière sur des bases prolétariennes.
-Cambrai : La répression patronale à l'œuvre –page 3-

HR n°133 –jeudi 3 février 1972-
-Usine LCC – CICE (Montreuil) Non aux licenciements ! (Correspondant HR) –page 3-
-Délégation – débrayage (Correspondant HR) –page 3-

-SNCF : Subordonner l'action des cadres aux intérêts des agents d'exécution –page 6-
HR n°134 –jeudi 10 février 1972-
-SNCF : le contrat de 1972 en échec ! (Duballast) –page 3-
-Fonction Publique : Non aux licenciements ! Luttons contre les sanctions ! –page 6-
-C'est dans les salons qu'on trahit… -page 6-

HR n°136 –jeudi 24 février 1972-
-Vive le syndicalisme de lutte de classe ! (H. Jour) -page 3-
-PTT (Clermond-Ferrand) : Combativité des postiers –page 3-

HR n°137 –jeudi 2 mars 1972-
-Communiqué de presse de la CFDT –page 2-
-« CGT des cheminots et lutte de classe »
Périgueux : Que la révolte de base des cheminots s'étende ! –pages 4 et 9-
-ORTF : Pas d'atteinte à la presse démocratique ! (Les Communistes marxistes-léninistes de l'ORTF) –page 5-
-La Seyne-sur-Mer : Une maladie de bonzes syndicaux : la collaboration de classe –page 8-
-Pierre Sémard, un infatigable militant –page 9-

HR n°138 –jeudi 9 mars 1972-
-Le travail syndical hors des syndicats (H Jour) –page 3-
-Onatra (Vitrolles) : « Onatra ne doit pas être un bagne » (Correspondant HR) –page 3-

HR n°139 –jeudi 16 mars 1972-
-Libérez les emprisonnés ! réintégrez les licenciés ! le fascisme ne passera pas ! –pages 1 et 4-
-CIT : Nos conditions de vie et de travail (Correspondant HR) –page 3-
-Non, aux licenciements ! (Des travailleurs ml des PTT) –page 3-
-Classe contre classe ! (X, membre de plusieurs organismes de direction de syndicat et union de syndicat CGT) –page 5-
-Jeune cheminot, suis la voie révolutionnaire de tes aînés ! (Un cheminot) –page 6-

HR n°140 –jeudi 23 mars 1972-
-Girosteel : 7ème semaine de grève :Solidarité avec les ouvriers de Girosteel ! –pages 1 et 3-
-Hors de chez Paris flics et jaunes ! –page 3-
-Biscuiterie Saint-Michel : Ce n'est qu'un début… -page 3-
-Briqueterie Lartigue-Dumas (Agen) : CGT et patron licencient –page 4-

HR n°141 –jeudi 30 mars 1972-
-Utiliser un acquis pour servir le prolétariat (Luc Dacier) –page 3-
-RATP : Non aux négociations-bidon ! (Des travailleurs marxistes-léninistes de la RATP) –page 3-
-La Seyne : Les dirigeants révisionnistes pleurent la mort d'un exploiteur –page 6-
-Syndicat CGT de la Provençale SPCMNF –page 6-
-Section syndicale CFDT de Pennaroya de Lyon : Lettre collective des ouvriers. Notre succès sera utile à tous –page 8-

HR n°142 –jeudi 6 avril 1972-
-Etablissements J. Paris (Nantes) : La population solidaire des grévistes ! –page 3-
-Démasquons les valets du trust Alsthom ! –page 4-
-Citroën : La CFT ou la porte… -page 6-
-La Seyne : Une entreprise de plus en crise : « La provençale » (Correspondant HR) –page 6-

HR n°143 –jeudi 13 avril 1972-
--Pour les salaires, les conditions de travail, contre les licenciements et le chômage : Occupation des usines ! Séquestration des patrons ! Riposte aux flics ! –pages 4-5-
-Girosteel (Le Bourget) : Mener notre grève jusqu'à la victoire –page 4-
-Usine Paris (Nantes) Cinglant échec des provocations patronales –page 5-
--Parmi les luttes de la semaine
-Cycles Peugeot à Baulieu-Mandeure (Doubs) –page 5-
-Syndicats ou compagnie d'assurance ? –page 6-
-EDF : luttons contre les licenciements (Un camarade de l'EDF)

HR n°144 –jeudi 20 avril 1972-
-Joint Français (Saint-Brieuc) « Nous aurons nos 70 centimes » -page 3-
-ORTF : la lutte contre le démantèlement bradée par les syndicats (Les marxistes-léninistes de l'ORTF) –page 6-

HR n°145 –jeudi 27 avril 1972-
-La ligne prolétarienne de l'Humanité Rouge (Gaston Lespoir) –page 8-
-La CGT à Nîmes : le congrès du mensonge –page 13-

HR n°146 –jeudi 4 mai 1972-
-Usine Kodak (Vincennes) : F.O. ou le son de cloche de la direction (les Travailleurs ml de l'usine) p.3
-SCPC (Clermont-Ferrand) Combat de classe –page 4-
--en bref--- en bref…
-La CGT : nouvelle compagnie d'assurances –page 6-

HR n°147 –jeudi 11 mai 1972-
-SNCF : Soutenons en priorité les basses catégories (Un Cheminot Roulant, ancien délégué CGT) p.7

HR n°148 –jeudi 18 mai 1972-
-SCPC (Société Centrale de Plastique et Caoutchouc – Clermont-Ferrand) Le combat continue (Correspondant HR) –page 3-

HR n°149 –jeudi 25 mai 1972-
-Chantiers navals de la Ciotat : Lutte des travailleurs immigrés (Corr. HR la Ciotat) –page 3-
-S.E.V. Marchal (Issy-les-Moulineaux : Délégués syndicaux ou agents de tourisme ? (Cor. HR) p.3
-Delle Alsthom (Saint-Ouen) : A bas la répression patronale ! (Correspondant HR) –page 3-
--Trotskysme ancien ou moderne, même idéologie bourgeoise
-A propos du projet d'unification entre les fédérations chimie CFDT et FO –page 7-

HR n°150 –jeudi 1er juin 1972-
-Jusqu'où la collaboration de classes conduit les révisionnistes –page 4-
-Les cheminots savent où sont leurs vrais défenseurs (Correspondant HR) –page 5-

HR n°151 –jeudi 8 juin 1972-
-A propos de la grève du 7 juin –page 4-
HR n°152 –jeudi 15 juin 1972-
-Qui se ressemble s'assemble (Luc Dacier) –page 3-
-Séguy contre les grévistes de Thionville –page 3-
-Grève à la SKF d'Ivry (Correspondant HR) –page 3-

HR n°153 –jeudi 22 juin 1972-
-Après le 7 juin…
Être les artisans de l'unité prolétarienne (Luc Dacier) –page 3-
-SNIAS (Toulouse) : Pas de grève sans lendemain (Les communistes ml de l' « HR » et des travailleurs de la SNIAS –p.3-
-SNCF : Réponse à la fédération CGT (Les Cheminots ml de la Région Parisienne) –page 4-
--Pour nos revendications immédiates, développement des actions de classe
-SEB (Côte d'Or) : « L'usine appartient aux travailleurs. C'est nous qui l'avons faite » (Correspondant HR Dijon) –page 6-
-SCPC (Clermont-Ferrand) 10e semaine de grève –page 7-
-Les travailleurs du Mammouth de Clermont, solidaires des grévistes de la SCPC (Extrait d'un tract de la section CFDT) –page 7-
-Nouvelles Galeries (Thionville) échec aux manœuvres démobilisatrices –page 7-

HR n°154 –du 29/06/1972 au 12/07/1972-
-Hutchinson à Châtellerault (Vienne) –Correspondant HR- pages 20 et 22-
-SCPC (Clermont-Ferrand) : Premier recul du patron (Correspondant HR) –page 21-
-« La journée d'action » de la CGT et CFDT à Paris sud-est (SNCF) –Corr HR- page 22
-Dernière minute :
-ORTF : Un succès des travailleurs dans la lutte pour le droit de grève (Correspondant HR) –page 22-

HR n°155 –jeudi 13 juillet 1972-
-Soyons les artisans des succès prolétariens ! (Luc Dacier) –page 3-
-Usine Coder (Marseille) : Premier bilan d'une grève (Correspondant ''HR'' Coder) –page 4-
-Aérospatiale de Toulouse (SNIAS) : savoir lutter pour vaincre (Les travailleurs ml de la SNIAS) -p.4-
-Etablissements Paré (Toulouse) : La combativité des ouvriers détournée (Correspondant 'HR')

HR n°156 –jeudi 7 septembre 1972-
-Gagny : lutte au foyer des jeunes travailleurs –page 4-
--Unité d'action contre la répression patronale
-Clermont-Ferrand – SCPC : La lutte continue… (Corr. HR) –page 5-
-Lettre de l'Union Départementale CFDT des Industries Chimiques de Clermont-Ferrand –page 5-
-Réponse de l'Union Départementale CGT de Clermont-Ferrand (Pour l'UD, un Secrétaire, F. Martinet) –page 5-
-SEB à Selongey (Côte d'Or) Malgré les révisionnistes, l'unité finira par triompher dans la lutte ! (Corr HR) –page 5-

HR n°157 –jeudi 14 septembre 1972-
-Éditorial : Nos revendications s'arrachent par la lutte –page 3-
-Usine Baroclem (Seine-Maritime) Première occupation premières réflexions –page 3-

HR n°158 –jeudi 21 septembre 1972-
-Renault (Billancourt) : Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais –page 3-
-Séguy à la Mutualité : Les paroles et les actes –page 5-

HR n°159 –jeudi 28 septembre 1972-
-Usine Leclanché (Poitiers) : Première victoire, la lutte continue (Correspondant HR) –page 3-

HR n°160 –jeudi 5 octobre 1972-
-Camarades postiers, à l'action ! (Correpondant ''HR'' PTT) –page 5-
-SNCF : Grève ou galéjade (Correspondant ''HR'') –page 5-
-Courrier de l'Aisne : la légalité bourgeoise toujours violée par le patronat (Corr HR) page 5

HR n°161 –jeudi 12 octobre 1972-
-LMT (Laval) : 40 H sans diminution de salaire 1000 F minimum (Corr HR) –page 4-
-La CFT : Chien du capital –page 5-
-Usine Michelin (Clermont-Ferrand) : Tous les ouvriers du trust solidaires ! (Corr HR) -page 10-

HR n°162 –jeudi 19 octobre 1972-
-Un appel au meurtre signé… syndicat CGT Renault du Mans –pages 3 et 9-
-PTT (Bordeaux) : A bas les licenciements ! (CDHR Jeanne Labourbe) –page 4-
-Briqueterie Lartigue-Dumas à Agen : Patron et CGT contre travailleurs immigrés (Des militants syndicalistes d'Agen) –page 5-
-SNIAS (Toulouse) Beaucoup de bruit pour rien (Les communistes ML de la SNIAS) –page 10-

HR n°163 –jeudi 26 octobre 1972-
A l'offensive –page 3-
-Holtzer-Outillage (St-Étienne) : Intégration des primes dans le salaire ! (Correspondant HR) –page 4-
-LCC (Montreuil) : Des ouvrières dans l'action (Correspondant HR) –page 5-

HR n°164 –jeudi 2 novembre 1972-
-L'horaire mobile : Encore un piège des exploiteurs ! –page 3-
-Recticel-France (Langeac) : A bas les cadres répressifs ! –page 4-
-Danzas (Paris) Les ouvriers, de plus en plus déterminés continuent la lutte (Corr HR) p.4
-(Fos-sur-Mer) Manifestation contre l'assassinat d'un travailleur algérien –page 4-
-Intérêt des ouvriers ou intérêt du capital ? (Un correspondant) –page 9-

HR n°165 –jeudi 9 novembre 1972-
-Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois) : la lutte continue (Correspondant ''HR'') –page 6-

HR n°166 –jeudi 16 novembre 1972-
-Les travailleurs ne feront pas les frais de la crise du capitalisme : Tous ensemble dans la lutte ! (Éditorial) –pages 1 et 3-
-PTT : le souffle de notre lutte deviendra tempête (Correspondant HR) –page 3-
-4 jours de grève à Rhône-Poulenc (Vitry) –Les ML de l'usine- page 4-
-Mines de potasse d'Alsace : 8 600 mineurs en grève depuis le 26 octobre (Corr HR) –page 5-
-Alcatel – CGE : Témoignage (Un lecteur d'HR) –page 5-
-SNCF : Le démantèlement s'accélère (Duballast) –page 9-

HR n°167 –jeudi 23 novembre 1972-
-A bas la loi ‘’anticasseurs’’ : Loi antiouvrière ! (Luc Dacier) –page 3-
-Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois) 4e semaine de grève (Correspondant ‘‘HR’’) –page 3-
--Classe contre classe dans les entreprises
-Réparations navales de Marseille : une grève liquidée par les dirigeants révisionnistes -Corr ‘’HR’’ (Port de Marseille)- page 4-
-Curieuse démocratie dans une école CFDT (Correspondant ‘‘HR’’) –page 9-

HR n°168 –jeudi 30 novembre 1972-
Pour nos revendications
Pour faire céder les patrons
Une seule voie : l’action résolue des masses (Éditorial) –pages 1 et 3-
-Des dirigeants CGT s’opposent à la solidarité –page 4-
-Idéal-Standard : Première bataille, première victoire (Texte du Comité de grève du Montage B) –page 4-
--L’essor des luttes de classe dans la Région Rhône-Alpes
-Ets Socober (La Talaudière) : Grève illimitée –page 5-
-Berliet (Lyon) : Contre la loi scélérate, solidarité ouvrière –page 5-

HR n°169 –jeudi 7 décembre 1972-
-Sobio (Mayenne) : Bilan de 8 jours de grève (Correspondant HR Mayenne) –page 3-
--Narbonne : Succès de la grève à Malvezy-Comuthex (Correspondant HR) –page 3-
-ORTF : le démantèlement s’accélère, la lutte devient pressante (Les communistes ML de l’ORTF) –page 4-
--Changer de gouvernement ne suffit pas. Changer de majorité ne suffit pas. Il faut changer de régime
-Union de la ‘‘gauche’’ Union électoraliste sans principe –pages 6-7-
-Non ! le Front Populaire c’était tout autre chose –page 6-

HR n°170 –jeudi 14 décembre 1972-
-Contrat de progrès : Duperie et mystification (Luc Dacier) –page 3-
-Première victoire des métallos de l’usine Berliet –page 4-
-Usine Dalle (Vallée de la Lys) Solidarité avec les ouvriers du textile en grève depuis 6 semaines –page 4-

HR n°171 –jeudi 21 décembre 1972 – jeudi 4 janvier 1973-
-EDF – GDF (Brest) : Vive l’action unie des électriciens et gaziers ! (Un électricien ML) -p.3
-Des dirigeants CGT cheminots s’opposent à une motion antiraciste (Corr HR) –page 4-
-Usine Trappeur-Disram (Draguignan) – Nous publions ci-dessous deux tracts des travailleurs en grève :
Occupation de l’usine depuis le 20 novembre –page 5-
Un silence complice (Le personnel de Trappeur-Disram) –page 5-

Annexe n°8 (du chapitre 5)

HR n°172 –jeudi 4 janvier 1973-
-Bulletin de paie et feuille de vote –page 7-
-Les travailleurs de SOS.99.99 expliquent leur grève –page 7-
-SFIO – CIA –page 7-

HR n°173 –jeudi 11 janvier 1973-
--Classe contre classe
-Alsthom (Saint-Ouen) A propos de la démocratie syndicale (Comité de défense de l’« humanité Rouge » Jean-Pierre-Timbeaud) –page 3-
-PTT : Tous ensemble, en même temps (Un postier ML) –page 5-

HR n°174 –jeudi 18 janvier 1973-
-Sylvain démenti… par Sylvain ! –page 13-

HR n°175 –du 1er au 14 février 1973-
-Lettre fraternelle –page 6-
-Blanchisserie de France (Puteaux) : Luttons pour la réintégration de nos deux camarades – page 10-
La lettre fraternelle publiée en page 6, s’adresse « ***A tous les militants de base, sympathisants et électeurs du parti***

communiste français, à tous les travailleurs qui croient encore à des changements possibles par la voie pacifique des urnes. ».
Un passage de cette lettre, revient sur le qualificatif de « gauchiste » mis en avant par les dirigeants du P « C »F et de la CGT à l'encontre du PCMLF-HR. Voici ce passage : « *Camarades !*
Nous sommes de vieux militants communistes. Nous totalisons à nous tous des siècles d'activité dans les rangs du Parti communiste français. Nombreux sont ceux d'entre nous qui peuvent se réclamer d'un passé de luttes exigeant d'accepter les plus hauts sacrifices, anciens F.T.P., anciens combattants de la Résistance, anciens déportés dans les camps de la mort, anciens emprisonnés pour leur action conforme a la ligne du Parti, dont vous vous réclamez aujourd'hui et qui fut le nôtre hier.
On vous a dit que nous sommes des " gauchistes ", mais cette accusation est fausse. Les " gauchistes " se recrutent dans les rangs de la petite bourgeoisie. Or, dans nos rangs prévaut une importante proportion d'ouvriers organisés politiquement dans leurs entreprises, militants syndicalistes affiliés a la C.G.T., quelquefois à la C.F.D.T. (quand nous avons été injustement écartés de la C.G.T.). mais jamais à F.O. »

HR n°176 –jeudi 15 février 1973-
-ORTF : Au congrès SNRT. CGT (Syndicat National de la Radio-Télévision)
Le Programme commun en difficulté (Les communistes ML de l'O.R.T.F.) –page 4-

HR n°177 –jeudi 22 février 1973-
-Le Programme commun et la participation des travailleurs –page 3-

HR n°178 –jeudi 1er mars 1973-
-La lutte des classes, une réalité (Luc Dacier) –page 3-
-A propos de la grève de la RATP –page 3-
-Mammouth d'Aubière (Clermond-Ferrand) L'exploitation s'aggrave… les travailleurs ripostent ! (Un ouvrier marxiste-léniniste de Mammouth) –page 4-
-1600 aiguilleurs du ciel en lutte pour la reconnaissance du droit de grève : Soutien aux aiguilleurs du ciel –page 4-

HR n°179 –jeudi 8 mars 1973-
-Coframaille à Schirmeck : Les ouvrières exigent la suppression du travail au rendement (Corr. HR) –page 5-
-Les militants de l'Humanité Rouge apportent leur soutien aux grévistes –page 5-
--Classe contre classe
-Grève à Fos-sur-Mer (Un lecteur) –page 11-
-SIMCA (Poissy) CFT = terreur fasciste (Un travailleur immigré) –page 11-

HR n°180 –jeudi 15 mars 1973-
-Soutien aux aiguilleurs du ciel –page 4-
-Coframaille (Schirmeck) La lutte résolue mène au succès –page 5-
Contre la circulaire Fontanet : la lutte continue
-Toulouse : Une unité renforcée (Les camarades d'HR, du comité de soutien) –page 9-

HR n°181 –jeudi 23 mars 1973-
-Balayons les jaunes (Luc Dacier) –page 4-
-Aiguilleurs du ciel : levée de toutes les sanctions
Abrogation de la loi antigrève –page 4-

HR n°184 –jeudi 12 avril 1973-
-Usines Peugeot 'Saint-Etienne) : 1200 grévistes exigent 1500 F minimum –page 3-
-PTT : les conditions de travail s'aggravent, la colère monte (Un facteur ml) –page 3-

HR n°185 –19 avril au 3 mai 1973-
-Côte d'Or : Des accords de salaires en dessous du SMIC (Les communistes ml du Bâtiment – Dijon) –page 6-
-Renault-Billancourt : Pour arracher nos revendications suivre l'exemple des O.S. des grosses presses –page 7-
-A propos du Comité National de la CGT : nouvel emballage, même marchandise –page 19-

HR n°186 –jeudi 3 mai 1973-
-Unir toujours unir les travailleurs pour la lutte –page 3-
-Comment démarrer une section syndicale –page 4-
-Vallourec : Action victorieuse des O.S. du magasin (Correspondant HR) –page 4-
-Saint.Etienne : Les 51 grévistes de la faim vaincront –page 5-
--Les luttes des métallos de l'automobile

-Peugeot : Nos revendications s'arrachent par la lutte (Correspondant HR) –pages 6-7-
-Renault : Le révisionnisme moderne torpilleur des luttes –page 7-
HR n°187 –jeudi 10 mai 1973-
-Quelques échos du 1er Mai
-A quoi sert le mensonge ? –page 2-
-Agression gauchiste fasciste -Extrait du journal local du P « C »F (Gennevilliers)- page 2
-Faisons respecter les droits syndicaux à l'entreprise –page 3-
-Arracher la classe ouvrière à l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise (Luc Dacier) p.4
-A propos de la journée nationale d'action dans la métallurgie
Alsthom (St-Ouen) : Différentes conceptions de la lutte (Les ml de l'usine) –page 9-

HR n°188 –jeudi 17 mai 1973-
-Ne pas s'en remettre à la bourgeoisie et ses valets (Luc Dacier) –page 3-
-Peugeot – Sochaux solidaires ! –page 4-
-Vers l'unité prolétarienne –page 4-

HR n°189 –jeudi 24 mai 1973-
-Winthrop (Dijon) Les ouvriers se battent : Grève avec occupation (Les communistes ml de Dijon) –page 4-

HR n°190 –jeudi 31 mai 1973-
-A propos du projet de réforme de licenciement (Luc Dacier) –page 3-
-Dim à Gueugnon (Correspondant « HR ») –page 4-
-Renault (Le Mans) La Régie soutient la C.F.T (Correspondant HR) –page 4-
-Citroën (Reims) Un tribunal d'inquisition –page 5-

HR n°191 –7 au 20 juin 1973-
-Baco (Strasbourg) –(Une ouvrière de BACO) –page 4-
-ANCIZES (Puy-de-Dôme) Les patrons ne paient pas… seule la lutte paie ! (Correspondant « HR ») –page 5-

HR n°192 –jeudi 21 juin 1973-
-Dim (Gueugnon) 4 semaines de grève (Correspondant HR) –page 3-
-Caisse d'allocations familiales (Paris 15e) Quelques leçons d'une grève (Correspondant HR d'après des employés de la CAF) –page 4-
-Gaillard et Mignot (Fougères) (Correspondant HR) –page 5-
-Encore une injustice aux Hauts-Fournaux de la Chiers (Correspondant Vireux) –page 5-
-Mammouth (Clermont-Ferrand) (Correspondant HR) –page 5-
-Une responsabilité des dirigeants du P « C »F : La remontée du Parti Socialiste –page 7-

L'article « ***Une responsabilité des dirigeants du P « C »F : La remontée du Parti Socialiste*** » évoque le PSU, le PS et la CFDT : « *De nombreux ex-adhérents du P.S.U. se retrouvent maintenant au P.S.. et on parle même d'un ralliement du P.S.U. - un retour à la source en quelque sorte.*

Le dernier Congrès de la C.F.D.T., par ailleurs, marque l'engagement plus ou moins clair de Maire et de certains autres dirigeants de cette centrale dans le sillage du Parti Socialiste : la majorité des délégués à ce Congrès déclaraient avoir voté socialiste en mars dernier, et près de la moitié de ceux qui sont inscrits à un parti le sont au P.S. Ce renforcement de l'aile social-démocrate de l'" Union de la Gauche " n'ira sans doute pas sans créer des contradictions au sein de la C.F.D.T. En tous les cas, Maire s'est proposé comme leader de ce qu'il appelle lui-même " le courant autogestionnaire au sein de la gauche " (courant qui vient de recevoir un précieux renfort en la personne... de Maurice Faure !). » **(voir annexe 14)**

HR n°194 –du 25 juillet au 5 septembre 1973-
-Guéméné – Penfao : Lutte pour les libertés syndicales (Correspondant HR) –pages 2-3-
-L'incendie de la cartoucherie d'Issy-les-Moulineaux : Les capitalistes responsables (Cor HR) –pages 2-3-

HR n°195 –du 5 septembre au 19 septembre 1973-
-Lip: solidarité active de tous ! (Titre et couverture)
-Editorial (Lip) –page 3-
-L'exemple de Lip déteint –page 3-
-Bien dit, Séguy –page 3-
-Tout pour la victoire des « Lip » ! –pages 6-7-

HR n°197 –jeudi 20 septembre 1973-
-A propos du discours de Séguy. Les paroles changent… mais les actes ? (Luc Dacier) –p 4-
HR n°198 –jeudi 27 septembre 1973-
-La marche sur Besançon. Soutien populaire aux travailleurs de Lip (Titre couverture)
-Tous à Besançon ! –page 2-
-Travailleurs Tunisiens solidaires –page 2-
-Appel des travailleurs de Lip et de leurs sections syndicales CGT et CFDT –page 2-
-Lip la revendication essentielle : Pas de licenciements ! –page 3-

HR n°199 –jeudi 4 octobre 1973-
-Tollec et Marinay : Grève victorieuse contre la répression, les licenciements (Cor.HR) page 3
-Les 100.000 à Besançon « s'il le faut, on reviendra ! » -pages 6-7-
-Solidarité active de tous –page 7-
-Le cortège de l'Humanité Rouge –page 7-

HR n°200 –jeudi 11 octobre 1973-
--Classe contre classe
-Duceux (Saint-Dié) Lutte contre les licenciements –page 4-
-Ford (Bordeaux) 1500 ouvriers en lutte depuis plus de deux semaines –page 4-
-Dole : Magyar, le seigneur du Moyen-Age (Le Conseil syndical) –page 4-
-Télic : « La défaite est la mère du succès » (Les ML de Télic) –page 5-
-Grèves en cascades dans les usines de Laval –page 5-
-Qui sont les paysans-travailleurs ? –page 8-
-Les Lip tiennent bon –page 12-
-Echec aux manœuvres de la CGT (CDHR Agen) –page 12-

HR n°201 –jeudi 18 octobre 1973-
-L'action vaut mieux que les belles paroles (Luc Dacier) –page 8-
-Lip : Un tournant décisif dans la lutte (Correspondant HR) –page 11-

HR n°202 –jeudi 25 octobre 1973-
-Danno (Loudéac Lanrodec) « Ce n'est pas une victoire mais nous nous connaissons mieux » (Correspondant « HR ») –p.3-
-Que se passe-t-il chez les cheminots ? (Laverne) –page 4-
-Séguy contre les Lip (AC) –page 12-
-Lip, ça continue ! –page 12-

HR n°203 –jeudi 1er novembre 1973-
--Classe contre classe dans les entreprises
-Tubauto (Joigny) Grève illimitée avec occupation (Correspondant HR Joigny) –page 4-
-Rhône-Poulenc (Vitry) A la minérale l'action s'engage –page 5-
-Comment la CGT a saboté la grève des Ser et des Mammouth (Cor. HR – Rennes) –page 5-
-Soutien forcé aux sionistes –page 5-
-Plus que jamais : Lip, solidarité ! –page 12-

HR n°204 –jeudi 8 novembre 1973-
-Comment la CFT s'implante à Citroën (Correspondant HR) –page 4-
-SNCF : la démocratie à la CGT (Un cheminot marxiste-léniniste) –page 4-
-Motorola (Toulouse) Ce n'est qu'un début (Les ouvriers ML de Motorola) –page 5-
-VIIIe Congrès de la FSM : Le programme commun appliqué aux syndicats –page 11-

HR n°205 –jeudi 15 novembre 1973-
--Classe contre classe dans les entreprises
-Tubauto (Joigny) le révisionnisme dupe les travailleurs en lutte –page 3-
-Smac (Nantes) Après 3 semaines de grève avec occupation les ouvriers font plier leurs patrons (Correspondant « Humanité Rouge ») –page 3-
-Cousseau (PIL) à Cerisay « Quelque chose a changé » (Correspondant « HR ») –page 4-
-SEB (Selongey) Riposte au licenciement d'un délégué syndical (Corr. Dijon) –page 4-
-Lip : ou en est-on ? –page 5-
-Communiqué des Lip du 2 novembre –page 5-
-Peugeot (St-Etienne) Ni les « missives » ni les milices patronales n'entament la détermination des travailleurs –page 5-

-Clermont-Ferrand Grèves et répression patronale chez Michelin (Cor. HR Clermont) –p 5-

HR n°206 –jeudi 22 novembre 1973-
-Qui a changé ? (Luc dacier) –page 3-
--Classe contre classe dans les entreprises
-A Bordeaux et dans la région, les travailleurs prennent en main la lutte contre les licenciements et les fermetures (Correspondant HR) –page 3-
-Peugeot (Sochaux) Répression (Tract des travailleurs de mécanique) –page 3-
-Logeais et Jamin (Rennes) : Les grévistes se serrent de plus en plus les coudes (Correspondant « HR ») –page 4-
-Victoire à la SAFT (Bordeaux) (Correspondant « HR ») –page 4-
-Qui est Le Pen ? (Laverne) –page 11-

HR n°207 –jeudi 29 novembre 1973-
--Classe contre classe dans les entreprises
-Fonderie Sambre-et-Meuse (St-Brieuc) Quelques leçons de la grève des O.S. (lecteur d' « HR ») –page 4-
-Port de Gennevilliers : Grève contre l'esclavage et l'exploitation sans merci –page 4-
-Chaussures André : Les ouvriers durcissent la grève (Un lecteur de HR) –page 4-
-De septembre à novembre… -page 5-
-L'activité militante : Soutien à Lip (CDHR Meudon) –page 10-

HR n°208 –jeudi 6 décembre 1973-
-Unité dans la base et l'action pour nos revendications prolétariennes (Luc Dacier) –page 3-
-Rennes : Les Lip popularisent la lutte (Correspondant « HR ») –page 3-
--Classe contre classe dans les entreprises
-SOTAM (Vitrolles) Quinze jours d'occupation de l'usine (Correspondant « HR ») –page 4-
-SOTAM (Vitrolles) Quinze jours d'occupation de l'usine
-Halte à la collaboration de classe aux cycles Peugeot (Des ouvriers des cycles) –page 5-

HR n°209 –jeudi 13 décembre 1973-
-Eléments biographiques de Jacques Jurquet –page 3-
-Colloque sur l'emploi à Besançon –page 4-
-Mascarade sur le petit écran –page 5-
-Un exemple de syndicalisme bureaucratique (Un travailleur de l'hôpital) –page 5- Cet article se termine par un point de vue très vif envers la CFDT : « Ces quelques exemples entre mille autres, de la pourriture des bonzes réformistes de la C.F.D.T. montrent bien qu'elle est leur véritable nature : des ennemis des masses laborieuses.
Contre le syndicalisme bureaucratique et de collaboration de classe, luttons pour un syndicalisme offensif, classe contre classe ! ».

Annexe 9 (du chapitre 5)

Liste articles HR de 1974

- HR n°210 –du jeudi 20 décembre 1973 au mardi 2 janvier 1974-
  - -Cerisay : -page 4-
  - -Metz : Les ouvriers de « claas » en grève (Un ouvrier communiste marxiste-léniniste) –p.4-
  - -Lip : Le colloque de Besançon sous le signe de la lutte classe contre classe –page 5-
  - -Plan Charbonnel : premières réactions des Lip. Tirer profit des contradictions qui existent chez nos ennemis (Extraits de Lip-Unité –13 décembre 1973) –page 5-
  - -Bordeaux-Pessac : La SICMA peut payer ! –page 5-
- HR n°212 –jeudi 10 janvier 1974-
  - -Calberson (Le Mans) Réintégration du délégué licencié (Corr « HR » Le Mans) –page 4-
  - --Attentats racistes : La riposte s'amplifie
  - -Deux délégués CFDT accusent (Tract publié par l'UD-CFDT de Marseille) –page 5-
  - -Marseille : un meeting unitaire, enthousiaste (Correspondant HR) –page 5-
  - -Dijon : « l'ennemi n'est pas le travailleur ou le pays exploité, mais l'exploiteur » (Cor Dijon) page 5-
- HR n°213 –jeudi 17 janvier 1974-
  - -SNCF : Une CGT au service de qui ? (Larverne) –page 3-
  - -Lip : Non, ce n'est pas fini ! –page 12-
- HR n°214 –jeudi 24 janvier 1974-

-Non à tout licenciement (Tract CDHR J-P Timbaud) –page 2-
-Houillères du Bassin de Lorraine : Comment on sabote l'unité prolétarienne (Correspondant « HR ») –page 5-
-Usine Morra : Contre les licenciements et le chômage (Correspondant HR) –page 5-
-Échos de la Loire et de la Haute-Loire (Correspondant St-Etienne) –page 5-

● HR n°215 –jeudi 31 janvier 1974-
-A la même heure, la main dans la main
Les responsables CGT excluent, le patron licencie un ouvrier marxiste-léniniste
(titre et article en couverture page 1)
-Un ouvrier marxiste-léniniste de l'Alsthom-Savoisienne (St-Ouen) « Comment j'ai été exclu de la CGT et licencié de l'usine » -pages 6-7-

● HR n°216 –jeudi 7 février 1974-
- contre les licenciements
- contre le démantèlement,
- pour le droit au travail

Le compromis des Lip, une victoire de la classe ouvrière –page 3-
-Houillères du bassin de Lorraine : La base décide de la lutte et de la victoire –page 4-
-Rateau : Aux mauvais coups du trust CGE, les ouvriers ripostent par l'occupation de l'usine (Tract de militants de « l'Humanité Rouge ») –page 4-
-Un protocole d'accord pour Lip, imposons son application ! (extrait de Lip-Unité) –page 5-
-Saint-Etienne : Les révisionnistes s'attaquent aux diffuseurs de l'Humanité Rouge (le CDHR) –page 5-
--Collusion révisionnistes-patronat contre la classe ouvrière (Luc Dacier) –pages 6-7-
-Alsthom (Saint-Ouen) : Après le licenciement de notre camarade C. Lebrun –pages 6-7-
-Nous ne voulons pas de syndicats de type polonais –page 7-

● HR n°217 –jeudi 14 février 1974-
--Lip : rétablissons la vérité –page 3-
-à la rue Violet, c'est du solide… (Extraits de « Lip-Unité » du 1-2-74
-Les travailleurs de Thomson CSF en grève –page 3-
-Alsthom-St-Ouen : Un pas de plus dans la répression patronale –page 3-

● HR n°218 –jeudi 21 février 1974-
-Rateau : Non aux licenciements ! Non au démantèlement ! –page 3-
-Témoignage d'un mineur sur la grève des Houillères de Lorraine –page 5-
-A bas la C.F.T. Chrysler, chien de garde du capital ! (Un ouvrier immigré de Simca) -page 5
-Vitrolles : 2ème semaine de grève aux abattoirs de Soccovolailles –page 8-
-La venue de Fontanet à Montpellier –page 8-

● HR n°219 –jeudi 28 février 1974-
-Aux emballages Lafarge de La Male (près de Marseille) : Riposte au lock-out patronal Occupation de l'usine (Le délégué CGT de l'entreprise) –page 5-
-Crédit Lyonnais : La lutte continue… (Un employé du Crédit Lyonnais) –page 5-
-Joigny : Contre les licenciements, riposte unie des travailleurs (Cor Hr Joigny) -page 5-
-Victoire des travailleurs immigrés de Laval (Correspondant HR) –page 9
-Lutte au foyer des jeunes travailleurs de Fougères (CDHR Fougères) –page 9-

● HR n°220 –jeudi 7 mars 1974-
-Les travailleurs de Soco-volailles : Bilan de leur grève –page 6-
-S.A.M. (Mirabeau-Côte-d'Or) Grève avec occupation –page 6-

● HR n°221 –jeudi 14 mars 1974-
-La grève des banques se poursuit (Un employé de Banque ML) –page 4-
-Saint-Etienne : Répression permanente chez Peugeot –page 4-
-Quand 'l'humour' anti-chinois gagne la CGT… -page 5-
-Alsthom (St-Ouen) Halte aux licenciements ! –page 5-

● HR n°222 –jeudi 21 mars 1974-
-A l'offensive ! Pas de licenciements ! 1500 francs minimum ! –couverture page 1-
--Classe contre classe dans les entreprises
-S.C.P.C. (Cournon) Riposte au licenciement d'un délégué syndical CFDT (Cor HR) –page 4-
-Bordeaux : Ford en grève (Correspondant HR) –page 4-
-STAMELEC (Bergerac) Contre des licenciements, occupation de l'usine (Cor HR) –page 4-
-PTT (Paris recette principale) : Les dirigeants révisionnistes de la CGT sabotent la grève (Un postier, lecteur d'HR, délégué CGT) –page 5-

● HR n°223 –jeudi 28 mars 1974-
-Séguy, Krasucki, Berteloot : Les voilà les jaunes ! –éditorial pages 1-3-

-Toulouse : grève des employés de banque : Un mouvement d'ampleur rarement atteint depuis longtemps (Correspondant « HR ») –page 3-
-3 jours de grève dans les banques de Strasbourg (Correspondant HR) –page 3-
-Rateau : Luttons contre le révisionnisme –page 6-
-Houillères de Lorraine : Lutter classe contre classe et démasquer les jaunes –page 6-

- HR n°224 –jeudi 4 avril 1974-
  -Stamelec (Bergerac) les leçons d'une lutte (Correspondant « HR ») –page 3-
  -Ford (Bordeaux) Malgré les trahisons révisionnistes la lutte continue ! –page 3-
  -Orléans : La manifestation des fonctionnaires (Les ML de l'« Hospitalier Rouge » du CHR) –page 3-
  -Populariser la grève des banques :
  BNP Barbès Paris (Correspondant HR) –page 4-
  Lyon –page 4-
  -Imprimerie Darboy-Montreuil : Occupation depuis le 1er mars –page 5-
  --De plus en plus, la classe ouvrière s'arrache à l'influence révisionniste
  -Clermont-Ferrand : Usines Bergougnon (filiale de Kleber-Colombes) : Les méfaits de la ligne de collaboration de classe des directions syndicales révisionnistes et réformistes (Correspondant HR) –page 6-
  -Démocratie prolétarienne ou démocratie social-fasciste ? (Luc Dacier) –page 7-
- HR n°225 –jeudi 11 avril 1974-
  -La tactique syndicale est liée à la lutte politique –page 3-
  -Rhône-Poulenc (Vitry) : Intensifions la lutte contre le révisionnisme au sein de la classe ouvrière (Les communistes ML de Rhône-Poulenc Vitry) –page 3-
  -Saint-Nazaire serre les poings –page 5-
  -Lip : la lutte continue (SL) –page 5-
  --Les élections présidentielles et la tactique des marxistes-léninistes
  -Travailleurs, n'oubliez jamais ce que sont les « socialistes ! » -page 6-
  -Préparons activement le 1er mai –pages 6-7-
  -Communiqué de presse de l'Humanité Rouge –page 7-
  -A propos de la candidature Piaget : Une manœuvre au service de Mitterrand –page 7-
  (lire l'article annexe 15)
- HR n°226 –jeudi 18 avril 1974-
  -Fascisation et révisionnisme –page 2-
  -Battaville en grève, pour la première fois depuis 1936 (Correspondant HR) –page 3-
  -Imprimerie Georges Lang (Paris) : Non à tout licenciement ! A bas la collusion CGT-patronat ! (Un jeune ouvrier ML) –page 5-
  --Echos des luttes de la semaine
  -Ateliers centraux des PTT (Correspondant « HR » Lorient) –page 5-
- HR n°227 –jeudi 25 avril 1974-
  -aller à contre-courant ! (Jacques Jurquet) –page 2-
  -Renault-le-Mans : Encore une trahison des chefs révisionnistes (Correspondant HR) –page 5-
  -Cazeneuve (Plaine Saint-Denis) : Non aux manœuvres révisionnistes, rejetons la collaboration de classes ! (Correspondant HR) –page 5-
  --Echos des luttes de la semaine
  -Les négociations et sa conclusion (Correspondant HR) –page 5-
  -Darboy imprime Darboy –page 6-
- HR n°228 –jeudi 2 mai 1974-
  -Les trotskystes et l'unification syndicale –page 3-
- HR n°229 –jeudi 9 mai 1974-
  -Marchal (Asnières) La politique de la direction révisionniste CGT freine la lutte et favorise la répression (Une ouvrière ML) –page 4-
  -Siemens (Bordeaux) Un délégué CGT réembauché trois jours après son licenciement (Correspondant HR) –page 4-
- HR n°230 –jeudi 16 mai 1974-
  -Usine Blindex (Marseille) Travailleurs français, immigrés unis dans la grève le 17 avril (Correspondant HR Marseille Nord) –pages 4-5-
  -Renault (Le Mans) La grève du Caproni (Correspondant HR) –page 5-
  -Nous sommes prévenus… -page 5-
  -A propos du texte ''Les objectifs de transformation conduisant au socialisme démocratique et autogestionnaire'' (Présenté au Conseil national C.F.D.T. des 18, 19 et 20 avril 1974) –Un délégué syndical CFDT. B.F 9 mai 1974- (page 6)

-Les 37 travailleurs immigrés de la rue Dulong ont gagné –page 11-
-Editions encyclopédiques Alpha : 6e semaine de grève (Correspondant HR) –page 11-

- HR n°231 –jeudi 23 mai 1974-
  -Agression révisionniste contre nos camarades (Correspondant ‘’HR’’) –page 10-
- HR n°232 –jeudi 30 mai 1974-
  -S.A.D.E. 22 immigrés en grève au barrage de la Chèze (Correspondant HR) –page 4-
  -Dans un micro-bidonville d’Asnières : La lutte résolue paie ! (Correspondant HR) –page 5-
- HR n°234 –jeudi 13 juin 1974-
  -Quand la CGT part en guerre contre la CFT (Annie Brunel) –page 3-
  -Bordeaux : Les révisionnistes tentent de diviser les jeunes travailleurs (Correspondant HR) –page 4-
- HR n°236 –jeudi 27 juin 1974-
  -Les travailleurs de Gestelec en grève avec occupation des locaux (Correspondant HR) –p. 3-
  -Blindex (Marseille) : Non aux licenciements ! (Correspondant HR) –page 3-
- HR n°237 –jeudi 4 juillet 1974-
  -Notre camarade J. Pelletier exclue de la CGT pour avoir combattu le «Programme Commun» dans son usine –p.1-
  Combattre le révisionnisme dans les entreprises ! (pages 5-6-7-)
  -Faire les semailles de la révolution prolétarienne (Luc Dacier) –page 3-
  -A l’ORTF comme partout, le Parti révisionniste est l’obstacle principal à la lutte des travailleurs (Correspondant HR) –page 4-
  --Suivre l’exemple de J. Pelletier :
  Combattre le révisionnisme dans les entreprises ! (Jacques Jurquet) –page 5-
  --Combattons le révisionnisme dans les entreprises !
  -Témoignage de Jeannette Pelletier sur son exclusion arbitraire de la CGT –pages 6-7-
  -Bulletin de la cellule clandestine du PCMLF distribué dans l’usine –pages 6-7-
  -Pétition pour s’opposer à l’exclusion de la CGT de Jeannette Pelletier déléguée du personnel (136 travailleurs de chez Guillouard) –page 7-
  -Alsthom (Saint-Ouen) : Contre les diviseurs révisionnistes : Unité prolétarienne ! (Les ouvriers marxistes-léninistes de l’usine Alsthom Saint-Ouen) –page 7-
- HR n°238 –jeudi 25 juillet 1974-
  -Arracher la classe ouvrière au révisionnisme –page 4-
  -Dijon : Elèves-infirmières dans l’action (Une élève-infirmière M-L) –page 4-
  -ORTF. contre l’offensive monopoliste : une mascarade de riposte révisionniste (Des ML de l’ORTF) –page 5-
- HR n°239 –jeudi 5 septembre 1974-
  -A propos du syndicat unique –page 3-
  Dans cet article il y est notamment écrit que « *L’existence de la CFDT a permis ces dernières années le développement de nombreuses luttes ouvrières échappant au contrôle des révisionnistes.*».
  (voir en **annexe 10** : La critique du journal PLR sur la position de l’HR)
- HR n°240 –jeudi 12 septembre 1974-
  -Marchandage révisionniste ! (Luc Dacier) –page 3-
  -Protectal Aluminium (Lille) : Lutte contre le licenciement d’un ouvrier marxiste-léniniste (Corr HR) –page 3-
- HR n°241 –jeudi 19 septembre 1974-
  -Titan-Coder : Occupation –page 3-
  -Le ‘’France’’ : lutte contre le chômage (Correspondant HR) –page 4-
  -Tanneries d’Annonay : Les révisionnistes, champions de la gestion et de la légalité capitalistes (Correspondant HR) –page 4-
- HR n°243 –jeudi 3 octobre 1974-
  -Titan-Coder (Marseille) Patrons – révisionnistes main dans la main (Cor. HR) –page 3-
  -Chez « l’Epée » : (Montbéliard) La chaudière commence à bouillir (Cor. HR) –page 3-
- HR n°244 –jeudi 10 octobre 1974-
  -Hutchinson-Mapa (Moirans) Les leçons d’une première grève (Un ouvrier communiste ml de l’atelier) –page 13-
  -Les assises du socialisme : Tractations dans ’’la gauche socialiste’’ –page 14- (voir chapitre 5 : année 1974)
- HR n°245 –jeudi 17 octobre 1974-
  -Comme à Titan-Coder, au France, à l’ORTF, Séguy donne l’ordre de faire cesser la grève illimité –page 1-
  -PTT : « La nouvelle tactique » des révisionnistes (Les communistes m-l. d’un centre de tri) –page 3-
  -EDF-GDF : Banc d’essai pour « l’unification syndicale » (Correspondant HR) –page 4-
  -ORTF : Communiqué de la cellule de l’ORTF du P.C.M.L.F. –page 4-
  -Camarade du PSU, ouvre donc les yeux… -page 5-
- HR n°246 –jeudi 24 octobre 1974-
  -Caisse des dépôts et consignations : Leçon d’une lutte trahie (Correspondant HR) –page 12-

-L'indemnisation des travailleurs licenciés : Un accord de plus, une trahison de plus des bonzes syndicaux –p.2-
-PTT : le fleuve s'est mis en marche (Les cellules du PCMLF des centres de tri et ambulants parisiens) –page 13-
-La lutte s'étend à tous les centres de tri (Correspondant HR) –page 13-

● HR n° spécial supplément au n°246-
-Paris chèques (XVe) Les dirigeants CGT contre le comité de grève (Des grévistes sympathisants avec HR) –p.3-
-Communiqué aux grévistes de plus en plus nombreux –page 4-

● HR n°247 –jeudi 7 novembre 1974-
-Hôpital de Dijon : le patron licencie un travailleur marxiste-léniniste, la CGT refuse de le défendre (Les communistes M-L du CHR –Centre hospitalier régional- de Dijon) –page 4-
-EDF-GDF Unification syndicale et social-fascisme (Correspondant HR) –pages 4-5-
-ORTF : Histoire d'une trahison (Correspondant 'HR') –page 5-
-PTT : les postiers déjoueront toutes les manœuvres –page 8-

● HR supplément au n°248 – (21 novembre 1974)-
-Postiers unis, le combat continue –page 3-
-SNCF : Trahison des bonzes syndicaux au dépôt de Brétigny (Les cheminots communistes ml du dépôt de Brétigny) –page 6-
-A la gare Montparnasse (Les cheminots de l'HR de Paris-Montparnasse) –page 6-
-EDF : Non aux grèves bidons ! (Correspondant HR) –page 6-

● HR n°249 –jeudi 5 décembre 1974-
-Contre le chômage, Contre les locks-outs, Contre les licenciements : Occupation des usines ! –page 1-
-La lutte entre les 2 lignes au sein du mouvement ouvrier se développe (Serge Laforge) –p.3-
-Dijon (Hôpital du bocage) : Une fois de plus, collusion direction CGT-Patronat (Les communistes ml de l'hôpital) –page 3-
-PTT – Tri Montparnasse : Tentative d'exclusion arbitraire de la CGT (Correspondant 'HR') –page 3-
-Strasbourg : Quand le réviso-réformisme devient social-fascisme (Correspondant HR) –p.4-
-PTT : les révisionnistes trahissent la grève : Clermont-Ferrand : Périgueux –page 5-

● HR n°250 –jeudi 19 décembre 1974-
-Communiqué du Bureau Politique du PCMLF –page 2-
-Grenoble (Hôpitaux) Les révisionnistes séquestrés (Les communistes de l'HR) –page 3-
-Bordeaux : Aux établissements DLM… (Correspondant HR) –page 3-
-Orléans : Les manipulations de FR dans la CFDT (Correspondant HR Orléans) –page 3-
A l'offensive contre tous les ennemis des travailleurs (Annie Brunel) –page 4-
-Les Trotskystes au service du révisionnisme (Correspondant HR) –page 5-

Annexe 10 (du chapitre 5)

Prolétaire Ligne Rouge (journal communiste marxiste léniniste) n°14 -du 15 juillet 1974- pages 1-2-

« CFDT – PS – PSU : VERS UN BLOC ANTI-COMMUNISTE

Après sa défaite électorale, la gauche a entamé de grandes manœuvres pour concrétiser par des adhésions les 49.5% qu'elle a enregistrés aux élections présidentielles. Les treize millions d'électeurs et électrices sont l'objet de toute l'attention du PCF et du PS :

- le PCF lançant son opération " *portes ouvertes* " afin de montrer qu'il n'a pas " *le couteau entre les dents* " et pour mieux rassurer il ajoute : " *le socialisme n'est pas à l'ordre du jour* " ;

- le PS lui se lance dans une opération de grande envergure que nous examinons ici : Incontestablement cette opération est appelée à avoir des répercussions profondes dans la vie politique et syndicale de notre pays.

Le samedi 25 mai, Mitterrand appelle les socialistes à créer " *le lieu de rencontre qui permette de confronter les expériences et de définir un projet commun de société* ".

Le 26, le PSU répond à cet appel et s'engage à " *donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur et créer les conditions d'une force politique puissante et crédible.*"

Le 27, le bureau national de la CFDT "*considère comme un élément positif l'appel lancé par F. Mitterrand* " et " *note avec intérêt la position voisine du PSU.* "

En trois jours, la mécanique est lancée. La presse, la radio et la télévision y consacreront de larges extraits.

Voilà ce que la majorité du public a pu percevoir, mais l'opération est la suite logique d'une ligne politique que les dirigeants réformistes ont pris soin de préparer à travers les colloques pour l'autogestion qui regroupaient essentiellement la CFDT, le PSU. l'AMR (trotskistes), etc... L'appel d'Edmond Maire à voter Mitterrand ; la demande faite aux sections syndicales d'afficher les déclarations de soutien à Mitterrand sur les panneaux syndicaux d'entreprise allaient dans ce sens.

En remontant dans les textes des différents congrès de la CFDT (voire de la CFTC !) il est possible de trouver chaque fois une résolution favorable au développement et au regroupement "*des forces pour une société socialiste*". Ce qui permet à Edmond Maire et au Bureau National de ne pas se trouver coincés dans leur initiative. Ce qui est révélateur pour une confédération soit disant " *démocratique*" c'est que les différentes déclarations ont été faites sans qu'il y ait eu de débats dans les sections syndicales d'entreprise; c'est l'achèvement d'un travail de récupération que la politique confédérale développe depuis 1968.

En effet, après 1968 la CFDT apparaissait comme plus dure, le libéralisme était réel dans de très nombreuses entreprises. Si à ce moment là la Confédération a laissé se développer les initiatives dynamiques où l'imagination de la classe ouvrière avait libre cours en ce qui concerne la tactique et les méthodes de lutte, c'était pour elle un moyen d'attirer de nouveaux militants. Les congrès de Dijon (FGM) et de Nantes (Confédération) étaient là pour rappeler à l'ordre les initiatives qui allaient trop loin (remise en cause des comités de grèves par exemple).
L'appel d'Edmond Maire à voter Mitterrand fut critiqué dans de nombreuses entreprises, dans la mesure où la directive était d'émanation bureaucratique, sans qu'aucun débat n'ait eu lieu. Des syndicats comme l'UPSM et HACUITEX élevèrent des protestations. Mais ces réserves furent quant même limitées; et surtout elles ont porté sur la forme principalement, sur le manque de démocratie, et rarement sur le fond, sur le refus de la ligne réformiste de l'union de la gauche.

C'est une preuve du manque d'opposition conséquente à l'autogestion et au réformisme dans les rangs de la CFDT.

Fort de cette première victoire, la Confédération accentua son avantage par la déclaration du Bureau National du 27 Mai qui indique que le mouvement ouvrier a effectivement besoin d'une "*grande force socialiste* ". Le matériel d'impression confédéral a servi largement à populariser l'information à travers "Nouvelles CFDT" n° 23/24- 8 juin 1974

Un appel sera rédigé, divulgué largement à la presse et signé par dix membres du bureau confédéral et de nombreux responsables régionaux et locaux de la CFDT. Il paraîtra le 11 juin 1974. En réponse aux nombreuses questions des militants, la confédération expliquera qu'il s'agit d'une initiative personnelle des signataires mais on a bien soin d'étaler les responsabilités que l'on a au sein de l'appareil syndical.

Une interview recueillie par Jean Daniel et Lucien Roux pour "**le nouvel observateur** " lève toute ambiguïté : Edmond Maire déclare : " *Un parti ouvrier de masse, d'orientation autogestionnaire, pourrait s'implanter en France.*

Pour qu'il réussisse, il faut que des militants CFDT nombreux s'y engagent. Une simple addition des forces du PS et du PSU actuel serait en tout état de cause difficile, aléatoire."

La convention nationale du PS qui s'est réunie le 15 juin a accepté d'engager un processus de réorganisation de la gauche socialiste et le projet d'assises nationales du socialisme a été adopté.

Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du PS déclare que la gauche "*est aux portes du pouvoir*" et que la CFDT et le PSU seront les atouts du développement des sections d'entreprises et de l'organisation régionale du "parti".

Les marxistes léninistes sont particulièrement attentifs à cette opération politique qui va se développer, qui connaîtra des difficultés passagères, mais qui débouchera sur un regroupement fondé sur l'anti-communisme et l'autogestion. Ils doivent tirer les leçons des erreurs opportunistes commises par ceux qui considéraient la C.F.D.T. comme " *plus démocratique* " que la C. G. T., ce qui permettait de vivre en paix avec la ligne d'autogestion, sans engager la lutte contre elle, sans la démasquer aux yeux des masses. La faible vigilance vis à vis du réformisme a permis à la confédération de faire passer sa ligne politique sans trop de difficultés.

La CFDT a largement utilisé l'apolitisme régnant dans le syndicat pour isoler les militants actifs, et pour rabaisser le travail à un travail économiste centré uniquement sur les revendications immédiates. Beaucoup s'y sont laissé prendre, sans discerner derrière cela toute l'opération politique qui se préparait. Une fois de plus il est prouvé que l'apolitisme sert en fait le réformisme et le révisionnisme.

L'opération politique en cours révèle la faillite de l'opportunisme et du gauchisme au sein de la CFDT. Il est significatif par exemple qu'un journal comme **l'Humanité Rouge** soit venu apporter son soutien à la CFDT juste au moment où se préparait, le projet de grande force autogestionnaire déclarant qu'il n'y avait que "*quelques divergences avec la CFDT*"; et ce journal est ensuite revenu à la charge pour affirmer que la CFDT aidait la classe ouvrière à démasquer le révisionnisme.

Au moment où la C.F.D.T. arrache sa feuille de vigne " *révolutionnaire* ", les opportunistes se précipitent pour couvrir sa nudité de leur propre corps et lui décerner des brevets de "*lutte de classe*" !

N'y a-t-il vraiment que "*quelques divergences*" entre les marxistes léninistes et la CFDT ? Toute la ligne de l'autogestion repose sur un refus de détruire l'appareil d'état par la révolution. L'autogestion consiste à substituer "le pouvoir des travailleurs à celui des capitalistes" dans l'entreprise, c'est à dire à donner aux travailleurs l'illusion qu'ils ont le pouvoir " *à la base* ". Mais pour ce qui est du pouvoir d'état, défense est faite à la classe ouvrière d'y toucher; on proclame que l'Etat sert à "*neutraliser*" les conflits de classe, alors que c'est une machine d'oppression de la classe ouvrière par la bourgeoisie ; on fixe comme tâche à la classe ouvrière de prendre tel quel l'appareil d'état et de le faire fonctionner différemment, au lieu de le détruire de fond en comble. On propose simplement de transformer la police et l'armée bourgeoises, au lieu de les

détruire. Ce projet de la CFDT est entièrement réformiste, il vise à conserver l'état capitaliste, remis aux mains des partis de gauche qui le réformeront, tandis qu'on amusera la classe ouvrière avec le "*pouvoir dans l'entreprise*". L'autogestion de la CFDT n'est qu'une variante du capitalisme, une arme pour détourner la classe ouvrière de la révolution socialiste.

Précisons pour terminer que le rapprochement de la CFDT et du PS n'empêchera pas l'alliance CGT-CFDT de se poursuivre. La déclaration commune du 26 juin sur un "*accord offensif*" est d'ailleurs révélatrice; elle "*refuse toute manipulation des délibérations collectives et récuse les comités anti-syndicaux irresponsables…*
Les deux confédérations s'opposent à tous les courants qui, de diverses manières, cherchent à éloigner les travailleurs de l'organisation syndicale " On voit qui est l'ennemi : une semblable déclaration aurait permis quelques mois plus tôt de briser le Comité d'action des Lip, arme précieuse qu'ils s'étaient donnée dans et pour la lutte (ce comité n'avait d'ailleurs rien "d'anti-syndical"). Que la CFDT s'allie avec le PS ou avec la CGT, c'est toujours contre les intérêts de la classe ouvrière ! »

Annexe 11 (du chapitre 5)

Listes d'articles de l'HR concernant la CGT, la CFDT et les luttes ouvrières de janvier à avril 1975 :

- HR n°251 –jeudi 9 janvier 1975-
  -Luttons contre les licenciements
  Citroën-Rennes (Correspondant HR) –page 6-
  -Les illusions de l'accord sur l'emploi –page 6-
  Extraits de Citroën-Rouge : Mettons nous-mêmes tout en œuvre pour lutter contre les licenciements –page 6-
  -Hollenstein Phototype : Victoire (Les travailleurs de chez Hollenstein) –page 7-
  -Liévin : Le capitalisme responsable (Serge Laforge) –page 9-
- HR n°252 –jeudi 23 janvier 1975-
  -Suivons l'exemple d'Hollenstein ! (Jacques Jurquet) –page 1-
  -Les mines : enquête de l'H.R. Non au travail au rendement, la sécurité d'abord ! –pages 6-7-
  --Non aux licenciements !
  Quelques exemples de la politique capitaliste et révisionniste en matière d'emploi (Correspondant HR) –page 8-
  Chatenois (Vosges) : Les travailleurs occupent leur usine –page 8-
- HR n°253 –jeudi 6 février 1975-
  -A l'action contre le chômage
  Idéal Standart (Aulnay) Face au chômage : manœuvres révisionnistes (Corr HR) –page 3-
  Strasbourg : Succès de la réunion ouvrière sur l'emploi (Correspondant 'HR') –page 3-
  -Sambre et Meuse (Saint-Brieuc) : Vaine tentative d'exclusion de la CGT (Un militant HR) –page 4-
  -Bretoncelles (Orne) : Lutte contre les licenciements (Correspondant HR) –page 4
- HR n°254 –jeudi 20 février 1975-
  -Le chômage plaie du capitalisme (Serge Laforge) –page 3-
  -Nouvelle agression révisionniste (Correspondant HR) –page 3-
  -Vernert à Beauménil (Vosges) : Des bonzes CGT social-fascistes à l'œuvre –page 4-
  -Réforme Sudreau : Nous n'avalerons pas la couleuvre –page 5-
- HR n°255 –jeudi 6 mars 1975-
  -La fédération CGT du livre décrète l'exclusion de la section syndicale CGT d'Hollentstein
  Dénonçons les commis de la bourgeoisie dirigeant la CGT (Des travailleurs du Livre m-l) –page 1-
  -Les marxistes-léninistes et l'organisation des chômeurs (Serge Laforge) –page 3-
  -C.I.I. – Toulouse : les ouvriers s'affrontent aux dirigeants révisionnistes (Des travailleurs de la CII) –page 4-
- HR n°256 –jeudi 20 mars 1975-
  -Répression dans l'enseignement : fascisation et trahison des révisionnistes –page 3-
- HR n°257 –jeudi 3 avril 1975-
  -Kodak (Vincennes) : Mesures social-fasciste à l'encontre d'un délégué ouvrier (Luc Dacier) –page 3-
  -Lettre ouverte de Patrick Guillaume militant syndicaliste –page 3-
  -Pétition pour s'opposer au retrait des listes CGT de Guillaume Patrick, délégué du personnel –page 3-

Annexe 12 (du chapitre 4)

Listes d'articles de l'HR et de FR sur unité et division entres ML.

L'Humanité Rouge

-HR n°173 –jeudi 11 janvier 1973- « **Comment la classe ouvrière de Berliet a-t-elle reçu les**

ultras gauchistes de Front Rouge » -page 3-
● HR n°184 - 185 – 186 - 187 – 188 (d'avril à mai 1973) : « A propos de l'unification des marxistes-léninistes »
● HR n°192 –jeudi 21 juin 1973-« La diffusion de l'Humanité Rouge reprend au Mans » -page 2-
● HR n°193 –jeudi 5 juillet 1973- « La diffusion de l'Humanité Rouge reprend à Nantes » -p.11-
● HR n°205 –jeudi 15 novembre 1973- : « Les communistes ML du groupe ''Le Travailleur'' de Chambéry rejoignent l'HR » -page 10-
● HR n°207 –jeudi 29 novembre 1973- : « Travailler à l'unité, ou à la division ? » -page 11-
● HR n°210 –jeudi 20 décembre 1973 au mardi 2 janvier 1974- « Les ML de Rouen rejoignent l'Humanité Rouge » -page 10-
● HR n°215 –jeudi 31 janvier 1974- : « Vers la disparition de ''Front Rouge'' » -page 10-
● HR n°219 –jeudi 28 février 1974- « Scission et unité sans principe » -page 10-
● HR n°220 –jeudi 7 mars 1974- « Lettre amicale du C.D.H.R. de Lyon aux militants Front Rouge –pages 4-5-
● HR n°221 –jeudi 14 mars 1974- : « Réponse aux calomnies de Front Rouge » -page 10-
● HR n°225 –jeudi 11 avril 1974- : « Lettre ouverte de la GR (ml) aux militants de Front Rouge et aux militants se réclamant du marxisme-léninisme
Esprit de secte petit-bourgeois ou esprit de parti prolétarien ? » -page 11-
« A propos de Front Rouge » -page 11-
● HR n°226 –jeudi 18 avril 1974- : « Nouvelle tentative de division du mouvement marxiste-léniniste de France
Les dirigeants de Front Rouge créent un faux parti marxiste-léniniste » -page 10-
● HR n°231 –jeudi 23 mai 1974- : « Qui a peur de l'unification » (Des militants de la GR (ML) lecteurs d'HR) -page 10-
● HR n°232 –jeudi 30 mai 1974- : « La volonté d'unification des marxistes-léninistes est irrésistible » -page 2-
« Communiqué de presse du Comité Central du PCMLF » -page 2-
● HR n°233 –jeudi 6 juin 1974- : « Opération maladroite contre l'unification des marxistes-léninistes » -page 2-
« Lettre d'un ancien militant de Front Rouge » -page 2-
● HR n°236 –jeudi 27 juin 1974- : « Savoir distinguer ''amis'' et ennemis –page 2-
« Lettre d'un militant se réclamant du ML mais non affilié à HR (extraits) –page 2-
« Ralliement enthousiaste des militants de la Gauche Révolutionnaire à l'Humanité Rouge » pages 4-5-
« Allocution de André Druesne au nom de l'Humanité Rouge au IIe congrès de la GR (extraits) -pages 4-5-
« Processus de ralliement (extrait du rapport de la direction nationale de la GR) -pages 4-5-
« Réponses rapides à quelques remarques du journal ''Prolétaire – Ligne rouge'' –page 6-
« Les militants du cercle marxiste-léniniste de Bayonne rejoignent les rangs de l'HR» -page 7-
« M. Gilbert Mury, vos pratiques témoignent de votre idéologie révisionniste ! » -page 7-
● HR n°237 –jeudi 4 juillet 1974- : « Réponses rapides à quelques remarques du journal 'Prolétaire Ligne Rouge'' (suite) –H. Jour- page 2.
● HR n°238 –jeudi 25 juillet 1974-: « Les militants marxistes-léninistes de Lille rejoignent l'Humanité Rouge » p.10-
● HR n°240 –jeudi 12 septembre 1974- : «Des militants marxistes-léniniste de Lyon rejoignent l'Humanité Rouge » - page 6-
● HR n°244 –jeudi 10 octobre 1974- « Les Jeunes Communistes marxistes-léninistes de ''Servir le Peuple'' de Knutange (Moselle) rallient l'Humanité Rouge –page 10-
● HR n°247 –jeudi 7 novembre 1974- : « En avant pour l'Humanité Rouge quotidienne ! »
(Suzanne Marty, Jacques Jurquet et les membres du comité de Rédaction de l'HR) –page 3-
--1974, année de l'unification des marxistes-léninistes
« La cellule de la GR d'Aix-en-Provence » -page 10-
« Le noyau marxiste-léniniste de Lille » -page 10-
Le néo-révisionnisme à visage découvert –page 11-
● HR n°250 –jeudi 19 décembre 1974-
« Les manipulations de FR dans la CFDT » (Correspondant HR Orléans) –page 3-
« Montpellier : Débâcle de l'officine révisionniste Front Rouge –page 14-
● HR n°253 –jeudi 6 février 1975-
« ***sur le ''Nouvel Eveil''*** **: Réfutation des calomnies lancées par eux contre nous au sujet de l'impérialisme français** » -page 8-
« Les militants de la GML rallient HR » -page 10-
« Marseille : l'officine révisionniste Front Rouge démasquée » -page 10-
● HR n°254 –jeudi 20 février 1975-
«**Notre ligne par rapport à l'impérialisme français : A propos des mensonges de Front Rouge** » -pages 8-9-
(article datant de décembre 1974).
« Unité – Critique – Unité »

« Rencontre PLR – HR » -page 11-
« Correspondance UCFML – HR » -page 11- **(voir annexe 13)**
« Une lettre du groupe breton Sklérijenn » -page 11-
● HR n°257 –jeudi 3 avril 1975- « ***Face aux ''nouveautés'' de Front Rouge*** : **Renforcer la lutte contre le révisionnisme** » (Raoul Quentin) –page 2-
● HR n°258 –jeudi 17 avril 1975- « ''Le nouvel Eveil'' : au service du social impérialisme russe –pages 4 et 11-

HR (quotidien des communistes marxistes-léninistes de France)

● HR n°269 –21 mai 1975- « Front Rouge : autocritique ou contre feu ? » (Henri Jour) –page 8-
● HR n°276 –vendredi 30 mai 1975- « Lettre d'un militant du ''PLR'' » -page 5-
● HR n°281 –vendredi 6 juin 1975- « Les marxistes-léninistes veulent l'unité » (éditorial Henri Jour) –pages 1-4-
« Dernière minute ; une lettre du PCR (ML) » –pages 1 et 4-
● HR n°284 –jeudi 12 juin 1975-
« Vive l'unité des communistes marxistes-léninistes d'Europe » -page 4-
● HR n°294 –jeudi 26 juin 1975- « Les Jeunesses Progressistes de Bretagne rallient la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de France » -page 5-
● HR n°299 –jeudi 3 juillet 1975- « Au meeting du 29 juin : Unité des jeunes marxistes-léninistes d'Europe » -p.3-
● HR n°305 –vendredi 11 juillet 1975- « De justes positions de ''Front Rouge'' sur l'Algérie indépendante » -p.4-
● HR n°308 –jeudi 17 juillet 1975- « Les marxistes-léninistes veulent l'unité » : Une lettre de l'UCF(m-l) –page 4-
Notre réponse –page 4-
Aux camarades de Front Rouge : Quel est le danger principal en Europe ? –page 4-
● HR n°312 –mercredi 23 juillet 1975- « Les marxistes-léninistes du ''Cri'' de Pézenas rallient l'Humanité Rouge » –page 4-
● HR n°313 -jeudi 24 juillet 1975- « Pour un Parti Marxiste-Léniniste unique en France » (Jacques Jurquet) –p 3-4-
● HR n°314 –vendredi 25 juillet 1975- « Oui à la discussion, oui à l'unification ! » -page 4-
● HR n°328 –jeudi 19 septembre 1975- « Urgente nécessité imposée par la situation : le Parti Marxiste-Léniniste unique (Jacques Jurquet) –page 6-
● HR n°332 –mercredi 24 septembre 1975- « Rencontre constructive entre les délégations du PCMLF et du groupe ''Le Travailleur'' » -page 8-
● HR n°337 –mercredi 30 septembre 1975- « Le ''Quotidien du Peuple'' » -page 2-
● HR n°341 –mardi 7 octobre 1975- « Contre le faux Parti Communiste Français, édifions d'urgence et tous ensemble le Parti Marxiste-Léniniste unique » (Jacques Jurquet) –page 6-
● HR n°345 –samedi 11 octobre 1975- « Développement du courant marxiste-léniniste » -page 7-
● HR n°357 –mercredi 29 octobre 1975- « Pour un Parti Marxiste-Léniniste unique en France » (Un lecteur de Marseille) –page 7-
● HR n°368 –vendredi 14 novembre 1975- « *Enquêtes, reportages, documents…*
La nouvelle extrême-gauche (7)
Les formations se réclamant du ML : Le groupe pour la fondation de l'Union des communistes de France marxiste-léniniste (UCFML) » –page 6-
● HR n°369 –samedi 15 novembre 1975- « *Enquêtes, reportages, documents…*
La nouvelle extrême-gauche (8) Les formations se réclamant du ML : Le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste » –page 6-
● HR n°375 –mardi 25 novembre 1975- « Une rencontre fructueuse entre des représentants du PCMLF et du groupe ''Le Travailleur'' » -page 7-
● HR n°381 -mercredi 3 décembre 1975- « Le Parti Marxiste-Léniniste unique ne peut être qu'un parti révolutionnaire, parti de classe de la classe ouvrière (Jacques Jurquet) –page 7-
● HR n°388 –vendredi 12 décembre 1975- « Pour un Parti Marxiste-Léniniste unique » (Un militant ml) –page 7-
● HR n°412 –mercredi 21 janvier 1976- « Sous le signe du Parti marxiste-léniniste unique »
Grand succès du meeting régional de Rennes » -page 6-
● HR n°420 –samedi 31 janvier 1976- « Rassemblement National Ouvrier du 14 février :
Les groupes ''Le Travailleur'' et la ''Cause du Peuple'' annoncent leur participation » –page 4-
● HR n°423 –jeudi 5 février 1976- « Beauvais : Le groupe ''Oser lutter Oser vaincre'' rejoint le PCMLF » –p.6-
● HR n°426 –mardi 10 février 1976- « Rassemblement National Ouvrier du 14 février : Pourquoi certaines formations se réclamant du marxisme-léninisme ne participeront pas au rassemblement ? » -page 6-
● HR n°428 –vendredi 13 février 1976- « A propos du 14 février. Après un communiqué publié dans ''Le Quotidien du Peuple'' : Une déclaration de la direction politique de l'Humanité Rouge –page 3-
● HR n°430 –mardi 17 février 1976- « Samedi à Paris : Près de 10 000 travailleurs ! Succès du rassemblement ouvrier » -page 1-
« Rassemblement National Ouvrier : Sous le signe du Parti marxiste-léniniste unique » -page 3-

● HR n°450 –mercredi 17 mars 1976- «Une formation se réclamant du marxisme-léninisme: Drapeau Rouge» -p.6-
● HR n°452 -vendredi 19 mars 1976- « 21 mars : Sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes » -page 3-
● HR n°454 –mardi 23 mars 1976- « Importante manifestation marxiste-léniniste au Mur des Fédérés : La Commune au cœur des luttes actuelles » -pages 1-
« Contre le capital suivons l'exemple des Communards » -page 3-
« Dimanche à la Mutualité : Rassemblement national du PCR (m-l) –page 3-
« Message de l'Humanité Rouge : Au Rassemblement communiste organisé à Paris le 21 mars 1976 par le PCR » (La direction politique de l'HR) -page 3-
● HR n°465 –mercredi 7 avril 1976- « A propos de l'unification des marxistes-léninistes S'UNIR : Avec qui, sur quelles bases ? (à suivre) –page 8-
● HR n°466 –jeudi 8 avril 1976- « Pour une manifestation unitaire le 1er mai (La direction politique de L'Humanité Rouge) » -page 3- **(voir annexe 93)**
« A propos de l'unification des marxistes-léninistes. S'UNIR : Avec qui, sur quelles bases ? (2) » -à suivre- (page 8)
● HR n°467 –vendredi 9 avril 1976- « A propos de l'unification des marxistes-léninistes (3)
S'UNIR : Avec qui, sur quelles bases ? ''La politique de principe est l'unique bonne politique'' V. Lénine » –p.8-
Les articles des n°465 à 467 sont sur le site des EP

● HR n°468 –samedi 10 dimanche 11 avril 1976- « Processus d'unification » -page 3-
● HR n°469 –mercredi 14 avril 1976- « Pour une manifestation unitaire le 1er mai » -page 3-
● HR n°477 –samedi 24 dimanche 25 avril 1976- « 1er Mai : Où va le PCR (M-L) ? » -page 3-
● HR n°497 –mercredi 26 mai 1976- « Une lettre du fils de Gilbert Mury » -page 3-
● HR n°515 –mercredi 23 juin 1976- « Les silences du PCR (ML) –pages 1 et 3-
● HR n°521 –1er juillet 1976- « Une manœuvre trotskyste » -page 3-
● HR n°523 –jeudi 22 juillet 1976- « Marxisme-léninisme contre trotskisme »
« A propos de la GOP et de ''Révolution !'' : Les béquilles du révisionnisme » -pages 10-11-
« L'aveu » -page 11-
● HR n°524 –spécial mois d'août- 5/08/1976- « Trois lettres à la GOP et au PCR (ml) » -page 6-
« Novembre 75 : lettre au PCR(ml) –extraits- »
« Novembre 75 : lettre à la GOP »
« Mars 76 : lettre au PCR(ml) »
● HR n°557 –samedi 30 dimanche 31 octobre 1976- « A propos de la décision du PCRml de suspendre ses discussions avec la GOP : Un pas en avant » -page 3-
● HR n°639 –samedi 5 dimanche 6 mars 1977- « Article de Jacques Jurquet sur l'unité » en p. 4 et 5 « Document : Comment utiliser ce texte de Maurice Thorez » (par Jacques Jurquet) –page 4- « Thorez sur l'unité » -page 5-
● HR n°660 –mardi 5 avril 1977- « Meeting du PCR (ml) Sous le signe de l'unité » -page 1-
« Au meeting du PCR (ml) : Les camarades Vitrac et Castan ont souligné l'importance de l'unité » -page 3-
● HR n°676 –jeudi 28 avril 1977- « Sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes et de l'internationalisme prolétarien : Meeting de l'Humanité Rouge Paris Xe et XIe » -page 3-
● HR 683 –samedi 7 dimanche 8 mai 1977- « Echos du 1er Mai – Valence : L'unité des marxistes-léninistes » -p.3-
-HR n°754 –samedi 22 et dimanche 23 octobre 1977- « Un acte unitaire » -page 3-
« Vrai ou faux ? » -page 3-
« L'alliance oui, mais avec qui ? » -page 3-
● HR n°778 –mercredi 30 novembre 1977- « Mener la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes » (Edito) –p.1. 3-
● HR n°814 –vendredi 27 janvier 1978- « Alors que les marxistes-léniniste avancent dans l'unification : Scission chez les trotskystes de l'OCT » -page 1-
● HR n°815 –samedi 28 dimanche 29 janvier 1978- « Une unité qui répond à un espoir » -page 7-
● HR n°821 –mardi 7 février 1978- « Vers le Parti marxiste-léniniste unique » (Editorial Jacques Jurquet) –page 1-
● HR n°848 –jeudi 16 mars 1978- « Meeting PCRML-PCMLF. Un objectif : Un seul Parti en 78 » -pages 1 et 7-
● HR n°849 -vendredi 17 mars 1978- « Vers le Parti marxiste-léniniste unique : Interventions de Max Cluzot et de Jacques Jurquet » -Dossier pages 4-5-6-
« L'unification des marxistes-léninistes. Après le succès de la campagne commune pour les élections législatives : Vers l'étape ultime » -page 8-

Sur la campagne de l'UOPDP **(voir chapitre 9)**

● HR n°907 –mardi 13 juin 1978- Gardanne « 600 personnes à la fête de l'Humanité rouge et du Quotidien du peuple » -page 8-

-**HR –bimensuel-** n°22 du 5 au 19 janvier 1978 –supplément à l'HR n°798- « Les lecteurs ont la parole. L 'unification des marxistes-léninistes : notre volonté ! » -page 27-
-HR n°919 –jeudi 29 juin 1978- « Oui, il faut reconstruire un grand Parti… » (Henri Jour) –pages 1 et 4-

Front Rouge (hebdo)
-FR n°8 -13 janvier 1972- : « Vers l'unité des marxistes-léninistes » -page 3-
-FR n°31 –22 juin 1972- : « Deux conceptions de l'unité des marxistes-léninistes » -page 3-
-FR n°164 -12 juillet 1975- : « Pour l'unité des révolutionnaires » -page 7-
-FR n°166 -15 septembre 1975- : « Pour l'unité des révolutionnaires » -page 7-

Front Rouge (nouvelle série - mensuel)
-FR n°8 nouvelle série –juin – juillet 1976- « Le débat sur l'unité » -pages –8-9- (Après la tenue du 2e congrès : Interview du secrétariat politique du PCRml » -pages 6 à 9 et page 31).
-FR n°10 –novembre 1976- « Unité : Faisons le point » -pages 5-6-

Annexe 13 (du chapitre 5)

L'HR-PCMLF lors de sa « *période patriotique* » va avoir (quelques temps) des convergences avec l'UCFML sur la base de « *la dénonciation du révisionnisme moderne, de ses tenants en France les dirigeants du P«C »F et du social-impérialisme russe*. » HR n°254 –jeudi 20 février 1975- « **Correspondance UCFML – HR** » -page 11 (réponse de Jacques Jurquet).
L'HR a eu des contacts avec des organisations soutenant la ligne du MRPP au Portugal (voir les publications liées à l'UCFML) :

« **Lutte de classe au Portugal** » revue du comité français de solidarité avec le peuple portugais et les peuples sous domination coloniale portugaise - Comité Martins Soares-
« **Nouvelles du Portugal révolutionnaire** » journal des Comité Martins Soares Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra

HR n°258 du jeudi 17 avril 1975, publie en page 10 : « Portugal : Le MRPP : (présentation de l'organisation parue dans « lutte de classe au Portugal » déc. 74 n°1) »
HR n°259 –jeudi 2 mai 1975- : « **Message de soutien de *l'Humanité Rouge* au meeting de « Solidarité révolutionnaire avec le peuple portugais** » (Paris – 19 avril 1975) organisé par le comité Martins Soares –page 7-
Le texte de ce message sera publié dans le n°2 de juin 1975 de la revue « **Lutte de classe au Portugal** »

Annexe 14 (du chapitre 8)

l'Humanité Rouge n°192 –jeudi 21 juin 1973- -page 7-

Une responsabilité des dirigeants du P « C » F : La remontée du Parti Socialiste

Alors qu'à la veille de son Congrès de Grenoble, le Parti Socialiste offre un visage rayonnant et baigne dans l'optimisme voire dans l'euphorie, l'" Union de la Gauche " et le P." C. "F. lui-même connaissent quelques difficultés. Les " attaques " succèdent aux " calomnies ", les " mises en demeure " aux " dénonciations ". Les dirigeants révisionnistes du P.C.F. s'étonnent (un peu tardivement !) que les socialistes s'allient aux centristes dans certaines municipalités, ils insistent lourdement sur le passé de collaboration de classes du P.S. et " découvrent " que Mitterrand veut faire de son parti le premier de France, prétention jugée antiunitaire et intolérable.

D'autant plus intolérable qu'elle est loin d'être irréaliste. Le Parti Socialiste, s'il est bien toujours le même parti bourgeois social-démocrate, préparé à gérer les affaires du capitalisme, comme nous l'avons maintes fois rappelé dans nos colonnes, ce Parti Socialiste connaît un essor vigoureux : c'est là un facteur politique nouveau et important dans notre pays.

Le Parti de Mitterrand compte maintenant plus de 100 000 adhérents et. lors des dernières élections, il a approché de 120 000 voix seulement le score du P.C.F., résultat sans commune mesure avec les 5 % de Defferre en 1969. De nouvelles sections s'implantent un peu partout, y compris parfois dans la classe ouvrière, même si elles recrutent principalement dans la petite et moyenne bourgeoisie.
De nombreux ex-adhérents du P.S.U. se retrouvent maintenant au P.S.. et on parle même d'un ralliement du P.S.U. - un retour à la source en quelque sorte.

Le dernier Congrès de la C.F.D.T., par ailleurs, marque l'engagement plus ou moins clair de Maire et de certains autres dirigeants de cette centrale dans le sillage du Parti Socialiste : la majorité des délégués à ce Congrès déclaraient avoir voté socialiste en mars dernier, et près de la moitié de ceux qui sont inscrits à un parti le sont au P.S. Ce renforcement de l'aile social-démocrate de l'" Union de la Gauche " n'ira sans doute pas sans créer des contradictions au sein de la C.F.D.T. En tous les cas, Maire s'est proposé comme leader de ce qu'il appelle lui-même " le courant autogestionnaire au sein de la gauche " (courant qui vient de recevoir un précieux renfort en la personne... de Maurice Faure !).

Enfin, les socialistes, renforçant leurs traditions de démagogie et de mystification, redécouvrent le " langage marxiste ",

n'hésitent pas à tenir des propos " anticapitalistes ", tentent de prendre une part " active " à certaines luttes et s'emparent des idées à la mode sur l'autogestion et le " contrôle ouvrier " pour masquer leur programme capitaliste et leur pratique de collaboration de classe.

Tous ces faits, au demeurant fort prévisibles, ne cessent pas d'inquiéter les dirigeants révisionnistes. Et pourtant, **ce sont bien eux les principaux responsables du nouvel essor du parti social-démocrate !**

Comme nous l'avons expliqué lors des élections, la condition principale qui a permis l'alliance contre-révolutionnaire P.C.F.-P.S.. c'est la dégénérescence révisionniste du P.C.F., et non le prétendu abandon de la part du P.S. de sa politique de collaboration de classe, comme le soutiennent les dirigeants révisionnistes. En rejetant les principes révolutionnaires marxistes-léninistes, en prêchant la voie pacifique et parlementaire de passage au socialisme, en propageant le respect de la légalité bourgeoise, en subordonnant l'instauration du socialisme à la réalisation d'une prétendue " démocratie économique et politique " au contenu capitaliste, les dirigeants révisionnistes glissaient sur les positions traditionnelles de la social-démocratie et rendaient possible la collaboration active avec ce courant bourgeois. Il n'y a pas de différence de nature entre social-démocratie et révisionnisme moderne, et la tendance entre eux, c'est la collaboration et même la fusion.

Quand le P." C. "F., qui était encore sur des positions révolutionnaires, traçait une ligne de démarcation avec la social-démocratie en la combattant vigoureusement, le courant social-démocrate représenté par la S.F.I.O. s'affaiblissait. Une fois cette lutte abandonnée et la ligne de démarcation effacée, la sociale-démocratie n'a cessé de se renforcer, depuis la percée de Mitterrand aux présidentielles de 1965 jusqu'à l'essor du P.S.

Bref, préparée et favorisée par la dégénérescence révisionniste du PCF, l'alliance P.C.F.-P.S. a redonné vie au vieux parti social-démocrate mal en point. Certes, il y a bien d'autres causes à la renaissance de ce parti et de ce courant, telles que le jeu propre de la bourgeoisie, le passage dans l'opposition d'importantes fractions de la petite bourgeoisie qui supportent mal le renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat... Mais la cause principale reste l'apparition du révisionnisme moderne : c'est lui qui propage dans les rangs de la classe ouvrière une idéologie de même essence que l'idéologie social-démocrate, c'est lui qui rejette vers le " courant autogestionnaire " de nombreux travailleurs dégoûtés par les pratiques révisionnistes et par la réalité du " socialisme " en U.R.S.S., etc.

Les dirigeants révisionnistes l'avaient d'ailleurs dit eux-mêmes très clairement : si le Parti socialiste s'allie avec nous, il se renforcera. Or aujourd'hui, Marchais et consorts s'en alarment ! Par deux fois en deux mois, le Comité central révisionniste s'est réuni pour discuter, entre autres, de cette question. Qu'est-ce qui préoccupe donc tant les dirigeants révisionnistes ?

Leur objectif, c'est de participer à un gouvernement d'Union de la Gauche, et d'y occuper " la place qu'il leur revient ", c'est de gérer les affaires publiques en collaboration avec les sociaux-démocrates, sur la base du programme commun dont nous avons dénoncé ici le contenu capitaliste.

Mais si Mitterrand se passait d'eux ? s'il n'était pas " loyal " en dépit de la signature " historique " d'un contrat de gouvernement avec le P." C. "F. ? La tension devient d'autant plus grande qu'on murmure, ici ou là, que les prochaines élections présidentielles pourraient être fort proches, en raison de l'état de santé de Pompidou. Mitterrand sera-t-il candidat unique de la gauche dès le premier tour, cherchera-t-il l'appui des " centristes " et autres " réformateurs " pour ne faire du P"C"F et de ses électeurs qu'une force d'appoint lui permettant d'accéder à la présidence? Voilà qui crée quelque inquiétude aux dirigeants révisionnistes et qui explique la polémique qu'ils mènent autour de deux points : d'abord ils exigent du P.S. qu'il récuse les alliances contractées dans certaines municipalités avec les centristes. Bien entendu, on imagine mal un Defferre se plier à une telle demande ! Ensuite, un petit changement de mot a jeté le trouble dans les rangs révisionnistes : les socialistes ont remplacé le terme " programme commun de gouvernement " par " programme **de lutte** ". A la veille, selon toute probabilité, d'élections présidentielles, ce n'est pas pour plaire aux dirigeants révisionnistes, qui se voient déjà écartés d'un futur gouvernement " de gauche ".

Toutefois, l'inquiétude des dirigeants révisionnistes a un autre motif, peut-être plus important, et qui tient à la situation créée au sein même de leur parti après l'échec électoral accompagné du renouveau socialiste. Nombre de militants du P.C.F. ont le sentiment d'avoir travaillé non à abattre le capitalisme et le gouvernement réactionnaire, mais à renflouer le vieux navire social-démocrate. Or ces militants ne semblent pas disposés à cueillir les fruits amers de la collaboration avec Mitterrand. Ces travailleurs ont fait l'expérience négative de la voie électoraliste et de ses contraintes, telle l'alliance avec les socialistes et les radicaux. C'est pourquoi, plus que jamais, nous devons continuer à expliquer encore, l'impasse de cette voie.

Dans " France nouvelle " des 12-18 juin, Roland Leroy déclare : " **Les progrès de l'unité ne peuvent être obtenus que par des reculs de l'idéologie sociale-démocrate.** " Mais il faudra qu'il nous explique comment y parvenir sans faire reculer du même coup le parti social-démocrate, donc sans briser l'alliance qui est le fondement de la politique du P"C"F. En vérité, les nouveaux sociaux-démocrates, les Leroy, Marchais et Cie, ne peuvent " obtenir des reculs de l'idéologie social-démocrate " qu'ils contribuent eux-mêmes à colporter et à implanter dans la classe ouvrière !

Seuls les marxistes-léninistes peuvent conduire cette bataille, en portant les coups les plus durs contre les principaux responsables du renouveau social-démocrate, les dirigeants révisionnistes, en arrachant la classe ouvrière et les masses travailleuses à l'influence paralysante du révisionnisme moderne, qui reste l'obstacle principal empêchant des milliers et des millions de travailleurs de s'engager dans la lutte révolutionnaire directe contre le régime capitaliste.

Annexe 15 (du chapitre 5)

HR n°225 -jeudi 11 avril 1974- page 7

A propos de la candidature Piaget : Une manœuvre au service de Mitterrand

Ainsi donc certains rêvent de voir Charles Piaget se présenter aux élections présidentielles, et tout particulièrement les trotskystes. Nous connaissons et nous reconnaissons les mérites de ce dirigeant ouvrier dont le nom s'est identifié à la lutte des Lip. Et c'est bien parce que nous considérons la lutte des Lip comme exemplaire et porteuse de grands espoirs que nous dénonçons l'opération politicarde faite autour de Piaget. De quoi s'agit-il donc en effet ?

Sous prétexte de permettre aux luttes populaires de s'exprimer. Il s'agit en fait de tenter de mettre une partie importante du mouvement populaire à la remorque de Mitterrand
et du programme commun. D'ores et déjà les trotskystes ne cachent pas leur intention d'appeler à voter Mitterrand au second tour.

La manœuvre est grossière : On cherche d'abord à rassembler un courant révolutionnaire aussi important que possible, puis on cherche à le dévoyer en le plaçant sous la direction du programme commun. Telle est la raison profonde de cette opération. Les trotskystes ne font ainsi que révéler leur nature réelle : celle d'auxiliaires du révisionnisme. Avec une phrase de "gauche" on trompe des jeunes qui aspirent à la révolution et on les met sous la direction révisionniste. C'est pourquoi les marxistes-léninistes appellent tous ceux qui se sont reconnus dans le combat des Lip à rejeter cette pitoyable manœuvre.

Qu'est-ce qui cimente cette opération si ce n'est la volonté de dévoyer une partie du mouvement populaire ? On fait appel à l'aspiration à une société nouvelle mais que met-on là-dedans ? On nous parle de " socialisme en liberté " : Qu'est-ce que cela veut dire ? Liberté pour qui ?

Avec celle candidature on cherche à réaliser une " unité " de façade, dans la tradition électoraliste la plus éculée ; on cherche à jouer sur des aspirations, des espoirs pour mieux les dévoyer.

L'intérêt du mouvement populaire est de refuser ces manœuvres, de rejeter le programme commun.

Avec cette opération on cherche en fait à étouffer les espoirs nés de la lutte des Lip. C'est le 1er mai 1974, dans la rue, que se poursuivra la lutte des Lip et non dans les urnes de la bourgeoisie. Là s'exprimeront les luttes.

Annexe 16 (du chapitre 5)

Tribune Socialiste -Supplément au n° 540 - 31 mai 1972- Pages 1 et 2- SPECIAL Conseil National Juin 72.
Contribution • **Aujourd'hui, chaque militant doit choisir**

Gauche Révolutionnaire

I. - La crise du P.S.U.

Pour le Bureau National, la crise du P.S.U. s'explique de façon simple : une poignée d'excités,
groupés dans la G.R., complotent la mort du P.S.U. et ont entrepris contre lui un travail de sape et de sabotage. Il suffira de les éliminer pour que tout rentre, c'est le cas de le dire, dans l'ordre.
Les informations parues dans la presse montrent que ce tableau n'a rien à voir avec la réalité.
Borella, signataire du texte majoritaire à Lille s'associe au C.E.R.E.S., les camarades du courant 1 prennent contact avec la Ligue, L.O. et Révolution pour y préparer leur insertion. C'est donc le **P.S.U.** comme tel qui est frappé par la crise.
L'orientation donnée au P.S.U. par le B.N. depuis Lille est bien évidemment une première cause de la crise. Sans revenir ici sur l'ensemble des initiatives du B.N. et des fédérations qui le soutiennent ces derniers mois, il est clair que ceux-ci conduisent à réintroduire le P.S.U. dans le **champ politique des organisations traditionnelles** afin qu'il puisse peser sur elles et infléchir leur politique, car aucune transformation sociale en profondeur ne serait concevable sans leur concours.
Cette **orientation droitière** a certainement accéléré le mûrissement de la crise qui met de plus en plus en évidence **l'existence de 2 lignes** qui s'affrontent et qui conduisent à des types de pratique antagonistes (y compris dans une même section d'entreprise) bloquant toute possibilité d'avancée : **une ligne droitière** (union de la gauche, électoralisme, travail syndical exclusif...) et **une ligne de gauche** (travail de masse prolongé, se heurtant à l'appareil syndical, au révisionnisme, etc.).

La crise du P.S.U. n'est donc pas principalement une question de « mauvaise direction ». Le mal est plus profond, il tient à la **nature même du P.S.U.**
Depuis 68, le P.S.U. peut être défini comme **un parti charnière** entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire, et cela non seulement sur le plan de sa ligne politique, mais aussi sur celui de son organisation et de son idéologie.

Malgré des tentatives de transformation, les structures du P.S.U. restent marquées par leur **caractère hétéroclite**, la dominance de la section locale, de ceux qui ont du temps, par un travail exclusivement propagandiste, etc. Les militants du

parti ont des expériences et des pratiques très différentes : les uns sont enracinés dans les luttes, d'autres diffusent la pensée du parti, d'autres gèrent des mairies... Quelle ligne cohérente pourrait sortir d'un tel magma ? De même, au niveau central les instances du parti ont conservé les **méthodes de travail parlementaires** héritées de la social-démocratie.
Dans ces conditions **le parti ne peut pas jouer le rôle qui incombe à une organisation révolutionnaire** : centraliser les expériences dispersées et fragmentaires des groupes de base, les confronter pour accéder à un point de vue d'ensemble sur la lutte des classes, élaborer à partir de ce point de vue d'ensemble les mots d'ordre qui permettent l'unification des luttes ouvrières et la convergence des mouvements populaires autour d'elles.

Il le peut d'autant moins qu'il pratique en matière idéologique et théorique le **libéralisme** et **l'éclectisme** le plus total et admet la coexistence en son sein des idées les plus diverses et les plus contradictoires. Ainsi le P.S.U. apparaît comme un parti charnière entre le camp réformiste et le camp révolutionnaire. Il se rapproche de celui-ci par certaines de ses pratiques locales, mais reste étroitement lié au camp réformiste par le flou et l'inconsistance de ses structures, par son libéralisme idéologique et **l'ambiguïté de ses positions publiques.** Or ce qui marque la période actuelle de la lutte des classes, c'est que la distance grandit entre les deux camps, c'est qu'entre eux la contradiction devient de plus en plus aiguë (meurtre de Pierre Overney, luttes récentes dans lesquelles le P.C.F. a révélé de plus en plus clairement sa nature d'organisation contre-révolutionnaire).

Dans ces conditions, le rôle de charnière est de moins en moins tenable, et il serait illusoire de croire qu'on pourrait résoudre la crise en restaurant le P.S.U. d'avant Lille : ce serait passer d'une charnière renforcée à droite à une charnière renforcée à gauche, alors que ce qui est en cause, c'est la possibilité même d'une charnière. En réalité, dans les mois qui viennent chaque militant du P.S.U. va devoir **choisir** son camp et consentir aux ruptures nécessaires. Le véritable problème est alors de savoir de quelle ligne et de quelle organisation nous avons besoin pour concrétiser ce choix.

II. - Eléments d'une ligne politique

a) autonomie de lutte. Nous savons que la classe ouvrière n'est pas homogène, mais qu'elle est traversée par des **contradictions** (O.S., O.P., techniciens, français, immigrés, hommes, femmes, etc.). Pour résoudre ces contradictions, la pratique nous a montré qu'il fallait dans un premier temps les laisser s'exprimer pour les résoudre ensuite par le débat, la confrontation des expériences. L'organisation de lutte doit donc respecter la volonté de ces mouvements de prendre en main leurs problèmes spécifiques (amitiés d'ateliers, de jeunes, de femmes, d'immigrés) : un parti ne peut être le lieu d'organisation de ces fronts de lutte comme le veulent les trotskystes.

Mais chaque mouvement autonome **ne peut élaborer** une ligne **à partir de son seul militantisme** sur son milieu, comme le proposent les populistes. A chaque lutte, il faut s'appuyer sur les éléments de gauche de la classe ouvrière (éléments les plus avancés). Il faut populariser les idées de gauche dans l'entreprise de façon à rallier les éléments centristes et non l'inverse.
La gauche ouvrière n'est pas un mythe. Une lutte comme celle du Joint le montre bien
(séquestrations, volonté de faire les manifs devant l'usine, dénonciation de la direction traître de la C.G.T. et de l'attitude ambiguë de la C.F.D.T. sur la violence, mise en avant des discussions en A.G., etc.). Elle se définit par le refus du légalisme et la priorité aux A.G. Pour qu'elle existe matériellement, elle doit s'organiser d'une façon permanente et autonome (comités de lutte).
Cela implique des réunions rassemblant les ouvriers à la fois les plus conscients et les plus combatifs, une presse, des prises de parole popularisant les idées de gauche.

b) Unité populaire : elle vise à résoudre un **autre type de contradiction** entre la classe ouvrière en tant que telle et les autres parties du peuple. Il ne peut plus y avoir des organisations d'usine et à côté des organisations de quartier. Il faut envisager des regroupements sur plusieurs fronts de lutte, sous direction de la gauche ouvrière. Là encore il faut favoriser les idées de gauche dans l'unité : combattre la conception des « cartels d'organisations », combattre l'influence idéologique des notables locaux (légalisme de la Mairie de St-Brieuc par exemple).

c) Construction du parti : vouloir assumer les deux tâches précédentes exige de poser simultanément le problème du **regroupement des ouvriers les plus conscients,** regroupement qui ne doit pas se solder par une **coupure avec les masses.** Le passage, à l'intérieur du comité de luttes **du particulier au point de vue d'ensemble** par la théorisation de leur expérience, à la lumière du marxisme-léninisme, doit être le facteur de ce dégagement.

La première fonction de ce regroupement est de faire des **propositions concrètes** au Comité de lutte, propositions étayées sur une analyse des rapports de force, sur une démonstration de la stratégie de l'adversaire. C'est la condition à remplir pour éviter l'isolement du comité de lutte par absence de perspectives, c'est-à-dire sa liquidation. Inversement il combat les tentations suivistes par rapport aux syndicats qui peuvent naître et qui ne font pas avancer l'autonomie de lutte.
La seconde fonction de ce regroupement est d'apporter le point de vue d'ensemble et toutes les explications politiques nécessaires à propos des luttes menées dans l'entreprise et sur les autres terrains. **Il préfigure donc le parti** à construire.

III. - Comment devons-nous nous organiser ?

a) la nécessité de l'organisation :
Toutes les pratiques et principes que nous venons de rappeler seraient des voeux pieux si elles n'étaient accompagnées de mesures d'organisation et de méthodes de travail précises.

Les idées justes ne naissent pas dans l'absolu, mais proviennent de la pratique des masses : **il ne peut y avoir de ligne politique correcte sans liaison aux masses.** il ne peut y avoir progression de la lutte de classe vers l'objectif de la destruction du système d'exploitation capitaliste sans une organisation révolutionnaire capable de mener la lutte à son terme.

L'organisation dont nous avons besoin aujourd'hui a pour but de permettre l'essor de la lutte de classe autour des éléments de ligne politique rappelés ci-dessus. Nous entendons mener ce débat sur l'organisation dont le mouvement a besoin en **analysant concrètement la juste application du marxisme-léninisme** à la situation concrète en **France** et non le clore en proposant la création d'un nouvel état-major auto-proclamé. L'existence de l'avant-garde doit être reconnue par les travailleurs, non seulement parce que ses militants proposent des **objectifs crédibles,** mais aussi par la **présence effective** de ces derniers dans les luttes, mais aussi par leur **capacité de direction,** c'est-à-dire de permettre aux travailleurs voies et moyens du renversement des classes dominantes et du pouvoir d'Etat bourgeois, et dans la **résolution des contradictions au sein du peuple.** Ceci implique :

a) à la base : la priorité est à l'intégration dans un **groupe de base** présent sur le front des luttes. L'objectif fondamental de ces groupes doit être de développer la liaison avec les masses. L'enquête, la lutte de masse pour transformer la réalité, le bilan, sont les méthodes de travail principales des militants communistes. Leurs tâches semblent surtout de savoir prendre les idées des masses pour les synthétiser, d'y apporter les acquis du mouvement ouvrier, de faire avancer la théorisation du mouvement à l'étape où il en est collectivement.

b) Au niveau central
Mais l'existence de groupes de base ne trouve sa pleine signification que dans le cadre d'une organisation à implantation nationale capable à la fois :
● d'être **un lieu de débat,** de confrontation des différentes expériences, de systématisation, d'élaboration de la ligne politique ;

● **d'impulser** un certain nombre d'initiatives, d'apparitions centrales, en liaison étroite avec le travail de masse et permettant de faire apparaître un réel pôle politique face au réformisme et au révisionnisme (cf. Renault-Vérité, les manifestations Overney, notre prise de position, contradictoire à celle du B N sur l'enlèvement de Nogrette)

La nécessité de construire une organisation capable de répondre à ces besoins est souvent remise en cause par la crainte de voir apparaître un **groupuscule** de plus Mais ce n'est ni une question de nombre de militants, ni une question d'apparition dans le jeu politique bourgeois. C'est essentiellement une question de **rapport aux masses** (avant-garde auto-proclamée, possédant la ligne, cherchant à la faire passer ou être au sein des masses, à leur écoute, etc.).

IV. - Conclusion

Ces éléments de ligne politique et de principes d'organisation sont le résultat des **débats engagés** entre les militants de la G R. ces derniers mois. Mais ils doivent être approfondis et soumis à la **vérification de la pratique.**

Le débat en la matière est largement ouvert avec l'ensemble des militants qui se posent les mêmes problèmes d'intervention militante et d'organisation.

Encore faut-il, pour cela, avoir choisi clairement son camp ; les militants du P.S.U sont aujourd'hui placés de façon décisive et précise devant l'alternative : **marxisme-léninisme ou social-démocratie.**
Il n'est pas possible, plus possible, de temporiser, de faire comme si le P.S.U., même rénové, continuait à être un outil au service du développement des luttes, du dégagement de la gauche ouvrière, de la définition de la ligne politique, de la construction du Parti Révolutionnaire. Tous les militants sont à la croisée des chemins. Nous les invitons à **choisir définitivement le camp révolutionnaire.**

Annexe 17 (chapitres 5 et 7)

Liste des articles de l'HR de mai 1975 à décembre concernant principalement les luttes et la CFDT.

--HR n°262 –mercredi 7 mai 1975- :
Lettre ouverte des grévistes de Badin aux travailleurs syndiqués CFDT et CGT –page 4-

SNECMA-Billancourt (Correspondant HR) –page 4-
Au Foyer Cantou –page 4-
--HR n°263 –jeudi 8 mai 1975-
Pour un syndicat de classe au service des luttes politiques de la classe ouvrière pour l'indépendance nationale (Les travailleurs communistes m-l de Kodak –Vincennes) –page 4-
--HR n°265 –mardi 13 mai 1975-
Appel aux militants CFDT : Oui à un programme nucléaire pour l'indépendance énergétique de la France (Des militants CFDT de Grenoble) –page 3-
--HR n°266 –mercredi 14 mai 1975-
Montpellier : Non à la soumission au révisionnisme dans la CFDT (ML de Montpellier) –page 4-
--HR n°269 –samedi 17 mai 1975-
A l'action contre la vie chère (André Colère) –page 1-
Union des Assurances Parisiennes : un gérant révisionniste (Correspondant HR) –page 4-
--HR n°275 –jeudi 29 mai 1975-
Grand succès du meeting de solidarité aux grévistes du foyer « Lou Cantou » (HR Montpellier) page 3-
--HR n°276 –vendredi 30 mai 1975-
Les révisionnistes à l'œuvre à l'hôpital Tonon (Correspondant HR) –page 7-
--HR n°285- vendredi 13 juin 1975-
Des patrons de « gauche » licencient –page 2-
--HR n°295 –vendredi 27 juin 1975-
Notre tâche dans les syndicats –page 3-
--HR n°297 –mardi 1er juillet 1975-
EDF-GDF Murat-Messine : Échec cuisant des révisionnistes dans la CFDT –page 3-
--HR n°298 –mercredi 2 juillet 1975-
CFDT : l'opposition au révisionnisme se développe –page 3-
--HR n°308 –jeudi 17 juillet 1975-
MAS (Toulouse) « Lettre ouverte aux syndiquées » des ouvrières communistes marxistes-léninistes de l'usine –page 7-
--HR n°310 –samedi 19 juillet 1975-
Alsthom-Saint Ouen : La section CFDT s'oppose aux pressions révisionnistes –page 3-
--HR n°313 –jeudi 24 juillet 1975-
Les ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne (Caen) ''On occupe… on imprime'' –pages 1 et 8-
--HR n°314 –vendredi 25 juillet 1975-
Bassens (Gironde) La section CFDT des employés communaux dénonce les exploiteurs révisionnistes (Correspondant HR) –page 3-
--HR n°316 –mardi 2 septembre 1975-
Imprimerie Caron-Ozanne (Caen) : Pas un seul licenciement ! –page 2-
--HR n°317 –mercredi 3 septembre 1975-
Lutte syndicale : Avoir une position de classe –page 3-
--HR n°318 –jeudi 4 septembre 1975-
On ne négocie pas les licenciements, on les refuse –page 1-
Imprimerie Caron-Ozanne (Caen) : Dans la lutte, l'unité ouvriers-paysans se renforce –page 4-
--HR n°324 –vendredi 12 septembre 1975-
Notre ligne dans les syndicats –page 4-
--HR n°328 –jeudi 19 septembre 1975-
La journée d'action du 23 et notre ligne (Éditorial) –pages 1 et 8-
--HR n°332 –mercredi 24 septembre 1975-
Dans le bâtiment en Saône et Loire –page 2-
--HR n°335 –samedi 27 septembre 1975-
Nantes : Agression social-fasciste contre Jeannette Pelletier (Correspondant HR) –page 2-
--HR n°341 –mardi 7 octobre 1975-
La vie d'un ouvrier et celle d'un patron : deux poids et deux mesures (édito pages 1 et 8)
--HR n°342 –mercredi 8 octobre 1975-
L'injustice suit son cours : Menaces de sanctions contre le juge de Charette –page 1-
--HR n°343 –jeudi 9 octobre 1975-
Tandis que les cadres CGT soutiennent le PDG Chapron : La CFDT soutient le juge de Charette –p.8-
--HR n°344 –vendredi 10 octobre 1975-
Accidents du travail : crimes du capital ! (éditorial pages 1 et 8)
Les chaudronniers des Bouches-du-Rhône : « Ils veulent nous rouler : on occupe ! on refuse les licenciements ! » (Correspondant HR) –page 2-

Enquêtes, reportage, documents…
La classe ouvrière de Fougères à la pointe du combat –page 6-
--HR n°345 –samedi 11 octobre 1975-
Enquêtes, reportage, documents…
La classe ouvrière de Fougères à la pointe du combat (2) –pages 6 et 7-
--HR n°347 –mercredi 15 octobre 1975-
Lille : Contre les licenciements, les travailleuses d'une chemiserie occupent leur usine (Cor HR) –p.2-
--HR n°348 –jeudi 16 octobre 1975-
Établissement Blin à Rennes : Riposte au licenciement d'une employée (correspondant HR) –page 2-
Enquêtes, reportage, documents…
Les rapports CFDT – CGT (3) –page 4-
--HR n°349 –vendredi 17 octobre 1975-
Bléreau (Châtellereault) Quand la colère éclate (Correspondant HR) –page 2-
La CFDT de l'agriculture décide d'une semaine d'action –page 2-
--HR n°350 –samedi 18 octobre 1975-
Enquêtes, reportage, documents…
A la COMSIP (Rueil-Malmaison) Non aux 750 licenciements ! (Correspondant HR) –page 7-
--HR n°351 –mardi 21 octobre 1975-
Marseille : Les travailleurs de Lozai-Babcock, de la Speci et de Griffet luttent ensemble contre les licenciements (Correspondant HR) –page 2-
Enquêtes, reportage, documents…
L'autre visage de Châtellereault –pages 4-5-
Économique et social
Au congrès de l'U.I.S.-CFDT : Deux lignes opposées sur « l'unité syndicale » (Corr Local) -page 6-
--HR n°352 -mercredi 22 octobre 1975-
Économique et social
Une motion du syndicat CFDT-EDF services centraux pour le 24è Congrès de la Fédération EDF-GDF sur : L'unité d'action CGT – CFDT –page 6-
--HR n°353 –jeudi 23 octobre 1975-
Enquêtes, reportage, documents…
Pourquoi les travailleurs du livre sont-ils en lutte ? (1) –page 4-
Les lecteurs ont la parole
Attention aux injures (Un lecteur adhérent à la CFDT) –page 7-
--HR n°354 –vendredi 24 octobre 1975-
Rapports CGT – CFDT (suite) –page 2-
Enquêtes, reportage, documents…
Pourquoi les travailleurs du livre sont-ils en lutte ? (2) –page 4-
--HR n°357 –mercredi 29 octobre 1975-
La France des luttes
Rencontre de travailleurs en lutte pour l'emploi –page 2-
--HR n°358 –jeudi 30 octobre 1975-
COMSIP (Rueil) Défend-on les travailleurs ou le programme commun ? (Correspondant HR) –page 5-
Société Rennaise du Meuble : La CGT licencie (Correspondant HR) –page 5-
Les lecteurs ont la parole (réaction d'un « responsable CFDT » après la lettre « Attention aux injures » publiée dans l'HR 353) –page 7-
--HR n°359 –vendredi 31 octobre 1975-
Rapports CGT – CFDT (suite)
Le dernier Conseil National CFDT (22-25/10) –page 2-
--HR n°363 –jeudi 6 novembre 1975-
Montpellier : le soutien populaire aux grévistes du foyer Lou Cantou (Correspondant HR) –page 2-
Ça bouge aussi dans le bâtiment. Chez Barbé à Rennes : 2e semaine de grève (rédigé par notre correspondant et un militant CFDT de l'entreprise) –page 5-
A Vienne dans l'Isère : feu rouge aux licenciements, feu vert à la lutte (Correspondant HR) –page 5-
--HR n°364 –vendredi 7 novembre 1975-
Les travailleurs d'Air-France se dressent contre la répression bourgeoise –page 2-
--HR n°365 –samedi 8 novembre 1975-
Les luttes actuelles et M. Séguy –page 2-
Orléans : après deux semaines de grève : Victoire des travailleurs d'Orlane (Correspondant HR) –page 3-
Chauvin (Ivry-sur-Seine) La CGT donne le feu vert aux licenciements (Correspondant HR) –page 3-

--HR n°366 –mardi 11 novembre 1975-
Metz : Manifestations des sidérurgistes contre le chômage et les licenciements (Cor HR) –page 2-
Mécontentement et volonté de lutte à la Sécurité sociale (Un travailleur de la Sécurité sociale) –p.2-
A propos du congrès de la fédération CGT des PTT (Nanterre 18.22 novembre 75) -page 3-
Les lecteurs ont la parole : *Encore une réaction d'un militant syndicaliste concernant l'article sur le Congrès de l'UIS – page 7-*
La loi anticasseurs contre quatre ouvriers –page 8-
--HR n°367 –13 novembre 1975-
Thomson-CSF : 10 000 licenciements prévus, la CFDT mobilise les travailleurs (Les communistes ml de l'usine Sescosem) –page 2-
A propos du congrès de la fédération CGT des PTT (2) –page 3-
--HR n°368 –vendredi 14 novembre 1975-
Villeneuve-sur-Lot : Réponse de l'Union Locale CFDT aux mensonges des élus P « C »F –page 2-
Ministère de l'Education. Malgré l'opposition des dirigeants P « C »F-CGT : Les travailleurs développent l'action contre le contrôle policier (Correspondant HR) –page 5-
--HR n°370 –mardi 18 novembre 1975-
Le 20 novembre à Poitiers : Procès de quatre délégués de l'usine Blaireau de Châtellerault –page 2-
L'enjeu du 24e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF (18-21/75) –à suivre- page 3
Section communaux de l'UL.CFDT : On licencie à la mairie « socialiste » de Livry-Gargan (Union locale CFDT. Section communaux CFDT de Livry-Gargan) –page 6-
--HR n°371 –mercredi 19 novembre 1975-
Justice de classe –édito page 1-
Rue de Bagnolet à Paris : les métallos de Sancar font le bilan de leur grève (Cor HR) –page 2-
L'enjeu du 24e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF (18-21/11/75) – (Des communistes ML d'EDF-GDF) –page 3-
A l'usine MAS de Toulouse : Luttons contre les diviseurs et ceux qui les défendent (Les communistes ml de l'HR de chez MAS) –page 3-
--HR n°372 –jeudi 20 novembre 1975-
Le 24e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF : Premiers enseignements (De notre correspondant spécial) –page 2-
--HR n°373 –vendredi 21 novembre 1975-
A Chauvin-Ivry : Les délégués CGT votent avec le patron le licenciement de deux délégués CFDT –pages 2 et 8-
Un militant syndicaliste nous écrit
Action ou négociation ? (Un délégué du personnel CFDT -ex-CGT-) –page 3-
--HR n°374 –samedi 22 novembre 1975-
Le 24e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF : Élaboration de la résolution générale –page 2-
Sécurité sociale Limoges : la fédération CGT impose sa propagande (Correspondant HR) –page 2-
Société Rennaise du Meuble : encore un licenciement voté par les délégués CGT d'un Comité d'entreprise –page 2-
Orlane (Orléans) Manœuvre d'intimidation de la direction –page 3-
--HR n°375 –mardi 25 novembre 1975-
A Paris, victoire des postiers : le drapeau n'a pas été mis en berne pour Franco –pages 1 et 8-
Après le 24e congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF : Approfondir la lutte contre le révisionnisme (Des communistes ml d'EDF-GDF) –page 2-
La plus grosse imprimerie de Rouen est occupée –page 3-
Au ministère de l'Education : La CFDT critique les dirigeants de la CGT –page 3-
--HR n°376 –mercredi 26 novembre 1975-
A nouveau l'usine Paris-Rhône de Villeurbanne est occupée (Correspondant HR) –page 2-
Grenoble : L'action des éboueurs continue –page 3-
--HR n°377 –jeudi 27 novembre 1975-
Quand les travailleurs de la santé affrontent les flics… (Correspondant HR Bordeaux) -page 6-
A la maison de la culture de Rennes : Un débat « démocratique » (Des lecteurs) –page 7-
--HR n°378 –vendredi 28 novembre 1975-
Paris-Rhône (Lyon) Le patron lance les flics et les cadres contre les grévistes –page 2-
Contre le chômage et les licenciements : Manifestation chimie parisienne –page 2-
Châtellerault : « Par peur d'entendre la vérité » La CGT refuse le débat ! (Correspondant HR) –page 3-
--HR n°379 –samedi 29 novembre 1975-
Grenoble : Mobilisation des travailleurs de Neyrpic (Correspondant HR) –page 2-
Alsthom Saint-Ouen : Echec au lock-out (Correspondant HR) –page 2-
PTT (Essonne) La politique des faux communistes de plus en plus combattue –page 3-
--HR n°380 –mardi 2 décembre 1975-
La journée d'action du 2 décembre et les cheminots (éditorial pages 1 et 8)

Métrix (Annecy) 2e semaine de grève (Correspondant HR) –page 3-
Centre Leclerc (Rostrenen) Lutte pour la réintégration d'une employée (Correspondant HR) –page 3-
Grève générale du 27 en Bretagne. Rennes : Reflet d'une grande combativité (Correspondant HR) –page 6-
L'hôpital de Mende en grève (Correspondant HR) –page 6-
--HR n°381 -mercredi 3 décembre 1975-
Le patronat et ses mercenaires (édito page 1)
A Paris Rhône la grève continue –page 3-
--HR n°382 –jeudi 4 décembre 1975-
A Paris-Rhône : Les travailleurs ne laisseront pas brader leur lutte (Correspondant HR) –page 2-
--HR n°383 –vendredi 5 décembre 1975-
Arrestations et perquisitions dirigées contre la CFDT : Provocation anti-ouvrière –page 1-
Le 10e congrès du syndicat CFDT des postaux de Paris : Solidaire de la lutte des travailleurs et des peuples d'Espagne (Correspondant HR) –page 2-
Renault-Billancourt : S'opposer à tout licenciement –page 3-
Echos de Lorient. A l'action contre le chômage (Correspondant HR) –page 3-
--HR n°384 –samedi 6 décembre 1975-
Libérez les emprisonnés ! (édito pages 1 et 8)
Le PCF veut saboter la riposte –pages 1 et 8-
Paris-Rhône : Unité patrons-dirigeants CGT (Correspondant HR) –page 3-
Appel de la CFDT pour la défense des libertés –page 8-
--HR n°385 –mardi 9 décembre 1975-
Pour défendre la CFDT, des milliers d'ouvriers dans la rue –page 1-
--HR n°386 –mercredi 10 décembre 1975-
Séguy contre la CFDT –page 1-
La provocation contre la CFDT (édito pages 1 et 8)
Furnon en grève (près de St-Chamond) : Pas un seul licenciement ! Non aux milices patronales !
(Correspondant HR) –page 3-
Trois inculpés transférés à Paris –page 8-
La CFDT ne se laissera pas entraîner dans des provocations –page 8-
--HR n°387 –jeudi 11 décembre 1975-
Bâtiment et Travaux Publics : Après le 2e Congrès de l'Union des syndicats CFDT de la région parisienne –pages 4 et 2-
La duplicité des dirigeants CGT –page 8-
Deux soldats remis en liberté –page 8-
--HR n°388 –vendredi 12 décembre 1975-
La CFDT a bien été victime d'une provocation –page 2-
--HR n°389 –samedi 13 décembre 1975-
Les dirigeants CGT se croient déjà les maîtres –page 3-
--HR n°390 –mardi 16 décembre 1975-
Solidarité avec la CFDT : Le PCF ne veut pas se mouiller –pages 1 et 8-
--HR n°391 –mercredi 17 décembre 1975-
Une mystification (édito page 1)
Semaine d'inaction CGT-CFDT –page 8-
--HR n°392 –jeudi 18- décembre 1975-
De partout les chômeurs s'organisent (Correspondant HR et des chômeurs de Toulouse) –page 3-
Comité de chômeurs Paris 13e-15e –page 3-
Hôpital franco-musulman de Bobigny : la lutte s'organise (Les communistes ml de l'hôpital) –page 3-
--HR n°393 –vendredi 19 décembre 1975-
Défendre la CFDT et refuser la subversion prosoviétique –édito pages 1 et 8-
--HR n°395 –mercredi 23 décembre 1975-
Grenoble : Dans un service extérieur du ministère de l'agriculture :
La lutte syndicale résolue est payante (des militants HR) –page 3-
--HR n°397 –jeudi 25 décembre 1975-
Le service d'ordre CGT veut faire taire un journaliste –page 1-
Blanchisseries de Pantin : vers de nouvelles luttes
Le voleur crie au voleur… -page 3-
--HR n°398 –mardi 30 décembre 1975-
Renault : deux ateliers en grève contre les brimades et l'accélération des cadences (Les communistes ml de l'usine) –pages :1-5-

A la Gare de Fos Coussoul après les journées d'inaction à la SNCF : Les cheminots veulent des actions de plus grande envergure (Correspondant HR) –page 4-
SNECMA Corbeil : De nouveau la CGT licencie –page 4-
A l'agence Chaffoteaux et Maury de Saint-Etienne : Les travailleurs sont déterminés à lutter (Toute la section syndicale CFDT) –page 5-
--HR n°399 –mercredi 31 décembre 1975-
A l'Ecole d'architecture de Nantes : Première victoire du personnel administratif (Cor HR) –page 4-
Renault-Billancourt : Sylvain le secrétaire de la CGT enterre le mouvement –page 4-

Annexe 18 (dans chronologie 1975)

Gilles Servat 1976 « Classes »

« *Aujourd'hui le travail à cessé*
Dans l'usine que voici
Pas un bruit le portail est cadenassé
Qui sont donc les gens qui sont en grève ici

Vous devinez ce qu'on pourrait voir
Si c'étaient des ouvriers
Les rangs silencieux des uniformes noirs
Avec des chiens des casques et des boucliers

Ceux qui ont arrêté le travail
Sont les amis du patron
Pour la mort d'un homme écrasé sur les rails
Un juge a osé l'envoyer en prison

Ceux qui n'ont rien dit des accidents
Ceux qui pensent que la mort
D'un homme sur un chantier n'est qu'un incident
Pour ce patron ils ont crié le plus fort

Je ne sais s'il fallait beaucoup chercher
Quand on voulait autrefois
Cracher à la gueule d'un gars qu'on méprisait
Aujourd'hui on n'a que l'embarras du choix

Une cour de justice de classe
Relâche le prisonnier
Un juge indépendant a bien de l'audace
Tant de robes cachent tant d'échines courbées

Loin de là les uniformes noirs
Quelques jours auparavant
En faisant respecter l'ordre du pouvoir
Ont crevé l'oeil d'une jeune fille de dix-sept ans

Quand on travaille dans la chaussure
Dans la ville de Fougères
Et qu'on proteste contre les fermetures
On subit les brutalités policières. »
http://kalondour.com/pouvoir-classes.html

Annexe 19 (du chapitre 7)

Lettre ouverte publiée dans :
-Front Rouge mensuel n°5 (ns) mars 1976 -pages 46-47-
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°130 -mardi 9 mars 1976- dans la rubrique Politique page 7

Lettre ouverte à Edmond Maire
et à la Commission exécutive de la CFDT
du comité central du PCRml
A propos de quelques faits inquiétants

Depuis novembre 1975, dans de nombreuses localités, des faits graves et inquiétants se sont produits au sein de la CFDT. Ils remettent en cause, à terme, la possibilité même d'une vie démocratique de la Confédération. Les camarades de notre Parti, militants à la CFDT, ont été tout particulièrement visés par ces pratiques anti-démocratiques…

Nous n'en donnerons ici, pour être bref, que quelques exemples significatifs. Nous tenons à votre disposition une liste détaillée et beaucoup plus longue de ce genre de faits.

A l'usine SMN de Caen, un responsable du Bureau Syndical déclare à trois de nos camarades, représentant jusqu'alors dans le Syndicat, les secteurs parmi les plus combatifs de l'entreprise : « On a oublié de te mettre sur la liste du Conseil Syndical ». Cependant des responsables de la section utilisent leurs heures pour faire le tour des services et demander de rayer de la liste les noms de nos camarades. Les mêmes « oublieront » encore de fournir en bulletins de vote, précisément le secteur où nos camarades se sont acquis la confiance des travailleurs par leur activité syndicale et politique.

A Paris, l'Union Départementale de la Seine a décidé de soumettre à une censure préalable tous les tracts, toutes les affiches des Unions Locales Parisiennes. Ce qui revient à les placer sous tutelle.

A Nancy, le Bureau de Syndicat Santé a chassé une camarade qui en faisait partie et qui avait joué un rôle actif lors de la grève dans les hôpitaux de 1975. Motif : cette camarade serait « anti-syndicale », étant donné que l'organisation locale de notre Parti, dont elle est membre, avait exprimé publiquement des critiques sur certains aspects de l'activité de la Confédération.

A Orléans, des responsables de l'Union de Secteur font rayer des listes du Conseil 10 membres (dont plusieurs de nos camarades), délégués de St Gobain, Quelle, Orlane, des Educateurs, du BRGM… bref, des entreprises qui avaient mené des luttes exemplaires…

Démocratie pour qui ?

Au lendemain de mai 1968, la CFDT semblait ouvrir à ses militants la possibilité de définir, avec les travailleurs, les revendications, d'engager des formes de luttes renouvelées, de développer leur initiative dans tous les domaines. Les acquis de ce syndicalisme de lutte de classe s'appellent encore pour les travailleurs, le Joint Français, Cerisay, Lip…

Les Congrès récents de la CFDT et les déclarations confédérales officielles proclament : « le respect des opinions philosophiques et religieuses » et donnent « à tous les travailleurs leur place dans la CFDT ». Ils n'interdisent nullement aux syndicalistes de mener par ailleurs, une activité politique.

Mais ces pratiques, que nous dénonçons, sous couvert des principes de « l'indépendance syndicale » visent, en fait, à réprimer par tous les moyens, l'expression du point de vue marxiste-léniniste, et à exclure des responsabilités syndicales, du syndicat lui-même, par des manœuvres sournoises, les communistes révolutionnaires. Un texte préparatoire au Congrès Régional de Lorraine a formulé, cyniquement la motivation politique profonde de ces pratiques : « On ne peut à la fois adhérer à la CFDT et en même temps propager des écrits tels que les tracts édités par le PCR(ml) ». On ne peut être plus clair dans le refus de la démocratie syndicale et dans l'anticommunisme. Si une telle attitude parvenait à s'imposer, la Confédération n'aurait plus de démocratique que le nom.

Qui a peur de la démocratie syndicale ?

Si le syndicat est effectivement l'instrument large d'organisation que se donnent les travailleurs, pour lutter contre l'exploitation capitaliste, pour défendre leurs intérêts de classe à court terme, il ne peut qu'être le lieu d'une bataille d'idées constantes sur les revendications à avancer, sur les luttes à mener, les initiatives à prendre, et, y compris, les positions politiques à définir.

C'est la masse des syndiqués et, dans les luttes, la masse des travailleurs qui, en définitive, sont à même de reconnaître les orientations qui répondent à leurs intérêts et à leurs aspirations de classe.

Ceux qui cherchent à exclure du mouvement syndical les communistes, à interdire l'expression de leurs positions, que craignent-ils ? Ils redoutent que les travailleurs sur la base de leur propre expérience, adhérent de plus en plus fermement au projet révolutionnaire et transforment, en ce sens, leur activité syndicale.

Faut-il être partisan de l'Union de la Gauche pour militer à la CFDT ?

Regardons les choses en face : qui a intérêt à étouffer de la sorte, dans la CFDT, les positions révolutionnaires ?
En 1974, un certain nombre de responsables importants de la CFDT se sont engagés publiquement dans l'appel pour un « parti socialiste ouvrier de masse » et dans l'opération des « Assises pour le socialisme », lancée par le PS principalement avec d'autres groupements sociaux-démocrates ou trotskisants. C'était, qu'on le veuille ou non, une vaste manœuvre, à peine déguisée, pour tenter d'assujettir la Confédération à la social-démocratie. De très nombreux cédétistes ont alors dénoncé cette tentative et s'y sont opposés.

Après ce demi échec, la social-démocratie n'a pas, pour autant, renoncé à son projet. La Confédération ne se trouve-t-elle pas, depuis, toujours plus étroitement soumise aux pressions des partis de gauche ? D'une part, le PS cherche, dans sa concurrence avec le P« C »F, à rattraper un handicap majeur, à s'assurer un point d'appui qui lui fait défaut dans le mouvement ouvrier et syndical en tentant de coloniser la CFDT.

D'autres part le P« C »F réplique en monnayant sans cesse l'unité d'action de la CGT, avec la CFDT, contre des gages de soumission de la Confédération aux objectifs du Programme Commun. A l'intérieur même de la CFDT, ce que l'on a appelé « la 4e composante des Assises », membres ou peu s'en faut de la tendance CERES du PS, servent de relais, aujourd'hui, aux pressions du P« C »F, et essaient d'engager la Confédération à la remorque du Programme Commun. Ces forces rivalisent entre elles, pour s'assurer, par tous les moyens, le contrôle de la CFDT. Ce faisant, elles transplantent dans le syndicat, les querelles de l'Union de la Gauche et s'y entredéchirent. Mais en même temps, elles se coalisent pour étouffer, interdire tout ce qui représente une position de classe conséquente, une orientation révolutionnaire opposée à leurs projets réformistes, et en premier chef, contre notre Parti.

On a bien vu cette convergence, lors des attaques sans précédent de Chirac contre la CFDT et le mouvement syndical, sous prétexte, sous prétexte de démoralisation de l'armée : le P« C »F et la CGT ont exercé un chantage à l'isolement pour que la CFDT « fasse le ménage » chez elle et se débarrasse de ses militants révolutionnaires. Dans le même temps, à l'intérieur même de la Confédération, les sociaux-démocrates organisaient une véritable campagne contre les syndicalistes révolutionnaires, prétendant qu'ils étaient responsables de la répression contre la CFDT !

Les travailleurs attendent de vous des explications

« Nouvelle CFDT » du 27 novembre 1975 (publication de la Commission exécutive destinée aux responsables) déclare dans une « fiche » que « négligeant l'organisation syndicale en elle-même, l'utilisant à leur profit pour entrer en contact avec les travailleurs » les militants du PCR (ml) s'en serviraient « en quelque sorte comme paravent ».

Qui peut prétendre que nous « négligeons l'organisation syndicale » ? Nous sommes des communistes. Nous menons la lutte de classe, ouvertement, en tant que communistes, avec tous ceux qui fondent leur action sur les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Renforcer l'organisation syndicale des travailleurs, sa capacité à mener jusqu'au bout le combat de classe, est une des tâches importantes que se fixe notre Parti.

La gravité des calomnies ainsi colportées contre nous, la multiplication des attaques sournoises contre nos camarades militants dans la CFDT, parce qu'elles sont inspirées et encouragées au plus haut niveau, exigent des explications. C'est pourquoi, nous vous demandons une entrevue.

Où va la CFDT ? Va-t-elle se transformer en un appendice de la social-démocratie, en un simple enjeu des rivalités entre partis de gauche et, pour cela, liquider les acquis de la dernière période, vider de tout contenu la démocratie syndicale en réprimant les communistes ? Ces questions pèsent lourd. Elles intéressent au plus haut point les travailleurs, la masse des militants qui veulent faire de leurs syndicats une arme puissante, unie, de lutte de classe, pour affronter les grands combats qui se préparent. »

Annexe 20 (du chapitre 7)

Quelques articles et titres de l'HR sur les luttes et la CFDT en 1976 (avant le 37e congrès CFDT)
(sur Lip voir chapitre 7 Lip, c'est pas fini !)
(sur Caron-Ozanne ou l'IMRO voir annexe 17 et chapitre 7)

L'HR n°455 –mercredi 24 mars 1976- fait le compte-rendu d'une réunion publique des ml de l'HR à Allones. Des militants de Renault dénoncent « *les pressions de la CGT sur la CFDT pour qu'elle exclut ses militants jugés trop révolutionnaires.* » -page 6-
-HR n°460 –mercredi 31 mars 1976-
Les luttes en Bretagne :
Pour soutenir les travailleurs licenciés : Conférence de presse CFDT à Fougères (Cor HR) –page 4-
Fougères : la situation chez Morel et Gate (Article fait avec une déléguée CFDT et correspondante HR) –page 4-
SNAV (Vénissieux) 5e semaine de grève (Correspondant HR Vénissieux) –page 4-
Grève avec occupation à Bourgogne Electronique (Correspondant HR Dijon) –page 4-
Péchiney-Ugine-Kuhlman sur la sellette (1)
Un trust qui crée des sociétés antipollution mais qui refuse d'équiper ses propres usines contre la pollution (à suivre) –page 5-
-HR n°461 –1er avril 1976-
Cycles Peugeot :
Après trois semaines de grèves avec occupation
Le point sur la grève (Les communistes ml de l'usine avec la participation d'un groupe d'ouvrier des cycles –page7-
SNCF : Après les grèves (1)
Coalition du gouvernement et des fédérations syndicales contre la lutte des cheminots (A suivre) –page 8-
-HR n°462 –vendredi 2 avril 1976-
Bourgogne Electronique (Dijon) 3e semaine de grève illimitée avec occupation (Correspondant HR avec des membres du comité de grève)
Péchiney-Ugine-Kuhlman sur la sellette (2)
Le fluor atteint la santé des travailleurs et engendre des pertes importantes pour les petits paysans (à suivre) –page 5-
SNCF : Après les grèves (2)
Un nouveau pas dans la prise de conscience des cheminots (Laverne) –Fin- page 8-
-HR n°463 –samedi 3 avril 1976-
La préparation du 37e Congrès de la CFDT
L'unité d'action avec la CGT (à suivre) –page 4-
Péchiney-Ugine-Kuhlman sur la sellette (3)
Création d'un comité national de coordination des luttes contre les pollutions du trust –page 5-
-HR n°464 –mardi 6 avril 1976-
SNAV (Vénissieux) : 5e semaine de grève
Halte à la répression ! Non aux licenciements ! (Correspondant HR) –page 4-
-HR n°465 –mercredi 7 avril 1976-
Lip : l'heure est à la riposte –page 1-
La préparation du 37e Congrès de la CFDT
L'unité d'action avec la CGT (2) –page 4-
-HR n°466 –jeudi 8 avril 1976-
La préparation du 37e Congrès de la CFDT
Progrès des idées de lutte classe contre classe dans le bâtiment (Correspondant HR) –page 4-
Olida Levallois-Perret : Usine occupée (Correspondant HR) –page 5-
-HR n°467 –vendredi 9 avril 1976-
Massey-Ferguson (Marquettes-les-Lille) Unité et solidarité prolétarienne (Correspondant HR) –page 4-
-HR n°469 –mardi 13 avril 1976-
PTT-Paris Clignancourt : L'administration, FO et la CGT sanctionnent un militant CFDT (Cor HR) –p.4-
-HR n°472 –vendredi 16 avril 1976-
Recette principale des PTT-Paris : Pour obtenir des effectifs supplémentaires
Dans les syndicats deux lignes antagoniques s'affrontent (Les communistes ml de Paris RP) -page 4-
-HR n°474 –mercredi 21 avril 1976-
Bourgogne Electronique (Dijon) Après la séquestration de la direction (Correspondant HR) –page 4-
-HR n°476 –vendredi 23 avril 1976-
Brétigny : Bilan de la grève de la STAN (à suivre) –page 5-
-HR n°477 –samedi 24 dimanche 25 avril 1976-

Brétigny : Bilan de la grève de la STAN (2) –Correspondant HR Brétigny- page 4
Dijon : Leçon de la grève à Bourgogne Electronique (Correspondant HR Dijon) –page 4-
-HR n°478 –mardi 27 avril 1976-
Bourgeois (Besançon) Le procès de 4 militants CFDT reporté dans un mois
(Correspondant HR Besançon) -page 4-
-HR n°479 –mercredi 28 avril 1976- « Fougères : Unité des travailleurs en lutte » –page 4-
« Le SGEN-CFDT appelle à la poursuite de la grève générale des universités » –page 5-
« Nantes : Des chômeurs au collège (Un membre du collectif chômeurs CFDT) » –page 5-
-HR n°482 –mardi 4 mai 1976- « Paris : Impressions de la manifestation syndicale » –page 3-
-HR n°489 –jeudi 13 mai 1976- « La Rochelle : 5000 métallos en grève depuis 3 semaines (à suivre) –pages 1- 4-
-HR n°490 vendredi 14 mai 1976- « La Rochelle (2) : 5000 métallos en grève –page 4-
-HR n°491 –samedi 15 dimanche 16 mai 1976- « A propos de la journée nationale d'action du 13 mai
Une nécessité : Donner des perspectives au mouvement de masse » –page 3-
-HR n°493 –mercredi 19 mai 1976- « Contre les licenciements, contre la collaboration de classe : seule la lutte de classe et de masse peut permettre de triompher » (Une déléguée CFDT –groupe Thomson CSF- -page 4-
« Quelques applications d'une journée nationale d'action » -page 5-
-HR n°497 –mercredi 26 mai 1976- « La Rochelle : les métallos ripostent aux CRS » -page 1-

Quelques articles et titres de l'HR pendant et après le 37e congrès de la CFDT

HR n°498 –jeudi 27 mai 1976- « Annecy, 37e congrès de la CFDT : Le représentant des USA expulsé, l'URSS dénoncée » -page 1-
« Dernière minute : (…) *E. maire est intervenu mercredi matin pour demander au congrès de revenir sur sa décision et présenter ses excuses au représentant de l'ambassade des Etats-Unis, ainsi qu'à ceux de l'ambassade de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale et d'Israël qui s'étaient solidarisés.* » -page 1-
« 37e congrès de la CFDT : L'opportunisme du bureau national critiqué par les délégués » -page 3-
« Quelle attitude avoir à propos de l'unité syndicale ? Position du SGEN-CFDT de l'Administration centrale –page 4-
« Santé – Annecy : Elèves infirmières : Quel syndicat voulons-nous ? (Cor HR) –page 5-
-HR n°499 –samedi 29 dimanche 30 mai 1976- « 37e congrès de la CFDT :
A travers interventions et amendements –pages 1 – 3
A propos de l'expulsion du diplomate américain –pages 1- 3- »
« Une opposition croissante à la ligne du Bureau national » -page 3-
« A propos de l'expulsion du diplomate américain : La motion du bureau national, ou l'art de noyer le poisson » -page 3-
-HR n°500 –mardi 1er juin 1976- « 37e congrès de la CFDT : A travers interventions et amendements (2) » –page 4-
« Élections syndicales chez Raymond Boutons (Grenoble) : Succès de la ligne de lutte de classe » (Correspondant HR) –page 5-
-HR n°501 –mercredi 2 juin 1976- « 37e congrès de la CFDT : Comment passer au socialisme. Une question essentielle à débattre » -pages 1 – 3-
« Foyers Sonacotra :
Développement de la solidarité aux grévistes –page 6-
Motion présentée par la section CFDT de Kodak-Vincennes (extraits) -page 6-
Motion du syndicat CFDT de la Sécurité sociale de Seine St-Denis (extraits) » -page 6-
-HR n°502 –jeudi 3 juin 1976-
« 37e congrès de la CFDT : Motion contre la répression présentée par 70 syndicats » –page 3-
« Péage de Roussillon (Isère) Contre les 515 licenciements de Rhône-Poulenc Textile :
La lutte et ses perspectives (1) » à suivre -page 5-
-HR n°503 –vendredi 4 juin 1976- « 37e congrès de la CFDT : Quelle politique au poste de commande ? » -page 3-
« Péage de Roussillon (Isère) Contre les 515 licenciements de Rhône-Poulenc Textile :
La lutte et ses perspectives (2) (Des travailleurs ml de RPT Grenoble avec l'aide de travailleurs de RPT Péage-de-Roussillon) –page 4-
-HR n°504 –samedi 5 dimanche 6 juin 1976- « Jacques Le Meur, militant syndical, condamné : Quimper, un verdict scandaleux –page 3-
« Redon : Solidarité avec 25 ouvriers inculpés » -page 3-
« Bourgogne-Electronique (Dijon) : Pour la réintégration des 23 » -page 4-
-HR n°508 –samedi 12 dimanche 13 juin 1976- « Congrès départementale du SGEN-CFDT (Maine-et-Loire) : Attaquer le réformisme c'est attaquer la bourgeoisie » (Des syndiqués du SGEN de Maine et Loire) –page 4-
-HR n°511 –jeudi 17 juin 1976- « Grenoble, la CFDT dénonce une agression social-fasciste » -page 3-
-HR n°513 –samedi 19 dimanche 20 juin 1976- « La Rochelle : Les métallos toujours sur la brèche » (à suivre) –page 4-
« Quand la confédération CFDT expose sa conception du syndicalisme » -page 4-

-HR n°514 –mardi 22 juin 1976- « Les métallos de la Rochelle et les perspectives de lutte » -page 4-
-HR n°515 –mercredi 23 juin 1976- « La CFDT et le comité de chômeurs local » (Cor HR) –page 4-
-HR n°517 –vendredi 25 juin 1976- « ‘‘Rallye des bradés’’ de la CGT : la caravane du révisionnisme » -page 3-
-HR n°518 –samedi 26 dimanche 27 juin 1976- « Région lyonnaise : Tirer les leçons des luttes » (à suivre) –page 4-
« Assurance du Groupe de Paris : la direction menace de licencier 2 délégués CFDT –page 5-
-HR n°520 –mercredi 30 juin 1976- « Rassemblement national les 7 et 8 août en Lozère à l'appel du comité de défense de la vallée de Naussac : Travailler et vivre au pays » (Comité de défense de la vallée de Naussac-Briges) –page 5-
-HR n°521 –jeudi 1er juillet 1976- « Le bureau national de la CFDT contre la coordination nationale des luttes » -page 5-
-HR n°523 –jeudi 22 juillet 1976- « A propos de la Coordination nationale des entreprises en lutte :
Que veut la direction CFDT ? » (Luc Dacier) –page 9-
« Le carrefour des luttes de Fougères » -page 9-
-HR n°525 –du 2 au 5 septembre 1976-
« Clermont-Ferrand. SCPC : La coordination des luttes, une nécessité vitale (Cor HR) –page 4-
« Lyon : pourquoi les travailleurs de ‘‘L'Alsacienne’’ ont gagné » (Correspondant HR) -page 5-
« La lutte dans le secteur ‘‘machine-outil’’ » (Des ml de la « machine-outil ») –page 5-
« Les syndicats et la politique » -page 7-
-HR n°527 –vendredi 17 septembre 1976-
« Besançon : Coordination des luttes (1) Lettre ouverte à la CFDT » -page 4-
Bretagne : Les marins pêcheurs CFDT dénoncent les ravages des chalutiers soviétiques –page 6-
-HR n°528 –samedi 18 dimanche 19 septembre 1976-
« Réhault Fougères : les travailleurs en lutte décident de reprendre la production (Corr HR) –page 4-
-HR n°530 –mercredi 22 septembre 1976- « Besançon : Coordination des luttes (2) Pour une pratique syndicale de classe » -page 4-
-HR 539 –mardi 5 octobre 1976- « 7 octobre : Les marxistes-léninistes appellent à lutter contre le plan Barre et le programme commun » -page 1-
-HR édition spéciale (encart dans le n°539) « Ni plan Barre, ni programme commun ! » -pages 1-2-
« Le plan Barre : Plan contre le pouvoir d'achat des travailleurs » -page 4-
-HR 542 –samedi 9 et dimanche 10 octobre 1976- « 6 millions de grévistes : Les travailleurs refusent de payer la crise » -page 1-
« Deux camps deux lignes » -page 1-
« Des millions de travailleurs manifestent leur mécontentement –page 3-
-HR n°544 –mercredi 13 octobre 1976- « A propos de la journée du 7 octobre » -page 4-
-HR n°545 –jeudi 14 octobre 1976- « Échos de la journée du 7 octobre » -pages 1 et 4-
-HR n°546 –vendredi 15 octobre 1976- « A Lille : Rencontre nationale CFDT des entreprises en lutte pour l'emploi » (Correspondant HR Lille) –page 4-
« Après le 7 octobre - A Orléans-gare : De sérieuses luttes se préparent » -page 4-
-HR n°547 –samedi 16 dimanche 17 octobre 1976- « Un témoignage exceptionnel » -page 1-
« Un exceptionnel témoignage » -pages 4-5-
-HR n°552 –samedi 23 dimanche 24 octobre 1976- « Congrès CFDT cheminots : La direction fédérale malmenée » -page 4-
-HR n°555 –jeudi 28 octobre 1976- « Devant la montée du syndicalisme révolutionnaire : Inquiétude chez les dirigeants réformistes de la CFDT » -page 4-
« Dans les entreprises : La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement
1- La direction de la CGT veut imposer la ligne politique du PCF » -page 5- à suivre
« Des ouvriers de Roubaix ‘‘Nous devons chasser les bourgeois installés dans nos syndicats !‘‘ » -page 8-
-HR n°556 –vendredi 29 octobre 1976- « Dans les entreprises : La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement : La direction de la CGT veut imposer la ligne politique du PCF (2) » -page 2- à suivre
-HR n°557 –samedi 30 dimanche 31 octobre 1976- « Dans les entreprises : La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement (3)
Les dirigeants PCF-CGT attaquent le mouvement ouvrier » -page 4- à suivre
-HR n°558 –mercredi 3 novembre 1976- « Câbles de Lyon, Bourgogne Electronique : Victoire contre les licenciements » -pages 1 et 3-
« Dans les entreprises : La ligne révisionniste passe de plus en plus difficilement (4)
Quand les dirigeants CGT attaquent les marxistes-léninistes » -page 4- à suivre
-HR n°559 –jeudi 4 novembre 1976- « Dans les entreprises : La ligne politique révisionniste passe de plus en plus difficilement (5) L'opposition au révisionnisme grandit » -page 4-
-HR n°560 –vendredi 5 novembre 1976- « Les flics hors de Naussac ! Importante manifestation à l'appel du comité de défense » -page 5-
« sur le plateau de Lannemezan : Lutte contre Péchiney le pollueur ! » -page 6-
-HR n°562 –mardi 9 novembre 1976- « Marseille : la vérité sur les demandeurs d'emploi » -page 4-

« L'opération Union de la gauche dans les syndicats : Les ouvriers ne sont pas dupes.
Fives Lille : Le 7 n'a rien changé, continuons la lutte ! » -page 8-
-HR n°564 –vendredi 12 novembre 1976- « Pourquoi la CFDT ne participe pas à la journée d'action CGT » -page 5-
« Rassemblement et manifestation à Mende contre le barrage de Naussac » (Corres HR) –page 5-
-HR n°565 –samedi 13 dimanche 14 novembre 1976- « Contribution d'un postier marxiste-léniniste sur l'action des fédérations CGT et CFDT des PTT (extraits) : Il faut combattre les manœuvres électorales bourgeoises » (Un postier ml d'un centre de tri parisien) –page 4-
-HR n°568 –jeudi 18 novembre 1976- « La crise de la sidérurgie : Une nationalisation pour quoi faire ? » -page 3-
« A propos de la ''journée d'action'' du 19 novembre dans les PTT : Comment sortir de l'impasse ?
Lettre d'un travailleur marxiste-léniniste d'un centre de tri parisien » -page 4-
« Dans une filature de Lille '' La chasse aux sorcières '' a commencé dans la CFDT » (La déléguée ML) –page 4-
« Conditions de travail : Un produit extrêmement dangereux l'amiante… mais pourtant manipulé par des milliers d'ouvriers ! » -page 5-
-HR n°569 –vendredi 19 novembre 1976- « Montpellier ''La chasse aux sorcières'' se poursuit : Une déléguée syndicale CFDT destituée » -page 5-
« Brokdorf, Flamanville : Intensification de la lutte contre la pollution » -page 6-
-HR n°574 –vendredi 26 novembre 1976- « Lettre ouverte de travailleurs dénonçant la fausse gauche » -page 3-
« Des journées d'action contestées (1) » –page 4-
-HR n°575 –samedi 27 dimanche 28 novembre 1976- « Des journées d'action contestées (2) » –page 4-
« Congrès CFDT des pays de Loire : La direction confédérale sur la défensive » (Corr HR) –page 5-
-HR n°577 –mercredi 1er décembre 1976- « Lycée Joliot Curie (Rennes) La ''démocratie'' des dirigeants de la CFDT » (Un lycéen) –page 5-
-HR n°578 –jeudi 2 décembre 1976- « A la Sécurité Sociale Nouvelle (Guéret) Exclusion antistatutaire d'un marxiste léniniste de la CGT (Un employé exclu de la CGT) –page 4-
-HR n°579 –vendredi 3 décembre 1976- « Caisse d'Epargne des Bouches-du-Rhône : Provocations antisyndicales » -page 4-
-HR n°580 –mercredi 8 décembre 1976- « Montpellier : La masse des syndiqués CFDT refuse la ''chasse aux sorcières'' » (Correspondant HR) –page 4-
-HR n°582 –vendredi 10 décembre 1976- « Chasse aux sorcières dans la CSCV : Un militant marxiste-léniniste exclu à Borny » (Correspondant HR. Borny.) –page 6-
-HR n°584 –mardi 14 décembre 1976- « EDF : Des syndicalistes CFDT repoussent les manœuvres du PCF » (Le Collectif des 5 sections de l'immeuble Murat-Messine) –page 5-
-HR n°585 –mercredi 15 décembre 1976- « Comité CFDT de chômeurs (Berck-sur-mer) Première action, premier succès » (Un lecteur) -page 5-
-HR n°587 –vendredi 17 décembre 1976- « Syndicat du cadre de vie » : Non aux exclusions » -page 6-
-HR n°588 –samedi 18 dimanche 19 décembre 1976- « Berliet (Lyon) Un exemple de la ''chasse aux sorcières'' déclenchée dans la CFDT » -page 5-
-HR n°589 –mardi 21 décembre 1976- « Autour du projet de licenciements dans la sidérurgie : La crise en Lorraine » -pages 1 et 4-
« Amiante qui rapporte – Amiante qui tue » -page 3-
« Fougères. Au congrès de l'Union locale CFDT : Une volonté de lutte » (Correspondant HR) –page 4-
-HR n°590 –mercredi 22 décembre 1976- « Section CNRS du SGEN CFDT : Opposition aux déclarations de Maire » -page 4-
-HR n°591 –jeudi 23 décembre 1976- « A la direction de la CFDT : Attaques tous azimuts contre les travailleurs qui refusent le programme commun » -pages 1 et 4-
-HR n°592 –vendredi 24 décembre 1976- « Le mouvement de solidarité autour de Naussac s'élargit en Lozère » (Correspondant HR) –page 5-
-HR n°593 –mardi 28 décembre 1976- « Hôpital Corentin Celton : Nous avons fait plier le monstre à trois têtes, administration, dirigeants CGT, dirigeants CFDT… ! » (Des agents de Corentin) -page 4-
-HR n°594 –mercredi 29 décembre 1976- « PUK (Lyon) Une menace permanente pour la vie de plusieurs dizaines de milliers d'habitants » (Correspondant Lyon) –page 3-
« MAS (Toulouse) Menaces sur l'emploi : La section CFDT tire un premier bilan de la grève » -page 4- à suivre
-HR n°595 –jeudi 30 décembre 1976- « Barrage de Naussac : Opération démagogique de la fédération de la Lozère du PS » (Correspondant Clermont) –page 3-
« MAS (Toulouse) Ce que nous a apporté la grève (extrait du bulletin de la CFDT » -page 4-
« 10 morts à Amisol en 2 ans : Le patronat de l'amiante cherche à se blanchir ! » -page 6-
-HR n°596 –vendredi 31 décembre 1976- « Metz-Borny : Riposte aux manœuvres du PCF dans la CSCV » -page 7-

Annexe 21 (des chapitres 3 - 7 et 17)

La campagne pour Romain Le Gal (arrêté le 10 avril 1976 et libéré le 9 septembre 1976)

Liste des articles de l'Humanité Rouge au sujet de Romain Le Gal :

-HR n°470 –mercredi 14 avril 1976-
Lorient
Trois militants marxistes-léninistes déférés devant la cour de sûreté de l'Etat :
Libération immédiate des emprisonnés ! –page 1-
L'arrestation de camarades –page 3-
-HR n°474 -mercredi 21 avril 1976-
J. David libéré
Libérer Le Gal ! Tous à l'action ! –page 1-
-HR n°475 –jeudi 22 avril 1976-
A Lorient, la riposte –page 3-
Lettre de Jean David au comité de soutien de Lorient –page 3-
-HR n°477 –samedi 24 dimanche 25 avril 1976-
Soutien aux inculpés de Lorient (La section syndicale FEN-CGT des directeurs MJC stagiaires du centre de formation de Rennes) –page 6-
-HR n°478 –mardi 27 avril 1976-
Tous unis contre la répression –page 1-
Rennes : Libération de tous les prisonniers politiques ! –page 3-
-HR n°479 –mercredi 28 avril 1976-
Lorient : Nouvelle inculpation pour reconstitution du PCMLF
A l'action pour la libération de Romain Le Gal ! -page 1-
Pour la libération de Romain Le Gal : Meeting de masse à Lorient –page 3-
Une lettre de responsable CFDT à Romain Le Gal –page 3-
Lorient : Initiatives pour la libération de Romain Le Gal –page 3-
Appel aux comités de soutien à Romain Le Gal –page 3-
-HR n°480 –jeudi 29 avril 1976-
A l'offensive contre la répression ! (Jacques Jurquet) –pages 1 et 3-
Une lettre des marxistes-léninistes de Loudéac à Romain Le Gal –page 3-
-HR n°483 –mercredi 5 mai 1976-
8 mai : Journée d'action contre la répression :
Pour la libération de Romain Le Gal, de Bernard Tisseyre, d'Edmond Siméoni et de tous les détenus politiques.
(Notes : il s'agit d'Albert Teisseyre (ou Teyssére) viticulteur et non pas de Bernard Tisseyre comme indiqué par erreur dans les n°479 et 483).
Meeting à Paris 20h30 Mutualité salle B –page 1-
Romain Le Gal : militant marxiste-léniniste de Lorient –page 8-
La lutte contre la répression se développe en Bretagne –page 8-
-HR n°484 –jeudi 6 mai 1976-
8 mai Journée d'action contre la répression : Pour la libération de Romain Le Gal, de d'Albert Teisseyre, d'Edmond Siméoni et de tous les détenus politiques. –page 1-
Combattre la répression de façon offensive –pages 1 et 3-
-HR n°486 –samedi 8 dimanche 9 mai 1976-
Répression tous azimuts : Un mauvais calcul –éditorial pages 1 et 3-
-HR supplément au n°486 –samedi 8 dimanche 9 mai 1976-
Contre la répression : tous unis nous vaincrons ! –édito pages 1 et 3-
Intervention du comité de soutien de Lorient au rassemblement CFDT du 1er mai à Rostrenen –page 2-
Motion adoptée au rassemblement du 30 avril à Marseille –page 2-
Des camarades de travail, des amis de Romain Le Gal, témoignent –page 2-
Appel au personnalités progressistes –page 2-
Télégramme du Portugal (l'UCRPML) –page 2-
Violence révolutionnaire des masses contre la répression bourgeoise –page 3-
Romain Le Gal, militant communiste marxiste-léniniste –page 4-
Bretagne : Les comités de soutien développent la lutte –page 4-
-HR n°487 –mardi 11 mai 1976-
Vibrant meeting samedi soir à la Mutualité

A l'offensive contre la répression –page 1-
Message à Romain Le Gal –page 3-
A bas la répression : Tous unis nous vaincrons ! –page 5-
-HR n°489 –jeudi 13 mai 1976-
Tous unis à l'action contre la répression
Réunion de soutien au camarade Le Gal à Plouhinec –page 3-
Brest : meeting contre la répression –page 3-
Communiqué du bureau du SGEN-CFDT du secteur Lens-Hénin-Carvin –page 3-
Protestation du SGEN-CFDT de l'ENSET –page 3-
-HR n°490 –vendredi 14 mai 1976-
Bretagne : Essor du mouvement pour la libération de Le Gal –page 1-
-HR n°491 –samedi 15 dimanche 16 mai 1976-
Lorient : samedi, rassemblement pour la libération de Romain Le Gal –page 1-
Dans le dernier numéro de ''L'outil des travailleurs'' Les dirigeants de la GOP et la répression » page 3
-HR n°492 –mardi 18 mai 1976-
Lorient : Liberté pour Romain Le Gal et tous les prisonniers politiques –pages 1 et 3-
Solidarité antifasciste –page 3-
Lettre à Romain Le Gal, ouvrier municipal (AG de l'UL-CFDT de Lorient) –page 3-
Un meeting des marxistes-léninistes de Lille adresse une lettre à Romain Le Gal –page 6-
-HR n°493 –mercredi 19 mai 1976-
Procès Siméoni, détention de Teisseyre et Le Gal : La défense accuse ! –page 1-
Contre la répression : La protestation s'amplifie –page 3-
Message de la section de Lorient du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France –page 3-
-HR n°494 –jeudi 20 mai 1976-
Pour la libération de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques
La protestation se développe –page 3-
Un message des ML de Turquie –page 3-
-HR n°495 –vendredi 21 mai 1976-
Nantes : Protestation d'une section syndicale contre la répression –page 3-
-HR n°497 –mercredi 26 mai 1976-
Libération immédiate de Romain Le Gal !
Lettres de soutien envoyées à notre camarade emprisonné :
Du quartier Villejean à Rennes (Le CDHR de Villejean-Rennes) –page 6-
L'Union Locale des syndicats CFDT d'Aix-en-Provence (Le bureau de l'UL-CFDT) –page 6-
-HR n°502 –jeudi 3 juin 1976-
37e congrès de la CFDT
Motion contre la répression présentée par 70 syndicats –page 3-
-HR n°503 –vendredi 4 juin 1976-
Appel contre la répression –page 3-
Contre la répression, pour la libération de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques
26 juin : manifestation nationale à Paris –page 3-
-HR n°506 –jeudi 10 juin 1976-
Communiqué du SGEN-CFDT du secteur de Montargis contre la répression –page 3-
-HR n°507 –vendredi 11 juin 1976-
Soutien à Romain Le Gal :
De sidérurgistes lorrains (Des militants marxistes-léninistes dans la sidérurgie lorraine) –page 6-
De métallos parisiens (Section syndicale CFDT de la CGCT filiale d'ITT) –page 6-
De travailleurs hospitaliers (Section CFDT Hôpital Lariboisière) –page 6-
-HR n°508 –samedi 12 dimanche 13 juin 1976-
Nouvelle mesure arbitraire contre Romain Le Gal –pages 1 et 3-
-HR n°510 –mercredi 16 juin 1976-
Briser le complot du silence autour de Romain Le Gal –page 1-
-HR n°513 –samedi 19 dimanche 20 juin 1976-
Pour la libération de Romain Le Gal, ouvrier marxiste-léniniste et de tous les emprisonnés politiques
Manifestations (Annonce page 1) :
Samedi 26 juin 9h30 à Mairie d'Ivry et 16h30 à Nanterre ville (RER)
Dimanche 27 juin 10h au métro Basilique à St-Denis
Appel, de cinéastes pour la libération des emprisonnés politiques –page 3-
Soutien à Romain Le Gal :

Du rassemblement ouvrier organisé à Lyon par l'Humanité Rouge –page 6-
De 18 enseignants du CES de Dol de Bretagne –page 6-
Du CDHR Politzer (extraits) –page 6-
-HR n°514 –mardi 22 juin 1976-
Soutien à Romain Le Gal : Texte de la section SGEN du CES de Montoir, avec des syndiqués du SNES-SNI et des non syndiqués –page 6-
-HR n°516 –jeudi 24 juin 1976-
Liberté pour Romain Le Gal
26 juin : Journée d'action contre la répression –page 1-
150 postiers exigent la libération de Le Gal –page 1-
Liberté pour Romain Le Gal : conférence de presse de l'Humanité Rouge –page 3-
Meetings et manifestations contre la répression
Pour la libération de Romain Le Gal, ouvrier marxiste-léniniste et de tous les emprisonnés politiques
Levée immédiate des inculpations (liste) –page 3-
-HR n°517 –vendredi 25 juin 1976-
A l'action contre la répression ! –page 1-
Soutien à Romain Le Gal :
Du congrès constitutif d'Interco de Loire-Atlantique –page 6-
Du comité de soutien d'Angers –page 6-
Un exemple à suivre de nos camarades du 93 : Chœur parle contre la répression –page 7-
-HR n°518 –samedi 26 dimanche 27 juin 1976-
Les 26 et 27 juin : Unité et action contre la répression ! –pages 1 et 3-
Nouvelles protestations de syndicats CFDT pour la libération de Romain Le Gal –page 3-
-HR n°519 –mardi 29 juin 1976-
Succès des journées d'action pour la libération de Romain Le Gal –page 1 compte-rendu page 3 et photos page 8-
Message du Comité central du Parti communiste d'Allemagne marxiste-léniniste (KPD ML) –pages 1 et 3-
Succès des journées d'action pour la libération de Romain Le Gal :
Région parisienne, Rennes, Grenoble –page 3-
Nombreuses initiatives pendant les journées d'action pour la libération de Romain Le Gal
(photos page 8)
-HR n°520 –mercredi 30 juin 1976-
Appel Contre la répression –page 1-
Non, Romain tu n'es pas seul ! –page 3-
Aujourd'hui mercredi : Une délégation des comités de soutien rend visite à Romain Le Gal –page 3-
Voici l'histoire de l'ouvrier Romain Legal arrêté et emprisonné pour avoir combattu le système capitaliste (Dessins et textes) –page 7-
-HR n°521 –jeudi 1er juillet 1976-
En juillet et en Août : Pas de trêve Pour la libération de Romain Le Gal –page 1-
Soutien à Romain Le Gal :
De travailleurs de la Sécurité sociale
D'un cercle de Nice de la JCMLF
De l'Union locale CFDT de Corlaix
Six heures contre la répression à Clermont-Ferrand –page 6-
-HR n°522 –jeudi 8 juillet 1976-
La cour de sûreté de l'Etat maintient Romain Le Gal en prison –page 1-
Libérons Le Gal et tous les prisonniers politiques !
Romain Le Gal, ouvrier marxiste-léniniste, emprisonnée depuis le 12 avril :
Briser le complot du silence –page 7-
Parmi les témoignages de solidarité –page 7-
La répression nous l'écraserons –page 7-
A l'heure du laitier –page 8-
Un ouvrier marxiste-léniniste de Bretagne Romain Le Gal –page 9-
Solidarité populaire –page 10-
Des manifestations d'internationalisme prolétarien –page 10-
-HR n°523 –jeudi 22 juillet 1976-
Visant à justifier l'emprisonnement de Romain Le Gal : Les mensonges de Poniatowski –pages 1 et 5-
Un millier à Lorient –page 16-
Des nouvelles de Romain –page 16-
-HR n°524 –spécial mois d'août- 5 août 1976-

Liberté pour Le Gal ! ouvrier marxiste-léniniste, syndicaliste CFDT à Lorient et pour tous les emprisonnés politiques (HR) –auto-collant- page 5-
Les inculpés de Lorient parlent –page 16-
De nouveaux témoignages de solidarité –page 16-
La solidarité des marxistes-léninistes de Grande-Bretagne –page 16-
-HR n°525 –du 2 au 5 septembre 1976-
Contre la répression : Le mouvement de soutien à Romain Le Gal s'étend –page 3-
Une lettre de nos camarades de Lorient –page 3-
-HR édition spécial samedi 11 septembre 1976-
Romain Le Gal libéré, une première victoire –page 4-
-HR n°526 –jeudi 16 septembre 1976-
Romain Le Gal était là –page 3-
-HR n°550 –jeudi 21 octobre 1976- « Bilan de 5 mois de lutte pour la libération de Romain Le Gal (1) –page 3- à suivre
-HR n°551 –vendredi 22 octobre 1976- « Bilan de 5 mois de lutte pour la libération de Romain Le Gal (2) Compter sur ses propres forces » –page 3- à suivre
-HR n°552 –samedi 23 dimanche 24 octobre 1976- « « Bilan de 5 mois de lutte (3) Depuis la libération de Romain Le Gal – page 3-

Annexe 22 (du chapitre 7)

Contrairement au PCRml qui a rapidement soutenu la lutte contre les centrales nucléaires, le PCMLF-HR est passé du soutien au programme nucléaire à sa condamnation.

Liste d'articles de l'HR concernant le nucléaire

-HR n°259 –jeudi 2 mai 1975-
« Pour le programme nucléaire » (Raoul Quentin) –page 3-
-HR n°265 –mardi 13 mai 1975-
Appel aux militants CFDT : Oui à un programme nucléaire pour l'indépendance énergétique de la France (Des militants CFDT de Grenoble) –page 3-

-HR n°280 –jeudi 5 juin 1975-
« Des travailleurs Marxistes-Léninistes du Centre d'Études Nucléaire de Saclay sur :
Les révisionnistes du P « C »F et les centrales nucléaires –page 3-
-HR n°281 –vendredi 6 juin 1975-
« Le P'C'F et l'énergie nucléaire : les raisons d'un revirement » -page 3-
-HR n°301 –samedi 5 juillet 1975- « Contre les nuisances nucléaires » -page 4-
-HR n°323 –jeudi 11 septembre 1975-
Flamanville et Fontevrault : Des paysans décidés à ne pas se laisser expulser –page 3-

-HR n°472 –vendredi 16 avril 1976- « Note de lecture. Un dossier exemplaire « L'électronucléaire en France : par le syndicat CFDT des personnels de l'Énergie atomique –Éditions du Seuil- 1976- » page 7
-HR n°532 –vendredi 24 septembre 1976- « Pollution. La lutte contre la pollution nucléaire se développe » -page 6-
« Quels sont les risques que représente l'énergie nucléaire ? » -page 6-
-HR n°536 –jeudi 30 septembre 1976- « Le projet Super Phénix en question » -page 6-
-HR n°537 –vendredi 1er octobre 1976- « Le projet Super Phénix en question » (2) –page 6-
-HR n°560 –vendredi 5 novembre 1976- « Conditions de travail et industrie nucléaire ''Condamnés à réussir'' Un film à voir (Un lecteur de Saclay) –page 7-
-HR n°586 –jeudi 16 décembre 1976- « A propos des pollutions nucléaires à Grenoble : Un fléau qu'il faut combattre ! » -page 6-
-HR n°591 –jeudi 23 décembre 1976- « Projet super-Phénix : Seul le mouvement populaire peut lutter efficacement contre les dangers du nucléaire ! » -page 6-
-HR n°592 –vendredi 24 décembre 1976- « Les travailleurs du nucléaire en lutte défendent aussi les intérêts de la population » -page 4-

Annexe 23 (du chapitre 8)

Articles de l'HR sur les luttes contre les projets de centrales nucléaires (suite de l'annexe 22)

-HR n°632 –jeudi 24 février 1977- « Morestel (Isère) ‘‘Contre super-phénix : Légitime défense’’ » -page 6-
-HR n°634 –samedi 26 dimanche 27 février 1977- « Le profit maximum et le nucléaire » -page 8-
« Le capital monopoleur et l'industrie nucléaire » (Tableau) –page 8-
« Notre point de vue » -page 8-
-HR n°644 –samedi 12 dimanche 13 mars 1977- « Manifestation contre la centrale nucléaire à Flamanville » -page 3-
-HR n°674 –mardi 26 avril 1977- « Non aux centrales de la mort » -page 1-
-HR n°682 –vendredi 6 mai 1977- « Flamanville : Nouvelle action des habitants » -page 1-
-HR n°687 –vendredi 13 mai 1977- « Au rassemblement anti-nucléaire du Pellerin : Le stand HR très entouré » (Correspondant HR) –page 2-
-HR n°722 –jeudi 8 septembre 1977- « Usine de la Hague : En passe de devenir la plus grande poubelle nucléaire du monde » -page 4-
-HR n°724 –samedi 10 et dimanche 11 septembre 1977- « Nucléaire à tout prix » -page 1-
-HR n°753 –vendredi 21 octobre 1977- « Cruas-Meysse (Ardèche) Les habitants contre EDF » -page 3-
« Le PS et le nucléaire : Electoralisme oblige ! » -page 3-
-HR n°754 –samedi 22 et dimanche 23 octobre 1977- « Cruas-Meysse (Ardèche) Rassemblement national dimanche » -p.4-
-HR n°758 –vendredi 28 octobre 1977- « Cruas-Meysse (Ardèche) Succès de la manifestation du 23 octobre » -page 4-
-HR n°816 –mardi 31 janvier 1978- « Malakoff : Débat sur le nucléaire » (Communiqué de presse) –page 5-
-HR n°826 –mardi 14 févier 1978- « Le ‘‘tout nucléaire’’, c'est le ‘‘tout profit’’ –page 7-
« Derrière le nucléaire, les monopoles » -page 7-
« La potion magique des nationalisations » -page 7-
« Résolution du 3e congrès du PCMLF : Sur la politique nucléaire de la bourgeoisie » -page 8-
-HR n°852 -mercredi 22 mars 1978- « Une nouvelle brochure est parue ‘‘La question de l'énergie nucléaire’’ (annonce) –page 7-
HR n°867 –jeudi 13 avril 1978- « La Hague. La poubelle s'élargit : Après le Japon, la Suède, le gouvernement français vient de signer un contrat avec l'Allemagne » -page 8-
-HR n°873 –vendredi 21 avril 1978- « Nucléaire : le mépris des populations

- Bikini (USA). Les habitants vont être déplacés !
- Orléans. Le refus du stockage s'organise

-page 6-
-HR n°874 –samedi 22 dimanche 23 avril 1978- « Nucléaire : La guerre des trusts » -page 4-
-HR n°932 –mardi 19 septembre 1978- « Centrales nucléaires dans le Finistère : L'opposition grandit « -page 4-
« Ploumoguer et sa région : Répercussions de l'implantation d'une centrale » -page 4-
-HR n°938 –mercredi 27 septembre 1978- « Centrale de Plogoff ‘‘Les élus, on n'en veut plus’’ » -page 4-
-HR n°976 –mardi 21 novembre 1978- « Samedi à Quimper : 10 000 contre la centrale nucléaire de Plogoff » -page 5-
-HR n°993 –jeudi 14 décembre 1978- Bretagne d'aujourd'hui (4) « Du Pellerin à Plogoff
‘‘ Unité populaire contre la centrale’’ » (Yannick Dagorn) –pages 7-8-
« Notre Parti et le nucléaire » -page 8-

HR bimensuel :
-l'HR –bimensuel- n°2 –31 mars 13 avril 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°646-
« Flamanville (Manche) . Les paysans contre la centrale nucléaire. Entretien avec un paysan marxiste-léniniste » (Propos recueillis par Lucien Nouveau) -pages 22-23-
-HR –bimensuel- n°6 - 26 mai au 8 juin 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°694-
« Nucléaire : des arguments frappants » -page 27-
-HR –bimensuel- n°8 - 23 juin au 8 juillet 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°713-
« LE PELLERIN contre la centrale nucléaire, contre la répression : Victoire de la lutte de masse (*Jacques Duroc*) » -pages 17-18-
-HR –bimensuel- n°9 - du 9 au 23 juillet 1977 -Supplément à l'Humanité rouge n°714-
« Nucléaire : La course aux profits » -page 1- « -Energie nucléaire : La sécurité passe par la lutte (*Jean Nestor*) -page 5-
-HR –bimensuel- n°10 - du 24 juillet au 7 août 1977 -Supplément à l'Humanité rouge n°715-
« Rassemblement contre Super-Phénix (*Jean Nestor*) » -page 6-
« Energie nucléaire et surrégénérateurs » -page 7-
« Le capital monopoleur et l'industrie nucléaire » -page 7-
-HR –bimensuel- n°11 - du 8 août au 22 août 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°716-
« ***Nucléaire*** : Seule la lutte paie » (*Jacques Duroc*) -page 21-
« ***Malville*** (*De notre envoyé spécial*) :

--Marche sur Super-Phénix (*Jean Nestor*) -pages 22-23-
--La violence du pouvoir (Guy Lebreton) » -pages 22-23-
-HR –bimensuel- n°12 - du 18 août au 31 août 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°717-
« Éditorial : Les responsables de la violence » *(Guy Lebreton)* -page 5-
« MALVILLE : Les habitants racontent... », « Rafles et ratonnades », « Villages occupés par les CRS » -page 4-
« -Procés de Bourgoin: Aux ordres du pouvoir » (*Jean Nestor*), « Sévices et tortures » -page 6-
« Aprés Malville: Parmi la meute... » -*Lucien Nouveau*- (*Le PCF crache son venin contre la lutte des masses*) –page 7-
-HR –b- n°28 du 13 au 27 avril 1978- « Les luttes du nucléaire : Des luttes populaires » -page 25-

Janvier 1978 : Publication par le PCMLF de la brochure « **La question de l'énergie nucléaire** » (Jean Nestor) –Les Communistes Marxistes-Léninistes de France-

Cahier Rouge n°13 –janvier 1978- Résolution du 3e congrès du PCMLF **« Sur la politique nucléaire de la bourgeoisie** » -pages 32-33-

Annexe 24 (du chapitre 7)

Lip, c'est pas fini !

-HR n°438 du 28 février 1976 : « Le PCF et Lip : le mensonge ne paie pas ! » -page 5-
-HR n°440 du 3 mars 1976 : « Rencontre avec des travailleurs de Lip » -page 4-
-HR n°442 du 5 mars 1976 : « Intervention de milit ants CFDT Lip lors d'une assemblée générale » -page 5-
-HR n°443 du 6 mars 1976 : « Reportage. Avec les travailleurs de Lip : interview de Charles Piaget »
(De notre envoyé spécial) -page 5-
-HR n°465 –mercredi 7 avril 1976- « Lip : l'heure est à la riposte » –page 1-
-HR n°473 –samedi 18 dimanche 19 avril 1976- « Lip ''Toute une région se lève'' –page 1-
-HR n°475 –jeudi 22 avril 1976- « Lip (Besançon) ''On tiendra !'' » (Correspondant HR) –page 5-
-L'HR n°483 –mercredi 5 mai 1976- titre : « Les ''Lip'' réoccupent Palente » -page 1-
-HR n°484 –jeudi 6 mai 1976- « Lip : c'est reparti comme en 73 » -page 4-
-HR n°486 –samedi 8 dimanche 9 mai 1976-
Une provocation du PCF contre les Lip –page 3-
-HR n°487 –mardi 11 mai 1976- Lip : Journées « portes ouvertes »
Succès du rassemblement ouvrier et populaire -pages 1 et 3-
Communiqué du bureau régional de Franche-Comté de la CFDT –page 3-
-HR n°488 –mercredi 12 mai 1976- « Lip : journées portes ouvertes
Frayer la voie de l'unité à la base et dans l'action –page 4-
Motion adoptée à Lip le 9 mai –page 4-
-HR n°496 –mardi 25 mai 1976- « Lip : Popularisation de Besançon à Munich –page 5-
-HR n°564 –vendredi 12 novembre 1976- « Entretien avec un travailleur de Lip : contre les licenciements
Au seuil du 7e mois de lutte » -page 4-

Coordination des luttes : Griffet, Lip, infirmières…

« Griffet (Marseille) Jusqu'à la victoire ! (HR 482 –mardi 4 mai 1976) –page 5-
« Les ouvriers de Griffet impulsent une coordination des luttes » (HR n°483) pages 1 et 4-
« Marseille 14 mois de lutte chez Griffet (HR n°483) –page 4-
« Griffet (Marseille) Des initiatives prises à la base » (HR n°484) –page 4-
HR n°489 –jeudi 13 mai 1976- « Après le rassemblement de Lip samedi 8 et dimanche 9 mai
Pour une coordination nationale des travailleurs en lutte » -page 8-
-HR n°495 –vendredi 21 mai 1976- « Coordination des luttes et perspectives politiques » –pages 1 – 3-
-HR n°496 –mardi 25 mai 1976- « Ecoles d'infirmières : Pour une coordination nationale des luttes » -page 4-
« Ecoles d'infirmières de Nantes : Appel aux autres écoles » (Une élève infirmière de Nantes) -page 4-
-HR n°501 –mercredi 2 juin 1976- « Coordination des élèves infirmières : Qu'elle soit le reflet des luttes menées à la base » -page 4-
-HR n°507 –vendredi 11 juin 1976- « Besançon le 6 juin : La coordination nationale des entreprises en lutte est crée » -p.4-
-HR n°521 –jeudi 1er juillet 1976- « Le bureau national de la CFDT contre la coordination nationale des luttes » -page 5-
« Communiqué de presse de la coordination nationale des élèves infirmiers (ERES) réunis au Mans les 26 et 27 juin 1976 » -page 5-
-HR n°523 –jeudi 22 juillet 1976- « A propos de la Coordination nationale des entreprises en lutte :
Que veut la direction CFDT ? » (Luc Dacier) –page 9-

-HR n°525 –du 2 au 5 septembre 1976- « Clermont-Ferrand. SCPC : La coordination des luttes, une nécessité vitale (Cor HR) –page 4-
-HR n°527 –vendredi 17 septembre 1976- « Besançon : Coordination des luttes (1) Lettre ouverte à la CFDT » -page 4-
-HR n°530 –mercredi 22 septembre 1976- « Besançon : Coordination des luttes (2) Pour une pratique syndicale de classe » -page 4-
-HR n°552 –samedi 23 dimanche 24 octobre 1976- « Quelle coordination des luttes ?
1 – Interview de Roland Vittot de la CFDT-Lip » -page 4-
-HR n°554 –mercredi 27 octobre 1976- « Quelle coordination des luttes ?
2 – Tous ensemble et en même temps » -page 4-
-HR n°555 –jeudi 28 octobre 1976- « Quelle coordination des luttes ?
3 – Deux conceptions irréductibles » -page 4-
-HR n°571 –mardi 23 novembre 1976- « Faire avancer la coordination des luttes » -page 5-

Annexe 25 (du chapitre 8)

La crise de la sidérurgie…

-HR n°597 –mardi 4 janvier 1977- « Un cadeau de 3 milliards pour les monopoles de la sidérurgie » -page 1-
-HR n°598 –mercredi 5 janvier 1977- « La crise en Lorraine » -page 4- à suivre
-HR n°599 –jeudi 6 janvier 1977- « La crise en Lorraine (2) Les travailleurs immigrés parmi les plus touchés » -page 4- à suivre
-HR n°600 –vendredi 6 janvier 1977- « La crise en Lorraine (3) Eurofer où comment sauvegarder les profits » -page 4- à suivre
-HR n°602 –mardi 11 janvier 1977- « La crise en Lorraine (4) Eurofer, nationalisation : Dans les deux cas on veut faire payer les travailleurs » -page 7-
-HR n°603 –mercredi 12 janvier 1977- « La crise en Lorraine (5) Les dirigeants du PCF veulent faire ‘‘porter le chapeau’’ à la RFA » -page 7-
-HR n°605 –vendredi 14 janvier 1977- « La crise en Lorraine (6) Lutter classe contre classe, arracher la classe ouvrière au révisionnisme » -page 4-
-HR n°613 –vendredi 28 janvier 1977- « Lorraine : Tant qu'il y aura capitalisme, il y aura crise » (Un camarade sidérurgiste d'HFRSU –Hauts Fourneaux Réunis de Saulnes et Uckange-) –page 4-
-HR n°622 –jeudi 10 février 1977- « Quatorze mille licenciements dans la sidérurgie » -page 1-
-HR n°628 –vendredi 18 février 1977- « La crise en Lorraine : Pour le PCF : les nationalisations ? « Une rentabilité véritable au service de la nation » -page 4-
-HR n°634 –samedi 26 dimanche 27 février 1977- « Sidérurgie : Les nationalisations, une pomme de discorde » -pages 1. 3-
-HR n°662 –jeudi 7 avril 1977- « Thionville : Non à tout licenciement à Usinor ! » -page 1-
-HR n°666 –jeudi 14 avril 1977- « Usinor-Thionville : La colère gronde : Les directions syndicales freinent » -page 1-
-HR n°668 –samedi 17 et dimanche 18 avril 1977- « A Thionville comme à St-Ouen. Sidérurgistes, métallos : A l'action ! » -page 1- «Appel d'un militant marxiste-léniniste de l'usine, diffusé à la manif : Camarades d'Usinor-Thionville ! » -page 4-
-HR n°669 –mardi 19 avril 1977- « Sidérurgie Lorraine (1)Les données du problème » -page 3-
-HR n°670 –mercredi 20 avril 1977- « Sidérurgie : Pas un seul licenciement ! Du travail pour tous ! » -page 1-
« Sidérurgie Lorraine (2) Un responsable : le capitalisme » -page 3-
-HR n°671 –jeudi 21 avril 1977- « Licenciements en Lorraine : 15 000 manifestants à Paris ‘‘Union, action, occupation !’’ » -page 1-
« La sidérurgie à l'Assemblée nationale : les rats quittent le navire… » -page 3-
« Sidérurgie Lorraine (3) Le piège de la nationalisation » -page 3-
-HR n°672 –vendredi 22 avril 1977- « Sidérurgie Lorraine (4) Occupation des usines ! » -page 3-
-HR n°683 –samedi 7 dimanche 8 mai 1977- « Usinor – Thionville. L'occupation : Aux ouvriers de la décider ! » -page 1-
-HR n°691 –jeudi 19 mai 1977- « Usinor-Thionville : Les sidérurgistes à l'action » (De notre correspondant) –page 1-
-HR –bimensuel- n°18 -du 10 novembre au 23 novembre 1977-
« Sidérurgie Thionville : Pourquoi la crise ? » -pages 20-21-
« Extraits de l'amendement proposé par la section CFDT Usinor-Thionville » -page 21-
« Les enseignements de la lutte » (*Pierre Marceau*) -pages 20-21-
HR n°784 –vendredi 9 décembre 1977- « Usinor Thionville : La ligne des dirigeants CGT dénoncée » -page 8-

Annexe 26 (du chapitre 8)

Plan Barre, CFDT et luttes (voir aussi annexe 27) –liste d'articles de l'HR-

Le n°602 de l'HR du mardi 11 janvier 1977 annonce en une : « **Dans ce numéro, une brochure encartée (1ère partie) Pour un syndicalisme de classe et de masse. Halte aux manœuvres de division et aux attaques anticommunistes dans la CFDT** ».
Le n°603 de l'HR du mercredi 12 janvier 1977, publie la 2e partie de la brochure. Cette brochure se ra également diffusée avec le titre « A propos des manœuvres de division dans la CFDT » (voir HR n°609).
Pour l'HR n°604 –jeudi 13 janvier 1977- : « Barre menace : Les directions syndicales s'écrasent » -p.4-
HR 605 –vendredi 14 janvier 1977- « Des syndicalistes nous écrivent : A propos de la ''chasse aux sorcières'' dans la CFDT » -page 5-
Un encadré en page 3 de l'HR n°609 –vendredi 21 janvier 1977- fait l'autopromotion de la brochure « **A propos des manœuvres de division dans la CFDT** ». Le texte indique : « *Des dirigeants nationaux de la CFDT conduits par Edmond Maire, emboitant le pas aux pratiques des dirigeants CGT, développent une campagne d'attaques contre des organisations (UD, UL, syndicats, fédérations) et des militants de la confédération. Leur objectif, c'est de renforcer la main mise des partisans de l'Union de la gauche, et du parti socialiste en particulier sur la CFDT, dans le cadre de la bataille entre partis bourgeois pour les élections législatives de 1978. Plusieurs fois mis en cause à cette occasion par les textes du Bureau national, notre journal et les militants qui s'y réfèrent, attachés à l'essor d'un syndicalisme authentiquement de classe et de masse s'adressent aux travailleurs et à la masse des adhérents CFDT pour contrer ces manœuvres de division.* ».
HR n°610 –mardi 25 janvier 1977- « Les grèves de 24 h et l'expérience du mouvement ouvrier : Une grève est toujours une affaire sérieuse » -pages 1 et 4- Un encadré en page 3 annonce la tenue par l'HR d'un « Meeting vendredi 4 février à Rennes » Chômage… répression… promesses électorales,
Pourquoi les Communistes Marxistes-Léninistes disent :

Ni plan Barre, ni Programme commun !
- L'enjeu des municipales,
- Pour l'unité des ouvriers et des petits paysans,
- Tous unis contre la répression,
- En avant vers le Parti Marxiste-Léniniste Unique !

Plusieurs meeting sont programmés sur le mot d'ordre « Ni plan Barre, ni Programme commun ! » à Corbeil, à Lille…
HR n°611 –mercredi 26 janvier 1977- « Municipales : Les trotskystes partants pour la course aux strapontins » -page 3-
L'HR n°614 –samedi 29 dimanche 30 janvier 1977- écrit en page 4 : « S.I.R Trigano (Tournan)
CFDT : Encore une tentative pour liquider des délégués ».
L'HR n°616 du mercredi 2 février 1977, écrit : « Pourquoi de nombreux travailleurs s'opposent aux grèves de 24 h : Refus des grèves-bidon – Refus de la manipulation électoraliste » -page 4-
-Le jeudi 3 février 1977, Le Quotidien du Peuple (QDP) n°366 publie un article en page 5 : « **A la veille des municipales : Conseil National CFDT, un poids accru du réformisme !** (*Stéphane Raynal*) ».
L'article explique que ce CN de la CFDT « *c'est le Conseil du verrouillage et de l'attentisme* » que celui-ci « *a été marqué par les échéances électorales* » que « *La direction confédérale et sa majorité ont mis un verrou sur toutes les propositions allant dans le sens du développement des luttes* ».
Dans cet article, le rôle du CERES (courant du PS) à l'intérieur de la CFDT est critiqué. Le développement des luttes, le plan Barre sont des éléments importants dans les stratégies et les tactiques des partis de gauche et des directions syndicales CGT-CFDT, pour enfermer ces luttes dans l'électoralisme et le soutien à cette union de la gauche.
-L'HR n°617 –jeudi 3 février 1977- revient en page 5 sur « Les journées ''d'action'' de 24 heures » et déclare « Ne restons pas les bras croisés ».
-L'HR n°618 –vendredi 4 février 1977- déclare que « La réunion-débat ''Ni plan Barre, ni Programme commun !'' à Corbeil (Essonne) fut « Un succès encourageant » -page 6-
-HR n°620 –mardi 8 février 1977- « Encore à propos des récentes journées d'action » -page 4-
-HR n°621 –mercredi 9 février 1977- « Dans le cadre de notre campagne nationale ''Ni plan Barre, ni Programme commun'' Succès des meetings de Lille et de Rennes » -pages 1-3-6-
« Intervention centrale au meeting de Lille (extraits) » -page 3-
« Pour un courant syndical de classe : Luttons contre les manœuvres de division dans la CFDT » -page 4-
-HR n°624 –samedi 12 dimanche 13 février 1977- « Les journées d'action et les intentions révisionnistes » -page 6-
-HR n°625 –mardi 15 février 1977- « Congrès départemental du SGEN-CFDT de la Sarthe : Une victoire du courant de lutte de classe » (Correspondant HR Le Mans) –page 4-
-HR n°626 –mercredi 16 février 1977- « Schwinn (Hénin-Beaumont) Non à l'exclusion de Dominique Aliquot de la CGT » -page 4-
« A propos des ''journées d'action'' : Un cheminot nous écrit » -page 4-
-Vendredi 18 février : Le QDP n°379, informe : « 22e congrès de la CFDT Santé : une âpre lutte dont l'avenir de la

fédération est l'enjeu (*Stéphane Raynal*) ».

-HR n°628 –vendredi 18 fév 1977- « Préparation du congrès national du SGEN-CFDT : Développer la lutte de classe » -p.5-
« Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles 26 et 27 février 1977 » -page 6-
« L'Agence Nationale Pour l'Emploi (1) : Une arme contre les travailleurs au service des patrons » -page 8- à suivre
« Des employés de l'ANPE témoignent » -page 8-
-HR n°629 –samedi 19 dimanche 20 février 1977- « Préparation du congrès national du SGEN-CFDT. Il faut être clair : Non au Programme commun ! » -page 5-
« L'Agence Nationale Pour l'Emploi (2) : Pour la gauche, un instrument renforcé aux mains des monopoles » -page 8-
-HR n°634 –samedi 26 dimanche 27 février 1977- « La fièvre électorale s'empare de ‘‘ l'extrême-gauche'' » -page 3-
« A propos des grèves de 24 heures : Ce que nous voulons » -page 5-
-HR n°635 –mardi 1er mars 1977- « SETIM-NIMES : Les ouvriers ne feront pas les frais de la crise » Communiqué de la CFDT-SETIM –page 7-
-HR n°636 –mercredi 2 mars 1977- « Sur les problèmes de l'emploi : Les grandes manœuvres anti-ouvrières des états-majors syndicaux » (Correspondant HR) –page 4-
« A propos d'un tract du PCF : Travailler français et être exploiter français ! » -page 5-
« Assises contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles » -page 6-
-HR n°637 –jeudi 3 mars 1977- « Sescosem – Aix. Soutien aux travailleurs de la Sescosem : L'intervention des marxistes-léninistes » -page 5-
« Assises nationales contre la pollution industrielle et les maladies professionnelles : Un pas dans la lutte contre la pollution » -page 6-
-HR n°638 –vendredi 4 mars 1977- « Fougères, une année de lutte : Interview de travailleurs de Rehault »
« Les grands moments de la lutte » « La solidarité » « Les objectifs de la lutte et les acquis » -page 4-
« Foyer Sonacotra. Communiqué : Face aux attaques de la Sonacotra et ses alliés : 25 mois de lutte » -page 5-
« Congrès du SGEN. Entre tendance et fraction : Une confusion bien utile au PS » -page 5-
« Nantes : Ni plan Barre, ni Programme commun : Un assistance large à la réunion débat » -page 6-
-HR spécial 8 mars journée internationale des femmes : supplément au n°641 du mercredi 9 mars 1977 (4 pages)
-HR n°643 –vendredi 11 mars 1977- « Elections municipales : Communiqué du PCMLF » -pages 1 et 4-
-HR n°644 –samedi 12 dimanche 13 mars 1977- « Municipales. La démarcation essentielle : Non au plan Barre comme au Programme commun » -page 3-
-HR n°645 –mardi 15 mars 1977- « Municipales : Ce qui se prépare » -page 3-
« Éditorial : Voter ce n'est pas lutter » -page 1-

Le n°635 de l'HR annonçait en une : « Notre presse change : lire en pages 4 et 5 l'article de Jacques Jurquet et Suzanne Marty ». A partir du n°640, l'HR passe sur 4 pages. Au n°646 du mercredi 16 mars 1977, sera publié en plus du quotidien, un bimensuel de 1977 à 1980 soit 75 numéros.
HR bimensuel n°1 (supplément à l'HR n°646) -du 17 au 30 mars 1977- (journal des communistes marxistes-léninistes de france). Il deviendra bimensuel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste au n°41 -du 2 nov au 16 novembre 1978- . Le sous-titre en page 3 devient "Organe central du PCML" au n°50 du 5 au 19 mars 1979. Le bimensuel n°75 (HR 1202) du 17 au 30 avril 1980 annonce la dernière édition sous ce format et le lancement d'une nouvelle série de l'Humanité Rouge Hebdomadaire.

-13 et 20 mars 1977 : Les élections municipales confirment un rejet de la droite (même si Chirac est élu à Paris) et la victoire des partis de l'union de la gauche dans le pays. Les candidats écologistes font une percée qui les met dans certains cas « en position d'arbitre » pour le second tour. Des candidatures révolutionnaires, firent également de très bons scores.
Mais tout cela, ne fait que montrer l'enracinement des pires illusions sur 1978, sur le changement et les partis de l'union de la gauche, qui à ce moment là sont encore « unis ».
-HR n°646 –samedi 16 mars 1977- « Municipales : revue de la presse » -page 3-
« Congrès académique SGEN-CFDT (Montpellier) Une étape importante » –page 4-
-HR n°648 –vendredi 18 mars 1977- « Municipales : Ce dont la bourgeoisie a peur » -page 3-
-HR n°649 –samedi 19 dimanche 20 mars 1977- « Municipales. Au 2e comme au 1er : Ni plan Barre, ni Programme commun » -pages 1 et 3-
« Procès contre l'Alsthom-Savoisienne (St-Ouen) La section CFDT à gagné » -page 4-
-HR n°650 –mardi 22 mars 1977- « Municipales : Le sens d'un scrutin » -page 1-
-HR n°651 –mercredi 23 mars 1977- « Elections ou pas, les chômeurs se battent : Ils n'attendent rien des ‘‘zélus'' » -p.4-
-HR n°652 –jeudi 24 mars 1977- « Pour la gauche comme pour la droite, un grave problème : L'essor des luttes » -page 4-
-HR n°654 –samedi 26 dimanche 27 mars 1977- « Communiqué de la section syndicale CFDT de Corentin Celton » -p.4-
-HR n°655 –mardi 29 mars 1977- « Barre annonce : Austérité renforcée » -page 1-
« Hôpital Corentin Celton (Issy les Moulineaux) La direction recule. La lutte paye ! » -page 4-

-HR n°656 –mercredi 30 mars 1977- « Du changement ! Barre remplace Barre » -page 1-
-HR n°657 –jeudi 31 mars 1977- « Le congrès du SNES : A l'image de la bourgeoisie ''de gauche'' » -page 4-

Annexe 27 (du chapitre 8)

Les luttes, les "journées d'action" et le programme commun (liste d'articles de l'HR)

(Les négociations pour l'actualisation du Programme commun débuterons le 17 mai.)

Le n°659 de l'HR du samedi 2 et dimanche 3 avril 1977, annonce que « Le Programme commun fait peau neuve » -pages 1 et 3-.

-HR n°661 –mercredi 6 avril 1977- « Congrès du SGEN-CFDT : Une direction en difficulté » -page 4- (à suivre)
« Congrès SGEN-CFDT : Une étape importante de la lutte entre deux lignes » (Corr HR) -page 4-
-HR n°663 –vendredi 8 avril 1977- « Remise à jour du Programme commun : Inquiétude du PCF » -page 3-
« 11ème congrès de l'USAT (CFDT-PTT) : La ligne de soutien à l'union de la gauche ça passe mal » (D'après corr. D'un postier ML) -page 4-
« Alsthom St Ouen : L'ennemi nous attaque, c'est une bonne chose » (Correspondant HR) -page 4-
-HR n°664 –samedi 9 et dimanche 10 avril 1977- « Câbles de Lyon (Clichy) La direction veut liquider des militants syndicaux » -page 1-
« Congrès du SGEN-CFDT : Une opposition grandissante » (à suivre) –page 4-
-HR n°665 –mercredi 13 avril 1977- « 4ème congrès du SGEN-CFDT : Une volonté de lutte » -page 4-
-HR n°672 –vendredi 22 avril 1977- « Réactualisation du Programme commun : Les paroles et les actes » (Editorial) -page 1-
-HR n°673 –samedi 23 dimanche 24 avril 1977- « Plan Barre – Programme commun : Ils osent à peine promettre » -page 3-
« Marché d'Aligre (Paris 12e) Deux diffuseurs du Quotidien du Peuple inculpés » -page 3-
« Congrès de l'UD-CFDT des Bouches-du-Rhône. Classe contre classe : un courant qui se renforce » (Corr HR) –page 4-
-HR n°674 –mardi 26 avril 1977- « Mer du Nord : Le capitalisme pollueur » -pages 1 et 3-
-HR n°676 –jeudi 28 avril 1977- « Paris : procès de 2 camarades du PCR (ml) Verdict inadmissible ! » -page 3-
-HR n°677 –vendredi 29 avril 1977- « A propos des journées ''d'action'' » (Editorial) –page 1-
-HR n°678 –samedi 30 avril et dimanche 1er mai 1977- « 1er mai 1977 Journée d'unité et de lutte » -page 1-
-HR n°679 –mardi 3 mai 1977- « Premier Mai : Une volonté d'unité et de lutte » -pages 1 et 3-
« Sidérurgie Lorraine : Vers l'occupation » (Correspondant HR) –page 4-
« Alsthom Saint-Ouen : Solidarité pour la victoire ! » -page 4-
-HR n°681 –jeudi 5 mai 1977- « A propos des journées ''d'action'' : Appel à nos lecteurs » -page 4-
« Tenue prochaine du congrès des journalistes CFDT » -page 4-
-HR n°682 –vendredi 6 mai 1977- « Manifestations syndicales du 1er Mai : Le courant de lutte de classe se renforce » -page 4-
-HR n°683 –samedi 7 dimanche 8 mai 1977- « Echos du 1er Mai – Arles : La CFDT refuse de soutenir le Programme commun » -page 3-
-HR n°685 –mercredi 11 mai 1977- « Journées d'action Soutenir les revendications immédiates Intensifier la lutte politique » -page 4-
-HR n°686 –jeudi 12 mai 1977- « 24 mai, nouvelle journée d'action bidon : Organisons des luttes efficaces » -page 1
« Alsthom St-Ouen : Vers un durcissement ? » -page 4-
-HR n°691 –jeudi 19 mai 1977- « Angers. Autour de notre brochure : « A propos des manœuvres de division dans la CFDT » (Correspondant HR) –page 4-
-HR n°693 –jeudi 26 mai 1977- « Le 24 mai des millions de travailleurs ont exprimé leur mécontentements : Et maintenant ? » -page 1-
-HR n°695 –samedi 28 et dimanche 29 mai 1977- « Section de l'administration centrale (SGEN-CFDT) : Classe contre classe ! » -page 4-
-HR n°697 –mercredi 1er juin 1977- : « Lip : ça repart « On fabrique, on vend, on se paie » -page 1-
-HR n°724 –samedi 10 et dimanche 11 septembre 1977- « Réflexions sur un stage syndical CFDT » -page 4-

Annexe 28 (du chapitre 8)

« *Le 28 novembre 1977, après de longs débats, les Lip créent six coopératives (des SCOP) dont Les Industries de Palente, perpétuant sous forme d'acronyme le nom de LIP jusque dans les années 1980. La SCOP Les Industries de Palente est transformée en SARL en 1983, rachetée en 1986 par la Société Mortuacienne d'Horlogerie, SMH Kiplé, qui est à son tour mise en liquidation en 1990.* »
(source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Lip#L.27apparente_victoire_des_Lip)

" *En 1990, Jean-Claude Sensemat, industriel du Gers, acquiert la marque horlogère auprès du tribunal de Besançon et*

tente de la développer avec une approche marketing plus moderne.

En 2002, Jean-Claude Sensemat signe un contrat de licence mondiale de Lip avec Jean-Luc Bernerd qui créé à cet effet La Manufacture Générale Horlogère (MGH) à Lectoure dans le Gers.

En 2007, 1,2 million de montres frappées du logo LIP ont été écoulées.

Le studio de conception et le SAV sont en France mais la production a été confiée à un partenaire (FIZZ Watches) implanté à Hong Kong. La marque n'emploie plus que 50 personnes et Jean-Luc Bernerd cherche à adosser LIP à un autre groupe ou trouver un nouvel investisseur.

En 2015, la Société des montres bisontines (SMB) signe un accord de 10 ans avec la Manufacture Générale Horlogère (MGH) pour à nouveau assembler des montres Lip à Besançon »

-source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Claude_Sensemat -

Voir aussi : L'aventure des Coopératives LIP : Note écrite par Raymond Burgy et Charles Piaget en 2007

Annexe 29 (du chapitre 8)

-HR n°726 –mercredi 14 septembre 1977- « Après le jugement du tribunal de Besançon. Les Lip : ‘‘on continue’’ » -page 1-
-HR n°753 –vendredi 21 octobre 1977- « LIP : Ils veulent continuer la lutte » -page 4-
-HR n°757 –jeudi 27 octobre 1977- « Le PCF et la lutte des LIP : Contraint de changer de masque » -page 4-
-HR n°762 –vendredi 4 novembre 1977- « Tours : 250 personnes saluent les Lip » -page 4-
-HR –bimensuel- n°17 -du 27 octobre au 9 novembre 1977- Supplément à l'Humanité rouge n°757-
« *LIP* : Le tournant » (*Jacques Duroc*) -page 20-
« Le PC et les LIP » -page 20-
-HR –bimensuel- n°18 -du 10 novembre au 23 novembre 1977- : « Un moment crucial de la lutte : Soutenir les LIP » (Yves Lepic) –page 17-
-HR n°767 –mardi 15 novembre 1977- « Lip : Le tournant » -page 1-
-HR n°771 –samedi 19 et dimanche 20 novembre 1977- « Coopérative, gestion démocratique, autogestion… ILLUSIONS » (Editorial) –page 4-
-HR n°783 –jeudi 8 décembre 1977- « LIP : Une lutte très convoitée » -pages 1 et 4-

Annexe 30 (du chapitre 8)

HR n°767 –mardi 15 novembre 1977- « Lip : LE TOURNANT » -page 1-

« Les LIP ont en fin de compte adopté la semaine dernière le projet en discussion depuis près d'un mois et dont la première phase consiste dans le rachat des "actifs" : terrain et bâtiments par la ville, stock, et matériel par les LIP, notamment par vente accélérée des montres encore disponibles et appel à la souscription.

Cela constitue un tournant : l'entreprise qu'ils mettront ainsi sur pied sera régie par les lois du capitalisme ; une différenciation s'y opérera inéluctablement au détriment de l'unité remarquable qui caractérisait jusqu'ici la lutte des LIP.

Ceux-ci se sont engagés d'ailleurs sans enthousiasme dans cette "aventure". Ceux qui ont voté contre le projet (plus de 15 %) comme ceux qui ont voté pour sentent bien que le terrain n'est plus le même ; lorsqu'il s'est agi de désigner le collectif qui dirigera l'exécution, les LIP ont en fait fixé leur choix à l'aide d'autres critères ; s'ils ont exigé unanimement la présence d'au moins un de leurs "dirigeants historiques", Piaget ou Vittot, ils sont loin d'avoir accordé une large unanimité aux douze qui ont été retenus sur la liste proposée ; il n'y aura pas de femmes dans ce collectif et c'est sur un ingénieur (d'ailleurs conseiller municipal et membre du CERES) que s'est porté le plus grand nombre de voix. On le voit, les LIP ont choisi en fonction de critères bien plus "techniques" : autrement dit, la capacité à gérer en système capitaliste.

« L'engagement individuel » demandé à tous ceux qui veulent participer au projet sera sans aucun doute signé par la plupart, mais bien plus qu'une approbation du projet, cela traduit la volonté des LIP de rester ensemble.

S'ils ont été amenés à s'engager dans une telle voie, à adopter ce genre de solution, c'est en effet pour trois raisons que nous avons dès le début soulignées telles qu'elles avaient d'ailleurs été exposées devant l'assemblée générale le 18 octobre dernier :

- d'abord, justement cette volonté de continuer, de ne pas baisser les bras.
- ensuite, le fait que les moyens de subsistance (indemnités ASSEDIC et stock de montres) n'étaient pas éternels.
- enfin, le fait qu'il n'avait pas été possible d'imposer à nouveau par la force (d'instaurer pour cela un rapport de force suffisant) la seule solution en système capitaliste : un emploi pour tous avec « un patron et du capital ».

Les LIP ont fait tout ce qui leur était possible. Si aujourd'hui il sont acculés à cette impasse, pour nous cela ne fait aucun doute : la responsabilité en incombe totalement aux directions au plus haut niveau de la CGT d'abord, mais aussi de la CFDT qui ont de fait brisé l'élan de solidarité massif des travailleurs à l'égard des LIP : leurs formes de lutte n'hésitant par a briser le carcan de la légalité bourgeoise et leur pratique constante de la démocratie prolétarienne avaient soulevé

l'enthousiasme des prolétaires, et en même temps la réprobation, l'hostilité voire la haine de dirigeants au contraire attachés au respect des lois bourgeoises dont ils se serviront aussi demain si la gauche vient au pouvoir ; de tels dirigeants craignent par dessus tout la pratique de la démocratie prolétarienne qui les remet inéluctablement en cause.

C'est ainsi que les LIP avaient construit leur unité : dans la lutte, par la lutte et pour la lutte contre les exploiteurs ; c'était l'envers de celle que pratiquent entre eux les états-majors syndicaux pour soumettre les travailleurs à leurs propres objectifs : détourner leur volonté de combat, hier pour soutenir le Programme commun et l'Union de la gauche, aujourd'hui pour que cette union se replâtre : dans tous les cas, pour servir les projets de gestion du capitalisme des divers partis dits de gauche.

Pour avoir renoué avec des formes et méthodes de lutte prolétariennes, pour avoir réouvert cette voie dans laquelle il est plus que jamais nécessaire que s'engage le mouvement ouvrier (celle de la lutte classe contre classe, de l'unité à la base et dans l'action, celle qui refuse la soumission aux états-majors syndicaux liés à des partis bourgeois), la lutte des LIP est d'ores et déjà et quoi qu'il advienne, une grande et riche expérience pour toute la classe ouvrière de France et au-delà.

En ces temps difficiles pour les LIP et pour tous les travailleurs, les partis de gauche aussi sont pressés d'en finir avec cette lutte et ce qu'elle représente ; ils sont aussi plus avides d'en tirer un profit qui parait plus facile à prendre : cette grande popularité des LIP, l'attachement des travailleurs à leur lutte, voilà un enjeu sérieux qui se chiffre en nombre de voix en cette période de préparation des législatives.

L'offensive du PCF est à cet égard des plus révélatrices ; L'Humanité dimanche, Secours Populaire français, France-nouvelle : tout y passe pour saluer la lutte exemplaire des LIP qu'hier encore ils insultaient. Un tract diffusé récemment aux portes de l'usine de Palente montre clairement les intentions : il y est dit en substance : « *Votre projet, ça ne peut pas marcher avec la droite au gouvernement... en plus le PS vire à droite, alors...* » alors il ne reste plus qu'à voter PC en 1978 ! Un tract CGT vient compléter cela en « tenant compte des résultats du vote » sur le projet : s'attribuant avec la plus grande audace les mérites des succès passés, la CGT y clame qu'elle a toujours été du côté des travailleurs et les a constamment soutenus ; elle prend noblement ses distances avec le projet sur la base des risques effectifs de liquidation de la lutte qu'il représente : responsable pour une large part des difficultés actuelles, elle n'hésite pas a en accuser les autres ! Elle se propose tout simplement de rassembler sous sa houlette ceux que le projet ne satisfait pas ! On ne peut guère imaginer de manière plus cynique de tirer profit des difficultés qu'on a soi-même grandement contribué à créer.

Le PS, bien sûr, n'est pas de reste, surtout par CERES interposé (présent à Palente).

Tout cela donne une idée de la bataille politique ouverte autour des LIP, à la faveur de leurs difficultés : autant d'écueils supplémentaires pour ces derniers, plus sournois que les opérations de police, car tout cela se passe en coulisse, aux cris de "Vive les LIP ! ".

Mais c'est en même temps une occasion d'encore mieux comprendre et révéler la nature des projets des partis de l'Union de la gauche, à quel points ils sont fondamentalement contraires aux intérêts des travailleurs au même titre que ceux de tout parti bourgeois, à quel point il est urgent et vital pour le mouvement ouvrier d'échapper au contrôle de ces partis et de combattre pour que ses organisations en soient indépendantes. »

Annexe 31 (du chapitre 8)

HR n°783 –jeudi 8 décembre 1977- « LIP : Une lutte très convoitée » -pages 1 et 4-

Samedi et dimanche, ce sont des milliers de travailleurs qui, une fois de plus, ont témoigné de l'intérêt et de l'attachement qu'ils ont pour la lutte des Lip. Lutte longue et opiniâtre contre tout licenciement, recourant à des méthodes efficaces, s'appuyant sur une large démocratie et l'unité construite entre tous, syndiqués ou non. Les Lip, ce sont ceux qui avaient osé rompre le carcan de la légalité bourgeoise, qui avaient osé en finir avec les décisions imposées du sommet et l'unité de façade entre états majors.

Oui, les travailleurs peuvent vaincre en comptant sur eux-mêmes !

Dans leur lutte, les Lip ont dû affronter les patrons, l'appareil d'Etat capitaliste (sa justice et ses flics) et aussi l'hostilité, voire la haine de ceux, comme Krasucki, qui se voyaient déboulonnés de leur piédestal par cet exemple.

Tous les espoirs de 68, les travailleurs les retrouvaient dans la lutte des Lip.

Mais, Marchais et ses semblables qui disent "plus jamais ça" en parlant de 68, y retrouvaient toutes leurs inquiétudes. Les hommes de l'Union de la gauche ont toujours combattu les luttes des travailleurs qui échappaient à leurs combinaisons politiciennes. Quand les Lip avec d'autres ont mis en place la coordination des luttes si nécessaire pour développer le rapport de force, ils se sont heurtés aux pressions, aux invectives des chefs syndicaux qui sont allés jusqu'aux exclusions pour détruire la coordination. Isolés, les Lip n'ont pu instaurer un rapport de force suffisant pour arracher à nouveau la victoire.

C'est ce moment difficile qu'ont choisi les insulteurs de Lip, pour découvrir des mérites à leur lutte. Avec les élections qui approchent, les voilà qui multiplient les efforts pour mettre la main sur le capital (en nombre de voix) que représente une lutte qui bénéficie d'une telle sympathie parmi les travailleurs ! C'est ainsi qu'on a pu voir le PCF se proclamer champion de l'autogestion et de la démocratie.

Quant à Chérèque, dirigeant de la FGM CFDT, chaud partisan de l'orientation qui vise à utiliser les syndicats

comme un instrument pour porter les partis de gauche au pouvoir et adversaire résolu de la coordination, le ferme soutien qu'il venait apporter ce week-end avait un goût amer.

Les 3 et 4 décembre, les Lip ont présenté un film en cours d'achèvement qu'on pourra bientôt se procurer : une heure qui retrace les multiples formes de la lutte en 1976. Ils ont aussi animé de nombreux débats où les questions étaient nombreuses sur le projet de coopérative.

A ce sujet, l'écueil serait de croire qu'il est possible de construire, en un lieu donné, de nouveaux rapports sociaux, plus égaux, dans le cadre du système capitaliste :
car, dans un tel système, les rapports ne peuvent être que de lutte entre exploités et exploiteurs, entre classes antagoniques, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste, et il en sera encore ainsi que ce soit la droite ou la gauche qui soient au pouvoir, y compris dans le cadre de l'entreprise qui naîtra peu à peu du projet Lip. Le danger, c'est celui de voir la lutte des Lip servir l'idée qu'il est possible d'aménager le capitalisme, de le transformer de l'intérieur et que les travailleurs n'ont pour cela qu'à déléguer tout pouvoir de décision à des députés ou chefs syndicaux.

Nous avons confiance que les Lip, enrichis par tant d'expérience et avec eux tous les travailleurs, ne se laisseront pas berner par ceux qui insultaient hier et applaudissent aujourd'hui.

Annexe 32 (du chapitre 8)

L'éditorial de *Gabrielle Ferréol* (FR n°128 du 17/10/1974 page 2) :

« **21ème Congrès du P"C"F: jusqu'ou ira Marchais ?**

éditorial

Les rebuffades de Marchais

Au moment où le PS, avec ses « Assises » du socialisme des 12 et 13 octobre, occupait le devant de l'actualité politique, Marchais s'est mis en vedette en accusant publiquement de déloyauté ses alliés de l'Union de la gauche : « Constatons, a-t-il déclaré, que le parti socialiste, les radicaux de gauche, par leur comportement, vont dans le même sens que les représentants des monopoles et que « rééquilibrer la gauche » signifie prendre des voix aux communistes… Or, dans les élections on a vu dès le premier tour le candidat socialiste, le radical de gauche, mener campagne sur le thème qu'ils étaient les mieux placés pour battre la droite ».

A l'origine de ces rebuffades, il y a le recul net du P « C » F aux dernières élections : dans 5 circonscriptions sur 6, il perd des voix et en Dordogne, le candidat P « C » Péron, ne récupérant pas au second tour les voix de son collègue radical, est battu de peu par un UDR. Par contre, avec l'apport massif des voix P « C » F, le PS et les radicaux de gauche enlèvent chacun un siège. Dans l'ensemble, le PS accroît sensiblement son influence électorale. S'agit-il d'une simple mésaventure électorale ? Certainement pas. La cascade de communiqués officiels du P « C » F, d'articles dans « l'Huma », etc… montrent qu'à travers ce fiasco électoral, le P « C » F, à la veille de son XXIe Congrès extraordinaire, se trouve confronté à une sorte d'impasse.

A qui vont les bénéfices du Programme commun ?

Depuis la signature du Programme Commun, il est clair que le PS est le principal bénéficiaire électoralement de l'affaire. Alors que Defferre aux présidentielles de 69, avait recueilli 5% des voix, le PS arrive maintenant à rassembler souvent plus de 20% des voix. Dans le même temps, les scores électoraux du P « C » F stagnent, ou comme maintenant régressent.

Toute la tactique de Mitterrand, à partir du Congrès d'Epinay, a consisté en effet à redonner une virginité de « gauche » au vieux parti social-démocrate SFIO, alors largement discrédité et squelettique. Et pour y arriver, l'un des principaux moyens à consisté à conclure l'accord du Programme Commun avec le P«C»F. Marchais le sait bien quand il demande : « Qui a tiré le parti socialiste du marais de la collaboration de classe ? ». Traduisez : qui a permis au parti socialiste d'escamoter son passé de parti bourgeois ? Il répond, c'est le P« C »F.

Le PS ainsi s'est servi et se sert du P « C » F, de son alliance avec lui, pour retrouver une base électorale large et devenir, électoralement, le premier parti de « gauche ». Mitterrand ne s'en est jamais caché, du moins auprès de ses compères « socialistes » : « notre objectif fondamental, c'est de faire la démonstration que sur 5 millions d'électeurs communistes, 3 millions peuvent voter socialiste.», le lendemain même de la signature du Programme Commun.

Le PS parti charnière maître du jeu

Car le PS joue sur deux tableaux : d'une part en tant que vieux parti bourgeois qui inspire entière confiance à la bourgeoisie, qui a depuis longtemps su la servir avec zèle (répression des mineurs en 1948, guerre d'Algérie avec Guy Mollet) et qui conserve intact son réseau de notables réactionnaires, il est en mesure de rassembler tout un électorat bourgeois, petit bourgeois, réactionnaire qui, par de vieux réflexes se méfie encore du P « C » F.

D'autre part, parce qu'il s'est allié au P « C » F et qu'il a su rénover sa façade décrépite avec des thèmes comme l'autogestion et une phraséologie d'allure révolutionnaire, il s'est donné les moyens d'illusionner et de drainer des électeurs qui aspirent à des changements profonds, qui se posent la question du socialisme. En ce sens il tend à apparaître comme plus révolutionnaire que le P « C » F et à entamer son influence.

Ainsi reconstitué et avec Mitterrand comme figure de proue, propulsé par deux fois aux présidentielles, avec l'aide du P « C » F, le PS apparaît bien maintenant comme le premier parti de « gauche ». Bien plus, tout indique qu'une fois porté au gouvernement par une majorité de « gauche », il a désormais les moyens de jouer le rôle de parti charnière, libre de maintenir ou de rompre l'alliance avec le P « C » F en fonction des intérêts de la bourgeoisie. Lecanuet, récemment avait appelé les socialistes à se séparer du P « C » F et à rejoindre les centristes.
Giscard semble prêt à recevoir Mitterrand à l'Elysée pour discuter entre politiciens bourgeois, sur la façon de gérer au mieux la crise. Toute une série de gaullistes en mal de reclassements, tels que Jeanneney, Pisani, Delors, Léo Hamon qui ont assisté aux « Assises » regardent du côté du PS. Autant de moyens à la disposition du PS pour rompre, si besoin est, son alliance avec le P « C » F et former autour de lui une nouvelle majorité.

Le P « C » F prisonnier de l'alliance avec le PS
Mais, malgré ses rebuffades, le P« C »F, lui, n'a aucun moyen, dans la situation actuelle, de rompre l'alliance du Programme Commun. Depuis des années et des années, à partir du moment où la ligne révisionniste l'a emporté irréversiblement dans le P « C » F, où la voie révolutionnaire a été définitivement étouffée, le P « C » F s'est efforcé d'enfermer la classe ouvrière dans le carcan de sa logique révisionniste : en France, il n'est pas possible, il ne faut pas faire la révolution pour instaurer le socialisme. Seule une victoire électorale permettra de passer à une étape transitoire (« démocratie avancée ») « ouvrant la voie au socialisme ». Mais comme le P « C » F ne peut espérer , à lui seul obtenir la majorité électorale, il doit nécessairement s'allier à des partis de « gauche ». Ainsi l'alliance avec le parti socialiste présentée pendant des années comme le seul débouché politique possible à la classe ouvrière, ne peut pas, une fois conclue, être remise en cause à la légère : ce serait bouleverser tout le système d'illusions pacifistes, électoralistes, déployé depuis des années par le P « C » F.

La logique de la dégénérescence révisionniste
Au contraire, la logique de l'évolution du P « C » F révisionniste l'amène à renoncer toujours plus avant, dans ses propositions politiques, à tout ce qui risquerait d'être interprété comme un reste de velléité révolutionnaire. Cet alignement de plus en plus servile sur les positions du réformisme bourgeois, le P « C » F y est nécessairement conduit, à la fois pour obtenir que la social-démocratie accepte de s'allier avec lui, pour apparaître à la bourgeoisie comme un candidat honnête à la gestion de ses affaires et enfin pour tenter d'élargir au maximum son électorat. Ainsi le P « C » F, s'est condamné à faire les frais du renflouement du PS. Non seulement parce que, avec la signature du Programme Commun, il a donné une caution de gauche à la vieille SFIO, non seulement parce qu'il a mis son potentiel de militants au service du PS, mais aussi parce que en avilissant toujours d'avantage l'idée du socialisme et les moyens d'y parvenir, le P « C » F a permis à la social-démocratie d'apparaître à bon compte, par comparaison, comme une force de gauche, et même porteuse d'un projet révolutionnaire…

XXI e Congrès : plus question de socialisme !
Les thèses du prochain Congrès extraordinaire du P « C » F marquent un pas de plus dans cette évolution, sur trois points principaux. D'une part, il s'agit de proclamer officiellement que le P « C » F renonce de fait, même en paroles, à l'objectif du socialisme, que la démocratie avancée – la réalisation du Programme Commun – ne mène pas du tout au socialisme. « Il ne s'agit pas de socialisme, a déclaré Marchais, pas non plus de commencement de la construction du socialisme. Il s'agit de réformes démocratiques »., Et d'ajouter : « La démocratie que nous voulons n'est pas conçue comme pour aller plus loin ».
Avec ce genre de « réformes démocratiques » d'où est évacuée toute idée de socialisme, le P « C » F compte se rendre acceptable par pratiquement toutes les classes sociales : « Fixons-nous une limite, à ce rassemblement ? Notre réponse est catégorique : Non, aucune limite, à l'exception de la poignée de féodaux de France » où devrait ce retrouver au coude à coude patrons et ouvriers, exploiteurs et exploités. Entre dans ce cadre l'alliance avec des courants politiques réactionnaires comme le gaullisme : « Je le dis en pesant mes mots : nous tenons le rapprochement avec les travailleurs et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de l'Union du Peuple de Français qui est notre objectif ».

L'emprise du révisionnisme devient plus fragile
Mais cette fuite en avant, pour se transformer en grand parti de réformes abandonnant toute référence même formelle, au socialisme, en un parti fondé ouvertement sur la collaboration de classes, cette fuite en avant, irréversible affaiblit son audience, sape la cohésion du P « C » F. Alors que le PS peut se permettre une certaine phraséologie révolutionnaire, qu'il tient aux « Assises du socialisme », parle de société socialiste à construire, le P « C » F, lui axe son Congrès extraordinaire, en fait, autour du thème : « Il ne s'agit pas de socialisme ». En une période où s'affirment les aspirations révolutionnaires des masses, c'est un handicap important qui freine sa capacité à duper les masses et laisse du champ à l'offensive démagogique du PS. Au sein même du P « C » F, cette fuite en avant tend à approfondir les doutes, à multiplier le désarroi. D'une part, pour de nombreux militants se pose la question : à quoi bon, pour aboutir à l'union de la gauche, avoir capitulé de concessions en concessions face au Parti Socialiste, pour se retrouver finalement affaibli ?
Tout a été sacrifié au nom de l'efficacité électorale : mais cette politique électoraliste elle-même aboutit à des échecs électoraux.

A partir de là, il devient plus difficile de faire avaler les nouvelles concessions : l'abandon du socialisme ! Mais alors, quelle est la raison d'être du Parti qui se prétend encore communiste ? L'alliance avec les Petits et Moyens Entrepreneurs ? Comment l'accepter au moment où, tant de PME jettent leurs ouvriers au chômage ? L'alliance avec les gaullistes ? Mais alors, comment oublier Mai 68, où les travailleurs ont massivement contesté De Gaulle, sa politique et l'ensemble des politiciens gaullistes. A coup sûr, de nombreux travailleurs adhérents ou proches du P « C » F qui aspirent sincèrement à des changements révolutionnaires, posent ces questions et entrent en contradiction avec le projet du 21e Congrès.
Marchais a beau se rebiffer, affirmer : « il faut absolument un Parti Communiste fort, influent, actif » pour rassurer tous ceux qui doutent de plus en plus de la capacité du P « C » F à mener les travailleurs à leur émancipation. Cet appel sonne creux. Il ne peut empêcher que malgré son apparente force numérique, financière, électorale, etc…, le P « C » F ne soit profondément rongé, miné par la contradiction entre sa politique de plus en plus ouvertement réformiste et la montée des aspirations révolutionnaires des masses.

Le 21e Congrès – malgré son côté spectaculaire – ne doit pas faire illusion. Le P « C » F prépare ce Congrès dans un climat où perce le désarroi de nombre de ses militants. Il faut débattre largement avec eux et avec les masses des nouvelles orientations du P « C » F, pour les dénoncer et pour tracer les perspectives révolutionnaires. C'est un moyen important pour accélérer la décomposition et à terme l'élimination du parti révisionniste. C'est un moyen important pour engager de nouveaux travailleurs jusque là paralysés par le P« C »F, dans l'action révolutionnaire. » (*Gabriel FERREOLE*).

Annexe 33 (du chapitre 8)

L'exclusion de la section CFDT Lyon-Gare

C'est par une lettre du Bureau Départemental, datée du 28 septembre 1977, que les 20 membres de la Commission Exécutive de la section CFDT de Lyon-Gare, élue depuis le 16 janvier 1977, apprennent leur exclusion du Syndicat.
Cette exclusion, et la bataille contre celle-ci fera l'objet de plusieurs articles dans la presse militante et naturellement dans celle des ML.
L'HR publiera plusieurs articles sur le sujet :
-HR n°744 –samedi 8 et dimanche 9 octobre 1977- « Lyon-Gare-Centre de tri : Vague d'exclusion à la CFDT » -pages 1 et 4-
-HR n°753 –vendredi 21 octobre 1977- « Centre de tri, Lyon-Gare, section CFDT : Réactions après l'exclusion de la commission exécutive » -page 4-
-HR n°761 –jeudi 3 novembre 1977- « Section CFDT centre de tri PTT Lyon-Gare : Dossier sur l'exclusion des 20 membres de la commission exécutive » -page 4-
-HR n°768 –mercredi 16 novembre 1977- « Affaire de la section CFDT/tri Lyon-Gare : Une bataille politique » -page 4-

Georges (ou Jorge) Valero, secrétaire de la section CFDT Lyon-Gare fait évidemment partie des exclus.
Dans une brochure éditée par La Digitale en mars 1989, Jorge Valero revient sur cet épisode, sous le titre « **Ni Dieu, Ni Maire –De Charléty aux moutons noirs. De l'autogestion (1968) à la cogestion (1988) 20 ans de dérive CFDT** ». Dans cette brochure, Valero donne des éléments sur le processus et le contexte de l'exclusion de la section dans les chapitres :

1 – De Charléty à Palente (pages 9 à 18)
2- La grande grève de 1974 (pages 19 à 26)
3- Notre exclusion (pages 27 à 32)
4- La bataille contre notre exclusion (pages 33 à 36)

Les chapitres 5 – 6 – sont intitulés respectivement :

5- Et maintenant que vais-je faire ?
6- Où en sommes-nous aujourd'hui ?

La brochure de 48 pages se termine par un chapitre intitulé « En guise de conclusion provisoire ».
Les réflexions de Valero dans cette brochure, nous montres aussi les limites de l'analyse du courant anarcho-syndicaliste défendu par celui-ci. Une des faiblesses de l'opposition à la ligne de la direction de la CFDT, c'est sa grande division qui est la conséquence du manque de cohérences, de visions stratégiques et politiques globales. C'est aussi l'absence d'une analyse claire vis-à-vis des idées développées par la « deuxième gauche » et notamment l'autogestion.

Un livre retraçant le parcours militant de Georges Valero a été publié en 2009 par Christian Chevandier, aux éditions Les Belles Lettres, sous le titre « **La fabrique d'une génération. Georges Valero, postier, militant et écrivain** ».

Annexe 34 (du chapitre 8)

-HR n°740 –mardi 4 octobre 1977- « Propositions syndicales : Quelle union et quelle action ? » -page 4-
-HR n°744 –samedi 8 et dimanche 9 octobre 1977- « Lyon-Gare-Centre de tri : Vague d'exclusion à la CFDT » -p.1-4-

« Bourg-en-Bresse : Licenciement d'un délégué CFDT du Crédit Lyonnais » (corr HR) –page 4-
-HR n°745 –mardi 11 octobre 1977- « Syndicat CFDT du nucléaire. Le programme nucléaire français : de la démence » -page 2-
« Orléans Hôpital de la Source : Mobilisation contre le licenciement d'un délégué CFDT (Communiqué de la cellule Olga Bancic de l'Hôpital de la Source du PCMLF) –page 4-
« Hôpital de Quimper : Nouvelle tentative d'exclusion de la CFDT » -page 4-
-HR n°746 –mercredi 12 octobre 1977- « Maire s'inquiète » -page 4-
-HR n°749 –samedi 15 et dimanche 16 octobre 1977- « Meeting à Paris contre les mesures Stoléru ''*Quand une partie de la classe ouvrière est esclave, toute la classe ouvrière est esclave* » -page 4-
-HR n°753 –vendredi 21 octobre 1977- « Centre de tri, Lyon-Gare, section CFDT : Réactions après l'exclusion de la commission exécutive » -page 4-
-HR n°754 –samedi 22 et dimanche 23 octobre 1977- « Fédération syndicale mondiale (FSM) : Séguy prend ses distances » -page 4-
-HR n°761 –jeudi 3 novembre 1977- « Section CFDT centre de tri PTT Lyon-Gare : Dossier sur l'exclusion des 20 membres de la commission exécutive » -page 4-
-HR n°763 –samedi 5 dimanche 6 novembre 1977- « A propos de Dubigeon : Que faut-il faire pour vaincre ? » -page 4-
-HR n°768 –mercredi 16 novembre 1977- « Affaire de la section CFDT/tri Lyon-Gare : Une bataille politique » -page 4-
-HR n°769 –jeudi 17 novembre 1977- « Quand Maire fait du replâtrage » (Editorial) –page 1-
-HR n°773 –mercredi 23 novembre 1977- « Manifestation contre Stoléru : L'URP-CFDT a menti ! » -page 4-
« Centre de tri St – Lazare (Paris) Contre les exclusions de la CFDT » -page 4-
-HR n°779 –jeudi 1er décembre 1977- « A propos du congrès de la FGM-CFDT » -page 4-
-HR n°780 –samedi et dimanche 4 décembre 1977- « Syndicalisme et luttes revendicatives dans les municipalités de gauche » -page 8-
-HR n°783 –jeudi 8 décembre 1977- « Epernay. Lettre d'un cheminot : Deux cheminots exclus de la CFDT » -page 4-
-HR n°786 –mardi 13 décembre 1977- « Fédération PTT-CFDT : Qui exclure ? » -page 4-
-HR n°791 –mardi 20 décembre 1977- « Epernay : Deux cheminots exclus (suite) » -page 4-
« Congrès de l'UD-CFDT Sarthe : Ça branle dans le manche ! » (Correspondant Le Mans) -page 4-
-HR n°792 –mercredi 21 décembre 1977- « Soutenons les cheminots exclus de la CFDT » -page 4-
-HR n°794 –vendredi 23 décembre 1977- « FO, un syndicat fidèle à ses origines » -page 8-

HR bimensuel
-HR –bimensuel- n°17 -du 27 octobre au 9 novembre 1977- « Editorial ouvrier. A propos d'un congrès CFDT : La lutte pour l'indépendance du syndicat (Guy Lebreton) –page 19-
-HR –bimensuel- n°18 -du 10 novembre au 23 novembre 1977- « Éditorial ouvrier : Notre conception du syndicat (*Pierre Marceau*) -page 19-
-HR –bimensuel- n°19 -du 24 novembre au 7 décembre 1977- « Des licenciements prévus à la SPLI :
L'habillement et la crise dans le pays Fougerais » (par des travailleurs syndiqués CFDT de la SPLI à Fougères) -pages 19-20-
« CFDT : L'exclusion d'une section PTT : Un nettoyage en catastrophe » (*Jacques Duroc*) -page 22-
« La tentative de liquidation » -page 22-
-HR –bimensuel- n°20 -du 8 au 22 décembre 1977- « Combattre l'impérialisme dans les syndicats » -Editorial ouvrier-(*Pierre Marceau*) -page 25-
« 1er décembre : Le désaveu des travailleurs » (Pierre Marceau) –page 24-

Annexe 35 (du chapitre 8)

L'éditorial de *Marc André* (FR 129 du 24/10/1974 pages 1- 2) :

« 21ème Congrès du P"C"F : Travailleur, rejette ce faux parti communiste »

Cet édito, resitue les raisons, le contexte et les thèmes pour « Le ''Congrès'' extraordinaire du P« C »F qui se tiendra à la fin de la semaine ».

Les thèmes :
Dans les Conférences fédérales préparatoires au Congrès, l'accent est mis sur
--le « renforcement du parti », « le PCF parti d'avant-garde de la classe ouvrière », « le PCF seul garant de l'application du programme commun de la gauche », « le renforcement du PCF, condition du maintient de l'union de la gauche ».
--les remontrances aux « alliés » : PS et Radicaux de Gauche : « quotidiennement accusés « de faire objectivement le jeu du grand Capital », « d'être tentés de renouer avec leur passé de collaboration de classe », d'exercer un « chantage sur le PCF »… (extraits de FR 129 page 1)

Les raisons :
« Incontestablement, le langage tenu aujourd'hui ne coïncide pas exactement, c'est le moins qu'on puisse dire, avec celui employé au lendemain des élections présidentielles, lorsque la convocation du Congrès avait été décidée. Ce qui était au centre des thèmes de propagande du P« C »F, c'était « l'union du peuple de France », « la main tendue aux gaullistes, aux PME, et à … tous à l'exception d'une poignée de féodaux », « les changements limités du programme commun… qui ne sont pas conçus comme un moyen pour aller plus loin », « le socialisme n'est pas à l'ordre du jour »… C'est sur ces thèmes qu'étaient centrées les réunions « à cœur ouvert ». Aujourd'hui, « les réunions pleins phares sur le PCF » mettent plutôt l'accent, sans remettre en cause ces thèmes initiaux, sur les points évoqués plus haut, lors des conférences fédérales. D'où vient ce changement ? » (extraits FR 129 page 1)

Le contexte :
« **La rivalité entre le PS P« C » : Rien de surprenant !** »
« Une première raison de changement ce sont les échecs électoraux enregistrés par le P« C »F lors des législatives partielles de septembre » (…) « C'est sans plaisir et avec inquiétude pour le maintien de l'Union de la Gauche que Marchais constate que le PS, grâce à l'Union de la Gauche est en passe de devenir le premier parti « de gauche » doublant le P« C »F alors qu'il y a 5 ans, il ne représentait que 5% des voix aux présidentielles. » (…) « les progrès du PS n'ont rien de mystérieux, c'est bien le résultat de la ligne révisionniste orchestrée par Marchais, et ce dernier le sait très bien ! Qui a donné au PS, vieux parti bourgeois décadent et pourri, un nouveau vernis de parti « de gauche », si ce n'est le parti révisionniste qui lui a décerné cette étiquette pour faire oublier un passé dont Marchais fait semblant de se souvenir aujourd'hui. Ce sont bien les Marchais, les Séguy qui depuis 5 ans, parcourent la France en s'écriant « l'Union de la Gauche est reconstituée, vous pouvez lui faire confiance, le PS a changé de nature, il est sorti de l'ornière de la collaboration de classe »… Ainsi remis en selle, le PS rénové se permet de doubler le P« C »F en jouant sur un double registre :
● D'un côté, il cultive la peur du P« C »F qui anime une partie de l'électorat qui persiste à voir dans ce parti des velléités révolutionnaires ou craignent l'instauration, à l'exemple des nouveaux tsars du Kremlin d'une dictature terroriste similaire ; il se présente avantageusement comme le meilleur garant de la démocratie bourgeoise (…)
● D'un autre côté, le PS se pose en parti « plus à gauche » que le P« C »F, s'offrant le luxe de parler de socialisme au moment où le P« C »F met ce mot d'ordre au placard, n'hésitant pas à faire de la démagogie pour récupérer, entre autres par le biais de la CFDT, et des Assises, des travailleurs qui s'écartent du P« C »F quand ils constatent son évolution toujours plus franche, plus ouverte, vers le réformisme. » (extraits FR n°129 page 1)

« **Les contradictions au sein du P« C »F** » s'aiguisent et c'est d'après *Marc André* (FR 129 page 2) « Les résultats des dernière élections législatives » qui ont « servi de révélateurs » à ces « contradictions qui existent au sein même du P« C »F. ». C'est pour essayer de résoudre ses contradictions internes (remise en cause de la ligne et questions que se posent des militants), que la direction du P« C »F se lance dans une période où elle critique le PS « *qui vire à droite* ». Le thème du « virage à droite » reviendra périodiquement dans les relations avec le PS…
Les contradictions internes de 1974 sont aussi lié :
--à la ligne d'alliance avec les gaullistes
--aux appels en direction des PME
La question du socialisme est aussi un élément important des contradictions internes du P« C »F.
Marc André en page 2 de ce FR 129, aborde la question du socialisme : « La renonciation à la lutte pour le socialisme développe de nombreuses contradictions. Pendant des années, de nombreux travailleurs ont cru lutter pour le socialisme en militant dans le P« C »F. Au fur et à mesure, cet objectif socialiste est devenu de plus en plus flou, de plus en plus éloigné : la démocratie socialiste ouvrait la voie au socialisme, puis c'est le programme commun, à son tour, qui devait ouvrir la voie au socialisme, puis l'élection de Mitterrand ouvrait la voie à l'application du programme commun. Dans ce corridor, ce dédale d'antichambres, les travailleurs commençaient à se perdre lorsque Marchais crûment mangeait le morceau en fixant en juin dernier au comité central l'orientation du prochain Congrès ; nous ne luttons pas pour changer de société, nous luttons pour des changements limités, le programme commun n'ouvre pas automatiquement la porte au socialisme ; comme il le dit clairement à deux journalistes bourgeois Harris et Sédouy dans une interview que nous commentons par ailleurs : le programme commun, c'est du capitalisme. » dans un autre passage de l'article, *Marc André* précise qu'il n'y a « **Pas d'issue pour M. Marchais** » qui « En envoyant publiquement quelques attaques au PS, qui reprennent celles qui se murmurent depuis longtemps dans le P« C »F, en tentant de le présenter comme le parti révolutionnaire de l'union de la gauche, toutes diatribes ont une fonction précise : étouffer ces contradictions qui se développent dans et autour du P« C »F. Ce sont pourtant de piètres réponses qui sont apportées par la direction du P« C »F aux questions que se posent des militants. Comment croire, comme le dit Marchais, que le P« C »F est plus révolutionnaire que le PS parce qu'ils réclamait plus de nationalisations que lui, alors que Marchais lui-même le déclare aux deux journalistes Harris et Sédouy déjà cités « ceux qui croient à la révolution se font des illusions ». Comment prendre au sérieux les critiques au PS de s'allier dans les municipalités avec les centristes, alors que la ligne du P« C »F c'est aujourd'hui de s'aboucher avec ceux de l'UDR qui l'acceptent, alors que l'UJP et les J« C » coopèrent au plus haut niveau. Mais ce qui est surtout caractéristique dans ces piètres réponses, et c'est pourquoi elles ne peuvent satisfaire les travailleurs qui s'interrogent, c'est qu'elles sont muettes sur toutes les autres questions que nous avons évoqué plus haut, c'est qu'elles laissent intact le noyau qui fait la ligne du

P« C »F ; alliance électorale avec les partis de gauche, venue au pouvoir par le biais des élections, maintien intact du programme commun.
Pour détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire, de la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, le P« C »F défend la thèse du passage pacifique au socialisme, par le biais d'une alliance électorale. Au fur et à mesure que cette alliance se réalise et que la venue de la « gauche » au pouvoir apparaît comme une possibilité, l'horizon du socialisme s'éloigne de plus en plus et les failles dans la ligne révisionniste apparaissent de plus en plus clairement. La direction révisionniste tente de faire face à une contradiction insoluble :
● multiplier les gages à la bourgeoisie et à l'électorat réactionnaire pour élargir son influence électorale et rester concurrentiel face au PS
● et en même temps maintenir les travailleurs qu'elle influence et qu'elle trompe dans l'illusion qu'elle lutte pour des véritables changements, pour la disparition du capitalisme. »
A la fin de l'article publié par FR 129, dans le dernier paragraphe intitulé « **Travailleur, rejette le parti révisionniste** », Marc André explique que « C'est dans cet exercice de corde raide que se situe la préparation du Congrès » et dit qu'il faut « Rejetez le P« C »F et sa ligne révisionniste » prendre contact avec « les communistes révolutionnaires qui édifient un véritable Parti Communiste, le PCRml »

Annexe 36 (du chapitre 8)

FR 130 du 31/10/1974 « **XXIème congrès du P"C"F, volte-face en apparence, maintien de la ligne révisionniste dans les faits** » par Albert Chatillon :
« Dans son rapport au « *Congrès extraordinaire* » du P« C »F, Marchais reconnaît ouvertement les réticences importantes nées chez les militants du P« C »F à propos des orientations du projet de résolution. Marchais montre l'existence de ces contradictions par la place qu'il accorde et le langage qu'il tient en réponse aux questions de militants du P« C »F sur le socialisme, les alliances, le différent P« C »-PS. Pour lui il s'agit de colmater les brèches sans céder pour autant un pouce de terrain. Comment s'y prend-il ?
► Sur la question du socialisme, le projet de résolution et l'intervention de Marchais au comité central de juin indiquaient qu'il n'était pas à l'ordre du jour, donc qu'il n'était pas nécessaire de faire porter le travail de propagande sur cette question. On donnait en quelques mots une rapide « *image* » du socialisme « *aux couleurs de la France* » pour faire bonne mesure, en termes humanistes, que n'importe quel bourgeois éclairé aurait accepté : « *société qui assurera la libération de l'homme de toutes les injustices et de toutes les oppressions, le bien-être matériel, l'accès à la culture et à la liberté pour chacun, la fraternité entre les Français* ».
De nombreuses questions se posèrent alors dans le P« C »F à ce sujet (voir FR précédents).
Dans son rapport au congrès, pour rassurer les militants, Marchais fait en quelque sorte volte-face. Il affirme : « *C'est pour le socialisme que nous luttons, il ne peut, il ne saurait y avoir aucune ambiguïté à cet égard.* » Et plus loin il ajoute : « *Notre tâche est de gagner aux idées et à la lutte pour le socialisme, la majorité de notre peuple* ». Il peut sembler qu'il y aie là un durcissement des positions du P« C »F, en fait il n'en est rien, car voyons quelle image, certes beaucoup plus détaillée que la première, Marchais donne du socialisme : « *l'édification du socialisme suppose d'abord la propriété collective des grands moyens de production et d'échange* (…) *elle se fera avec le maintien d'un nombre important de petites entreprises industrielles, commerciales et artisanales privées, car leur collectivisation n'est ni nécessaire pour le pays, ni souhaitable* (…), *la seconde caractéristique du socialisme, c'est l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière, par les travailleurs* (…) *Nous disons qu'il pourra y avoir en France socialiste plusieurs partis démocratiques associés au pouvoir. Il pourra y avoir des partis d'opposition.* »
Voilà un « socialisme » bien curieux ! Les petits patrons (ils emploient 60% de la main d'œuvre et assurent 62% de la production) seront toujours propriétaires de leurs usines et pourront embaucher, débaucher, sous-payer, exploiter les travailleurs ! Quant à l'opposition, on la laissera organiser des partis d'opposition et comploter pour renverser… ce socialisme là ! Malgré tout le verbiage pseudo-marxiste utilisé par Marchais, on a de plus en plus de mal à voir la différence entre ce socialisme-là et le programme commun : et comme Marchais lui-même le disait à Harris et Sédouy : le programme commun, c'est du capitalisme ! »

Dans cet article *Albert Chatillon* après avoir abordé « *la question des PME* », précise « *les rapports avec les gaullistes* » et les appels « *au renforcement des cellules d'entreprise* » :
« ► Dans son intervention au comité central sur le projet de résolution, Marchais déclarait à propos des gaullistes de l'UDR : « *Des voix – non des moindres – se font entendre à l'intérieur même de ce parti pour envisager l'avenir avec la gauche* ». A la base du P« C »F et surtout chez les militants les plus âgés qui ont combattu les gaullistes, ces propos provoquèrent de sérieuses interrogations : là encore, Marchais, dans son rapport introductif se veut rassurant à l'égard de ces militants : « *nous avons combattu avec une énergie dont nous ne renions rien, la politique économique et sociale faite sous l'égide du Général de Gaulle* », et au passage, il donne un coup de patte à Jobert : « *Celui-ci refuse pour l'instant de prendre une position politique claire* » et Marchais l'accuse de vouloir « *reconstituer un centrisme d'opposition* ». (Il y a

quatre mois Marchais avouais avoir avec lui des préoccupations convergentes). Cela dit… il renouvelle son appel « *aux travailleurs, aux démocrates et aux patriotes gaullistes* »…
On le voit, Marchais tente de jouer sur deux tableaux, d'un côté, il entend lever les craintes existant chez des militants du P« C »F aujourd'hui en durcissant sa phrase, de l'autre, il conserve absolument tout de la ligne de l'Union du Peuple de France et entend poursuivre sa course à l'électorat réactionnaire.
Cette contradiction est insoluble pour Marchais et les dirigeant révisionnistes. Les multiples appels lancés au Congrès pour le renforcement des cellules d'entreprise sont un aveu de faiblesse. Tirant le bilan des luttes de Lip, Saviem, Usinor… le P« C »F sait très bien que sa ligne a été rejetée, combattue par les travailleurs en lutte : ils ont montré qu'ils aspirent au socialisme et rejettent les alliances que le P« C »F veut leur faire nouer. Ce dernier espère réussir à imposer sont point de vue en montant de véritables cellules d'entreprise capables de duper les travailleurs et d'imposer la ligne de l'Union du Peuple de France, la fuite en avant pour glaner des suffrages réactionnaires… Mais aujourd'hui, de plus en plus, les travailleurs apprennent à distinguer dans la lutte, dans le combat contre la bourgeoisie ceux qui les aident à organiser la lutte, ceux qui montrent qu'une nouvelle société est possible, que la révolution est possible, et ceux qui collaborent avec la bourgeoisie, qui les guident depuis des années vers des voies de garage. ».

Annexe 37 (du chapitre 8)

Liste d'ouvrages de Jacques Jurquet au sujet du PCF et de l'Algérie :

►-LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS -tome 1 (1850-1920) - Éditions du Centenaire / E100- 1ère édition 1973 et 2ème édition augmentée 1979 - Jacques Jurquet-
►-LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS -tome 2 (1920-1939) - par Jacques Jurquet- - Éditions du Centenaire / E100- -1974-
►-LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS -tome 3 (1939-1945) - par Jacques Jurquet- Éditions du Centenaire / E100- 1979-
►-LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS - ALGÉRIE 1945-1954 : DES ÉLECTIONS A LA LUTTE ARMÉE - tome 4 de La Révolution Nationale Algérienne et le Parti Communiste Français - par Jacques Jurquet- co-édité par: Le Monde en Marche et les Éditions du Centenaire / E100
►-ANNÉE DE FEU Algérie 1954-1956 - par Jacques Jurquet- collection Mémoires du XXe siècle -1997-
►-MOUVEMENTS COMMUNISTE ET NATIONALISTE EN ALGERIE -Chronologie commentée 1920-1962 - Jacques Jurquet- Presse d'Aujourd'hui 1982.
►-« LA QUESTION COLONIALE ET LA POLITIQUE DU PCF 44/47 » -par Grégoire Madjarian- 1977 - Editions François Maspero- Collection Yenan "Propositions et documents" –

Annexe 38 (du chapitre 8)

Liste d'articles du QDP n°508 au 516 sur le sujet de la division à gauche :

---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°508 -vendredi 16 septembre 1977 :
Sommet de la gauche : La fêlure :
- Fabre suspend sa participation
- Marchais réclame la poursuite du sommet à deux
- Mitterrand repousse à lundi la reprise des discussions
--Page 7 : La renégociation du programme commun : Les péripéties du sommet de la gauche
-Déclaration préliminaire de Robert Fabre
-Déclaration de Mitterrand
-Le film des évènements
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°509 -samedi 17 septembre 1977-
- Lente désescalade à gauche
--Page 6 : A droite : les sirènes de l'alliance Giscard-Mitterrand
-Le MRG : une oscillation permanente (*Nicolas Duvallois*)
-Ce qu'ils ont dit…
Chirac, Jean-Pierre Soisson, Edgar Faure
--Page 7 : Après l'échec du sommet de la gauche, vers la lente désescalade à gauche (suite de la Une)
-A travers la presse
-Face à face Marchais-Fabre : Un avant-goût des programmes de 78 !
-Ce qu'ils ont dit
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°510 -dimanche 18 -lundi 19 septembre 1977-

- Alors qu'un compromis se prépare : Programme commun : De moins en moins crédible
--A la page 6 : Alors qu'un compromis se prépare… (suite de la une) -*Jean Lermet*-
Polémique au sein de l'union de la gauche : le compromis se prépare
Le PCF veut accéder au gouvernement : L'union de la gauche lui est indispensable
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°511 -mardi 20 septembre 1977-
- Union de la gauche : Raccommodage… pour combien de temps ?
--A la page 7 : Union de la gauche : Raccommodage… pour combien de temps (suite de la une)
Chronologie de la " réconciliation "
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°512 -mercredi 21 septembre 1977
-Sommet de la gauche deuxième acte : Vers un accord, le temps d'une campagne
--Page 3 : La renégociation du programme commun : L'heure est aux concessions (*Nicolas Duvallois*)
MRG : un progrès sensible
Comité directeur du PS : le CERES claque la porte
Les timides remarques du PCF
Le PSU : " Plus proche du PC "
Quelles adhésions au PCF ?
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°513 -jeudi 22 septembre 1977-
-Reprise du sommet de la gauche. Après les proclamations publiques : Marchandages à huis-clos
--Page 6 :
Au deuxième sommet de la gauche : Marchandages à huis-clos :
-Les concessions du PS (*Jean Lermet*)
--Les entreprises concernées
-Les concessions du PCF (*Olivier Lussac*)
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°514 -vendredi 23 septembre 1977-
-Les nationalisations au cœur de la querelle
--Page 7 : Les nationalisations au cœur de la querelle
--Mitterrand à l'émission télévisée " Cartes sur table " : Un double langage (*Nicolas Duvallois*)
Marchais :
-à 19 heures
-à 23 heures
Mitterrand :
-sur les nationalisations
-sur l'éventail des salaires
-le futur premier ministre
-accord ?
-sur Fabre
---LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°515 -samedi 24 septembre 1977-
-Suspension du sommet de la gauche : Les deux projets capitalistes de la gauche mis à nu
--Page 6 : Les péripéties de la journée
--Matinée et repas sans incident
--Des sacs postaux
--" inquiétude ? "
--Appel " pathétique " et ajournement
Réactions des directions syndicales :
CGT : Le bureau confédéral au secours du PCF
CFDT : Maire : " pas d'objection de fond sur l'étendue des nationalisations… l'essentiel : leur donner un contenu rénovateur "
--Page 7 : Les deux projets capitalistes de la gauche mis à nu
PCF : quand Marchais se fait pathétique
Chevènement sur la touche
Les nouvelles propositions du PS
Chirac : aucun intérêt
Thionville : un raccommodage difficile
Fabre : le point sur les nationalisations
Sondage : la gauche en baisse
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°516 -dimanche 25 -lundi 26 septembre 1977-
programme commun : Les illusions à rude épreuve
--Page 6 : Nationalisations : de 729 à 227 (*Michel Florac*)

Contrôle majoritaire, contrôle minoritaire
Groupes, filiales, holdings
Ils ont dit :
-Rocard (PS) 25 août 1977
-Colpin (PCF) 27 août 1977
Principales sociétés dont la nationalisation est réclamé par le PCF et absente des propositions du PS le 23 septembre
Sociétés pour lesquelles le PS se déclare prêt à accepter
PS-PC : Bataille effrénée pour la direction des futures entreprises nationales (*Olivier Lussac*)
--Page 7 : programme commun : Les illusions à rude épreuve (suite de la Une) -*Jean Lermet*-
Au Parti Socialiste : la direction étrange du courant " CERES " (*Jean Lermet*)
Lecanuet attentif
Délégations

Annexe 39 (du chapitre 8)

Sous le titre « **Les syndicats face à 78 : Des syndicalistes donnent leur point de vue** » le QDP n°542 commence la publication d'une enquête et une série d'articles sur « ***Les syndicats face à 78*** ».
Enquête et analyses publiés dans les 11n° du QDP du 542 (mercredi 26 octobre 1977) au n°552 (mardi 8 novembre 1977)-

Voici les références, les titres des articles :

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°542 -mercredi 26 octobre 1977-
Luttes ouvrières -page 5-
La CFDT fait le tour des partis de gauche
--Les syndicats face à 78 -page 12- (Par Gérard Privat)
CFDT : critiques différenciées aux partis de gauche
CGT : la mainmise du PCF en question

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°543 -jeudi 27 octobre 1977-
Les syndicats face à 78 : Des syndicalistes donnent leur point de vue
(lire notre article en page 12)
CFDT : sidérurgie lorraine : un congrès de bilan -page 1- (lire page 2)
Luttes ouvrières -page 2-
-Le 7e congrès de la FGM-CFDT métallurgie Lorraine : Un bilan de l'action contre les maîtres de forges (Correspondant Thionville)
-CFDT : " Normalisation " dans les PTT ? (Stéphane Raynal)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°544 -vendredi 28 octobre 1977-
Luttes ouvrières -page 4-
-Pour le PCF, FO serait-elle plus crédible que la CFDT ?
Lire -page 11-
--Les syndicats face à 78 -page 12-
Les grandes manœuvres du PCF dans les syndicats (SR)
Interview d'un délégué CFDT de Citroën (région parisienne)
L'Union Parisienne des Syndicats de la Métallurgie CFDT et la désunion de la gauche Paumés, avec une colère sourde (propos recueillis auprès de Paul militant CFDT de Peugeot-Sochaux

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°545 -samedi 29 octobre 1977-
--Les syndicats face à 78 -page 12-
L'alignement de la CGT sur le PCF ? Pas si facile !
Au-delà des " craquements " de la direction confédérale ! (S.R)
Interview de militants CGT - Santé de Caen

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°546 -dimanche 30 lundi 31 octobre 1977-
Les syndicats face à 78 -page 12- (par G.P)
Une certaine conception de la gestion démocratique
Pourquoi nationaliser ? : Table ronde avec des militants CGT de PCUK-Levallois (Extraits) Sur la gestion démocratique, Paul militant CFDT à Sochaux donne son point de vue
Qui aura le pouvoir dans les entreprises nationalisées ? (Corr Gennevilliers)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°547 -mardi 1er et mercredi 2 novembre 1977-

Bureau national de la CFDT -page 1- (lire notre article page 4)
Luttes ouvrières -page 4-
-Bureau National de la CFDT : Face à la rupture de la gauche Colloque sur le textile : Le PCF veut utiliser la CFDT contre le PS
--Les syndicats face à 78 -page 12- Plate-forme CFDT : quel contenu aux conseils d'ateliers ? (Interview de Gilbert Pouthas membre du Conseil Métaux-CFDT de Basse-Normandie recueillie par Gérard Privat)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°548 -jeudi 3 novembre 1977-

Luttes ouvrières -page 4-
Conseil national de la CFDT : L'accent mis sur la nécessité de développer l'action…
--Les syndicats face à 78 -page 12- Pour ouvrir le débat sur la plate-forme CFDT (Par Stéphane Raynal)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°549 -vendredi 4 novembre 1977-

--Les syndicats face à 78 -page 12-
Quel rôle pour les syndicats avec la gauche au pouvoir (G.P) " Après 78, il y aura des luttes " Interview d'un militant CFDT de PCUK Pierre-Bénite " Mesurer le danger des deux côtés " Interview de Charles Piaget (Extraits) Recueillie par Gérard Privat On nous dit déjà : " Attention au Chili " -Point de vue d'un militant CFDT d'Air France-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°550 -samedi 5 novembre 1977-

--Les syndicats face à 78 -page 12-
Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui provoqueront les changements Interview d'un responsable syndical des Bouches-du-Rhône Lettre ouverte du PCF au secrétaire de la section CFDT de Berliet (Vénissieux)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°551 -dimanche 6 lundi 7 novembre 1977-

--Les syndicats face à 78 -page 12- Premières conclusions (Par Gérard Privat) -à suivre-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°552 -mardi 8 novembre 1977-

--Les syndicats face à 78 -page 12- (Par Gérard Privat)
Pour des perspectives nouvelles -Fin-

Annexe 40 (de la chronologie année 1977)

-16 novembre 1977 : L'extradition de Klaus Croissant… pendant France-Bulgarie

Klaus Croissant, né le 24 mai 1931 à Kirchheim unter Teck et mort le 28 mars 2002 à Berlin, était un avocat allemand sympathisant de la Fraction armée rouge (RAF ou Bande à Baader).

> « *Il défendit entre autres Ulrike Meinhof et Andreas Baader dans leurs procès et fut l'exécuteur testamentaire de la première. Comme le firent aussi d'autres avocats de la Fraction armée rouge, il aida les détenus à maintenir leurs communications internes en transmettant leurs instructions depuis leurs cellules. Pour cette raison, il fut accusé par le procureur Rebmann d'avoir « organisé dans son cabinet la réserve opérationnelle du terrorisme ouest-allemand » et la police l'arrêta le 23 juin 1975. Il fut cependant mis en liberté sous caution et en profita le 11 juillet 1977 pour s'enfuir en France où il demanda l'asile politique. Il n'y fut pas moins arrêté le 30 septembre 1977. Se développa alors une campagne contre son emprisonnement, à laquelle participèrent notamment Jean-Paul Sartre et Michel Foucault.* » (source wikipédia).

Plusieurs manifestations contre l'extradition de Klaus Croissant furent organisées. Vu le « climat » de l'époque : détournements d'avions, enlèvements, exécutions, « suicides » il était sérieusement à craindre pour la vie de Klaus Croissant.

Le 16 novembre la justice française valide son extradition. « *Il n'en fut pas moins remis le 17 novembre 1977 aux autorités judiciaires de la République fédérale et, finalement, condamné pour soutien à une association terroriste à deux ans de prison, ce que le journal belge Le Soir qualifiait de « peine légère pour une affaire de terrorisme* » .

Le romancier et dramaturge Pierre Bourgeade écrivit :

> « *Je crois que la livraison de Klaus Croissant aux autorités allemandes est l'acte le plus indigne qui ait été commis par la France depuis l'Occupation, où on livrait juifs et communistes à ces mêmes autorités sous le gouvernement de Vichy. Le délectable avilissement devant la dure Allemagne est une constante de la bourgeoisie française, dont la fine fleur, dans son expression la plus féminine se trouve actuellement à l'Élysée* ». (Wikipédia).

Au même moment que se déroulaient des manifestations contre l'extradition de l'avocat de la RAF, se déroulait le match France-Bulgarie. L'équipe de France avec notamment Rocheteau et Platini se qualifie pour la Coupe du monde 1978 en Argentine.

Le JT présenté par PPDA commence évidemment sur « l'enjeu » du match France-Bulgarie. Après plusieurs sujets, c'est l'affaire Croissant qui est présentée à plus de 11 minutes du début du journal.
http://www.dailymotion.com/sas/jtn##1977-11-16

Le lendemain le sujet de l'extradition démarre à 20h05 et dure 8mn, tandis que le sujet foot démarre à 20h22 et dure 3 mn.
http://www.dailymotion.com/sas/jtn#1977-11-17

Là encore, il convient de bien voire comment les sujets sont traités.

-HR n°769 –jeudi 17 novembre 1977- titre : « Tous avec K. Croissant » l'article (pages 1 et 3) précise qu'à l'heure de sa rédaction la décision du tribunal permettant l'extradition de Klaus Croissant n'a pas été prise.

A la une également, l'article « ***Un grand match ?*** » revient sur le match de foot « France-Bulgarie » qui se jouait au même moment où la décision concernant l'avocat Klaus Croissant devait être prise, dénonce « *le chauvinisme dont les organisateurs ont entouré ce match est contraire à ce que nous appelons un grand match.* »

L'HR n°770 –vendredi 18 novembre 1977- annonce « ***Klaus Croissant extradé : Ils ont osé !*** » -pages 1 et 3-. L'article « ***France-Bulgarie : Quel lyrisme !*** » pose la question : « *est-ce un hasard, si le gouvernement extradait, discrètement, Croissant au moment même où des millions de Français regardaient le début du match ?* » -page 3-

L'HR –bimensuel- n°19 du 24 novembre au 7 décembre 1977, publiera dans la rubrique sport page 29 :
-un article sur « Football : Les coulisses de France-Bulgarie »
-deux encadrés sur Platini et Rocheteau

Annexe 41 (du chapitre 8)

Chronologie d'articles de l'HR sur Baader, la RAF et Klaus Croissant :

-HR n°752 –jeudi 20 octobre 1977- « Andréas Baader : Suicide ou liquidation ? » -page 1-
-HR n°753 –vendredi 21 octobre 1977- « Schleyer est mort, ça ne change rien » -page 1-
« Editorial : Les révolutionnaires n'ont rien de commun avec la bande à Baader » -page 1-
-HR n°754 –samedi 22 et dimanche 23 octobre 1977- « Des 2 côtés du Rhin : Quadrillage policier et appel à la délation » -page 1-
« Liberté pour K. Croissant ! –pages 1 et 3-
« Editorial : Violence réactionnaire et violence révolutionnaire » -page 1-
-HR n°755 –mardi 25 octobre 1977- « Après la mort de Baader, série d'attentat en Europe : Quelle violence ? » -page 3-
-HR n°756 –mercredi 26 octobre 1977- « K. Croissant accuse le gouvernement allemand : Procès reporté au 2 novembre » -page 1-
« Déclaration de Bonnet, ministre de l'intérieur » -page 1-
« D'après ''Le Matin'' : Maoïstes = Terroristes » -pages 1 et 3-
« Assassinats et chasse à l'homme » -page 3-
« ''L'Humanité'' appelle à la répression » -page 3-
-HR n°757 –jeudi 27 octobre 1977- « Syndicat allemand : Arrêt de travail pour… le patron des patrons » -pages 1 et 2-
-HR –bimensuel- n°17 -du 27 octobre au 9 novembre 1977- « L'affaire Klaus Croissant : Quand le défense devient un délit » -page 11-
« La Bande à Baader au service de la contre-révolution » (Annie Brunel) –page 15-
« Le mépris du peuple » -page 15-
« Un prétexte à la répression des masses » -page 15-
-HR n°758 –vendredi 28 octobre 1977- « Le soutien à Klaus Croissant doit se faire sur une base claire » (Editorial) –page 1-
-HR n°760 –mercredi 2 novembre 1977- « K. Croissant ne doit pas être extradé » -page 1-
-HR n°762 –vendredi 4 novembre 1977- « Klaus Croissant accuse ses juges : Jugement reporté au 16 novembre » -pages 1 et 3-
-HR –bimensuel- n°18 -du 10 novembre au 23 novembre 1977- « Extradition, menaces d'intervention non ! » (*Annie Brunel)* –Editorial- page 5
« -Procès de Klaus Croissant : Une parodie de justice (*Henri Mazereau)* –page 4-
-HR n°769 –jeudi 17 novembre 1977- « Tous avec K. Croissant » -pages 1 et 3-
-HR n°770 –vendredi 18 novembre 1977- « Klaus Croissant extradé : Ils ont osé ! » -pages 1 et 3-
« France-Bulgarie : Quel lyrisme ! » -page 3-
-HR n°773 –mercredi 23 novembre 1977- « Après l'extradition de K. Croissant : Nombreuses manifestations et protestations » -page 3-
« Extradition de K. Croissant : Les hypocrites » -page 3-
-HR –bimensuel- n°19 -du 24 novembre au 7 décembre 1977- « La criminelle extradition de Klaus Croissant » (*Henri Mazereau*) -page 11-
« Allemagne Fédérale : A l'heure de la chasse aux suspects » -De notre envoyé spécial- (*Jean Schubert*) -pages 16-17-

« Les interdictions professionnelles » –pages 16-17-
« Un petit fait » -page 17-
« L'affaire Mescalero » -page 17-
-HR n°774 –jeudi 24 novembre 1977- « Meeting de soutien à Klaus Croissant : La gauche se fait siffler » (De notre envoyé spécial) –page 1-
-HR –bimensuel- n°20 -du 8 au 22 décembre 1977- « Klaus Croissant : Le jour de l'extradition de Klaus Croissant de nombreux avocats ont protesté et manifesté » -page 11-
« Il faut continuer à soutenir Klaus Croissant :
(Interview par *Jean Nestor* de Marie-France Schmidlin, avocate de Klaus Croissant) -pages 12-13-
"Je ne mettrai jamais fin à ma vie par un suicide » à déclaré Klaus Croissant
"En nous aidant c'est vous mêmes que vous aidez" :
-intervention devant le congrès du Syndicat de la Magistrature, de Maître Gröenwoch avocat Allemand » -page 13-
-HR n°778 –mercredi 30 novembre 1977- « Magistrate au tribunal de Draguignan : Monique Guemann victime de la répression » -pages 1 et 3-
« Les suites de l'affaire Baader et de l'extradition de Klaus Croissant : Ce terrorisme dont on nous bourre le crâne… » -page 3-
« ‘‘La bande à Baader attaque la caserne !’’ » (d'après des informations d'un soldat) –page 3-
« Contre le terrorisme : conseil des ministres restreint » -page 3-

Annexe 42 (du chapitre 8)

Du sectarisme à l'opportunisme : la crise du PCF et son déclin

Quand le sectarisme et l'opportunisme du PCF provoque et alimente sa chute

Après l'éclatement de l'union de la gauche en septembre 1977, le PCF se lance dans une stratégie axé sur la dénonciation et la critique de son ancien partenaire socialiste, qu'il a très lourdement contribué à renforcer.
Il lance alors une campagne contre le PS accusé de « virer à droite ». La réalité est que la nature du PS n'a pas changé. Ce qui change au fur et à mesure des situations, c'est la tactique du PCF. Quand cela l'arrange il s'associe au PS, quand cela le dérange, il le critique… mais c'est toujours en fonction de la ligne du PCF, qui reste celle d'une alliance électorale avec le parti social-démocrate s'appuyant sur une tactique tantôt opportuniste, tantôt sectaire.

Sectaire et opportuniste
La période 77-81 illustre bien les discours et la pratique du PCF à la fois sectaire et opportuniste.
Ce double aspect va lui-même provoquer au sein du PCF des contradictions et des oppositions qui vont notamment prendre de l'ampleur au moment des législatives ou aux présidentielles.

Dans le 4ème trimestre de 1977, le PCF lance et alimente sa campagne « anti-PS » pendant des mois… puis il appelle les électeurs à voter pour les candidats du PS au 2ème tour des législatives. Les militants de bases et les électeurs du PCF sont évidemment pris dans des contradictions, d'autant plus que certains dirigeants, font bien plus que « traîner les pieds » et espèrent la défaite du PS. Le même phénomène se reproduira en 1981, ou certains responsables du PCF pratiquèrent le « vote révolutionnaire » contre Mitterrand face à Giscard.

C'est la crise finale…
Cette tactique (officiellement le PCF appelle à voter Mitterrand, mais certains responsables en interne font campagne contre) a eu des incidences et des répercussions au sein de la CGT (voir pages 111 à 121 du livre de Julian Mischi « **Le communisme désarmé** »). Dans cet ouvrage les cas de Roger Rousselot et Georges Prampart y sont également présenter.
Roger Rousselot fut membre du PCF (dont il est exclut en 1982) est aussi secrétaire général de l'Union départementale CGT de Loire-Atlantique de 1954 à 1970 et du Comité régional CGT des Pays de la Loire de 1970 à 1982.
Georges Prampart : Secrétaire de l'union départementale CGT de Loire-Atlantique de 1970 à 1982.
Les deux militants CGT (Rousselot et Prampart) furent mis à l'écart de la direction départementale du syndicat.
Leurs « crimes » : Georges Prampart en 1981 soutient « ***Rencontres communistes*** » et signe la pétition pour " ***l'union dans les luttes***" initiée localement par Roger Rousselot. « **Rencontres communistes** » est un groupe d'oppositionnels au sein du PCF, il est animé par Henri Fiszbin.
Un livre intitulé « **Les bouches s'ouvrent : Une crise dans le Parti Communiste** » écrit par Henri Fiszbin en collaboration avec Maurice Goldring et Jean-Jacques Rosat sort chez Grasset en 1980, il relate ce que la presse va appeler « *l'affaire Fiszbin* » qui commence en décembre 1978 et se termine en Mars 1980.
« *Il est exclu (« mis hors-du-parti ») du PCF en octobre 1981 pour "activités fractionnelles" après avoir mis en cause les conditions de la désignation de Georges Marchais comme candidat à l'élection présidentielle et créé une revue : Rencontres communistes hebdo à laquelle participent d'autres communistes dissidents comme Roger Fajnzylberg, Henri Bertholet et*

François Hincker. Réélu dans le 19e arrondissement aux municipales de 1983 sur une liste distincte de celle du parti, il se présente, sous la dénomination Communistes démocrates et unitaires, sur une liste commune aux élections européennes de 1984 avec le Parti socialiste unifié. » -source Wikipédia-

Georges prampart animera dans le département 44 la campagne présidentielle de Pierre Juquin (le Lecanuet du PCF -dixit UJCML 1968-) en 1988 soutenu par le PSU et la LCR notamment.

Troubles, profond désarroi et crise sont pour les militants du PCF, les conséquences du changement continuel de positions de la direction. Mais les militants eux-mêmes ne perçoivent par forcément les causes et les raisons de ces changements ! Les groupes d'oppositions au sein du PCF sont très différends et divisés (en tendances de gauche et de droite), ils reproduisent aussi les lignes sectaires et opportunistes à l'image de leurs dirigeants. La tendance à prendre le biais inverse des positions exprimées par la direction du PCF, fut aussi mis en œuvre par certains militants.
Les illusions sur les possibilités de « changer le PCF de l'intérieur » sont fortes en cette fin de décennie 70, alors qu'il s'agit d'une impossibilité totale depuis la fin des années 50.
En pleine crise du PCF, après la publication dans l'HR n°1055.1056.1057. d'un article écrit par deux cheminots militants du PCF, le n°1058 de l'HR du samedi 24 dimanche 25 mars 1979, publie une réponse à ceux-ci sous le titre « **Le PCF peut-il revenir sur une voie révolutionnaire ?** ». La réponse à cette question, est clairement non !

Oscillé constamment du sectarisme à l'opportunisme, cela fait partie de l'Histoire même du PCF.
Seulement quand l'opportunisme politique et la révision des principes marxistes, deviennent dominants dans le PCF, que la ligne politique est basée sur l'électoralisme, il n'y a plus d'alternative révolutionnaire en son sein.

Il passe constamment de la négation, du refus à l'acceptation totale, sur de nombreux points. Quelques exemples significatifs :

-le « testament de Lénine »
-le stalinisme
-le Rapport secret de Krouchtchev
-l'arme atomique
-les dissidents en URSS et dans les pays de l'Est, Soljenitsyne, le goulag…
-le marxisme-léninisme, la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique…
-l'autogestion
-L'Europe et la construction européenne…

Nous retrouvons constamment le double aspects –sectarisme/opportunisme- dans les positions du PCF et dans les évolutions de ses dirigeants. Les abandons, les reniements des principes –qui sont liés à la victoire du révisionnisme en son sein- expliquent les évolutions, dogmatiques et sectaires vers l'opportunisme, ou le réformisme (quand ce n'est pas dans l'anticommunisme) de personnalités comme : Daix, Garaudy, Juquin, Fiszbin, Hue …

L'évolution idéologique du PCF… une victoire posthume du PSU et de la deuxième gauche.

Julian Mischi dans son livre « **Le communisme désarmé** » Agone 2014, explique dans le chapitre VI. ***Militer dans un parti en crise*** (pages 237 à 284) au paragraphe « ***Face aux élus et à la démocratie participative*** » p.266 à 271 : « *En effet, la valorisation de la ''démocratie participative locale'' va de pair avec la fragilisation du milieu militant. Remède pour des élus qui ne peuvent plus s'appuyer sur une base militante locale, elle fonctionne aussi comme une manière de s'émanciper du contrôle militant. A l'instar de ce qui se passe au PS, les ''entrepreneurs'' de la ''modernisation'' du PCF appellent à une rénovation des manières de ''faire de la politique'' en s'appuyant sur la démocratie communale et le tissu associatif, et dévalorisant le militantisme partisan.*

Il s'agit d'un retournement stratégique car les cadres du PCF s'étaient constamment employés à dépasser l'engagement associatif des adhérents pour l'ancrer dans les réseaux du parti et les enjeux de politique nationale. A Grenoble, les débats sur cette question ont été rudes au sein de la gauche dans les années 1960 et 1970. Ils ont opposé les dirigeants communistes au Groupe d'action municipal (GAM), en particulier aux militants du PSU qui mettaient l'accent sur les comités de quartier. Trente ans plus tard, les communistes grenoblois qui en appellent à la ''société civile communale'' se sont alignés sur les positions de leurs adversaires d'alors. » -pages 268-269-

En 1969, Léo Figuères « *grande figure de la Résistance et du PCF* » publie un livre : « **Le trotskysme, cet antiléninisme** » : En 2012, il publie « **De trotsky aux trotskysmes : Éléments pour un débat** ». Entre les 2 livres il est passé d'une critique virulente du trotskysme à la reprise et à la défense de l'essentiel des thèses de ce courant.

On pourrait citer de nombreuses positions ou déclarations montrant le « virage à 180° » du PCF ou de ses responsables. Un des exemples le plus représentatif de ce phénomène est certainement celui de Pierre Daix **(voir au chapitre 16)**.
Il ne s'agit pas de nier ou de reconnaître le droit à un parti, aux individus de changer, d'évoluer, mais de bien comprendre que le passage régulier du sectarisme vers l'opportunisme et aussi l'inverse, n'est que la conséquence d'une ligne politique qui s'est progressivement imposée dans le PCF.

Ce constat illustre en fait, la dominante de l'idéalisme et la disparition de l'analyse dans le cadre de la lutte des classes, de la pratique matérialiste dialectique dans le PCF. Ce qui fait, que toutes les tentatives « *pour changer de l'intérieur* » dans les années 60, 70, 80 ne pouvaient qu'aller à l'échec.

Après le XXIIIe congrès (9-13 mai)… une série d'articles de JJ dans l'HR n°1096 à 1103

Du 19 mai au 1er juin 1979, l'HR a publié une série de 8 articles signés de Jacques Jurquet, concernant son analyse du 23e congrès du PCF :

-HR n°1096 –samedi 19 dimanche 20 mai 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (1) –Jacques Jurquet- pages 4-5-6- à suivre
-HR n°1097 –mardi 22 mai 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (2) –Jacques Jurquet- pages 4-5- à suivre
-HR n°1098 –mercredi 23 mai 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (3) –Jacques Jurquet- pages 4-5- à suivre
-HR n°1099 –jeudi 24 mai 1979 « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (4) –Jacques Jurquet- pages 4-5- à suivre
-HR n°1100 –mardi 29 mai 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (5) –Jacques Jurquet- pages 6-7- à suivre
-HR n°1101 –mercredi 30 mai 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (6) –Jacques Jurquet- page 4- à suivre
-HR n°1102 –jeudi 31 mai 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (7) –Jacques Jurquet- page 6- à suivre
-HR n°1103 –vendredi 1er juin 1979- « XXIIIe congrès du Parti Communiste Français : Premières réflexions (8) –Jacques Jurquet- page 6

Dans un des articles que Jacques Jurquet avait consacrés au XXIIIe congrès du PCF, il indique très justement que « *Tant que le PCF ne rompra pas irrévocablement avec des pratiques qui ont discrédité la notion même de parti communiste, il perdra de plus en plus la confiance dont il a bénéficié à travers son histoire ancienne.* » (HR n°1099 –jeudi 24 mai 1979).

<u>La crise au PCF se manifeste par :</u>
-la critique et la contestation
-le désarroi, les démissions
-les exclusions
-les abandons du militantisme
-la baisse des résultats électoraux

Ces phénomènes vont encore s'accentuer dans les années 80 après la victoire de Mitterrand, et faire « boule de neige » c'est-à-dire que les échecs électoraux renforcent la crise du PCF qui précipite son effondrement électoral, c'est un cercle vicieux. Comme ce parti n'a plus qu'une seule et unique option : la participation aux élections et qu'il ne veut et ne peut en changer, son déclin est inéluctable.

<u>Les résultats aux présidentielles de 1969 à ceux de 2012 sont saisissant :</u>
1969 –Jacques Duclos : 21,27%
1981 –Georges Marchais : 15,35%
1988 –André Lajoinie : 6,76%
1995 –Robert Hue : 8,64%
2002 –Robert Hue : 3,37%
2007 –Marie-George Buffet : 1,93% (Gauche populaire et antilibérale, soutenue par le Parti communiste)

<u>Européennes de 1979 à 2014 :</u>
1979 : Georges Marchais 20,52% -PCF-
1984 : Georges Marchais 11,21% -PCF-
1989 : Philippe Herzog 7,72% -PCF-
1994 : Francis Wurtz 6,89% -PCF-
1999 : Robert Hue 6,78% -Bouge l'Europe-
2004 : Jacky Hénin 5,88% -PCF-
2009 : JL Mélenchon 6,48% -Front de Gauche-
2014 : JL Mélenchon 6,61% -Front de Gauche-

Le PCF et l'Europe :

Un des point où l'évolution des positions du PCF est significative du passage du sectarisme à l'opportunisme, est son changement au sujet de l'Europe. Il passe d'un discours chauvin sur l'Europe à un revirement complet en 1997.

Le livre « **La Gauche radicale et ses tabous: Pourquoi le Front de gauche échoue face au Front National** » – Aurélien Bernier- éditions du Seuil- 2014, donne une chronologie très instructive sur le passage « *euroseptique* » à « *euroconstuctif* » de Marchais à Hue.

Du rejet nationaliste et chauvin de toute construction européenne au soutien indéfectible au thèses altermondialistes (altereuropéiste) d'ATTAC : « *Une autre Europe est possible* ». Ce glissement vers l'illusion réformiste de réorienter la construction de l'Union Européenne vers « *l'Europe sociale* » prend son sens quand « *Le 7 janvier 1997, le ministre communiste de l'Équipement, des Transports et du Logement, Jean-Claude Gayssot, à l'occasion de ses vœux à la presse, se déclare « véritablement euroconstructif », souhaitant une « réorientation de la politique européenne en faveur de l'emploi, du progrès social, de l'harmonisation par le haut, et de la démocratie* » (extrait de **L'Humanité** du 8 janvier 1998. cité par *Aurélien Bernier* dans « **La Gauche radicale et ses tabous** »).

Le très intéressant livre de Benjamin Landais, Aymeric Monville, Pierre Yaghlekdjian sortie en 2008 « **L'Idéologie Européenne** » -éditions Aden- consacre son chapitre 6 au thème « ***Le mythe de l'Europe sociale et les avatars de la gauche européenne*** » –pages 273 à 308. Le sous-chapitre « ***Les antilibéraux*** » (p.299 à 303) rappelle très justement la campagne (référendum) sur le Traité Constitutionnel Européen en 2005, le rôle du PCF « *A la faveur du référendum, les citoyens ont pu voir (dans la mesure où ils existaient réellement) surgir au-devant de la scène un certain nombre d'organisations se définissant comme : « antilibérale » et située « à gauche de la gauche »*.*

Malgré des divergences marginales, tous ces appareils vont développer un discours qui peut être résumé par le slogan ; « Non à la Constitution ! Non à l'Europe libérale ! Oui à l'Europe sociale ! »
Il ne faut cependant pas se tromper, l'« Europe Sociale » des partisans du « NON de Gauche » prend chez eux un sens très différent de celui défendu par la social-démocratie institutionnelle. » -pages 299-300-

*La note de bas de page du sous-chapitre « ***Les antilibéraux*** » (p.299) précise :
« *Cette myriade de « mouvements » se réunit par la suite dans ce qui s'est appelé : « Collectit pour le NON », puis « collectif antilibéraux ». Ainsi, un agencement hétéroclite fut constitué, composé de partis politiques (LCR), d'associations (ATTAC, etc.), de personnalités isolées (José Bové, Raoul-Marc Jennar, etc.), de transfuges du PS (autour de Jean-Luc Mélenchon) ou des Verts (autour de Françine Bavais). Là-dessus vint se greffer toute une faune de groupuscules et de sectes, tous plus inconnus les uns que les autres (dont les plus importants sont le MARS, Cactus La Gauche, Alternative Citoyenne, AlterEkolo, etc.). Le Parti Communiste qui représente en termes d'effectif, au moins quatre ou cinq fois plus que toutes ces organisations réunies, vint pourtant apporter moyens humains et matériels, malgré la nature de classe de la structure (petite bourgeoisie des centres villes) et l'anticommunisme virulent d'un certains nombre de ses membres.* ».

Le PCF et les années 80… la crise et la social-démocratisation

La crise de PCF ne va pas servir à renforcer les organisations et partis ML. La raison de cet état de fait, c'est que la crise structurelle du PCF engagée dans les années 70, s'accélère dans les années 80 sur la base d'une crise identitaire et d'une mutation du PCF.

Avec sa participation au gouvernement depuis 1981, le PCF est contraint d'opérer une mutation le faisant passer progressivement de parti révisionniste voulant instaurer un capitalisme d'Etat en France à un parti social-démocrate qui a encore quelques références « communistes ».

Les années 80 amorcent pour le PCF le lent passage de relais entre Georges Marchais et Robert Hue. Rester ou pas au sein du gouvernement est le point qui caractérise les contradictions entre les tendances au sein du PCF dans la période 1981-1984. Quand celui-ci quitte le gouvernement (après avoir avalé d'énormes couleuvres) il ne remet nullement en cause la stratégie de type union de la gauche, mais certaines de ses modalités.

Seulement le déclin électoral l'amène à revoir ses prétentions surtout qu'il n'a plus de place dominante ou hégémonique dans la gauche, que les effets des campagnes idéologiques contre le communisme ont un effet destructeur dans tous les partis et organisations plus ou moins proches du marxisme. Le PCF est aussi devenu une véritable passoire idéologique et ses théories sont totalement poreuses vis-à-vis des attaques contre le marxisme en général. L'abandon de la DDP et le ralliement à l'autogestion n'ont pas endigué sa crise…

Le passage de Marchais à Robert Hue, marque en quelque sorte la fin d'une période ou le PCF voulait construire un capitalisme d'Etat s'inspirant des pays de l'Est.
Les années 80 font déffinitivement éclater l'image de ces pays et la référence au socialisme. Le PCF en interne est tenaillé par des contradictions entre un retour en arrière et l'adaptation à la gestion politique et économique d'un pays au sein d'une coalition avec la social-démocratie.

Dans ce contexte pour le PCF, le retour en arrière (sur la ligne Marchais) n'est pas adapté à la nouvelle situation. Le passage de Marchais à Hue se fera sur une dizaine d'années. Il est significatif de noter que le PCF reste au gouvernement de mai 1981 à juin 1984 alors qu'en 1997 sous Chirac et Lionel Jospin, il y restera du 2 juin 1997 au 6 mai 2002 dans le cadre de la « gauche plurielle ».

Est-ce que le gouvernement de Chirac/Jospin est plus à gauche que celui de Mitterrand/Mauroy ou Fabius ? Nullement, bien au contraire ! Alors pourquoi le PCF est-il resté jusqu'au bout sous Jospin ?
Un élément de la réponse se trouve dans la période entre 1984 et 1997. Période ou le PCF va s'engager dans une voie de préparation à sa mutation social-démocrate (notamment représentée par Robert Hue), sans remettre en cause ce qui a gangrené le parti depuis très longtemps: l'opportunisme; et ce qui l'a détruit en tant que parti communiste : le révisionnisme. Un parti qui ne se définit plus par rapport à la classe ouvrière, qui n'applique pas le centralisme démocratique, qui ne veut pas d'un bouleversement révolutionnaire, qui ne défend pas la dictature du prolétariat peut-il encore oser se prétendre communiste ?, OUI ! il le peut, seulement il y a tromperie. C'est là, la particularité du révisionnisme.
Dans la période des années 90, le parti jettera les dernières références formelles au marxisme et avec l'effondrement de L'URSS et des pays de l'EST, il ne sera plus dans la même configuration et n'aura même plus besoin de ces références formelles et il épousera ouvertement le réformisme. Ce qui fait que la différence avec 1981 où les ministres « communistes » sont restés puis sont partis plus tard (juillet 1984), et les années 97-2002 où ils sont restés, c'est un cran supplémentaire ou le PCF se social-démocratise à grande vitesse. Plus précisément, il abandonnera ouvertement toute référence même formelle au marxisme au léninisme et cela provoquera un « choc culturel » pour certains militants (révisionnistes) issus des périodes Thorez ou Marchais. L'accélération de la mutation provoquera un phénomène d'idéalisation de ces périodes par certains militants, avec en prime les références au passé glorieux, la nostalgie etc...
Le PCF dans les années 60-70-80 était un parti réformiste, dont la dominante idéologique et historique était le révisionnisme moderne. Avec sa crise et son déclin, il reste un parti révisionniste, mais c'est l'aspect réformiste classique qui y devient dominant dans la décennie 90. Le processus de social-démocratisation enclenché sous le terme de « mutation » par Robert Hue, s'est réalisé dans le cadre d'un parti qui avait déjà une orientation réformiste.

De Hue à M-G Buffet et Pierre Laurent

Robert Hue a théorisé ses conceptions dans un livre intitulé : « **Communisme : La Mutation** » -Stock- publié en novembre 1995- .

Après son échec électoral en 2002, Robert Hue (qui a dirigé le parti de 1994 à 2003) est remplacé à la direction par Marie-Georges Buffet comme secrétaire nationale du Parti communiste français de 2001 à 2010 (elle sera candidate à l'élection présidentielle de 2007).

En 2004 Robert Hue est élu sénateur du Val d'Oise. En 2011 il est réélu. Il est rattaché au RDSE (Rassemblement démocratique et social européen).

En 2008 il crée le NEP (Nouvel espace progressiste) qu'il transforme en MUP (Mouvement Unitaire Progressiste) en avril 2009. Le MUP devient MdP (Mouvement des Progressistes) en 2014. Ce mouvement est proche du PS.
« *Le 12 avril 2012, Robert Hue apporte son soutien à François Hollande dès les primaires qui précèdent le premier tour de l'élection présidentielle. Après l'élection de celui-ci à la présidence de la République, Robert Hue est un temps pressenti pour entrer au gouvernement. En septembre 2012, il annonce son départ du groupe communiste au Sénat pour le RDSE* » -sources Wikipédia-

Pierre Laurent est secrétaire national du Parti communiste français depuis le 20 juin 2010 et président du Parti de la gauche européenne depuis décembre de la même année.

Annexe 43 (voir décembre 1980 dans la chronologie et les chapitres 9 - 12 et 13)

PCF, immigration, chauvinisme, racisme et « Affaire de Vitry »

Ce qui fut appelé affaire ou coup de Vitry est symptomatique de l'évolution du PCF sur la question de l'immigration. Cette évolution ne date pas de 1980, car dès 1978 l'HR n°860 –4 avril- publiait en page 10 un article intitulé : « ***Foyer de l'Yser – Saint-Denis (93) : La mairie PCF refuse de reloger les immigrés. La lutte continue*** ». Cette évolution est elle-même la conséquence et l'aboutissement d'un processus au sein du PCF qui l'a amené progressivement sur une ligne de défense de l'impérialisme français et le rejet de l'internationalisme prolétarien (voir par exemple la position du PCF pendant la lutte des résidents des foyers Sonacotra dès 1974).

Le contexte du « coup de Vitry »
Nous sommes fin de l'année 1980, le 24 décembre précisément. Les élections présidentielles approchent et la gauche est toujours divisée. L'échec électoral de la gauche en 78 est toujours dans les têtes, et la fin du règne de Giscard est dur et pesant.

Sur le plan international, les tensions dans l'année 1980 sont importantes entre l'Est et l'Ouest (USA et URSS), c'est le début de la guerre Iran-Irak, Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis. La poursuite de l'intervention militaire de Brejnev en Afghanistan, le soutien des USA aux moudjahidines afghans, l'aide militaire du gouvernement américain aux« *Escadrons de la mort* » au Salvador et au « *contras* » en 1981 contre les sandinistes au Nicaragua, les menaces de l'URSS contre la Pologne… sont autant d'éléments qui viennent plomber un climat politique très lourd en France et accentuer les divisions notamment à gauche.

Avec le recul, nous pouvons dire au sujet du « coup de bulldozer de Vitry » et surtout sur la campagne qui s'en est suivie, que celle-ci ne fut pas absente d'hypocrisie, de mauvaise foie, de manipulations en tous genres…
D'ailleurs c'est en s'appuyant sur ces hypocrisies et manipulations, que Marchais au nom du PCF, a pu développer son argumentation sur cette affaire. Aujourd'hui en 2015, le PS et le FN réutilisent tout aussi hypocritement les positions du PCF de l'époque sur le « produisons français » ou « l'arrêt de l'immigration »… pour justifier les positions.

Ce que montre « *le coup de Vitry* », c'est le passage de « *la question de l'immigration* » à celui du « *problème de l'immigration* ».

Le PCF justifie le « coup de Vitry » par les rivalités entres municipalités, par l'anticommunisme du PS et de la CFDT et par une logique comptable contre « les ghettos » où « les immigrés coûtent cher ».

Il faut être clair et le dire, la logique comptable c'est l'aboutissement de la « politique de gestion municipale » dans le cadre de l'Etat impérialiste français. C'est pourquoi la gestion de gauche dans le cadre de ce système est un piège et une illusion réformiste.

Si Marchais en 1981, défend « *l'arrêt de l'immigration* » c'est parce qu'il n'est plus sur une ligne de défense intransigeante de l'unité du prolétariat, de l'internationalisme prolétarien. Il est dans la gestion d'un système en crise et c'est toujours les règles et les lois économiques du capital qui s'imposent dans la gestion de ce système.
Les manipulations et les hypocrisies de « *la droite, du PS ou de la CFDT* » dénoncées par Georges Marchais, sont certes réelles, mais elles ne peuvent en aucun cas justifier ce que le maire de Vitry a fait.

Le « coup de Vitry » ne tombe pas du ciel, car dès les années 70 et notamment sur « le mouvement des résidents des foyers Sonacotra » le PCF s'illustre en développant un discours et des pratiques chauvins. Ce chauvinisme n'est-il pas aussi plus ancien ? **(voir la liste des livres de Jacques Jurquet concernant le PCF et l'Algérie : annexe 37)**

Il défend et théorise le « produire français » dès 1977. Il mène des campagnes sur des positions nationalistes et chauvines en 79 lors du mouvement des sidérurgistes. C'est directement, la conséquence de sa dégénérescence révisionniste et de sa défense de l'impérialisme français.

La revue **Prolétariat** a publié au troisième trimestre 1978 son n°17 dont le sujet est « ***Le PCF en questions*** », un article de Guy Lebreton intitulé « ***Le PCF et les ouvriers immigrés : De l'internationalisme… à la trahison*** » -pages 42 à 51

Le Quotidien du Peuple n° 885 -30 mars 1979 – publie en page 2 : « ***A propos de la campagne du PCF sur l'Europe en Lorraine : Chauvinisme, défense des trusts capitalistes français ou solidarité des classes ouvrières ?*** »

Dans l'HR n°1224 du 6 au 12 novembre 1980, Pierre Burnand signe en page 4 un article qui s'intitule « **Une campagne raciste du PCF** » il y déclare en introduction : « *Les faits sont graves. Simultanément, dans le Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis, le PCF vient d'engager une campagne dont le thème est "Halte à l'immigration !* "

Voici quelques éléments chronologique du « coup de Vitry », avec notamment des liens vers les vidéos de journaux télévisés

-24 décembre 1980 : Le maire giscardien de Saint-Maure-des-Fossés (Jean-Louis Beaumont) fait transférer 300 maliens d'un foyer ADEF (Association Développement des Foyers) –jugé insalubre et inadapté- de sa commune, pour être hébergés à Vitry-sur-Seine (mairie PCF dirigé par Paul Mercieca) dans un bâtiment ADEF en rénovation, où la mairie avait prévu d'installer des jeunes travailleurs. Ce mercredi après-midi, un groupe d'une cinquantaine de militants du PCF, emmené par Paul Mercieca, participe à la dégradation du foyer avec l'utilisation d'une pelleteuse-bulldozer.

-27 décembre 1980 : Le Journal télévisé de TF1 20 heures, présenté par Dominique Baudis, revient sur le foyer malien à Vitry et qui sera appelé plus tard : « ***Le coup de bulldozer de Vitry*** ».

-- Foyer malien à Vitry
-- Journal télévisé « Soir 3 » de Fr3 le 29 décembre 1980
-- 1er janvier 1981 –Tf1 20 heures –D. Baudis- :
Les maliens chez Lionel Stoléru (secrétaire d'état travailleurs immigrés)
-- 3 janvier 1981 –Fr3 Soir 3-
Manif de soutien aux travailleurs maliens à Vitry
-- 10 janvier 1981 –Antenne 2 midi-
Manifestation le matin à Vitry
-- 10 janvier 1981 –FR3 Soir 3

Lien vers un article de la revue théorique de LO :
« La campagne du PCF contre l'immigration : de la démagogie électorale de mauvais aloi »
Lutte de classe n°82 -janvier 1981-

Divers liens internet :
http://www.causeur.fr/bulldozer-de-vitry-et-si-le-pcf-avait-raison-19545.html#
http://www.liberation.fr/libe-3-metro/1996/10/12/paul-mercieca-se-met-a-table_184237
http://www.alexis-corbiere.com/index.php/post/2011/05/06/Assez-de-calomnies-!-Non,-Georges-Marchais-n%E2%80%99aurait-jamais-vot%C3%A9-Front-national-!
http://www.actioncommuniste.fr/2015/04/les-communistes-et-l-immigration-humanite-1991.html
Les communistes et l'immigration : quels principes adopter ?
Quand le PCF servait de marchepied au parti « socialiste »…

Annexe 44 (du chapitre 9)

La marée noire de l'Amoco Cadiz à travers les titres de l'HR (le QDP et d'autres organes de presse ML ont aussi largement abordé ce sujet)

HR n°851 –mardi 21 mars 1978- indique « ***La marée noire : Vent de révolte en Bretagne*** » -pages 1 et 7- « ***La marée noire s'amplifie : La colère gronde en Bretagne !*** » -page 6-
HR n°852 -mercredi 22 mars 1978- « ***La marée noire menace même l'agriculture*** » -page 1-
« ***Finistère-nord : Encore rien de sérieux pour s'opposer à l'extension de la marée noire*** » -page 6-
HR n°853 –jeudi 23 mars 1978- « ***Bretagne : la marée noire s'étend. Toute une région menacée*** » -pages 1 et 8- « **Des centaines de pêcheurs déposent leur rôle ''Il n'y a plus de poissons pour nous''** (*De notre envoyé spécial à Portsall*) » – page 8-
HR n°854 –vendredi 24 mars 1978- « ***Marée noire : 200 km de plages pollués*** » -page 8-
HR n°855 –samedi 25 dimanche 26 mars 1978- « ***En Bretagne, après la stupeur et la colère : La lutte s'organise*** » -page 1- « ***Contre les conséquences de la marée noire : la lutte unie d'ampleur et résolue.*** », « ***Avec la grande marée : La marée noire au maximum ce week-end*** » -page 8-
HR n°856 –mercredi 29 mars 1978- « ***Bretagne : la colère gronde : 20 000 manifestants à Brest*** » -page 1- « Témoignages du Trégor ''***C'est une honte, un scandale !***'' » -page 8- « ***Au coude à coude*** » -page 8-
HR n°857 –jeudi 30 mars 1978- « ***Communiqué commun des comités régionaux du PCRML et du PCMLF paru dans le Quotidien du Peuple. S'unir contre toutes les marées noires du capitalisme*** » -page 1- « ***Amoco Cadiz : La catastrophe ne finit pas de s'étendre*** » -page 8-
HR n°858 –vendredi 31 mars 1978- Marée noire « ***La négligence criminelle était prévue !*** », « ***Nettoyage de la côte : Les volontaires doivent être indemnisés ! Les pollueurs doivent payer !*** », « ***Les consignes du gouvernement ''Il faut frôler les côtes !''*** » -page 8-
HR n°859 –samedi 1er et dimanche 2 avril 1978- Spécial marée noire, 4 pages UOPDP Communes au QDP et à l'HR –page 1- « ***Après la marée noire de l' « Amoco Cadiz » La colère bretonne*** » -page 1-, « ***La colère bretonne*** » (Editorial) –page 2-, « ***''Le responsable ne s'appelle pas fatalité'' Déclaration du comité UOPDP*** » -page 2-, « ***Une catastrophe écologique sans précédent*** » -page 3-, « **Une série d'irresponsabilités** » -page 3, « ***La colère des marins-pêcheurs : ''Du travail, pas de pétrole !'' ''Les pollueurs doivent payer !''***», « ***Les indemnisations, qui va payer ? et combien ?*** », « ***Il y a 11 ans le Torrey Canyon*** » -page 4-, Mobilisation populaire et de la jeunesse « ***Les comités anti-marée noire*** », « ***Les écologistes appellent au boycott de la Shell*** » -page 4-
HR n°860 –mardi 4 avril 1978- « ***Après le mazout, les grenades offensives*** » -page 1-, *Marée noire :* « ***Le bénévolat contesté : ''Au début on y croit, mais très vite…''*** », « ***20 000 à Brest ''Les pollueurs doivent payer''*** », « ***Ils nous ont tabassés et gardés toute la nuit*** », « ***Partout la même impression*** » -page 7-
HR n°861 –mercredi 5 avril 1978- « ***Le vrai crime de l'Amoco cadiz*** » (Editorial) –page 7-, « ***Premier bilan scientifique de la faculté des sciences ''La mort jusqu'à 20 m de profondeur''*** » -page 7-
HR n°862 –du 6/04/78- « ***Jeudi 6 avril à 18h30. Place Denfert Rochereau : Manifestation anti-marée noire*** » -page 1-, *Marée noire* « ***Quand ''les oubliés'' de l'Île de Batz ont débarqué à Ploudalmezeau*** », « ***Marée noire : Un paysan breton parle*** » -page 7-
-HR n°863 –vendredi 7 avril 1978- « ***Marée noire : La 2e vague*** » (Editorial) -page 1-, Marée noire « Kerlouan : Le comité anti-marée noire de Lesneven avec les soldats et les paysans » -page 7-, «***Shell à toujours raison*** », « ***Des soldats malades du pétrole, l'un deux serait mort*** », « ***Le refus des habitants de pomper la merde*** » page 7-
« *La coordination des comités anti-marée noire de Brest, organise le 8 avril à 14 h, une première rencontre régionale des comités.* (…) *La coordination brestoise proposera l'organisation d'une* **Marche nationale sur Paris** *qui se déroulerait le 15 ou le 22 avril* (…) » -page 7-, « ***Le vent pousse le pétrole vers les côtes, les Îles de Molène et d'Ouessant menacées*** » -page 8-
HR n°864 –samedi 8 dimanche 9 avril 1978- « ***Paris partage la colère des Bretons*** » -page 1-, « ***Marée noire. Le pétrole se***

mélange à la mer. A 65 mètres de profondeur : 23 milligrammes par litre », « ***L'UFC condamnée au profit de Shell France : Les pollueurs seront indemnisés*** » -page 7-
HR n°865 –mardi 11 avril 1978- Marée noire « Des jeunes par milliers » (Editorial) –page 7-, « La mort noire sur 200 km de côte et 90 m de profondeur » (Conférence de presse des comités anti-marée noire de Brest) –page 7-, « Deux sortes de pétrole », « L'aber Benoit », « L'usine de goémon de Lannilis », « Ploudermeau » -page 7-
HR n°866 -du 12 avril 1978- Marée noire « ***A la clinique des oiseaux de Portsall*** : ***La colère de ceux qui luttent pour la vie*** » -page 7-
HR n°867 –jeudi 13 avril 1978- Marée noire : « ***Dans la baie de Morlaix ''Il faut tout arrêter : nos huîtres ont un goût de mazout !*** » -page 7-, « ***Grenoble : Un seau et une petite cuillère pour le préfet*** », « ***Document : lettre-circulaire du SAMU de Brest*** » -page 7-, « ***Marées noires, dégazages, ça continue !*** » -page 8-
HR n°868 –vendredi 14 avril 1978- « ***Je suis marin-pêcheur sur les côtes bretonnes*** » page 6-, « ***Tourisme dans un cimetière*** » (Editorial) –page 7-, « ***La chaine alimentaire sera rompue pour plusieurs années*** *: Un film de pétrole recouvre la mer. 100 000 tonnes de pétrole se sont mélangées à l'eau* » -page 7-, « ***Encore bravo !*** » -page 7-, « ***Extension de la marée noire : Les Îles d'Ouessant et Molène touchées par le pétrole*** » -page 8-
HR n°869 –samedi 15 dimanche 16 avril 1978- « **Contre toutes les marées noires du capitalisme** : *Rapport de la commission marée noire du Comité d'initiative national* » -page 4-, « ***Nettoyage des côtes bretonnes : Tout est à refaire et c'est pire*** », « ***Marins-pêcheurs : Le désastre s'amplifie*** » (De nos correspondants à Lampaul-Plouarzel » -page 7-
-HR n°870 –mardi 18 avril 1978- « ***Marée noire : Histoire de bateaux*** » -page 6-
-HR n°871 –mercredi 19 avril 1978- « ***Le Sud-Finistère reste menacé par le pétrole*** », « ***Les touristes ont déserté la Bretagne à Pâques.*** », « ***Des navires continuent à circuler en infraction*** » -page 6-
-HR n°872 –jeudi 20 avril 1978- « ***Marée noire : L'Île de Sein menacée*** » -page 1-
-HR n°873 –vendredi 21 avril 1978- « ***Communiqué du comité étudiant anti-marée noire de Brest*** » -page 3-
-HR n°874 –samedi 22 dimanche 23 avril 1978- « ***Le scandale des déchets de la marée noire*** » -page 1-
-HR n°876 –mercredi 26 avril 1978- « ***Marée noire ''Nous ne sommes pas des candidats au suicide collectif''*** » -page 3-
-HR n°891 –samedi 20 dimanche 21 mai 1978- « ***La marée noire n'a pas suffi : Le plan Polmar détruit plus la faune et la flore de l'Océan que le pétrole de la marée noire*** », « ***La Shell réclame un million à l'Union fédérale des consommateurs !*** » -page 6-
-HR n°897 –mardi 30 mai 1978- « ***Marée noire : des soldats témoignent "Ils nous frappent à coups de nerfs de bœuf… !*** *"* » -page 6-
-HR n°907 –mardi 13 juin 1978- *Marée noire* « ***Témoignage : Ce que touchent les appelés*** », ***« Plan Polmar : toujours l'inefficacité*** » -page 6-
-HR n°909 –jeudi 15 juin 1978- « ***Marée noire … et répression*** », « ***St-Renan : Interpellation de 2 diffuseurs de tracts*** » (Correspondant HR) –page 6-
-HR n°913 –mercredi 21 juin 1978- « ***Suites de la marée noire : Apparition d'une algue polluante*** » -page 6-
-HR n°920 –vendredi 30 juin 1978- « ***Portsall, marée noire et grève de l'arsenal : deux sujets qui dérangent la télévision bourgeoise*** » -page 8-
-HR –b- n°28 du 13 au 27 avril 1978- « ***Marée noire ''Pétroliers'' coupables ! gouvernement complice !*** » -page 1-
« ***Le pétrole s'écoule du ventre du monstre : La colère monte*** » (De notre envoyé spécial Philippe Leclerc) -page 7-
« ***Trois jours à Brest Portsall avec notre envoyé spécial*** » -pages 8-9-10-
Lundi 3 avril : Le pétrole est partout – Lundi soir 3 avril : Discussion avec un paysan-travailleur – Mardi 4 avril : ''Reprendre la mer'' – Mercredi 5 avril : La clinique des oiseaux
-HR –b- n°29 du 27 avril au 11 mai 1978- « ***Marée noire : Le visage de la colère*** » -page 9-
-HR-b- n°31 du 25 mai au 9 juin 1978- « ***Marée noire : Le ramassage à la petite cuillère : Des soldats témoignent*** » -pages 25-26-

Annexe 45 (du chapitre 9)

L'Humanité Rouge n°858 –du 31 mars 78- « ***Les suites des législatives : Des remous au sein du PCF*** » -page 3-
HR n°857 –jeudi 30 mars 1978- « **Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? (1)** ***''Ce n'est pas nous. C'est lui'' dit René Andrieu*** » -page 3-
HR n°859 –samedi 1 et dimanche 2 avril 1978- «**Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? (2)** ***1965 : Waldeck-Rochet choisit Mitterrand*** » -page 7-
HR n°860 –mardi 4 avril 1978- « **Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? (3)** ***Renier pour s'unir*** » -page 3-
HR n°861 –mercredi 5 avril 1978- « **Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? (4)** ***Mai 1968, vue parlementaire contre ''subversion''*** » -page 3-
HR n°862 –jeudi 6 avril 1978- « **Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? (5)** ***Juin 68 : le prix fort*** » -page 3-
-HR n°861 –mercredi 5 avril 1978- « ***Dans le PCF : Contestation tous azimuts*** » -page 3-
-HR n°863 –vendredi 7 avril 1978- « ***Camarades communistes : Faites marcher vos propres têtes !*** » (Editorial de Jacques Jurquet) –page 3-

-HR n°864 –samedi 8 dimanche 9 avril 1978- « ***La ligne du PCF remise en cause*** » (Editorial) –pages 1 et 8-
-HR n°865 –mardi 11 avril 1978- « ***Contradictions au sein du PCF : Le ‘‘Parti des pauvres’’ a horreur du front de classe !*** » -page 3-
-HR n°866 –mercredi 12 avril 1978- « ***L'abandon des principes marxistes-léninistes mène à l'échec*** » (Editorial) –page 1-
-HR n°868 –vendredi 14 avril 1978- « ***Le PCF et l'extrême gauche : Des caresses empoisonnées*** » -page 3-
-HR n°871 –mercredi 19 avril 1978- « ***Le débat au sein du PCF et le centralisme démocratique*** » (par Jacques Jurquet) –pages 1 et 3-
-HR n°873 –vendredi 21 avril 1978- « *Contradictions au sein du PCF. Ellenstein veut un vrai parti social démocrate* ». « ***Ce qui se passe au sein du PCF*** » -page 3-, « ***Ellenstein : Vers le compromis historique à la française*** » -page 3-
-HR n°875 –mardi 25 avril 1978- « ***L'URSS et le débat interne au sein du PCF*** » -page 3-
-HR n°876 –mercredi 26 avril 1978- « ***PCF : Le débat est faussé*** » -page 3-
-HR n°877 –jeudi 27 avril 1978- « ***S'adresser aux travailleurs du PCF*** » (Editorial) –pages 1 et 8-
« ***PCF : Le cœur du problème*** » -page 3-
-HR n°878 –vendredi 28 avril 1978- « ***Réunion du Comité central du PCF : L'art d'enterrer les questions*** » (Editorial) –page 1-
« ***PCF : Des critiques internes qui feront boule de neige*** » -page 3-
-HR n°879 –samedi 29 et dimanche 30 avril 1978- « ***Notre analyse du Parti ‘‘Communiste’’ Français : L'échec d'une stratégie*** » (*extraits du rapport politique adopté au 3e congrès du PCMLF*) –pages 3 à 6-
« ***Comité central du PCF. Marchais : ‘‘Tout va bien, mais…’’*** » -page 8-
« ***Et les ‘‘pays socialistes’’ ?*** » -page 8-
-HR n°882 –samedi 6 dimanche 7 mai 1978- « ***Pourquoi nous nous adressons aux militants du PCF ?*** » -page 1-
« *A la télévision, mercredi 10 mai à 19h40 sur FR 3* : ***Les militants marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF*** » -page 3-
-HR n°883 –mardi 9 mai 1978- « ***L'Humanité Rouge à ‘‘Tribune libre’’ Sur FR 3, mercredi 10 mai à 19h40 sur le thème ‘‘Les militants marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF’’*** » -pages 1 et 3-
-HR n°884 –mercredi 10 mai 1978- « ***Nouvelle tactique du PCF ? ‘‘La condition du changement, c'est la lutte’’ déclare ‘‘l'Humanité’’*** » -page 8-
-HR n°886 –vendredi 12 mai 1978- « ***La crise du PCF : témoignage ‘‘On a accepté les règles d'un jeu dont seule la droite maîtrise les données’’*** *–Jean-Jacques Cadiou, ancien membre du Bureau de l'UEC, de l'UNEF et du PCF de Brest-* » -page 3-
« ***A la télévision sur FR3 : Mercredi soir, les marxistes-léninistes se sont adressés aux militants du PCF*** » -page 8-
« ***La crise du PCF : témoignage "On a accepté les règles d'un jeu dont seule la droite maîtrise les données"*** (*Jean-Jacques Cadiou, ancien membre du Bureau de l'UEC, de l'UNEF et du PCF de Brest*) –page 3-
-HR n°887 –samedi 13 dimanche 14 mai 1978- « ***Le bureau politique du PCF menace : Les intellectuels contestataires doivent s'attendre à "la riposte politique qui s'impose"*** –page 3-
« ***Un millier de lettres ?*** » -page 3-
« Extraits de l'émission présentée par l'Humanité Rouge à FR3, mercredi 10 mai "Les militants marxistes-léninistes s'adressent aux militants du PCF" –page 5-
-HR n°889 –jeudi 18 mai 1978- « ***Conférence sur le désarmement : Grandes manœuvres des dirigeants du PCF*** » -page 3-
-HR n°890 –vendredi 19 mai 1978- Dossier « ***Le doigt sur la plaie*** », « PCF : ***Ce qui est remis en cause par Althusser*** », « ***"Un parti calqué sur l'appareil d'Etat bourgeois"*** » -page 7-
-HR n°891 –samedi 20 dimanche 21 mai 1978- « ***La direction du PCF sur des charbons ardents : La contestation interne grandit*** » -page 3-
-HR n°892 –mardi 23 mai 1978- « ***Billy-Montigny (Nord) : Quand le maire PCF nous invite… et que nous acceptons l'invitation*** » -page 6-
-HR n°894 –jeudi 25 mai 1978- « ***Les intellectuels du PCF interpellent leur comité central*** » (Texte écrit et signé par 311 intellectuels contestataires, membres du PCF) –page 7-
« ***Peut-on réformer le PCF ?*** » -page 7-
-HR n°895 –vendredi 26 mai 1978- « ***La controverse au sein du PCF "Une attaque frontale contre la politique du parti et de sa direction"*** » -page 3-
« ***Il n'y aura pas de critique du Comité central*** » -page 3-
-HR n°896 –samedi 27 dimanche 28 mai 1978- « ***A propos : Feu sur les intellectuels ?*** » -page 3-
« ***L'URSS intervient dans le débat au sein du PCF*** » -page 3-
-HR n°897 –mardi 30 mai 1978- « **Contre le gouvernement Giscard-Barre**
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste » (PCMLF) –page 3-
-HR n°898 –mercredi 31 mai 1978- « ***L'unité oui, mais pour quelle stratégie ?*** » (Editorial Jean Nestor) –page 1-

« ***Les contestataires du PCF à la fête de "Rouge" : Les questions essentielles n'ont pas été abordée*** » -page 3-
« ***D'après Marchais "Tout va bien dans le PCF"*** » -page 8-
-HR n°900 –vendredi 2 juin 1978- « ***Au moment de la coupe du monde de football : Le PCF embarrassé*** » -page 3-
-HR n°901 –samedi 3 dimanche 4 juin 1978- « ***PCF : Althusser et Elleinstein jugés indésirables*** » -page 3-
« ***Dans notre courrier…*** » (Un lecteur de Lille) –page 3-
-HR n°902 –mardi 6 juin 1978- « ***Marchais aux contestataires : "Ne vous faites plus d'illusions"*** » -page 3-
« ***Contestation à la fête de la jeunesse communiste*** » -page 8-
-HR n°903 –mercredi 7 juin 1978- « ***Manifestation du PCF sur l'Afrique : Des idées qui cheminent*** » -page 8-
-HR n°904 –jeudi 8 juin 1978- « ***Ce que Marchais prépare*** » -page 3-
-HR n°906 –samedi 10 dimanche 11 juin 1978- *A propos...* « ***Nos luttes et la stratégie du PCF*** » -page 8-
-HR n°907 –mardi 13 juin 1978- « ***De nouveau, un texte public de militants du PCF*** » -page 3-
« ***Quatre militantes du PCF critiquent sévèrement dans "Le Monde" la politique sur les femmes de la direction : "Quelle déception !"*** –page 3-
-HR n°908 –mercredi 14 juin 1978- « ***Témoignage. Un ouvrier raconte : Pourquoi j'ai quitté le PCF*** » -page 3-
-HR n°909 –jeudi 15 juin 1978- « ***Les militants du PCF et nous : Beaucoup de choses ont changé*** », « ***Nouveaux témoignages*** » (Correspondant HR Uckange) –page 3-
-HR n°912 –mardi 20 juin 1978- « **Réunion du Comté central du PCF : la fuite en avant**
Deux jours de réunion du CC du PCF. Faire croire que la contestation interne est morte. Tenter de définir une orientation », « ***Le bluff des 1 000 contestataires*** », « ***Pondre une orientation*** » -page 3-
-HR n°914 –jeudi 22 juin 1978- « Pour quelle unité faut-il se battre ? » -page 3-
« ***Le PCF, 12 ans en arrière***. **La ligne ouverte par le Comité central : exploiter les luttes pour refaire l'Union de la gauche défunte** » -page 3-
-HR n°915 –vendredi 23 juin 1978- « ***Nos propositions pour l'unité*** » (Editorial Jean Nestor) –page 1-
« **A propos du comité central du PCF : La seule voie crédible** » -page 3-
« ***Le comité central du PCF face à l'URSS*** » -page 3-
HR n°916 –samedi 24 dimanche 25 juin 1978- « **Le comité central du PCF face à ses contestataires** » -page 3-
« ***Les questions que Marchais veut nier*** » -page 3-
-HR n°917 –mardi 27 juin 1978- « ***Démission d'un secrétaire d'une cellule du PCF à Renault Cléon " J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte"*** » (Caron Yves. Membre du comité de section du PCF à la RNUR-Cléon. OS sur machine. » -page 3-
-HR n°920 –vendredi 30 juin 1978- « ***La crise dans le PCF : Mauvaise politique ou mauvais fonctionnement du Parti ?*** » (Camille Granot) –page 3-
-HR n°921 –samedi 1er dimanche 2 juillet 1978- « ***En réponse à Jeanette Vermeesch : Nouveau tour de force du Bureau politique du PCF*** » -page 8-
Des extraits du Rapport Politique adopté par le CC du PCMLF le 25 juin 1978, indiquent la prise en compte de la situation concernant le PCF, notamment pages 8-9- :

-Le PCF en crise
-L'engrenage du révisionnisme moderne
-Les contradictions éclatent publiquement
-S'adresser à l'ensemble des militants de base du PCF

-HR n°922 –mardi 5 septembre 1978- « ***Le PCF se divise sur l'URSS et l'Europe*** » (Philippe Leclerc) –page 6-
-HR n°923 –mercredi 6 septembre 1978- « ***Le PCF met à jour son analyse de l'URSS*** » (Philippe Leclerc) –page5-
« ***Faut-il encore parler de marxisme-léninisme ?*** » -page 5-
« ***Une étude nécessaire pour deux raisons*** » (extrait de la préface signée Francis Cohen) –page 5-
-HR n°927 –mardi 12 septembre 1978- « ***Le PCF et l'URSS*** » (Communiqué du Bureau politique du PCMLF) –pages 1 et 3-
« ***Fête de l'Humanité : Où va le PCF ?*** » -page 8-
« ***Débat sur ''L'URSS et nous'' Des réponses embarrassées*** » -page 8-
« ***Des militants qui s'indignent*** » -page 8-
« ***Débat sur l'emploi des jeunes : Beaucoup de dénonciations, aucune proposition de lutte*** » -page 8-
-HR n°928 –mercredi 13 septembre 1978- « ***Fête de l'Humanité : Agression contre nos camarades du PCRml*** » -page 4-
-HR n°929 –jeudi 14 septembre 1978- « ***Une militante du PCF démissionne ''On ne s'est pas donné les moyens de lutter''*** » -page 4-
-HR n°930 –vendredi 15 septembre 1978- « ***Le PCF face à Boulin et au chômage*** » -page 3-
« ***Marchais place ses hommes*** » -page 3-
-HR n°935 –jeudi 22 septembre 1978- « ***Tout va très bien, Monsieur Paul Laurent ?*** » -page 5-
« ***L'URSS et le XXIIe congrès*** » -page 5-
« ***Contestation et exclusion*** » -page 5-
-HR n°940 –vendredi 29 septembre 1978- « ***Comité central du PCF : Coincés !*** » (Philippe Leclerc) –pages 1 et 3-

« ***''Les abstentions communistes''*** », « ***Contre l'Europe, pour l'URSS*** » -page 3-
-HR n°941 –samedi 30 septembre dimanche 1er octobre 1978- « ***Le Comité central du PCF fait l'éloge de l'URSS… et condamne l'Europe*** » (Philippe Leclerc) –page 6-
-HR n°945 –vendredi 6 octobre 1978- « ***Foyer Sonacotra de Montreuil : Avec les militants du PCF, discuter en partant des faits*** » -page 5-
-HR n°946 –samedi 7 dimanche 8 octobre 1978- « ***Le PCF demande l'arrêt de l'immigration*** » -page 3-
« ***Ils sont méchants*** » -page 4-
-HR n°952 –mardi 17 octobre 1978- Courrier des lecteurs « ***A propos du milliardaire du PCF : Doumeng*** » -page 7-
-HR n°954 –jeudi 19 octobre 1978- « ***Chine : où en sont les dirigeants du P***CF » (Editorial Pierre Marceau) –page 1-
« ***La gauche à la recherche d'elle-même*** » -page 4-
« ***Mitterrand : ''Le PS ne pouvait pas grandir sans regagner le terrain perdu sur le PC''*** » -page 4- « ***Marchais : ''Pas de gouvernement sans le PCF'' …*** » -page 4-
-HR n°959 -jeudi 26 octobre 1978- « ***Après enquête, nous pouvons le confirmer : Oui le PCF licencie dans la presse et le livre*** » -page 5-
« ***Attaques personnelles*** » -page 5-
-HR n°961 –samedi 28 dimanche 29 octobre 1978- « ***Les dirigeants du PCF mécontents*** » -page 3-
-HR n°970 –samedi 11 dimanche 12 novembre 1978- « Le PCF, la Yougoslavie et la Chine » (PM) –page 5-
-HR n°971 –mardi 14 novembre 1978- Avec le Parti « Lettre ouverte du Comité de section de Lorient du Parti Communiste Marxiste-Léniniste (PCML) à Yves Dormat, démissionnaire du PCF » -page 5-
-HR n°972 –mercredi 15 novembre 1978- « L'URSS et le PCF : Rien n'est réglé » -page 4-
Avec le Parti « S'adresser aux militants du PCF » -page 5-
« Oui à la lutte, oui à l'unité : Mais pour aller où ? (Comité régional du PCML – Montpellier) –page 5-
-HR n°976 –mardi 21 novembre 1978- « La manifestation des femmes du PCF : Une certaine volonté de se battre » -page 4-
-HR n°977 –mercredi 22 novembre 1978- « Français-immigrés : Pour l'unité d'action avec les militants du PCF » (Henri Mazereau) –page 1-
« Foyer Somnacotra d'Elancourt en grève : Divergences dans le PCF au sujet du soutien » -page 4-
« Travailleurs immigrés : Les silences de l''‘Humanité'' » (Henri Mazereau) –page 4-
« Fête de la Marseillaise (Bouches-du-Rhône) : Des contradictions au sein du PCF » -page 4-
-HR n°979 –vendredi 24 novembre 1978- « Notes de lecture «La Rue du prolétaire rouge » : Deux militants du PCF devant la réalité quotidienne de l'URSS » (André Colère) –pages 6-7-
-HR n°986 –mardi 5 décembre 1978- « PCF : conflit à propos de l'Europe » -page 6-
-HR n°994 –samedi 16 dimanche 17 décembre 1978- « Les dirigeants du PCF en route vers de nouvelles aventures électoralistes » (Pierre Marceau) –page 3-
-HR n°1000 –du vendredi 15 décembre au mardi 2 janvier 1979- « Interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML et directeur politique de l'Humanité rouge '' Des centaines de milliers d'adhérents du PCF se posent des questions comme je m'en suis posées moi-même pendant 8 ou 9 ans » -pages 2-3-

A partir du n°886, l'HR entame la publication d'une série d'articles sous le titre :

« **Contre le gouvernement Giscard-Barre**
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Quelle voie prendre pour nos luttes, vers le socialisme ? »

-HR n°886 –vendredi 12 mai 1978- « Préparer l'avenir, se battre contre la misère » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°887 –samedi 13 dimanche 14 mai 1978- « Battre la droite ou abattre ce système ? » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°888 –mercredi 17 mai 1978- « Quelle voie prendre pour changer de régime ? » (Philippe Leclercq) -page 3-
-HR n°889 –jeudi 18 mai 1978- « La voie des réformes de structure ne peut amener le socialisme » (Philippe Leclerc) –p.3-

A partir du n°890, l'entête de la série d'articles est modifiée :

« **Contre le gouvernement Giscard-Barre**
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste »

-HR n°890 –vendredi 19 mai 1978- « ''Et si l'on pouvait éviter la violence ?'' » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°892 –mardi 23 mai 1978- « L'unité que nous voulons » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°893 –mercredi 24 mai 1978- « Ce fameux virage du PS… » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°894 –jeudi 25 mai 1978- « Qu'espérer d'une alliance PCF-PS ? » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°895 –vendredi 26 mai 1978- « Un parti bloqué sur la même stratégie ! » (Philippe Leclerc) -page 3-
-HR n°898 –mercredi 31 mai 1978- « Où mène l'union du peuple de France ? » (Pierre Marceau) –page 3-

-HR n°899 –jeudi 1er juin 1978- « C'est la classe ouvrière qui entraîne tout » (Pierre Marceau) –page 3-
-HR n°900 –vendredi 2 juin 1978- « Travailler à l'unité de la classe ouvrière » (Pierre Marceau) –page 3-
-HR n°901 –samedi 3 dimanche 4 juin 1978- « Quel type d'alliance, avec qui et dans quel but ? » (Pierre Marceau) –page 3-
-HR n°904 –jeudi 8 juin 1978- « L'unité ouvriers paysans » (Pierre Marceau) –page 3-
-HR n°906 –samedi 10 dimanche 11 juin 1978- « Un parti pour vaincre » (Alain Castan) –page 7-
-HR n°910 –vendredi 16 juin 1978- « Qui menace la paix aujourd'hui , » (Annie Brunel) –page 3-
-HR n°911 –samedi 17 dimanche 18 juin 1978- « L'URSS encore socialiste ? Qui a le pouvoir en URSS ? » (Jean Schubert) –page 3-
-HR n°912 –mardi 20 juin 1978- « L'URSS est bien un pays impérialiste » -page 3-
-HR n°913 –mercredi 21 juin 1978- « Défendre la paix » -page 3-
-HR n°915 –vendredi 23 juin 1978- « Quelle attitude par rapport à la lutte du tiers monde ? » -page 3-
-HR n°918 –mercredi 28 juin 1978- « L'unité européenne doit s'édifier contre les superpuissances » (Serge Forest) –page 3-

-HR-b- n°30 du 11 au 25 mai 1978- '' ***PCF : La crise pourquoi ?***'' –pages 1-4-6-7-8-9-

- Ellenstein, Althusser et l'Union du peuple de France (Philippe Leclerc) -pages 4 et 6-
- Le 22e congrès au cœur des débats (Philippe Leclerc) –pages 6-7-
- Unité, oui, mais… -page 7-
- L'échec de la gauche : la faute aux autres (Henri Jour) –pages 8-9-

-HR-b- n°31 du 25 mai au 9 juin 1978- « ***Les militants du PCF et nous : Echos*** » -page 7-
« ***Epernay : A mes camarades du PCF*** » -page 7-
« ***Peut-on réformer le PCF ?*** » -pages 8-9-
-HR-b- n°32 du 7 juin au 21 juin 1978- « ***Le PCF et nous : Nouveaux témoignages*** » -pages 4 et 8-
« ***Sur le centralisme démocratique et le Parti communiste français*** » (Jacques Jurquet) –pages 6-7-
« ***Contestation à la fête d''Avant-Garde''*** » -page 7-
-HR-b- n°33 du 21 juin au 5 juillet 1978- « ***PCF : Ce qui devait arriver…*** » (Henri Jour) -page 9-
« ***Comment poser les problèmes du centralisme démocratique*** » (Henri Jour) –pages 9-10-
« ***Paris Province impression. Un patron de combat : le PCF*** » -pages 22-23-
-HR-b- n°34 -du 5 juillet au 25 juillet 1978- « ***''Pourquoi je viens de démissionner du PCF''*** » (*par Yves Caron, membre du comité de section du PCF à Renault-Cléon, OS sur machine.*) –page 8-
-HR-b- n°37 - du 7 septembre au 21 septembre 1978- « ***Ellenstein : "Il faut aller plus loin dans la critique de l'URSS"*** » (*Henri Mazereau*) -page 8-
-HR-b- n°38 -du 20 septembre au 5 octobre 1978- « ***Le PCF et l'URSS : Quoi de neuf ?*** » -page 1-
Dossier
- ***A la fête de l'Humanité : Vu et entendu*** (*Philippe Leclerc*) -page 7-
- ***Fausse note ?*** -page 8- ***"Le Pétain tchécoslovaque"*** –page 8- ***Elleinstein ou pas ?*** –page 8-
- ***A propos du livre "L'URSS et nous"*** (*André Colère*) -page 9-
- ***Le PCF et l'URSS : Une marche hésitante*** (*Henri Jour*) -pages 10-11-
- ***Le PCF et l'URSS : Politique internationale : Quoi de neuf ?*** (*Serge Forest*) -pages 12-13-

-HR-b- n°39 -du 4 au 18 octobre 1978- « ***PCF contre PS : Une campagne de circonstance*** » (Philippe Leclerc) -pages 10-11- « ***Le PS, un parti bourgeois*** » -page 10- « ***La stratégie de l'échec*** » -page 11-

Annexe 46 (du chapitre 9)

Prolétariat n°16 du 3e trimestre 1978 –pages 3 à 6-

éditorial de Jacques Jurquet

Quelques camarades ont manifesté leur déception en prenant connaissance des résultats électoraux obtenus par les candidats d'Union ouvrière et paysanne soutenus par les formations marxistes-léninistes (PCRML et PCMLF en commun) et OCFML. Il est plus efficace d'observer ces résultats d'une vue dialectique que du seul point de vue électoral.

Nous n'avons cessé de proclamer que la bataille politique des élections législatives ne constituait ni une fin, ni un quelconque commencement. Nous l'avons placée dans le cadre fondamental de la contradiction principale qui oppose en France le prolétariat et ses alliés à la bourgeoisie. Si nous relisons nos articles, nos résolutions, nos appels, nos discours, nous n'y trouvons rien que ne justifie ou ne confirme l'issue finale de ces élections. Aussi pensons nous qu'il est dangereux de ne retenir que le total des suffrages en cause. A l'inverse d'une analyse figée, il importe de discerner la signification exacte des scrutins des 12 et 19 mars 1978, par rapport au mouvement de l'histoire. C'est-à-dire par rapport au développement des luttes de classes, à la prise de conscience des méfaits du réformisme et du révisionnisme moderne, à l'édification d'un parti ouvrier authentique, indépendant de l'idéologie de la bourgeoisie.

Nous avons eu raison de participer à ces élections. Si nous nous étions entêtés dans notre ancienne attitude d'abstention, comment aurions nous pu apporter aux travailleurs et aux plus larges masses de notre peuple l'exposé de notre ligne ? Grâce aux émissions télévisées qui n'ont pu nous être refusées parce que nous avions plus de 75 candidats, grâce aux millions de professions de foi qui ont été diffusées dans les circonscriptions où nous étions présents, grâce aux centaines de milliers de tracts et d'affiches que nous avons distribués ou collées, grâce aux centaines de réunions que nous avons tenues, des millions de travailleurs n'ignorent plus notre existence. Nous avons brisé le complot de silence dressé autour et contre nous par les politiciens de la bourgeoisie de droite ou de gauche. C'est là un premier succès qui dépasse, et de loin, l'apparence modeste de notre influence considérée à travers nos 28.000 voix pour 114 circonscriptions (soit 100 à 120.000 voix si nous nous étions trouvés présents dans toute la France).

Si nous nous bornions à compter les suffrages, nous créditerions d'un grand succès le parti communiste français comme le font ses dirigeants, et comme se refusent à le faire un très grand nombre de ses militants de base. En votant pour les candidats de ce parti, des millions de travailleurs ont manifesté leur volonté de changements. Même si nous savons qu'ils ont été victimes d'illusions, leur attitude reste un fait objectif. D'ailleurs nous aurions grand tort de supposer ces électeurs définitivement acquis aux théories malfaisantes des dirigeants révisionnistes. Un grand nombre d'ouvriers, d'employés, de petits paysans et d'intellectuels ont ainsi voté avec l'espoir de recourir ultérieurement à des luttes de classe et de masse pour imposer leurs revendications politiques, économiques et sociales. Quelle tragique erreur ne commettrions nous pas si nous estimions que toutes les voix portées sur les candidats du PCF étaient des voix acquises au révisionnisme moderne ! Beaucoup d'entre elles ne rejetaient pas seulement la politique des gouvernements successifs chargés d'administrer les intérêts de classe de la bourgeoisie, mais condamnaient aussi le type de société qui permet cette politique d'exploitation, d'oppression et de répression, le capitalisme.

Entre ces électeurs et électrices et nous, la divergence ne porte en vérité que sur la tactique et se situe au sein du peuple.

Or les résultats de ce scrutin législatif ont constitué pour eux une salutaire minute de vérité. Aussi aujourd'hui s'interrogent-ils légitimement.

En ce qui nous concerne nous n'avons jamais trompé qui que ce soit. Nous avons dénoncé le programme commun dès sa signature en démontrant qu'il n'était qu'un accord électoraliste provisoire et qu'en tant que tel il portait en lui tous les risques d'échec inhérent à sa nature bourgeoise. Les ouvriers communistes savent depuis toujours que la voie du socialisme ne passe pas plus par les urnes que celle de leurs succès revendicatifs qui exigent toujours de dures luttes de classe. Nous avons mis en garde contre les manœuvres et la duplicité traditionnelles des dirigeants socialistes. Nous avons rappelé le passé plus qu'éloquent du politicien François Mitterrand, ancien décoré de la Francisque de Pétain et Ministre de la Justice au moment de l'exécution capitale de notre camarade communiste algérien Fernand Yveton, ainsi que de celles de nombreux patriotes algériens. Nous avons annoncé que nous ne nous désisterions ni pour les candidats de la bourgeoisie de droite ni pour ceux proclamés ‘‘*de gauche*’’ mais ayant la volonté de conserver le système capitaliste ; et nous avons tenu nos engagements.

Nous n'avons cessé de proclamer qu'existe une autre stratégie de lutte que celle imposée par Marchais et les autres dirigeants du Parti communiste français. Nous avons démontré que la stratégie que nous proposons, loin d'être aventuriste ou gauchiste, n'est autre que celle suivie autrefois par le Parti communiste français, à une époque où sa ligne idéologique et politique n'avait pas encore suivi l'orientation révisionniste moderne décidée lors du XXème Congrès du Parti communiste d'Union soviétique.

Le Parti communiste français connaît en ce moment une crise interne que ses dirigeants ne parviennent plus à dissimuler. Un tel phénomène était inévitable. En effet il est contenu dans la contradiction qui naît de l'expérience concrète vécue par les militants communistes de base, et même par des cadres intermédiaires, au cours des luttes quotidiennes contre le patronat, contre le gouvernement, contre la bourgeoisie, et la politique fondamentale erronée imposée par leurs dirigeants sur la base des révisions théoriques des enseignements et principes du marxisme-léninisme.

Au XXIIème Congrès du Parti communiste français, Marchais a fait abandonner les principes de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme prolétarien. Pour cela il lui a fallu avancer deux contre-vérités flagrantes pour tout militant ayant étudié la doctrine impérissable du socialisme scientifique. D'une part, il a affirmé que le léninisme était dépassé. Avant lui tous les dirigeants socialistes, depuis 1920, s'étaient efforcés d'accréditer la même idée, notamment en 1957 le matraqueur Jules Moch, et avant 1936 le "*gérant loyal du capitalisme*" Léon Blum. D'autre part, il a avancé des concepts nullement marxistes-léninistes au sujet des principes de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme prolétarien. Comme dit le proverbe "*Qui veut tuer son chien l'accuse de rage*". Marchais a osé prétendre que la dictature du prolétariat comportant la notion de "*dictature*" implique un caractère "*fasciste*". Quant à l'internationalisme prolétarien, il a laissé sans riposte les journalistes bourgeois et trotskistes qui l'ont assimilé a un prétendu internationalisme au service exclusif des intérêts d'Etat de l'Union soviétique, devenue le repoussoir social-fasciste et social-impérialiste que l'on sait.

La pratique imposée par Marchais et ses partisans a correspondu depuis des années aux révisions théoriques ainsi décidées, et elle vient de produire la preuve concrète de sa malfaisance.

Mais nous savons, nous marxistes-léninistes, que Mao Tsé-toung a souligné, sur la base d'une profonde analyse du

révisionnisme moderne, que l'abandon des principes fondamentaux du marxisme-léninisme ne sera en définitive que "*de courte durée*" dans l'histoire du mouvement communiste international. Naturellement il s'agit d'une courte durée par rapport à l'histoire, et non par rapport à la durée de la vie d'un homme. Ce qui peut paraître assez long à la conscience d'un militant sera relativement court par rapport aux événements mondiaux.

Ainsi, de 1890 à 1917, le révisionnisme des partis de la Deuxième Internationale gangrena tous les partis socialistes et trahit le marxisme. Au début de notre siècle, les partisans des justes idées de Lénine, conformes aux principes du marxisme, étaient en très petit nombre et ne dirigeaient aucun parti ouvrier. Puis Lénine parvint à vaincre ces éléments révisionnistes, écrasa tous les contre-révolutionnaires, fonda le parti bolchevik, conduisit le peuple russe et les peuples des colonies tsaristes à la victoire de la révolution d'Octobre 1917, et fonda enfin en 1919 la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, qui reprit à son compte le marxisme, et plus tard lui ajouta le léninisme.

Au cours de 29 années de luttes théoriques et pratiques contre le révisionnisme ancien, anti-marxiste, la force très faible au début grandit jusqu'à devenir une force internationale plus importante que celle représentée par les révisionnistes et autres sociaux-démocrates.

Il y a quinze années maintenant que la lutte contre le révisionnisme moderne est ouvertement engagée par la rupture idéologique, politique et organisationnelle avec les dirigeants des partis communistes qui se sont alignés sur la révision des principes marxistes-léninistes. Les événements en cours dans le Parti communiste français ne peuvent que confirmer l'indication fournie par Mao Tsé-toung sur la durée éventuelle du révisionnisme moderne dans le monde entier.

D'ores et déjà de nombreux militants de base du Parti communiste français, allant bien au delà des prudentes mises en cause lancées par leurs dirigeants à propos de la situation en Union soviétique, posent avec force la question de la nature et de la société actuellement dirigée par Brejnev, considérant qu'il ne s'agit plus d'un Etat socialiste.

Si ces camarades communistes savent reconnaître l'obligation de revenir à la lutte de classes, en rejetant la pratique opportuniste des alliances sans principe avec les dirigeants socialistes et s'ils prennent des positions de plus en plus justes vis-à-vis du social-impérialisme soviétique, alors, côte à côte nous pourrons commencer à marcher de nouveau ensemble contre nos ennemis communs, la bourgeoisie capitaliste en France, l'impérialisme et le social-impérialisme sur le plan international. Si nous n'accordons aucune confiance aux dirigeants révisionnistes du Parti communiste français, nous attendons par contre de justes réactions de classe de la part des travailleurs qui militent à la base de ce Parti comme dans les rangs de la C.G.T.

En outre, la bataille politique de mars 1978, et sans doute est-ce là aussi l'un de ses principaux aspects, a favorisé puissamment le processus d'unification des marxistes-léninistes dans un seul Parti. Le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et le Parti communiste marxiste-léniniste de France vont poursuivre avec succès ce processus et tout permet d'espérer maintenant qu'ils surmonteront définitivement leur division antérieure avant la fin de l'année 1978. Il va sans dire qu'ils s'efforceront d'associer à ce processus tous les marxistes-léninistes organisés ou non, qui fondent leur ligne idéologique et politique sur le marxisme, le léninisme et la pensée maotsétoung. Ainsi, tandis que le révisionnisme moderne verra s'aggraver la crise dont il est inéluctablement porteur, le marxisme-léninisme progressera, au service de la classe ouvrière et des masses laborieuses de notre pays.

4 Avril 1978 - Jacques JURQUET

Annexe 47 (du chapitre 9)

-HR n°893 –mercredi 24 mai 1978- « **Ce fameux virage du PS…** » (Philippe Leclerc) -page 3-

« **CE FAMEUX VIRAGE DU PS ...**

"*Une balle dans la tête pour chaque communiste*", c'est ce que déclaraient les chefs socialistes en 1939. Il est bon de rappeler de telles citations à l'heure où le Comité central du PCF vient nous dire que le PS a viré à droite depuis son congrès de Nantes en juin 1977...

En fait, dire que le PS a viré à droite peu avant les élections législatives, c'est à la fois semer des illusions sur ce qu'est vraiment ce parti et c'est aussi se décharger à bon compte de la défaite de la gauche.

Les vieux militants du PCF connaissent bien les socialistes et leurs chefs. En 1972, peu après la signature du Programme commun, Marchais a organisé une tournée de meetings dans tout le pays. A Lille -par exemple - quand il en arriva à parler de l'alliance avec le PS, il y avait, dans la nombreuse assistance, beaucoup d'anciens militants qui faisaient "non" de la tête, qui ne voulaient pas de cette alliance et n'applaudissaient pas cette partie du discours.

Ces vieux camarades connaissaient bien l'attitude des chefs socialistes en 1936 ou pendant la guerre d'Algérie, leur comportement de chaque jour aussi dans la CGT ou les municipalités qu'ils géraient. Et, en 1972. ils devaient oublier tout cela et se lancer dans une alliance opportuniste avec ces mêmes gens, en passant sous silence tout ce qu'ils savaient !

Qui est responsable ? Ceux qui ont pendant des années caché la vraie nature des Mollet. Defferre, Mitterrand au

nom de l'unité. Quant au PS, il n'a pas changé de nature, n'a viré ni à droite ni à gauche au long de son évolution. Il est resté un parti réformiste. Il n'y a rien de nouveau chez les chefs socialistes depuis Léon Blum qui disait qu'il voulait être un "*gérant loyal du capitalisme*", et dont Mitterrand se recommande aujourd'hui encore.

Le Comité central du PCF savait-il tout cela ? Oui, bien sûr. Marchais en a même parlé au Comité central, au lendemain de la signature du Programme commun. Mais ce texte resta secret : il fallait faire l'unité à tout prix.

Nous disons "à tout prix" car, à partir du moment où le PCF a fait peu à peu des élections et du passage pacifique au socialisme sa stratégie unique, il lui fallait trouver des alliés. Pour gagner les voix de la petite bourgeoisie et des couches moyennes, il fallait faire alliance avec le PS. Pour cela, le Comité central alla de concessions opportunistes en concessions opportunistes, toujours au nom de l'unité.

La cause de l'échec, ce n'est pas que le PS aurait viré à droite. C'est la conception opportuniste de l'unité qu'ont développé les deux partis du Programme commun. La responsabilité en revient à cette stratégie électorale et à ceux qui l'ont le plus voulue et développée : les dirigeants du PCF. » (Philippe LECLERC)

Annexe 48 (du chapitre 9)

Quelques articles sur les exclusions, les luttes et les syndicats CFDT - CGT

-HR n°800 –samedi 7 et dimanche 8 janvier 1978- « Qu'en est-il de l'indépendance de la CGT » -page 4-
-HR n°802 –mercredi 11 janvier 1978- « Quelle action ? » (Editorial) –page 4-
-HR n°804 –vendredi 13 janvier 1978- « CFT ou CSL, c'est la même vermine » -page 8-
-HR n°805 –samedi 14 dimanche 15 janvier 1978- « Maire-Séguy : un chœur discordant » (Editorial) –page 1-
-HR n°808 –jeudi 19 janvier 1978- « Paris. Section CFDT-BNP dissoute : A qui sert l'antisyndicalisme ? » -pages 1 et 6-
-HR n°810 –samedi 21 et dimanche 22 janvier 1978- « Syndicats : Le point après la rupture de l'Union de la gauche » (Editorial) –page 4-
-HR n°814 –vendredi 27 janvier 1978- « Hénin Beaumont : Porte close à la CFDT ! » (corr HR) page 4
-HR n°815 –samedi 28 dimanche 29 janvier 1978- « A propos de l'AOP* et les rapports PC-CGT : Quelle politique commande les syndicats ? » -page 8- **AOP : Action ouvrière professionnelle, « création » du RPR.*
-HR n°816 –mardi 31 janvier 1978- « ***Grève avec occupation au centre de tri Créteil CTA : Une grande combativité*** » -page 1-
« Séguy sur la défensive » -page 4-
« Les luttes à l'AOIP » -page 7-
-HR n°818 –jeudi 2 février 1978- « Créteil-Centre de tri : l'occupation se renforce ! » -page 4-
-HR n°819 –vendredi 3 février 1978- « Centre de tri de Créteil occupé : Un demi-million de paquets en souffrance » -pages 1 et 4-
« Lettre d'une camarade : Exclue de la CGT ! » -page 4-
« Pourquoi veut-on m'exclure ? » -Solange Quéron- page 4
« Toulouse : La crise se développe, les luttes aussi » -page 6-
« Les partis et les syndicats » -page 8-
-HR n°821- mardi 7 février 1978- « Postiers en grève : Le mouvement s'amplifie » -pages 1 et 4-
« MFTC-Beauvais : Provocations patronales : La lutte continue » -page 4-
-HR n°822 –mercredi 8 février 1978- « Préposé PTT, candidat contre Norbert Seguard ; Marc Leblanc déclare : Les postiers sont à l'offensive » -page 1-
« Le PCMLF salue et soutient la grève des postiers (communiqué du Bureau politique) –page 5-
-HR n°823 –jeudi 9 février 1978- « Grève des postiers : Il faut continuer la lutte » -page 6-
« Depuis 68, la CGT a perdu de l'influence » -page 6-
-HR n°825 –samedi 11 dimanche 12 février 1978- « Séguy appelle à voter PCF : L'exception qui confirme la règle » -page 7-
-HR n°826 –mardi 14 févier 1978- « Succès du gala de soutien aux grévistes de Créteil » -page 4-
« Saint-Etienne et sa région : un riche passé de luttes. Quelques grandes luttes. Le travail des ML » -page 6-
-HR n°827 –Mercredi 15 février 1978- « Syndicats : Séguy-Maire en campagne » (Editorial) –page 1-
-HR n°829 –vendredi 17 février 1978- « Résolution du 3e congrès du PCMLF : Sur le travail du Parti dans les syndicats » -page 6-
-HR n°830 –samedi 18 dimanche 19 février 1978- « Contre la mainmise des partis bourgeois sur les syndicats : Pour développer les luttes après mars » -page 3 du supplément UOPDP
« Les PME et les élections. Furnon : les petits patrons contre les syndicats » -page 3-
-HR n°831 –mardi 21 février 1978- « Montreuil-Lanoue : Des dirigeants de la CGT expulsés par les résidents du foyer Sonacotra » -pages 4-5-
-HR n°835 –samedi 25 et dimanche 26 février 1978- « Déclaration du bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France : Elargir la lutte pour l'indépendance syndicale » -page 1-

-HR n°836 –mardi 28 février 1978- « Aux blanchisseries Elis de St-Genis : Les délégués CGT votent le licenciement du délégué CFDT » -page 4-
-HR n°838 –jeudi 2 mars 1978- « La sous-traitance ou la remise en cause du droit de grève » -page 4-
-HR n°840 –samedi 4 et dimanche 5 mars 1978- « Vendée. Chez Bonnet, contre le bagne et l'humiliation : Communiqué de la CFDT » -page 8-
-HR n°842 –mercredi 8 mars 1978- « Angers. Des entreprises qui ferment, des luttes de plus en plus longues » -page 7-
« Angers. Des entreprises qui ferment, des luttes de plus en plus longues : Interview d'un militant syndical de chez Pouteau » -page 8-
-HR n°854 –vendredi 24 mars 1978- « Séguy, Maire et leurs problèmes » (Editorial) –page 4-
« Séguy et Maire veulent des négociations » -page 4-
« A propos d'un document de la CFDT : La question des comités de soutien (1) » -page 5-
-HR n°855 –samedi 25 et dimanche 26 mars 1978- « A propos de Laving-glace (2) La question des comités de soutien » -page 6-
-HR n°857 –jeudi 30 mars 1978- « Zone industrielle Montreuil La Noue Imprimeries du PCF : Comme ailleurs… l'exploitation » -page 5-
-HR n°858 –vendredi 31 mars 1978- « Séguy et Maire sur les traces de Bergeron » -page 4-
-HR n°860 –mardi 4 avril 1978- « CGT : Remous post-électoraux » -page 3-
-HR n°861 –mercredi 5 avril 1978- « Marchais-Séguy : Au banc des accusés » (Editorial) –page 1-
« En contrepoint de la rupture PC-PS : La polémique CGT-CFDT » -page 4-
-HR n°866 –mercredi 12 avril 1978- « L'UD-CFDT du Rhône menacée de dissolution (1) » –page 5-
-HR n°867 –jeudi 13 avril 1978- « L'UD-CFDT du Rhône menacée de dissolution (2) » –page 5-
-HR n°870 –Mardi 18 avril 1978- « Du remue-ménage dans la CGT » -page 8-
-HR n°877 –jeudi 27 avril 1978- « Négociations CFDT-gouvernement : S'en remettre au bon vouloir des patrons » -page 5-
-HR n°880 –mercredi 3 mai 1978- « Sortir les syndicats de l'ornière » -page 3-
-HR n°882 –samedi 6 dimanche 7 mai 1978- « UD-CFDT Savoie : Au service des travailleurs ou du patronat ? » -page 4-
-HR n°884 –mercredi 10 mai 1978- « Séguy-Maire-Bergeron : Les forcenés de la négociation. Pendant qu'ils négocient, patronat et gouvernement passent aux actes contre les travailleurs » -page 1-
-HR n°885 –jeudi 11 mai 1978- « ''L'Expansion'' raconte comment… Le patronat français devient autogestionnaire » -page 3-
« Après les négociations patronat-syndicats : De quoi ont-ils pu bien parler ? » -page 4-
-HR n°893 –mercredi 24 mai 1978- « Congrès des journalistes CFDT : La politique de concertation contestée » -page 1-
« Les négociations syndicats-CNPF : L'arrogance du patronat » -page 5-
-HR n°907 –mardi 13 juin 1978- « 6e congrès du Syndicat CGT des cheminots de Rouen » -page 4-
-HR n°909 –jeudi 15 juin 1978- « Dépôt de bilan à la SPLI : Surmonter les divisions, lutter dans l'unité » -page 5-
-HR n°910 –vendredi 16 juin 1978- « Reportage dans les Vosges : Une situation difficile mais des luttes toujours plus nombreuses » (De nos envoyés spéciaux Yves Lepic et Bernard Novion) –pages 4-5-
-HR n°913 –mercredi 21 juin 1978- « Les discussions avec le patronat dans l'impasse : Que faut-il en penser ? » (Editorial Jean Nestor) –page 1-
« Mouvements de grève et occupations », « Fougères. 28e mois : les Réos occupent toujours ! » -page 4-
HR n°914 –jeudi 22 juin 1978- « Concertation syndicats-patrons : De quoi discutent-ils ? », « Les chômeurs sont les premiers visés » -page 5-
HR n°916 –samedi 24 dimanche 25 juin 1978- « SPLI-Bretagne : Les ouvrières organisent la lutte dans toutes les usines » -page 4-
-HR n°917 –mardi 27 juin 1978- « Journée d'action PTT : Les postiers n'en veulent plus ! » -page 4-
-HR n°924 –jeudi 7 septembre 1978- « Meeting de rentrée de la CGT : Dans la salle une volonté de réflexion pour la lutte » -page 3-
-HR n°925 vendredi 8 septembre 1978- « Rentrée syndicale : Derrière le langage de Séguy et Maire… » -page 4-
« Maire à la Mutualité : Imposer la ligne des négociations à froid » -page 4-
-HR n°930 –vendredi 15 septembre 1978- Vie syndicale « Les paroles et les actes de Séguy et Maire » -page 4-
-HR n°931 –samedi 16 dimanche 17 septembre 1978- « Temps de travail et chômage » (Claire Masson) –page 4-
-HR n°934 –jeudi 21 septembre 1978- Politique et social « Rencontre Séguy-Maire : Accord pour l'inaction ! » -page 6-
« Rencontre Boulin-Séguy : Les travailleurs sont gros Jean comme devant » -page 6-
-HR n°944 –jeudi 5 octobre 1978- « Crise au CE de Renault – Flins » -page 4-
-HR n°945 –vendredi 6 octobre 1978- « La démocratie dans la CGT, pour quoi faire ? » (Claire Masson) –page 5-
-HR n°946 –samedi 7 dimanche 8 octobre 1978- « CGT et pays de l'Est » (Yves Lepic) –page 5-
-HR n°948 –mercredi 11 octobre 1978- « Déclarations des leaders syndicaux et lutte des travailleurs » -page 4-
-HR n°950 –vendredi 13 octobre 1978- « Bergeron refuse les avances de Séguy » -page 3-
-HR n°954 –jeudi 19 octobre 1978- « Interview de trois délégués CGT du centre de tri de Pontoise ''L'action syndicale, ce n'est pas uniquement quand il y a la grève, c'est journalier, brigade par brigade'' » -page 5-

-HR n°955 –vendredi 20 octobre 1978- « « Interview de 3 délégués CGT du centre de tri de Pontoise (2) ‘‘Démocratie syndicale, démocratie ouvrière dans la mesure ou l’on gagne les deux, pas de problèmes » -page 5-
-HR n°956 –samedi 21 dimanche 22 octobre 1978- « « Interview de 3 délégués CGT du centre de tri de Pontoise (3) ‘‘On peut gagner, on peut faire reculer le pouvoir’’ » (Interview réalisée par René Bréand) -page 5-
-HR n°957 –mardi 24 octobre 1978- Courrier des lecteurs « A propos de la semaine de 40 heures en 4 jours, de ses conséquences pour la vie et le travail des femmes » -page 6-
-HR n°958 –mercredi 25 octobre 1978- « Séguy se moque des travailleurs » (Yves Lepic) –page 5-
« A propos des journées d’action : S’emparer de la politique qui mène au succès » -page 5-
-HR n°973 –jeudi 16 novembre 1978- « Interview de la section CFDT du centre de tri de Pontoise : L’avenir, vous le voyez comment ? » -page 5-
-HR n°974 –vendredi 17 novembre 1978- « Interview de la section CFDT du centre de tri de Pontoise (2) : L’avenir, vous le voyez comment ? » (Interview recueillie par René Bréand) -page 6-
-HR n°980 –samedi 25 dimanche 26 novembre 1978- « Billaud-Grenoble : Entretien avec un travailleur CGT ‘‘Poursuivre l’occupation pour obtenir des garanties sérieuses sur l’emploi !’’ » -page 7-
-HR n°988 –jeudi 7 décembre 1978- « Le SMIC pour les chômeurs ! » -pages 1 et 3-
« Lettre ouverte à Norbert Ségard (Extraits d’un tract des trois sections CFDT de Paris-Brune) » -page 3-
-HR n°989 –vendredi 8 décembre 1978- « Maire se prononce pour l’unité d’action » (Claire Masson) –page 4-
-HR n°994 –samedi 16 dimanche 17 décembre 1978- « Pour l’action unie » (Editorial Claire Masson) –page 1-
-HR n°995 –mardi 19 décembre 1978- La situation dans la réparation navale à Marseille « Nous avons interviewé un responsable CGT ‘‘Notre relatif isolement sert actuellement le patronat’’ » -pages 6-7-
« Notre point de vue : Le passé explique le présent » -page 7-
-HR n°999 –samedi 23 dimanche 24 décembre 1978- « Sidérurgistes, chantiers de St-Nazaire : La colère gronde » -pages 1-3-
« Se battre » (Editorial Gilles Carpentier) –page 1-
HR –bimensuel- n°22 du 5 au 19 janvier 1978 : « SNCF-Epernay : Encore deux exclusions de la CFDT ! » -page 22-
HR-b- n°24 –du 2 au 19 février 1978- « ***La CGT a bien changé !*** » (Jacques Duroc) -page 21-
HR–b- n°25 –16/02/1978 au 2/03/1978- « ***Grève des PTT. Un vacataire licencié : tous les postiers concernés*** » (Pierre Marceau) -pages 24-25-
HR-b- n°31 du 25 mai au 9 juin 1978- « ***Maire : un alibi pour Barre*** » (Pierre Marceau) –page 4-
HR-b- n°33 du 21 juin au 5 juillet 1978- « ***Le comité de grève, indispensable à la lutte*** » -Éditorial- (Jacques Duroc) –page 24-
HR-b- n°34 -du 5 juillet au 25 juillet 1978- « ***Pour les militants CFDT : Un choix entre deux lignes*** » (*Joël Fabien*) -page 25-
« ***L'unité, une exigence des travailleurs*** » -Éditorial- (*Jacques Duroc*) -page 23-
HR-b- n°35 -du 26 juillet au 25 août 1978- « ***Unir Rassembler*** » - (Jacques Duroc) –page 21-
HR-b- n°36 -du 24 août au 7 septembre 1978- « ***Après la signature de l'accord dans la métallurgie : Défendre le principe du SMIC*** » -page 19-
HR-b- n°37 -du 7 septembre au 21 septembre 1978- « ***Echos dans la CFDT, après l’accord dans la métallurgie : Accueil très réservé*** » (René Bréan) –page 20-
HR-b- n°38 -du 20 septembre au 5 octobre 1978- Courrier des lecteurs « ***A propos des comité de grève*** » (Joël Fabien) –page 2-
« ***Unissons-nous à la base, dans la lutte et pour la lutte*** » (Jacques Duroc) –page 21-
« ***Les foyers de travailleurs immigrés : Un front de lutte de classe*** » (Guy Lebreton) –page 23-
« ***Au congrès de Nantes de la CGT en 1968 : Ni la servitude, ni la guerre*** » -page 32-
-HR-b- n°39 -du 4 au 18 octobre 1978- « ***Chômeurs : S’organiser et s’unir avec les travailleurs actifs*** » (Jacques Duroc) –page 25-

Annexe 49 (du chapitre 9)

HR –bimensuel- n°22 du 5 au 19 janvier 1978 –page 27-
« Les lecteurs ont la parole
L’unification des marxistes-léninistes : notre volonté !

Sur l'indication d'une librairie, une habitante d'un quartier parisien nous demande des informations sur la tentative d'unification de l'Humanité rouge et du PCR (ml) ; date, raison de l'échec. Plus précisément quelles sont les principales différences entre nous ?

De nombreux lecteurs nous posent aussi la question des rapports entre le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR(ml). Cela témoigne d'ailleurs de leur très juste préoccupation au sujet de l'unité des marxistes-léninistes, unité on ne peut plus nécessaire et que nous souhaitons pour

ce qui nous concerne voir progresser et aboutir le plus tôt possible à ce parti marxiste-léniniste unique dont doit disposer tôt ou tard la classe ouvrière de France et tout notre peuple révolutionnaire.

Les discussions entre les deux partis se poursuivent de manière globale avec des difficultés dont nous aimerions bien sur qu'elles soient plus vite surmontées.

Mais les faits sont là ; selon le PCMLF (et c'est également notre avis), de même que les divergences constatées sur la scission de 1970 ne doivent pas constituer un obstacle infranchissable pour l'unité, de même les difficultés rencontrées aujourd'hui dans les discussions n'ont pas à s'opposer à l'unité d'action en des occasions et sur des points particuliers.

S'agissant de la bataille politique de 1978 sur laquelle l'unité des marxistes-léninistes, indépendamment des autres aspects du problème de l'unité, est au plus haut point souhaitable, des obstacles se sont faits jour. Ainsi notre directeur politique, Jacques Jurquet, citant une déclaration du Comité central du PCMLF, rappelait dans un récent éditorial de notre bimensuel les conditions dans lesquelles ce parti envisageait le soutien à d'autres candidatures.

Nous soutenons ces positions qui concernent l'attitude au second tour : engagement à ne se désister pour aucun parti bourgeois de droite ou de gauche (ce qui inclut d'ailleurs les organisations trotskistes).

Nos lecteurs le savent sans doute, le PCR (ml) n'a pas encore pris officiellement et clairement position sur ce point.

Il n'a toutefois pas suivi les organisations trotskistes comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et le Comité communiste pour l'autogestion (CCA), avec lesquelles il menait des discussions, dans leur accord récent qui prévoit le désistement en faveur du PC ou du PS : cela eut d'ailleurs été contraire à la position affirmée lors du meeting du PCR, le 27 novembre à Paris.

D'autre part, tout porte à penser que la décision qu'il prendra, maintenant très prochainement, ne sera pas de se désister en faveur d'un parti de l'ex-Union de la gauche.

Certes les conceptions restent divergentes, par exemple sur cette question des relations avec les organisations trotskistes.

Mais un accord, qui serait au minimum de ne pas présenter, dans une même circonscription deux candidats se réclamant du marxisme-léninisme, et au mieux, une campagne commune, sur une même conception, une plate-forme et un sigle communs, est maintenant envisageable. Cela constituerait un important événement et un pas sérieux sur le chemin de l'unité.

Qu'il nous soit simplement permis de regretter que l'imprécision de la position du PCR (ml) et les doutes qui pouvaient en découler aient empêché que s'élabore plus tôt un tel accord. De notre côté, nous ferons tout pour le favoriser. »

Annexe 50 (du chapitre 3 chronologie année 1978 et chapitre 9)

-23 janvier 1978 : Le baron belge Édouard-Jean Empain, PDG du groupe Empain-Schneider « *est kidnappé à la sortie de son domicile parisien, avenue Foch. Ses ravisseurs, dirigés par Georges Bertoncini, demanderont une rançon de 80 millions de francs français (ramenée ensuite à 40 millions) et l'amputeront de son auriculaire gauche pour faire pression sur la famille. Après plusieurs tentatives de libération, il sera relâché le 28 mars 1978 près d'une station de métro. Le procès de ses ravisseurs eut lieu en décembre 1982, ils écoperont de 5 à 20 ans de réclusion criminelle* ».

Ce kidnapping intervient en pleine période électorale (législatives). Une campagne de presse appelant à la délation sera lancée contre l'extrême-gauche et les antinucléaires (« *Le groupe Empain-Schneider détient par exemple les sociétés Framatome (chaudières nucléaires), Creusot-Loire (métallurgie), Jeumont-Schneider, Cerci, Citra et Spie Batignolles (BTP)* » -source Wikipédia-).

Le baron Empain « *n'a pas vu les visages des agresseurs mais a entendu l'un d'eux parler en allemand. Les autorités pensent alors à une prise d'otage politique émanant d'un mouvement d'extrême gauche similaire à la Fraction armée rouge allemande, d'autant que, peu de temps auparavant, le 5 septembre 1977, le président du patronat allemand, Hanns Martin Schleyer, avait été enlevé puis exécuté quarante-trois jours plus tard par la Fraction armée rouge. La période est en effet marquée par de nombreux enlèvements avec demande de rançon, comme celui de l'homme politique italien Aldo Moro* » -source Wikipédia-

Annexe 51 (du chapitre 9)

QdP n°692 -samedi 6 - dimanche 7 - lundi 8 mai 1978- page 6-

" **Après le Conseil National CFDT : Quel jeu veut jouer le CERES ?**

La défaite de la gauche le 19 mars semble entraîner une " *redistribution des cartes* " au sein de la CFDT. Le dernier Conseil national en a administré une double preuve : on a assisté au " *retour du Rapport Moreau* " évacué en janvier dernier. C'est la plus manifeste ! Mais on a pu enregistrer une nouveauté de taille : la région Rhône Alpes de P. Héritier et la fédération PTT de le Beller ont voté le rapport Maire (réactualisation de la " ligne Moreau " dans la CFDT) alors qu'elles s'étaient élevées au CN de janvier 78 contre des thèses en somme fort semblables ! Peut-on vraiment parler de " *surprise* " pour autant ?

Le poids de la défaite électorale de la gauche a certes permis de faire passer auprès de certaines fédérations ou régions hésitantes, les mesures qu'elles contestaient auparavant. Pour ceux qui avaient misé à fond sur l'arrivée d'un gouvernement PS-PC pour " *débloquer les revendications* ", le rêve s'écroule. Et la réalité leur semble si dure d'un coup qu'ils voient les travailleurs aussi démobilisés qu'eux-mêmes. L'avenir électoral bouché les conduit aussi allégrement à jeter, pèle mêle par dessus bord les journées d'action et toute coordination des luttes. Pour eux le rapport de forces à rétablir passeraient par des " *résultats partiels* " à arracher au tapis vert, avant de penser à toute mobilisation globale des travailleurs. Cet esprit " *gagne pain* " semble faire son chemin dans certaines directions syndicales. Les gens du Ceres dans la CFDT n'ont pas l'air d'y échapper !

Attendre 79 ?

Pour Héritier et ses amis du Ceres, l'heure n'est guère à jouer les matamores. La perspective de l'Union de la gauche s'éloigne. La querelle PC-PS bat son plein et ils y sont mal à l'aise.
Le " *prolongement politique de l'action syndicale* " pour lequel ils se sont battus, souvent en première ligne n'existe plus. Ce 1er mai, certaines sections syndicales ou Unions locales CFDT ont même été jusqu'à reprendre le mot d'ordre qui gène le plus le Ceres : " *Programme commun : programme défunt ne faisons confiance qu'à nos luttes* ".
Incapable aujourd'hui de tracer une alternative pour la CFDT, le Ceres est (en outre) en train de se faire piéger par la majorité confédérale de Maire et Moreau : dans l'affaire de la " *normalisation* " de l'UD du Rhône, c'est l'Union Régionale Rhône Alpes de Héritier, Oudjaoudji et Martel (tous du courant Ceres) qui va devoir porter le chapeau de la répression, alors même que la majorité confédérale gagne du terrain dans le nouveau collectif, sans bruit ! Conscient des difficultés de sa nouvelle situation, le Ceres définit d'ailleurs dans le dernier numéro de sa revue *Repères*, les grands traits de son attitude actuelle dans la CFDT.
Après un rappel historique, en termes flous de l'état, des divergences passées entre la majorité confédérale et ce qui fut la " *Contribution* " (regroupement qu'animait le Ceres au moment du Congrès confédéral d'Annecy de 76), la revue souligne qu'aujourd'hui " *on n'aperçoit pas encore à travers les courants contradictoires qui traversent la CFDT, la ligne de pente qui va l'emporter* ". Gêné, certes, par la " *plus grande méfiance* " envers les partis de gauche, qui se fait jour après le 19 mars, le Ceres dénonce comme un " *inconvénient majeur* " le fait que l'orientation présente de la confédération risque de " *détourner les militants du combat avec, et au sein des partis politiques pour la nécessaire (quoique insuffisante) prise du pouvoir central* ".
Mais ces remarques côtoient d'intéressantes réflexions, propres à expliquer notamment le vote de l'URI Rhône Alpes et de la fédération PTT au dernier conseil CFDT !
Pour *Repères* " *il y a un consensus, c'est certain, au sein de la CFDT, sur les objectifs finaux* (…) *il n'y a pas de désaccord non plus sur la nécessité d'une action susceptible de déboucher sur des compromis et des résultats à partir de revendications " articulées "* (…) ". On voit là, effectivement de quoi s'entendre avec la majorité confédérale sur des questions importantes. D'autant que l'auteur prend soin de noter que cette convergence est ponctuelle, fruit du rapport de force et du poids de la situation politique. Car c'est " *la définition de toute perspective de débouché politique* " qui conduit aujourd'hui " *à court terme, à une remise en cause des orientations de l'action revendicative* ".
Somme toute, les choses sont assez claires lorsqu'est précisé que " *la longévité de cette orientation dépendra, pour une bonne part, de l'évolution de la gauche politique, et des nouvelles perspectives qu'elle saura - ou non - proposer* ". Si le Ceres se plie aux circonstances (qu'il estime présentement peu favorables à ses ambitions dans la CFDT), il n'en a pas moins l'intention de ne pas prolonger la situation trop longtemps. Soucieux, au plan des partis de gauche, de recoller les morceaux de l'Union, le Ceres a, dans la CFDT, un objectif assez net : le 38e Congrès confédéral de Brest de 1979. Pour ne pas y arriver laminé ou isolé, il lui a fallu se replier lors du dernier conseil. Cela ne l'empêche pas - dans une unité conflictuelle dans la CFDT, avec le PS et avec la majorité confédérale - de souscrire à la " *normalisation* " de la CFDT d'ici là. Bien au contraire… »

Annexe 52 (du chapitre 9)

Quelques titres du QdP sur le 40e congrès de la CGT

Le 40e Congrès de la CGT à lieu du 25 novembre au 1er décembre 1978 à Grenoble.

Plusieurs n° du QdP annonce et traite du 40e congrès de la CGT dans la période du 25 novembre au 6 décembre 1978 :

- QDP n°798 -samedi 25 dimanche 26 lundi 27 novembre 1978-
  - 40e Congrès de la CGT : L'indépendance et la démocratie syndicales au centre des débats (lire en page 5)
  - 40e Congrès de la CGT : Les questions centrales du Congrès (*Monique Chéran*)
  - La CGT va-t-elle quitter la FSM ?
- QDP n°799 -mardi 28 novembre 1978-
  - Ouverture du 40e Congrès CGT -page 1- (lire en page 3)
  - 40e Congrès de la CGT : discours d'ouverture de Séguy. Autocritique de forme autojustification de fond (*De notre*

envoyée spéciale) –page 3-
Sous-entendus
Séguy propose un Comité national d'unité d'action
Quelques controverses sur les commissions

- QDP n°800 -mercredi 29 novembre 1978-
  Congrès CGT à Grenoble : La montée des critiques
  --Nombreuses interventions sur la démocratie syndicale et l'indépendance de la CGT
  page 1 (lire en page 3)
  40e Congrès de la CGT
  -Début du débat général : Les critiques n'ont pas manqué (*De notre envoyée spéciale*)
  -Un Congrès CGT sur deux tons ? (*Stéphane Raynal*)
- QDP n°801 -jeudi 30 novembre 1978-
  40e Congrès de la CGT : Le débat ne sera pas clos à Grenoble -page 1- (lire en page 3)
  40e Congrès de la CGT : Un débat qui ne saurait finir à Grenoble (*De notre envoyée spéciale*)
  -Des préoccupations un peu nouvelles
  -Quels conseils d'ateliers ?
  -A propos des foyers en lutte
  " La CGT syndicat de classe " Un débat qui s'amorce enfin
  L'Europe en question
- QDP n°802 -vendredi 1er décembre 1978-
  40e Congrès de la CGT. Séguy : Quelques réponses et un grand silence (*De nos envoyés spéciaux*) –page 3-
  Un " éclat " qui n'avance à rien
  Défendre dans la CGT les libertés pour les travailleurs des pays de l'Est
  Rien sur les perspectives de lutte
- QDP n°803 -samedi 2 dimanche 3 lundi 4 décembre 1978-
  40e Congrès CGT : les limites de l'ouverture -pages 4-5-
  Une bataille pour l'interprofessionnelle
  Une commission exécutive à l'image du Congrès ?
  Un Congrès qui a bien besoin d'être " conquérant "
  " Vie Ouvrière " une chute confirmée
  Le rapport d'activité n'a pas donné lieu à un réel débat
  Comment Krasucki oriente le débat
- QDP n°805 -mercredi 6 décembre 1978-

40e Congrès de la CGT : Impressions sur le vif avec 4 délégués cheminots –page 4-

Annexe 53 (du chapitre 9)

Du 25 novembre au 1er décembre 1978 à Grenoble la CGT tient son 40e Congrès

La préparation du 40e congrès de la CGT vue par l'HR -bimensuel-

Pour les communistes ML, ce congrès est important et il doit être préparé en amont. Dès le n°36 - du 24 août au 7 septembre 1978, l'HR-b- publie une article page 21 : « ***40e congrès de la CGT : Prenons la parole !*** ».

Yves Lepic, dans l'HR-b- n°39 -du 4 au 18 octobre 1978- pose la question « ***40e congrès de la CGT : Détruire ou aménager le capitalisme ?*** » -page 21-

L'éditorial d'Yves Lepic dans l'HR-b- n°40 - du 18 octobre au 2 novembre 1978- pose une nouvelle question « ***40e congrès de la CGT : Lutter avec qui et comment ?*** » -page 25-.

L'HR-b- n°41 - du 2 novembre au 16 novembre 1978- titre « ***40e congrès de la CGT : Quelle démocratie Pour quoi faire ?*** » et publie un **Dossier du PCML** -réalisé par *Gilles Charpentier* et *Charles Malloire*-

- 40e congrès CGT -pages 9 à 24-
- Quelle démocratie et pour quoi faire ?
- Le bilan que ne veut pas faire la direction :

lutte revendicatives, union de la gauche, et socialisme aux couleurs... de l'URSS
Crise, réforme et révolution

  - La démocratie
  - A propos de la concertation

- L'action internationale de la CGT
- A propos des nationalisations

Extrait de la résolution du 3° Congrès sur les syndicats

L'éditorial de Jacques Duroc, intitulé « ***au-delà d'un congrès*** » à la page 25 de l'HR-b- n°42 - du 15 novembre 1978 au 29 novembre 1978- montre l'importance de ce congrès de la CGT.

La préparation du 40e congrès de la CGT vue par l'HR (quotidien)

-HR n°924 –jeudi 7 septembre 1978- Vie syndicale « Préparation du 40e congrès de la CGT : Débat dans le syndicat » -page 4-

-HR n°950 –vendredi 13 octobre 1978- 40e congrès de la CGT « Indépendance par rapport au PCF ! » -page 6-

-HR n°951 –samedi 14 dimanche 15 octobre 1978- 40e congrès de la CGT ''Il ne faudrait pas renouveler pareille expérience…'' -page 5-

-HR n°955 –vendredi 20 octobre 1978- 40e congrès de la CGT « Rapport d'activité : quelle activité syndicale ? » -page 4-

-HR n°957 –mardi 24 octobre 1978- 40e congrès de la CGT « Novembre 1969 ''Vie syndicale'' Le 37e congrès supprime des statuts ''l'abolition du salariat'' » -page 6-

-HR n°959 -jeudi 26 octobre 1978- 40e congrès de la CGT « La gestion démocratique » (Claire Masson) –page 4-

« La présentation dans l'Humanité du débat dans la CGT » -page 4-

-HR n°960 –vendredi 27 octobre 1978- Courrier des lecteurs « A propos de la démocratie dans la CGT » -page 4-

-HR n°961 –samedi 28 dimanche 29 octobre 1978- 40e congrès de la CGT « Séguy aux communistes : Il faut réfléchir » -page 4-

-HR n°965 –samedi 4 dimanche 5 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « Pour une ligne syndicale de classe » (Editorial GC) –page –

« 40e congrès de la CGT » (Bureau de presse du Nord) –page 5-

« Syndicat Usinor-Louvroil (59) Document. Les travailleurs ''Usinor-Louvroil'' saluent fraternellement le 37e congrès » -page 5-

-HR n°967 –mercredi 8 novembre 1978- 40e congrès de la CGT –Document- « Quand la CGT défendait les comités de grève : 1933 – Grève de Citroën » -page 5-

« Timbaud : un dirigeant prolétarien » -page 5-

« 40e congrès de la CGT : Une motion du syndicat des correcteurs » -page 5-

-HR n°969 –vendredi 10 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « ''Non, il ne peut y avoir de bons contrats avec ce régime'' Une importante contribution du syndicat CGT de l'EDF-GDF de Brest » -page 5-

« Quelle politique pour les cadres » (Yves Lepic) –page 5-

-HR n°970 –samedi 11 dimanche 12 novembre 1978- « ''La démocratie, c'est pas facile'' A l'hôpital Ste-Anne à Paris, dans le cadre de la préparation du 40e congrès de la CGT, une assemblée de syndiqués ouverte à la presse a eu lieu » (GC) –page 3-

-HR n°971 –mardi 14 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « Quitter la FSM ? » -page 6-

-HR n°974 –vendredi 17 novembre 1978- 40e congrès de la CGT «Quand l'ennemi ce n'est plus le patron mais l'étranger ''En désignant le capital étranger comme leur ennemi, le mot d'ordre de la CGT « produire français » détourne les travailleurs de la cible de leur combat, la classe capitaliste de leur pays'' » -page 5-

« La journée d'action CGT pour l'emploi » -page 5-

-HR n°975 –samedi 18 et dimanche 19 novembre 1978- « 40e congrès de la CGT : Des voix s'élèvent pour faire échec à la division Français-immigrés » -page 4-

-HR n°977 –mercredi 22 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « La tentation réformistes des cadres CGT » (Claire Masson) -page 4-

-HR n°978 -jeudi 23 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « L'unité syndicale vue par les militants : Se battre ensemble pour gagner » (Claire Masson) –page 6-

-HR n°979 –vendredi 24 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « La CGT peut-elle cautionner encore l'impérialisme soviétique ? » -page 5-

« Pas un mot sur les paysans : Les documents du 40e congrès, comme la Vie ouvrière en général, sont muets sur les luttes des paysans et la solidarité ouvriers-paysans » (René Bréand) –page 5-

« Notre position » -page 5-

Le 40e congrès…

-HR n°980 –samedi 25 dimanche 26 novembre 1978- « Sauvons-nous nous-mêmes » (Editorial Gilles Carpentier) –pages 1 et 4-

« Ouverture du 40e congrès de la CGT : Un débat qui comptera ! » -pages 1 et 3-

-HR n°981 –mardi 28 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « Ouverture du Congrès : compte-rendu de notre envoyée spéciale. Le débat est ouvert » (Claire Masson) –page 4-

-HR n°982 –mercredi 29 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « Les délégués revendiquent la démocratie » (Claire Masson) –page 3-

-HR n°983 –jeudi 30 novembre 1978- 40e congrès de la CGT « Quelle démocratie et pourquoi faire ? C'est en ce sens que s'est approfondi le débat mardi » (Gilles Carpentier) –page 3-

« La lutte des résidents des foyers Sonacotra » -page 3-
« International » -page 3-
-HR n°984 –vendredi 1er décembre 1978- « 40e congrès de la CGT : Une grande volonté de démocratie pour l'action » (Compte-rendu et interviews réalisés par nos envoyés spéciaux -pages 1 - 4 et 5-
« Interview de Pierre Feuilly, syndicat SNJ-CGT » -pages 4-5-
« International » -page 4-
« Avec des délégués du labeur, du Livre et de la typographie » -page 5-
-HR n°985 –samedi 2 dimanche 3 décembre 1978- 40e congrès de la CGT « Le congrès confirme l'orientation : Mais la discussion continue. Dans cette quatrième journées, c'est plus l'accord sur l'orientation que la critique qui a dominé et les textes ont été adoptés à une très forte majorité » -page 5-
« Interview délégués du labeur, du Livre et de la typographie » -page 5-
-HR n°986 –mardi 5 décembre 1978- 40e congrès de la CGT « Avec les délégués du Livre : Sur les conseils d'atelier, une discussion franche et fraternelle » (à suivre) –page 5-
-HR n°987 –mercredi 6 décembre 1978- « Avec les délégués du Livre : Sur les conseils d'atelier, une discussion franche et fraternelle » -page 6-
-HR n°1000 –du vendredi 15 décembre au mardi 2 janvier 1979- 40e congrès de la CGT « De meilleures conditions pour les batailles à venir » (Cette page a été réalisée en commun par le Quotidien du peuple et l'Humanité rouge) –page 5-
« L'indépendance des syndicats ? » -page 5-
« La démocratie » -page 5-
« Le socialisme » -page 5-

Bilan du 40e congrès CGT par l'HR-b-
L'HR-b- n°43 - du 29 novembre au 20 décembre 1978- lui consacre plusieurs pages :
-- 40e Congrès de la CGT
A l'heure du bilan (extraits de lettres publiées dans La Vie Ouvrière et Le Peuple) -page 23-
-- Pour que les journées d'action soient efficaces
Une question pour tous les travailleurs qui veulent riposter aux attaques patronales :
Mais quelles sont les conditions et celles que proposent actuellement les directions syndicales, le remplissent-elles ? (*Jacques Duroc*) -pages 24-25-
- Gaston Monmousseau, ancien dirigeant de la CGT : "Comment organiser une journée d'action" -page 25-
Le n° suivant de l'HR-b- n°44 - du 20 décembre au 10 janvier 1979, revient de nouveau sur le congrès :
-40e congrès CGT : De meilleures conditions pour les batailles à venir (*Jacques Duroc - Claire Masson*) -page 6-
Un bilan qui reste à faire -page 7-
Les coulisses du congrès -page 7-

Annexe 54 (du chapitre 9)

CFDT : opposition au recentrage (titres articles QdP du 6 au 11 décembre 1978)

● QDP n°805 -mercredi 6 décembre 1978-
"Le virage stratégique avoué" de la CFDT très largement contesté au congrès de l'URP –page 5-

● QDP n°806 -jeudi 7 décembre 1978-
Au Congrès de l'UR-CFDT Rhône-Alpes : Maire répond à Séguy -page 1- (lire page 8)
Congrès CFDT Rhône-Alpes : Maire répond à Séguy " Nos deux confédérations peuvent créer la dynamique du renouveau " (*Stéphane Raynal*)
L'accueil du Congrès au travailleurs de Manufrance (*Corr St Etienne*)
Congrès de la fédération des finances CFDT : Opposition au recentrage –page 4-

● QDP n°807 -vendredi 8 décembre 1978-
5e congrès CFDT Rhône - Alpes : Amorce de dialogue entre la confédération et la région (*par Stéphane Raynal*) –page 4-
-Le débat sur les statuts de l'Union Régionale CFDT Rhône - Alpes
-Parmi les invités

● QDP n°808 -samedi 9 dimanche 10 lundi 11 décembre 1978-
CFDT : 5e Congrès régional Rhône-Alpes : Comment réunir les conditions d'une relance syndicale ? (lire en page 4)
Questions syndicales -page 4-
5e Congrès régional Rhône-Alpes :
Comment réunir les conditions d'une relance syndicale ? (*Stéphane Raynal*)

L'adoption au Congrès du rapport d'activité
Se retrouver sur le terrain de l'action ? (*Correspondant St Etienne*)

Annexe 55 (des chapitres 9 - 11)

Le capitalisme d'Etat du PCF

Le thème de la dénonciation et de la lutte contre le projet de capitalisme d'Etat du PCF est très important pour les communistes marxistes-léninistes. Dès la fondation du PCRml en 1974 (et même avant dans la brochure éditée en 1973 par ***Front Rouge***) : « **Le Programme Commun de "la gauche" = Un Programme Bourgeois !** » au chapitre « ***Les "nationalisations démocratiques" : un renforcement du capitalisme monopoliste d'État.*** » -page 21- le programme commun de la gauche est clairement identifié comme étant capitaliste.

Dans la revue **Octobre**, n°5 consacrée au congrès constitutif du PCRml de mars 74, il y était affirmé en page 45 « *Non, avec le programme commun, ce ne seraient pas les travailleurs qui auraient le pouvoir ! C'est toujours la classe capitaliste qui dominerait !* ». La nature du PS est très différente de celle du P «C» F, leur situation dans l'union de la gauche l'est aussi comme le relève **Octobre** en page 47 : « *Parce qu'en signant le programme commun, le P «C» F sait bien que c'est son allié qui est maître du maintien ou de la rupture de l'alliance. Il n'a pas oublié même s'il les as tues, toutes les concessions que le PS a exigées de lui pour signer le programme commun !* ».

La préparation du 2e congrès du PCRml

C'est dans Le Quotidien du Peuple n°192 -lundi 24 mai 1976- qu'est annoncé l'ouverture d'une tribune de discussion pour le 2e congrès du PCRml (page 10).

Dans le cadre de cette tribune de discussions, le QDP n°197 -lundi 31 mai 1976- publie une contribution : " **Au sujet du projet de capitalisme d'Etat de P"C"F** " page 2.

Le 2e Congrès du PCRml le 19 et 20 juin 1976

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°214 -lundi 21 juin 1976- consacre sa page 2 à ce congrès.

Dans LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°216 -mercredi 23 juin 1976-, la position du 2e congrès du PCRml- concernant « ***La lutte contre le révisionnisme moderne et son projet -le capitalisme d'Etat*** » est traitée ainsi que "***Le projet du PCF et la désunion de la gauche***" en page 2.

Le programme adopté par le PCRml lors de son deuxième congrès (19-20 juin 1976), et publié sous la forme de brochure : « **Programme et statuts** », présente aux pages 57-58 « ***Les rivalités de l'union de la gauche*** *: La signature du programme commun et la formation de l'« union de la gauche » en 72 recouvrent des buts différents pour ses signataires :*

● *Pour le PCF, l'union ainsi réalisée est le moyen de se hisser au pouvoir, de participer à un gouvernement « de gauche » et d'imposer ainsi progressivement, dans le cadre d'une alliance dont il serait l 'élément dominant, son projet de capitalisme d'Etat.*

● *Pour le PS qui n'a pas un projet de société sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir, l'« union de la gauche » est le moyen par lequel la social-démocratie laminée par un vieux passé gouvernemental peut se donner un visage « de gauche » et reconstituer ses forces.*

Remis en selle par le P «C» F, le PS n'a cessé de se renforcer au détriment de son allié révisionniste, au point de devenir après la campagne présidentielle de 74 le parti dominant dans l'« union de la gauche ».

Parti charnière, le PS est en mesure de se passer de son partenaire le P «C» F et de participer à des solutions de troisième force.

Dans le cadre du maintien de l'« union de la gauche », il est capable de peser d'une manière décisive sur l'orientation politique et économique d'un gouvernement « de gauche ».

Le PCF se trouve dans une situation telle que, bien que l'alliance avec le PS représente sa seule possibilité d'accession au pouvoir, la victoire du programme commun ne lui donnerait qu'un rôle de force d'appoint dans la coalition gouvernementale, ce qui est un obstacle à la réalisation de son projet de capitalisme d'Etat.

Il entretient donc avec le PS des rapports d'unité et de lutte, et tente d'enrayer le développement de celui-ci particulièrement depuis son 21° Congrès.

Il infléchit sa vocation uniquement électorale et compte utiliser le développement de la lutte de classes pour changer le rapport de force avec son partenaire socialiste. Dans le but de se servir des luttes comme marche-pied au pouvoir, il apporte un soutien apparent à celles dont il peut garder le contrôle afin de les dévoyer et d'y greffer ses propositions politiques tout en continuant pour l'essentiel à isoler les luttes entre elles.

Afin de montrer qu'aucune solution de rechange pour la bourgeoisie n'est envisageable sans lui, du fait de son influence

dans la classe ouvrière, il organise ses forces dans l'entreprise.

Dans le même temps, il renforce sa pénétration de l'appareil d'Etat (universités, municipalités, information, fonctionnaires…) pour se placer en bonne position afin de développer son contrôle sur celui-ci en cas de victoire de l'« union de la gauche ».

Il n'exclut pas le recours à des formes de luttes extraparlementaires à une épreuve de force en vue de précipiter la réalisation de son projet politique.

Face à cette tactique, le PS étend son influence sur certaines organisations de masse : l'Association Populaire des Familles, le Mouvement d'Action Socialiste, dans le mouvement étudiant. Dans le CFDT, il a lancé la manœuvre des « Assises pour le socialisme », et tente de liquider les acquis positifs de cette centrale en en prenant la direction. Pour dévoyer les aspirations révolutionnaires des travailleurs dégoûtés par le révisionnisme, il se réclame de l'autogestion, projet dont le caractère flou ne parvient pas à masquer qu'il ne remet pas en cause le capitalisme et l'Etat bourgeois.

Dans la paysannerie, il s'implante dans les groupements paysans. Dans l'entreprise, il s'efforce d'être présent pour faire obstacle à l'influence du PCF. ».

Concernant le projet de capitalisme d'Etat, les pages 55-56-57 donnent des précisions supplémentaires.

Front Rouge n°1 (juillet-août 1977) trimestriel (nouvelle série) –revue politique et théorique du PCRml- publie en pages 4 à 41 un dossier intitulé « **Le PCF et les nationalisations : ouvrir la voie au capitalisme d'Etat** ».
Le n°2 de **Front Rouge** trimestriel (novembre-décembre 1977) publie la deuxième partie du Dossier nationalisation : « **Le PCF et les nationalisations : ouvrir la voie au capitalisme d'Etat** » en pages 45 à 93.

Du 4 mars 1978 au 7 mars, le QDP publie dans les n°646-647-648, une série d'article sur le projet politique du PCF :
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°646 -samedi 4 mars 1978-
« **12 mars : En lisant leurs programmes : Des chiffres et des mots - PCF : De la démagogie rénovée au capitalisme d'État** » -pages 6-7-
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°647 -dimanche 5 et lundi 6 mars 1978-
« **12 mars : En lisant leurs programmes : Des chiffres et des mots - Les nationalisations du PCF : Un capitalisme d'État mal travesti** » -pages 6-7
-LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°648 -mardi 7 mars 1978-
« **12 mars : En lisant leurs programmes : Des chiffres et des mots - Le PCF : Un " État démocratique " où les masses n'ont qu'à se taire** » -pages 6-7-

La préparation du 3e congrès du PCRml

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°758 -vendredi 29 septembre 1978- " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : Le capitalisme d'État du PCF se met-il déjà en place ?" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°764 -samedi 7, dimanche8, lundi 9 octobre 1978- " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : A propos du capitalisme d'Etat " - "Capitalisme d'Etat en France et social-impérialisme" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°765 -mardi 10 octobre 1978- "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : Réflexions sur l'opposition syndicale aujourd'hui " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°766 -mercredi 11 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : A propos du capitalisme d'Etat en France et du social-impérialisme" page 2

Samedi 18 et dimanche 19 novembre 1978 : 3e congrès du PCRml.

C'est dans le Front Rouge trimestriel (ns) n°4 (spécial) que sont publiés les « **Textes et documents issus du troisième congrès** » du PCRml en novembre 1978. Ce n° contient : « Rapport politique (Extraits) – Programme et statuts ».
Le projet de capitalisme d'État du PCF est analysé, détaillé au regard de la crise interne de ce parti et de l'échec électorale de la gauche aux législatives.

Annexe 56 (du chapitre 9)

Liste des articles de l'HR sur l'Argentine et le boycott du COBA

HR n°795 -samedi 24 dimanche 25 décembre 1977- « ***Argentine : Videla, ce démocrate méconnu…*** » -page 2-
L'HR n°825 –samedi 11 dimanche 12 février 1978- : « ***Camps de concentration et prisons en Argentine*** » -page 2-

L'HR n°838 –jeudi 2 mars 1978- annonce : « ***Mobilisation contre la coupe de football en Argentine*** » -page 2-
L'HR n°853 –jeudi 23 mars 1978- annonce la tenue d'un « ***Rassemblement devant l'ambassade d'Argentine*** *–jeudi 23 mars à 18H30- Contre la répression en Argentine, pour la solidarité avec le peuple argentin. A l'appel du COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football) et de différentes organisations argentines et françaises.* » -page 1-
HR n°854 –vendredi 24 mars 1978- « ***2e anniversaire du coup d'état fasciste : Videla veut faire place nette avant la coupe du monde de football*** », « ***Boycott du ''Mundial'' Soutien aux luttes du peuple argentin : Communiqué du COBA*** », « ***Nouvel anniversaire pour la dictature : Communiqué du PCML d'Argentine*** » -page 2-
HR n°860 –mardi 4 avril 1978- « ***Boycott du ''Mundial'' Le mouvement inquiète le régime argentin*** » -page 1-
HR n°861 –mercredi 5 avril 1978- « ***Pour le boycott du ''Mundial''*** » -page 6-
HR n°862 –jeudi 6 avril 1978- « ***Argentine 1978 : Le Mundial on n'en veut pas !*** » (Editorial) –page 5-
-HR n°870 –mardi 18 avril 1978- « ***La dictature argentine envoie ses indics en France*** » -page 6-
-HR n°871 –mercredi 19 avril 1978- « ***Communiqué du COBA : La junte argentine manœuvre sans succès*** » -page 6-
-HR n°880 –mercredi 3 mai 1978- « Paris, Nantes, Rouen, Bordeaux, Pays-Bas : Pour le boycott du ''Mundial'' » -pages 3 et 8-
« Pour arrêter le génocide en Argentine : Le COBA demande au gouvernement que l'équipe de France de football ne se rende pas dans ce pays » -page 6-
« Manifestation du COBA à Nantes » -page 6-
-HR n°881 –jeudi 4 mai 1978- « Paris, à l'appel du COBA : 5 H pour le boycott du ''Mundial'' –page 8-
-HR n°882 –samedi 6 dimanche 7 mai 1978- « Des cancérologues boycotteront le congrès de cancérologie en Argentine : Un contre-congrès pourrait se tenir à Paris » -page 7-
-HR n°883 –mardi 9 mai 1978- « Avignon : Création d'un comité d'information sur l'Argentine » -page 8-
-HR n°885 –jeudi 11 mai 1978- « Coupe du monde de football : Des journalistes inquiets » -page 6-
« Contre-congrès sur le cancer à Paris les 5 et 6 octobre » -page 6-
-HR n°887 –samedi 13 dimanche 14 mai 1978- A propos... « Leur football et le notre » -page 6-
« Coupe du monde de football. Après l'explosion d'une bombe : La junte s'affole » -page 6-
« Rocheteau déclare : ''Nous allons dans un pays où les droits de l'homme sont bafoués'' » -page 6-
-HR n°889 –jeudi 18 mai 1978- « 21 français prisonniers ou disparus en Argentine : L'un deux est mort sous la torture » -page 6-
« A propos du Mundial : Quand la France et l'Allemagne en rajoutent… » -page 6-
-HR n°891 –samedi 20 dimanche 21 mai 1978- « L'Argentine avant le coup d'Etat de Vidéla : Interview d'un syndicaliste argentin » -page 7-
-HR n°892 –mardi 23 mai 1978- « Tour Montparnasse : plusieurs centaines de signatures pour le boycott du mundial » -page 6-
« La dictature en Argentine : Exploitation accrue mais luttes populaires » -page 7-
« Coupe du monde de football en Argentine : Le rédacteur en chef de ***''L'Equipe''*** s'inquiète des atteintes aux droits de l'homme » -page 8-
-HR n°894 –jeudi 25 mai 1978- « Soutien réel et soutien fictif au peuple argentin » (Editorial) –pages 1 et 8- « COBA : Après l'interdiction de la manifestation du 23 » -page 6- « L'agression contre Hidalgo n'a rien à voir avec le COBA » -page 8-
-HR n°895 –vendredi 26 mai 1978- « Le mundial est commencé : Mise en garde en Argentine. Manifestations en France » -page 1-
-HR n°896 –samedi 27 dimanche 28 mai 1978-« Coupe du monde : avant le coup d'envoi

- Nombreuses manifestations mercredi
- Hidalgo : "Je n'aurai pas été scandalisé si le gouvernement avait renoncé à envoyer l'équipe de France en Argentine"

L'équipe de France rencontre les parents des emprisonnés et disparus en Argentine » -page 6-
« L'Organisation internationale des journalistes reporters : La situation des journalistes en Argentine est de plus en plus tragique » -page 6-
« Le junte menace les directeurs de presse » -page 6-
« Manifestations dans toute la France » (Dijon, Grenoble, Toulouse, Lyon, Nancy, Paris) –page 6-
-HR n°897 –mardi 30 mai 1978- « Mundial. La junte fait patte de velours : A Marseille, des militants du COBA gardés à vue » -pages 1 et 8-
« A l'appel du COBA : Manifestation le 31 mai » -page 7-
-HR n°898 –mercredi 31 mai 1978- Coupe du monde de football « Loire-Atlantique : La municipalité de Trignac pour le boycott du Mundial » -page 6-
« Le licenciement de deux chasseurs à l'hôtel Meurice » -page 6-
« Soutien au peuple argentin » -page 6-
« L'AFP ne veut pas vexer la junte » -page 6-

-HR n°899 –jeudi 1er juin 1978- « La coupe du monde commence aujourd'hui : Le Mundial derrière les barbelés » -page 1-
-HR n°900 –vendredi 2 juin 1978- « Ouverture du Mundial : Vidéla isolé » -page 1-
« Au moment de la coupe du monde de football : Le PCF embarrassé » -page 3-
-HR n°901 –samedi 3 dimanche 4 juin 1978- « "Le mundial commence mal, Videla" » -page 1-
-HR n°903 –mercredi 7 juin 1978- « A propos du mot d'ordre de boycott du Mundial » (Henri Mazereau) –page 6-
« Argentine :

- Epernay : soirée argentine le 25 juin
- St-Brieuc : 5 heures sur l'Argentine
- L'UIS CFDT soutient le boycott »

« A Buenos Aires, le courage des femmes et des journalistes fait échec à la censure » -page 6-
-HR n°908 –mercredi 14 juin 1978- « Après les démarches des dirigeants du football français en Argentine : Rocheteau "Il ne faut pas s'arrêter en chemin" » -page 6-
« Epinal : En solidarité avec le peuple argentin, un jeune observe une grève de la faim » -page 6-
-HR n°917 –mardi 27 juin 1978- « La coupe du monde est finie, la lutte du peuple argentin continue » -page 8-
-HR n°918 –mercredi 28 juin 1978- « Après la coupe du monde de football, continuer un soutien large et diversifié au peuple argentin » -page 6-
« Des soldats soutiennent le peuple argentin » -page 6-
-HR n°922 –mardi 5 septembre 1978- « Quatre français libérés en Argentine : Continuer la lutte ! » -page 1-
-HR n°943 –mercredi 4 octobre 1978- « Appuyer la lutte du peuple argentin » -page 6-
« Lettre du PCMLA » -page 6-
« Retour d'Argentine du professeur Schwartzenberg » –page 6-

HR –b-
-HR –b- n°28 du 13 au 27 avril 1978- « ***''Mundial'' La coupe déborde, Videla : Interview du COBA*** » -pages 22-23-
-HR –b- n°29 du 27 avril au 11 mai 1978- « ***Témoignage : Les camps de concentration en Argentine*** » -page 16-
« ***Boycott du ''Mundial'' Où en est-on ?*** » (*Interview du COBA*) –page 23-
-HR-b- n°30 du 11 au 25 mai 1978- « Argentine : Vidéla est assis sur un volcan (Evelyne Le Guen) –pages 12-13-
-HR-b- n°31 du 25 mai au 9 juin 1978- « Le Mundial entre les barbelés » -page 1-
« Boycotter le ''Mundial'' en Argentine, c'est boycotter la junte fasciste'' (Editorial - Annie Brunel) –page 5-
« Argentine : Face à la dictature, des forces organisées » (Interview d'un syndicaliste argentin) –pages 12-13-
-HR-b- n°33 du 21 juin au 5 juillet 1978- « Mundial : Un ballon en or » (Henri Mazereau) -page 26-
-HR-b- n°39 -du 4 au 18 octobre 1978- « Argentine : Le PCMLA, bête noire de Vidéla » -page 20-

Annexe 57 (du chapitre 9)

Liste des articles du QDP sur l'Argentine et le COBA

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°662 -jeudi 23 mars 1978- page 10-

Boycott du Mundial : Soutien aux luttes du peuple argentin (le COBA) Communiqué : Contre la répression en Argentine. Rassemblement devant l'ambassade à l'initiative du COBA, ont répondu à cette appel : AJS, CCA, Cedetim, Cosef, Ecole Emancipée, LCR, Man, Mas, Mouvement des Jeunes Radicaux de Gauche, MJS, OCI, OCT, PCR, PSU, PSU, Sport et Socialisme, UNEF (US)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°663 -vendredi 24 mars 1978-

Solidarité avec le peuple argentin ! Boycott de la Coupe du Monde de football en Argentine -page 9-
Plaidoyer pour le boycott de la coupe du monde de football en Argentine (1) -page 10-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°664 -samedi 25 mars 1978-

Plaidoyer pour le boycott de la coupe du monde de football en Argentine (2) -page 7-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°665 -dimanche 26 - lundi 27 - mardi 28 mars 1978-

2 000 à Paris pour le boycott du Mundial -page 1-
Plaidoyer pour le boycott de la coupe du monde de football en Argentine (3) -Hélène Varjac- -page 9-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°671(b) -mercredi 5 avril 1978-

Pour le boycott du Mundial (lire des extraits de l'Épique en page 10)
Pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football -page 10- Appel pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football (COBA) Des extraits de l'Épique : Pas de football entre les camps de concentration !

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°681 -mercredi 19 avril 1978-

Une enquête du COBA : Les manœuvres internationales de la junte militaire argentine à l'approche du " Mundial " de football (Communiqué du Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football) -page 10-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°690 -mercredi 3 mai 1978-

Paris : Pas de football entre les camps de concentration. Meeting du COBA (annonce)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°699 -jeudi 18 mai 1978-

Le COBA Paris Xxe émet sur Radio-Bastille le jeudi 18 mai à partir de 19h30 -page 7-

Argentine-1978 " Celui qui ne sait pas est un imbécile mais celui qui sait et qui ne dit rien est un criminel. " Bertold Brecht (COBA le Collectif de Fougères) -page 10-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°702 -mardi 23 mai 1978-

Départ de l'équipe de France, mercredi : Mobilisons-nous pour le boycott du " Mundial " : Contre la dictature en Argentine : Boycott de la coupe du monde 78. Pas de football entre les camps de concentration -page 1- (lire en page 9)

Boycott du Mundial -page 9- Plaidoyer pour le boycott du Mundial en Argentine (Hélène Varjac) Le PCF à St Ouen : " Une minorité de la junte argentine est fasciste " (Corr. COBA St Ouen) Communiqué de la coordination nationale des COBA Communiqué du SGEN-CFDT A la tour Montparnasse (l'UIB CFDT Montparnasse) - Communiqué Communiqué COBA Montrouge - Châtillon " Quatre heure contre la dictature en Argentine pour le boycott du " mundial 78 "

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°705 -vendredi 26 mai 1978-

Les manifestations du COBA violemment réprimées -page 1- (lire en page 3)

Mundial : plusieurs manifestations réprimées par la police -page 3-

A l'heure du Mundial : les étudiants iraniens : " Dénonçons l'utilisation du sport comme instrument de propagande des bourreaux au pouvoir en Iran et dans le monde ! " (Informations transmises par l'Union des étudiants Iraniens en France -membres de la CISNU-) -page 10-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°708 -mercredi 31 mai 1978-

Argentine : Coup d'envoi de la Coupe du Monde. A 800 mètres du stade : on torture et on assassine -page 1- (lire en page 7)

La répression s'intensifie en Argentine. La manifestation du COBA autorisé Manifestation de soutien au peuple argentin contre la terreur fasciste en Argentine (Communiqué COBA) Garde à vue pour un responsable du COBA à Marseille Affaire Hidalgo un bien étrange silence A la fête du PCF à Besançon : La Coupe du Monde sur grand écran ! (Corr Besançon) Réunion-débat sur la situation politique en Argentine mardi 30 mai (annonce COBA Malakoff) -page 7-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°709 -jeudi 1er juin 1978-

Mundial 78 : Pas de football entre les camps de concentration ! -page 1-

Manifestation mercredi 18h30 Métro Oberkampf à l'appel du COBA (annonce)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°710 -vendredi 2 juin 1978-

COBA : Succès de la manifestation parisienne contre le Mundial des militaires (lire en page 8)

La manifestation du COBA à Paris " Écoutez les cris des torturés ! " (Pierre Châtel) Argentine : Une Française libérée L'impérialisme français en Argentine Des démocrates argentins répliquent au cynisme de la junte (Franck Roussel) -page 8-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°711 -samedi 3 dimanche 4 lundi 5 juin 1978-

Argentine : une Française libérée accuse -page 1-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°712 -mardi 6 juin 1978-

Manifestation du COBA à Lyon -page 8-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°713 -mercredi 7 juin 1978-

Manifestation contre la junte fasciste en Argentine. A Blois : la jeunesse contre le Mundial (Corr Blois)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°714 -jeudi 8 juin 1978-

Les footballeurs de l'équipe de France : Pas de politique mais beaucoup, beaucoup d'argent -page 4-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°726 -samedi 24 dimanche 25 lundi 26 juin 1978-

Finale de la Coupe du Monde de Football des travailleurs immigrés avec la participation du COBA (Communiqué)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°727 -mardi 27 juin 1978-

Le Mundial terminé : L'Argentine de la torture -page 1- (lire en page 10)

Avant et après le Mundial : L'Argentine de la répression et de la torture Lettre d'une mère de " disparu " au COBA Des médecins argentins accusent -page 10-

Annexe 58 (du chapitre 9)

« **Communiqué des fédérations parisiennes du PCRml** » daté du 20 septembre 78 en page 6-

HR n°936 –samedi 23 dimanche 24 septembre 1978-

« Lors de la conférence de presse, tenue ce jour par Paul Laurent, a été évoquée l'agression dont ont été victimes des diffuseurs du Quotidien du peuple lors de la fête de l'Humanité.

Paul Laurent, ayant contesté les faits, les fédérations parisiennes du PCRml tiennent à faire savoir :

- Que dimanche 10 septembre, non loin de l'entrée de Stains, à l'extérieur de la fête, dans un lieu public, une dizaine de militants du PCRml diffusaient, à partir de 14h30, le Quotidien du peuple et d'autres publications (« Centralisme démocratique : le sens d'un débat », notamment), ainsi qu'un appel aux militants du PCF.
- Qu'ainsi, ils faisaient connaître le point de vue de notre Parti sur le centralisme démocratique, le projet socialiste pour la France, sur l'expérience de l'URSS.
- Qu'à 17 h 30, un commando de près de vingt membres du service d'ordre de la fête de l'Humanité, manifestement organisé et dirigé pour cela, venu à bord d'une camionnette rouge de location Avis, a agressé ces militants.
- Que 500 F de matériel (publication et table de camping) ont été volés à cette occasion.
- Que plusieurs militants de notre Parti ont été violemment frappés et blessés, et qu'un militant handicapé physique a été menacé d'être embarqué dans la camionnette.
- Que cette agression fait suite à toute une série d'autres : en mai 1978 à la fête du PCF de Nanterre, contre d'autres militants du PCRml, le 1er mai 1977 contre le cortège du mouvement des femmes, etc.

Tout comme les militants de base du PCF et les travailleurs présents lors de cette agression, le PCRml dénonce ces pratiques, exige la restitution du matériel volé et appelle les travailleurs, membres ou non du PCF, à s'opposer à de tels agissements.

Le 20 septembre 1978 »

Annexe 59 (du chapitre 9)

Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Projet de programme pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°750 -mardi 19 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "*Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l* " - "*Vers le communisme*" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°751 -mercredi 20 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste *Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l* "Projet de programme: *La tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur*" - "*La crise politique de l'impérialisme français*" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°752 - jeudi 21 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Projet de programme pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *La crise politique de l'impérialisme français* (suite)" - "La tâche centrale de la classe ouvrière en France : *l'insurection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat*" - "*Le socialisme*" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°753 - vendredi 22 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Projet de programme pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *La crise politique de l'impérialisme français* (suite)" - "*Le socialisme* (suite)" - "*Unir la classe ouvrière*" - "*Développons nos luttes*" - "*Faire du syndicat un outil pour les travailleurs*" - "*Le semi-prolétariat et les couches internédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie*" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°754 -samedi 23, dimanche 24, lundi 25septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Projet de programme pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *La crise politique de l'impérialisme français* (suite)" - " *Le semi-prolétariat et les couches internédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie* (suite)" - "*Luttons contre l'oppression des femmes dans la société capitaliste !* " - "*Le capitalisme bouche l'horizon de la jeunesse*" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°755 -mardi 26 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Projet de programme pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *La crise politique de l'impérialisme français* (suite) - *Luttons contre la dégradation du cadre de vie ! - Unité populaire* -" - "*Luttons contre le révisionnisme moderne*" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°756 -mercredi 27 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Projet de programme pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Luttons contre le révisionnisme moderne* (suite) " - "*Pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire*" page 2

Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°757 -jeudi 28 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *La lutte pour les droits démocratiques dans les pays d'Europe de l'Est*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°758 -vendredi 29 septembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Le capitalisme d'État du PCF se met-il déja en place ?*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°759 -samedi 30 septembre, dimanche 1er, lundi 2 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Oui ! la révolution est l'affaire de notre génération !* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°760 -mardi 3 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Les appareils idéologiques d'État* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°761 -mercredi 4 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos de la crise politique* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°762 -jeudi 5 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Les travailleurs immigrés et l'unité de la classe ouvrière* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°763 -vendredi 6 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Il faut combattre le réformisme social-démocrate* " - "*Les illusions mensongères du programme commun*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°764 -samedi 7, dimanche8, lundi 9 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste " Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos du capitalisme d'Etat* " - "*Capitalisme d'Etat en France et social-impérialisme*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°765 -mardi 10 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Réflexions sur l'opposition syndicale aujourd'hui* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°766 -mercredi 11 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos du capitalisme d'Etat en France et du social-impérialisme*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°767 -jeudi 12 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Unir la classe ouvrière*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°768 -vendredi 13 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos des handicapés* " - " *A propos de la crise politique et de l'unité populaire*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°769 -samedi 14, dimanche 15, lundi 16 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : <<*La crise et le chômage divisent (aussi)ceux d'en bas*>> page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°770 -mardi 17 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Des garanties contre la restauration du capitalisme*" - *"Les aspirations régionales et le socialisme*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°771 -mercredi 18 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Oui, il s'agit bien d'une crise politique*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°772 -jeudi 19 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "**Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Le Parti fonde son action sur le marxisme-léninisme, le maoïsme***" page 2-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°773 -vendredi 20 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Forces productives et rapport de production sous le socialisme* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°774 -samedi 21, dimanche 22, lundi 23 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Quelle conception du Front Uni mondial anti-hégémonique ?* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°775 -mardi 24 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos du développement capitaliste à la campagne* " page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°776 -mercredi 25 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Engager un travail en direction des intérimaires*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°777 -jeudi 26 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Sur la question de la paysannerie*" - "*Les communautés culturelles et linguistiques sous le socialisme*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°778 -vendredi 27 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos des luttes de la jeunesse scolarisée*" - "*A propos des appelés*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°779 -samedi 28, dimanche 29, lundi 30 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos des aspects économiques de la crise*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°780 -mardi 31 octobre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos des <<nouveaux mouvements>>* page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°781 -mercredi 1er novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos de la désyndicalisation* " - "*L'attitude révolutionnaire face à la crise idéologique*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°782 -vendredi 3 novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *La guerre mondiale est-elle inéluctable ?* " - "*A quoi sert d'analyser la situation internationale*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°783 -samedi 4, dimanche 5, lundi 6 novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos du Tiers Monde*" - "*Les peuples commencent à faire l'expérience du social-impérialisme*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°784 -mardi 7 novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Il ne peut y avoir que deux superpuissances aujourd'hui*" - "*Second monde et pays de l'est*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°785 -mercredi 8 novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *A propos de l'Europe*" - "*L'Europe se construit*" - "*Quelques questions*" page 2

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°786 -jeudi 9 novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Tribune de discussion pour le 3e congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l : *Centralisme démocratique: unité du Parti*" page 2

TENUE VICTORIEUSE DU 3e CONGRES DU PCR ml

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°793 (-numéro spécial: Le compte-rendu des travaux du congrès; résolutions interviews... -) samedi 18, dimanche 19, lundi 20 novembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Vive le 3e Congrès du PCR ml : Tenue victorieuse du 3e congrès du PCRml - "*L'ouverture du Congrès*" - "*Sur la situation internationale*" -"*Résolution du IIIe congrès du PCRml (novembre 1978)*" - "*Sur la crise politique de l'impérialisme français*" -"*Sur le révisionnisme*" - "*Renforcer les capacités offensives du Parti*" - "*Le programme et les statuts du Parti*" -"*Sur l'activité pratique*" - "*Les élections des organismes dirigeants*" - "*Résolution sur l'unité*" -" *Résolution sur le Quotidien du Peuple*" - "*Le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, au 3e congrès du PCRml et au camarade Max Cluzot*" - "*Le témoignage d'amitié des délégation étrangères: Palestine, Erythrée, Iran, Amérique Latine, Europe*" - "*Ce qu'ils pensent du congrès... : Alphonse, vétéran communiste de Lorraine. Christine, Paris 18e, un an de Parti. Rzdzyslaw, 24 ans, ouvrier à la Lainière de Roubaix.*"

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°803 -samedi 2, dimanche 3, lundi 4 décembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "**Les attaques de la direction du Parti du Travail d'Albanie contre le Parti communiste chinois et le marxisme-léninisme -Une question examinée au 3e congrès du PCRml** " page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°808 - samedi 9 - dimanche 10 -lundi 11 décembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste "Les peuples du monde doivent sérieusement prendre en compte le caractère inéluctable d'une nouvelle guerre mondiale" -Une question examinée au 3e congrès du PCRml " page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°813 -samedi 16- dimanche 17- lundi 18 décembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste - -Une question examinée au 3e congrès du PCRml "La crise politique de l'impérialisme français" page 2
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°817 -samedi 23 dimanche 24 lundi 25 mardi 26 décembre 1978- Organe central du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste - -Une question examinée au 3e congrès du PCRml "La crise politique de l'impérialisme français: une forme particulière de la crise générale de l'impérialisme" page 2

Annexe 60 (du chapitre 9)

Et maintenant à Moscou

Dès le lancement et même avant le débat autour du boycott de l'Argentine, Jean-Marie Brohm et sa revue « **Quel Corps ?** » sont opposés à l'Olympisme en général et au futurs Jeux à Moscou prévus pour 1980.

Le journal « **Le Monde** » en date du 19 mai 1978, annonce concernant la coupe du monde, que : « ***La France a pris " certaines dispositions " pour assurer la sécurité des joueurs en Argentine*** » et précise :

« *À une quinzaine de jours du coup d'envoi de la Coupe du monde de Football en Argentine, les prises de position contre le régime de Buenos-Aires et les inquiétudes pour la sécurité des joueurs se multiplient.*

Sur la proposition de MM. Jean-François Revel et Emmanuel Le Roy Ladurie, le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) s'est " associé pleinement à l'initiative de ceux qui se sont élevés contre l'organisation de la Coupe du monde de football en Argentine ". Le CIEL signale que " cette initiative ne peut pas ne pas poser, dès à présent, le problème de la tenue des Jeux olympiques de 1980 dans un pays comme l'U.R.S.S., qui est actuellement le centre le plus puissant du totalitarisme mondial ". »

Il est clair que la critique du CIEL vis-à-vis de l'Argentine, n'est pas sans arrières-pensées, surtout quand on connaît le caractère fondamentalement anticommuniste du CIEL.

Dans la suite du COBA après la coupe du monde de foot en Argentine en 78 s'est poursuivie l'idée d'un boycott des JO de Moscou. Dès la fin 1978 la revue « **Quel Corps ?** » milite en ce sens. Son n°10/11 publie en pages 2-3 un édito intitulé : « ***Du boycott du Mundial 78 au boycott des jeux impérialistes de Moscou*** ». Dans son n°12/13 l'éditorial en pages 2-3-4 consacre un paragraphe à ce sujet après avoir « réglé ses comptes » à la LCR. Il indique « *nous appellerons aussi à boycotter les jeux d'hiver de Lake Placid aux USA* » et se termine par une citation du dissident Vladimir Boukovski extraite du *Monde* du 26/08/1978 réclamant un boycott de Moscou pour les futurs JO de 1980. Boukovski fait le lien direct entre les jeux de Berlin 1936 et ceux de Moscou 80. Ce lien était déjà présent dans d'anciens numéros de **Quel Corps ?** et dans les écrits de J-M Brohm.

La référence directe à la 4e internationale trotskiste était présente à la page 1 de présentation des sommaires de la revue « **Quel Corps ?** » avec le symbole de la faucille et du marteau avec le chiffre 4 incrusté. Ce symbole trotskiste disparaît au n°12-13, et il est remplacé par la faucille et le marteau avec l'indication « freud – Marx », ce qui indique que la revue s'oriente vers le freudo-marxisme et à rompu avec certaines organisations trotskistes comme la LCR qui d'ailleurs ne soutiendra pas la campagne du COBOM. Il reste que la revue « **Quel Corps ?** » reste très influencée idéologiquement par les références trotskistes.

Dans son n°14 –mars 1979- « **Quel Corps ?** » publie en pages 41-42-43 une lettre ouverte aux organisations suivantes : CCA, OCT, LCR, LO, OCI, UTCL, FA, PSU, EE, SGEN-CFDT, PCR, HR, OCL. Cette lettre datée du 15 février est structurée sur 3 questions qui sont désignées ainsi :

« *1 – Tout d'abord la question centrale des droits de l'homme, 2 – Ensuite la question de l'opium olympique, 3 – Enfin la question du socialisme* ». L'objectif de cette lettre est de poursuivre la campagne du COBA en engageant une bataille pour le boycott des jeux olympiques de Moscou.

En page 44 est publiée une lettre datée du 26 février 1979 : « ***En soutien à la campagne pour le boycott*** » signée de Victor Fainberg, Natalia Gorbanevskaya et Léonide Pliouchtch.

Un long entretien daté du 28/02/1979 avec le dissident Léonide Pliouchtch est publié pages 45 à 55.

Le n°15 de **Quel Corps ?** de janvier 1980 est titré « ***A bas l'olympisme et le fascisme stalinien*** ». 4 pages sur 64 sont consacrées à la dénonciation des jeux d'hiver de Lake Placid aux USA, tandis que les jeux d'été de Moscou et son boycott sont sur 24 pages. Les autres pages abordent notamment « ***Berlin 36 : Boycott de l'Olympiade nazie*** » -pages 40 à 48 ou la

FSGT pages 49 à 52. Le n°16 de **Quel Corps ?** (de mai 1980) est lui aussi largement consacré au J.O. de Moscou et à son boycott réclamé par Edouard Kouznetsov (pages 22-23), Vladimir Boukovski (pages 23-24), Alexandre Zinoviev (pages 25-26), Vladimir Maximov (page 26), André Glucksmann (page 27), Bernard Kouchner (page 27), Aron, Simone de Beauvoir, Robert Bresson, Henri Cartan, Jean-Marie Domenach, Jean Duvignaud, Michel Foucault, Joris Ivens, François Jacob, Jacques Julliard, Georges Kiejman, Brice Lalonde, Emmanuel Leroy Ladurie, David Lindenberg, André.I Wof, Marie-Antoinette Macchiocchi, Yves Montand, Marcel Ophuls, Francis Perrin, Marco Pannella, Rezvani, Jean-Paul Sartre, Olivier Todd, Alain Touraine (page 28), Robert Badinter, Lucien Bodard, Fançois Chatelet, Marie Cardinal, Jean-Louis Curtis, Marc Ferro, Vladimir Jankélévitch, Hélène Parmelin (page 29).

Le Quotidien du Peuple (organe central du PCRml) n°904 du vendredi 27 avril 1979 en page 6, informe de la tenue d'une « *Conférence de presse du COBOM : Une campagne pour le boycott des jeux olympiques de Moscou en 1980.* » et publie un « ***Appel pour la constitution d'un Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou (COBOM)*** ».

Au mois de mai 1979 est publiée une brochure du COBOM, « *alors animé par la mouvance "Quels corps ?" et sa figure la plus célèbre, Jean-Marie Brohm* » (Le Mouvement Social n°230). Cette brochure est intitulée « **Moscou 80 : boycott des jeux olympiques. Solidarité avec les travailleurs et les peuples d'URSS** ».

Le n°39 de « **La vie du parti** » (bulletin intérieur du PCRml) de juillet 1979, publie : « ***Informations : Sur notre participation au COBOM*** ». Les problèmes internes au COBOM, le sens de sa campagne etc. sont abordés dans ce texte qui précise : « *La plate-forme montre par ailleurs le souci de se démarquer d'une campagne que la droite risque d'engager : appel au boycott des JO d'hiver à Lake Placid aux USA et dénonciation de la " politique des droits de l'homme " de Carter ; référence ouverte à la lutte pour l'émancipation des travailleurs, référence au socialisme par la négative (" Nous refusons aux dirigeants soviétique le droit de se réclamer du socialisme "). Etant donné le caractère le plus largement unitaire à donner à la campagne, aucune caractérisation ne pouvant être portée sur la nature de l'Etat soviétique, pas plus qu'une référence positive au socialisme.* (…) *Certes, des contradictions sont assez vite apparues, précisément sur la nature de l'Etat soviétique. Le collectif d'initiative parisien étant actuellement composé principalement de trotskistes organisés ou désorganisés, la volonté de caractériser le régime soviétique comme " bureaucratie stalinienne " voire " état ouvrier dégénéré " s'est ouvertement affirmée. Pour l'instant, un compromis a pu s'imposer sur la base du maintien du cadre unitaire de la plate-forme, sans pour autant masquer les problèmes.*»

L'URSS intervient en Afghanistan fin décembre 1979. Dès lors la question du boycott prendra une autre ampleur et sera récupérée par le chef de l'impérialisme américain, Jimmy Carter. C'est une des raisons qui divisera et parasitera la campagne du COBOM.

Dès février-mars 1980 le n°5 de **L'Epique**, est sous-titré « *Le journal des Jeux Olympiques* » et il est indiqué que « *Ce numéro de L'Epique a été réalisé par le COBOM* ».
Ce n°5 titre : « ***Moscou : Jeux Asilaires… …Lake Placid : Jeux Pénitentiaires*** ».

Quel Corps ? n°17-18 –février 1981- est très largement consacré aux jeux de Moscou. Deux articles émanant du PSU sont reproduit : « ***Pour une autre pratique du corps*** » -pages 64-65- et « ***Loisirs, sports, culture*** » -pages 66-67-. L'avant dernière page de couverture fait de la « pub » pour divers livres et revues, et aussi pour la brochure de VP « ***Sport et Révolution*** ».

Quel Corps ? n°19-20 –mai 1982- publie un dossier sur « ***Sport, éducation physique et socialisme : documents et débats*** » -pages 63 à 91- et reproduit une partie de la brochure de VP et d'autres documents (article de PLP n°29 et un tract) pages 65 à 74.

Dans le livre sorti en 1997 chez L'harmattan, : « **L'opium sportif** – La critique radicale du sport de l'extrême gauche à **Quel Corps ?** » les auteurs Jean-Pierre Escriva et Henri Vaugrand y présentent des textes et notamment aux pages 177 à 182 sous le titre « ***Sport bourgeois*** » un extrait de la brochure de 1980 réalisée par l'OCML Voie Prolétarienne « ***Sport et Révolution : Contribution à la critique du sport bourgeois et des jeux olympiques*** ».

Le boycott de Carter…
Le 20 janvier 1980, le Président des USA, Jimmy Carter adresse un ultimatum aux dirigeants du Kremlin : « *Si dans un mois au plus tard, vos troupes n'ont pas évacué l'Afghanistan, l'équipe olympique américaine n'ira pas à Moscou et nous demanderons aux autres pays de s'abstenir aussi* ».

… limite la participation aux jeux
Les Jeux olympiques d'été, ont lieu à Moscou en URSS du 19 juillet au 3 août 1980. C'était la première fois que les Jeux se déroulaient dans ce pays.

52 pays refusèrent de participer à ces JO. La liste de ces pays qui boycottèrent Moscou laisse dubitatif, quand on y voit la présence de l'Argentine, d'Israël, des Etats-Unis, du Chili, de l'Iran ou bien de la Turquie. La Chine fut également une nation qui boycottera Moscou en 1980.

Les ML et les JO de Moscou

Une part de l'ambiguïté et des amalgames faits entre les jeux de Berlin et ceux de Moscou a contribué au renforcement d'un courant ouvertement anti-communiste au sein du COBOM et à la réserve, voire au retrait d'ex-militants anti-fascistes ou anti-impérialistes qui s'étaient impliqués pleinement dans le COBA. D'autant plus que l'appel au Boycott début 80 fait par Carter sous le prétexte de l'invasion de l'Afghanistan par Brejnev, va embrouiller et discréditer l'objectif du COBOM.

Contrairement au COBA qui a eu un réel impact de masse, le COBOM pour des raisons internes (omniprésence de l'anticommunisme) et externes (le boycott de Carter, renforcera l'argumentaire du PCF…) ne put faire une campagne politique comme celle du COBA.

Il est d'ailleurs assez significatif que le nombre d'articles sur le boycott des JO de Moscou est très restreint et limité en comparaison par exemple aux 40 articles de l'HR sur l'Argentine.

PCRml –journal Le Quotidien du Peuple-

Dès le départ l'article du QDP n°904 (avril 1979), indiquait : « *Mardi 24 avril, le COBOM (collectif pour le boycott des olympiades de Moscou) tenait une conférence de presse pour le lancement d'une campagne de masse contre l'URSS du Goulag, pour le soutien à l 'opposition démocratique et ouvrière des peuples de l'URSS.*

Constituée il y a quelques mois, ce collectif créé par des militants du COBA (boycott des jeux en Argentine) a commencé à faire signer une plate - forme d'appel au boycott sur les bases de l'unité la plus large pour la condamnation du régime d'oppression en URSS, mais aussi sur des bases telles qu'elles interdisent d'assimiler cette campagne pour le boycott aux initiatives des forces de droite qui sous couvert d'«antigoulag», veulent renforcer les régimes capitalistes occidentaux.

Le lancement de la campagne du COBOM rencontre le soutien de dissidents soviétiques en France, dont Leonid Pliouchtch qui était présent à la tribune de la conférence de presse. » (…) « *Se réclamant de la lutte pour l'émancipation des travailleurs, le COBOM – de même que le COBA a lutté contre le «Mundial» utilisé par la dictature fasciste en Argentine — luttera contre les JO organisés par l'Etat*

soviétique où les libertés démocratiques les plus élémentaires sont inexistantes, les droits de l'hommes violés avec l'aide du KGB, avec les hôpitaux psychiatriques spéciaux, des camps de travaux forcés.

Le mot d'ordre de boycott s'appliquera aussi aux JO d'hiver de Lake Placid aux USA : l'impérialisme US, sous couvert de la mise en scène de la «politique des droits de l'homme» de Carter, soutient en effet l'avènement ou le maintien des dictatures fascistes dans le monde ; les violations des libertés démocratiques y sont constantes ; l'enceinte olympique est d'ailleurs destinée à devenir un pénitencier dès la f in des JO.

Mais le boycott s'exercera principalement contre les JO de Moscou. » (…) « *Notre boycott n'est pas*

dirigé contre le socialisme, mais contre les pratiques politiques répressives et les violations graves et répétées des droits de l'homme en URSS et dans les pays sous sa dépendance». «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» affirmait Marx. Le COBOM a estimé, dans sa conférence de presse que «les organisations françaises qui n'appelleraient pas au boycott prendraient une lourde responsabilité en refusant de condamner pratiquement la répression massive qui s'exerce à /'encontre

des dissidents. De la même manière, refuser de dénoncer tel ou tel aspect de la réalité soviétique sous prétexte que cela ferait le jeu de la droite ou que le bilan des pays dits socialistes serait globalement positif revient de fait à cautionner la répression ».

Cet article du QDP signé Joëlle Féclaz, n'est pas absent d'ambiguïtés, et cela se retrouvera sur le fond de la campagne qui profitera malgré tout idéologiquement aux forces réactionnaires.

Titres et références des articles du QDP de janvier à avril 1980 et de PLS au sujet des J.O. de Moscou :

--Le QDP (nouvelle série réalisée en commun par le PCRml et le PCML) n°13 –mardi 22 janvier 1980- « ***Les Jeux de Moscou en question*** » (Pierre Burnand) –page 1-

--QDP n°18 –mardi 29 janvier 1980- « ***Les Jeux de Moscou définitivement compromis*** » -p1-

« ***Editorial : Le Boycott, oui*** » (Pierre Burnand) –page 2-

--QDP n°19 –mercredi 30 janvier 1980- « ***Simone Veil se prononce pour le boycott des J.O.*** » -page 1- « ***Berlin 36 Moscou 80 : Multiples prises de positions pour le boycott*** » (Claude Lebrun) –page 3-

--Pour Le Socialisme n° **spécial -juillet 1980- en une : « L'ombre de Kaboul sur les Jeux Olympiques » Editorial : Pour agir efficacement en faveur de la paix** –page 2-

L'OCML-VP –journal Pour Le Parti-

PLP n°24 –mars 1980- publie pages 15 à 22 un dossier sur : « Politique. Sport. Jeux Olympiques, Boycott ». Un des articles montre qu'il y a des divisions sur le sujet du boycott au sein des pays impérialistes et précisément au sein de la bourgeoisie française. PLP termine ce dossier de Charles Paveigne par une conclusion : « Notre position :

Elle résulte de tout ce que nous avons dit sur le sport en général, les J.O. en particulier, et les buts hypocrites que poursuit la bourgeoisie russe en les organisant. Nous disons : la classe ouvrière ne doit aucunement soutenir les J.O. Nous devons les dénoncer, révéler leur signification, lutter contre la vague de sentiments nationalistes qui déferle lors de tous ces événements sportifs. Et nous y opposons notre propre conception du sport, de l'amitié entre les peuples, de la paix pour laquelle nous lutterons en construisant le socialisme.

Boycotter les J.O. de Moscou revient-il à soutenir les U.S.A. ? Nullement en ce qui nous concerne. Car nous sommes pour le boycott de tout J.O., aussi bien ceux de Moscou que de Lake Placid ou ailleurs, (soit dit en passant " l'esprit olympique" en a encore pris un coup à Lake Placid où les installations y ont été construites pour servir ensuite de prison pour les jeunes délinquants...
afin, sans doute, que se poursuive dans l 'esprit olympique une passionnante vie communautaire !) .
Nous dénonçons aussi la position de l'impérialisme français qui, lui aussi, utilise le sport et les J.O. au service de ses propres intérêts et pour tromper le prolétariat, renforcer l'idéologie chauvine en son sein.

Nous ne nous prononçons donc pas contre Moscou et pour une quelconque solution de rechange (comme des J.O. en territoire neutre, par exemple). Ce n'est pas pour nous la question essentielle. Notre tâche est de lutter contre la bourgeoisie, y compris en matière de sport. C'est particulièrement difficile sur ce terrain, compte tenu de l'idée si fortement ancrée que la pratique sportive n'a rien à voir avec la politique. Nous devons profiter des J.O. pour développer notre propagande sur cette question. Et le fait que les J.O. se déroulent à Moscou doit être de plus pour nous une occasion de faire mieux comprendre que ce pays n'a aujourd'hui rien de socialiste, qu'il est dirigé par une bourgeoisie impérialiste qu'il faut abattre. »

Pour Le Parti n°26 –mai 1980- « ***Le sport bourgeois : Un édifice pourri de la base au sommet*** » (Xavier Nelson) –pages 15-16-17-

Brochure de l'OCML-VP « Sport et Révolution »
En mai 1980 l'OCML-VP publie une brochure : « ***Sport et Révolution : Contribution à la critique du sport bourgeois et des jeux olympiques*** ».
Pour VP, le boycott lancé en 80 par Jimmy Carter dans le cadre des rivalités USA/URSS n'est en rien une critique du sport bourgeois ou de l'Olympisme. Cette brochure de VP montre que c'est certainement cette organisation ML qui a le plus réfléchi sur la question du sport et de l'olympisme.

PLP n°29 –septembre 1980- publie une correspondance d'un lecteur « ***A propos de la brochure ''Sport et révolution''*** » -pages 26 à 28- et une réponse de Xavier Nelson pour le Comité de rédaction –page 28-
Sous le titre « ***Comme prévu : Les J.O. ont tenu toutes leurs promesses*** » un article de X. Nelson fait un premier bilan politique de ces J.O. en page 29.
Une partie de la brochure de VP, ainsi que les articles de PLP n°2 sur le sujet seront reproduit dans la revue **Quel Corps ?** n°19-20 de mai 1982 (dossier « ***Sport, éducation physique et socialisme : documents et débats*** » -pages 63 à 91- Un tract de la cellule Alsthom de VP en date du 18/06/80 et intitulé « ***Amitié d'abord, compétition ensuite !*** » sera reproduit en pages 73-74 dans le dossier de **Quel Corps ?**

PCML –journal l'Humanité Rouge-
L'Humanité Rouge –hebdomadaire- : titre en une « ***Les J.O. d'accord : A Moscou non merci*** ».
L'éditorial de Pierre Burnand en page 2 est intitulé « ***Au nom du sport*** ».

La position de Drapeau Rouge (OCFml)
DR n°75 –du 9 au 22 février 1980- titre en une « ***Boycott*** ». Le sujet de l'URSS et du boycott est présent dans plusieurs articles :

-Contre la neutralité complaisante (Philippe Maillard) –pages 2-3-
-Boycott –page 4-
-Des maoïstes en France pour le boycott –page 5-

Il est intéressant de noter que c'est cette organisation qui sera la plus droitière sur le sujet, n'hésitant pas à dire « *Le mouvement ouvrier ne doit pas laisser aux Américains et pays occidentaux le soin de contrer le socialisme totalitaire.* » (DR n°75 page 5). Précisons que DR soutiendra le recentrage de la CFDT, la direction de Maire et Chérèque, Solidarnosc sans aucune nuance…

UCFML –journal Le Marxiste-Léniniste-
Le groupe pour la fondation de l'UCFML ne s'est pas impliqué pour le boycott des jeux de Moscou, alors qu'il avait participé à la campagne du COBA, voir Le ML n°27-28 –juin juillet 78- : « ***Attaquons le foot impérialiste*** » -pages 21-22-

« ***Le ‘‘Mundial’’ des fascistes*** » -pages 22-23-

Pour conclure :

La campagne du COBOM de 1979 à 1980 a eu des difficultés pour réellement s'ancrer dans le paysage politique, contrairement à celle du COBA (contre la coupe du monde de foot en Argentine).
Ces difficultés sont liées à l'orientation politique d'une partie des fondateurs du COBOM. C'est ce qu'avait compris une organisation comme l'OCML-VP (voir notamment pages 14 à 21 de **Sport et Révolution** : paragraphe « ***Les boycotteurs ‘‘démocrates’’*** ».

Berlin 36, Argentine 78…Moscou 80

Quand le COBA faisait le rapprochement entre Berlin 1936 et l'Argentine de 1978, c'était clairement pour dénoncer le rôle des JO de Berlin dans la propagande et l'image du nazisme, et de montrer que la coupe du monde de foot en Argentine serait un moment important pour masquer le régime sanglant de Videla. Est-ce à dire qu'il s'agissait de la même chose ? Non !

La pertinence de la comparaison entre les deux événements a aussi induit un parallèle et une identification entre l'Allemagne nazie et l'Argentine fasciste, alors que le contexte historique de 1936 et celui de 1978 est totalement différent et que les régimes en causes, même s'ils ont des points communs (certes monstrueux) n'en sont pas moins différents.

L'idée que l'Histoire « *serait un éternel recommencement* » ou « *quelle se répète* », introduit une sorte de fatalisme et d'inéluctabilité qui balaie toute idée d'enseignements et de bilan de l'Histoire.
Selon une phrase attribué à Karl Marx «*L'histoire ne se répète pas, elle bégaie* ».

Le régime du fascisme hitlérien (nazisme) avait certainement des points communs avec le régime fasciste et sanguinaire du général Videla mais avait également d'énormes différences (par exemple l'antisémitisme de masse). Il ne s'agit pas de faire une différence de degré dans l'horreur de ces deux systèmes, mais de montrer que s'ils sont comparables (et condamnables) ils ne sont pas identiques.

Les Olympiades populaires de Barcelone contre les JO de Berlin

Dés 1933 d'importantes protestations et manifestations se déroulent contre la tenue des JO de Berlin.
La FSGT, lance le slogan : « **Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin !** ».
L'almanach ouvrier et paysan publié par **L'humanité** en 1933, publie sous la plume de Robert Mension, ce commentaire sur les Olympiades de Los Angeles (1932) : « *Le sport bourgeois a tenu ses assises à Los Angeles. Commercialisé et militarisé, le sport bourgeois est une préparation déguisée à la guerre* ».

En 1936 les organisations ouvrières et anti-fascistes protestent contre les JO d'Hitler et organisent à Barcelone des Olympiades populaires. Un film de 1992 : « **Les Olympiades oubliées** » retrace cette histoire. Un article de Wally Rossel, dans **Le Monde libertaire** hors-série du 13 juillet au 14 septembre 2006, p. 5-8. revient sur « ***1936. Les Olympiades Populaires*** ». Wally Rossel signe également plusieurs articles dans l'ouvrage publié en 2012 par les éditions libertaires : « **Eloge de la passe – Changer le sport pour changer le monde** », il consacre un article à : « **1936 . La véritable histoire des olympiades populaires de Barcelone** » -pages 17 à 23 et dénonce l'abstention de la gauche lors du vote (9 juillet) à l'Assemblée nationale sur la participation de la France aux jeux de Berlin : *« Le Front populaire soutient les JO d'Hitler ! c'est pitoyable.* » écrit Rossel page 20.

La victoire du Front populaire en Espagne le 18 février 1936, sert de déclic pour organiser les olympiades populaires qui seront programmées à Barcelone du 19 au 26 juillet 1936 mais qui seront interrompues par le soulèvement fasciste du général Franco.
En effet, dès le 14 juillet des milliers de sportifs de 23 pays se dirigent vers Barcelone. Dans la nuit du 18 au 19 juillet c'est le soulèvement militaire franquiste. Le 23 juillet, Jaume Miravitlles secrétaire du comité exécutif des Olympiades populaires de Barcelone, annonce l'annulation des jeux.

Quelques liens sur les Olympiades populaires :
http://www.sofoot.com/blogs/marxist/les-olympiades-populaires-de-barcelones-un-passe-qui-ne-passe-pas-148952.html

Vidéo :
http://www.bibliotheque.toulouse.fr/Barcelone-1936.html

Alors Berlin 36 et Moscou 80, c'est pareil ?

Soyons clairs, oui il y a un lien entre les JO de Berlin 1936 et ceux de Moscou en 1980, c'est dans le cadre de l'olympisme, un rôle de propagande, d'images au service d'un pays et de son gouvernement.
Mais quelque soit l'appréciation (négative pour les ML) de l'intervention militaire en Afghanistan, ou du régime politique de l'URSS, laisser croire ou même affirmer que le régime nazi d'Hitler serait de même nature que celui de l'URSS, c'est

parfaitement faux. Cela n'enlève rien à la critique justifiée des pratiques condamnables contre les droits des travailleurs ou l'intervention en Afghanistan qui était un élément de la politique militariste et social-impérialiste de Brejnev. En fait il y avait bien à l'intérieur du COBOM un ou plusieurs courants idéologiques anti-communistes qui ont pu utiliser le rapprochement fait entre Berlin 36 et Moscou 80 dans le sens d'un amalgame fait entre marxisme et nazisme (le soutien de BHL et de Glucksmann au boycott en est l'illustration parfaite).
C'est là, une des difficultés à laquelle les militants ML se sont confrontés à l'intérieur du COBOM et à l'extérieur vis-à-vis notamment du PCF…
C'est aussi ce qui fait la différence avec le COBA qui a réussit à faire une sorte d'unanimité (des organisations révolutionnaires, anti-fascistes, marxistes-léninistes, trotskistes, anarchistes…) avec lui contre la dictature Argentine.

Concernant la question de l'Afghanistan, il est important de rappeler ce que Zbigniew Brzezinski conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, disait le 15 janvier 1998 au *Nouvel Observateur*, dans une interview fabuleuse ou il explique ouvertement que « La CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes… » et explique comment elle a tendu le piège afghan aux soviétiques et soutenu l'intégrisme islamiste au nom de la lutte anticommuniste.

Annexe 61 (du chapitre 9)

-HR n°873 –vendredi 21 avril 1978- : « ***Les plans de la bourgeoisie : Le premier plan acier (I)*** » -page 7-
-HR n°874 –samedi 22 dimanche 23 avril 1978- « ***Les plans de la bourgeoisie : Le premier plan acier (II)*** » -page 7-
-HR n°875 –mardi 25 avril 1978- « ***Les plans de la bourgeoisie : Le deuxième plan acier (III)*** » (Fin) -page 7-
-HR n°908 –mercredi 14 juin 1978- « ***Reportage en Lorraine : Une région qui se dépeuple*** » (Yves Lepic) –page 5-
« Activités principales de la Lorraine » (Tableau) –page 5-

-HR n°932 –mardi 19 septembre 1978- « ***Sidérurgie : encore des licenciements de prévus !*** » -page 3-
-HR n°933 -mercredi 20 septembre 1978- « ***Sidérurgie : les plans acier depuis 1966. Concentration et licenciements*** » (René Bréand) –page 5-
-HR n°934 –jeudi 21 septembre 1978- « ***Sidérurgie*** » (Gilles Carpentier) –page 1-
« ***Sidérurgie : l'intervention accrue de l'Etat. Quelles raisons ?*** » -page 5-
-HR n°935 –Vendredi 22 septembre 1978- « ***Sidérurgie : Un plan de chômage !*** *''Remise en ordre de la sidérurgie''. ''Que la France gagne'', dit Giscard. Les maîtres de forge gagnent 38 milliards de dettes dont il leur fait cadeau.*
En échange, l'État devient actionnaire des trusts sidérurgiques. Le plan passe sous silence les licenciements des ouvriers sidérurgistes mais en prépare 10 à 20 000 de plus. » -page 1-
« ***Sidérurgie : Un plan de chômage*** » (René Bréand) –page 3-
« ***Tableau des prises de participation financière aux groupes sidérurgiques***
***** Participation directe de l'Etat 45% ***** Participation indirecte de l'Etat 60% » -page 3-
« ***Les ouvriers d'Usinor-Denain bloquent l'autoroute Paris-Bruxelles*** » -page 3-
« ***Nationalisations : est-ce la solution ?*** » -page 3-
-HR n°936 –samedi 23 dimanche 24 septembre 1978- « ***Sidérurgie : la dimension européenne*** » (Editorial Gilles Carpentier) –page 1-
« ***Nationalisations de la sidérurgie : Les réactions du PCF et du PS*** » -page 3-
Politique et social « ***Economie : L'Etat, premier maître des forges. La logique implacable du capitalisme*** » (Philippe Leclerc) –page 4-
« ***Toujours vrai*** » (Citation d'Engels) –page 4-
« ***L'Europe de l'acier*** » (Yves Lepic) –à suivre- page 5-
-HR n°937 –mardi 26 septembre 1978- « ***L'Europe de l'acier (2)*** » (Yves Lepic) –page 5-
« ***Les monopoles européens*** » (liste) –page 5- « ***L'Etat, premier maître des forges : Quelle riposte ?*** » -page 5-
-HR n°938 –mercredi 27 septembre 1978- « ***L'Europe de l'acier (3)*** » (Yves Lepic) –page 5-
« ***Belgique : Pertes d'emplois en un an*** » (tableau) –page 5-
« ***Pertes d'emploi par bassin entre 1978 et 1980*** (tableau) –page 5-
« ***Les PC et l'Europe*** » -page 5-
-HR n°939 –jeudi 28 septembre 1978- « ***Aujourd'hui comme hier : Les sidérurgistes face aux barons de l'acier*** » -page 4-
« **Thionville, la grève de 67** » -page 4-
« **La situation à Usinor – Dunkerque** » -page 4-
« ***Les nouveaux patrons de la sidérurgie*** » (Yves Lepic) –page 4-
-HR n°973 –jeudi 16 novembre 1978- « Soutenir ceux de Denain, un devoir de classe » -page 7-
« Avec ceux d'Usinor-Dunkerque : Interview » -pages 7-8-
-HR n°991 –mardi 12 décembre 1978- « 20 000 nouveaux licenciements : Les sidérurgistes en légitime défense contre Giscard » -page 1-
« L'action s'impose dans la sidérurgie » (Claire Masson) –page 5-

-HR n°992 –mercredi 13 décembre 1978- « Usinor choisit Neuves-Maisons » (Claire Masson) –page 1-
-HR n°993 –jeudi 14 décembre 1978- « Sidérurgistes, tous ensemble : Comme ceux d'Allemagne » -page 1-
« La seule riposte… » (Editorial Pierre Marceau) –page 1-
« La grève des sidérurgistes allemands se poursuit » (JS) –page 3-
« 20 000 nouveaux licenciements dans la sidérurgie : Il y a longtemps que les patrons s'étaient préparés à cette ''ultime solution'' » (Yves Lepic) -page 3-
-HR n°994 –samedi 16 dimanche 17 décembre 1978- « Licenciements dans la sidérurgie : Des ripostes dispersées pour une attaque commune » (Claire Masson) –page 5-
« Témoignage : Un ancien délégué CGT d'Usinor-Louvroil raconte : Comment les patrons ont gagné sur toute la ligne » -page 5-
-HR n°995 –mardi 19 décembre 1978- « Contre les graves mesures antisociales. Contre les licenciements dans la sidérurgie : Il faut passer à la riposte ! » (Jacques Duroc) –page 1-
-HR 997 –jeudi 21 décembre 1978- « Mardi 19 décembre, ''opération ville morte'' à Longwy : Une journée qui ne doit pas rester sans lendemain » -page 3-
-HR n°999 –samedi 23 dimanche 24 décembre 1978- « La crise dans la sidérurgie : Une crise du capitalisme, une crise européenne » -page 4-
« Déjà dans les années 30… » -page 4-
« Longwy : les sidérurgistes ne veulent pas attendre » -page 4-
« Entente et lutte entre monopoles » (YL) –page 5-
« Sidérurgistes, que faire ? : S'organiser et lutter » (Yves Lepic) –page 5-
« Les réductions d'effectifs dans la sidérurgie européenne » (Tableau) –page 5-
« L'acier dans le monde en 1977 » (Tableau) –page 5-
« La production d'acier dans quelques pays du tiers monde » (Tableau) –page 5-

-HR-b- n°39 -du 4 au 18 octobre 1978- « ***Ce que signifie le plan acier*** » (Pierre Marceau) –pages 4 et 6-
« ***L'ARBED au cœur de la restructuration en Europe*** » -page 6-. Sur la même page un encadré cite les propos de Jacques Chérèque dans le journal **Libération**. Le secrétaire de la fédération métallurgie CFDT déclare : « *Un grand coup d'éponge sur l'ardoise des maîtres de forges. Bon, c'est scandaleux. Mais enfin, c'est plus tellement le moment de débattre là-dessus…*
Si la gauche l'avait emporté, elle aurait bien été obligée aussi de passer l'éponge ». Et l'HR de commenter : (*ceci est d'ailleurs tout à fait exact : quand on se place dans le cadre de la gestion du capitalisme, bien obligé d'obéir à ses lois !*).
-L'HR-b- n°40 - du 18 octobre au 2 novembre 1978- publie une correspondance d'Uckange : « ***Sidérurgie : Une grève coupée dans son élan*** » -page 27-

Annexe 62 (du chapitre 10)

De la suspension à l'exclusion… la section CFDT d'Usinor-Dunkerque est dissoute.

Dissolution de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque.
De la CFDT à la CGT puis au SLT

L'étude du cas exemplaire de la dissolution de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, permet de mieux comprendre et situer les enjeux, les moyens et les buts du recentrage.
Le cas est exemplaire aussi pour les raisons et le moment ou le processus contre la section est engagé par la direction de la CFDT.

-Cette section est connue par la direction confédérale pour avoir des positions opposées à la ligne réformiste d'Edmond Maire.
-Octobre-Novembre 1978 : De soi-disant « magouilles financières » au sein de la SSE sont misent en avant pour engager un processus qui va aboutir à la suspension puis la dissolution de la SSE CFDT d'Usinor-Dunkerque en octobre 1979.

Un prétexte, un contexte, un motif et une occasion…

--Le prétexte : « les magouilles financières » au sein de la SSE qui ne sont que pures inventions.
--Le contexte : La rupture de la gauche en septembre 1977 et l'échec aux législatives de mars 1978.
--Le motif : Il faut briser la combativité de cette SSE qui peut poser des problèmes à la restructuration de la sidérurgie en Lorraine.
--L'occasion : Le recentrage de la CFDT.

Pour se défendre la Section CFDT suspendue va constituer un dossier en date du 27 avril 1979 et pour le faire connaître auprès des travailleurs, le vendre notamment à la porte du 38e Congrès nationale de la CFDT le 8-9-10 mai. Un tract intitulé « ***supplément à syndicalisme – hebdo du 3-5-79*** » est distribuer. Il s'adresse « *à tous les congressistes* » parce que « *Nous n'avons pas le droit de nous exprimer dans la presse et dans les instances CFDT* ». Le tract revient en détail sur les accusations dont la section suspendue est accusée. Il se termine par un appel « *A tous les congressistes* » et indique : « *Nous ne vous demandons qu'une chose : le droit d'expression.*

- *Nous sommes présents devant la porte : nous vendons notre dossier (parce qu'il faut bien le payer) : Achetez-le car vous ne pouvez pas juger sans connaître notre histoire ou, pour le moins, venez discuter avec nous.*
- *Le 9 mai à l'heure du repas, nous ferons une Conférence de presse devant la porte du Congrès, avec les travailleurs de la BNP et des PTT Lyon, qui luttent pour leur réintégration.*

Mais pour quelle vraie raison sommes-nous suspendus ? Voilà ce que nous voudrions bien savoir, car enfin, le pouvoir a été donné à 7 personnes alors que 30 autres (qui représentent plus de 90% des timbres de l'usine) sont privées du droit à l'expression écrite et orale. Nous sommes à la CFDT ; nous voulons rester à la CFDT et c'est vraiment dommage que la demande d'environ 120 syndicats pour qu'Usinor s'exprime au Congrès, soit rejetée pour des raisons de règlement intérieur, alors que le problème est d'actualité. Section Syndicale CFDT Usinor Dunkerque Le 9 mai 1979 ».

Le dossier intitulé : « **1979 l'Etat applique son plan sidérurgie : restructuration, licenciements…**
En pleine grève à Usinor-Dunkerque la section CFDT est suspendue.
La section suspendue présente son dossier ».
Constitué de 56 pages ce dossier est une mine de renseignements sur les pratiques de la direction confédérale (et aussi de la direction de la FGM dirigée par un certain…Jacques Chérèque). Un tract noté pièce n°22 pages 46-47- réalisé par la Section Syndicale CFDT Usinor Dunkerque titre le 4 avril 1979 : « **La Fédération CFDT de la Métallurgie dissout, de fait, tout le Conseil d'Usinor Dunkerque** ».

Après sa dissolution la section rejoindra un temps la CGT puis la quittera pour créer le SLT (Syndicat de Lutte des Travailleurs).

La CNT (anarcho-syndicaliste) donne quelques éléments dans la présentation du film-documentaire " **Au pays d'Usinor :** *" A propos du syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque :*
Vers la fin des années 1970 à Dunkerque, plus de 10.000 personnes travaillent à " Usinor " (entreprise appartenant aujourd'hui à " ArcelorMittal "). La section CFDT, très combative, représente plusieurs centaines d'adhérents et environ 30 % des voix aux élections professionnelles. Mais les militants qui animent la section ont des problèmes avec la direction de la CFDT. La plupart d'ente eux ne sont pas des " oppositionnels " (tels que se désignaient à l'époque une partie des militants CFDT), mais des syndicalistes actifs sans état d'âme concernant l'orientation et la direction de la CFDT (l'essentiel de leur activité consistant à combattre leur patron, pas à s'épuiser dans des conflits internes). Les problèmes qu'ils rencontrent avec la direction de leur syndicat sont liés à la préparation de la modernisation de l'outil sidérurgique (modernisation qui, quelque temps plus tard, va s'accompagner de divers regroupements, de fusions et de nombreuses pertes d'emplois). La section CFDT aurait pu créer de vraies difficultés à l'actionnaire principal (à savoir l'État français). Alors, un nettoyage préalable s'imposait et la direction de la CFDT s'en fit la complice. Parce qu'une vraie résistance était possible, il fallait détruire, démoraliser et chasser ceux qui étaient en capacité d'organiser cette lutte. Après avoir mis la section d'Usinor-Dunkerque en minorité au sein de la commission exécutive du syndicat métallurgique de Dunkerque (les bureaucraties savent organiser les majorités !), les exclusions sont arrivées. En 1979, plusieurs militants furent jetés de la CFDT comme des malpropres et la direction d'Usinor en profita pour licencier l'un d'entre eux, Frank Flatischler. Les exclus décidèrent alors de rejoindre la CGT mais la quittèrent très vite, n'arrivant pas à y faire entendre leur voix. Dans la foulée, les camarades se constituèrent alors en syndicat autonome : le syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque (SLT). Après moult combats et difficultés, ce nouveau syndicat obtint sa représentativité dans l'entreprise. "

La direction de la CFDT n'est pas à son coup d'essai et de nombreuses structures « oppositionnelles » en ont déjà fait les frais…
« *Suspension » de l'UD-CFDT de la Gironde, exclusions dans les chèques-postaux de Bordeaux, dissolution de l'UL-CFDT 8/9 à Paris, exclusion de la section CFDT de Lyon-Gare, exclusion de la CFDT de BNP Paris ...* »
http://www.monde-libertaire.fr/syndicalisme/15007-cfdt-de-68-a-nos-jours

« *L'UD 33 dissoute en 1977, la section syndicale d'Usinor-Dunkerque (à l'époque la plus importante de la CFDT) dissoute en 1979, etc. En même temps se profilait la « modernisation » de la sidérurgie, qui allait supprimer 120 000 emplois de 1981 à 1984 (merci la gauche) et qui succédait aux fermetures d'usines à Longwy et dans tout le bassin lorrain en 1979 (merci la droite).* »

http://salvador-segui.blogspot.fr/2014/01/de-lautogestion-syndicale-la.html

Sur le site "**Nouveau millénaire, Défis libertaires**", un article intitulé : « ***l'Alliance syndicaliste***
À propos de la brochure ''La CFDT et le syndicalisme révolutionnaire'' » textes de René Berthier. *Décembre 2003-février 2006,* une explication intéressante est donnée pour expliquer : « *la raison réelle de la décapitation de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, c'était évidemment la préparation de la modernisation de l'outil sidérurgique français, Dunkerque et Fos, qui allait s'accompagner de divers regroupements, de fusion et de nombreuses pertes d'emplois. La section, dans son état premier, aurait pu créer de vraies difficultés à l'actionnaire principal, à savoir l'Etat français. Un nettoyage préalable s'imposait et la direction de la CFDT s'en fit la complice.*» (Jacky Toublet, interview de Franck Poupeau, archives J. Toublet.)
http://1libertaire.free.fr/ReneBerthier01.html

Les trois sites ci-dessous donnent des analyses et ou des chronologies sur la lutte des sidérurgistes en Lorraine.

1) - Les licenciements massifs dans la sidérurgie lorraine
2) - 1978-1979, les luttes des sidérurgistes
3) - 19 décembre 1978 La Lorraine ouvrière entre en guerre sociale contre la liquidation de la sidérurgie

Annexe 63 (du chapitre 10)

Dès les mois d'avril et de mai plusieurs articles du QDP annoncent la suspension de cette section CFDT :

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°890 -vendredi 6 avril 1979- « Le conseil syndical (CFDT) d'Usinor-Dunkerque suspendu » -page 1-
« Dunkerque : Attaque inadmissible contre la démocratie syndicale
-Le syndicat métaux suspend le conseil syndical CFDT d'Usinor » -page 3-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°936 -jeudi 14 juin 1979-
Après l'exclusion de 12 militants et la suspension des 800 syndiqués CFDT par le syndicat des Métaux " Nous continuerons la CFDT à Usinor ", déclare Claude Bernard au cours d'une conférence de presse » -page 3-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°986 -samedi 3, dimanche 4, lundi 5 novembre 1979-
Luttes ouvrières -page 4-
Exclus et dissous par la CFDT : Nous avons choisi…
(Tract des exclus de la CFDT) -Les exclus et dissous par la CFDT- (*Usinor Dunkerque*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°991 -samedi 10, dimanche 11, lundi 12 novembre 1979-
Syndicalisme -page 6-
" Pour ne pas créer de divisions supplémentaires "
A propos de l'adhésion à la CGT de la section CFDT dissoute d'Usinor Dunkerque (*Correspondant Dunkerque*)
Lettre ouverte à la CGT pour la constitution d'un syndicat unique (*Pour les exclus et dissous par la CFDT, Claude Bernard*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°993 -mercredi 14 novembre 1979-
Luttes ouvrières -page 7-
CFDT dissoute d'Usinor-Dunkerque " Nous voulons d'une part continuer à défendre l'intérêt des travailleurs d'autre part avec la CGT, continuer le combat contre les exclusions "
Interview d'un militant de l'ex-section CFDT
(*Recueillie par notre correspondant de l'ex-section CFDT*)
Le Comité de Défense des Libertés Démocratiques dans le Mouvement syndical
Extrait de la réponse de la CGT à la lettre ouverte des " exclus et dissous de la CFDT "
Transformation de l'implantation syndicale à Usinor-Dunkerque

Annexe 64 (du chapitre 10)

-L'Humanité Rouge n°1067 –vendredi 6 avril 1979- « La section CFDT d'Usinor-Dunkerque suspendue : Un coup dur porté aux sidérurgistes » -page 1-
« Le tract de la section syndicale CFDT d'Usinor-Dunkerque ''La fédération de la métallurgie dissout de fait tout le conseil syndical CFDT de Dunkerque'' ! » -page 4-
« La fédération métallurgique CFDT ''suspend'' la section d'Usinor-Dunkerque » -page 4-

« Communiqué de la cellule Gabriel Péri du PCML » -page 4-
« Faire obstacle à la division ‘‘J’ai été lockouté par le syndicat’’ ! » -article de Rémi Blainville- page 5
-HR n°1071 –jeudi 12 avril 1979- « Section CFDT d’Usinor-Dunkerque (« suspendue ») Quelques pièces à verser au dossier » -page 1-
« La suspension du conseil syndical de la section d’Usinor-Dunkerque : Sordide manipulation politique ‘‘Sordide histoire de finances’’ d’après Chérèque » -page 4-
-HR n°1085 –vendredi 4 mai 1979- « Dunkerque : Conférence de presse de la section CFDT ‘‘suspendue’’ d’Usinor : ‘‘La légitimité c’est nous’’ » -page 6-
-HR n°1090 –vendredi 11 mai 1979- « Le problème de la section d’Usinor-Dunkerque posé devant le congrès » (Article commun Quotidien du Peuple – L’Humanité rouge) –pages 4-5-
-HR n°1104 –samedi 2 dimanche 3 lundi 4 juin 1979- « Suspension de la section CFDT d’Usinor-Dunkerque : Les démolisseurs du syndicat continuent leur entreprise » -page 3-
-HR n°1105 –mercredi 6 juin 1979- « Section CFDT d’Usinor-Dunkerque : La démocratie syndicale totalement bafouée ! Les adhérents désavouent le syndicat de la métallurgie dunkerquoise et la FGM. Le syndicat passe outre ! » -page 4-
-HR n°1111 –jeudi 14 juin 1979- « Section CFDT d’Usinor-Dunkerque ‘‘Nous luttons pour notre réintégration’’ » (Gilles Carpentier) -page 3-

Annexe 65 (du chapitre 10 et des années 1978 - 1979 de la chronologie)

Radio SOS Emploi (16 décembre 1978-septembre 1981) et Radio Lorraine Cœur d’Acier (17 mars 1979-20 janvier 1981)

Après le plan acier de décembre 1978, les sidérurgistes de Lorraine vont engager des actions.
Une de ces actions menée par des militants de la CFDT (Longwy), est la mise en place d’une radio pirate (illégale à cette époque) du nom de Radio SOS Emploi. C’est la première radio libre ouvrière en France elle émettra jusqu’en septembre 1981 et deviendra par la suite Radio Sans Frontières.

La CFDT locale, bien que très minoritaire dans le bassin de Longwy était sur une base de lutte de classe et opposée à la direction réformiste d'Edmond Maire et de Jacques Chérèque,. Cette CFDT essaie de sortir des sentiers battus et des mobilisations classiques de la CGT, en lançant ce que les militants appellent « les actions coup de poing ».

Il y a de fait, une certaine rivalité entre la CFDT et la CGT dans le cadre d’une opposition au plan de licenciement dans la sidérurgie. Mais aussi dans le contexte de l’après défaite électorale de la gauche en 78 et les divisions PCF-PS. A cela il faut ajouter une crise interne au PCF qui a elle-même des incidences dans la CGT, et une CFDT qui sur le plan nationale s’engage et impose la ligne du « recentrage » notamment au mois de mai avec le 38e congrès. C’est ces rivalités et ces contradictions qui vont être à l’origine de la création en mars par la CGT d’une radio pirate concurrente de celle de la CFDT, pour organiser la grosse manifestation du 23 mars à Paris. Cette manifestation est une tentative de reprise en main de la lutte sur les bases de la CGT. Dans son édition du jeudi 15 mars 1979, le PCML dans l’HR n°1051 se demande en page 1 «***La marche des sidérurgistes sur Paris : terminus ou étape ?*** ». Les divisions syndicales entre CGT et CFDT sont une réalité (mêmes si les sidérurgistes les plus combatifs essaient de combattre ces divisions).
L’HR n°1049 –mardi 13 mars 1979- fait mention en une de deux points :

1-« Manifestation de samedi à Denain : L’unité en question »
2-« Denain et Radio-Moscou » (Editorial – Gilles Carpentier)

Dans l’article « L’unité en question » il y est fait référence aux divisions affichées lors de la manifestation du samedi 10 mars à Denain qui « *augure mal de l’unité des sidérurgistes* ».
L’article (éditorial de Gilles Carpentier) sur « ***Denain et Radio-Moscou*** » relate des propos stupéfiants : « Ce sont les ‘‘groupements gauchistes et hooligans pro-maoïstes’’ qui ont fait dégénérer les manifestations revendicatives de Denain en ‘‘***bataille rangée entre police et ouvriers***’’.
C’est l’appréciation portée dimanche par Radio-Moscou sur la ferme et juste riposte des sidérurgistes et de toute la population de Denain à l’agression policière contre un car à Saint-Amand, mardi dernier : grenades lancées à l’intérieur, travailleurs tabassés… »

La lutte des sidérurgistes va connaître des périodes de fortes mobilisations, des phases ascendantes des périodes de stagnation et de reculs sur toute l’année 1979.

Il y a en gros deux périodes : de janvier à juillet et d’août à décembre 79.
Dans la première période il y a la tentative de reprise en mains de la lutte par l’appareil de la CGT et celui du PCF –dont Porcu est le député-.

A partir de juillet/août, il y a un essoufflement de la lutte et une reprise en mains progressive de la direction de la CFDT – Jacques Chérèque précisément- sur la base du recentrage et dans le cadre d’une convention sociale signée par la direction CFDT le 24 juin 1979, contre l’avis de… la CFDT de Longwy. Cette « convention sociale » et ses primes de départ vont accélérer la démobilisation, d’autant plus qu’en septembre la lutte n’est plus du tout dans sa phase ascendante.

Il y aura quelques tentatives de la CGT pour relancer la lutte, mais le sort en est jeté.

La mise en place de Radio Lorraine Cœur d'Acier (la première émission date du 17 mars 1979) par la CGT correspond à un moment de la lutte et a contribuer à celle-ci.

Dans le cadre de cette lutte, la ligne de la direction nationale de la CGT, va être mise entre parenthèses (voire critiquée) notamment dans la forme et le contenu des émissions de RLCA.

Dans ses émissions, RLCA aborde des questions d'actualités comme :

-la lutte contre les plans de licenciements
-la violence du pouvoir
-l'autodéfense ouvrière
-les médias
-la démocratie
-la nature des luttes
-les orientations des actions de la CGT et celles de la CFDT
-les rapports hommes-femmes
-la question et la critique des pays de l'Est etc..

Cette expérience de démocratie ouvrière se termine le 5 juillet 1980 par la volonté de la direction de la CGT, qui relance une nouvelle RLCA avec une nouvelle équipe le 17 novembre 1980. Cette RLCA n'a plus rien à voir avec l'ancienne, elle est interdite par le pouvoir Giscardien le 20 janvier 1981.

En 2012, la CGT édite sous forme de CD et de DVD, un coffret intitulé « Un morceau de chiffon rouge –mars 1979 – juin 1980- Lorraine Cœur d'Acier : l'aventure inédite d'une radio ».

Le 28 décembre 2012, l'émission de Daniel Schneiderman (sur internet) « Arrêt sur images » (ASI) est consacrée à « Lorraine Cœur d'Acier : retour sur un média hors norme » : avec notamment Marcel Trillat (qui fut un des deux journaliste professionnel de RLCA).

Le 31 décembre 2012, je poste un commentaire sur le forum de l'émission ASI et contacte par mail Gérard Privat ancien journaliste au QDP et qui fut envoyé spécial sur place pendant plusieurs mois.

Voici les 2 documents :

Message sur le forum d'ASI

"L'émission consacrée à Radio Lorraine Cœur d'acier, m'a laissé un peu dubitatif. J'ai dans les années 1978 et 1979 défendu et soutenu la lutte des sidérurgistes (surtout Longwy – Denain) et il me semble que la présentation qui en est faite tout au long de l'émission, passe volontairement ou pas à côté de points essentiels de cette histoire et de son contexte.

Le lancement de Radio LCA par la CGT se fait plusieurs mois après le lancement de Radio SOS Emploi par la CFDT.

Entre le 16 décembre 1978 création de Radio SOS – Emploi et le 17 mars 1979 pour le lancement de Radio LCA, il faut bien comprendre ce qui s'est passé.

La présentation qui est faite dans l'émission d'ASI occulte pas mal de choses et simplifie à outrance certains faits notamment au sujet de Radio SOS – Emploi présentée uniquement sous l'angle d'une radio pirate émettant dans les bois. La CGT, le PCF était certes traversé par des « courants » des lignes qui s'opposaient, mais c'était aussi le cas de la CFDT qui sur le plan locale Longwy – Denain était animé par des militants radicaux (aujourd'hui on dirait « gauche de la gauche ») « gauchistes » voir marxistes-léninistes (du PCRml…).

Durant les 3 mois qui sépare la création de SOS et de LCA, il faut bien comprendre que la lutte des sidérurgistes de Lorraine va devenir quasiment insurrectionnelel, que son caractère populaire et de masse est déterminant. La situation pour le pouvoir de l'époque (Giscard-Barre) devient difficile, la CGT et le PCF contrôle très très difficilement les actions (notamment les actions « coup de poing ») des sidérurgistes (et des syndicalistes radicaux de la CFDT locale). Ces actions s'appuyant sur une véritable unité populaire, vont à plusieurs reprises par exemple s'en prendre au symboles patronaux et étatiques ou par exemple attaquer le commissariat. La CGT voyait que la radicalisation de la lutte se développait souvent en s'opposant à ses propres conceptions de la lutte. Le PCF à travers son député Antoine Porcu était de plus en plus critiqué voir conspué publiquement par les travailleurs (et notamment le chauvinisme développé par la CGT et le PCF).

C'est dans ce contexte le développement d'une révolte violente, le désaveu du PCF par les militants les plus radicaux et aussi avec l'approche des élections européennes que CGT et PCF vont lancé Radio LCA, qui dans un premier temps brouilla la Radio SOS – Emploi.

La création de LCA est en fait une tentative de réponse du PCF pour contrôler, encadrer la lutte des sidérurgistes en les enfermant dans l'électoralisme, l'union de la gauche, la légalité bourgeoise. Pour y arriver, la CGT lance l'idée d'une grande marche des sidérurgistes sur Paris le 23 mars et c'est effectivement des conceptions assez différentes de la lutte menée depuis décembre qui sont mises en avant (conception qui s'appui sur une campagne chauvine pour ne par dire raciste) pour la préparation de la manif du 23.

Le courant radical de la CFDT se trouvera marginalisé et tout cela finira dans les bras de la CGT. Après la manif du 23 est une belle provocation policière, permettant au PCF de se lancer dans une dénonciation et l'amalgame (voir par exemple le

livre « La provocation » Editions Sociales par Régis Castelnau, Daniel Voguet, François Salvaing –mars 1980) et de reprendre en main le contrôle de la lutte. C'est petit à petit un effritement et l'abandon. Il y aura dans les années 83-84 un petit retour sur la lutte, mais celle-ci n'atteindra pas la mobilisation des années précédentes.
Dans l'émission de ASI, la présentation de « la ligne Séguy » contre « la ligne Krasucki » me semble aussi très caricaturale et ne recouvre pas la réalité.
Alors, oui il y a eu un soutien populaire de Radio LCA, des débats précurseurs qui par la suite ont été vite repris en main par la direction CGT et PCF."

Message de Gérard Privat
Voici un message de ***Gérard Privat*** (que je publie avec son accord) au sujet de LCA. Gérard Privat était dans les années 78-79 membre du PCRml et envoyé spécial en Lorraine pour le Quotidien du Peuple.

"Salut
Tu sais sans doute que j'ai "vécu de l'intérieur" les évènements de Longwy en 78/79. Le Parti m'avait envoyé là-bas. J'y suis resté plusieurs mois quasiment en permanence.
J'ai très bien connu LCA, son histoire, j'ai réalisé un interview commun de Félix, animateur de Radio SOS-emploi et Marcel Trillat pour le QDP. J'ai même été interviewé par Trillat sur LCA après mon arrestation avec 4 gars de Longwy, justement lors de la fameuse nuit d'affrontements suite au brouillage de LCA.
C'est vrai que la CGT a lancé cette radio en même temps que d'autres initiatives, pour tenter de reprendre le contrôle d'une situation qui lui échappait. Cela dit, la suite des évenements a montré que les "pontes" CGT qui avaient eu cette idée s'en sont longtemps mordu les doigts. En même temps qu'elle servait en partie leurs objectifs, LCA a très largement participé à "l'insurrection ouvrière" du bassin de Longwy. Au point d' échapper pratiquement à leur contrôle. Aujourd'hui, ils réécrivent l'histoire. Oui, on les connaît...
Au début, comme beaucoup, je me suis dit: " Ça y est, ils arrivent avec leur grosse machine, ça va être Radio-CGT. Il faut savoir que LCA a été mise sur pieds avec du matériel qui dormait depuis des mois à la mairie de Bagnolet suite au refus de Trillat de prendre la direction de la radio que le PCF voulait créer là-bas. Viré de la télé après 68, il vivotait quand on lui a fait cette proposition. On lui avait donné de vagues assurances sur l'ouverture et la liberté d'expression qu'il mettait comme conditions. Quand il s'est rendu compte que ce ne serait pas le cas, il a refusé. Du coup, "radio M. le maire de Bagnolet", comme il le disait, n'a jamais vu le jour.
Je pense que l'on peut dire que, même si la CGT était très présente sur les ondes de LCA, elle y était en minorité et que la liberté de parole était la règle. Je l'ai vu de mes yeux et sur une longue période.
A tel point que l'appareil CGT était en grave crise interne. Pas seulement au sujet de LCA bien sûr, mais la radio était devenue un très gros point de divergences internes. Pour la petite histoire, j'ai réalisé, à sa demande, une interview de Michel Olmi, secrétaire de l'UL-CGT dans laquelle il étalait ouvertement les divisions.
Pour faire taire cette voix, la haute direction a commencé par s'en prendre aux salaires des deux journalistes (Trillat et Dupont). Puis, la chance leur sourit: l'émetteur de la radio tomba un jour en panne. Aussitôt, ils se proposèrent pour le faire réparer à Paris. Longwy ne revit jamais l'émetteur. Ainsi, se termina cette expérience.
Dans le même temps, l'appareil reprenait les rênes par les moyens bien connus. J'ai connu pas mal de militants CGT qui se sont volatilisés, Michel Olmi avait été poussé dans la dépression...
Voilà quelques souvenirs qui me reviennent sur cette période de l'histoire de la CGT de Longwy et de LCA, pas aussi simple qu'on pourrait le penser."

Quelques liens :
-Radio « Lorraine cœur d'acier » de mars 1979 à juillet 1980, l'histoire d'une radio pas comme les autres.
-Histoire de Radio Lorraine Cœur d'Acier (LCA)

Livres :
-Lorraine cœur d'acier par David Charrasse -Petite collection Maspéro- 1981-
-Vivre et lutter à Longwy par Gérard Noiriel –Maspéro 1980-
-Crise économique et conflit sociaux dans la Lorraine sidérurgique par Christian de Montlibert –L'Harmattan 1989-

Vidéos et documents audios :
"**Arrêt sur images**" datant du 22 décembre 2012, "**Radio Lorraine Coeur d'Acier: retour sur un média hors norme**" (avec Marcel Trillat). L'émission dure 1h10
Un lien : http://100ansderadio.free.fr/54/LCA/LorraineCoeurAcier.html

"Radio Lorraine Coeur d'Acier, la parole libérée", 2009 un film de 52 minutes réalisé par Isabelle Cadière (production Aber Images, co-production France 3). Infos et commande de DVD : aber@free.fr

Longwy radio lorraine coeur d'acier : la parole libérée (en 3 parties) :
http://www.dailymotion.com/video/xc14fl_longwy-radio-lorraine-coeur-d-acier_news
http://www.dailymotion.com/video/xc17l3_longwy-radio-lorraine-coeur-d-acier_lifestyle
http://www.dailymotion.com/video/xc5atj_longwy-radio-lorraine-coeur-d-acier_news

Un morceau de chiffon rouge : « L'aventure de Radio Lorraine Cœur d'Acier »

Écouter, voir : « Un morceau de chiffon rouge – L'aventure de Radio Lorraine Cœur d'acier »

France-Inter : l'émission du jeudi 31 janvier 2013

"Un morceau de chiffon rouge": coffret documentaire sur Radio Lorraine cœur d'acier

Liens vers deux émissions de "La bas si j'y suis" sur le combat exemplaire de Longwy :
http://la-bas.org/re-ecouter/les-emissions/2012-13/septembre/un-morceau-de-chiffon-rouge-1
http://la-bas.org/re-ecouter/les-emissions/2012-13/septembre/un-morceau-de-chiffon-rouge-2

Annexe 66 (du chapitre 10)

Liste des unes du QDP sur : Sidérurgie, Longwy, Denain, Usinor…

QDP n°829 -jeudi 11 janvier 1979- « Grève générale vendredi à Longwy »
QDP n°830 -vendredi 12 janvier 1979- « 10 000 sidérurgistes en grève mercredi dans la Loire »
QDP n°831 -samedi 13, dimanche 14, lundi 15 janvier 1979- « La Lorraine veut vivre ! »
QDP n°832 -mardi 16 janvier 1979- « Les sidérurgistes lorrains face au chômage »
QDP n°836 -samedi 20, dimanche 21, lundi 22 janvier 1979- « Enquête en Lorraine : Dans le pays haut menacé de disparition »
QDP n°837 -mardi 23 janvier 1979- « Semaine d'actions dans la sidérurgie »
· Les syndicats se rencontraient lundi pour décider d'un appel à une " action de grande ampleur "
· Dans le Nord comme en Lorraine, des sidérurgistes et des militants poursuivent les occupations de bureaux et de locaux administratifs
QDP n°838 -mercredi 24 janvier 1979- « Sidérurgie : l'intersyndicale pour l'inaction »
QDP n°839 -jeudi 25 janvier 1979- « Longwy à 16 heures : Le mercredi des enfants »
QDP n°840 -vendredi 26 janvier 1979- « Vivre, étudier, travailler à Longwy : Une marche de 10 000 enfants pour que la Lorraine vive »
QDP n°841 -samedi 27, dimanche 28, lundi 29 janvier 1979- « Lorraine : La population avec les sidérurgistes
Vendredi matin, le CE d'Usinor Longwy occupé par plusieurs centaines d'ouvriers »
QDP n°843 -mercredi 31 janvier 1979- « La colère de Longwy :
Mardi, à 4h30, la police intervient pour " libérer " trois cadres. A 6h, une première manifestation parcourt les rues. A 15h, les sidérurgistes tiennent un meeting »
QDP n°844 -jeudi 1er février 1979- « Energique riposte à Longwy : Plusieurs centaines de sidérurgistes attaquent le commissariat après la manifestation contre l'intervention policière de mardi matin. »
QDP n°846 -samedi 3, dimanche 4, lundi 5 février 1979- « Dernière minute : Les bureaux de la fonderie de Gorcy, dans le bassin de Longwy, promise à une fermeture prochaine, ont reçus vendredi matin la visite de sidérurgistes en colère. Les lettres de licenciements et divers autres documents ont été brûlés. »
QDP n°847 -mardi 6 février 1979- « Nouvelle semaine de lutte pour les sidérurgistes
--Rencontre mardi entre le ministre du Travail et les syndicats
--Réunion Maire-Séguy mercredi »
QDP n°849 -jeudi 8 février 1979- «La réponse des sidérurgistes :
Devant l'intransigeance du gouvernement, les sidérurgistes ripostent : un directeur séquestré à Denain, la sous-préfecture occupée à Briey »
QDP n°850 -vendredi 9 février 1979- « Sidérurgie : élargir l'action »
QDP n°852 -mardi 13 février 1979- « Sidérurgie : rendez-vous le 16 »
QDP n°853 -mercredi 14 février 1979- « A la veille de la journée du 16…
Patrons séquestrés à Maubeuge
· Usine Berliet occupée à Saint-Priest

· Routes bloquées en Moselle
Les syndicats de l'Est proposent une marche sur Paris »
QDP n°854 -jeudi 15 février 1979- « Les travailleurs préparent le 16 février
· Deux directeurs retenus à Usinor-Trith
· Grève dans toutes les usines SEM de France
· Les " Sotracomet " occupaient la cité administrative de Metz mercredi matin
QDP n°855 -vendredi 16 février 1979- « Contre le chômage
Oui aux actions efficaces ! (Gérard Privat) »
QDP n°856 -samedi 17, dimanche 18, lundi 19 février 1979- « n°856 -samedi 17, dimanche 18, lundi 19 février 1979- « Contre les plans de chômage
Puissante mobilisation dans le Nord et en Lorraine
· Chemins de fer, routes, poste-frontières, bâtiments administratifs et patronaux occupés par les grévistes
· De 90 à 100 % de grévistes dans tout le Nord et la Lorraine
· Des manifestations massives par dizaines »
« Conférence de presse de Giscard " Il faut que les points de vue se rencontrent "
Avec les maîtres de forges licencieurs, pas de conciliation possible ! »
QDP n°858 -mercredi 21 février 1979- « Dans le bassin de Longwy : Une radio au service des luttes : Entretien avec un animateur de Radio SOS Emploi »
QDP n°859 -jeudi 22 février 1979- « Longwy : La population solidaire des sidérurgistes
Initiative de masse mercredi »
QDP n°860 -vendredi 23 février 1979- « A la veille de la rencontre avec Giscard, et à l'appel des sidérurgistes
Le relais TDF de Longwy investi par la population »
« Usinor - Denain " Il faut choisir soigneusement les actions et les expliquer à la masse des travailleurs " Entretien avec deux responsables CFDT »
QDP n°861 -samedi 24, dimanche 25, lundi 26 février 1979- « Contre les licenciements et le chômage
Comme à Longwy, comme à Denain
Elargissons les actions efficaces ! »
QDP n°862 -mardi 27 février 1979- « La riposte exemplaire de Longwy
· Après la large mobilisation de samedi, les sidérurgistes prêts à répondre à toute nouvelle agression
· De nouvelles initiatives en préparation »
QDP n°863 -mercredi 28 février 1979- « Mardi, des grévistes de la SFP auprès des sidérurgistes de Longwy »
QDP n°865 -vendredi 2 mars 1979- « Dans le Nord comme à Longwy
Résistance populaire contre le chômage
· A Valenciennes, mise à sac de la chambre patronale. Les dossiers de l'Hôtel des impôts de Cambrai détruits
· A Homécourt, le directeur de Sacilor séquestré
· Les partis bourgeois s'inquiètent »
QDP n°866 -samedi 3, dimanche 4, lundi 5 mars 1979- « Longwy, Denain… l'exemple ! »
« L'unité syndicale qu'il nous faut (Entretien avec un militant CFDT de la Chiers - Longwy) »
QDP n°867 -mardi 6 mars 1979- « Sidérurgie : controverses autour de la marche sur Paris »
QDP n°868 -mercredi 7 mars 1979- « Sidérurgie : marcher sur Paris d'accord, mais pas pour rien ! »
QDP n°869 -jeudi 8 mars 1979- « Nord : 2 500 à 3 000 sidérurgistes dans l'action toute la journée de mardi…
Quadrillage policier dans la région de Denain
· Violents affrontements contre les CRS
· Sacilor-Sollac : 8 500 licenciements confirmés »
QDP n°870 -vendredi 9 mars 1979- « Face à l'agression et aux brutalités policières
Riposte massive, offensive des sidérurgistes de Denain
Dernière heure
· Jeudi, dès 10 heures 3 000 à 4 000 manifestants s'affrontent à 200 flics autour du commissariat
· Des usines se mettent en grève
· Des magasins ferment
· Des travailleurs d'usines de la région convergent sur Denain »
QDP n°871 -samedi 10, dimanche 11, lundi 12 mars 1979- « L'efficacité de la résistance populaire
· Les licenciements dans la sidérurgie suspendus pendant les négociations
· Repli des flics à Denain
· Mouvement de solidarité dans tout le pays »
« Editorial (*Nicolas Duvallois*) »
QDP n°872 -mardi 13 mars 1979- « Sidérurgie :
--Des milliers de manifestants samedi à Denain
--Barre rappelle à l'ordre ses ministres et les PDG de la sidérurgie (lire le reportage de nos envoyés spéciaux à Denain) »

QDP n°873 -mercredi 14 mars 1979- « Barre provoque les sidérurgistes : Il confirme les licenciements et incite ministres et patrons à encore plus d'intransigeance »
QDP n°874 -jeudi 15 mars 1979- « Usinor confirme la fermeture de l'aciérie de Denain : 5 000 chômeurs de plus
Les sidérurgistes sauront faire plier Barre
· Un tract de la CFDT - Usinor - Denain déclare : " La manif du 10 à Denain : les travailleurs scandalisés ".
· Lettre ouverte de sidérurgistes de Denain à l'intersyndicale »
QDP n°875 -vendredi 16 mars 1979- « Bavardages au Parlement, licenciements à Sacilor :
Le jour même de l'ouverture de la session extraordinaire, Sacilor-Sollac confirme 8 500 suppressions de poste »
QDP n°876 -samedi 17, dimanche 18, lundi 19 mars 1979- « · Session extraordinaire grotesque au Parlement
· Négociations qui ne servent à rien
Les sidérurgistes de la Solmer en grève
· Longwy : la centrale d'Herserange bloquée
· Denain : nouvelles manifestations »
QDP n°877 -mardi 20 mars 1979- « Sidérurgie : poursuite des actions »
QDP n°878 -mercredi 21 mars 1979- « Sidérurgie. Négociations pour rien : Les licenciements confirmés à Usinor-Longwy »
QDP n°879 -jeudi 22 mars 1979- « Paris : 200 sidérurgistes de Longwy au siège d'Usinor »
« " A propos du 23 mars " Tract de la section CFDT d'Usinor-Denain »
QDP n°880 -vendredi 23 mars 1979- « Dans la marche du 23 : Affirmer la voie de la lutte !
Les actions se poursuivaient à la veille du 23
· 200 sidérurgistes de Longwy rassemblés devant le siège d'Usinor
· Denain : succès de la journée porte ouverte
· Herserange : Oxygène coupé pendant plusieurs heures
· La poste de Longwy-Bas occupé »
QDP n°881 -samedi 24, dimanche 25, lundi 26 mars 1979-
« Longwy, Denain nous montrent le chemin »
« L'Europe des luttes dit non aux plans de licenciements dans la sidérurgie »
QDP n°882 -mardi 27 mars 1979- « Manifestation du 23 : arrestation de militant CFDT de Longwy »
QDP n°883 -mercredi 28 mars 1979-
« La marche sur Dunkerque du 6 avril »
« Longwy : riposte au brouillage des radios CGT et CFDT »
QDP n°884 -jeudi 29 mars 1979- « Sidérurgie : l'échéance du 6 avril…
Le 6 avril se tient la " négociation de synthèse " du groupe Usinor.
Les sidérurgistes se mobilisent pour cette date
Les actions se poursuivent : l'occupation de la centrale à oxygène d'Herserange ; journée " portes ouvertes " samedi et dimanche soir à Usinor-Denain »
QDP n°887 -mardi 3 avril 1979- « Sidérurgie :
· A Denain, journées portes ouvertes : un succès
· La mobilisation pour le 6 avril »
QDP n°888 -mercredi 4 avril 1979- « Dunkerque : riposte des sidérurgistes au lock – out »
« 6 avril à Dunkerque : Pour une lutte sur l'ensemble du trust Usinor »
« Les inculpés du 23 mars en " flagrant délit " : Scandaleux verdict : exigeons leur libération ! »
QDP n°889 -jeudi 5 avril 1979- « Les " flagrants délits " du 23 mars
La 23e chambre a compris Giscard : Manifestation de riposte des lycéens »
« Opération coup de poing à Longwy »
« Sidérurgie : appel commun des syndicats du Valenciennois pour le 6 avril »
QDP n°890 -vendredi 6 avril 1979- « avril : journée de rencontre et de lutte des sidérurgistes
Dunkerque, Denain, Longwy
Tous unis contre les licenciements !
· Mayoux, le PDG de Sacilor confirme les 8 500 licenciements
· Etchegaray, PDG d'usinor s'apprête à faire autant… »
QDP n°891 -samedi 7, dimanche 8, lundi 9 avril 1979- « La machination du pouvoir
Les provocations policières à la manifestation du 23 mars… Les hauts cris de la presse aux ordres… Giscard contre le droit de manifester… Les scandaleuses condamnations " en flagrants délit "… »
« Editorial de Nicolas Duvalois »
QDP n°893 -mercredi 11 avril 1979- « Sidérurgie
Fos - Dunkerque : Les grèves continuent »
QDP n°894 -jeudi 12 avril 1979- « Usinor : Mobilisation contre le lock-out
· L'usine de Mardyck occupée mardi

· Nombreuses initiatives à Dunkerque »
QDP n°895 -vendredi 13 avril 1979- « Solmer, Usinor : Occupation et manifestations se poursuivent »
QDP n°896 -samedi 14, dimanche 15, lundi 16 avril 1979- « Sidérurgie
Pour faire reculer la bourgeoisie : Bloquer la production
· Les sidérurgistes de Dunkerque, Mardyck, Fos ripostent au lock-out
· La production paralysée depuis une semaine »
QDP n°897 -mercredi 18 avril 1979- « Pour faire céder Usinor et sacilor
S'en prendre à la production
Bloquer la production, c'est bien ce qu'il faut faire mais pas seulement une journée !
Déjà à Denain, plusieurs secteurs sont décidés à prolonger la journée du 18
Dunkerque, Mardyck, Fos : menaces d'intervention policière contre les grévistes
-Voir notre dossier en pages 6 et 7 : Sidérurgie : quelle lutte maintenant ? Solmer (Fos) »
QDP n°898 -jeudi 19 avril 1979- « " journée sans acier "
· Arrêt de la production à Denain
· Débrayages tournants à Longwy et Pompey
· La grève se poursuit à Dunkerque et à Fos-sur-Mer »
QDP n°899 -vendredi 20 avril 1979- « Sidérurgie : Les actions contre la production se poursuivent »
QDP n°900 -samedi 21, dimanche 22, lundi 23 avril 1979- « Sidérurgie
· Fos-sur-Mer : production bloquée
Journée portes ouvertes dimanche
· Denain : production sérieusement diminuée
· Dunkerque : poursuite de la grève »
QDP n°901 -mardi 24 avril 1979- « Sidérurgie Fos-sur-Mer : Après la journée portes ouvertes… »
QDP n°902 -mercredi 25 avril 1979- « Inculpés du 23 mars : Un incroyable réquisitoire »
QDP n°904 -vendredi 27 avril 1979- « Sidérurgie : de nouvelles actions à Fos, Dunkerque et Denain »
QDP n°906 -mardi 1er, mercredi 2 mai 1979- « Occupation à Usinor-Longwy et à Loire-Firminy »
QDP n°907 -jeudi 3 mai 1979- « Longwy : manifestation contre le commissariat »
QDP n°911 -mercredi 9 mai 1979- « Longwy : l'insupportable présence policière
Contre les mutations, contre le lock-out et contre la présence policière, les travailleurs du bassin se mobilisent par milliers »
« Fos-sur-Mer : très peu de sidérurgistes ont travaillé lundi »
« Usinor - Denain : ralentissement de la production, coups de poing…
Les formes d'action en débat »
QDP n°912 -jeudi 10 mai 1979- « Longwy : la direction d'Usinor refuse de négocier sérieusement »
QDP n°913 -vendredi 11 mai 1979- « Procès du 23 mars : libération de tous les inculpés ! »
« Sidérurgie : une combativité qui ne se dément pas »
« la situation à Longwy et à Fos-sur-Mer »
QDP n°914 -samedi 12, dimanche 13, lundi 14 mai 1979- « Otages du 23 mars : Scandaleux alourdissement des peines en appel »
QDP n°916 -mercredi 16 mai 1979- « Dans la sidérurgie " performante "
Trois mois de lutte à Solmer (Fos-sur-Mer)
Un avantage pour les grévistes : les stocks sont au plus bas
· 300 F pour tous
· 5e équipe
· 35 heures sans diminution de salaire
· Suppression des licenciements des délégués syndicaux »
QDP n°917 -jeudi 17 mai 1979- « Solmer (Fos-sur-Mer) : manifestation massive à Marseille »
QDP n°918 -vendredi 18 mai 1979- « Le long combat des sidérurgistes
· Fos-sur-Mer : la direction ne parvient pas à remettre en route le HF 2
· Longwy : une nuit mouvementée »
QDP n°919 -samedi 19, dimanche 20, lundi 21 mai 1979- « Sauvagerie policière à Longwy »
QDP n°920 -mardi 22 mai 1979- « Arrêt de toute poursuite contre les 5 inculpés de Longwy ! »
« Manifestation à l'appel du Collectif national pour la libération des inculpés
--Pour la libération de tous les inculpés du 23 mars et du 1er mai
--Pour l'abrogation de la loi anticasseur
--Pour le droit de manifestation
Mouvements de grève dans la sidérurgie lorraine »
QDP n°921 -mercredi 23 mai 1979- « Exigeons l'arrêt de toute poursuite contre les 5 inculpés de Longwy ! »
« Mercredi 14 heures, rassemblement à Briey devant le tribunal : Manifestation à l'appel du Collectif national pour la libération des inculpés et des fédérations du PCR ml »

QDP n°922 -vendredi 25 mai 1979- « Une victoire pour les sidérurgistes
Les 5 inculpés de Longwy relaxés
· " Les condamner serait condamner la population de Longwy "
· Plusieurs centaines de travailleurs acclament leurs camarades à la sortie du tribunal »
« Otages du 23 mars : Peines confirmées ou légèrement diminuées en appel »
« Solmer : 50e jour de lutte »
« Sollac : grève aux hauts fourneaux »
QDP n°923 -samedi 26, dimanche 27, lundi 28 mai 1979- « La victoire de Longwy : le chemin de la lutte contre les attaques aux libertés (*Nicolas Duvallois*) »
« Longwy, Denain, Dunkerque, Fos-sur-Mer… et Sollac : 10e jour pour 400F. et un 7e fondeur »
« Après le verdict de Longwy
· Un animateur de SOS-Emploi : " On est persuadé que l'action des travailleurs a été déterminante ".
· Gérard Privat : " Je n'avais jamais vu un tel enthousiasme "».
QDP n°925 -mercredi 30 mai 1979- « Après la reprise à Sollac : quelques éléments de réflexions »
QDP n°926 -jeudi 31 mai 1979- « La détermination des sidérurgistes de la Solmer
· Colère contre la dernière paye
· La voie Paris-Marseille bloquée à Miramas »
« Solidarité avec les inculpés du 23 mars et du 1er mai :
Manifestation jeudi à l'appel de l'Union régionale parisienne CFDT.
Le collectif national pour la libération des emprisonnés du 23 mars et du 1er mai ainsi que le PCR ml s'associent à cette manifestation »
QDP n°927 -vendredi 1er juin 1979- « Des otages du 23 mars en appel vendredi »
QDP n°929 -mardi 5 juin 1979- « Inculpés du 23 mars condamnés… sur un rapport de police reconnu faux par la Cour »
QDP n°933 -samedi 9, dimanche 10, lundi 11 juin 1979- « Longwy fête ses 6 mois de lutte »
QDP n°940 --mercredi 20 juin 1979- « La journée de soutien à Longwy organisé par la section Longwy-Villerupt du PCR ml »
QDP n°941 -jeudi 21 juin 1979- « La journée de soutien à Longwy : organisé par la section Longwy-Villerupt du PCR ml »
QDP n°942 -vendredi 22 juin 1979- « Longwy " Le 29 juin, tout peut changer si nous le voulons tous " Tract SOS-Emploi n°25 »
QDP n°946 -jeudi 28 juin 1979- « Inculpés du 23 mars et du 1er mai »
QDP magazine n°spécial juillet 1979- « Interview de deux responsables de la CFDT Longwy »
QDP n°953 -mardi 18 septembre 1979- « Longwy : Les travailleurs de Bertoldi ripostent. Lundi matin 7 d'entre eux convoqués au tribunal des référés de Briey
(De notre envoyé spécial à Longwy) »
QDP n°963 -mardi 2 octobre 1979- « La réunion des radios libres européennes à Longwy »

Annexe 67 (du chapitre 9)

Quelques titres d'articles de L'Humanité Rouge (quotidien) sur la lutte des sidérurgistes :
-HR n°1002 –vendredi 5 janvier 1979- « 100 000 sidérurgistes allemands entament leur 6e semaine de grève » (Jean Schubert) –page 3-
-HR n°1003 –samedi 6 dimanche 7 janvier 1979- « Sidérurgie-Longwy : Où va l'intersyndicale ? » -page 1-
-HR n°1004 –mardi 9 janvier 1979- « Allemagne. Solidarité entre sidérurgistes français et allemands : Une réunion-débat du Parti Communiste d'Allemagne samedi à Duibourg » (Jean Schubert) –pages 1-3-
« Extraits de l'intervention d'André Druesne » -page 3-
« La restructuration dans la sidérurgie » (Yves Lepic) -page 3-
-HR n°1005 –mercredi 10 janvier 1979- « Quelques éléments d'analyse de la restructuration dans la sidérurgie européenne » -page 3-
« L'acier et la sidérurgie en crise » -page 3-
« Le plan de sauvetage » (HM) –page 3-
« Avec les sidérurgistes allemands : Aux piquets de grève de l'usine Mannesmann à Duiburg » -page 8-
-HR n°1006 –jeudi 11 janvier 1979- Du travail pour tous « Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité : Regard sur une ville en sursis » -page 4-
« Les conséquences du plan acier pour la Lorraine » -page 8-
-HR n°1007 –vendredi 12 janvier 1979- « Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité : Quand c'est la presse du matin qui vous apprend qu'il y a grève… » (De notre envoyé spécial Gilles Carpentier) –page 5-
« Sidérurgie : Les conséquences du plan Davignon pour quelques pays européens » -page 5-
« Les sidérurgistes allemands six semaines en grève : Interview de Karl-Heinz Hutter, membre du Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne (KPD) » (J.S.) –page 8-

Liste des articles de l'HR (bimensuel) sur la sidérurgie de janvier à septembre 1979 :

HR-b- n°45 - du 10 janvier au 24 janvier 1979-

Reportage *du Bureau de presse du Nord*
Sidérurgie : Quelle voie pour la lutte ? -pages 10-11-12-13-14-15-
--L'union fait la force -page 10-
--Une seule solution : la lutte (*Rémi Dainville*) -page 10-
--Interview de trois responsables CFDT d'Usinor-Denain :
Michel Brunian, secrétaire de la section, Albert Dhennain représentant du CE et Raymond Carpentier membre du CE
(Propos recueillis par *Joseph Dutilleul*) -pages 11-12-
--Le Comité central du PCML : Du travail pour tous ! -page 12-
--Interview de Bernard Ethuin, responsable de la section UGICT CGT Denain
(Propos recueillis par *Rémi Dainville*) -pages 13-14-15-
-Et à Dunkerque ? -page 14-
--Le temps presse... page 15-

HR –b- n°46 -du 24 janvier au 8 février 1979-

Sidérurgie : Comment on assassine des régions

Éditorial : Denain, Longwy; Dunkerque : Solidarité ! (*Jacques Duroc*) -page 5-

Sidérurgie
Comment on assassine des régions -pages 15-16-17-18-
--Usines sidérurgiques -page 15-
--Usinor-Denain : Dialogue pour une grève (*Rémi Dainville*) -pages 16-17-
-Un sombre tableau -page 17-
Sidérurgie-Lorraine : Comment on assassine une région (Enquête du correspondant HR Woippy) -pages 18-19-
--Nilvange -page 18-
--Hagondange
--Hayange
--Homecourt -page 19-
--Longwy
--Joeuf

HR-b- n°48 - du 7 au 21 février 1979-

Sidérurgie : Patrons et gouvernement s'inquiètent -page 8-

HR-b- n°49 - du 21 février au 5 mars 1979-

Éditorial : Après le 16 février ... (*Jacques Duroc*) -page 5-
Sidérurgie : La journée d'action du 16 février (*Jacques Duroc* et *Nicole Margerie*) -page 8-
Sidérurgie : Quelles cible pour nos luttes ? l''Europe ? le capitalisme ? -page 9-
La campagne anti allemande des dirigeants du PCF (*Yves Lepic*) -page 10-
Le PCF et la sidérurgie -page 10-
Le chauvinisme quest-ce que c'est ? -page 11-
Les explications contradictoires des dirigeants du PCF à propos de l'ARBED -page 11-

HR-b- n°50 - du 5 mars au 19 mars 1979-

Dunkerque Denain Longwy solidarité !

(Editorial) : Sidérurgie
Développer la solidarité la plus large (*Jacques Duroc*) -page 5-
Sidérurgie
Plus que jamais la solidarité est nécessaire (*Jacques Duroc*) -page 10-
La place des femmes (Rencontre d'une militante de la CSV de Denain) -page 11-
Dans quel camp êtes-vous Monsieur Porcu ? -page 12-
Longwy : La police municipale contre les travailleurs
Une leçon de l'histoire

HR-b- n°51 - du 19 mars au 3 avril 1979-

Éditorial
Parlement : La peur des masses (*Pierre Marceau*) -page 5-

Denain, Dunkerque, Longwy : Solidarité
Sidérurgie : Renforcer l'unité -pages 9 à 13-
--La marche du 23 mars (*Jacques Duroc*) -page 9-
--CGT d'Usinor-Mardyck : Les véritables responsables sont l'état et le pouvoir
--Une semaine à Denain *Rémi Dainville*) -page 10-
--Il y a violence et violence ! (*Jacques Duroc*) -page 11-

HR-b- n°52 - du 3 avril au 24 avril 1979-
Courrier des lecteurs
A propos d'articles sur la sidérurgie (Claudie - Dunkerque) -page 2-
Editorial : Unité pour faire face (*Pierre Marceau*) -page 5-
Manifestation du 23 mars : Une grossière provocation policière –page 6-

HR-b- n°53 - du 24 avril au 8 mai 1979-
Sidérurgie
Journée de solidarité organisé par le PCML : Dunkerque le 29 avril (annonce et programme) -page 4-
Sidérurgie : Où en est la lutte ? (*Jacques Duroc*) -page 6-
--L'unité : l'arme la plus précieuse
Solmer (FOS) : Un sursaut de dignité (*Pierre Marceau*) -page 8-

HR-b- n°54 - du 8 mai au 22 mai 1979-
Dunkerque, Denain
Le PCML avec les sidérurgistes
Echos du 1er Mai : Longwy -page 4-
Fameck le 13 Mai Journée de solidarité organisé par le PCML :
Tous unis autour des sidérurgistes (Annonce et Programme) -page 6-

Denain, Dunkerque : Le PCML avec les sidérurgistes -pages 7 à 10-
--Visite du port autonome (Claire Masson) -page 7-
--"Unité, unité encore, unité toujours !"
Extraits de l'intervention de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML à Dunkerque le 29 avril -page 8-
--Dans les corons de Denain (*Claude Liria*) -page 9-
--Théatre du Printemps "A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers" (*Léon Cladel*) -page 10-
Dans l'actualité
Sidérurgie : Aspects de la lutte en Lorraine -page 11-
--interview de Daniel Pegoraro, syndicaliste CFDT Sollac-Sacilor (Entretien réalisé par *Pierre Burnand*)
--La section CFDT suspendue d'Usinor-Dunkerque : De quel côté est la légitimité ?
A qui profite la pénurie ? (*Catherine Lemaire*) -page 12-

HR-b- n°55 - du 22 mai au 6 juin 1979-
Fameck le 13 mai :
--Journée de solidarité organisée par le PCML : extrait du forum sidérurgie -pages 7-8-9-
Violences policières inouïes à Longwy
Les otages du 23 mars (*Nathalie Villotiers*) -page 12-

HR –b- n°59 - du 22 août au 4 septembre 1979-
Sidérurgie.
Convention sociale
21000 suppressions d'emplois !
Dossier :
Sidérurgie. La Convention Sociale : 21 000 suppressions d'emplois (*Rémi Dainville*) -pages 13 à 20-

--Sidérurgie : Six mois de négociations -pages 14-15-16-
-Les précédentes conventions sociales -page 15-
--Le contenu de la convention sociale : 12000 travailleurs concernés -page 17-
--Négociations industrielles : L'enjeu du problème -pages 18-19-20-
--Elections syndicales "La grave responsabilité de notre organisation syndicale" :
Entretien avec des militants CFDT de la section Sollac Sacilor -page 19-
--Après la signature de la convention sociale :
(positions de la FTM-CGT, FO, FTM-CFDT, Section CFDT Longwy) -page 20-

Annexe 68 (du chapitre 10)

Liste des unes de l'HR sur : Sidérurgie, Longwy, Denain, Usinor…

-HR n°1008 –samedi 13 dimanche 14 janvier 1979- « Du travail pour tous. Vendredi 12, journée d'action en Lorraine : Solidarité avec ceux de Longwy comme ceux de Denain »
-HR n°1009 –mardi 16 janvier 1979- « Les travailleurs Lorrains : Décidés à ne pas se laisser faire »
-HR n°1013 –samedi 20 dimanche 21 janvier 1979- « Nantes, Limoges, Marseille, Longwy : Contre Barre, la colère devient action »
« Le terrain pour gagner » (Editorial – PM)
-HR n°1015 –mercredi 24 janvier 1979- « Pour l'emploi l'heure est à l'action »
« Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité ! » (Editorial – GC)
-HR n°1016 –jeudi 25 janvier 1979- « Lorraine : Les 20 000 emplois de Messmer étaient imaginaires »
-HR n°1018 –samedi 27 dimanche 28 janvier 1979- « Une bataille décisive » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1020 –mercredi 31 janvier 1979- « Longwy : les sidérurgistes affrontent les CRS »
-HR n°1021 –jeudi 1er février 1979- « A Longwy, riposte à la hauteur de l'attaque »
« Seule réponse efficace » (Editorial – Jean Quercy)
-HR n°1023 –samedi 3 dimanche 4 février 1979- « La violence des travailleurs les inquiète ! »
« Renouer avec la tradition de lutte » (Editorial – Jean Quercy)
-HR n°1024 –mardi 6 février 1979- « Usinor-Denain : Passer à l'offensive ! Les mesures pour le Nord : ''On se moque de nous'' »
-HR n°1026 –jeudi 8 février 1979- « Les sidérurgistes pas dupes des manœuvres du pouvoir

- Le siège d'Usinor occupé à Denain, la direction ''retenue''
- La sous-préfecture de Briey ''mise hors d'état de nuire'' par ceux de Longwy
- Les flics contraints d'évacuer Brissonneau et Lotz-Marine à Nantes »

-HR n°1028 –samedi 10 dimanche 11 févier 1979- « Nantes, Longwy et Denain : ensemble contre les licenciements »
« Sidérurgie : licenciements et crimes : Quatre morts à Sollac »
« Communiqué du 8 février de la section CFDT-Sollac »

Le n°1030 de l'HR du mercredi 14 février 1979, annonce : « A partir de ce numéro, une série de dossiers sur la situation en Lorraine »

-HR n°1031 –jeudi 15 février 1979- « Denain, Longwy, Dunkerque : Solidarité ! Du travail pour tous ! »
« Au-delà du 16 : L'enjeu » (Editorial – Secrétariat du CC du PCML)
-HR n°1032 –vendredi 16 février 1979- « Accident du travail : Usinor a encore tué »
-HR n°1033 –samedi 17 dimanche 18 février 1979- « Journée d'action : Le Nord et la Lorraine font bloc »
« Giscard s'inquiète » (Editorial – Jean Quercy)
-HR n°1034 –mardi 20 février 1979- « Et après le 16 février ? » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1037 –vendredi 23 février 1979- « Le point sensible » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1038 –samedi 24 dimanche 25 février 1979- « Des actions originales » (Editorial Henri Mazereau)
-HR n°1039 –mardi 27 février 1979- « Solidaires avec ceux de Longwy »
-HR n°1042 –vendredi 2 mars 1979- « Grandes manœuvres dans le dos des sidérurgistes »
-HR n°1044 –mardi 6 mars 1979- « Sidérurgistes, cheminots, postiers, employés : Au coude à coude »
-HR n°1046 –jeudi 8 mars 1979- « Cheminots, postiers, sidérurgistes, SFP : Le refus des licenciements et de l'austérité »
-HR n°1047 –vendredi 9 mars 1979- « A Denain, le temps de la colère : Les sidérurgistes affrontent pendant des heures les CRS »
-HR n°1048 –samedi 10 dimanche 11 mars 1979- « Denain ''Du travail et la paix'' Les sidérurgistes et toute la population exigent le retrait des CRS. Ils font preuve d'une grande détermination pour faire reculer le gouvernement Giscard-Barre responsable de la violence et des licenciements »
-HR n°1049 –mardi 13 mars 1979- « Manifestation de samedi à Denain : L'unité en question »
« Denain et Radio-Moscou » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1050 –mercredi 14 mars 1979- « Session sur l'emploi : Les discours ou la lutte ? » (Editorial Henri Mazereau)
-HR n°1051 –jeudi 15 mars 1979- « La marche des sidérurgistes sur Paris : terminus ou étape ? »
-HR n°1056 –jeudi 22 mars 1979- « Marche sur Paris ''Un choix difficile, face à une initiative imposée sans débat'' »
-HR n°1057 –vendredi 23 mars 1979- « Tous solidaires autour de Denain-Longwy »
« Le temps presse » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1059 –mardi 27 mars 1979- « Manifestation du 23 à Paris : Une démonstration de force et de solidarité »
« Tous unis autour des sidérurgistes ! » (Editorial Bureau Politique du PCML)
-HR n°1060 –mercredi 28 mars 1979- « Après la manifestation du 23 : La violence préméditée du gouvernement »

-HR n°1062 –vendredi 30 mars 1979- « La provocation policière à la manifestation du 23 mars : Prise de position de la fédération CGT de la police et de Krasucki. De chaudes discussions en perspective chez les cégétistes »
-HR n°1063 –samedi 31 mars dimanche 1er avril 1979- « Giscard ne muselera pas la classe ouvrière ! »
« L'arrière-plan de la marche du 23 : D'où vient la division syndicale ? »
-HR n°1064 –mardi 3 avril 1979- « Journées de solidarité à Dunkerque, Denain, Longwy : Tous unis autour des sidérurgistes ! »
-HR n°1065 –mercredi 4 avril 1979- « Verdict intolérable contre des manifestants du 23 mars »
« Pour le droit de manifester » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1066 –jeudi 5 avril 1979- « A la veille du 6 avril. Les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque dans l'action : Des conditions sont réunis pour faire de la marche sur Dunkerque du vendredi 6 une grande étape d'unité et de solidarité entre ceux de Dunkerque, Denain et Longwy »
-HR n°1067 –vendredi 6 avril 1979- « La section CFDT d'Usinor-Dunkerque suspendue : Un coup dur porté aux sidérurgistes »
« Procès des manifestants du 23 : Un lourd bilan » (Editorial – Gilles Carpentier)
-HR n°1068 –samedi 7 dimanche 8 avril 1979- « Condamnations du 23 : le pouvoir en redemande »
-HR n°1069 –mardi 10 avril 1979- « Réunion Usinor-Syndiats. La tactique du PDG Etchegaray : Démanteler, morceau par morceau »
-HR n°1070 –mercredi 11 avril 1979- « Sidérurgie : grève à Fos et à Dunkerque »
-HR n°1071 –jeudi 12 avril 1979- « Sidérurgie : Dunkerque-Mardyck et Fos : la grève s'étend »
-HR n°1072 –vendredi 13 mars 1979- « Les sidérurgistes font face au géant de l'acier. La grève se renforce à Usinor-Dunkerque et Mardyck, continue à la Solmer. Des conditions favorables pour l'extension d'une lutte solidaire des sidérurgistes »
« Au programme des journées de solidarité avec les sidérurgistes : Organisée par le PCML »
-HR n°1074 –mercredi 18 avril 1979- « Epreuve de force à Usinor »
-HR n°1076 –vendredi 20 avril 1979- « Rencontres de solidarité avec les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine »
-HR n°1077 –samedi 21 dimanche 22 avril 1979- « Lorraine : les promesses ne coûtent pas cher »
-HR n°1078 –mardi 24 avril 1979- « De Denain à Fos : Ça bouge dans le trust Usinor »
« Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck : Organisées par le PCML »
-HR n°1082 –samedi 28 dimanche 29 avril 1979- « Tous unis autour des sidérurgistes : Journées de solidarité avec les sidérurgistes, organisées par le PCML »
-HR n°1084 –jeudi 3 mai 1979- « Dunkerque, Denain, journées de solidarité avec les sidérurgistes : Avec le PCML, unité, solidarité »
« Un premier mai combatif à Longwy »
-HR n°1088 –mercredi 9 mai 1979- « Longwy et Fos : les sidérurgistes dans l'action

- A Fos, poursuite de l'action malgré les menaces.
- A Longwy, les sidérurgistes font reculer les CRS.

-HR n°1091 –samedi 12 dimanche 13 mai 1979- « Tous unis autour des sidérurgistes : Journées de solidarité avec les sidérurgistes, organisées par le PCML »
« Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité ! Journée de solidarité organisée par le PCML à Fameck le 13 mai »
-HR n°1092 –mardi 15 mai 1979- « Fameck : Un bain de fraternité (Intervention de Marcel Grégoire)
« Journée de solidarité organisée par le PCML à Fameck : Rencontres chaleureuses avec les sidérurgistes. La confiance dans la force et les possibilités de la classe ouvrière en sort renforcée » (Gilles Carpentier)
-HR n°1094 –jeudi 17 mai 1979- « Riposte aux condamnations du 23 mars »
-HR n°1096 –samedi 19 dimanche 20 mai 1979- « La police contre les sidérurgistes »
-HR n°1097 –mardi 22 mai 1979- « Sollac, Solmer, les grèves continuent dans la sidérurgie »
-HR n°1098 –mercredi 23 mai 1979- « 23 mars, 1er mai à Paris, 17 mai à Longwy : le pouvoir prend des otages. Libération des inculpés ! »
-HR n°1099 –jeudi 24 mai 1979- « Procès d'exception contre les travailleurs »
-HR n°1100 –mardi 29 mai 1979- « Les sidérurgistes de la Solmer occupent un minéralier »

Annexe 69 (du chapitre 10)

Extrait d'un article de « **La cause marxiste** » -publication centrale du groupe pour la fondation de l'UCFML- n°1 –deuxième trimestre 1982- pages 3-4-

« ***La fin du mouvement ouvrier (Contribution à la politique des noyaux aujourd'hui)***

La rupture PC-PS, marquant que le Programme Commun n'était qu'une illusion laisse un vide. A quoi répond la tentative courageuse de Longwy, qui marque la vraie rupture - et le début d'une période de "vérité", fut-elle la vérité de la crise, pour les masses ouvrières.

La lutte de Longwy est la tentative, face à la crise, face aux licenciements en masse, de convoquer, de dresser le mouvement ouvrier - et celui-ci répond présent. Tout y est, de l'affrontement à la constitution autour des grévistes d'un véritable camp populaire. L'acharnement, malgré l'attitude décriée du PCF et de la CGT, à parler unité syndicale, à vouloir faire vivre à toute force une Intersyndicale, témoigne de cette volonté de faire exister en tant que tel, envers et contre tout, le "mouvement ouvrier". Or ceux-là mêmes qui répondent présents, les sidérurgistes, font savoir en même temps qu'il s'agit là d'un fantôme, d'une représentation inutile. Confronté à la situation et au choix réel, chacun est seul et décide seul.

Ainsi, Longwy marque, comme nous l'avons déjà dit ailleurs, la fin du mouvement ouvrier. Ce n'est pas seulement qu'il aurait existé un réel mouvement qui est mort. C'est que ce qui avait été reconvoqué par Mai 68 à titre de réfèrent, à titre de tradition ouvrière à laquelle se réamarrer, s'avère, à l'épreuve de la crise, avoir été déficient dans son principe. Il s'avère, malheureusement pour les chantres de l'unité à la base, que tout était depuis longtemps en train de s'effilocher, précisément par la base. Ce à quoi on se référait en tant que mouvement ouvrier ne pouvait exister que dans l'espace de la revendication à 1'intérieur de la société impérialiste. Ce n'était que la forme subjective du consensus impérialiste à l'usine, la constitution des ouvriers en tant que groupe particulier de pression, qui faisait paradoxalement des usines, lieu du procès d'exploitation capitaliste, un lieu d'unanimité, un lieu sans antagonisme – parce qu'il existait quelque chose qui dépassait et réduisait la contradiction ouvriers-patrons du point de vue du capitalisme, et qui était le consensus social impérialiste. Le mouvement ouvrier arborait un drapeau d'unanimité ouvrière qui couvrait, qui était le drapeau du processus de transformation des ouvriers en clients un par un de la société impérialiste.

Après la tentative de Longwy, la toile se déchire. On ne peut plus, non pas seulement faire exister le mouvement ouvrier, mais même, comme on le faisait après mai 68, même en pratiquant autre chose, s'en rapporter à lui.

Depuis Longwy, la restructuration se déploie donc sans obstacles. Les cadences ont augmenté, les licenciements ont lieu, le travail intérimaire et maintenant sous contrat s'est généralisé.

Effet de la même chose, l'élection de Mitterrand n'a pas fonctionné même comme version abatardie du Programme Commun. Il n'y en avait plus le support.

Effet de la même chose, les usines sont aujourd'hui silencieuses. C'est que la crise est ouverte: crise d'identité, sous la forme d'une crise des références.

Or de surcroît, la crise redonne à l'usine de l'importance, dans la vie des ouvriers - alors que l'époque du mouvement ouvrier était celle où l'usine progressivement tenait de moins en moins de place dans la vie et l'ensemble des préoccupations d'une grande partie des ouvriers -; d'abord parce que le travail est menacé, ensuite parce que c'est là que sont supprimés d'abord les avantages des temps prospères de l'impérialisme.

Comme l'a montré l'expérience de Longwy, c'est à l'usine, du point de vue des ouvriers, que les choses se décident. C'est là, s'il est question d'exister, qu'il faut d'abord le faire.(…) »

Annexe 70 (des chapitres 10 et 15)

Extraits de « **La République de Longwy**. ***Un siècle de luttes sociales au pays du fer*** » de Guy-Joseph Feller - Editions Serpenoise –2000- (**voir également chapitre 15 : un nouveau plan acier ! et de nouvelles luttes !**)

-page 96 : « L'arrivée de la Gauche et de François Mitterrand au pouvoir n'aura donc rien changé pour Longwy » (…) « Les plans de fermeture succèdent aux plans de fermeture et le Tribunal de Commerce de Briey enregistre des records de dépôts de bilan. Tout le tissu économique du bassin de Longwy se délite car ici tout procède de la sidérurgie. » (…) « Déjà. Pierre Mauroy. Premier ministre de Gauche prépare un plan de sauvetage, après la nationalisation de la sidérurgie (en novembre 1981) qui a fait naître beaucoup d'espoir dans le bassin de Longwy... Claude Etchegaray, vilipendé par les sidérurgistes, est remplacé par Raymond Lévy (février 1982) Mais ces espoirs seront déçus puisqu'est annoncé l'arrêt du train à feuillards de Réhon (juillet 1982). Une manifestation des élus et de la population de Longwy est organisée à Paris le 6 juillet 1982. Raymond Lévy reçoit une délégation conduite par le député et le maire de Longwy. Des mesures de chômage partiel sont annoncées en novembre à Réhon » (…) « Le plan acier pourtant drastique est rejeté par Bruxelles au début du mois de décembre (il prévoyait la suppression de 12 000 postes de travail, ce qui est jugé comme notoirement insuffisant). Pour les organisations syndicales, c'est la stupeur qui prévaut, bientôt ce sera la colère. »

-page 97 : « La création du Front Commun syndical réunissant les syndicats CGT. CFDT. FO et CGC Sidestam en 1983 ne changera rien à la donne. La fin de la sidérurgie en Pays du fer est programmée à très court terme. Le FCS réussira à mobiliser plus de 10 000 manifestants en septembre 1983 à Longwy... » (…) « Les sidérurgistes ne sont pas au bout de leurs peines. Il leur reste à boire le calice jusqu'à la lie et à voir leurs dernières installations fermer les unes après les autres, jusqu'à l'ultime coulée de fonte et d'acier. La reconduction de la CGPS, le 19 janvier 1983, pas plus que la constitution d'un Front Commun Syndical (FCS) avec les syndicats CGT, CFDT, FO. Sidestam, ne vont changer quoi que ce soit. Ce sont encore 5 000 suppressions d'emplois qui sont programmées.

Le 23 septembre 1983. le FCS après différentes rencontres au plus haut niveau entre représentants de l'État, des politiques et de l'entreprise appelle à manifester et réussit à réunir près de 10 000 personnes dans les rues de Longwy. Elle organise aussi le blocage de la gare de Longwy, le 24 novembre et de Longuyon, le 4 décembre.

Les manifestations prennent un tour plus aigu, après la fermeture, le 9 décembre, de la Tôlerie de Mont-Saint-Martin. Le 22 décembre, le mobilier du directeur des Grands Bureaux est déménagé et déposé devant l'escalier de l'Union des Mines sur la place Leclerc.
Mais déjà Laurent Fabius prépare un nouveau plan qui aura le goût et la saveur du plan Barre... Il sera aussi rejeté par les sidérurgistes qui, cette fois, mèneront des opérations "désespérées", lâchés qu'ils sont par les hommes qu'ils ont aidé à porter au pouvoir.
Ce sera le coup de grâce ! »

-page 98 *: « Le train à feuillards de Réhon est menacé de fermeture prochaine. Les premières manifestations de la guerre des feuillards ont lieu au tout début de janvier 1984, Elles seront particulièrement violentes, à la hauteur du traumatisme de ce qui se prépare en haut lieu, et notamment à Matignon, avec le plan Fabius de 1984. Henri Krasucki s'en prend très violemment au gouvernement socialiste lors d'un meeting qui réunit plus de 10 000 personnes sur la place Leclerc à Longwy-Bas.*

L'année 1984 s'ouvre dans un climat de tension extrême dans le bassin de Longwy. Le 27 janvier, les portes de l'usine de Réhon sont bloquées par des bandes de feuillards. Dans la nuit, des sidérurgistes cagoulés déroulent du feuillard sur la place Leclerc à Longwy-Bas et devant la permanence du député socialiste. Des actions similaires ont lieu le 10 février sur le Pont Supérieur. C'est le début de ce que l'on appellera La guerre des feuillards.
Un groupe parallèle au Front Commun Syndical, mais beaucoup plus radical, le groupe 79-84 à connotations anarcho-syndicalistes, et reprenant à son compte les opérations Coup de poing de 1979, voit le jour. Il mènera des actions très médiatiques, comme le taggage du train Longwy-Paris (le 21 février), l'occupation de la gare de Longuyon (le 23 février) ou de la poste de Longwy-Bas (le 28 février).

Le 1er mars, l'aciérie de Réhon est bloquée par les militants de la CGT. Le Front Commun syndical vole en éclats et les manifestations vont désormais se succéder à un rythme quotidien, prenant de plus en plus souvent un tour violent.

Le 16 mars, Henri Krasucki. secrétaire général de la CGT. prononce devant 10 000 personnes un véritable réquisitoire. La gauche socialiste au pouvoir en prend pour son grade, mise dans le même sac que le gouvernement Barre. Il est vrai que le Parti communiste avait, lui aussi, fait des propositions " pour un grand programme acier 78-83 ", prévoyant une production nationale proche de 35 millions de tonnes en 1983 avec la création de 12 000 emplois. »

-page 99 : « Le plan Fabius va faire très mal. Pour Longwy, c'est un coup qui tue, le dernier coup de poignard, qui fait s'écrouler le mythe de la toute puissance de l'homme du fer dans le bassin de Longwy et qui raye de la carte économique toute une région autrefois prospère. »

-page 101 : « La violence va très vite s'installer. Le conflit sera moins long qu'en 1979, mais il sera beaucoup plus dur, plus « politique »… Le préfet de Meurthe et Moselle, Jean Coussirou, ne s'y est pas trompé qui adressera aux syndicalistes, aux élus et à l'ensemble de la population un télégramme le 31 mars 1984 « devant la gravité des événements qui se sont déroulés cette nuit à Longwy et qui marquent une escalade dans la violence aveugle… Il est inadmissible, écrira-t-il encore que des groupes incontrôlés entreprennent des actes criminels contre les services publics qui sont par définition à la disposition de tous les citoyens… ».
Mais cet appel au calme et au retour au dialogue ne sera pas entendu. « Les groupes incontrôlés » pour utiliser les termes du Préfet vont continuer à faire monter la pression et à s'attaquer à tout ce qui peut représenter l'autorité de l'État dans le bassin de Longwy. »

-page 102 : « C'est une nuit d'émeute qui a lieu le jeudi 29 mars en plein centre ville de Longwy, occupé par des groupes importants de sidérurgistes (environ un millier) qui s'attaquent à tout ce qui peut représenter une autorité. La permanence du député socialiste de Longwy, Jean-Paul Durieux (…) est ainsi mise à sac par des éléments proches de la CGT. (…) Mais pour ne pas être en reste, d'autres syndicalistes, cette fois proche de Force Ouvrière, s'attaquent à la mairie de Longwy, bastion du parti communiste tenu par le maire Jules Jean… sans succès car l'hôtel de ville est gardé par des militants formant un rempart. La permance de l'association représentant les intérêts politiques de l'opposition nationale, l'APH, l'Avenir du Pays-Haut, présidé par Bernard Labbé (…) sera elle aussi, mise à sac (…) La Chambre de la métallurgie sur la place Leclerc subira également les assauts des manifestants.
La contestation a pris des allures libertaires et révolutionnaires puisqu'aucun pouvoir politique ne trouve plus grâce aux yeux des manifestants qui considèrent que la Gauche a trahi leurs espérances. Le départ des ministres communistes, comme après la guerre, ne fera qu'accentuer cette défiance qui confinera à une certaine forme de mépris pour la « chose politique ». »

-page 103 : « Le 30 mars , face à face tendu entre les manifestants et les CRS (…) Le portrait du Président Mitterrand rendu responsable de la crise est brûlé rue Labro »

-page 104 : « Le mois de mars s'achève avec un nouveau saccage : celui de la Trésorerie. »

-page 105 : « La nuit du 4 au 5 avril est sans doute la plus violente de toutes. »

-page 106 : « Une manifestation unitaire à Paris rassemble plus de 60 000 personnes le 13 avril » (…) « C'est un succès considérable et presque inespéré mais cela ne changera rien à la détermination de Fabius de poursuivre le plan de restructuration annoncé. » (…) « De nouveaux affrontements auront lieu près de l'usine Réhon le 19 avril. » (…) « Dans la nuit du 26 au 27 avril, la Banque de France est de nouveau attaquée et ses grilles une nouvelle fois arrachées. »

-page 107 : « La nomination de Jacques Chérèque comme Préfet chargé de la réindustrialisation est un coup de maître du gouvernement socialiste. » (…) « Le 3 mai ils vont nommer l'ancien n°2 de la CFDT, Jacques Chérèque (…) L'ancien syndicaliste sera même nommé ministre à l'Aménagement du territoire sous le gouvernement de son ami, Michel Rocard.
A ce poste il va institutionnaliser le Pôle européen de développement (…) Le 12 novembre 1985 »

-page 109 : « Une chaîne humaine entre les hauts fourneaux de Senelle et l'aciérie deRéhon va réunir, le 18 janvier 1987, près de 4 000 personnes dans les rues de Longwy. » (…) « Le 7 février le haut fourneau n°5 est arrêté. Le 28 mars à 9h35, c'est au tour du n°6 de cesser toute production. L'aciérie, elle, fera sa dernière coulée le 30 juillet au matin. »

Annexe 71 (du chapitre 10)

Le témoignage d'un ancien militant du PCMLF à l'Alsthom St-Ouen

« Alsthom St Ouen : ni révisionnisme ni gauchisme, unité d'action classe contre classe

Cette grève dure fut la suite d'événements précurseurs comme le licenciement de Claude Lebrun, le procès à Bobigny mené par la section CFDT pour entrave à la liberté syndicale et « discrimination raciste », la grève tournante de 1977, dont elle tira en quelque sorte collectivement certaines leçons.

Plusieurs organisations intervenaient sur ce site : le PCF qui dirigeait la CGT avec un noyau d'aristocrates ouvriers, mais aussi Lutte Ouvrière. Claude Lebrun avait fondé en 1971 la cellule Maurice Lacazette du PCMLF. Puis vinrent plusieurs militants de VP Partisan, du PCRml et d'autres groupes.
Le licenciement de Claude Lebrun – simultané à son exclusion de la CGT - avait conduit la cellule du PCMLF et nombre d'ouvriers immigrés à se tourner vers la CFDT. La grève contre le racisme de 1975 lancée par la seule CFDT avait accéléré le processus.
Des rapports à couteaux tirés opposaient PCF et PCMLF, CGT et CFDT. A la dénonciation du social-fascisme répliquaient des saluts nazis. L'atmosphère était pesante mais la colère grondait aussi contre le patron.
Lors de la grève tournante de 1977, la revendication unificatrice des 300 F pour tous prit le pas sur l'augmentation au pourcentage. Les débrayages tournants avaient aboli les séparations entre les ateliers et introduit une forme d'action nouvelle, brisant la légalité et le règlement intérieur. Ma mise à pied et celle simultanée d'un militant du PCF rappelèrent à tous que la contradiction prioritaire se trouvait entre le patron et nous, et favorisèrent un rapprochement sur des bases de classe.
Mais la direction révisionniste de la CGT mit fin unilatéralement à la grève, qui n'obtint pas le résultat escompté.
Je dus quitter l'usine un an après. Plusieurs sources m'apprirent la suite.

Le jour de mon départ, un délégué CGT de la chaudronnerie Onetti me confia que la CGT allait changer. En effet au terme d'une lutte acharnée contre les « collabos réformistes » une nouvelle équipe de jeunes combatifs en prirent la direction.
Une nouvelle génération de jeunes ouvriers venait d'être embauchée, qui voulaient en découdre.
La grève se déroulait aussi dans le cadre d'une lutte d'ensemble dans le groupe Alsthom.
Le PCMLF avait tiré comme leçon la nécessité de franchir un pas supplémentaire en passant de l'intersyndicale au comité de grève regroupant les syndicats et les non syndiqués, et d'aller jusqu'à l'occupation de l'usine.
Favorisée par des actions syndicales communes, la grève de 1979 monta d'un cran avec l'occupation de l'usine : portes soudées, chasse aux chefaillons et aux non grévistes.
La colère et l'imagination des ouvriers se libéraient face à l'encadrement, les grévistes intervinrent à la Bourse de Paris en lançant des tracts à la corbeille. Des pièces de machines furent démontées pour empêcher le redémarrage. Un comité de grève regroupait CGT, CFDT et non syndiqués.
La direction fit déclarer l'occupation illégale par le tribunal de Bobigny et dut faire évacuer deux fois l'usine par la police.
La grève ne reçut pas de soutien de la municipalité PCF de ST Ouen, ni des confédérations syndicales CGT et CFDT.

Le recentrage national de la CFDT, l'afflux de groupes ml et divers dans la section CFDT, la transformant en champ de bataille idéologique, mais aussi des contacts plus fraternels établis avec les militants cégétistes conduisirent la cellule Maurice Lacazette à reconsidérer le choix de la syndicalisation dans la seule CFDT, à préconiser l'unité d'action dans la lutte de classe avec la CGT. Certains groupes lui reprochèrent cette attitude. Ils voulaient poursuivre les polémiques,

démontrer que la CGT était traitre et collabo sans tenir compte des changements intervenus. Ils cherchèrent à intervenir dans les bureaux de la direction à l'insu des grévistes, ou prônaient l'affrontement avec les CRS, ce que les salariés ne voulaient pas.

Malgré toutes les difficultés, dont deux interventions policières, les grévistes obtinrent le paiement des ponts, le 13e mois acquis pour 1981, un jour de congé supplémentaire et le doublement de la prime de transport. Une tentative de licenciement fut mise en échec quelques jours après la reprise. L'unité syndicale fut préservée cette fois jusqu'au bout. »

(Témoignage réalisé le 6 juin 2016).

Annexe 72 (du chapitre 10)

Le Dos au mur est le titre du film réalisé par Jean Pierre Thorn sur la grève de l'Alsthom à St Ouen en 1979, où il avait auparavant travaillé comme magasinier et monté la section CFDT. Il y impulsa une ligne de classe, la défense des plus exploités et l'antiracisme.
Le film sort en 1981 et en DVD en 2007 accompagné d'un livre. Extrait et résumé du film. Jean Pierre Thorn raconte également son expérience dans « filmer la grève » (à partir de la page 23) et notamment l'intervention à la Bourse de Paris.
J. P. Thorn, qui avait entretemps soutenu le recentrage et la chasse aux *coucous*, quitta l'usine et reprit son métier de cinéaste. Le titre du film traduit un certain découragement. Son refus de toute organisation et sa sympathie pour Solidarnosc reflétaient aussi cette tendance. Il niait l'action et l'unité intersyndicale sur une base de classe, fruit de plusieurs années d'efforts, et présentait la grève comme un échec.
Le livre « **Histoire d'un film mémoire d'une lutte** » est signé par Tangui Perron.
Dans le livre, Michel Pigenet a écrit un texte –pages 87 à 92- sur les « ***Les relations CGT-CFDT en 1979*** » il indique que « *la sidérurgie constitue la première expérimentation à chaud.* » du recentrage.

Annexe 73 (du chapitre 10)

Jacques Chérèque –CFDT- : un fossoyeur récompensé ! Une reconversion réussie…

« ***Jacques Chérèque****, né le 9 septembre 1928 à Dijon est un syndicaliste CFDT, préfet et homme politique* ». Il est le père de 5 enfants dont François né en 1956 « François *sera secrétaire général de la CFDT de 2002 à 2012. Il est aujourd'hui président du conseil d'administration du think tank de gauche Terra Nova et de l'Agence du service civique.* »

Jacques Chérèque : « *Permanent syndical dans la sidérurgie lorraine, il participe activement à la transformation de la CFTC en CFDT.*
Secrétaire général de la Fédération Générale de la Métallurgie (FGM-CFDT), puis secrétaire général adjoint de la CFDT.
Membre du PSU, il adhère au Parti Socialiste après les Assises du socialisme organisées par Michel Rocard les 12-13 et 14 octobre 1974. »
« *Il accepte et accompagne la restructuration de la sidérurgie lorraine, il est l'un des artisans de la convention générale de protection sociale qui entérine la fermeture de nombreux sites sidérurgiques français. Il est l'auteur de la célèbre répartie : " Il faut retirer les hauts fourneaux de la tête des sidérurgistes lorrains. "*
Il abandonne l'unité d'action avec la CGT de la métallurgie pour accepter les suppressions d'emplois dans la sidérurgie. Les plans sociaux de la sidérurgie entraînèrent de nombreuses suppressions d'emplois dans le Nord et en Lorraine. » sources : Wikipédia

« *Dans le sillage de Rocard, il fait partie de l'équipe CFDT qui rejoint le PS en 1974 aux assisses du socialisme. Tout en continuant à s'occuper des relations internationales de la CFDT, l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, lui permettra d'accéder à un poste de préfet délégué en Lorraine pour gérer les effets de la restructuration de la sidérurgie. Dans cette seconde partie de son existence, centrée sur les fonctions politiques, il occupera différentes fonctions, élu (à divers instances), responsable administratif, ministre, etc.* » sources : Dissidences
Jacques Chérèque « *fût aussi un des co-organisateurs de la fermeture de nombreux sites sidérurgiques dans le cadre du plan européen de la SECA (dont un site a feuchy près d'arras), (le très réactionnaire plan du Baron belgo-hongrois, Etienne Davignon - 450 000 emplois supprimés entre 1974 et 1985) mais aussi l'ami d' Helmut Schmidt, est l'auteur de cette déclaration célèbre et anti-ouvrière, bien vite cachée au plus profond des oubliettes du syndicalisme rassemblé : " il faut retirer les hauts fourneaux de la tête des sidérurgistes lorrains "* » (sources : PCF – Arras)

Annexe 74 (du chapitre 10)

Un article dans ***Le Monde Libertaire*** n°531 (17 mai 1984) revient sur l'ancien syndicaliste :
« **Chérèque : la reconversion d'un syndicaliste !** »

« La surprise aura été générale, lorsqu'à l'issue du Conseil des ministres du 2 mai 1984, on apprenait la nomination de Jacques Chérèque, n°2 de la C.F.D.T., comme préfet chargé du redéploiement industriel en Lorraine !

Ce passage du « camp des gouvernés au camp des gouvernants » a suscité bien des émotions au sein même de la confédération. En effet si, pour Edmond Maire, il s'agit « d'une décision personnelle qui n'engage nullement la C.F.D.T. », certains responsables locaux y voient « une remise en cause de l'indépendance syndicale », d'autant plus dure à avaler que cette mesure n'intervient que quelques jours après les déclarations du bureau national, qui a réaffirmé son « désir d'indépendance à l'égard du pouvoir ».

Quant aux réactions des autres confédérations, ce n'est certes pas la déclaration de Matignon (« nous avons choisi l'homme pour son dynamisme, il aurait pu appartenir à n'importe quelle organisation syndicale ») qui aura réussi à apaiser les esprits, d'autant plus, qu'après Jeannette Laot, Hubert Lesire et Michel Roland, Jacques Chérèque est maintenant le 4e dirigeant cédétiste à avoir accepté des responsabilités gouvernementales.

Entre comme O.S. à l'usine de Pompey, Jacques Chérèque n'a abordé le syndicalisme que lorsqu'il a accédé aux fonctions d'agent de maîtrise, en adhérant à la… C.G.C. ! En 1959, à la suite d'une grève, il quitte la C.G.C. pour fonder la C.F.D.T. et grimpe ensuite rapidement les échelons de la C.F.D.T. Entré au bureau national en 1970, il est vite pressenti comme successeur d'Eugène Descamps, alors secrétaire général (poste qui revient en fait à Edmond Maire). Secrétaire général de la fédération de la métallurgie en 1971, il devient de justesse secrétaire général adjoint de la C.F.D.T. lors du congrès de Brest en 1979 (celui du « recentrage »).

Quoiqu'il en soit, s'il est vrai que Jacques Chérèque doit sa dernière « promotion » à ses analyses sur la restructuration de la sidérurgie, tout laisse supposer que les travailleurs lorrains ont encore bien du souci à se faire pour leur avenir ; cela ne fait aucun doute pour qui se rappelle les propositions faites en 1979 par le même Chérèque sur la réduction du temps de travail non compensée intégralement et sur son « langage de vérité » en matière de restructurations industrielles : « Il faut tenir aux sidérurgistes le langage de la vérité et ne pas essayer de faire croire qu'il est désormais possible d'employer dix mille ouvriers à Usinor-Denain ». Liliane (groupe Pierre-Besnard).

Annexe 75 (du chapitre 10)

Liste QDP rubrique « contraires au sein du peuple » au sujet de la CFDT et du recentrage

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°905 -samedi 28, dimanche 29, lundi 30 avril 1979- pose la question dans la rubrique « ***Contraires au sein du peuple*** » en page 5 : « **CFDT : Quel " recentrage " ?** ». Deux contributions alimentent ce débat : « Un recentrage bien mal centré (Un secrétaire de section CFDT -secteur public-) » et « Prendre en compte les réalités pour les transformer et non pour s'y soumettre ! (Jacques Geoffroy. Lyon) »

Le QDP n°909 -samedi 5, dimanche 6, lundi 7 mai 1979- revient sur ce débat dans la rubrique :
« ***Contraires au sein du peuple*** » toujours avec la question : « **CFDT : Quel " recentrage " ?** » -pages 4-5- en publiant trois contributions : « Le recentrage : une impasse (contribution du syndicat PTT Paris-Télécoms à la tribune libre de l'UD 75) -Quelle démarche syndicale après mars 78 ? (Yves Litchenberger, Secrétaire général de la Fédération générale Service-Livre -Syndicalisme-Hebdo du 19-4-1979--) -Ni inconditionnels, ni opposants (Louis Allard Secrétaire général de l'UR des Pays-de-Loire -Syndicalisme - Hebdo du 8-3-1979) ».

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°923 -samedi 26, dimanche 27, lundi 28 mai 1979-

Contraires au sein du peuple -pages 4-5-
Après le 38e congrès de la CFDT
-Réunir des conditions pour les batailles à venir (*D.J Nantes*)
-Brest : victoire pour qui ? (*DN*)
-Le refus des a priori (*Recueilli à chaud, lors du congrès, le point de vue de Joël Monier, du syndicat des journalistes*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°977 -samedi 20, dimanche 21, lundi 22 octobre 1979-

Contraires au sein du peuple -pages 4-5-
Le recentrage dans la CFDT et ses conséquences sur l'action
-Le recentrage : oui, si c'est pour renouer avec l'action des travailleurs
(*Des militants CFDT de la Chimie - Région parisienne*)
-Pour un recentrage de l'action syndicale (*C.L. militant et responsable syndical*)
-Les cheminots dans l'action (*L'Union Fédérale des cheminots CFDT*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°982 -samedi 27, dimanche 28, lundi 29 octobre 1979-

Contraires au sein du peuple -page 5-
Le recentrage dans la CFDT et ses conséquences sur l'action

Il n'y a pas que du négatif dans le recentrage (*M.L.B. - Paris*)
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°991 -samedi 10, dimanche 11, lundi 12 novembre 1979-
Contraires au sein du peuple -pages 4-5-
La politique de recentrage de la CFDT et ses conséquences sur l'action
-Être réaliste et révolutionnaire… dans la CFDT d'après Brest (*J.F. St Etienne*)

Annexe 76 (du chapitre 10)

Liste d'articles de l'HR avant le 38e congrès de la CFDT

-HR n°1068 –samedi 7 dimanche 8 avril 1979- «***Le sens du recentrage de Maire***» (Edito Pierre Marceau) –page 1-
Articles d'une série consacrée au 38e congrès de la CFDT :
-HR n°1070 –mercredi 11 avril 1979- « ***Du 8 au 12 mai. Le 38e congrès de la CFDT. Au cœur des débats : le recentrage*** » (Joël Fabien) –page 5-
-HR n°1071 –jeudi 12 avril 1979- « ***38e congrès de la CFDT (2) Des ''nouveautés'' qui reviennent sur les acquis de 68 ''Dans les dix dernières années, la CFDT s'est laissé déporter'' a indiqué Rolant dans son rapport au Conseil national*** » (Joël Fabien -à suivre-)
-HR n°1072 –vendredi 13 mars 1979- « ***38e congrès de la CFDT (3) Deux conceptions de l'action syndicale s'affrontent ! : Capitulation et action. Défensive et offensive*** » (Joël Fabien) –page 5-
-HR n°1079 –mardi 24 avril 1979- « **Le 38e congrès de la CFDT** » (***Rapport sur la situation intérieure***) PCML –page 9- **(voir article en annexe 78)**
-HR n°1083 –mardi 1er mai 1979- « ***38e congrès de la CFDT : Des acquis syndicaux à défendre*** » (Gilles Carpentier) –page 6-
-HR n°1085 –vendredi 4 mai 1979- « ***L'arrière-plan politique du 38e congrès de la CFDT : La lutte pour le pouvoir dans le syndicat*** » -page 6-

Annexe 77 (du chapitre 10)

Liste HR sur le 38e congrès CFDT

-HR n° 1087 –mardi 8 mai 1979- « Ce qui va se jouer au 38e congrès de la CFDT » (Editorial Gilles Carpentier) –p.1 et 4-
« 38e congrès de la CFDT : Les pièges de la pratique syndicale recentrée » (Claire Masson) –page 5-
« Le déroulement du congrès » (Joël Fabien) –page 5-
« Ordre du jour du congrès » –page 5-
-HR n°1088 –mercredi 9 mai 1979- « Ouverture du 38e congrès de la CFDT » (Gilles Carpentier) –page 5-
« ''Recentrage'' : un exemple la sidérurgie » -page 3-
« L'entrevue Etchegaray – Chérèque du 4 janvier 1979 » (Rémi Dainville) -page 3-
« Longwy : les forces de répression en échec » -pages 3-4-
-HR n°1089 –jeudi 10 mai 1979- « 38e congrès de la CFDT : La direction confédérale sur la défensive » -page 1- (annonce)
« Le 38e congrès de la CFDT s'annonce difficile pour la direction confédérale » (Gilles Carpentier) –page 3-
« Edmond Maire sur la défensive » -page 3-
« Bref entretien avec Jacques Chérèque » -page 3-
« Intervention commune de 14 syndicats de la région parisienne ''Le bureau confédéral a ouvertement affirmé sa politique de démobilisation'' » -pages 3-4-
« Contre la présence des syndicats sionistes, départs de délégations étrangères » -page 3-
-HR n°1090 –vendredi 11 mai 1979- « 38e congrès de la CFDT : Le recentrage en question » -page 1- (Annonce)
« 38e congrès de la CFDT : Le recentrage en débat » -page 4-
« Echos de la table de presse du congrès » -page 4-
« Le problème de la section d'Usinor-Dunkerque posé devant le congrès » (Article commun Quotidien du Peuple – L'Humanité rouge) –pages 4-5-
« Aux portes du congrès » -page 5-
-HR n°1091 –samedi 12 dimanche 13 mai 1979- « 38e congrès de la CFDT. Une majorité étriquée : Le recentrage fortement remis en question » -page 1-
« 38e congrès de la CFDT. Une majorité étriquée : Chérèque le mal élu » (Gilles Carpentier) –page 2-
« Le rapport général d'Edmond Maire et la situation internationale » -page 2-
-HR n°1093 –mercredi 16 mai 1979- « 38e congrès de la CFDT : Continuer la lutte pour une action syndicale de masse » (Charles Malloire) –page 6-
« La CFDT et les femmes » -page 6-
« Le Comité Central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste salue les délégués au 38e congrès de la CFDT » (Extrait du tract diffusé le vendredi 11 mai) –page 6-
« A propos de la politique de recentrage de la CFDT ''C'est un élément qui permettrait, à la limite, la restructuration'' »

(Interview de Léon Dion, secrétaire général de la Fédération Hacuitex) –page 8-
-HR n°1094 –jeudi 17 mai 1979- « 38e congrès de la CFDT : Les délégués se prononcent pour les 35 heures payées 40 » (Intervention de Jean-Claude Baletoux, -ancien OS à Michelin- secrétaire de l'Union régionale interprofessionnelle d'Auvergne) –page 5-

Annexe 78 (du chapitre 10)

Article (page 9) extrait du « **Rapport sur la situation intérieure : Présenté par le Secrétariat à la VIIe session du Comité central du PCML** » publié dans l'HR n°1079 –mardi 24 avril 1979 en pages 5 à 10-

Le 38e congrès de la CFDT

Aux mêmes dates que le 23e Congrès du PCF, se tiendra le 38e Congrès de la CFDT. Son objectif, clairement exprimé par Maire et ses dirigeants est de faire entériner la ligne dite de " recentrage ", mise en œuvre au lendemain de mars 1978. Il s'agit, en fait, d'une orientation qui, prenant en compte les positions " réalistes " exprimées par Rocard dans le PS, conduit à délaisser toute riposte du tac au tac à l'offensive actuelle de Giscard-Barre, à privilégier la négociation " à tous les niveaux ", sans tenir aucun compte du rapport de forces et sans se donner les moyens de le développer. Il s'agit d' "infléchir" les choix gouvernementaux en faisant " *prévaloir nos orientations en matière de type de développement et de croissance* " (extraits du projet de résolution du 38e Congrès sur la politique d'action de la CFDT).

Une fois de plus. Chérèque et sa fédération de la métallurgie sont à la pointe du " recentrage " quand ils discutent tranquillement avec le PDG d'Usinor dans le même temps où à Denain les CRS se déchaînent contre les sidérurgistes, quand Chérèque explique à Boulin : " *Si nous ne sommes pas capables de présenter un plan (...) nous aurons une explosion sociale extraordinaire* ", quand il dissout le conseil syndical de la section d'Usinor-Dunkerque, en pleine grève à Dunkerque, à quelques jours de la marche sur Dunkerque du 6 avril, alors que les sidérurgistes sont frontalement attaqués par le pouvoir.

Rien ne montre mieux l'opposition qui existe entre le syndicalisme de classe et de masse, auxquels la plupart des militants CFDT sont attachés, et syndicalisme de collaboration de classe que veulent mettre en œuvre plus clairement qu'auparavant les dirigeants de la CFDT. Cette contradiction apparaîtra sans nul doute lors du 38e Congrès CFDT, même si sa préparation et son déroulement sont tels que l'orientation confédérale sera adoptée.

Le "recentrage" conduit à désarmer la classe ouvrière, à faire de la CFDT une courroie de transmission du PS dans la classe ouvrière, ce que reconnaît Maire quand il déclare : " *Le mouvement ouvrier français a besoin d'un grand parti socialiste (...) Il est donc souhaitable que les militants syndicalistes s'engagent politiquement dans ce sens* ".

Annexe 79 (du chapitre 10)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°910 -mardi 8 mai 1979-
Le 38e congrès de la CFDT s'ouvre ce mardi à Brest -page 1-
Le 38e congrès CFDT s'ouvre ce mardi à Brest…
(Monique Chéran) -page 3-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°911 -mercredi 9 mai 1979-
38e congrès de la CFDT : Fraîche ouverture -page 1- (lire en page 12) -De nos envoyés spéciaux-
Edmond Maire voudrait conjuguer mai 68 et mars 78

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°912 -jeudi 10 mai 1979-
38e congrès de la CFDT
Edmond Maire n'a pas convaincu…
Vigoureuse contestation à Brest
-page 1- (lire en pages 4 et 5 le compte rendu de nos envoyés spéciaux)

38e congrès de la CFDT -pages 4-5-
Edmond Maire n'a pas convaincu…
Vigoureuse contestation à Brest (*De nos envoyés spéciaux*)
Les militants de la section CFDT Dunkerque empêchés de s'exprimer
Extraits de l'intervention de Pierre Héritier, au nom de la région Rhône-Alpes

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°913 -vendredi 11 mai 1979-
38e congrès de la CFDT : Débats houleux la seconde journée. Le problème de la section Usimor-Dunkerque posé devant le congrès (lire en pages 4 et 5)

38e congrès de la CFDT -pages 4-5-

Une journée de controverses (*De nos envoyés spéciaux*)
" Une autre réponse est possible " Extraits de l'intervention de Léon Dion de la fédération Hacuitex
Extraits de l'intervention sur les travailleurs prononcés par Michel Roland
Le problème de la section Usimor-Dunkerque posé devant le congrès (*De nos envoyés spéciaux*)
Aux portes du congrès

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°914 -samedi 12, dimanche 13, lundi 14 mai 1979-
38e congrès de la CFDT
La majorité confédérale s'impose de justesse
43% de vote contre et d'abstentions sur le rapport d'orientation
(lire le compte rendu de nos envoyés spéciaux en pages 6 et 7)
38e congrès de la CFDT -pages 6-7-
Chéreque le mal élu (*De nos envoyés spéciaux*)
Les positions internationales de la CFDT
Interview du représentant de la Centrale démocratique des travailleurs de Guyane présent au 38e congrès CFDT
Le rapport d'activité voté par 57% des voix
Contre : 31% - Abstentions : 12%
Maire s'est contenté de peu
(*De nos envoyés spéciaux*)
Usinor-Dunkerque a réussi à faire entendre sa voix !
Terne débat sur les finances

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°915 -mardi 15 mai 1979-
38e congrès de la CFDT -page 2-
La " revanche " des 35 heures (*De nos envoyés spéciaux*)
-Intervention de JC Bazetoux
-Le choix de l'Europe
-Tableaux des résultats des votes
-Sur le fonctionnement : Un débat piégé

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°916 -mercredi 16 mai 1979-
38e congrès CFDT : " Être critique, c'est aussi être constructif " -page 1- (lire notre dossier en pages 6 et 7)
38e congrès CFDT -pages 6-7-
" Être critique, c'est aussi être constructif "
Autour de l'amendement sur la " centralisation des luttes "
Une polarisation autour de deux thèmes extrêmes (Syndicat des cheminots de Nantes)
La révolte des bonnets rouges (Communiqué de l'Union régionale chimie Bretagne CFDT)
Deux motions à suivre :
-Pour le droit à la concentration et à l'avortement (Présentée par le Bureau national de la CFDT)
-Nucléaire : " Ce qui fait une expérience contestable devient, au rythme actuel, une aventure inadmissible " (Motion d'actualité présentée par le Bureau national)
Chérèque le mal aimé
Le recentrage

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°917 -jeudi 17 mai 1979-
Questions syndicales -page 4-
La section suspendue d'Usinor-Dunkerque s'explique lors du congrès de Brest
" On est à la CFDT et on tient à rester à la CFDT "

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°919 -samedi 19, dimanche 20, lundi 21 mai 1979-
38ème congrès de la CFDT -pages 6-7-
Après le 38e congrès CFDT : Vers une alternative crédible !
L'intervention d'Yves Lichtenberger contre la motion d'ordre sur les 35 heures
A propos de la suspension de la section d'Usinor - Dunkerque : Motion présentée par le syndicat de la métallurgie d'Orléans

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°926 -jeudi 31 mai 1979-
Auto-satisfaction de la FGM-CFDT (lire en page 3)
La direction de la FGM-CFDT se décerne un auto-satisfécit (*GP*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°927 -vendredi 1er juin 1979-
Après la suspension de la section CFDT-Usinor-Dunkerque : l'anti-démocratie du syndicat des métaux (lire en page 8)
Deux mois après la suspension de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque
Assemblée générale des adhérents CFDT
La démocratie bafouée
(*De notre correspondant à Dunkerque*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°931 -jeudi 7 juin 1979-
CFDT-Usinor-Dunkerque : le syndicat des métaux décide l'exclusion de 12 militants de la section suspendue -page 1- (lire en page 8)
Informations générales -page 8-
CFDT-Usinor-Dunkerque : le syndicat des métaux décide l'exclusion de 12 militants de la section suspendue (*Monique Chéran*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°936 -jeudi 14 juin 1979-
Usinor-Dunkerque
Après l'exclusion de 12 militants et la suspension des 800 syndiqués CFDT par le syndicat des Métaux " Nous continuerons la CFDT à Usinor ", déclare Claude Bernard au cours d'une conférence de presse (lire en page 3)
Luttes ouvrières -page 3-
Usinor-Dunkerque
Après 12 exclusions de la CFDT, toute la section est suspendue !
" Nous continuerons la CFDT à Usinor ".
Conférence de presse de Claude Bernard secrétaire de la section.
(*Monique Chéran*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°937 -vendredi 15 juin 1979-
Luttes ouvrières -page 3-
Bureau National CFDT : Un bilan autosatisfait…
Des perspectives d'action floues (*MC*)
Chérèque : Pour savoir ce qui se passe à Usinor Dunkerque " Allez donc voir rue Mayran "…

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°954 -mercredi 26 septembre 1979-
Luttes ouvrières -page 4-
CGT et CFDT ont signé un accord d'unité d'action

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°955 -jeudi 20 septembre 1979-
La rencontre CGT-CFDT : Un accord laborieux pour des résultats incertains -page 1- (lire en page 3)
Luttes ouvrières -page 3-
Retrouvailles CGT-CFDT : Un accord laborieux pour des résultats incertains (*Gérard Privat*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°957 -samedi 22, dimanche 23, lundi 24 septembre 1979-
Rencontre des fédérations CFDT et CGT de la métallurgie

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°959 -mercredi 26 septembre 1979-
PS-CFDT : réchauffement des relations –page 5-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°961 -vendredi 28 septembre 1979-
Quinzaine d'action CGT - CFDT dans la métallurgie

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°963 -mardi 2 octobre 1979-
Giscard et Lecanuet : Appels appuyés au PS et à la CFDT –page 4-

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°964 -mercredi 3 octobre 1979-
Luttes ouvrières -page 3-
Polémique PCF-CFDT : Différentes lectures du recentrage (*Gérard Privat*)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°969 -mercredi 10 octobre 1979-
Un syndicaliste CFDT de Renault le Mans décrit le contexte dans lequel les débrayages de la fin septembre ont

éclaté
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE n°970 -jeudi 11 octobre 1979-
PTT : les fédération CGT et CFDT des PTT appellent les postiers à une grève nationale le 25 octobre –page 3-

Annexe 80 (du chapitre 10)

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE supplément au n°919 -spécial Europe-
Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste
Sommaire :

europe :
· Contre le capitalisme
· Contre les menaces de guerre des deux superpuissances
solidarité des prolétariats et des peuples
-page 1-

La construction européenne : mythes et réalités -pages 2-3-
Réalités et limites de l'intégration économique (page 2)
Un exemple de concertation des bourgeoisies européennes : le plan Davignon
La collaboration des polices
L'Europe " des justices "
L'union politique de l'Europe : mythes et réalités (page 3)
La RFA :
· Ni superpuissance régionale
· Ni cheval de Troie des USA

Des luttes partout en Europe ! -pages 4-5-
Grande-Bretagne : les directions syndicales ont de plus en plus de mal à empêcher les " grèves sauvages " (page 4)
Irlande du Sud : essor des luttes
Italie : nombreuses manifestations pour de nouvelles conventions collectives
RFA : Un renouveau des luttes
Pays-Bas : négociations pour les 35 heures
Danemark : grèves et manifestations contre le blocage des salaires
Belgique : nombreuses grèves pour la réduction du temps de travail (page 5)
Luxembourg : face aux licenciements massifs dans la sidérurgie
Les syndicats français et l'Europe
La Confédération européenne des syndicats

A quoi sert la campagne antieuropéenne du PCF ? -page 6-
Les fausses justifications du PCF

Que penser de l'élargissement de l'Europe ? -page 7-
Midi viticole : l'inacceptable

Point-clé de la rivalité URSS-USA -page 8-
L'Europe face aux dangers de guerre
Préparatifs de guerre

Annexe 81 (du chapitre 10)

Liste des contributions publiées par l'HR dans le cadre de la tribune de discussion pour le 4e congrès du PCML

-HR n°1155 –vendredi 26 octobre 1979- « Un camarade syndiqué CGT : A propos de notre attitude à l'égard du PCF et des syndicats » -page 5-
-HR n°1156 –samedi 27 dimanche 28 octobre 1979- « Une camarade syndiquée CFDT : Sur l'unité à la base » -page 5-
-HR n°1158 –mercredi 31 octobre 1979- « Une argumentation critique plus détaillée sur les thèses du PCF » -page 5-
-HR n°1159 –vendredi 2 au dimanche 4 novembre 1979- « Contre l'attitude unilatérale sur la question de Staline » -page 5-
-HR n°1162 –jeudi 8 novembre 1979- « Une lectrice syndiquée à la CGT » -page 6-

-HR n°1163 –vendredi 9 novembre 1979- « Quelle tactique vis à vis des élections ? » -page 5-
-HR n°1164 –samedi 10 dimanche 11 novembre 1979- « Sur la question de Staline » -page 6-
-HR n°1165 –mardi 13 novembre 1979- « A propos de Staline, de l'URSS et du socialisme : Balayer le dogmatisme et revenir au marxisme » -page 5-
-HR n°1167 –jeudi 15 novembre 1979- « Projet de plate-forme pour enrichir la résolution du 3e Congrès sur la question des femmes » -page 6-
-HR n°1168 –vendredi 16 novembre 1979- « A propos du travail à temps partiel » -page 5-
-HR n°1170 –mardi 20 novembre 1979- « La sécurité sociale : un enjeu politique important » -page 5-
-HR n°1171 –mercredi 21 novembre 1979- « Sur la question des femmes » -page 5-
-HR n°1172 –jeudi 22 novembre 1979- « Réflexions à propos du programme minimum : sur la question du logement » -page 6-
-HR n°1173 –vendredi 23 novembre 1979- « Contribution d'un camarade délégué CGT à Erickson-Brest : Quel rôle pour notre Parti lorsque le PCF et la CGT durcissent leur ligne ? » -page 6-
-HR n°1174 –samedi 24 dimanche 25 novembre 1979- « Elections, travail syndical, au cœur du débat » -page 6-
-HR n°1175 –mardi 27 novembre 1979- « D'accord pour lutter contre le dogmatisme, mais pas d'accord sur l'article de J. Schubert ''Balayer le dogmatisme et revenir au marxisme'' » -page 5- « Sur la question du programme » -page 6-
-HR n°1176 –mercredi 28 novembre 1979- « Sur la question de Staline et du MCI (Mouvement Communiste International) : Garder une juste attitude matérialiste dialectique » -page 5-
-HR n°1177 –jeudi 29 novembre 1979- « A propos du mot d'ordre du PCF : ''Unité à la base et dans l'action'' » -page 5-
-HR n°1178 –vendredi 30 novembre 1979- « L'alternance et le SGEN-CFDT » -page 5-
-HR n°1179 –samedi 1er dimanche 2 décembre 1979- « Quel est notre légitimité ? » -page 5-
-HR n°1180 –mardi 4 décembre 1979- « La raison d'être du Parti » -page 5-
-HR n°1182 –jeudi 6 décembre 1979- « Sur Staline, le dogmatisme et le socialisme » « Au sujet des propositions industrielles » -page 5-
-HR n°1185 –mardi 11 décembre 1979- « Regardons les choses en face » -page 5-

Annexe 82 (du chapitre 11)

Liste d'articles sur le 4ème congrès du PCML

L'HUMANITÉ ROUGE n°1217 –du 18 au 24 septembre 1980- "Projet de programme du PCML (pour le 4ème congrès)" -pages 10 à 15.
Préparons le 4è congrès - TRIBUNE DE DISCUSSION
L'HUMANITÉ ROUGE n°1220 –du 9 au 15 octobre 1980- "A propos de la rupture avec l'impérialisme" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1221 –du 16 au 22 octobre 1980- "Les enjeux du programme" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1222 –du 23 au 29 octobre 1980- "A propos du programme d'action" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1223 –du 30 octobre au 5 novembre 1980- "Les Parisiens discutent du programme" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1224 –du 6 au 12 novembre 1980- "Capitalisme ou productivisme ?" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1225 –du 13 au 19 novembre 1980- "Sur notre révolution" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1226 –du 20 au 26 novembre 1980- "La question Basque" page 15.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1227 –du 27 novembre au 3 décembre 1980- "A propos du tiers-monde" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1228 –du 4 au 10 décembre 1980- "Les Partis bourgeois sous le socialisme" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1229 –du 11 au 17 décembre 1980- "Utopie ou non ?" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1230 –du 18 décembre 1980 au 7 janvier 1981- "Mots d'ordre..." page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1231 –du 8 au 14 janvier 1981- "Pour édifier le Parti Communiste" page 14.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1232 –du 15 au 21 janvier 1981- "dans une France socialiste: Une demi semaine de travail de 30heures - Le pouvoir aux travailleurs" pages 14-15.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1233 –du 22 au 28 janvier 1981- "Que la classe ouvrière accumule des forces" - "Notre parti dans le mouvement ouvrier" - "rentrer dans le champ politique" - "Accumuler des forces dans la classe ouvrière" - "Edifier un parti d'action" - "Travail syndical et travail de parti" - "Maintenir le cap..." - "Des questions ouvertes" pages 14-15.

L'HUMANITÉ ROUGE n°1234 –du 29 janvier au 4 février 1981- "La question bretonne" page 15.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1235 –du 5 au 11 février 1981- "Programme d'action du PCML adopté par le 4è congrès: pour les libertés, l'emploi, contre la guerre" pages 2-3.
L'HUMANITÉ ROUGE n°1237 -1981- "Pétrole et crise capitaliste" page 14

Annexe 83 (du chapitre 11)

HR n°1073 –samedi 14 dimanche 15 avril 1979- page 4- Henri Mazereau

PS : la CGT l'intéresse

Un certain nombre d'indices font penser que la direction du PS va dans les mois et les années à venir donner plus d'importance que par le passé a l'accroissement de son influence dans la CGT.

Le premier indice est la désignation de Claude Germont au secrétariat du PS avec la responsabilité du secteur entreprise. Germont était jusqu'au dernier congrès de la CGT, rédacteur en chef de l'organe officiel de cette centrale syndicale Le Peuple, dont d'ailleurs il reste rédacteur. Il constitue donc une personnalité syndicale importante et son apparition dans l'instance la plus élevée du PS n'est sans doute pas fortuite.

Un second signe est le soutien apporte par la direction du PS à la marche des sidérurgistes le 23 mars. La CFDT dont les dirigeants sont pourtant très proches du PS avait refusé de s'associer à cette marche comme on s'en souvient.

Pourquoi la direction du PS semble-t-elle si empressée à l'égard de la CGT. Tout d'abord, il semble que tout comme pour le PCF, le recrutement du PS stagne depuis la rupture de la gauche. Sa presse comme celle du PCF connaît des difficultés. Sauf dans le Nord, le PS est peu influent dans les régions ouvrières où il espère sans doute se renforcer. Il comporte en son sein très peu d'ouvriers. Enfin, il n'est pratiquement pas organisé dans les entreprises.

Malgré sa force électorale, le PS est en réalité un parti encore relativement faible. Pour parvenir au pouvoir, pour durer, le PS ne peut pas se contenter de son avantage électoral. Il a besoin d'accroître son influence sur les travailleurs.

Le meilleur moyen pour y parvenir est d'utiliser les syndicats. En ce qui concerne la CFDT, sa direction lui est acquise (malgré des analyses divergentes entre les deux organisations). Maire n'a-t-il pas déclaré la semaine dernière que les travailleurs avaient besoin d'un fort parti socialiste ?

Cependant, la CFDT ne constitue pas une base suffisante pour la direction socialiste. La CGT pèse bien plus lourd dans la vie du pays et auprès des travailleurs. Grâce à la direction qu'ils exerce sur ce syndicat, les dirigeants du PCF ont un atout maître qui donne une très solide assise à leur parti. La faiblesse de l'influence du PS dans la CGT, à l'inverse, est un point noir pour les dirigeants du PS. D'où les efforts qu'ils semblent faire pour renforcer leurs positions dans cette centrale, particulièrement dans les postes clés, les postes de direction. A cet égard, l'ouverture du 40e congrès leur a ouvert quelques perspectives puisqu'ils ont pu doubler en gros le nombre de leurs membres à la commission exécutive de la CGT.

Sans espérer concurrencer l'influence du PCF dans la CGT, les dirigeants du PS entendent certainement se tailler une place dans la première centrale syndicale de notre pays.

Henri MAZEREAU

Annexe 84 (du chapitre 11)

HR n°957 du mardi 24 octobre 1978 –page 6-

40e congrès de la CGT.

Novembre 1969 "Vie syndicale"

Le 37e Congrès supprime des statuts "l'abolition du salariat"

Pour éclairer la réflexion des militants qui préparent le 40e congrès, nous voulons revenir aujourd'hui sur le 37e congrès. C'est ce congrès qui, en 1969. en modifiant les statuts, a tourné définitivement une page de l'histoire du syndicat et l'a enfermé dans l'orientation de ces dernières années : soumettre toute l'activité syndicale à l'objectif de la victoire du Programme commun.

En effet, ces modifications sont significatives :

- Article 1 : "*La CGT régie par les présents statuts a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener* pour la disparition du salariat et du patronat, *et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels.*

" *Sont considérés comme salariés tous ceux qui vivent de leur travail sans exploiter autrui, quelle que soit la fonction qu'occupent ces salariés. Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte*

politique ou électoral quelconque. "

Il devient : « *... conscients de la lutte à mener pour défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. S'inspirant dans son orientation et son action des principes du syndicalisme de masse et de classe qui dominent l'histoire du mouvement syndical français, la CGT s'assigne pour but* la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange. *Dans l'intérêt même de tous les salariés, la CGT se prononce pour la réalisation d'une organisation syndicale unique et agit dans ce sens. Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte politique ou électoral extérieur à l'organisation.* »

Ainsi sont exprimés l'objectif de l'abolition du salariat et la définition du salarié, ce qui permet des interprétations diverses : la socialisation des moyens de production ne supprime pas forcément l'exploitation et surtout, comme le dit Bertelot à la tribune, cette nouvelle formulation permet l'éventualité d'étapes intermédiaires à la suppression du régime capitaliste, un programme de gouvernement de la gauche.

Et tout se tient, car c'est dans ce même congrès qu'ont été adoptés un rapport d'orientation qui donne comme objectif la constitution de l'Union de la gauche et une annexe sur les nationalisations. Les leçons de 1968 sont tirées, " *il manquait un programme de gouvernement* " disait Séguy, et à peine un an après, tout est mis en œuvre pour orienter la lutte des travailleurs dans ce sens. C'était en même temps enlever son caractère de classe au syndicat et le pousser dans l'ornière de la collaboration de classe. Les difficultés rencontrées aujourd'hui dans le recrutement montrent sans doute que si on n'a plus " *un syndicat de classe* ", on a du mal à garder un " *syndicat de masse* " !

Annexe 85 (du chapitre 11)

Liste des congrès de la CGT

1967 : 36e Congrès de la CGT du 11 au 16 juin à Nanterre (Georges Séguy est élu secrétaire général et Benoît Frachon, président.

1969 : 37e Congrès national de la CGT à Vitry du 16 au 21 novembre.

Sur le site du Larousse journal de l'année 1970 :

« Le 37e congrès de la CGT s'est tenu à Vitry (Seine) du 16 au 21 novembre 1969 »

« *la formule « la disparition du salariat et du patronat » est abandonnée au profit de « la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange* ».

1972 : 38e Congrès à Nîmes du 8 au 22 avril

1975 : 39e Congrès national de la CGT au Bourget du 22 au 27 juin

1978 : 40e Congrès de la CGT à Grenoble du 25 novembre au 1er décembre.

Concernant la préparation, les débats de ce congrès, **voir les annexes 52 et 53**

Au sujet de ''l'abolition du salariat''

En 1978, l'HR n°957 du mardi 24 octobre, avait publié en page 6 un article intitulé : «**40e Congrès de la CGT** ». « **Novembre 1969 ''Vie syndicale'' Le 37e congrès supprime des statuts ''l'abolition du salariat''** » **(lire en annexe 84)**

La CGT et la FSM : du retrait du secrétariat en 1978 à la sortie de la fédération en 1995 ; une opération en trois temps

1) Au mois d'avril 1978 se tenait du 16 au 23 le 9e congrès de la FSM à Prague. " *La CGT se retire du Secrétariat et critique la conception du syndicalisme des pays socialistes.* " (sources : **CGT 1895 - 1995 Le premier siècle** - VO Éditions- résumé chronologique " ***Vol au-dessus d'un siècle…*** " -page 257-).

2) La CE -Commission Exécutive- de la CGT, le 2 décembre 1994 décide de rompre avec la FSM.

3) La désaffiliation à la FSM sera votée en décembre 1995 au 45e congrès de la CGT et " *avant même la tenue du 10e congrès de la FSM à Damas qui doit se tenir fin novembre.* " comme l'indique le Front Syndical de Classe dans un article **(voir annexe 87)**

1982 : 41e congrès de la CGT à Lille du 13 au 18 juin Henri Krasucki succède à Georges Séguy.

1985 : 42e Congrès national de la CGT, tenu à Montreuil du 24 au 29 novembre.
1989 : 43e congrès national de la CGT tenu à Montreuil du 21 au 26 mai.

1992 : 44e Congrès national de la CGT, tenu à Montreuil du 26 au 31 janvier. Louis Viannet succède à Henri Krasucki. Louis Viannet sera Secrétaire général de 1992 à 1999

1995 : 45e Congrès national de la CGT à Montreuil du 3 au 8 décembre.
A ce congrès, en effet, la CGT décida de faire disparaître de ses statuts les références à la socialisation des moyens de production et d'abandonner l'objectif de l'abolition du salariat, qui figurait encore dans ses textes fondamentaux.
C'est à ce même congrès que fut votée la décision de quitter la FSM (Fédération syndicale mondiale), à laquelle étaient affiliés jusqu'alors les syndicats liés aux partis communistes. Ce vote est le résultat d'une décision de la CE –Commission Exécutive- de la CGT qui le 2 décembre 1994 avait décidé de rompre avec la FSM. Un an plus tard, au 45e congrès de 1995, le vote pour quitter la FSM, n'est plus qu'une formalité : 87,82% de voix pour. 8,87% de voix contre. 3,31% d'abstentions

1999 : 46e Congrès national de la CGT, tenu à Strasbourg du 31 janvier au 5 février. Election de Bernard Thibault qui remplace Louis Viannet. Adhésion à la CES. Présence de Nicole Notat dirigeante de la CFDT comme invitée.

2003 : 47e Congrès national de la CGT, tenu à Montpellier du 24 au 28 mars.
Lire l'article : Un recentrage pas encore digéré

2006 : 48e Congrès national de la CGT du 24 au 28 avril 2006 à Lille. Adhésion à la Confédération Syndicale Internationale (CSI), issue de la fusion de la CISL et de l'ex CISC (devenue CMT en 1968).

2009 : 49e Congrès national de la CGT du 7 au 11 décembre 2009 à Nantes.

2013 : 50e Congrès national de la CGT du 18 au 22 mars à Toulouse. Thierry Lepaon remplace Thibault qui fut secrétaire général pendant 14 ans.
Le 3 février 2015 : Philippe Martinez remplace Lepaon démissionnaire en janvier.

2016 : le 51e congrès de la CGT se tiendra à Marseille du 18 au 22 avril 2016.

Annexe 86 (du chapitre 11)

Mutation réformiste de la CGT, ''rupture'' avec le PCF : quels bouleversement ?

Dans son livre « **Les vingt ans qui ont changé la CGT** » - Editions Denoël 2013, Leïla de Comarmond insiste sur le rôle de Louis Viannet en 1992 dans le processus de mutation de la CGT. Cette journaliste ne cache pas son soutien (qui illustre des positions de classes) à cette évolution de la CGT. Elle montre par exemple dans le chapitre 3 –pages 114 à 138 « ***La CGT dans l'Europe syndicale*** » le rôle de Louis Viannet dans la démarche qui aboutira à l'adhésion à la CES - Confédération Européenne des Syndicats-.

Leïla de Comarmond nous est présentée en 4e de couverture comme une « *spécialiste des questions sociales depuis plus de vingt ans* » qui « *a notamment travaillé à **Liaisons sociales** magazine avant d'entrer au quotidien **Les Echos*** ».

En définitive dans son livre, elle ne peut masquer le caractère de classe de sa démonstration qui est résumée en 4e de couverture : « *Il y a vingt ans, le numéro un de la CGT était obligatoirement membre de la direction du Parti communiste français. C'est fini. Il y à vingt ans, négocier et encore plus signer un compromis avec les patrons voulait dire se compromettre dans la novlangue cégétiste. Désormais, le stylo n'est plus tabou. Il y a vingt ans, elle snobait ses homologues, les autres organisations syndicales françaises, à commencer par la CFDT. La page est tournée. Il y a vingt ans, enfin, l'hémorragie des adhérents d'une CGT que d'aucuns estimaient en danger de mort paraissait sans fin. Ses effectifs remontent désormais.*
Les exemples sont légion de la profondeur de la mue qui a démarré en 1992 lorsque Louis Viannet a succédé à Henri Krasucki. Et s'est poursuivie et amplifiée depuis lors avec Bernard Thibault. Non sans péripéties, comme le raconte ce livre, jusqu'à l'invraisemblable psychodrame de la succession de ce dernier avant le choix de Thierry Lepaon pour le remplacer. »

Il n'est donc pas étonnant que le livre de Leïla de Comarmond, qui contient par exemple quelques infos intéressantes dans son épilogue –pages 397 à 429 « ***De Bernard Thibault à Thierry Lepaon*** » sur les tractations internes et les manœuvres de successions, fasse l'impasse sur les évolutions de la CGT dans les années 70, et notamment le 40e congrès de 1978.

Pourtant le congrès de 1978 illustre une évolution qui est le résultat des contradictions internes de la gauche, de la crise du révisionnisme, du bouleversement idéologique, de l'approfondissement de la crise du capitalisme en général et de l'impérialisme français en particulier….

C'est bien de cette évolution là, qu'un Louis Viannet a pu faire passer la CGT globalement acquise aux thèses du PCF (c'est-à-dire de ce que les ML nomment le révisionnisme moderne) à des positions réformistes plus classiques (la CFDTisation).

Tout le problème est dans le fond sur la motivation profonde et réelle de certaines prises de décisions par la CGT. Sur quelles bases et dans quel contexte se sont faites la critique et le départ de la FSM ? sur quelles bases et sur quelles contradictions la CGT s'est positionnée sur la Pologne et Solidarnosc ? sur quelles bases « *la coupure avec le cordon ombilical du PCF* » tant défendu par Leïla de Comarmond s'est réalisée ? A toutes ces questions la direction de la CGT a répondu en fonction des évolutions internes et des rapports de forces entre PCF et PS présents à la tête de la confédération et aussi des pressions externes de la CFDT-deuxième gauche.

Dans le contexte, le choix de rompre (même si cela est à relativiser) avec la présence d'un membre de la direction du PCF à la tête de la CGT, sur la base de l'évolution et des conceptions issues de ce même PCF, ne pouvait que se fondre dans l'anticommunisme ambiant et n'être qu'une fausse alternative entre le capitalisme d'Etat et un capitalisme plus classique défendu par les réformistes du PS ou de la CFDT.

Il faut aussi indiquer que Robert Hue est secrétaire général du PCF dans la période 1994-2001, puis président de ce Parti de 2001 à 2003, c'est à dire pendant les mandats de Louis Viannet et Bernard Thibault à la tête de la CGT, et de Nicole Notat et François Chérèque pour la CFDT.

Il y a bien corrélation entre les évolutions du PCF, de la CFDT et de la CGT sur une période. Il est intéressant de voir également que dans le même temps nous avons à la tête du PS :

- Rocard du 3 avril 1993 au 19 juin 1994
- Henri Emmanuelli du 19 juin 1994 du 14 octobre 1995
- Lionel Jospin du 14 octobre 1995 au 27 novembre 1997
- François Hollande du 27 novembre 1997 au 26 novembre 2008

Concernant en partie l'ouvrage « **Les vingt ans qui ont changé la CGT** », le FSC (Front Syndical de Classe) à publié sur son site une étude intitulée : « **Que s'est-il passé à la CGT il y a 20 ans ?** » dont une version PDF est dispo.

Dans cette étude le FSC relève « *le constat de la crise générale du syndicalisme qui n'épargne pas la CGT.* » (…) les « *mutations économiques et sociales au plan national comme au plan mondial.*

Dans un premier temps donc, l'obstacle aux changements définis comme nécessaires et urgents a été pointé dans les comportements militants qualifiés d'élitistes et étroits.

Les militants appelés à surmonter ces étroitesses ont par ailleurs été interpellés particulièrement sur :

- *la question de la signature des accords*
- *la question de l'indépendance syndicale*
- *la question de l'unité syndicale*
- *la question de l'adhésion à la CES et de la sortie de la FSM* »

L'analyse de ces quatre points et le traitement de ceux-ci par la fraction la plus droitière de la CGT, c'est ce qui permet à celle-ci d'avancer les thèses les plus réformistes.

Annexe 87 (du chapitre 11)

Histoire de l'adhésion de la CGT à la CES –Confédération Européenne des Syndicats-
(par le Front Syndical de Classe) –22 septembre 2015-

1999, adhésion de la CGT à la CES : une capitulation face aux conditions de la CES et de la CFDT !

Dans un très récent interview au Monde (22 septembre) , Ph. Martinez à la question du journaliste :

"Vous inscrivez-vous dans la mutation de la CGT, engagée par Louis Viannet et poursuivie par Bernard Thibault, qui conduisait à une certaine adaptation de votre syndicalisme ?"

répond :

"Ce n'est pas la lecture que j'en ai. Cette démarche a réaffirmé l'indépendance par rapport aux partis politiques. Ce serait une bêtise de revenir en arrière. Il faut la réaffirmer haut et fort. Il faut réfléchir sur le syndicalisme rassemblé lancé par Louis Viannet en 1995. Le besoin d'unité syndicale demeure, mais il ne faut pas faire semblant d'être d'accord quand on ne l'est pas. Notre priorité, c'est le lien avec les salariés. Il n'y a donc pas de rupture. On s'inscrit dans la continuité mais en prenant en compte la situation actuelle."

C'est une réponse qui répond à côté de l'essentiel. Car l'adaptation du syndicalisme dont il est question ne peut absolument pas se réduire à celle de l'indépendance par rapport aux partis politiques ou à la seule question de l'unité.

Procéder ainsi c'est effacer de la mémoire militante ce qui s'est réellement passé dans les années 90 et qui continue de peser

lourdement sur notre présent et notre activité.
Et en particulier gommer le fait que cette adaptation de la CGT est étroitement liée à l'adhésion à la Confédération européenne des syndicats (CES).

Alors rafraîchissons nos mémoires !

En bref l'origine de la CES

Elle est issue du rassemblement de la Confédération internationale des syndicats libres appendice syndical du bloc occidental durant la guerre froide, prônant les vertus du libre-échange et des syndicats chrétiens sous obédience vaticane.
Elle est constituée sous sa forme actuelle en 1973.
Elle est reconnue par l'Union européenne, par le Conseil de l'Europe et par l'Association européenne de libre-échange (AELE) en tant qu'unique organisation syndicale interprofessionnelle représentative au niveau européen.
Bonjour le pluralisme !

Les conditions d'adhésion de la CGT :
La période 1973-1990
La CFDT et FO y sont depuis l'origine.
La CGT demande son adhésion à la CES depuis 1974

Mais cette adhésion est refusée avec les arguments suivants mettant en cause : la conception de la société de la CGT, sa pratique politique et son affiliation internationale. **L'adhésion de la CGT étant considérée comme de nature à causer des torts à la cohésion interne de la CES.**

Le retrait de la CGT de la FSM étant la condition clé, la condition sine qua non posée par la CES pour son entrée dans la CES.
(Trace en 1980 de la réponse du secrétaire général de l'époque, **Mathias Hinterscheid**)

Réponse à l'époque d'Henri Krasucki :
" ***Nous voulons être avec tout le monde en restant nous mêmes*** ",
cette position côté CGT ne variant pas jusqu'au début des années 90. Et qui signifie "'il faut nous prendre comme nous sommes sans exiger de nous des renoncements!"
Où l'on voit par conséquent que la question de l'adhésion à la CES et du retrait de la FSM sont profondément liées et que la position de la CGT est également étroitement liée à son appréciation de ce qu'est le " Marché Commun " et la " Communauté européenne " mise en place en 1957 par le Traité de Rome ancêtre de l'Union européenne :
" un instrument antinational et antisocial au service des trusts".
la période 1991-1999 :
C'est celle d'un glissement progressif vers l'adhésion (1999) et surtout, contrairement aux positions antérieures, l'acceptation des conditions imposées par la CES et la CFDT (Nicole Notat à l'époque)
Le contexte est celui de l'effondrement du mur de Berlin suivi de près par la dissolution de l'URSS.

C'est donc une période de profond désarroi politique et idéologique pour le corps militant et d'euphorie dans le camp et les soutiens de ceux qui sortent victorieux de la guerre froide.
Au plan syndical l'existence même de la FSM est dans la balance.

Dans un premier temps les dirigeants de la CGT se positionnent pour le maintien de la CGT dans la CES et pour une autre FSM à construire, plus démocratique, plus indépendante mais toujours sur des bases de classes anti monopolistes et anti-impérialistes.
La CGT ayant un rôle central et particulier dans cette reconstruction internationale.

H. Krasucki exprime bien son orientation et l'orientation de cette période :
" Et ne jamais renoncer à un devoir international mondial, même complexe, dans l'espoir, d'ailleurs illusoire, d'être admis dans une organisation ouest-européenne qui boycotte la CGT, non pour son adhésion à la FSM, mais parce qu'elle est la CGT, par anticommunisme, sur des bases politiques et idéologiques. Une question de dignité et d'efficacité. "

1992-98 :
La question européenne est séparée de celle de questions internationales.

Joël Decaillon et Louis Viannet sont à la manœuvre.

Dès cette période l'opinion de L. Viannet en particulier (il succède à H. Krasucki à la direction de la CGT en janvier 1992 au 44e congrès) est arrêtée : l'adhésion de la CGT à la CES est la question prioritaire, mais les militants n'y sont pas prêts et il faut donc travailler à en créer les conditions, ce qui l'opposera uniquement sur la méthode aux réformateurs dits modernistes (Obadia, Brovelli, Le Duigou etc...) pressés de tourner la page !

A cette fin au lieu de travailler concrètement à l'évolution de la FSM pour en corriger les défauts, le document d'orientation du 44e congrès amorce une nette évolution en affirmant : "***La FSM n'est plus en mesure de répondre aux objectifs fixés par son dernier congrès***" (congrès de Moscou en novembre 1990).

A partir de ce moment graduellement avec en apparence une ouverture à toutes les possibilités de contacts internationaux, l'intervention des dirigeants de la CGT et des organismes de direction (CCN et CE) va avoir pour objectif de conduire à l'inéluctabilité de l'adhésion à la CES. À partir de l'appréciation exprimée pour la première fois à la CE du 7 mai 1992 au nom du Bureau confédéral selon laquelle :"[La FSM] est arrivée au terme de son processus historique".

Ce qui en français plus clair signifie "fin de partie" et sortie de la CGT!
Ensuite tout en maintenant une participation jusqu'en 1994 au conseil présidentiel de la FSM le CCN de novembre 1994 vote par 90 pour , 0 contre 23 abstentions et 15 NPPV) la sortie de la FSM, avant même la tenue du 10e congrès de la FSM à Damas qui doit se tenir fin novembre.

La condition essentielle pour l'adhésion à la CES est donc à présent remplie mais il faudra attendre 1999 pour qu'elle soit officiellement actée (vote du 45e congrès).

C'est que d'une part les conditions idéologiques et politiques internes à la CGT pour cet acte doivent être peaufinées et que d'autre part que les derniers obstacles dressés par les dirigeants de la CFDT et de FO soient levés.

En particulier que les dernières exigences de N. Notat (arrêt des campagnes "anti-CFDT", arrêt du soutien de son aile gauche, départ des fédérations CGT encore adhérentes à la FSM et changement d'orientation du département international conclu par l'exclusion de J.-P. Page de la CE au 46e congrès, congrès de Strasbourg de février 1999 avec l'accession de B. Thibault à la direction soient acceptées.

Toutes conditions "enfin" remplies en 1999.

et à présent quel bilan de tout ça ?

A l'époque on a prétendu que la CGT adhérait à la CES pour peser sur son orientation.

En quoi cela a-t-il était effectif ?

Poser la question c'est y répondre.

Quelles luttes convergentes ?

Quels obstacles mis à l'immense remise en cause de tous les conquis issus du rapport des forces de la Libération en Europe ?

Et c'est l'inverse qui s'est passé puisque ce sont les orientations réformistes dont étaient porteurs les syndicats appartenant à la CISL qui se sont imposés : négociations, " ***dialogue social***", "***diagnostics partagés***" entre "***partenaires sociaux***", "***syndicalisme rassemblé***" privilégiant l'alliance avec une CFDT plus que jamais recentrée et à présent totalement alignée sur le parti "socialiste" français, alignement sur l'idéologie des "droits de l'homme" en lieu et place de l'anti-impérialisme en matière internationale …

A l'époque c'est au nom de la refondation d'un syndicalisme efficace et INDEPENDANT que la désaffiliation de la FSM a été décidée. Qu'en est-il en matière de bilan à propos de cette décision? Quel est le degré d'indépendance par exemple de la CES quand on connaît la nature de ses financements et sa dépendance institutionnelle de l'Union européenne révélée par ses statuts et par nombre de ses positionnements essentiels; par exemple à l'occasion de la crise grecque où elle a calqué son attitude sur celle des institutions européennes en réclamant l'annulation du referendum populaire du 5 juillet contre le memorandum!

A présent, le congrès de la CES en cette fin de mois est patronné et inauguré par F. Hollande, Jean-Claude Juncker et une pléiade de ministres et commissaires européens.

Bonjour l'indépendance au politique !

A l'occasion du 51e congrès de la CGT en avril 2016 à Marseille les interrogations et les critiques grandissent dans la CGT.

Des militants font part de leur doute et de leurs critiques.
Il reste à faire croître ces critiques de manière à ce que dans un premier temps le débat devienne incontournable.

Le document d'orientation du 51e congrès prévoit dans un de ses thèmes la question de " ***Notre place dans le syndicalisme européen et mondial*** "
Il s'agit donc à partir de là que la question même des appartenances de la CGT soit posée et non pas réduite au seul aspect de la transformation de l'intérieur de la CES dont Martinez à la dernière fête de l'Huma avoue que ce n'est pas un syndicat et qu'il faut en quelque sorte la désinstitutionnaliser !

Mais quel syndicat CGT a été associé à la préparation de ce congrès de la CES ? Quelles sont les instances où ont été déterminées dans la CGT les mandats que va porter la délégation de la CGT ?

Qui a décidé, ou va décider, de voter pour tel ou tel nouveau secrétaire général, possiblement issu des rangs de la CFDT ? Oui, la question de la désinstitutionnalisation se pose pour la CES et pas que pour la CES !

C'est en fait celle de la bureaucratisation, incarnée pendant ces dernières années par une secrétaire générale, Bernadette SEGOL, qui n'avait jamais payé antérieurement une seule cotisation syndicale ! Une différence de taille distingue la CGT de la CES : la première peut espérer débureaucratiser son organisation au gré d'une reprise en main par ses adhérents ; la CES, pilotée par les institutions représentatives de la finance mondialisée n'a aucun levier pour engager un tel processus.
Et d'une certaine manière dans le mouvement syndical la question est liée étroitement à l'appréciation sur l'Union européenne.
Peut-on la transformer de l'intérieur où faut-il s'en dégager pour retrouver des marges de manœuvre et la souveraineté populaire inséparable de la souveraineté nationale.

C'est ce débat là qui hante la gauche dite "radicale " avec certains qui s'évertuent à soutenir après la terrible capitulation infligée au gouvernement grec qu'on peut réparer l'euro alors que la preuve est faite que faute d'une volonté inébranlable de se dégager du carcan de l'UE, de ses traités et de sa monnaie c'est la capitulation en rase campagne face à la détermination de l'oligarchie et de ses institutions, BCE en tête !
Et par conséquent la poursuite implacable des politiques d'austérité, du chômage de masse, du démantèlement de la protection sociale, de l'hôpital, du code du travail; en un mot du démantèlement de tous les conquis des travailleurs.

La CES se contentant en quelque sorte de demander que le bourreau soit un peu plus compréhensif.

Pour la CGT comme pour la FSU et d'autres syndicats se réclamant encore de la lutte de classes, il est donc plus que temps de rompre avec les contraintes d'une appartenance arrachée contre toutes les traditions, l'histoire et la culture de combat qui constituent leur identité syndicale et de retrouver toute leur liberté d'action et d'initiative.

Le Front Syndical de Classe
22 septembre 2015

Annexe 88 (du chapitre 11)

L'Humanité Rouge –hebdomadaire- organe central du PCML n°1211 du 26 juin au 2 juillet 1980 –page 15- rubrique « Parlons-en »

Le PCF et l'autogestion : A propos du livre du PCF ''Pour une stratégie autogestionnaire''

Tout le monde à gauche - ou presque - est pour l'autogestion ; le PCF, dernier conquis, n 'a-t-il pas adopté cet objectif lors de son dernier congrès ? Et beaucoup s'interrogent : s'agit-il d'un engouement passager et démagogique, ou bien d'une composante essentielle de la stratégie issue du XXIIIe Congrès ? Que penser de cette stratégie, fera-t-elle avancer la classe ouvrière et tous les travailleurs dans la France de 1980 ?

Tout le monde à gauche - ou presque - est pour l'autogestion. Dans la vie quotidienne, autogestion, signifie pour les

militants, mille choses : "*la gestion par les travailleurs eux-mêmes*", "*la gestion démocratique*", "*se prendre en charge nous-mêmes*", "*la décentralisation contre Paris*"... ou bien la démocratie tout simplement. Une exigence est souvent présente : on peut être "autogestionnaire" tout de suite, sans attendre des bouleversements politiques et sociaux, il y a une "pratique autogestionnaire" d'aujourd'hui qui prépare et préfigure l'autogestion de demain.

Derrière les formulations multiples, qu'elles viennent des courants cédétistes. socialistes PS ou PSU, anarchistes, qu'elles viennent du PCF, sourd une aspiration profonde au changement social, à la prise en mains par les classes opprimées, exploitées, de leur propre destin. "L'autogestion" répond-elle correctement à cette aspiration ? C'est une tout autre affaire ! Mais l'aspiration existe.

Toutes les forces politiques de gauche se sont employées à y répondre, à la canaliser ; toutes en ont tenu compte et sont aujourd'hui, à les entendre, toutes "autogestionnaires". Le PCF aussi. Cela ne va pas sans, confusion ni ambiguïté.

Faut-il douter de la sincérité autogestionnaire du PCF ?

Quand le PCF a repris le mot d'ordre d'autogestion, à son compte, en automne 77, d'aucuns y ont vu un simple contre-feu politicard, une manœuvre électorale, rien de plus. N'était-ce pas là aussi une entreprise de charme vis à vis de la CFDT ?

Le premier texte du PCF inscrivant l'autogestion dans ses colonnes n'est-il pas un document destiné aux organisations syndicales ("*La liberté guide nos pas*" automne 77) ?

Plus de deux ans après, il est difficile de limiter l'adoption de "l'autogestion" par le PCF à une opération de récupération. Le XXIIIe congrès l'a confirmé. Et depuis, livres, revues, articles du PCF se sont efforcés d'explorer et d'expliquer sa stratégie autogestionnaire. Un livre, à peine vieux d'un an "Pour une stratégie autogestionnaire", de F. Damette et J. Scheibling, respectivement membre et collaborateur du CC du PCF, en fait le tour. Ces deux auteurs ne nient pas les obstacles, les difficultés d'appréhension, les méprisent suscitées par cette démarche, y compris dans les rangs de leur Parti. Néanmoins, tout leur livre tend à prouver que l'adoption de l'autogestion constitue une avancée théorique et politique importante, déjà en germe depuis une dizaine d'années et ponctuée par la "*disparition libératoire*" de la notion de dictature du prolétariat, lors du XXIIe congrès.

A lire Damette et Scheibling, cette stratégie autogestionnaire imprègne l'ensemble de la politique du PCF : l'avancée démocratique vers le socialisme, l'union à la base, l'organisation à l'entreprise (conseils d'ateliers), la vie municipale, la vie régionale, le socialisme "*aux couleurs de la France*". Pourquoi ne pas prendre au sérieux ces affirmations, qui marquent une avancée sensible dans la réflexion du PCF, dans sa théorie de la transformation sociale d'une société telle que la notre ?

Avancée dans une impasse ou avancée sur une voie pleine d'avenir et de promesses ? C'est toute la question, que les remarques suivantes aborderont encore partiellement

"L'avancée démocratique" : une idée pas si neuve

De la "démocratie avancée" du XXIIe congrès à "l'avancée démocratique" du XXIIIe, il n'y a pas qu'un simple jeu de mots. On a supprimé une étape intermédiaire entre aujourd'hui et le socialisme de demain ; désormais l'on avance pas à pas vers le socialisme par une extension progressive de la démocratie, par le passage de "*seuils*", la conquête de "*positions*". gagnées par les luttes dans tous les domaines de la vie sociale : conditions de travail, logement, santé, vie culturelle, par la prise en charge, la prise de responsabilités à tous les niveaux, associations de quartiers, communes, régions, entreprises : ainsi l'expliquent Damette et Scheibling :

"*Toute démarche vers un socialisme autogestionnaire suppose que soit affaibli le pouvoir d'Etat central par le transfert réel de pouvoir, de compétences et de moyens à la région et aux collectivités locales. Mais cela ne saurait suffire. Il va de soi qu'on ne peut pas parler de seuils uniquement au plan local ou régional ou au plan de l'entreprise. Des seuils doivent être aussi franchis pour ce qui concerne les politiques nationales. Il faut que la pression populaire soit à même de faire reculer les orientations du pouvoir en place. Il en va de même pour la sauvegarde de l'indépendance nationale. En revanche, ce qu 'on ne peut pas faire à l'avance, c'est programmer le passage des seuils puisque celui-ci dépend du mouvement populaire.*"

La classe ouvrière et les masses populaires mènent des combats sur tous les terrains, il est vrai ; elles y conquièrent des améliorations de leur vie, y accumulent des forces, resserrent leurs rangs, élèvent leur conscience politique, transforment le rapport de forces avec la bourgeoisie. Dans ces combats, Il y a des flux et des reflux, des 1936 et des périodes de défensive. Peut-on, par la stratégie du "*grignotage*" de la base au sommet, affaiblir l'Etat capitaliste et l'utiliser tel quel au service de la classe ouvrière ? Peut-on conquérir des petits "points d'appui", qui, faisant tache d'huile, sur la base du mûrissement du mouvement populaire, permettront l'avènement du socialisme autogestionnaire ?

Le XXIIIe congrès du PCF répond par l'affirmative, et la stratégie qu'il offre, sous couvert d'avancée théorique, de

"*réponses concrètes aux problèmes concrets qui nous sont posés dans la réalité nationale*", renoue avec les bien vieilles et bien ancrées traditions réformistes du socialisme ; elle est cousine germaine des autres stratégies autogestionnaires actuelles qui "oublient" la nécessité historique du bouleversement révolutionnaire, de la rupture radicale avec le capitalisme, de la destruction de l'Etat maintenant la domination de la classe bourgeoise sur la classe ouvrière.

Quel est en effet le "seuil" décisif qu'il faut passer au niveau de l'Etat, au niveau national ? C'est la participation des ministres communistes au gouvernement ! La montagne autogestionnaire, fière, jeune et novatrice accouche d'une souris vieillotte et édentée... Quant à nous, nous ne pouvons oublier l'expérience du mouvement ouvrier et communiste, celle positive d'Octobre 17, celle douloureuse du Chili ; là-bas en 1973 de nombreux seuils avaient été franchis, de multiples "positions" conquises par l'action des masses, que l'Etat chilien inchangé, maintenu intact avec son appareil en accointance avec les forces impérialistes et réactionnaires, a remis brutalement en cause, dans la contre-révolution sanglante et dans la mort.

"*L'avancée démocratique au socialisme*" est une tromperie car elle masque le rôle décisif de l'Etat capitaliste dans l'affrontement de classes.

L'Etat : question-clé

Quand iI présente le plan de son livre, Scheibling indique :

"*Cette question de l'Etat est à l'évidence une question centrale pour un parti révolutionnaire de même qu'elle est une question-clé de toute littérature révolutionnaire. Or ce que nous proposons, et j'utiliserai volontiers une formule quelque peu provocatrice, ce que nous proposons donc avec notre démarche autogestionnaire, c'est formellement ce que Lénine pourfendait comme réformiste dans "L'Etat et la Révolution*"."

Provocateur, Scheibling ? Nullement, car tout à fait exact. S'expliquant davantage, Il nous affirme que l'expérience de Lénine est historique, non transposable dans la société française actuelle. Chacun le sait, la Russie tsariste de 1917 ce n'est pas la France de 1980 ! Et d'en conclure qu'il n'y a rien à dire, aucune leçon, aucune expérience à tirer de l'histoire de l'une pour transformer l'autre... Scheibling nous invite "*à abandonner une attitude un peu religieuse à l'égard des fondateurs du marxisme ; ce n'est pas pour ouvrir la porte au réformisme, mais à un nouveau champ de réflexion*"

Fort bien ! Balayons les dogmes là où ils sont, non en nous agenouillant devant de nouveaux "champs de réflexion", mais en nous affrontant à la réalité telle qu'elle est, celle de 1980, celle dans laquelle nous luttons et vivons chaque jour. Dans "*L'Etat et la Révolution*", Lénine indique que l'Etat est un instrument d'exploitation, de domination de la classe opprimée, qu'il possède un appareil de "détachements spéciaux…", armée, police, justice, destiné à maintenir cette domination. Vrai ou faux, dans la France de 1980 ?

Vrais ou faux, les CRS qui viennent prêter main forte au patron capitaliste quand les ouvriers occupent l'entreprise pour une augmentation de salaires ? Vraies ou fausses, ces décisions de justice qui condamnent les militants syndicalistes à des amendes ou à des emprisonnements ? Par qui sont expulsés, traqués, emprisonnés les travailleurs immigrés, sinon par l'Etat de classe, sur la base des lois et règlements qu'il a édicté ? Y aura-t il véritable démocratie dans notre pays tant que sera maintenue l'exploitation des hommes, tant qu'il y aura deux poids deux mesures selon qu'on est ouvrier ou patron, français ou immigrés ?

Scheibling et d'autres parlent de "décider au travail", de "responsabilités de travailleurs-citoyens", "d'autogestion commune", dés maintenant avant la prise du pouvoir. Mais qui décide réellement, qui gère, au profit de quels intérêts ? A nous parler des particularités russes, du tsarisme, des paysans, de la guerre de 1914... Scheibling et Damette nous feraient oublier les particularités bien françaises, bien actuelles : 1e ministre Bonnet, Giscard, la loi Peyrefitte, les Empain-Schneider, les Willot, les patrons de l'acier, leurs efforts actuels pour accroître les profits de la classe capitaliste, le rôle que l'Etat capitaliste joue en cette affaire !

Lénine dit qu'il faut briser cette machine d'Etat capitaliste, que c'est une condition nécessaire à la transformation sociale ; la classe ouvrière, le peuple soviétique et d'autres peuples l'ont expérimenté. Qu'on nous permette de rester sceptique sur les "conquêtes de positions" à la Scheibling, foin de dogmatisme, tenons-nous en aux faits !

Centralisme et démocratie

Dans la critique du léninisme et la dictature du prolétariat, Scheibling ne s'en tient pas à une affirmation relativiste (c'était bon pour la Russie, ce n'est pas bon pour la France !) ; il va plus loin et met en cause "*le rôle conféré à l'Etat dans la transformation de la société. La prise du pouvoir par la classe ouvrière lui permettrait d'agir de façon centralisée sur l'ensemble de la société pour la transformer dans le sens du socialisme. Cette conception d'action centralisée de l'Etat est rejetée par le XXIIe congrès comme ne correspondant plus à la stratégie de transformation de la société française*" (page 39).

Et encore :

"*notre projet socialiste est autogestionnaire car nous avons rejeté la médiation étatique du mouvement social, car nous plaçons au cœur de notre projet de société la responsabilité de travailleurs-citoyens*"

Autrement dit c'est l'existence même de l'Etat, sa fonction qui sont suspectes et soupçonnées dans la société socialiste elle-même. Pour Scheibling comme pour d'autres autogestionnaires, étatisme : centralisation : réaction ; indépendamment du caractère de classe de la société.

Le mot d'ordre :

"*Non au bureaucratisme, à l'étatisme. L'autogestion ? Cent fois d'accord*" est significatif de cette démarche qui rend par nature antagoniques deux contraires qui sont unis entre eux dans la société socialiste. Expliquons nous davantage.

Aujourd'hui, lorsque nous dénonçons les atteintes aux libertés démocratiques et syndicales les mesures de discriminations culturelles ou économiques vis à vis des régions, dénonçons nous toute centralisation, toute réglementation, toute organisation sociale, juridique ? Nullement : nous dénonçons la centralisation, la législation capitalistes qui assurent la domination, l'exploitation, l'oppression d'une classe sur une autre. Toute centralisation n'est pas synonyme de répression réactionnaire.

Dans la société émancipée, dans la société aux mains des ouvriers, des travailleurs, la centralisation est nécessaire pour assurer le pouvoir face aux anciens exploiteurs, face aux ennemis sur le plan international. Elle est nécessaire pour assurer le plein épanouissement de la démocratie : pas d'autonomie, "d'autogestion" communale possible sans des liens étroits avec un plan d'ensemble centralisé, pas d'exercice des droits démocratiques dans la pensée, dans la culture, dans l'organisation des hommes sans compréhension et application des régles et des lois qui régissent le développement social. Comme on dit familièrement, le socialisme, ce n'est pas le bazar, ce n'est pas l'anarchie, ce n'est pas le "chacun pour soi"… Cette unité de contraires centralisme et démocratie, à l'échelle d'une société, qui prend les formes les plus diverses, selon les pays et les époques, nous l'appelons, dans la tradition du mouvement ouvrier : "la dictature du prolétariat".

Les XXII et XXIIIe congrès du PCF l'ont ouvertement récusée. On comprend que leurs explorations dans la stratégie autogestionnaire au nom des réalités nouvelles de la France de 1980 laissent insatisfaits tous ceux qui chaque jour se coltinent arec les réalités bien tangibles de l'exploitation et de l'oppression de l'Etat capitaliste. S'il faut discuter et réfléchir quant aux formes du socialisme français, nécessairement neuves et inventées par la classe ouvrière dans ses combats, encore faut-il situer cette recherche sur le terrain solide des faits et de l'expérience du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Camille GRANOT

Annexe 89 (du chapitre 11)

HR n°1225 –du 13 au 19 novembre 1980- « ***-2- Quelle unité ? Le contenu de l'unité : A propos du livre de Henri Krasucki ''Syndicalisme et unité''*** » (extraits) : Paragraphe « *Contre l'abandon nationale ?* » -page 15-

« Tout au long de son livre, Henri Krasucki met au premier plan la question de "*l'abandon national que représente la démolition de tant de secteurs de l'industrie et de l'activité économique*" (p 114). Citons. en particulier, "*la politique délibérée de démission nationale. On renonce au développement industriel du pays, on renonce au potentiel existant au profit du renforcement des positions de l'industrie ouest-allemande.*" (p 118). "*La classe dirigeante ferme les hauts-fourneaux, les aciéries, organise le déclin de la machine-outil, de la construction navale, de la téléphonie et d'autres branches fondamentales.*" (p 138). II insiste sur "*la bataille pour l'acier français*" (p 141), "*Le démantèlement de la sidérurgie française*" (p 143), la lutte contre "*les naufrageurs de l'acier français*" (p 145).

Est-ce bien là l'enjeu de la lutte de classe ? Ce serait oublier que les monopoles français et leurs dirigeants mènent, dans de nombreux secteurs, une politique active, offensive, de redéploiement, de développement des exportations, d'exportations de capitaux. Fixer comme cible aux luttes "*produisons français*", ce serait inventer une communauté d'intérêts entre capitalistes et travailleurs face à la concurrence internationale ; ce serait tourner le dos à la solidarité entre travailleurs des différents pays, ce serait se laisser entraîner dans la guerre économique que se livrent les capitalistes entre eux pour la conquête des marchés. Pourtant Henri Krasucki écrit, à juste titre : "*Les travailleurs ouest-européens ont besoin de s'épauler pour défendre leur pouvoir d'achat, s'opposer à la concurrence que l'on veut établir entre eux d'un pays à l'autre, lutter contre le chômage, conquérir des droits nouveaux.*" (p 162). Alors pourquoi avoir fait de la défense de l'acier français le mot d'ordre central de la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie ? D'autant que dans ce cas particulier l'acier français ne se porte pas si mal : alors qu'en 1976 la France importait plus d'acier qu'elle n'en exportait, c'est depuis l'inverse. Pour les 8 premiers mois de 1980. les exportations sont supérieures de plus de 25% aux importations !

Sans tenir compte des faits, Henri Krasucki veut imposer à la CGT de reprendre la ligne des dirigeants du PCF, ce qui se retrouve dans les positions qu'il défend sur la question de l'impérialisme. »

Annexe 90 (du chapitre 12)

l'Humanité Rouge –hebdomadaire- n°1203 du 26 avril au 7 mai 1980 –page 15-

Le prolétariat une fois de plus enterré ou comment exorciser la Révolution

A propos de l'essai *d'André Gorz*
Adieux au prolétariat

"*Etant donné que le prolétariat n'est pas révolutionnaire, voyons s'il est encore possible qu'il le devienne et pourquoi on a pu croire longtemps qu'il l'était déjà*".

Comme on le voit, en 1980, la classe ouvrière continue à faire couler de l'encre. En l'occurrence, ici, celle d'André Gorz, dernier requis parmi les Intellectuels "*de gauche*" pour exécuter la sentence et détruire enfin le vieux mythe d'une classe ouvrière porteuse de l'avenir.

Dernier en date, mais sûrement pas le dernier. Quant aux aînés dans la carrière, ils sont légion. L'histoire du capitalisme est pleine de ces noms vite oubliés qui se sont fait une gloire éphémère à exorciser la révolution en tirant un parti plus ou moins habile des "*vérités nouvelles*" que la conjoncture semblait les autoriser à énoncer.

Il n'est que de revenir aux années 60. Cette période qui était celle d'une croissance accélérée du capitalisme nous apporta une floraison d'analyses qui décrivaient la classe ouvrière comme "*engluée dans la société industrielle avancée*".

"*Classe ouvrière embourgeoisée*" tel était le verdict d'un jugement dont le plus célèbre procureur fut Herbert Marcuse.

Réfutation en trompe-l'œil

Survint, en France, mai 1968. Sale coup pour nos théoriciens. L'entrée en scène massive de la classe ouvrière venait de ruiner toutes les spéculations sur son apathie. La vigueur et l'ampleur de l'affrontement rendaient impraticable l'escamotage de la lutte de classe.

Croyez-vous que nos critiques du prolétariat désarmèrent pour autant ? Pas du tout. Ce furent derechef les étudiants, ingénieurs et techniciens qui furent promus au rang d'avant-garde du mouvement révolutionnaire.
On parla d'eux comme de la "*nouvelle classe ouvrière*".

Mais, - nouvel avatar de la théorie - il s'avéra assez vite que l'engagement anticapitaliste de ces couches restait (on peut le déplorer) limité et en tout cas bien trop timide pour légitimer les qualités d'avant-garde qui leur avaient été attribuées. A l'inverse, c'est une combativité importante des ouvriers - OS et immigrés - qui se manifesta pendant la première moitié des années 70. Ouvriers, ils étaient et sans conteste, engagés dans la lutte anticapitaliste. Qu'à cela ne tienne, il se trouva des gens pour analyser finement toutes les particularités de ces luttes et y trouver des confirmations à leurs thèses. D'après eux, ces luttes portaient témoignage du fait que tout le reste de la classe ouvrière (ceux qui répondaient à d'autres caractéristiques que celles d'immigré, ou d'OS sur chaîne) n'était pas révolutionnaire.

On s'épuiserait à suivre tous les méandres d'une pensée dont la seule constante tient dans le but : nier l'existence de la classe ouvrière comme classe révolutionnaire, seule capable de diriger la lutte pour le socialisme.

II serait simple de rappeler pour mettre un terme à ces bavardages, que depuis 150 ans qu'elle existe dans notre pays, la classe ouvrière n'a au total, jamais cessé de lutter contre ses exploiteurs ; en écrivant plusieurs fois l'histoire avec son sang. Mais, comme chacun sait, la preuve de l'oeuf c'est qu'on le mange. Pour ce qui concerne la classe ouvrière, ni en France, ni en Allemagne, ni en Angleterre, bref dans aucun des pays qui furent les berceaux du socialisme scientifique, elle n'a fait la révolution.

Alors, on est bien obligé de concéder à M. Gorz et aux autres qu'il reste la place pour un débat.

On est d'autant plus contraint de le faire du fait de la dégénérescence du PCF. Celui-ci qui continue d'influencer notamment à travers la CGT, voire d'organiser, de nombreux militants ouvriers conscients, imprime à l'activité de la classe ouvrière une somme de symptômes "*non-révolutionnaires*" qui alimentent les constructions théoriques de ces messieurs.

En effet, la classe ouvrière apparaît-elle aujourd'hui sur la scène politique comme une force disposant d'un projet de transformation radicale de la société ? Non. Et cette situation est d'autant plus criante que la société capitaliste est en crise.

La crise et les différenciations supplémentaires qu'elle introduit dans la classe ouvrière, voilà précisément la réalité nouvelle qui se trouve à la base des thèses formulées par Gorz dans son essai intitulé "*Adieux au prolétariat*". Soulignons au passage que ces thèses - et c'est en cela qu'elles nous intéressent - sont partagées, aux variantes près, par toute une série de publicistes et d'idéologues situés au point d'intersection entre la direction confédérale de la CFDT et l'état-major rocardien. Ils ont pour noms : Touraine, Julliard, Rosanvallon, etc.

Revenons à Gorz. Comme vous l'aurez compris, pour cet intellectuel humaniste, il n'est pas douteux que la classe

ouvrière a perdu - si tant est qu'elle ait jamais eu - tout caractère révolutionnaire. Pourquoi ? Et au profit de qui ?

Pour dire les choses rapidement, disons que Gorz assoit le premier point de sa démonstration sur une réfutation en trompe l'œil des analyses de Marx concernant le rôle historique de la classe ouvrière. Comment procède-t-il ? Selon lui. Marx aurait raisonné en fonction d'un état temporaire (ou : l'analyse de Marx valait pour...) et bien particulier du prolétariat ; lorsque celui-ci était essentiellement composé d'ouvriers qualifiés maîtrisant - par leur savoir-faire, leur métier - le processus de production des richesses. De cette maîtrise (individuelle) de ses membres, le prolétariat aurait tiré la capacité (collective) à maîtriser, et donc à diriger, l'ensemble de la production sociale. Face à une telle classe ouvrière, les capitalistes apparaissaient d'emblée pour ce qu'ils sont, à savoir des parasites superflus.

Minorité privilégiée et "néo-prolétariat" sans statut

La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était. Dans sa masse elle est composée d'ouvriers qui sont devenus de simples auxiliaires des machines. Accomplissant des tâches tellement déqualifiées et parcellaires, ils ont perdu toute compréhension du processus de production. La classe ouvrière entièrement dominée par les impératifs de fonctionnement de l'appareil de production a du même coup perdu tout pouvoir de contestation du capitalisme.

Sur ce point, on peut faire rapidement deux remarques :

1) La prétendue réfutation de Marx n'est au mieux qu'un constat de faillite des thèses anarcho-syndicalistes.

2) En effet, Marx n'a jamais fondé son analyse du rôle historique de la classe ouvrière sur le fait qu'elle serait détentrice d'un "*savoir-faire*" indispensable à la production sociale, mais sa *place* dans la production.

Mais, passons aux deuxième point de la thèse exposée dans ces "*Adieux au prolétariat*". C'est-à-dire, puisque le prolétariat est disqualifié comme force révolutionnaire, "*de qui peut venir la possibilité d'un dépassement du capitalisme*" ?

II faut noter ici que Gorz se pose la question d'en finir avec le capitalisme (encore que, le plus souvent, lui et ses acolytes préfèrent parler en termes tout à fait ambigus de "*société industrielle*"). Formellement, il n'est pas un apôtre de l'extinction de la lutte des classes ou, comme dirait Touraine, un "*libéral-libertaire*". Il prétend simplement que la lutte de classe a pris des formes nouvelles et que son protagoniste actif en est aujourd'hui un "*néo-prolétariat*" qu'il appelle encore la "*non-classe*".

Pour en savoir plus sur cette "*non-classe*", nous aurons la prudence de citer l'auteur lui-même.

Composée des "*chômeurs actuels et virtuels, permanents et temporaires, totaux et partiels*", "*cette non-classe, à la différence de la classe ouvrière, est produite non pas par le capitalisme... (mais) ...par la crise du capitalisme*". Elle est distincte, voire opposée, "*à la classe des ouvriers stables syndiqués, protégés par un contrat de travail et une convention collective*".

D'ailleurs, "*cette classe ouvrière traditionnelle n'est plus qu'une minorité privilégiée*". Tandis que, "*la majorité de la population appartient à ce néo-prolétariat post industriel des sans-statut et des sans-classe qui occupent des emplois précaires d'auxiliaire, de vacataire, d'ouvrier d'occasion, d'intérimaire, d'employés à temps partiel*".

Pour ces "*néo-prolétaires*", "*le travail cesse d'être une activité ou même une occupation principale pour devenir un temps mort en marge de la vie, où l'on se "*désoccupe*" à gagner quelque argent*"

Tels qu'ils sont décrit par Gorz, ces "néo-prolétaires" sont d'ores et déjà libérés de l'aliénation du travail et leur radicalité révolutionnaire tiendrait au fait qu'ils sont "*ici et maintenant*" entièrement préoccupés par un épanouissement de l'individu à conquérir contre la "*puissance universelle des appareils*".

Nous n'aurons pas la malveillance de suggérer un rapprochement entre ces théories et les slogans publicitaires de Manpower ou bien encore avec les ardeurs du CNPF à célébrer la primauté de l'individu... Nous ne suggérons pas, mais enfin tout de même !

Où veulent-ils en venir ?

A tant se féliciter de la "*décomposition*", de "*l'éclatement*", de la "*dissolution*", de la classe ouvrière en une "*nébuleuse d'individus*", M. Gorz se place à l'exact opposé des préoccupations des travailleurs qui cherchent "*comment s'unir pour faire face aux attaques conjointes et coordonnées du patronat et du pouvoir ?*". Voilà pour la portée immédiate des spéculations théoriques sur la "*non-classe*". Sa portée stratégique s'inscrit, elle, dans le droit fil du réformisme, de l'aménagement-acceptation du système. Bien sûr, si Gorz entendait ça, il rétorquerait avec une moue méprisante qu'il s'agit là d'une affirmation toute faite "*émanant d'un esprit encombré par le dogme et les vieux préjugés du mouvement ouvrier*".

Soit, mais puisque nous lui avons laissé l'usage de son droit de réponse, nous pouvons poursuivre.

1) Ce qui fonde l'existence du prolétariat c'est sa place dans la production. Producteur collectif des richesses, il en est lui-même dépouillé.
2) Cette situation d'exploité il ne peut l'abolir qu'en supprimant sa cause première : à savoir la propriété privée des moyens de production.
3) Cette expropriation des capitalistes ne peut s'accomplir qu'en ayant détruit leur Etat qui est le garant (violent) de la souveraineté du capital.

Il est évident que s'il n'y a pas de prolétariat existant dans l'antagonisme avec la classe capitaliste, toutes ces transformations deviennent sans objet. Dès lors, le seul changement possible et raisonnable consiste en une démocratisation de l'Etat existant.

A faire en sorte que le poids dont il écrase la "*société civile*" soit au maximum allégé (c'est en gros ce que propose Rocard avec ses coopératives, ses mutuelles, sa vie associative et sa décentralisation).

Ayant posé ce point, nous ne sommes pas quitte avec Gorz. Car, c'est justement ici qu'il nous attend, goguenard. "*Fort bien, dit-il vous prenez le pouvoir, vous chassez les capitalistes et ensuite vous rééditez l'expérience soviétique. Joli programme !*"

Cette objection, on ne peut l'esquiver avec des pirouettes à la Marchais. Est-ce que le socialisme sauce Brejnev nous convient ? Non. Savons-vous comment nous y prendre pour éviter pareil naufrage de nos objectifs d'émancipation ? Non, on ne peut pas actuellement donner de garanties formelles à ce sujet.

Force est de constater que le socialisme demeure un champ d'expérience. Et d'ailleurs, quelles que soient les expériences positives et négatives accumulées dans ce domaine par d'autres peuples, les problèmes en France (et en Europe) se poseront à bien des égards dans des termes différents (ce qui ne veut pas dire avec plus de simplicité).

Là encore, on doit bien reconnaître avec Gorz qu'il y a matière à débat. C'est si vrai que cette question fait partie des préoccupations actuelles de la classe ouvrière. Simplement, là où Gorz peut se permettre de rêver sur la société et le mode de vie qui lui conviendrait le mieux, la classe ouvrière, elle n'a pas d'autre choix que d'affronter l'avenir en commençant par mettre à bas le système capitaliste parce qu'elle est la classe exploitée pour laquelle, la domination de la bourgeoisie égale le maintien de l'esclavage. Cette différence de position dans la société entre Gorz et les ouvriers (quel que soit leur statut) explique sans doute la différence de point de vue.

Pierre MARCEAU

Annexe 91 (du chapitre 12)

La Forge, les syndicats et le PCF

Les titres et les articles de La Forge dès juillet 1979, donnent le ton et le sens des orientations du PCOF en matières syndicales et aussi vis-à-vis du PCF et de la gauche au pouvoir.

- **La Forge** n°3 de juillet 1979 en page 3 aborde les 35h : « Sur la revendication des 35 heures/semaine ».
-**La Forge** n°6 du 15 au 30 septembre 1979, titre : « **Dressons-nous contre la politique de collaboration de classe des appareils syndicaux !** » l'article pages 1-3-4-5- dénonce « *Les propositions « réalistes » de la CFDT.* » et explique que « *Depuis mai 68, la CFDT n'a cessé de faire de la surenchère face à la politique « responsable » de la CGT et s'est efforcée de récupérer l'opposition de nombreux travailleurs et syndicalistes honnêtes à la politique de collaboration de classe de la CGT et des révisionnistes du PCF. Mais avec la crise, l'image du syndicat « gauchiste » et même « de lutte de classe » de la CFDT a volé en éclat. La CFDT a jeté le masque.* ».
-Dans le n°8 de La Forge du 15 au 31 octobre 1979, une correspondance ouvrière en page 3 fait une analyse « **A propos des 35 heures par semaine** ».
-La Forge n°15 –du 1 au 15 février 1979- titre : « **Le pouvoir veut faire du mouvement syndical un instrument au service des plans de guerre de l'impérialisme** ».
-Un article page 3 et 4 du n°15 de La Forge est intitulé : « **Du syndicalisme rouge à la collaboration de classe vers son intégration progressive dans l'appareil d'Etat** ».
-Dans La Forge n°16 –du 15 au 29 février 1980 l'article pages 2-3-4- : « **La bataille de l'acier de la CGT : Un plan-acier de collaboration de classe** » critique fortement « *Le plan Acier de la CGT » qui a « été lancé en réponse au plan de restructuration « Davignon » et pour dévoyer et briser la résistance des populations travailleuses de régions entières, les sidérurgistes en tête.*» l'article montre le caractère impérialiste de ce plan.
-La Forge n°20 du 15 au 30 avril 1980 –pages 5-6-7- : « **La ligne de la CGT : un syndicalisme de cadre pour gérer la crise** »
-La Forge n°26 –du 15 au 31 juillet 1980 :
« Que penser de la « Pétition Nationale pour l'Union dans les Luttes » -pages 4-5-

-La Forge n°27 d'août 1980 annonce : « Rapport Giraudet sur la réduction du temps de travail : Le mouvement syndical n'a

rien à attendre de bon des plans des capitalistes » -pages 1-3-5-
-La Forge n°29 –du 15 au 30 septembre 1980 :
« Les événements de Pologne : Quels enseignements ? » -pages 3-4-
-La Forge n°30 du 1 au 15 octobre 1980 :
« La rupture syndicale : nouvelle tactique pour mieux encadrer et tromper les travailleurs » -pages 1-3-4-
«Pologne. La classe ouvrière n'a qu'un drapeau : le drapeau rouge » -pages 4-5-
-La Forge n°32 –du 1 au 15 novembre 1980 :
Ce n°32 de La Forge commence la publication d'une série d'articles dans les n°32-33-34- au sujet du plan de sauvetage de l'automobile du PCF et de la CGT.
« Le plan de sauvetage de l'automobile du PCF et de la CGT : un plan de sauvetage du capitalisme (1) » pages 2-3-
« Rencontre CFDT – AFL-CIO : Nouvelles convergences » -pages 1-4-
« E. Maire en Lorraine : « Action syndicale d'abord » ! –page 4-
-La Forge n°33 –du 15 au 31 novembre 1980-
« Le plan de sauvetage de l'automobile du PCF et de la CGT : un plan de sauvetage du capitalisme (2) » pages 3-4-5-
« Bassin Houiller de Lorraine riposte ouvrière et sabotage des directions syndicales : Grève générale illimitée pour les mineurs de charbon de Lorraine » -pages 1-6-
« Les syndicats révisionnistes et réactionnaires instruments de la bourgeoisie contre la classe ouvrière polonaise » -pages 9-10-
« Le programme militaire du PCF : un programme militariste et chauvin » -pages 2-3-
« Manufrance ou l'impossible autogestion » -pages 8-9
-La Forge n°34 –du 1 au 15 décembre 1980- :
« Le plan de sauvetage de l'automobile du PCF et de la CGT : un plan de sauvetage du capitalisme (3) » pages 5-6-
« Lorraine : Sabotage de la grève aux HBL »- pages 1-4-
« Le PCF et l'immigration : entente avec la réaction et soumission a ses plans »
-La Forge n°35 du 15 au 31 décembre 1980 :
« Les manœuvres de l'impérialisme dans le mouvement syndical » -page 4-
-La Forge n°36 du 1 au 15 janvier 1981 :
« Un stage syndical de base CGT pas comme les autres » (Correspondant OSR) pages 2-3-
« Schmid : « Produire français » ou lutter contre les licenciements » (Cellule Clara Zetkin) page 3
« Forges de Strasbourg : la ligne et la pratique de la CGT désarment la classe ouvrière –page 4-
Les municipalités révisionnistes contre les travailleurs :
« De la parole aux actes » -page 5-
« Ivry-Vitry, le PCF franchit un pas dans sa campagne chauvine contre les travailleurs immigrés » pages 5-6-
-La Forge n°37 –du 15 au 31 janvier 1981- :
« L'« affaire de Vitry » : une campagne anti-communiste et de division du peuple »
Le 3/1/81 –pages 5-6-
Le 10/1/81 : intervention de l'URP (Correspondance URP) –page 5-
-La Forge n°38 du 1 au 15 février 1981 :
« Corbeil : SNECMA quel intérêt défend le PCF et la CGT ? –page 4-
« St Etienne : Manufrance L'autogestion, est-ce la solution ? » -pages 5-6- (cet article est signé : Comité d'initiative pour l'Opposition Syndicale Révolutionnaire –Grenoble-)
-La Forge n°39 du 15 au 28 février 1981 :
« Comment comprendre les dernières actions et prises de positions du PCF ? » pages 1-2-3-
« Le programme du PCF : un programme aux couleurs de l'impérialisme » (extraits du programme de l'URP)
-La Forge n°40 –du 1 au 15 mars 1981- :
« Les directions syndicales et la campagne électorale » -page 5-
« St. Denis : un exemple de l'application de la ligne chauvine du PCF » -page 9-
-La Forge n°41 du 15 au 31 mars 1981 :
« A propos de l'Appel des 60 » pour changer la direction du PCF : Composer avec le révisionnisme ou édifier le parti de la révolution » -pages 3-4-
-La Forge n°43 –du 15 au 30 avril 1981- :
« Quand le PCF utilise 36 à des fins contre-révolutionnaires » -pages 2-3-
« Contestation et menaces de scission dans la CGT » -pages 4-5-
-La Forge n°46 –du 1 au 15 juin 1981 :
« De reniements en reniements le PCF s'achemine vers la fusion complète avec la social-démocratie » -pages 3-4-
« Un Congrès CFDT-PTT après l'élection de Mitterrand » -pages 6-7-
« L'Opposition Syndicale Révolutionnaire aux PTT ! » page 7

-La Forge n°47 –du 15 au 30 juin 1981- :

« Les premières mesures sociales du gouvernement Mitterrand » -pages 1-2-3
« Mitterrand entends-tu ? Le peuple veut le changement ! » -pages 1-2-
« Le PCF qui n'ose plus dire son nom » -pages 1-3-4-

-La Forge n°48 –du 1 au 15 juillet 1981- :

« ***« Fabriquons français » n'est pas un mot d'ordre pour nous !*** » Extraits du « Front des travailleurs », bulletin du comité d'initiative de l'OSR – Grenoble- pages 5-6-

« *Contre le contrat de paix sociale, luttons pour nos revendications » Mercredi 1er juillet 81 : conseil des ministres… annonce d'un train de hausse pour le peuple….*
et d'une aide financière aux patrons » -page 1-

-La Forge n°49 du 15 au 31 juillet 1981, titre : « Pas d'accord sur les 39h, défendons nos acquis ! » -page 1-
« La contestation dans le PCF » -page 3-
« Coopérative ouvrière ou le piège de la collaboration de classe » -page 6-

-La Forge n°50 –du 1 au 31 août 1981- :

« Nationalisations : le plan de la social-démocratie pour accroître les profits de la classe capitaliste » -pages 1-2-3-
« ***La position de notre Parti sur le protocole d'accord sur les 39 h*** » -supplément n°11-

-La Forge n°55 –du 1 au 15 novembre 1981- :

« Projet de résolution au 24ème congrès du PCF : la voie française pour un socialisme à la française » -pages 1-3-
« nationalisations : le cercle infernal » -pages 4-7-
« Luttes revendicatives et tactique des directions syndicales CGT et CFDT » -pages 5-6-
« Tours Sprague : les ouvriers disent NON au protocole sur les 39 H. » -page 6-
« Le congrès du PS à Valence : Marcher d'un seul pas au service de l'impérialisme français » -page 5-

-La Forge n°56 –du 15 au 30 novembre 1981- :

« 6 mois de gestion social-démocrate : quel changement pour les travailleurs ? » -pages 1-2-
« Rapport Auroux sur les droits des travailleurs » -pages 2-3-4-

-La Forge n°57 –du 1 au 15 décembre 1981- :

« A propos du projet de résolution du 24ème congrès du PCF : Combattons le réformisme, fossoyeur de la révolution » (Contribution du Comité de Parti Pierre Semard) –page 4-
« Tours Sprague . Les « cercles contrôle qualité » : Nouveau piège patronal » -page 5-
« Congrès de l'Union Départementale CFDT Bas Rhin » Correspondance OSR –page 5-
« Cheysson en Yougoslavie : voyage au pays du socialisme autogestionnaire agonisant » -page 10-

-La Forge n°61 –du 1 au 15 février 1982- :

« Voilà venu les temps des ordonnances » -pages 4-5-

-La Forge n°62 –du 15 au 28 février 1982- :

« Les grèves suite à l'application de l'accord sur les 39 h » page 4

-La Forge n°63 –du 1 au 15 mars 1982- :

« Syndicalisme solidaire ou syndicalisme de classe ? » -pages 1-2-
« A propos de la Pologne : La ligne de démarcation » -page 4-

En avril 1982 le PCOF va publier une brochure sur « **Le PCF : " Parti de gouvernement "** *Recueil d'articles parus dans La Forge de juillet 1981 à Mars 1982* ».

Annexe 92 (du chapitre 12)

L'OCML-VP, les syndicats, la gauche, les 35 heures

1976-1977-1978 : L'ancêtre de VP

L'OCML-PLP –Organisation Communiste Marxiste-léniniste Pour Le Parti- avant de fusionner avec l'OCML-Voix Prolétarienne pour devenir OCML-Voie Prolétarienne, publiait le mensuel « Pour le Parti » le sous-titre est : Journal communiste marxiste-léniniste pour la reconstruction du parti communiste. Le journal PLP (ancienne série) comptera 14 numéros d'octobre 1976 à janvier 1978. La nouvelle série de PLP du n°1 (janvier 1978) au n°12 (février 1979) porte le même sous-titre qui devient à partir du n°13 de mars 1979 « Journal de l'Organisation Communiste Marxiste-léniniste Voie Prolétarienne ». Au n°15 la mention « nouvelle série » disparaît. PLP continuera d'être publié par l'OCML-VP jusqu'en 1985 et deviendra le mensuel « Partisan » (toujours publié par VP).

L'ancêtre de VP, est déjà bien impliqué dans les luttes concrètes au sein de la classe ouvrière et certains de ses militants sont à la CFDT. La question du débat, de la lutte de lignes, de produire des analyses approfondies sur la base de l'expérience dans la classe ouvrière est le souci constant de cette organisation. Le sujet de la réduction du temps de travail et notamment des 35 heures sera un axe important pour VP.

Quelques titres d'articles de PLP (ancienne série) de cette période illustre bien les préoccupations de cette organisation :

-PLP n°1 –octobre 1976- :

« Lip, Griffet, à propos de la tactique communiste dans les luttes ouvrières » -pages 21-22-23-

-PLP n°3 –décembre 1976- :

« Contre l'opportunisme dans le travail de conquête de l'avant-garde ouvrière » pages 6 à 8.

« Quand le PS discute avec les patrons…… ou la « gauche » à cœur ouvert » -pages 13 à 15-

-PLP n°4 –janvier 1977- :

« Lutter contre le centrisme dans un esprit d'unité » -pages 1 à 7-

« A propos de la lutte des ouvriers du Parisien Libéré » -pages 23 à 27-

-PLP n°6 –mars 1977- :

« A nouveau sur les nationalisations » -pages 10 à 14-

-PLP n°7 –avril 1977- :

« L'anarchosyndicalisme : Un obstacle toujours actuel » pages 10 à 15

-PLP n°10 –septembre 1977-

« Malville : le nucléaire et le capitalisme » pages 17-18-19-20-21-

-PLP n°13 –décembre 1977- : « La ''gauche'' de l'Union au secours de l'Union de la ''gauche'' –page 2-

Un tract de 4 pages est joint avec le PLP n°13. Ce tract dénonce la CGT et la CFDT qui veulent le 1er décembre « *nous faire suivre la politique des réformistes bourgeois* ». Le tract de l'ancêtre de VP n'est pas en reste pour critiquer « Les directions CGT et CFDT » qui « lancent des cris de guerre contre la crise, mais arment les ouvriers avec des pétards mouillés… », « CGT et CFDT parlent d'indépendance syndicale mais font du racolage pour la politique réformiste de l'Union de la gauche ». Le tract précise l'axe de l'organisation concernant les syndicats : « Ouvriers, notre tâche est de reconquérir les syndicats, de les arracher aux chefs embourgeoisés traître à la classe ouvrière », « Le syndicat dont nous avons besoin,

-c'est un syndicat internationaliste, car la classe bourgeoise est multinationale.

-c'est un syndicat de lutte de classe, car les intérêts de la classe ouvrière sont irréductiblement opposés à ceux du patronat et de la classe bourgeoise.

-c'est un syndicat révolutionnaire, car seule la révolution prolétarienne et le socialisme pourront en finir avec l'exploitation et la misère.

Il nous faut renouer avec les glorieuses traditions de la CGTU révolutionnaire, avec Monmousseau, Semard, J-P Timbaud, syndicalistes et communistes.

Notre place est DANS le syndicat, et non dehors. L'organisation syndicale révolutionnaire unique, nous l'édifierons CONTRE les directions réformistes, et non à côté. »

-PLP n°14 –Janvier 1978- :

« Pour une tactique électorale anti-révisionniste » -pages 9 à 15- Cet article illustre bien la position en matière électorale de ce qui deviendra VP. Il préfigure le vote Mitterrand au second tour en mai 81, puis l'abstention dans d'autres élections et même le vote… pour Arlette Laguillier (LO) en 1995, pour les listes LO-LCR aux régionales de 2004 ou bien l'abstention en 1983 et 2012…

PLP (nouvelle série)

-PLP n°1 (ns) –février 1978- :

« Nationalisations et démocratie » -pages 10 à 14-

-PLP n°5 (ns) –juin 1978- :

« L'intérim : Une sérieuse attaque contre la classe ouvrière » -pages 9 à 14-

-PLP n°8 (ns) –octobre 1978- :

« Les réformistes ne luttent pas contre le chômage » -pages 6 à 10-

« Apprendre des luttes ouvrières : Trois leçons de la lutte de la SPLI » -pages 11-12-

« L'autogestion yougoslave : Derrière les mots. » -pages 13 à 17-

-PLP n° 9 (ns) de novembre 1978 :

«Le 40ème congrès de la C.G.T. –pages 3-4-5-6-7-

« Non aux 1920 heures » -pages 7-8-9-10-11-

« Apprendre des luttes ouvrières » -pages 16-17-18-

-PLP n°10 (ns) de décembre 1978 :

« 35 heures pour vivre et pour lutter » -pages 4-5-6-7.

A la question : « L'obtention des 35 h, résoudrait-elle le problème du chômage ? » l'article dit que cette bataille pour les 35 h est « *Une bataille que nous ne menons pas au nom de la suppression du chômage (chose impossible sous le capitalisme). Ni dans le cadre de ce qui est « acceptable » pour le capitalisme. Mais une bataille pour nous défendre contre l'exploitation capitaliste, pour imposer un recul (même momentané) à ses profits, sans nous soucier de « l'économie nationale ». Une bataille pour mettre à nu les ressorts de l'exploitation ouvrière (l'extorsion de la plus-value). Une bataille pour montrer qu'effectivement le niveau atteint par les forces productives modernes permet la libération de l'homme* ». Cet extrait donne le cadre dans lequel VP entend intervenir sur le sujet de la RTT.

« Lutte contre les chômeurs ou lutte contre le chômage ? » -pages 7-8-
« Les réformistes au secours des Prud'hommes » -pages 9-10-

Mars 1979 : L'OCML-VP arrive…

PLP devient le journal de VP
PLP devient au n°13 de mars 1979 le journal de L'OCML-VP (appelée communément VP –Voie Prolétarienne-).

L'OCML-VP est fondée en mars 79. Elle a eu des militants dans la CFDT, ils vont s'en éloigner du fait de la ligne de plus en plus droitière de la confédération (recentrage). VP a quelques militants à SUD et anime sur internet depuis novembre 2005 le blog « **Où va la CGT ?** ».

La liste des articles de **PLP** concernant les syndicats, la gauche, la RTT dans la période 1979-1983 est significative, car elle montre que :
-la gauche et la droite défendent, gèrent le capitalisme et l'impérialisme français
-la gauche et les directions syndicales CGT-CFDT sont des réformistes
-dès 1981 la gauche au pouvoir gère le capitalisme en crise
-la RTT, les 35h, sont des axes de luttes importants pour une démarcation avec le réformisme
Cette liste de PLP (comme celle de la Forge) dont j'ai extrait les titres des articles principalement consacrés :
-au réformisme, aux syndicats CGT et CFDT, aux luttes ouvrières, au PCF ;
-à la critique de la gauche au gouvernement, à la Pologne, à l'économie capitaliste ;
montre que VP ou le PCOF n'ont pas versé dans le « soutien critique » au gouvernement de gauche, contrairement à d'autres organisations comme le PCRml…
VP appelle à voter Mitterrand au second tour, pas pour faire pression ou influer sur les décisions de la gauche mais tactiquement pour montrer, faire l'expérience avec les travailleurs que la gauche mènera une politique de gestion des intérêts de l'impérialisme français.
-**PLP n°36** –avril 1981- présente le point de vue de VP : « **Elections : notre position** » -pages 4-5-6-7- :
« *Notre position pour l'élection présidentielle est d'appeler à voter pour le candidat réformiste quel qu'il soit au deuxième tour tandis que nous recommandons l'abstention au premier tour faute de pouvoir présenter ou soutenir un candidat révolutionnaire.*
La tactique et l'analyse qui conduisent à cette position ne sont pas fondées sur des considérations passagères. Nous avions préconisé le vote pour les candidats du « programme commun » en 1978, et en 1974 nous avions adopté la même position à l'égard de Mitterrand, ou soutenu une position semblable de l'ex-groupe marxiste-léniniste ''L'Eveil''. » -page 4-
Le PCOF est dans une autre configuration car il prône l'abstention donc ne soutient pas Mitterrand.

-**PLP n°14** (ns) –avril 1979- :
« Unité de la classe ouvrière ? Ne racontons pas d'histoire » -pages 2-3-4-
« Collaboration de classe à 100% pour supprimer les 90% ! » -page 7-
« CFDT : recentrer… vers le réformisme ! » (Brigitte Clément) -pages 8-9-10-11-
« Petit aperçu de la ligne réformiste de la CFDT » (Colette Denain) –pages 11-12-
-**PLP n°15** –mai 1979- : « Renforçons l'unité de la classe ouvrière » (Colette Denain) –pages 9 à 12-
-**PLP n°16** –juillet 1979- : Syndicats : les disputes des dirigeants réformistes et l'unité de classe » (Xavier Nelson) p.23 à 26
-**PLP n°17** –juillet 1979- : « La lutte pour les 35 heures, les réformistes et nos tâches » (Brigitte Clément – Charles Paveigne) -pages 5 à 9-
-**PLP n°18** –septembre 1979- : « Dossier : Lutter pour l'unité de la classe ouvrière multinationale. » -pages 13 à 20-
Notre soutien à la lutte des sonacotra » (Théo SINCLAIR) –pages 13 à 17-
Motion de soutien au comité de coordination » -pages 17-18-
Les « sonacotra » à la porte de notre usine… » -pages 19-20-
Un itinéraire opportuniste comme tant d'autres… » -pages 25-26-27- Cet article réalisé par une correspondance de Lyon concerne les rapports difficiles entre organisations ML dans une section CFDT (dans ce cas précis il s'agit de l'HR (PCML), du PCRml et de VP. Cette « Lettre aux délégués CFDT après leur décision de refuser ma candidature aux élections de délégués du personnel » en témoigne.
-**PLP n°22** –janvier 1980- : L'éditorial pages 2-3-4-5-6-7-8- intitulé : « **Nos bons vœux et les leurs** »
précise dans « ***Impasse réformiste, trahison réformiste*** » que :
« *Englués dans le culte de la démocratie bourgeoise les réformistes s'égosillent à réclamer réformes et aménagement du capitalisme tout en luttant farouchement contre tous les germes d'aspirations et de violences révolutionnaires qu'engendre le combat de classe. Au non de « l'intérêt national » ils mènent la lutte ouvrière à*

l'échec en prétendant lui faire défendre mieux que le font les patrons les intérêts de l'entreprise, de la nation capitaliste. »

L'article se poursuit en donnant l'exemple de Denain

« *où la CGT occupe l'usine en liant la défense de l'emploi à la défense de l'intérêt national, où la CFDT avec les pires jaunes, dénonce l'occupation de l'usine en liant défense de l'emploi aux respect des plans patronaux, illustre tragiquement l'impasse où mènent les trahisons réformistes.* » -page 4-

A la page 5 « CFDT : recentrage et consensus » y sont clairement critiqués.

Un dossier en pages centrales (15 à 26) revient en détail sur « La grève d'Alsthom-Unelec Saint-Ouen. Quelques enseignements ».

-**PLP n°23** –février 1980- : « Le PCF et l'autogestion » (Emile Mauvin) –pages 16 à 19-

« Renault : Le PCF, les cadres et l'autogestion » (NV) –pages 20-21-22-

-**PLP n°24** –mars 1980- : « Les patrons : ''Vive les syndicats réformistes !'' » -pages 6-7-

-**PLP n°24** –mars 1980- revient dans un article signé de Colette Denain et Patrick Morvan sur « La grève d'Alsthom-Unelec Saint-Ouen. Quelques enseignements » -pages 25 à 30-

-**PLP n°25** – avril 1980 : « Ce que révèlent les révélations de « l'affaire Marchais » (Charles Paveigne) –pages 2 à 5-

-**PLP n°26** –mai 1980- : « Abolition du travail temporaire : une lutte pour l'unité de la classe ouvrière » (G.F) –pages 8 à 12-

« Pétition pour l'Union dans les Luttes : tous ensemble… mais vers où ? » (C.Denain) p. 24 à 26

-**PLP n°29** –septembre 1980- l'éditorial en une annonce : « Pologne : La brèche » (Xavier Nelson) -pages 1 à 5

-**PLP n°30** –octobre 1980- : « Editorial : Syndicats CFDT - CGT : Querelles d'épiciers hantés par la faillite (Gilles Fabre, Charles Paveigne) –pages 1 à 5- Dans le dossier « Pologne » en pages centrales (13 à 19) Emile Mauvin écrit «en Pologne aussi la révolution est à l'ordre du jour » -pages 16-17-18-

Charles Paveigne signe l'article « le parti du travail d'albanie contre les grèves des ouvriers polonais » -page 19-

-**PLP n°31** –novembre 1980- : « Habiller Pierre ou Paul ? ou comment les réformistes défendent nos intérêts » -page 25-

« Aménagement du temps de travail… … vers une exploitation accrue » -pages 26-27-28-

« A nouveau sur les ouvriers polonais » (Emile Mauvin) –pages 28 à 30-

-**PLP n°32** –décembre 1980- : « Le PCF et les immigrés » pages 5 à 11-

Aux pages 12 à 14 un article signé par « Des syndicalistes CGT Câbles de Lyon » critique fermement « Les mensonges de la V.O. » concernant « la commission-immigrée ».

« Horaires variables : exploitation et division renforcées » -pages 25-26-

« Aménagement du temps de travail : Bilan d'une bataille dans l'UD CFDT du Rhône » -pages 26-27-

-**PLP n°33** –janvier 1981- : « Le PCF contre les immigrés » -pages 15 à 18-

« Aménagement du temps de travail » : « Et si on travaillait à mi-temps ? » « Autre exemple : les hôpitaux » -pages 33 à 38-

-**PLP n°34** –février 1981- : « Petit bêtisier du PCF : racisme grossier et idées courtes » -pages 6-7-

« Manufrance : on prend les mêmes (ou presque) et on recommence » (E Mauvin) -pages 28-29-30-

« Un peu d'histoire ! A propos de l'anticolonialisme du PCF» -pages 31-32-

-**PLP n°35** –mars 1981- : « *La lutte des ouvriers polonais : réforme ou révolution ?* » (Emile Mauvin) –pages 5-6-7-

« *Aménagement du temps de travail* » : « Temps de travail et socialisme » (Gilles Fabre) p. 12 à 15-

Dans la rubrique « ***A contre courant*** » en pages 19 à 24 (signé de Gilles Fabre) la première partie d'un article intitulé « ***A propos du reflux*** » revient sur ce terme qui était déjà apparu dans le n°3 de « **La cause du communisme** » (revue théorique et politique de l'OCML-VP) en –février 1981- page 54 « *Introduction : la période actuelle* » : « *Nous vivons incontestablement une période de reflux du mouvement ouvrier dans son ensemble* ». L'article de **PLP n°35**, pose la question « *Débâcle ou reflux ?* », précise « *La crise cause première du reflux* » qui « *transforme l'enjeu des combats spontanés* » met « *au premier plan la défense de l'emploi* », « *transforme la classe ouvrière elle-même* », « *appelle une autre société* » mais « *les échecs du socialisme brouillent l'avenir* ». l'article se poursuit en montrant « *Le caractère relatif du flux antérieur* » et que « *La crise accumule les facteurs d'un renouveau du mouvement spontané* ».

-**PLP n°36** –avril 1981- : "A contre courant : A propos du reflux (2ème partie et fin)» (Gilles Fabre) –pages 27-28-29-

« **Elections : notre position** » -pages 4-5-6-7- « ***Bonnet blanc ou blanc bonnet ?*** (*Couvre –chefs : Nous préférons le bonnet blanc de Mitterrand au blanc bonnet de Giscard*) ». A la page 7, la conclusion de l'article signé de Xavier Nelson porte le titre : « *La défaite de Giscard peut faciliter notre travail* ».

-**PLP n°37** –mai 1981- : « Côté syndicats… » -pages 21-22-

-**PLP n°38** –juin 1981- : l'éditorial pages 1-2-3-4-5- sous le titre « ***la rose est-elle rouge ?*** » Charles Paveigne indique page 3 :

« *Le PS et la CFDT ont déjà annoncé la couleur : ''on ne peut pas avoir tout, tout de suite'', ''donnez-nous le temps''. Les 35 heures ? Peut-être dans 5 ans. Mais de toute façon, ce sera en fonction de l'augmentation de la productivité, selon les branches, en échange de la généralisation du travail en équipe, ou d'une baisse du salaire réel, etc…*

Le PC et la CGT tiennent un langage un peu plus ''élevé'' : le SMIC à 3 300 F tout de suite… il faut se mobiliser à

la base et ne pas compter que sur le sommet… Et ce langage ce durcira à l'avenir, le PC n'attendant que le moment favorable pour reprendre son combat contre le PS. C'est-à-dire le moment où il sentira que les masses elles-mêmes commenceront à se détacher de Mitterrand, mais il se durcira non pas contre la politique bourgeoise du PS, mais pour exiger encore plus dans le même sens. Ce sera de nouveau ''produire français'', ''halte à l'immigration'' et autres slogans nationalistes exacerbés. »

« Maximalisme ou minimalisme ? un faux débat ! » (Gilles Fabre) -pages 7-8-

« Les fonctionnaires du capital » (Charles Paveigne) –pages 9-10-11-

-**PLP n°39** –juillet-août 1981- :

« Ça commence bien » (Charles Paveigne) -pages 6 à 9-

« Une politique de relance… de l'exploitation » (Patrick Morvan) –pages 11 à 17-

« Le PS et l'immigration » (Correspondante VP) –pages 18-19-

« Point de vue sur le recul du PCF » (Xavier Nelson) –pages 22 à 25-

« à la fête de LO » -page 28- cet article indique que « Pour la deuxième année consécutive, nous étions presents à la fête de Lutte Ouvrière qui se déroule dans la région parisienne ».

-**PLP n°40** –septembre 1981- titre « Rassurer la bourgeoisie c'est lui obéir »

« Durée du travail : une agression » (Xavier Nelson) –pages 3-4-5-

« A propos du temps de travail : 1936 et les 40 h » (G. Fabre) -pages 5-6-

« A propos de l'article : Maximalisme ou minimalisme » (Gilles Fabre) –pages 7 à 9-

« Pologne : Stabilisation ou marche en avant ? » (C Paveigne) –pages 25 à 27-

« vie de l'organisation : La période électorale » (Resp. Organisation Comité Directeur) –p. 23 à 26-

« Travailler en équipes, c'est pas une vie ! » -pages 31-32-

-**PLP n°42** –novembre 1981- :« négociations sur la durée du travail : où en est-on ? » (Danielle Figner) –pages 4-5-

« extrait d'un tract de la cellule d'Alsthom » -pages 6-7-

« Blanchisseries de Grenelle : réduction du temps de travail : à quel prix ? » (Danielle Figner) –pages 7-8-9-

« Travailler moins c'est possible » (Charles Paveigne) –pages 10-11-

« Pologne : Solidarnosc « Solidarité » à la croisée des chemins » (C Paveigne) –pages 12 à 14-

« La CGT licencie un délégué ouvrier » « …Comment des syndicalistes véreux et un patron… se débarrassent d'un délégué ouvrier… » -pages 20-21-

« Un film sorti à Paris, mi-septembre : histoire d'une radio « Lorraine Cœur d'Acier » (Correspondant VP) –pages 27-28-

-**PLP n°43** –décembre 1981- : « Temps de travail » -pages 4-5-6-7-8-9-

- « Le coup des ordonnances » (Danielle Figner) –pages 4-5-
- « et si on parlait de quel travail ? » (Danielle Figner) –pages 6 à 9-

« Dufour : Quel solution ? » (Nuria Vincent) –pages 10-11-

« Dossier Rapport Auroux : la démocratie contre la classe ouvrière » (Danielle Figner) -p 12 à 17-

- « quelle démocratie dans l'entreprise ? » –pages 12-13-
- « l'enjeu du rapport Auroux : la paix sociale » -pages 14 à 16-
- « CE : pour ou contre le droit de véto ? »

-**Supplément à PLP n°43** : « Fonderies Montupet : un licenciement politique » Ce supplément de 10 pages revient en détail sur le licenciement d'un militant de VP par le CE à majorité CGT…

-**PLP n°45** –février 1982- Dans ce numéro, la Pologne tient une place importante : 14 pages. L'article « Sur la religion en Pologne » -pages 11 à 13- est constitué d'extraits du livre de Jacques Sapir : « Pays de l'Est, vers la crise généralisée ». Editions Federop. 1980-

-**PLP n°46** –mars 1982- Charles Paveigne y signe un éditorial dont le titre en une est : « Fin de l'état de grâce ? » -pages 1-2-3-

« Temps de travail » -pages 9 à 20-

- « Les « colères de la CGT » (Nuria Vincent) –pages 9-10-11-
- « Partager ? Quoi ? Avec qui ? » (Charles Paveigne) –pages 12-13-14-
- « dans les faits… » -pages 15-16
- « interview à propos des équipes : le temps pour les femmes » -pages 17 à 20-

-**PLP n°47** –avril 1982- titre « la gauche toujours plus à droite »

« Temps de travail » -pages 4 à 13-

- « Durée du travail Métallurgie : un accord exemplaire… » (DF) –pages 4-5-
- « Durée du travail : l'accord à la General Motors » (Correspondance) –page 6-
- « CFDT un congrès syndical révélateur » (Correspondance) –pages 7-8-
- « Valentine : une grève contre l'ordonnance des 39h. » (Nuria Vincent) –pages 9 à 11-
- «Temps partiel : temps d'esclave. » (N Vincent) –pages 11 à 13-

« Rapport Auroux : ça se précise » « Droits des travailleurs : cinq projets de loi (Danielle Figner) –pages 16 à 18-

« Sur le droit de veto du CE » (Xavier Nelson) –page 18-

« La Coordination CGT pour la Pologne : l'opposition de sa majesté. » (Corr. VP) pages 25 à 27-

-**PLP n°48** –mai 1982- « Temps de travail » -pages 10 à 14-

- « 35 heures pour vivre plus mal ou autrement ? » (Danielle Figner) –pages 10-11-12-
- « Aménagement du temps de travail : Baisse du temps de travail et compétitivité » (C Paveigne) –pages 13-14-

« les « combats au couteau » des réformistes » (Charles Paveigne) –pages 22-23-

« femmes : droit à l'emploi ? » (Danielle Figner) –pages 23 à 27-

« MLF : comment se libérer du ménage ? » (TT) –pages 27-28-

-**PLP n°49** –juin 1982- :

« Citroën : la violence de l'exploitation » (Jules Michault) –pages 5-6-

« Citroën un enjeu pour la CGT » (Jules Michault) –pages 7 à 9-

« Le PCF et la lutte chez Citroën » (Jules Michault) –page 10-

« Travailler moins : produire pour qui ? (Charles Paveigne) –pages 11-12-13-

« Démocratie dans l'entreprise : Pour qui ? Pour quoi ? (Danielle Figner) –pages 19 à 22-

« Poitiers : la CFDT normalise à la polonaise » (Xavier Nelson) –pages 23 à 26-

-**PLP n°50** –juillet-août 1982- :

« Temps de travail » :

- « Tous à mi-temps ? » (Jules Michault) –pages 13 à 16-

« Congrès CFDT » :

- Recentrage, Réalisme, Rigueur : le même « R », la même chanson ! (Jules Michault) –page 16-

« Contrats de solidarité » :

- des cadeaux, encore des cadeaux.. .. .. aux patrons ! » (Jules Michault) -pages 17 à 20-

-**PLP n°51** –septembre 1982- en une titre : « Combattre ce gouvernement sans hésitation. »

« Austérité made in France » (Patrick Morvan) –pages 7 à 12-

« La CGT referme la boucle. » (Jules Michault) –pages 12-13-

« Dufour : qui brade ? » (Nuria Vincent) –page 13-

« Usinor de droite à gauche » (Correspondant VP) –pages 16 à 18-

- « Qu'est ce que le SLT ? » -page 17
- « La grève de la faim » -page 17-
- « prestige hiérarchique » -page 18-

-**PLP n°52** –octobre 1982- titre « PC . PS passent à l'attaque »

L'édito de Charles Paveigne commence par cette phrase : « Le gouvernement PC-PS attaque la classe ouvrière » -page 1-

« Lutte sur les salaires » « La lutte sur les salaires : exemple d'activité syndicale révolutionnaire (Correspondant VP) –pages 4 à 6-

« échelle mobile ? » (Charles Paveigne) –pages 6-7-

« la rentrée CGT à Renault : ''quel gachis !'' » (Correspondant VP) –pages 8-9-

« Bourgeoisie et inflation 'ou le pyromane pompier) » -pages 13 à 18-

-**PLP n°53** –novembre 1982- sous le titre « Le PCF est dans le coup » l'éditorial de Charles Paveigne, indique que « *PCF-CGT sont entièrement « dans le coup », et jusqu'au cou. Ou comme ils le disent eux-même : « Nous sommes les deux pieds dedans (dans le gouvernement) ». Mais ils proclament : « sans l'action des travailleurs nous ne pouvons rien ». Ainsi ce sont les travailleurs qui seraient responsables de ce qui leur arrive.* ». Cet édito, montre le double jeu du PCF et de la CGT qui finalement se « terminera » avec le départ du PCF du gouvernement en 1984.

« Assurance chômage en baisse – (le septennat de la solidarité) –Jules Michault- (pages 10 à 13)

« Blocage des salaires …et des syndicats ! : interview » (propos recueillis par Jules Michault) p.16-17

« Mendès : au pays des aveugles » (Xavier Nelson) –page 28-

-**PLP n°54** -décembre 1982- :

« Bilan lourd et sortie bloquée (Jules Michault) –pages 4 à 7-

« Crise : fermer les frontières ? » (C. Paveigne) –pages 12-13- Cet article critique la ligne « produire français » du PCF.

« Pologne : un compromis honteux » (C. Paveigne) –pages 16 à 18-

« Correspondance : droite-gauche même combat ? » (lettre de AG et réponse de X. Nelson) –p23 –24-

« Prud'hommes sanctionnons le vermine » (Jules Michault) –page 26-

-**PLP n°55** –janvier 1983- :

« Citroën, la CGT et les OS (C. Paveigne) –pages 5 à 7-

« La gauche pire que la droite ? » (SM) -pages 14-15-24-

« Prud'hommes : Aller au-delà de la sanction (Jules Michault) –pages 16-17-

-**PLP n°56** –février 1983- (le n° est marqué janvier mais c'est une erreur).

« la gauche et la démocratie électorale » (C. Paveigne) –pages 9-10)

« Municipales : la gauche c'est aussi la bourgeoisie » éditorial de C. Paveigne –pages 1 à 4-

« Municipales : Communiqué du Comité Directeur de l'OCML-VP : Soutenir le courant abstentionniste » -pages 5-6-7-. Dans ce communiqué, VP explique son refus de voter pour les listes communes LO-LCR et montre aussi les limites de

l'abstention :

« *Se démarquer des pousse-au-cul*

Le rejet confus, qui n'est encore qu'abstentionniste c'est à dire passif, de l'alternative bourgeoise droite-gauche, est porteur d'une conscience plus profonde du combat anticapitaliste. Mais ce mouvement est diffus, encore soumis à des illusions réformistes, il ne peut évidemment en être autrement : c'est le produit spontané de l'expérience des réformistes au pouvoir. Parmi les illusions ou demi-ruptures, il y a l'opinion qu'«on va leur donner une leçon », qu'«ils vont bien voir » etc… Les listes trotskistes LCR-LO ou la campagne du PCI (IO) « respectez le mandat », sont le reflet de cet état d'esprit. On ne peut leur accorder aucun soutien, tout en ne les méprisant pas de façon sectaire, car elles sont le reflet d'un réel état d'esprit parmi les ouvriers en voie de rupture avec le réformisme. On ne peut leur accorder aucun soutien, car dans un mouvement de rupture, elles encouragent non pas ce qui avance mais ce qui retient. Notre tâche révolutionnaire devant l'abstentionnisme tel qu'il se présente, n'est ni de faire la moue parce qu'il est confus, ni de l'exalter pour sa confusion, elle est d'y développer les tendances les plus conséquentes vers une rupture de plus en plus consciente – et active, avec le réformisme. Fidèles à leur stratégie du pousse-au-cul, les organisations trotskystes, retiennent dans le sillage des partis réformistes ceux qui tendent à s'en échapper. Un des fondements de la campagne trotskyste, et une illusion répandue, est que mieux vaut la gauche que la droite. De même qu'existait en Mai 81 une illusion sur ce qu'allait faire la gauche, existe aujourd'hui une illusion sur le « retour de la droite » qui sera « terrible ». De la même manière nous disons aujourd'hui : NON. La droite ne ferait rien de très différent de ce qui se fait aujourd'hui. Et combattre le pouvoir capitaliste d'hier ou celui d'après-demain, comme cible principale, c'est soutenir objectivement le pouvoir capitaliste d'aujourd'hui. C'est le travail de Jospin et de Marchais, et ils s'y emploient.

Renforçons nos rangs

La destruction des illusions, y compris avec son cortège inévitable de découragements et de confusion est le début de la construction d'une autre voie vers « le changement ». C'est pourquoi aucune alternative révolutionnaire ne se construira en dehors d'un combat théorique, politique et pratique contre le pouvoir réformiste. C'est pourquoi la faiblesse des forces révolutionnaires ou l'imprécision de l'alternative communiste naissante, en sauraient être des prétextes pour affaiblir tant soit peu le combat politique. Les prolétaires et les militants de divers horizons, ne tarderont pas à savoir que la fin de leurs illusions sur l'alternative bourgeoise droite-gauche, ne peut trouver d'issue positive que dans leur propre initiative, leur propre engagement.

ABSTENTION AUX MUNICIPALES, pour travailler à une rupture consciente et active avec les partis du capitalisme. » -page 7-

-**PLP n°57** –mars 1983- titre : « Renforcer le courant abstentionniste »

« Les grèves de Renault et la question des salaires (1) » (V. Graille) –pages 8 à 11-

« Voter à gauche, contre la gauche ? » (Nuria Vincent) –pages 12 à 14-. L'introduction de l'article revient sur l'explication de son refus de voter pour LO-LCR aux municipales. « *Dans le communiqué publié dans le numéro précédent de Pour le Parti, nous expliquions notre refus de voter pour les listes présentées en commun par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire, en disant que ces listes, loin d'encourager le mouvement de rupture avec le réformisme, le freinent au contraire. Quelles retiennent dans le sillage des partis réformistes les ouvriers qui auraient tendance à s'en évader.*

Cette appréciation mérite quelques commentaires. D'autant plus que, comme certains camarades l'ont fait remarquer, il y a des divergences entre LO et la LCR dont il faut tenir compte.» -page 12-

« Retraite à 60 ans : un poison d'avril ? » (Jules Michault) –pages 16 à 18-

-**PLP n°58** –avril 1983- :

« Pologne : Mauvaise gestion ou exploitation capitaliste » (Jules Micheult) –pages 15 à 18-

« Crise ? Krach ? Vers la faillite du système financier ? » (C. Paveigne) –pages 19 à 21-

« Pour y réfléchir…… Quelques éléments de réflexion sur un aspect de la crise actuelle » (C. Paveigne) –pages 21 à 23-

« Les grèves de Renault et la question des salaires (2) » (V. Graille) –pages 24-25-26-

-**PLP n°59** –mai 1983- :

« La faillite du réformisme » (C. Paveigne) –pages 4 à 6-

« La Révolution Culturelle, notre point d'appui. » (NV et CP) –pages 10-11-

« Salaire et besoins » (Jules Michault) -pages 12 à 16-

« CFDT Alsthom : communiqué de presse » -page 17-

-**PLP n°60** –juin/juillet 1983- titre : « Pas de lutte contre l'austérité sans lutte contre le nationalisme ».

L'éditorial de Charles Paveigne en pages 2-3- traite de la lutte contre l'austérité et le nationalisme.

« Temps de travail : Contreparties… (L'usine nouvelle) … Commentaire… (de Jules Michault) –pages 11-12-

« à nouveau : qu'est-ce que le salaire ? » (C. Paveigne) -pages 18 à 20-

« Jospin, la presse et les ouvriers. » (Correspondante VP) -pages 23-24-

Annexe 93 (du chapitre 12)

Petite chronologie des relations tumultueuses entres PCRml, HR, GOP-Révolution ! - OCT

Le 21 mars 76, le PCRml et son organisation de jeunesse l'UCJR organisent une manifestation et un rassemblement avec fête, stands et meeting.

Le QDP n°140 -samedi 20 dimanche 21 mars 1976- publie en page 10 le programme complet du Rassemblement Communiste du 21 mars. Une liste d'organisations qui doivent venir est publiée. Des organisations comme l'HR, l'UCFML, le Groupe ML de l'Aube, le CML auront un stand, comme l'OC-GOP (Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire).

Le mardi 23 mars 1976, le QDP n°142 informe page 9, qu'il y a eu au cours du meeting une intervention d'un représentant de l'OC-GOP.

L'intervention centrale prononcée par Max Cluzot, secrétaire politique du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) sera publiée en extraits du n°141 au n°145 (21 au 26 mars 76).

Le texte complet sera publié sous forme de brochure en avril. Lors du meeting, Max Cluzot a abordé la question de l'unité et des relations PCR-HR et PCR-GOP-Révolution !

Sur ce point il a notamment déclaré (extraits) : « *Un bon commencement serait d'ailleurs dans la publication par l'Humanité Rouge d'une autocritique parfaitement claire sur ses errements de l'an passé. L'unité est aussi une affaire de confiance réciproque, et cette autocritique contribuerait à la créer.*

Ces discussions, nous les avons depuis quelques mois avec les militants de l'Organisation Communiste de la Gauche Ouvrière et Populaire, et elles ont commencé à donner matière à publication ; il s'agit là d'un fait très positif, permettant d'étendre le travail commun déjà engagé dans plusieurs localités dans la lutte contre le chômage, dans le soutien aux luttes ouvrières, dans les manifestations de rue. Les rapports étroits existants entre l'OC GOP et une autre organisation qui se réclame du marxisme-léninisme, avec, à notre sens, encore beaucoup d'ambiguïtés, ne sauraient compromettre le développement fructueux des discussions et d'une pratique commune, et nous engagerons bientôt, afin de mieux la connaître, les discussions avec cette autre organisation qu'est ''Révolution''. »

La valse hésitation du PCRml pour la manif unitaire des ML le 1er Mai : J'y vais ou j'y vais pas !?

L'HR n°466 –jeudi 8 avril 1976- publie en page 3, sous le titre « Pour une manifestation unitaire le 1er mai », une lettre signée de la direction politique de L'Humanité Rouge. Cette lettre est précédée par l'introduction suivante :

« *Afin de préparer ensemble une manifestation de masse à l'occasion de la journée du 1er Mai, l'Humanité Rouge a adressé la lettre suivante aux organisations se réclamant du marxisme-léninisme : le PCR (m-l), la Cause du Peuple, le Travailleur, Drapeau rouge, l'UCF(m-l).* »

L'HR n°468 –samedi 10 dimanche 11 avril 1976- publie un article intitulé : « ***Processus d'unification*** » -page 3- « *Voici le texte que les représentants de l'Humanité-Rouge ont remis le lundi 22 mars dernier à leurs interlocuteurs représentant le Parti communiste révolutionnaire (ml), en vue d'en faire une déclaration commune consacrant leur unification idéologique sur le but poursuivi par les deux formations à travers leurs entretiens.*

''*A l'issue de leur 4e entretien portant sur des questions politiques, le PCR (ml) et l'Humanité-Rouge constatent qu'existent entre leur formations respectives des points d'accord ou convergence et des points de désaccord ou divergence. Ils décident de poursuivre leurs entretiens bilatéraux, mais tiennent à réaffirmer leur commun désir d'unité et leur commun objectif de parvenir à l'existence en France d'un seul parti se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.*''

Jusqu'à ce jour le Bureau politique du PCR (ml) ne nous a pas fait parvenir sa réponse. »

L'HR n°469 –mercredi 14 avril 1976- dans un nouvel article « ***Pour une manifestation unitaire le 1er mai*** » en page 3 fait un compte-rendu de deux rencontres. Il apparaît que malgré des avancées lors de la 1ère réunion, à « *la deuxième réunion la situation fut bien différente. Le PCR (ml) tout d'abord était absent sans que les autres organisations aient été informées* », le Drapeau rouge lance une accusation contre des militants de l'HR, qui selon lui en province « *auraient fait alliance avec des réformistes pour exclure de la CFDT deux délégués syndicaux par ailleurs membres de Drapeau rouge* ». En conclusion « *Drapeau rouge considère désormais une initiative unitaire impossible* ».

L'HR n°477 –samedi 24 dimanche 25 avril 1976- « 1er Mai : Où va le PCR (M-L) ? » -page 3- pose des questions sur la volte-face et les intentions du PCR qui semble vouloir faire bande à part.

En une de l'HR n°480 –jeudi 29 avril 1976- « **Paris le 1er Mai à 10h30 de la Bastille à la Nation par la rue de la roquette et le boulevard Voltaire** » « **Dernière minute** : *En définitive le PCR (ml) après plusieurs contre-propositions vient de se rallier à l'initiative de défilé autonome le matin à l'appel des marxistes-léninistes. Malgré un point de départ différent l'UCF (ml) et le PCR (ml) rejoindront notre cortége à la place Léon Blum pour aller à la Nation chacun derrière ses propres banderoles mais ensemble. Que tous les anticapitalistes et antirévisionnistes participent à ce défilé auxquels*

prendront part de nombreux représentant des peuples du tiers monde ou d'Europe, Portugal, Tunisie, Mauritanie, Grèce, Turquie, Madagascar, Guadeloupe, Guyane etc.
Vive le 1er mai 1976. »

La période mai-juin 1976 : préparation et discussion pour le 2e congrès du PCRml des 19 et 20 juin
QDP n°192 -lundi 24 mai 1976- au n°212 -vendredi 18 juin 1976-

QDP n°206 -vendredi 11 juin 1976- "Lettre de l'OC-GOP aux camarades du PCR" -page 8-
QDP n°212 -vendredi 18 juin 1976- "A propos de la lettre des camarades de l'OC-GOP" -page 12-

Le 2e congrès du PCRml a lieu le 19 et 20 juin 1976

-Front Rouge n°8 nouvelle série –juin – juillet 1976- publie « Après la tenue du 2e congrès : Interview du secrétariat politique du PCRml » -pages 6 à 9 et page 31-
Dans le cadre de cette interview un chapitre concerne « **Le débat sur l'unité** » -pages –8-9- où une double question est posée : « ***Où en est le débat sur l'unité des marxistes-léninistes, un an après l'appel lancée par Front Rouge ? Quel bilan peut-on en tirer ?*** ». les réponses abordent les relations avec l'HR, les positions de l'OC-GOP et les manifestations unitaires après la mort de Chou En-Laï.

Quand LCR-GOP-Révolution ! veulent *faire basculer le PCRml dans le trotskysme*

Pour l'HR qui considére que la GOP est une organisation trotskiste, le rapprochement engagé par le PCR avec celle-ci, pose un problème de fond.

L'HR n°515 –mercredi 23 juin 1976- analyse « Les silences du PCR (ML) » au sujet de la GOP –pages 1 et 3-

juillet
L'HR n°521 –1er juillet 1976- sous le titre « Une manœuvre trotskyste » dénonce la LCR et « GOP-Révolution » qui cherchent en s'opposant à l'unité des ML à « *faire basculer le PCRml dans le trotskysme* » -page 3-
-QDP n°224 -vendredi 2 juillet 1976- "Interview d'Alain Juillet (OC-GOP) et de Henri Maler (OC-REVOLUTION)" -page 9-
-L'HR n°523 –jeudi 22 juillet 1976- dans l'article : « L'aveu » -page 11- dénonce les manœuvres trotskistes autour de la fusion GOP-Révolution ! et montre « *les faits que le PCRml ne peut pas ignorer* » en poursuivant « *des contacts et discussions avec la GOP et Révolution !* » (…) « *il le fait en connaissance de cause. Il est des jeux dangereux.* ».

Août
-L'HR n°524 –du 5/08/1976- publie « Trois lettres à la GOP et au PCR (ml) » -page 6- :
« Novembre 75 : lettre au PCR(ml) –extraits- », « Novembre 75 : lettre à la GOP » et « Mars 76 : lettre au PCR(ml) » dans celle-ci, la direction politique d'HR déclare : « *L'ouverture de discussions unitaires avec les trotskistes de la part d'un parti qui se réclame du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung ne peut que porter une grave atteinte à la ligne fondamentale idéologique et politique de ce parti et met inévitablement en question sa nature de classe* ».

Septembre
-Le 9 septembre 1976 : Mao Tsé-toug décède en Chine.

Octobre
-L'HR n°557 –samedi 30 dimanche 31 octobre 1976- annonce que le PCRml a suspendu ses discussions avec la GOP. L'article juge cette décision comme étant « *un pas en avant* » qui « *sera sans doute favorable au processus d'unification en cours* » -page 3-

Novembre
-Front Rouge n°10 –novembre 1976- déclare dans « **Unité : Faisons le point** » -pages 5-6-, que dans le processus d'unification « *notre Parti rencontre aujourd'hui et une avancée réelle et une certaine stagnation dans la réalisation de ses objectifs unitaires.* ».
---Une avancée : L'article juge comme une avancée réelle, l'autocritique de l'HR concernant « sa ligne de collaboration avec la bourgeoisie qui était issue de son 2e congrès. » car « *Tant que cette autocritique n'était pas faite, rien ne pouvait vraiment avancer. Or avec le document paru dans le courant de l'été, figure explicitement la caractérisation de la ligne issue du 2e congrès comme ''bourgeoise'' et impute à son organisme dirigeant la claire responsabilité de cette ligne. Le caractère de la contradiction principale de notre société, bourgeoisie-prolétariat, y est affirmé et l'analyse du parti*

révisionniste n'y est plus faite en termes de cinquième colonne du social-impérialisme soviétique, en simple agent de la superspuissance soviétique. ».
---Une stagnation : L'article précise que « *Pour ce qui concerne la stagnation, voire le recul, c'est dans nos relations avec l'OC GOP et Révolution qu'il faut l'envisager. Il y a à cela deux raisons essentielles que nous indiquions dans la lettre adressée à l'OC GOP.*

1) *l'attitude idéologique et politique adoptée lors de la mort de Mao Tsé Toung*
2) *le flou qu'entraîne dans la définition des relations unitaires entre nos organisations, le processus de fusion en cours entre GOP et Révolution* »

L'article passe en détail ces deux points en pages 5-6- et montre le rôle particulièrement négatif de Révolution ! qui entraîne systématiquement la GOP sur une voie qui « *refuse de se démarquer idéologiquement du camp trotskyste et révisionniste. Comment dans ces conditions poursuivre le débat centralement avec elle, et en quoi la GOP se montre-t-elle sensible à cette contradiction, se démarque-t-elle sur ce point de Révolution, autrement que de manière velléitaire. Dans les faits elle ne s'en distingue pas.* ».
L'article se poursuit et explique que « *Depuis six mois, la définition des relations entre notre Parti et l'OC GOP n'a cessé d'évoluer* » et revient en détail sur celle-ci pour conclure « *Par ailleurs, il est bien évident que la suspension, au plan central, des relations de notre Parti avec GOP - Révolution n'a nullement pour conséquence la rupture de l'unité d'action à la base partout où elle est possible, ni des discussions entre militants. La mise en œuvre de notre politique de front en dépend partiellement.* »

Octobre-Novembre-Décembre
A partir de fin octobre 76 le QDP (entre le n°291 et le n°320) publie jusqu'au 4 décembre une vingtaine d'articles en pages 3 intitulés : « **problèmes du marxisme-léninisme. 1- A propos de l'OC-GOP et de Révolution !** »

Mars 1977
Participation électorale de l'OCT avec LO-LCR pour les municipales.

L'étincelle (publié par l'OCT) n°4 –6 janvier 1977- annonce dans l'article « Municipales : Notre campagne » page 5 : « *Nous appellerons, en règle générale à voter pour les listes de l'union de la gauche, afin de battre la droite. Car l'affaiblissement du régime qui résultera d'un échec électoral aussi cuisant que possible, renforcera (même d'une façon limitée et contradictoire) le combat difficile que mène la classe ouvrière pour ne pas faire les frais de la crise capitaliste.* »

En mars 1977 l'OCT participe à la constitution et au soutien de plusieurs listes « d'extrême-gauche » pour les municipales notamment avec la LCR et LO.

l'étincelle n°6 –jeudi 20 janvier 1977- pages 6-7 : « plate-forme d'accord LO-LCR-OCT à l'occasion des Municipales « Pour le socialisme, pour le pouvoir aux travailleurs », « Manifeste », « OCT : un accord pour quoi faire ? »

L'étincelle n°12 –jeudi 3 mars 1977- publie en page 5 un article sur « Le P.C.R. et les municipales ». L'étincelle, juge que « *La position du PCR sur les municipales est attristante pour les marxistes-léninistes qui avaient espéré dans l'évolution de l'organisation lors de son deuxième congrès au printemps dernier. Nous pensions que nos efforts en direction du PCR devaient tendre à ''favoriser cette évolution'' et à barrer la route au ''repli dogmatique, sectaire et ultra-gauche''. Provisoirement nous avons échoué.* ».
Quand l'OCT dans l'article de ***L'étincelle*** n°12, critique le refus du PCRml d'appeler à soutenir les partis de gauche et indique faire des efforts pour « *barrer la route au ''repli dogmatique, sectaire et ultra-gauche''* » il désigne clairement l'HR et le PCMLF.
L'article de ***l'étincelle*** est cependant prophétique, quand il déclare : « *Provisoirement nous avons échoué* », car l'OCT et le PCR fusionneront en 1981.

L'étincelle n°14 –17 mars 1977- titre en une : « Chasser la droite » et l'éditorial page 3 : « pour battre la droite ».

La victoire de l'OCT

La période de juin à septembre est marquée par une intense polémique et demande de clarification de l'HR au PCRml sur le sujet de la GOP et Révo. En octobre 76, le PCRml suspend ses discussions avec la GOP (initiative saluée par l'HR n°557 –30-31 octobre 1976- comme « Un pas en avant »).

Après la rupture de l'union de la gauche, le PCMLF annonce dans l'HR –bimensuel n°15 –du 29 septembre au 14 octobre 1977- sous la plume de Henri Jour, qu'il faut « ***Rejetez les vieux partis !*** » et informe : « *nous participerons à la campagne électorale de 1978 en présentant dans certains endroits des candidats ouvriers ou petits paysans.* » -page 5-

Le n°754 de l'HR, publie dans son édition du samedi 22 et dimanche 23 octobre 1977 deux articles demandant des

explications au PCRml au sujet de ses relations avec l'OCT : « Vrai ou faux ? » -page 3-
« ***L'alliance oui, mais avec qui ?*** » -page 3-. Les deux articles montrent toute l'ambiguïté de l'attitude du PCRml qui est très sensible aux illusions d'une éventuelle alliance électorale avec l'OCT et la LCR.
L'HR n°776 –samedi 26 et dimanche 27 novembre 1977- à l'occasion du 2e congrès de l'OCT, publie en page 3 plusieurs articles :
« OCT : Un constat de faillite »
« Etre militante à l'OCT »
« L'OCT ? »
L'HR –bimensuel- n°19 du 24 novembre au 7 décembre 1977- pose la question dans son éditorial (daté du 20 novembre) en page 5 : « ***La bataille de mars 78 : unité avec qui ?*** »
L'HR n°778 –mercredi 30 novembre 1977- dans son éditorial pages 1 et 3 : « ***Mener la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes*** » revient sur les déclarations de Charles Villac lors du Rassemblement Communiste du dimanche 27 novembre organisé par le PCRml.
L'HR –bimensuel- n°20 -du 8 au 22 décembre 1977- publie un éditorial signé par Jacques Jurquet en page 5 : « : « ***Contre tous les partis bourgeois de la majorité et de l'union de la gauche !*** ». Dans celui-ci il revient notamment sur les craintes du PCMLF concernant les ambiguïtés du PCRml au sujet de ses relations avec des éléments trotskistes qu'il a dans le cadre de discussions pour les législatives **(voir chapitre 8)**.
Philippe Leclerq signe un papier : « ***Après le 2e congrès de l'organisation trotskiste OCT : Échec et crise*** » dans l'HR n°21 -23 décembre 1977 au 4 janvier 1978- page 10.
L'HR n°814 –vendredi 27 janvier 1978- annonce : « ***Alors que les marxistes-léniniste avancent dans l'unification : Scission chez les trotskystes de l'OCT*** » -page 1-

Une haine tenace contre l'HR…qui avait vu juste
Le mouvement trotskiste dans son ensemble n'apprécie pas particulièrement le PCMLF (et c'est réciproque). Il est donc assez logique qu'une organisation comme l'OCR (Révo) utilise toutes sortes d'arguments pour critiquer l'HR et empêcher toute tentative de rapprochement entre le PCRml et le PCMLF.
L'OCT comme ses prédécesseurs (GOP – Révolution !) est très impliquée dans le combat antimilitariste et a soutenu les luttes des comités de soldats. Quand le PCMLF opère son virage « patriotique », l'ensemble des organisations trotskistes ont un bon prétexte pour déformer et dénigrer l'ensemble des positions et analyses des ml **(voir Annexe 2)**.

L'OCT a bien vu que sur le fond l'HR n'était pas dupe, et elle l'a compris très tot.
Elle critiquera la campagne de l'UOPDP pour les législatives en 78 et le processus d'unification PCRml-PCML en 1979-80.
Quand le projet d'unification explose, les thèses et les conceptions proches de l'OCT (et du PSU) sont déjà bien présentes dans le PCR et sont aussi un frein aux relations avec le PCML.
L'HR n°521 avait vu juste en écrivant en juillet 1976 que la LCR et « GOP-Révolution » (ancêtre de l'OCT) cherchaient en s'opposant à l'unité des ML à « *faire basculer le PCRml dans le trotskysme* ».

Annexe 94 (du chapitre 12)

Quelques positions politiques de la GOP, Révo et OCT à travers leurs organes de presse

GOP-Révo : « gauche ouvrière », « gauche syndicale » et CFDT

L'Outil des travailleurs
Les notions de « gauche ouvrière », « gauche syndicale » font partie de l'ADN du courant représenté par la GOP et sa ligne politique. Dès 1972, le bulletin de la GOP indique l'intérêt et la présence de ses militants au sein de la CFDT. C'est ce que montre par exemple le titre « CFDT où va-telle ? » du bulletin « l'Outil des travailleurs » n°8 (octobre 72) et les 10 pages consacrées à la CFDT :
-« Édito : Où va la CFDT ? » -pages 2-3-
-« Points de repères sur la CFDT depuis le 35e congrès » -pages 4-5-
-« Vers un syndicalisme politique de masse » -pages 6-7-8-
-« Problèmes en débat dans la CFDT » -pages 8-9-
-« Des militants de base contre l'appareil » -pages 10-11-
Un document publié en novembre 1972 en supplément à l'Outil des travailleurs, intitulé : « Les tâches immédiates », pose la question « Où en est la gauche ouvrière ? »
http://lipietz.net/IMG/pdf/sans-titre-5.pdf

Révolution !
L'OCR qui publie depuis 71 le journal « Révolution ! » est très proches des positions et des questionnements de la GOP, notamment sur la Chine et sur les notions de « gauche ouvrière » et de « gauche syndicale ».

Révo-GOP et la Chine
La GOP (ou Organisation Communiste -GOP) se revendique en partie de la Chine et de Mao, mais pas de Staline. Les divergences portent également sur l'analyse et la caractérisation du PCF. Ses positions concernant Staline ou le PCF sont très proches de l'OC-révolution avec lequel la GOP veut fusionner.
Voici une liste non exhaustive de quelques titres d'articles parus dans Révolution ! concernant la Chine :
« Révolution ! » n°7 –décembre 1971- « A nouveau sur la révolution chinoise » : Roman policier ou lutte de classes ? » -pages 8-9-
Sous le titre « La Chine rouge à 25 ans », une série d'articles sera publiée dans Révolution ! (Hebdomadaire communiste révolutionnaire) n°65 –4 octobre 1974-, n°66 –11 octobre 1974-, n°67 –18 octobre 1974-, n°68 –25 octobre 1974-, n°72 –22 novembre 1974-, n°73 –29 novembre 1974.
Avant la fusion GOP-Révo qui donnera naissance à l'OCT, leurs journaux respectifs : l'Outil des travailleurs et Révolution ! vont fusionner en un seul journal qui portera les 2 titres pendant la période d'octobre-novembre 76, puis début décembre sortira l'hebdomadaire « l'étincelle ».
Le numéro commun « l'outil-Révolution ! » du 21 octobre 1976, publie une « déclaration du Bureau Politique de l'OC-GOP et du Bureau National de l'OCR » sur la Chine, car « La mort de Mao Tsé-toung a précipité au sein du PCC et de la société chinoise, des affrontements politiques aigus d'une extrême gravité. » -page 24-

L'OCT et la Chine :
Liste de quelques articles de ***l'étincelle*** au sujet de la Chine en 1977 :
L'étincelle n°6 –jeudi 20 janvier 1977- commence la publication d'une série d'articles : « Critique des 4 et révolution culturelle » sur plusieurs numéros (n°7-8-10).
L'étincelle n°11 –février 1977- et n°12 –jeudi 3 mars 1977- « Le retour des ''diables à cornes'' » -page 24-
L'étincelle n°14 –17 mars 1977- « Chine ''la bourgeoisie dans le parti'' (Claude Luquel) –page 24-

Le n°6 de ***l'étincelle*** concentre dans les thèmes abordés, les éléments déterminants du contexte de l'année 77 : répression, union de la gauche, CFDT, soldats en lutte, malaise à la CGT, la sidérurgie en crise, les réformistes et l'emploi, la faute aux japonais ?, quelles commissions femmes syndicales ?, la Chine et la bande des 4. Le titre de la couverture est en rapport avec l'affaire Patrick Henry « la guillotine de la peur » et l'édito page 3 « Hurler avec les loups ? » concerne le débat sur la peine de mort. Dans la rubrique politique est publiée pages 6-7- la plate-forme d'accord LO-LCR-OCT à l'occasion des Municipales « Pour le socialisme, pour le pouvoir aux travailleurs ».
Dans la rubrique histoire du mouvement ouvrier c'est « le XXe congrès du PCUS » qui est abordé page 19.
Tandis les pages rubrique « international » abordent notamment sur la défense des prisonniers politiques des pays de l'Est et les luttes de classe en Pologne.

L'OCT : la gauche ouvrière, les Municipales, les nationalisations et la CFDT
-L'étincelle n°3 –23 décembre 1976 : « à propos de la campagne femmes travailleuses de la CFDT » -page 17-
-L'étincelle n°4 –6 janvier 1977- « Où en est la gauche ouvrière ? » -pages 8-9-
« CFDT : la poudre aux yeux ! » -page 10
-L'éditorial de l'étincelle n°8 du 3 février 1977 est intitulé « municipales : tout pour l'expression de la gauche ouvrières ! » -page 3-
Un dossier sur « les nationalisations » pour quoi, pour qui ? –pages 11 à 14-

« Révo » et le « révisionnisme stalinien »
Le journal « Révolution ! » n°7 –décembre 1971- donne des éléments sur sa ligne politique, qui sur le fond est bien inspirée du trotskisme, notamment dans l'article page 12 : « Le P.C.F. : révisionniste ou stalinien ? ». L'article met en avant la notion de « révisionnisme stalinien ». Cette notion est fermement défendue par « Révo » et sera reprise également par l'OCT.

Annexe 95 (du chapitre 12)

HR 1239 du 6 au 12 mars 1981 –page 9-

–extrait de l'entretien avec Pierre Bauby : **Lutter, s'unir, débattre, il n'y a pas d'autre voie pour s'en sortir** » -pages 8-9-

Que fera le PCML au second tour ?

La politique de Giscard est claire, sa réélection aggraverait considérablement les attaques du gouvernement et du patronat contre les travailleurs et compromettrait plus encore leurs acquis.

Le problème qui se pose immédiatement c'est : quoi d'autre? Il ne s'agit pas de dire simplement Giscard on connaît, il faut aussi se poser la question : quelle politique mènerait un candidat de gauche ? Le seul qui a des chances de pouvoir être élu, c'est Mitterrand. Nous ne pensons pas juste de dire aujourd'hui qu'en toute hypothèse, quelles que soient les circonstances, sans aucune précision, il faudrait appeler pour lui, simplement.

De ce point de vue, de nombreux travailleurs, tout comme nous, se posent la question, quelle politique mènerait Mitterrand ?

Tout d'abord, des hommes politiques, d'étiquette de gauche, élus, qui ensuite ont fait une politique de droite, ça a déjà existé dans notre pays.

Deuxièmement, quand on voit ce que fait Schmidt en RFA, c'est identique à ce que font Giscard et Barre en France. Ces deux points ne sont pas pour inciter les travailleurs à signer un chèque en blanc à Mitterrand ou à quelque candidat de gauche que ce soit.

Quel que soit le président qui sera élu le 10 mai prochain, il n'apportera pas de changement fondamental à la situation des travailleurs.

A partir du moment où Mitterrand accepte les lois du capitalisme, il ne saurait en remettre en cause les fondements dans notre pays, il sera amené à avoir la même politique de restructuration que le gouvernement actuel.

Pour la question du second tour, il faut qu'il y ait un minimum d'engagement sur des questions essentielles, et nous les poserons au candidat le mieux placé.

S'engagera-t-il par exemple, à abroger toutes les atteintes portées par le gouvernement Giscard-Barre et le patronat, aux libertés, la loi Peyrefitte bien sûr, mais aussi la restriction du droit de grève, et les coups aux libertés syndicales ?

S'engagera-t-il à abroger toutes les mesures, lois, décrets, circulaires, prises à rencontre des travailleurs immigrés, ce qui est très important aujourd'hui pour eux, mais demain contribuera à forger l'unité des Français et des immigrés, de la classe ouvrière ?

S'engagera-t-il a une véritable expression démocratique de toutes les composantes du mouvement ouvrier, par exemple en instaurant la proportionnelle immédiate et intégrale pour toutes les élections ?

S'engagera-t-il à apporter une aide, non seulement morale, mais aussi réelle aux peuples qui luttent contre l'une ou l'autre des superpuissances, le peuple afghan par exemple ?

C'est en fonction des réponses apportées à ces engagements, que l'on pourra voir si l'élection d'un candidat de gauche sera, non pas la résolution des problèmes, mais un moindre mal et permettrait en tout cas d'améliorer les perspectives de lutte de la classe ouvrière.

Annexe 96 (du chapitre 12)

HR n°1246 du 24 au 30 avril 1981 –page 3-

Résolution du comité central du PCML

Le Comité central du PCML, réuni les 18 et 19 avril, a analysé la situation politique à une semaine du premier tour de l'élection présidentielle.

Tout montre qu'il y a aujourd'hui un rejet massif de la politique conduite depuis sept ans par Giscard, de l'attaque de grande envergure menée, dans tous les domaines, par gouvernement et patronat contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis. A coup sûr, Giscard fera, au premier tour, un score bien inférieur à celui de 1974. D'autant que ce que propose Giscard pour les sept prochaines années, c'est l'aggravation de la situation des travailleurs : trois millions de chômeurs au lieu de deux, expulsion de centaines de milliers de travailleurs immigrés, multiplication du travail à temps partiel et de la précarité de l'emploi, attaque de la loi sur la durée hebdomadaire du travail, utilisation de l'arsenal répressif mis en place, en particulier de la loi Peyrefitte, etc..

Les positions défendues par le PCML et dans la campagne de son candidat, Pierre Bauby, "Contre Giscard, contre la guerre", ont rencontré un écho positif parmi les travailleurs : il n'y a d'autre solution pour défendre l'emploi et les libertés que la lutte; il faut construire l'unité d'action des travailleurs pour mettre un coup d'arrêt aux attaques de la bourgeoisie; il faut défendre la paix de plus en plus menacée par la rivalité des deux superpuissances impérialistes, USA et URSS; pour que ça change vraiment, il faut rompre radicalement avec le capitalisme et l'impérialisme; il faut une France socialiste, indépendante, solidaire du Tiers Monde.

Compte tenu de l'élimination de son candidat par la loi électorale anti-démocratique et qu'aucun des candidats en présence au premier tour ne défend ces choix politiques fondamentaux, le Comité central du PCML est contraint d'appeler à voter blanc ou nul au premier tour.

Pour le second tour, le PCML prendra position sur la base des résultats du premier tour, afin de battre la droite. Quel que soit le résultat de l'élection, le PCML développera l'action pour les 10 mesures qu'il a proposées afin que ça commence à changer.

Annexe 97 (du chapitre 12)

Les unes de l'HR n°1247 à 1255 sur la période du 1er mai au 2 juillet 1981

« Battre Giscard : Imposer des changements par nos luttes » HR 1247 –du 1 au 7 mai 1981-
« Le 10 mai : Battre Giscard » HR 1248 –du 8 au 14 mai 1981-
« Maintenant ça peut commencer à changer » HR 1249 –du 15 au 21 mai 1981-
« 4 mesures qui peuvent être prises sans attendre :

- Relèvement du SMIC à 3400F
- Pas d'indemnité de chômage inférieure au SMIC
- Arrêt des expulsions de travailleurs immigrés
- Libération des prisonniers politiques » HR 1250 –du 22 au 28 mai 1981-

« 14 et 21 juin : Amplifier la défaite de la droite » HR 1251 –du 29 mai au 4 juin 1981 »
« 14 et 21 juin . Amplifier la défaite de la droite. Vos luttes : la vraie garantie pour que ça change » HR 1252 –du 5 au 11 juin 1981-
« 14-21 juin : Et… au suivant ! » HR 1253 –du 12 au 18 juin 1981-
« 21 juin le dernier acte » HR 1254 –du 19 au 25 juin 1981-
« Notre attitude après la défaite de la droite et l'entrée de ministres communistes au gouvernement »
« Quelques points de vue sur le recul électoral du PCF au profit du PS : les causes d'un échec » HR 1255 –du 26 juin au 7 juillet 1981-

Annexe 98 (du chapitre 12)

Radio-Riposte : Mitterrand et Fabius inculpés

A l'été 1979 « *Excédé par la mainmise sur les réseaux d'information par l'Élysée et Matignon durant la campagne des toutes premières élections européennes qui vient de se dérouler, François Mitterrand choisit de provoquer le pouvoir sur le terrain de la liberté de la presse et du droit à l'information, en lançant lui-même la radio libre du PS : le soir du 28 juin, depuis les locaux annexes du PS au 12 cité Malesherbes, une équipe réunie autour de Laurent Fabius, Paul Quilès, Lionel Jospin et Georges Sarre diffuse une émission pirate intitulée " Radio-Riposte ", où l'on entend François Mitterrand " attirer l'attention de l'opinion publique sur la situation scandaleuse de l'information ", et " sa confiscation giscardienne ".* » les flics interviennent " *sur les lieux peu de temps après, alors que certains membres des instances nationales du PS sont littéralement barricadés dans l'immeuble (l'entrée du n°12 a été bloquée par des stocks d'affiches et de matériels divers). Peu après 20 h, une scène incroyable se déroule alors sous les caméras de télévision (un reportage sera diffusé le lendemain sur Antenne 2), et les objectifs des photographes : les forces de police donnent l'assaut du 12 cité Malesherbes à coups de barres à mine, envahissent les locaux du PS et… embarquent manu militari Laurent Fabius et certains de ses camarades présents sur les lieux.* (…) *François Mitterrand et Laurent Fabius sont inculpés et convoqués devant un magistrat pour répondre de la violation du monopole de l'Etat sur la diffusion radiophonique.*"
-sources : 1979 : l'affaire « Radio-Riposte »

Annexe 99 (des chapitres 12-13)

De Hara-Kiri à Charlie Hebdo : quelques dates…

Au commencement il y avait…

Hara Kiri (mensuel) 1960-1985 crée par François Cavanna (né le 22 février 1923 à Paris et mort le 29 janvier 2014 à Créteil) et Georges Bernier (alias le professeur Choron) né le 21 septembre 1929 à La Neuville-aux-Bois et mort le 10 janvier 2005 à Paris.
Hara Kiri fut victime de la censure dès les années 60. Pour l'historique des interdictions et censures de Hara Kiri, lire dans le **Dictionnaire des livres et journaux interdits** de Bernard Joubert pages 401 à 408.

Siné Massacre était un périodique (d'abord hebdomadaire, puis mensuel) ouvertement anti-gaulliste, anti-colonialiste et anti-clérical, diffusé en France entre 1962 et 1963. Ce journal dont le ton est satirique, fait la part belle aux dessins. Il est

crée par le dessinateur Siné (Maurice Sinet) qui est né le 31 décembre 1928.
Siné rejoint l'équipe de **Charlie Hebdo** en 1981. En juillet 2008, il est écarté de **Charlie Hebdo** par Philippe Val. Il lance le 10 septembre son propre hebdomadaire **Siné Hebdo**, qui s'arrête le 28 avril 2010 et devient **Siné mensuel** en septembre 2011. Siné décède le 5 mai 2016 à l'âge de 87 ans.

Charlie (mensuel) 1969-1986 (ou tout simplement *Charlie*) « Journal plein d'humour et de bandes dessinées » est un mensuel de bande dessinée publiée de février 1969 à février 1986. Fondé par DDT –Delfeil de Ton-
Il cesse sa parution une première fois en septembre 1981. Il reparaît, en avril 1982, ayant été racheté par les éditions Dargaud.
En mars 1986 il fusionne avec Pilote et en devenant Pilote et Charlie.
Il n'y aura que 27 numéros jusqu'en juillet 1988. Les numéros suivants reprennent le nom Pilote.

Hara-Kiri Hebdo (Février 1969 à Avril 1969) –1ère version- devient :
L'hebdo Hara-Kiri (mai 1969 au 16 novembre 1970) –1ère version- (interdiction)
L'hebdo Hara-Kiri (juillet 1981 à décembre 1981) –2ème version-
(n°1 du mercredi 22 juillet 1981) –mention Charlie Hebdo n°558-
(au n°23 du mercredi 23 de décembre 1981) –mention Charlie Hebdo n°580-

L'hebdo Hara-Kiri victime de la censure devient Charlie Hebdo en 1970
Dans son no 94, daté du lundi 16 novembre 1970, la couverture de l'Hebdo Hara Kiri, titre : « Bal tragique à Colombey : 1 mort » suite au décès du général de Gaulle dans sa propriété de La Boisserie à Colombey-les-Deux-Églises, le 9 novembre 1970. Le 23/11/1970 sort le n°1 de Charlie Hebdo.

Les quatre périodes de Charlie Hebdo

Charlie Hebdo (1970-1982) –Première époque- (n°1 du lundi 23 novembre 1970 – n°580 du 23 décembre 1981 – n° 581 du lundi 11 janvier 1982 « spécial Droit de réponse » (mentions : l'Hebdo Hara Kiri n°24 – Charlie Hebdo n°581.).
Charlie Hebdo spécial (non numéroté) du 7 septembre 1982 avec mention : l'Hebdo Hara Kiri n°24.
Charlie Hebdo –Deuxième époque- **de 1992 à 2009** sous Philipe Val -rédacteur en chef- de juillet 1992 au 12 mai 2009

Charlie Hebdo –Troisième époque- : de mai 2009 au 7 janvier 2015. Val est remplacé par Charb, de son vrai nom Stéphane Charbonnier.
Le 7 janvier 2015 : Cabut, Charb, Wolinski, Tignous, Philippe Honoré, Bernard Maris sont assassinés par deux intégristes religieux.

Charlie Hebdo –Quatrième époque- : après le 7 janvier 2015 c'est Eric Portheault (rescapé des attentats du 7 janvier) qui est nommé directeur financier. Riss (Laurent Sourisseau) sera nommé au poste de Directeur à la place de Charb assassiné.

L'évolution de Charlie Hebdo
De journal contestataire, critique, gauchiste, insolent etc en 1970… Charlie Hebdo est devenu progressivement au cours de la période 1992-2009 sous la houlette de Philippe Val, un repaire pour les idéologues néo-conservateurs et l'islamophobie. Le soutien de Daniel Leconte, Nicolas Sarkozy, le licenciement de Siné… en dit long sur ce qu'est devenu Charlie-Hebdo sous Philippe Val.
Lire sur le site ANTICONS : Observatoire du néo-conservatisme : l'article : « **De BHL à Charlie Hebdo : la propagande néoconservatrice déguisée en gauche progressiste** » en décembre 2013.
En 2008, Arthur (Henri Montant co-fondateur de La Gueule Ouverte) avec tout son talent, « aligne et rectifie » Philippe Val dans un article « **La véritable scission de l'Internationale satirique** » sur dont voici un extrait : « *Pendant ce temps, à Charlie, Val multipliait les exclusions et encourageait les départs sous les yeux complices de Cabu et indifférents de Cavanna. La liste est longue : Lefred-Thouron, Boujut, Fajardie, Corcuff, Camé, Cyran et j'en oublie. Ayant connu Val à la Grosse, j'avais décliné l'offre de Gébé de rejoindre Charlie et DDT puis Caster ont fait long feu. Val était enfin le seul maître à bord, avec ses éditos bobos dans le vent socialo, pénibles digressions moralisatrices et sans humour truffé de citations. Voilà pourquoi Charlie n'est plus Charlie et pourquoi les anciens lecteurs ne le lisent plus. Les jeunes ignorant l'histoire ne peuvent pas savoir. Bénis soient-ils !*
Internautes, à vos tromblons : feu à volonté ! J'ai le cuir épais ! Mais au moins vous êtes informés. Quant à Val, promis : plus jamais ça ! Je tire la chasse. »
Quant à Charb qui a repris la direction de l'hebdomadaire, il ne semble pas vraiment faire quelque chose de très différend de la période Val. Pourtant Charb dès 2007 affichait des désaccords avec Val et faisait des déclarations indiquant « *Si j'étais directeur d'un journal et si j'avais les moyens de faire un journal, il n'y aurait pas Val dans le journal. En tout cas, ce qu'il exprime dans le journal, ça n'existerait pas .* »

Dans une première version de cette annexe j'avais écris (avant les crimes du 7 janvier 2015) : « *Pour moi Charlie-Hebdo est*

mort en 1982, la republication sous la direction de Val amorce une mutation de fond faisant du Charlie Hebdo historique une pâle copie de ce qu'il était… »
Il faut préciser que l'évolution de Charlie Hebdo, ne fait qu'illustrer les limites des conceptions d'une frange de la mouvance « gauchiste » et ses conséquences. C'est-à-dire l'incapacité de comprendre l'évolution du journal Charlie Hebdo et de s'y opposer sur le fond.
Il n'y a pas vraiment de rupture claire nette et précise entre le Charlie Hebdo historique et celui de Val ou Charb. L'un est la conséquence de l'autre. Le passage d'une frange de la mouvance gauchiste dont est issu en partie Charlie Hebdo, vers des conceptions réformistes-radicales puis néo-conservatrices est une évolution logique. Comme le dit très justement Mathias Reymond sur le site ACRIMED (liens ci-dessous) « ***Le ver était déjà dans le fruit*** ».

Le journaliste Michel Collon a publié en mars 2015 (après le massacre du 7 janvier 2015) un livre intitulé : « **Je suis ou je ne suis pas Charlie ? - *Réflexions sur la guerre, la terreur, l'islam et la liberté d'expression*** » -Edition : Investig'action-
Dans le chapitre 9 « Qui a rapproché Charlie de l'Otan et de BHL ? » (page 203) des éléments très intéressants sont donnés sur le soutien à BHL et sur le rôle et l'arrivée de Caroline Fourest à Charlie Hebdo. Dans l'introduction il déclare : « *Il est triste d'avoir perdu des plumes talentueuses comme celles de Wolinski, Tignous, Charb et Cabu. Comment des dessinateurs de gauche, soutenant les Palestiniens, ont-ils pu être massacrés par des gens prétendant agir au nom de l'islam ? Quel sinistre engrenage a mené jusque là ?* ».
Lire également :
« **Les éditocrates ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi** » par : Mona Chollet – Olivier Cyran – Sébastien Fontenelle – Mathias Reymond –La Découverte 2009- et notamment : « ***Philippe Val le Torquemada de Radio-France*** » *-pages 161 à 185- : **le ''politiquement correct'' du nouveau Charlie*** » -pages 165 à 169-
« **Les intellectuels faussaires : Le triomphe médiatique des experts en mensonge** » par Pascal Boniface –Jean-Claude Gawsewitch Editeurs 2011- :
deuxième partie
- chapitre 2 « ***Caroline Fourest, « sérial-menteuse*** » -pages 105 à 121.
- chapitre 7 « ***Philippe Val de Léo Ferré à Torquemada*** » -pages 181 à 199.

Charlie, Histoire, évolution…

> Lire sur le site de l'ACRIMED : La presse satirique (1) : De Siné Massacre à L'Enragé
> Une reprise en 2015 sur le site " Les crises " : d'un article d'ACRIMED : " Une histoire de Charlie Hebdo par Mathias Reymond, le 8 septembre 2008 " :
> Face à Philippe Val, Charlie Hebdo et BHL, Acrimed soutient Siné
> L'honneur perdu de "Charlie Hebdo" Par Stéphane Mazurier, historien le 25/07/2008

Annexe 100 (des chapitres 11-13-15)

La fin du PCRml (1983) et du PCML (1985)

La fin du PCRml et du PCML n'est pas dû à une cause unique mais à la conjonctions de causes internes et externes.

Il est significatif que le PCRml comme le PCML doivent leurs disparitions en partie à l'influence de courants sociaux-démocrates provenant du PSU…
Le PCRml en 1981 soutient la candidature d'Huguette Bouchardeau (PSU) aux présidentielles, tandis que le PCML tente une candidature « marxiste-léniniste » en soutenant Pierre Bauby (qui vient d'une fraction ML du…PSU).
Paradoxalement, la fin du PCR comme celle du PCML résulte bien de la montée en puissance de la « deuxième gauche » et de sa victoire dans une grande partie de « l'extrême-gauche », de la gauche gouvernementale et de la CFDT.
Dans ces années 80 « la deuxième gauche » va progressivement « prendre le pouvoir » dans le cadre du Mitterrandisme.

-Quelques dates : Période 1967-1988 de la FCML au PAC

1964 : Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes de France (FCMLF)
1966 : Mouvement Communiste Français - Marxiste-Léniniste (MCF-ML)
1967 : Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF) –il est interdit le 12 juin 1968-
1978 : Parti Communiste Marxiste-Léniniste (PCML)
1985 : Lancement du Parti pour une Alternative Communiste (PAC)
1986 : Le Parti pour une Alternative Communiste (PAC) décide de se dissoudre en décembre 1988.

Du PCML au PAC,
La revue du PCML « **Travailleurs** » du n°1 en septembre 1982 au n°27 de juillet 1985 devient le mensuel du PAC (Parti pour une Alternative Communiste) à partir du n°28 jusqu'à l'année 1987. L'évolution du contenu de cette revue est très intéressante elle est le résultat de la mutation social-démocrate du PCML en PAC sous l'influence d'idéologies réformistes fortement influencées notamment par Bauby. Cette idéologie réformiste (« deuxième gauche ») s'était donné depuis 1968 et surtout 1974 (avec les Assises pour le socialisme) une image « gauchiste », « révolutionnaire » face à une gauche classique.
Cette « deuxième gauche » (CFDT, PSU…), « autogestionnaire » a finalement réussi à faire passer sa camelote réformiste après la victoire de Mitterrand en 1981… avec notamment Jean Auroux, Jacques Chrérèque, Pierre Bérégovoy, Jacques Delors et la complicité active d'Edmond Maire.

de l'HR à PCML FLASH, et de Prolétariat à Travailleurs…

de la fin du QDP à la fin de l'HR
Le n°1194 du samedi et dimanche 22 et 23 décembre 1979 est le dernier n° quotidien de l'HR :

Le titre HR continue avec le Supplément à l'Humanité rouge n°1193 (L'Humanité Rouge (bimensuel) n°68- du 9 janvier au 23 janvier 1980 .
Le bimensuel n°75 (HR 1202) du 17 au 30 avril 1980 annonce la dernière édition sous ce format et le lancement d'une nouvelle série de l'Humanité Rouge Hebdomadaire.

Après l'arrêt du processus d'unification entre le PCML et le PCRML, le titre HR reparaît en 1980 avec le n°1203 (76- nouvelle série) du 26 avril au 7 mai 1980 sous forme hebdomadaire jusqu'au n°1293 -du 10 juin au 23 juin 1982- Entre le n°1273 et le n°1294, s'intègre 6 n° sous forme mensuelle :
n°1274 -du 28 janvier au 3 février 1982- n°1 -mensuel-
n°2 (1279)-Editions mensuelle- du 4 mars au 31 mars 1982-
n°3 (1283) -Edition mensuelle- du 1er avril au 28 avril 1982-
n°4 (1287) -Edition mensuelle- du 29 avril au 26 mai 1982-
n°5 (1292) -Edition mensuelle- du 3 juin au 23 juin 1982-
n°6 (1294) -Edition mensuelle- juillet 1982-

Après la suspension du QDP commun le 10 avril 1980, l'HR poursuit sa publication sous forme bimensuelle commencée en mars 1977.
En janvier 1980, le n°1292 (n°5 de la nouvelle série) de l'Humanité Rouge du 3 juin au 23 juin 1982, annonce par un article signé Camille Granot : "***Le parti transforme son système de presse - S'exprimer autrement***" page 3.

Prolétariat : 10 ans d'existence
Lancé au 2e trimestre 1973 par le PCMLF (clandestin), le n°1 de Prolétariat se présente comme une revue théorique. Le n°26/27 date de 1983 et sera le dernier.
Il y aura 3 périodes pour cette revue :

-De 1973 à 1978 du n°1 au n°16, Prolétariat se présente comme « Revue théorique et politique marxiste, léniniste et de la pensée – Maotsétoung » -période ou le PCMLF est illégal-
-Du 3e trimestre 1978 au 4e trimestre 1979 du n°17 au n°21 : « Revue théorique et politique du Comité central du Parti Communiste Marxiste-léniniste » -période ou il devient légal en devenant PCML et veut fusionner avec FR-
-De juillet 1981 au 2e trimestre 1983 du n°22 au n°26/27 : « Revue du Parti Communiste Marxiste-Léniniste » -période ou la fusion avec FR et l'unification avec le PCRml a échoué-

Le n°1293 de l'HR (daté du 10 juin au 23 juin 1982) annonce par un article signé Camille Granot : " << PCML-flash>> et << Travailleurs >> remplacent << L'HUMANITÉ ROUGE >> page 3.
Le n°1294 -mensuel- (n°6 de la nouvelle série) juillet 1982- constitue le dernier n° de l'HR, le titre sera remplacer par PCML FLASH (feuille d'intervention politique) et TRAVAILLEURS (mensuel).

De PCML FLASH à Flash Alternative, puis Flash international…

PCML FLASH n°1 -18 août 1982- porte en sous-titre la mention « Parti Communiste Marxiste-Léniniste » jusqu'au n°122 du 30 mai 1985.
Il devient FLASH ALTERNATIVE le 6 juin 1985 au n°123 jusqu'au n°230 du 19/02/90. La mention et sous-titre « Parti Communiste Marxiste-Léniniste » apparaît du n°123 (6 juin 1985) au n°127 (5 septembre 1985) puis du n°128 -14 septembre 1985- au n°172 -29 Janvier 1987- il porte la référence « Parti pour une Alternative Communiste ».

A partir du n°173 « Flash Alternative » (05/02/1987) et jusqu'au n° 206 (5/5/1988) la mention "Flash Alternative est réalisé

par le PAC -Parti Pour une Alternative Communiste" n'apparaît que dans un petit encadré au recto de la feuille. La seule mention "Flash Alternative est réalisé par le PAC" apparaît au n°207 (26/05/1988). Au n° 210 (28/9/1988) il n'est plus du tout fait mention du PAC.
En décembre 1988 le PAC s'éteint et s'auto dissous.
FLASH ALTERNATIVE sans sous-titres du n° 173 (05/02/1987) au n°230 (19/02/1990). A partir du n°231 –16 mars 1990- il devient « Flash Alternative internationale ». Il cesse d'être hebdo au n°251 du 2/07/1992.
Devient mensuel à partir du n°252 –octobre 1992- jusqu'au n°282 de décembre 1996. Les n°279 et 280 (août et novembre 1996) porte le titre « Flash Alternative » et le sous-titre « Passerelles du Mouvement Social ». Le n°282, qui semble être le dernier, reprend le titre « Flash Alternative internationale ».

TRAVAILLEURS n°1 paraît mensuellement à partir de septembre 1982 avec la référence « Parti Communiste Marxiste-Léniniste » jusqu'au n°27 –juillet 1985- ce n° spécial congrès, annonce que le PCML le 22 et 23 juin s'est transformé en PAC -Parti Pour une Alternative Communiste". Le n°28 de Travailleurs –octobre 1985- porte la référence « Parti Pour une Alternative Communiste . PAC » en sous-titre jusqu'au n°37-38 de décembre 1986 – janvier 1987. Dans ce n°37-38 dont le sujet est « Décentralisation, communes, vie locale » -Journées d'études de l'AERIP –Association d'études des réalités institutionnelles et politiques-, une intervention de Roger Wintheralter (Maire de Lutterbach (Haut-Rhin), président de la fédération des élus autogestionnaires) est reproduite page 23, sous le titre « Maire et autogestionnaire ? ».

La fiche Wikipédia donne les infos suivantes :

> « *Le Parti pour une alternative communiste (PAC) est le nouveau nom donné en 1985 au Parti Communiste Marxiste-Léniniste (PCML) afin d'officialiser sa rupture avec le maoïsme. Ses effectifs sont alors évalués à 300 militants[réf. nécessaire]. Le PAC édite une lettre d'informations, Flash Alternatives. Il est dirigé par un secrétariat collectif composé d'Alain Doronte, Monique Dagron, Pierre Bauby et Jacques Jurquet.*
> *La nouvelle ligne politique est dénoncée par le dirigeant historique du parti, Jacques Jurquet, qui est mis en minorité et décide en 1986 de quitter l'organisation avec plusieurs autres militants dont Jean-Luc Einaudi.*
> *En 1988, les militants du PAC ne sont plus qu'une quarantaine, dirigés par Pierre Bauby, Alain Doronte et Monique Dagron qui signe sous le nom de Camille Granot. Se rapprochant de la Ligue communiste révolutionnaire, le PAC participe à la création du journal Politis et à la coordination Arc-en-Ciel qui soutient la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle, dissident communiste également soutenu par le PSU.*
> *Le PAC décide de s'auto dissoudre au mois de décembre.* »
> Voir aussi http://www.france-politique.fr/wiki/Parti_pour_une_Alternative_Communiste_(PAC)

Pour plus de détails lire les chapitres 43 à 45 du livre de Jacques Jurquet « **A contre-courant 1963-1986** »
ou sur le Forum Marxiste-Léniniste
(voir aussi les extraits en annexe 127)

Du PCRml au PCR… de la fusion avec l'OCT au ralliement à la FGA
Un article de ***J-F V*** dont le sujet est « ***Lutte entre les deux voies dans le Parti ?***» et publié dans le n°58 –du 4 au 17 février 1982- de **Pour Le Socialisme** dans le cadre de la « ***Tribune de discussion du 4e congrès du PCR*** » -pages 6-7-. ***J-F V*** y fait des remarques tout à fait intéressantes et nous éclaire sur le contenu des débats au sein du PCR dans cette période.
Il y écrit notamment au détour de son analyse : que

> « *Au plan politique, la fascination exercée dans le Parti, parfois, par le PS, a bien reculé depuis septembre. Là n'est pas en réalité le principal sujet d'inquiétude. Le principal danger de désagrégation est constitué par deux types de réflexes qui d'ailleurs traversent le courant marxiste français chaque fois qu'un tournant est à prendre :*
> *— La première catégorie est basiste, ouvriériste, conservatrice et sectaire. Etrangère aux modifications de la situation politique et au bouleversement du champ idéologique, elle s'accroche à une démarcation avec le réformisme qui n'est plus opératoire compte tenu de ces changements. Les notions de culture, d'hégémonie, d'inhibition, d'Etat socialiste de droit, lui sont suspectes.*
> *— La seconde est éclectique et libérale : les déterminations de classe ne l'intéressent plus, la classe ouvrière n'occupe pas de place déterminante, le choix réformes/rupture est secondaire, et on peut dire n'importe quoi sur le fonctionnement d'une organisation, indépendamment de ce qu'elle vise, de ses orientations, de son histoire.*
> *On pourrait facilement, à partir de l'observation de ce qu'ont en commun ces deux catégories de points de vue (apolitisme, nullité du sens critique effectif) et à partir du fait qu'ils nous détournent des tâches révolutionnaires effectives, dire qu'ils décrivent une seule et même voie. Mais si l'on appelle lutte entre les deux voies lutte contre ce qui nous détourne de ces tâches, la notion n'a plus aucun intérêt et pour le coup n'a plus rien à voir avec le sens initial.*
> *Surtout, elle présenterait le grave désavantage de ne rien dire du pourquoi de ces idées, points de vue et réflexes et de leurs origines qui sont diverses.*
> *Les premiers trouvent leur inspiration dans des formes de raisonnement primaires où l'on retrouve à la fois les*

traits de l'extrême-gauche en France, et aussi les aspects négatifs de notre propre tradition ou passé.
Les secondes dans un curieux mélange où se brassent les ambiguïtés de la CDFT, la critique de l'URSS par ses dissidents, Solidarité, les effets des tours de passe-passe de la social-démocratie française, l'activité des oppositionnels du PCF, etc. (pour ne pas parler des nouveaux mouvements), et qui décrit si bien le paradoxe du courant progressiste dont nous avons parlé à l'automne.
Bref, on retrouve dans le Parti un type de positions inhibées (par exemple la hantise de l'organisation) qui traversent largement le mouvement populaire et sa composante la plus avancée. Cas inhibitions ne procèdent pas seulement de la guerre idéologique menée par l'adversaire, mais proviennent aussi d'un ensemble de défaites subies et de limites rencontrées par le mouvement lui-même.
On objectera qu'une idée fausse est une idée fausse, que l'anti-totalitarisme est plutôt, au départ, une idée de droite et de guerre froide, et qu'il ne faut pas diluer le fond du débat derrière la prise en compte de ses formes.
J'en conviens facilement; il y a une nette différence entre communisme et progressisme.
Mais il y a aussi une nette différence entre ce qui est régressif chez les progressistes et ce qui est réactionnaire dans bourgeoisie et le révisionnisme.
Il serait donc paradoxal de conduire au nom de la lutte entre deux voies, c'est-à-dire au nom d'un antagonisme de classe, dans nos propres rangs, une bataille d'idées qui doit être ferme, mais que nous envisageons plus pacifiquement à l'extérieur.
En fonction des quelques éléments que je viens de dire, et pour parvenir à une résolution plus tranquille et plus efficaces des contradictions d'idées dans le Parti, je propose que dans la phase actuelle, nous ne fassions plus référence à la lutte entre les deux voies dans le Parti, mais plus simplement à la « lutte idéologique et politique ».
Qu'il me soit permis d'indiquer en conclusion qu'on ne pourra pas régler ce problème en effet en juxtaposant comme le fait l'article 10, débat d'idées qui serait porteur d'innocentes controverses, et lutte entre les deux voies.
La lutte entre vrai et faux, entre ancien et nouveau, comporte aussi, de toute évidence, dans certains cas, une dimension idéologique et politique. ***J.F V. Paris 19e***».

Dans ce long extrait, nous avons bien les contradictions, liées à l'évolution des analyses et de la pratique du PCRml devenu PCR, et qui entraînera sa disparition après avoir fusionné avec… l'OCT (organisation regroupant des trotskistes et des courants ML venant du…PSU). De plus les initiales J-F V sont celles de Jean-François Vitte (dont le vrai nom est Jacques Archambaud) qui fut le responsable de l'UCJR (organisation de jeunes du PCRml).

La fiche wikipédia indique Archimbaud d'autres sites Archambaud. L'important reste dans les infos que la fiche nous donne :

« *En 1985, un réseau se constitue autour de la revue « A faire », d'abord « bulletin multiassociatif » puis revue du « réseau de l'économie alternative et solidaire» (REAS), animé par Jacques et Aline Archimbaud, anciens leaders maoïstes du parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml). Ce parti avait fini par soutenir Huguette Bourchardeau, candidate du PSU à la présidentielle de 1981 contre François Mitterrand. Huguette Bourchardeau deviendra en juillet 1984, ministre de l'Environnement dans le gouvernement de Laurent Fabius. En 1984, le PCR ml se « suspendra » et rejoindra la fédération de la gauche alternative (ancêtre avec le PSU des actuels « Alternatifs ») qui servira de sas de décompression pour Jacques et Aline Archimbaud pour rejoindre « les Vert » avec Alain Liepietz qui avait d'ailleurs fait un tandem en Seine Saint-Denis avec Jean-Luc Benhamias lors des élections législatives et régionales en 1986…* » : sources : Autogestion association

« *Son évolution politique aboutit à l'abandon de la référence « marxiste-léniniste » en 1981. Le PCR-ML prend alors le nom de « Parti communiste révolutionnaire » (PCR). Le PCR s'oriente à partir de cette date vers une ligne autogestionnaire. Dans cette optique, il participe aux côtés de militants trotskistes, issus de la LCR, à la Fédération pour la gauche alternative, et soutient la candidate du PSU, Huguette Bouchardeau, à l'élection présidentielle.*
Après le départ de la plupart des militants en 1982, René Rodriguez devient secrétaire général du PCR. Il décide de prononcer la dissolution du parti en 1983. » Sources Wikipédia

Aline Archimbaud (ou Archambaud) rejoint les Verts en 1992. Députée européenne jusqu'en 1994.
ellr devient adjointe au Maire de Pantin en 2001.
Sera Sénatrice EELV de Seine-Saint-Denis elle claque la porte d'EELV en décembre 2014.

Annexe 101 (des chapitres 11 - 12 et 13)

La Pologne, Solidarnosc, Walesa et Jaruzelski

Chronologie voir : Wikipédia , Kronobase

Solidarnosc : création, interdiction, légalisation en quelques dates :

Août 1980 : Création du syndicat polonais Solidarnosc

Le 5 septembre 1981, débute le 1er congrès de Solidarnosc qui se déroulera jusqu'au 10 septembre et reprendra du 26 septembre au 7 octobre.
Le 13 décembre 1981 : Le général Jaruzelski dirige un coup d'État militaire et policier et met en place la loi martiale ; Solidarnosc (Solidarité) est interdit.
Le syndicat « Solidarité » redeviendra légal en avril 1989.

En France Solidarnosc est l'emblême :

-de toutes les forces politiques de droite et d'extrême-droite.
-des sociaux-démocrates PS, et des autogestionnaires PSU ou CFDT.
-des plusieurs organisations trotskistes (LCR, PCI)
-de plusieurs organisations et partis ML (PCRml, PCML, UCFML, OCFML)
-de plusieurs organisations anarchistes et libertaires (FA, UTCL, OCL, CNT)

Des ML et des trotskistes pas convaincus, voire opposés à Solidarnosc

Le PCOF et VP font des critiques importantes de Solidarité, tout en condamnant l'état d'urgence.
Les groupes trotskistes sont aussi divisés sur le sujet, mais avec de « grosses nuances ». Seule la LTF (qui avait d'ailleurs approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan) rejette fermement tout soutien à Solidarité (voir ci-dessous « Le cas de la LTF »).

De multiples raisons

Les raisons de soutenir ou de critiquer Solidarnosc, Walesa ou le mouvement ouvrier polonais sont donc multiples : à la fois réactionnaires, anti-communistes, démocratiques, anti-révisionnistes…

Walesa en France

Le 14 octobre 1981 Walesa arrive à Paris pour une visite d'une semaine. Il est reçu par la CFDT et… la CGT, comme le montre la photo du leader de Solidarnosc, accueilli par Georges Séguy et Edmond Maire. Cette photo publiée dans **l'Humanité Rouge** -hebdomadaire- n°1262 -du 22 au 28 octobre 1981- en pages 12-13, illustre un reportage intitulé : « ***Solidarité invité du mouvement ouvrier français*** ». Ce reportage indique qu'au meeting de la CFDT, Walesa a déclaré "***Nous ne voulons pas la propriété privée***" et qu'aux militants de la CGT, il dit "***Nous voulons donner vie aux magnifiques slogans du socialisme***".
Le 15 octobre le syndicaliste polonais intervient dans un meeting de la CFDT
Le 16 octobre, il participe à une réunion de travail avec 200 militants de la CGT.
Le 17 octobre, petit déjeuner avec la CGC, il fait une visite à la rédaction et à l'atelier de fabrication du journal « La croix » et s'entretien avec Monseigneur Jean-Marie Lustiger archevèque de Paris et fait du bateau-mouche sur la Seine en compagnie de dirigeants de la CFTC.
En fait, Walesa est suffisamment habile pour dire à ses interlocuteurs ce qu'ils veulent entendre, sa démagogie n'est qu'un masque cachant la réalité dominante du syndicat Solidarnosc qui est le cléricalisme.

Une campagne anticommuniste et antisoviétique

Dès le début du mouvement en Pologne, la campagne menée par la droite en France pour Solidarnosc, est évidemment basée sur l'anticommunisme, son discours sur la défense des syndicats libres ou des ouvriers est de la pure démagogie.
Pour le PS, c'est une aubaine car cela permet à la social-démocratie d'enfoncer un peu plus le clou et de paralyser son allié le PCF.
Pour le PCF c'est encore un sujet gênant qu'il a du mal à appréhender. En fait, après les dissidents et l'Afghanistan, la Pologne de Solidarnosc mettant en avant la figure de l'ouvrier et du syndicaliste, ne peut que paralyser, désamorcer, annihiler toutes réflexions se basant sur une critique marxiste de la Pologne de Jaruzelski. Le logiciel révisionniste du PCF ne lui permet pas d'être crédible sur le sujet et ne permet pas non plus d'endiguer l'offensive idéologique anti-marxiste.

Les ML contre le coup d'état en Pologne

Si le soutien aux ouvriers de Pologne et la condamnation du coup d'état de Jaruzelski est unanime chez les ML. Il se réalise sur la base d'une critique contre le révisionnisme et le social-impérialisme.
Pour ce qui est du soutien au syndicat Solidarnosc, il ne fait pas l'unanimité ni chez les trotskistes, ni chez les ML. Comme pour les dissidents ou l'Afghanistan, ou la campagne pour le boycott des Jeux Olympiques de Moscou en 1980, il y a plusieurs aspects dont l'un peut dominer à un moment et l'autre après.
En clair Solidarnosc à un caractère démocratique ouvrier et populaire, mais aussi clérical, réactionnaire voire anticommuniste.
C'est sur cette ambiguïté que Walesa s'appuie quand il est reçu par la CFDT et la CGT.
Le mouvement populaire autour des ouvriers et de Solidarnosc, de fait s'opposait au parti révisionniste soutenu par le social-impérialisme et l'URSS de Brejnev.
Quand l'état de guerre sera instauré en Pologne et le syndicat Solidarnosc (10 millions de membres) interdit, la CGT restera

« neutre ».

Il était juste de condamner le coup de force de Jaruzelski, mais il était beaucoup moins juste de le faire derrière ou avec FO-CFDT et la droite.

Le cas de la LTF

Signalons ce qu'écrivait la Ligue Trotskiste de France (toujours très… nuancée !) dans ***le Bolchévik*** n° 28 en octobre 1981 : " *Le cours contre-révolutionnaire de Solidarité doit être arrêté ! Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action. Et nous en prenons à l'avance la responsabilité ; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité.* ".

Le n° suivant (29) du journal le ***Bolchévik*** dans un article intitulé : « ***Les trotskystes manifestent contre Walesa à Paris*** » relate un incident qui en dit long sur la nature de Solidarnosc : « *Pour les sociaux-démocrates de la CFDT, depuis très longtemps partisans de l'"autogestion", le dirigeant de Solidarnosc est un héros. Pourtant, un incident lors d'un meeting de la CFDT en l'honneur de Walesa provoqua une gêne considérable. Selon Libération (qui la veille en avait appelé au dieu de Walesa), lorsqu'à la fin du meeting, l'assistance entonna l'"Internationale", la délégation polonaise protesta. Un représentant de la CFDT se précipita pour expliquer que c'était une tradition, mais en vain. Et au milieu de l'"Internationale", la délégation de Solidarnosc quitta solennellement la tribune à l'étonnement général !* ».

Le n°30 du ***Bolchévik*** daté de décembre 1981 (réalisé après le 15 décembre) approuve et justifie le coup d'Etat polonais et titre sur la « ***Mise en échec des préparatifs de contre-révolution de Solidarnosc*** ».

Dans son n°31 en date de février 1982 ***Le Bolchévik*** annonce « ***Pologne: Mitterrand déchaîne l'hystérie antisoviétique*** ». En page 2 la LTF signe une déclaration en date du 20 décembre 1981 : « ***21 décembre: Pas de grève pour le pape, l'OTAN et Mitterrand*** » et qui dit notamment : « *Les manifestations actuelles en faveur de Solidarnosc ont été l'occasion d'une "union sacrée" allant des fascistes, royalistes et gaullistes jusqu'aux sociaux-démocrates et à l'extrême gauche stalinophobe comme l'OCI et la LCR. La grève appelée par plusieurs syndicats pour le lundi 21 décembre est une grève réactionnaire, organisée sous la bannière de la guerre froide. Tant que les ministres "communistes" affirment leur solidarité avec le gouvernement pro-OTAN de Mitterrand, la position "abstentionniste" du PCF et de la CGT n'est en effet qu'un refus de s'opposer à cette mobilisation pro-impérialiste. Il faut faire comme les ouvriers italiens, qui ont refusé de suivre les consignes de grève lancées par les sociaux-démocrates et eurocommunistes.*
Ne faites pas cette grève! Organisez les ouvriers pour la casser ! »

Un contexte favorable pour la réaction

Dans le contexte, il fut très facile aux forces les plus réactionnaires voire fascisantes de faire de la Pologne le symbole d'une lutte anticommuniste, alors qu'au départ sur le fond c'était bien une lutte ouvrière contre une bourgeoisie révisionniste.

Solidarnosc est devenue une réponse politique, capitaliste, bourgeoise et cléricale à la crise de la Pologne révisionniste de Gomulka, Gierek, Kania, Jaruzelski, sur le dos du mouvement ouvrier polonais (et en se faisant passer pour son défenseur).

Quelques liens sur Solidarnosc :

Solidarnosc : un espoir se lève à l'est
Solidarnosc pour le pouvoir aux travailleurs
Walesa arrive en France (vidéo journal télévisé)
Lech Walesa : Archives vidéo
Visite de Lech Walesa en France (document audio)
Le journal catho « La Croix » reçoit Walesa
Analyse de LO : Pologne 1980-1981 : des grèves de Gdansk à la dictature militaire
Solidarnosc : Épreuve de vérité pour les trotskystes (Tendance bolchévique)
Une révolution trahie (La Brèche Numérique) –trotskiste NPA-
Halte à la contre-révolution de Solidarité -Le Bolchévik n°28 –octobre 1981- (LTF) –version PDF-

Annexe 102 (du chapitre 13)

Prolétariat n°24 –avril 1982- Editorial de Camille Granot « ***Une étude et une discussion nécessaires*** » -pages 5-6-7-

En juillet dernier, lors de la reparution de Prolétariat décidée par le IVe Congrès du parti, nous disions combien les références du communisme ont été formidablement secouées et mises à mal; nous disions la nécessité de fonder de nouveau nos thèses et nos actes et de réduire "l'océan de méconnaissances et d'interrogations" qu'ont ouvert devant nous les premières applications et vérifications de la science déblayée par Marx et les autres dirigeants prolétariens. Nous disions

combien cet objectif était rendu encore plus nécessaire et plus urgent dans la France d'après mai 1981.
Neuf mois ont passé qui ont confirmé cette nécessité et cette urgence.

Le 10 mai a porté au gouvernement l'essentiel des forces politiques du pays se réclamant du socialisme et prétendant y conduire : leurs programmes politiques, leurs actions, leurs résolutions se situent explicitement dans cette perspective. La polémique avec ces forces n'est plus seulement comme au temps de Giscard d'Estaing - affrontement de mots et de systèmes; le Parti socialiste, le Parti communiste français, s'efforcent de mettre concrètement en oeuvre leurs stratégies respectives d'avancée vers le socialisme. Quand nous discutons avec ces acteurs du mouvement ouvrier, avec ses militants ouvriers et syndicaux, nous sommes d'emblée au cœur des questions stratégiques ; quel socialisme pour la France de 1982 ? Quelle voie pour y aller ? Y a-t-il ou non rupture, révolution ou bien avancée graduelle ? Autant de quittions de portée pratique, concrète, immédiate qui dictent l'action vis-à-vis de l'appareil d'Etat, des forces patronales et réactionnaires en France, vis-à-vis de la disposition des forces à l'échelle internationale. Le fameux "triptyque" du Parti socialiste - nationalisations, décentralisation, autogestion - soutenu dans la pratique gouvernementale par le PCF, fournit peu à peu notre cadre de réflexion et d'action puisqu'il est en passe de devenir une réalité économique, institutionnelle, politique et sociale. Cela bouleverse les habitudes de pensée et d'action de toutes les forces du mouvement ouvrier. Cela bouleverse les nôtres aussi que nous qualifierions de dogmatiques et de figées si nous les conservions dans la nouvelle situation.
Le 10 mai a concrétisé et consolidé un reclassement des forces dans la lutte idéologique et politique dans les rangs ouvriers. Personne n'a fait le tour - loin s'en faut - des conséquences de la montée et de l'hégémonie social-démocrates dans tous les domaines. Dans la diversité des "sensibilités" et des courants, des générations et des origines politiques, syndicales et intellectuelles, a pris le pas une conception globale du monde où l'exigence d'une "nouvelle citoyenneté", où l'objectif du "consensus" et de "nouvelles solidarités" et où la "concertation" comme moyen de règlement des contradictions, deviennent les maîtres-mots. Sous l'hégémonie social-démocrate à la mode 1982, la classe ouvrière risque de perdre dans son autonomie, dans ses positions si chèrement acquises dans les dernières décennies. Aussi les orientations que doit prendre le mouvement ouvrier, celles qu'il faut prendre en son sein, constituent-elles des enjeux décisifs pour l'avenir. Gestion de l'appareil économique et politique quelque peu modifié ou accumulation des forces ouvrières et populaires pour des assauts autrement décisifs ? Peut-on sérieusement parler de "nouveaux critères de gestion" alors que la maîtrise globale du pouvoir économique reste au capital monopoliste ? L'accumulation des forces se fait-elle hors du domaine des réformes et des nouveaux acquis, si limités soient-ils ? Sur le terrain de l'action, les questions ouvertes sont encore : la décentralisation et les moyens démocratiques qu'elle offre - ou n'offre pas - les nationalisations et les droits nouveaux qu'elles permettent ou non, etc., les nationalisations et les pratiques impérialistes qu'elles perpétuent, voire renforcent, l'autogestion, miroir aux alouettes ou réalité ?

Le mouvement ouvrier français n'aborde pas toutes ces questions dans la clarté idéologique ni toujours avec une détermination de classe fort solide. La confusion - ou (et) le bouillonnement de pensées ? - dominent bien souvent; dans ses débats et actions, visera-vil toujours la cible capitaliste ou cédera-vil aux pièges modernes de la collaboration de classes baptisée nouvelle solidarité ? Certaines "évidences" des communistes anciennement partagées par bien d'autres militants ouvriers et syndicaux ont parfois perdu leur pouvoir de conviction et d'entraînement aujourd'hui.

Le 13 décembre polonais a accentué les interrogations, les doutes et le désarroi.

Le courant social-démocrate, avant tout préoccupé à la fois de casser le monde bipolaire d'après Yalta et de marginaliser ce qu'il appelle " marxisme-léninisme ", n'a pas manifesté un réel souci d'analyser ce qui se passe profondément en Pologne. Les dirigeants du PCF et de la CGT se réclamant tout à la fois du " renouveau socialiste " en Pologne et du coup de force de Jaruzelski par refus du " bain de sang " - ont-ils dit - ont occulté ce qui monte et mûrit dans les pays de l'Est européen, la force gigantesque et pleine d'avenir - même si momentanément étouffée et vaincue - de la classe ouvrière de ces pays et se sont efforcés de dissimuler les responsabilités écrasantes du système social-impérialiste de l'URSS.

Du coup ont primé l'anticommunisme et les polémiques intérieures à la vie politique française, entre droite et gauche, à l'intérieur de la gauche elle-même; et les idées et pratiques communistes ont été la cible. Du coup, notre parti, même s'il a adopté une attitude ferme et militante de condamnation du coup de force de Jaruzelski, même s'il a affirmé qu'une telle pratique n'avait rien de commun avec le socialisme et le communisme, même s'il a dénoncé les ingérences et responsabilités soviétiques, a été éclaboussé par la campagne anticommuniste. Notre IVe Congrès a souligné cette contradiction dans le rapport d'orientation : "Quelle ligne d'édification pour le parti ?" en ces termes :

> « *...nous sommes dans une contradiction des plus délicates à régler. D'un côté, nous propageons le marxisme-léninisme, le communisme et avons comme cible les perversions soviétiques, d'un autre côté, la montée de la prise de conscience de la nature impérialiste de l'URSS entraîne le rejet de l'ensemble de sa superstructure et de l'idéologie qui a présidé à sa création en 1917 par la classe ouvrière et les masses. Cette situation est largement amplifiée par les campagnes bourgeoises et les remontées des social-démocraties*".

Comment y faire face sinon en approfondissant notre étude et notre compréhension des phénomènes survenus en Union soviétique ces soixante dernières années ? Cette tâche est en grande partie devant nous. Notre parti est resté jusqu'à aujourd'hui trop ignorant de la réalité polonaise, des processus concrets qui ont conduit à août 80 et à décembre 81 pour

pouvoir fournir des appréciations autres que des indications sèches et générales. Notre analyse de bon nombre de phénomènes et de faits concernant les expériences socialistes dans le monde reste insignifiante et reflète une lenteur dans la mise à jour de notre compréhension du monde contemporain.

D'autres partis communistes, d'autres communistes en France mènent les mêmes efforts de réflexion et de compréhension que nous-mêmes. Les événements de Pologne ont accéléré l'éclatement du mouvement communiste international : les récentes prises de position du Parti communiste italien et du Parti communiste d'Espagne, la polémique qui oppose le Parti communiste italien au parti de Brejnev, les contacts nouveaux entre le Parti communiste français et le Parti communiste chinois scindent ce mouvement de décomposition du mouvement. Le sens pris par ces partis est bon dans la mesure où il contribue, peu ou prou selon les cas, à isoler l'Union soviétique et même si le processus en est compliqué et contradictoire. Certes, l'URSS est encore loin d'être complètement isolée au plan idéologique, politique et militaire; elle est loin d'être appréhendée comme puissance impérialiste et agressive. Pour autant, les distances prises vis-à-vis d'elle sont positives et les réflexions menées par ces partis quant au socialisme nous concernent et nous intéressent.

Ainsi, le 10 mai français, comme le 13 décembre polonais, rendent plus nécessaires et plus urgentes de nouvelles avancées dans nos études, nos réflexions, nos propositions et nos actes. Mener conjointement l'étude, la réflexion, la discussion pour définir peu à peu le socialisme pour la France et avancer sérieusement dans le bilan des expériences socialistes réalisées dans le monde, voilà une grand ambition qui prendra du temps, qui exigera du sérieux, de la rigueur, de la patience, une confrontation incessante des points de vue aux faits, des thèses à la pratique et à l'action.
Nous ne l'accomplissons ni ne l'accompliront seuls, mais en confrontation, en appui et en critique, avec d'autres thèses et d'autres pratiques présentes dans les rangs ouvriers et communistes.

Prolétariat peut apporter sa pierre à l'édifice. Déjà, ses deux derniers numéros se sont efforcés d'agripper certaines questions brûlantes, réactivées par le 10 mai : la social-démocratie à la française n°22), les nationalisations (n°23), la décentralisation (n°23), la question de l'Etat (n° 23). Ce numéro 24 analyse le plan intérimaire de deux ans. Mais il est essentiellement consacré eu XXIVe Congrès du PCF dont l'importance ne saurait échapper à aucun communiste, qu'il soit dans les rangs du PCF ou hors de ses rangs; ce faisant, en examinant les réponses que le PCF fait à la réalité actuelle et les perspectives qu'il dit ouvrir au pays, nous passons en revue les questions qu'il dit ouvrir au pays, nous passons en revue les questions qui nous sont chères : le socialisme pour la France, la voie pour y parvenir, le rapport à l'Union soviétique.

Deux articles reflètent nos centres d'intérêt d'une autre manière : l'un invite à l'étude de la Résolution sur quelques questions d'histoire du Parti communiste chinois où celui-ci fait le bilan de la révolution culturelle et de la pensée et de l'action de Mao Tsetoung dans la révolution chinoise; l'autre examine quelques étapes et problèmes du mouvement communiste international depuis la seconde guerre mondiale jusqu'aux événements de décembre 81. Nous avons ajouté cette fois quelques notes de lecture parmi l'abondance des dernières publications.

D'autres articles sont en chantier - pour le prochain numéro (25) : la suite de Changer l'Etat ? paru dans le numéro de décembre, une étude sur la Pologne notamment, simples contributions d'un vaste programme dont la nécessité et l'ambition nous stimulent.

Camille Granot

Annexe 103 (des chapitres 11 et 13)

Liste des articles concernant la Pologne, publiée dans Pour le parti de 1980 à avril 1982 :

-Pour Le Parti n°29 –septembre 1980- l'éditorial en une annonce : « Pologne : La brèche » (Xavier Nelson) - pages 1 à 5
-PLP n°40 –septembre 1981- « Pologne : Stabilisation ou marche en avant ? » (C Paveigne) –pages 25 à 27-
-PLP n°42 –novembre 1981- : « Pologne : Solidarnosc « Solidarité » à la croisée des chemins » (C Paveigne) – pages 12 à 14-
-PLP n°45 –février 1982- la couverture annonce : « ***Et les chars défoncent les grilles des chantiers navals : Pologne leur lutte soutient la notre !*** ». Dans ce numéro la Pologne tient une place importante : 21 pages sur 28. L'article « Sur la religion en Pologne » -pages 11 à 13- est constitué d'extraits du livre de Jacques Sapir : « Pays de l'Est, vers la crise généralisée ». Editions Federop.
-PLP n°47 –avril 1982- « La Coordination CGT pour la Pologne : l'opposition de sa majesté. » (Corr. VP) pages 25 à 27-

Liste des articles sur la Pologne, publiée dans le journal Pour Le Socialisme de 1980 à 1982 :

-Pour le socialisme n°49 -juillet 1981- publie pages 13-14-15 une interview d'Aleksander Smolar, réalisée par Jean-Paul Gay, sous le titre « ***Pologne : Les risques de l'été…*** »
-PLS n°10 -du 11 au 17 septembre 1980- consacre sa couverture, son éditorial et les pages 3 et 4 aux « ***leçons de l'été polonais*** ».

-PLS n°50 -du 30 septembre au 13 octobre 1981- « Le congrès de Solidarité : l'apprentissage de la démocratie » (De notre envoyé spécial Jan Morski) –pages 15-16-17 « Un conflit significatif : Les sidérurgistes de la « Huta Katowice » et leur directeur » -page 17-

-PLS n°51 -du 14 au 27 octobre 1981- « Solidarnosc - Dans le Congrès de Solidarité » (De notre envoyé spécial Jan Morski) –pages 11-12-13-14-

-PLS supplément de 8 pages au n°55 -vendredi 18 décembre 1981- Spécial Pologne « Contre la dictature militaire. Solidarité totale avec le peuple polonais. Liberté pour Solidarnosc. Que faire pour aider Solidarité aujourd'hui ? »

-PLS n°56 -du 7 au 20 janvier 1982- « Pologne : soutenir la résistance » -page 1- « Soutenir la résistance du peuple polonais » (Nicolas Duvallois) –page 6-

-PLS n°57 -du 21 janvier au 3 février 1982- « La Pologne au cœur du 24e congrès du PCF ? » (Nicolas Duvallois) –page 4- « PCI, PCE : sous le choc » -page 5- « Pologne » (Comité de Coordination du syndicat « Solidarnosc » en France » -page 12- « Un vent de Pologne souffle sur les lycées », « Besançon : une initiative exemplaire », « Comment faire parvenir le témoignage de notre solidarité en Pologne ?» -page 12-

-PLS n°60 –du 11 au 24 mars 1982- « Informations Solidarnosc » -page 18- « Nouvelles de Pologne ''L'hiver est à vous. Le printemps sera à nous » -page 18- « Nouvelles de Pologne : extrait du bulletin Solidarnosc n°6 » -page 19-

Annexe 104 (du chapitre 13)

Le ML n°47 –janvier 1981- page 28 :

-POLOGNE-

La situation en Pologne évolue à travers des contradictions politiques complexes.

Nous posons que l'équilibre actuel des forces ne peut durer.

Il ne le peut pas, car il y a, de fait, embryon d'un double pouvoir. Il est manifeste que le parti révisionniste polonais n'est en mesure de garder le pouvoir que s'il dispose de la collaboration permanente et active du syndicat Solidarité. Seule la collusion de ces deux forces permet de faire face à la montée du radicalisme ouvrier et populaire.

Les deux sources de ce radicalisme sont :

-la question nationale, point-clef de tout ce qui se passe. Le parti révisionniste n'a plus d'autre argument à faire valoir que « moi ou les russes ». Le gouvernement polonais vit sur le chantage à l'invasion. Sa légitimité nationale est donc de jour en jour plus suspecte encore.

-la question de la survie. Le fiasco économique est complet, et on ne peut exclure de vastes révoltes de la faim dans les villes. C'est le prix payé à une politique dévastatrice quant aux rapports villes-campagnes, les nouveaux bourgeois du Parti ayant dû, pour maintenir leur dictature d'Etat, laisser la paysannerie à l'écart - ni collectivisme, ni capitalisme privé franc.

Dans ces conditions, la classe ouvrière, qui a mesuré depuis plus de 20 ans sa force sociale et politique, est constamment au bord de lancer des grèves et des mouvements de masse de protestation et de pression.

Lech Walesa. agent de l'Eglise catholique, politicien de la bourgeoisie classique, doit se démener sans relâche pour maintenir la force sociale ouvrière dans les limites très étroites d'un « soutien critique » au gouvernement Kania. Mais cette collaboration tactique engage des forces d'Etat en rivalité potentielle aiguë (la nouvelle bourgeoisie et l'ancienne, le parti révisionniste et l'Eglise). Elle est instable, et ne peut durablement satisfaire les russes, qui exigent un contrôle politique complet des masses polonaises.

La force tactique actuelle de la collusion Kania-Walesa tient largement à la faiblesse politique du prolétariat polonais. Force sociale et force de masse considérable (la plus considérable en Europe depuis longtemps), la classe ouvrière n'est pas autonome, n'est pas organisée, n'est pas une force alternative dirigeant D'ENSEMBLE, en particulier sur la question nationale.

Les tendances de type Kuron. très voisines de certains courants du parti Tchèque en 1968, ne nous inspirent aucune confiance. Ce trotkysme «démocratique», même (et surtout) quand il a une base de masse, n'organise que la faiblesse, sous-estime la question nationale, se trompe régulièrement d'étape et de mot d'ordre.

Le parti révisionniste et l'Eglise (l'armée ?) sont encore à ce jour les seules organisations nationales crédibles. Il est remarquable que l'Eglise ait en fait contrôlé l'inauguration du monument aux victimes ouvrières de Gdansk-70. Cette invention ouvrière étonnante a été politiquement assujettie aux manoeuvres tortueuses des anciens bourgeois. Ils y ont affirmé qu'ils incarnaient, de fait, l'aspiration nationale polonaise, et qu'eux seuls pouvaient négocier avec Kania, voire avec les russes.

Le point critique concerne à l'évidence, pour les russes, ce qui se passe dans le parti. Kania est allé à Moscou promettre qu'il tiendrait l'appareil. Mais est-ce si sûr ? Les débats du Comité Central ont fait apparaître des divisions profondes, des incertitudes politiques, une absence complète d'initiative Des sections locales donnent des signes de désagrégation. Que deviendrait tout cela dans l'hypothèse de troubles populaires sérieux ?

N'en doutons pas : la démonstration historique d'un affaiblissement irrémédiable du parti nouveau bourgeois donnerait le signal de l'invasion russe.

La seule hypothèse de rechange dans ce cas serait celle d'un coup d'Etat Intérieur, des forces de l'armée et de la police s'emparant du pouvoir. Moczar pourrait être l'homme d'une telle opération.

Ceci renvoie à la question décisive de l'armée. Décisive dans tous les cas, car la possibilité d'une résistance populaire armée à l'invasion dépend aussi de l'éventuelle décision politique de l'appareil militaire. Nous ne savons rien là-dessus.

Pour nous, la tâche internationaliste est claire :

** Nous soutenons le mouvement ouvrier et populaire polonais

- contre les russes, et pour l'indépendance nationale.
- contre la nouvelle bourgeoisie au pouvoir (dénonciation de masse des privilèges, de la milice, des mouchards du parti...).

Notre soutien est complet. Nous savons que quand la question nationale est en jeu, elle se subordonne provisoirement, dans une première phase, la question de classe. Face aux russes, c'est la résistance populaire que nous soutiendrons. Face aux nouveaux bourgeois, nous sommes aux côtés de l'exigence ouvrière et populaire.

Il se peut qu'éclatent en Pologne des émeutes voire des insurrections, sans que les conditions politiques de la victoire soient réunies. Toute notre identité de marxistes nous déterminera alors à manifester que nous sommes intégralement aux côtés des ouvriers et du peuple; que notre conviction est que les masses font l'histoire; que dans ces situations héroïques, le prolétariat pose en toute hypothèse la question de sa politique et de son parti.

** Nous ne cachons rien de ce que nous pensons. Une situation divisée doit être expliquée. Il faut prendre appui sur la sympathie internationaliste pour le peuple polonais afin d'expliquer la nature de la nouvelle bourgeoisie, la nature du P.C.F., la nature du social-impérialisme.

La force sociale de la classe ouvrière polonaise doit être le point de départ d'une intense campagne sur la question nationale ET sur la question de la force politique, du parti de type nouveau.

** Dans l'hypothèse d'une action militaire russe, nous réagirons aussitôt, dans l'indépendance politique la plus complète par rapport aux forces pro-américaines, voire fascistes, qui ne manqueront pas de se manifester. La défense de la politique prolétarienne et du marxisme seront à I' ordre du jour, à travers le soutien inconditionnel à la résistance populaire polonaise.

Il s'agit dès maintenant de montrer partout, spécialement dans les usines et les quartiers, que l'existence de la classe ouvrière comme force dirigeante nationale - y compris pour conquérir ou préserver l'indépendance nationale - exige l'édification du parti au feu de la lutte des classes sur deux fronts.

Annexe 105 (du chapitre 13)

PLS n°58 du 4 au 17 février 1982 –page 8-

Oublier le Salvador ?

Éclipsé pour un temps par la situation polonaise, le Salvador retrouve la première page des journaux. Et c'est la sinistre liste des massacres perpétrés par les armées de la junte. Décembre 1981 : des centaines de civils passés par les armes dans le Morazan. Janvier 1982 : 27 étudiants assassinés par deux cents soldats des forces armées, des femmes violées et séquestrées dans un faubourg de la capitale, San Antonio Abad...

Et c'est la sinistre valse des millions de dollars, cinquante-cinq pour des avions et des hélicoptères, trois cents pour les frais généraux de l'ethnocide, octroyés par Reagan pour la " *défense de l'Occident* " et en récompense d' " *un effort important et concerté dans le domaine des droits de l'homme* "... La sinistre comédie des élections du 28 mars : un parti officiel, parti de " conciliation nationale ". le " parti d'orientation populiste " du général Medrano, fondateur du groupe Orden, des avocats liés à l'entreprise privée une Action Rénovatrice Nationale d'un commandant formé à Taïwan, admirateur de Pinochet... Une comédie électorale mise en scène et orchestrée par une " communauté démocratique centre-américaine " formée le 19 janvier par les gouvernements du Costa-Rica, du Honduras et du Salvador, indissolublement liés par leur volonté de lutter contre le " terrorisme " et le danger que représente le Nicaragua. Dans les coulisses, une grande ombre s'agite : les Etats-Unis d'Amérique. Une grande ombre dans de beaux draps : le Congrès se fait tirer l'oreille, les démocrates renâclent, l'opinion ne suit pas... C'est que la pilule est dure à avaler : 300 millions de dollars à des gens qui massacrent sans pudeur, 300 millions à des gens qui ne sont pas capables de garder les avions qu'on leur a offerts gracieusement !...

N'a-t-on pas vu, un an après la " *victoire écrasante sur les forces de subversion* ", ces mêmes subversifs et " *autres terroristes* " renaître de leurs cendres pour détruire à llopango des avions et des hélicoptères ? Ne les a-t-on pas vu mener avec succès une offensive à Nueva Trinidad ? A qui se fier... La carte du Salvador ne présente-t-elle pas de larges zones d'ombre ? Les zones des régions libérées... Attaques et occupations de ville, sabotages, harcèlement de commissariats dans Salvador même ne se multiplient-ils pas ? San Miguel, Usulutan, Tejutepeque, autant de noms au souvenir cuisant pour les armées de la junte qui ne comptent plus les échecs : la destruction de Radio-Venceremos, ratée; l'encerclement du FMLN à La Guacamaya, raté...

Les zones " sous contrôle " se consolident, les réfugiés y affluent; près de 80 000 Salvadoriens y trouvent

protection et grossissent les rangs des forces révolutionnaires; on y cultive le maïs; les haricots y fleurissent comme les collectifs de production. On invente, on innove : le bambou irrigue les champs où poussent les tomates, les concombres, les radis. Les mots santé, éducation prennent un sens, les mots faim et peur s'estompent...

A l'extérieur du pays inlassablement, les représentants du FMLN luttent pour obtenir le soutien des pays étrangers, réitèrent leurs exigences de négociation avec la junte et les USA, que rien ne saurait empêcher, pas même et surtout pas les élections truquées du 28 mars dont c'est le but avoué...

Les actions de solidarité se multiplient en Europe : les 5 et 6 décembre 1981, la quatrième rencontre européenne des comités de solidarité avec le peuple du Salvador se tenait à Paris. Côte à côte sur les mêmes bancs : les militants des comités allemands, autrichiens, belges, danois, américains, français, hollandais, portugais. Chacun ayant déjà à son actif des initiatives spectaculaires : manifestations, meetings, collectes. Le 28 novembre, 10 000 personnes à Paris dans une marche nationale soutenue par le PS, le PCF, la CFDT, la CGT, la FEN; le 22 janvier, un rassemblement à l'église Saint-Merri, une collecte de un million pour la résistance salvadorienne lancée par le comité de solidarité français, un bulletin régulier, Farabundo, deux numéros sortis et qui ont besoin d'abonnés...

Annexe 106 (du chapitre 13)

Extrait de l'éditorial de Pierre Bauby dans l'Humanité Rouge n°1282 –du 25 au 31 mars 1982-
« Après les cantonales » -page 3-

« il s'agit, pour l'ensemble de la gauche, de s'interroger sur les raisons du recul enregistré et d'en tirer les enseignements qui s'imposent. Ce débat a commencé dès dimanche soir.

Pour certains, la gauche, le gouvernement n'ont pas suffisamment expliqué leur politique, les réformes mises en œuvre, il faut faire preuve de plus de pédagogie.

C'est oublier que les travailleurs ne jugent pas d'une politique au travers des discours, mais sur la base des faits, des changements réels qui interviennent dans leurs conditions de vie et de travail. D'autres parlent de la bataille implacable de la droite, qui dispose de ressources considérables, contre le changement. Celle-ci, bien réelle, ne saurait pourtant surprendre : les forces réactionnaires utilisent toujours tous les moyens en leur possession pour défendre leurs privilèges et leurs pouvoirs. C'est une leçon de l'histoire qu'il ne faudrait pas faire semblant de redécouvrir aujourd'hui. Seule la mobilisation ouvrière et populaire est susceptible de leur tenir tête, mobilisation bien absente aujourd'hui.

Tant il est vrai qu'une politique qui ménage les intérêts capitalistes, qui ne touche pas à leurs bastions dans l'appareil d'Etat, qui multiplie les hésitations, les concessions, les prudences, ne répond pas à l'attente des travailleurs, de la jeunesse, de l'ensemble des couches populaires, comme les paysans. Le résultat ne peut en être que des désillusions, des difficultés de mobilisation des forces ouvrières et populaires, un attentisme général dont les forces de droite profitent pour relever la tête, déployer leurs moyens, poursuivre leurs attaques contre les travailleurs. A terme une telle politique ne peut conduire qu'à l'impasse, à l'échec.

Bien au contraire, il s'agit d'aller dans le sens de la mise en cause de la recherche et de l'appropriation des profits maximum par les capitalistes, s'attaquer aux profits, mettre en œuvre de réels changements en faveur des travailleurs. Ceci implique en particulier : - lutter réellement contre le chômage en suspendant les licenciements en cours, en instituant un recours suspensif des Comités d'entreprise pour tout ce qui concerne l'emploi, en embauchant les travailleurs intérimaires, contractuels et à statut précaire, en régularisant tous les travailleurs immigrés sans papier, en indemnisant tous les chômeurs; -Arrêter la baisse du pouvoir d'achat en revalorisant le SMIC à 3 900 francs, en supprimant la cotisation supplémentaire de 1% sur la Sécurité sociale, en élaborant un nouvel indice des prix représentatif de la hausse réelle ; - Instituer de réels droits des travailleurs et des organisations syndicales en développant des pouvoirs de contrôle effectifs, en abrogeant toutes les restrictions du droit de grève, en garantissant l'emploi dans les entreprises nationalisées et dans leurs filiales; -Défendre le pouvoir d'achat et les conditions de vie des petits et moyens paysans. Il ne saurait s'agir de continuer comme si rien ne s'était passé. L'échec des cantonales doit conduire l'ensemble de la gauche, des forces ouvrières et populaires, à dresser un premier bilan, près d'un an après le 10 mai et à en tirer les conséquences. Le PCML, pour sa part, y contribuera. »

Annexe 107 (du chapitre 13)

Fondation Saint-Simon par Wikipédia
La Fondation Saint-Simon par la Fondation Copernic
Les architectes du social-libéralisme (Le Monde diplo)
Cercles d'influence atlantistes en France : La face cachée de la Fondation Saint-Simon
par Denis Boneau
Le Monde du 23 juin 1999 : Horizons – Débats - Point de vue
La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie - Par Pierre Rosanvallon-

Annexe 108 (du chapitre 14)

Pour Le Parti n°58 –avril 1983-

Editorial

A contre courant

Que, pendant la campagne électorale, la droite ait utilisé tous les arguments racistes, brandit toutes les menaces sur la sécurité, que cela encourage les attentats racistes, réveille les vieux démons, c'est sûr. Mais ils ont beau jeu les socialistes de s'indigner...

Au soir du premier tour, Jospin " *découvre* " que la droite a mené une campagne de peur, une campagne raciste. Tiens, tiens... et qu'en sort-il entre les deux tours ? Une campagne encore plus écœurante. " *Quoi, nous aurions été plus laxistes, nous aurions laissé plein d'immigrés rentrer en France ?* ". Mais pas du tout ! On sort les chiffres pour démontrer qu'en 82 il y a eu 45 000 refoulements - " *chiffre sans précédent* " annonce glorieusement le secrétaire d'Etat à l'immigration. Déferre fait placarder sur les murs de Marseille : " *La droite, c'est vingt ans d'immigration sauvage; la gauche c'est l'immigration contrôlée* "...

Loin de contrer les arguments de la droite, ils en rajoutent. Là comme ailleurs, ils se couchent devant la droite.

D'ailleurs ce n'est ni Chirac ni Le Pen qui ont dénoncé les " *chiites* " de l'automobile. C'est bien Mauroy et Déferre... Mais, au-delà du petit jeu des citations, il faut voir les faits : bien avant la campagne électorale, bien avant même la venue de la gauche au pouvoir, c'est l'ensemble de la politique des réformistes qui fait le jeu du racisme anti-immigré. Et il ne s'agit ici pas seulement de Vitry, Montigny ou des campagnes pour imposer des quotas dans les logements ou un " *statut* " à part pour les immigrés.

La gauche avait dit qu'avec une autre politique, on pouvait éviter la fatalité de la crise. Aujourd'hui, la crise est là et bien là. Et face à cette crise, quelle alternative nous présente-t-on à grand renfort de publicité, de coups de théâtre à Bruxelles ou ailleurs, de secrets, de révélations, de manipulations diverses ? Une seule, toujours la même : faire front avec le capitalisme, se battre dans la jungle contre nos concurrents, contre l'étranger, dans un large front de l'OS au patron nationalisé.

Rien de plus efficace que ces accents guerriers sur la concurrence, la compétition internationale, la défense des couleurs françaises dans le monde, l'appel à l'unité derrière les entreprises, pour renforcer le nationalisme, le chauvinisme DONC le racisme.

Mais il y a plus. Qu'on se souvienne par exemple la façon dont Quilès, battu, a critiqué la télé. On a trop parlé des grèves de l'automobile a-t-il dit. En fait, ce qui l'agace prodigieusement dans ces grèves, ce n'est absolument pas le fait qu'elles sont principalement le fait d'OS IMMIGRES. Pas du tout. C'est que ces grèves ont révélé la colère et la déception de tous les ouvriers qui sur les chaînes ont constaté que la gauche n'avait rien changé à leur condition ouvrière. C'est ça qui est insupportable. Que les ouvriers refusent le consensus à un moment où la bourgeoisie a BESOIN de ce consensus pour reconquérir sa position dans le monde. La hargne de Mauroy contre les " *chiites* ", elle vient aussi de là. Pas d'ailleurs. Cette attaque qui apparaît avant tout comme une attaque contre les immigrés est bien au fond une attaque contre toute révolte ouvrière, une attaque contre la classe ouvrière. Qui renforce des divisions existantes, certes. Mais encore une fois qui vise TOUS LES OUVRIERS.

Les humanistes du PS ont beau critiquer les attentats racistes, organiser même des manifs sur la Canebière quand des bombes tuent aveuglément deux gosses dans une cité de transit, ils ont beau être sincères, cela ne change rien : leur choix de classe, la façon dont ils conduisent les affaires, dont ils présentent aujourd'hui les choses ne peuvent conduire qu'à un renforcement de la division. Et donc laisser la voie libre au racisme aveugle.

Qu'on ne s'y trompe pas : on ne peut pas à la fois faire campagne pour l'unité nationale, pour la défense du capitalisme en crise ET pour l'unité de la classe ouvrière. Pour la bonne et simple raison que l'unité ouvrière ne se construit, elle, que CONTRE notre ennemi commun, contre ceux qui vivent de notre exploitation renforcée et de notre silence.

Or, de ce point de vue, nous allons au devant de temps très durs. La crise est là. Et elle s'installe aussi dans les têtes. Les arguments de la bourgeoisie, ses mises en scène, ses discours finissent par porter. Ce qui semblait acquis il y a peu pour beaucoup d'ouvriers ne l'est plus aujourd'hui.

Pour prendre un exemple, un mot d'ordre aussi simple que la libre circulation pour tous les travailleurs, voilà qu'on a de plus en plus de mal à le défendre. Nombre de camarades, y compris de camarades immigrés, reprennent aujourd'hui le vieux couplet de la gauche : il faut garantir de bonnes conditions de vie et de travail aux immigrés " *installés* ", ceux qui ont contribué au développement économique du pays et à leurs enfants. Mais pas de nouveaux immigrés, il n'y a pas de place. Ca ferait des chômeurs, des proies faciles pour les petits patrons sans scrupules ou des victimes désignées pour la délinquance. Bref, leur présence ici ne créerait que des problèmes et retomberait, sous forme de racisme, contre tous les immigrés...

Voilà : à force d'entendre de droite comme de gauche qu'il faut contrôler, réguler, encadrer l'immigration,

l'argument se retrouve y compris chez ceux qui savent bien pourtant que ce n'est pas un décret ou une " *politique* " qui font venir les immigrés ici.

Ils savent bien pourtant que les candidats à l'immigration ne viennent qu'avec l'espoir de trouver du travail et que ça commence à se savoir de par le monde qu'il y a la crise en Europe (en témoigne d'ailleurs la baisse du nombre de clandestins arrêtés aux frontières). Ils savent bien que ceux qui malgré tout veulent tenter leur chance, aucune frontière ne les arrêtera.

Ils savent bien aussi que la presse ment : les immigrés ne sont pas plus délinquants que les autres. Mais au lieu de dénoncer ces mensonges, face à ses déferlements de racisme, on préfère souvent FAIRE LE GROS DOS, éviter les vagues.

Et bien non, sur ce point comme sur d'autres, il ne faut pas se taire. Il faut encore et encore refuser de lier immigration et délinquance, immigration et chômage. Lier au contraire immigration et impérialisme. C'est l'impérialisme qui crée l'immigration, c'est en affaiblissant l'impérialisme qu'on affaiblira, qu'on tarira la source de l'immigration.

Fermer les frontières aux nouveaux travailleurs, établir des distinctions subtiles entre touristes et clandestins, cela ne peut QUE conduire à un renforcement de la police (police des frontières mais aussi police dans le métro, dans les cités pour ceux qui seraient passés à travers les mailles...), des contrôles d'identité, de la méfiance généralisée envers tout teint tant soit peu basané.

Il n'y a pas de " *solution de bon sens* " au problème de l'immigration. Fermer les frontières ne résoudra pas plus les problèmes des ouvriers que de retrousser nos manches jusqu'aux biceps. La concurrence entre ouvriers, c'est le capitalisme qui la nourrit. Et les capitaux eux n'ont pas de frontière. L'armée de réserve du chômage est internationale. Rien ne sert de tenter de se préserver de cette réalité-là.

Oui, et cela est vrai dans de nombreux domaines, paradoxalement au moment ou on assiste à la démonstration flagrante qu'il n'y a pas de " *bonne issue* " à la crise dans le cadre capitaliste, de plus en plus de camarades reculent devant cette évidence : socialisme ou barbarie, pas d'autre issue.

Nous sommes aujourd'hui à contre courant. Beaucoup autour de nous cherchent des solutions les moins douloureuses possibles. Ils se raccrochent aux branches pourries que leur tend la bourgeoisie. Cela n'est au fond pas nouveau : en 1914, en 1939, ils étalent bien isolés ceux qui refusaient de marcher derrière l'étendard de la bourgeoisie, de la défense nationale, du chauvinisme. Et pourtant ils avaient raison.

Céder â la facilité, à l'opportunisme, à la pression aujourd'hui, ce serait taire nos mots d'ordre. Alors qu'il faut au contraire aller â contre courant, aller dans les masses, les propager, les défendre.

La bourgeoisie exacerbe la concurrence, y compris la concurrence entre ouvriers. Mais la division dans les rangs de la classe ouvrière n'a jamais servi à faire progresser la condition ouvrière. Bien au contraire.

A contre courant, oui, nous le sommes. Mais c'est en tenant bon face à l'offensive qu'on prépare 1'avenir.

Egalité des droits pour tous ! Libre circulation pour tous les travailleurs ! Unité contre la politique bourgeoise de la gauche !

Le 23 Mars 83 Nuria VINCENT

Annexe 109 (du chapitre 14)

Travailleurs n°14 –novembre 1983- « **Messages adressées au Ve congrès** » pages 2 et 32

o ALAIN KRIVINE. POUR LE BUREAU POLITIQUE DE LA LCR

La Ligue communiste révolutionnaire salue les délégués au Ve Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste.

Nous profitons de cette occasion pour nous réjouir des rapports nouveaux qui existent aujourd'hui entre nos deux organisations et qui nous ont permis de nous retrouver ensemble dans plusieurs mobilisations. Nous espérons pouvoir poursuivre avec vous à la fois le débat politique et l'unité d'action dans des campagnes communes contre le capitalisme et l'impérialisme.

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

o LUTTE OUVRIERE

Camarades, recevez le salut de l'organisation révolutionnaire trotskyste Lutte ouvrière.
Certes, nous savons tous que nos politiques sont très éloignées et que nous avons bien des divergences importantes.

Mais nous avons toujours pensé que la confrontation des idées et des politiques devait pouvoir se mener librement et fraternellement au sein de l'extrême-gauche et du mouvement ouvrier.
C'est pourquoi nous saluons ce jour les militants de votre organisation réunis en Congrès.

Salutations révolutionnaires.

Annexe 110 (du chapitre 14)

Extraits du livre de Jacques Jurquet « **A contre-courant 1953-1986** » -Le Temps des Cerises- 2001

« Après l'été, le Ve Congrès du PCML se réunit, en présence d'environ 75 à 80 délégués, du 29 octobre au 1er novembre 1983 à Saint Germain au Mont d'Or dans la banlieue lyonnaise. Le rapport d'orientation fut présenté par B. Je soutins une lutte idéologique active et parvins non sans difficulté à faire réintégrer l'énoncé de l'objectif stratégique de " *dictature du prolétariat* " dans la Résolution finale. Mais B. et ses amis infléchirent sensiblement le contenu de cette dernière de façon à ne pas apparaître comme trop hostiles à l'expérience Mitterrand. Je dus mener une lutte point par point, phrase par phrase, quelquefois mot par mot. Finalement je réussis à contenir mieux que je ne l'espérais la dérive sociale-démocrate du PCML et considérai qu'il me fallait encore y rester afin de poursuivre jusqu'à la plus extrême limite le combat pour lequel j'avais engagé toutes mes forces depuis mon exclusion du PCF en 1964. Mais maintenant l'adversaire n'était plus le Parti auquel j'avais adhéré pendant la Résistance, mais le Parti socialiste que mon père avait quitté en 1940 après l'effondrement de la France quand le secrétaire général Paul Faure et d'autres dirigeants tournaient leurs vestes pour soutenir le maréchal félon Pétain et son régime de collaboration avec les Nazis.

Peu après, B. organisa une conférence de presse à laquelle je me forçai d'assister. Il présenta à sa manière les résultats du Congrès, mais fut cependant contraint de ne pas aller trop loin du fait de ma présence. À cette occasion je m'entretins un assez long moment avec plusieurs invités, comme l'Ambassadeur d'Irak et différentes personnalités et journalistes de Belgique, des Pays-Bas, des Comores, de Chine et d'Algérie. Le bulletin quotidien de l'Agence Chine nouvelle annonça la tenue de notre Congrès. Les quotidiens **Libération** et **Le Monde** publièrent des articles concernant ce Congrès, tendancieux pour le premier signé Eric Dupin, sérieux pour le second signé de simples initiales P.J. A noter que l'organe de Serge July présenta sur deux colonnes une photographie de bonne facture de Pierre B. en la gratifiant du titre de " *principal dirigeant du PCML*". Ce journal indiquait que ce dernier s'était opposé au stalinisme que j'avais défendu. La réalité était beaucoup plus nuancée, mais de la sorte cet article permettait de mettre mes positions en opposition avec "l'ouverture" de B. et de me présenter comme un vieux dogmatique irrécupérable.

La dernière séance, le 1er novembre, avait constitué de fait la 1ère réunion du nouveau Comité central composé de 26 membres. Le Parti comptait alors environ mille adhérents. Il était d'ores et déjà en recul quantitatif sensible. L'élection de la nouvelle direction eut lieu à bulletins secrets. J'avais été élu au Comité central par 65 voix sur 72 votants, je le fus ensuite au Bureau politique et au Secrétariat collectif par la quasi unanimité des membres du Comité central. Je pense qu'au moins l'un d'entre eux me refusa son suffrage. Il demeurait évident que ma présence était encore une caution pour la survivance d'une organisation dont on voulait modifier les raisons d'être et les objectifs, mais que l'on n'avait pas encore complètement retournée.

-pages 351 à 353-

« Comment suis-je resté encore plus de deux ans dans ce groupuscule dont les effectifs se réduisaient comme une peau de chagrin ? D'autant que le départ de Jean-Luc Einaudi, bientôt suivi de la démission de Robert K. et de la retraite délibérée de plusieurs autres militants, les meilleurs bien entendu, me laissaient seul en face d'une camarilla dont les éléments n'avaient plus rien à voir avec le marxisme-léninisme ? Que l'on me comprenne bien, je n'adresse ici aucun reproche à ces deux camarades qui agirent en leurs pures consciences. Je compris très bien leurs réactions et fis tout pour ne pas me couper d'eux.

Je n'ai jamais reculé devant l'adversaire, sinon par tactique.
Mais, dans les circonstances de l'époque, où nulle répression dangereuse ne me menaçait plus, je désirais trouver le moment, l'événement le plus propice pour me démarquer de cette dérive et lui porter un coup que je voulais décisif.

Avant le Veme Congrès, B. et ses comparses prônaient une ligne opportuniste vis-à-vis du PCF, certainement parce que le Parti communiste chinois avait rétabli ses relations avec le Parti français.

Mais à la suite de ce dernier Congrès, ces curieux dirigeants changèrent leur fusil d'épaule et se mirent plus ouvertement que jamais à soutenir une ligne de rapprochement avec le Parti socialiste. De ce fait, à part une poignée de militants et militantes, notamment parmi les journalistes qui avaient tenu le coup jusqu'au passage de **l'Humanité-rouge** au périodique hebdomadaire **Travailleurs**, et poursuivaient avec courage leurs activités rédactionnelles, les membres de la direction du PCML s'abandonnaient à toutes sortes de tendances "nouvelles " qui tournaient le dos au marxisme-léninisme.

Il m'était évident que leurs rapports avec le Comité directeur du Parti socialiste n'étaient pas pour rien dans leurs tergiversations.

Indigné par différents procédés du secrétariat parisien, Alain Castan, à son retour d'une session du Bureau politique, le 15 avril 1984, m'avait déclaré textuellement qu'il fallait " *donner un coup de pied dans cette fourmilière* ". Il considérait que " *le PCML n'existait plus en tant que parti* ". Bien entendu, il avait raison et je ne pensais pas différemment, mais je poursuivais l'intention de dénoncer en temps le plus opportun possible et avec le maximum d'effet l'opération sociale-démocrate qui avait abouti à ce résultat. » -pages 354 à 355-

Annexe 111 (du chapitre 15)

Liens sur l'émission « Vive la crise » animée par Yves Montand le 22 février 1984

Éternelle pédagogie de la soumission
Il y a quinze ans, « Vive la crise ! »
22 février 1984 : Antenne 2 crée l'événement avec "Vive la crise !"
"Vive la crise !", une fable de trente ans
Quand Yves Montand disait "Vive la crise !"
"Vive la crise?!" par les Pinçon-Charlot
Yves Montand, une grenouille de la politique qui chantait : vive la crise !

Médias : Là-bas si j'y suis : Vive la crise : pédagogie de la soumission
Vidéo : Vive la Crise - Une Pédagogie de la Soumission

Annexe 112 (du chapitre 15)

Des grèves de la dignité aux luttes contre les licenciements : les travailleurs immigrés de Citroën et Talbot, 1982-1984.
Grèves de l'industrie automobile française de 1982 à 1984
Table ronde "Retour sur les grèves de Citroën-Aulnay (1982)"
Retour sur la grève de 1982
De la dignité à l'invisibilité : Les OS immigrés dans les grèves de Citroën et Talbot
1982-1984
La grève Talbot en 1984
1973, Citroën rêve d'une usine sans CGT à Aulnay
Fini le couscous et le Ricard !
Talbot-Poissy, du « printemps syndical » à l'affrontement racial (1982–1984)
Par Daniel Richter ancien secrétaire du syndicat CFDT de la métallurgie des Vallées de la Seine et de l'Oise.

Voir les vidéos :

Le documentaire Haya ! de Claude Blanchet en 7 parties :
Grève cgt 1982 citroën site d'aulnay-sous-bois
https://www.youtube.com/watch?v=IB08Did6Q6Q
https://www.youtube.com/watch?v=JZKKEHiU5UA
https://www.youtube.com/watch?v=3rOa6FAHUxU
https://www.youtube.com/watch?v=eAjHFZzSahM
https://www.youtube.com/watch?v=pUEi_Ai85CE
https://www.youtube.com/watch?v=BnLkjtiQmjE
https://www.youtube.com/watch?v=HSQzQ6n8-TE

Talbot incidents –4 janvier 1984- : *Journal A2 20H*
Journée de violence a l'usine Talbot de Poissy - archive vidéo INA- 5 janvier 1984
Grève aux usines Talbot-Poissy (janvier 1984)

Ecouter :

Les grandes grèves de l'automobile française 1982-84

Lire aussi :

-**Les truands du patronat** par Marcel Caille –ES 1977-
-**Militant chez Simca-Chrysler** par Henri Rollin- ES 1977-
-**L'assassin était chez Citroën** -Marcel Caille- Editions Sociales 1978-

Annexe 113 (du chapitre 15)

Le Perroquet n°35 –du 13 février au début mars 1984-
« ***La CFDT et Talbot*** » (*Marc Fallet*) –pages 2-3-

LA CFDT ET TALBOT

ACTIVISME ET CENTRALISME MÉDIATIQUE.

Les événements de Talbot viennent d' illustrer, une fois de plus la nature de la CFDT.

En temps de croisière, cette organisation ne livre pas facilement ce qu'elle est. Sans doctrine explicite depuis sa laïcisation, autogestionnaire pour tout dire, sans ligne politique propre, sans réel appareil, sans troupes imposantes et sans capacité notoire de mobilisation, terrain par excellence d'un entrisme groupusculaire multiforme, la CFDT ne semble qu'un conglomérat de sections et sous-sections dont les potentats sont au mieux des militants chrétiens, au pire des trotskystes.

La CFDT n'a au fond que deux manières d'exister en propre.

C'est d'abord l'activisme de terrain. Sans ligne particulière et sans contrainte organisationnelle, les militants laissent en général aller leur sensibilité aux révoltes. Ils en épousent la dynamique plus qu'ils ne la dirigent. Un local, quelques ressources matérielles, un sigle constituent leur apport essentiel.

La maîtrise tactique sur le terrain n'est pas leur fort. Ils suivent les éléments les plus actifs. Dans les situations explosives comme à Longwy, les "*baroudeurs*" du mouvement y trouvent abri, montent des opérations "*coups de poing*" en relative autonomie de la structure hiérarchique du syndicat. Les sages du syndicat n'y sont pas opposés car cet activisme orchestre autour de leur centrale bruits et fureurs qui excèdent largement l'état réel des rapports de force.

A l'autre bout de la chaîne, mais encore est-ce tout près, car entre ces deux pôles ne se trouve qu'une transparence d'organisations, il y a Edmond Maire. Car, comme toujours dans les organisations qui n'ont que la démocratie à la bouche et se donnent en conséquence des liens internes extrêmement lâches, la parole ne procède que du maître. Heureux Maire qui peut dire à peu près n'importe quoi sans jamais courir le risque d'une sanction organisationnelle alors que son collègue Krasucki est obligé de s'en tenir aux sentiers étroits de phrases calculées au millimètre derrière lesquelles on sent la vigilance pesante d'autant de paires d'yeux que le bureau politique du P.C. et le comité directeur du P.S. peuvent en compter. Le centralisme démocratique a de ces contraintes que le centralisme médiatique sait ignorer. C'est pourquoi les hommes politiques rêvent de faire la politique à la télévision.

Ainsi donc, E. Maire parle. Et lors même qu'on ait pu assister de visu à une de ses plates interventions télévisées - Dieu sait si Maire n'a rien du tribun enflammé - ce sera toujours avec surprise qu'on verra le lendemain, à l'affiche des journaux, qu'il était en colère. C'était donc un coup de colère. Ce fut sans doute vrai un jour, mais tout se passe maintenant comme si le personnage figé, dans l'expression d'un moment oublié ne pouvait plus se déplacer dans l'espace médiatique qu'en portant les stigmates d'un rôle invariant.

Et pourquoi donc cette colère ?

Il est encore plus difficile de le savoir qu'il n'a été possible de le voir s'enflammer à la télévision. Une chose est sûre; la colère s'exerce contre le gouvernement. Mais pour quelles raisons ?

Car en examinant les positions de Maire, on s'aperçoit qu'elles sont en tous points conformes, sur le fond, avec les orientations du gouvernement et qu'elles les anticipent même. On se rappelle encore sa mémorable sortie, sur le perron de l'Elysée, en faveur d'un second plan de rigueur, juste avant les municipales. De la vérité, de la rigueur, quémandait-il.

Cette rigueur, il l'a eue et il l'a. Alors serait-il homme a se défausser, à refuser les conséquences logiques d'une politique qu'il a ouvertement réclamée ? Maire ne peut tenir la duplicité à ce point. Logique avec lui-même, partisan des restructurations, il accepte les licenciements. Le "*zéro licenciement*" n'est que le mot d'ordre émotionnel d'une base traumatisée, compréhensible car la solidarité doit toujours s'exercer dans le malheur, mais qu'une lucide conscience syndicale, empreinte de modernité, ne peut tenir pour ligne de conduite raisonnée. Aussi la CFDT soutient la thèse des sureffectifs et la nécessité de suppression d'emplois. Elle est même prête à jouer un rôle dans ces restructurations du capital, le syndicalisme devant "*contribuer à maîtriser l'avenir des entreprises et des industries*". Elle y voit un enjeu considérable pour le syndicalisme moderne.

De désaccord, toujours point.

QUESTION DE MÉTHODE: LA MÉTHODE TALBOT OU CELLE DU LICENCIEMENT PAR CONSENTEMENT MUTUEL.

Que l'on se rassure : la méthode est l'unique objet de son ressentiment. La "*méthode Ta/bot*", voilà en tout et pour tout ce qui provoque le courroux d'E. Maire. Si l'on a bien compris, cette méthode consiste a licencier des ouvriers, sans que ceux-ci aient donné leur aval, via leurs représentations syndicales :

"*Ce qui est en cause dans le conflit de Talbot, c'est tout simplement le fait d'avoir voulu imposer aux travailleurs, de la façon la plus autoritaire qui soit, des décisions prises sans eux, contre eux*".

Cette phrase peut se lire de deux manières. Ou bien on oublie le "*sans eux*" et le scandale serait d'imposer à des

gens des décisions prises contre eux. E. Maire ne se met tout de même pas en colère pour énoncer des lapalissades. Cette phrase n'a de sens qu'avec le "*sans eux*". Des décisions prises contre eux sans eux, voilà tout l'objet du scandale. Celui-ci n'est ni dans les licenciements, ni dans l'existence des licenciés mais dans le fait qu'un patron puisse prendre des décisions contre des ouvriers sans avoir recherché leur accord.

On en déduira donc qu'il y a une méthode Maire de licenciement : le licenciement par consentement mutuel. Juristes de gauche, à vos plumes !

Singulier paradoxe que celui qui consiste à utiliser la manifestation par des ouvriers de leur opposition irréductible aux licenciements, de leur être de classe, pour aller proposer au gouvernement et au patronat un savoir-faire nouveau en matière de licenciement.

Ce que ne supporte pas en vérité E. Maire dans les licenciements, c'est la vue d'une révolte ouvrière, l'apparition d'une conscience ouvrière. Il faut la gommer, l'effacer des mémoires comme le réel insupportable d'une idéologie de la modernité socio-industrielle. C'est au nom de la nécessité de cet effacement qu'il était requis à la CFDT de lever haut et fort le drapeau de la révolte ouvrière à Poissy.

"*Comprenez donc qu 'il n'était pas possible de laisser s'inscrire un cours des choses gui ne peut mener qu'au désordre, au gâchis économique et à la révolte ouvrière*".

En épousant la révolte, la CFDT n'avait d'autre objectif, selon Maire, que de faire la preuve machiavélique, la preuve par l'absurde que d'autres méthodes de licenciements sont infiniment souhaitables.

ET MOI, ET MOI...

Lorsque Maire parle de décision contre les ouvriers, prise sans eux, il faut entendre, en l'occurrence, sans la CFDT.

Le coup de Maire était obstiné, sur le fond, à se remettre en jeu dans le complexe syndicalo-étatique dominé par l'alliance Mauroy/CGT. Le gouvernement qui connaît son affaire, sait très bien que la seule force de police ouvrière qui compte, par gros temps, c'est la CGT. Entre le gouvernement et la CGT, on est entre gens d'Etat. Du fiable. Rien n'est plus significatif que la démarche de ce haut fonctionnaire de police, cravaté et ganté, allant le jeudi des évènements à Talbot droit au local CGT pour régler les modalités de sortie du B3 dont la CGT avait condamné l'occupation !

Et la CFDT de sortir impuissante derrière les banderoles CGT. Là où la conduit toujours son inconsistance politique.

Si Maire peut jouer un rôle utile de propagande idéologique pour l'austérité, il n'est pour l'État qu'un histrion de la lutte des classes.

ET LES LICENCIÉS ?

A la suite de Maire, l'émoi est devenu général dans les médias et les allées parlementaires. Les controverses CFDT/CGT, CFDT/gouvernement, puis le relais qu'ont pris ensuite les instances centrales du P.S. et du P.C. ont rapidement pris la place de la question des licenciés. Un bilan essentiel est tiré : pas un licenciement qui ne soit avalisé par tous les syndicats. Question dont on voit bien qu'elle dépend de la capacité à donner aux licenciements un autre nom.

Mais qui parle encore des ouvriers de Talbot, des licenciés ? Cause réelle des événements de Talbot, cause évanouie du vacarme médiatique.

Cette affaire n'a eu lieu que parce qu'une conscience ouvrière s'est manifestée. Un épais consensus s'est immédiatement dégagé pour en recouvrir l'irréductibilité au discours dominant sur les "*mutations industrielles*" et la transformer en une empoignade syndicale et étatique.

On mesurera la singulière myopie à l'égard du réel de tous ceux dont l'horizon est barré par le consensus parlementaire, à cette phrase stupéfiante glanée dans "*Libération*" et qui aurait fait sursauter son auteur si seulement il avait la possibilité de penser ce qu'il écrit :

"*Quand il y a des licenciements, le gouvernement devrait savoir qu'il faut négocier avec les principaux intéressés, C'EST A DIRE les syndicats*"

Annexe 114 (du chapitre 15)

L'unité (hebdomadaire du PS) -jeudi 26 janvier 1984-

Jean Poperen : « Ce jeu est dangereux »

Nous avons demandé à Jean Poperen de faire le point sur la situation de l'union de la gauche au début d'une année difficile, marquée par les restructurations industrielles

Un mois et demi après l'accord P.s.-P.c. du 1er décembre 1983, le Parti communiste recommence à mettre à l'épreuve la cohésion de la majorité. Le 18 janvier, dans le rapport qu'il a présenté devant le Comité central du P.c., Georges Marchais,

après avoir dressé un sombre tableau de l'économie française, a souligné les risques de « reprendre les mêmes recettes et d'aboutir ainsi à une nouvelle et tragique aggravation de la crise », et n'a pas voilé ses critiques à l'égard du gouvernement : « Face à ces pressions du grand patronat (...) nous considérons que le gouvernement doit faire preuve de plus de fermeté... » (Voir sur ce thème l'entretien avec Alain Obadia, page 12). En outre, alors que la politique de restructuration industrielle prônée par le gouvernement devrait entraîner de nombreuses suppressions d'emplois, Georges Marchais a notamment déclaré : « Rien, absolument rien, ne justifie les projets de licenciements massifs de casse industrielle supplémentaire que la droite et le patronat veulent à toute force réaliser. » Puis il a lancé un avertissement : « Cette, régression insupportable, injustifiable, les travailleurs, le mouvement populaire ne l'accepteront pas. Ils s'opposeront à ces projets de la droite et du patronat et ils auront raison, nous serons à leurs côtés. » II a résumé « la position fondamentale » du P.c. en une phrase : « Pas de licenciements, pas un chômeur de plus. » Reprenant une grande partie de ses critiques le 20 janvier sur F.r.3, le secrétaire général du P.c. a reproché aux socialistes de ne pas être fidèles aux 110 propositions du candidat François Mitterrand, impliquant au passage implicitement le président de la République dans cette mise en cause. Certes, Georges Marchais affirme vouloir la réussite de la gauche et exclut l'idée d'un départ des communistes du gouvernement, mais il n'en accentue pas moins la stratégie du « grand écart », celle de la participation sans soutien, qu'avait stigmatisée Lionel Jospin. « L'UNITE »: Où en est l'application de l'accord P.s.-P.c. du 1er décembre ? JEAN POPEREN : La mise en application de l'accord est assurée par des contacts fréquents entre Marcel Debarge, secrétaire national aux relations extérieures du Parti socialiste, et Paul Laurent, secrétaire du Comité central du Parti communiste français. Des groupes de travail sont actuellement mis en place, notamment sur les problèmes économiques. Dans une série de grandes entreprises, des interventions communes sont en préparation qui permettront aux représentants des deux partis d'engager le dialogue avec les travailleurs sur les problèmes de l'emploi, du pouvoir d'achat. Des initiatives communes sont prises pour rassembler les énergies populaires contre l'extrême droite : à Lyon, le 14 janvier, une importante manifestation s'est déroulée contre Le Pen et ses bandes. — Les récentes prises de position du Parti communiste ne sont-elles pas en contradiction avec l'accord P.s.-P.c. ? — L'impératif est de gagner la bataille de l'assainissement économique, condition du redémarrage industriel, condition d'un nouvel essor. En 1983, des résultats tout à fait importants ont été obtenus : nous avons maintenant des chances sérieuses de réussir. Dans cette conjoncture, Georges Marchais dit : « L'enjeu décisif de la bataille politique : la participation des communistes au gouvernement. » La vérité est que l'enjeu décisif, c'est la cohésion de la majorité. Ce fut l'idée force du comité directeur du Parti socialiste, le 7 janvier dernier. Et telle était bien la signification de l'accord du 1er décembre : dès lors, chacun peut constater que certains propos des dirigeants communistes ne sont pas en harmonie avec l'accord du 1er décembre, avec cette exigence impérieuse de cohésion de toutes les forces populaires, de toutes les forces du changement. — Considérez-vous les critiques de Georges Marchais simplement comme la suite logique de la politique de « participation-pression » du P.c. ou comme un tournant décisif susceptible d'entraîner une crise ouverte au sein de la gauche ? — A l'automne dernier, l'attitude des dirigeants du P.c.f., le ballet des contradictions de la « participation-pression » avaient pu nous inquiéter. C'est pourquoi nous avions souhaité qu'on s'explique, qu'on aille au fond des choses. Avec la déclaration commune du 1er décembre, les choses avaient paru s'améliorer. Nous avons dit notre appréciation positive de l'attitude des dirigeants du P.c.f. lors de « l'affaire Talbot » : nous la maintenons. Mais voilà qu'à nouveau le ton de Georges Marchais s'enfle. Est-ce un « tournant » comme vous vous le demandez vous-même ? En tout cas, ça ressemble à une nouvelle escalade. Ce jeu est dangereux. Nous ne pouvons que rappeler ici ce que disait voilà quelques mois le premier secrétaire du P.s., Lionel Jospin : « A force de faire le grand écart, on risque une déchirure. » II ne suffit pas que Georges Marchais répète, comme en guise d'exorcisme : « Les communistes resteront au gouvernement. » Gouverner ensemble, c'est assumer ensemble. Et que signifie « gouverner ensemble » si, sur des points importants, l'un des deux partenaires tient des propos dissonants, voire, en certains cas, contradictoires, avec ce que fait le gouvernement ? — Des syndicats divisés, des partis majoritaires aux conceptions divergentes, comment envisagez-vous les restructurations Industrielles de l'année 1984? — D'abord, remarquons que le gouvernement n'a pas attendu 1984 pour engager l'œuvre nécessaire de la restructuration industrielle. Mais il est vrai que nous arrivons au moment décisif de cet effort. Le gouvernement a engagé avec les syndicats toutes les concertations nécessaires : les syndicats — et c'est leur rôle — font valoir les préoccupations du monde du travail. Le gouvernement de gauche ne fera rien qui ne prenne en compte ces préoccupations. Quant aux partis de la majorité, engagés dans la grande entreprise du changement, et dont aucun ne pourrait avoir l'illusion que la voie serait facile, qu'ils prennent leurs responsabilités. Le Parti socialiste prend les siennes.

Annexe 115 (du chapitre 15)

Travailleurs n°19 –mai 1984- pages 11-12-

LONGWY, BLESSÉ A MORT

"*Le plan acier, c'est la mort du bassin de Longwy*", telle est l'opinion unanime ici. Et ce, malgré la constitution prévue d'une aciérie électrique de 300000 tonnes. L'arrêt du train à feuillard de Rehon fragilise la nouvelle aciérie et sa coulée continue, et menace les deux trains (fil à poutrelles) de Longwy. C'est la fin pour l'horizon 90.

"*Nous refusons la mise à mort qui se prépare*" telles sont les paroles de Maurice Martin, responsable CGT, le 4

avril, alors que F. Mitterrand tient sa conférence de presse. "*Il faudra tenir compte de la puissante détermination de toute une population*" ajoute-t-il. Ils sont alors 25000 manifestants dans les rues de Longwy, "*plus qu'en 79*" disent certains. 1979, le coup fatal porté alors au bassin, la lutte déterminée des sidérurgistes,"*SOS emploi*", " *Lorraine Cœur d'acier*" : c'est dans toutes les mémoires. Longwy est devenu symbole. François Mitterrand y a pris des engagements précis en octobre 81. La colère est grande aujourd'hui, dans ce bassin de forte tradition ouvrière, où la CGT est largement majoritaire mais où la CFDT locale, en 1979, apporta une contribution remarquée au combat de classe.

"On n'a pas fait de cadeaux à la droite en 79, on ne voit pas pourquoi on en ferait à la gauche en 84", nous dit jean-Charles Spigarelli, militant du groupe " *79-84 : même combat*" et syndicaliste. Cela reflète un sentiment général. Comme le montre la multiplicité des "coups" et "opérations", dont la presse nationale a complaisamment exagéré la violence tout en masquant la réalité. "*La première violence ce sont les arrêts d'installations et les suppressions d'emplois*" dit un communiqué du groupe "79-84", qui revendique des actions symboliques : la distribution gratuite du *Répu*, le blocage de la partie marchande de la gare, l'occupation de la douane, etc., mais qui récuse d'avoir organisé "la casse". Si les gars de Rehon, si les jeunes chômeurs -ils sont 2 500 !- se fâchent, c'est que l'avenir est bouché. 84 porte un coup mortel alors que les blessures de 79 n'étaient pas refermées. Faut-il accepter le plan acier et en négocier les modalités ? Les coups d'éclat sont-ils dépassés ? Faut-il rejeter le plan et augmenter la pression ? Le débat traverse le mouvement ouvrier et syndical dans son ensemble et chaque organisation syndicale semble-t-il. Et par delà l'unité syndicale officiellement retrouvée, les conditions du combat sont difficiles et complexes. Comme le reflète le témoignage de Jean-Charles Spigarelli, écho des espoirs et des luttes de certains militants ouvriers de toutes origines.

"En 1983, s'est créé le Front syndical commun sur Usinor-Longwy, regroupant les quatre syndicats CGT. CFDT, FO et CGC, sur la base d'un projet de défense des installations et d'un projet de lutte qu'avaient approuvés des assemblées générales de travailleurs, une de 2000 travailleurs le 9 juin et 83 A.G. dans l'usine. Le Front syndical n'a respecté qu'une partie de ses engagements et a perdu du crédit car il a refusé de monter sur Paris le 11 octobre dernier. (...) Début février, le Front syndical a volé en éclats. Certains proposaient de "repartir comme en 79" ; au sein de la CGT comme de la CFDT, d'autres étaient contre : "on n'est pas là pour faire du cinéma" disaient-ils. Dans ce contexte, une vingtaine de gars, adhérents et non-adhérents de la CFDT, sont venus la trouver pour lui demander de "reprendre le chemin unitaire a l'heure où on en a le plus besoin" et de redémarrer comme en 79, sinon ils partiraient tout seuls. Ils ont fait la même démarche auprès des autres syndicats. Sans résultats positifs."

" FORCER LES ORGANISATIONS SYNDICALES A RETROUVER LE CHEMIN DE L'UNITE"

"A la première réunion, on s'est retrouvé 130. Et après avoir " bombé" le " Luxembourg-Paris", on a précisé nos objectifs; chacun s'est exprimé. Et les choses ont fusé : pas question de faire un sixième syndicat, pas question de se faire récupérer au plan politique ni à droite ni à gauche, ni par une seule organisation syndicale... : il faut forcer les organisations syndicales à retrouver le chemin de l'unité. Et pas une unité de façade. Il faut une unité solide qui passe par des A.G. comme en juin 83. Vu la tournure des événements, il ne faut plus rester en sidérurgie, il faut inclure tout le bassin, les petites boîtes et les chômeurs -"la seconde boîte du bassin". (...) Enfin, il faut dire la vérité sur les décisions gouvernementales : des 82, l'arrêt du feuillard a été décidé et si on arrête le feuillard cela remet en cause 1a moitié de l'usine.

" Le groupe a grossi de fil en aiguille jusqu'à atteindre 450 gars, même si on est de 120 à 200 a chaque opération; des chômeurs et des gars d'autres boîtes l'ont rejoint. Dans le groupe, Il y a des gars de tous les syndicats (après le 13 avril CGC et FO ont intimé l'ordre à leurs adhérents de le quitter), des anciens militants, des syndiqués qui n'ont plus de mandats, certains aussi qui ont des mandats. Il y a des gars de la CFDT et de la CGT. et non des moindres- (...) Et aussi des non-syndiqués. Depuis, sur Longwy, l'unité syndicale s'est réalisée. Du coup, beaucoup de gars se sont demandés si on avait le droit de continuer; un débat s'est instauré; on est obligé de continuer car cette unité-là est de façade et puis après le 13 avril, il y avait un "trou". Ensuite, il y a eu le virage de la sortie d'une banderole " *79-84 : même combat*"... D'un côté, c'est jeter les bases d'une organisation, de l'autre cela correspond à notre existence, aux opérations qu'on fait et cela permet de faire pression. (...)"

"LE MINIMUM, RENÉGOCIER LE PLAN ACIER"

" La crise ne touche pas seulement te bassin, ni seulement la sidérurgie, mais aussi la navale, le textile, la chimie, les mines, le téléphone...; elle n'est pas seulement française. Les discours de la gauche d'avant et même d'après 81, affirmant la capacité d'imposer des solutions nationales au problème de l'emploi et prévoyant d'envoyé les sociétés nationalisées comme fers de lance, n'ont pas résisté aux pressions du capital international et à la gravité de la crise. Faute d'avoir pris en compte cette réalité, le gouvernement gère maintenant selon les critères patronaux. On ne cherche pas une avancée socialiste avec les travailleurs face au capital international. Même les déclarations sur la solidarité restent de vains mots.

"Le minimum serait de renégocier le plan sidérurgie. Mais avant, il faut geler toutes les décisions de suppressions d'emplois, en sidérurgie et dans toutes les autres boites du bassin, dans l'attente de créations d'emplois en qualité et en quantité correspondantes. Si un travailleur de la sidérurgie obtient la préretraite à 50 ans, tous les licenciés des autres boites doivent obtenir la même garantie. Même chose pour la formation : les jeunes chômeurs d'ici doivent pouvoir y accéder. Sur

4000 chômeurs, 2 500 ont moins de 25 ans. Pour un jeune, le choix, c'est chômeur où quitter le bassin... Voilà la réflexion que nous souhaitons voir prise en compte par l'ensemble des organisations... Voilà le contenu que nous proposons à l'unité et au Front syndical commun..."

- en 1964 : 24 000 sidérurgistes à Longwy, en 1977 : 14 000. Avec l'arrêt de Thionville en 77, Longwy "absorbe" 2000 sidérurgistes.

- 1979 : "coup de bambou" du plan Giscard : 7 000 emplois supprimés !

- en 1979, il y a 1 000 chômeurs; en 1984 : ils sont 4 000 (14% da la population active !) alors que la population a diminué de 20% dans le bassin

- aujourd'hui. 5 800 sidérurgistes (après la fermeture de la tôlerie) et le plan acier prévoit 2 800 suppressions d'emplois en sidérurgie.

- durant 1983, il y a au 1 000 chômeurs de plus à Longwy dans les emplois annexes, hors sidérurgie.

- 2 500 chômeurs ont moins de 25 ans.

Annexe 116 (du chapitre 15)

Travailleurs n°19 -mai 1984- page 7

Vote de confiance : La page de la "clarification" n'est pas tournée

Pierre Mauroy, ces derniers temps "comprend" beaucoup de choses. Il "comprend" la colère des uns, le drame des autres. Il "comprend" que "*certains conservent la nostalgie du combat de la gauche dans l'opposition pour faire progresser les revendications*". Mais comprendre ne veut pas dire partager. Aussi a-t-il réaffirmé devant l'Assemblée nationale le 19 avril "*maintenir fermement ses choix*". Or donc, les députés de la majorité durent choisir clairement et voter la confiance nettement. Le résultat fut sans bavure : 329 pour, 156 contre. Peut-on tourner ainsi la page de la "*clarification*" et de la "*mise au net*" ?

LE NON-SENS DU VOTE

A écouter les explications de vote de Guy Hermier et d'André Lajoinie, il ne fait pas de doute que si le PCF continue d'avoir confiance dans la validité des engagements de 81 et dans la nécessité de l'union contre la droite pour les tenir, il refuse -clair et net- la politique gouvernementale. Il la refuse pour le moins dans des domaines fondamentaux : la restructuration du charbon, de l'acier..., le maintien du dualisme scolaire, les *responsabilités historiques de la France au Liban et en Afrique*, la reconnaissance de la solidarité européenne, le travail en économie ouverte.
G. Marchais, expliquait à TF1 qu'en fait le problème se posait "*dans la recherche des moyens efficaces pour atteindre les objectifs et tenir les engagements pris*".

Pour tout observateur un peu averti, mais surtout pour les militants du mouvement ouvrier et populaire, les différends entre le PS et le PCF ne se résument nullement en un débat sur "les moyens d'une politique", mais bien sur la politique et son sens général. Entre les deux formations, les différences sont d'ordre stratégique. Et elles ne datent ni du plan acier, ni de 1981. Les dater en 1977 ne fait d'ailleurs que souligner le moment de la rupture et non l'origine des oppositions stratégiques. Le vote de confiance ne peut pas masquer cette réalité. Il peut servir peut-être à mettre le PCF dans le bain des restructurations, à lui retirer des voix contestataires de la politique gouvernementale aux européennes, mais nullement à clarifier les différends.

LE DILEMME DE LA PARTICIPATION DU PCF

Le PS n'a pas besoin de l'apport des voix du groupe communiste à l'Assemblée, encore moins des ministres du PCF pour gouverner. Pourtant, voilà 15 ans que l'alliance du PCF lui est apparue comme une nécessité stratégique dans cette France bipolaire aux alliances autant figées que confuses. Il est attaché à cette alliance qui le contraint sans cesse à en préciser les formes et les conditions, à en ranimer les avantages. Sans doute cette stratégie, s'entend-elle avec la marginalisation électorale du PCF. Juin 81 réalise ce vœu d'hégémonie dans l'alliance, concrétisé par le peu de poids des ministres du PCF au gouvernement. Dès lors, même la solidarité formelle suffit au PS, pour l'instant du moins.

Mais, de ce fait, l'interrogation de 1981 de bien des militants du PCF sur la validité de la participation gouvernementale va en s'amplifiant. La conjugaison solidarité et contestation devient épuisante et désarçonnante pour les militants. A cette question de la participation, les réponses sont de multiples natures. L'une est conjoncturelle : par leur présence, le débat au gouvernement et l'action de cabinets, le PC peut infléchir -si peu que ce soit- les mauvaises décisions. Une autre est plus polémique : seule la droite a franchement intérêt et exige le départ des ministres du PCF, lequel tirerait encore plus le gouvernement vers une gestion de droite. Une dernière a une portée plus stratégique : seule la pratique des

"bases d'appui" (municipale, régionale ou gouvernementale) conjuguée à la mobilisation des travailleurs, inscrite dans le XXIVe Congrès, permet le progrès sur la voie du socialisme à la française. Toutes les réponses méritent d'être discutées.

QUANT A NOUS...

Si nous ne nous contentons nullement de l'affirmation du principe de la non participation des révolutionnaires dans un gouvernement gérant le système capitaliste, nous ne limitons pas la problématique de la participation gouvernementale aux simples rapports PS-PC, encore moins à la question de la stricte utilité d'une présence dans un pouvoir central baptisé : "base d'appui". La nature de l'Etat, de la Constitution, des rapports de forces ne sont pas des facteurs secondaires. Il faudrait encore développer les points de vue sur la stratégie de la prise du pouvoir par et pour les travailleurs, sur les relations entre l'Eut, les partis, les organisations économiques et sociales, le peuple travailleur.

Nous soulignons seulement ici la réflexion que suscite ce vote de confiance du 19/4. L'union de 81, l'action gouvernementale ensuite se sont réalisées sur la base des options de Mitterrand. L'austérité en 82, les plans actuels ont la même origine. La participation au pouvoir pour le pouvoir -c'est-à-dire sur une ligne différente- permet sans doute de comprendre les arcanes de l'Elysée, de Matignon, la complexité des dossiers et des forces en présence. Mais en dernière analyse, il faut se poser les questions suivantes : quelle ligne politique est appliquée ? Pour qui gère-t-on ? Avec qui ? Mais aussi comment ? Et enfin pourquoi ? Marchais affirme : "*Les promesses de 81*" ; Mauroy rétorque : "*Le IXe Plan et la conjoncture*". Comment être solidaire d'une politique indiscutée et indiscutable dans une pratique gouvernementale Ve République ? Une solidarité de ce type ne peut être que de façade ou d'appoint... ou alors bien entendu d'adhésion. Cette impasse incontournable de la participation sur une ligne non commune relève d'une mauvaise politique d'alliances; mais elle relève surtout de l'acceptation politique de gouverner sans changer réellement les lois, règles, logiques d'un système qui dès lors ne peut que reproduire les aberrations, les injustices, les déséquilibres qui le caractérise. Pour nous, exercer le pouvoir, "*participer*", ce n'est pas "*gérer généreusement*" comme ironise P. Mauroy; c'est décider de servir les intérêts des travailleurs -pour eux et avec eux. Si cela nécessite des ruptures, il faut les faire.

Alain SENTIER

Annexe 117 (du chapitre 15)

Lutte Ouvrière n°2389

Il y a trente ans

Avril 1984 : contre le plan Acier de Mitterrand, les sidérurgistes dans la rue

Le 13 avril 1984, entre 40 000 et 60 000 sidérurgistes manifestaient à Paris contre le gouvernement d'Union de la gauche de François Mitterrand et son deuxième « plan Acier », qui prévoyait une nouvelle saignée dans leurs effectifs.

Quelques jours auparavant, le 4 avril, on dénombrait 150 000 manifestants dans les villes de Lorraine, des ouvriers sidérurgistes, mais aussi d'autres salariés et des petits commerçants. La colère dominait parmi les manifestants, ainsi que le sentiment d'une immense trahison de la part de ce gouvernement de gauche pour lequel la grande majorité d'entre eux avait voté en 1981.

Mitterrand n'avait en effet pas été avare de promesses vis-à-vis des sidérurgistes lorrains. En octobre 1981, lors d'une tournée dans la région quelques mois après son élection, il déclarait : « Il n'y aura pas de secteur condamné, qu'il s'agisse, dans votre région, de la sidérurgie qu'il nous faut sauvegarder, développer, ou des mines de fer, dont l'exploitation doit être poursuivie (…). »

La réalité allait être tout autre. En février 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy, comprenant quatre ministres communistes, achevait la nationalisation de la sidérurgie qui avait été entamée quatre ans auparavant, sous un gouvernement de droite. Cette nationalisation, présentée par le PCF comme une panacée, était en fait surtout un beau cadeau fait à la famille de Wendel et aux autres grands patrons de l'acier. L'État prenait à son compte les dettes du secteur et permettait à ces capitalistes de se retirer sans pertes et de placer leurs milliards dans des secteurs plus rentables.

Pour les ouvriers, une catastrophe se préparait. Dès juin 1982, le gouvernement présentait son « plan Acier » comportant 12 000 suppressions d'emplois. Moins de deux ans plus tard, le 29 mars 1984, il révisait ce plan et supprimait 21 000 emplois supplémentaires. Les usines sidérurgiques de Longwy, Denain et Pompey, près de Nancy, étaient condamnées à la fermeture. Celles de Neuves-Maisons et de Gandrange perdaient une bonne partie de leurs effectifs. En Lorraine, un sidérurgiste sur quatre était concerné, à Longwy, un sur deux ! Cette nouvelle saignée survenait après une succession de plans dits de reconversion ou de modernisation, qui avaient déjà fait des coupes claires dans les effectifs depuis les années 1960.

PCF et CGT au secours de Mitterrand Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, fit une apparition dans la

manifestation parisienne du 13 avril et critiqua le plan Acier. Les dirigeants lorrains du PCF, de leur côté, affirmaient à qui voulait l'entendre que les ministres communistes n'accepteraient jamais ce plan et démissionneraient s'il était appliqué… Non seule- ment les ministres communistes ne partirent pas, mais un mois plus tard, en mai 1984, les députés communistes votèrent même la confiance au gouvernement Mitterrand-Mauroy. En revanche, les ministres communistes quittèrent le gouvernement en juillet, après les résultats catastrophiques du PCF aux élections européennes de juin, où il passa de 20,5 % à 11,28 %, alors que le FN dépassait les 10 %.

Au-delà du PCF, c'est aussi la CGT qui aida le gouvernement en canalisant la colère des « métallos ». Quelques années auparavant, début 1979, celle-ci avait déjà éclaté en riposte à un plan similaire, cette fois pris par un gouvernement de droite. Les manifestations avaient alors été massives à Longwy et à Denain, puis à Paris. Les sidérurgistes avaient orga- nisé plusieurs séquestrations, la mise à sac de locaux patronaux ou publics, le blocage des routes. Ils s'étaient affrontés violemment avec la police, allant jusqu'à attaquer le commissariat de Longwy à plusieurs reprises. Mais pour la CGT et les autres syndicats, il n'était pas question de répondre de la même façon à un gouvernement de gauche.

Les débrayages furent donc limités, les manifestations soigneusement encadrées. Les dirigeants syndicaux donnèrent un caractère régional à la manifestation parisienne, avec une grande croix de Lorraine et des majorettes en costume traditionnel placées en tête. Ils réclamèrent une solution industrielle pour la Lorraine, ne cherchant nullement à faire le lien avec les autres secteurs attaqués et à préparer une riposte d'ensemble aux licenciements, contre le patronat et le gouvernement qui en portaient la responsabilité. (…)

Un beau cadeau pour le patronat La casse de la sidérurgie allait continuer les années suivantes et la région entière allait en rester sinistrée, alors que les patrons du secteur tiraient toujours leur épingle du jeu. Après avoir pris à sa charge la fermeture des usines et la modernisation de celles qui restaient – les différents plans de sauvetage coûtèrent 110 milliards de francs – l'État privatisa de nouveau le secteur quand celui-ci renoua avec les bénéfices. En effet, les effectifs fondirent, divisés par 3,4 entre 1980 et 1999, mais la production, elle, ne baissa que de 13 %. En 1994, le gouvernement de cohabitation Balladur-Mitterrand commença à revendre des parts d'Usinor-Sacilor, le groupe issu de la fusion en 1986 des deux entreprises nationalisées, Usinor et Sacilor. La privatisation fut achevée en 1997, cette fois sous le gouvernement de cohabitation Jospin-Chirac.

Usinor-Sacilor, devenu Arcelor en 2002 par fusion avec deux autres groupes sidérurgistes européens, tomba dans l'escarcelle du capitaliste Lakshmi Mittal en 2006. Depuis, les restructurations, les fermetures et la baisse des effectifs ont continué. Après la fermeture de l'aciérie de Gandrange en 2008, ce fut le tour des hauts fourneaux de Florange en avril 2013. Les gouvernements, de droite comme de gauche, laissèrent faire tout en lanternant les ouvriers.

Les usines sidérurgiques de Lorraine, qui représentaient 130 000 emplois en 1960, ont maintenant presque toutes fermé, laissant une région dévastée. Les plans de suppressions d'emplois successifs ont provoqué bien des réactions chez les ouvriers, qui permirent tout au plus d'en atténuer quelque peu les effets. Ainsi ils bénéficièrent de dispenses d'activité à partir de 50 ans ou de l'augmentation des primes de départ, obtenues lors du coup de colère de 1979, mais supprimées dans les années 1990. Mais face à eux, les grands patrons de la sidérurgie d'aujourd'hui et d'hier, les de Wendel et les Mittal, continuent à faire partie des plus grandes fortunes mondiales.

Valérie FONTAINE

Annexe 118 (du chapitre 15)

LA MARMITE DU 20ème SIECLE > 1981 à 1988 > 1984 - Laurent Fabius abandonne l'industrie sidérurgique

1984 - Laurent Fabius abandonne l'industrie sidérurgique

1984-industrie du metalLe 8 février, Laurent Fabius, premier ministre socialiste, met en place un plan de restructuration de l'industrie française de l'acier. Ce plan prévoit la suppression de 30.000 emplois pour les 3 années à venir.

En parallèle, des mesures sont prises pour accompagner au mieux cette destruction sociale. Une loi favorisant "l'initiative économique" fait ainsi partie du dispositif de reconversion.

La colère enflamme rapidement les usines et 40.000 sidérurgistes quittent la Lorraine pour venir l'exprimer à Paris. Inquiet, le gouvernement cherche comment limiter les protestations des ouvriers métalliers.
Le socialiste Jacques Chérèque, responsable du syndicat CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail), est

alors nommé préfet délégué, chargé du redéploiement industriel en Lorraine.

Jacques Chérèque convainc les syndiqués de la CFDT que les licenciements dans la sidérurgie sont inévitables. Il entraîne également la CFDT à rompre l'unité syndical. Son attitude déclenche assez vite l'hostilité du syndicat CGT (Confédération Générale du Travail), largement majoritaire dans l'industrie sidérurgique. Mais tout semble avoir été écrit d'avance...

Le 29 juin, le groupe Creusot-Loire (N°1 de la sidérurgie française) dépose son bilan, ce qui provoque son démantèlement. La liquidation effective du groupe a lieu le 12 décembre. Dans les mois qui suivent, elle va priver plus de 30.000 sidérurgistes de leur emploi et enfoncer une bonne partie de la Lorraine dans un chômage de longue durée.

Annexe 119 (du chapitre 15)

Travailleurs 20 -juin 1984 -page 17 :
L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE

L'offensive du capital se développe avec vigueur; elle n'est pas nouvelle, mais remonte quasiment au début du déclenchement de la crise, en tout cas aux différents plans Barre à partir de 1976. Aujourd'hui, il y a accélération et les effets de cette offensive se révèlent dans leur ampleur. Et dans tous les domaines. On ne saurait en effet situer la question des restructurations et de l'emploi -comme certains y invitent- que sur le seul terrain économique.

DES MUTATIONS DE GRANDE AMPLEUR DANS LE TISSU SOCIAL

Indissociablement, il y a les effets considérables des transformations actuelles sur le tissu économique et social, accélération du processus de décomposition de la classe ouvrière, comme du mouvement ouvrier. Et ceci d'autant plus que les plans de restructuration en cours ou en préparation concernent d'abord les principales concentrations prolétariennes, celles que le mouvement ouvrier et le mouvement communiste avaient organisées depuis des décennies. Mais en même temps qu'intervient le processus de déstructuration et de désorganisation, se produit un processus de recomposition sur des bases nouvelles. La stratégie du capital implique en particulier de tirer un trait sur les grosses concentrations prolétariennes, de développer des unités petites et moyennes, jusqu'au travail à domicile grâce à l'informatique dans les services, en parallèle avec une concentration accrue du capital. Il faut relier à cela des mutations profondes, tels le développement de ce que les sociologues appellent l'"*économie informelle*" -activités d'autoproduction, de troc, travail au noir- ou l'inversion depuis le milieu des années 70 du processus séculaire d'urbanisation, avec le redéveloppement des communes rurales, la « rurbanisation ».

Autant de phénomènes et de transformations qui demandent la plus grande attention et que le mouvement ouvrier et populaire doit saisir à bras-le-corps et non rester replié sur lui-même dans des bastions en voie de dépérissement, en décalage, en retard par rapport à la réalité et à ses mutations.

Il est clair que dans la stratégie du capital, il y a une volonté d'institutionnaliser une "*société duale*" avec, d'un côté, des entreprises et des travailleurs activement insérés dans les échanges internationaux et, de l'autre, les entreprises dépendantes et sous-traitantes, les travailleurs à emploi précaire, d'un côté "ceux du front", de l'autre les « assistés ».

L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE "NÉO LIBÉRALE"…

Indissociablement aussi, intervient une gigantesque offensive idéologique contre le socialisme, le communisme, le marxisme avec le renouveau des thèses libérales et néo-libérales anti-étatiques, fatalistes, individualistes.

Il faut parler ici. bien évidemment de l'influence croissante, dans l'ensemble de la droite, des thèses de la nouvelle droite -élitisme. hiérarchie, droits innés, xénophobie, socio-biologie...- et aussi du développement des théories économiques néo-libérales, qui ne se réduisent nullement au terrain économique d'ailleurs.

Le courant dit des "nouveaux économistes" se développe aujourd'hui en France, à la suite des Etats-Unis et d'autres pays européens. Henri Lepage en a présenté les principales thèses dans ses deux ouvrages : « *Demain le capitalisme* » et « *Demain le libéralisme* ». Citons en particulier brièvement : l'explication de tous les phénomènes économiques par la recherche de l'intérêt individuel, le chômage analysé comme volontaire, la nécessité d'en revenir au marché dans tous les domaines, y compris pour expliquer le politique, ce qui implique de réduire à presque rien le rôle et le poids de l'Etat. Selon lui, l'intervention de l'Etat, sur le plan économique comme social, produit des effets inverses aux buts recherchés : il faut tout dénationaliser au profit du privé jusqu'à la Sécurité sociale et l'école; supprimer le salaire minimum, cause essentielle du chômage puisque les entreprises embauchent moins; il faut supprimer les plans d'urbanisme, les aides à l'agriculture... A partir de là, sont développées une défense et illustration du capitalisme et du profit, système le plus efficace pour répondre aux capacités et intérêts de chaque individu.

...ET SON RÉPONDANT DANS LE DISCOURS GOUVERNEMENTAL

Force est de constater que certains thèmes deviennent dominants; on peut évoquer le succès médiatique de l'émission "*Vive la crise*" bien sûr...
Dans "*La nouvelle alliance*", Max Gallo prône l'acceptation du réalisme économique, qui, au nom de la modernité, se rallie au mythe de l'entreprise supposée incarner les vertus de l'initiative et qui repose sur l'individualisme. Le discours de François Mitterrand sur les restructurations manifeste une volonté de "dépasser" la lutte de classes, au nom de contraintes inéluctables et de mettre en œuvre un consensus structurel autour d'idées-force. Pour sortir de la crise, il faut aider le capitalisme à réembrayer. C'est l'alternative : les investissements ou bien le désastre économique, social et politique, c'est-à-dire le sous-développement. La croissance passe par le profit et l'investissement. La décision de François Mitterrand de réduire d'un point le taux de prélèvement obligatoire -dont les conséquences risquent d'être des plus négatives sur la protection sociale et le nombre d'emplois- est une illustration de cette conception générale.

Pour autant on ne saurait l'identifier à la thèse néo-libérale. Une différence essentielle d'avec le néo-libéralisme tient au rôle assigné à l'Etat. Les plans de restructuration du gouvernement manifestent non un désengagement de l'Etat sur le marché, mais un volontarisme, une concentration des efforts par l'intermédiaire de l'Etat sur les secteurs stratégiques où se joue la concurrence inter-impérialiste, pour mener une politique active de redéploiement. L'Etat est le fer de lance de la politique industrielle, de la mise en œuvre de la " modernité ".

Annexe 120 (du chapitre 15)

PCML Flash n°88 –21 juin 1984- page 1-

Elections européennes :

DES LEÇONS A TIRER

Chacun mesure, à gauche, l'ampleur et la gravité de la défaite enregistrée ce 17 juin. Certes, il s'agissait d'élections européennes sans enjeu institutionnel direct. Certes, il s'agissait d'élections "intermédiaires", défavorables à la majorité gouvernementale en période de crise, comme l'ont confirmé les scrutins dans les autres pays. Certes, le nombre record d'abstentions interdit toute extrapolation des résultats. Mais certains faits doivent conduire à analyser avec lucidité la situation et ses raisons et à en tirer toutes les leçons pour l'avenir : la gauche fait son plus mauvais score de la Ve République et perd la moitié de son électorat du premier tour des présidentielles de 1981 (où elle était minoritaire), la majeure partie se retrouvant parmi les abstentionnistes; cette chute brutale affecte aussi bien le PS que le PCF, celui-ci enregistrant un nouveau recul, en particulier dans les secteurs où il réalisait ses meilleurs résultats; bien que la droite soit loin de rassembler son électorat habituel, l'extrême-droite réunit plus de 11 % des suffrages, créant ainsi une possibilité d'organisation de fractions populaires, particulièrement touchées par la crise et le chômage, de la même façon que lors de la crise de 1929.

Ces faits, qui montrent un rejet massif de la politique gouvernementale, impliquent de prendre en compte l'ensemble des évolutions économiques, sociales, sociologiques, consécutives à la crise, les erreurs politiques et pratiques qui, à gauche, ont provoqué les ruptures avec de larges fractions des classes et couches populaires, comme les mécanismes et l'ampleur de l'offensive de la droite et de l'extrême-droite et leurs projets de régression sociale sans précédent. Ce n'est qu'à ce prix que le mouvement ouvrier et populaire pourra tirer toutes les leçons d'une défaite et créer les conditions empêchant le retour de la droite au gouvernement.

D'ores et déjà, certains enjeux apparaissent clé pour inverser le cours des choses. Il s'agit d'abord d'engager une contre-offensive de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire face à l'offensive économique, politique et idéologique de la droite et de l'extrême droite, sur chaque terrain où elle se porte, sans se limiter au rappel de leurs méfaits du passé, mais en partant des réalités et de leurs projets d'aujourd'hui. Il s'agit aussi d'organiser l'action des travailleurs face aux plans de redéploiement du capital, pour s'attaquer aux effets comme aux racines de la crise, aux suppressions d'emplois et au chômage comme à la baisse du pouvoir d'achat, à la remise en cause de la protection sociale et à l'inégalité des droits entre Français et immigrés. Il s'agit d'agir pour une autre politique qui. prenant appui sur les aspirations et revendications populaires, refuse toute soumission aux lois du système capitaliste et aux règles du marché mondial et à l'hégémonie du dollar, pour, en alliance avec le Tiers Monde, forger une réponse à la crise en faveur des travailleurs de notre pays comme des peuples et pays du Tiers Monde. Et. indissociablement. il s'agit de rassembler largement, en partant de la diversité de leurs intérêts, consciences, modes de combat et d'organisation, toutes les classes et couches populaires, toutes les composantes du mouvement ouvrier et populaire, car toutes ont le même intérêt à combattre l'offensive de la droite et du capital.

le 18 Juin 1984 - Pierre BAUBY

Annexe 121 (du chapitre 15)

PCML Flash n°89 –5 juillet 1984-

EDITORIAL
RASSEMBLER

Le Comité central du PCML. réuni les 30 juin et 1er juillet, a examiné les résultats des élections européennes du 17 juin et les modifications qu'elles ont entraînées dans la situation politique.

Le 17 juin, une défaite sévère a été enregistrée par le PS, le PCF et le PSU -qui ont perdu la moitié de leur électorat de 1981 - et par le gouvernement et sa politique, politique d'austérité pour les travailleurs dont les conséquences sont en particulier la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation du chômage, les atteintes à la protection sociale.

Le rejet populaire de cette politique, qui s'est traduit en particulier par une forte abstention de l'électorat de gauche, a permis à la droite de franchir une étape de sa stratégie de reconquête du gouvernement. Elle se sent plus sûre d'elle, plus arrogante, accélère et développe son offensive, se radicalise et gagne du terrain, ce dont témoignent aussi bien l'importance de la manifestation du 24 juin pour l'enseignement privé que la manœuvre du groupe Creusot-Loire.

La forte poussée de Le Pen. en particulier dans les zones urbaines où se cumulent de forts taux de chômage et d'immigration et les difficultés croissantes de vie, sur les thèmes de la xénophobie, du racisme et de l'insécurité, crée un danger réel d'organisation de fractions populaires, particulièrement touchées par la crise et le chômage. Si la droite a fait le lit de l'extrême-droite par ses campagnes sur l'insécurité et l'immigration, la responsabilité de la gauche au pouvoir, de sa politique d'austérité, de ses hésitations et contradictions sur l'immigration, est aussi engagée.

Les résultats du 17 juin montrent une situation grave et dangereuse pour l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Ils concourent à accentuer la désorganisation du mouvement syndical et associatif. La défaite électorale de la gauche -la plus importante depuis 1945- renforce la possibilité d'une victoire de la droite en 1986. Compte tenu de ses orientations idéologiques, politiques, économiques, sociales, culturelles, inspirées par l'ultra-libéralisme a la Reagan, cela entraînerait une aggravation de la situation des travailleurs dans tous les domaines, pour tous les travailleurs, une aggravation de la régression sociale déjà en cours.

Pour faire face à ces dangers, le PCML appelle à rassembler toutes les composantes du mouvement ouvrier et populaire, partis, syndicats, associations, pour faire face à l'offensive de la droite, de l'extrême-droite et du patronat et préparer les conditions d'une contre-offensive idéologique, politique, économique et sociale. Un tel rassemblement nécessite de respecter la diversité et la pluralité des composantes du mouvement ouvrier et populaire, la diversité des intérêts ouvriers et populaires. Toute conception hégémoniste est plus que jamais à rejeter, de même que les barrières institutionnelles (électorales, financières, d'accès aux médias) qui entravent l'expression de la diversité et en même temps de la richesse du mouvement ouvrier et populaire.

En même temps, le PCML appelle a agir, rassembler et organiser, pour combattre la politique d'austérité du gouvernement et pour une autre politique qui prenne appui sur les aspirations et revendications populaires, refuse toute soumission aux lois du système capitaliste, aux règles du marché mondial, au carcan imposé par Reagan et Thatcher, à l'hégémonie du dollar, pour, en alliance avec les peuples et pays du Tiers Monde, forger une réponse à la crise en faveur des travailleurs de notre pays et des peuples du Tiers Monde.

Comité central du PCML - le 1er juillet 1984

Annexe 122 (du chapitre 15)

PCML Flash n°93 –13 septembre 1984-

ÉCHEC DE DEUX STRATÉGIES

On attendait beaucoup du Comité directeur du PS et du discourt de Roland Leroy lors de la Fête de L'Humanité pour mettre un peu de clarté dans la situation à gauche après le chambardement de juillet - référendum, nouveau gouvernement et départ des ministres PCF. Dans l'ensemble, on aura été déçu. Le Comité directeur du PS a suggéré que l'on entrait dans une nouvelle étape. Sûrement. Mais pour l'instant, on en reste au stade de l'observation, de la décantation. II apparaît déjà, pourtant, que s'ouvre une ère de graves questions stratégiques tant pour le PS que pour le PCF. N'entonnons point les ritournelles de la démagogie politique quant aux " virages à droite " de l'un ou au " PCF Gros-Jobert " pour l'autre.

La presse a célébré « l'enterrement » de l'union de la gauche; celle-ci était fort atteinte depuis longtemps d'ailleurs… mais l'affaire n'est pas classée pourtant. Au cœur de la stratégie du PS était l'union, au coeur de celle du PCF était l'union. Ce cœur ne battait pas pour une même stratégie, chacun ayant la sienne propre. Mais dans une France bipolarisée et régimentée par les institutions de la Ve République -élection du président de la République au suffrage universel direct notamment-, "l'union de la gauche", cette spécificité française, paraissait incontournable, même si orageuse bien souvent. De 1972 à aujourd'hui, elle a changé et les rapports de forces ont évolué en son sein en faveur du PS, De programmatique de 1972 à 1977, après une période de rupture de 77 à 81, l'union de la gauche devient purement électorale à

la veille du 10 mai 81. puis gouvernementale fin juin jusqu'en juillet 84. De dominante PCF en ses débuts, alors que le PS renaissait après Epinay, elle passe en 81 sous dominante PS, avec le recul électoral du PCF le 26 avril, l'élection de F. Mitterrand et la "marée rose" de juin. Après douze années, et surtout trois années d'exercice du pouvoir en commun, ce qui casse en l'été 84 est bien différent de ce qui s'est construit en juillet 72. Les temps ont profondément changé.

La séparation de l'été 84 est-elle une simple mesure temporaire et tactique du PCF pour se "refaire" ? En effet, sa direction, analysant les mauvais résultats des européennes comme un désaveu populaire de la politique gouvernementale, à choisi le retrait de ses ministres. Continuer de participer en cette grave période de licenciements et de baisse du pouvoir d'achat lui a paru suicidaire. Cette explication de non-participation tactique parait tout de même un peu courte. D'autant que G. Marchais lui-même évoque la nécessité d'un bilan de l'union depuis 25 ans.

Il semble bien que l'union de la gauche ait été profondément atteinte par la mise en œuvre des deux stratégies des deux partis la composant. Du coup, la rupture de 84 remet en cause le cœur même de ces stratégies. Pour le PS, " l'exercice du pouvoir " ne comporte pas - et pour une longue période - la rupture d'avec le capitalisme ; au contraire, il implique la mise en valeur, son redéploiement afin de sortir de la crise et de « conjuguer » enfin socialisme et croissance retrouvée. Dominant l'union gouvernementale, tenant les leviers de commande à l'Elysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale, il a exigé de ses partenaires de se plier, de soutenir les bonnes choses comme les pires. Les fameuses couleuvres à avaler... jusqu'à la cassure. Aujourd'hui, que peut-il faire ? Continuer à invoquer une union de la gauche qui n'existe plus ? Rechercher des ouvertures vers un " centre gauche " informe ou un " centre droit " que la droite ne veut pas lâcher ? A terme, c'est la stratégie mise au point à Epinay qui est remise en cause.

Pour le PCF, l'interpellation est tout aussi grave, sinon plus. Sa participation gouvernementale de 81 à 84 a été conçue comme mise en oeuvre de la stratégie du XXIVe Congrès, stratégie des "bases d'appui" dont la conquête progressive devait permettre de transformer graduellement l'Etat et la société. Menée parallèlement à un affaiblissement électoral, d'impact et militant -dont les causes ne se réduisent pas à la participation gouvernementale -cette stratégie a eu un effet boomerang, La "base d'appui" gouvernementale dont le PCF attendait la crédibilité d'un "*parti de gouvernement*", s'est retournée de plein fouet contre son projet politique, est devenue une base d'affaiblissement de sa crédibilité. Aujourd'hui, son appel au rassemblement sur ses objectifs propres, s'il libère une large majorité de militants gênés par la participation gouvernementale, est un constat d'échec de la politique d'union et de la stratégie des bases d'appui.

De quoi demain sera-t-il fait ? Quels effets ces constats d'échec et la cassure de l'été 84 auront-ils sur le mouvement ouvrier et populaire dans son ensemble ? Cela nous concerne tous; nous en reparlerons.

Alain SENTIER

Annexe 123 (du chapitre 15)

PCML Flash n°94 –20 septembre 1984-

RASSEMBLEMENTS

Le " rassemblement " : Laurent Fabius en a fait l'un des objectifs-clés de son programme gouvernemental ; Roland Leroy y a appelé lors de la Fête de *L'Humanité*. A peine consommée la rupture de l'été 84, chacun n'a que le mot " rassemblement " à la bouche, qui apparaît la réponse immédiate à l'échec de la politique d'union gouvernementale mise en oeuvre de 81 à 84 et à l'impasse stratégique des deux partis (cf. PCML-Flash n°93 - "Echec de deux stratégies") Curieux " rassemblements " d'ailleurs qui semblent des appels à la mobilisation derrière les bannières de chacun et non l'effort patient de mettre ensemble pour un objectif commun des forces aux intérêts pourtant différents. En réalité, ces " rassembleurs " n'ont de cesse de régler leurs comptes, chacun cherchant â faire porter à l'autre le chapeau de la rupture. L'hebdomadaire du Parti socialiste fait sa "une" sur le "PC : parti conservateurs", sa direction refuse une réunion commune PS-PCF sur les cantonales; le PCF, quant à lui, semble renouer avec sa politique de tir à boulets rouges contre la "social-démocratie " purement et simplement identifiée à la droite (son Comité central en cours au moment de la rédaction de ces lignes confirmera-t-il ou non cette orientation qui domina de 1977 à 1981 ?). On en est là et la polémique vole bas.

Si elle persévère de la sorte, elle accroîtra sérieusement les responsabilités déjà lourdes des deux grands partis dans la crise que traverse le mouvement ouvrier et populaire. Car ce sont les travailleurs et les militants qui en font principalement les frais. Chacun le sait d'expérience, et que trop, les politiques conçues à Fabien ou rue de Solférino, ont souvent empoisonné l'atmosphère, attisé les divisions syndicales, multiplié les empoignades entre associations, isolé les militants les uns des autres, éparpillé les forces et accentué l'écoeurement de la politique cher les travailleurs.

Le rassemblement des forces est-il donc irrémédiablement condamné ? Peut-on attendre, se battre en ordre dispersé alors que le patronat mène tambour battant son offensive, que l'extrême-droite progresse dangereusement et que la droite radicalise ses objectifs ? Le rassemblement est d'absolue et d'urgente nécessité ; les résultats des européennes l'ont montré une fois de plus. Des militants, des travailleurs, l'ont compris aux quatre coins du pays, qui, par-delà leurs origines diverses, leurs appartenances politiques actuelles ou passées différentes, se rassemblent sur des objectifs précis et concrets. Souvent, c'est la participation à l'action locale et municipale qui les rassembla en 1983 ; souvent aussi, les exactions d'une droite

revancharde au conseil municipal, les exigences d'une démocratie locale, de la défense de l'emploi, de l'action résolue contre le racisme, du respect de l'environnement, les ont amenés à continuer l'action. Ensemble. Ces groupes d'hommes et de femmes sont tous particuliers, les uns plus organisés et connus comme tels dans la ville ou le quartier, les autres plus diffus. Tous rejettent la politique politicarde et manifestent des critiques autant à l'encontre des pratiques des "partis traditionnels" de gauche et aussi de l'extrême-gauche, qu'à l'encontre de tel ou tel aspect, ou de la globalité de leurs politiques. Tous semblent en quête d'une "autre politique" à gauche (pour la France et aussi vis-à-vis du Tiers Monde), comme d'une autre façon de la faire; certains parlent "d'alternative", d'autres non. Mais tous, s'efforçant d'être branchés sur le terrain et sur l'efficacité du court terme, sont susceptibles de faire germer un nouvel espoir. Car ils prouvent que se rassembler, non seulement est chose urgente et nécessaire, mais aussi possible.

Pour autant, quelques groupes locaux, actifs mais épars dans le pays, ne sauraient seuls faire front au raz-de-marée du capital et de la droite ni inverser le cours d'une politique d'austérité néfaste aux travailleurs. Leur rassemblement, si prometteur soit-il. ne pèse et ne pèsera que dans la perspective du rassemblement d'ensemble des composantes du mouvement ouvrier et populaire, de ses partis, syndicats et associations. Dans cette perspective, une "autre politique" peut croître et embellir La Marche pour l'Egalité et contre le Racisme, à l'initiative de quelques jeunes décidés et rassemblés sur quelques objectifs précis, à montré qu'il est possible d'imposer un rassemblement des plus larges, certes parfois chaotique, orageux et difficile mais où des militants très différents d'habitude séparés voire hostiles apprennent à se connaître, à se respecter et à agir ensemble. Assurément, la route sera longue pour agir ensemble tout en respectant les intérêts et les aspirations des uns et des autres et pour rompre avec la politique partisane qui appelle " rassemblement " le gonflement derrière sa propre bannière.

Camille GRANOT

Annexe 124 (du chapitre 15)

PCML Flash n°90 –27 juillet 1984- page 2-

LA NON-PARTICIPATION DU PCF AU GOUVERNEMENT : ET APRÈS ?

Il fallait tirer tous les enseignements du résultat désastreux de la gauche - en particulier du PCF - aux européennes. Est-ce fait ? En tout cas. les événements depuis quelques semaines se bousculent au portillon. Les plus saillants sont sans doute la non-participation de ministres du PCF au nouveau gouvernement et, ce mardi 24 juillet, l'abstention du groupe parlementaire du PCF à l'Assemblée sur la déclaration de politique générale de Laurent Fabius.

Sur ces sujets, les commentaires les plus fréquents sont : rupture historique de l'Union de la gauche et verrouillage du PCF. Voyons un peu.

Pronostiquant au gré du double balancier - pour ne pas dire double langage –" *Il n'y a pas de stratégie de rechange*" et "*Mitterrand ne tient pas ses promesses de 81*", chacun réfléchissait dans le cadre du mariage PS-PC, s'étriquant et s'envenimant certes, mais se maintenant jusqu'en 86 au moins. Le commentaire le plus fréquent, après l'annonce de la non-participation du PCF au gouvernement fut donc : rupture historique de l'Union de la gauche. L'exploitation de ce nouvel élément par le RPR donne : "*gouvernement à 20%*". C'est un peu superficiel et rapide. Sans revenir ici sur 77, nous pouvons toutefois remarquer qu'il n'y avait pas union de la gauche sur une ligne politique depuis l'enterrement du Programme commun. Le rapprochement hâtif des 110 et 131 propositions en 81 ne produisit nullement une ligne commune et laissa dominante celle de François Mitterrand -a fortiori depuis l'adoption du plan d'austérité à la mi-82.

La contradiction entre le poids du PCF dans l'union et l'union elle-même s'accentua au gré des mauvais scores électoraux, de l'offensive habile de la droite amenuisant sans cesse les marges de manoeuvre gouvernementales et de cette crise qui n'en finit pas... de reléguer a plus tard la " nouvelle croissance ". Il nous est donc offert aujourd'hui une nouvelle forme d'union PS-PC baptisée : « *soutien sans participation* ». Sur la même route, mais à des pas différents, selon L. Fabius.

Ce nouveau choix du PCF, rendu incontournable par le maintien de la même politique d'austérité permettra-t-il d'améliorer l'image de marque de ce parti ? Dans l'absolu, c'est une possibilité - espérée par la direction du PCF. Mais dans les faits... cette décision arrive après trois ans de participation (dont deux à une politique identique à celle proposée par Laurent Fabius). Comment empêcher dès lors que le PCF soit interpellé sur sa stratégie, sa politique d'alliances et son bilan depuis 1981 ? Ce nouveau choix permettra-t-il de renforcer le rapport de forces des intérêts des travailleurs dans la lutte politique ? Dilemme délicat : est-ce la participation gouvernementale du PCF qui freinait la mobilisation, qui entraînait la désyndicalisation des travailleurs ? Cela a dû jouer. voire accentuer le désarroi et la confusion mais les causes sont sans doute plus profondes et plus fondamentales (cf Travailleurs n°21).

Le verrouillage du PCF est l'autre commentaire fréquent. Cette absence de ministre du PCF va-t-elle "gauchir" le PCF. le recroqueviller sur lui-même - si cela est encore possible - et ainsi évacuer toute une série d'interrogations nées des résultats aux européennes ? Ne rejetons pas l'hypothèse. Mais il est pourtant un peu court de lier non-participation à verrouillage alors que personne ne s'était aperçu que l'on pouvait lier participation et large débat.

Des multiples échecs cuisants du mouvement ouvrier et populaire ces dernières années naissent et se développent la nécessité, et maintenant plus partagée, la volonté de rénover la politique et la pratique du communisme. Cette nécessité ne dépend pas de la volonté des dirigeants du PCF en fait ; c'est le produit de la confrontation des idées du mouvement communiste avec la réalité des faits. La stratégie de la " forteresse assiégée " peut retarder, quelque peu détourner, cette inéluctable discussion. Elle ne pourra pourtant pas l'éviter. Certains présentent le débat au sein du PCF comme une querelle entre les anciens et les modernes. Quant à nous, nous le vivons plus comme une lutte entre ce qui est juste et ce qui est faux dans ce monde qui change. En tout état de cause, cette "querelle" devra bien être vidée.

Annexe 125 (du chapitre 15)

THÉORIE ET PRATIQUE n°4 –décembre 1984-

Pourquoi les révisionnistes sont entrés au gouvernement et pourquoi ils en sont sortis -pages 49-51-52 à 55. Article du PCOF.

En juin 1981, suite aux élections présidentielles et législatives, le Parti Communiste Français fut appelé à siéger au gouvernement par Mitterrand, aux côtes de la social-démocratie et sur la base d'un contrat élaboré pour l'essentiel par le parti socialiste. Sur le plan de la simple arithmétique sa participation à un tel gouvernement n'était pas indispensable, les députés social-démocrates formant à eux seuls la majorité au sein du Parlement bourgeois.

Pourtant et c'était un cas unique dans un pays impérialiste occidental, on fit appel à eux. Pourquoi ? A cette question notre Parti répondit à l'époque que Mitterrand et la social-démocratie en avaient besoin pour faire accepter leurs plans de gestion de l'impérialisme français en crise à une classe ouvrière que le PCF influençait et encadrait pour une large part.

En échange de ses bons et loyaux services, le parti révisionniste se voyait offrir des postes ministériels, des responsabilités dans quelques sociétés nationalisées et il se mit à appliquer avec zèle la politique anti-ouvrière et anti-populaire définie par la social-démocratie afin d'édifier une « *France qui gagne* ».

L'ABOUTISSEMENT DE 25 ANNÉES DE DÉGÉNÉRESCENCE RÉVISIONNISTE.

Tel était l'aboutissement de vingt-cinq années de dégénérescence révisionniste qui, de l'adoption des thèses khrouchtchéviennes du passage pacifique au socialisme en 1956, à l'abandon de toute référence au marxisme-léninisme en passant par l'abandon de la dictature du prolétariat, a conduit le PCF au gouvernement. Mais s'il est vrai que le tristement célèbre XXème Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique a tracé la voie générale au révisionnisme moderne et a poussé de l'avant les révisionnistes embusqués dans les partis communistes dont le PCF, il serait simpliste, erroné et dangereux de penser que les causes du révisionnisme en France commencent au XIVème Congrès du PCF de 1956.

Déjà dans les années 45, au lendemain de la 2ème guerre mondiale, la participation du PCF au gouvernement (bien que dans des conditions fort différentes) était entachée d'opportunisme. En effet, au cours de la lutte contre le nazi-fascisme, le PCF contracta des alliances avec certains secteurs de la bourgeoisie représentés par De Gaulle. Mais alors que les communistes se sont placés en première ligne, qu'ils ont fourni sur le terrain le gros des combattants anti-fascistes, le PCF ne prit pas la direction de ces alliances qui ne pouvaient être que momentanées et provisoires. En aucune façon la lutte anti-fasciste et pour la libération du pays ne pouvait gommer ou même estomper la contradiction prolétariat-bourgeoisie. En 1945, une fois le nazi-fascisme écrasé, les dirigeants du PCF acceptèrent de participer à un gouvernement d'Union Nationale pour reconstruire la France. Ils invitèrent les combattants à déposer les armes, les ouvriers à "*retrousser les manches*" et les peuples colonisés à renoncer â la lutte pour leur liberté. Evidemment, lorsque la classe ouvrière entama, en 1947, de grandes grèves et que le peuple vietnamien se dressa résolument dans la lutte pour l'indépendance, la bourgeoisie chassa les ministres communistes. Ironie de l'histoire, elle chargea de ce travail un gouvernement à majorité social-démocrate dans lequel un certain Mitterrand occupait déjà un poste ministériel ! Nous avons développé cet exemple car notre Parti estime que dès cette époque, il existait au PCF des tendances opportunistes et révisionnistes. Certes, suite à son renvoi du gouvernement, le PCF retrouva un langage et une pratique révolutionnaires, mais sur l'essentiel aucune autocritique de sa participation au gouvernement bourgeois ne fut esquissée; on ne s'attaque pas aux racines du révisionnisme dans le PCF. Les manifestations de chauvinisme et de nationalisme ne furent pas combattues. Bien au contraire, au cours de la période de relative prospérité économique qui suivit la IIe Guerre Mondiale, l'aristocratie ouvrière, base sociale du révisionnisme, se développa numériquement et parvint à imposer son idéologie et ses intérêts de couche privilégiée issue de la classe ouvrière au sein du PC. Cette couche est directement intéressée au maintien du système capitaliste impérialiste, à la poursuite du pillage colonial et néocolonial, aux sur-profits qui en sont dégagés, car c'est là la source principale des miettes que la bourgeoisie impérialiste lui distribue.

Peu à peu. et dans tous les domaine, les chefs de file révisionnistes ont vidé le marxisme-léninisme de son contenu révolutionnaire et ont entrepris de le "rénover", de le mettre au goût du jour. Qu'il s'agisse de la lutte de classe qu'ils ont remplacée par la collaboration de classe et par la "*coexistence pacifique*" comme méthode de résolution des problèmes, qu'il

s'agisse de l'État de dictature du prolétariat remplacé par l'Etat arbitre, au-dessus des classes, qu'il faut conserver mais faire fonctionner autrement... sur toutes ces questions et bien d'autres, les révisionnistes sont passés aux positions défendues et appliquées depuis longtemps par la social-démocratie, par la IIème Internationale et aujourd'hui par l'Internationale socialiste.

A la différence des vieux sociaux-démocrates de la SFIO qui s'obstinaient à isoler le PCF, Mitterrand a compris tout le parti qu'il pouvait tirer de cette dégénérescence. A la tête du Parti socialiste modernisé, il a multiplié les accords électoraux, les négociations, les pressions de l'extérieur et de l'intérieur pour pousser le PCF dans la voie de la fusion complète
avec la social-démocratie sur tous les plans. Bien que Mitterrand ait ouvertement proclamé qu'il poursuivait l'objectif de réduire le PCF à 10% du corps électoral (contre 20% au début
des années 70), les chefs de file révisionnistes, avec à leur tête Marchais, ont contracté avec le PS une "*Union de la Gauche*" et signé un "*accord de gouvernement*" en 1972 qui, malgré quelques retouches a servi de base à leur accord pour gérer le capitalisme français en crise.

Aujourd'hui qu'il n'est plus au gouvernement, le PCF "découvre" que ce programme a conduit à l'Accroissement du chômage et l'aggravation des conditions de vie et de travail pour la classe ouvrière, que la social-démocratie en a fait une lecture de droite, etc...
Mais ce qu'il oublie de dire c'est qu'il s'agit aussi de son programme, qu'il ne lui a pas été imposé et que pendant 3 années il l'a appliqué avec zèle, répondant avec empressement au rôle qui lui était confié par la bourgeoisie c'est à dire encadrer la classe ouvrière pour lui faire accepter les plans d'austérité, pour qu'elle paye la crise, pour la démobiliser, la diviser et l'isoler, pour qu'elle abandonne toute perspective révolutionnaire et se range derrière le drapeau de l'impérialisme français. Quelles que soient les raisons qu'il puisse inventer aujourd'hui il partage avec la social-démocratie la pleine et entière responsabilité de la situation actuelle faite au peuple travailleur.

LES RAISONS DU DÉPART DES RÉVISIONNISTES DU GOUVERNEMENT.

Aujourd'hui les ministres du PCF ont quitté le gouvernement et les dirigeants révisionnistes tels Ponce Pilate prétendent se laver les mains des coups bas qu'ils ont portés à la classe ouvrière. Ils justifient leur départ par la nomination d'un nouveau premier ministre et par un infléchissement à droite de la politique de la social-démocratie. Certes, la nouvelle équipe dirigée par Fabius a renoncé à la phraséologie social-démocrate pour adopter un "*langage de vérité*". Mais en quoi sa politique a-t-elle changé ? N'est-ce pas la poursuite de la même politique de collaboration de classe à laquelle le PCF a participé activement pendant trois ans ? Les véritables raisons de la sortie du PCF du gouvernement il faut les chercher ailleurs.

Elles sont de plusieurs ordres:

-la politique de modernisation mise en place par le gouvernement et qui va être amplifier liquide des secteurs de la production et des vieilles régions industrielles dans lesquelles le PCF est traditionnellement implanté. La mise au chômage d'une partie non négligeable de sa base électorale touche également des membres de l'appareil du parti révisionniste, de la bureaucratie syndicale et des élus locaux qui ne trouvent plus leur compte dans cette politique et ne peuvent plus la justifier auprès de la base.

- les élections européennes ont confirmé que la classe ouvrière condamne toujours plus la politique suivie par la social-démocratie et les révisionnistes et ont montré que contrairement aux affirmations des Marchais et cie. le PCF ne remontait pas la pente. La classe ouvrière s'est abstenue et le PCF a obtenu son plus mauvais score électoral depuis plus d'un demi-siècle : 11% seulement des suffrages exprimés, à peine plus que le Front National de Le Pen qui, avant 1981 n'était encore qu'un groupuscule. Pour un Parti qui veut être un parti de masse et qui a tout misé sur les élections, c'est un échec cinglant. En restant au gouvernement, les révisionnistes se discréditent auprès des travailleurs et risquent de ne plus pouvoir influencer et encadrer la classe ouvrière. Pour continuer à le faire, ils ont été amenés à sortir du gouvernement et à adopter une position de soutien critique.

- la politique suivie par le PCF, sa perte d'influence, ses échecs électoraux ont accru les divisions en son sein à tous les niveaux. A la division ancienne entre les euro-communistes et les pro-soviétiques est venue s'en ajouter une autre : celle entre les partisans d'un maintien au gouvernement et dont certains réclament l'abandon du centralisme démocratique (c'est-à-dire du centralisme, car le centralisme démocratique, il y a longtemps qu'il n'existe plus dans le PCF) ce qui risquerait de conduire à un éclatement organisationnel du PCF, et les partisans de la rupture avec le PS qui parlent de créer un pôle anti-social-démocrate et adoptent un langage "dur".

Le maintien au gouvernement ne pouvait qu'aggraver ces divisions, rompre l'équilibre réalisé entre les diverses tendances et condamner la direction actuelle et son chef de file Marchais qui symbolise ce difficile équilibre.

-la venue de la social-démocratie et des révisionnistes au gouvernement en 81 a constitué pour la bourgeoisie française un mal nécessaire, le temps de faire passer les mesures anti-ouvrières et anti-populaires qu'elle ne pouvait imposer

alors en maintenant les partis de droite au gouvernement. Pour le moment, la bourgeoisie n'a pas élaboré de programme de rechange ni choisi d'autres hommes pour les mettre en scène. La droite en particulier reste divisée.

Mais en attendant, le départ des révisionnistes du gouvernement ouvre la possibilité à Mitterrand d'une ouverture à droite qu'il a entreprise à travers le changement de gouvernement, le projet de référendum et autres initiatives qui verront le jour.

En définitive et c'est la l'aspect principal, qu'ils soient dans ou hors du gouvernement, ce qui détermine la ligne de conduite des révisionnistes et ce que la bourgeoisie impérialiste attend d'eux, c'est d'encadrer, de canaliser la classe ouvrière, de la mettre derrière le char de l'impérialisme. Il est clair qu'à la veille de grandes restructurations entraînant des vagues de licenciements et des mesures anti-populaires accrues, le risque d'explosions sociales grandit.

Affaiblis par les derniers résultats électoraux, divisés et conscients de la perte de confiance et de crédibilité qu'ils connaissent dans la classe ouvrière et les masses travailleuses, les révisionnistes espèrent se refaire une virginité en adoptant le langage de la "*lutte*" qu'ils ne peuvent tenir qu'en étant en dehors du gouvernement.

Cela illustre également le caractère profondément opportuniste de la politique des révisionnistes, une politique qui va de compromissions en compromissions, de reculades en reculades ; une politique qui conduit à l'échec.

COMBATTRE LE RÉVISIONNISME. ÉDIFIER LE PARTI

Toutes ces raisons ont agi à différents niveaux et expliquent pourquoi, en fin de compte, les ministres révisionnistes ne font plus partie du gouvernement social-démocrate. Mais ce départ a encore accru le désarroi et l'inquiétude de milliers de travailleurs qui assistent à un chasse-croisé de déclarations contradictoires des dirigeants révisionnistes, qui pour "*le soutien critique au gouvernement*", qui pour la rupture, qui pour la "*rénovation*" du PCF... L'idée que cette fois-ci le PCF ne s'en remettra pas fait son chemin y compris chez de vieux militants qui ont derrière eux toute une vie de sacrifice et de lutte. La conscience grandit chez nombre de travailleurs que les différentes tactiques suivies par le parti révisionniste, qu'il s'agisse d'entrer au gouvernement social-démocrate ou d'en sortir, ne prennent pas pour base l'intérêt de la classe ouvrière mais sert les intérêts d'une minorité opportuniste qui cherche à occuper des postes et à pratiquer une politique qui en fin de compte paralyse la classe ouvrière et sert la réaction.

A notre IIème Congrès, nous avons dit que le révisionnisme dont le principal propagateur dans notre pays reste le PCF, constitue le principal obstacle à l'avancée de notre Parti. Aussi nous devons porter une grande attention à ce qui se passe au sein du PCF et agir avec esprit de principe et intelligence.

Dans le Rapport politique présenté au IIème Congrès, nous avons écrit : "*Le Parti a besoin de s'implanter solidement dans la classe ouvrière et la classe ouvrière a besoin du Parti pour organiser sa lutte pour le pouvoir. Il est nécessaire et urgent d'accumuler rapidement des forces et de recruter les ouvriers les plus conscients. La situation politique actuelle et celle du Parti le permettent* "

Cela passe aujourd'hui par la dénonciation du révisionnisme sous toutes ses formes, par le refus de tout compromis idéologique avec lui. Mais si nous nous montrons vigilants face aux pressions qui ne manqueront pas de s'exercer sur nous cela ne doit pas pour autant nous mettre sur la défensive. Au contraire, avec les forces qui sont les nôtres nous travaillons et travaillerons là où se trouvent la classe ouvrière et le peuple, dans les organisations de masse y compris celles dirigées par les révisionnistes sans jamais cacher notre drapeau, dans la défense intransigeante du marxisme-léninisme, pour renforcer le Parti, redonner à la classe ouvrière son instrument pour la lutte, développer l'unité de la classe ouvrière et du peuple et leur redonner l'optimisme révolutionnaire.

Annexe 126 (du chapitre 15)

Le Perroquet n°43-44 –du 25 octobre au 15 novembre 1984- Alain Badiou pages 1-5-6-7- « ***Contre le Parti Socialiste*** »

CONTRE LE PARTI SOCIALSTE

- par Alain Badiou -

Il est malheureusement calculable qu'avec le Parti Socialiste - c'est une tradition nationale - on a, lentement mais sûrement, le pire, c'est-à-dire, outre l'action intolérable, l'hypocrisie qui prétend, par des contorsions dont l'esprit public sort engourdi et stupéfait, que cet intolérable est compatible avec de nobles principes.

Les socialistes français ont la manie de capituler par humanisme (guerre d' Espagne, Pétain), de massacrer par progressisme (guerre d'Algérie), de tirer sur les ouvriers au nom de la liberté ouvrière (grève de 47).

Sous Mauroy, nous les avons vu organiser la chasse aux ouvriers immigrés sans-papiers, faire débarquer dans les foyers, au petit matin, des escouades de brutes qui parquaient tout le monde les bras en l'air et jetaient les affaires des gens par les fenêtres, le tout au nom des intérêts bien compris des immigrés, et de la solidarité nationale avec eux. Il semble que le petit Fabius, qui substitue à l'hypocrisie ronflante et vieillissante de Mauroy une hypocrisie savante et "*moderne*", s'apprête à enfoncer le clou : sauver les immigrés exige à l'évidence, pour Fabius, qu'on puisse en expulser le plus grand

nombre possible. De même que M. de Mun, comme le disait Jaurès, "*aimait les ouvriers ; il les aimait saignants*", de même le docte Fabius, production neutre de la "*modernisation*", voix-de-son-maître passé au vernis de la "*compétence*", re-centreur hautement qualifié, aime les immigrés; il les aime dehors.

En outre, ce gouvernement fait preuve d'un savoir-faire dialectique à toute épreuve. Qui aurait pu, sauf lui, concevoir que l'"*intégration des immigrés*" ait pour clé-de-voute de leur interdire de vivre ici avec leurs femmes et leurs enfants ? Car les mesures contre le regroupement familial n'ont pas d'autre contenu concret. Quand on sait que ces mesures répressives portent sur des dizaines de milliers de gens, on saisit aussitôt que ce qui en est attendu n'est nullement "*objectif*" (le chômage, etc.), mais idéologique. L'opération vise la pensée des gens, non leur situation. Il importe de faire savoir que si l'on accepte la force de travail dont on a besoin, si on en "*intègre*" l'exploitation, le déploiement d'une vie civile, familiale, communautaire, sera proscrit.

Or ce point-de-vue est raciste, au sens strict, cette fois - que l'on sache, le gouvernement socialiste n'est pas malthusien, au contraire, il prône et soutient - dans les mots - la famille et la natalité. Il n'a donc pas comme propos que nous soyons trop, en valeur absolue. Des lors, dire qu'il y a "*trop*" de femmes et d'enfants immigrés est de la discrimination pure et simple, du quota d'origine nationale. Je ne vois pas qu'on puisse sophistiquer ce point. S'effrayer des familles immigrées ne vaut pas mieux que s'effrayer des familles juives. Si l'on est nataliste, mais qu'on réserve cette opinion aux "*français de souche*", où est, dites-le-moi, la différence de logique avec Le Pen ? C'est là un autre trait caractéristique des socialistes : faire, exactement, ce que feraient les pires réactionnaires, avec l'argument imparable que sinon, c'est eux qui vont "*gagner*", donc, faire ce que l'on fait. Puisque Le Pen "*pose de vraies questions*", il convient d'y apporter de "*vraies réponses*", c'est-à-dire celles de Le Pen, car à la question-Le-Pen, il n'y a que la réponse-Le-Pen. La seule manière véritable de s'opposer à Le Pen, c'est, évidemment, de nier catégoriquement qu'il pose quelque question recevable que ce soit. Non, il n'y a pas de "*problème immigré*". Le seul "*problème*" est de combattre et de réduire au silence, ou au moins à l'impuissance, ceux qui pensent qu'il y a un problème immigré.

Mais les socialistes, dont le seul "*principe*" est d'échapper par tous les moyens (le principal à leurs yeux étant d'anticiper ses effets) à la déroute électorale, ne vont pas manquer d'estimer excellentes toutes les sordides questions réactives que la crise suscite dans la partie boutiquière et bistrotière de l'électoral.

On dira : nous avions déjà vu ça sous Giscard. Certes. Lois Stoléru, écrasement policier des foyers Sonacotra, circulaire Bonnet, prison clandestine d'Arenc, rafles en tout genre, on n'avait pas attendu le triomphe de la gauche pour répandre dans le public l'idée salvatrice que les principaux responsables du marasme étaient ces gens louches et surnuméraires - qui avaient en outre l'inconvénient de s'exténuer depuis parfois vingt ans dans des usines que la concurrence mondiale nous contraignait à "*dégraisser*". Quelle merveille, si le "*dégraissage*" économique des usines avait pu coïncider avec une épuration du corps national ! Ainsi s'engageait l'entreprise qui prétend amputer notre peuple de ce qu'il a de plus vif, de plus moderne - si l'on veut ce mot -, de plus universel : la possibilité d'une unité inouïe entre français et immigrés. Ainsi s'apprêtait-on à décomposer l'idée ouvrière elle-même, pilier de toute la réflexion démocratique contemporaine, par la désignation d'une partie centrale de son être comme un simple apport étranger et provisoire.

On sait du reste que, saisissant la balle au bond, notre néo-pétainiste Le Pen a montré sur la scène électorale qui étaient les profiteurs véritables de cette géniale idée.

Mais du moins, sous Giscard, on ne nous faisait pas le coup du caractère "*populaire*" et humaniste des expulsions, des rafles, et des diatribes contre les ouvriers grévistes "*chiites*". C'était, pour l'essentiel, affaire de basse police.

Établir que la basse police est la réalité des principes, le devenir concret du souci social et de la démocratie, tel est le génie propre des socialistes. La gravité de la chose est d'accoutumer les esprits à ce que n'importe quel forfait puisse entrer dans la dialectique de la justice sociale. Les socialistes sont les organisateurs de la lâcheté intime de tous ceux qui, croyant en silence que leurs intérêts immédiats exigent qu'on piétine les autres, voudraient bien en outre que les quelques principes dont ils déclarent se prévaloir puissent consentir à cette vilenie. Mitterrand et Fabius viennent soulager leur âme en déclarant que oui, eux, les socialistes, la gauche, les démocrates, savent qu'il en est bien ainsi, et qu'on a raison, non pas comme on disait naguère, de se révolter, mais de consentir, et de s'abaisser. Cette paternelle et publique autorisation à conjoindre les signifiants "*démocratie*" et "*socialisme*" à quelques petites mesures abjectes, suscite, fût-ce dans le silence, un soulagement munichois. Ainsi est-on assuré qu'il ne faudra pas s'engager pour quiconque, ni risquer qu'un principe entre en contradiction avec le culte matériel du Moi.

Ainsi, de fil en aiguille, peut-on glisser jusqu'à ce qui fut, sous Guy Mollet, le chef-d'œuvre socialiste : la torture républicaine.

En attendant, le gouvernement vient d'inventer l'extradition de militants politiques pour cause de défense de la démocratie. Il y révèle sa compétence particulière, puisque cette fois on doit reconnaître que la droite n'avait jamais extradé aucun basque.

Certes, Giscard avait rêvé d'une "*convention européenne anti-terroriste*", mais il avait reculé, et devant les protestations, et devant le respect de la souveraineté territoriale de l'État, tradition gaulliste selon laquelle, pour ce qui est de sa compétence intérieure, l'État ne défère pas aux demandes policières d'un État étranger.

Le sens de l'Etat, fût-ce en cette acception nationaliste quelque peu réactionnaire, n'est jamais ce qui a étouffé les socialistes. Un petit coup de main électoral au "*camarade*" Felipe Gonzales, à charge de revanche, vaut bien qu'on choisisse

au hasard quelques basques pour les expédier dans la prison - historiquement réputée ! - de Carabanchel. Felipe Gonzales n'est-il pas de la famille ? N'est-il pas de l'internationale socialiste ? Proposons au gouvernement un concept supplémentaire pour sa justification progressiste : l'extradition internationaliste. Ajoutons que l'extradition rétroactive (les faits invoqués remontent à 1980) est aussi une idée de première force.

Déclarer que l'activité des militants de l'E.T.A. n'est pas politique est une absurdité. Et comment ne serait pas absurde le point où l'on suture le "*principe démocratique*" à un forfait manifeste ? Il y a une question basque, l'Espagne s'y confronte depuis fort longtemps. Que cette question soit populaire, vaste, engageant toutes les forces sociales de cette région, qui en peut douter ? Il se peut que la ligne militaro-politique proposée par l'E.T.A. soit de plus en plus critiquée, par les basques eux-mêmes, je n'en sais rien. Mais il est manifeste que les militants de l'E.T.A. sont internes à une question populaire, qu'ils font partie du débat, et de l'image que les basques tentent de façonner quant à leur destin national. Lorsqu'une ville entière, comme Saint-Sébastien, est paralysée par la grève depuis les extraditions, qui va venir prétendre que les militants concernés étaient des bandits isolés ? On enrage de voir s'étaler, grâce à la caution de la gauche gouvernementale, de pareilles âneries hypocrites. En livrant ces basques avec cette argumentation, Mitterrand et sa cohorte prennent en fait, eux, et au déni du droit strict qu'ils ont pour tâche - disent-ils - de préserver, une position politique sur la question basque: ils en refusent l'existence même, s'alignant ainsi sur la pire réaction espagnole.

De sorte que d'un seul coup Mitterrand abdique sur ce qui le concerne - l'État n'a pas à livrer les politiques qui sont sur son territoire - et se mêle de ce qui ne le regarde nullement : le devenir populaire et national des basques.

Il est tout de même grand temps que les gens cessent de "*préférer*" la gauche au nom du pur signifiant. D'aucuns, résignés à ce que l'économie soit ce qu'elle est, cautionnent tout de même l'entreprise de Mitterrand au nom de la démocratie ou des libertés. Mais justement : sur les questions réelles de ce domaine, le rapport aux ouvriers immigrés, l'idéologie sécuritaire, les extraditions, où est la garantie socialiste ? Où est l'aura du signifiant ? Que sur de vieilles pratiques barbares on plaque un discours "*de gauche*", de quoi cela est-il la promesse, sinon d'une confusion mentale dont en outre, y compris sur le strict plan électoral, ne profitent que les pires canailles ?

Pendant longtemps, Badinter a été le gourou gouvernemental de pas mal d'intellectuels. Il faisait la différence, disait-on. Remarquons que le non-droit des immigrés et les extraditions sont de la compétence de ce ministre. Alors ? Suffira-t-il éternellement qu'on susurre dans les salons qu'il y était, lui Badinter, "*personnellement opposé*" ? Mais Chirac était "*personnellement opposé*" à la peine de mort. Il a eu au moins le mérite de le dire publiquement.

Ou peut-être, après ces extraditions honteuses, va-t-on chercher un autre totem clandestin ? Chevènement, peut-être ? Il parle si bien du Savoir !

Attendons ce que va couvrir cette brillante légitimation étatique de la connaissance. Les socialistes ne pouvant se soustraire à leur essence, cela deviendra, je prends date, le culte de l'élite technique, et, pour le reste, on inventera, c'est certain, l' "*ignorance démocratique*", et même l' "*analphabétisme républicain*".

Annexe 127 (du chapitre 15)

Jacques Jurquet dans son livre : « **A contre-courant : 1963-1986** » édité aux Temps des Cerises en 2001 donne de précieux éléments concernant le rôle du PS dans la transformation du PCML en PAC (chapitres 43-44-45 – pages 344 à 365-).

Il y montre très clairement que dès 1981 le PS a directement intervenu pour faire pression (interne et externe) sur le PCML. Une délégation du PCML fut invitée au Congrès du PS à Valence le 23 octobre 1981. Jacques Jurquet écrit page 346 :

> « *Je n'étais pas du tout d'accord pour répondre favorablement à la proposition intéressée du Parti au pouvoir. Mais je me résolus finalement à m'y rendre pour mieux voir, écouter et comprendre la magouille politicienne qui se développait en vue de faire disparaître le PCML. Les découvertes que je fis en effet me confirmèrent que j'avais bien fait d'agir ainsi. » (...)*
>
> *" Un mois plus tard, je décidai encore de répondre favorablement à une demande des trois autres secrétaires, B., G. et D. pour les accompagner au siège du Comité directeur du Parti socialiste. Je désirais savoir à quelle sauce nous allions être dévorés. Je fus bien inspiré, car je fis à cette occasion une découverte sans aucune ambiguïté en écoutant les propos de nos interlocuteurs. Les dirigeants du PS qui nous reçurent étaient Pierre Brana, Marcel Debarge, et Thierry Geoffroy. Le second nommé, secrétaire national du Parti socialiste, nous expliqua que, comme nous, il aspirait à voir diminuer l'influence du Parti communiste français, et, dans ce but, il nous proposait d'auto dissoudre notre PCML et d'entrer en masse dans les rangs du Parti socialiste. Il précisa qu'il y avait à l'époque, je crois trois ou quatre tendances à l'intérieur de sa formation, et que nous pourrions facilement constituer une tendance de plus, la tendance prochinoise du PS ! Je ne pus me retenir de lui rétorquer que ses propositions ne sauraient en aucune façon être acceptées ni par nous ni par nos adhérents. Mais mes trois accompagnateurs ne soufflaient mot, sauf peut être Camille Granot qui s'efforçait de conserver à la rencontre un caractère amical. A la sortie du siège national du PS, nous prîmes un café au coin du boulevard Saint-Germain et je réaffirmai*

calmement mais fermement que je n'avais rien à faire avec ces politiciens social-démocrates. Mes camarades m'écoutèrent et éludèrent toute discussion, sans doute pour ne pas provoquer de ma part une colère qu'ils sentaient bien monter. Au demeurant, le matin de ce même jour, nous avions déjà échangé des propos extrêmement contradictoires sur l'orientation qu'ils donnaient à notre parti. " -pages 347-348-

Plus loin à la page 354, Jacques Jurquet se pose la question

« *Comment suis-je resté encore plus de deux ans dans ce groupuscule dont les effectifs se réduisaient comme une peau de chagrin ? D'autant que le départ de Jean-Luc Einaudi, bientôt suivi de la démission de Robert K. et de la retraite délibérée de plusieurs autres militants, les meilleurs bien entendu, me laissaient seul en face d'une camarilla dont les éléments n'avaient plus rien à voir avec le marxisme-léninisme ? Que l'on me comprenne bien, je n'adresse ici aucun reproche à ces deux camarades qui agirent en leurs pures consciences. Je compris très bien leurs réactions et fis tout pour ne pas me couper d'eux.* ».

Pour Jurquet l'opération qui vise le PCML est clairement d'inspiration social-démocrate :

"*Avant le Vème Congrès, B. et ses comparses prônaient une ligne opportuniste vis-à-vis du PCF, certainement parce que le Parti communiste chinois avait rétabli ses relations avec le Parti français. Mais à la suite de ce dernier Congrès, ces curieux dirigeants changèrent leur fusil d'épaule et se mirent plus ouvertement que jamais à soutenir une ligne de rapprochement avec le Parti socialiste. De ce fait, à part une poignée de militants et militantes, notamment parmi les journalistes qui avaient tenu le coup jusqu'au passage de l'Humanité-rouge au périodique hebdomadaire Travailleurs, et poursuivaient avec courage leurs activités rédactionnelles, les membres de la direction du PCML s'abandonnaient à toutes sortes de tendances "nouvelles " qui tournaient le dos au marxisme-léninisme. Il m'était évident que leurs rapports avec le Comité directeur du Parti socialiste n'étaient pas pour rien dans leurs tergiversations.*

Indigné par différents procédés du secrétariat parisien, Alain Castan, à son retour d'une session du Bureau politique, le 15 avril 1984, m'avait déclaré textuellement qu'il fallait " donner un coup de pied dans cette fourmilière ". Il considérait que " le PCML n'existait plus en tant que parti ". Bien entendu, il avait raison et je ne pensais pas différemment, mais je poursuivais l'intention de dénoncer en temps le plus opportun possible et avec le maximum d'effet l'opération sociale-démocrate qui avait abouti à ce résultat. " -pages 354-355-

La suite c'est la disparition du PCML au profit du PAC puis la disparition de celui-ci et sa dilution dans Politis, les Comités Juquin etc…

Annexe 128 (du chapitre 16)

Dans l'émission « **Ouvrez les guillemets** » du 24 juin 1974, **Bernard Pivot** présente **André Glucksmann** comme écrivain : « *vous êtes un collaborateur occasionnel de Libération, et je crois que vous ne récusez pas l'étiquette de gauchiste* ».

Au cours du débat, *Nikita Struve* affirme au sujet de *Soljénitsyne* : « *Il est à l'écoute de l'homme, et c'est l'homme souffrant dans l'un des plus grand holocauste de l'Histoire humaine* ». Struve dit au sujet des victimes du goulag « *il s'agit de quelques dizaines de millions* », **Jean Daniel** (qui a commencé l'émission par un vibrant soutien à Soljénitsyne) est perplexe et dit « *rien ne prouve ce chiffre* » et Struve de dire « *rien ne les affirme* ».

Alors **Glucksmann** intervient « *on s'est bien débrouillé pour que personne ne puisse le prouver !* ». Puis il interpelle agressivement Francis Cohen (correspondant de **l'Humanité** en URSS) « *Vous avez essayé, vous qui êtes correspondant d'aller en Union soviétique, et de fouiller dans les archives ? puisque vous étiez correspondant de l'Humanité, vous avez renseigné les lecteurs français de ce qui se passait en Union Soviétique ? des camps de concentrations, vous en avez parlé ? vous avez un seul de vos articles qui en parlent ?* »

Cohen répond : « *Mais absolument !* »

Glucksmann poursuit : « *Ah on ne connaît pas les chiffres ? on ne connaît pas non plus les chiffres dans les fours crématoires ?* »

Cohen : « *Mais monsieur Glucksmann ne parlez pas de ce que vous ne connaissez pas, vous n'avez rien lu de ce que j'ai écrit* »

Gluck : « *Ah si !, si si il y avait une belle apologie de Lyssenko par exemple qui lui ses concurrents, ils les mettait dans ses camps* ».

Cohen : « ***L'Humanité*** *dont j'ai été le correspondant, c'est pas moi qui était correspondant à ce moment là a rendu compte du 20ème congrès du PCUS* »

Gluck : « *et du rapport Krouchtchev ?* »

Cohen : « *a rendu compte du 22ème congrès* »

Gluck : « *du rapport Krouchtchev ? les lecteurs de L'Humanité ont pu lire le rapport Krouchtchev ?* »

Cohen : « *Vous me laissez parler ?* »

Gluck : « *Mais bien entendu !* »

Cohen : « *le 22ème congrès où des gens comme Soljénitsyne avaient été dans les camps, qui comme lui avaient été*

réhabilités, sont venus à la tribune, la plus haute tribune de l'Union soviétique, dénoncer ce qu'ils avaient subi et c'est ce qui a permis la correction, la disparition de toute la période antérieure, de ce point de vue ».

Plus loin dans le débat, Glucksmann après avoir parlé des « *vingt millions de morts* » et dénoncé l'URSS comme « *un gigantesque système concentrationnaire* ».

Cohen : « *Je vais embrayer sur ce que dit Glucksmann, je crois qu'il a en effet, qu'il a très bien résumé ce que vous pouvez retirer de* ***l'Archipel du Goulag****, c'est à dire une vue de l'Union soviétique, où il n'y aurait qu'un système destiné à broyer le peuple. Cette vue ne colle évidemment pas avec ce que tout le monde sait de l'Union soviétique, c'est à dire un pays qui est parti il y a un demi-siècle d'un état de retard culturel, industriel, humain, que la littérature russe a abondamment décrit. Et qui est devenu, non pas seulement une grande puissance, mais qui est devenu un pays où justement l'individu a eu la possibilté de se développer comme jamais auparavant.* (…) *La description que fait Soljénitsyne de la réalité soviétique est une description absolument partielle et de ce fait fausse* »
Gluck : « *Je suis sensible à l'aspect universel effectivement de Soljénitsyne, vous me direz ce n'est pas de la littérature, je ne sais plus ce qu'est la littérature et depuis mai 68 on ne sait plus ce qu'est la littérature pure, on ne sait pas non plus ce qu'est la politique pure, les choses se mêlent comme ça et il se trouve qu'on appelle cela de la contestation. On parle des contestataires soviétiques, Soljénitsyne est un contestataire soviétique, on lui fait subir…, pourquoi contestataire ? parce qu'il se place du point de vue des simples gens et il conteste quoi ? d'abord l'appareil, l'appareil d'Etat, il se trouve que en France aussi il y a eu des étudiants dans la rue, puis des ouvriers dans les usines, qui ont contesté, qui ont contesté aussi l'appareil d'Etat, aussi la police, il se trouve aussi qu'il y a eu des portes-paroles de ses étudiants, il se trouve aussi qu'on les a qualifiés, votre secrétaire général monsieur Francis Cohen, de juifs allemand, il se trouve aussi que cet étudiant juif allemand né à Montaubat, d'ailleurs en 1945, qui a vécu en France toute sa vie, on l'a expulsé de son domicile, on a expulsé Daniel Cohn-Bendit. Ce n'est pas la même chose bien-entendu, c'est un tout autre Etat l'Etat russe, mais là il y a quelque chose de vrai dans ce que dit Max-Pol Fouchet, quand on pense la Russie, quant on pense le Vietnam, quant on pense le Chili qu'est-ce qu'on rencontre : l'Etat, l'Etat dans toute sa splendeur, l'Etat avec sa police, et la police russe elle donne de fait des leçons au monde, mais ces leçons moi à votre place je n'en serait pas fier.* »

Annexe 129 (du chapitre 16)

Extraits du site : Mondialisme.org
« Trotskystes, néotrotskystes et… dinosaures
Une partie des trotskystes ont considéré que le PC local et le stalinisme en général à l'échelle mondiale étaient le principal ennemi de la classe ouvrière.

En France, c'est concrètement cette ligne qui a conduit l'OCI-PT-POI à dénoncer sans complexe la répression et les dictatures staliniennes dans le bloc soviétique, à défendre activement les dissidents en URSS et en Europe orientale et même à essayer de créer des groupes trotskystes dans les démocraties populaires avant la chute du mur de Berlin. Le violent anti-stalinisme de cette première catégorie de trotskystes a eu des conséquences positives (par exemple, ils ont soutenu la révolution hongroise de 1956, et en ont compris la portée politique ; ils ont soutenu Solidarnosc sans états d'âme ; ils ont compris le rôle stratégique, favorable à toutes les puissances impérialistes, de la division du prolétariat allemand en deux Etats hostiles), mais sur le long terme, cette attitude les a poussés de plus en plus dans la direction de la droite social-démocrate, de la bureaucratie anticommuniste de FO et de l'adaptation la plus plate à la démocratie bourgeoise.
On pourrait constater une évolution similaire d'ailleurs dans le mouvement anarchiste, puisque la guerre froide a poussé certains anarchistes vers un antitotalitarisme de droite dont ils ne sont jamais vraiment sortis.
Le fort sentiment antistalinien de ces groupes trotskystes avait certes un aspect positif (ils n'avaient pas d'illusions sur les sociétés d'exploitation constituées par le bloc soviétique ; ils n'ont pas été fascinés par la révolution culturelle chinoise, la révolution cubaine ou les guérillas d'Amérique latine), mais cela ne les a pas prémunis contre une évolution de plus en plus droitière comme en témoigne le parcours l'OCI-PT-POI.
Il faut souligner un autre aspect de ces courants trotskystes principalement antistaliniens : ils étaient tous très critiques à l'égard des mouvements de libération nationale quand tout le monde à gauche en faisait l'apologie dans les années 1960. Hélas, cela ne les a absolument pas conduits à proposer une politique révolutionnaire alternative pour les travailleurs immigrés en France ou pour les « peuples coloniaux » dans les colonies françaises. »

Annexe 130 (du chapitre 16)

En septembre 2010 sort le livre « **La propagande dans la BD : Un siècle de manipulation en images** » par ***Fredrik Strömberg*** -Eyrolles-. Dans l'avant-propos Fredrick Strömberg indique (page 11) « *Une autre période riche en*

*propagande (dessinée entre autres) est la guerre froide, qui fera l'objet du troisième chapitre, « **Meurs, pourriture communiste !** », lequel aurait aisément pu constituer un livre à lui seul tant les exemples de BD propagandiste foisonnent durant cette époque, que ce soit du côté capitaliste ou communiste* ». L'entrée en matière du chapitre 3 est la reproduction d'un extrait d'une BD américaine. Un petit commentaire précise qu'il s'agit d'un « *extrait de Granada, BD américaine consacrée à l'invasion de l'ile de la Grenade en 1983. Le message y est fortement anti-communiste, et les soldats américains y sont présentés comme des libérateurs du peuple de Grenade.* » -page 60-

Ce chapitre 3 (pages 62 à 83) est divisé en 11 points :
La guerre froide des comics p. 62
Les rouges aux portes de l'Amérique ! p. 64
Ces mécréants de communistes p. 66
L'Oncle Picsou, chantre de l'impérialisme ? p. 68
Le petit livre (d'images) rouge p. 70
L'équilibre de la terreur p. 72
Les héros de la Révolution : collectionne-les tous ! p. 74
Octobriana p. 76
Grenada p. 78
Au grand jour ? p. 80
Tintin chez les anars p. 82
Ce livre de 176 pages contient 7 chapitres, illustrants sous de nombreux aspects la propagande dans la BD. Ce livre bien documenté, ne peut en aucun cas être soupçonné d'être « pro-communiste ».

L'auteur du blog UMAC –Univers Marvel et autres Comics- consacre une page en date du 9 octobre 2010 à ce livre :

« *Il est organisé en sept grandes parties thématiques abordant les stéréotypes raciaux, la propagande de guerre, l'anti-communisme, les sujets de société, la religion, le sexe et la politique en général. L'ensemble est évidemment richement illustré et chaque sujet est composé d'un texte venant situer et analyser les oeuvres ainsi que de dessins et planches servant d'exemple. Si l'auteur puise la plus grande partie de ses références dans les comics, la BD européenne et le manga sont également abordés.Voyons tout cela dans le détail.* »

plus loin nous trouvons la critique suivante :

« *Propagande auto-contenue et erreurs : L'auteur emploie parfois des termes assez particuliers qui en disent long sur ses propres opinions. Il va ainsi évoquer notamment un "anti-communisme primaire". L'expression mérite que l'on s'y attarde. Aurait-on l'idée de parler d'anti-nazisme primaire ? Certainement pas tant il est admis, avec raison, qu'une condamnation, même virulente, des exactions liées au national-socialisme est tout à fait fondée. Or, universitaires et historiens s'accordent à dire que le nombre des victimes des régimes communistes s'élève maintenant à près de 100 millions (65 millions dans les estimations les plus optimistes), ce qui en fait l'idéologie politique la plus criminogène de l'histoire de l'humanité. La condamner, même avec maladresse, ne peut donc rien avoir de primaire, sauf à penser que les meurtres de masse peuvent se justifier lorsqu'ils sont de gauche.* »

Ce passage du blog UMAC –Comics & Pop culture- montre parfaitement comment et où mène l'anticommunisme. Il mène à la confusion, à l'amalgame pour terminer par la relativisation, la justification et la banalisation du fascisme et du nazisme.

Annexe 131 (du chapitre 16)

Pour Le Socialisme n°4 -du 21 au 27 mai 1980- (extraits) page 2 :

« **Pour la défense du marxisme** » : « *Qu'importe, diront certains, si quelques intellectuels, après s'être égarés dans la phrase révolutionnaire et l'exaltation pour les mouvements de libération nationale ou la révolution culturelle chinoise, retournent au bercail, n'en va-t-il pas ainsi avec ces êtres instables, ces compagnons de route, qui, périodiquement, renient leur engagement précaire ? L'essentiel n'est-t-il pas ailleurs, dans l'effort à engager pour que le prolétariat mène avec force sa lutte contre la bourgeoisie ?*
Un tel point de vue n'est pas réaliste, pour la raison suivante que l'essor du mouvement révolutionnaire ne peut être dissocié d'une avancée idéologique et d'une participation active à la lutte d'idées, qui parcourt la société toute entière. S'il ne borne pas ses intentions à devenir seulement un groupe de pression, dans les limites de la société capitaliste, mais s'il se présente comme porteur d'une société alternative, le mouvement ouvrier ne peut se désintéresser de la bataille d'idées, il ne peut prendre son parti du surgissement, sous les habits du nouveau, de conceptions, de théories, de systèmes d'explication qui remodèlent l'idéologie dominante, exercent une influence allant bien au-delà des couches exploiteuses, mais concernent de larges couches de la jeunesse scolarisée, des intellectuels, mais aussi des syndicalistes et des militants d'associations et de mouvements divers.

Or, en nous bornant ici à une présentation plus que schématique, comment se présente dans ses grands traits, cette remise en cause du marxisme, par une intelligentsia qui fait grand bruit, parfois frauduleusement d'ailleurs, de son passé militant et de ses rêves perdus ?
Elle se présente sous la forme du désenchantement, de la découverte et du refus.
Désenchantement par rapport au cours, sinueux certes, des systèmes socialistes, désenchantement (et adieux) vis à vis du prolétariat. Découverte du «goulag» devenu l'horizon indépassable de toute pensée politique aujourd'hui.
Refus d'un système cohérent d'explication du réel, jugé mystificateur et porteur du projet totalitaire. En fait, on assiste à la substitution d'un jugement philosophique à une analyse opératoire de réalités historiques et concrètes. C'est bien pour cela que ce qu'on appelle la «nouvelle philosophie» a connu la vogue que l'on sait, même si sa stérilité commence
aujourd'hui à apparaître, et si l'on découvre peu à peu, dans toute l'argumentation élaborée avec artifice, l'extrême simplicité du raisonnement, réduit à la réhabilitation du libéralisme.
Mais, dans le même temps, et de divers côtés, la réinterprétation de l'histoire, comme dans l'évaluation des découvertes scientifiques, on assiste à une série de tentatives qui visent à présenter le réel comme un ensemble disparate et discontinu de processus, obéissant chacun
à sa logique propre, on assiste à un morcellement et à un éclatement de l'objet même de la connaissance. Tout système cohérent d'explication de la réalité est récusé en tant que système, tout sens est dénié à l'histoire. (…)
Les communistes ne sauraient subir, sans réagir, cet assaut idéologique de grande envergure. Il y va de leur capacité à construire une nouvelle hégémonie.
Pour cela, ils doivent à la fois, démontrer, à la lumière du marxisme, les procès qui sont faits — et avec quelle désinvolture aujourd'hui — à leur doctrine, et s'efforcer de l'enrichir, de la refonder, là où elle a été insuffisamment développée ou dénaturée par l'économisme et le révisionnisme. Ils doivent aussi associer, à cette tâche, tous ceux, qui, même pour partie, se sentent concernés par la défense et l'enrichissement du marxisme et qui ne baissent pas la tête dès que, l'idéologie de la guerre froide à la bouche, on essaie de les faire taire. »

Annexe 132 (du chapitre 16)

PLS n°59 –du 18 février au 3 mars 1982- page 8

« ***A propos du bilan concernant l'intervention du PCR dans le champ idéologique au milieu des années 70***

Vers le milieu des années 70, on assiste à tout un bouleversement idéologique, dont quelques aspects sont décrits dans le bilan, et sur les lesquels il ne me semble pas utile de revenir.
Quelle va être la position du PCR face à cette « *crise de la subjectivité révolutionnaire* » ?
Il est dit dans le bilan que le PCR adopte une position « *défensive* » (« *Défense et maintien des valeurs révolutionnaires* »), qui « *ne peut tenir lieu de réponse aux mises en cause du marxisme* ». Ce n'est pas non plus là-dessus qu'il me semble utile de revenir. C'est par contre l'explication de cette attitude qui me semble insuffisante. A ce propos, le bilan mentionne : « *On peut penser que dans cette période le Parti a eu tendance à sous estimer l'ampleur des questions idéologiques qui se trouvaient posées et qui appelaient un dépassement des réponses alors formulées, un renouvellement de la doctrine* ».

Le fait que le PCR ne se soit pas engagé franchement et publiquement dans le débat idéologique va bien au-delà de l'appréciation sur l'ampleur des questions soulevées.

Prenons l'exemple de la campagne qui se développe à cette époque-là autour de la remise en cause du marxisme, de l'assimilation du socialisme au fascisme d'une part; et d'autre part, les questions que suscitent les goulags des pays de l'Est, et, entre autres, la question du stalinisme. André Glucksmann intervient en publiant plusieurs ouvrages, qui ont un certain impact.

Comment le PCR intervient-il, lui, par rapport à ces idées qui font boule de neige ?

- Glucksmann fait l'objet de quelques lignes virulentes dans le *Quotidien du Peuple* (ce n'est pas la virulence, bien sûr, qui est contestée, mais les quelques lignes !).
- *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes* (ouvrage-clef de Glucksmann) fait l'objet d'un article détaillé dans *Front Rouge* de décembre 1977, revue à diffusion oh combien restreinte !
- Le PCR apporte une réponse politique, fruit d'une réflexion importante, avec le *Manifeste pour le Socialisme*.

Ce *Manifeste*, qui représente un effort non négligeable, à mon avis, est diffusé à la base, par les militants, en fonction de leur implantation et de l'importance de leur intervention.

Le PCR peut-il prétendre avoir touché réellement la frange de gens qui n'était pas insensible
aux arguments d'un Glucksmann ? Sur quel terrain s'est-il placé pour apporter ses réponses et ses propositions ?

Sur son propre terrain, en restant dans son coin, sans aucun doute ! Et cette conception frileuse de l'intervention dans le champ idéologique est à rattacher à la façon dont est envisagé le développement du Parti, c'est-à-dire l'accumulation des forces. Elle pourrait se résumer dans la formule de la tache d'huile : les militants, par leurs interventions dans les entreprises, dans les quartiers, convainquent individuellement des gens qui tôt ou tard, doivent rejoindre les rangs du Parti, et c'est ainsi qu'il grossit.

Ainsi, en privilégiant cet aspect-là on tourne le dos aux médias, qui sont pourtant l'instrument qu'utilisent ceux qui sont à

l'initiative de cette campagne pour faire circuler leurs idées (l'édition en particulier et la publication d'articles dans les grands journaux).

Ce choix, cette attitude place le PCR en décalage par rapport aux interrogations qui naissent, avec toutes les conséquences que cela peut avoir quant à son impact, et à sa crédibilité. Cette situation marginale par rapport aux médias dans laquelle s'est tenu le PCR soulève des questions sur lesquelles il serait important de réfléchir pour intervenir efficacement dans le champ idéologique.

1) Quel est le rôle des intellectuels dans la diffusion des idées qui, à un moment donné, correspondent aux préoccupations d'un groupe social ?
2) Quel est, à ce moment-là, le rapport entre les intellectuels et
    a) les gens qui ont ce type d'interrogation ;
    b) ceux qui n'y seront sensibilisés que plus tard ?

Toujours dans le même ordre d'idées, quel est le rôle des médias dans la propagation des idées en France, et dans leur infiltration du tissu social ? De la réponse que l'on fournit à ces questions dépendent des interventions tout à fait différentes.

— soit l'on reste dans son coin et on continue à faire confiance à la « tache d'huile ».

— Soit on engage une réflexion sérieuse sur le moyen matériel d'intervenir dans les médias,

mais aussi sur une *réelle* politique de recherche théorique. Et dans ce cas. il ne faudrait pas hésiter à faire un appel dans les rangs du PCR lui-même, mais aussi à l'extérieur.

Il ne faudrait pas hésiter non plus, l'enjeu en vaut la peine, à prêter attention aux travaux qui sont faits dans tous les domaines et qui font avancer la connaissance (histoire, sociologie, sciences, etc.)

Enfin, cela impliquerait également deux choses.

La première serait de ne plus cacher le débat, pour l'extérieur, sur des questions brûlantes, débat qui existe dans les rangs du PCR. Et pour cela, il faudrait consentir à se départir de cette méfiance paralysante envers une position non encore élaborée. Pourquoi ne pas montrer publiquement que dans le PCR on débat ? Et le montrer, cela veut dire que l'on sait que l'on peut être amené à modifier des analyses, toujours publiquement, cela s'entend.

La deuxième serait de sortir de cette conception étroite du centralisme démocratique qui consiste à se contenter de « centraliser et concentrer les idées justes des masses ». Là aussi un certain nombre de questions méritent d'être posées.

Comment peut-on isoler les aspirations des gens, si justes soient-elles, du contexte politique et idéologique dans lesquelles elles se trouvent ? Quelle valeur opératoire cela peut-il avoir, de ne concentrer que ces idées sans, par ailleurs, porter une appréciation d'ensemble sur la situation politique et le champ idéologique dans lesquels elles se développent ?

L'article 15 des statuts est un bel exemple de cette conception, ainsi que le 7 octobre 1976 où la « centralisation des idées justes » avait pourtant bien fonctionné. Ce jour-là, la surestimation de la situation n'est-elle pas explicable non seulement par le fait que n'ont été pris en compte que les points de vue d'une frange avancée de gens, mais aussi que ces points de vue ont été isolés de tout le contexte politique, comme si la réalité était si simple que l'on puisse se contenter d'en ponctionner les « idées justes » ?

Martine J. (cellule Aubervilliers - Saint-Denis)

Annexe 133 (du chapitre 16)

PLS n°59 –du 18 février au 3 mars 1982-

« Reconstruire un courant idéologique »

« L'ANALYSE du bouleversement du champ idéologique en France apparu au milieu des années 70 constitue une part importante du bilan de notre activité.

L'enjeu apparaît clairement : le courant anti-marxiste qui s'est développé, comme le questionnement sans réponse de la théorie marxiste, ne doivent pas constituer dans la période à venir un obstacle à une maturation et une clarification politique du mouvement social, ainsi qu'à sa transcription au plan de l'édification d'une force révolutionnaire.

De ce point de vue, posons-nous la question : est-ce normal que la matière première de choix qui a principalement alimenté l'argumentation (fragile) des " idéologues anti-marxistes " anciens ou nouveaux, mais qui a aussi posé question aux révolutionnaires en semant le doute dans leurs rangs, est-il donc normal que cette matière première s'identifie aux résultats totalement ou partiellement négatifs obtenus au cours de transformations socialistes (ou avouées comme telles) de sociétés de surcroît différentes à de nombreux égards de la nôtre, tant du point de vue sociologique, économique, culturel, évolution historique (URSS, Chine, Cambodge, Vietnam...) ? A mon sens non. Depuis le début du siècle, dans le domaine des mouvements qu'initialement on peut qualifier de progressistes ou de révolutionnaires, il n'y a pas eu que des luttes de libération nationale ou des révolutions socialistes. En particulier, en France ou en Europe, pour ne parler que de ce qui est proche, combien de mouvements populaires concernant différentes couches sociales, d'ampleurs et

d'impacts certes différents, se sont produits sans donner lieu, en dehors d'une caractérisation politique ou dans le meilleur des cas à un enrichissement d'analyse politique, à un approfondissement théorique ?

Citons-en quelques-uns : 1936, les grèves d'après la Libération, celles d'avant 1968 et le mouvement de 1968 lui-même, les grèves d'O.S., Lip et à la campagne les mouvements de viticulteurs, ce qui s'est passé en 1968 même, le mouvement des paysans travailleurs...., dans le milieu employé les grèves de postiers, des banques.... le mouvement populaire en Pologne; reconnaissons que toutes ces luttes n'ont donné lieu qu'à une traduction politique de leur contenu, des aspirations qui s'y sont manifestées, sans interpeller (ou si peu) positivement la théorie marxiste et les différents apports dont elle a bénéficié (Mao Tsé-toung en particulier).

Une logique ou un type de raisonnement s'est développé, selon lequel ce qui accouche d'une révolution, d'une prise de pouvoir, peut seul servir à vérifier ou non la justesse d'une science par définition incomplète (ce n'est pas faire injure à Marx, Engels, Lénine, Mao Tsé-toung, Gramsci...), éventuellement à l'enrichir sur des aspects particuliers.

Posons la question plus brutalement et plus directement : le matérialisme dialectique n'a-t-il pas marché sur une jambe depuis plusieurs décennies ? Il est temps d'en finir avec une situation où, de fait, dans le rapport à la théorie révolutionnaire, il y a deux statuts : l'un privilégié pour les dirigeants historiques et acteurs d'un processus révolutionnaire conduisant à l'instauration d'un nouveau pouvoir (il ne s'agit pas là de relativiser ni leurs mérites ni leurs erreurs), l'autre secondaire pour ne pas dire réduit à néant pour ceux, et ils sont nombreux, qui n'ont pas encore atteint cette étape, condition nécessaire, mais loin d'être suffisante, l'Histoire l'a montré.

Ne parlons pas de ceux pour qui le vocabulaire marxiste tient lieu de caution théorique ou d'autres pour qui il est d'un grand secours pour maintenir leur système d'exploitation chez eux et à l'extérieur de leurs frontières.

Bien sûr. on peut rechercher les causes de cet état de fait dans les traditions et les rapports qui ont prévalu entre Partis Communistes au sein de la IIIe Internationale, ou entre Partis Communistes (au pouvoir ou non) et les " contestataires " et " dissidents " de l'époque qui étaient pour le moins stérilisants… Mais est-ce bien suffisant ?

De deux choses l'une, ou le marxisme est une théorie scientifique ou il n'en est pas une. Parce qu'elle s'adresse et vise à transformer les sociétés aussi diverses que les couleurs d'un arc-en-ciel, elle présente quelques paricularités et son " utilisation " soulève quelques questions qu'il me semble urgent d'aborder. En voici quelques-unes :

1) Dans la liaison de la théorie à la pratique, y-a-t-il un élément nouveau, qualitatif, introduit dans la pratique lorsqu'elle s'accompagne de l'exercice du pouvoir ? Autrement dit. de quelle manière et jusqu'où la transition, la rupture de l'ancienne société à la nouvelle doit-elle modifier les rapports existant entre pouvoir politique et parti révolutionnaire ?

2) Si la théorie marxiste est une science qui vise à une explication et une connaissance d'ordre rationnel de la société, n'y a-t-il pas une part de faits sociaux (principalement dans le domaine culturel) qui doivent échapper à un moment donné à l'influence du pouvoir politique ?

3) Théorie scientifique, mais aussi théorie incomplète, on sait l'importance qu'ont accordée entre autres Marx. Engels et dans une moindre mesure Gramsci aux études ethnologiques (= description et analyse des groupes humains sous tous leurs aspects, écologique, technologique, économique, politique, juridique, religieux, familial...) A l'époque, ces études ne concernaient que des sociétés dites primitives. De ce point de vue, que l'on prenne garde : l'ethnologue ne nie pas la possibilité d'une science de la formation sociale, il observe, il décrit, mais ne se considère pas comme acteur. Cette science a été et est toujours traversée par de multiples courants idéologiques, et le marxisme n'en est pas un des moindres.

Aujourd'hui, c'est aussi sur les sociétés développées que se portent les études ethnologiques, qu'elles concernent les sociétés rurales, urbaines, et dans tous les domaines de la vie ou de l'activité sociale.

Lorsqu'on sait l'attention toute particulière portée par les gouvernements à ces études (l'Institut d'Ethnologie lorsqu'il existait en France dépendait du ministère des Colonies, les études réalisées en Asie du Sud-Est ont beaucoup été étudiées par les Américains..., l'" Ecole ethnologique " soviétique est une des plus actives au niveau des études produites soit en URSS soit en Afrique...), on comprendra qu'il s'agit là d'un domaine producteur d'éléments d'analyse indispensables pour qui veut approfondir la théorie marxiste.

Reconstruire un courant idéologique n'est pas chose facile, et c'est peut-être pour cela qu'il importe, sur la base des acquis existants, de bien définir dans quel esprit cela doit être conduit, quelle doit être sans prétention notre contribution à cette entreprise et avec quels courants, quels apports du domaine des sciences sociales cela doit se réaliser. »

Denis (fédération Paris-Nord)

Annexe 134 (du chapitre 16)

PLS n°60 –du 11 au 24 mars 1982- page 13

« **A propos du bouleversement idéologique du milieu des années 70** » :

« Un des chapitres du bilan ne me satisfait guère. C'est celui qui aborde la question du bouleversement idéologique du milieu des années 70. J'en rappellerai brièvement la logique, telle qu'elle m'est apparue :

***A l'origine, plusieurs événements*.** Certains, un peu lointains, comme la parution des oeuvres de Soljenitsyne et la campagne alimentée par les nouveaux philosophes, contre le stalinisme, mais aussi Lénine et Marx. Les autres sont plus récents : la mort de Mao et **l'élimination de la " bande des Quatre " en Chine, la polémique sino-albanaise**, les conflits en Asie du Sud-Est, la dictature au Cambodge, les tentatives incessantes de liquidation de la Résistance palestinienne, le débouché antidémocratique de la Révolution iranienne, la stagnation du mouvement des pays du Tiers-monde. Sur le plan intérieur, l'exposé est plus bref, il est simplement fait mention des divisions nouvelles introduites par la crise.

Les manifestations :

- Tous ces événements entraînent un net ralentissement de l'espoir révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.
- Dans le même temps, et sur cette base, une campagne anticommuniste se développe, analogue dans ses thèmes à celle de la guerre froide, où le marxisme est mis systématiquement en accusation et assimilé au totalitarisme et au goulag.
- Dans cette situation, une faible partie des forces révolutionnaires défend la voie révolutionnaire, tandis que le plus grand nombre connaît une sérieuse crise de référence, **crise de l'activité militante, crise des perspectives révolutionnaires :** repli sectoriel, valorisation de l'individualisme, scepticisme sur la possibilité de transformation radicale de le société.
- Les courants non marxistes de gauche de le CFDT ou du PS s'efforcent de présenter le marxisme comme dépassé.
- Des scientifiques se mettent à contester le marxisme en tant que science des sciences, et aussi en tant que science sociale.

- Les facteurs explicatifs :

- Ces bouleversements, est-il dit, n'ont pas pour cause fondamentale un rejet du socialisme assimilé aux pays de l'Est ou du communisme identifié avec le PCF. Car cela n'est pas nouveau.
- Ils ne sont pas non plus fondamentalement liés aux limites théoriques des forces révolutionnaires. Celles-ci sont trop peu développées, relativement marginalisées pour pouvoir endiguer l'apparition d'une telle vague idéologique.
- En fait, est-il dit, si les modifications de la situation internationale ont un tel effet, c'est qu'elles remettent en cause un cadre référentiel marqué avant tout par des limites, des faiblesses, des schématisations. En bref, un terrain trop vulnérable pour pouvoir résister à la vague antimarxiste.

Un tel exposé m'apparaît pour une bonne part unilatéral, et ceci, de plusieurs points de vue.

Il me semble en tout premier lieu utile de délimiter assez précisément de quoi l'on parle lorsque l'on s'efforce de caractériser le bouleversement idéologique. De quoi l'on parle, ou plutôt de qui ? S'agit-il des " larges masses " selon une expression qui a quelque peu vieilli, ou des sphères militantes (syndicalistes, militants d'associations, partis politiques **de gauche ou d'extrême-gauche**) ?

Le texte de bilan semble évidemment s'intéresser avant tout à la seconde catégorie. C'est un raccourci un peu gênant, non seulement pour une question de démarche, **mais parce qu'il en résulte quelques ambiguïtés.**

Parlons par exemple des événements qui ont alimenté les changements idéologiques. Notre troisième Congrès abordait déjà, on s'en souvient, cette question, en la resituant dans une perspective plus étendue, celle de la " crise politique", c'est-à-dire de la faillite d'un modèle de domination de classe, s'attachant à décrire les manifestations concrètes dans tous les domaines de la vie (famille, école et, à un moindre degré, travail) des changements. On se souvient aussi que le rapport politique présenté au dernier Congrès notait que " *la crise idéologique ne produisait pas mécaniquement la remise en cause du caractère capitaliste de cette société et l'adhésion à la perspective révolutionnaire* ". " *L'expérience de la crise des valeurs bourgeoises... pouvait entraîner un désarroi et un pessimisme sur les possibilités de transformation radicale de la société* ". Cette analyse développée au 3e Congrès me semble, quant à moi, toujours juste. Les changements idéologiques du milieu des années 1970 sont bien liés à une maturation en profondeur, et sur une longue période, des rapports entre les classes en France. Ces changements n'ont d'ailleurs pas seulement un caractère régressif. Ils sont fondamentalement subversifs.

Sans doute le texte ne nie pas cela, il parle, sans le dire, d'autre chose, à savoir de l'impact dans les couches militantes, dans la mouvance "extrême-gauche " d'un certain nombre d'événements, essentiellement internationaux. Il aurait été important de resituer la toile de fond, car c'est, à mon avis, cet environnement qui explique l'effet multiplicateur dans les couches militantes, des événements négatifs mentionnés, bien plus qu'une sorte de vulnérabilité congénitale de ces militants, à l'offensive idéologique de la bourgeoisie. Ces qualificatifs ne manquent certes pas pour appuyer cette thèse : populisme, basisme, libertaire, etc. On ne saurait dire qu'ils ne décrivent pas une partie de la réalité, mais la thèse n'en est pas pour autant fondée. J'en proposerai une autre.

Pour des militants révolutionnaires se réclamant du marxisme, y compris parmi ceux qui n'en avaient pas une conception ossifiée, et à plus forte raison pour ceux qui s'y référaient d'une façon lâche, tout en "*défendant fermement*", comme il est dit dans le texte "*la voie révolutionnaire*", les événements internationaux des années 75, 76, 77 posent des questions nouvelles, au sens fort du terme, à savoir auxquelles il n'était pas possible de répondre auparavant, car personne ne les posait. J'en citerai plusieurs : quelle est l'articulation entre les luttes de libération nationale et les révolutions prolétariennes à partir du moment où les premières conduisent â des régimes condamnables ? Comment faut-il les soutenir, n'y a-t-il pas un risque à s'en tenir à des positions de principe ? Les luttes politiques menées pendant la révolution culturelle, dans leur forme comme dans leur fond, sont-elles adaptées à une modification en profondeur de la société chinoise ? Le rôle d'un parti dans la transformation socialiste n'est-il pas à réfléchir de nouveau ? On pourrait les multiplier. Naturellement, il s'agit là d'une façon **positive de poser les questions**, en amorçant leur solution. Ce que je veux souligner, c'est que de nombreux militants se sont posé de tels problèmes sans y trouver de solution. Or, il n'y a pas énormément de façons de maintenir son engagement révolutionnaire : soit l'on est porté, et l'on se sent responsable d'un mouvement de masse, soit l'on est capable de relativiser les reculs du mouvement, sur la base d'une confiance dans la validité des choix stratégiques que l'on a fait. Lorsque cela s'effrite des deux côtés, il est difficile de dire qu'on est particulièrement vulnérable !

On le sait bien, ce qui manque aux militants, c'est une théorie qui, partant de la dynamique concrète actuelle de la lutte de classe en France (et dans le monde, car c'est un des points faibles de la théorie des trois mondes) décrire les conditions d'une transformation sociale en profondeur. Le marxisme, y compris dans ses développements récents, s'avère insuffisant, limité, et souvent inopérant.

On m'objectera peut-être que tel est bien l'esprit du texte de bilan proposé. Pourquoi alors mettre sur le même plan, dans les manifestations des changements idéologiques, la campagne anticommuniste de la nouvelle philosophie, et la crise de **la subjectivité révolutionnaire ?**

Y aurait-il un autre enjeu à cette juxtaposition que de suggérer un lien entre ces deux phénomènes ? Je ne dis d'ailleurs pas que ce lien n'existe en aucun cas. Je dis qu'il existe suffisamment de raisons internes au mouvement révolutionnaire à des remises en question pour ne pas avoir à présenter avant tout les choses en termes de guerre ou de vague idéologique. On peut tout aussi bien, et j'aurais tendance à le faire, insister sur l'aspect positif que comportent ces remises en cause : refus d'un engagement révolutionnaire trop idéologisé, responsabilisation à longue échéance de chacun, recherche d'une coïncidence avec le mouvement réel.

Je reprendrai en conclusion une phrase de JFV dans PLS n° 58 : " *S'il y a une nette différence entre communisme et progressisme, il y en a une tout aussi nette entre progressisme et ce qui est réactionnaire* " » **Freddy, Nantes.**

Annexe 135 (du chapitre 16)

Extrait de : « ***Note sur « l'évolution des idées » (1966-1984) André Narritsens*** » Le 19 décembre 2007

(…) Comme l'observe René Mouriaux, le marxisme essuie la critique de Raymond Aron, de Gaston Fessard et Jean-Yves Calvez. En 1970 Jean-Marie Benoît publie Marx est mort et Le système totalitaire d'Hanna Arend paraît en 1972. Dans la même période paraissent des œuvres de fiction et des témoignages dénonçant arbitraires et répressions ayant marqué les « constructions socialistes » à l'Est. La plaisanterie (préfacée par Louis Aragon) de Milan Kundera paraît en septembre 1968 ; L'Aveu d'Arthur London, publié lui aussi en 1968, est porté à l'écran deux ans plus tard; L'archipel du goulag d'Alexandre Soljenitsyne est publié en français en 1974,. Une vaste offensive associant marxisme et stalinisme s'enclenche en 1976 où Les nouvelles littéraires lancent les « nouveaux philosophes ». Le communisme, considéré comme un totalitarisme, est violement attaqué par Alain Besançon (Les origines intellectuelles du communisme, 1976) et André Glucksmann (La cuisinière et les mangeurs d'homme. Essai sur les rapports de l'Etat, du marxisme et des camps de concentrations, 1975 ; Les maîtres penseurs, 1977). L'attaque idéologico-politique lancée contre le « communisme » et le « marxisme » à la charnière de la décennie 1970, s'avère prolongée : elle installe un socle intangible qui trouvera plus tard d'autres développements (François Furet Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle, 1995, Stéphane Courtois Le livre noir du communisme, 1997). Elle se situe à un moment historique où s'élabore la tentative d'alternative politique du Programme commun. Elle se présente donc comme un contre-feu à une perspective de transformation sociale. Son but avéré est de briser la perspective en disqualifiant les fondements dont celle-ci se réclame peu ou prou. On notera, sans les confondre idéologiquement aux productions précédentes, que les travaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari (L'anti-Œdipe, 1972) et, sous un autre angle, de Michel Foucault (La volonté de savoir, 1976), conduisent à déplacer le regard jusqu'alors accordé à la question du pouvoir vers les déterminants politiques du sujet et du désir, vers la dissémination du pouvoir dans le microcosme du sujet et des rapports sociaux qu'il entretient. **3 – Quelles réponses aux ébranlements idéologiques ?** Face à l'avalanche des productions de la décennie 1970, quelles réponses fournit le mouvement ouvrier ? Dans le champ politique, le Parti communiste occupe alors une grande place et ne reste pas inerte. Il rectifie sa stratégie, optant pour une voie pacifique au socialisme, entame une critique du « stalinisme », réévalue ses relations avec les intellectuels (Comité central d'Argenteuil, 1966) dans le contexte d'une confrontation philosophique qui

oppose, Louis Althusser, Roger Garaudy et Lucien Sève. Il dispose de lieux de réflexions importants (le Centre d'études et de recherches marxistes, créé en 1960, bientôt complété en 1964 de l'Institut Maurice Thorez - Les deux structures fusionneront en 1979 pour créer l'Institut de recherches marxistes.), de revues prestigieuses (La Pensée, La nouvelle critique, Economie et politique) qui s'insèrent dans les débats de l'époque et savent sceller des alliances de pensées. Lucien Sève développe une réflexion nouvelle sur le sujet (Marxisme et théorie de la personnalité, 1969) puis sur la dialectique (Structuralisme et dialectique, 1984), Louis Althusser, bien qu'établi aux marges du parti nourrit une relecture de Marx, Michel Verret ouvre des horizons nouveaux sur l'analyse de la classe ouvrière, des historiens communistes qui disposent déjà de grandes références (Albert Soboul et bientôt Michel Vovelle) s'avancent eux aussi sur des territoires nouveaux, auscultent des archives, revisitent un passé trop légendaire ou utilitariste dont rendent compte de nombreux ouvrages et dont Les cahiers d'histoire de l'IRM se font l'expression. Dans d'autres domaines d'importants travaux sont effectués. Et le Parti s'efforce de les diffuser par le livre et des initiatives de formation de masse (Semaines de la pensée marxiste, Université nouvelle et système des écoles internes). On a déjà noté l'effort considérable d'analyse théorique réalisé dans le champ de l'économie politique à partir de la réflexion fondatrice de Paul Boccara (Sur la mise en mouvement du capital, 1978, réédition d'études réalisées en 1960-1961; Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue, 1973, reprenant des études réalisées entre 1966 et 1973) qui a débouché, en 1971, sur la publication de l'ouvrage collectif Le Capitalisme monopoliste d'Etat, traité d'économie politique. Ces productions, malgré leur importance, sont assez peu diffusées : elles sont dominées par la vague idéologique dont nous avons fait état. Elles participent cependant à l'ancrage idéologique du marxisme au sein du mouvement ouvrier et œuvrent donc comme contre hégémonie. Mais la composante non communiste du mouvement ouvrier ne demeure pas inactive. Si le Parti socialiste ne produit guère d'innovations, il n'en est pas de même au sein de la CFDT que de nombreux intellectuels ont rejoint dans le post 1968 et qui y occupent d'importantes fonctions idéologiques (Pierre Rosanvallon, Jacques Juillard…). La CGT se trouve confrontée aux traductions syndicalo-sociétales que produit la CFDT dans la période. On notera, sans développer, les débats qui s'engagent officiellement entre les deux centrales sur les thèmes de l'autogestion, de la planification démocratique et du socialisme. On observera également que, dans la période, sont produites beaucoup d'analyses concernant la tertiarisation de la société, la fin de l'ère industrielle, la décomposition de la classe ouvrière classique (André Gorz, , Stratégie ouvrière et néocapitalisme, 1964 ; Adieux au prolétariat, 1980), la rupture qui s'ensuit de l'affaissement de la lutte des classes telle qu'elle était pensée, le passage à de nouvelles formes de conflictualité sociale fondées sur l'irruption de mouvements sociaux (Alain Touraine, La société post industrielle, 1969 ; Production de la société, 1973 ; Le mouvement ouvrier, 1984). Ces débats, pour importants qu'ils soient ne durent guère sous l'effet combiné de l'apparition à la charnière des la décennie 1970 de la crise structurelle du capitalisme et de l'entrée en crise du modèle de transformation sociale scellé dans le Programme commun de 1972. **4 – Idéologies de crise et soumission au libéralisme** Nous avons noté la grande importance de l'offensive lancée contre le marxisme et ceux qui s'en réclament et il convient de lire celle-ci en articulation avec les ajustements idéologiques qui surgissent de l'installation dans la crise structurelle. On l'a dit, depuis la Libération, des politiques « keynésiennes » ont été mises en œuvre. L'appareil de la connaissance statistique est puissant. L'INSEE fournit les instruments de l'analyse macro- économique. En 1972 paraît La croissance française, cosignée de Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud. La survenance de la crise internationale, monétaire puis pétrolière, provoque des interrogations sur les politiques à mettre en œuvre pour maîtriser ce qui est d'abord perçu comme une déstabilisation passagère de l'économie. Dans l'ordre théorique, sur fond d'une montée des idées néo-libérales (le prix Nobel d'économie est attribué à August von Hayek en 1974 et au monétariste Milton Friedman en 1976) orchestrée par la Trilatérale (mise en place en 1971) et le Club de Rome (créé en 1968) surgissent plusieurs écoles dites de « la régulation » qui entendent sauvegarder le capitalisme alors qu'en contrepoint se développent les analyses produites autour de Paul Boccara et Gérard de Bernis. A la charnière de la décennie 1970, Valéry Giscard d'Estaing s'attaque à la planification indicative mise en œuvre depuis la guerre. Les nationalisations sont elles aussi attaquées (Paul Dubois, Mort de l'Etat patron, 1974). La crise s'affirmant durable et les recettes « keynésiennes » étant jugée inopérantes, les discours prônant une libéralisation de l'économie s'affichent grand public (Michel Albert, François de Closets, Alain Minc, Guy Sorman). En 1981, Pierre Rosanvallon, ancien théoricien de l'autogestion cédétiste, publie La crise de l'Etat-providence. En février 1984, Yves Montand, promu économiste pédagogue, anime une émission de télévision intitulée Vive la crise qui connaît un grand succès. Face à cette déferlante se dresse plusieurs années durant la perspective du Programme commun. Mais la rupture de l'Union de la gauche, intervenue en 1977 et l'échec électoral aux législatives de 1978 font grandir les ambiguïtés sur la crédibilité des propositions qu'il contient. Cependant la dynamique populaire qui conduit, en 1981, à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, permet, pour quelques mois, la mise en œuvre de certaine des dispositions prévues dans le programme commun (nationalisations). Le retournement idéologico-politique de 1982 sonne le glas de l'expérience ouvrant la voie au glissement libéral. On notera que, dans cette période, s'est progressivement effectué le « recentrage » de la CFDT et que la CGT, confrontée à la conduite de dures batailles sociales contre la « casse industrielle » a développé une réflexion économique originale sur « l'intervention dans la gestion » sans parvenir à obtenir un engagement significatif des syndicats à sa concrétisation. (…)

Annexe 136 (du chapitre 16)

Quelques infos sur : Le Cercle de l'Oratoire et la revue " Le meilleur des mondes "

> " Le Cercle de l'Oratoire est un cercle de réflexion français créé peu après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New-York. Ce cercle de pensée, qualifié de néoconservateur, dispose, depuis 2006, d'une revue intitulée Le Meilleur des Mondes, fondée initialement pour défendre le bien-fondé de la guerre en Irak et s'opposer à la montée de l'antiaméricanisme en France. "
>
> " Le cercle est composé d'un groupe d'intellectuels dont font partie les essayistes André Glucksmann et Pascal Bruckner, des réalisateurs comme Romain Goupil, Jacques Tarnero et Raphaël Glucksmann et des historiens comme Stéphane Courtois, Max Lagarrigue et Ilios Yannakakis. Le cercle comprend aussi les écrivains Olivier Rolin et Marc Weitzmann, les journalistes Cécilia Gabizon (spécialiste des questions de l'islam au Figaro), Élisabeth Schemla (fondatrice du site Proche-orient.info), Antoine Vitkine (journaliste et réalisateur pour Arte), des philosophes comme Monique Canto-Sperber, Jean-Luc Mouton (directeur de l'hebdomadaire protestant Réforme), Claire Brière-Blanchet ou l'avocat Michel Laval, la politologue Nicole Bacharan. "
>
> " Et des chercheurs comme Thérèse Delpech (directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique, décédée en 2012), Antoine Basbous (directeur de l'Observatoire des pays arabes), Pierre-André Taguieff (directeur de recherche au CNRS), Bruno Tertrais (chercheur au CERI et ancien directeur de la commission des affaires civiles à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), Frédéric Encel (géopoliticien, spécialiste du Proche-Orient).
> Il rassemble également des dirigeants d'associations tels Mohammed Abdi (secrétaire général de Ni Putes Ni Soumises), Violaine de Marsangy (journaliste indépendante et ancienne responsable logistique pour Action contre la faim en Corée du Nord et en Indonésie) et Jacky Mamou (ex-président de Médecins du monde et président du Collectif urgence Darfour). Des hommes politiques, en particulier Bernard Kouchner, sont régulièrement invités à débattre.
> Le Cercle de l'Oratoire s'inscrit dans le courant atlantiste, il est qualifié de néoconservateur par Jean Birnbaum. "
>
> " Le cercle lance une première pétition en faveur de l'intervention des troupes anglo-américaines dans la guerre d'Afghanistan. Elle prend la forme d'une tribune publiée dans le journal Le Monde le 8 novembre 2001. [«*Cette guerre est la nôtre* »].
> Cette tribune est signée par Susanna Dorhage, journaliste; Hans Joachim Kruse, journaliste; Michel Taubmann, journaliste; Stéphane Courtois, historien; Denis Lefebvre, historien; Jean Louis Panne, historien; Pierre Rigoulot, historien; Ilios Yannakakis, historien; Gérard Grunberg, politologue; Pascal Perrineau, politologue; Claudie Broyelle, écrivain; et Jacques Broyelle, écrivain. "

Les quelques infos ci-dessus glanées sur Wikipédia indiquent des noms d'intellectuels et de journalistes dont certains sont présents voire très présents dans les médias et notamment dans C dans l'air d'Yves Calvi comme : Stéphane Courtois, Pierre Rigoulot, Pascal Perrineau, Gérard Grunberg…

Il est intéressant de noter le parcours de Romain Goupil, qui est passé du trotskisme au néo-conservatisme et qui est devenu un zélé défenseur des interventions impérialistes des USA.

Quelques noms significatifs :

►*Michel Taubmann* : ancien militant à l'OCT. L'OCT est une organisation qui vient en partie d'une scission du PSU.

►*Stéphane Courtois* a milité de 1968 à 1971 à l'organisation marxiste-léniniste maoïste *Vive le communisme*, qui changea de nom en 1969 pour *Vive la révolution* (sources Wikipédia). Sous sa direction plusieurs auteurs signent des articles dans le « Livre noir du communisme » en 1997.
Depuis quelques années Stéphane Courtois participe régulièrement à l'émission « Historiquement show » sur la chaîne Histoire dont le directeur n'est autre que Patrick Buisson (ancien directeur de Minute) qui vient d'ailleurs d'être reconduit en 2015 à son poste… pour deux ans.
Historiquement show est animé par l'ancien trotskiste de la LCR, Michel Field… jusqu'en septembre 2015.
Le 9 octobre 2015 « *Historiqument show* » est présenté par Jean-Christophe Buisson (chroniqueur de l'émission depuis 2013). Précisons que celui-ci n'a aucun lien de parenté avec Patrick.

►*Pierre Rigoulot* a été membre de la Fédération des cercles marxistes-léninistes de France (FCMLF, stalinien) de 1964 à 1967. De 1976 à 1982, il est membre du Comité de direction des *Temps Modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir. Il quitte les Temps modernes qu'il juge insuffisamment critique à l'encontre du communisme. En

1984, il entre à l'**Institut d'Histoire sociale**, fondé par Boris Souvarine en 1935 pour lutter contre l'influence soviétique. Il anime divers colloques et rencontres tenus sous l'égide de l'Institut d'histoire sociale, devient rédacteur en chef de sa revue trimestrielle Les *Cahiers d'histoire sociale* qu'il transformera en 2006 en *Histoire et liberté*, une publication dont il est encore le directeur et qui se réclame de la tradition antitotalitaire de Souvarine à Jean-François Revel. (sources wikipédia).

Concernant l'IHS et Georges Albertini, lire :

--- « **L'Institut d'histoire sociale, une officine anti-sociale** » par *Annie Lacroix-Riz*

--- Le livre de Frédéric Charpier "**Les valets de la guerre froide : Comment la République a recyclé les collabos**" –FB 2013-

Pierre Rigoulot a été invité plusieurs fois à *C dans l'air* par Calvi pour parler de la Corée du Nord car… il a collaboré au *Livre noir du communisme*, dirigé par Stéphane Courtois, pour le chapitre sur la Corée du Nord.

►*Ilios Yannakakis* : « né en 1931 au Caire, est un historien, politologue et intellectuel français.
Engagé dans la défense de la liberté et des droits de l'homme et partisan d'une ouverture du Parti communiste tchécoslovaque, il est l'un des animateurs du Printemps de Prague qui va ouvrir la crise du PCT. En août 1968, l'entrée des chars soviétiques à Prague l'amène à quitter le pays. Il émigre en France où il obtient un poste d'enseignement d'histoire contemporaine à l'Université de Lille. » (sources Wikipédia).

►*Denis Lefebvre* est un journaliste et un historien français, né en 1953 à Arras.
Journaliste professionnel, il est rédacteur en chef des publications de l'OURS, et directeur de la revue Histoire(s) socialiste(s).
Il préside depuis 1996 le centre Guy Mollet (association créée en 1976) et, depuis 1992, il exerce les fonctions de secrétaire général de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS, fondé en 1969 par Guy Mollet).
Il a été conseiller municipal de Bondy (Seine-Saint-Denis) de 1983 à 1995.

►*Pascal Perrineau* (né en 1950) est un politologue français et un spécialiste de sociologie électorale. Il a été le directeur du CEVIPOF, le Centre de recherches politiques de Sciences Po Paris, (Sciences Po, CNRS) entre 1994 et 2013. Il est professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po Paris) où il a la charge de plusieurs cours sur le vote, l'analyse des comportements et des attitudes politiques, la science politique et l'extrême droite en France et en Europe (sources Wikipédia).
C'est un invité récurrent d'Yves Calvi à C dans l'air comme Gérard Grunberg.

►*Hans-Joachim Kruse*, Journaliste allemand qui a travaillé sur Arte.

►*Gérard Grunberg* est directeur de recherche émérite CNRS au CEE, Centre d'études européennes de Sciences Po. Souvent invité par Yves Calvi où il le présente comme spécialiste du PS.

►*Claudie* et *Jacques Broyelle* anciens militants maos passés de l'UJCML au PCMLF puis à l'anticommunisme.

►Susanna Dörhage : Après des études de lettres à Montpellier et de journalisme à Mayence en Allemagne, Susanna Dörhage a débuté son parcours professionnel à l'Agence France Presse, d'abord à Bonn puis à Strasbourg. En 1994 elle a rejoint Arte en tant que journaliste de la rédaction, puis elle a dirigé pendant six ans le bureau parisien de l'information. Depuis avril 2010, elle présente les informations de 12h45 en alternance avec Meline Freda.

Annexe 137 (du chapitre 16)

Création d'un Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés

LE MONDE | 16.01.1978
À l'initiative du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, cent quinze intellectuels, créateurs, artistes, viennent de créer un Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) (1), qui, en attendant son assemblée générale, s'est donné une présidence collégiale composée de MM. Eugène Ionesco (président), Alain Ravennes (secrétaire général et rédacteur du manifeste), Jean-Marie Domenach, François Fejtö et Philippe Sollers.

Le Comité a adopté un manifeste réclamant une " Europe plurielle ".

" Il n'y a pas de patrie européenne, note-t-il, mais il y a un homme européen, aux contradictions incoercibles et fraternelles.

" Les libertés européennes, c'est d'abord la liberté pour chaque Europe, nous voulons dire chaque pays, chaque habitant du continent, d'être eux-mêmes (...).

" Emmurée, la voix des peuples de l'Europe centrale et orientale nous manque et nous requiert (...). À eux aussi nous devons de ne par nous taire. (...) "

" L'Europe moderne, poursuit le document, a inventé l'individualisme (...).

" La tâche des intellectuels, aujourd'hui, est d'exiger et de défendre chacune des libertés, en veillant à ce qu'elles ne soient

pas parodie, dénaturation, mais ressaisissement et accomplissement de l'indivisible liberté (...). Qu'est la liberté, dans son apparente plénitude, si nul ne l'exige plus ? Or ce qui donne le goût et recrée la revendication de la liberté, ce qui relie l'individu dans sa plus extrême solitude et le sauve dans la masse, c'est très précisément, exact antonyme de la barbarie, fût-elle à visage nylon, la culture (...). "

" La politique, dit encore le manifeste, définit entre le citoyen et la collectivité des rapports de pouvoir. La culture établit entre l'individu et l'humanité des relations d'identité ou de rupture, mais exclusive de tout pouvoir. Ainsi, contrairement aux domaines du politique et du social, les libertés culturelles ne sauraient être négociées, délimitées ou consenties : elles sont absolues. Si les hommes de culture ne peuvent se prévaloir d'un quelconque privilège d'irresponsabilité civique, la culture en tant que telle n'a de compte à rendre à rien ni personne (...)."

" Nous constatons, affirment les signataires, la crise des valeurs ou leur déshérence. Mais nous considérons que l'urgence est moins d'y porter remède que de s'opposer ensemble à ce que lui soit opposée une solution globale, appuyée sur la confusion en un seul système de l'économique, du politique, du social et du " culturel ", et ayant, par sa prétention scientifique, une vocation à l'irréversible. La crise présente, son aggravation même, demeurent préférables à l'issue dont la tentation apparaît à chaque détour du doute : la certitude totalitaire (...).

" Le Comité a donc pour vocations :

" - D'amener à penser, à s'exprimer et à agir ensemble les intellectuels vivant en France et décidés à défendre, à défaut d'une idéologie commune et sous bénéfice d'inventaire : le pluralisme idéologique, la diversité, l'enracinement et la spontanéité de la culture, en refusant que l'esprit humain puisse être borné, inhibé ou régenté par la dictature brutale ou insidieuse d'un " déterminisme historique ", et résolus dans leur diversité même à défendre sans aucune complaisance cette éthique irréductible : le respect de la personne humaine et de sa libre expression ;

" - D'étendre le champ de cette volonté et de cette réflexion aux intellectuels de l'Europe tout entière. "

" Les fondateurs du comité le savent ; conclut le manifeste : le refus n'a pas bonne presse. Il représente pourtant une force grande et haute dans l'histoire des hommes. C'est lui qui nous conduit à nous réunir et à défendre ensemble la synonymie des trois mots : Europe, culture, liberté. Nous ne nous en remettrons plus à personne. "

Les fondateurs signataires du manifeste sont :

Abel Gance, Emile Aillaud. Gérald Antoine, Fernando Arrabal, Raymond Aron, Alexandre Astruc, Pierre Aubenque, Pierre Avril, Hubert Astier, Marcel Arland, Michel Axelrod ; Jean-Louis Barrault, Serge Baudo, Jean-Marie Benoist, Robert Beauvais, Albina du Boisrouvray, Etienne Borne, Raymond Boudon, Daniel Boulanger, Henri Bourdon, Michel Bouquet, Robert Bresson, Jean-Claude Brialy, Georges Buis, Georges Burdeau ;
Jean-Paul Carrère, Jean-Claude Casanova, Jacques Castelot, Claude Chabrol, Henri Chapier, Jeanine Charrat, Pierre Clostermann, Alain Cotta, Michel Crozier ;
Sonia Delaunay, Patrick Dewaere, Jean Desailly, Anatole Doman, Jean-Marie Domenach, Michel Duchaussoy, Jacques Ellül ;
François Fejtö, Robert Flaceliere, Yves Florenne, Henri Fluchère, Viviane Forrester, Jean Fourastié, Sami Frey, André Frossard ;
Alain Gillot, Paul Goma, Jacques Guillermaz, Michel Guy ; Hans Hartung, Pierre Hassner, Jean-Louis Houdebine, Jacques Henric, René Huygues ; Eugène Ionesco ;
Philippe Jaccottet ; Cyrille Koupernik, Julia Kristeva ; Emmanuel Leroy-Ladurie, Michel Lonsdale, Maurice Le Lannou, Yvonne Lefébure, Jean Lecouteur ;
Maria Mauban, Claude Mauriac, Frédéric Mauro, Jean Messagier, Germaine Montero, Thierry de Montbrial, Philippe Moret ; Jean Negroni. Georges Neveux, François Nourissier ; René de Obaldia, Jean Onimus, Jean d'Ormesson ;
Marcel Pacaut, Kostas Papaioannou, Ricardo Paseyro. Louis Pauwels, Claude Pieplu, Sacha Pitoeff, Marcelin Pleynet, Christopher Pomyan, André Pieyre de Mandiargues ;
Alain Ravennes, Claude Regy, Madeleine Renault, Jean-Daniel Reynaud, Jean-François Revel, Emmanuelle Riva, Gabrielle Rolin, Dominique Rolin. Maurice Ronet, Manuel Rosenthal, Arthur Rubinstein, Jules Roy ;
Joel Santoni, Pierre Schaeffer, Maurice Schumann, Claude Simon, Alexandre Smolar, Philippe Sollers, Pierre Soulages ;
Stéphane Tchalgadjieff, Pavel Tigrid, Dimitru Tzepeneag ; Georges Vedel ; Pierre Walter, Georges Wakhevitch. Romain Weingarten, Etienne Wolf ; Ilios Yanakakis, Yanis Xenakis, Françoise Xenakis.

(1) 12, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 033-19-26.

Annexe 138 (du chapitre 16)

Léonid Pliouchtch est mort jeudi 4 juin 2015 près de Paris.

Voici plusieurs articles concernant Léonid Pliouchtch (ou Léonide Plioutch).

1- L'ex-dissident Léonid Pliouchtch est décédé en France (La Croix)
2- Léonide Pliouchtch, mathématicien et ex-dissident soviétique, est mort (Libération)
3- Un grand homme vient de nous quitter (La règle du jeu) –BHL-

Ces 3 articles sont intéressants et leur publication dans des journaux d'origine chrétienne, ex-gauchiste et néo-conservateur est assez révélatrice. Ils donnent des infos sur les positions et motivations politiques de celui qui fut médiatisé en 75 notamment par les trotskistes lambertistes au sein du « ***Comité des mathématiciens*** » Laurent Schwartz. Michel Broué fils de Pierre Broué (historien de l'OCI puis du PCI dont il sera exclu en mai 1989) ou Jean-Jacques Marie (historien trotskiste-lambertiste) y jouant un rôle déterminant. C'est ce qu'avait montré Christophe Bourseiller dans son livre « **Cet étrange Monsieur Blondel : enquête sur le syndicat Force ouvrière** » -Bartillat 1997- pages 166 à 169.
Benjamin Stora (spécialiste de Messali Hadj) fut cadre politique de l'OCI-AJS et PCI qu'il quitte en 1985, donne des infos dans son autobiographie : « **La dernière génération d'Octobre** » -stock 2003- pages 144 à 148 (une chronologie détaillée de 1968 à 1986 est également présente dans son livre).
En 1977, **L'étincelle** (hebdo de l'OCT) n°6 –jeudi 20 janvier 1977- écrit dans un article : « ***URSS : Sur la défense des prisonniers politiques des pays de l'Est : Brisons le mur de notre silence*** » que « *Face à Soljénitsyne, n'oublions pas que nombre « d'opposants » développent une critique de gauche fondée sur la démocratie prolétarienne et le pouvoir des conseils ouvriers (Pliouchtch).* » (…) « ***attention trotskysme ?*** *Hésiterons-nous maintenant à nous engager dans ce combat parce que les trotskystes en ont le monopole ?*
L'AJS est une secte dont nous savons que l'esprit « démocratique » s'arrête aux portes de ses propres meetings. Néanmoins, force nous est de reconnaître que cette secte a joué un rôle non négligeable dans les défaites récentes des maîtres du Kremlin (la libération de Pliouchtch par exemple). » –page 20-
(OCI –Organisation Communiste Internationaliste-, AJS –Alliance des Jeunes pour le Socialisme-, PCI –Parti Communiste Internationaliste-, OCT –Organisation Communiste des Travailleurs-)

1- L'ex-dissident Léonid Pliouchtch est décédé en France (La Croix)

L'ex-dissident et mathématicien soviétique Léonid Pliouchtch est mort jeudi 4 juin à 77 ans, près de Paris. Il vivait en France depuis son départ de l'URSS en 1976, à l'issue d'une grande campagne internationale pour exiger sa libération.

Militant des droits de l'homme, cet Ukrainien avait fait partie des scientifiques soviétiques ayant protesté contre l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968. Il avait appartenu au premier groupe organisé de la dissidence, le « Groupe d'Initiative pour la défense des droits de l'Homme en URSS ». Il avait également œuvré à la diffusion de littérature interdite sous forme de « samizdat ».
Il avait été arrêté en 1972 à Kiev, en Ukraine, et aussitôt accusé d'« activités antisoviétiques ». Interné en hôpital psychiatrique à Dniepropetrovsk, il avait été traité à haute dose par des médicaments neuroleptiques, malgré le fait qu'il était sain d'esprit. (...)

Grâce à une campagne internationale conduite par Amnesty International, et à laquelle s'était associé le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, il avait finalement pu être libéré en 1975. Son nom était alors devenu mondialement connu. Puis il avait réussi à partir en France avec sa famille l'année suivante. Il avait choisi d'y rester, même après l'effondrement du régime soviétique et l'indépendance de l'Ukraine en 1991.
Galia Ackerman, éditrice et traductrice qui a bien connu Léonid Pliouchtch à ce moment-là, se souvient d'un homme « posé, ayant gardé sa bienveillance et son honnêteté intellectuelle, incapable de trahir ses principes, toujours le cœur ouvert et très dévoué à l'Ukraine ».
Vivant en région parisienne dans les années 1980, Léonid Pliouchtch s'était notamment engagé en faveur de l'aide aux boat-poeple vietnamiens fuyant le régime communiste. Il avait aussi écrit, sous le titre « A nous l'Europe », un plaidoyer en faveur de l'intégration européenne de l'Ukraine aux accents prémonitoires, puisqu'il annonçait le mouvement proeuropéen qui est devenu majoritaire aujourd'hui dans ce pays.

Alain Guillemoles

2- Léonide Pliouchtch, mathématicien et ex-dissident soviétique, est mort
(Libération : Hélène DESPIC-POPOVIC 4 juin 2015)

DISPARITION Interné en 1972 en asile psychiatrique pour «menées antisoviétiques», il est mort jeudi à Paris. Léonide Pliouchtch vivait en France depuis 1976.

Peu de gens se souviennent encore des ex-dissidents soviétiques et pourtant ils ont marqué leur temps. Léonide Pliouchtch, qui s'est éteint aujourd'hui à Paris à l'âge de 76 ans, est l'un de ceux-là. Ce mathématicien, né dans une famille ukrainienne exilée au Kirghizistan en 1939, devint le symbole de la répression de l'Union soviétique finissante de Léonide Brejnev. Arrêté en 1972, il fut condamné un an plus tard en son absence et sans avocat à être interné en… asile psychiatrique. L'homme était accusé de «menées antisoviétiques» et diffusion de «textes dactylographiés».

«La peur de devenir fou m'envahissait»

Rarement une affaire avait suscité un tel mouvement d'opinion. Dans le pays, sa cause fut défendue par le physicien nucléaire russe Andreï Sakharov, fait Prix Nobel de la Paix en 1975, et à l'étranger par les ONG des droits de l'homme comme Amnesty International, les associations de mathématiciens et les intellectuels engagés de divers pays, dont ceux de France. Ses conditions de vie dans l'hôpital psychiatrique Serbsky de Moscou qui le déclara psychotique et celui de Dniepropetrovsk en Ukraine, où il fut interné pendant trois ans, ont ému l'opinion. Il reçut de fortes doses de médicament au point d'être affecté de terribles douleurs. «Sous l'effet des neuroleptiques, je ne tardais pas à sombrer dans un état de surdité émotive et morale, je perdais la mémoire, balbutiais des propos incohérents. Je ne tenais qu'à grand renfort d'incantations: ne rien oublier de tout cela, ne pas capituler. La peur de devenir vraiment fou m'envahissait», écrit Pliouchtch quelques années plus tard dans ses mémoires publiées en français sous le titre Dans le carnaval de l'Histoire.

«Il vit au milieu d'aliénés violents, soumis à des doses massives de médicaments qui le menacent de mort à tout instant : c'est là une des formes les plus pernicieuses de répression dans le monde moderne, qui conduit des médecins à modifier, par des médicaments, peut-être pour toute sa vie, la personnalité d'un détenu», dénonce à l'époque dans Le Nouvel Observateur le mathématicien français de gauche Laurent Schwartz. Les défenseurs de Pliouchtch finissent par avoir gain de cause. L'intellectuel ukrainien est libéré et expulsé en 1976 vers la France, où il resta jusqu'à sa mort.

«Le désir aigu du droit à la vérité»

Il s'engagea alors dans la défense des persécutés. En 1977, il est nommé président pour l'étranger du groupe ukrainien Helsinki de Défense des droits de l'Homme et collabore à la rédaction ukrainienne de Radio Liberty.

Dans une interview à la russologue Hélène Blanc, accordée en 2010, il devait ainsi raconter son cheminement vers la dissidence :

«Ce qui a déclenché ma dissidence ?

Une lente libéralisation de la conscience face à la magie ou à l'hypnose du dressage total que subissait tout être humain. Bien que d'origine sociale modeste, ayant constaté la non-conformité du quotidien avec la propagande, j'acceptais docilement les explications fournies à l'école (menaces impérialistes, Juifs et autres ennemis de l'intérieur). La première brèche dans cette chape de plomb d'ignorance, fut le rapport Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline. En même temps que l'image de ce «dieu», s'effondra aussi celle du Parti. Dès lors, je n'ai eu que mépris à son égard.

En revanche, j'ai ressenti le désir aigu du droit à la vérité. La brutale répression de la Révolution hongroise m'a fait douter des informations de la presse écrite. Impossible de concilier la logique des sciences mathématiques et l'absurdité d'une société bâtie sur le mensonge et la corruption généralisés. Telle est d'ailleurs l'explication du nombre élevé de mathématiciens, de physiciens et de champions d'échecs devenus dissidents.

L'antisémitisme de l'État et du Parti m'ont fait réfléchir à l'idée nationale. Au début, j'ai été révolté par la déportation massive de certains peuples (Tchétchènes, Tatars de Crimée, etc.) Plus tard, cela m'a ouvert les yeux sur le nationalisme ukrainien. J'ai mis des années à l'assimiler car il était moins évident que le problème tchétchène ou tatar.

Ne voyant aucun moyen de lutter, je me suis replié sur ma vie professionnelle. J'ai compris alors qu'à l'époque il était impossible de ne pas mentir, impossible de travailler honnêtement dans ce pays. À l'Institut de Cybernétique, j'ai pris conscience que l'économie étatique courait à la catastrophe. En pratique, la vie dans les usines et les kolkhozes (exploitations agricoles collectives, NDA), le démontrait en permanence.

Voilà ce qui motiva ma protestation sociale: la situation des travailleurs et le krach économique. Car la raison première, ancrée au fond de moi, était mon refus éthique de l'esclavage. Désormais, je veux jouir du droit d'être une personne à part entière, d'user du droit à la libre pensée, à la libre parole, à un travail sensé. C'est fini, je refuse de mentir. Cette motivation «d'être une personne» a fédéré toutes les autres.

Cette prise de conscience du facteur humain a entraîné celle du facteur national. Mon Ukraine natale n'était qu'une colonie. L'Empire soviétique était l'ennemi de la liberté, de l'humanité, de toutes les nations, peuple russe y compris. Le samizdat domina peu à peu toutes les sphères de la vie et de la pensée. En m'y insinuant, je devins non seulement un lecteur de littérature interdite, mais aussi un diffuseur et un auteur. En tant que marxiste, j'ai tenté de résoudre les contradictions entre théorie et pratique en analysant, dans mes articles, la théorie marxiste, l'éthique, le problème nationaliste. Mes débats avec les proches du samizdat, qu'ils soient marxistes ou anti-marxistes, m'ont mené à la conclusion que nous vivions un capitalisme féodal employant des esclaves d'État…»

Hélène Despic-Popovic

3- Un grand homme vient de nous quitter
(La Règle du Jeu -12 juin 2015) revue crée par Bernard Henri Lévy

"L'ukrainien Léonid Pliouchtch incarnait pour beaucoup d'entre nous en diaspora cette lueur qui a brisé le mur qui existait entre l'Ukraine et nous, à l'Ouest".
Je suis encore sous le coup de l'émotion et de la peine. Ce jeudi 4 juin, nous avons tous appris le décès de Léonid Pliouchtch. À la nouvelle de la mort de ce célèbre dissident ukrainien, j'ai vu défiler mentalement les images du meeting pour sa libération à Paris, d'abord à l'Ecole Nationale Supérieure de la rue d'Ulm, puis dans la salle de la Mutualité, à l'initiative du « Comité des Mathématiciens » présidé par Henri Cartan, Laurent Schwartz et Michel Broué. J'étais adolescent alors, et cela m'a marqué. A l'époque, deux associations ukrainiennes avaient pris contact avec ce comité, créé suite au poignant témoignage de Tania Jitnikova, l'épouse de Léonid Pliouchtch, qui dénonçait l'arbitraire dont son mari était victime : le « Cercle d'Etudes Franco-Ukrainien » et « Les Jeunes Amis de l'Ukraine ». Grâce à une intense campagne, Léonid Pliouchtch a finalement été libéré. Le moment de sa libération et son arrivée à Vienne en 1976 – le visage encore boursouflé par tous les « calmants » que les médecins criminels lui avaient injecté durant ses quatre ans de détention à l'institut Serbsky à Moscou puis à l'asile psychiatrique de Dniepropetrovsk – ont été des événements considérables. Le livre L'Affaire Pliouchtch, de Tania Mathon et Jean-Jacques Marie, paru aux éditions du Seuil, permet de bien comprendre le contexte dans lequel sa libération a été rendue possible.

Une autre image me revient à l'esprit : celle des réunions, en sa présence cette fois, à Paris, rue de la Glacière dans le treizième arrondissement, chez un ami ukrainien, de ceux qui se battaient alors pour la libération des détenus politiques en URSS et dans les pays du « bloc socialiste », mobilisation qui a mené ensuite à la création du Comité d'Appui aux Luttes des Peuples de l'Est et de l'URSS (CALPEU), regroupant diverses associations qui représentaient ces peuples.

En tant que membre de la diaspora ukrainienne, Léonid Pliouchtch incarnait pour moi la voix de l'Ukraine actuelle, avec toutes ses contradictions et ses complexités. Beaucoup, parmi cette diaspora, ont été surpris lorsque, au moment de sa libération, il a proclamé qu'il était marxiste et communiste, tout en affirmant aussi qu'il faisait partie d'un peuple qui aspirait à l'indépendance. C'est ce qui explique qu'à Paris, les associations et les partis français engagés dans la bataille pour sa libération se réclamaient dans leur grande majorité de la gauche et de l'extrême-gauche.

Deux de ses livres sont parus en français : Dans le Carnaval de l'Histoire, récit autobiographique publié aux éditions du Seuil, et Ukraine : À nous l'Europe !, aux éditions du Rocher, qui véhicule sa vision de l'Ukraine.

Mais qui était vraiment Léonid Pliouchtch ?

Il voit le jour en 1938 dans une famille d'ouvriers ukrainiens installée en Kirghizie et qui retourne en Ukraine après la guerre. Le jeune Léonid fait ses études de Mathématiques à l'Université de Kiev, où il obtient son diplôme en 1962. En 1968, il prend ses distances avec le régime soviétique en prenant fait et cause pour deux dissidents, Guinzbourg et Galanskov, dans une lettre à la Komsomolskaia Pravda. Avec seize autres dissidents, il signe ensuite une déclaration dénonçant l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie. Peu à peu, il entre en contact à Kiev avec des personnalités de la dissidence ukrainienne telles qu'Ivan Svylytchnyj, Ivan Dziouba, Evhen Sverstiuk. Ses prises de position et ses fréquentations attirent l'attention et provoquent la colère du régime soviétique, d'où son arrestation en 1972 et son internement à l'Institut Serbsky à Moscou, puis à l'asile psychiatrique de Dnipropetrovsk.

Une fois libéré, il élit résidence en France avec sa famille. Après avoir d'abord habité Nanterre, très affecté par le suicide de son fils ainé Dmytro, il se fixe, avec sa femme et son autre fils Alexandre, dans une petite ville du Sud-Ouest où il vivra jusqu'à la fin de ses jours.

Il s'engage dans divers comités et associations de droits de l'homme comme Amnesty International. Il fait partie de la rédaction de la revue ukrainienne Sutchasnist et devient également le représentant du groupe ukrainien pour l'application des Accords d'Helsinki dans la diaspora, avec deux autres dissidents : Petro Hryhorenko et Nadia Svytlytchna. Le Groupe Helsinki a été créé en 1976 en Ukraine sous la houlette de célèbres dissidents ukrainiens tels que Mykola Rudenko, Levko Loukianenko et Viatcheslav Tchornovyl qui, hélas, ont tous été arrêtés et condamnés par le pouvoir soviétique. La représentation du Groupe Helsinki a œuvré sans relâche jusqu'à l'écroulement de l'empire soviétique.

La dernière fois que j'ai vu Léonid Pliouchtch, c'était en 2008 à Kiev, à l'Université Mohyla, lors de la présentation de son livre Le Carnaval de l'Histoire, publié en ukrainien. Deux autres livres de lui ont paru en Ukraine aux éditions Krytyka : l'un sur Taras Chevtchenko et l'autre sur Mykola Khylovyj, deux grands écrivains ukrainiens – preuve, s'il en fallait, que Léonid Pliouchtch, pourtant issu d'une famille russophone (puisqu'il partage sa trajectoire avec celle de nombreux Ukrainiens qui ont été « russifiés »), était profondément attaché à la culture ukrainienne. Léonid Pliouchtch est devenu un fervent partisan de l'orientation de l'Ukraine vers l'Europe, comme le fut en son temps l'écrivain communiste ukrainien Mykola Khylovyj (qui se suicida en 1933 pour protester contre l'oppression stalinienne en Ukraine). C'est, a-t-il dit, en lisant le livre d'Ivan Dziouba Internationalisme ou russification qu'il a compris l'enjeu du problème ukrainien.

Cet homme, pour beaucoup d'entre nous en diaspora, fut cette lueur qui a brisé le mur qui existait entre l'Ukraine et nous à l'Ouest. Car il faut le reconnaître : une grande partie de la diaspora était tristement victime du manque d'information et de la désinformation, dus notamment au « rideau de fer ». A l'heure où l'Ukraine traverse des moments cruciaux pour son existence, souhaitons que la vie et l'œuvre de Léonid Pliouchtch soient pour nous tous un exemple aujourd'hui et dans l'avenir.

La rédaction

Annexe 139 (du chapitre 16)

« ***Quand Stéphane Courtois demande à Patrick Buisson le droit de "gueuler" sur la chaîne Histoire***

Lors d'une revue des livres sur la chaîne Histoire, Stéphane Courtois, préfacier du Livre noir du communisme et de l'historien négationniste Ernst Nolte, reconnaît avoir demandé à la direction de la chaîne de pousser "un coup de gueule" contre le livre Ukraine, le coup d'Etat fasciste orchestré par les Etats-Unis (ouvrage collectif écrit sous la direction de Stephen Lendman, publié par les Editions Delga, trad. D. Sillou).

Droit de gueuler lui a été octroyé, aux dires du présentateur par le "chef suprême", sans doute le très maurrassien Patrick Buisson, directeur général de la chaîne et ancien directeur de la rédaction de Minute . On appréciera ce sens aigu de la hiérarchie dont fait preuve le présentateur Michel Field, ancien militant trotskyste.

Le "coup de gueule" de Stéphane Courtois consiste donc en deux arguments imparables :

- les éditions Delga sont dirigées par des "communistes français ultra-orthodoxes", ce qui suffit à les discréditer.

- la CIA n'est pas assez organisée pour préparer un coup d'Etat...

Rappelons tout de même que Stéphane Courtois ne se limite pas aux simples vociférations, verbales et écrites, et qu'il a participé aux tentatives européennes de criminalisation du communisme (voir le rapport Linblad en 2006). Et sans doute peut-il aller plus loin, pourvu qu'on l'y autorise...

Ce grand moment télévisuel commence à la 21e minute

On trouvera une présentation filmée du livre avec la préfacière du livre, Michelle Brand :

"Yougoslavie, Ukraine : l'impérialisme contre les peuples", par Michelle Brand et Aymeric Monville

Aymeric Monville, directeur des Editions Delga ».

Annexe 140 (du chapitre 16)

Paris, le 2 avril 2015,

« *Cher Monsieur Field,*

Je suis au regret de vous faire remarquer que votre émission "Historiquement show" portant le n° 196 et tournant actuellement en boucle sur la chaîne Histoire a porté une grave atteinte à la sérénité du débat démocratique et de la recherche historique.

Libre à votre chroniqueur, M. Stéphane Courtois, de ne pas apprécier le livre Ukraine, le coup d'Etat fasciste orchestré par les Etats-Unis, ouvrage collectif écrit sous la direction de Stephen Lendman et que nous avons eu l'honneur de publier.
Mais est-il déontologique d'exciper contre ce livre le fait qu'il soit édité, je cite, par "nos communistes les plus staliniens", "des communistes français ultra-orthodoxes"?
Je rappelle que ces épithètes ressortissent au vocabulaire du maccarthysme et de l'extrême droite et n'ont jamais été employés par les communistes, fût-ce par ceux se revendiquant du marxisme-léninisme. Notons tout de même que Stéphane Courtois n'était pas ici la proie d'une colère subite, qui l'aurait fait se départir momentanément de ses obligations de chercheur, mais qu'il est coutumier de ce genre d'embardées et a d'ailleurs participé délibérément aux tentatives de l'Union européenne visant à criminaliser le communisme, notamment à l'occasion de la rédaction du rapport Linblad en 2006.
Face au caractère invraisemblablement partisan d'une pareille agression télévisuelle, nous jugeons donc légitime de revendiquer le droit à y répondre.
Ce livre collectif défend en effet plusieurs points de vue, et non comme vous l'affirmez une ligne "un peu délirante" ou encore "russo-extrémiste", ce qui serait tout de même étrange pour un livre entièrement écrit par des Américains. De plus ces auteurs ne sont pas uniquement des "communistes ou des gens d'extrême gauche", contrairement à ce qu'affirme M. Courtois, puisqu'on y trouve, en sus des marxistes, des keynésiens et même un libertarien, Paul Craig Roberts, ancien membre de l'administration de Ronald Reagan, ce qui met à mal l'accusation d'intégrisme qu'on veut subrepticement nous faire endosser.
M. Courtois a fait mine de s'étonner de certaines continuités historiques dont nous serions le vivant témoignage, un quart de siècle après la fin de l'URSS. La première continuité c'est malheureusement celle de l'encerclement de la Russie par l'OTAN et l'inféodation accrue de notre malheureux pays, la France, à cette puissance occupante.
Il est très léger de la part de M. Courtois de dire que la CIA n'est pas assez organisée pour préparer un coup d'Etat : cela relève de la désinformation ou du simple gag, celle-ci ayant elle-même revendiqué plusieurs coups d'Etat au cours de sa funeste carrière. Que faisait d'ailleurs son directeur à Kiev durant les événements? Pourquoi le gouvernement actuel à Kiev compte-t-il plusieurs Américains ou étrangers alliés de ces derniers?
Je vous demande donc posément la possibilité de venir sur votre plateau rectifier poliment ces allégations pendant une durée égale à celle impartie à M. Courtois pour chroniquer notre livre, comme la loi nous y autorise.
Ce que vous avez appelé un "coup de gueule" a reçu, à vous entendre, l'autorisation de celui que vous appelez, non sans ironie sans doute, le "chef suprême". S'agit-il de M. Patrick Buisson, directeur général de votre chaîne?
Nous n'avons pas l'heur de bénéficier des conseils que M. Buisson aime prodiguer aux familles politiques les plus diverses. Mais vu la présence - injustifiée à nos yeux - de militants communistes dans l'équipe de campagne d'un candidat réputé avoir été conseillé par M. Buisson, nous ne pensons pas que ce dernier aura la mauvaise grâce de priver vos téléspectateurs de nos nécessaires compléments.
Dans l'attente, je vous remercie, cher Monsieur Field, de l'attention que vous m'avez bien voulu accorder,
Aymeric Monville, directeur des Editions Delga. ».

Annexe 141 (du chapitre 18)

Raymond Soubie

« *Raymond Soubie, né le 23 octobre 1940 à Talence (Gironde), est un expert en gestion des ressources humaines et des politiques sociales. Il est membre du Conseil économique, social et environnemental, après avoir été conseiller du président de la République, Nicolas Sarkozy, de 2007 à 2010. Précédemment il était PDG du cabinet de conseil en ressources humaines Altedia et président du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE). Il est, avec son épouse Danielle Deruy, actionnaire majoritaire de l'agence d'informations AEF. Ancien élève de Sciences Po Bordeaux et de l'École nationale d'administration, il est entré au cabinet du ministre du Travail Joseph Fontanet en 1969 et a suivi cette personnalité démocrate chrétienne au ministère de l'Éducation nationale. Puis il a été conseiller social de Jacques Chirac à Matignon entre 1974 et 19762 et de Raymond Barre, lorsqu'ils étaient Premier ministre.*
Quand la gauche est arrivée au pouvoir, en 1981, Raymond Soubie a pris la direction du groupe de presse Liaisons, spécialisé dans le social, de 1982 à 1991. Candidat malheureux à la direction du quotidien Le Monde en 1990, Raymond Soubie a fondé en 1992 le cabinet de conseil en ressources humaines Altedia. Coté en Bourse de juin 2000 à 2005, ce cabinet conseille les entreprises, (dont plus de 80 % du CAC 40), pour les restructurations, la gestion des carrières et la communication. Il a été racheté par Adecco en 2005.
Tout en dirigeant son groupe – 725 employés, 100 millions d'euros de chiffres d'affaires –, Raymond Soubie est resté proche des sphères du pouvoir. Ainsi, en avril 1993, il a été nommé à la Commission nationale d'évaluation de la situation sociale, économique et financière mise en place par le Premier ministre Édouard Balladur et, de 1994 à 2000, a été membre du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (Cerc). Proche de François Fillon, il a conseillé le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin sur la réforme des retraites. En 2010, il organise la mise en place de la réforme des retraites après celle des régimes spéciaux en 2007.

Le 22 novembre 2010, il quitte son poste de conseiller social de Nicolas Sarkozy et Jean Castex le remplace5. En 2013, il préside la société de Conseil en Ressources Humaines Alixio.
Passionné de musique lyrique, Raymond Soubie a été président de l'Opéra de Paris de 1987 à 1989, et préside le Théâtre des Champs-Élysées depuis le début des années 1980. »
Il est Grand Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur. » Sources : Wikipédia

Annexe 142 (du chapitre 18)

Des références et des sources sur l'Histoire de la CFDT

- « La deuxième gauche Histoire intellectuelle et politique de la CFDT –Hervé Hamon et Patrick Rotman- 1982 –Ramsay éditions. Chapitre 10 « Recentrage » pages 293 à 333.

Quelques liens internet :
- D'hier à aujourd'hui CFTC-CFDT quarante ans d'histoire
- Institut d'Histoire Sociale de la CGT
- Histoire du mouvement ouvrier (3) : La CFDT, de la création (1964) à 1976
- CFDT : Les années 68
- CFDT : de dérives en ruptures –9 mai 2014- par **Robert Pelletier sur le site de la Filpac-CGT (**Fédération des travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication Cgt)
- L'Unité (PS) 18 mai 1979 : C.f.d.t. : petite majorité pour le réalisme, grosse minorité pour le " rêve "
- Extraits de : Les relations CGT-CFDT en 1979 ; l'unité ou comment s'en débarrasser *par Michel Pigenet. Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Paris 1/CNRS)-*
- Le blog d'Allain Graux en 2012 : « En 1964 La CFTC devient CFDT »
- Interview d'Edmond Maire en 2009 : Il répond à la question « *À la fin des années 70, pourquoi le recentrage sur l'action syndicale ?* »
- « Le réformisme assumé de la CFDT. Enquête auprès des adhérents » de Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux, Henri Rey**,** , Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. « Fait politique », 2012.
Fiche de lecture et article de **Lilian Mathieu**

Annexe 143 (du chapitre 18)

Quelques liens au sujet de la deuxième gauche et de l'autogestion :

Deuxième gauche -fiche Wikipédia-
La "deuxième gauche" à l'origine de la dilution de toute la gauche : Texte du M'PEP
Deuxième gauche, laïcité politique et sève chrétienne : Un entretien avec Patrick Viveret et Hervé Hamon
De Rocard à Julliard, vie et mort de la deuxième gauche
Michaël FOESSEL Philosophe, conseiller de la direction de la revue Esprit 25 janvier 2011
Définition de la Deuxième gauche
Parcours politique de Michel Rocard: un reflet de la Deuxième Gauche
Ce qui reste de la "deuxième gauche" 15/05/2014
Pierre-Yves Cossé, ancien commissaire au Plan : « *La deuxième gauche des années 70 était antitotalitaire, décentralisatrice, régionaliste et autogestionnaire*. »
Le PSU et la Deuxième gauche (1958-1974)
Quel apport de la « deuxième gauche » ?
XIe Rencontres de la démocratie locale
Une série de 6 vidéos extraites d'un colloque consacré à l'héritage et au bilan de la Deuxième gauche, organisé avec la section PS de l'ENS les 14 et 15 février 2014.
La Deuxième gauche : histoire, influences, héritages
Réponses du PCF au PS sur le Programme commun et à la CFDT sur l'autogestion -Tribune libre du 10 novembre 1977. Avec René Piquet et Marcel Trillat.

> « *Cette émission fait suite à la rupture du programme Commun entre PCF, PS et MRG en septembre 1977. C'est l'occasion pour le PCF de s'en expliquer publiquement à la télévision. Interrogé par le journaliste Marcel Trillat, René Piquet, membre du bureau politique, conteste la version selon laquelle le PCF serait responsable de cette rupture. Le contraste est saisissant entre les questions sans détour de Marcel Trillat et les réponses du dirigeant.*
> *A la différence des autres formats télévisés dédiés à l'expression publique des partis politiques sur les chaînes de la télévision publique, l'émission Tribune libre avait étendu cette case de programmation aux différentes " familles de pensées " représentées en France.*

Chaque parti ou famille de pensée disposait de moyens et d'un budget attribués par l'État pour la préparation de l'émission dont la réalisation lui appartenait en propre. Elle durait en moyenne un quart d'heure et était diffusée à une heure de grande écoute. »

Le PCF fut-il pour l'autogestion ? Par Michel Peyret -12 mai 2011-
Lorsque le PCF flirtait avec l'autogestion : Mis en ligne par Jordane Legleye / La Péniche - 28/03/2006
1976-1979, l'autogestion autour des 22ème et 23ème congrès du PCF : Par Robi Morder, le 14 septembre 2012
Juin 1975 : le Parti socialiste et l'autogestion
Néolibéralisme et autogestion -Maxime Quijoux- Chapitre II. Le retour de l'autogestion dans le débat français pages 49-62

Annexe 144 (du chapitre 18)

La CFDT a eu 50 ans en 2014

« *Née en 1964 de la déconfessionnalisation de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), la CFDT a fêté ses 50 ans le 5 novembre 2014 en présence de Manuel Valls, avec un peu d'autocélébration et une grande discrétion sur son origine chrétienne.*
Pour fêter ses 50 ans, la CFDT a organisé le 5 novembre un grand rassemblement avec un plateau prestigieux : des Premiers ministres (Rocard, Raffarin, Valls), tous ses anciens secrétaires généraux (E. Maire, J. Kaspar, N. Notat, F. Chérèque), beaucoup de responsables associatifs, et des centaines de militants (des échos dans La Croix ou Libération). Elle l'a fait à la Mutualité, temple de la laïcité, installé face à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, siège d'une Église qui s'est arrêtée avant Vatican II. Tout un symbole car la CFDT n'assume pas très bien son héritage chrétien. »

Notes :

Notes 1 (du chapitre 11)

Historique et évolutions de La Gueule Ouverte

La Gueule Ouverte (n°1 novembre 1972 au n°314 du 29 mai 1980)
La Gueule Ouverte (mensuel puis hebdomadaire) est à l'origine de l'écologie politique. La GO est lancée en 1972 par Pierre Fournier et Arthur.
Isabelle Cabut en était la rédactrice en chef. Lire « **Fournier précurseur de l'écologie** » (2011) par Patrick Gominet et Danielle Fournier -*Dessins et chroniques de Pierre Fournier parus dans Hara-Kiri, Charlie Hebdo et La Gueule Ouverte.*
Émile Prémillieu décédé en 2013, joua aussi un rôle important dans la création de la GO.
La Gueule Ouverte est passée de la rue des Trois-Portes à un local rue de Condé, la rédaction y partage un local avenue de Choisy avec les Amis de la Terre. Puis dans l'année 1979, la rédaction qui était installée depuis juin 1977 en Saône et Loire à La Clayette reviens sur Paris jusqu'au dernier numéro de mai-juin 1980.
La troisième partie du livre « **Fournier précurseur de l'écologie** » est consacrée à « ***L'aventure de La Gueule Ouverte*** » -pages 239 à 271.
En 2008 dans « **68, une histoire collective (1962-1981)** » *Philippe Artères* signe un chapitre sur « ***Pierre Fournier, le pionnier de La Gueule Ouverte*** » -pages 606 à 608.

Les dessinateurs de La Gueule Ouverte :
Fournier, Batellier, Brito, Cabu, Di Marco, Gébé, Hugot, Nicoulaud, Philippe Delessert, Petit-Roulet, Pichard, Poussin, Reiser, Savard, Soulas, Willem, Wolinski, Filipandré.
Jean-Marc Reiser (1941-1983) y dessinera notamment les chroniques de l'énergie solaire.

Les fondateurs de la GO
La Gueule Ouverte est co-fondée en 1972 par Pierre Fournier –qui était journaliste à Charlie Hebdo- (il décède brutalement à 35 ans le 15 février 1973) et Arthur de son vrai nom Henri Montant (mort en 2010 à 71 ans). Isabelle Cabut-Soulié (morte en 2011) en était la rédactrice en chef. Isabelle Soulié (Cabut était le nom de son premier mari Jean Cabut dit Cabu dessinateur à Charlie Hebdo etc…).

Pierre Fournier : 1937-1973 (Extrait de sa fiche Wikipédia) :
« *Pierre Fournier, né le 12 mai 1937 à Saint-Jean-de-Maurienne en Savoie, mort le 15 février 1973 à Le Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), est un journaliste et un dessinateur pamphlétaire français.*
Rédacteur et dessinateur à Hara-Kiri puis Charlie-Hebdo, il est l'un des premiers anti-nucléaires, prônant une écologie

radicale et libertaire. En 1972, il crée son propre journal, La Gueule ouverte, ' le journal qui annonce la fin du monde'».
Dans le livre de *Jean-Luc Bennahmias* et *Agnès Roche* « **Des Verts de toutes les couleurs . Histoire et sociologie du mouvement écolo** » publié en 1991 chez Albin Michel, nous trouvons les indications suivantes :

> « *C'est en 1970 que naissent des associations regroupant des écologistes politiques, le mouvement "Pollution-Non" à Montargis et la section française des Amis de la Terre. C'est aussi à cette époque que se constitue le premier comité antinucléaire français : le Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin. Initiative d'importance, car nous verrons dans les dix années qui suivent que la lutte antinucléaire sera l'un des creusets principaux de la structuration de l'écologie politique et de son apparition médiatique. » (...) « Pierre Fournier, journaliste à Hara-Kiri Hebdo, écologiste de terrain* (…) « *Il est de ceux qui appellent à la première manifestation antinucléaire française à Fessenheim, qui réunira près de 1500 personnes en avril 1971. Il est surtout l'organisateur principal de celle qui se déroule à Bugey, les 10 et 11 juillet 1971.* » -pages 23-24-

Arthur…Henri Montant : 1939-2010

Sur la mort d'Arthur lire : « Mort d'Arthur » et « Arthur… la vie perd un de ses amoureux » par Isabelle Soulié en 2010. Dans cet article elle indique « *Arthur, c'était l'amour de la vie, des arts, du sport, la gaîté, l'humour, la tendresse, la fidélité en amitié… et en rancune aussi (voir un certain Philippe Val à ce sujet)* » (…) « *En huit ans de survie de La Gueule Ouverte, nous n'eûmes qu'une courte brouille lorsque, en accord avec l'équipe, je refusai qu'il rédige un éloge de la bande à Baader. Il bouda une semaine. Mais voir notre journal paraître sans sa signature, c'était trop dur pour lui (et pour nous). Il revint vite. Il nous aimait. Nous l'aimions. C'était Arthur.* ».

> Voir également « La mort d'Arthur », « Le bonjour d'Arthur »
> Sur La Gueule Ouverte

Isabelle Cabut-Soulié née Monin (1937-2012) compagne du dessinateur Cabu, puis de J-L Soulié.
Isabelle Cabut était la mère de Mano Solo (Emmanuel Cabut), chanteur et dessinateur, disparu en 2010. Avec son mari actuel Jean-Louis Soulié elle avait fondé *Ricochets*, un journal publié à Ozoir-la-Ferrière où elle a vécu : sources
Portrait Isabelle Monin-Soulié : le roman d'une vie

Un creuset idéologique :
antinucléaire, contre-culturel, libertaire…. et 70 000 lecteurs
Comme le souligne l'article Mort d'Arthur :

> « *Le mensuel, puis l'hebdomadaire qui « annonce la fin du monde », restera dans les annales, comme le corpus d'analyses et d'informations des années 1970 le plus abouti en la matière. Son premier numéro capta d'emblée 70 000 lecteurs. Avec le ton de la presse contre-culturelle de l'époque, son style foutraque et agit-prop, La G.O a su brasser tous les courants de pensée libertaire et accompagner leur évolution lors de cette décennie : amoureux de la nature et des bêtes, antinucléaires, antiproductivistes et pré-décroissants, indiens des champs et théoriciens anti-capitalistes de la gauche non-communiste, adeptes de la non-violence et de la désobéissance civile, objecteurs de conscience et insoumis, féministes, gays, amoureux de Wilhem Reich, mineurs en fugue, mouvement des taulards, mouvement des radios libres, régionalistes, syndicalistes autogestionnaires, tiers-mondistes, prêtres défroqués, militants de l'énergie solaire, du vent et des pompes à chaleur, et autres expérimentateurs sociétaux. Proche du Partito Radicale d'un Marco Pannella et aussi de Dany Cohn-Bendit alors en exil en RFA, La G.O soutint l'élection présidentielle de René Dumont en 1974, travailla à celle de Brice Lalonde en 1981, coordonna la première grande manifestation antinucléaire française contre le projet de Super-Phénix à Creys-Malville (1977).* »

Plusieurs sites Internet retracent plus ou moins l'historique de la GO, voir par exemple :

> « De la Gueule Ouverte à la revue Silence »
> « La Gueule Ouverte, journal qui annonçait la fin du monde… »
> « Rouvrir 'La Gueule…' »
> « 1972-1980 La Gueule Ouverte »

Les ventes de la GO…
70 000, 30 000, 6 000 : En fait de 1972 à 1980 il y a eu une érosion et une perte du lectorat de la GO pour de nombreuses raisons.

Des problèmes financiers pour la GO…
En mars 1977, dans le n°150, un « Appel au secours » aux lecteurs pour « sauver le seul hebdo d'écologie politique » est lancé. Début 1980, après interdiction de compte bancaire, **la Gueule ouverte** se déclare en faillite dans son numéro 304 du 19 mars 1980 disparaît au n°314 le 29 mai 1980.

…qui masquent des questions et des problèmes politiques

Les problèmes financiers de la GO avec la fonte de son lectorat, viennent de la nature de ce lectorat et de son corpus idéologique, du contexte historique et politique.

De ce point de vue il est juste de rappeler la rupture et le rôle que représente la manifestation contre Super-Phénix en mai 1977.

Malville 1

En 1975 est créé le premier comité Malville.

Le 15 juin 1975, un bon millier de manifestants se réunissent à Flévieu, sur les bords du Rhône, en face du site en construction de Superphénix (centrale nucléaire de type surrégénérateur). Il s'agit en fait du premier « rassemblement de Malville ». Un pique-nique est organisé. C'est suite à ce pique-nique, qu'est lancée la coordination régionale de différents comités Malville.

Malville 2

Le 17 janvier 1976 est annoncé par la coordination régionale des comités Malville, son intention « *d'occuper de manière non violente le site de la future centrale superphénix à partir du 3 juillet 1976*»

La présence de Lanza del Vasto, le « gourou » de la Communauté de l'Arche (patriarche de la non-violence –adepte des idées de Gandhi- et fondateur de la communauté de l'Arche) pendant la manifestation et le rassemblement du 3 juillet ou il organise un jeûne d'une semaine, n'empêcheront pas les violences policières tout au long de ce rassemblement de 1976 qui n'a pas pu arrêter les travaux du surgénérateur.

Tout au long du reste de l'année 76, le bilan se fera principalement autour de la question « violence ou non-violence » pour la préparation du prochain rassemblement de 1977.

Malville 3

L'idée est qu'il faut que la manifestation de 1977 contre Superphénix à Malville soit réellement massive.

C'est d'ailleurs ce que dit un paysan antinucléaire de Malville, lors d'un meeting le 20 janvier 1977 à Chalon-sur-Saône en présence du commandant Cousteau : (document sonore) : « *si cet été il y a 100 000 ou 200 000 manifestants, ça m'étonnerait que les CRS puissent taper comme ils l'ont fait* »

Les organisateurs veulent faire de ce rassemblement « *une grande manifestation internationale et pacifique qui montrera la volonté massive des populations de s'opposer aux programmes nucléaires civils et militaires* ». Pendant les mois de préparation de ce futur rassemblement, le débat fait rage dans les comités sur la question des moyens de la lutte, de la violence ou pas pour s'opposer à Superphénix.

Le Mouvement Ecologique (concurrent des Amis de la Terre) édite une affiche où sont mis en avant un « rassemblement pacifique » et une « légitime défense ».

Le journal « **La Gueule Ouverte** » qui est évidemment à la pointe pour le soutien et la préparation de cette mobilisation antinucléaire de Malville, parle tour à tour quelque fois en termes ambigus de « rassemblement offensif », « pacifique », « non-violent ». La GO est aussi assez proche des conceptions du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente) crée en 1974 par Jean-Marie Muller.

En fait les débats, les contractions sur le sujet de l'utilisation de la violence, traverse aussi pendant toute cette période le contenu de la GO. D'autant plus que depuis le 13 juin 1977, la GO (pour des raisons financières et idéologiques) a fusionné avec Combat Non-Violent. La GO puis GO/CNV va alimenter un débat et des discussions sur ces questions de violence ou de non-violence pendant toute la préparation de Malville 77. Des écrivains, des intellectuels, des militants vont prendre positions dans la GO comme par exemple « ***Françoise d'Eaubonne*** *(née le 12 mars 1920 à Paris et morte le 3 août 2005 à Paris), est une femme de lettres française et une militante radicale féministe. Un temps membre du Parti communiste français, elle milite activement contre la guerre d'Algérie et en septembre 1960, signe le Manifeste des 121. Cofondatrice du Mouvement de libération des femmes (MLF) dans les années 1960, signataire du Manifeste des 343 pour le droit à l'avortement*[2]*, elle lance le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) avec l'écrivain et journaliste Guy Hocquenghem et Anne-Marie Grélois en 1972. Au sein du MLF, elle anime également le groupe « Écologie et féminisme » À l'origine du mot « phallocrate », du terme écoféminisme en 1974, elle fonde l'association Écologie-Féminisme en 1978. Cette vie littéraire et militante se croise avec celles de Colette, Jean Cocteau, Simone de Beauvoir dont elle fut une amie très proche, et de Jean-Paul Sartre.*

(source Wikipédia)

Le rassemblement du 30 et 31 juillet 1977, malgré la présence de 60 000 manifestants se termine par un lourd bilan : « *Vital Michalon, 31 ans, est abattu par un tir tendu de grenade lacrymogène. L'autopsie conclura à une mort causée par des « lésions pulmonaires du type de celles que l'on retrouve lors d'une explosion ». Plusieurs dizaines de manifestants sont blessés, dont deux mutilés, Michel Grandjean et Manfred Schultz : l'un perd un pied et l'autre une main. Le CRS Tousot perd aussi une main avec la grenade qu'il voulait lancer.* » (sources : Rebellyon).

C'est un coup dur pour le mouvement écolo et antinucléaire, c'est aussi un coup dur pour l'équipe de La Gueule Ouverte/Combat Non-Violent. Car elle est accusée d'avoir pris des positions ambiguës et d'avoir alimenté le débat sur la violence en contradiction avec son orientation non-violente.

Le gouvernement Giscard voulait frapper un grand coup contre le mouvement antinucléaire et avait préparé de son

côté le terrain pour briser le mouvement. C'est ce que montre un article de juillet 1997 publié sur le site des Editions Prolétariennes : Malville 1977 – 1997 : Triste anniversaire.

Voir aussi le chapitre : « *1977 Charnière* » en page 11 de la brochure « ***Nucléaire sur Saône** : documents sur le combat antinucléaire dans le Val de Saône de 1975 à 1982.* » publiée aux EP en 1997.

La revue « ***Alternatives*** » n°5 a aussi publié en 1978 : « **Désobéissance civile et luttes autonomes**». Textes rassemblés par Jacques Desmaison et Bob Nadoulek. Editions Librairies alternatives et parallèles. 1978. Dans cet ouvrage de 160 pages, un chapitre est consacré aux « Autonomes » mouvance issu de l'OCL ou du groupe « Marge » et qui va apparaître notamment après la mort des militants de la RAF en octobre 1977 dans les manifestations. Ce chapitre rappelle les 3 procès de Klaus Croissant –avocat de la RAF-, la création de l'AGPGA (Assemblée générale parisienne des groupes autonomes), les maifestations contre l'extradition en Allemagne de Klaus Croissant, le tournant du journal « Libération » et l'action des autonomes contre ce journal…

Cette revue « ***Alternatives*** » publie également un chapitre consacré à la violence : « ***Oui, mais quelle violence*** » -pages 128-129-, une mise au point de l'AGPGA « *à propos de la manif de vendredi* », un texte intitulé « Des espaces infinis s'ouvrent à l'autonomie » -pages 130-131- et un débat sur « Violence…Non violence » avec des collaborateurs de **« La Gueule Ouverte – Combat non violent ».** Le chapitre se poursuit avec une présentation des NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire) groupe à l'origine de l'exécution en 77 de Jean-Antoine Tramoni l'assassin en 72 de Pierre Overney. Dans cette revue assez complète toutes les formes de luttes non-violentes ou de désobeissance civile y sont repertorié : habitation, transport, médecine, boycott, EDF, nucléaire, impôt, renvoi de papiers militaires, insoumission, comités de soldats, justice, CAP –Comité d'Action des Prisonniers…

En 2004, Sébastien Schiffres a fait un mémoire de maîtrise dont le sujet et « **La mouvance autonome en France de 1976 à 1984** »

Quelques liens Internet sur Malville et l'écologie :

-- Histoire des luttes antinucléaires en France (2ème partie : 1976-1985)
-- Autonomes : de la révolte à l'auto-construction
-- MEMENTO MALVILLE : Une histoire des années soixante-dix
-- Histoire de l'antinucléaire
-- Pierre SAMUEL : Histoire des Amis de la Terre. 1970 – 1989 : Vingt ans au cœur de l'écologie
-- Malville : ni échec de la violence, ni échec de la non-violence
-- 31 juillet 1977 à Malville (manif contre le nucléaire) : Vital Michalon est assassiné par la police
-- Chronique des luttes antinucléaires. Il y a 30 ans, Malville. Souvenons nous de Vital Michalon.

De la fin du monde à la désobéissance civile…

Les sous-titres de la GO :

--« Le journal qui annonce la fin du monde » du n°1 –novembre 1972- au n°15 –janvier 1974-
--Du n°16 –février 1974- au n°120 –25 août 1976 : pas de sous-titres
--« hebdomadaire d'écologie politique » du n°121 –1er septembre 1976- au n°159 –26 mai 1977
--« hebdomadaire d'écologie politique et de désobéissance civile » du n°161 –9 juin 1977- au n°226 –6 septembre 1978- (période de fusion des titres La Gueule Ouverte et Combat Non-Violent)
--Du ° 227 –13 septembre 1978- au 314 –29 mai 1980- pas de sous-titres

Les quatre périodes de la GO

1- La Gueule Ouverte (mensuelle) quitte les éditions du Square
2- Devient hebdomadaire en 1974.
3- La GO fusionne en juin 1977 avec Combat non-violent pour s'intituler La Gueule Ouverte/Combat Non Violent au n°160.
4- Le titre redevient La Gueule Ouverte en 1978.
   A l'occasion des Assises de l'Ecologie à Lyon en mai 1980, la GO va faire paraître un supplément quotidien pendant 4 jours du 1er au 4 mai (n°1-2-3-4) avec le titre : « La Gueule Ouverte quotidien » et sous-titrée « Supplément à la GO n°310 ». Ces quatre numéros sont fabriqués par l'AIPN (Atelier d'Impression Presse Nouvelle) et imprimés par les travailleurs en lutte de l'imprimerie Darboy.
   La GO disparaît avec le n°314 du 29 mai 1980 avec pour titre : *Je t'aime, à bientôt.*

Une dernière tentative…

Gueule Hebdomadaire –1980-1981- résultant de la fusion de l'hebdomadaire écologiste **La gueule ouverte** avec une équipe provenant du défunt titre **Antirouille**. A partir du n°8, une partie de la « mouvance autonome » va diriger prendre la direction de **Gueule** et en modifier le contenu jugé trop électoraliste, trop écolo.
Gueule hebdomadaire n°1 –22 novembre 1980- au n°7 –21 février 1981- première période-
Gueule hebdomadaire du n°8 –7 mars 1981- au n°14 –du 9 au 16 mai 1981 –deuxième période-

Notes 2 (du chapitre 11)

Le Sauvage (supplément écolo du Nouvel Obs)

En avril 1973 paraît un magazine intitulé « **Le Sauvage** » ce mensuel consacré à l'écologie est publié par « **Le Nouvel Observateur** ».

« *Alain Hervé qui avait passé la direction des Amis à Brice Lalonde retournait à son métier de journaliste et publiait en 1972 un numéro spécial du Nouvel Observateur intitulé La dernière Chance de la Terre, il s'en vendit 300000 exemplaires. Ce succès permit le lancement du Sauvage, un mensuel qui s'adressait au grand public plutôt qu'aux militants et faisait la promotion d'une culture écologique globale. Il durera jusqu'en 1981 et sera fermé pour n'avoir pas voulu soutenir la campagne présidentielle de François Mitterrand. (Brice Lalonde, membre de la rédaction du* ***Sauvage*** *était également candidat).* » (Pierre Samuel - ***Histoire des Amis de la Terre : 1970 – 1989 : Vingt ans au cœur de l'écologie***) –1998-

La manifestation antinucléaire organisée par Pierre Fournier et le groupe « Bugey Cobayes » regroupe 15 000 personnes le 10 juillet 1971 contre la centrale du Bugey dans l'Ain. ***L'Express*** (alors dirigé par *Jean-Jacques Servan-Schreiber* évoque cette manifestation sous la plume d'André Bercoff. Signalons qu'André Bercoff est aujourd'hui chroniqueur à « ***Valeurs Actuelles*** », un magazine proche de l'extrême-droite.

A l'été 1972, ***Le Nouvel Observateur*** publie un numéro spécial sur l'écologie, c'est un succès. En avril 1973, le mensuel sur l'écologie « ***Le Sauvage*** » est lancé par *Le Nouvel Obs*.

La troisième partie du livre paru en 2011 « **Fournier précurseur de l'écologie** » par Patrick Gominet et Danielle Fournier, indique les conditions et le contexte qui ont prévalu au lancement du ***Sauvage*** par Claude Perdriel (pages 241-242, chapitre « ***L'aventure de La Gueule Ouverte*** » -pages 239 à 271). En ce début des années 70, le thème de la défense de la nature, de l'écologie, de l'antinucléaire commence à toucher la grande presse. La publication par ***le Nouvel Obs*** d'un numéro spécial écologie est la résultante d'une concurrence sur ce thème avec ***L'Express***, comme l'indique Patrick Gominet « *c'est la concurrence avec L'Express qui va favoriser le basculement écologique du Nouvel Observateur.* ».

Le Sauvage est en fait un supplément au ***Nouvel Observateur***, son orientation politique est très proche du PSU (Brice Lalonde en fut membre jusqu'en 1976), *Pierre Samuel* membre des Amis de la Terre depuis 1973, indique que lors « *d'une élection législative partielle dans le 6ème arrondissement de Paris. Brice Lalonde est candidat, avec R. Dumont comme suppléant.* » (…) « *Brice Lalonde était encore adhérent du PSU qui présentait un candidat, Victor Leduc ; il fut ainsi exclu du PSU* » (Pierre Samuel - ***Histoire des Amis de la Terre : 1970 – 1989 : Vingt ans au cœur de l'écologie***) –1998-

Notes 3 (du chapitre 11)

Les Amis de la Terre

Les AT sont en fait une filiale de l'association, Friends of the Earth (FOE), fondée en 1969 par l'écologiste Américain David Brower.

Dès la campagne de René Dumont en 1974, les écologistes vont s'orienter sur la voie de l'électoralisme.

La question du soutien au candidat de gauche au second tour des éléctions, du non-désistement se posera d'une façon récurente au mouvement de l'écologie politique.

Ainsi Pierre Samuel dans « ***Histoire des Amis de la Terre*** » précise qu'en 1974 :

> « *Entre les deux tours, Giscard d'Estaing et Mitterrand répondent à un questionnaire de René Dumont. Comme promis, son Comité de Soutien ne se prononce pas. Sous la pression de Pierre Juquin, alors responsable de l'environnement au PCF (il adhéra 15 ans plus tard aux Verts), R. Dumont fait cependant savoir que, personnellement et en tant que vieil homme de Gauche, il votera pour Mitterrand.* ».

En décembre 1977, sort chez Syros « **L'Écologie, histoire d'une subversion** » par Claude-Marie Vadrot.

Syros publie principalement les textes et analyses du PSU et proches.

Claude-Marie Vadrot vient du journal **L'Aurore**. A la suite de l'interdiction de **l'Hebdo Hara Kiri** en novembre 1970, il lance avec Évelyne Le Garrec (elle aussi à ***L'Aurore***) un « Comité de défense de la presse ». Claude-Marie Vadrot sera par la suite journaliste au **Canard enchainé** et à **Politique Hebdo**.

Dans le chapitre II « ***Les écolos par eux-mêmes*** » -pages 65 à 141, de son livre « **L'Écologie, histoire d'une subversion** », Claude-Marie Vadrot publie les textes et les débats qui agitent les écologistes, notamment sur la question de la participation aux élections, le rapport à la gauche etc.

En 1978, la question du soutien à la gauche sera beaucoup discutée et la structure « **Écologie 78** » refusera d'appeler au désistement pour la gauche au second tour (mais les électeurs et sympathisants écolos firent autrement). Après bien des péripéthies une grande partie des différentes structures nationales comme *les Amis de la Terre* ou le *Mouvement Ecologique*,

ou des structures comme *Europe-Écologie* créée pour les européennes de 1979, vont se regrouper sous l'appellation « Les Verts » en 1984.
Le PSU a joué un rôle systématique dans le mouvement écolo (voir par exemple avec la liste Alternative 81) pour le pousser vers le soutien à l'union de la gauche.

Le Mouvement Ecologique

Le ME est directement issu de la campagne de René Dumont en 1974.
Une plaquette de présentation du ME en date de 1976, indique ses objectifs, une esquisse de programme, la structure du ME et sa revue « ***Action Ecologique*** » qu'il publie depuis novembre 1975.
Une des particularités du ME c'est à la fois de se définir pour « le socialisme autogestionnaire », contre « le productivisme » et pour « la non-violence ». Mais ce qui le différencie des AT plus proche du PSU, c'est la volonté d'indépendance vis-à-vis des partis de gauche, qui se manifeste notamment par le refus de soutenir la gauche aux élections. Le ME est également très proche du MAN, mais a aussi des influences libertaires.

En 1978, le ME a sorti un « petit livre vert » intitulé : **Vers une société écologique aujourd'hui** - Projet politique du Mouvement Ecologique - Editeur: Le Sycomore - Collection: Le poing dans l'arbre. Voici le texte de présentation : « *Cet ensemble de textes ne constitue pas un programme de gouvernement et n'a pas la prétention d'être un projet politique exhaustif. C'est le bilan, à ce jour, du travail de réflexion du Mouvement écologique, association d'ampleur nationale issue de la campagne de René Dumont lors des, élections présidentielles de 1974. Textes succincts qui renvoient, pour un développement plus consistant sur tel ou tel sujet, aux publications citées en référence, série de documents élaborés en commissions, revus et corrigés par les groupes du Mouvement, ce projet voudrait être une base de travail et de réflexion. Emploi, transports, agriculture, urbanisme, économie, défense et non-violence..., bien des aspects de notre vie se trouvent être remis en question par cette approche écologique qui ne peut plus être écartée des débats politiques et économiques actuels.* ».

Lire : « ***L'Influence libertaire chez les Verts français*** » (Mémoire de 2003 par Joël GOMBIN)

Notes 4 (du chapitre 11)

Autogestion, SCOP : un éternel retour

A partir de mai 1985, le journal de VP "**Partisan**" va publier sur 5 numéros, un dossier sur les SCOP :

- 1ère partie : ***Tu MANU... avec ta SCOP*** - Partisan n°1 - mai 1985.
http://www.vp-partisan.org/article629.html
- 2ème partie : ***SCOP - Le rafiot et l'impasse*** - Partisan n°2 - juin/juillet 1985
http://vp-partisan.org/article630.html
- 3ème partie : ***Créer des SCOP ou détruire le capitalisme*** - Partisan n°3 - septembre 1985
http://vp-partisan.org/article631.html
- 4ème partie : ***A propos des SCOP*** - Partisan n°4 - octobre 1985
http://vp-partisan.org/article632.html
- 5ème partie : ***Non, nous n'avons pas à impulser des SCOP !*** - Partisan n°5 - novembre 1985
http://vp-partisan.org/article633.html?var_mode=calcul

En gros voici le point de vue défendu dans le dossier de Partisan :

-La création de SCOP peut dans certaines situations précises être un moyen pour des travailleurs de sauver leurs emplois. Mais cela ne doit pas être une fin en soi, car les règles économiques du capitalisme et de la division social du travail s'imposent à tous y compris dans les SCOP. Ce n'est pas une " question de bonne volonté " ou de " bonne gestion ".

-La SCOP ne peut être qu'une situation temporaire pour des militants conscients. Même si nous pouvons avoir un regard positif sur certains aspects de ce type d'entreprises (responsables élus, partage des bénéfices, responsabilisation, organisation autogestionnaire) en dernière analyse le système des SCOP s'inscrit dans une démarche fondamentalement réformiste (même si son intention est bonne) et brouille l'objectif qui doit être la destruction du capitalisme.

Les licenciements, les plans sociaux des années 2000-2016 ont remis en partie en selle ou au goût du jour le thème de l'autogestion, des coopératives. C'est notamment le cas avec la publication de plusieurs livres sur ce thème avec :

-« **Coopératives contre capitalisme** » de Benoit Borrits aux éditions Syllepse -octobre 2015-
-« **Autogestion, l'encyclopédie internationale** » éditée chez Syllepse en novembre 2015. Ouvrage publié en partenariat avec l'Association Autogestion.

Voici quelques indications et liens sur l'autogestion, les coopératives :

-Le 5 novembre 2013 le site internet « ***Les maîtres ignorants*** » du Centre d'autoformation à la pratique démocratique, publie une fiche pédagogique sur : « **Travail et démocratie : le cas des coopératives** »

-L'Humanité du jeudi, 22 Octobre, 2015 publie un débat avec Danièle linhart, Pierre Cours-Salies et Benoît Borrits sur le thème « Comment mettre à l'ordre du jour l'émancipation du travail ? »

-Le site de **Cerises** (de l'Association des Communistes Unitaires) publie un entretien avec Benoit Borrits réalisé le 22 janvier 2016 par Michèle Kiintz : « ***Coopératives contre capitalisme : des utopies concrètes ?*** »

Le site « **travail contre capital – solidarité internationale – autogestion socialiste** » se réclame de l'autogestion et du conseillisme. Il critique : « *la récupération du terme "Autogestion" d'une façon publicitaire (et galvaudée) et agressive par certaines fractions militantes issues de l'altermondialisme.* »

Il a notamment publié :

« ***Autogestion générale contre autogestion d'entreprises*** » -mardi 25 mars 2014-
« *Deux textes publiés récemment sur l'autogestion obligent les militants autogestionnaires issus du socialisme des conseils ouvriers à prendre position face à une campagne de désinformation sur l'actualité de l'autogestion, ou prétendue autogestion.* ».
« ***Vers l'autogestion générale : pratique ouvrière contre misère idéologique*** »
-samedi 4 avril 2015-
« ***Sur quelques falsificateurs et leurs méthodes*** » -mercredi 29 juillet 2015-
« ***L'idéologie coopérativiste anticapitaliste : arguments critiques*** » : Une critique du livre de Benoit Borrits. -11 novembre 2015-

-Le journal CQFD n°135 –septembre 2015- « ***Reprendre l'outil ! Repenser la machine ?*** »

-La revue du PTB **Études marxistes** n°110 publie en 2015 un article : « ***Les coopératives : une alternative au capitalisme ?*** » –par Bogdan Van Doninck-

-Lutte de Classe (LO) n°171 - novembre 2015
« ***Les Scop, des coopératives ouvrières dans un marché capitaliste*** » (18 octobre 2015)

-Michel Peyret sur son site « **Avec Marx** » publie le 20 janvier 2016 « ***Pierre Zarka, Benoît Borrits et les coopératives*** »

Notes 5 (du chapitre 18)

« En 1964 : La CFTC devient CFDT
En mai 1968, la CFDT appelle les travailleurs à agir sur les lieux de travail et sera à l'origine de la création des sections syndicales d'entreprises.
L'élaboration idéologique de la nouvelle centrale
La CFDT s'oriente vers l'idée de la planification démocratique. Pour se différencier du socialisme soviétique, elle veut inventer un autre type de socialisme avec la démocratie pour moteur : le socialisme autogestionnaire. Cependant il subsiste une ambiguïté dans ce projet :
-vers quel type de société ? Dépasser le capitalisme ? Le moderniser ? promouvoir une autre révolution ?
Cette approche permet des alliances politiques au sein du PSU où militent nombre de dirigeants et syndiqués de la nouvelle centrale. Ce parti est une sorte de chambre d'écho où s'affrontent ces idées défendues par Michel Rocard contre le courant laïque de Jean Poperen.
Le nouveau concept est une transformation des rapports sociaux d'une manière globale.
-Le syndicalisme dans l'entreprise n'existe légalement que depuis 1968 (création de la section syndicale d'entreprise).
Cette revendication était au cœur des revendications de la CFDT en 1968. pour elle, c'était l'instrument essentiel du contrôle ouvrier qui, à partir de l'entreprise, peut s'étendre à l'ensemble de la société.
Avant 1968, l'idée défendue était plutôt celle de la participation et de la cogestion (à l'allemande). Principe qui reste celui de la CFTC maintenue.

Stratégie
Après avoir tenté vainement le rapprochement avec FO, la CFDT s'oriente vers une autre option : le Pacte d'Unité d'Action (PUA) avec la CGT signé en 1966. Il est le fruit du refus patronal de négocier. Consciente de l'insuffisance de son influence, la CFDT s'allie à la CGT. C'est un grand tournant dans le syndicalisme français ; il va transformer considérablement le paysage social et sans aucun doute politique.
Cependant en 1968, l'analyse du mouvement qui a été quelque peu le fruit du Pacte par les deux grandes centrales françaises est différente.
Entre en 1966 et 1968, les grèves et les luttes se sont multipliées, particulièrement en 1967. Ce que l'on oublie souvent quand on ne considère ce grand mouvement social que d'un point de vue sociétal, un désir de changement du blocage de la société qui n'aurait été exprimée que par les étudiants.
A sein de la CFDT, des courants s'opposent sur la question de la stratégie du rapport avec le politique, en lien avec le rapprochement entre la SFIO et le PCF, depuis la candidature commune de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1965. Il s'était déjà posé avec le MRP après la guerre.

Dix années de contacts, de discussions, d'échec de la tentative Deferre-Mendès en 1969, aboutissent en 1970 à la signature du Programme commun.
Deux courants s'affrontent : celui de l'autonomie et celui de l'action commune.
Pour le courant autonomiste, ce qui prévaut c'est le rapport de force, l'action directe, le conflit. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est un rapprochement, un retour au syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914.
Pour les tenants de l'action commune, l'idée est que la gauche va accéder au pouvoir et qu'il faut favoriser les actions en lien avec le rapprochement politique. (Il faudra attendre 1981 pour voir cet espoir se concrétiser).
Cette stratégie se fonde sur le réalisme, dans l'hypothèse d'un syndicalisme compatible avec les orientations de la Gauche gouvernementale. Ce courant syndical met l'accent sur les négociations avec le gouvernement de gauche en vue d'établir une convergence.
Cette idée, portée dans d'autres pays, est qu'il doit y avoir un échange politique entre syndicats et gouvernement, dans la mesure où la Gauche satisfait les revendications…C'est une stratégie mise actuellement en pratique dans de nombreux pays d'Amérique latine où la Gauche, dans des conditions et avec des modèles différents, est arrivée au pouvoir.
La CFDT va épouser largement mai 1968 et le prolonge au cours des années suivantes. Elle pousse le principe de la section syndicale d'entreprise jusqu'à sa reconnaissance par la loi quelques mois après les évènements.
La reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.
Avant 1968, le syndicat ne pouvait pas s'organiser et exercer son activité de défense des salariés à l'intérieur des entreprises. Seuls les délégués élus pouvaient présenter des revendications. L'activité syndicale, recrutement, réunions, distributions de tracts d'information ne pouvaient pas avoir lieu à l'intérieur de l'entreprise. La reconnaissance de la section syndicale d'entreprise est une grande victoire du mouvement social de 1968 pour l'amélioration des droits des travailleurs salariés.
C'est une loi aussi importante que les accords Matignon en 1936 sur les délégués ouvriers et celle sur les Comités d'entreprise à la Libération. Ces trois grandes institutions installent le syndicalisme dans la société et les entreprises.
De 1970 à 1978 La CFDT s'oriente à gauche et se radicalise.
Le congrès de 1970 met en place de nouveaux statuts et propose une alternative à la société capitaliste : l'autogestion des entreprises. C'est aussi celui dont le document d'orientation analyse la société capitaliste et lui oppose une société prenant pour modèle l'expérience yougoslave. Les piliers de la doctrine sont les options pour un socialisme démocratique:

- la planification démocratique, l'autogestion, la propriété sociale des moyens de production
L'action revendicative :
L'accent est mis sur les luttes sociales et l'appui à certaines revendications comme celles concernant :
- la contestation de la hiérarchie des salaires, avec des augmentations uniformes (et non au %, à la différence de la CGT et de FO) ;
- les conditions et l'organisation du travail, peu prises en compte par la Cgt ;
- le soutien à des grèves dures et radicales peu prises en compte auparavant pour des catégories marginales du salariat : femmes, immigrés, jeunes ouvriers. C'est l'héritage de mai 68.

- au delà de l'entreprise : les luttes autour de l'école, de l'armée avec le soutien aux comités de soldats ;
- le soutien aux paysans du Larzac.

Ce sont de nouvelles thématiques qui s'épanouissent et ancrent l'identité particulière de la CFDT face à une CGT plus traditionnelle qui voit ces nouvelles formes d'action comme des luttes de type gauchiste. Comme :
- le soutien aux luttes régionalistes ;
- aux mouvements alternatifs.

Le meilleur exemple est le conflit phare de LIP à Besançon en 1973 où la CFDT est en pointe :
- occupation de l'entreprise ;
- fabrication et vente du produit pendant plusieurs années par les salariés et ensuite - après la fin de l'expérience Neuschwander (le repreneur « social ») - avec les coopératives ouvrières qui ont succédé à Lip.

Rapports avec la gauche non communiste
Le congrès d'Epinay (11 au 13 juin 1971) donne naissance au nouveau PS. Une partie des militants CFDT et du PSU s'y engagent.
Edmond Maire est élu secrétaire général en 1971. Il le restera jusqu'en 1988.
Il est plus réformiste que son prédécesseur Eugène Descamps et s'il ne s'oppose pas au programme commun signé en 72 entre le PS et le PCF, il souhaite contenir le courant unitaire suscité par la perspective politique qu'il ouvre.. Face à l'échec des partis de gauche aux élections législatives de 1973, la CFDT propose une « Union des forces populaires ».

Edmond Maire qui ambitionne de supplanter la CGT comme Mitterrand souhaite le faire du PC appuie l'idée d'assises du socialisme en 1974. La CFDT lance un appel en faveur des assises :
« la nécessité d'une force socialiste puissante et populaire, insérée dans toutes les luttes sociales dan set hors de l'entreprise, et capable d'être un pôle de rassemblement autour d'un projet socialiste fondé sur l'autogestion, nous apparaît plus urgente que jamais.
C'est pourquoi nous avons accueilli favorablement l'appel lancé par François Mitterrand….
La résolution de la direction politique nationale d u PSU exprimant la volonté de donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur et de créer les conditions d'une force politique puissante et crédible nous paraît témoigner d'un souci et d'une démarche analogue. »

Le débat entre partisans de la stratégie autonome et ceux de la stratégie convergente trouve là son illustration concrète. La concurrence entre les rocardiens et les membres du CERES de Jean Pierre Chevènement pour le contrôle du nouveau parti se répercuta au sein du Bureau national de la CFDT.
Il fallut que le conseil national adopte en 1975 un texte sur l'autonomie syndicale en avril 1975 pour clore le débat. (Réflexion 1978 p.218.219)

Le partenariat avec la Cgt s'affaiblit dans la mesure où la gauche socialiste se renforce au détriment de la gauche communiste.

En Septembre 1977, c'est la rupture du programme commun décidée et voulue par le PCF de Georges Marchais. Edmond Maire « recentre » l'action de la CFDT qui rompt le pacte d'unité d'action avec la Cgt en 78, après l'échec de la gauche aux élections législatives. Edmond rencontre Giscard d'Estaing, le Président de la République…

Le Conseil national de 1978 estime que la politisation de la CFDT a été excessive et qu'il convient d'avoir une pratique qui vise à promouvoir la négociation.

La CFDT a adhéré en 1974 à la Confédération européenne des syndicats (CES) créée en 1973.

Elle adhèrera à la Confédération internationales des syndicats libres (CISL) en 1988.

Le 38° congrès -Brest 1979.
Le rapport du bilan de la décennie défendu par Jacques Moreau est adopté. « La CFDT a marché sur deux pieds :

- un pied syndical avec la Cgt ;
- un pied politique avec la Gauche non communiste.

Cette stratégie a été une erreur, il faut abandonner le terrain politique et aussi l'unité d'action avec la Cgt. »

C'est l'idée du recentrage, de la « resyndicalisation », se concentrer sur l'activité syndicale quelque soit le gouvernement.

Les moyens choisis pour réaliser cette union des forces populaires, la nature et les contenus des alliances ne doivent pas entraver le développement propre de l'action de la CFDT et ne compromettre en rien sa fonction spécifique d'organisation syndicale, porteuse à tout moment des aspirations des travailleurs. Tout accord avec d'autres suppose donc le maintien de la capacité autonome d'action et de mobilisation de la CFDT, une maîtrise totale de sa décision en toute circonstance, quel que soit le type de rapports qu'elle établit avec ses partenaires.

La CFDT renoue secrètement des contacts avec le CNPF, considérant que la dynamique de l'union de la Gauche est brisée. C'est le retour au syndicalisme du compromis et des petits pas explique E. Maire au patronat et au gouvernement, tout en se rapprochant de FO. L'accent est mis sur le réalisme revendicatif par la négociation plutôt que sur la lutte et la grève.

De 1979 jusqu'à nos jours la CFDT privilégiera cette politique contractuelle.
On observe une certaine convergence tactique entre les conceptions du courant Rocard exprimée dans la revue Faire et celles de la revue CFDT aujourd'hui.

1981 - Face à la gauche au pouvoir.
Contrairement aux prévisions cédétistes, bien que le programme commun ait été rompu, François Mitterrand est élu.

La Gauche revient au pouvoir après 24 ans de gaullisme et gouvernements de droite, dans un contexte de crise économique depuis 1974, de chômage, d'une inflation à 14 %.

L'élection de François Mitterrand est considérée comme la possibilité d'un renouveau pour le mouvement syndical. La CFDT veut faire aboutir rapidement ses revendications prioritaires : réduction de la durée du travail, lutte contre les inégalités de salaires et de pouvoir d'achat, droits nouveaux accordés aux salariés. Pour appuyer ces revendications, elle rencontre François Mitterrand puis son premier ministre Pierre Mauroy. Toutefois, la question de la réduction du temps de travail va provoquer une première distorsion car la CFDT y voit la possibilité de diminuer les inégalités en créant des emplois et en améliorant les bas salaires. Ce point de désaccord est révélateur de l'orientation que va prendre la CFDT à partir du Congrès de Metz (1982), celle des « nouvelles solidarités ».

Les dirigeants CFDT investissent les cabinets ministériels ; ils vont jouer un rôle marquant dans le cadre des réformes de la gauche au pouvoir :

- Les lois Auroux sont inspirées du programme de la CFDT

1983. C'est le tournant économique du gouvernement d'Union de la gauche vers la rigueur.
Ce virage à 180° est accepté et défendu par Edmond Maire : il définit « les nouvelles solidarités » :
car : « les tentatives de la gauche ayant échoué, le capitalisme est indépassable. Les solidarités doivent jouer entre les salariés. »
En septembre 82, il critique le « barrisme de gauche » et en janvier 83 sur le perron de l'Elysée, il déclare que « le pouvoir d'achat est menacé et un deuxième plan de rigueur risque de devenir nécessaire ». Il critique une ligne politique attribuée au PCF et à J.P.Chevènement au sein du gouvernement en exprimant son opposition à toute radicalisation politique et le protectionnisme. (syndicalisme N° 1950).

Cette démarche est un syndicalisme de régulation sociale qui place au cœur de sa logique :
- la négociation à froid ;
- les concessions permanentes. »

(Source : Blog d'Allain Graux en 2012 « En 1964 La CFTC devient CFDT »)

Notes 6 (du chapitre 18)

« Les thèmes de la controverse publique et interne recoupent ceux soulevés par le « recentrage » de la CFDT dont la sidérurgie constitue la première expérimentation à chaud.
L'expression renvoie à l'analyse développée, en décembre 1977, par Jacques Moreau avant le conseil national du mois suivant. Sous le couvert d'une autocritique rétrospective, le « rapport Moreau » esquisse les contours d'une réorientation stratégique fondée sur le triple souci du réalisme, de la crédibilité et des résultats. La réaffirmation de l'autonomie syndicale ne participe plus seulement du rappel des ambitions cédétistes à l'égard des partis de gauche, mais se comprend aussi comme la proclamation de la disponibilité de l'organisation pour négocier de tout et à tous les niveaux. Sur cette voie, le rapport garde le cap de l'unité d'action avec la CGT, mais n'entend plus s'y enfermer de façon exclusive. Les extraits publiés par la presse syndicale alertent l'opposition interne. En 1976, déjà, lors du congrès d'Annecy, la contestation de gauche avait atteint un « point limite » aux yeux de la direction.
Dès ce moment, Moreau préconisait une « clarification » dont l'ébauche se prolonge dans le rapport de décembre 1977. De fait, les réticences du conseil national des 26-28 janvier 1978 obligent l'exécutif cédétiste à amender son texte. En avril, une nouvelle session du conseil permet toutefois à Edmond Maire, vivement contesté, de tirer argument de l'échec électoral de la gauche. L'invocation de thèmes chers à la culture cédétiste fait le reste. Au congrès de Brest, en mars 1979, le leader de la CFDT peut inviter ses camarades à « conjuguer mai 1968 et mars 1978 ». Les assises légitiment le « syndicalisme de proposition ». Approuvé par 57 % des délégués, le rapport d'activité ne recueille néanmoins qu'un soutien minimal, tandis

que l'opposition, hétérogène, rate de peu l'adoption d'amendements de tonalité radicale.
Aux prises avec une conjoncture défavorable du double point de vue économique et politique, les stratégies syndicales de la période précédente perdent de leur superbe.
Déstabilisés, les états-majors sont tentés de jouer la carte identitaire au détriment de la dynamique unitaire. Suivi de très près par les responsables de la CGT, le « recentrage » alimente la méfiance récurrente de cégétistes pressés d'y lire la traduction quasi mécanique du « glissement à droite » socialiste dénoncé par le PCF. Les raidissements à l'oeuvre de part et d'autre ont tôt fait de s'emparer de l'ambiguïté des mutations antérieures pour en nier la sincérité et les audaces. »
-Extraits de **Les relations CGT-CFDT en 1979 ; l'unité ou comment s'en débarrasser** *par Michel Pigenet. Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Paris 1/CNRS)-*

Notes 7 (du chapitre 18)

- « **Le réformisme assumé de la CFDT. Enquête auprès des adhérents** » de Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux, Henri Rey, , Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. « Fait politique », 2012.
Fiche de lecture et article de Lilian **Mathieu**

« Issue en 1964 de la déconfessionnalisation de la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) et devenue l'une des plus puissantes centrales de notre pays, la CFDT (Confédération française démocratique du travail) occupe aujourd'hui une position particulière dans le champ syndical. Celle qui a su exprimer dans l'immédiat après-Mai 68 une conception radicale des luttes du monde du travail, porteuse d'une critique renouvelée du capitalisme — via notamment la défense de l'autogestion — et au sein de laquelle se sont rassemblés de nombreux militants issus ou proches de l'extrême gauche, apparaît aujourd'hui comme une organisation particulièrement modérée, voire prête à toutes les concessions devant les exigences patronales ou gouvernementales. Plusieurs épisodes, donnant lieu à de vives polémiques au sein du monde du travail, ont consolidé cette représentation, comme en 1995 le soutien de sa secrétaire générale Nicole Notat au « plan Juppé » de réforme de la Sécurité sociale ou celui, en 2003, de son successeur François Chérèque à la réforme dite « Fillon » du système de retraite des fonctionnaires ou à celle du régime d'indemnisation des intermittents du spectacle. Initié dès les années 1970 sous la direction d'Edmond Maire, le « recentrage » de la CFDT a été vivement contesté en interne et a donné lieu à des départs répétés de militants comme de fédérations entières et, après 2003, c'est 10 % des effectifs qui ont rejoint d'autres organisations (Solidaires et la CGT en premier lieu). Qu'elle se traduise par la prise de parole en interne ou par la défection, cette contestation n'a pas ébranlé l'orientation réformiste de la direction cédétiste. Plus encore, elle semble avoir favorisé une nette homogénéisation de ses effectifs, spécialement en termes de conceptions de l'action syndicale, de valeurs et de rapport au politique ou à l'action associative.

C'est ce qui ressort de cette étude menée par quatre politistes (dont trois sont rattachés au Cevipof de Sciences Po), spécialistes de longue date du syndicalisme et plus largement de l'action collective. Conduite en 2008 et 2009, la recherche associe un volet qualitatif (69 entretiens conduits auprès militants exerçant un mandat syndical) et une enquête par questionnaire auprès de 1503 adhérents. Son principal intérêt tient à l'adoption d'une démarche « par le bas » : l'orientation de la CFDT n'est pas appréhendée au travers des prises de position publiques de ses dirigeants ou des motions adoptées lors de ses congrès, mais en étudiant les représentations et attitudes de ses militants « de base ». Le portrait qui en résulte apparaît à la fois clair et nuancé : les cédétistes adhèrent très majoritairement à la démarche réformiste de leur confédération et privilégient la négociation au rapport de force et au conflit, mais leur pragmatisme reste toujours soucieux de résultats concrets pour les travailleurs. En d'autres termes, s'ils sont convaincus qu'obtenir des avancées tangibles passe en premier lieu par un sens du réalisme et l'acceptation du compromis, même insatisfaisant, les militants de la CFDT n'ont pas pour autant remisé la grève au magasin des antiquités, ainsi qu'en témoigne le taux important de ceux qui ont à plusieurs reprises recouru à cette instrument de lutte. Simplement, la grève est à leurs yeux un « dernier recours », à ne mobiliser que lorsque l'action juridique et la négociation ont échoué.
L'ouvrage est organisé en quatre chapitres, précédés par un utile rappel historique de l'évolution de la CFDT qui permet de contextualiser la situation actuelle. Guy Groux y suggère que la phase de radicalité des années 1970 pourrait bien n'avoir été qu'une brève parenthèse, puisque l'attachement à la négociation collective est une caractéristique majeure du syndicalisme chrétien dont la CFDT est issue. Le premier chapitre aborde les motivations des cédétistes, en se centrant sur les circonstances de leur ralliement et sur les éventuels arbitrages au sein de l'offre syndicale, conduisant le futur syndiqué à privilégier une forme de « centrisme syndical », soucieux de défendre les travailleurs sans être « jusqu'au-boutiste ». La pleine adhésion à ce pragmatisme syndical est étudiée dans le deuxième chapitre. Elle apparaît spécialement dans l'objectif de défense immédiate des salariés (au niveau tant collectif qu'individuel) aux dépens d'une volonté davantage idéologique de transformation sociale, largement minoritaire (sans être totalement absente, notamment chez les plus anciens) parmi les adhérents. Elle apparaît également dans les perceptions du monde de l'entreprise, puisqu'une majorité considère que le profit est

inhérent et nécessaire à l'activité économique, et se déclare favorable à l'économie de marché. Ce « réalisme économique » et le « sens du compromis » qui l'accompagne n'empêchent pas, comme le montre le troisième chapitre, la persistance du sentiment d'appartenance à une classe (pour deux tiers à la classe moyenne, pour un tiers à la classe ouvrière), ainsi que la prégnance d'une vision de la société marquée par la lutte des classes. De fait, c'est d'une « appréhension clairement non marxiste d'une société de classe en conflit » (p. 124) que témoigneraient les adhérents de la CFDT, que vient conforter un net « libéralisme culturel » : les cédétistes témoignent d'une « vision égalitaire de la société débouchant sur un universalisme globalement fort, un libéralisme des mœurs élevé et un refus délibéré de l'autoritarisme » (p. 154). Le quatrième chapitre, consacré au rapport au politique, relève une majorité de sympathies (et pour une minorité d'engagements) pour le Parti socialiste, loin devant les inclinations pour les Verts ou le Modem. Mais ce que cette étude du rapport au politique permet surtout d'aborder est le travail pratique de délimitation des frontières du syndical et du politique auquel se livrent les cédétistes. Les thèmes ou enjeux définis comme « politiques » sont ainsi davantage conçus comme du ressort du « national » (la direction confédérale) et sont distingués du niveau le plus immédiat de l'action dans l'entreprise. Plus globalement, c'est en termes de « complémentarité », excluant toute forme de dépendance du second envers les premiers, que sont présentés les rapports souhaités entre partis politiques et syndicat.
L'ouvrage livre ainsi un portrait détaillé d'une organisation syndicale toujours puissante, dont la contestation n'est jamais parvenue à remettre en cause la démarche réformiste dessinée dès la fin des années 1970. À ce titre, il représente un apport de connaissances nouvelles particulièrement appréciable. On pourra cependant regretter certains choix de méthode et une absence de mise en perspective des résultats de l'enquête. Les éléments sociographiques sur les enquêtés (origine sociale, niveau de diplôme, carrière professionnelle…) sont rares et abordés de manière trop allusive. Surtout, les troisième et quatrième chapitres comparent les représentations et les attitudes politiques des cédétistes avec celles de la population française, telles qu'elles ressortent notamment du *European value surveys*. Il aurait été intéressant, et sans doute plus fructueux, de plutôt les comparer avec celles d'autres syndicats, ce qui aurait permis de mieux situer la CFDT au sein du champ syndical français. On peut notamment faire l'hypothèse qu'une comparaison avec Solidaires ou la CGT conduirait à pondérer l'ancrage à gauche ou l'adhésion à la lutte des classes des effectifs cédétistes. Ainsi trop centrée sur son objet, l'étude perd en capacité d'éclairage des recompositions du monde syndical et ne permet pas de penser relationnellement, dans ses rapports avec les syndicats concurrents, les évolutions de la CFDT. Reste que s'il n'accomplit pas lui-même ce travail comparatif, *Le Réformisme assumé de la CFDT* livre aux autres observateurs du monde syndical français des ressources documentaires précieuses pour le faire. »

Notes 8 (de la conclusion)

Le cas de Jean-Luc Bennahmias :

Le parcours politique de Bennahmias est très intéressant car il illustre bien l'idéologie libérale-libertaire de la deuxième gauche, critiquée par Michel Clouscard notamment dans « **Le capitalisme de la séduction** » publié en 1981 aux Editions sociales, avec la mention ***Critique de la social-démocratie libertaire*** en pages intérieures. Ce livre sera réédité en 2009 chez Delga sous le titre : « **Le capitalisme de la séduction** » et le sous-titre « ***Critique de la social-démocratie libertaire*** ».
Les éditions Delga vont republier l'ensemble des livres de Clouscard et notamment en 2005 « **Critique du libéralisme libertaire : *Généaologie de la contre-révolution, de la Révolution française aux Trente Honteuses*** –avec une préface d'Aymeric Monville.

Jean-Luc Bennahmias a couvert l'ensemble de la sphère de « **La tribu "écolo-gaucho-libertaire"** » comme le rappelle *Sylvia Zappi* dans **Le Monde** du 22-05-2007.
Il va militer successivement dans plusieurs structures et partis dont :
-Information pour les droits du soldat, Amis de la Terre, PSU, Comités Communistes pour l'Autogestion, Les Verts, le MoDem.
Il sera journaliste à **La Gueule Ouverte, Antirouille, Tumulte**. Il deviendra : secrétaire national des Verts de 1997 à 2001, coordinateur du Comité national de vigilance contre l'extrême-droite depuis 1998 et membre du Conseil économique et social de 1999 à 2004. Il est élu député européen le 13 juin 2004 pour Les Verts écologie, en 2007 il rejoint le Mouvement démocrate de François Bayrou et en devient le vice-président, en 2010 il lance la fédération Écologie et Démocratie en France et en Europe, en 2014 il rompt avec le Modem, il lance en septembre 2014 un nouveau parti : le Front démocrate. En septembre 2015, il participe à la création de l'Union des démocrates et écologistes, un mouvement écolo de centre-gauche comprenant le Front démocrate.
La GO (mais pas tous ses journalistes) avait déjà mis en avant l'appel du 18 joint (lancé par **Libération** en juin 1976), puis avait popularisé la campagne du Calumed -Comité d'Action pour la légalisation de l'Usage de la Marijuana Et ses Dérivés-, les assises pour la légalisation du haschich.
Il n'est pas inutile de constater l'influence de ce thème dans le corpus idéologique de la deuxième gauche et dans sa composition sociale petite bourgeoise (voir par exemple la liste non exhaustive des signataires**(*)** de l'appel du 18 joint).

Les journaux comme **Libération**, **la Gueule Ouverte**, **Actuel**, puis **Maintenant**, **Antirouille**… furent à des degrès divers favorables à une remise en cause de la criminalisation du cannabis.

(*) En dehors du milieu culturel, nous retrouvons Bernard Kouchner, Gilles Deleuze, Philippe Sollers, Jean-François Bizot, André Glucksmann, Philippe Val, Alain Geismar…

Jean-Luc Bennahmias s'est beaucoup investi dans la défense des « drogues douces » et particulièrement du cannabis. Ce fut d'ailleurs un cheval de bataille dans la **Gueule Ouverte** notamment dans la période entre juillet 79 et juin 80 où Bennahmias y signera huit articles **(*)** pour la dépénalisation du cannabis et de ses dérivés.

(*) -La Gueule Ouverte n°286 –7 novembre 1979- « Vers la dépénalisation » -page 16-
-La GO n°287 –14 novembre 1979- « Marie Jeanne et la loi » -pages 14-15-
-La GO n°290 –5 décembre 1979- « Histoires d'H » -page 9-
-La GO n°291 –12 décembre 1979- « Les socialistes et la drogue » -page 9-
-La GO n°298 –6 février 1980- « Déclarations en tous genres » -page 10-
-La GO n°302 –5 mars 1980- « Calumed, H : premiers bilans » -page 9-
-La GO n°306 –2 avril 1980- « Drogues - Calumed : on continue » -page 7-
-La GO n°314 –du 29 mai au 4 juin 1980- « Drogue – Roulez pour nous » -page 5-

Notes 9 (de la conclusion)

La deuxième gauche et la « drogue culture »

La décennie 70 a été marquée par le « débat » sur la distinction entre drogues « dures » ou « douces ». La « *thèse de l'escalade* » qui disait « *on commence par une cigarette de hash et on fini par une piquouse d'héroïne* », s'était révélé globalement fausse et inefficace. Il n'y avait pas de lien automatique entre le fumeur de joint et l'héroïnomane.

Toute une frange de la petite bourgeoisie, de la deuxième gauche présentait le cannabis favorablement. C'est ce que disait le *Dr Tonnelier* dans une interview publiée par « **Rebelles** –journal de l'UCJR- n°21 de mai 1980 » :

« *Autrefois c'était l'idéologie de 68. Utiliser de la drogue était perçu comme un facteur de contestation de la société. La drogue secrétait une subculture : musique, littéraire, politique. Elle représentait une certaine façon d'aborder la vie, même si c'était une impasse.* » -page 6-

Le dossier publié dans ce n°21 était intitulé « ***On en discute dans Rebelles : la drogue*** » -pages 4-5-6. Tout les aspects du sujet de la drogue était abordé sans concessions, y compris sous l'angle des risques réels, des dangers et de l'évolution des types de produits consommés.

Après plusieurs décennies où le phénomème de la consommation de stupéfiant à littéralement explosé,
Il n'est pas du tout certains qu'en 2016 le sujet du cannabis puisse être traité de la même manière qu'en 76 ou en 1980.
Nous bénéficions aujourd'hui d'un peu plus de recul sur les conséquences du cannabis sur la santé, le cerveau etc.
Le trafic et la consommation de stupéfiants (mais aussi de somnifères..) s'est largement développé depuis plusieurs décennies.

Surtout nous constatons qu'une forme de « *paix sociale* » et de « *contrôle* » fut obtenue dans les quartiers (dit difficiles), grâce à certaines tolérances, sans parler de la question de l'économie parallèle lié aux trafics, aux contrôles policier, à l'encadrement plus ou moins mafieux de ce commerce illicite (haschich/cannabis/marijuana) est lié au business du banditisme (prostitution, armes, blanchiement d'argent..).

Dans le même temps une double image médiatique, l'une défavorable et diabolisant à outrance le cannabis et l'autre s'appuyant sur une frange de la petite-bourgeoisie (artistes, chanteurs, musiciens…) fit la promotion de ce produit.

La jeunesse reste la première victime des drogues légales comme le tabac ou l'alcool, mais aussi du cannabis (drogue illicite). L'adition de ces produits n'est en rien innocent. La consommation de haschich par des adolescents notamment pose des problèmes de santé (psychologique, perte de mémoire, démotivation, paranoïa, schizophrénie, suicide…) qui se rajoute aux risques classiques des fumeurs (cancers…). Il faut aussi préciser que l'alcool et le tabac sont infiniment plus meurtriers que le cannabis.

Michel Clouscard explique très bien le rôle, les conséquences idéologiques et sociales de ce type de consommation, dont une fraction de la deuxième gauche fit irresponsablement la promotion… pour le plus grand bien (économique et idéologique) du capitalisme. Il montre comment et pourquoi la « drogue culture », les hippies furent mis en avant comme modèle de passage initiatique de la « contestation » qui elle-même était une reproduction et une intégration dans le système de classe. Une des conséquences fut le passage, le ralliement, la conversion d'une partie des gauchistes de mai 68 à la direction des entreprises, des institutions, de l'Etat capitaliste/impérialiste et de son idéologie.

Si le thème de la dépénalisation du cannabis et de ses dérivés revient épisodiquement et pas innocemment dans l'actualité, avec celui de la légalisation contrôlé (par l'Etat), il apparaît utile aujourd'hui de bien discerner dans le débat sur la dépénalisation ce qui relève de l'usage récréatif et de l'usage thérapeutique, c'est à dire médical, par exemple pour atténuer les douleurs d'un cancéreux.

Une autre raison de l'actualité de ce débat est aussi liée à l'évolution de la législation concernant le cannabis aux Etats-Unis. Les USA sont passés d'une politique répressive basée sur la prohibition du haschich pendant une quarantaine d'années à une politique de plus en plus permissive aussi bien sur l'aspect thérapeutique que récréatif.
L'évolution des USA sur ce sujet est liée à l'échec de la prohibition, mais aussi à des aspects purement économiques.
Pendant de nombreuses années aux USA, la CIA pour des raisons politiques n'a-t-elle pas volontairement introduit dans les quartiers et les ghettos noirs, des produits comme le krack ?

Nous ne pouvons pas éviter aujourd'hui ces questions d'ordre médical, politique, économique. Il faut surtout bien comprendre et montrer que dans le capitalisme la santé est soumise à la logique du profit.

Est-ce bien différent qu'une partie du marché des drogues dites douces soit contrôlée par des gangsters, des mafias ou par l'Etat capitaliste ? Les trusts de l'industrie pharmaceutique, n'ont pas vraiment de motivations philanthropiques et il est facile de comprendre que ce n'est pas la question de la santé des peuples qui préoccupe les multinationales. Il faut donc appréhender le sujet des drogues dans le cadre d'un autre projet de société.

Notes 10 (de la conclusion)

La deuxième gauche et le nucléaire

Le lien établi par la CFDT avec les fractions les plus sensibles ou elles-mêmes influencées par la deuxième gauche, passe à partir de 1975 par la question du nucléaire.

De 1975 à l'élection de Mitterrand en 81, le PS via la CFDT ou le PSU, va se livrer à une véritable entreprise de mystification visant à vider les aspects les plus radicaux de la contestation antinucléaire, et la canaliser sur la voie de l'électoralisme.
Pour ce faire, la CFDT met en avant certains dirigeants comme *Michel Rolant* (décédé en 1996), publie notamment sous l'égide du Syndicat CFDT de l'Énergie atomique : « **L'Électronucléaire en France** » aux éditions du Seuil en 1975.

En 1976, le SNPEA-CFDT produit le film "**Condamnés à réussir**" sur les conditions de travail dans l'usine de La Hague.

Le 25 juin 1979, la CFDT sur le plan national soutient activement le lancement de la pétition nationale« **Pour une autre politique de l'énergie Pour un débat démocratique sur l'énergie** » .

L'hebdomadaire **La Gueule Ouverte** n°269 –11 juillet 1979- annonce en une « **Nucléaire : interview de M. Rolant, sec. Nat, de la CFDT,** ***pages 8 & 9***. ». C'est dans ce n°269, sous le titre « **La CFDT et l'opposition à la société du nucléaire** » qu'est publié pages 8-9 : « ***Un entretien avec Michel Rolant, secrétaire national, et Hubert Prévost, secrétaire confédéral de la CFDT.***» (Propos recueillis par Emmanuel de Severac et Yves Lenoir).
Dans cette interview postérieure au 38e congrès (recentrage) et réalisée après le lancement de la pétition pour une autre politique de l'énergie. Les deux responsables de la CFDT, n'hésitent pas à utiliser un langage « lutte de classe », à mettre en avant son « projet socialiste », « *l'autogestion comme fin et moyen* », « *une certaine transformation du modèle de développement* » comme « *proposition pour l'alternative* ».

En 1980 est publié « **Le dossier électronucléaire** », Paris, Le Seuil, Préface de Michel Rolant, secrétaire national de la CFDT du syndicat CFDT de l'énergie atomique.

Il faut reconnaître que sur le sujet du nucléaire, la direction CFDT a joué un rôle important et ambigu.

Important, car il renforce :

- les liens entre le mouvement antinucléaire, écolo et le mouvement syndical et ouvrier ;
- l'opposition au PCF et à la CGT, dont les directions sont très pro-nucléaires et incarnent la première gauche dénoncée par Rocard en 77 (nationaliste, étatiste…) ;
- l'intervention dans le processus de crise interne du PCF et de la CGT, car certains militants de ce parti et de ce syndicat sont en complète opposition avec leurs dirigeants et participent à des mobilisations antinucléaires ;

Ambigu, car il renforce :

- l'image positive d'un syndicat démocratique, de luttes, ouvert aux nouveaux mouvements (régionnalistes, écolos, féministes…) ;
- l'idée d'un lien automatique entre la critique du programme électronucléaire par la direction confédérale et une analyse clairement anticapitaliste ;
- les illusions sur le projet et la nature de la CFDT ;
- une forme d'unité et de solidarité d'organisation vis-à-vis des courants oppositionnels internes ;

L'utilisation du sujet de la lutte antinucléaire par la CFDT a donc un double aspect interne et externe.

Il permet par exemple en juin 79 avec la pétition nationale « **Pour une autre politique de l'énergie Pour un débat démocratique sur l'énergie** » de limiter les critiques internes sur ses ambiguïtés, sur sa politique d'exclusion de militants oppositionnels et d'atténuer les conséquences du recentrage.

Pourtant de nombreux militants et de structures CFDT se sont prononcés contre le programme nucléaire de la bourgeoisie et militent dans des comités antinucléaires.
La CFDT avait tout intérêt à se présenter comme antinucléaire, alors que sur le fond elle ne l'était pas. Elle profitait d'une sorte de bienveillance basée sur une image plus ou moins antinucléaire, résultat de l'engagement (nécessaire et juste) de militants CFDT dans des structures nationales ou locales contre le programme électronucléaire.
La direction de la CFDT sur le fond cautionnait la logique d'un « nucléaire de gauche » c'est-à-dire nécessaire pour la société impérialiste française que gérerait Mitterrand, Delors ou Rocard.
Après avoir utilisé une partie du gauchisme de 68, de l'antinucléaire à partir de 75, la CFDT va progressivement se débarrasser de tout ça, car avec l'arrivée de la gauche au pouvoir elle n'en à plus besoin. Elle n'a plus besoin non plus de la référence à l'autogestion, au socialisme ou à la lutte des classes. Reste la réalité d'une centrale syndicale réformiste issue du cléricalisme et béquille du capital.

Signalons que sur le sujet de l'écologie, du nucléaire et de la lutte des classes, une intéressante étude du MLPD (Parti marxiste-léniniste d'Allemagne) a été publiée par *Stephan Engel* en mars 2015 aux édidions Verlag Neuer Weg sous le titre « **Alerte à la catastrophe !** » et le sous-titre « ***Que faire contre la destruction délibérée de l'unité de l'homme et de la nature ?*** ». Un des points forts de ce livre est qu'il se situe sur le terrain de l'analyse de classe concernant le mouvement écologiste, la société capitaliste/impérialiste, la critique et les dangers de l'énergie nucléaire. Il situe aussi clairement -pages 334 à 349- « *La solution de la question environnementale* » dans la perspective du « *socialisme/communisme* ».

Index des sigles

-A-
AG : Assemblée Générale
AGPGA : Assemblée générale parisienne des groupes autonomes
AJS : Alliance des Jeunes pour le Socialisme
AMR : Alliance Marxiste Révolutionnaire
ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi
APL : Agence de Presse Libération
APRE : Agence de presse réhabilitation écologique
AREV : Alternative Rouge et Verte
AT : Amis de la Terre (devient RAT –Réseau des Amis de la Terre en 1977)
ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
AUCM : Alliance pour l'Unification du Christianisme Mondial- (secte Moon)
AUE : Acte Unique Européen

-B-
BHL : Bernard Henri-Lévy
BIP : Bureau Informations Presse (Editions Démocrite)
BN : Bureau National
BP (Bureau Politique)

-C-
CALUMED : Comité d'Action pour la légalisation de l'Usage de la Marijuana Et ses Dérivés-
CAUSA : Confédérations des Associations pour l'Unification des Sociétés Américaines (branche politique de la secte Moon –AUCM-)
CC : Comité Central
CC : Coordination Communiste
CCA : Comités Communistes pour l'Autogestion
CCCP/PCF : Comité pour la Continuation du Communisme et pour forger le Parti Communiste de France
CDHR : Comité de Diffusion de l'Humanité-Rouge
CERES : Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste
CERM : Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes
CES : Collège d'Enseignement Secondaire (type d'établissement scolaire ayant existé de 1963 à 1976)
CES : Confédération Européenne des Syndicats
CEP : Collectif Eugène Pottier
CFT : Confédération française du travail (1959-1977)
CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
CFDT : Confédération Française et Démocratique du Travail

CGT : Confédération Générale du Travail
CGTU : Confédération Générale du Travail Unitaire
CHB : Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire
CIEL : Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés
CISL : Confédération Internationale des Syndicats Libres
CLISACT : Comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail
CMLF : Centre marxiste-léniniste de France
CMS : Comité Martin Soarès
CMT : Confédération Mondial du Travail
CNPF : Confédération Nationale du Patronat Français
CNT : Confédération Nationale du Travail
CNUC : Coordination Nationale Unitaire des Communistes
COBA : Comité pour l'Organisation du Boycott de la coupe du monde de football en Argentine
COBOM : Comité pour le Boycott des Olympiades de Moscou
CPROPV : Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra (UCFML)
CRC : Coordonner, Rassembler, Construire
CRS : Compagnies Républicaines de Sécurité
CSCV : Confédération Syndicale du Cadre de Vie
CSG : Contribution Sociale Généralisée
CSL : Confédération des syndicats libres. (1950-2002.)
CSLPA : Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin
CSPPS : Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques- Strasbourg

-D-
DDP : Dictature du prolétariat

-E-
EDF : Electricité de France
EELV : Europe Ecologie - Les Verts
EP: Editions Prolétariennes
EP-I : Editions Prolétariennes Infos (EP-Infos bulletin)
ES : Editions Sociales
ETA : Euskadi Ta Askatasuna *(*ETA *pour « Pays basque et liberté » en basque)*

-F-
FASE : Fédération pour une alternative sociale et écologique
FCML - Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes
FEN : Fédération de l'Education Nationale
FGA : Fédération de la Gauche Alternative
FGDS : Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste
FGM – CFDT : Fédération Générale des Métaux - CFDT
FHAR : Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire
FN : Front National
FO : Force Ouvrière (CGT-FO)
FR : Front Rouge
FR3 : France Régions 3
FSM : Fédération Syndicale Mondiale
FST : Fédération Syndicale des Travailleurs
FSU : Fédération Syndicale Unitaire
FUNK : Front uni national du Kampuchéa

-G-
GISTI : Groupe d'information et de soutien des immigrés
GLHPQ : Groupe de Libération Homosexuelle –Politique et Quotidien
GOP : Gauche Ouvrière et Paysanne - Gauche Ouvrière et Populaire
GP : Gauche Prolétarienne
GR : Gauche Révolutionnaire
GRECE : Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Nouvelle droite)
GSIEN : Groupement des Scientifiques pour l'ïnformation sur l'Énergie Nucléaire

-H-
HN : Humanité Nouvelle
HNA : Humanité Nouvelle d'Alsace
HR : Humanité Rouge
HR-b : Humanité Rouge (bimensuel)

-I-
INA : Institut National de l'Audiovisuel
IRELP : Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée

-J-
JC : Jeunesse Communiste voir aussi MJCF (autre nom de la JC), organisation de jeunesse du PCF
JCMLF : Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de France
JEC : Jeunesse Etudiante Chétienne
JO : Jeux Olympiques
JO : Journal Officiel
JOC : Jeunesse Ouvrière Chrétienne

-L-
LCR: Ligue Communiste Révolutionnaire
LDH : Ligue des droits de l'Homme
LO : Lutte Ouvrière

-M-
MCF(ML) -Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste)-
MCI : Mouvement Communiste International
ME : Mouvement Ecologique
MEDEF : Mouvement des entreprises de France
MJCF (Mouvement de la jeunesse communiste de France) organisation de jeunesse du PCF
M-L : Marxiste-Léniniste ou Marxisme-Léninisme
MLAC : Mouvement Pour l'Avortement et la Contraception
MLPD : Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands (Parti marxiste-léniniste d'Allemagne)
MODEM : Mouvement Démocrate (François Bayrou)
MRAP : Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
MRG : Mouvement des Radicaux de Gauche

-N-
NAPAP : Noyaux armés pour l'autonomie populaire
NVO : Nouvelle Vie Ouvrière

-O-
OCFml : Organisation Communiste de France Marxiste-Léniniste
OCD : Organisation des communistes démocratiques –deviendra Cercles des Communistes démocratiques-
OCI : Organisation Communiste Internationaliste - deviendra PCI
OCL : Organisation Communiste Libertaire
Ocml-VP : Organisation Communiste Marxiste-Léniniste Voie Prolétarienne
OCR : Organisation Communiste Révolution
OCT : Organisation Communiste des Travailleurs
ORPCF : Organisation pour la reconstruction du parti communiste de France
ORPCF (ml) : Organisation pour la reconstitution du parti communiste de France (marxiste-léniniste)
OSR : Opposition Syndicale Révolutionnaire
OURS : Office Universitaire de Recherche Socialiste

-P-
PAC : Parti pour une Alternative Communiste
PCF: Parti Communiste Français
P « C » F : il s'agit du PCF. Cette façon d'écrire P « C » F est dans la tradition des mouvements et partis marxistes-léninistes des années 60-70- qui indique en mettant des guillemets au c de communiste que pour eux le P « C » F n'est pas ou n'est plus communiste.
PCE : Parti Communiste Espagnol
PCI : Parti Communiste Internationaliste

Pcint : Parti Communiste International
PCI : Parti Communiste Italien
PCML : Parti Communiste Marxiste-Léniniste (nouveau nom du PCMLF interdit en 68)
PCMLF : Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France
PCOF : Parti Communiste des Ouvriers de France
PCR : Parti Communiste Révolutionnaire
PCRML : Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste
PFN : Parti des Forces Nouvelles
PG : Parti de Gauche
PLR : Pour La Révolution
PLS : Pour le socialisme (journal)
PLP : Pour Le Parti (organisation puis journal)
PRCF : Pôle de Renaissance Communiste de France
PS : Parti Socialiste
PSU: Parti Socialiste Unifié
PTA : Parti du Travail d'Albanie
PTB : Parti du Travail de Belgique

-Q-
QdP : Quotidien du Peuple
QFA : Que Faire Aujourd'hui ?

-R-
RAF : Rote Armee Fraktion : également connue sous le nom de Bande à Baader- Fraction Armée Rouge
Révolution ! (voir OCR)
RCC : Rassemblement des Cercles Communistes
RFA : République Fédérale d'Allemagne
ROCML : Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
RPR : Rassemblement Pour la République (voir UDR – UNR)
RTL : Radio Télé Luxembourg
RTT : Réduction du temps de travail

-S-
SCOP : –Société Coopérative Ouvrière de Production-
SFIC : Section Française de l'Internationale Communiste
SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière
SGEN : Syndicat de l'Education Nationale (SGEN-CFDT)
SGT : Syndicat Général des Travailleurs
SNPEA-CFDT : Syndicat national du personnel de l'énergie atomique-CFDT
SO : Service d'Ordre
SUD : solidaires, unitaires, démocratiques

-T-
TCE : Traité Constitutionnel Européen
TINA » (there is no alternative)
TPFA : Tribunal Permanent des forces Armées

-U-
UEC : Union des Etudiants Communistes
UCFML : Groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes
UCJR : Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire
UD : Union Départementale
UDR : Union pour la défense de la République
UFC : Union Fédérale des Consommateurs
UIMM : Union des Industries et Métiers de la Métallurgie
UJAFAI : Union des Jeunes Anti-Fascistes et Anti-Impérialistes (groupe de jeunes du PCOF)
UJCML : Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes
UJP : Union des Jeunes de Progrès
UJRF : Union de la jeunesse républicaine de France
UL : Union Locale

UMP : Union pour un Mouvement Populaire
UNR : Union pour la Nouvelle République
URCF : Union des Révolutionnaires Communistes de France
URP : Union de Résistance Populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre (ex-CSPPS)
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
UTCL : Union des Travailleurs Communistes Libertaires

-V-
VLR : Vive La Révolution
VP : Voie Prolétarienne (également Ocml-VP)

Bibliographie

Livres :

-« **100 ans après la Commune. Problèmes de la révolution socialiste en France** » Semaine de la pensée marxiste » (22 – 29 avril 1971) – CERM- Editions sociales 1971-
-« **1968-1982 : le mouvement ouvrier français : crise économique et changement politique** » Mark Kesselman et Guy Groux -éditions ouvrières -1984-
-« **68, une histoire collective (1962-1981)** » - sous la direction de Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, La Découverte, 2008.
-« **A contre-courant –1963-1986** » Jacques Jurquet –2001- Le temps des cerises
-« **Actuel par Actuel :** ***chronique d'un journal et de ses lecteurs 1970 – 1975*** –Dire/Stock 2- 1977- »
-« **Adieux au prolétariat** » André Gorz 1980-
-« **Alerte à la catastrophe !** ***Que faire contre la destruction délibérée de l'unité de l'homme et de la nature ?*** » par *Stephan Engel* aux édidions Verlag Neuer Weg - Mars 2015.
-« **Année de feu Algérie 1954-1956** » - par Jacques Jurquet- collection Mémoires du XXe siècle -1997-
-« **Appel aux vivants** » Roger Garaudy –Editions du Seuil 1979-
-« **Arracher la classe ouvrière au révisionnisme** » Jacques Jurquet –E100- 1976
-« **Attention médias ! – Les médiamensonges du Golfe - Manuel anti-manipulation** » Michel Collon –EPO 1992-
-« **Autogestion la dernière utopie** » par Frank Georgi - éd. Publications de la Sorbonne, 2003-
-« **Autogestion, l'encyclopédie internationale** » éditée chez Syllepse en novembre 2015. Ouvrage publié en partenariat avec l'Association Autogestion.
-« **A droite toute ! Le tournant des années 1980** » *Marco Sazzetti* aux Editions Libertaires –2013-
-« **A la gauche du Christ - Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours** » sous la direction de Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel –Seuil 2012-
-« **Bête, méchant et hebdomadaire** : *Une histoire de Charlie Hebdo (1969-1982)* par Stéphane Mazurier –Buchet . Chastel- 2009
-« **Catalogue du prêt à penser français depuis 1968** » Serge Quadruppani -Editions Balland 1983-
-« **Caron-Ozanne : Une expérience d'autogestion en Normandie. 1975-1977** » : Patrice Brückmann, Pierre Coftier, Alain Lambert, François Le Gros. Préface de Charles Piaget. - Cahier du Temps en 2009-
-« **Cet étrange Monsieur Blondel : enquête sur le syndicat Force ouvrière** » Christophe Bourseiller -Bartillat 1997-
-« **C.F.D.T. Le rêve et la vie** » Jean-Claude Poulain – ES 1981-
-« **CGT 1895 – 1995 : Le premier siècle** » – VO Éditions- 1995-
-« **Changer de cap : programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire** » PCF 1971 ES
-« **Chômage et violence** – Longwy en lutte» -Claude Durand- Galilée- 1981-
-« **Comment la mondialisation a tué l'écologie : Les politiques environnementales piégées par le libre-échange** » - Aurélien Bernier- juin 2012 –Mille et une nuit-
-« **Communisme : La Mutation** » Robert Hue -Stock- 1995- .
-« **Communisme et Nazisme. 25 réflexions sur le totalitarisme au XXe siècle.** -Alain de Benoist- aux éditions du Labyrinthe- 1998
-« **Contre la nouvelle philosophie** » *François Aubral* et *Xavier Delcourt –1977*
-« **Contre la politique professionnelle** » Jacques Julliard Le Seuil –1977-
-« **Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste de type nouveau** » par A. Badiou, H. Jancovici, D. Menetrey, E. Terray - Éditions François Maspéro –juin 1969-
-« **Coopératives contre capitalisme** » de Benoit Borrits aux éditions Syllepse -octobre 2015-
-« **Crise économique et conflit sociaux dans la Lorraine sidérurgique** » - Christian de Montlibert –L'Harmattan 1989-
-« **Critique du libéralisme libertaire** : ***Généaologie de la contre-révolution, de la Révolution française aux Trente Honteuses*** » - Michel Clouscard, préface d'Aymeric Monville - Delga 2005-

-« **De l'Amphi à l'établi : Les étudiants maoïstes à l'usine 1967-1989** » *Marnix Dressen*- éditions Belin- 2000.
-« **De trotsky aux trotskysmes : Éléments pour un débat** » Léo Figuères –éditions Le temps des cerises- 2012.
-« **Des Verts de toutes les couleurs . Histoire et sociologie du mouvement écolo** » par *Jean-Luc Bennahmias* et *Agnès Roche* - Albin Michel 1991-
-« **Deuxième retour de Chine** » Claudie et Jacques Broyelle, Evelyne Tschirhart –Seuil- 1er trimestre 1977.
-« **Dictionnaire de l'extrême gauche** » de Serge Cosseron -Larousse 2007-
-« **Dictionnaire des livres et journaux interdits** » de Bernard Joubert –Cercle de la Librairie -2007
-« **Dribleurs de l'indépendance : L'incroyable histoire de l'équipe de football du FLN algérien** » -de Michel Nait-Challal (Auteur), Rachid Mekloufi (Préface) -Editions Prolongations - avril 2008
-« **Ecoovie: le mic-mac des services secrets** » par Jean-Frédéric Deliège et Philippe Brewaeys- EPO Dossier (1990).
-« **Eloge de la passe – Changer le sport pour changer le monde** » -Les éditions libertaires- 2012
-« **Faut-il brûler les nouveaux philosophes ?** *–Le dossier du « procès » établi par Sylvie Bouscasse et Denis Bourgeois* – Nouvelle éditions Oswald- septembre 1978
-« **Fin d'un monde ouvrier. Liévin, 1974** » (Éditions de l'EHESS) par Marion Fontaine 2014
-« **Football je t'aime moi non plus - Le football : l'art ou la guerre ? »** -par Jean-Claude Trotel - Editions l'Harmattan - Décembre 2000-
-« **Fournier précurseur de l'écologie** » par Patrick Gominet et Danielle Fournier -*Dessins et chroniques de Pierre Fournier parus dans Hara-Kiri, Charlie Hebdo et La Gueule Ouverte.* » Les Cahiers dessinés -2011-
-« **Georges Marchais : L'inconnu du Parti Communiste Français** » *Thomas Hofnung –l'Archipel -2001*
-« **Génération** » –tome 2 Les années de poudre » de Hervé Hamon et Patrick Rotman- Editions du Seuil –1988-
-« **Génération Occident** » Frédéric Charpier–Seuil 2005-
-« **Histoire d'un film mémoire d'une lutte** » de Tangui Perron- Editions Scope et Périphérie- 2007-
-« **Histoire du phénomène stalinien** » *Jean Elleinstein –1975*
-« **Histoire du journal et des Éditions Vaillant** » -par Henri Filippini- éditions Glénat 1978-
-« **Histoire générale de l'ULTRA-GAUCHE** » Christophe Bourseiller -2003 chez Denoël
-« **Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours . Le vrai visage du capitalisme français** » –La découverte 2009- Sous la direction de Benoît Colombat et David Servenay avec Frédéric Charpier, Martine Orange, Erwan Seznec-
-« **Il n'y a pas d'alternative : Trente ans de propagande économique** » Par *Bertrand Rothé, Gérard Mordillat* -Seuil - Mai 2011-
-« **Ils ont tué Pierre Overney** » par Morgan Sportès- chez Grasset en 2008-
-« **IMRO : Des travailleurs aux pieds nus**. » - la lutte des travailleurs de l'Imprimerie Rouennaire ra contée par eux-mêmes - éditions Fédéerop 1977-
-« **Industriels et Banquiers sous L'occupation - La collaboration économique avec Le Reich et Vichy** » Annie Lacroix-Riz - Armand Colin 1999
-« **Je suis ou je ne suis pas Charlie ? - *Réflexions sur la guerre, la terreur, l'islam et la liberté d'expression*** » par Michel Collon -Editions : Investig'action- » -2015-
-« **Jean Kanapa 1921 – 1978 une singulière histoire du PCF** – **Gérard Streiff** -L'Harmattan -mars 2011- ».
-« **Karl Marx histoire d'un bourgeois allemand** » Françoise P. Lévy –Grasset Coll Figures- 1976-
-« **L'affaire Jivago : le Kremlin, la CIA et le combat autour d'un livre interdit** » Peter Finn et Petra Couvée –Editions Michel Lafon- 2015-
-« **L'âge de l'autogestion** » Pierre Rosanvallon – ed. le Seuil 1976-
-« **L'alternative – changer le monde et la vie** » Roger Garaudy -Éditions Robert Laffont.
-« **l'Archipel du goulag** » *Alexandre Soljenitsyne*- Seuil 1974-
-« **L'assassin était chez Citroën** » -Marcel Caille- Éditions Sociales 1978-
-« **l'Ange** » de Christian *Jambet* et Guy *Lardreau –1976*-
-« **L'Écologie, histoire d'une subversion** » Claude-Marie Vadrot – Ed. Syros - Décembre 1977.
-« **L'économie à bras-le-corps** » Philippe Herzog -Édition Sociales –1982-
-« **L'effet Le Pen . Dossier présenté et établi par Edwy Plenel et Alain Rollat** » -La Découverte- Septembre 1984.
-« **L'effroyable imposture** » Thierry Meyssan –Carnot 2002-
-« **L'Électronucléaire en France** » par le syndicat CFDT de l'énergie atomique. Editions du Seuil 1975.
-« **L'Empire Moon** » par Jean-François Boyer -Éditions La Découverte –1986-
-« **L'Enfant juif et l'enfant ukrainien : *Réflexions sur un blasphème*** » **Benoît Rayski** - Éditions de l'Aube 2001-
-« **L'entreprise des patrons rouges** » Jean Lerède et Jean-Claude Blanchet -chez Fayard en 1979.
-« **L'espoir au présent** » Georges Marchais –Éditions Sociales 1980-
-« **l'État et la révolution** » V.I. Lénine 1970 - Éditions de Pékin
-« **L'établi** » de *Robert Linhart* –Éditions de Minuit 1978
-« **L'Idéologie Européenne** » Benjamin Landais, Aymeric Monville, Pierre Yaghlekdjian -Éditions Aden- 2008-
-« **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme** » Vladimir Ilitch Lénine – Editions de Pékin 1966- voir également tome 22, pages 201 à 327 des oeuvres complètes de Lénine aux Editions du Progrès Moscou 1973

-« **L'occasion manquée Été 1984 : Quand le PCF se referme** » Roger Martelli -Éditions Arcane 17-.
-« **L'opium sportif** – La critique radicale du sport de l'extrême gauche à **Quel Corps ?** » de Jean-Pierre Escriva et Henri Vaugrand – Editions L'Harmattan 1997-
-« **L'union de la Jeunesse Républicaine de France, 1945-1956 : Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste** » par Guillaume Quashie-Vauclin, préface de Michel Dreyfus - L'Harmattan, mai 2009-
-« **L'Union est un combat** ***: textes et documents de Maurice Thorez, Waldeck Rochet, Georges Marchais.*** *Présentés par Etienne Fajon* » aux *Éditions Sociales*. 1975
-« **La barbarie à visage humain** » *Bernard-Henri Lévy* Grasset 1977
-« **La CFDT, un passé porteur d'avenir. Pratiques syndicales et débats stratégiques depuis 1946** » Pierre Cours Salies -La Brèche-PEC- 1988.
-« **La bête sauvage** – ***Métamorphose de la société capitaliste et stratégie révolutionnaire*** » Michel Clouscard – Messidor/Editions Sociales 1983-
-« **La cuisinière et le mangeur d'hommes** » André Glucksmann –1975- Seuil
-« **La dernière génération d'Octobre** » Benjamin Stora -Stock 2003-
-« **La deuxième droite** » Jean-Pierre Garnier et Louis Janover -éditions Robert Laffont- février 1986-
-« **La deuxième gauche** - ***Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*** » –Hervé Hamon et Patrick Rotman– 1982 - Ramsay éditions.
-« **La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980** » François Cusset - La Découverte, 2006
-« **La fabrique d'une génération. Georges Valero, postier, militant et écrivain** » Christian Chevandier - Les Belles Lettres –2009.
-« **La Force du vertige** » André Glucksmann –Grasset novembre 1983-
-« **La Gauche radicale et ses tabous: Pourquoi le Front de gauche échoue face au Front National** » –Aurélien Bernier- éditions du Seuil- 2014
-« **La grande secousse - PTT grève d'octobre-novembre 1974 : Pages d'histoire sur la grève (Colloque Lyon, 17 juin 2004)** » –Institut d'Histoire sociale CGT-PTT- 2004 -
-« **La gestion sociale-démocrate : Critique de gauche du gouvernement de gauche** » René Georges Lefort- Editions Claude Palmer 1984-
-« **La guerre civile en France** » Karl Marx –Editions de Pékin 1972-
-« **La lutte contre le fascisme - Les écrits de R. Palme Dutt** » 1981 –lignes de démarcation- Montréal.
-« **La Nouvelle classe ouvrière** » Serge Mallet –Editions du Seuil 1963-
-« **La propagande dans la BD : Un siècle de manipulation en images** » par ***Fredrik Strömberg*** -Eyrolles- 2010-
-« **La provocation** » *Régis de Castelnau, Daniel Voguet, François Salvaing* aux Editions Sociales en 1980.
-« **La question scolaire 1975-1984 Evolution et permanence** » Jean-Paul Visse- Septentrion Presses Universitaires- 1995-
-« **La République de Longwy. Un siècle de luttes sociales au pays du fer** » par Guy-Joseph Feller –Editions Serpenoise – 2000-
-« **La République du centre. La fin de l'exception française.** » François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon - Fondation Saint-Simon- Editions Calmann-Lévy 1988, réédition 1994-
-« **La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français** » -tome 1 (1850-1920) - Éditions du Centenaire / E100- 1ère édition 1973 et 2ème édition augmentée 1979 - Jacques Jurquet-
-« **La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français** » -tome 2 (1920-1939) - par Jacques Jurquet- - Éditions du Centenaire / E100- -1974-
-« **La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français** » -tome 3 (1939-1945) par Jacques Jurquet- Éditions du Centenaire / E100- 1979-
-« **La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français** - ***Algérie 1945-1954 : Des élections à la lutte armée*** » - tome 4 de La Révolution Nationale Algérienne et le Parti Communiste Français - par Jacques Jurquet- co-édité par: Le Monde en Marche et les Éditions du Centenaire / E100 –1984-
-« **La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky** » V. Lénine 1970 éditions de Pékin
-" **La question coloniale et la politique du PCF 44/47** " -par Grégoire Madjarian- 1977 -Editions François Maspero- Collection Yenan "Propositions et documents"
-« **La Vendée – Vengé : le génocide franco-français** » Reynald Secher (1986)
-« **La Yougoslavie est-elle socialiste ?** » PCC éditions de Pékin 1963
-« **Le capitalisme de la séduction** » par Michel Clouscard- Editions sociales 1981. Réédité chez Delga en 2009 avec le sous-titre : *Critique de la social-démocratie libertaire.*
-« **Le communisme désarmé :** ***Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*** » par Julian Mischi -contre-feux – Agone- 2014-
-« **Le Défi démocratique** » Georges Marchais –1973- Grasset
-« **Le Désenchantement des Clercs.** ***Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 1968*** » par François Hourmant - PU Rennes (1 mai 1997).

-« **Le dossier électronucléaire** » par le syndicat CFDT de l'énergie atomique. Préface de Michel Rolant, secrétaire national de la CFDT. Seuil 1980.
-« **Le football une peste émotionnelle : La barbarie des stades** » Jean-Marie Brohm et Marc Perelman –Folio 2006-
-« **Le Livre noir du capitalisme** » ouvrage collectif -Le Temps des Cerises- 1998
-« **Le Livre noir du communisme.** ***Crimes, terreur, répression*** » sous la direction de Stéphane Courtois - Éditions Robert Laffont- 1997
-« **Le Livre noir de la Révolution française** » Éditions du Cerf –2008-
-« **Le mouvement ''maoïste'' en France** » Patrick Kessel –UGE tome 1 – 1972 –tome 2 –1978
-« **Le mythe des jumeaux totalitaires. Fascisme méthodique et renversement du communisme** » Michael Parenti – éditions Delga- 2013.
-« **Le mythe olympique** » Jean-Marie Brohm –éditions Christian Bourgois 1981-
-« Le parti communiste au carrefour : Essai sur quinze ans de son histoire 1965-1981 » François Hincker -éditions Albin Michel- 1981
-« **Le parti communiste français devant l'Internationale-** Discours des camarades Manouilski, Thorez, Piatnitski, Barbé... etc. à la XIe session plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste 1931 (Les Documents de l'Internationale communiste) –éditions Gît-le-Cœur 1969- »)
-« **Le printemps révolutionnaire de 1968 – essai d'analyse marxiste-léniniste** » Jacques Jurquet éditions gît-le-coeur – 1968-
-« **Le pull-over rouge** » Gilles Perrault 1978
-« **Le putsch d'Amaury –Main basse sur la presse** » Dossier des travailleurs du « Parisien Libéré » -éditions sociales 1976-
-« **Le réformisme assumé de la CFDT. Enquête auprès des adhérents** » Martine Barthélemy, Claude Dargent, Guy Groux et Henri Rey membres du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) - Les Presses de Sciences Po, coll. « Fait politique ».
-« **Le Sanglot de l'homme blanc** - ***Tiers-monde, culpabilité, haine de soi*** » Pascal Bruckner - Éditions du Seuil – 1983-
-« **Le socialisme pour la France** » *Editions Sociales 1976*
-« **Le Syndicalisme à mots découverts. Dictionnaire des fréquences (1971-1990)** » de A.-M. Hetzel, J. Lefvre, R. Mouriaux, M. Tournier, Editions Syllepse, 1998.
-« **Le temps du Miroir : Une autre idée du football et du journalisme** » par **François Thébaud -** Éditions Albatros (1982).
-« **Le temps travaille pour nous – Militant syndical dans les années 1990 –** ***Crise Nouvelle technologie Internationalisation*** » -EPO 1991- écrit par *Jo Cottenier* et *Kris Hertogen*
-« **Le trotskysme, cet antiléninisme** » Léo Figuères –Éditions Sociales- 1969.
-« **Les bouches s'ouvrent : Une crise dans le Parti Communiste** » écrit par Henri Fiszbin en collaboration avec Maurice Goldring et Jean-Jacques Rosat –Grasset- 1980.
-« **Les communistes et l'Etat** » Lucien Sève, Jean Fabre et François Hincker –1977-
-« **Les déclassés** » roman autobiographique de Jean-François Bizot – 1976
-« **Les éditocrates ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi** » par : Mona Chollet – Olivier Cyran – Sébastien Fontenelle – Mathias Reymond –La Découverte 2009-
-« **Les Enragés du football: L'Autre Mai 68** » Par Faouzi Mahjoub, Alain Leiblang, François-René Simon - Edition Calmann -Levy - 2008-
-« **Les Féministes de la CGT. Histoire du magazine Antoinette (1955-1989)** » Jocelyne George -Éditions Delga -2011
-« **Les grandes luttes de la France ouvrière** » -Alain Rustenholz- Les beaux jours- 2008-
-« **Les hommes du Vatican… et leurs bedeaux politiques** » les Éditions libertaires et l'IRELP –octobre 2015)
-« **Les Intellectuels contre la gauche.** ***L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*** ») *Michael Christofferson – 2009- Agone*
-« **Les intellectuels et le football** » Marc Perelman, Les Editions de la Passion, 2002
-« **Les intellectuels faussaires : Le triomphe médiatique des experts en mensonge** » par Pascal Boniface –Jean-Claude Gawsewitch Editeurs 2011-
-« **Les maîtres penseurs** » André Glucksmann –mai 1977- Grasset
-« **Les Maoïstes –La folle histoire des gardes rouges français-** » Christophe Bourseiller -Plon 1996
-« **Les meutes sportives . Critique de la domination** » Jean-Marie Brohm – L'Harmattan 1993-
-« **Les nouveaux désinformateurs** » - Guillaume Weill-Raynal- 2007 -Armand Colin-
-« **Les pacifistes contre la paix : Nouvelle lettre aux Occidentaux** » par Vladimir Boukovski -chez Robert Laffont- 1982-
-« **Les révolutionnaires dans la France social-démocrate 1981-1995** - Pierre Turpin l'harmattan 1997
-« **Les trotskysmes** » Daniel Bensaïd –PUF- 2002
-« **Les truands du patronat** » Marcel Caille –ES 1977-
-« **Les valets de la Guerre froide . Comment la République a recyclé les collabos** » Frédéric Charpier –FB éditeur 2013-
-« **Les vingt ans qui ont changé la CGT** » Leïla de Comarmond - Editions Denoël 2013.

-« **Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary** » -par Guy Hocquenghem- Albin Michel – 1986-
-« **Longwy - Immigrés et prolétaires, 1880-1980** » Gérard Noiriel – PUF 1984-
-« ***Mémoires à nos petits-enfants –1956-1976*** » **Mes années 68 ou le chant des lendemains** » - Raymond Casas - PUF 1998
-« **Militant chez Simca-Chrysler** » Henri Rollin- Editions sociales (1977)
-« **Mon Camarade, Vaillant, Pif : L'Histoire complète 1901-1994** - Les journaux pour enfants de la mouvance communiste et leurs BD exceptionnelles » par Richard Medioni - Vaillant Collector 2012-
-« **Mon PSU** (***Dialogue avec Stéphane Sitbon-Gomez*****)** » de Guy Philippon – Les Petits matins – 2013-
-« **Nous l'avons tous tué ou « ce juif de Socrate !…** » *Maurice Clavel* -Seuil –mai 1977-
-« **Ni Marx ni Jésus** » Jean-François Revel 1976
-"**Nouveaux philosophes et antimarxisme : Autour de *Marx est mort* de Jean-Marie Benoist**" -L'harmattan- novembre 2009-
-« **On m'appelait l'Ange Vert** » Dominique Rocheteau - le Cherche-Midi, 2005.
-« **Parlons franchement** » Georges Marchais –Grasset- décembre 1977-
-« **Pif Gadget : La véritable Histoire des origines à 1973** » Richard Médioni- Vaillant Collector 2003
-« **Poème pédagogique** » (en trois tomes) Anton Séménovitch Makarenko - Editions En Langues Étrangères – Moscou - 1950
-« **Pour une nouvelle culture politique** » Patrick Viveret et Pierre Rosanvallon -le Seuil –1977-
-« **Pour une stratégie autogestionnaire** » *Félix Damette et Jacques Scheibling Entretiens avec Gilbert Wasserman –ES 11 septembre 1979*
-« **Programme Commun de gouvernement du PC et du PS** » ES 1972
-« **Programme commun L'actualisation à dossiers ouverts** » Pierre Juquin, préfacé par Charles Fiterman avec des textes de Georges Marchais - Editions Sociales 1977
-« **Propriété et expropriations.** ***Des coopératives à l'autogestion généralisée*** » textes de Karl Marx et Friedrich Engels, présentés par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka –Sylepse 2013
-« **Reconversions militantes** », ouvrage collectif (Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien, Sylvie Tissot) - Presses universitaires de Limoges - 2006-
- « **Rencontre avec un paysan français révolutionnaire** » -Suzanne Bernard -Jean-Jacques Pauvert éditeur- 1977-
-« **Si Rocard avait su…** ***Témoignage sur la deuxième gauche*** **»** par Robert Chapuis -L'Harmattan, Le poing et les roses, 2007-
-« **Sociologie politique du sport** » Jean-Marie Brohm –Editions J-P Delarge- 1976-
-« **Staline** » par *Maurice Hartmann* aux Éditions Éclectiques –1979-
-« **Syndicalistes et libertaires :** ***Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires (1974-1991)*** Théo Rival –Éditions d'Alternative libertaire- juin 2013
-« **Syndicats et unité** » Henri Krasucki -ES 1980-
-« **TF1 un pouvoir** » par Pierre Péan et Christophe Nick – Editions Fayard » 1997-
-« **Un autre regard sur Staline** » de Ludo Martens –EPO 1994-
-« **Un Communiste rencontre des Catholiques** » Guy Créquie -1981 L'Harmattan-
-" **Un homme en trop** " ***réflexions sur 'L'Archipel du Goulag'*** Claude Lefort 1976
-« **Une jeunesse française : François Mitterrand 1934 – 1947** » –Pierre Péan- Ed Fayard 1994-
-« **Ukraine, le coup d'Etat fasciste orchestré par les Etats-Unis** » *(ouvrage collectif écrit sous la direction de Stephen Lendman, publié par les Editions Delga, trad. D. Sillou).*
-« **Union, Programme Commun, Socialisme : Le Parti Communiste propose. XXIe Congrès- Rapport de G. Marchais. Résolution.** » édité par le PCF – 1974-
-« **Un pavé dans l'Histoire – Le débat français sur Le livre noir du communisme** » - Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis chez Robert Laffont en 1998-
-« **Vaillant 1942-1969 : La véritable Histoire d'un journal mythique** » -Hervé Cultru- Vaillant Collector 2006
-« **Vendée : du génocide au mémoricide : Mécanique d'un crime légal contre l'humanité** Reynald Secher (préfaces d'Hélène Piralian, Stéphane Courtois et Gilles-William Goldnadel), éditions du Cerf, 2011.
-« **Volontaires pour l'usine.Vies d'établis 1967-1977** » de *Virginie Linhart- 1994-*

Brochures :

« **Accumuler des forces pour la révolution socialiste** » Documents du 1er congrès de l'OCF (ml) –Supplément à Drapeau Rouge- 1977
« **Argentine: L'impérialisme français en question »** CSLPA –1978-
« **CFDT : Le recentrage ou la gestion de l'austérité** » supplément à *Critique Communiste n°25* –éditions la brêche-. (LCR) 10 avril 1979
«Denain, Longwy, Dunkerque… De la colère à la lutte » Le point de vue du Parti Communiste Marxiste-Léniniste face aux licenciements dans la sidérurgie. 1979

" **Face au gauchisme moderne** " PCMLF -1972
« **Histoire politique du mouvement des foyers Sonacotra** » UCFML Editions Potemkine 1981
« **Journal de grève : 30e anniversaire de la grève des PTT en 1974…ou du regret de ne pas avoir connu la CNT !** » **brochure syndicaliste n°13 – Jean Pierre Lardin -** ed. CNT-RP, 2005 –
« **La question de l'énergie nucléaire** » Jean Nestor – Les Communistes Marxistes-Léninistes de France –janvier 1978-
« **La Révolution prolétarienne en France. Comment édifier le Parti de l'époque de la pensée de Mao Tsé toung** » 1972 -François Maspero- groupe pour la fondation de l'UCFML
« **La gauche toujours plus à droite** » 1982 (Ocml-VP)
« **Le mouvement ouvrier 1815.1977** » 1978 – CFDT-réflexions
« **Le PCF : " Parti de gouvernement "** *Recueil d'articles parus dans La Forge de juillet 1981 à Mars 1982* » Edition En Avant – Avril 1982-
« **Le Programme Commun de "la gauche" = Un Programme Bourgeois !** » 1973 – (FR)
« **Le phénomène Le Pen et le processus de fascisation** » – 1989- (PCOF)
« **Les marxistes contre l'autogestion** » 1974 -SELIO éditions. (OCI)
« **LONGWY 1979 : illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière** » –Editions Potemkine- UCFML -
-« **Moscou 80 : boycott des jeux olympiques. Solidarité avec les travailleurs et les peuples d'URSS** » COBOM 1979-
« **Mouvements communiste et nationaliste en algérie -*Chronologie commentée 1920-1962*** » Jacques Jurquet- Presse d'Aujourd'hui 1982.
« **Ni Dieu, Ni Maire –De Charléty aux moutons noirs. De l'autogestion (1968) à la cogestion (1988) 20 ans de dérive CFDT** » Jorge Valero -éditée par La Digitale en mars 1989.
« **Paris 19 Mars 1977 : 106e Anniversaire de la Commune de Paris -**
Manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge » 1977
- « **Pays de l'Est, vers la crise généralisée** » Jacques Sapir - Editions Federop- 1980
-« PCRml : **Programme et statuts adoptés par son deuxième congrès (juin 1976)** »
« Plogoff-la-révolte » Éditions Le Signor, Le Guilvinec, 1980
« **Pour ou contre le Parti : Réponse à « Combat Communiste (m-l)** » 1978
« **Quarante ans d'Histoire de la CFDT –1964-2004-** 2è édition, revue et augmentée d'une postface 2004 – 2013- René Mouriaux Institut CGT d'Histoire Sociale –Octobre 2013-)
« **Qu'est-ce-que l'AJS ?** ***Contribution à l'analyse de l'extrême gauche*** » par Henri Weber et Serge Jakubowitz. Série : Marx ou crève. n°5. Éditions Maspero -Novembre 1971
-« **Sport et Révolution : Contribution à la critique du sport bourgeois et des jeux olympiques** » OCML-VP –1980-
« **Vivre libres !** Projet de déclaration des libertés soumis à la discussion des Français. Introduction de Georges Marchais » 1975 – (PCF)

Bulletins :

La Cause Ouvrière, La vie du Parti, Le Mineur accuse

Revues :

« **Antirouille** »
« **Antoinette** » (CGT)
« **Arguments** » (OCD)
« **Brisons nos chaînes** » (OSR)
« **Cahiers du communisme** » (PCF)
« **Cahier Rouge** » (PCMLF)
« **Cahiers du Samizdat** »
« **CFDT aujourd'hui** »
« **Dissidences** » n°8 –mai 2010- « **Prochinois et maoïsmes en France (et dans les espaces francophones)**
« **Etudes Marxistes** » (Inem-PTB)
« **Faire** » (PS)
« **Front Rouge** » (PCRml)
« **Gauche révolutionnaire** » (GR puis GR m-l)
« **Historia** »
« **La cause du communisme** » (OCML-VP)
« **La cause marxiste** » Publication centrale du groupe pour la fondation de l'UCFML
« **La lettre d'Arguments** » (OCD)
« **La Règle du Jeu** » -Bernard-Henri Lévy-
« **Le chrono enrayé** » (L'École Émancipée)
« **Le contre pied** » (Mouvement Football-Progrès)
« **Le Meilleur des Mondes** » -André Glucksmann-

« **Le Miroir du football** » -PCF-
« **Le Mouvement Social** » n°230 en 2010 -éditions La Découverte-Article : « ***La coupe est pleine Videla ! Le Mundial 78 entre politisation et dépolitisation*** » par Jean-Gabriel Contamin, Olivier Le Noé –pages 27 à 46-
« **Le Nouvel Espoir** » bimensuel de l'AUCM (secte Moon)
« **Les Lettres françaises** » (PCF)
« **Lutte de classe au Portugal** » revue du comité français de solidarité avec le peuple portugais
« **Lutte, santé, sécurité** » revue du CLISACT (origine PCRml-Tribunal populaire de Liévin)
« **Marx Again** » (OCD)
« **Négation** » revue ultra-gauche
« **Ni patrie ni frontières** » n°46-47 –octobre 2014- intitulée « **Increvables négationnistes ! « Untragauches », libertaires et antisémitisme : un long aveuglement (1948-2014)** »
« **Nouvelles du Portugal révolutionnaire** » CMS - CPROPV
« **Octobre** » (PCRml)
« **Partisans** » juillet-septembre 1968 n°43 « ***sport, culture et répression*** »
« **Plein droit** » GISTI
« **Politis** » Bernard Langlois
« **Prolétariat** » (PCMLF)
« **Que faire aujourd'hui ?** » (publié par le PCRml dès janvier 1980. Ch. Bourseiller indique dans « Les Maoïstes » -page 291- la sortie de cette revue en 1978, il s'agit d'une erreur)
« **Quel corps ?** » -Jean-Marie Brohm- Michel Caillat- Marc Perelman-
« **Résister** : revue de débat syndical »
" **Révolution Prolétarienne** " (PCRml)
« **Rouge et Vert** » (AREV)
« **Tel Quel** » (Philippe Sollers et Jean-Edern Hallier…)
« **Théorie et Politique** » n°3-4 de février 1975 (UCFML)
« **Théorie et pratique »** (Revue marxiste-léniniste)
« **Travailleurs** » (PCML)
« **Tumulte** »

--
revues d'extrême-droite (**Krisis**, **Le Choc du Mois**, **la Nouvelle Revue d'Histoire**…) ou proche : (**Valeurs Actuelles**)
--

Journaux :

Charlie mensuel, Charlie Hebdo
CQFD
Études marxistes
Esprit
Fakir
Flash Alternative, Flash Alternative internationale
Front Rouge
Hara-Kiri (mensuel), Hara-Kiri hebdo
L'Épique (COBA puis COBOM)
La Cause Ouvrière : Bulletin de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire pour un syndicalisme de lutte de classe (OSR)
La Cause du Peuple
La Forge
La Gueule Ouverte
La Vie Ouvrière
La voix des jeunes
Le Bolchévik
Le Marxiste-Léniniste
Le Monde
Le Monde diplomatique
Le Monde Libertaire
Le Nouvel Observateur
Le Pire (supplément n° hors-série à « Tribune Socialiste »)
Le Prolétaire
Les nouvelles littéraires

Libération
Liberté j'écris ton nom …
Lutte Ouvrière
L'Étincelle
L'hebdo Hara-Kiri
L'Humanité
L'Humanité Dimanche
l'Humanité Rouge
l'Humanité Nouvelle
l'Humanité Nouvelle d'Alsace
L'Outil des travailleurs
L'Unité
Partisan
PCML Flash
Politique Hebdo
Pour la Vérité
Pour le Socialisme
Pour le Parti
Prolétaire Ligne Rouge
Révolution !
Servir le Peuple
Siné Hebdo, Siné Massacre, Siné Mensuel
Spartacist
Syndicalisme-hebdo
Tribune socialiste (PSU)

Table des matières

Présentation, introduction

Pourquoi ? Comment ! Quoi ?
Pourquoi un tel intérêt pour ce sujet ?
Une étincelle…
Dubitatif et interrogatif
Une étude, un contexte…
… sur la base de la critique/autocritique
et aussi une histoire belge !

Autogestion, trotskisme, marxisme-léninisme, anarchisme et syndicalisme libertaire…
Quand la CFDT justifie le fichage de ses opposants internes, les exclusions et le recentrage.
Les conséquences sur le paysage syndical : SAT, SDB, SLT…
… CRC, SUD-PTT

Utilisation de l'ouvrage et contenu
Histoire parallèle - Histoire croisée – Histoire commune

Chapitres 1 – 2 – 3 – 4 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16 – 17 – 18 –
Première partie - **Deuxième partie** - **Troisième partie** - **Quatrième partie** – **Cinquième partie** - **Sixième partie** - **Septième partie** - **Huitième partie**
Conclusion

Première partie

Chapitre 1

La bataille au sein de la CFDT

Les Marxistes-Léninistes et les syndicats

Les établis, l'UJCML, la GP, le PCMLF, l'UCFML, le PCRml, l'OCML-VP, le PCOF

Chapitre 2

La CFDT : des dates, des noms et un peu d'histoire

Les origines chrétiennes
Liste des congrès
Secrétaires généraux CFDT
De Kaspar à Nota-tcher (la « tsarine ») de la CFDT
CFDT : de l'autogestion à l'abandon de la lutte des classes et du socialisme…

Chapitre 3

Quelques petits repères chronologiques donnant des éléments du contexte de 1968 à 1986 :

-1968 : *Johnson et la convertibilité du dollar en or, « Printemps de Prague » en Tchécoslovaquie, Martin Luther King assassiné, la CFDT adopte l'autogestion, attentat contre Rudi Dutschke en Allemagne, mai 68, interdiction du PCMLF, légalisation des sections syndicales d'entreprise…*
-1969 : *Jan Palach, Alexander Dubcek, « Normalisation en Tchécoslovaquie », les américains sur la lune, Nixon bombarde le Cambodge, 37e Congrès national de la CGT, Concorde décolle, De Gaulle s'en va, Pompidou-Chaban-Delors arrivent…*
-1970 : *XIXe congrès du PCF, 35e congrès CFDT, catastrophe minière à Fouquières-lès-Lens et Tribunal populaire, répression contre le PCMLF…*
-1971 : *Mitterrand au congrès d'Epinay, Maire secrétaire général de la CFDT, la Chine à l'ONU, Clavel et les censeurs…*
-1972 : *Pierre Overney, 37e Congrès de la CGT, le PSU exclut la GR, Programme Commun de la gauche, XXe Congrès du PCF…*
-1973 : *Mobilisations massives contre la loi Debré, 36e congrès CFDT, début du conflit de Lip, interdiction de la Ligue Communiste, coup d'Etat fasciste au Chili, autodissolution de la GP…*
-1974 : *Pompidou, Soljenitsyne, Puig Antich, Révolution des œillets au Portugal, comités de soldats, Giscard élu, Chirac 1er ministre, Larzac, la grande grève des postiers, XXIe Congrès du PCF, la catastrophe de Liévin 42 morts …*
-1975 : *Répression, développement de la lutte des résidents Sonacotra engagée en 1974, conflit du 'Parisien Libéré', Tribunal populaire de Liévin, victoire au Vietnam, Glucksmann et BHL, Sakharov, 39e Congrès de la CGT, mort de Franco, Caron-Ozanne, IMRO, projet de centrale nucléaire à Plogoff…*
-1976 : *Chou En Lai, le PCF abandonne la dictature du prolétariat, lutte à Bourgogne-Electronique à Dijon, Pliouchtch, Boukovski, lutte antinucléaire à Plogoff, Seveso en Italie, le rallye des bradés, occupation à Malville, Larzac toujours en lutte, Ranucci guillotiné, démission de Chirac, Barre 1er ministre, Mao décède, l'UDR devient RPR …*
-1977 : *Charte 77, Václav Havel, Mengistu, Kanapa pour la force de frappe, Médiatisation des « nouveaux philosophes », Tramoni, Assassinat de Pierre Maître, les autonomes, Malville, rupture de l'union de la gauche, Baader, Libération, Bokassa…*
-1978 : *Moreau présente le « recentrage » de la CFDT, Défaite de la gauche, marée noire de l'Amoco Cadiz, Jim Jones, Deng Xiaoping, Vietnam/Cambodge, 2 papes, 40e Congrès de la CGT, Usinor, Shah d'Iran…*
-1979 : *Lutte des sidérurgistes, 38ème Congrès CFDT et recentrage, Elections européennes, Cambodge, l'Iran le Shah et l'ayatollah Khomeini, Chine-Vietnam, Margaret Thatcher, Saddam Hussein en Irak, guerre en Afghanistan…*
-1980 : *Plogoff, « produire français », le « recentrage éblouissant », Décès de Tito, création de Solidarnosc, Gorbatchev, guerre Iran-Irak, Reagan…*
-1981 : *Marchais : coup de Vitry , Hue : délation à Montigny, Francisque Mitterrand élu Président, durée du travail, suicide de Georgette Vacher, Ronald Reagan, "bande des quatre", Mumia Abu-Jamal…*
-1982 : *Stirbois, Deuxième gauche, Jean Auroux, réhabilitation généraux de l'OAS, ordonnance sur les 39h et les congés payés…*
-1983 : *Décentralisation, PCR auto-dissout, Papon inculpé, tournant de la rigueur, FN 17,6% à Dreux, le pape en Pologne, la majorité pour Margaret Thatcher, le Nobel à Walesa, Marche pour l'égalité et contre le racisme…*
-1984 : *Grèves et affrontements à Talbot-Poissy, nouveau plan acier dans la sidérurgie, recul du PCF et montée du FN aux Européennes, mobilisation contre la loi Savary : « guerre scolaire », Fabius premier ministre, départ des ministres du PCF au gouvernement, SOS Racisme…*
-1985 : *Jacques Delors président de la Commission européenne, création des Restos du cœur par Coluche, le PCML devient le PAC, l'UCFML devient l'OP…*

-1986 : Charles Pasqua devient ministre de l'intérieur, Radio Mouvance interdite, publication du livre de J-P Garnier et L Janover « La deuxième droite », les ambitions de Tapie à la télé, l'Acte unique européen signé par Mitterrand, Première cohabitation entre un Président de la République : Mitterrand (PS) et un Premier ministre : Chirac (RPR)…

Deuxième partie

Chapitre 4

Le PCMLF, le PCRml, la CGT et la CFDT

Quelques dates : syndicats et partis ml

Le PCMLF, la CGT et la CFDT de 1965 à 1968 à travers les articles de l'Humanité Nouvelle
La CGT, la CFDT, la CFTC et FO

Le PCF et la CGT contre les marxistes-léninistes ! Pourquoi tant de haine ?
-L'attaque contre le meeting du MCFml le 5 mai 1967
L'agression contre le congrès constitutif du PCMLF à Puyricard fin décembre 67
-Sous les balles en 67… le deuxième jour du congrès de fondation du PCMLF
-Pourtant pour Marchais : « *Ils ne sont qu'une poignée.* »
-*…interdit en juin 1968*
-L'agression contre Raymond Casas militant ouvrier du PCMLF par un membre du P« C »F le 29 mai 1969.

Petite parenthèse sur l'UJCML (1966-1968) et la GP (1968-1973)
*De « Vive la CGT ! » (*UJCML*) à « À bas la police syndicale, kollabos, nazis » (*GP*)*
Lip et la GP : décalage et porte à faux. Des contradictions à l'autodissolution.
Une approche nouvelle mais sans illusions…
HR et GP : des relations conflictuelles…

La guerre fratricide des ML
Octobre contre Cahier Rouge
Unité et division

L'Humanité Rouge, la CGT, les Comités de base, la CFDT
Voici venu le temps des Conseils Ouvriers et des Comités de Base

Chapitre 5

L'Humanité Rouge (PCMLF), la CGT et la CFDT de 1971 à 1975

-Années 1971 à 1974
-Prolétariat et HR contre Libération (1973-1976)

-HR (PCMLF) et les Assises du socialisme (1974)

-Le PCMLF (HR, Prolétariat), la CGT et la CFDT en 1975
Le « tournant patriotique » du IIe congrès du PCMLF
Timide apparition de la CFDT dans les titres des articles de l'HR quotidienne

Le PCRml, la CFDT et le PS de 1971 à 1974
-1971-1972-1973
--Vers la création de "l'opposition syndicale révolutionnaire"
--1974 : en mars le PCRml est crée.
-Les présidentielles de 1974 :
-CFDT, CGT, PS, PSU, P « C »F, trotskistes, PSU : pour Mitterrand.
-Les abstentionnistes révolutionnaires, les anars et les ML : contre Mitterrand…

Convergences et divergences FR/HR : Elections et abstention…

-FR : de la campagne pour André Roustan à l'abstention

-HR : contre l'électoralisme, pour l'abstention : refusez les urnes de la bourgeoisie

Le PSU : un parti de courants et de tendances

-Quelques infos sur le PSU

-Liste noms et dates des secrétaires nationaux

-Rocard et Chapuis : du PSU au PS

Des tendances révolutionnaires au sein du PSU

-La GR : du PSU au PCMLF

-Pierre Bauby : du PSU à la GR, de la GR(ml) au PCMLF, du PCML au PAC… puis au PS

Quelques éléments et infos sur le parcours politique de Pierre Bauby

-Alain Badiou : du PSU à l'UCFML

Lip, PSU, CFDT et Piaget dans l'ombre de Mitterrand et Rocard

Le PLR : au sujet de la CFDT, du PSU, de l'OSR et des « assises du socialisme »

Les « assises du socialisme » : source et creuset du recentrage de la CFDT

Chapitre 6

1974 : La lutte du PCRml et de l'OSR contre la mainmise du PS sur la CFDT et contre les « assises du socialisme ».

1975 : La presse du PCRml (Révolution Prolétarienne, Front Rouge et Le Quotidien du Peuple), la bataille dans la CFDT, la CGT et le rôle de l'OSR

► Batailles et luttes dans la CFDT et la CGT

Révolution Prolétarienne n°2 **:** contre la mainmise du PS dans la CFDT

► *Front Rouge : La lutte contre le PS, La lutte des militants ML dans la CGT, La lutte contre l'autogestion, et les projets réformistes*

► *Le Quotidien du Peuple : luttes ouvrières, grèves, solidarité avec le mouvement des appelés (Comités de soldats) contre la répression*

Chapitre 7

1976 :

Vers le 37e congrès de la CFDT d'Annecy le 25-29 mai 1976

Le 35e congrès et les acquis de la CFDT

Une remise en cause

Le PCMLF (HR, Prolétariat) et la CFDT

-Un contexte de luttes :

Grèves, occupations : luttes des travailleurs du livre

--Darboy : « le Lip de l'imprimerie »

-Un passé et des traditions de lutte de classe

-« Révo » pour un front commun

--Ils occupent, ils impriment toujours… les travailleurs de Caron-Ozanne et de l'IMRO

-Caron-Ozanne

-IMRO

-Féminisme et syndicalisme

-Solidarité avec Roland Agret - écologie – comités de chômeurs – résidents Sonacotra –

-Lip, c'est pas fini !

-Coordination des luttes : Griffet, Lip, infirmières…

-Le caractère nouveau de la CFDT

-Le Rassemblement National Ouvrier du 14 février 1976

La campagne pour la libération de Romain Le Gal -avril 1976 – septembre 1976-

HR et le 37e congrès de la CFDT (Annecy 25 au 29 mai 1976)

L'HR et le nucléaire : du soutien à la contestation…

La revue Prolétariat et les luttes en 76

QDP (PCRml) : préparation du 37e Congrès de la CFDT

-La direction CFDT veut colmater les brèches avant le congrès de mai
-Le QdP et FR publient une «*Lettre ouverte à Edmond Maire et à la Commission exécutive de la CFDT (du comité central du PCRml*)

-Mars 1976 : la CFDT se prononce contre le programme nucléaire.

Avant le 37e congrès national de la CFDT :

le congrès régional de la CFDT – Lorraine

Avant, pendant et après le 37e congrès :

-Le conflit à Bourgogne-Electronique
-Premier mai syndical unitaire (CGT, CFDT…)

L'agression des féministes par le service d'ordre de la CGT dans le défilé du 1er mai 1976

L'affaire Claustre (1974-1977), l'épopée des verts, le *Miroir du Football* et les éditions Vaillant

La fièvre verte et l'épopée de Saint-Etienne
« Normalisation » à *Miroir du football.*
Des licenciements aux éditions Vaillant à « l'entreprise des patrons rouges ».
De Vaillant à PIF en passant par le Jeune Patriote

Le 37e congrès de la CFDT du 25 au 29 mai à Annecy

Les analyses avant congrès.
Le déroulement, les confrontations pendant le congrès.
Bilan et premières analyses après congrès
37e congrès CFDT : Un tournant ?
Coordination des luttes condamnée par la CFDT
Une attaque sans précédent depuis 20 ans…. Le plan Barre

Troisième partie

Chapitre 8

1977 : Une année importante

Crise, plan Barre, sidérurgie, ripostes…

International :

RFA, RAF et construction européenne
La bande des quatre, la théorie des trois mondes et la division sino-albanaise

Une offensive idéologique tout azimut

--Dissidents et « Nouveaux philosophes » contre le marxisme, Rocard et « deuxième gauche », PCF et CGT pour l'autogestion, Maire et Moreau pour le recentrage de la CFDT
--La fin de la « bande à Baader », l'arrestation puis l'extradition de Klaus Croissant

Union de la gauche, élections municipales, écologie et récupération politique

--CFDT et CGT : « Tout pour le programme commun et l'union de la gauche »
--Politique hebdo : année noire, crise financière et soutien de la CFDT
--Les municipales : répétition générale avant les législatives
Centrales nucléaires, barrage de Naussac, amiante, marée noire
Ecologie et récupération politique

Crise sidérurgie, plan Barre et CFDT
--Crise dans la sidérurgie Lorraine
--Réformisme et ''chasse aux sorcières'' dans la CFDT, Plan Barre et journées d'action, élections municipales

Suite et fin de Lip
La lutte change de cap
Lip, le tournant

Evénements politiques et syndicaux : 10 mois déterminants…
Le Rassemblement Communiste vers la création de l'UOPDP et l'unification du PCRml et du PCML
Le chômage ne cesse d'augmenter… mais le « docteur » Barre a des recettes !
Premier mai CGT-CFDT
Premier mai unitaire des ML
Le PCF pour la force de frappe
Nouvelle journée nationale contre le plan Barre
Malville
Rupture de l'union de la gauche en septembre lors des réunions pour l'actualisation du Programme Commun engagée le 17 mai.

L'union de la gauche : une stratégie opportuniste qui vient de loin…
-Quelques éléments sur le passé de Mitterrand
-Deuxième tour des présidentielles de 1974
-Législatives partielles et défaite du PCF
-Le XXI Congrès extraordinaire du PCF du 24 au 27 octobre

Petit historique de l'échec de la renégociation du programme commun de la gauche, sur la base d'articles du *Quotidien du Peuple* à partir du mois de septembre 1977.
Le PCF : les jours d'après…
-PCF : de la division à la contestation et au déclin

L'HR et l'Union/désunion de la gauche dans le mois de septembre 1977

Les syndicats en général et la CFDT en particulier après la rupture du 23…
-La nouvelle journée du 1er décembre contre le plan Barre

Les ML préparent la bataille politique de 1978
-HR et PCRml après l'éclatement de l'union de la gauche
-Rassemblement national (PCMLF) du 6 novembre 1977 « Octobre aujourd'hui »
-Des candidats…
-La tribune libre du PCRml sur FR3 le 16 novembre et le rassemblement communiste du 27 novembre 1977
-Le rassemblement communiste du 27 novembre

PS : un tournant à droite ?
-Toute la gauche est à droite !

Vers une campagne commune des ML
Fin de l'année, rétrospective et 10e anniversaire du PCMLF
La fin de l'année 1977

Chapitre 9

1978 : une année décisive

Des congrès…
… et la création du CIEL
Un climat répressif et pesant…
La question de l'immigration
Giscard, Barre, Bonnet, Stoléru

Une situation internationale lourde de conséquences…
Un climat mondial tendu
Quelques exemples :
Procès de Klaus Croissant
Nicaragua : le mouvement contre la dictature de Somoza

L'Argentine, une coupe du monde de football pour masquer une dictature :

- PCF, FSGT… et le Miroir du football
-Du Stade lamballais au Mouvement Football Progrès
-La coupe du monde de foot en Argentine (1978) et le COBA
-Le général Videla fait un coup d'Etat en Argentine
-Le COBA lance une campagne pour le boycott…
-Quand la France collaborait avec la dictature argentine
-*L'Épique* (toujours imité jamais égalé)
-Le boycott et le débat sur le foot
-Le COBA structure unitaire ne tiendra pas après la coupe du monde

Israël au Sud-Liban et signature des accords de Camp David
Aldo Moro en Italie
La question européenne
L'impérialisme français au Tchad
L'Afghanistan
L'Iran

Sectes : escroquerie et tuerie : Scientologie et « Temple du peuple »
-Des sectes de toutes sortes
-La secte Moon : une véritable organisation anticommuniste mondiale

Syndicats CGT et CFDT en 1978

Recentrage et exclusions pour la CFDT
La direction de la CFDT contre l'HR et le PCMLF, contre les comités de soutien
Des craquements à la CGT

Les travailleurs… ils luttent

Des luttes et des oppositions

La période de janvier à mars est marquée par :

-les luttes :
-les attaques contre l'opposition dans la CFDT
-les tentatives de la CFDT pour ressouder la gauche

Dans la course des législatives

Les écolos sous pressions : positions justes et luttes interne. Le PS, le PCF et le PSU à l'affût
Le PCF : sectaire, chauvin… et autogestionnaire
Pendant ce temps là, le PCF…

Les Marxistes-Léninistes et les législatives de 1978

Pour les ML l'année 1978 est déterminante :

Les ML vont-ils être présents dans ces élections ?
Les ML font campagne commune sous le sigle UOPDP
Les deux lettres de décembre 1977 avant l'accord pour une campagne commune des ML sont publiées

IIIe congrès du PCMLF

Le meeting organisé à Paris par l'HR le 27 janvier à l'occasion du 10e anniversaire du PCMLF

L'UOPDP… à la télé !
Les ML s'activent pour la campagne de l'UOPDP

12 mars : Premier tour des législatives

Entre les deux tours, l'accord PS-PC et Radicaux de gauche : Un accord de façade !
Meeting unitaire des ML le 14 mars 1978 : Un succès !

19 mars : Deuxième tour des législatives

L'échec de la gauche aux législatives : une déflagration ! une impasse et un prétexte…
Rocard et Delors avancent…
Une crise profonde au sein du PCF
…et des « nouvelles formes d'unité »

Bilan des résultats de l'UOPDP

L'UOPDP : échec ou pas échec ?
Un résultat électoral décevant ?!
L'UOPDP continue
Les ML et la crise du PCF

Syndicalisme, plan Barre, 1er mai, recentrage CFDT et luttes
Le 9e congrès de la FSM
Et encore un nouveau plan Barre
Plan acier et sidérurgie
Les ML unis pour le 1er mai 1978
Premier mai syndical en 1978
L'échec de la gauche… pour accélérer la stratégie du recentrage dans la CFDT
Des luttes et la fin de l'empire du textile Boussac

Après l'échec électoral de « l'union de la gauche »
L'OSR, la revue Prolétariat et l'HR et la défaite de la gauche
Un pas de plus vers l'unification du PCMLF et du PCRml
Fête de l'Huma… le S.O. du PCF agresse des militants du PCRml
Le PCMLF devient…PCML
Au sujet du capitalisme d'Etat
Tribune de discussion pour le 3e congrès du PCRml
Le 3e congrès du PCRml le 18 et 19 novembre 1978

Le 40e congrès CGT
CFDT : la voie du recentrage

Sidérurgie et plans acier
Encore un plan de licenciement dans la sidérurgie (prélude à la lutte exemplaire des sidérurgistes)

La situation internationale à la fin de l'année 1978

Chapitre 10

1979 :

Une rétrospective significative…de 1978
…qui s'ouvre sur 1979, une année complexe

La lutte des sidérurgistes
Maire et Chérèque contre la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, congrès du recentrage
Divisions, campagne chauvine et crise politico-syndicale
CFDT locale, très combative
La RTT à 35 heures

PCRml, PCML, UCFML, OCML-VP, PCOF : Les ML et la lutte des sidérurgistes
PCRml
« *Longwy, Denain nous montrent le chemin ! Oui aux actions efficaces !* »
Le QdP avec les sidérurgistes
Une solidarité internationale des sidérurgistes
PCML
Face aux licenciements dans la sidérurgie : De la colère à la lutte
UCFML
« Longwy 1979 : illusions et réalité de la lutte de classe ouvrière »
L'émeute ouvrière est juste : Vaincre exige une politique et un Parti
Le ML, Le Perroquet, La cause marxiste et… « La fin du mouvement ouvrier »
PLP (PLP – Ocml VP)
La lutte des ouvriers sidérurgistes et nos tâches
PCOF

La lutte va s'éteindre… et reprendre en 1982, en 1983, en 1984 pour se terminer en 1987

Jacques Chérèque –CFDT- : le fossoyeur
Le baroud d'honneur de la CGT
Mitterrand à Longwy… des promesses non tenues
… d'autres licenciements : restructuration, « plan acier » et Convention sociale
Sidérurgie Lorraine : Une restructuration qui n'en finit pas
Le PCF vote… le plan acier
Longwy 79-84 même combat
Chérèque : Une reconversion réussie…

Le recentrage en discussion… et en application
Les journées d'action nationale des syndicats toujours en débat…
Le 38e congrès CFDT en préparation, le recentrage en discussion
CFDT : réformisme et recentrage.
38e Congrès de la CFDT à Brest : recentrons, recentrons, il en restera toujours quelque chose !
De la suspension à l'exclusion… la section CFDT d'Usinor-Dunkerque est dissoute

Elections européennes…
…une affaire juteuse
Les résultats et tendances des premières élections européennes du 10 juin 1979

Mobilisations contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

En septembre accord confédéral CGT-CFDT

Alsthom en lutte
En octobre démarre un conflit et des grèves avec occupations notamment dans les usines Alsthom (Belfort, Saint-Ouen)
Petite chronologie et quelques titres de l'HR sur les grèves et occupations à l'Alsthom

Reconduction de la loi Veil

En avant vers le IVe congrès du PCML
L'HR en difficulté financière
Une tribune de discussion pour le 4e congrès du PCML

Dans quelques mois, un seul parti marxiste-léniniste
HR et QDP : la fusion
Le PCRml lance un nouveau magazine
Fusion, unification…
…dans un contexte difficile

La « nouvelle droite » dans le sillage des « nouveaux philosophes »

Quatrième partie

Chapitre 11

1980 : Le début d'une décennie cauchemardesque

La CGT en mutation…
Une CGT sous pressions et convoitée
Un recentrage… de la CGT ?

Questions syndicales et presse du PCRml : QdP, PLS et QFA
L'OSR veut « jouer le jeu… »
QFA, CFDT, « nouvelle culture politique »
La presse du PCML en 1980

L'offensive idéologique
Le PCF, les trotskistes, les marxistes-léninistes, l'autogestion et la « deuxième gauche »…

-PCF, CGT et autogestion : « formule creuse », « réformiste », pleine d'illusions et de confusion…
-La CGT vers les conseils d'atelier et l'autogestion !
-Une utopie chrétienne ?
-Pour ou contre l'autogestion ?
Écologie et autogestion
-Deux journaux emblématiques de l'écologie politique : La Gueule Ouverte, Le Sauvage
-Quand « la Gueule Ouverte » se pose des bonnes questions sur l'autogestion !
-La Gueule Ouverte, l'Arche, Longo Maï et ÉCOOVIE
-Des associations historiques de l'écologie politique : Amis de la Terre et Mouvement Ecologique
-Une fin et un moyen…
Autogestion, marxisme et PCF : dictature du prolétariat et dépérissement de l'Etat
-L'autogestion s'invite dans le débat au sein du MCI
-Sémantique, notions et références formelles
-Une vague réformiste
-L'autogestion pour remplacer….la dictature du prolétariat !
-Caron-Ozanne une lutte se revendiquant de l'autogestion

Pierre Bauby candidat aux présidentielles de 1981 !?

Unité/division/recomposition… et recentrage

Cinquième partie

Chapitre 12

1981 : Année charnière, année de référence

Mitterrand quitte ou double !

Mitterrand et les ML
Amplification, accélération des divisions et des contradictions
Le PCOF, un peu d'Histoire…
De 1975 à 1980, l'évolution du courant politique « pro-albanais » dans sa démarche syndicale.
-La Cause Ouvrière
-La Forge, les syndicats et le PCF

L'OCML-VP, les syndicats, la gauche, les 35 heures

PCRml et PCML vont tenter de fusionner en 1979-1980
Le parasitage de l'unité…

Petite chronologie des relations tumultueuses entres PCRml, HR, GOP-Révolution ! – OCT
Quelques positions politiques de la GOP, Révo et OCT à travers leurs organes de presse

Manifestation et meeting pour la Commune de Paris

Processus d'unification…
Nécessaire… mais tardif !
La fusion du QDP et de l'HR
-L'échec du quotidien commun : prélude à la disparition du PCR et du PCML
Droits de l'Homme, PCK, Cambodge…

Le PCRml s'engage sur des nouvelles orientations
Gramsci superstar…
Le sabordage
-Le soutien à la gauche, les illusions sur le « débordement »
Le débordement à gauche…une croyance dangereuse
Un soutien critique qui renforce les illusions

Le PCML essaie de maintenir une ligne ML dans un contexte difficile

10 mai 1981 : Victoire de Mitterrand, gouvernements Mauroy, ministres PCF et « deuxième gauche ».

-Illusions, reflux, démobilisations, enfumage et politique de la gauche
-35 H, RTT, durée du travail, flexibilité, concurrence…
-Le premier gros dossier pour la gauche fraîchement élue, concerne le temps de travail.
-La durée du travail et l'accord de juillet 1981 où quand la CFDT signe ce qu'elle ne voulait pas en 1980
-Faire face aux grands bouleversements du monde contemporain
-Le suicide d'une permanente de la CGT : Georgette Vacher
-Le congrès du PS confirme qu'il n'y aura pas rupture, mais adaptation et modernisation du capitalisme
-L'URP-CFDT en congrès
-Licenciements et luttes dans le secteur de l'automobile
-Sans-papiers, immigration et régularisations
-Intérim, nucléaire et 'Accord du 17 juillet' : L'UR CFDT de Basse-Normandie dit Non !

Le développement des questions sur les mouvements pacifistes
La Pologne et Solidarnosc
Les ML contre le coup d'état en Pologne
Le PSU et son 13e congrès
La droite se redresse…
Charlie Hebdo s'arrête…
…provisoirement
Illusions et « gueule de bois »

Chapitre 13

1982 : La fin des illusions ?
Pershing, SS20 : guerre et pacifisme

Des congrès politiques et syndicaux
Charlie Hebdo, Minute, Polac et TF1
Chirac privatise la chaine TF1, Bouygues l'achète…
… et licencie Polac
TV, médias et Pouvoirs
Nationalisations et Constitution
Les éléments qui vont permettre le développement du Front National de Le Pen
-L'émergence électorale du FN

Des ML en crise…
La fin du PCRml (1983) et du PCML (1985)…
Pologne, Solidarnosc, quelle solidarité ?
-PCF et CGT sous le coup de la répression en Pologne
-Contradictions, luttes de lignes dans Solidarité vues par VP et l'UCFML
-L'UCFML et la Pologne
-Le ML, La Cause Marxiste, Le Perroquet sur la Pologne : UCF et GIP –Groupe Information Pologne-

Oublier le Salvador ?
Le XXIVe congrès du PCF
Les 39 heures
Les ordonnances

Des municipales partielles de janvier…
… aux cantonales de mars
Un bilan lucide…
Quels changements ?

Ve Congrès du PCR en mai 1982
La préparation du 39e congrès confédéral de la CFDT
Usinor et SLT
Droits nouveaux et lois Auroux

La droite se renforce et se mobilise
La victoire des ouvriers de Citroën, la question du pouvoir, PCF - CGT et le produisons français

41e congrès de la CGT

Plan de rigueur (austérité) en 82… avant le 'tournant de la rigueur' en 1983
Un édito significatif
et un dossier…
François Béranger et le changement
Le MRAP contre le racisme en Corse
Deuxième gauche et Fondation Saint-Simon

Sixième partie

Chapitre 14

1983 : le tournant de la rigueur ou la rigueur du tournant !?

Pour le PCR comme pour le PCML, une année déterminante
Citroën-Aulnay… suite
Municipales de 1983 (6 et 13 mars)
VP à contre-courant
Le « tournant de la rigueur »
Pierre Mauroy « père de la rigueur » ?
Le PCML glisse sur une pente savonneuse et fatale

Alsthom, VP, CFDT et Jospin
64e congrès du PS : la modernisation ! pas le changement !
Modernisation, compétitivité…
Le Ve congrès du PCML en préparation
29 octobre au 1er novembre 1983 : Ve Congrès du PCML
La Marche pour l'égalité et contre le racisme, les Restos du cœur, SOS racisme, SOS Ethiopie…

Septième partie

Chapitre 15

1984 –1985-1986…

Tapie, Montand, Le Pen et Mitterrand… la deuxième droite

Vive la crise !
La deuxième droite
Tapie, le gagneur, le nouveau symbole de la gauche !

Talbot Poissy, une lutte emblématique

Du plan acier au vote de confiance, de la nomination de Fabius au départ du PCF du gouvernement
un nouveau plan acier ! et de nouvelles luttes !
Au sujet du groupe « 79-84 même combat »
Le plan acier, la nationalisation, les licenciements, la solidarité gouvernementale et le PCF
Confiance, confiance…

Mutations économiques et offensive idéologique

Les élections européennes du 17 juin
Abstention des ML aux Européennes

Européennes chute du PCF et montée du FN

Guerre scolaire, loi Savary
Fabius premier ministre… départ du PCF du gouvernement
Badiou contre le Parti Socialiste
SOS Racisme…
… et Convergence 84

La fin du PCML et mutation en PAC

Des événements et des éléments des années 80, 90 et 2000 (liste non-exhaustive)

-L'AUE, Mitterrand et Delors
-FGA, Comités Juquin et LCR…
-Cohabitation, réélection de Mitterrand
-La succession des Premiers ministres : Michel Rocard, Édith Cresson, Pierre Bérégovoy…
-Mitterrand-Balladur : Nouvelle cohabitation et suicide de Bérégovoy
-Maastricht
-La CFDT de Maire, Kaspar, Notat
-La deuxième gauche au pouvoir

Huitième partie

Chapitre 16

Attaques et défenses du marxisme (1970-2016)

-Des attaques en 1970….mais aussi avant !
-L'emblématique Nouvel Observateur : de L'Observateur à l'Obs en passant par France Observateur
-La croisade anticommuniste de la secte Moon
-Moon et le CIEL

-Le PCF et l'anticommunisme
-De Soljénitsyne aux nouveaux philosophes
-D'« Ouvrez les guillemets » à Apostrophes
-Qui est Pierre Daix ?
-L'Huma et l'IHS rendent hommage à Pierre Daix
-Soljenitsyne et les médias

-Antimarxisme – anticommunisme – antisoviétisme – antistalinisme –
-Le remède est pire que le mal
-Stalinophobie
-De 1984 à 2010 : Deux exemples d'anticommunisme assumés
-Totalitarisme et antitotalitarisme

-Actuel et la cuisinière (1975)
-Lancés en 1976 et mis sur orbite en 1977 : les « nouveaux philosophes »
-La contribution de l'Express
-Jean-François Revel, le gourou de l'anticommunisme
-Les Cahiers du Samizdat et Soljenitsyne : la banalisation du nazisme
-BHL contre les lumières ! BHL n'est pas une lumière !
-Glucksmann contre le pouvoir
-De faibles mais justes ripostes…
-Quelles ripostes début 1980 ?
-Ripostes nécessaires mais marginales…

-Convergences et conjonctions de la « nouvelle philosophie » au Livre noir du communisme…
-Furet, la Révolution Française et la Terreur
-Le « génocide Vendéen », le « monstre » Robespierre : nouvelles cibles…
-Un courant réactionnaire et fascisant s'appuyant sur l'anticommunisme…
-…qui procède en plusieurs étapes
-Pourquoi un tel impact ?

-Les « nouveaux philosophes » de la « deuxième gauche » à la « nouvelle droite »
-Le triomphe du slogan thatchérien « there is no alternative », il n'y a pas d'alternative.
-Le grand cauchemar…

-Le livre noir du communisme

Le 8/11/1997 : 20 heures de TF1
Un livre à charge
Un contexte nouveau…
La dérive idéologique d'une fraction de la « deuxième gauche » vers la confusion, l'amalgame et les thèses des « nouveaux philosophes » et de Stéphane Courtois.
Le contexte de « la fin du communisme » des années 1989 à 1992
Des réactions diverses

Que sont-ils devenus ?

L'évolution idéologique et professionnelle des « nouveaux philosophes » : en avant vers le néo-conservatisme et le soutien à l'impérialisme américain

-Les copains… et les coquins !!!
-BHL : La Règle du jeu
-André Glucksmann : Le Cercle de l'Oratoire, la revue " Le meilleur des mondes "

Pliouchtch et Glucksmann réunis dans l'au-delà !

-Léonide Pliouchtch né le 26 avril 1938 est mort le 4 juin 2015
-le parcours emblématique d'un dissident

André Glucksmann né le 19 juin 1937 est mort dans la nuit du 9 au 10 novembre 2015

La cuisine antitotalitaire d'un antimarxiste

-Daniel Leconte Arte et … Stéphane Courtois

C dans l'air… un cas d'école

Quelques exemples significatifs : sur l'Ukraine, l'UE et la paix
Le référendum en Crimée : Quand Anna Jaillard Chesanovska réclame l'intervention de l'armée Reynié, Giuliani, Courtois, Boulouque
Jean-Dominique Giuliani : Shoah – goulag même combat !
Quand Reynié reprend un mensonge de Boulouque pour dénigrer le PCOF et Mélenchon
Boulouque : A propos de l'hommage à Henri Alleg
Reynié pétitionaire pour une loi du PS soutenue par le MEDEF…
Quand Dominique Reynié veut régner sur la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Ukraine : une nouvelle offensive

Retour sur l'Ukraine, retour de Stéphane Courtois et Nathalie Pasternak…
Göran Lindblad : la démocratie en marche…
Glucksmann… le père, le fils, la belle-fille : De la Géorgie à l'Ukraine
L'union Courtois, Field et Buisson contre les éditions Delga
Réponse à Field

La deuxième gauche partie prenante de la déconstruction du marxisme

Chapitre 17

Communisme ou fascisme ? (1968-2016)

répressions, répressions…

Libérer Romain Le Gal

Unité…. contre les ML

Les ML contre les fascistes, la « nouvelle droite » et le chauvinisme du PCF…

-Du CSPPS à l'URP : Les ML à l'offensive… contre la « nouvelle droite » et les fascistes
-… et la campagne raciste et chauvine du PCF
-Critiquer le PCF, oui ! Mais sur une base de classe !

Mitterrand et Le Pen …. le couple infernal ou comment la social-démocratie a pavé la route du FN
Mitterrand et la social-démocratie, aussi responsables de la montée du FN
Réhabiliter les généraux putschistes de l'OAS
Le Pen à la télé
Mais qui est donc responsables ?
Un écho favorable…
La droite est aussi responsable du lancement du FN
Le chauvinisme… du « produisons français » à la « préférence nationale »
Des conséquences…

La sainte alliance contre les ML
Ses résultats

TINA, social-démocratie et deuxième gauche
Concernant TINA…

A-t-on besoin d'un parti ML aujourd'hui ?
Un passé qui a de l'avenir !
Le retour de Marx et de la lutte des classes ...
… y compris dans le PCF

Chapitre 18

Le recentrage de la CFDT : Un commencement ? La fin d'un processus ? Une ligne momentanée ? La définition d'une ligne pour toute une période ?
-CFDT et Programme commun de la gauche : Du gauchisme à Mitterrand
-Une rupture qui accélère le recentrage de la CFDT
-L'échec de 1978, intégré dans la stratégie d'Edmond Maire en juin 1977
-Recentrage chronologie de Mars 1977 à Mai 1979
-Changement de ligne, de tactique, de nature, de stratégie ?
-La lutte contre le recentrage de la CFDT avant et après son adoption officielle au 38e congrès à Brest du 8 au 10 mai 1979-
-La section Usinor-Dunkerque victime du recentrage
-De « Rennes Révolutionnaire » en 1970 au soutien à Edmond Maire en 1980
-De Drapeau Rouge à Marx Again en passant par Arguments
-La « contribution » à… Edmond Maire

Conclusion

Des habits neuf pour cacher ses oripeaux
Les illusions réformistes de l'opposition interne dans la CFDT
L'actualité de la deuxième gauche
Conséquences et héritage

Annexes
Notes
Index des sigles
Bibliographie

-Ouvrage terminé en juillet 2016-

Deuxième gauche Réformisme et lutte de classe – Des années 60 à aujourd'hui
Réflexions, éléments d'histoire sur : les gauches, les révolutionnaires, les syndicats…
réalisé par Daniel Poncet *est diffusé par les* Editions Prolétariennes***, sous forme numérique et papier.***

Cet ouvrage commencé en juin 2014 et terminé en juillet 2016 est d'une actualité brûlante.
La disparition récente de Michel Rocard, réactive la question de l'héritage de la " deuxième gauche ", de son bilan, de son histoire.
L'ouvrage diffusé par les Editions Prolétariennes couvre une période de 20 ans (des années 68 aux années Mitterrand) et montre ses conséquences actuelles en 2016 au moment même où la crise économique et les disparitions d'emplois s'accélèrent, où des luttes importantes comme celle contre la loi travail (El Kohmri) réactive la lutte des classes, dans un contexte de montée des risques de guerres et de fascisme.

Il aborde des questions sur :
-les origines et la tactique des différents courants se réclamant de la révolution ;
-l'évolution du PCF, de la CGT, de la CFDT ;
-le rôle de la référence à l'autogestion mise en avant par la CFDT et le PSU ;
-la stratégie opportuniste de l'union de la gauche ;
-l'histoire du mouvement marxiste-léniniste et ses rapports avec les syndicats et la gauche ;
-l'évolution du courant de l'écologie politique ;
-le passage d'une fraction de la petite bourgeoisie, du gauchisme en rupture avec le marxisme vers un courant idéologique proche de l'extrême droite ;
-la nature et l'histoire de la " deuxième gauche " (principalement PSU, CFDT) ;
-le rôle de Michel Rocard, Jacques Delors, Edmond Maire, Jacques Chérèque…

Sources, chronologie, contexte…
Les sources nombreuses de cet ouvrage, couvrent plusieurs décennies. Une chronologie de 1968 à 1986, rend compte et rappelle le contexte de l'époque.
A la fois, historique et politique, cet ouvrage construit scientifiquement, n'en est pas moins engagé. Son auteur et son préfacier ont été et sont des militants politiques, syndicaux et associatifs depuis plusieurs années.
Avec ses 18 chapitres en 8 parties, ses 144 annexes, une bibliographie de 180 livres et de plus d'une centaine de journaux, brochures, revues… ainsi que des centaines de références et de titres d'articles, l'ouvrage très documenté, indiquant de très nombreux liens internet, pourra servir de base à une analyse critique du phénomène de la " deuxième gauche ", de sa nature réformiste profonde, et montrer toute l'actualité et la nécessité du combat contre son influence.
L'ouvrage en version papier est disponible en 2 volumes.
Le premier regroupe la préface, les 18 chapitres, la conclusion, l'index des sigles, la table des matières.
Le deuxième regroupe les 144 annexes, les 10 notes, l'index des sigles, la bibliographie.

Contact : **edi.prol@yahoo.fr**

Editions Prolétariennes

-2016-

Prix : 8 *€ version pdf ou version papier : 25 € chaque volumes (TTC frais de port inclus)*